

VERBATIM REPORT OF PROCEEDINGS OF 16 DECEMBER 2015

(C/2023/1556)

EUROPEAN PARLIAMENT

2015-2016 SESSION

Sittings of 14 to 17 December 2015

STRASBOURG

Contents	Page
1. Opening of the sitting	4
2. Verification of credentials: see Minutes	4
3. Implementing measures (Rule 106): see Minutes	4
4. Delegated acts (Rule 105(6)): see Minutes	4
5. Transfers of appropriations: see Minutes	4
6. Documents received: see Minutes	4
7. Preparation of the European Council meeting of 17 and 18 December 2015 (debate)	4
8. Award of the Sakharov Prize (Formal sitting)	39
9. Amendment of the agenda : see Minutes	43
10. Situation in Hungary: follow-up to the European Parliament Resolution of 10 June 2015 (motions for resolutions tabled): see Minutes	43
11. Voting time	43
11.1. Extension of the term of office of the Chairperson of the European Banking Authority (EBA) (A8-0347/2015 - Roberto Gualtieri) (vote)	44

Contents	Page
11.2. Extension of the term of office of the Chairperson of the European Insurance and Occupational Pensions Authority (EIOPA) (A8-0348/2015 - Roberto Gualtieri) (vote)	44
11.3. Extension of the term of office of the Chairperson of the European Securities and Markets Authority (ESMA) (A8-0346/2015 - Roberto Gualtieri) (vote)	44
11.4. Operational and strategic cooperation between Bosnia and Herzegovina and Europol (A8-0352/2015 - Lorenzo Fontana) (vote)	44
11.5. Mobilisation of the European Globalisation Adjustment Fund: application from Ireland - EGF/2015/006 IE/PWA International (A8-0363/2015 - Victor Negrescu) (vote)	44
11.6. Objection pursuant to Rule 106: list of invasive alien species (vote)	44
11.7. Objection pursuant to Rule 106: authorisation of genetically modified maize NK603xT25 (vote)	44
11.8. Bringing transparency, coordination and convergence to corporate tax policies (A8-0349/2015 - Anneliese Dodds, Luděk Niedermayer) (vote)	44
11.9. EU-China relations (A8-0350/2015 - Bas Belder) (vote)	44
11.10. Preparing for the World Humanitarian Summit: Challenges and opportunities for humanitarian assistance (A8-0332/2015 - Enrique Guerrero Salom) (vote)	44
11.11. Developing a sustainable European industry of base metals (A8-0309/2015 - Edouard Martin) (vote)	44
11.12. Situation in Hungary: follow-up to the European Parliament Resolution of 10 June 2015 (B8-1349/2015, B8-1351/2015, B8-1351/2015, B8-1358/2015, B8-1359/2015, B8-1360/2015, B8-1361/2015) (vote)	45
12. Explanations of vote	45
12.1. Extension of the term of office of the Chairperson of the European Banking Authority (EBA) (A8-0347/2015 - Roberto Gualtieri)	45
12.2. Extension of the term of office of the Chairperson of the European Insurance and Occupational Pensions Authority (EIOPA) (A8-0348/2015 - Roberto Gualtieri)	58
12.3. Extension of the term of office of the Chairperson of the European Securities and Markets Authority (ESMA) (A8-0346/2015 - Roberto Gualtieri)	71
12.4. Operational and strategic cooperation between Bosnia and Herzegovina and Europol (A8-0352/2015 - Lorenzo Fontana)	85
12.5. Mobilisation of the European Globalisation Adjustment Fund: application from Ireland - EGF/2015/006 IE/PWA International (A8-0363/2015 - Victor Negrescu)	104
12.6. Objection pursuant to Rule 106: list of invasive alien species	129
12.7. Objection pursuant to Rule 106: authorisation of genetically modified maize NK603xT25	147
12.8. Bringing transparency, coordination and convergence to corporate tax policies (A8-0349/2015 - Anneliese Dodds, Luděk Niedermayer)	171
12.9. EU-China relations (A8-0350/2015 - Bas Belder)	204

Contents	Page
12.10. Preparing for the World Humanitarian Summit: Challenges and opportunities for humanitarian assistance (A8-0332/2015 - Enrique Guerrero Salom)	235
12.11. Developing a sustainable European industry of base metals (A8-0309/2015 - Edouard Martin) .	268
12.12. Situation in Hungary: follow-up to the European Parliament Resolution of 10 June 2015 (B8-1349/2015, B8-1351/2015, B8-1351/2015, B8-1358/2015, B8-1359/2015, B8-1360/2015, B8-1361/2015)	307
13. Corrections to votes and voting intentions : see Minutes	333
14. Approval of the minutes of the previous sitting : see Minutes	333
15. Annual report on human rights and democracy in the world 2014 and the EU policy on the matter (debate)	333
16. Detention and use of force against asylum-seekers (debate)	360
17. Establishment of a commission of enquiry	380
18. 20th anniversary of the Dayton Peace agreement (debate)	380
19. Arms export: implementation of the Common Position 2008/944/CFSP (debate)	396
20. EU-Vietnam Framework Agreement on Comprehensive Partnership and Cooperation (consent) - EU-Vietnam Framework Agreement on Comprehensive Partnership and Cooperation (resolution) - EU-Vietnam Framework Agreement on Comprehensive Partnership and Cooperation (protocol to take account of the accession of Croatia) (debate)	408
21. Composition of committees and delegations: see Minutes	415
22. Agenda for next sitting: see Minutes	416
23. Closure of the sitting	416

VERBATIM REPORT OF PROCEEDINGS OF 16 DECEMBER 2015**VORSITZ: MARTIN SCHULZ***Präsident***1. Opening of the sitting***(Die Sitzung wird um 9.05 Uhr eröffnet)***2. Verification of credentials: see Minutes****3. Implementing measures (Rule 106): see Minutes****4. Delegated acts (Rule 105(6)): see Minutes****5. Transfers of appropriations: see Minutes****6. Documents received: see Minutes****7. Preparation of the European Council meeting of 17 and 18 December 2015 (debate)**

Der Präsident. – Als erster Punkt der Tagesordnung folgt die Aussprache über die Erklärungen des Rates und der Kommission zu der Vorbereitung der Tagung des Europäischen Rates am 17./18. Dezember 2015 (2015/2913(RSP)).

Nicolas Schmit, président en exercice du Conseil. – Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, l'ordre du jour de la réunion du Conseil européen de décembre sera très dense. Le Conseil européen abordera des questions fondamentales pour l'Europe telles que la migration, la lutte contre le terrorisme, l'Union économique et monétaire, le marché intérieur, l'Union de l'énergie et la politique climatique ainsi que la question du référendum au Royaume-Uni. Ce Conseil européen vise non seulement à s'attaquer aux crises actuelles, mais il a également pour objectif de donner des orientations politiques générales pour l'avenir. Le Conseil a travaillé de manière intense sur toutes ces questions, beaucoup de choses ont été réalisées ces derniers mois, et permettez-moi maintenant de détailler les différentes questions.

La première question concerne la migration. La première priorité est pour nous tous la mise en œuvre de ce que nous avons décidé. Toutes les institutions travaillent avec fermeté pour mettre en œuvre les conclusions du Conseil européen, mais l'ampleur de la crise nous rappelle chaque jour que cela ne suffit plus. Gérer ses effets immédiats est essentiel, mais établir des règles et les faire respecter est tout aussi indispensable. Il s'agit d'examiner la situation sur le terrain et de combler les déficiences actuelles en ce qui concerne en particulier les *hotspots*, les relocalisations et les retours. Nous devons d'abord renforcer la protection de nos frontières extérieures dans l'espace Schengen afin d'endiguer l'afflux de migrants en situation irrégulière. Frontex doit être renforcée et les pays qui le demandent – c'est par exemple le cas de la Grèce maintenant – doivent pouvoir compter sur une assistance efficace. Le maintien de l'espace Schengen, qui doit être notre objectif absolu, exige que nous améliorions la gestion de nos frontières extérieures. Je crois que la Commission a

d'ailleurs fait des propositions importantes à cet égard. La poursuite de la coopération avec les pays d'origine et de transit est également cruciale sur le plan opérationnel, mais aussi afin de s'attaquer aux causes profondes des phénomènes migratoires. Dans ce contexte, le Conseil européen entend également adopter des conclusions sur la Syrie, marquant un soutien décidé à tous les efforts en vue d'un processus politique, mais aussi exprimant une volonté de lutter contre toutes les forces terroristes.

La deuxième question porte précisément sur la lutte contre le terrorisme. Après les attaques de Paris, un certain nombre de mesures ont été adoptées et doivent maintenant être rapidement mises en œuvre. Une des questions les plus importantes est celle de la coopération et de l'échange d'informations. Il ne s'agit pas de créer une agence telle que la CIA, ou je ne sais quelle autre agence européenne, mais il faut approfondir et systématiser la coopération entre les services compétents. L'accord sur le PNR européen jouera également un rôle déterminant dans la lutte contre le terrorisme, et je tiens ici à remercier vivement M. Kirkhope et toutes celles et ceux qui ont travaillé à un accord sur ce dossier difficile. Dans ce domaine aussi, la coopération avec les pays tiers est bien entendu une nécessité absolue.

La troisième question porte sur l'Union économique et monétaire. Le rapport des cinq présidents visant à la compléter a été présenté en juin dernier. Depuis, le travail a bien progressé au sein des différentes formations du Conseil. La Commission a présenté des propositions de suivi le 21 octobre dernier, vous en avez d'ailleurs débattu hier en plénière. Nous sommes tous d'accord qu'une réforme de la zone euro reste une nécessité. Le Conseil européen est appelé à donner une direction à la poursuite des travaux, un certain nombre de questions – nous devons hélas l'admettre – restent controversées et doivent donc être clarifiées rapidement. Le président du Conseil européen souhaite d'ailleurs une discussion approfondie sur la base de laquelle les institutions pourront faire avancer les travaux.

Le quatrième point à l'ordre du jour du Conseil concerne le marché intérieur, qui est le fondement même de l'intégration européenne. La Commission a récemment soumis un certain nombre de communications et de rapports qui seront à la base des discussions du Conseil européen. Il s'agit de renforcer et d'approfondir le marché intérieur dans plusieurs domaines où subsistent encore des déficiences. Cela vaut pour les biens et services, avec une nouvelle stratégie, mais cela vaut notamment et surtout pour le marché intérieur numérique comme pour l'Union des marchés de capitaux. Nous avons besoin de redynamiser le marché intérieur dans l'intérêt de la croissance, de la compétitivité et de l'emploi.

Nous nous sommes tous réjouis du succès de la COP 21 sur l'Union de l'énergie et le changement climatique. À ce propos aussi, il y a eu un débat hier. Le Conseil européen va bien sûr en prendre connaissance et charger le Conseil et la Commission d'en évaluer les résultats, en particulier compte tenu du cadre d'action en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030. C'est maintenant l'heure de la mise en œuvre et, là aussi, l'Europe doit également montrer la voie et être exemplaire. Le Conseil européen reviendra d'ailleurs sur la question de l'Union de l'énergie en vue d'une discussion approfondie en mars prochain.

Enfin, la question du référendum au Royaume-Uni. Après des consultations approfondies, le président du Conseil européen a exposé ses intentions dans une lettre adressée à ses collègues le 7 décembre dernier. Le Conseil européen de décembre ne devrait pas prendre de décision sur les demandes du Royaume-Uni; ce sera l'occasion d'une discussion politique sur toutes les questions soulevées. La forme et le contenu d'un éventuel accord seront élaborés à un stade ultérieur. Par ailleurs, le président Tusk, dans sa lettre aux membres du Conseil européen a informé les chefs d'État et de gouvernement qu'il a demandé à la présidence de mettre la question de la politique des sanctions contre la Russie à l'ordre du jour du COREPER.

Pour terminer, je tiens à exprimer, une fois de plus, nos remerciements pour la responsabilité et l'engagement que le Parlement européen a pris sur les multiples questions et défis actuels, et notamment sur la question de la migration.

Jean-Claude Juncker, *President of the Commission*. – Mr President, the main issues of discussion for tomorrow's European Council will be the management of the refugee crisis, the implementation of our security agenda and the deepening of the Economic and Monetary Union. I said in the State of the Union speech on 9 September, and I want to repeat it, that this is no time for business as usual. No time for half-measures, no time for hesitation.

I announced plans for a European Border and Coast Guard, and here we are. The Commission has now agreed those plans, and I call on Parliament and the Council to treat them as a matter of urgency. We have no time to lose when it comes to preserving the Schengen area of free movement.

(Applause)

For this, effective management of our external borders must be a priority.

The Commission is not the government of the European Union – this seems to be news to you, Mr Farage! He would like the Commission to be the government of Europe! –

(Laughter)

...but when the situation requires so, when there are threats to our ways of living together, we have to take responsibility and prepare a collective response.

We have done this for the banking system by transferring preventive and remedial mechanisms to the European level – because the crisis has shown that national authorities were left alone to deal with transnational problems. The proposal we put forward yesterday, under the leadership of my good friend Frans Timmermans and Commissioner Avramopoulos, for a European Border and Coast Guard, follows the same logic. It will bring the missing link to strengthen our external borders, so that people can continue to live and move freely within our Union.

We Europeans no longer have many borders: we have one, and we have a shared responsibility to protect it. The European Border and Coast Guard is not the answer to a new need. The European Border and Coast Guard is there to repair a weakness in our Schengen system. We are completing what should have been done from the start.

Member States will continue to keep their competence and sovereignty on their borders. They will continue to manage the external border day to day. The European Border and Coast Guard will assess migratory flows across the whole of the Union, identify our weak spots, and require Member States to take action when needed.

Member States will be able to request joint operations and rapid border interventions. But where urgent problems persist and no action is taken, the Commission will assume its responsibility for the system as a whole and take – together with the Member States – appropriate decisions for the European Border and Coast Guard to intervene. If there is a serious problem at our external border, we cannot stand aside and do nothing. We have to act.

The Commission proposes to establish a permanent staff of 1 000 and a reserve pool of at least 1 500 experts who can be deployed within 72 hours. A new European Return Office within the new Agency will accelerate the return of irregular migrants by deploying teams of specialists across the Union. A new standard travel document for return will ensure the wider acceptance of returnees by third countries.

All of you know my views on Schengen, but to avoid any doubt, let me be absolutely clear: under my leadership we will do everything possible to protect what we have built, and to make it better and stronger.

(Applause)

We want to defend everything that Schengen represents, and as we prepare for a new year, our determination is stronger than ever. So let me tell you: Schengen is here to stay. This is why the Commission proposes to strengthen the Schengen Border Code so that every person entering the Schengen area – whether they are an EU national or a third country national – will undergo a security check against national and European databases. And checks on all individuals will now be mandatory when exiting the European Union as well. These are the costs of a riskier world, and we cannot avoid them. Tomorrow, I will call on the European Council to respond positively and urgently to all of these proposals.

Here, I want to thank this House for its support over the course of this year. Parliament worked closely with the Commission when it mattered most. You responded quickly and diligently to all of our proposals, and I count on your support as we continue our work together.

The refugee crisis does not begin at Europe's borders. Last month, we opened a new chapter in our relations with Turkey, a country that already hosts 2.2 million refugees – more than any other country in the world. The situation demands that we work together.

Yesterday, the Commission adopted a Recommendation for a Voluntary Humanitarian Admission Scheme for refugees from Syria who are currently in Turkey. If our neighbour is facing a humanitarian emergency, then we have a duty to help. All 28 Member States have worked on this proposal, but it remains voluntary. Those Member States that want to help can do so. I hope that all 28 are ready to help.

Mr President, when I came to you in September, Europe was not in good shape. Our governments were very busy blaming each other, or pointing the finger at Brussels. The situation required urgent action. On 29 September, the Commission adopted a Communication outlining the immediate operational, budgetary and legal measures under the European Agenda on Migration. We concluded that the implementation of European Union Law with regard to building a Common European Asylum System had been proceeding too slowly in the Member States. As a result, on 15 October we presented a Communication setting out the next steps for the next six months. In particular, the Commission called on Greece and Italy to roll-out the remaining hotspots, to operationalise those existing, to improve the registration capacity within the Eurodac fingerprinting system and to organise the swift transfer of migrants from hotspot areas to second-line reception facilities.

The situation in Greece and in Italy has improved, but there still remain things to be done. This is why I convened the leaders of the Western Balkans, to bring everyone round the table and to start a conversation. As a result, our officials now talk on a daily basis and coordinate actions across the whole of the region.

I know that it will take some time before we fully control every aspect of the situation, but we are moving in the right direction. The European Union's humanitarian assistance to the Western Balkans now stands at EUR 22 million, helping to give comfort and restore dignity to thousands of refugees along that route. But make no mistake. Progress is still too slow, and our Member States need to do more, and they need to do it quickly. While they accelerate relocations and returns, they must also agree on the crisis relocation mechanism so that Europe can react more quickly in the future. They need to agree on the safe countries of origin, so that we can increase the efficiency of the asylum system and speed up the return of irregular migrants. They need to match the funding that the European Union has mobilised for the Syria Trust Fund. And they need to deliver everything agreed at the Valletta Summit, where we launched a new partnership with our African neighbours.

We need to honour all our commitments, and we need to do it now. This is the message I will take once again to the European Council tomorrow and the day after tomorrow.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, les Européens veulent pouvoir continuer à vivre en sécurité dans un espace où la libre circulation contribue à leur façon de vivre, d'étudier et de travailler. Mais les images qui ont marqué cette année 2015 et resteront gravées dans leur mémoire, celles des récents événements à Paris, rappellent que le pire est toujours possible.

Chaque jour à travers l'Europe, 24 heures sur 24, des hommes et des femmes, qu'ils soient policiers, gendarmes, magistrats ou juges, sont entièrement dévoués à assurer la sécurité de nos citoyens. Nous avons l'obligation de faciliter leur travail en leur donnant les outils nécessaires pour qu'ils puissent mieux coordonner leurs actions dans ce qui est, pour eux, un combat de tous les jours.

Bien sûr, la sauvegarde de la sécurité est une prérogative nationale, mais il est évident qu'une meilleure coordination au niveau européen s'impose, y compris pour ce qui est de la collaboration entre les services secrets. Le terrorisme ne connaît aucune frontière et, donc, notre réponse doit être globale.

Quoi qu'en disent certains, qui se livrent à de dangereux amalgames, les terroristes voyageant vers l'Europe préfèrent le confort des avions à la précarité d'embarcations de fortune. Je me réjouis donc que nous soyons enfin parvenus à un accord sur le registre européen des passagers, et je remercie tous les acteurs du Parlement européen qui ont travaillé pour parvenir à ce résultat.

Selon l'agence Europol, quelque 5 000 Européens seraient partis combattre dans des pays comme la Syrie ou l'Iraq. Certains d'entre eux sont déjà rentrés. Parmi eux, quelques-uns se sont attaqués avec une violence inouïe aux sociétés qui les ont vus naître et qui les ont vus grandir. Face à ce phénomène, nous devons adapter et intensifier l'arsenal juridique de l'Union européenne en matière de prévention et de répression des actes terroristes, y compris pour ce qui touche au financement des activités terroristes. C'est là tout l'objet de la nouvelle directive présentée par la Commission sur la lutte contre le terrorisme, que j'espère voir adoptée rapidement.

Dans tous les cas, nous ne devons jamais oublier que liberté et sécurité ne sont pas antinomiques. Préserver et défendre cette compatibilité entre liberté et sécurité, c'est aussi ce qui fait notre façon de vivre ensemble. C'est une question d'identité, c'est une question de valeurs. Puisque, Monsieur le Président, le Conseil européen sera l'occasion de discuter de l'Union économique et monétaire et du marché intérieur, c'est l'occasion de rappeler que la liberté va aussi de pair avec la prospérité.

L'innovation, la croissance, l'emploi, la compétitivité n'aiment pas les frontières. Lorsque nous avons un problème dans un de nos pays, nous devons essayer d'apporter une réponse globale au problème de ce pays. Lorsque nous avons le même problème dans plusieurs pays, nous avons l'obligation d'agir – je le dis notamment en relation avec la situation grave dans laquelle se trouve la sidérurgie européenne ces jours-ci.

Ce n'est pas en se repliant sur soi que l'Europe pourra répondre aux attentes des Européens, qui veulent pouvoir créer une entreprise, trouver les financements y afférents, avoir à leur disposition des marchés ouverts, des systèmes de communication et de transport performants, des approvisionnements énergétiques sûrs et des facteurs énergétiques bon marché.

C'est pourquoi, lorsque nous avons présenté notre programme de travail, nous avons insisté sur la nécessité de parfaire notre marché intérieur là où il est imparfait et de le parachever là où il est incomplet – faire l'Union du numérique, l'Union des marchés de capitaux, l'Union de l'énergie. Je me réjouis de l'accord qui a été trouvé récemment à Paris, dit 'accord climatique', qui nous permettra de progresser dans ces objectifs fixés par l'Union de l'énergie, tout en renforçant notre contribution financière pour l'action climatique dans les pays en voie de développement.

Ein abschließendes Wort zur Europäischen Union und zu ihrer absehbaren Zukunft.

In Europa war nie etwas einfach, und in Europa wird es nie einfach sein, Dinge und Menschen, Menschen und Dinge zusammenzubringen. Aber immer wieder, wenn es Probleme gab, sind Männer und Frauen aufgestanden, weil sie nicht Geschichte erdulden wollten, sondern Geschichte gestalten wollten.

(Beifall)

So war es immer, und so wird es bleiben. Das Unmögliche erscheint so lange unmöglich, bis es gemacht ist.

(Beifall)

Manfred Weber, im Namen der PPE-Fraktion. – Meine Herren Präsidenten, liebe Kolleginnen und Kollegen! Das Jahr 2015 war für uns davon geprägt, dass wir auf europäischer Ebene liefern. Ich möchte mich deswegen ausdrücklich bei der Kommission bedanken für dieses Jahr des Lieferns, der Vorschläge, der Präsentation der Ideen für die Zukunft Europas. Und wir im Europäischen Parlament haben uns bemüht, dafür legislative Rückendeckung zu geben, gesetzgeberische Rückendeckung zu geben. Der letzte Vorschlag von gestern, Herr Präsident, reiht sich nahtlos ein. Die Überlegung, den Schutz der Außengrenzen zu verbessern, um Europa im Inneren freizuhalten, ist genau in der gleichen Logik, dass Europa liefert. Ich möchte für meine Fraktion die Unterstützung signalisieren. Wenn ich heute höre, dass jetzt europaweit diskutiert wird, ob die nationale Souveränität denn bewahrt werden will: Meine Fraktion schätzt die nationale Souveränität, den Stolz der Mitgliedstaaten, sehr stark, sehr hoch ein. Aber die Fragestellung, dass in Griechen-

land, Ungarn, Polen, auch in Spanien nicht die spanische Grenze, sondern die europäische Grenze gesichert wird, liegt doch auf der Hand. Deswegen wollen wir eine Stärkung von Frontex.

Und wenn die Bürger heute gefragt werden, dann werden sie als Antwort geben: Mich interessiert eigentlich nicht, ob das mein Nationalstaat regelt oder jemand anders. Ich will, dass an der Außengrenze Europas das Recht umgesetzt wird. Das wollen die Bürger Europas, und da sollten wir die Kommission unterstützen.

(Beifall)

Ich möchte für meine Fraktion zum Ausdruck bringen, dass wir einer Gesetzgebung zum Frontex-Mandat nicht zustimmen werden, wenn die Kommandofrage nicht geklärt ist. Denn die zentrale Frage ist: Wenn ein Mitgliedstaat nichts umsetzt an der Außengrenze, dann muss jemand anders in der Lage sein, die Grenzen entsprechend zu sichern, und das ist Frontex.

Liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich bedanke mich als Zweites beim Ratsvorsitzenden Schmit für den Einstieg zum morgigen Rat, weil er beschrieben hat, dass Sie morgen nicht neue Ideen, neue Zukunftsentwürfe vorlegen, sondern das ist ein Bilanz-Rat, wo man bilanziert, wo man Bilanz zieht über das, was erreicht worden ist, weil dies bitter notwendig ist. Bitte keine neuen Ideen, sondern einfach mal Umsetzen der Punkte, die vereinbart worden sind. Ich lese beispielsweise, dass die italienische und die britische Regierung jetzt gemeinsam ganz tolle Ideen für die Lissabon-Fragen, für die *ever closer Union*, für all diese Formulierungen auf den Tisch legen. Ich muss sagen: Über all das kann man reden, aber das Wichtigste wäre einfach einmal, dass die italienische und die britische Regierung ihre Commitments zum Thema Afrikafonds einzahlen, dass die Gelder endlich mal bereitgestellt werden oder dass der *Relocation-Mechanismus*, nämlich die zugesagten fast 40 000 Flüchtlinge aus Italien, die umverteilt werden, endlich gemacht wird! Also: Wir brauchen nicht neue Ideen, sondern wir brauchen endlich die Umsetzung der Beschlüsse!

(Beifall)

Als Drittes möchte ich heute ein sehr grundsätzliche Bemerkung auch zum Ende des Jahres 2015 machen, weil wir oft in den Institutionen diskutieren zwischen uns als Profis und zu wenig die Bürger im Blick haben. Wir alle wissen, dass die Bürger Sorgen haben, wenn es um Europa geht, wenn es um die Weiterentwicklung Europas geht. Und ich möchte deswegen heute einmal den Versuch machen, einen Zuruf zu machen, nämlich nicht über das Krisen-Europa zu reden, nicht über die Sorgen zu reden, dass Europa morgen scheitern könnte, wie man es oft in den Zeitungen liest, sondern ich möchte einfach mal ein paar Fakten aufzählen, was 2015 erreicht worden ist.

Liebe Kolleginnen und Kollegen, wir hatten 2015 im Januar Charlie Hebdo. Heute haben wir in diesen Wochen die notwendigen gesetzgeberischen Antworten im Antiterrorkampf beschlossen – PNR, Europol-Mandat.

Wir hatten im Frühjahr und in den letzten Jahren, liebe Freunde, sehr verehrte Damen und Herren, Tausende von Toten im Mittelmeer, die auf der Flucht gestorben sind. Seit Frühjahr dieses Jahres sind dort im Mittelmeer fast alle europäischen Marineeinheiten im Einsatz, um Flüchtlinge zu retten, wir haben Tausenden von Menschen das Leben gerettet, und wir haben jetzt dank des Einsatzes von Federica Mogherini sogar ein robustes Mandat, um gegen die Schlepper dort vorgehen zu dürfen.

Im Sommer haben wir Griechenland – eine echt historische Frage – auf dem Tisch gehabt. Und es ist dank Jean-Claude Juncker gelungen, Griechenland im Euroraum zu halten und den Menschen dort eine stabile Perspektive zu geben. Und obwohl selbst die Kommunisten jetzt in Griechenland die notwendigen Rentenreformen durchführen müssen, ist es gelungen, dass wir dort Gott sei Dank Fortschritte erreichen.

Wir hatten das ganze Jahr über die Frage Ukraine auf dem Tisch liegen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, es ist doch ein Riesenerfolg, dass die Europäische Union geeint die Sanktionen verlängert, dass wir geschlossen sind in der Antwort auf den russischen Nationalismus, den wir leider Gottes erleben.

Wir hatten vor wenigen Tagen den Klimagipfel in Paris. Liebe Kolleginnen und Kollegen, ohne das mutige Vorgehen unseres Kontinents, auch dieses Europäischen Parlaments, in Fragen des Klimawandels, dass wir kämpfen wollen gegen den Klimawandel, wäre doch Paris undenkbar gewesen. Wir sind doch als Europäer das leuchtende Vorbild für die Welt gewesen beim Kampf gegen den Klimawandel.

Noch zwei Punkte: Datenschutz: Wenn ich mir vorstelle, wir regeln jetzt den Datenschutz, wo wir versuchen, diese Instrumente – Google und Facebook – ein Stück weit zu bändigen und auch europäische Standards aufzusetzen – da leisten wir doch etwas für die Bürger.

Und zu guter Letzt, liebe Kolleginnen und Kollegen: Wir haben 2 % Wirtschaftswachstum im Euro-Raum, das Wachstum kommt zurück. Es wird etwas erreicht in Europa. Und ich würde mir wünschen, liebe Kolleginnen und Kollegen, dass wir, wenn wir über Europa reden, nicht nur von einem Krisengipfel zum anderen Krisengipfel gehen, sondern dass wir unseren Bürgern sagen: Wir erreichen viel, wenn wir gemeinsam anpacken. Ich wünsche mir diese Offenheit. Wir haben viel erreicht, auch im Jahr 2015, gemeinsam in Europa. Und das sollte auch die Botschaft an die Briten sein: Mitgliedstaaten sind wichtig, die nationale Souveränität ist wichtig, unsere Mitgliedstaaten sollen und müssen stark sein. Aber gemeinsam sind wir stärker!

(Beifall)

(Der Redner ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

Maria Grapini (S&D), *întrebare adresată în conformitate cu procedura „cartonaşului albastru”*. — Domnule Weber, sunteți foarte autoritar și vă exprimați așa, foarte apăsător, ca și cum vreți să ne impuneți punctul dumneavoastră de vedere.

Vă întreb: conduceți cel mai mare grup din Parlamentul European, vi se pare corect ce a prezentat aici președintele Juncker? Ca cetățenii din țările Bulgaria și România, care nu sunt membre Schengen, să aibă alt regim? Sunt egal sau nu sunt egal tratate statele membre în Uniunea Europeană? Dumneavoastră susțineți intrarea României în Schengen sau nu?

Manfred Weber (PPE), *Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte”*. – Die erste Aufgabe in Fragen des Schengen-Raums ist aufgrund der Probleme, die wir im Schengen-Raum haben – weil leider Gottes wieder intern Grenzkontrollen hochgefahren werden –, Schengen zunächst einmal zu bewahren. Dafür gehen die Vorschläge in die richtige Richtung.

Meine Fraktion will, dass Rumänien und Bulgarien Mitglied des Schengen-Raums werden. Die Fortschritte, die in beiden Ländern in den letzten Jahren erreicht worden sind, sind beachtlich. Ich glaube, dass beide Länder gute Chancen haben, in den nächsten Monaten, in den nächsten Jahren Mitglieder des Schengen-Raums zu werden.

Gianni Pittella, *a nome del gruppo S&D*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, vorrei innanzitutto ringraziare il ministro Nicolas Schmit e la Presidenza lussemburghese per l'eccellente lavoro svolto in un semestre particolarmente difficile.

Domenica scorsa gli elettori francesi hanno fermato l'estrema destra. Attenzione però, quel voto è un avvertimento per tutti. Un impasto di egoismi e di nazionalismi ha rallentato la spinta che la Commissione europea e questo Parlamento hanno dato all'azione europea. Il voto francese deve aprire gli occhi a chi ancora ha gli occhi socchiusi.

Dobbiamo agire. Sull'immigrazione: bene la proposta della Commissione di istituire un nuovo corpo europeo per la protezione delle frontiere esterne, ma servono anche gli altri pilastri, che sono un meccanismo vincolante di ripartizione dei rifugiati e una revisione del sistema di Dublino.

Sulla ripartizione dei rifugiati le cose non vanno bene. Gli Stati membri hanno preso impegni che vanno rispettati; l'Unione è una comunità di diritto e il non rispetto degli impegni assunti porta alla sua disgregazione. Si proceda dunque subito al ricollocamento dei rifugiati, come già deciso e si prendano nuove iniziative per ricollocare un numero maggiore di richiedenti asilo.

Sul sistema Dublino: tutti hanno detto che questo sistema è superato, ma serve una misura legislativa che attui il superamento. Tutto questo va fatto e va fatto subito, ma agire è anche un imperativo rispetto alla crisi economica. In questo quadro consideriamo una provocazione rimettere in discussione la flessibilità, il principio di flessibilità che è insito nel patto di stabilità. Serve non meno ma più flessibilità. Il piano Juncker è un gioiello che non può rimanere in cristalleria, ha grandi opportunità che vanno colte, che vanno spiegate, che vanno diffuse rispetto alle autonomie locali e regionali, ai governi nazionali e al sistema delle imprese.

Ed è tempo anche che questa famosa tripla A sul sociale venga messa in pratica. Noi ci aspettiamo che la Commissione europea approvi al più presto il *mobility package* e dia corso a tutte le altre iniziative sugli aspetti prioritari delle politiche sociali. Agire vuol dire anche non rassegnarsi alla scomparsa di industrie in Europa, Lei ne ha fatto cenno con grande preoccupazione. L'industria dell'acciaio è minacciata dal dumping commerciale, se non ci muoviamo subito l'industria europea dell'acciaio sarà spazzata via con perdita di migliaia e migliaia di posti di lavoro, non possiamo non ascoltare il grido di aiuto che viene da imprenditori e da lavoratori.

Presidente Juncker, mi rivolgo a Lei, perché so quanto Lei è sensibile a questo tema e Le dico che per noi socialisti e democratici la concessione dello statuto di economia di mercato alla Cina, alle condizioni attuali è prematuro. Sul Brexit, ripeto ciò che dissi quando ci trovammo di fronte al rischio Grexit. Noi socialisti e democratici faremo di tutto perché il Regno Unito resti nell'Unione europea. Noi vogliamo aiutare i nostri concittadini inglesi a restare nell'Unione, ma anche Cameron deve concorrere con posizioni chiare e costruttive alla conclusione positiva del negoziato.

Ha ragione l'onorevole Weber, nessun fatalismo e nessuna rassegnazione, l'Unione europea non è un cumulo di macerie, ma i problemi ci sono e non bisogna mettere la testa sotto la sabbia. Il modo per dare davvero un valore risolutivo al 2016 è agire. Noi possiamo risolvere questi problemi se stiamo insieme, Parlamento e Commissione, come abbiamo fatto in questi mesi ancora di più, e insieme a noi i leader autentici che ci sono anche sul piano nazionale che vogliono bene all'Europa. Questa alleanza insieme ai nostri cittadini può salvare il disegno europeo.

Syed Kamall, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, for every single one of this week's Summit items there is no simple answer, no simple soundbite, no one policy, no one Council conclusion to solve all the crises facing Europe. And far too many people offer simplistic responses: some speak of more Europe; a single EU intelligence agency; a single European army leading to a single European government. Others speak of No Europe: closing our borders completely; no entry; no migration, no cooperation. And sometimes the only voices that appear to be heard are those of the extremes. And our politics is in danger of becoming more polarised at a time when our world becomes more complex.

But these crises, they transcend the 140 characters of a tweet – do not tweet that, by the way. The migration and refugee crisis has no simple answers. There is no silver bullet. It must be tackled at source, and we must work our way to a political solution in Syria, however slowly and however frustrating that is.

Not everyone who is coming here is necessarily fleeing war, but understandably seeking a better life. Who can blame them? But we simply cannot offer everyone a home, regardless of their personal circumstances. We must have clear rules in place to grant asylum to those genuinely fleeing persecution, and to return economic migrants to apply through existing immigration channels. Instead, we see one large Member State sending out a message that everyone is welcome – regardless of their personal circumstances or their reason for travelling – and then berating other Member States when they re-erect borders. We see other Member States not living up to their responsibilities to detain and process people. When they are unable to cope, they do not ask for help. So instead of all this we see kneejerk policies in the heat of a crisis, like a relocation scheme based on a simple idea but never really rooted in reality. Only 160 people have been helped through it to date.

When reality bites, the rhetoric changes. So when Schengen states talk of re-erecting borders, we finally focus on strengthening the EU's external borders with talk about a European border guard. Yes, we agree; enhancing Frontex and cooperating to help Frontex can help, but we need to be very careful about how what we agree now will work, not just for the next few months, but for the years ahead. And instead of compulsion over Member States, we need more cooperation between Member States, not using a crisis to undermine sovereignty.

The same goes for the terrorism crisis we now face. We must react calmly and rationally with policies to address the threat. And yes, it is good to see some of our Member States are going after Da'esh in the Middle East, but we now need to build trust between Member States' intelligence agencies to share data, not compel them. And we must also tackle the wider issues that lead young people to be recruited by Da'esh. The identity crisis that leaves young people vulnerable to the tactics of Da'esh will only be made worse if we seek to demonise or ostracise our Muslim communities in our countries.

Now turning to the UK's request that you reform, you may be surprised to hear that I have a few words to say about this. We all know that the majority of these requests could be accommodated relatively easily. There is some work to do to accommodate both the UK's requests and to pursue further European reform. As a British Conservative, I am proud that it is a British Prime Minister who will deliver a referendum for the British people...

(Interjection from the floor 'Rubbish, it was UKIP!')

Dream on!

...As a British MEP, I will help where I can with a renegotiation process and explain to colleagues here and to my voters, who will have the final say. But as leader of the ECR Group, I hope this process will act as a catalyst for EU-wide reforms.

So looking at the Summit agenda, there are some tough issues that need some proper thinking and planning. 2014 was a year of a new European Parliament, a new Commission and a new Council President. But 2015 has been a year of kneejerk reactions. 2016 needs to be the year for laying the groundwork for long-term solutions based on cooperation.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Bill Etheridge (EFDD), blue-card question. – Well, good morning and Merry Christmas, Mr Kamal. It is nice to be close to you, as I am normally up in the gods up there. I heard a lot about what you do not want, so I am going to try to pin you down on something you do want.

I am not going to ask you about the referendum, because you have side-stepped that at least a dozen times. So what I wonder is, do you still hold with your party's – and your leader's – long-term aim to give full EU membership to Turkey? If that is the case, when would you like to see that happen?

Syed Kamall (ECR), blue-card answer. – Actually, we all need to be completely honest with Turkey, and I have said this a number of times. Let us be honest: Turkey will never join the EU. I am sorry, but there are too many reasons why Turkey will not join: some of them are based on pure prejudice about their faith and about Turks; some on the fact that people believe Turkey is not in Europe; and some on the fact that people want a common foreign security policy and do not want borders with Iran, Syria and Iraq. Others worry – given the population of Turkey – about the number of MEPs they would have and about voting strength in the Council.

Put all those reasons together, and we have got to stop being dishonest with Turkey. It is time for all of us to be honest and say that they will never be members of the EU.

Guy Verhofstadt, on behalf of the ALDE Group. – Mr President, yesterday I posted two short films on Facebook as an introduction to today's debate. One short film was on how Syrian refugees have been treated on the Hungarian border in recent months, and a second short film showed how Mr Trudeau, the Canadian Prime Minister, welcomed the 25 000 refugees who arrived in Canada a couple of days ago. I have to tell you that, if you look at the pictures next to each other, the difference could not be greater. It is even shocking. It is not the case that you can enter Canada without any problem. It is very clear that there are border controls in Canada, but the pictures show that they are received there in a decent way – in a human way – with compassion and not with fear or hate, by entering through a normal door and not on their knees under barbed wire, as in Europe.

So that is the main reason why, Mr Juncker, I fully applaud – and my group fully applauds – the Commission's proposal to set up a European Border and Coast Guard to stop what is happening today, and to stop what is an insane competition between some Member States which, as in a game of ping-pong, are moving the refugees from one neighbouring border to another. It is also to stop the chaotic, not to say sometimes non-existent, management of some of our borders as, for example, in the case in Greece.

So I believe that your proposal is key. This European Border and Coast Guard is key because, without it, it could be the end of Schengen and it could also be the end of the European project. I even think that countries which do not want to participate in the European Border and Coast Guard – or are not willing to cooperate in this – have no place in the Schengen area.

So my plea to the European Council now – because the Commission has done its work – is to decide on it. You don't do this. At any rate there is nothing about it in the conclusions – and the advantage for the Council is that they have already reached their conclusions before they meet with each other, that is the difference between them and the European Parliament; we meet and then we conclude; there they do it beforehand. In paragraph 2, they say that they are going to 'examine' it. Why is it not possible, Mr Schmit? Why is it not possible to decide that the European Council is in favour of a European Border and Coast Guard and *then* to start to examine – together with the two institutions and based on a fast-track procedure – the Commission's proposals? No, it is not possible. It is 'examine'. Well, I hope that you come back to debrief us on the European Council, together with Mr. Tusk, and that this will be changed in your conclusions, so that at least the principle of the Commission proposal is agreed to.

That brings me to my second point: the fight against terrorism. Let me also say here that it is not your fault, I think that Mr Tusk's services have prepared it, and the conclusions are completely weak. The only thing about the fight against terrorism is that on Thursday and Friday you are going to have enhanced information sharing. Then there are two pages about all the stuff on enhanced information sharing that you are going to do in the coming days. Well, we do not need enhanced information sharing. We need mandatory information sharing as fast as possible.

That is my plea to the Commission. Is it not possible for the Commission to come forward with what I call a 'horizontal mandatory sharing of information' clause? You could do it by a regulation, for example. By horizontal, it means that it should apply to all databases that we process. That could be the Schengen information system, ECRIS, the Europol databases, the Frontex databases and the 28 new PNR databases. Why is it not possible for you to say in one regulation that, from now on, there will be a horizontal mandatory sharing of information flow between all these databases in Europe? That is my second point.

My third and last point concerns the point made by Mr Kamall. I do not know whether he is playing Mr Jekyll or Mr Hyde, whether he is a British Conservative or the leader of the ECR group, on Brexit. My appeal, Mr Kamall, is to look at it in a positive, constructive and offensive, rather than defensive, way. In my opinion, it is an opportunity to reform Europe. So let us add to the four requests of the British Government all the in-depth reforms we desperately need in Europe: new governance for the eurozone, new tools for the geopolitical challenges we face. Why not a defence community? I agree with the British Prime Minister, Mr Cameron, when he rejects an ever-closer union. We do not need an ever-closer union. We desperately need a federal union – that is very clear – between the European Member States. That is what we need. So I agree with him.

Finally, to Mr Weber: it is true that there were good things in 2015 as well, and we have made progress, but for the sake of our health, let us make 2016 better than 2015 to make Europe great.

(Applause)

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

James Carver (EFDD), *blue-card question*. – Mr Verhofstadt, once you have stopped waving your arms around all over the place doing an excellent impersonation of a sky-diving octopus, won't you perhaps stop to consider the use of your words 'EU projects'. Do you not understand, Sir, that this is not some classroom project, but actually the lives and aspirations of 500 million people from 28 very different countries? Do you not understand, Mr Verhofstadt, that you are playing Games without Frontiers? *C'est jeux sans frontières!*

Guy Verhofstadt (ALDE), *blue-card answer*. – So I can no longer play octopus? Maybe a shark would suit you better: it could eat you up.

That said, the people in Europe – the 500 million citizens in Europe – know very well that their future does not lie in retreating behind national borders. The world of tomorrow will be a world dominated by China, India, the US and the Russian Federation, and if we want to play a role we have to do it together or not at all.

Gabriele Zimmer, *im Namen der GUE/NGL-Fraktion*. – Herr Präsident! Herr Juncker, Sie haben vorhin richtig gesagt: Es wird niemals einfach in Europa sein, das ist es niemals gewesen und wird es auch künftig nicht sein.

Aber ich bin überzeugt davon: Wenn jetzt – mit einem Schnellschuss – von den Mitgliedstaaten verlangt wird, dass sie bereit sein sollen, auf ihre Souveränitätsrechte zu verzichten, um eine europäische Außengrenzschutzbehörde einzurichten und dann auch gegen ihren Willen agieren zu können und dann gleichzeitig die Drohung daran zu hängen, wer damit nicht einverstanden ist, sollte verdientermaßen keinen Anspruch auf den Schengen-Raum haben, dann glaube ich, dass das nicht konstruktiv ist und dass das nicht dazu beiträgt, Vertrauen zwischen den Mitgliedstaaten zu bewirken. Die Erfahrungen der letzten Jahre besagen doch, dass wir oftmals mit gespaltener Zunge sprechen, dass einerseits Erklärungen abgegeben werden, Forderungen gestellt werden, Zusagen gemacht werden, Druck aufgemacht wird, wir nicht davor zurückschrecken, auch Mitgliedstaaten zu erpressen, letztendlich sogar ihre eigene Verfassung zu unterminieren, um letztendlich den Forderungen der EU-Institutionen nachzukommen.

Das ist für mich schon der Punkt, wo ich mir die Frage stelle: Was machen wir jetzt eigentlich? An welchem Punkt sind wir angekommen? Sind wir wirklich jetzt auf dem Weg dazu, die Europäische Union und die soziale, die politische, die gesamte Situation zu stabilisieren? Oder laufen wir jetzt wieder mit wehenden Fahnen in eine Richtung, die uns dazu bringt, dass wir auf immer mehr Widerspruch auch bei den Menschen stoßen? Ich glaube, es geht doch in erster Linie darum, den gemeinsamen Weg voranzutreiben. Da möchte ich Sie auch bitten, sich dafür einzusetzen.

Meine Bitte geht auch ausdrücklich an den Rat, während der Ratstagung dafür zu sorgen, dass die Versprechungen, die bei den zurückliegenden Gipfeln gemacht worden sind, eingehalten werden. Da geht es um die Hotspots, da geht es um die zur Zurverfügungstellung von ausreichendem Personal, damit diese überhaupt betrieben werden.

Ich denke hier gerade auch an Griechenland. Da geht es aber auch um die Zusagen, dass Menschen, die nach Griechenland oder in die anderen Staaten kommen, verteilt werden. Wenn bis jetzt erst 34 Menschen überhaupt nach Luxemburg gebracht worden sind, was hat denn das dann mit Ehrlichkeit zu tun? Wir können doch nicht auf der einen Seite sagen, Griechenland hat Regeln zu erfüllen, hat Maßnahmen durchzusetzen, aber bei der Lösung der großen Flüchtlingsfrage lassen wir Griechenland alleine.

Wenn es um Ehrlichkeit geht: Danach frage ich mich jetzt auch – nach dem, was ich gehört habe zu der Frage des Beitrittsprozesses für die Türkei, nämlich diesen offenzuhalten. Ich habe mit Entsetzen gesehen, wer hier alles Beifall geklatscht hat. Vertreter von Parteien, die Mitglied der Bundesregierung sind, haben Beifall dafür geklatscht, zu sagen: Wir sind dafür, wir sollten die Wahrheit sagen. Wir haben keine Zukunftschance. Warum setzen wir uns dann mit Ihnen hin und vereinbaren Dinge, die die Flüchtlingsfrage lösen sollen, kucken weg bei dem, was in der Türkei passiert?

Wir nehmen keine Stellung zu der Frage des Umgangs mit Journalisten zu den Verbrechen, die in der kurdischen Regionen begangen worden sind. Wir nehmen hin, dass die türkischen Behörden syrische Flüchtlinge auffordern, sich zu entscheiden, ob sie in Haftzentren oder wieder zurück nach Syrien gehen. Was ist denn das hier? Wieso können wir uns hier hinstellen und erklären: Ja, wir fordern, dass das nächste Kapitel aufgemacht wird oder wir schlagen es auf? Aber sagen wir doch ehrlich: Die werden niemals Mitglied der Europäischen Union. Ich frag mich hier wirklich, wo wir sind? Spielen wir ehrlich oder versuchen hier wirklich nur unsere eigenen Interessen, die der Großen, durchzusetzen? Was insgesamt passiert, was mit unseren Werten, Ansprüchen, mit unserer Vorstellung, mit unserer Vision von einem gerechten Europa, einer gerechten Europäischen Union passiert, interessiert uns einen feuchten Kehrriech.

Dankeschön, eine solche Union, die möchte ich nicht!

(Beifall)

(Die Rednerin ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

David Coburn (EFDD), *blue-card question*. – It seems to me that you fear Mr Verhofstadt's pan-European State Police as much as I do. It seems to be set up to cover up the EU's disastrous immigration policy. Would you agree with me on that, Madam?

Gabriele Zimmer (GUE/NGL), *Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. — Ich habe ein erhebliches Problem – das habe ich gesagt – mit der Art und Weise, wie wir hier mit der Souveränität von Staaten umgehen.

Aber Ihnen persönlich pflichte in keiner Frage bei.

Philippe Lamberts, *au nom du groupe Verts/ALE*. – Monsieur le Président, chers collègues, l'Europe a quand même au moins un titre de champion du monde à défendre, c'est celui des constructions inachevées.

On a fait une monnaie commune fédérale sans mettre en place un gouvernement fédéral, doté d'un budget fédéral. On se rend compte aujourd'hui que cela ne marche pas et on essaie donc, à la va-vite, de remédier à ces défauts de construction fondamentaux.

On a fait une zone de libre-circulation des citoyens à laquelle nous sommes extrêmement attachés – tout comme à la monnaie unique –, mais sans mettre en place une gestion commune non seulement des frontières, mais également de la politique de migration et d'asile.

Je m'attendais donc très honnêtement – alors, je suis un peu naïf, je sais, les Verts sont comme ça – à ce que la Commission propose hier un pas en avant significatif qui nous permette de remédier au problème. Autrement dit, un pas au travers duquel nous tous, États membres de la zone Schengen, déciderions de confier à une agence européenne à la fois la surveillance de nos frontières et les moyens qui vont avec – qu'il s'agisse de la surveillance des frontières, de l'accueil et de l'enregistrement, bien sûr, des demandeurs d'asile et des migrants, de la lutte contre la criminalité organisée, en particulier contre les passeurs, du sauvetage en mer. Bref, voilà ce à quoi je m'attendais.

Au lieu de cela, nous recevons une proposition qui se résume en fait à créer une sorte de corps d'intervention d'urgence pour aller au secours des États membres débordés par une vague de demandes d'asile ou de migration. Bon, c'est une situation qu'on connaît évidemment et il me semble assez naturel qu'il faille pouvoir aller au secours d'un État membre.

Mais là où le bât blesse, c'est que, quand on lit ce qui est écrit dans la proposition, on constate que cette force pourrait être déployée dans un État membre sans qu'il ne la sollicite, mais qu'elle serait placée sous sa responsabilité. Je m'explique: un État membre verrait débarquer chez lui une troupe de policiers des frontières qui prendrait en main la gestion des frontières sans qu'il ne l'ait demandé. Imaginez un instant que des infractions au droit européen, aux droits de l'homme soient commises; cela serait sous la responsabilité de l'État membre qui accueille, contre son gré, cette force. Il y a là, me semble-t-il, un vice de fabrication fondamental, qui est une infraction grave, je crois, aux principes les plus élémentaires du droit. On a donc bien compris que votre copie devra être sérieusement revue si nous voulons en faire quelque chose qui tienne un peu la route.

En tout cas, Monsieur le Président Juncker, je voudrais vous rappeler à un de vos engagements que vous avez pris de manière répétée devant cette assemblée: vous avez dit qu'il faut mettre en place un chemin légal – je dis bien «légal» – d'accès à l'Europe. Si vous voulez mettre un terme au *business* des passeurs, si vous voulez que cessent ces drames permanents en mer, il faut un chemin légal. Et je ne l'ai pas trouvé dans ce que vous avez proposé.

En tout cas, la réponse ne peut pas être – et je voudrais bien qu'on ne l'oublie pas – celle du Président Tusk qui, de sa plus belle plume, a écrit il y a une dizaine de jours qu'en fait, on pourrait parfaitement envisager l'emprisonnement – je dis bien l'emprisonnement –, pour 18 mois, des demandeurs d'asile en Europe. En effet, quand on compare son attitude à celle de votre collègue libéral Trudeau au Canada, on voit qu'il y a plus qu'une nuance. Je trouve donc cette attitude inacceptable et indigne de la part du président du Conseil européen et d'un membre du PPE.

Enfin, il est vrai que – je reprends les commentaires de Gabi Zimmer sur la Turquie – vous avez l'art de faire la carpe devant notre ami Erdogan, ce nouveau Poutine de la Sublime Porte. C'est quand même incroyable qu'on aille faire des salamalecs devant un type qui emprisonne ses journalistes, qui limoge ses policiers et ses juges quand ils ne font pas ce qu'il leur demande de faire, qui, personnellement, poursuit des journalistes et les attaque devant ce qui reste de la justice en Turquie, et qui commence à mener une guerre contre son propre peuple, tout cela parce qu'on veut qu'il garde un maximum de réfugiés chez lui, je trouve cela indigne.

Je voudrais souligner un dernier point. Nous avons un accord dont nous nous réjouissons, qui est intervenu à Paris la semaine dernière, et je voudrais qu'on ne sous-estime pas son importance parce qu'en Europe, on se dit qu'on a toujours été les *leaders*. Ce que je constate, c'est que toutes les politiques européennes adoptées ici ont été basées sur l'idée qu'il fallait limiter le changement climatique à deux degrés – soit dit en passant, elles n'y arrivent même pas. Or, ce qui a été accordé à Paris est bien en dessous de deux degrés et le plus près possible d'un degré et demi. Cela appelle donc à une révision maintenant – je dis bien maintenant – des politiques qui ont été adoptées par l'Union européenne, pour pouvoir atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés.

(L'orateur accepte de répondre à une question «carton bleu» (conformément à l'article 162, paragraphe 8, du règlement))

Georgi Pirinski (S&D), *blue-card question*. – Mr Lamberts, one of the issues which are continuously being swept under the carpet is the Labour Mobility Package. You have pointed to the danger of avoiding problems that then come up into our face.

Would you support the proposal for a key debate on the whole range of such issues? It is obvious that, if we are talking about a properly-functioning internal market, if we are talking about avoiding the dire problems of social injustice, we need a very serious and involved debate with the full participation of the President of the Commission and all of the responsible officials.

Philippe Lamberts (Verts/ALE), *réponse «carton bleu»*. – Je suis entièrement d'accord avec vous, Monsieur Pirinski. Je constate, en tout cas dans mon pays, et je sais que c'est le cas notamment en France, que les effets du dumping social que permet la libre circulation des travailleurs sont l'un des facteurs principaux de l'émergence de partis comme celui du Front national en France. C'est donc une préoccupation extrêmement aiguë pour beaucoup de nos concitoyens, et il faut y trouver une solution.

Mais cette solution ne peut pas se faire au détriment de la libre circulation des travailleurs qui, pour moi, est un principe de base de notre Union européenne. Elle doit tenir compte des intérêts à la fois des pays réputés développés, des pays de l'Est et du Sud de l'Union européenne. Tout le monde doit pouvoir en profiter, c'est pourquoi il n'y a pas de solution simple. Néanmoins, ce débat est, en effet, hyper urgent, et je déplore que la Commission ait, une fois de plus, remis à plus tard cette discussion.

Nigel Farage, *on behalf of the EFDD Group*. – Mr President, another European summit and yet another power grab ...

It is funny, every single time a European Union policy fails, and that is pretty often, the demand is for more centralisation and 'more Europe'. And by any measure, the EU's common asylum policy – albeit given rocket boosters by Chancellor Merkel – has been a dramatic failure. Not only will millions continue to come, few of whom, of course, would qualify as genuine refugees, but it has become an open invitation to terrorism. So our solution is that the EU border agency and the EU maritime services should be given powers and the ability to declare *force majeure* over the Member States!

Incredibly, the British Prime Minister, David Cameron, is supporting this. Yet that is the same Prime Minister who is going to have a meeting with you tomorrow night to talk about our so-called renegotiation. I hope he fares better than last time. The last time he attempted this he got to speak at one o'clock in the morning, spoke for a total of seven minutes, in the middle of which the French President, Monsieur Hollande, got up and went out for a pee. So I hope they take him a bit more seriously this time, though I sense that nobody in this room is exactly quaking in their boots. After all, he has asked for almost nothing, and he is unlikely to even get that.

However, I am sure we will be treated to the usual theatricals. A grave-faced Prime Minister will come back to Britain to say how tough the negotiations have been but that he will not give in, and there will be hints that, perhaps, the Prime Minister will even support Brexit if he does not get his way. I think we should take that about as seriously as when he banged the table and said he would not pay the GBP 1.75 billion surcharge 18 months ago, and then meekly obliged. In February the charade will come back: there will be a European summit and, on something minor and inconsequential, there will be a deal, and a referendum will happen in June 2016.

Opposition to this project is growing right across the continent: 15% of the Hungarian population have now signed a petition against migrant quotas. We saw an extraordinary advance by the French National Front in the elections in France last week, but so far nobody has reached the tipping point. Well, the British referendum may be that moment, and the momentum is on our side. It is not just about getting back national democracy: it is about getting back national self-confidence. For those of us who believe in nation-state democracy, 2016 is a very bright dawn indeed.

(Applause from certain quarters)

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

PRÉSIDENCE DE MME SYLVIE GUILLAUME*Vice-présidente*

Bernd Lucke (ECR), *Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Wenn das britische Volk Ihre Ansichten über die Europäische Union und über die Schwäche von Herrn Cameron teilen würde, warum hätte es dann eigentlich nicht UKIP mit mehr als einem Mandat in das britische Unterhaus entsandt?

Nigel Farage (EFDD), *blue-card answer*. – Mr Lucke, as you may or may not understand, we have a very odd electoral system in the United Kingdom. I would remind you, in the European elections, UKIP won those elections.

Right across the continent we are seeing, in the centre, the left and the right, genuine opposition to the European project growing. The disappointment, Mr Lucke, is that people like you in Germany, who have been critical of so many aspects of the Union, of so much about the euro, appear not to have the courage to logically follow through your own convictions and to conclude that this project is the wrong project. What we want is a Europe of democratic nation-states, trading together, being friends together, but without the flag, without the anthem, without the Commission and without the European Parliament.

(Applause from the EFDD Group)

Edouard Ferrand, *au nom du groupe ENF*. – Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs, chers collègues, courage fuyons! Tel pourrait être le prochain thème du Conseil européen. Prétendant lutter contre le terrorisme, les dirigeants du Conseil ne mentionnent pas le passage de centaines, voire de milliers de terroristes parmi les flux des migrants. C'est pourtant par ce biais qu'ont agi la plupart des assassins du 13 novembre dernier à Paris, comme leur chef, qui a transité par la Grèce. Le traité de Schengen est à l'origine de nos problèmes, et on voudrait aujourd'hui aller plus loin dans un système qui a échoué.

Il en est de même pour l'Union économique et monétaire. Le Conseil entend la renforcer, alors que son échec est flagrant. Seule une politique adaptée à chaque État, appuyée sur une sortie concertée de l'euro, pourrait permettre aux peuples européens d'éviter austérité, récession et sacrifice.

La prochaine question du Brexit pourrait remettre en question vos choix suicidaires. Les peuples européens le manifestent lors de chacune des élections dans les États membres. Mesdames et Messieurs, les Européens ne veulent plus de votre Europe technocratique, cosmopolite et ultralibérale.

Les Européens veulent l'Europe des nations et des libertés: la seule solution pour un véritable avenir de la civilisation européenne.

Diane Dodds (NI). – Madam President, the Council of Ministers meeting this week is viewed with a great deal of interest in the United Kingdom, and many view it as a serious test of whether these institutions are capable of change and reform.

A few weeks ago David Cameron published his agenda for negotiation. It is an agenda without ambition and very far removed from his stated aims for renegotiation in his Bloomberg speech of 2013. Back then he promised opt-outs from EU legislation, control over migration, curbs on the European courts and, fundamentally, he demanded treaty change. Today he has limited himself to so-called changes that merely reflect the status quo and a vague demand for greater competitiveness within the single market. His proposals around benefit uptake have met with fierce resistance.

So is this Union up for negotiation? Are the European institutions capable of change? Or as many of my constituents believe, are we simply left to pay the bill while having our concerns ignored? It is a stern test for David Cameron. It is an even bigger test for Brussels, and the scant reference to this in both the Commission and Council contributions this morning does not bode well. Many in the UK have already decided, with the polls showing growing numbers opting for Brexit. Members, the ball is in your court.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Philippe Lamberts (Verts/ALE), *blue-card question*. – Ms Dodds, I heard what you said. I think that your Prime Minister has got himself into a corner by asking things that he knows pretty well cannot be achieved, especially in terms of freedom of movement. I believe that the real question that the British people have to answer is whether they believe that they will be stronger on their own, being 1% of the global population, albeit with Trident submarines – I am not sure that gives you a lot – or by sharing sovereignty to be part of a bloc that can really have influence in this world.

(Cries of 'Rubbish!' from the EFDD Group)

Diane Dodds (NI), *blue-card answer*. – If I may say so, the very question mirrors the attitude of the institutions towards the British renegotiation issue. It is a matter of dilution, dilution, dilution, until you give nothing. That has the effect in the United Kingdom of growing the numbers for Brexit: you can choose which way it will go.

Angelika Niebler (PPE). – Frau Präsidentin, Herr Kommissionspräsident, Herr Ratspräsident, verehrte Kolleginnen, verehrte Kollegen! Das Signal, das morgen und übermorgen von dem Gipfel ausgeht, entscheidet darüber, wie wir im neuen Jahr starten.

Wird die Europäische Union als eine zerstrittene Mannschaft wahrgenommen, in der jeder Spieler sein Spiel spielt und am Ende alle verlieren, oder als geschlossene Mannschaft, die gemeinsam Ziele verfolgt, die weiß, wofür es sich lohnt, gemeinsam zu kämpfen?

Die Kommission, verehrter Herr Kommissionspräsident, kämpft für ein gemeinsames Europa, wir im Europäischen Parlament mehrheitlich auch, ebenso auch der Ratspräsident. Ich möchte hierfür zunächst einmal vor allem der Kommission danken, die stets die Gemeinsamkeiten betont hat und für ein starkes Europa kämpft und die immer wieder konstruktive Vorschläge auf den Tisch legt, um die gewaltigen Herausforderungen vor denen wir stehen, in den Griff zu bekommen – nicht zuletzt gestern, mit Blick auf den europäischen Grenz- und Küstenschutz.

Herr Kommissionspräsident Juncker, Sie sprachen Schengen an. Schengen ist eine unserer größten Errungenschaften: Freizügigkeit, Reisen im Schengen-Raum ohne Kontrollen. Schengen setzt die Sicherung der Außengrenze voraus. Es setzt voraus, dass kontrolliert wird, dass registriert wird, wer in den Schengen-Raum einreist.

Es ist richtig gewesen, dass Hotspots an den Außengrenzen errichtet werden, dass die Mitgliedsstaaten gedrängt werden und Hilfe bei der Sicherung der Außengrenzen annehmen und kooperieren müssen. Es ist auch richtig, – wie gestern vorgeschlagen – einen gemeinsamen Grenz- und Küstenschutz aufzubauen.

Herr Ratspräsident, jetzt sind Sie gefordert! Ich bitte Sie von ganzem Herzen: Üben Sie Druck aus, wenden Sie Diplomatie an, um die Mitgliedstaaten zu bewegen, morgen geschlossen ein Signal für das gemeinsame Europa auszusenden.

(Die Rednerin ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

Janusz Korwin-Mikke (NI), *pytanie zadane przez podniesienie niebieskiej kartki*. – W 1933 roku Lichtenstein odmówił przyłączenia się do Trzeciej Rzeszy. Rozumiem, że będąc przyłączony do Trzeciej Rzeszy byłby o wiele potężniejszy i miałby o wiele większe możliwości. W tej chwili Lichtenstein nie przyłączył się do Unii Europejskiej. Rozumiem, że ma w tej chwili potworne trudności z zapłaceniem za energię i ogólnie w kraju tym panuje straszna bieda. Czy pani doradza Lichtensteinowi przyłączenie się do Unii Europejskiej?

Angelika Niebler (PPE), *Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Verehrter Kollege! Diese Frage stellt sich momentan nicht und wird sich auch nur stellen, wenn Liechtenstein das wünscht.

Ich denke, für uns ist es einfach wichtig, nach vorne zu blicken. Wir hatten ein anstrengendes Jahr 2015. Wir haben nach bestem Wissen und Gewissen – auch hier im Europäischen Parlament – versucht, die Krisen in den Griff zu kriegen. Ich denke, wir sollten nach vorne blicken und schauen, wie wir das leisten können, was die Menschen in Europa von uns erwarten: dass wir hier unser gemeinsames Europa weiter voranbringen, unsere Außengrenzen sichern und auch mit den hilfsbedürftigen Menschen, die bei uns ankommen, menschenwürdig umgehen.

Enrique Guerrero Salom (S&D). – Señora Presidenta, a lo largo de 2015 el Consejo Europeo ha ido cambiando el foco principal de su preocupación: a principios de año, fueron la crisis griega y el terrorismo con *Charlie Hebdo*; en la primavera, fue la crisis de refugiados y de inmigrantes; y, después, hemos tenido también la crisis sobre el terrorismo.

Pero que haya cambiado el foco no significa que las crisis hayan desaparecido: están todas ahí, están todas juntas. Y aunque aparentemente alguna de ellas no nos preocupa tan dramáticamente como en el pasado, sigue siendo, sin embargo, la crisis económica y de empleo la principal preocupación de los ciudadanos europeos.

En primer lugar, por el legado de la propia crisis: en términos de desempleo —va a ser sumamente grave para los jóvenes y para los parados de larga duración—, en términos de divergencias sociales y territoriales y, también, en términos de pérdida de derechos laborales y de condiciones salariales. Pero no se trata solo del legado. El presente: nuestro crecimiento es débil, está en torno al 1,5 %, la mitad que en los Estados Unidos; nuestro desempleo es alto, está en torno al 11 %, el doble que en los Estados Unidos. Y tampoco estamos preparando el futuro: nuestro *gap* de inversión sigue muy alto. El año 2015 ha supuesto menos que 2014 y 2014 menos que 2013. Por tanto, tenemos que asumir que, aunque no afrontamos dramáticamente una crisis económica, esta sigue siendo importante.

Por último, quisiera hacer una pregunta a la Comisión, a quien manifiesto mi apoyo: ¿es verdad que, después de las cumbres de septiembre y de noviembre, en las que se acordaron 160 000 relocalizaciones, solo se han puesto en práctica cien? Si eso es verdad, es una vergüenza para los Estados miembros.

Anna Elżbieta Fotyga (ECR). – „Wypracowaliśmy odpowiednią strategię. Jej wdrażanie jest jednak ciągle opóźnione”. To cytat z listu przewodniczącego Tuska zapraszającego na posiedzenie Rady Europejskiej. W jej agendzie znajduje się wiele rozsądnych propozycji, np. PNR, ale nie zaliczam do tego zbioru projektu utworzenia europejskiej straży granicznej i przybrzeżnej. Ten projekt narusza podstawy ustrojowe kilku państw. Jest również wątpliwy w świetle prawa pierwotnego Unii Europejskiej. Poszerzenie metody wspólnotowej w niezwykle delikatnej i kluczowej dziedzinie bezpieczeństwa nie zastąpi solidarności międzypaństwowej. A to państwa członkowskie odpowiadają za bezpieczeństwo.

Pavel Telička (ALDE). – Madam President, a couple of months ago while referring to the European Council conclusions on the enhancement of the mandate for Frontex, I was very critical. I expected much more, and I need to applaud President Juncker today for having delivered something that is much more significant. This is an answer to the concerns of citizens, who say ‘we want Schengen’ and ‘we want security inside Schengen’. This is a proper proposal.

We now expect the Council to deliver this week and approve it. Of course, this is one leg. I would like to see in the future the second leg, because talking about capacities, whether 1 000 plus 1 500 is sufficient or not, we will have to see. I am sure that we will need integrated military forces in the future. This is another element and something we should work on in the future.

A final remark on the sharing of information. The terrorist who was stopped at the Belgian border was covered by one database in connection with property crime, but he was also in the Europol database for connections to terrorist organisations. We failed. We need to connect these. This is the task for the immediate future.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL). – Señora Presidenta, los planteamientos de este Consejo Europeo van en la dirección incorrecta, la misma dirección que vimos en el debate sobre el estado de la Unión o en la revisión de la política europea de vecindad, y que no hace más que agravar la crisis mortal de esta Unión Europea.

Hablan de crisis de inmigración cuando es crisis de refugiados -la crisis más grande desde la Segunda Guerra Mundial-, y los refugiados huyen de las guerras, en las cuales tenemos mucha responsabilidad por seguir intereses ajenos que quieren un Mediterráneo desestabilizado o un Mashreq incendiado.

Esta crisis no se soluciona elevando los muros de la fortaleza; no se soluciona con una superpolicía por encima de los Estados-nación. No se soluciona premiando a socios, como Turquía, que usan como arma a los refugiados; que permiten el contrabando de petróleo del Daesh; que invaden un país como Irak; que bombardean a los kurdos y a las kurdas; o que, bajo el paraguas de la OTAN, se permiten realizar provocaciones contra una potencia nuclear vecina como Rusia. No se soluciona tampoco sin cooperación para mitigar las asimetrías económicas.

Tampoco el terrorismo se combate eliminando nuestras libertades; dentro de la UE no se combate con propuestas asimétricas, con medidas militares o estados de excepción, sino con inteligencia, bajo la tutela del Estado de Derecho, y con socios que no toleren o promuevan el wahabismo; sobre el terreno, profundizando en el Derecho internacional.

Están poniendo clavos en el ataúd de la Unión Europea -lo vimos con la no solidaridad en Grecia- elevando esa fortaleza, quitando las libertades ante las amenazas, o con una economía injusta. Van por buen camino, el camino de la implosión de esta Unión Europea que no cuida a sus pueblos.

(El orador acepta responder a una pregunta formulada con arreglo al procedimiento de la «tarjeta azul» (artículo 162, apartado 8, del Reglamento))

Olaf Stuger (ENF), *“blauwe kaart”-vraag*. – Ik zou graag aan mijn collega iets willen vragen. Hij spreekt heel grote woorden over de verantwoordelijkheden die wij hebben bij de opvang van zogenaamde oorlogsslachtoffers of vluchtelingen. Mag ik vragen naar de persoonlijke verantwoordelijkheid van mijn collega? Hoeveel vluchtelingen heeft hij opgenomen in zijn huis en hoe gaat dat op dit moment?

Javier Couso Permuy (GUE/NGL), *respuesta de «tarjeta azul»*. – La responsabilidad personal está en mi responsabilidad política de favorecer una de las cosas buenas que

estableció esta Unión Europea y que se llama el derecho de asilo, y no el derecho de odio que promueven ustedes.

Jill Evans (Verts/ALE). – Madam President, at a date yet to be announced my constituents in Wales will be faced with a choice that will affect us for generations to come: voting on whether or not to remain in the European Union. For my party, Plaid Cymru, and for many in Wales – like local authorities, businesses and voluntary organisations – EU membership is vital in building our economy and our communities.

Wales has benefited from EU solidarity through the Structural Funds and from legislation protecting workers, the environment, our rural areas and much more. I know that Wales has a great deal to contribute to making the EU more effective and improving Europe for all our peoples. We want to engage far more directly, positively and proactively. We want to work together in the interests of peace, social justice and sustainability. There may be no decision taken this week in relation to the UK, but I want to send a strong message that we will be making a very clear and positive case for remaining in the EU in Wales's interest and Europe's interests.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

David Coburn (EFDD), *blue-card question*. – Ms Evans, considering that your party, the Welsh Nationalists, are doing so badly in the polls in Wales and that UKIP are doing so well – and it looks as if they are going to get a lot of representation in Wales – would you not say that the Welsh people agree more with UKIP than with you?

Jill Evans (Verts/ALE), *blue-card answer*. – What we need, and what we are leading, in Wales is a very factual and very honest debate on where the interests of the people of Wales lie. That has been shown clearly time and time again to be in the EU as a small successful nation with a strong economy. I have yet to hear UKIP put forward any policies that will benefit people in Wales.

David Borrelli (EFDD). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, nel moltiplicarsi delle tensioni e delle pressioni esterne, l'Europa non ha altra via che ritornare a crescere economicamente e risolvere l'ambiguità della propria identità culturale.

La crisi economica ha provocato lo spostamento verso la povertà di quella che una volta era la classe media. Le politiche miopi di austerità non hanno permesso di alleviare le sofferenze di molti attraverso misure di solidarietà semplici e immediate, quali il reddito di cittadinanza. Tante tensioni e spinte disgregatrici si sarebbero evitate se si fosse dimostrata più comprensione verso gli effetti sociali devastanti delle politiche di rigore.

La crisi ha deformato l'Europa, che oggi, più debole che mai, investe risorse sempre più ingenti per difendersi dagli attacchi del terrorismo e dalle pressioni migratorie, ma non sostiene adeguatamente la soluzione principale: la crescita economica. Se c'è crescita c'è spazio per tutti, se non c'è crescita si moltiplicheranno le chiusure delle frontiere. Poi c'è la questione dell'identità culturale, le nostre sono tante culture diverse, non sono diventate qualcosa di più della somma delle sue componenti, semmai, qualcosa di meno, di molto meno, una società spaventata e frammentata.

Un'Europa incerta sul suo bene comune è un'Europa che genera al suo interno i germi del radicalismo, oggi sempre più difficili da contrastare. Gli sforzi di quest'anno per favorire la crescita si stanno dimostrando insufficienti, per certi versi stanno acuendo le disuguaglianze. Occorre una riflessione più alta sulle sfide comuni della nostra politica industriale, che non è fatta soltanto di servizi e digitale, ma soprattutto di manifattura. Ecco perché vogliamo esortare questo vertice a ritrovare una visione politica concreta e una spinta morale capace di convincere e coinvolgere affinché i nostri concittadini possano vedere un'Unione europea utile anche a loro.

PRESIDENZA DELL'ON. ANTONIO TAJANI

Vicepresidente

Marcel de Graaff (ENF). – De EU-coördinator voor terrorismebestrijding Gilles de Kerchove stelt voor dat de lidstaten teruggekeerde jihadisten moeten opvangen en rehabiliteren. Er moeten speciale programma's komen als alternatief voor celstraf.

Dit voorstel heeft geen enkel respect voor de doden van Bataclan, voor de doden van Sinjar, voor Lee Rigby, voor Muath al-Kasasbeh en voor al die andere slachtoffers van de besten die hier "veteranen" genoemd worden. Voorzitter, een schofterig en krankzinnig plan dat de veiligheid van onze burgers op het spel zet.

Daders van onthoofdingen verkrachtingen, martelingen en slavenhandel zijn geen veteranen. Het zijn vijanden die de islam verspreiden door dood en verderf. Ik bied de Raad van ministers een alternatief voorstel: gooi ze buiten, houd ze buiten en sluit alle nationale grenzen.

Ελευθέριος Συναδινός (NI). – Κύριε Πρόεδρε, η εφαρμογή των αποφάσεων για την αντιμετώπιση των μεταναστευτικών ροών αποτελεί ταφόπλακα για την Ευρώπη της αλληλεγγύης, των συναποφάσεων, των ισότιμων κυρίαρχων κρατών. Αποδεικνύεται ότι οι θεσμοί, εκλεγμένοι και μη, αδυνατούν να κατανοήσουν και να δώσουν σωστές λύσεις. Όταν η οικονομική κρίση στην Ελλάδα τους έπιασε απροετοίμαστους για την αντιμετώπισή της, αυτοί πρότειναν αλτρουιστικά την έξοδο της Ελλάδος από τη Νομισματική Ένωση, με το non-paper Schäuble, σε συνεδρίαση του Eurogroup.

Ανίκανες να ελέγξουν τις μεταναστευτικές ροές, πλείστες χώρες ορθώνουν φράχτες και καταργούν μονομερώς τη Συνθήκη του Schengen ενώ κάποιοι συζητούν για την έξοδο της Ελλάδας από αυτή. Τζιχαντιστές σκοτώνουν αθώους και εσείς αποφασίσατε να χαρίσετε 3 δισεκατομμύρια ευρώ στην Τουρκία η οποία βοηθά, εξοπλίζει, συνδιαλέγεται με το Ισλαμικό Κράτος. Σας καλώ, λοιπόν, να δεχθείτε την Τουρκία στην Ευρώπη και θα λυθούν αυτόματα όλα τα προβλήματά σας. Συνεχείς λανθασμένες αποφάσεις οδηγούν στην ανάγκη εύρεσης αποδιοπομπαίων τράγων και κατηγορουμένων. Οι χώρες της Ευρώπης - πάρτε το χαμπάρι - μόνο με εθνικιστικές κυβερνήσεις μπορεί να απαλλαγούν από τη λαίλαπα αυτή.

Jacek Saryusz-Wolski (PPE). – Mr President, as the EU Council will address the issue of the Energy Union, I would like to quote the EPP Group position on the matter, adopted unanimously in our recent strategic position paper on the external dimension of energy security. I quote: ‘We, the EPP Group, believe that the Nord Stream 2 agreement is not in line with the EU strategy of diversification of sources of supply and routes of transit of imported energy, as well as the EU’s energy security strategy and foreign security and Eastern Partnership policy goals, reinforcing the EU’s dependency on Russian gas supply’.

My comment is this: Nord Stream 2 is being pursued by the Commission as a purely commercial project. My question is: if a project is negotiated in person by the President of Russia, Putin, and the Vice-Chancellor of a Member State, is such a project purely a commercial one?

The Commission considers that Nord Stream requires only a legal analysis. This is fundamentally wrong; it is a geopolitical project that can be detrimental to our security. It contradicts the energy security strategy, the Energy Union itself, and the foundations of our foreign security Eastern Neighbourhood Partnership policy goals. It is in breach of European solidarity and against the spirit of the sanctions on Russia; it is harmful to the interests of Ukraine, Belarus, Poland and Slovakia; and it can be a political game-changer, reinforcing the power position of one single gas supplier, reinforcing the Union’s dependence, and further exposing Eastern Member States and their Eastern neighbours to Russia’s pressure and blackmail.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Tibor Szanyi (S&D), Kékkártyás kérdés. – Nagyon örülök, hogy képviselő úr szóba hozta ezt a kérdéskört. Valóban ez az egyik legfontosabb ügy. Bár a Néppárt soraiban legalább egy olyan kormánypárt van – ez az Orbán Viktor által vezetett Fidesz –, amelyik folyamatosan különutas politikákkal, Putyinnal való külön bizniszekkel lóg ki a sorból. Kérdezem tisztelettel, ezt Önök a Néppárton belül hogyan kezelik?

Jacek Saryusz-Wolski (PPE), blue-card answer. – On energy policy, we think that the Hungarian Government is not in line with EPP priorities, both in terms of its atomic enterprise deal with Russia, and also in terms of its general line on Russia. But this does not concern the issue which I raised, which is Nord Stream 2.

Tanja Fajon (S&D). – Vsem je jasno, da imamo izjemne probleme, ker države ukrepov za ublažitev razmer z begunci in migranti po večini ne izvajajo. Hudič je v podrobnostih različnih predlogov. Premeščanje ljudi, vračanje tistih, ki niso upravičeni do mednarodne zaščite, identifikacija ob vstopu v Unijo – vse to so ambiciozni predlogi, a korakov ni.

Schengen je na kocki, države uvajajo okrepljene mejne nadzore. Boli me, ko spremljam gradnjo ograje na mejah moje države, krlhajo se odnosi med ljudmi, naraščata nezaupanje in nestrpnost. In vse to zato, ker je tudi v Sloveniji prevladalo prepričanje, da smo prepuščeni sami sebi in da ne bomo zmogli novega vala prišlekov z balkanske poti.

Potrebujemo jasne zaveze voditeljev na vrhu ta teden. Države Zahodnega Balkana ne bodo več dolgo zmožne zagotavljati podpore pritisku beguncev. Nujna bo dodatna finančna pomoč. Zavedati se moramo, da v Turčiji še vedno ostajata več kot 2 milijona beguncev in da za zdaj ni videti konca konflikta v Siriji.

Nujno moramo izboljšati upravljanje zunanjih meja Unije, s tem bomo pomagali ne le državam na balkanski poti, ampak ohranjanju schengenskega prostora. In to mora biti naša prednost in ne nevarni poskusi oblikovanja mini Schengena, ki bodo razdrli Evropo. Svoboda gibanja je simbol našega povezovanja.

Kolegi, dostojanstvo Evrope bo preživelo le, če bomo ravnali solidarno in humano. Današnja Evropa ni več Evropa solidarnosti. Je Evropa brezbriznosti. Mi tu oblikujemo zgodovino in na nas je, da leto 2016 naredimo boljše. Vrh Evropske unije zato pozivam, da prevzame polno odgovornost za izvajanje vseh zavez in za to, da Schengen ostane, kot ga poznamo.

(Govornik se je strinjal, da bo sprejel vprašanje, postavljeno z dvigom modrega kartončka (člen 162(8)).

Ivan Jakovčić (ALDE), pitanje koje je podizanjem plave kartice postavio. – Hvala lijepo što ste prihvatili plavu kartu. Gospođo Fajon, želim Vas pitati nešto vrlo jednostavno. Govorite o potrebi slobode gibanja, o solidarnosti u Europi, o potrebi da poštujemo naše odnose i vrijednosti. Slažem se s Vama da imamo problema s migrantima, ali da li se Vi slažete sa mnom da postavljanje žilet žice koju slovenska vlada postavlja po cijeloj granici, od Mure do Jadranskog mora, a pogotovo u onom dijelu gdje i sami znate da migranata nikad biti neće, a to je na području Istre i Gorskog Kotara, da li stvarno smatrate da je to potpuno nepotrebno?

Tanja Fajon (S&D), Odgovor na vprašanje, postavljeno z dvigom modrega kartončka. – Dragi Kolega. Boli me enako kot vas, ko gledam ograje na naših mejah. Boli ljudi na obeh straneh naše meje. Ampak to je točno to, kar opozarjam. Neodzivnost evropskih vlad, neodgovornost vrste evropskih politikov.

Tudi neposredno v naši sosesčini, na Madžarskem. Zato še enkrat. Le skupaj lahko umirimo razmere. Z dobrim sodelovanjem, posebej med sosednjimi državami. In Schengen mora ostati tak, kot ga poznamo. Ograje, žice, pa morajo postati del preteklosti.

Vicky Ford (ECR). – Mr President, tomorrow European leaders will discuss the single market, migration and Brexit. British voters are split 50:50. The single market has made it easier to trade in 28 countries with 500 million consumers and I would like to see it more dynamic, but unless substantial changes are made, Britain will vote to leave. The UK will not join the euro, it cannot be part of the ever closer union or the social pillar, and it is vital that countries outside the eurozone cannot be discriminated against by a cartel of those within. This is a key point in the British negotiation.

On migration, the region I represent has experienced more EU migration than any other part of the UK. Free movement is a cherished right, but unlimited access to healthcare welfare has proved unsustainable and builds resentment. In two years' time Britain may well have voted to leave. I urge leaders to please listen carefully to our requests and try to make progress.

Marielle de Sarnez (ALDE). – Monsieur le Président, c'est évident qu'il faut que l'Europe retrouve une capacité d'agir; on a perdu beaucoup de temps. C'est donc plus qu'urgent.

Oui, bien sûr, il faut qu'on contrôle nos propres frontières. Ce débat est quand même surréaliste; c'est une évidence! Si nous n'arrivons pas à le faire, Schengen va mourir! Schengen va de pair avec le contrôle de nos frontières extérieures. Toutes les grandes puissances du monde fonctionnent de cette façon-là. Nous demandons depuis des années un corps de gardes-côtes et de gardes-frontières. J'espère que nous allons enfin aller dans cette direction.

Oui, il faut aussi une politique européenne harmonisée du droit d'asile. Qu'en est-il? Qu'en est-il de la nécessaire révision de Dublin? Qu'en est-il de la liste des pays sûrs, qui n'est toujours pas sur la table, alors que cela fait de nombreux mois qu'on en parle?

Enfin, et pour aller très vite, oui, il faut que l'Union européenne travaille à une sortie de crise et à une issue politique pour la Syrie. Il faut qu'on donne des perspectives à ce pays, c'est vital. Mais tout cela, et je le dis à la Commission, comme au Conseil, nous ne le ferons que s'il y a une volonté politique partagée entre la Commission et l'ensemble des États membres.

(L'oratrice accepte de répondre à une question «carton bleu» (article 162, paragraphe 8, du règlement))

Doru-Claudian Frunzulică (S&D), question «carton bleu». – Madame de Sarnez, c'est M. Verhofstadt qui a proposé une agence européenne anti-terroriste. Croyez-vous que c'est une bonne proposition et que nous devons finalement la mettre en œuvre, en tenant compte de toutes les attaques terroristes qui ont eu lieu en Europe?

Marielle de Sarnez (ALDE), réponse «carton bleu». – Cher collègue, c'est évident que les terroristes se jouent des frontières et que nous avons, de ce point de vue-là, du travail à faire ensemble. Il faut renforcer, améliorer la coopération entre l'ensemble des services de renseignements. Il faut un partage obligatoire des données pour tout ce qui est données sensibles. Je veux ajouter aussi la mise en commun d'un fichier des combattants étrangers, ce qui n'existe pas encore au moment où je vous parle.

Tania González Peñas (GUE/NGL). – Señor Presidente, ha dicho el señor Juncker que son tiempos de cambio. No puedo estar más de acuerdo, aunque creo que diferimos bastante en lo que eso significa.

Necesitamos un cambio en el modelo de Europa: construir una Europa social que recupere sus valores fundacionales de democracia, bienestar y derechos sociales. Necesitamos un cambio también en la política exterior: una política que se apoye en la democracia, los derechos humanos y el desarrollo.

Tenemos la responsabilidad de diseñar una política de acogida de las personas refugiadas que vienen escapando de la guerra y el terror. Aquí nos tendrán a favor de todas las medidas humanitarias que vayan en ese sentido.

Sin embargo, la solución a la crisis de los refugiados y al problema del terrorismo pasa por una paz justa en Oriente Medio que estabilice la zona. No queremos líderes socialdemócratas o conservadores que compitan con la extrema derecha en la exhibición gratuita de poderío militar o en el recorte de libertades y derechos. Necesitamos una Unión Europea que contribuya a pacificar y democratizar esa región con las armas de la política y no con las armas de la guerra.

Si no queremos que crezca el euroescepticismo, la desafección hacia el proyecto europeo, no podemos permitir que Europa siga convirtiéndose en sinónimo de recortes sociales, precariedad laboral y empobrecimiento masivo. Hoy hay 23 millones de personas sin empleo en la Unión Europea y casi un 10 % de trabajadores pobres. ¡No queremos más maquillaje de las mismas políticas en favor de las élites económicas! Eso es lo que están volviendo a proponernos con su proyecto de reforzamiento de la unión económica y monetaria.

Necesitamos un giro de 180 grados, democratizar el Banco Central Europeo e impulsar la creación de empleo a través de un plan ambicioso de inversión pública, y usar esos recursos para crear millones de empleos en sectores como la economía verde, las nuevas tecnologías, los cuidados o los servicios públicos.

Los socialistas europeos pueden escoger entre el camino de Jeremy Corbyn -apostar por la Europa social, oponerse a la ATCI, buscar la paz en Oriente Medio- o seguir apoyando las políticas de austeridad que benefician a ese 1 % que concentra un tercio de la riqueza en Europa, mientras condenan a las mayorías sociales a asumir sus excesos.

Ska Keller (Verts/ALE). – Mr President, First Vice-President Timmermans said yesterday that the problem we have in Europe is the many irregular entries, and that these need to be stopped. But those people who are coming irregularly are refugees, and refugees are in need of protection. Refugees are not the problem we have in Europe. The problem we have is the distribution of refugees and the lack of solidarity. We cannot turn refugees away if we are to follow our own laws and our own morals.

But this is exactly what the Commission is not proposing to do with the new Frontex mandate, because Frontex, in coordination and cooperation with third countries, will make sure that those people in need of protection will never make it to European shores. This is already happening.

But in future the closing of borders will even be mandatory for Member States. Member States who do not close their borders completely will be punished. On the other hand, we see a resettlement proposal. That is very nice, but resettlement will be voluntary. Why is it that Europe can always agree to make closing borders mandatory but, when it is about welcoming refugees, it is up to every Member State to decide if they want to? This Commission proposal is simply a new Troika, this time for borders. This is not the face of Europe that I want to see.

*

**

Presidente. – Voglio salutare in galleria un gruppo di giovani pompieri che vengono dall'isola di Korcula e dalla penisola di Peljesac in Croazia, che quest'estate si sono battuti contro il fuoco salvando molte vite umane. Li ringraziamo e li salutiamo affettuosamente.

*

**

Rolandas Paksas (EFDD). – Iš tikrųjų Europos Tarybos susitikimo darbotvarkė matyt bus gausi, tačiau šiuo atveju aš norėčiau paklausti gal ne į temą. Ar ji gali būti konstruktyvi? Ir štai dėl ko. Lyg ir ketinama aprėpti visas svarbias temas, deja neišskiriant ir nesikonzentruojant ties svarbiausia. Gal dėl to, kad mes iki šiol nesugebame rasti bendro vardiklio, kuriuo galėtume įvardinti tą svarbiausią temą. Kuri iš jų: pabėgėliai, planuojamas referendumas Didžiojoje Britanijoje, o gal euro zonos reikalai ir jos recesija, o gal padėtis Sirijoje, gal Ukrainoje, kova su terorizmu, migracijos krizės valdymas, Europos Sąjungos ir Rusijos santykiai, NORDSTREAM dujotiekio plėtra ar Jungtinės Karalystės pasiūlymai dėl Euroos Sąjungos reformos. Atsižvelgdama į Komisijos komunikatą Europos Vadovų Taryba nagrinės Europos bendrosios rinkos sukūrimo klausimus visais aspektais. Vadovų Taryba taip pat diskutuos pažangia klimato politika grindžiamos energetikos sąjungos, bendrosios skaitmeninės rinkos ir kapitalo rinkos sąjungos klausimais. Manau, kad Europos Vadovų Tarybos susitikimo darbotvarkė turi būti gerokai konkretnė ir iš esmės skirta tikrai keletai problemų. Šiandien mano supratimu problema numeris vienas Europoje yra migrantų krizė. Būtent šioj plotmėj ir ieškome geriausių atsakymų ir galimybių, kaip tą problemą išspręsti. Netinka kvotos, ieškome kito varianto. Nepatinka sienų kontrolė, siūlykime kitus sprendimus. Atrodo problematiški Didžiosios Britanijos klausimai dėl referendumo, ieškome protingo atsakymo į juos. Tačiau susirinkti dar vieną kartą, dar vieną kartą pavirkauti dėl problemų nesiūlant konkretaus, operatyvaus veiksmų plano sprendimui – tai visuomenės apgaulė.

Harald Vilimsky (ENF). – Herr Präsident, meine sehr geehrten Damen und Herren! Der Terrorismus hat mittlerweile in Europa Einzug gehalten.

Die Währung ist in einem Kollaps begriffen, und seit wenigen Monaten haben wir eine Völkerwanderung fast biblischen Ausmaßes. Die Reaktion der europäischen Nomenklatura, der Staats- und Regierungschefs, ist es, völlige Planlosigkeit zu zeigen. Fast wie in einem Hühnerhaufen wird hier herumgeackert, ohne einen Plan zu entwickeln.

Zuerst hat es geheißen: Alle Migranten können herein. Dann hat es geheißen: Doch nicht alle können herein. Dann hat man gesagt: Machen wir die Grenzen dicht. Dann sind die Grenzen wieder geöffnet worden. Dann hat man gesagt: Schengen wird ausgesetzt. Dann gilt wieder Schengen. Dann hat man gesagt: Dublin wird ausgesetzt. Dann gilt wieder Dublin. Jetzt wenigstens hat man sich darauf verständigt, einen Schutz der Außengrenzen vorzunehmen. Ich sehe das vorsichtig positiv.

Wenn es aber für dieses Europa nicht gelingt, dass wir unsere Identität schützen können, dass wir die Vielfalt unserer Kulturen schützen können, dann wird dieses Europa auch versagen, und dann werden Sie, die all dieses Chaos verursachen, zu den Totengräbern der europäischen Identität gemacht werden.

Bruno Gollnisch (NI). – Monsieur le Président, le Conseil européen des 17 et 18 décembre prochains se penchera d'abord, une fois de plus, sur les problèmes de terrorisme et d'immigration massive. Il aura fallu les attentats en France et l'afflux de plus d'un million d'immigrés pour que la bureaucratie bruxelloise prenne conscience de la porosité des frontières extérieures de l'Europe. Mais cette prise de conscience ne va pas jusqu'aux frontières intérieures. Quel degré de crédibilité accorder alors à vos propositions?

M. Juncker a dit qu'il fallait maintenir un équilibre entre sécurité et liberté, mais certaines mesures sont plus dangereuses pour les libertés qu'efficaces pour la sécurité. Je pense à l'exploitation systématique, centralisée, informatisée, des données passagers qu'on finira bien sûr par brader, sur demande, à des pays tiers cherchant de tous autres intérêts. Ou encore à la réglementation des armes, qui épargnera bien sûr les terroristes, qui demandent rarement à la préfecture des autorisations de détenir des Kalachnikov.

Le terreau sur lequel le terrorisme prospère est à l'intérieur de l'Union européenne et c'est elle qui a contribué à l'y installer, sans consulter les citoyens.

Alain Lamassoure (PPE). – Monsieur le Président, oui au corps européen de gardes-frontières et de gardes-côtes, oui au renforcement d'Europol, oui à l'aide à la Turquie, à la Jordanie, au Liban pour garantir l'hébergement et la sécurité des réfugiés syriens, oui à l'aide à l'Afrique, après le sommet Europe-Afrique de La Valette, après la COP21, pour aider les États africains à prévenir les migrations, à lutter contre le terrorisme et à développer leur économie sans compromettre l'environnement. Oui, 100 fois oui. Mais avec quel argent?

Ce sont des compétences communautaires, ce sont des décisions communautaires, et le budget européen n'a plus un rond! Un des enseignements à tirer de ces crises, c'est que le cadre budgétaire pluriannuel décidé pour 7 ans, figé pour 7 ans, donc figé sur les priorités d'hier, est totalement inadapté aux urgences d'aujourd'hui et nous place devant un dilemme: soit nous puisons dans les fonds de cohésion, et nous sacrifions les régions les plus pauvres d'entre nous, soit – c'est ce qui est en train de se produire – nous créons des fonds ad hoc, des fonds fiduciaires, des petits budgets satellites face auxquels il n'y a aucun contrôle parlementaire efficace, ni ici, ni dans les parlements nationaux. Ce dilemme est inacceptable.

L'année prochaine devrait être consacrée à la révision du cadre pluriannuel. Profitons-en pour remettre en question le principe même de ce cadre rigide. Nous ne construisons pas l'Europe en sacrifiant les pauvres ou en sacrifiant la démocratie.

(L'orateur accepte de répondre à une question «carton bleu» (article 162, paragraphe 8, du règlement))

Costas Mavrides (S&D), blue-card question. – Mr Lamassoure, I would like to ask you a question. A few months ago, here in this Parliament, we evaluated the accession of Turkey. We evaluated the accession of Turkey, both internally and externally, and it was disappointing for human rights, and of course for the continuing illegal occupation of Cyprus. Now, due to the influx of refugees, the Commission wants to open up new chapters.

I would like your opinion on that. Is this consistent with our values and principles? Is it right for the Commission to do what it is about to do?

Alain Lamassoure (PPE), réponse «carton bleu». – Je crois effectivement qu'il faut bien distinguer deux choses: d'une part, l'aide dont la Turquie a besoin et que nous devons lui accorder pour régler humainement le problème des réfugiés, et, d'autre part, le problème de la demande d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Nous savons, et M. Kamall l'a dit très brillamment, que la Turquie n'entrera jamais dans l'Union européenne parce qu'il n'y aura pas le consensus nécessaire des 28 peuples européens pour élargir l'Union à la Turquie. Je regrette donc qu'une confusion réapparaisse ces jours-ci entre ces deux sujets.

Knut Fleckenstein (S&D). – Herr Präsident, liebe Kollegen und Kollegen! Der Plenarsaal ist relativ leer, was ungefähr darstellt, wie hoch die Erwartungen an den Rat sind.

Ich möchte mich bei Herrn Minister Schmit und Herrn Minister Asselborn herzlich bedanken. Ich kann mich nicht daran erinnern, dass eine Präsidentschaft sich dermaßen abrackern musste, um so wenig befriedigende Ergebnisse und so wenig Gemeinsamkeit hier präsentieren zu müssen, und das lag nicht an Ihren Bemühungen.

Es war kein gutes Jahr für die EU. Während Kommission und Parlament nach europäischen Lösungen suchen und auch welche gefunden haben, stellt sich der Rat dar als die Addition von 28 Mitgliedstaaten. Es kommen zwei Dinge hinzu: Einige dieser EU-Saboteure kommen nach Hause zurück, um dann auf Brüssel zu schimpfen. Das kann keine Lösung sein. Das bisschen, das dann auch beschlossen wurde, wird schlecht, langsam oder gar nicht umgesetzt.

Wer hat eingezahlt in die Fonds? Wie viele der 160 000 Flüchtlinge sind verteilt? Wo sind die 400 Polizeibeamten, die Slowenien helfen sollen? Wo sind die Hotspots in Griechenland? Es reicht auch nicht, dass ein Kommissar nach Griechenland, nach Lesbos fliegt, um zu sagen, dieses Camp heißt jetzt Hotspot, sondern dazu gehört auch ein bisschen mehr. Ich hoffe, dass das sehr bald nachkommt.

Es fehlt der gemeinsame Wille, und es fehlt ein effizientes Management. Stattdessen bereiten wir uns auf die Verhandlungen mit Premierminister Cameron vor. Um Wahlen zu gewinnen, hat er ein Referendum versprochen, und wir müssen ihm jetzt helfen, wieder vom Pferd zu kommen. Ich warne vor der Vorbildgefahr für andere Staaten. Ich bitte Sie, sehr vorsichtig mit diesem Thema umzugehen. Wir wollen, dass Großbritannien in der EU bleibt, weil wir ohne Großbritannien ärmer wären.

Aber alles hat seine Grenzen: Weder dürfen wir an der Freizügigkeit rütteln, noch sind wir Sozialdemokraten bereit, unter dem Vorwand der Wettbewerbsfähigkeit wieder die alte Ideologie, dass der Markt alles regelt, hinzunehmen.

Ich hoffe, Sie kommen zu einem schnellen Ergebnis – nicht, weil Herr Cameron einen Parteitag hat, sondern weil ich es langweilig finde, von Herrn Farage jedes Mal eine Rede zu hören, die gar nicht an uns gerichtet ist, sondern an die BBC, und danach sind sie alle draußen. Vielleicht kann die Kamera das mal zeigen.

Bernd Lucke (ECR). – Herr Präsident, meine Damen und Herrn! Der britische Premierminister hat seine Forderungen nach einer Reform der Europäischen Union vorgelegt.

Der Fraktionsvorsitzende der liberalen Fraktion, der mal wieder durch Abwesenheit glänzt, hat zu Recht gesagt: Die anderen Staaten sollen auch kommen und Reformvorschläge vorlegen. Da gibt es in der Tat einiges, was zu reformieren ist. Da ist zum Beispiel die Europäische Zentralbank, die mal wieder auf die Aufgaben zurückgeführt werden muss, für die sie eigentlich zuständig ist: Geldpolitik.

Die Europäische Zentralbank ist nicht dafür zuständig, dass sie jeden Monat als Kreditgeber für verschuldete Staaten auftritt. Das gehört auch zur Reformagenda der Europäischen Union. Da ist der europäische Stabilisierungsmechanismus, der ein permanenter Bruch der Nichtbeistandsklausel ist. Das gehört auch zu den notwendigen Reformen, dass wir diesen Stabilisierungsmechanismus abschaffen, denn er ist vertragswidrig.

Wir haben die Auffassung, dass leistungsfähige Staaten – wie Deutschland – für ihre Leistungsbilanzüberschüsse bestraft werden sollen in Europa. Eine solche Auffassung ist wettbewerbsfeindlich und leistungsfeindlich. Das muss reformiert werden. Solche Maßnahmen können wir nicht durchführen. Letztlich ist es auch erforderlich, dass wir jedem Staat in Europa das Recht einräumen, frei über seine Währung zu entscheiden, ob er in den Euro will oder den Euro verlassen will.

Maite Pagazaurtundúa Ruiz (ALDE). – Señor Presidente, el Consejo se mueve de cumbre en cumbre y parece que avanza muchas casillas, pero no es así. Tranquiliza a la opinión pública de cada país.

Hay un millón doscientos mil refugiados que huyen de guerras y persecuciones dentro de Europa. Pero seguir los datos de reubicación y de reasentamientos reales es muy complicado, porque no interesa decir en voz alta que son unos doscientos, un 0,001 %. *De facto* asumimos el desamparo y el hacinamiento de gentes que llevan encima todos los traumas de la guerra y de las vejaciones de la huida.

No queremos ver que son como nosotros, estamos estigmatizándolos incluso; y hay muchos países, incluido el mío, que utilizan excusas para no acoger cuotas, sin que eso tenga consecuencias. De los fondos fiduciarios previstos también se dan unas cantidades mínimas, y el Programa Mundial de Alimentos quedó en nada y los refugiados de Siria salieron huyendo de los campos turcos.

El modelo que la Comisión fijó es posible porque no se ha modificado Dublín; y ahora ¿se convertirán los *hotspots* en campos de retención? ¿Esas policías de fronteras servirán para retenerlos? ¿Solo seremos eficaces en la devolución? ¿Es esta la historia que queremos escribir? ¿Es esta la historia que vamos a tolerar? Es una pregunta para la Comisión y para el Consejo.

(La oradora acepta responder a una pregunta formulada con arreglo al procedimiento de la «tarjeta azul» (artículo 162, apartado 8, del Reglamento))

Kazimierz Michał Ujazdowski (ECR), *pytanie zadane przez podniesienie niebieskiej kartki*. – Pani Posel, większość polityków, w tym przewodniczący Rady Europejskiej Donald Tusk, uważa, że system relokacji na zasadzie odgórnych kwot jest już nieaktualny, a Pani upiera się przy tym rozwiązaniu – czy dobrze Panią zrozumiałem? Czy nie lepiej szukać bardziej elastycznych form za zgodą państw, które przyniosą rzeczywisty skutek, a nie upierać się przy rozwiązaniu, które okazało się kompletnie nieadekwatne do rzeczywistości i niefunkcjonalne?

Maite Pagazaurtundúa Ruiz (ALDE), *respuesta de «tarjeta azul»*. – Señor Ujazdowski, lo importante es buscar soluciones. No es que seamos tozudos, es que hay que pasar de las palabras a los hechos, porque esa gente necesita ser acogida. Porque, si no, tendríamos que decir a la opinión pública que renunciamos a nuestro Derecho humanitario internacional, que renunciamos a lo que hemos aceptado, como son los valores fundamentales de acogida de los que huyen de la guerra.

¿Flexibles o no flexibles? Aquí lo que importa es hacer las cosas, no escondernos de ellas.

Molly Scott Cato (Verts/ALE). – Mr President, I have chosen to speak about the very real risk that my country may soon leave this Union. David Cameron wants us to believe his renegotiation vision is the only show in town when it comes to EU reform. His pro-austerity, regulation-light, anti-migration rhetoric is more nightmare than vision and it appears he now wants to export and inflict this nightmare on the rest of Europe. But it is clear that his fake negotiation is unravelling.

His pledge to reduce red tape sees him doing his bit for the corporations eager to eliminate anything that stands in the way of their profits. His support for dodgy trade deals, like TTIP, shows that he is happy to see a race to the bottom on workers' rights, environmental protection and health standards.

But many in the UK want to be part of a genuinely reformed Europe with a stronger, more effective European Parliament with greater decision-making powers and scrutiny over the Commission and Council. Greens say 'yes' to the EU, 'yes' to real reform and 'yes' to upholding the rights of all citizens, which Mr Cameron seems so keen to bargain away.

Gianluca Buonanno (ENF). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, credo che l'Unione europea sia un mostro, è stato creato un mostro nel corso dei decenni e questo è un mostro che mangia, beve e dorme purtroppo e gli altri ovviamente fanno quello di cui hanno voglia.

Noi siamo un'Unione europea che non è neanche unita per il bidet; basta andare in giro per l'Europa, tanti paesi non hanno neanche il bidet e poi parliamo di educazione e di igiene. Però di igiene qui si parla e anche di alimentazione perché bisogna dire, imporre che bisogna mangiare gli insetti. Però è la stessa Unione europea che dice: europei cominciate a imparare a mangiare gli insetti; però tiriamo via il latte dal formaggio, tiriamo via l'uva dal vino. Ma voi siete matti, siete matti! Cioè, uno come Juncker secondo me – purtroppo è andato via, anche se ha cambiato pettinatura l'ho riconosciuto lo stesso – è uno che deve andare dallo psicologo, perché non si può gestire un'Unione europea in questo modo.

Abbiamo i terroristi islamici che arrivano. Allora io propongo la Guantánamo europea, vado a fare io il direttore; tempo sei mesi e i terroristi islamici non verranno più in Europa, ve lo assicuro io, la Guantánamo europea!

Elisabetta Gardini (PPE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, ascoltavo il dibattito e mi tornava in mente un dibattito che avevamo avuto nel novembre del 2012, era venuta Angela Merkel a incontrare il Parlamento, e si faceva una grande riflessione su quello che è il modello europeo e ricordavamo – eravamo ancora un'Europa a 27, stavamo per dare il benvenuto alla Croazia come 28° membro a pieno titolo dell'Unione europea – che noi rappresentiamo il 10% scarso della popolazione mondiale, poco più del 20% del PIL mondiale e il 50% della spesa sociale. E si rifletteva che pur volendo noi difendere questo modello sicuramente bisognava modificare qualcosa per continuare a sostenere un modello così costoso.

È evidente che quello che noi stiamo affrontando oggi fa saltare il banco, perché è un modello sociale. Capisco che tanti da tante parti del mondo possano ambire a questo modello, ma se rischiamo di non poterlo sostenere per i nostri cittadini capite che non lo possiamo offrire con la più buona volontà. Quindi sono vuote chimere quelle espresse da chi vorrebbe accogliere tutti e aprire le porte a tutti. Noi dobbiamo mettere delle regole, purtroppo, noi dobbiamo decidere che accogliamo solo chi scappa veramente dalla guerra e controllare i nostri confini.

Ma c'è un'altra cosa che mi preoccupa, noi dobbiamo sostenere la nostra economia. Allora, troppa retorica su questo accordo di Parigi. Vi prego di controllare bene quali saranno gli impegni volontari che prendono i paesi perché devono essere di equivalente peso, altrimenti noi andremo ad affliggere la competitività della nostra industria. Detto questo, nulla è facile, ma siamo qui per lavorare e dare delle risposte.

Maria João Rodrigues (S&D). – Mr President, the European project is confronted with several crises, and we need a paradigm shift that is based on the very clear idea that we have reached a point where only real European solutions can work. It is up to the Commission, the Members of the European Parliament and the Members of the European Council to tell this to the citizens. Many of them cannot understand how we have reached this point. We need to protect the Schengen area by building up a real European border, manage migration and the hosting of refugees, cope with pressures from the big powers such as China, and overcome the eurozone crisis.

I would like make a final remark on the roadmap to completing economic and monetary union. If you want this roadmap to work, you need to make sure that upward economic and social convergence will be properly supported by a banking union and a fiscal capacity.

Ruža Tomašić (ECR). – Gospodine predsjedniče, migrantska kriza razotkrila je velike razlike u stavovima o prihvatu migranata među državama članicama. Došlo je vrijeme da se ti stavovi konačno usklade kako bi se moglo odgovorno i učinkovito upravljati krizom. Ovaj sastanak idealna je prilika za dogovor koji će jamčiti koordinaciju i suradnju umjesto postavljanja bodljikavih žica na unutarnje granice.

Slovenija je na granicu s Hrvatskom samovoljno postavila žicu koja nije odvrtila ni jednog migranta, ali zato na njoj danima masovno stradavaju divlje životinje pa naša javnost svjedoči prizorima koji ne priliče civiliziranoj Europi. Također, dio te žice nalazi se na Hrvatskom teritoriju i prijeti postati predmetom međudržavnog prijepora koji nikome u ovom trenutku nije potreban.

Dogovor o upravljanju migrantskom krizom na najvišoj razini nužan je stoga za očuvanje mira i stabilnosti jer nastavimo li u ovom smjeru, uskoro ćemo poništiti sve pozitivne učinke europskih integracija i vratiti kontinent 20 godina unatrag.

Janice Atkinson (ENF). – Mr President, ahead of the Council meeting I am going to read a letter that I have written to Mr Tusk on behalf of the UK:

'Dear Mr Tusk, as your special relationship with Mr Cameron clearly isn't working and his so-called negotiations with you have collapsed like a pack of cards, I thought it might be helpful to outline what the British people actually want from the EU. Trade: as we are the second largest economy in the Union, we must be able to negotiate our own free-trade agreements, because one Commissioner for 28 states does not fit all. Agriculture: a common agricultural policy costs us more to feed our own people and keeps developing countries, like Africa, in poverty. Fisheries: we want to take back control of our own territorial waters, restore our fishing fleets and protect our own fishing stocks. Justice: we do not want, and accept, a separate court in Luxembourg overruling the UK judiciary and directly elected Members of Parliament. Migration control: well, you know what the British people want here. We must have control over who comes to Britain and that is non-negotiable. You cannot deliver on this, so therefore we will Brexit'.

Esteban González Pons (PPE). – Señor Presidente, el pasado fin de semana los terroristas volvieron a matar, esta vez a dos policías en la embajada española en Kabul y, hasta ahora, nadie los ha mencionado en este Pleno. Si nos resignamos a que los ataques de los terroristas sean algo cotidiano, al final ganarán la partida y, ganándonos a nosotros, ganarán a la libertad.

Europa se construye y siempre se ha construido con más Europa. Por eso apoyamos el proyecto de la Comisión para crear una guardia costera y fronteriza de la Unión Europea. Al no haber fronteras interiores, ya no hay fronteras exteriores. Hay fronteras de Europa. Fronteras de todos.

No podemos hablar de fronteras exteriores como algo distinto a las fronteras interiores porque no las hay: tenemos que hablar de fronteras. Y la frontera portuguesa, española, italiana, griega es también la frontera alemana, la frontera belga y la frontera francesa; y belgas, franceses y alemanes están tan interesados como españoles, portugueses, italianos y griegos en defender esa frontera porque son fronteras de todos y su reforzamiento y su seguridad nos conciernen a todos.

Por eso tiene sentido que todos, también los países del interior, tengamos interés en que se defiendan bien las fronteras y, si un país no hace su trabajo defendiendo su frontera, los demás tenemos derecho legítimo a participar en la defensa de esa frontera, que no es de ese país, es de todos. Ya no hay fronteras de países: hay solo una frontera que es común, es europea y es de todos. Europa crece como los niños: cuando tiene fiebre; pero crece.

Presidente. – Naturalmente, onorevole González Pons, ci associamo tutti al dolore delle famiglie dei due agenti spagnoli uccisi di fronte all'ambasciata del Regno di Spagna a Kabul.

Kathleen Van Brempt (S&D). – Het is de laatste Raad van dit jaar onder het Luxemburgse voorzitterschap en het is een verschrikkelijk jaar geweest. Dat hoeven wij niet uit te leggen, dat weten we allemaal. Er is wel een heel belangrijk lichtpunt en dat is natuurlijk het klimaatakkoord, met een ongelooflijk knap Luxemburgs voorzitterschap en een ongelooflijk knappe Commissie die goed hebben samengewerkt. Dat verdient alle lof. Maar dat betekent ook dat we dat moeten gaan omzetten in nog ambitieuzere doelstellingen. Dat is iets waar jullie op de Raad een goed gesprek over moeten voeren.

Ik wil dit ook aangrijpen om het over iets anders te hebben en mij in het bijzonder tot de Commissie willen wenden. Er is een nieuw rapport van Amnesty International uit over de situatie van vluchtelingen in Turkije en dat is *shocking*, als ik het zo mag zeggen. De mensenrechten worden er op grote schaal geschonden en op zijn minst wordt het idee gewekt dat dat ook met ondersteuning, uiteraard niet met onze ondersteuning, maar met financiële ondersteuning vanuit de Europese Unie, gebeurt. Wij kunnen hier niet altijd met mooie woorden debatteren over mensenrechten en niet ageren in Turkije, waar het nodig is.

Dus ik vraag aan de Commissie en uiteraard ook aan de Raad om de nodige actie in dezen te ondernemen.

Ryszard Czarnecki (ECR). – Panie Przewodniczący! Jesteśmy na zakręcie, bardzo poważnym. Nie ma co tego ukrywać. Myślę, że trzeba znaleźć zdrowy kompromis między tym, czego chce większość krajów Unii, a tym, na co gotowa jest mniejszość, a więc to, co już tutaj niektórzy mówili. Podejmijmy decyzje, które będą akceptowane przez rządy i społeczeństwa, podkreślam społeczeństwa państw członkowskich, zwłaszcza tych państw, które nigdy nie miały kolonii, a które dzisiaj mają płacić z tego tytułu odsetki.

A jeżeli mówimy o solidarności europejskiej, to mówmy o niej szeroko, także w kontekście polityki energetycznej. Mam takie wrażenie, że tutaj są podwójne standardy. Jest solidarność unijna. Owszem, mówimy o niej, kiedy jest kwestia imigrantów i uchodźców, ale nie chcemy o niej mówić w kontekście na przykład Nord Stream i drugiej nitki Nord Stream.

Mariya Gabriel (PPE). – Monsieur le Président, oui, cette réunion du Conseil est l'occasion de faire le bilan d'une année où beaucoup de choses ont été faites, mais de voir aussi avec réalisme le travail qui reste encore à accomplir. Notre espace de liberté, de sécurité et de justice est mis à l'épreuve sur les deux fronts de la migration et du terrorisme. Nous devons le renforcer et le défendre contre ceux qui utilisent la peur comme argument politique de solutions simplistes.

En ce qui concerne la migration, l'Union a franchi, en une année, de véritables caps. Je pense ici au budget de Frontex, à l'opération Sophia, au sommet de La Valette, à la route des Balkans occidentaux, à la proposition pour la nouvelle agence européenne des gardes-frontières et gardes-côtes. La mise en œuvre, selon un calendrier précis et public, de tous ces différents éléments demande un travail sans relâche.

Pour ce qui est de la lutte contre le terrorisme, nos citoyens attendent encore des mesures concrètes. Il est tout à fait anachronique de réfléchir en termes de sécurité nationale. Quel État membre peut aujourd'hui se targuer de garantir seul sa sécurité? Aucun. Dans le même temps, la coopération européenne n'implique en rien l'absence de responsabilité de chaque État membre. Quatre éléments à retenir dans l'immédiat: croisement automatisé des différentes bases de données européennes et nationales, meilleure exploitation par les États membres du fichier d'Europol sur les combattants étrangers, travail plus offensif dans la production de contre-discours et mise en œuvre rapide du PNR. Enfin, quatre aspects à ne pas perdre de vue dans le domaine de notre coopération avec les pays tiers: pas de chèque en blanc, soutien renforcé au Liban et à la Jordanie, vigilance extrême pour ce qui se passe au Sahel et en Afrique du Nord et un peu plus de concret dans la lutte contre le trafic illicite de migrants.

(L'oratrice accepte de répondre à une question «carton bleu» (article 162, paragraphe 8, du règlement))

Ana Gomes (S&D), blue-card question. – I have no doubt that you are a committed European and I very much agree with what you said that there should be no exploitation of fear when dealing with the fight against terrorism and, at the same time, our responsibility to welcome refugees or migrants. But that is not what Mr Tusk has been doing when he made these nasty statements about the need to have migrants and refugees in detention for over 18 months. I did not hear anyone from any political family repudiate that – or is it just a nasty competition between him and another nasty Donald?

Mariya Gabriel (PPE), réponse «carton bleu». – Je pense qu'il faut distinguer les deux logiques: d'une part, la logique intergouvernementale, avec les déclarations qui sont faites par le Conseil, relevant de la responsabilité des États membres, et, d'autre part, la logique communautaire du message que nous adressons ici, au Parlement européen, le message pro-européen, la nécessité d'avoir une réponse commune, de défendre nos valeurs.

Je pense que, par rapport à des critiques comme celles que l'on vient d'entendre, il faudrait clairement préciser les limites de l'approche intergouvernementale pour continuer à avancer de manière constructive et plus concrète.

Glenis Willmott (S&D). – Mr President, it will not surprise anyone that I have long been a critic of David Cameron's reckless approach to the EU. I still find it hard to believe that Britain, as a proud nation respected for its skills in diplomacy and influence throughout the world, finds itself in a situation where its position as a global leader could be under threat. But there are signs that the Prime Minister may be starting to understand that his strategy of taking our country to the brink of exit may not be a wise one.

I desperately hope that sanity prevails and that a sensible deal will be reached, but regardless of what happens in the negotiations, Britain is better off in the EU and the EU is better off with Britain as a member. So I am proud that the Labour Party will be campaigning hard to make sure that Britain remains in the EU. Labour will fight to safeguard jobs. Labour will fight for security. Labour will fight to protect working rights for British people, British families and British workers. Labour will fight to keep Britain's rightful place at the heart of the EU.

(Applause)

Luděk Niedermayer (PPE). – Mr President, I would like to thank the Commission and Mr Juncker for their deep commitment to preserving the Schengen system. This is very important not only for the future of some of us, but for the future of Europe.

I also share his view that, in the current difficult situation, we must act together. Each of us should assume part of the responsibility for dealing with this crisis. Only together can we make it. If we make it, this will make us stronger. Each crisis that we overcome, each programme we solve will make Europe stronger. We badly need it to be able to deal with challenges in the future.

I very much welcome the proposal of the Commission to improve the protection of our borders. This is exactly what people are legitimately asking for: to make sure that Europe protects its borders. We cannot give people the excuse that decision-making is complicated and that there are constraints in domestic policy; we must just act. I am very grateful that the Commission has finally done so.

At the same time I was surprised to learn how weak our information system is on the borders of the Schengen area. We must improve it. We must have the available information and we must know who is in, and who is out. We must solve it smartly as soon as possible.

As our Chair, Mr Weber, mentioned, we have a plan. We have a plan that is feasible and good. We must just fulfil it; there is no excuse for not doing so. We will support the Commission, and I hope we will succeed and get the situation on the migration crisis under control.

Pervenche Berès (S&D). – Monsieur le Président, je suis d'accord avec le président Jean-Claude Juncker, lorsqu'il dit que l'époque n'est pas aux demi-mesures. Pourtant, il devrait écouter ce que répond M. Weber, à savoir que nous n'avons pas besoin d'idées nouvelles. Je ne sais pas à quoi il fait référence, mais ce que je sais, c'est que, si nous ne voulons pas de demi-mesures, il faut que les États membres soutiennent, mettent en œuvre, la nouvelle proposition de la Commission pour faire évoluer Frontex vers un outil pour compléter Schengen et permettre à nos frontières d'être gardées.

Cela dit, il faut que la Commission s'engage avec la même urgence, avec la même détermination pour faire vivre une capacité fiscale, une capacité budgétaire de la zone euro, car sinon, il n'y aura pas d'Union des marchés de capitaux, ni de convergence. Et à cet égard, ce sont bien plus que des demi-mesures dont nous avons besoin pour convaincre les États membres, pour reconstruire l'esprit européen, à un moment où chacun va être engagé dans une négociation aussi difficile que la négociation pour ou contre le *Brexit*.

Ildikó Gáll-Pelcz (PPE). – Tisztelt bizottsági alelnök úr, kedves képviselőtársak! Minden válság egy lehetőség is egyben. A migrációs válság is egy lehetőség számunkra, hogy az EU vállalja önmagát, és azokat a dolgokat, azokat a fontos értékeket helyezzük előtérbe, fókuszpontba, amire az egész Európai Uniót építettük, amiben hiszünk, és a probléma megoldásához a józan eszünket használjuk. Hogy ne az események irányítsanak bennünket, hanem mi irányítsuk ezeket az eseményeket.

Meggyőződés, hogy ha e folyamat közben a homokba dugjuk a fejünket, akkor semmit sem érünk el, csak a tisztánlátásunkat fogjuk akadályozni. Meggyőződés az is, hogy ha a probléma megoldása során, ha nem tetsző véleményt hallunk, akkor elkezdünk egymásra mutogatni vagy éppen felelősségre vonásokat kezdeményezünk, akkor a káosz irányába visszük el a folyamatot.

Schengennek meg kell maradni, mondjuk, és egyre több állam kéri eközben a határellenőrzés ideiglenes visszaállítását. Miért baj az, hogyha a Schengent védők eleget tesznek az uniós jognak. Miért jó az, hogy ha eleget tesznek, akkor kötelességsegési eljárást indítanak ellenük, mint hazám ellen is. Túlbugzóság, butaság, parancs? Nem tudom. Nem tudom az okokat, de az egymásnak ellentmondó beszéd és intézkedés mindig káros. Azt gondolom szigorú, méltányos, betartható és betartott szabályokra van szükség. Közös megoldásra, amit mindenki egyformán meg tud valósítani és meg akar valósítani.

Patrizia Toia (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, è giusto conoscere l'identità di chi entra nel nostro spazio, però è indispensabile che questa responsabilità comune ci sia su tutta la politica dell'immigrazione, dal controllo, all'accoglienza, all'integrazione, al rimpatrio, altrimenti le cose non funzionano, altro che unione.

Così anche gli impegni presi sugli hotspot, sulle ricollocazioni e i rimpatri. Insomma, sono fasi di un unico processo, se non funzionano tutte contestualmente il meccanismo si intasa. Parlo per l'Italia, noi abbiamo fatto eroicamente, vorrei sottolinearlo, la nostra parte, quando l'Europa era cieca, muta, non vedeva e non sentiva e stiamo facendo la nostra parte sugli hotspot. Ma è la ricollocazione che non funziona, 186 persone ricollocate, persone sottolineo e non numeri, persone su 40 000 previsti. È una vergogna, altro che accusare l'Italia. Qui è il mondo che va alla rovescia. Quando sento accusare l'Italia penso questo: il mondo va alla rovescia.

E all'onorevole Weber che ama dare i voti vorrei chiedere che voto ha dato al suo collega Orbán, quello dei fili spinati, quello che ride delle regole europee, spero un voto di squalifica. Prendiamo atto che Dublino è morta, non può essere la geografica a decidere dove vivrà un rifugiato, deve essere la nostra politica europea di solidarietà e una politica comune. Facciamo le cose decise, altrimenti sarà un altro colpo alla credibilità dell'Europa e noi europeisti diventeremo alleati e complici di quelle forze che sentiamo in quest'Aula che sono contro l'Europa, sono per la disgregazione dell'Europa.

Paulo Rangel (PPE). – Senhor Presidente, em primeiro lugar eu queria deixar claro que a posição da Comissão e, em especial, do seu Presidente, aqui hoje, a respeito de Schengen, é absolutamente fundamental e espero que o Conselho seja capaz de seguir esta posição. Esta declaração do Presidente Juncker, de que, em caso nenhum, aceitará uma limitação e um condicionamento de Schengen é tão importante como a declaração do Presidente Draghi, quando disse que não deixaria cair o euro em caso nenhum e faria tudo o que fosse necessário para que o euro se mantivesse. Schengen e o euro são dois pilares fundamentais da União Europeia e é preciso que o Conselho Europeu dê sinais tão fortes como aqueles que a Comissão tem sido capaz de dar.

Gostaria também de tratar um outro ponto que hoje aqui não foi bem tratado e que tem a ver com o aprofundamento da União Económica e Monetária. A Comissão já está a dar passos para o terceiro pilar da União Bancária - justamente o Sistema de Garantia de Depósitos - e é fundamental que o Conselho deixe a posição ambígua, a posição equívoca em que estava até agora e que avance, sabendo nós que vai avançar agora um mecanismo único de resolução a partir de janeiro de 2016, que seja capaz de, no primeiro semestre de 2016, montar o terceiro pilar da União Bancária, o Sistema de Garantia de Depósitos. Sem isso o euro não é uma verdadeira moeda, precisa desse sistema de união bancária completo e fechado. É isso que nós esperamos do Conselho deste dezembro de 2015.

Iratxe García Pérez (S&D). – Señor Presidente, me uno a las condolencias a las familias de los militares fallecidos en Kabul.

Señorías, algunos se empeñan en pintar la realidad con los colores de la recuperación y, mientras tanto, el propio señor Juncker, hace unos días, reconocía que todavía no hemos superado la crisis económica -los millones de familias en Europa, que llevan tiempo sufriendo las políticas de recortes y austeridad, son muy conscientes de ello-

El famoso Plan Juncker o el Pacto de Estabilidad son instrumentos importantes, pero si no entendemos la necesidad de un impulso fiscal, estaremos haciendo un flaco favor. Si no somos ambiciosos, si no avanzamos en medidas en el ámbito social, como el marco europeo de salarios mínimos, estaremos abocados a la resignación.

Hoy, la recuperación es lenta e insuficiente, y tengamos en cuenta una cosa: la recuperación, o es justa o no será.

Y ahora es el momento de ser valientes, de sacar adelante una agenda económica y social que recupere los valores de la Europa que hoy necesitamos.

Dubravka Šuica (PPE). – Gospodine predsjedniče, rekli smo da nijedna zemlja ne može sama jamčiti vlastitu sigurnost. Jučer smo rekli da trebamo europski odgovor na europsko pitanje. Točno je da mi danas ovim našim politikama trasiramo europsku budućnost i odgovorni smo ono za što će se događati u 2016. i dalje.

Jutros je gospodin Juncker rekao da Europska komisija nije europska vlada, ali da, kad postoje izazovi i prijetnje, tada nastupamo kao europska vlada. Činjenica je da svi trebamo pomoć, da moramo koordinirati naše politike. Ne želimo, nitko od nas ne želi da Schengen propadne i jasno je da je Schengen u opasnosti te stoga moramo donijeti mjere.

Međutim, postoje dva različita kriterija u Europi, zemlje juga i zemlje sjevera, zemlje bogate i zemlje siromašne, zemlje u Schengenu i izvan Schengena. Konkretno, dolazim iz Hrvatske koja je izvan Schengena. Kako možete i kanite li gospodine Timmermans pomoći da Hrvatska, Bugarska i Rumunjska što prije uđu u Schengen i da konačno jasno znamo koja je to vanjska granica Europske unije i koje to granice mi štitimo?

Tada neće biti žice između Slovenije i Hrvatske, između dvije suverene europske države, tada se nećemo morati o žici izjašnjavati. Ja vjerujem da ćemo tada bolje regulirati ova pitanja. Stoga Vas molim da što prije omogućite ulazak u Schengen i ostalim državama.

Péter Niedermüller (S&D). – Ma már mindannyian látjuk, hogy a migrációs válság, a menekültek ügye valódi fordulópontra Európában, az Európai Unió történetében. De nem a menekültek száma miatt, hanem azért, mert azzal kell szembeesünk, hogy vannak tagállamok, kormányok és politikusok, akik a menekültek ügyét kihasználva félelmet és gyűlöletet keltenek. Olyan populista politikát folytatnak, amelynek egyedüli célja az Európai Unió szétverése, az önző és Európát oly sokszor végveszélybe sodró nacionalizmusok felélesztése. Európa vezetői között is vannak olyanok, akik nem valódi megoldásokat keresnek a politikai, gazdasági kihívásokra, hanem saját politikai pecsenyéjüket sütögetik.

Amikor a Tanács elnöke a menekültek bezárásáról beszél, akkor nem szolgálja, hanem rombolja az európai egységet. Nekünk, akik hiszünk Európában, most kell politikai erőt és morális bátorságot mutatnunk. Határozottan szembefordulunk a szélsőjobboldali és populista politikával, mert egy napon arra fogunk ébredni, hogy Európának vége, s nem maradt más, mint egymással gyűlölködő nacionalizmusok. Nem a menekültektől kell megmenteni Európát, hanem ettől a populista politikától.

Seán Kelly (PPE). – A Uachtaráin, cuireann an chaint faoi Brexit i gcuimhne dom dán i mo theanga dhúchais féin a deireann: “cad é sin don té sin nach mbaineann sin dó”. Agus i slí amháin ní bhaineann sé sin linn, ach i slí eile baineann sé.

Dar ndóigh, is iad muintir na Breataine a dhéanfaidh an cinneadh ag deireadh na dála ach ó thaobh na hÉireann, tá dlúthghaol idir sinne agus an Bhreatain le fada an lá. Tháingamar isteach san Aontas ar an lá céanna agus tá súil agam go bhfanfaidh an Bhreatain san Aontas an fhad agus a bheimidne ann, agus is sin go deo.

Dá bhfágfadh an Bhreatain an tAontas, chuirfeadh sé isteach go mór ar gheilleagar na hÉireann, agus ar chúrsaí i réigiún na Teorann ach go háirithe. Freisin, ní bheadh sé oiriúnach dá bhfágfadh an Bhreatain agus iad ar an tír is mó san Aontas ó thaobh daonra de agus an Béarla mar theanga na hEorpa *de facto*. Dá bhrí sin, iarraim ar an gCoimisiún éisteach le David Cameron agus gach iarracht a dhéanamh teacht ar chomhréiteach leis.

Paul Tang (S&D). – Van alle onderwerpen één, het Britse referendum. Donald Tusk wil een gesprek over de Britse wensen zonder taboes. Dat is ongetwijfeld voor de sfeer van het gesprek heel goed, maar als uitgangspunt gevaarlijk. De wens om de rechten van EU-migranten in te perken staat haaks op het idee van vrij verkeer. Het zou beter zijn om de schaduwzijde van het vrije verkeer aan te pakken, de schaamteloze uitbuiting, de oneerlijke concurrentie.

Het is dan ook teleurstellend dat de Commissie nog niet is gekomen met een voorstel voor herziening van de detachingsrichtlijn. *Having said that*, een gesprek over redelijke wensen is meer dan welkom. Wij zien graag een Europa dat ruimte biedt aan nationale eigenheid, die zelfs beschermt, zodat dan ook een ruime meerderheid van Groot-Brittannië zich thuis voelt in de Europese Unie. Die boodschap moet de uitkomst zijn van een gesprek, zodat ook David Cameron en de zijnen eindelijk en met overtuiging een ja-campagne kunnen voeren.

Tunne Kelam (PPE). – Mr President, I have three points. Firstly, I would like to thank the Commission for its bold border guard initiative and I insist that the Member States overcome their differences and approve it, this weekend if possible.

Secondly, the Syrian crisis should not take attention away from Ukraine and the continuing Russian aggression. Let us remember that Mr ‘Brute’ Putin has broken the system of international security, continues to break it and views the West, not as his partner, but as his adversary. Therefore any hesitations about the continuation of sanctions would undermine the very political and moral credibility of the EU. Mr Putin is, unfortunately, not part of the solution. He remains part of the problem.

Thirdly, I would like Nord Stream 2 to be assessed by the Council on the basis of Commissioner Arias Cañete’s arguments from October. It is clearly not a private deal but a political project to weaken Ukraine and deepen dependence on Russian gas for all of us.

Finally may I wish both the Commission and the Council an invigorating Christmas spirit of hope, persistence and, last but not least, satisfaction.

Iliana Iotova (S&D). – Monsieur le Président, il est important de nous poser aujourd'hui la question suivante: sommes-nous arrivés à créer en 2015 une politique holistique européenne pour gérer la crise migratoire? Huit réunions du Conseil ont été nécessaires pour adopter les «mesures urgentes» proposées par la Commission et approuvées par le Parlement. La crise aujourd'hui n'aurait pas été si profonde si ces mesures avaient été appliquées en temps et en heure. En fait, 2015 n'était que l'année préparatoire pour la politique holistique en matière de migration. À partir de maintenant, il faut agir.

Cela faisait longtemps que l'on s'attendait à la proposition de la Commission pour renforcer les contrôles aux frontières. La priorité absolue est accordée à la protection de l'espace Schengen, comme nous l'a dit le président de la Commission européenne ce matin. Mais pourquoi, Monsieur Timmermans, exclut-on la Bulgarie, la Roumanie et la Croatie du cadre de la nouvelle agence quand leurs frontières sont aussi les frontières extérieures de l'Union? On les transforme ainsi en une «zone tampon» qui devra assumer tous les migrants qui ne peuvent pas entrer dans les États de Schengen, mais qui ne peuvent pas non plus retourner d'où ils viennent. En appliquant le principe du «deux poids, deux mesures», nous risquons encore une fois de nous trouver face à une crise migratoire encore plus grande dans les Balkans, avec des conséquences pour toute l'Europe.

David McAllister (PPE). – Herr Präsident, meine sehr geehrten Damen und Herren! Der Gipfel wird sich am Donnerstagabend, wie wir es heute Vormittag mehrfach gehört haben, mit dem bevorstehenden britischen Referendum befassen.

Vor uns steht eine nicht einfache Aufgabe: einerseits, die britische Regierung zu unterstützen, beim Referendum erfolgreich für einen Verbleib in unserer Europäischen Union zu werben, und auf der anderen Seite, die Errungenschaften erfolgreicher europäischer Integration nicht in Frage zu stellen.

Aus meiner Sicht ist der Dezember-Rat nur eine Zwischenstation. Am Ende werden die juristischen und politischen Details und die genaue Ausgestaltung der Vereinbarung entscheidend sein. Hier können und hier sollten alle Beteiligten bereit sein, einen konstruktiven Beitrag zu leisten. Die Europäische Volkspartei wird dies in jedem Fall tun.

Aus meiner Sicht wäre es gut, wenn wir dann im Februar einen vernünftigen Kompromiss finden könnten, damit wir dann auch bald Klarheit haben.

„Say yes to Bremain. Say no to Brexit“.

Sylvia-Yvonne Kaufmann (S&D). – Herr Präsident! Der Schutz der EU-Außengrenzen ist eine gemeinsame europäische Aufgabe. Die letzten Wochen und Monate haben doch gezeigt: Ohne gemeinsames Handeln gewinnen Chaos und nationaler Egoismus. Von daher ist es grundsätzlich wichtig, die Grenzverwaltung in der ganzen EU zu verbessern.

Ein starker Grenzschutz darf allerdings nicht zum Ausverkauf von Grundrechten führen. Flüchtlinge müssen weiterhin in der EU Asyl beantragen können, und Menschen, die dem Krieg entfliehen, muss entsprechend internationalem Recht Schutz gewährt werden. Die Revision des Dublin-Systems sowie ein permanenter und verpflichtender Verteilungsschlüssel für Flüchtlinge auf der Grundlage echter Solidarität sind notwendig. Was wir aber vor allem brauchen, sind Entschlossenheit und Taten statt Worte.

Der Vertrauensverlust gegenüber Europa nimmt inzwischen bedrohliche Ausmaße an, weil die Regierungen Beschlüsse einfach nicht umsetzen und weil sie nicht gemeinsam handeln. Die Europäische Gemeinschaft darf nicht zu einer Mistrustgemeinschaft verkommen. Deshalb fordere ich die Regierungen auf: Nehmen Sie endlich Ihre Verantwortung wahr und stellen Sie unter Beweis, dass Europa für Freiheit, Humanität, Toleranz und Solidarität steht!

Procedura «catch-the-eye»

Michaela Šojdrová (PPE). – Pane předsedající, já jsem chtěla poděkovat panu předsedovi Junckerovi a nyní děkuji jeho místopředsedovi za představení plánu Evropské komise na ochranu vnějších hranic. Pan předseda Juncker řekl, že svoboda a bezpečnost musí jít ve spojení, musí se doplňovat, nemůže být jedno bez druhého.

Já bych chtěla říct, že totéž si myslím také. Solidarita nemůže být bez akcentu na bezpečnost, právě v této době migrační krize. Jsem tedy velmi ráda, že Komise se chopila své zodpovědnosti a předložila řešení společných ochranných sil pro vnější hranici. Chtěla bych ho také povzbudit v tom, že samozřejmě jestliže členské státy nemají dostatečné možnosti ochránit vnější hranice schengenského prostoru, pak musí akceptovat evropskou společnou pomoc a společné řešení.

Monika Flašíková Beňová (S&D). – Za jednu minútu sa samozrejme nedá vyjadriť k celému obsahu rokovania nadchádzajúceho samitu, ale chcela by som skôr povedať niečo, čo sprevádza samity tak všeobecnejšie. A to je veľa marketingu, veľa vystupovania pred samitom, ale v princípe žiadne výsledky. Aj tento samit skončí tak, že prichádzate s návrhmi, o ktorých dobre viete, že ich členské štáty neschvália. Predsedovia členských štátov po zasadnutí samitu prídu pred kamery svojich televízií a povedia, že Európa zlyhala. Vašou povinnosťou je vytvoriť dopredu diskusiu a až keď bude jasné, že nejaký návrh má schopnosť byť úspešný, potom s ním vystúpiť na verejnosť. Ľudia sa nás pýtajú, čo vlastne robíme v našich inštitúciách. Čo robí Európska únia, pretože nevidia žiadne výsledky. Takže odovzdajte predsedom vlád pozdravy, že im prajeme pekné Vianoce, ale že nech urobia rozhodnutia, o ktorých ľudia budú presvedčení, že skutočne budú aj zavedené do reality.

Νότης Μαρίας (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, παρά τους διάφορους καλοθελητές στην Ελλάδα, παρά τις προσπάθειες των πολιτικών φίλων της Επιτροπής στην Ελλάδα, οι μάσκες έπεσαν. Όλοι γνωρίζουν, πλέον, ότι η Ευρωπαϊκή Ακτοφυλακή και Συνοριοφυλακή, η νέα Frontex, θα έχει τον πρώτο και τελευταίο λόγο στη διαχείριση και στη φύλαξη των ελληνικών συνόρων. Η νέα Frontex θα έχει δικαίωμα μονομερούς επέμβασης σε περιπτώσεις κρίσεων που προκαλούνται από προσφυγικές ροές στα ελληνοτουρκικά και ελληνοσκοπιανά σύνορα. Η νέα Frontex είναι κράτος εν κράτει, και θα έχει το δικαίωμα, μονομερώς, να αποφασίζει επεμβάσεις στο έδαφος των κρατών μελών, άρα και της Ελλάδας, επικουρούμενη είτε από Βαυαρούς, Γερμανούς και Γάλλους συνοριοφύλακες, όπως ήθελε ο κύριος Weber, είτε από δυνάμεις τρίτων χωρών, όπως η Τουρκία και τα Σκόπια. Η Ελλάδα δεν θα πρέπει να δεχτεί την υφαρπαγή των κυριαρχικών της δικαιωμάτων από τη νέα Frontex. Αν η Ελλάδα έχει να διαλέξει ανάμεσα στο να εκχωρήσει τα κυριαρχικά της δικαιώματα στη φύλαξη των συνόρων της, προκειμένου να παραμείνει στη Schengen, τότε πρέπει να επιλέξει την αποχώρησή της από τη Schengen, εδώ και τώρα.

Νεοκλής Συλικιώτης (GUE/NGL). – Κύριε Πρόεδρε, την ώρα που συζητούμε εδώ εξακολουθεί η τραγωδία στη Μεσόγειο. Χθες βράδυ, χάθηκαν και πάλι ανθρώπινες ζωές. Η προσφυγική κρίση δεν θα αντιμετωπιστεί με κατασταλτικά μέτρα για αναχαίτιση των προσφύγων και μετατροπή της Ευρώπης σε φρούριο. Το Ευρωπαϊκό Συμβούλιο πρέπει να επικεντρωθεί στην ενίσχυση των δυνάμεων διάσωσης και σε μέτρα στήριξης των προσφύγων και, κυρίως, πρέπει να δημιουργήσει μόνιμους μηχανισμούς μετεγκατάστασης.

Η πρόταση να καταστεί η Frontex κοινό σώμα συνοριοφυλακής και ακτοφυλακής που θα δρα ακόμη και χωρίς την έγκριση των κρατών μελών, θα οδηγήσει στον περιορισμό της κυριαρχίας των κρατών και στην καταπάτηση των διακηρυγμένων αρχών της Ένωσης για αλληλεγγύη και προστασία των προσφύγων. Εξίσου επικίνδυνος είναι και ο ρόλος φύλακα της Ευρωπαϊκής Ένωσης που δίνεται στην Τουρκία, τη στιγμή που στη χώρα συνεχίζονται οι παραβιάσεις ανθρωπίνων δικαιωμάτων, οι δολοφονίες διαδηλωτών και οι αυθαίρετες συλλήψεις δημοσιογράφων. Μοναδική λύση είναι να στηριχτούν τα κράτη, ιδιαίτερα της Μεσογείου, τα οποία αντιμετωπίζουν σοβαρές ροές προσφύγων, και να ενισχυθούν, ώστε να μπορέσουν να αντιμετωπίσουν με ανθρωπιστική προσέγγιση την προσφυγική κρίση.

Krisztina Morvai (NI). – Még ezen az úgynevezett kiemelt vitán, amelyik az Európai Unió legfontosabb, legaktuálisabb kérdéseivel foglalkozik is olyan szánalmasan kevesen vagyunk, hogy Juncker úr láthatóan féldőben vagy megunta, vagy magányosnak érezte magát vagy félt, mindenesetre elment, lelépett, úgyhogy helyettesétől kérdezem a következőt. Levonták-e az Európai Unió, illetőleg a tagállamok szakosított szervei a tragikus párizsi terrortámadásnak a szakmai tanulságait? Hogy kerültek az elkövetők Európába? Milyen adatokat, információkat tudtak a tagállamok, illetőleg az Európai Unió ezekről az elkövetőkről? Szakmai szempontból, titkosszolgálati, terrorizmus megelőzési, bűnüldözési és bűnmegelőzési szempontból szakszerűen jártak-e el? Hogy kellett volna eljárni? Mit tesz az Európai Unió annak érdekében, hogy megelőzze az ilyen további tragikus cselekményeket? Az út nyilvánvalóan nem az, hogy parttalanul lehallgassák és megfigyeljék az állampolgárokat, akiknek semmi közük nincs a terrorcselekményekhez.

(Fine della procedura «catch-the-eye»)

Frans Timmermans, *First Vice-President and Member of the Commission*. – Mr President, I will be brief, as per your request. In the course of history we Europeans have been incredible at creating results. We are creative, we are adaptable, and, in the course of our history, we have also been very good at destruction and at killing each other. Nobody does it better than we do. And we have learned, after two failed attempts – fortunately – at collective suicide, that working together is a lot better than trying to do it on our own and looking for confrontation. This year has seen a perfect storm. On top of an economic crisis and a banking crisis, which had already eaten away at people's self-confidence, came the huge challenge of the terrorism crisis, and, on top of that, the refugee crisis. No wonder that many Europeans are unhappy with the present situation.

But it is my profound belief that looking for solutions individually, at the expense of other Europeans, against other Europeans, is moving back to a part of our history I thought we had left behind us forever. We will only come out of these crises if we work together. That is the spirit with which the Commission has made the proposals. Are the proposals perfect? I do not pretend they are, but they are a positive step toward solving a problem at our borders. They are a positive step towards showing European citizens that we need to solve this together. If Member States have better solutions, better options, please put them on the table. We are not dogmatic about them.

Let me say one thing to conclude. We need to do a better job of protecting our external borders. There is no contradiction between being Europeans and being protective of our external borders. We are a community of values based on solidarity, and solidarity is something that means that you stick together. It does not mean what I hear Ms Keller say, namely that we should have a European Union without borders. That is elitist populism. We cannot survive without borders. We have to select, at our borders, who has the right to international protection, and who does not have the right to international protection and should be returned to their countries.

The only way we can maintain solidarity in our society for people who deserve international protection is to ensure that the people who get it deserve it. Otherwise, we will undermine even the support for those who need international protection. Let us be under no illusion about that.

(Applause)

Nicolas Schmit, *président en exercice du Conseil*. – Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les députés, d'abord je vous remercie pour ces débats et les messages qui ont été adressés au Conseil européen.

Comme le projet de conclusions du Conseil européen a été mentionné, je dirai que, si on met en œuvre tout ce qui est dans ce projet de conclusions, si on l'adopte et on le met en œuvre, on aura accompli un grand progrès, un réel progrès. Et parmi ces progrès, ce qui est crucial, c'est de préserver à la fois la libre circulation des citoyens européens et leur sécurité. Les citoyens européens veulent les deux. C'est à nous de leur garantir cette liberté et cette sécurité.

Il faut accélérer la mise en œuvre de tout ce qui a été décidé, et ce rapidement et avec efficacité. Il est vrai que l'heure n'est pas aux demi-solutions, aux demi-mesures. Mais quand nous jetons un coup d'œil quelques mois en arrière, est-ce que l'Europe a été immobile, est-ce que rien n'a été fait, est-ce que rien n'a été adopté? Non! Nous avons – grâce au Parlement – une longue liste de réalisations, de progrès, comme le PNR, la protection des données, la plate-forme contre le travail illégal, etc. Donc, l'Europe n'est pas immobile.

Mais il est vrai que nous avons été pris de court par ce drame qui se joue à nos frontières, par la crise en Syrie, par la crise migratoire, et c'est peut-être parce que nous avons oublié que la construction européenne est une réponse à la dimension tragique de l'Histoire, le vice-président de la Commission l'a, d'une certaine manière, aussi rappelé: deux guerres mondiales, une crise économique, le fascisme, Auschwitz. Nous avons peut-être oublié que l'Histoire reste tragique, comme l'avait formulé Raymond Aron lors de l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique.

Alors, nous devons retrouver ce ressort d'agir, ce ressort de décider en commun, de réaliser en commun, parce que, effectivement, les défis sont considérables. Tous ceux qui prêchent le repli national ou nationaliste sont des illusionnistes, qui méconnaissent à la fois l'ampleur des enjeux et les leçons de l'histoire. Je peux vous dire que la présidence, jusqu'à la dernière heure, s'engagera, aussi lors du prochain Conseil européen, comme elle l'a fait pendant ces quelques mois, pour une Europe solidaire, forte, capable d'agir et respectueuse de ses valeurs.

Le Président. – Merci beaucoup pour votre soutien.

La discussione è chiusa.

La seduta è sospesa per alcuni istanti in attesa dell'assegnazione del premio Sacharov.

Dichiarazioni scritte (articolo 162)

András Gyürk (PPE), írásban. – Az elmúlt hetekben egyes nyugati kormányok képviselői felvetették egy mini schengeni térség kialakítását, amely csak néhány, jellemzően alapító tagországra terjedne ki. Feltűnő, hogy a javaslat kizárná a szabad mozgásból a közép- és kelet-európai tagországokat, miközben éppen ezek azok az országok, amelyek a legszigorúbban betartják a Schengeni megállapodásban foglaltakat, és megvédték az Unió külső határait az ellenőrizetlen bevándorlótól. Közép-Európa Schengen melletti elkötelezettségét mutatja, hogy a Visegrádi Együttműködés országai közösen járőröznek a Schengeni térség és az Unió déli határain, a szerb-magyar és a horvát-magyar határon, és több mint 300 határőrrel vesznek részt Görögország határainak ellenőrzésében.

A Schengeni térség egyoldalú megváltoztatása igazságtalan és abszurd elképzelés, amely egy korábbi rossz politikai döntésre adott még rosszabb válasz, és amely nyilvánvalóan büntetni akarja azon tagállamokat, amelyek eredményesen lépnek fel az illegális bevándorlással szemben. A Schengeni egyezmény által biztosított szabad mozgás az Európai Unió egyik legfontosabb vívmánya, amelynek lebontása vagy korlátozása mérhetetlen gazdasági károkat okozna az egész kontinensen. A határellenőrzés újbóli bevezetése nem csupán több millió európai polgár életét nehezítené meg, de súlyos károkat szenvedne a nemzetközi fuvarozás, az ipar, a kereskedelem vagy a turizmus is. Mindezek miatt azt várjuk az Európai Tanácstól, hogy a leghatározottabban álljon ki a schengeni rendszer megőrzése, és az Unió külső határainak szigorú biztosítása mellett.

Alfred Sant (S&D), in writing. – It is obvious that the European Union needs a functioning migration and asylum policy to underpin the Schengen system. We obviously do not have it. The proposal to create a new, stronger Frontex is another proposal in firefighting mode. It aims to staunch the flow of migrants and refugees that has become uncontrollable in past months. We obviously need stronger, more effective border controls. We also need first greater coherence in the formulation of migration policies. These cannot be simply packaged in beautiful statements about solidarity and European values, while lacking the tools to manage them. Nor can migration policies simply be declared unilaterally, provoking greater problems, and then expecting border states to assume full responsibility. The latter would then need to mobilise additional own financial resources, even as Dublin 2 remains in force. Even less acceptable is the concept of a new Frontex that would have the power to override national competences. Most states at the EU's so-called external borders are small and have limited resources. What is being proposed, unless radically amended, amounts to a further reduction of their sovereignty without any transparent counterbalancing measures that would ensure the burdens of immigration are being contained and fairly distributed.

Miguel Viegas (GUE/NGL), por escrito. – A União Europeia (UE) está a fazer planos para novas forças de segurança fronteiriça e costeira que possam intervir mesmo sem o consentimento dos respetivos países europeus. A proposta é justificada com a restauração da segurança europeia, ameaçada com a crise migratória.

A Comissão Europeia propôs transformar a agência fronteiriça Frontex na Agência Guarda Costeira e de Fronteiras Europeias, duplicando seu orçamento e o número de funcionários, além de proporcionar mais poderes à instituição. Estima-se que a agência tenha um fundo de 322 milhões de euros, em 2020.

Esta ideia de implementar equipas fronteiriças e de guarda costeira «quando um Estado-membro não puder ou não tomar as medidas necessárias» e, portanto, colocar a área de Schengen em risco com uma força de reação rápida de 1 500 guardas é totalmente inaceitável. Revela que a Comissão continua cega e sem querer entender a natureza da situação e pôr em prática as medidas necessárias. Insistir nas medidas repressivas revela uma completa desumanidade e ao mesmo tempo uma completa falta de visão estratégica. Mas revela também a verdadeira natureza deste processo de integração europeia com o qual temos de romper com a luta dos povos.

VORSITZ: MARTIN SCHULZ*Präsident***8. Award of the Sakharov Prize (Formal sitting)**

Der Präsident. – Liebe Kolleginnen und Kollegen, meine sehr geehrten Damen und Herren! Ich darf Sie bitten, Platz zu nehmen. Vielleicht können wir zunächst ein kleines Video einspielen.

(Ein kurzes Video wird abgespielt.)

(Beifall)

Liebe Kolleginnen und Kollegen, meine sehr geehrten Damen und Herren! Es ist mir eine außerordentliche Ehre, in Vertretung unseres diesjährigen Sacharow-Preisträgers Raif Badawi – der heute nicht bei uns sein kann, weil er seine Meinung frei geäußert hat und weil er zur Gedankenfreiheit aufgerufen hat, weil er dafür zu zehn Jahren Haft und 1 000 Peitschenhieben verurteilt worden ist und weil uns die dramatische Nachricht erreicht hat, dass er jetzt zusätzlich in Isolationshaft verlegt wurde, und er deshalb heute den Sacharow-Preis nicht persönlich entgegennehmen kann – deshalb ist es mir eine Ehre und eine Freude, seine tapfere und großartige Frau – Sie, Frau Ensaf Haidar – an der Stelle Ihres Gatten heute hier im Europäischen Parlament begrüßen zu dürfen. Herzlich willkommen!

(Beifall)

Unter den vielen Gästen, die uns heute die Ehre geben, dieser Verleihung des Sacharow-Preises 2015 beizuwohnen, vielen Vertreterinnen und Vertretern des Diplomatischen Korps, sind zwei Gäste bei uns, die ich ebenso herzlich begrüße. Ich habe mit Frau Haidar abgesprochen, dass ich auch in ihrem Namen diesen Willkommensgruß entrichte an Olga Schorina von der Boris-Nemzow-Stiftung und an María Alejandra Aristigueta, der Vertreterin der venezolanischen Opposition. Diese beiden Gruppierungen waren mit im Wettbewerb. Herzlich willkommen, meine Damen und Herren, bei dieser Preisverleihung!

(Beifall)

Vielen Dank, meine Damen und Herren, dass Sie bei uns sind.

Durch Sie, Frau Haidar, möchten wir den mutigen Kampf Ihres Mannes ehren.

Sehr geehrte Frau Haidar,

ich möchte Ihnen persönlich, Ihrer Familie, Ihren Kindern, all Ihren Freunden zunächst in der Würde, in dem Mut und in der Entschlossenheit, die Sie an den Tag gelegt haben im Kampf, um Ihren Mann nach Hause zu bekommen, wo drei kleine Kinder im Alter von zwölf, elf und acht Jahren auf die Rückkehr ihres Vaters warten, diese Ehre unseres Hauses erweisen.

Aufgrund von Todesdrohungen, auch gegen Sie persönlich, mussten Sie mit Ihren Kindern nach Kanada fliehen, wo Sie Asyl erhielten und von wo aus Sie Ihren unermüdlichen Kampf für die Freiheit Ihres Mannes führen, wo Sie ihm eine Stimme geben, während er daran gehindert wird, seine eigene Stimme zu gebrauchen.

Und deshalb fordere ich im Namen von uns allen hier an dieser Stelle König Salman erneut auf, Raif Badawi zu begnadigen und ihn sofort und ohne Auflagen freizulassen und zu seiner Familie zurückkehren zu lassen.

(Beifall)

Trotz eines hohen Risikos bemühte sich Raif Badawi als Blogger tapfer, das freie Denken zu fördern. Er hat nichts wahrgenommen als sein Recht auf freie Meinungsäußerung, und er hat durch seinen Blog eine Lücke gefüllt, eine Lücke in einem Land, in dem es durch das Fehlen einer freien Presse ein Vakuum gibt, ein Vakuum für die freie Meinungsäußerung. Raif Badawi erhob seine Stimme für das Recht, das Menschenrecht, seine Meinung frei zu sagen. Er forderte in seinem Land eine Gesellschaft, die für die Ansichten der anderen offen ist.

Wie er aus dem Gefängnis zu Ihnen sagte, als er über das Telefon das Vorwort für das Buch, das seine gesammelten Schriften enthält, diktierte: Er setzt sich dafür ein, sagt er, seine Gemeinschaft aufzuklären und die Mauern der Unwissenheit einzureißen. Er verfolgt das Ziel, die Unantastbarkeit der Geistlichen in seinem Land zu hinterfragen und die Achtung für die Freiheit der Meinungsäußerung und die Glaubensfreiheit zu garantieren und die Achtung der Rechte der Frauen und den Schutz der Minderheiten und die grundsätzlichen Bürgerrechte einem jeden Einzelnen und einer jeden Einzelnen zu garantieren.

In diesem Sinne hat Raif Badawi 2006 das Internetforum „Die Saudischen Liberalen“ gegründet, um die Notwendigkeit von Reformen auf religiöser, kultureller und politischer Ebene öffentlich in einem Diskussionsforum zu erörtern. Zwei Jahre später hat ihn die Regierung gezwungen, das Forum zu schließen. Aber er hat nicht aufgegeben. Im Gegenteil: Er kam zurück mit einem neuen Internetforum, dem „Freien Saudischen Liberalen Netzwerk“. Dieses Netzwerk hatte Zehntausende Mitglieder, die über Religion und Politik diskutierten. Und als der sogenannte Arabische Frühling in der Region in Erscheinung trat, gab es eine lebhafte Debatte in diesem Netzwerk und auf dieser Plattform. Die Schließung von Badawis Website war ein großer Verlust für die Freiheit der Meinungsäußerung in seinem Land.

Er wurde nicht nur zensiert. Wir alle wissen: Er wurde inhaftiert, und er erhielt die ersten 50 Peitschenhiebe im Angesicht einer johlenden Menge. Seine Auspeitschung schockierte die ganze Welt. Überall gingen die Menschen auf die Straße und nutzten die sozialen Medien – sein Instrument –, um diese Grausamkeit zu verurteilen. Nach internationaler Ächtung und wegen des schlechten Gesundheitszustands von Raif wurden vorläufig die weiteren Peitschenhiebe ausgesetzt.

Raif Badawi ist zu einer Symbolfigur und zu einer Inspiration für all diejenigen geworden, die für die Grundrechte nicht nur in der Region, sondern weit darüber hinaus in der ganzen Welt kämpfen.

In der Tat steht Raif Badawi in diesem Kampf nicht allein. Sein eigener Anwalt Waleed Abu al-Khair, 36 Jahre alt, verbüßt eine 15-jährige Gefängnisstrafe. Als Gründer der Beobachtungsstelle für Menschenrechte wurde er neben anderen Angeklagten für Tweets verurteilt, die Menschenrechtsverletzungen anprangerten.

Im Oktober dieses Jahres wurde Dr. Abdulkarim Al-Khodr, Mitbegründer der Saudischen Vereinigung für bürgerliche und politische Rechte, als zehntes Gründungsmitglied dieser Organisation inhaftiert. Er wurde zu einer Gefängnisstrafe von acht Jahren und einem zehnjährigen Reiseverbot verurteilt.

Erst vor einigen Wochen wurde Ashraf Fayadh, ein junger Dichter und Kurator von Ausstellungen, wegen Apostasie, der Abkehr vom Glauben, zum Tode verurteilt. Sein Gerichtsverfahren wurde mangels eines fairen Prozesses und eines fehlenden Rechtsbeistands weltweit angeprangert.

Ali Mohammed An-Nimr ist 21 Jahre alt. Er war noch keine 18 Jahre alt, als er verhaftet wurde, weil er für gleiche Rechte in Saudi-Arabien demonstrierte. Deshalb ist er zum Tode mit nachfolgender Kreuzigung verurteilt. Wir sind beunruhigt und schockiert über die Berichte, dass dieses Urteil in den nächsten Tagen vollstreckt werden soll.

Wie wir es für Raif Badawi getan haben, haben wir in einer Entschließung des Europäischen Parlaments die saudischen Behörden aufgefordert, und ich tue dies in unser aller Namen hier und öffentlich erneut: Lassen Sie Herrn Ali Mohammed An-Nimr frei! Heben Sie das Todesurteil auf! Sehen Sie von dieser grausamen Strafe ab!

(Beifall)

Diese Fälle sind nur einige von vielen Fällen von politischen Gefangenen, die unmenschlichen Behandlungen, Erniedrigung und der Todesstrafe ausgesetzt sind. Wir fordern die saudischen Behörden jetzt nachdrücklich auf, die systematische Unterdrückung von friedlichen Meinungsäußerungen zu beenden und den zahlreichen internationalen Verpflichtungen, die das Land ratifiziert hat, endlich nachzukommen: so zum Beispiel dem Übereinkommen gegen Folter – von Saudi-Arabien ratifiziert –, dem Übereinkommen über die Rechte des Kindes und dem Übereinkommen zur Beseitigung jeder Form von Diskriminierung der Frau.

Die internationale Gemeinschaft und auch die saudische Gesellschaft haben das Recht, dass wir höhere Anforderungen an die saudischen Behörden stellen, da das Land zum Mitglied des UN-Menschenrechtsrates gewählt wurde. Es wurde betont, dass die beklagenswerte Menschenrechtslage sicher nicht zu dieser Verantwortung passt, die das Land im Rahmen der Vereinten Nationen übernommen hat. Im Land, das Mitglied des Menschenrechtsrates der Vereinten Nationen geworden ist, sind allein in diesem Jahr 150 Menschen hingerichtet worden.

Die Gesellschaft in Saudi-Arabien verlangt nach öffentlicher Kommunikation: Weltweit weist die saudische Gesellschaft die höchste Anzahl an aktiven Nutzern der sozialen Medien auf. Doch das Internet wird stark zensiert, es gibt alleine 400 000 Websites, die gesperrt sind. Schlimmer noch: Diejenigen, die das Internet und die sozialen Medien nutzen, um ihre Gedanken frei zu äußern, werden schwer bestraft.

Wir aber sind – nicht nur als Europäisches Parlament, auch die internationale Gemeinschaft – zum Dialog bereit. Ein Dialog über die Menschenrechte zwischen der EU und Saudi-Arabien, der auf parlamentarischer Ebene unterstützt wird, könnte dazu beitragen, die Lage zu verbessern, das gegenseitige Verständnis zu fördern und Reformen zu unterstützen.

Sicher gab es einige positive Entwicklungen. Der Ministerrat hat ein Gesetz über private Vereine und Organisationen gebilligt, das es hoffentlich bald auch Nichtregierungsorganisationen ermöglicht, im Lande selbst zu arbeiten und ungehindert Zugang zur Zivilgesellschaft zu bekommen.

Es gab kleine Fortschritte beim Frauenwahlrecht, aber von der Gleichstellung von Frauen ist das Land weit entfernt. Wir kämpfen für die Gleichberechtigung von Männern und Frauen und gegen jede Art von Diskriminierung. Und wir fordern Saudi-Arabien auf, seinen Zusagen nachzukommen und das System der männlichen Vormundschaft gegenüber Frauen endlich abzuschaffen. Das gehört nicht ins 21. Jahrhundert!

(Beifall)

Sehr geehrte Frau Haidar, meine Damen und Herren, liebe Kolleginnen und Kollegen, liebe Gäste! Kein Terror, auch kein menschenverachtendes Strafrecht werden uns daran hindern, für die Menschenrechte zu kämpfen. Und kein Sicherheitsargument, kein Waffengeschäft und auch kein Ölhandel darf uns davon abhalten.

Raif Badawi hat es so ausgedrückt: „Die Freiheit der Meinungsäußerung ist die Luft, die ein Denker atmet, ebenso wie sie der Brennstoff ist, der das Feuer seiner Ideen entfacht“.

Meine lieben Kolleginnen und Kollegen, es ist mir eine besondere Ehre, den Sacharow-Preis für geistige Freiheit des Europäischen Parlaments im Jahre 2015 an Raif Badawi zu verleihen. Und ich hoffe sehr, dass wir ihn in naher Zukunft persönlich hier in unserem Plenarsaal empfangen können.

(Beifall)

Ensaf Haidar, *Wife of Raif Badawi (official translation of Arabic original)*. – Mr President, honourable Members of the European Parliament,

I thank you for being here this afternoon. It is an honour for me to be in your Hemicycle. It would of course have been nicer if my husband could have received the prize personally, but if I may, I would like to ask you to respect one minute's silence as a tribute to those who lost their lives in France and elsewhere. What my husband would like would be a minute's silence paying tribute to these victims.

(The House rose and observed a minute's silence)

Honourable President, Members of the European Parliament, I stand today on solid ground in front of you, the representatives of the great European nation, to express my great honour at being here, firstly as a representative of my husband Raif Badawi, and because I am in the Chamber of the largest and most important forum for democracy in the world.

Ladies and gentlemen, allow me to begin my speech with my husband Raif Badawi's article:

Freedom of expression is the air that a thinker breathes; the fuel that ignites his ideas. Through the ages, societies have progressed only through their thinkers. From among the ideas and philosophies available, people can choose their own way of thinking and use it to embark upon the seas of science, progress, civilisation and prosperity.

Societies and human rights groups around the world call upon Arab regimes for greater reform in the area of freedom of expression, believing it to be a simple human right. You are a person, so you are entitled to express yourself and think however you want. You also have the right to say what you are thinking about, to believe, to love and to hate, to be a liberal or an Islamist.

Arab thinkers, or at least those who are free thinking, have got used to camouflaging their ideas in order to get them through. Those ideas that are free and enlightened are considered blasphemous in the ideology adopted by Arab societies, in which every free thought is decadence and a diversion from the true path.

Is this normal? Of course not. Both sides – Arab thinkers and society – operate outside the realm of normalcy. Thinkers should reveal their ideas with complete honesty and courage even if they contain mistakes, or if they go against the intellectual tide. And they must keep themselves open to listening to the opinions of others so that they can criticise them constructively in a creative dialogue that aims to develop their ideas, and not reject them simply because of a difference of opinion.

Observers of Arab society can see overwhelmingly that it is reeling under a theocratic regime that will only hear the words ‘Yes, Sir’ spoken to its clergy.

This society has undoubtedly mastered the art of displaying religious observance to the clergymen to the extent that their fatwas and interpretations of Islam have become absolute truth - even sacred truth. Yet as soon as a free thinker starts to reveal their ideas, you will see hundreds of fatwas accusing them of being an infidel just because they had the courage to discuss religious topics.

I am really worried that Arab thinkers will migrate in search of fresh air and to escape the sword of the religious authorities.

Raif predicted here, before his imprisonment, that the clerics constrain the thinkers just because they undermine their role, as they are living on lies and exhibit hypocrisy towards the public.

Raif Badawi, a young Saudi man, has been in jail since 2012 on charges of insulting the Islamic religion. The first sentence passed against him was the death penalty for apostasy.

In the past year he was sentenced to a cruel and inhuman punishment: 10 years in prison, a fine of USD 300 000 and 1 000 lashes which were set to be administered weekly in a public square, 50 lashes per week each Friday after prayers. In addition, he is banned from using any media outlets and from travelling abroad for 10 years after being released from prison.

Raif is not a criminal or a rapist. Raif is a writer and a free thinker: that is all. Raif Badawi's charge and crime are that he is a free voice in a country which does not accept anything other than the single opinion and the single thought.

Raif has never been a criminal, thug or drug dealer, so the Saudi authorities should not be dealing with him as a criminal who deserves to be punished, flogged and jailed for a very long time.

Raif is only a man who thinks and translates his thoughts onto paper. He dreams of a beautiful world and looks forward to it. He wants us to respect differences in a country where there is only single-mindedness, only one thought and only one religion.

His thinking aloud annoyed them, so they created an icon of freedom of him, not just in Saudi Arabia, but throughout the world as well.

Raif Badawi is just a Muslim thinker who refused to be part of the herd, following the clerics living outside time and governing by a law of injustice and tyranny.

He was brave enough to raise his voice loudly to say no to their barbarism and insolence. That is why they flogged his frail body with their whips of ignorance.

50 lashes was sufficient to give rise to mass protests which still continue in Korea, Australia and even Canada, with everyone chanting 'I am Raif', despite their different races.

Awarding the Sakharov Prize to Raif Badawi is a historic and noteworthy day. It is, Mr President, an act of bravery by you and by all those who voted for Raif beneath this great dome.

This prestigious award is the 15th international award granted to Raif in less than a year. He is the first person from the Gulf Arab region to be awarded the Sakharov Prize.

Ladies and gentlemen, let me thank all of you for this opportunity and this honour.

And I will conclude with Raif Badawi's words:

'We want life for those who wish death to us; and we want rationality for those who want ignorance for us.'

(The House accorded the speaker a standing ovation)

Der Präsident. – Liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich darf mich, glaube ich, in Ihrer aller Namen noch einmal bei Frau Haidar bedanken.

Ich hatte Gelegenheit, vor der Rede mit Frau Haidar ein langes Gespräch zu führen. Ihnen wird es so gehen wie mir. Frau Haidar hat mir von ihren drei Kindern berichtet – ein Mädchen von zwölf, ein Junge von elf und ein Mädchen von acht Jahren –, die in Kanada auf ihren Vater warten. Frau Haidar hat mir gesagt, dass Herr Badawi jedes Mal, wenn er mit ihr telefoniert, eine Frage stellt: Vergessen mich die Kinder nicht? Ich glaube, wir alle können nachvollziehen, was das für einen Vater bedeutet, aber auch für eine Mutter, die unter diesen Umständen mit ihrem Mann telefonieren muss, der diese Frage stellt. Sie hat mir gesagt: Nein, das sage ich ihm jedes Mal, die Kinder vergessen dich nicht. Niemand vergisst dich. Unsere Zeremonie heute war ein Beitrag dazu, dass auch die Kinder wissen: Der Vater ist nicht vergessen. Wir kämpfen für ihn.

Und Ihnen, Frau Haidar, möchte ich sagen: Ich glaube, jeder hier in diesem Raum bewundert Ihren großen Mut. Vielen Dank für Ihre Rede.

(Beifall)

IN THE CHAIR: MAIREAD McGUINNESS

Vice-President

9. Amendment of the agenda : see Minutes

10. Situation in Hungary: follow-up to the European Parliament Resolution of 10 June 2015 (motions for resolutions tabled): see Minutes

11. Voting time

President. – The next item is the vote.

(For the results and other details of the vote: see Minutes)

- 11.1. **Extension of the term of office of the Chairperson of the European Banking Authority (EBA) (A8-0347/2015 - Roberto Gualtieri) (vote)**
- 11.2. **Extension of the term of office of the Chairperson of the European Insurance and Occupational Pensions Authority (EIOPA) (A8-0348/2015 - Roberto Gualtieri) (vote)**
- 11.3. **Extension of the term of office of the Chairperson of the European Securities and Markets Authority (ESMA) (A8-0346/2015 - Roberto Gualtieri) (vote)**
- 11.4. **Operational and strategic cooperation between Bosnia and Herzegovina and Europol (A8-0352/2015 - Lorenzo Fontana) (vote)**
- 11.5. **Mobilisation of the European Globalisation Adjustment Fund: application from Ireland - EGF/2015/006 IE/PWA International (A8-0363/2015 - Victor Negrescu) (vote)**
- 11.6. **Objection pursuant to Rule 106: list of invasive alien species (vote)**
- 11.7. **Objection pursuant to Rule 106: authorisation of genetically modified maize NK603xT25 (vote)**
- 11.8. **Bringing transparency, coordination and convergence to corporate tax policies (A8-0349/2015 - Anneliese Dodds, Luděk Niedermayer) (vote)**
- 11.9. **EU-China relations (A8-0350/2015 - Bas Belder) (vote)**

— *Before the vote on paragraph 42:*

Reinhard Bütikofer (Verts/ALE). – Madam President, in the middle of the text I propose to add a sentence which reads, ‘urges China to reconsider its stance and calls on all the parties including China to respect the eventual decision of UNCLOS’.

(The oral amendment was adopted)

- 11.10. **Preparing for the World Humanitarian Summit: Challenges and opportunities for humanitarian assistance (A8-0332/2015 - Enrique Guerrero Salom) (vote)**
- 11.11. **Developing a sustainable European industry of base metals (A8-0309/2015 - Edouard Martin) (vote)**

— *Before the vote:*

Edouard Martin, rapporteur. – Madame la Présidente, chers collègues, mon intervention sera très rapide. Je voudrais simplement saluer la présence dans l’hémicycle d’une délégation de syndicalistes de l’acier qui nous viennent d’Allemagne, du Luxembourg, de France et de Belgique. Avant de voter ce rapport sur le développement des métaux de base, notamment l’acier, qui subit une crise sans précédent, je tenais à saluer la présence de ces personnes parmi nous et à les remercier pour leur soutien.

11.12. Situation in Hungary: follow-up to the European Parliament Resolution of 10 June 2015 (B8-1349/2015, B8-1351/2015, B8-1351/2015, B8-1358/2015, B8-1359/2015, B8-1360/2015, B8-1361/2015) (vote)

President. – That concludes the vote.

12. Explanations of vote

12.1. Extension of the term of office of the Chairperson of the European Banking Authority (EBA) (A8-0347/2015 - Roberto Gualtieri)

Written explanations of vote

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), por escrito. – He votado en contra del presente informe debido a que supone incrementar el mandato del presidente para garantizar la continuidad del funcionamiento de la Autoridad Bancaria Europea. No podemos sancionar de manera positiva la gestión de esta Autoridad debido a que es una pieza fundamental del Sistema Europeo de Supervisión Financiera. Este Sistema implica una cesión de soberanía en el ámbito de la supervisión financiera hacia autoridades que carecen de un verdadero control democrático, lo que resulta en una supervisión financiera diseñada según los intereses de las grandes compañías del sector financiero. Resulta fundamental regular la supervisión financiera para garantizar los intereses de las clases trabajadoras europeas, y el actual mandato de Andrea Enria ha demostrado no garantizar la posibilidad de desarrollo de una banca pública que pueda servir a los intereses de los europeos. Es por todo esto por lo que he decidido votar en contra del presente informe.

Marie-Christine Arnautu (ENF), par écrit. – Ce rapport a pour objet de renouveler pour cinq ans le mandat du président de l'Agence bancaire européenne (ABE), qui est sous le contrôle de la commission ECON.

J'ai voté en faveur de ce texte. Cette agence a en effet le mérite de faire contrepoids à la Banque centrale européenne (BCE), laquelle tente de s'arroger les pouvoirs de l'ABE. À titre de rappel, l'ABE est chargée de coordonner la supervision bancaire pour les banques non systémiques de l'Union, alors que les banques systémiques sont supervisées par la BCE.

Jonathan Arnott (EFDD), in writing. – This vote was taken by secret ballot. However, in the interests of democracy I should confirm for the benefit of my constituents that I voted against.

Zigmantas Balčytis (S&D), raštu. – 2015 m. rugsėjo 8 d. EBI Priežiūros taryba pateikė pasiūlymą pratęsti dabartinio EBI pirmininko Andreos Enrios kadenciją dar penkeriems metams. 2015 m. lapkričio 17 d. Ekonomikos ir pinigų politikos komitetas surengė klausymą su dabartiniu EBI pirmininku Andrea Enria, per kurį pirmininkas pasakė įžanginę kalbą ir atsakė į komiteto narių pateiktus klausimus. Pritariu pasiūlymui pratęsti EBI pirmininko Andreos Enrios kadenciją dar penkeriems metams.

Nicolas Bay (ENF), par écrit. – Les trois rapports déposés par Roberto Gualtieri ont pour objet le renouvellement pour cinq ans des mandats des présidents des trois agences sous le contrôle de la commission ECON: l'Agence bancaire européenne (ABE), l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) et l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (AEAPP).

J'ai voté en faveur de la prolongation du mandat d'Andrea Enria à la tête de l'Agence bancaire européenne (ABE, EBA en anglais) pour cinq ans. L'ABE assure en effet un utile contrepoids face à la BCE, laquelle n'a cessé de s'arroger des pouvoirs de l'ABE, qui a notamment pour mission de coordonner la supervision bancaire pour les banques non systémiques de l'Union.

Hugues Bayet (S&D), par écrit. – Andrea Enria, président en exercice de l'Autorité bancaire européenne, a été nommé en 2011 pour un mandat de cinq ans.

Conformément au prescrit règlementaire, le conseil des autorités de surveillance de l'ABE peut proposer une fois la prolongation du mandat du président pour cinq ans moyennant confirmation du Parlement européen.

Cette demande a été faite et la commission des affaires économiques et monétaires, après audition de l'intéressé, a rendu un avis très largement positif. J'ai approuvé cette prolongation.

Xabier Benito Ziluaga (GUE/NGL), *por escrito*. – Dado que nos oponemos al mandato y a la actividad de estas tres agencias supervisoras, nos hemos opuesto también a la extensión del mandato de sus respectivos presidentes.

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE), *por escrito*. – He votado a favor del informe sobre la prórroga del mandato del presidente de la Autoridad Bancaria Europea. Fue designado tras una procedimiento de selección abierto y la Junta de Supervisores de la Autoridad propuso prorrogar su mandato, para que siga trabajando en la misma y se contruya una verdadera Autoridad Bancaria Europea.

Dominique Bilde (ENF), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de la prolongation du mandat du président de l'Autorité bancaire européenne (ABE), M. Andrea Enria. Je considère en effet que l'ABE représente un véritable contrepoids face à la toute puissante BCE, laquelle n'a cessé de tenter de s'arroger des prérogatives appartenant à l'Autorité bancaire européenne, qui est chargée de coordonner la supervision bancaire pour les banques non systémiques de l'Union européenne.

Afin de mener à bien cette mission, l'ABE a donc besoin d'une direction et d'une gestion stables et c'est pourquoi je me suis prononcée en faveur de la prolongation du mandat de son président.

Mara Bizzotto (ENF), *per iscritto*. – Sebbene nessun elemento oggettivo possa motivare la mia opposizione al rinnovo di Andrea Enria come presidente dell'Autorità bancaria europea, mi sono opposta a questo provvedimento per manifestare il mio dissenso nei confronti delle politiche economiche delle Istituzioni europee.

José Blanco López (S&D), *por escrito*. – He dado mi apoyo a la prórroga del mandato de Andrea Enria como presidente de la Autoridad Bancaria Europea por otros cinco años considerando el apoyo recibido por parte de la Comisión de Asuntos Económicos y Monetarios del Parlamento Europeo tras su comparecencia el pasado 17 de noviembre y tras haber superado el escrutinio realizado por los miembros de la citada comisión.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Balsavau dėl šio pranešimo, nes juo Parlamentas pritarė Europos bankininkystės institucijos (EBI) pirmininko kadencijos pratęsimui. EBI pirmininką EBI Priežiūros taryba paskyrė 2011 m., surengus atviros atrankos procedūrą, penkerių metų kadencijai, kuri gali būti viena kartą atnaujinta, jei tam pritaria Europos Parlamentas. 2015 m. rugsėjo 8 d. EBI Priežiūros taryba pateikė pasiūlymą pratęsti dabartinio EBI pirmininko Andreos Enrios kadenciją dar penkeriems metams ir atitinkamai apie tai pranešė Europos Parlamentui, todėl Parlamentas kadencijos pratęsimui pritarė.

Franč Bogovič (PPE), *pisno*. – Tudi predlagano podaljšanje mandata predsednika Evropskega bančnega organa (EBA) sem podprl, in sicer na podlagi ugotovitev odbora nadzornikov EBA ter njihovega predloga za podaljšanje mandata g. Andrei Enrii za nadaljnjih pet let. G. Enria je svoje dosedanje delo opravljal zelo kvalitetno, s svojim delom me je prepričal, zato nimam razloga, da mu ne bi zaupal še nadaljnjih pet let.

Steeve Briois (ENF), *par écrit*. – Ce rapport a pour objet le renouvellement pour cinq ans du mandat du président de l'Autorité bancaire européenne, qui coordonne la supervision bancaire pour les banques non systémiques de l'Union et assure un contrepoids face à la BCE, laquelle a tendance à s'octroyer des prérogatives qui ne sont pas les siennes.

C'est la raison pour laquelle j'ai voté pour cette proposition.

Daniel Buda (PPE), *în scris*. – Mă declar în favoarea propunerii de decizie a Parlamentului European de a prelungi mandatul președintelui Autorității Bancare Europene. Ținând cont că etapele necesare și aferente acestei propuneri au fost parcurse, iar decizia comisiei competente, ECON, a fost aceea de a mai acorda un mandat de cinci ani actualului președinte ABE, Andrea Enria, consider că este necesar să avem o poziție afirmativă și să permitem o continuare firească a modului de conducere a Autorității Bancare Europene.

Gianluca Buonanno (ENF), *per iscritto*. – Il primo presidente dell'ABE è stato designato nel 2011. Il consiglio delle autorità di vigilanza può rinnovare il mandato di Andrea Enria, attualmente in carica, per altri cinque anni. È chiaro che, da parte nostra, più che per una posizione critica nei confronti del signor Enria, ciò che determina la nostra scelta di voto è l'orientamento critico che caratterizza la nostra delegazione e l'intero gruppo di cui facciamo parte. La nostra posizione assolutamente contraria alle politiche economiche delle Istituzioni europee non può che vederci contrari al rinnovo della carica in questione.

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. – Dopo attenta riflessione e votazione in Aula, ho votato a favore della relazione sul rinnovo del mandato del presidente dell'Autorità bancaria europea. Ritengo infatti che la correzione degli squilibri macroeconomici passi attraverso il rafforzamento della *governance* ed il coordinamento delle politiche economiche, per sfruttare effettività e flessibilità del Patto di stabilità e crescita.

L'Autorità bancaria europea (ABE) ha il compito di assicurare un livello di regolamentazione e di vigilanza efficace e uniforme nel settore bancario europeo.

È di conseguenza necessario prevenire gli squilibri macroeconomici innanzitutto per mezzo del rafforzamento e della stabilità della *governance* economica, garantendo la continuità della azione delle Autorità coinvolte. Il rinnovo del mandato al presidente in carica di ABE va in questa direzione, contribuendo a garantire integrità, efficienza e regolare funzionamento del settore bancario.

Non è consentito sottovalutare le conseguenze della fragilità economica che gli squilibri di un settore bancario non armonizzato possono produrre, va quindi garantita la massima coesione delle tre autorità di vigilanza, al fine di sostenere la creazione del corpus unico di norme del settore bancario per assicurare condizioni di parità ed elevata tutela dei depositanti, degli investitori e dei consumatori.

Matt Carthy (GUE/NGL), *in writing*. – I voted against the extension of the term of office of the Chairperson of the European Banking Authority as I have grave concerns with the EBA. A number of these regulatory bodies were set up after the financial crash, the stated aim being to regulate the financial markets so that another financial crash would not happen. Of course, robust regulation is required but there are critical concerns with these bodies. There is a huge democratic deficit running through these bodies and, moreover, a number of legal concerns have been voiced. The bodies have very fragile legal foundations and a number of legal experts have stated that the setting-up of such bodies was done outside of the confines of EU Treaty Law. To explain simply, when an EU body is being set up, you have to first go back to the primary treaties which founded the EU and look at the Treaty Provisions. If there is no provision in the Treaty to set up such an initiative, then it can be declared as *ultra vires*, i.e. be outside of EU law and have no legal foundation. Therefore, it was for these reasons that I voted against the extension of the EBA.

David Casa (PPE), *in writing*. – I voted in favour of the extension of the term of office of the Chairperson of the European Banking Authority, Andrea Enria, for another five-year term as both his hearing in the Economic and Monetary Affairs Committee was successful and his activities during the current term in office were satisfactory.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. – La commissione ECON del Parlamento europeo ha svolto un'unica audizione dei candidati, e poi votato la scorsa settimana il rinnovo del mandato. Il voto contrario deriva in primo luogo dalle modalità quasi automatiche con cui è intervenuto il rinnovo e, in secondo luogo, dal fatto che il valore aggiunto dell'Autorità è stato fino ad oggi marginale. Sarebbero stati necessari un vero dibattito ed una vera analisi.

Λευτέρης Χριστοφόρου (PPE), *γραπτώς*. – Λαμβάνοντας υπόψη την πρόταση του συμβουλίου εποπτών της Ευρωπαϊκής Αρχής Τραπεζών (ΕΑΤ), της 8ης Σεπτεμβρίου 2015, για παράταση της θητείας του προέδρου της ΕΑΚΑΑ για μία ακόμη πενταετία (C8-0313/2015), καθώς και το άρθρο 48 παράγραφος 4 του κανονισμού (ΕΕ) αριθ. 1093/2010 του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου και του Συμβουλίου της 24ης Νοεμβρίου 2010 σχετικά με τη σύσταση Ευρωπαϊκής Εποπτικής Αρχής (Ευρωπαϊκή Αρχή Τραπεζών), συμφωνούμε με τη παράταση της θητείας του Προέδρου της ΕΑΤ.

Κώστας Χρυσόγονος (GUE/NGL), γραπτώς. – Η πρόταση παράτασης της θητείας του προέδρου της Ευρωπαϊκής Αρχής Τραπεζών αποτελεί μια τυπική διαδικασία χωρίς ιδιαίτερες προεκτάσεις. Καθώς όμως ήμουν εξ αρχής αντίθετος με τη δημιουργία και λειτουργία της συγκεκριμένης αρχής, προτίμησα να απέχω από την ψηφοφορία της συγκεκριμένης πρότασης.

Salvatore Cicu (PPE), *per iscritto*. – Ho votato a favore della riconferma del mandato di Andrea Enria come presidente dell'ABE per altri cinque anni; inoltre ho ritenuto esaustiva l'audizione avvenuta il 17 novembre 2015 nel corso della quale Enria ha rilasciato una dichiarazione preliminare e ha risposto a tutte le domande rivolte dai membri della commissione.

Alberto Cirio (PPE), *per iscritto*. – Ho votato a favore della relazione poiché, considerando che il consiglio delle autorità di vigilanza dell'ABE ha proposto di rinnovare il mandato di Andrea Enria, presidente in carica dell'ABE, di altri cinque anni, e ne ha informato il Parlamento europeo, come membro del PPE approvo la proposta di rinnovo del mandato e colgo l'occasione per formulare i miei più sinceri auguri di buon lavoro, che sono sicuro svolgerà con dedizione e grande impegno.

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – Mi congratulo per il rinnovo della nomina di Andrea Enria al prestigioso ed importante incarico di Presidente dell'Autorità bancaria europea.

Therese Comodini Cachia (PPE), *in writing*. – I voted in favour of this extension on the basis of a decision dated 8 September 2015 by the Board of Supervisors of the EBA proposing to extend the term of office of Andrea Enria, the incumbent Chairperson of the EBA, by another five-year term. The Board of Supervisors of the EBA is best placed to judge the competence of the person and alternative scenarios.

Ignazio Corrao (EFDD), *per iscritto*. – Alla fine del 2010 è stato creato un sistema di vigilanza microprudenziale a livello europeo, composto dall'Autorità bancaria europea (EBA, sede a Londra), dall'Autorità europea degli strumenti finanziari e dei mercati (ESMA, sede a Parigi) e dall'Autorità europea delle assicurazioni e delle pensioni aziendali e professionali (EIOPA, sede a Francoforte).

Nel 2011 sono stati nominati i Presidenti delle tre *Authority*, per un mandato di 5 anni rinnovabile una sola volta. I rispettivi consigli delle autorità di vigilanza hanno proposto di rinnovare il mandato sia ad Andrea Enria (EBA), che a Gabriel Bernardino (EIOPA) ed anche a Steven Maijor (ESMA). La commissione ECON del Parlamento europeo ha solamente svolto un'audizione dei candidati, e successivamente ha votato la scorsa settimana il rinnovo del mandato per tutti e tre ad ampissima maggioranza. Noi abbiamo votato contro, in primo luogo per un metodo di rinnovo quasi automatico e privo di vere motivazioni; inoltre il ruolo e il valore di queste Autorità si è dimostrato sino ad oggi piuttosto marginale, e quindi proseguire nel solco di 5 anni poco soddisfacenti non appare sicuramente la decisione migliore che si potesse prendere.

Quindi anche oggi il mio voto è negativo.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado en contra del presente informe debido a que supone incrementar el mandato del presidente para garantizar la continuidad del funcionamiento de la Autoridad Bancaria Europea. No podemos sancionar de manera positiva la gestión de esta Autoridad debido a que es una pieza fundamental del Sistema Europeo de Supervisión Financiera. Este Sistema implica una cesión de soberanía en el ámbito de la supervisión financiera hacia autoridades que carecen de un verdadero control democrático, lo que resulta en una supervisión financiera diseñada según los intereses de las grandes compañías del sector financiero. Resulta fundamental regular la supervisión financiera para garantizar los intereses de las clases trabajadoras europeas, y el actual mandato de Andrea Enria ha demostrado no garantizar la posibilidad de desarrollo de una banca pública que pueda servir a los intereses de los europeos. Es por todo esto por lo que he decidido votar en contra del presente informe.

Pál Csáky (PPE), írásban. – Az Európai Bankhatóság uniós hatóság, amelynek feladata, hogy az európai bankszektor egészében biztosítsa a prudenciális szabályozás és felügyelet hatékony és következetes szintjét. A Bankhatóság célkitűzései a pénzügyi stabilitás fenntartása az EU-ban, valamint a bankszektor hatékonyságának és szabályos működésének biztosítása. A Parlament jelentése az Európai Bankhatóság (EBH) elnöke hivatali idejének meghosszabbításáról jóváhagyta az EBH felügyeleti tanácsának javaslatát, a jelenlegi elnök, Andrea Enria, hivatali idejének újabb öt évre történő meghosszabbítását. A plenáris határozatát megelőzően a Parlament Gazdasági és Monetáris Bizottsága meghallgatta az EBH elnökét és azt követően jóváhagyta a javaslatot. Szavazatommal támogattam a jelentést.

Miriam Dalli (S&D), in writing. – I voted in favour of the reappointment of the Chairperson of the European Banking Authority. In 2011, Andrea Enria was selected to be the Chairperson of the European Banking Authority for five years. I voted in favour of extending Enria's mandate for another five years. Prior to this decision, the Parliament invited Enria to the Committee on Economic Affairs in November of this year, where Enria answered many questions in a satisfactory manner.

Michel Dantin (PPE), par écrit. – Ce rapport propose l'avis positif du Parlement européen à la prolongation du mandat du président de l'Autorité bancaire européenne (ABE), Andrea ENRIA, pour une nouvelle période de cinq ans.

Selon les règles européennes, le président de l'ABE est élu par le Conseil de l'autorité de surveillance. Ce dernier est également habilité à reconduire le président dans ses fonctions pour un mandat supplémentaire, ce qui requiert au préalable une évaluation et l'approbation du Parlement européen.

Le 17 novembre dernier, les membres du Parlement européen ont auditionné le président candidat. Étant donné que celui-ci a répondu aux attentes des eurodéputés, je soutiens ce rapport qui est favorable à la prolongation de son mandat.

Mireille D'Ornano (ENF), par écrit. – Ce rapport a pour objectif le renouvellement du mandat du président de l'Autorité bancaire européenne (ABE), qui constitue un contrepoids appréciable vis-à-vis du pouvoir excessif de la BCE en matière de coordination de la supervision bancaire.

Attachée à un équilibre entre les différentes institutions européennes, bien que dénonçant le trop grand pouvoir qu'ont celles-ci en général, j'ai voté pour ce rapport.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI), γραπτώς. – Καταψηφίζουμε την παράταση της θητείας διότι το συγκεκριμένο πρόσωπο δεν πληροί τις προϋποθέσεις που απαιτούνται για την εν λόγω θέση.

Edouard Ferrand (ENF), par écrit. – J'ai voté contre cette délibération parce que je ne souhaite pas soutenir la politique des institutions financières européennes.

Luke Ming Flanagan (GUE/NGL), in writing. – I voted against as I believe this position should not exist in the first place.

Monika Flašíková Beňová (S&D), písomne. – Podporujem predĺženie funkčného obdobia predsedu Európskeho orgánu pre bankovníctvo.

Λάμπρος Φουντούλης (NI), γραπτώς. – Καταψηφίζω την παράταση της θητείας του προέδρου της Ευρωπαϊκής Αρχής Τραπεζών (EAT) διότι το συγκεκριμένο πρόσωπο δεν πληροί τις προϋποθέσεις που απαιτούνται για την εν λόγω θέση.

Doru-Claudian Frunzuliță (S&D), in writing. – Having regard to the proposal of the Board of Supervisors of the European Banking Authority (EBA) of 8 September 2015 to extend the term of office of the Chairperson of the EBA by another five-year term (C8-0313/2015) and following the ECON Hearing, I support the extension of the term for Andrea Enria as Chairperson of the EBA.

Ildikó Gáll-Pelcz (PPE), írásban. – Az EBH első elnökét 2011-ben nyílt pályázati eljárást követően az EBH felügyeleti tanácsa nevezte ki öt éves hivatali időre, az 1093/2010/EU rendelet 48. cikke (2) bekezdésének megfelelően; mivel az 1093/2010/EU rendelet 48. cikkének (4) bekezdése úgy rendelkezik, hogy az EBH felügyeleti tanácsa – az e rendelkezésben hivatkozott értékelést figyelembe véve – egy alkalommal meghosszabbíthatja az elnök megbízását, az Európai Parlament megerősítésétől függően; mivel az EBH felügyeleti tanácsa 2015. szeptember 8-án javasolta Andrea Enria, az EBH hivatalban lévő elnöke hivatali idejének újabb öt évre történő meghosszabbítását, és ennek megfelelően tájékoztatta az Európai Parlamentet; mivel 2015. november 17-én a Gazdasági és Monetáris Bizottság meghallgatta Andrea Enriát, az

EBH hivatalban lévő elnökét, aki nyitóbeszédet mondott, majd válaszolt a bizottság tagjai által feltett kérdésekre.

Jóváhagyja az Andrea Enria, az EBH elnöke hivatali idejének újabb öt éves időszakra történő meghosszabbítására irányuló javaslatot és utasítja elnökét, hogy továbbítsa ezt a határozatot a Tanácsnak, a Bizottságnak, az EBH-nak, valamint a tagállamok kormányának. A fentiek értelmében szavazatommal támogattam az Európai Bankhatóság (EBH) elnöke hivatali idejének meghosszabbítását.

Francesc Gambús (PPE), *por escrito*. – He votado a favor de la prórroga del mandato del presidente de la Autoridad Bancaria Europea (ABE) considerando que hace 5 años fue elegido tras un proceso abierto y que la Junta de Supervisores de la ABE propuso prorrogar el mandato de Andrea Enria por otros cinco años.

Arne Gericke (ECR), *schriftlich*. – Ich habe für die Verlängerung der Amtszeit des Vorsitzenden der Europäischen Bankenaufsichtsbehörde (EBA) gestimmt, da ich die Personalbesetzung und eine stringente Fortführung der Arbeit für richtig und wichtig halte.

Jens Gieseke (PPE), *schriftlich*. – Nach eingehender Prüfung habe ich der Verlängerung der Amtszeit des Vorsitzenden der Europäischen Bankenbehörde zugestimmt.

Neena Gill (S&D), *in writing*. – Following a hearing in the Committee on Economic and Monetary Affairs on 17 November 2015 with Andrea Enria, the incumbent Chairperson of the European Banking Authority, at which he made an opening statement and then responded to questions from the members of the Committee, I decided to give my support the extension of the term of office of the Chairperson of the EBA.

Tania González Peñas (GUE/NGL), *por escrito*. – Dado que nos oponemos al mandato y a la actividad de estas tres agencias supervisoras, nos hemos opuesto también a la extensión del mandato de sus respectivos presidentes.

Theresa Griffin (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the reappointment of the Chairperson of the European Banking Authority. In 2011, Andrea Enria was selected to be the Chairperson of the European Banking Authority for five years. I voted in favour of extending Enria's mandate for another five years. Prior to this decision, the Parliament invited Enria to the Committee on Economic Affairs in November of this year, where Enria answered many questions in a satisfactory manner

Nathan Gill (EFDD), *in writing*. – Secret Ballot! Why oh why do the EU fear transparency? We voted against!

Antanas Guoga (ALDE), *in writing*. – I have voted for the report, having regard to the proposal of the Board of Supervisors of the European Banking Authority (EBA) of 8 September 2015 to extend the term of office of the Chairperson of the EBA by another five-year term (C8-0313/2015)

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL), *γραφτως*. – Δεδομένου ότι δεν στηρίξαμε τη δημιουργία των Ευρωπαϊκών Εποπτικών Αρχών (EEA), δεν πρόκειται να υποστηρίξουμε ούτε τον (εκ νέου) διορισμό των προέδρων.

Brian Hayes (PPE), *in writing*. – I voted to support this report as I believe the decision to approve the proposal for the extension of the term of office of Andrea Enria as Chairperson of the EBA by another five-year term is appropriate.

Cătălin Sorin Ivan (S&D), *in writing*. – I have voted in favour of the extension of the term of office of the Chairperson of the European Banking Authority (EBA).

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan*. – Glasao sam za produženje mandata predsjedniku Europskog nadzornog tijela za bankarstvo (EBA) jer se time gospodinu Andrei Enriju omogućuje nastavak započetog rada u razdoblju od pet godina. Takvo što je u skladu s Uredbom (EU) br. 1093/2010, odnosno Odbor nadzornika EBA-e odlučio je produžiti gospodinu Enriju mandat nakon adekvatne procjene njegove sposobnosti i učinkovitosti. Stoga, podržavam pozitivno mišljenje Odbora za ekonomsku i monetarnu politiku Europskog parlamenta.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport de mon collègue Roberto Gualtieri sur la prolongation du mandat du président de l'Autorité bancaire européenne. Ce dernier a en effet donné satisfaction lors de son audition par la commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen.

Ce rapport a été adopté à une large majorité, ce dont je me félicite.

Barbara Kappel (ENF), *schriftlich*. – Es gibt nichts gegen den bisherigen Vorsitz einzuwenden, sodass ich für die Verlängerung des Mandats stimme.

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. – L'8 settembre 2015 il consiglio delle autorità di vigilanza dell'ABE ha proposto di rinnovare il mandato del proprio presidente. Considerata la delicata funzione di vigilanza svolta dall'ABE per assicurare la stabilità finanziaria dell'euro zona, e preso atto dell'attenta direzione già svolta dal presidente Andrea Enria, ho deciso di esprimere parere favorevole per il rinnovo del suo mandato. Al presidente indirizzo le mie congratulazioni e gli auguri di buon lavoro.

Marine Le Pen (ENF), *par écrit*. – Nous votons en faveur du renouvellement d'Andrea Enria à la présidence de l'Autorité bancaire européenne (ABE) pour un mandat de cinq ans. L'ABE assure un contrepois face à la BCE, qui n'a cessé de s'arroger des pouvoirs qui revenaient à l'ABE.

Pour mémoire, l'ABE est chargée de coordonner la supervision bancaire pour les banques non systémiques de l'Union, qui sont elles sous la supervision de la BCE.

Javi López (S&D), *por escrito*. – Voté a favor ya que, tras la audiencia en comisión, en el Grupo S&D consideramos necesario extender el mandato del presidente de la Autoridad Bancaria Europea, lo que fue aprobado por amplia mayoría del resto de los Grupos políticos.

Antonio López-Istúriz White (PPE), *por escrito*. – Este informe nace debido a la necesidad de aprobación de la decisión de la Junta de Supervisores de la Autoridad Bancaria Europea (ABE), del 8 de septiembre de 2015, de prorrogar el mandato del presidente de la Autoridad Bancaria Europea.

El primer presidente de la ABE fue designado por la Junta de Supervisores de la ABE en 2011, tras un procedimiento de selección abierto, para un mandato de cinco años. El artículo 48, apartado 4, del Reglamento (UE) n.º 1093/2010 establece que la Junta de Supervisores de la ABE, tomando en consideración el análisis hecho por la Junta de Supervisores, puede prorrogar una vez el mandato del presidente de la ABE, con sujeción a la ratificación del Parlamento Europeo.

La Junta de Supervisores propuso la renovación y, el 17 de noviembre de 2015, la Comisión de Asuntos Económicos y Monetarios celebró una audiencia con Andrea Enria, actual presidente de la ABE, en la que este hizo una declaración preliminar y, a continuación, respondió a las preguntas de los miembros de la comisión.

Como existe un consenso en cuanto a la actuación del presidente, voto favorablemente la propuesta de prorrogar el mandato de Andrea Enria como presidente de la ABE por otros cinco años.

Ivana Maletić (PPE), *napisan*. – Podržala sam produženje mandata od pet godina predsjedniku Europskog nadzornog tijela za bankarstvo (EBA) Andrei Enriji, kojeg je preporučio Nadzorni odbor EBA-e. EBA je neovisno tijelo, ali je odgovorno Europskom parlamentu, Komisiji i Vijeću. Njegovi glavni ciljevi su održavanje financijske stabilnosti u EU-u te osiguranje cjelovitosti, djelotvornosti i pravilnog funkcioniranja bankarskog sektora.

Andrejs Mamikins (S&D), *rakstiski*. – Eiropas Banku iestāde tika izveidota 2011. gada sākumā, lai nodarbotos ar Eiropas Savienības dalībvalstu banku sistēmas regulēšanu un pārraudzību. Tās funkcionēšana, it īpaši pēc 2008. – 2009. gada krīzes, kuras seku pārvarēšanas dēļ šo iestādi lielā mērā arī izveidoja caur reformēšanu no Eiropas Banku uzraudzītāju komitejas, centrējas uz finansiālas stabilitātes garantēšanu mūsu kopienā — gan eurozonā, gan ārpus tās.

Ņemot vērā, ka pēc pirmreizējas iecelšanas amatā Eiropas Banku iestādes priekšsēdētāja darba termiņu var pagarināt vēl uz 5 gadiem un Andrea Enria pietiekami kvalitatīvi un produktīvi pildīja savus pienākumus kopš 2011. gada, bija loģiski izteikt viņam uzticību un pagarināt viņa darba termiņu šajā amatā līdz 2021. gadam.

Νότης Μαριάς (ECR), γραπτώς. – Καταψηφίζω την έκθεση διότι δεν συμφωνώ με την παράταση της θητείας του προέδρου της Ευρωπαϊκής Αρχής Τραπεζών.

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted to approve the proposal for the extension of the term of office of Andrea Enria as Chairperson of the EBA by another five-year term.

Dominique Martin (ENF), *par écrit*. – J'ai voté pour la prolongation du mandat d'Andrea Enria, le président de l'Autorité bancaire européenne (ABE).

L'ABE est normalement chargée de coordonner la surveillance des banques non systématiques de l'Union européenne, en partenariat avec la Banque centrale européenne (BCE). Pourtant la BCE ne cesse de s'approprier des pouvoirs revenant à l'ABE.

En acceptant la prolongation du mandat de son président, nous exprimons notre soutien à cette institution face aux excès de la BCE.

Barbara Matera (PPE), *per iscritto*. – Il Consiglio delle autorità di vigilanza dell'Autorità bancaria europea (ABE) propone di rinnovare il mandato del presidente dell'ABE, Andrea Enria, di altri cinque anni. La relazione in commento, che appoggio votando favorevolmente, approva la prosecuzione del mandato del presidente, richiamando l'articolo 48, paragrafo 4, del regolamento (UE) n. 1093/2010 del Parlamento europeo e del Consiglio, del 24 novembre 2010, che, per l'appunto, concede tale facoltà all'Autorità di vigilanza dell'autorità bancaria europea.

Georg Mayer (ENF), *schriftlich*. – Es gibt keine Einwände gegen den bisherigen Vorsitz. Ich stimme diesem Bericht zu.

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – L'Autorité bancaire européenne (ABE) a été mise en place en 2011. Elle a pour mission de contribuer à la stabilité et à l'efficacité à court, moyen et long terme du système financier, notamment en améliorant le fonctionnement du marché intérieur, par un niveau de réglementation et de surveillance «satisfaisant, efficace et cohérent». Vaste programme!

Cette autorité est notamment responsable d'avoir sous-évalué les besoins de recapitalisation des banques européennes, en ne prenant en compte que la dépréciation des dettes souveraines dans leurs bilans et en laissant de côté les effets de la crise économique et les situations spécifiques de certains pays (comme l'explosion de la bulle immobilière en Espagne).

Son président, Andrea Enria, auparavant à la tête de la supervision bancaire à la Banque d'Italie, est à la tête de l'ABE depuis cinq ans. Je vote contre la prolongation de son mandat.

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – O Conselho de Supervisores da Autoridade Europeia dos Seguros e Pensões Complementares de Reforma (EIOPA) apresentou, a 30 de Setembro de 2015, uma proposta para prorrogar o mandato do presidente da EIOPA por mais cinco anos.

O Parlamento Europeu votou favoravelmente a proposta e eu acompanhei o sentido de voto concordante com a proposta de prorrogação do mandato.

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. – Following on from the Board of Supervisors of the EBA's proposal to extend Andrea Enria's term of office, as well as his successful hearing before the ECON Committee I was happy to support this extension.

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – À la suite de la crise bancaire et financière, l'Union européenne a mis en place l'Autorité bancaire européenne, chargée de garantir un niveau élevé de réglementation et de surveillance prudentielle afin de garantir la stabilité financière au sein de l'Union européenne et le bon fonctionnement du secteur bancaire.

Cette autorité indépendante a été présidée par Andrea Enria depuis sa création en 2011. Celui-ci étant responsable devant le Parlement européen, nous avons voté la prolongation de son mandat. Son parcours et son expérience m'ont convaincu d'approuver ce nouveau mandat.

Miroslav Mikolášik (PPE), *písomne*. – Správa predkladá návrh predĺženia funkčného obdobia predsedu Európskeho orgánu pre bankovníctvo o ďalšie päťročné obdobie. V roku 2011 Rada orgánov dohľadu EBA vymenovala prvého predsedu, Andreu Enriu, na základe otvoreného výberového konania. Rada orgánov disponuje možnosťou zohľadniť hodnotenie a jedenkrát predĺžiť funkčné obdobie. Návrh bol podaný zo strany Rady orgánov, úradujúci predseda bol vypočutý, predniesol úvodné vyhlásenie a náležite zodpovedal všetky otázky. Vzhľadom na splnenie potrebných podmienok na predĺženie funkčného obdobia súhlasím so schválením návrhu.

Marlene Mizzi (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the Gualtieri report because I support the extension of the term of office of the Chairperson of the European Banking Authority.

Csaba Molnár (S&D), *írásban*. – Az Európai Bankhatóság létrehozásáról a 2010. november 24-én elfogadott 1093/2010/EU európai parlamenti és tanácsi rendelet intézkedett. Elnökét, Andrea Enriát 2011-ben nyílt pályázati eljárást követően az EBH felügyeleti tanácsa nevezte ki ötéves hivatali időre. Az említett rendelet értelmében a felügyeleti tanács az elnök megbízatását egy alkalommal meghosszabbíthatja, amennyiben ezt a döntést a Parlament is megerősíti. A felügyeleti tanács szeptember 8-i döntésével javasolta a hivatalban lévő elnök megbízatásának meghosszabbítását. A Gazdasági és Monetáris Bizottság november 17-én meghallgatta Andrea Enriát, és jelentésében azt javasolta a Parlamentnek, hogy a felügyeleti tanács döntését erősítse meg. Ennek megfelelően szavaztam.

Bernard Monot (ENF), *par écrit*. – Il est proposé de voter en faveur du renouvellement du mandat d'Andrea Enria à la présidence de l'ABE pour cinq ans. L'ABE et son président assurent un contrepoids face à la BCE, qui n'a cessé de s'arroger des pouvoirs qui revenaient à l'ABE.

Cláudia Monteiro de Aguiar (PPE), *por escrito*. – Em 2011, foi nomeado o primeiro Presidente da Autoridade Bancária Europeia (EBA) pelo Conselho de Supervisores, para um mandato de cinco anos, de acordo com o disposto no artigo 48.º, n.º 2, do Regulamento (UE) n.º 1093/2010, sendo possível a prorrogação do respetivo mandato por mais cinco anos, desde que confirmado pelo Parlamento Europeu, nos termos do n.º 4 desse mesmo artigo.

Nesta medida, foi proposta a prorrogação do mandato da atual Presidente da EBA, Andrea Enria. Consequentemente, a Comissão dos Assuntos Económicos e Monetários realizou uma audição, que foi bem-sucedida, em que a Presidente Andrea Enria proferiu uma declaração inicial, seguindo-se questões colocadas pelos membros da comissão.

Voto a favor do presente relatório, na medida em que obedece aos critérios legalmente exigidos para prorrogação de mandato do presidente desta instituição.

Sophie Montel (ENF), *par écrit*. – La proposition visant à reconduire le mandat d'Andrea Enria à la présidence de l'ABE pour cinq ans est une bonne proposition.

L'ABE assure un contrepoids face à la BCE, qui n'a cessé de s'arroger des pouvoirs qui revenaient à l'ABE (chargée de coordonner la supervision bancaire pour les banques non systémiques de l'Union, qui elles sont sous la supervision de la BCE). Andrea Enria a assuré son mandat de manière correcte.

Je vote pour la prolongation de son mandat.

Claude Moraes (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the report which ratifies the ECON committee decision to extend the term of office of Andrea Enria as Chairperson of the EBA by another five-year term.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport relatif à la prolongation du mandat du président de l'Autorité bancaire européenne (ABE).

Andrea Enria, premier président de cette autorité bancaire, a été désigné en 2011 pour un mandat de cinq ans par le conseil des autorités de surveillance au terme d'une procédure de sélection ouverte. Ce conseil a demandé la prolongation de ce mandat pour une durée de cinq ans. Après avoir procédé à une audition de l'actuel président en exercice, la commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen a approuvé cette demande.

J'ai voté conformément à l'avis rendu par cette commission. Le mandat de président de cette autorité ne peut être renouvelé qu'une fois, avec l'accord du Parlement européen.

Victor Negrescu (S&D), *in writing*. – I have voted for the the extension of the term of office of the Chairperson of the European Banking Authority (EBA).

Aldo Patriciello (PPE), *per iscritto*. – Non ho dubbi sul fatto che conveniente con me che il lavoro finora svolto da Andrea Enria come presidente dell'ABE sia stato eccellente. Per questo vi invito a votare unitariamente in modo positivo per la sua conferma per i prossimi cinque anni. Colgo l'occasione, qualora l'esito della votazione sia quello atteso, per augurargli un buon lavoro.

Marijana Petir (PPE), *napisan.* – Uzimajući u obzir prijedloge i stavove Odbora supervizora EBA-e o produljenju petogodišnjeg mandata za sadašnjeg predsjednika Andreu Enrija, podržavam izvješće Roberta Gualtieria. Dugogodišnje prethodno iskustvo u talijanskoj i europskoj centralnoj banci čini Andreu Enrija osobom čija stručnost i znanje odgovaraju potrebama tako važnog tijela.

Europsko nadzorno tijelo za bankarstvo neovisno je tijelo EU-a čija je zadaća osigurati dosljednu razinu regulative i nadzora nad europskim bankarskim sektorom. Prioritetni ciljevi su osiguranje financijske stabilnosti, osiguranje cjelovitosti, djelotvornosti te pravilnog funkcioniranja bankarskog sektora.

Uz svoju odgovornost prema Europskom parlamentu, Vijeću Europske unije i Europskoj komisiji, EBA kao svoju glavnu misiju predstavlja skup bonitetnih pravila kojima nastoji pomoći u stvaranju jednakih uvjeta poslovanja te pružanja visoke zaštite prema štedišama, ulagačima i potrošačima. Zbog važnosti funkcija koje ovo tijelo obavlja, nužno je na čelnom mjestu imati osobu čija je stručnost provjerena na više razina.

Florian Philippot (ENF), *par écrit.* – La proposition de reconduction du mandat d'Andrea Enria à la présidence de l'ABE pour cinq ans est une bonne proposition.

L'ABE assure un contrepois face à la BCE, qui n'a cessé de s'arroger des pouvoirs qui revenaient à l'ABE (chargée de coordonner la supervision bancaire pour les banques non systémiques de l'Union, qui sont elles sous la supervision de la BCE).

Andrea Enria a assuré son mandat de manière correcte. Je vote donc pour la prolongation de son mandat.

Tonino Picula (S&D), *napisan.* – Budući da je prvog predsjednika EBA-e imenovao Odbor nadzornika EBA-e 2011. nakon otvorenog selekcijskog postupka na razdoblje od pet godina u skladu s člankom 48. stavkom 2. Uredbe (EU) br. 1093/2010, te da je člankom 48. stavkom 4. Uredbe (EU) br. 1093/2010 predviđeno da Odbor nadzornika EBA-e može jednom produžiti mandat predsjedniku EBA-e, na prijedlog nadzornika EBA-e prihvaćam prijedlog za produženje mandata Andrei Enriji kao predsjedniku EBA-e na sljedećih pet godina.

Andrej Plenković (PPE), *napisan.* – Podržavam izvješće zastupnika Roberta Gualtieria o produženju mandata predsjedniku Europskog nadzornog tijela za bankarstvo, a na prijedlog Odbora nadzornika Europskog nadzornog tijela za bankarstvo. Prvog predsjednika EBA-e imenovao je Odbor nadzornika EBA-e 2011. nakon otvorenog selekcijskog postupka na razdoblje od pet godina, dok je člankom 48. stavkom 4. Uredbe (EU) br. 1093/2010 predviđeno da Odbor nadzornika EBA-e može jednom produžiti mandat predsjedniku EBA-e.

Uzimajući u obzir činjenicu da je Odbor za ekonomsku i monetarnu politiku održao saslušanje Andree Enrije, smatram opravdanim produženje mandata predsjedniku EBA-e Andrei Enriji na sljedećih pet godina. Budući da su poštovane sve pravne i proceduralne norme, podržavam produljenje mandata dosadašnjem predsjedniku EBA-e, Andrei Enriji.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), *per iscritto.* – L'ABE è un'agenzia dell'UE incaricata di attuare un corpus di norme standard per regolamentare e vigilare sull'operato del settore bancario in tutti i paesi dell'UE. Il suo obiettivo è creare un mercato unico dei prodotti bancari dell'UE efficiente, trasparente e stabile. Il suo presidente guida le discussioni nel corso delle riunioni del consiglio dell'ABE, al quale partecipano le autorità di vigilanza di tutti i paesi dell'UE. Mi congratulo con il presidente dell'ABE, Andrea Enria, per il rinnovo del suo mandato, augurandogli buon lavoro con la speranza che possa interpretare il proprio ruolo con la massima indipendenza e trasparenza.

Franck Proust (PPE), *par écrit.* – Nous avons été appelés à nous prononcer sur la prolongation du mandat du président de l'ABE. C'est une procédure commune. Il est bon que le Parlement exerce un contrôle sur le fonctionnement des organes dépendant des institutions.

Claude Rolin (PPE), *par écrit.* – Ce jour, j'ai voté en faveur de la proposition de prolongation du mandat d'Andrea Enria en tant que président de l'Autorité bancaire européenne pour un nouveau mandat de cinq ans.

Pour rappel, l'Autorité bancaire européenne est une autorité indépendante de l'Union européenne qui œuvre afin de garantir un niveau de réglementation et de surveillance prudentielles efficace et cohérent dans l'ensemble du secteur bancaire européen. Ses principaux objectifs sont de maintenir la stabilité financière dans l'Union européenne et de garantir l'intégrité, l'efficacité et le bon fonctionnement du secteur bancaire.

Fernando Ruas (PPE), *por escrito*. – Esta decisão do Parlamento Europeu prorroga o mandato do atual presidente da Autoridade Bancária Europeia, Andrea Enria, por mais cinco anos.

A sua nomeação anterior foi efetuada mediante um processo de seleção aberto e transparente e o artigo 48.º n.º 4, do Regulamento (UE) n. 1093/2010 prevê, claramente, a possibilidade de uma prorrogação.

Sendo necessária a decisão do Parlamento Europeu e não existindo quaisquer constrangimentos à renovação do seu mandato, atribuí o meu voto favorável.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. – Dado que nos oponemos al mandato y a la actividad de estas tres agencias supervisoras, nos hemos opuesto también a la extensión del mandato de sus respectivos presidentes.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado en contra del presente informe debido a que supone incrementar el mandato del presidente para garantizar la continuidad del funcionamiento de la Autoridad Bancaria Europea. No podemos sancionar de manera positiva la gestión de esta Autoridad debido a que es una pieza fundamental del Sistema Europeo de Supervisión Financiera. Este Sistema implica una cesión de soberanía en el ámbito de la supervisión financiera hacia autoridades que carecen de un verdadero control democrático, lo que resulta en una supervisión financiera diseñada según los intereses de las grandes compañías del sector financiero. Resulta fundamental regular la supervisión financiera para garantizar los intereses de las clases trabajadoras europeas, y el actual mandato de Andrea Enria ha demostrado no garantizar la posibilidad de desarrollo de una banca pública que pueda servir a los intereses de los europeos. Es por todo esto por lo que he decidido votar en contra del presente informe.

Jill Seymour (EFDD), *in writing*. – In principle I object to the authority of the EU regulators and so cannot support the extension of the term of office. So I voted against this proposal.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. – After the hearing with Andrea Enria, the incumbent Chairperson of the EBA, at the Committee of Economic and Monetary Affairs, I am confident in his competence and I wish him well in his future.

Monika Smolková (S&D), *písomne*. – V roku 2011 bol vymenovaný prvý predseda Európskeho orgánu pre bankovníctvo (EBA), ktorý vzišiel z otvoreného výberového konania na funkčné obdobie piatich rokov. V zmysle článku 48 ods. 4 nariadenia EÚ č. 1093/2010 môže Rada orgánov dohľadu EBA po zohľadnení hodnotenia predĺžiť toto funkčné obdobie predsedu EBA jedenkrát s výhradou potvrdenia Európskym parlamentom. 8. septembra 2015 Rada orgánov dohľadu EBA navrhla predĺžiť funkčné obdobie úradujúcemu predsedovi EBA Andreovi Enriovi o ďalšie päťročné obdobie a informovala o tom aj EP. Následne výbor pre hospodárske a menové veci usporiadal 17. novembra 2015 vypočutie úradujúceho predsedu EBA, počas ktorého Andrea Enria predniesol úvodné vyhlásenie a následne členovia výboru mali možnosť mu položiť otázky, na ktoré aj odpovedal. Na základe odporúčaní Rady a vypočutia vo výbore Európsky parlament rozhodol o predĺžení funkčného obdobia predsedu Európskeho orgánu pre bankovníctvo.

Ivan Štefanec (PPE), *písomne*. – Je to opodstatnená pozícia, ktorej predĺženie podporujem.

Davor Ivo Stier (PPE), *napisan*. – Podržavam produljenje mandata gospodinu Andrei Enriji na mjestu predsjednika Europske bankovne agencije budući da je 17. studenog 2015. Odbor za ekonomsku i monetarnu politiku održao saslušanje Andree Enrije, aktualnog predsjednika EBA-e, na kojem je dao uvodnu izjavu i potom zadovoljavajuće odgovarao na pitanja članova Odbora.

Catherine Stihler (S&D), *in writing*. – I voted in favour to extend the term of office of Andrea Enria, the incumbent Chairperson of the European Banking Authority, following his statement and replies to questions posed by fellow MEPs in the hearing in the European Parliament Committee on Economic and Monetary Affairs in November.

Dubravka Šuica (PPE), *napisan*. – Europsko nadzorno tijelo za bankarstvo (EBA) osnovano je 24. studenog 2010. godine na temelju članka 48. stavka 4. Uredbe (EU) br. 1093/2010 na prijedlog Europskog parlamenta i Vijeća. Prvog predsjednika EBA-e imenovao je Odbor nadzornika EBA-e 2011. godine nakon otvorenog selekcijskog postupka na razdoblje od pet godina. Budući je člankom 48. stavkom 4. Uredbe (EU) br. 1093/2010 predviđeno da Odbor nadzornika EBA-e može jednom produžiti mandat predsjedniku EBA-e, na osnovu navedenog 8. rujna 2015. godine Odbor nadzornika EBA-e predložio je produženje mandata gospodinu Andrei Enriji, aktualnom predsjedniku EBA-e, na sljedećih pet godina.

Podržavam prijedlog odluke Europskog parlamenta u prvom čitanju o produženju mandata gospodinu Andrei Enriji, kao predsjednika EBA-a za drugi petogodišnji mandat jer je u dosadašnjem radu pokazao predanost i razinu stručnosti potrebnu za obavljanje posla. K tome, budući se radi o relativno novom tijelu, kontinuitet u vidu produženja mandata otvara perspektivu dosljednog provođenja i ostvarenja zacrtanih ciljeva u postavljenom okviru.

Richard Sulík (ECR), *pisomne*. – Návrh na predĺženie funkčného obdobia predsedu EBA som podporil, vzhľadom na to, že súčasný predseda sa doteraz ukázal byť dostatočne kvalifikovanou osobou pre výkon tejto funkcie.

Patricija Šulin (PPE), *pisno*. – Glasovala sam za podaljšanje mandata predsjednika Evropskega bančnega organa (EBA). Odbor nadzornikov EBA je septembra letos predlagal podaljšanje mandata sedanjemu predsedniku EBA Andrei Enriji, ki je svoj mandat nastopil leta 2011, za nadaljnjih pet let. Ker je tudi uspešno preстал zaslíšanje v pristojnem odboru Evropskega parlamenta, sem podprla podaljšanje mandata.

Kay Swinburne (ECR), *in writing*. – The Chairman of the EBA has had an unprecedented amount of work to do during his first mandate due to the many level 2 measures that the EBA has drafted. Given this work is still on-going and at a crucial stage, I am happy to approve the current chairman for a second mandate in order to ensure continuity to the legislative process.

Νεοκλής Σουλκιώτης (GUE/NGL), *γραπτώς*. – Δεν στηρίζαμε τη δημιουργία των Ευρωπαϊκών Εποπτικών Αρχών (EEA) διότι διαφωνούμε με τον τρόπο λειτουργίας τους. Για τον λόγο αυτό δεν υποστηρίζαμε ούτε τον επαναδιορισμό των προέδρων.

Ελευθέριος Συναδινός (NI), *γραπτώς*. – Το συγκεκριμένο πρόσωπο δεν πληρεί τις προϋποθέσεις που απαιτούνται για την εν λόγω θέση.

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – Le Parlement s'est prononcé en faveur de la prolongation du mandat. J'ai également émis un vote favorable lors de ce scrutin.

Pavel Telička (ALDE), *in writing*. – I voted in favour of prolonging the term of office of the Chairperson of the European Banking Authority (EBA). Mr Andrea Enria was appointed to this position in 2011, and in September 2015 the Board of Supervisors of the EBA proposed to extend his term of office by another five-year term. Before taking up the Chairmanship of EBA, Mr Enria was the Head of the Regulation and Supervisory Policy Department at the Bank of Italy. He had previously served as Secretary General of the Committee of European Banking Supervisors, the predecessor of EBA, and worked in the European Central Bank.

Ruža Tomašić (ECR), *napisan*. – Glasovala sam za produženje mandata Andrei Enriji, aktualnom predsjedniku Europskog nadzornog tijela za bankarstvo (EBA), kako je i predložio Odbor nadzornika EBA-e. Naime, držim da navedeno tijelo u direktnom odnosu s predsjednikom može kvalitetno procijeniti njegove kvalifikacije i sposobnosti za obavljanje te funkcije, budući da je njegova odgovornost priprema rada Odbora te predsjedanje sastancima Odbora upravnog tijela.

Držim da zastupnici Europskog parlamenta trebaju potvrditi još jedan mandat Enriji, jer je očigledno da ga Odbor nadzornika smatra najprikladnijim kandidatom te imaju potpuno povjerenje u njegov rad na stvaranju učinkovitog okvira za jedinstveno tržište Europske unije u području bankarstva. Osim toga, ukoliko ne bude učinkovito ispunjavao svoje zadaće, nakon odluke Odbora nadzornih tijela Europski parlament ga može razriješiti njegovih dužnosti.

Romana Tomc (PPE), *pisno*. – Poročilo o podaljšanju mandata predsednika Evropskega bančnega organa (EBA) sem podprla, ker člen 48(4) Uredbe (EU) št. 1093/2010 določa, da odbor nadzornikov EBA ob upoštevanju ocene iz določbe lahko enkrat podaljša mandat predsednika EBA, po predhodni potrditvi Evropskega parlamenta.

Estefanía Torres Martínez (GUE/NGL), *por escrito*. – Dado que nos oponemos al mandato y a la actividad de estas tres agencias supervisoras, nos hemos opuesto también a la extensión del mandato de sus respectivos presidentes.

István Ujhelyi (S&D), *írásban*. – Az 1093/2010/EU rendelet szerint az EBH felügyeleti tanácsa – az e rendelkezésben hivatkozott értékelést figyelembe véve – egy alkalommal meghosszabbíthatja az elnök megbízatását, az Európai Parlament megerősítésétől függően. A jelentéstevő Andrea Enria, az EBH elnöke hivatali idejének újabb öt éves időszakra történő meghosszabbítására tett javaslatot. Szavazatommal támogattam.

Miguel Urbán Crespo (GUE/NGL), *por escrito*. – Dado que nos oponemos al mandato y a la actividad de estas tres agencias supervisoras, nos hemos opuesto también a la extensión del mandato de sus respectivos presidentes.

Ivo Vajgl (ALDE), *in writing*. – I voted in favour because I approve the proposal for the extension of the term of office of Andrea Enria as Chairperson of the EBA by another five-year term. The European Banking Authority (EBA) is an independent EU Authority which works to ensure effective and consistent prudential regulation and supervision across the European banking sector. Its overall objectives are to maintain financial stability in the EU and to safeguard the integrity, efficiency and orderly functioning of the banking sector. This authority plays an important and responsible role and after the hearing with Andrea Enria, the incumbent Chairperson of the EBA, at which he made an opening statement and then responded to questions from the members of the Committee on Economic and Monetary Affairs and after a careful evaluation, I believe the approval was justified.

Ramón Luis Valcárcel Siso (PPE), *por escrito*. – Teniendo en cuenta que la Autoridad Bancaria Europea ha propuesto extender el mandato del señor Enria y que la Comisión de Asuntos Económicos y Monetarios ha aprobado dicha propuesta, considero necesario votar a favor de dicha decisión.

Hilde Vautmans (ALDE), *schriftelijk*. – Ik stemde voor de vijfjarige verlenging van het mandaat van de voorzitter van de Europese Bankautoriteit, omdat dit mij de meest gepaste keuze leek.

Miguel Viegas (GUE/NGL), *por escrito*. – Trata-se de uma prorrogação de mandato para o cargo de presidente de uma instituição que foi criada no quadro de um processo de integração económica com o qual não concordamos. Nada temos contra a pessoa em si, nem é para nós relevante opinar sobre as suas qualidades pessoais e profissionais.

Estamos certos de que irá desempenhar fielmente as funções para as quais estará mandatado, ou sejam, contribuir para consolidar o domínio de classe do setor financeiro e dos grandes grupos económicos que mandam efetivamente nesta UE.

Harald Vilimsky (ENF), *schriftlich*. – Es gibt keine Einwände gegen den bisherigen Vorsitz. Ich stimme diesem Bericht zu.

Marco Zanni (EFDD), *per iscritto*. – Alla fine del 2010 è stato creato un sistema di vigilanza microprudenziale a livello europeo, composto dall'Autorità bancaria europea (EBA, con sede a Londra), dall'Autorità europea degli strumenti finanziari e dei mercati (ESMA, con sede a Parigi) e dall'Autorità europea delle assicurazioni e delle pensioni aziendali e professionali (EIOPA, con sede a Francoforte). Nel 2011 sono stati nominati i Presidenti delle tre Authority, per un mandato di 5 anni rinnovabile una sola volta. Il consiglio dell'autorità bancaria europea ha proposto di rinnovare il mandato ad Andrea Enria. La commissione ECON del Parlamento europeo ha solamente svolto un'audizione del candidato, e successivamente ha votato, la scorsa settimana, il rinnovo del mandato ad ampissima maggioranza.

Ho votato contro, in primo luogo per un metodo di rinnovo quasi automatico e privo di vere motivazioni; inoltre il ruolo e il valore di queste Autorità si è dimostrato sino ad oggi piuttosto marginale, e quindi proseguire nel solco di 5 anni poco soddisfacenti non appare sicuramente la decisione migliore che si potesse prendere.

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – O primeiro presidente da EBA foi nomeado em 2011, para um mandato de cinco anos. A EBA faz parte do Sistema Europeu de Supervisão Financeira (SESF).

A EBA tem por objetivo expresso assegurar uma regulamentação e uma supervisão prudenciais coerentes e eficazes em todo o setor bancário europeu. Neste sentido, visa identificar vulnerabilidades a fim de poder reparar o setor bancário e aumentar a confiança no mesmo.

Criando a ilusão de que os problemas que estiveram na origem da crise financeira de 2007/2008 estão resolvidos, o SESF não alterou a questão de fundo da especulação financeira, já que não pôs cobro aos mercados de derivados e aos paraísos fiscais e não instituiu a separação da banca comercial da de investimento. A História encarregar-se-á de mostrar que de pouco valeu a criação destas autoridades europeias.

Milan Zver (PPE), *pisno*. – Podpiram sklep Evropskega Parlamenta o podaljšanju mandata Andree Enrie za predsednika Evropskega bančnega organa (EBA), ker je g. Enria uspešno odgovoril na vsa vprašanja in pomisleke članov Odbora za ekonomske in monetarne zadeve.

12.2. Extension of the term of office of the Chairperson of the European Insurance and Occupational Pensions Authority (EIOPA) (A8-0348/2015 - Roberto Gualtieri)

Written explanations of vote

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado en contra del presente informe debido a que supone incrementar el mandato del presidente para garantizar la continuidad del funcionamiento de la Autoridad Europea de Seguros y Pensiones de Jubilación. No podemos sancionar de manera positiva la gestión de esta Autoridad debido a que es una pieza fundamental del Sistema Europeo de Supervisión Financiera. Este Sistema implica una cesión de soberanía en el ámbito de la supervisión financiera hacia autoridades que carecen de un verdadero control democrático, lo que resulta en una supervisión financiera diseñada según los intereses de las grandes compañías del sector financiero. Resulta fundamental regular el sector para garantizar los intereses de las clases trabajadoras europeas, y el actual mandato de Gabriel Bernardino ha demostrado no blindar y extender los sistemas públicos de pensiones que puedan servir a los intereses de los europeos. Es por todo esto por lo que he decidido votar en contra del presente informe.

Marie-Christine Arnautu (ENF), *par écrit*. – Ce rapport propose de reconduire dans ses fonctions le président de l'AEAPP (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles) pour une période de cinq ans. Je me suis abstenue, la présidence de Gabriel Bernardino n'appelant pas de commentaire particulier.

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. – This vote was taken by secret ballot. However, in the interests of democracy I should confirm for the benefit of my constituents that I voted against.

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – 2015 m. rugsėjo 30 d. EIOPA Priežiūros taryba pateikė pasiūlymą pratęsti dabartinio EIOPA pirmininko Gabrielio Bernardino kadenciją dar penkeriems metams. 2015 m. lapkričio 17 d. Ekonomikos ir pinigų politikos komitetas surengė klausymą su dabartiniu EIOPA pirmininku Gabrieliu Bernardino, per kurį pirmininkas pasakė įžanginę kalbą ir atsakė į komiteto narių pateiktus klausimus. Pritariu pasiūlymui pratęsti EIOPA pirmininko Gabrielio Bernardino kadenciją dar penkeriems metams.

Nicolas Bay (ENF), *par écrit*. – Les trois rapports déposés par Roberto Gualtieri ont pour objet le renouvellement pour cinq ans des mandats des présidents des trois agences sous le contrôle de la commission ECON: l'Agence bancaire européenne (ABE), l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) et l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (AEAPP).

Si j'ai voté pour la prolongation du mandat de l'actuel président de l'Autorité bancaire européenne (ABE), j'ai préféré m'abstenir pour la prolongation du mandat de Gabriel Bernardino à la tête de l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (AEAPP, EIOPA en anglais).

Hugues Bayet (S&D), *par écrit*. – Gabriel Bernardino, président en exercice de l'AEAPP, a été nommé en 2011 pour un mandat de 5 ans.

Conformément au prescrit réglementaire, le conseil des autorités de surveillance de l'AEAPP peut proposer une fois la prolongation de 5 ans du mandat du président moyennant confirmation du Parlement européen.

Cette demande a été faite et la commission des affaires économiques et monétaires, après audition de l'intéressé, a rendu un avis très largement positif. J'ai approuvé cette prolongation.

Xabier Benito Ziluaga (GUE/NGL), *por escrito*. – Dado que nos oponemos al mandato y a la actividad de estas tres agencias supervisoras, nos hemos opuesto también a la extensión del mandato de sus respectivos presidentes.

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE), *por escrito*. – He votado a favor del informe sobre la prórroga del mandato del presidente de la Autoridad Europea Bancaria de Seguros y Pensiones de Jubilación. Fue designado tras un procedimiento de selección abierto y la Junta de Supervisores de la Autoridad propuso prorrogar su mandato para que siga trabajando en la misma y se construya una verdadera Autoridad Europea Bancaria de Seguros y Pensiones de Jubilación.

Dominique Bilde (ENF), *par écrit*. – J'ai préféré m'abstenir sur ce rapport qui concernait la prolongation du mandat du président de l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles.

Certes, M. Bernardino semble se conformer aux objectifs fixés par l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles et son mandat n'appelle pas de commentaire particulier. Cependant, je récusé le rôle joué par cette agence qui se donne actuellement pour principal objectif l'harmonisation à l'échelon européen.

Mara Bizzotto (ENF), *per iscritto*. – Sebbene nessun elemento oggettivo possa motivare la mia opposizione al rinnovo di Gabriel Bernardino come presidente dell'Autorità europea delle assicurazioni e delle pensioni aziendali e professionali, mi sono opposta a questo provvedimento per manifestare il mio dissenso nei confronti delle politiche economiche delle Istituzioni europee.

José Blanco López (S&D), *por escrito*. – He dado mi apoyo a la prórroga del mandato de Gabriel Bernardino como presidente de la Autoridad Europea de Seguros y Pensiones de Jubilación por otros cinco años considerando el apoyo recibido por parte de la Comisión de Asuntos Económicos y Monetarios del Parlamento Europeo tras su comparecencia el pasado 17 de noviembre y tras haber superado el escrutinio realizado por los miembros de la citada comisión.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Balsavau dėl šio pranešimo, nes juos Parlamentas pritarė Europos draudimo ir profesinių pensijų institucijos (EIOPA) pirmininko kadencijos pratęsimui. EIOPA pirmininką EIOPA Priežiūros taryba paskyrė 2011 m., surengus atviros atrankos procedūrą, penkerių metų kadencijai, kuri gali būti vieną kartą pratęsta, jei tam pritaria Europos Parlamentas. 2015 m. rugsėjo 30 d. EIOPA Priežiūros taryba pateikė pasiūlymą pratęsti dabartinio EIOPA pirmininko Gabrielio Bernardino kadenciją dar penkeriems metams ir atitinkamai apie tai pranešė Europos Parlamentui, todėl Parlamentas kadencijos pratęsimui pritarė.

Franc Bogovič (PPE), *pisno*. – Podprl sem tudi predlagano podaljšanje mandata predsednika Evropskega organa za zavarovanja in poklicne pokojnine (EIOPA), in sicer na podlagi ugotovitev odbora nadzornikov EBA in njihovega predloga za podaljšanje mandata dosedanjemu predsedniku EIOPA Gabrielu Bernardinu za nadaljnjih pet let. G. Bernardino je svoje dosedanje delo opravljal zelo kvalitetno, s svojim delom me je prepričal, zato nimam razloga, da mu ne bi zaupal še nadaljnjih pet let.

Steeve Briois (ENF), *par écrit*. – Ce rapport a pour objet le renouvellement pour cinq ans du mandat du président de l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles, qui est un organe consultatif indépendant auprès du Parlement européen. L'AEAPP a pour principal objectif d'améliorer la protection des assurés et des bénéficiaires des régimes de retraite.

Je me suis abstenu sur cette proposition au regard du profil de l'actuel président.

Daniel Buda (PPE), *în scris*. – Susțin raportul referitor la prelungirea mandatului actualului președinte al Autorității Europene de Asigurări și Pensii Ocupaționale (AEAPO), mai precis al domnului Gabriel Bernardino, deoarece renumirea acestuia în funcția de conducere conferă instituției un cadru continuu în ceea ce privește modalitatea de conducere, neexistând posibilitatea apariției de sincope.

EIOPA are ca responsabilități de bază sprijinirea stabilității sistemului financiar, transparenței piețelor și produselor financiare, precum și protecția consumatorilor de asigurări și a membrilor și beneficiarilor schemelor de pensii private.

Gianluca Buonanno (ENF), *per iscritto*. – Il primo presidente dell'EIOPA è stato designato nel 2011 con un mandato quinquennale. Il consiglio delle autorità di vigilanza dell'EIOPA può rinnovare il mandato di Gabriel Bernardino, attualmente in carica, per altri cinque anni. È chiaro che, da parte nostra, più che per una posizione critica nei confronti dell'attuale presidente, ciò che determina la nostra scelta di voto è l'orientamento critico che caratterizza la nostra delegazione e l'intero gruppo di cui facciamo parte. La nostra posizione, assolutamente contraria alle politiche economiche delle Istituzioni europee, non può che vederci contrari al rinnovo della carica in questione.

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. – Oggi ho votato a favore della proposta sul rinnovo del mandato del presidente dell'Autorità europea delle assicurazioni e delle pensioni aziendali e professionali (EIOPA).

Ritengo che il lavoro del dott. Bernardino riscontri una valutazione positiva del lavoro e dei risultati conseguiti nei cinque anni trascorsi, oltre che sulle prospettive e i piani dell'organizzazione per il futuro.

Un giudizio positivo condiviso anche dal comitato direttivo dell'Autorità europea delle assicurazioni e delle pensioni, che ha deciso di riconfermare il dott. Gabriel Bernardino come presidente dell'organizzazione per un nuovo mandato di cinque anni.

Matt Carthy (GUE/NGL), *in writing*. – I voted against the extension of the term of office of the Chairperson of the European Insurance and Occupational Pensions Authority (EIOPA). A number of these regulatory bodies were set up after the financial crash, the stated aim being to regulate the financial markets so that another financial crash would not happen. Of course, robust regulation is required but there are critical concerns with these bodies. There is a huge democratic deficit running through these bodies and moreover, a number of legal concerns have been voiced. The bodies have very fragile legal foundations and a number of legal experts have stated that the setting up of such bodies was done outside of the confines of EU Treaty Law. To explain simply, when an EU body is being set up, you have to first go back to the primary treaties which founded the EU and look at the Treaty provisions. If there is no provision in the Treaty to set up such an initiative, then it can be declared as *ultra vires* i.e. be outside of EU law and have no legal foundation. Therefore, it was for these reasons that I voted against the extension of the EIOPA.

David Casa (PPE), *in writing*. – I voted in favour of the extension of the term of office of Gabriel Bernardino as the Chairperson of the European Insurance and Occupational Pensions Authority following his hearing in the Committee of the Economic and Monetary Affairs. The evaluation of his work was positive and the Board of Directors of EIOPA was also satisfied with Mr Bernardino keeping his post.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. – Come per il rinnovo della presidenza delle altre due Autorità, ritengo che il tutto sia avvenuto in modo troppo frettoloso, dando per scontato il rinnovo. Mi sono quindi espresso negativamente in merito.

Λευτέρης Χριστοφόρου (PPE), *γραπτώς*. – Λαμβάνοντας υπόψη ότι ο πρώτος πρόεδρος της ΕΑΑΕΣ διορίστηκε από το συμβούλιο εποπτών της ΕΑΑΕΣ το 2011, μετά από ανοικτή διαδικασία επιλογής, για περίοδο πέντε ετών, σύμφωνα με το άρθρο 48 παράγραφος 2 του κανονισμού (ΕΕ) αριθ. 1094/2010, λαμβάνοντας υπόψη ότι το άρθρο 48 παράγραφος 4 του κανονισμού (ΕΕ) αριθ. 1094/2010 προβλέπει ότι το συμβούλιο εποπτών της ΕΑΑΕΣ, αφού συνεκτιμήσει την αποτίμηση που αναφέρεται στην εν λόγω διάταξη, μπορεί να παρατείνει τη θητεία του προέδρου της ΕΑΑΕΣ άπαξ, με την επιφύλαξη επικύρωσης από το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο και, τέλος, λαμβάνοντας υπόψη ότι στις 30 Σεπτεμβρίου 2015 το συμβούλιο εποπτών της ΕΑΑΕΣ πρότεινε να παραταθεί η θητεία του κ. Gabriel Bernardino, προέδρου της ΕΑΑΕΣ, για μία ακόμη πενταετία, ενημερώνοντας σχετικά το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο, στηρίζουμε την απόφαση για παράταση της θητείας.

Κώστας Χρυσόγονος (GUE/NGL), γραπτώς. – Η πρόταση παράτασης της θητείας του προέδρου της Ευρωπαϊκής Αρχής Ασφαλίσεων και Επαγγελματικών Συντάξεων αποτελεί μια τυπική διαδικασία χωρίς ιδιαίτερες προεκτάσεις. Καθώς όμως ήμουν εξ αρχής αντίθετος με τη δημιουργία και λειτουργία της συγκεκριμένης αρχής, προτίμησα να απέχω από την ψηφοφορία της συγκεκριμένης πρότασης.

Salvatore Cicu (PPE), *per iscritto*. – Ho votato a favore della riconferma del mandato di Gabriel Bernardino come presidente dell'EIOPA per altri cinque anni. Inoltre ho ritenuto esaustiva l'audizione avvenuta il 17 novembre 2015 nel corso della quale Bernardino ha rilasciato una dichiarazione preliminare e ha risposto a tutte le domande rivolte dai membri della commissione.

Alberto Cirio (PPE), *per iscritto*. – Ho votato a favore della relazione poiché considerando che il consiglio delle autorità di vigilanza dell'ABE ha proposto di rinnovare il mandato di Andrea Enria, presidente in carica dell'ABE, di altri cinque anni, e ne ha informato il Parlamento europeo. Inoltre tenuto conto che il mandato del presidente dell'ABE può essere rinnovato una volta, con riserva di conferma da parte del Parlamento europeo, colgo infine l'occasione per fare i miei complimenti e auguri di buon lavoro per l'importante incarico che svolgerà, come al solito, con grande impegno.

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – Mi congratulo per la rinomina del mandato del presidente dell'EIOPA Gabriel Bernardino, augurandogli un buon lavoro che condurrà sicuramente ad ottimi risultati.

Therese Comodini Cachia (PPE), *in writing*. – I voted in favour on the basis of a positive recommendation on 30 September 2015 by the Board of Supervisors of the EIOPA proposing the extension of the term of office of Gabriel Bernardino, the incumbent Chairperson of the EIOPA by another five-year term, following response to questions from the members of the Economic and Monetary Affairs Committee on 17 November 2015. The Board of Supervisors of the EIOPA is best placed to judge the competence of the person and alternative scenarios.

Ignazio Corrao (EFDD), *per iscritto*. – Alla fine del 2010 è stato creato un sistema di vigilanza microprudenziale a livello europeo, composto dall'Autorità bancaria europea (EBA, con sede a Londra), dall'Autorità europea degli strumenti finanziari e dei mercati (ESMA, con sede a Parigi) e dall'Autorità europea delle assicurazioni e delle pensioni aziendali e professionali (EIOPA, con sede a Francoforte).

Nel 2011 sono stati nominati i presidenti delle tre *Authority*, per un mandato di 5 anni rinnovabile una sola volta. I rispettivi consigli delle autorità di vigilanza hanno proposto di rinnovare il mandato sia ad Andrea Enria (EBA), che a Gabriel Bernardino (EIOPA) ed anche a Steven Maijoor (ESMA).

La commissione ECON del Parlamento europeo ha solamente svolto un'audizione dei candidati, e successivamente ha votato la scorsa settimana il rinnovo del mandato per tutti e tre ad ampissima maggioranza. Noi abbiamo votato contro, in primo luogo per un metodo di rinnovo quasi automatico e privo di vere motivazioni; inoltre il ruolo e il valore di queste Autorità si è dimostrato sino ad oggi piuttosto marginale, e quindi proseguire nel solco di 5 anni poco soddisfacenti non appare sicuramente la decisione migliore che si potesse prendere.

Quindi anche oggi il mio voto è negativo.

Javier Couso Permyu (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado en contra del presente informe debido a que supone incrementar el mandato del presidente para garantizar la continuidad del funcionamiento de la Autoridad Europea de Seguros y Pensiones de Jubilación. No podemos sancionar de manera positiva la gestión de esta Autoridad debido a que es una pieza fundamental del Sistema Europeo de Supervisión Financiera. Este Sistema implica una cesión de soberanía en el ámbito de la supervisión financiera hacia autoridades que carecen de un verdadero control democrático, lo que resulta en una supervisión financiera diseñada según los intereses de las grandes compañías del sector financiero. Resulta fundamental regular el sector para garantizar los intereses de las clases trabajadoras europeas, y el actual mandato de Gabriel Bernardino ha demostrado no blindar y extender los sistemas públicos de pensiones que puedan servir a los intereses de los europeos. Es por todo esto por lo que he decidido votar en contra del presente informe.

Pál Csáky (PPE), írásban. – A frankfurti székhelyű Európai Biztosítás- és Foglalkoztatónyugdíj-hatóság (EIOPA) 2010-ben jött létre a biztosítási ágazat destabilizálódása kockázatának megelőzése céljából. Az EIOPA elősegíti a nemzeti hatóságok közötti együttműködést, és biztosítja a biztosítási és foglalkoztatónyugdíj ágazatokra vonatkozó uniós jogszabályok következetes alkalmazását az EU-tagállamokban. Az EIOPA felügyeleti tanácsa 2015 szeptemberében javasolta Gabriel Bernardino, az EIOPA hivatalban lévő elnöke hivatali idejének újabb öt évre történő meghosszabbítását, és javaslatáról tájékoztatta az Európai Parlamentet.

A Parlament Gazdasági és Monetáris Bizottsága (ECON) meghallgatta az EIOPA hivatalban lévő elnökét és jelentést fogadott el a hivatal jelenlegi elnöke hivatali idejének meghosszabbításáról. Az ECON-jelentés értelmében az EP plenáris ülése elfogadta az EIOPA elnöke hivatalának öt évre szóló meghosszabbítását. Szavazatommal támogattam a jelentést.

Miriam Dalli (S&D), in writing. – I voted in favour of the reappointment of the Chairperson of the European Insurance and Occupational Pensions Authority. In 2011, Gabriel Bernardino was selected to be the Chairperson of the European Insurance and Occupational Pensions Authority for five years. I voted in favour of extending his mandate for another five years. Prior to the vote Parliament invited Bernardino to the Committee on Economic Affairs in November where no major issues came up.

Michel Dantin (PPE), par écrit. – Ce rapport propose l'avis positif du Parlement européen à la prolongation du mandat du président de l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (AEAPP), Gabriel BERNARDINO, pour une nouvelle période de cinq ans.

Selon les règles européennes, le président de l'AEAPP est élu par le Conseil de l'autorité de surveillance. Ce dernier est également habilité à reconduire le président dans ses fonctions pour un mandat supplémentaire, ce qui requiert au préalable une évaluation et l'approbation du Parlement européen.

Le 17 novembre dernier, les membres du Parlement européen ont auditionné le président candidat. Étant donné que celui-ci a répondu aux attentes des eurodéputés, je soutiens ce rapport qui est favorable à la prolongation de son mandat.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI), γραπτώς. – Καταψηφίζουμε την παράταση της θητείας διότι το συγκεκριμένο πρόσωπο δεν πληροί τις προϋποθέσεις που απαιτούνται για την εν λόγω θέση.

Luke Ming Flanagan (GUE/NGL), in writing. – I voted against as I believe this position should not exist in the first place.

Monika Flašíková Beňová (S&D), písomne. – Podporujem predĺženie funkčného obdobia predsedu Európskeho orgánu pre poisťovníctvo a dôchodkové poistenie zamestnancov.

Λάμπρος Φουντούλης (NI), γραπτώς. – Καταψηφίζω την παράταση της θητείας του προέδρου της Ευρωπαϊκής Αρχής Ασφαλίσεων και Επαγγελματικών Συντάξεων (EIOPA) διότι το συγκεκριμένο πρόσωπο δεν πληροί τις προϋποθέσεις που απαιτούνται για την εν λόγω θέση.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D), in writing. – Having regard to the proposal of the Board of Supervisors of the European Insurance and Occupational Pensions Authority (EIOPA) of 30 September 2015 to extend the term of office of the Chairperson of the EIOPA by another five-year term (C8-0314/2015) and following the ECON hearing, I support the extension of the term of office of Gabriel Bernardino as Chairperson of the EIOPA.

Ildikó Gáll-Pelcz (PPE), írásban. – Az EIOPA első elnökét 2011-ben nyílt pályázati eljárást követően az EIOPA felügyeleti tanácsa nevezte ki ötéves hivatali időre, az 1094/2010/EU rendelet 48. cikke (2) bekezdésének megfelelően; mivel az 1094/2010/EU rendelet 48. cikkének (4) bekezdése úgy rendelkezik, hogy az EIOPA felügyeleti tanácsa – az e rendelkezésben hivatkozott értékelést figyelembe véve – egy alkalommal meghosszabbíthatja az elnök megbízását, az Európai Parlament megerősítésétől függően; mivel az EIOPA felügyeleti tanácsa 2015. szeptember 30-án javasolta Gabriel Bernardino, az EIOPA hivatalban lévő elnöke hivatali idejének újabb öt évre történő meghosszabbítását, és ennek megfelelően tájékoztatta az Európai Parlamentet; mivel 2015. november 17-én a Gazdasági és Monetáris Bizottság meghallgatta Gabriel Bernardinót, az EIOPA hivatalban lévő elnökét, aki nyitóbeszédet mondott, majd válaszolt a bizottság tagjai által feltett kérdésekre.

Jóváhagyja a Gabriel Bernardino, az EIOPA elnöke hivatali idejének újabb öt éves időszakra történő meghosszabbítására irányuló javaslatot és utasítja elnökét, hogy továbbítsa ezt a határozatot a Tanácsnak, a Bizottságnak, az EIOPA-nak, valamint a tagállamok kormányainak.

A fentiek értelmében szavazatommal támogattam az Európai Biztosítás- és Foglalkoztatóinyugdíj-hatóság (EIOPA) elnöke hivatali idejének meghosszabbításáról szóló jelentést.

Francesc Gambús (PPE), *por escrito*. – He votado a favor de la prórroga del mandato del presidente de la Autoridad Europea de Seguros y Pensiones de Jubilación (AESPJ) considerando que fue nombrado por la Junta de Supervisores de la AESPJ en 2011, tras un procedimiento de selección abierto, y considerando que la Junta de Supervisores de la AESPJ propuso prorrogar por otros cinco años el mandato de Gabriel Bernardino.

Arne Gericke (ECR), *schriftlich*. – Ich habe für die Verlängerung der Amtszeit des Vorsitzenden der Europäischen Aufsichtsbehörde für das Versicherungswesen und die betriebliche Altersversorgung (EIOPA) gestimmt, da ich die Personalbesetzung und eine stringente Fortführung der Arbeit für richtig und wichtig halte.

Jens Gieseke (PPE), *schriftlich*. – Nach eingehender Prüfung habe ich der Verlängerung der Amtszeit des Vorsitzenden der Europäischen Aufsichtsbehörde für das Versicherungswesen und die betriebliche Altersvorsorge zugestimmt.

Neena Gill (S&D), *in writing*. – Given the satisfactory results of the hearing on 17 November 2015 in the Committee on Economic and Monetary Affairs with Gabriel Bernardino, I decided to give my support to the extension of the term of office of the Chairperson of the European Insurance and Occupational Pensions Authority (EIOPA).

Tania González Peñas (GUE/NGL), *por escrito*. – Dado que nos oponemos al mandato y a la actividad de estas tres agencias supervisoras, nos hemos opuesto también a la extensión del mandato de sus respectivos presidentes.

Theresa Griffin (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the reappointment of the Chairperson of the European Insurance and Occupational Pensions Authority. In 2011, Gabriel Bernardino was selected to be the Chairperson of the European Insurance and Occupational Pensions Authority for five years. I voted in favour of extending his mandate for another five years. Prior to the vote Parliament invited Bernardino to the Committee on Economic Affairs in November where no major issues came up.

Nathan Gill (EFDD), *in writing*. – Secret Ballot! Why oh why do the EU fear transparency? We voted against!

Antanas Guoga (ALDE), *in writing*. – I have voted, having regard to the proposal of the Board of Supervisors of the European Insurance and Occupational Pensions Authority (EIOPA) of 30 September 2015, to extend the term of office of the Chairperson of the EIOPA by another five-year term (C8-0314/2015)

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL), *γραφτως*. – Δεδομένου ότι δεν στηρίζαμε τη δημιουργία των Ευρωπαϊκών Εποπτικών Αρχών (EEA) δεν πρόκειται να υποστηρίξουμε ούτε τον επαναδιορισμό των προέδρων.

Brian Hayes (PPE), *in writing*. – I chose to vote for this report because approving the proposal for the extension of the term of office of Gabriel Bernardino as Chairperson of the EIOPA by another five-year term is in my view the correct decision.

Cătălin Sorin Ivan (S&D), *in writing*. – I have voted in favour of the extension of the term of office of the Chairperson of the European Insurance and Occupational Pensions Authority (EIOPA).

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan*. – Glasao sam za prijedlog odluke Europskog parlamenta o produženju mandata predsjedniku Europskog nadzornog tijela za osiguranje i strukovno mirovinsko osiguranje (EIOPA) jer smatram da je dosadašnji rad gospodina Bernardina opravdao još jedan mandat od pet godina, na čelu EIOPA-e.

Saslušanje gospodina Bernardina u Odboru za ekonomsku i monetarnu politiku Europskog parlamenta donijelo je pozitivnu procjenu njegovog rada, dok je Odbor nadzornika EIOPA svoje imenovanje izvršio u skladu s člankom 48. stavkom 4., Uredbe (EU) br. 1094/2010, te nastavno tome podržavam produženje mandata.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport de mon collègue Roberto Gualtieri sur la prolongation du mandat du président de l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles.

Le président de l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles a en effet apporté pleine satisfaction lors de son audition par la commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen. Cette commission a ensuite approuvé la prolongation, possible une seule fois, de son mandat pour cinq ans. Celle-ci a donc été votée par le Parlement européen en séance plénière suivant l'avis de cette commission.

Ce rapport a été adopté à une large majorité, ce dont je me félicite.

Barbara Kappel (ENF), *schriftlich*. – Es gibt nichts gegen den bisherigen Vorsitz einzuwenden, sodass ich für die Verlängerung des Mandats stimme.

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. – Il 30 settembre 2015 il consiglio delle autorità di vigilanza dell'Autorità europea delle assicurazioni e delle pensioni aziendali e professionali (EIOPA) ha proposto di rinnovare il mandato di Gabriel Bernardino, presidente in carica dell'EIOPA. Ho deciso di dare il mio voto favorevole per assicurare la continuità necessaria a garantire la massima efficienza delle funzioni di questo ente, che sotto la direzione del presidente Bernardino ha raggiunto ottimi livelli. Concludo congratulandomi con il presidente per la sua rielezione e augurandogli buon lavoro.

Marine Le Pen (ENF), *par écrit*. – Pour l'AEAPP, nous votons l'abstention, le profil du président actuel, Gabriel Bernardino, n'appelant pas de commentaire particulier.

Javi López (S&D), *por escrito*. – Voté a favor ya que, tras la audiencia en comisión, en el Grupo S&D consideramos necesario extender el mandato del presidente de la Autoridad Europea de Seguros y Pensiones de Jubilación (AESPJ), lo que fue aprobado por amplia mayoría del resto de los Grupos políticos.

Antonio López-Istúriz White (PPE), *por escrito*. – Este informe nace debido a la necesidad de aprobación de la decisión de la Junta de Supervisores de la Autoridad Europea de Seguros y Pensiones de Jubilación (AESPJ), del 30 de septiembre de 2015, de prorrogar el mandato del presidente en ejercicio de la Autoridad Europea de Seguros y Pensiones de Jubilación.

El primer presidente de la AESPJ fue designado por la Junta de Supervisores de la AESPJ en 2011, tras un procedimiento de selección abierto, para un mandato de cinco años. El artículo 48, apartado 2, del Reglamento (UE) n.º 1094/2010 establece que la Junta de Supervisores de la AESPJ puede prorrogar una vez el mandato del presidente de la AESPJ, con sujeción a la ratificación del Parlamento.

La Junta de Supervisores propuso la renovación y, el 17 de noviembre de 2015, la Comisión de Asuntos Económicos y Monetarios celebró una audiencia con Gabriel Bernardino, actual presidente de la AESPJ, en la que este realizó una declaración preliminar y, a continuación, respondió a las preguntas de los miembros de la comisión.

Dado que hay un consenso en cuanto a la actuación del presidente, voto favorablemente la propuesta de prorrogar el mandato de Gabriel Bernardino como presidente de la AESPJ por otros cinco años.

Ivana Maletić (PPE), *napisan*. – Nadzorni odbor Europskog nadzornog tijela za osiguranje i strukovno mirovinsko osiguranje (EIOPA) predložio je produženje mandata predsjedniku EIOPA-e Gabrielu Bernardinu, aktualnom predsjedniku EIOPA-e, na pet godina. Glavna zadaća EIOPA-e je doprinijeti stabilnosti financijskog sustava EU-a kroz osiguranje integriteta, transparentnosti, učinkovitosti i urednog djelovanja financijskih tržišta. Podržala sam produženje mandata predsjedniku Europskog nadzornog tijela za osiguranje i strukovno mirovinsko osiguranje (EIOPA), Gabrielu Bernardinu.

Andrejs Mamikins (S&D), *rakstiski*. – Līdzīgi gandrīz 5 pilnus gadus atpakaļ izveidotajai Eiropas Banku iestādei, Eiropas Apdrošināšanas un aroda pensiju iestādi nodibināja 2011. gada sākumā caur Eiropas Apdrošināšanas un fondēto pensiju uzraudzītāju komitejas reformēšanu un tās pilnvaru pārņemšanu. Un, tāpat kā EBI, tās uzdevums ir sekmēt Eiropas Savienības finansiālo stabilitāti. Tas pats, izejot no iestādes nosaukuma, attiecas arī uz mūsu kopienas apdrošināšanas un pensiju jomām.

Tā kā gandrīz ik gadu dabas katastrofu, dažādu incidentu un citu nelaimju skaits Eiropā diemžēl paaugstinās, it īpaši vasaras mēnešos, savukārt pensiju jomas stabilitāte ir nenoliedzami svarīga jebkurā valstī ar pašas pensiju sistēmas esamību (ir tādas, kur to joprojām nav), EAAP darbībai jābūt efektīvai, caurredzamai un secīgai. Ņemot vērā, ka pēdējo piecu gadu laikā Gabriels Bernardino pietiekami veiksmīgi pildīja savus pienākumus un, pamatojoties uz šīs ES struktūrvienības statūtiem, viņa darba termiņu var pagarināt vēl uz vienu mandātu, bija loģiski to izdarīt.

Νότης Μαρτιάς (ECR), *γραπτώς*. – Καταψηφίζω την έκθεση διότι δεν συμφωνώ με την παράταση της θητείας του προέδρου της Ευρωπαϊκής Αρχής Ασφαλίσεων και Επαγγελματικών Συντάξεων.

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted to approve the proposal for the extension of the term of office of Gabriel Bernardino as Chairperson of the EIOPA by another five-year term.

Dominique Martin (ENF), *par écrit*. – Je me suis abstenu sur ce rapport qui concernait la prolongation du mandat du président de l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (AEAPP).

Le président, M. Bernardino, semble se conformer aux objectifs fixés par l'AEAPP et son mandat n'appelle pas de commentaire particulier. Cependant, nous nous opposons fondamentalement au rôle joué par cette agence qui œuvre en faveur de l'harmonisation à l'échelon européen.

Barbara Matera (PPE), *per iscritto*. – Il Consiglio delle autorità di vigilanza dell'Autorità europea delle assicurazioni e delle pensioni aziendali e professionali (EIOPA), del 30 settembre 2015, propone di rinnovare il mandato del presidente dell'EIOPA per ulteriori cinque anni. Il relatore approva questa decisione e con mio voto favorevole aderisco a tale proposta, richiamando l'articolo 48, paragrafo 4, del regolamento (UE) n. 1094/2010 del Parlamento europeo e del Consiglio, del 24 novembre 2010, che, per l'appunto, concede all'Autorità in questione la possibilità di rinnovare il mandato del suo presidente.

Georg Mayer (ENF), *schriftlich*. – Es gibt keine Einwände gegen den bisherigen Vorsitz. Ich stimme diesem Bericht zu.

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – L'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (AEAPP) a été créée en 2011 à la suite de la crise financière de 2008 et de la mise à jour de défaillances en matière de surveillance financière.

Cette instance regroupe, pour le domaine des assurances, l'ensemble des autorités de contrôle des États participants dans le cadre de la réforme appelée Solvabilité II. Elle transmet à la Commission européenne ses recommandations en matière de méthodologie pour le calcul des risques de primes et des réserves en assurance dommages et santé. Elle a pour objectif de sauvegarder la stabilité et l'efficacité du système financier et de favoriser la protection des assurés, des affiliés aux régimes de pension et des bénéficiaires.

Dans les faits, elle vise surtout à «lever les barrières inutiles à l'investissement», ce qui, à mes yeux, est l'exact contraire de sa mission. Les entreprises du secteur, elles-mêmes, critiquent le fait que les entreprises d'exploitation d'actifs d'infrastructures ne soient pas surveillées dans ce cadre.

Gabriel Bernardino, mathématicien portugais, en est le président depuis 2011 après avoir exercé au sein de l'Instituto de Seguros do Portugal (ISP). Au vu des résultats obtenus jusqu'alors, je vote contre la prolongation de son mandat.

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – O Conselho de Supervisores da Autoridade Europeia dos Valores Mobiliários e dos Mercados (ESMA) apresentou, a 24 de Setembro de 2015, uma proposta para prorrogar o mandato do presidente da ESMA por mais cinco anos.

O Parlamento Europeu votou favoravelmente a proposta e eu acompanhei o sentido de voto concordante com a proposta de prorrogação do mandato.

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. – Following on from the Board of Supervisors of the EIOPA's proposal to extend Gabriel Bernardino's term of office, as well as his successful hearing before the ECON Committee, I was happy to support this extension.

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – La crise financière de 2008 a démontré les nombreuses défaillances du système financier européen. Un des éléments fut le secteur des assurances.

L'Union européenne voulant renforcer la stabilité de ce secteur a mis en place l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles. Il s'agit d'un organe coordonnant les autorités nationales et qui établit des normes réglementaires et techniques pour les compagnies et intermédiaires d'assurance.

Gabriel Bernardino a présidé cette agence depuis sa création. Après une audition dans la commission compétente, nous avons approuvé son renouvellement pour cinq années de plus.

Miroslav Mikolášik (PPE), *písomne*. – Rada orgánov dohľadu Európskeho orgánu pre poisťovníctvo a dôchodkové poistenie zamestnancov podala Parlamentu návrh o predĺženie funkčného obdobia predsedu EIOPA, Gabriela Bernardina, o ďalších päť rokov. Predĺženie predsedníckeho obdobia je možné jedenkrát a predseda má za povinnosť predniesť vyhlásenie a zodpovedať na otázky členov Výboru pre hospodárske a menové veci. Nakoľko boli všetky podmienky na schválenie predĺženia funkčného obdobia splnené, hlasujem teda za prijatie návrhu.

Marlene Mizzi (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the Gualtieri (A8-0348/2015) report, because I support the extension of the term of office of the Chairperson of the European Insurance and Occupational Pensions Authority (EIOPA).

Csaba Molnár (S&D), *írásban*. – Az Európai Biztonság- és Foglalkoztatóinyugdíj-hatóság létrehozásáról a 2010. november 24-én elfogadott 1094/2010/EU európai parlamenti és tanácsi rendelet intézkedett. Elnökét, Gabriel Bernardinot 2011-ben nyílt pályázati eljárást követően az EIOPA felügyeleti tanácsa nevezte ki ötéves hivatali időre. Az említett rendelet értelmében a felügyeleti tanács az elnök megbízatását egy alkalommal meghosszabbíthatja, amennyiben ezt a döntést a Parlament is megerősíti. A felügyeleti tanács szeptember 30-i döntésével javasolta a hivatalban lévő elnök megbízatásának meghosszabbítását. A Gazdasági és Monetáris Bizottság november 17-én meghallgatta Gabriel Bernardinot, és jelentésében azt javasolta a Parlamentnek, hogy a felügyeleti tanács döntését erősítse meg. Ennek megfelelően szavaztam.

Bernard Monot (ENF), *par écrit*. – Pour la prolongation du mandat du président de l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles, Gabriel Bernardino, l'abstention a été retenue, son profil n'appelant pas de commentaire particulier.

Cláudia Monteiro de Aguiar (PPE), *por escrito*. – Em 2011, foi nomeado o primeiro Presidente da EIOPA, pelo Conselho de Supervisores, para um mandato de cinco anos, de acordo com o disposto no artigo 48.º, n.º 2, do Regulamento (UE) n.º 1094/2010, sendo possível a prorrogação do respetivo mandato por mais cinco anos, desde que confirmado pelo Parlamento Europeu, nos termos do n.º 4 desse mesmo artigo.

Nesta medida, foi proposta a prorrogação do mandato do atual Presidente da EIOPA, Gabriel Bernardino. Consequentemente, a Comissão dos Assuntos Económicos e Monetários realizou uma audição, que foi bem-sucedida, em que o Presidente Gabriel Bernardino proferiu uma declaração inicial, seguindo-se questões colocadas pelos membros da comissão.

Voto a favor do presente relatório, na medida em que obedece aos critérios legalmente exigidos para prorrogação de mandato do presidente desta instituição.

Sophie Montel (ENF), *par écrit*. – La proposition visant à prolonger le mandat du président de l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles ne suscite de ma part aucune objection particulière, le profil de Gabriel Bernardino n'appelant pas de commentaire.

Pour cette raison, je m'abstiens.

Claude Moraes (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the report which ratifies the ECON Committee's support for the extension of the term of office of Gabriel Bernardino as Chairperson of the EIOPA by another five-year term.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport relatif à la prolongation du mandat du président de l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (AEAPP).

Gabriel Bernardino, premier président de l'AEAPP, a été désigné en 2011 pour un mandat de cinq ans par le conseil des autorités de surveillance de cet organisme, au terme d'une procédure de sélection ouverte. Ce conseil a demandé la prolongation de ce mandat pour une durée de cinq ans. Après avoir procédé à une audition de l'actuel président en exercice, la commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen a approuvé cette demande.

J'ai voté conformément à l'avis rendu par cette commission. Le mandat de président de cette autorité ne peut être renouvelé qu'une fois, avec l'accord du Parlement européen.

József Nagy (PPE), *írásban*. – Meg szeretném köszönni Gabriel Bernardino úrnak az elmúlt öt évben az Európai Biztonság- és Foglalkoztatásügyi felügyeleti Hatóság élén kifejtett fáradtságos munkáját. Az elmúlt ciklus eredményei, illetve a 2015. november 17-én a Gazdasági és Monetárius Bizottság meghallgatásán elhangzottak alapján támogatom hivatali idejének további öt évvel való meghosszabbítását.

Victor Negrescu (S&D), *in writing*. – I have voted for the extension of the term of office of the Chairperson of the European Insurance and Occupational Pensions Authority (EIOPA).

Aldo Patriciello (PPE), *per iscritto*. – Non ho dubbi sul fatto che conveniate con me che il lavoro finora svolto da Gabriel Bernardino come presidente dell'EIOPA sia stato eccellente. Per questo vi invito a votare unitariamente in modo positivo per la sua conferma per i prossimi cinque anni. Colgo l'occasione, qualora l'esito della votazione sia quello atteso, per augurarvi un buon lavoro.

Marijana Petir (PPE), *napisan*. – Uzimajući u obzir uspjeh pri rješavanju ekonomskih i monetarnih pitanja te dosadašnju aktivnost EIOPA-e u praćenju trendova i rizika koji su se pojavljivali u prekograničnim i međusektorskim razinama, podržavam izvješće o produljenju mandata sadašnjeg predsjednika Gabriela Bernardina koje je podnio Roberto Gualtieri. Poznato je kako je EIOPA (European Insurance and Occupational Pensions Authority) europski regulator strukovnog i mirovinskog osiguranja te jedan od tri europska tijela sustava za nadzor financijskog sustava.

Zadaća EIOPA-e jest doprinostiti stabilnosti financijskog sustava EU-a kroz svoj integritet, transparentnost, učinkovitost te uredno djelovanje financijskih tržišta. Svoje zadatke provodi neovisno, objektivno i u interesu Europske unije. Nužno je na ovoj funkciji imati osobu koja je pokazala kvalitetno poznavanje postojećih regulativa te dosljednost u njihovu provođenju.

Florian Philippot (ENF), *par écrit*. – La proposition visant à prolonger le mandat du président de l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles suscite quelques réserves de ma part car elle ne me paraît pas pleinement justifiée. Pour cette raison, je m'abstiens.

Tonino Picula (S&D), *napisan*. – Budući da je 30. rujna 2015. Odbor nadzornika EIOPA-e predložio produženje mandata Gabrielu Bernardinu, aktualnom predsjedniku EIOPA-e na sljedećih pet godina, nastavno na dobre rezultate u prethodnom mandatu, podržavam prijedlog o produženju mandata Gabrielu Bernardinu kao predsjedniku EIOPA-e na sljedećih pet godina.

Andrej Plenković (PPE), *napisan*. – Podržavam izvješće zastupnika Roberta Gualtieria o produženju mandata predsjedniku Europskog nadzornog tijela za osiguranje i strukovno mirovinsko osiguranje (EIOPA). S obzirom da je prvog predsjednika EIOPA-e imenovan Odbor nadzornika EIOPA-e 2011. nakon otvorenog selekcijskog postupka na razdoblje od pet godina u skladu s člankom 48. stavkom 2. Uredbe (EU) br. 1094/2010, a imajući na umu da je člankom 48. stavkom 4. Uredbe (EU) br. 1094/2010 predviđeno da Odbor nadzornika EIOPA-e može jednom produžiti mandat predsjedniku EIOPA-e, slažem se da se Gabrielu Bernardinu, aktualnom predsjedniku EIOPA-e, mandat produži na sljedećih pet godina budući su zadovoljene i sve pravne i proceduralne norme.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), *per iscritto*. – L'Autorità europea delle assicurazioni e delle pensioni aziendali e professionali (EIOPA) è un organismo dell'Unione europea. Obiettivo primario dell'EIOPA, dotata di personalità giuridica, è quello di proteggere l'interesse pubblico, contribuendo alla stabilità ed efficacia del sistema finanziario a beneficio dell'economia dell'Unione europea, dei suoi cittadini e delle sue imprese. L'articolo 48, paragrafo 4, del regolamento (UE) n. 1094/2010 stabilisce che il consiglio delle autorità di vigilanza dell'EIOPA può rinnovare il mandato del presidente dell'EIOPA una sola volta, previa approvazione del Parlamento europeo. Mi auguro che a seguito del voto odierno il presidente dell'EIOPA, Gabriel Bernardino, possa continuare il suo lavoro con la massima indipendenza e trasparenza.

Franck Proust (PPE), *par écrit*. – Nous avons été appelés à nous prononcer sur la prolongation du mandat du président de l'AEAPP. C'est une procédure commune. Il est bon que le Parlement exerce un contrôle sur le fonctionnement des organes dépendant des institutions.

Claude Rolin (PPE), *par écrit*. – Ce jour, j'ai voté en faveur de la proposition de prolongation du mandat de Gabriel Bernardino en tant que président de l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles pour un nouveau mandat de cinq ans.

Pour rappel, l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles, basée à Francfort, a été créée en 2010 afin de prévenir les risques de déstabilisation du secteur des assurances.

Fernando Ruas (PPE), *por escrito*. – À semelhança da proposta sobre Andrea Enria da Autoridade Bancária Europeia, votei favoravelmente esta decisão do Parlamento Europeu relativa à prorrogação do mandato do presidente da Autoridade Europeia dos Seguros e Pensões Complementares de Reforma (EIOPA) - Gabriel Bernardino, por mais cinco anos, não só por considerar que a sua nomeação seguiu um processo de seleção rigoroso e transparente, como também pelo facto de o próprio artigo 48.º n.º 4 prever a possibilidade legal de prorrogação do mandato por uma vez.

Atendendo à audição levada a cabo pela Comissão dos Assuntos Económicos e Monetários e verificando-se que se encontram cumpridos os pressupostos legais e de competência para a continuidade no exercício dessas funções, não existem quaisquer razões que obstem à aprovação da prorrogação deste mandato pelo Parlamento Europeu.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. – Dado que nos oponemos al mandato y a la actividad de estas tres agencias supervisoras, nos hemos opuesto también a la extensión del mandato de sus respectivos presidentes.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado en contra del presente informe debido a que supone incrementar el mandato del presidente para garantizar la continuidad del funcionamiento de la Autoridad Europea de Seguros y Pensiones de Jubilación. No podemos sancionar de manera positiva la gestión de esta Autoridad debido a que es una pieza fundamental del Sistema Europeo de Supervisión Financiera. Este Sistema implica una cesión de soberanía en el ámbito de la supervisión financiera hacia autoridades que carecen de un verdadero control democrático, lo que resulta en una supervisión financiera diseñada según los intereses de las grandes compañías del sector financiero. Resulta fundamental regular el sector para garantizar los intereses de las clases trabajadoras europeas, y el actual mandato de Gabriel Bernardino ha demostrado no blindar y extender los sistemas públicos de pensiones que puedan servir a los intereses de los europeos. Es por todo esto por lo que he decidido votar en contra del presente informe.

Jill Seymour (EFDD), *in writing*. – In principle I object to the authority of the EU regulators and so cannot support the extension of the term of office. So I voted against this proposal.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. – I have voted on the extension of the term of office of Gabriel Bernardino in his capacity of Chairperson of the European Insurance and Occupational Pensions Authority. The hearing in the Economic and Monetary Affairs Committee last month, combined with his work so far, has proven to me that he is competent in his position.

Monika Smolková (S&D), *pisomne*. – Na základe otvoreného výberového konania v roku 2011 bol na funkčné obdobie piatich rokov vymenovaný predseda európskeho orgánu pre poisťovníctvo a dôchodkové poistenie (EIOPA) pána Gabriela Bernardina. V zmysle článku 48 ods. 4 nariadenia (EÚ) č. 1094/2010 sa stanovuje, že Rada orgánov dohľadu EIOPA môže po zohľadnení hodnotenia uvedeného v tomto ustanovení predĺžiť funkčné obdobie predsedu EIOPA jedenkrát s výhradou potvrdenia Európskym parlamentom. 30. septembra 2015 Rada orgánov dohľadu EIOPA navrhla predĺžiť funkčné obdobie úradujúcemu predsedovi EIOPA Gabrielovi Bernardinovi o ďalšie päťročné obdobie. Výbor pre hospodárske a menové veci usporiadal 17. novembra 2015 vypočutie úradujúceho predsedu a na základe toho odporučil EP predĺžiť funkčné obdobie Gabriela Bernardina ako predsedu EIOPA o ďalšie funkčné obdobie. V tajnom hlasovaní EP potvrdil návrh Rady orgánov aj výboru EP pre hospodárske a menové veci.

Ivan Štefanec (PPE), *pisomne*. – Návrh predĺženia funkčného obdobia predsedu EIOPA schvaľujem.

Davor Ivo Stier (PPE), *napisan*. – Podržavam produljenje mandata Gabrielu Bernardinu na mjestu predsjednika Europske osiguravateljske i mirovinske agencije budući da je 17. studenog 2015. Odbor za ekonomsku i monetarnu politiku održao saslušanje Gabriela Bernardina, aktualnog predsjednika EIOPA-e, na kojem je dao uvodnu izjavu i potom zadovoljavajuće odgovarao na pitanja članova Odbora.

Catherine Stihler (S&D), *in writing*. – I voted in favour to extend the term of office of Gabriel Bernardino, the incumbent Chairperson of the European Insurance and Occupational Pensions Authority (EIOPA), following his statement and replies to questions posed by fellow MEPs in the hearing in the European Parliament Committee on Economic and Monetary Affairs in November.

Dubravka Šuica (PPE), *napisan*. – Europsko nadzorno tijelo za osiguranje i strukovno mirovinsko osiguranje (EIOPA) osnovano je 24. studenog 2010. godine na temelju članka 48. stavka 4. Uredbe (EU) br. 1094/2010 na prijedlog Europskog parlamenta i Vijeća.

Prvog predsjednika EIOPA-e imenovao je Odbor nadzornika EIOPA-e 2011. godine nakon otvorenog selekcijskog postupka na razdoblje od pet godina. Budući je člankom 48. stavkom 4. Uredbe (EU) br. 1094/2010 predviđeno da Odbor nadzornika EIOPA-e, vodeći računa o procjeni, može jednom produžiti mandat predsjedniku EIOPA-e, na osnovu navedenog 30. rujna 2015. godine Odbor nadzornika EIOPA-e predložio je produženje mandata gospodinu Gabrielu Bernardinu, aktualnom predsjedniku EIOPA-e, na sljedećih pet godina.

Podržavam prijedlog odluke Europskog parlamenta u prvom čitanju o produženju mandata gosp. Gabrielu Bernardinu, kao predsjednika EIOPA-e za drugi petogodišnji mandat jer je u dosadašnjem radu pokazao predanost i razinu stručnosti potrebnu za obavljanje posla. K tome, budući se radi o relativno novom tijelu, kontinuitet u vidu produženja mandata otvara perspektivu dosljednog provođenja i ostvarenja zacrtanih ciljeva u postavljenom okviru.

Patricija Šulin (PPE), *pisno*. – Glasovala sem za podaljšanje mandata predsednika Evropskega organa za zavarovanja in poklicne pokojnine (EIOPA). Podpiram predlog sklepa Evropskega parlamenta v prvi obravnavi o podaljšanju mandata g. Bernardinu za nadaljnjih pet let, saj je v preteklih letih pokazal visoko raven strokovnega znanja potrebnega za opravljanje dela. Poleg tega je EIOPA relativno nov organ, zato bo kontinuiteta v obliki podaljšanja mandata pripomogla k doslednemu izvajanju in realizaciji zastavljenih ciljev.

Kay Swinburne (ECR), *in writing*. – The Chairman of the EIOPA has had an unprecedented amount of work to do during his first mandate due to the many level 2 measures that the EIOPA has drafted. Given this work is still on-going and at a crucial stage, I am happy to approve the current chairman for a second mandate in order to ensure continuity to the legislative process.

Νεοκλής Συλικιώτης (GUE/NGL), *γραπτώς*. – Δεν στηρίζαμε τη δημιουργία των Ευρωπαϊκών Εποπτικών Αρχών (EEA) διότι διαφωνούμε με τον τρόπο λειτουργίας τους. Για τον λόγο αυτό δεν υποστηρίζουμε ούτε τον επαναδιορισμό των προέδρων.

Ελευθέριος Συναδινός (NI), *γραπτώς*. – Το συγκεκριμένο πρόσωπο δεν πληρεί τις προϋποθέσεις που απαιτούνται για την εν λόγω θέση.

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – Le Parlement s'est prononcé en faveur de la prolongation du mandat. J'ai également émis un vote favorable lors de ce scrutin.

Pavel Telička (ALDE), *in writing*. – I endorsed the extension of the term of office of the Chairperson of the European Insurance and Occupational Pensions Authority (EIOPA). Mr Gabriel Bernardino was appointed as the first Chairperson of the EIOPA in 2011 and in September 2015, the Board of Supervisors of the EIOPA proposed to prolong his term by another five years. Prior to his current role, Mr Bernardino was the Director General of the Directorate for Development and Institutional Relations at the Instituto de Seguros de Portugal (ISP). He holds a Masters degree in statistics and optimisation, Universidade Nova de Lisboa.

Ruža Tomašić (ECR), *napisan.* – Podržala sam ponovno imenovanje Gabriela Bernardina za mjesto predsjednika Europskog nadzornog tijela za osiguranje i strukovno mirovinsko osiguranje (EIOPA), kako je predložio Odbor nadzornika. Budući da je Odbor procijenio da je za vrijeme prošlog mandata zadovoljio kriterije za obavljanje svojih dužnosti, smatram da Europski parlament treba prihvatiti prijedlog o produženju njegova mandata na čelu tijela Europske unije koje podržava suradnju među nacionalnim tijelima i osigurava dosljednu primjenu zakona EU-a za sektore osiguranja i strukovnih mirovina u zemljama EU-a.

Ispravno obavljanje ove funkcije bitno je zbog ovlasti EIOPA-e u izdavanju smjernica i preporuka o primjeni europskog prava, kao i ovlasti za istraživanje krši li nacionalno tijelo zakon, odnosno je li nacionalno tijelo uspjelo osigurati usklađenost financijske institucije s europskim zakonom. S obzirom na to da nema prigovora na Bernardinovo obavljanje nadležnih zadataka, smatram da je prijedlog Odbora za njegovo produženje mandata ispravno, stoga sam glasovala za.

Romana Tomc (PPE), *pisno.* – Poročilo o podaljšanju mandata predsednika Evropskega organa za zavarovanja in poklicne pokojnine (EIOPA) sem podprla, ker člen 48(4) Uredbe (EU) št. 1094/2010 določa, da odbor nadzornikov EIOPA ob upoštevanju ocene iz določbe lahko še enkrat podaljša mandat predsednika EIOPA po predhodni potrditvi Evropskega parlamenta.

Estefanía Torres Martínez (GUE/NGL), *por escrito.* – Dado que nos oponemos al mandato y a la actividad de estas tres agencias supervisoras, nos hemos opuesto también a la extensión del mandato de sus respectivos presidentes.

István Ujhelyi (S&D), *írásban.* – Az 1094/2010/EU rendelet szerint az EIOPA felügyeleti tanácsa – az e rendelkezésben hivatkozott értékelést figyelembe véve – egy alkalommal meghosszabbíthatja az elnök megbízását, az Európai Parlament megerősítésétől függően. A jelentéstevő Gabriel Bernardino, az EIOPA elnöke hivatali idejének újabb öt éves időszakra történő meghosszabbítására tett javaslatot. Szavazatommal támogattam.

Miguel Urbán Crespo (GUE/NGL), *por escrito.* – Dado que nos oponemos al mandato y a la actividad de estas tres agencias supervisoras, nos hemos opuesto también a la extensión del mandato de sus respectivos presidentes.

Ivo Vajgl (ALDE), *in writing.* – I voted in favour because I approve the proposal for the extension of the term of office of Gabriel Bernardino as Chairperson of the EIOPA by another five-year term. The European Insurance and Occupational Pensions Authority (EIOPA) was established as a consequence of the reforms to the structure of supervision of the financial sector in the European Union. The reform was initiated by the European Commission, following the recommendations of a Committee of Wise Men, chaired by Mr de Larosière, and supported by the European Council and Parliament. This authority plays an important and responsible role and after the hearing with Gabriel Bernardino, at which he made an opening statement and then responded to questions from the members of the Committee on Economic and Monetary Affairs and after a careful evaluation, I believe the approval was justified.

Ramón Luis Valcárcel Siso (PPE), *por escrito.* – Teniendo en cuenta que la Autoridad Europea de Seguros y Pensiones de Jubilación ha propuesto extender el mandato del señor Bernardino y que la Comisión de Asuntos Económicos y Monetarios ha aprobado dicha propuesta, considero necesario votar a favor de dicha decisión.

Hilde Vautmans (ALDE), *schriftelijk.* – Ik stemde voor de vijfjarige verlenging van het mandaat van de voorzitter van de Europese Autoriteit voor Verzekeringen en Bedrijfspensioenen, omdat dit mij de meest gepaste keuze leek.

Miguel Viegas (GUE/NGL), *por escrito.* – Trata-se de uma prorrogação de mandato para o cargo de presidente de uma instituição que foi criada no quadro de um processo de integração económica com o qual não concordamos. Nada temos contra a pessoa em si nem é para nós relevante opinar sobre as suas qualidades pessoais e profissionais.

Estamos certos de que irá desempenhar fielmente as função para as quais estará mandatado, ou sejam, contribuir para consolidar o domínio de classe do setor financeiro e dos grandes grupos económicos que mandam efetivamente nesta UE.

Harald Vilimsky (ENF), *schriftlich*. – Es gibt keine Einwände gegen den bisherigen Vorsitz. Ich stimme diesem Bericht zu.

Marco Zanni (EFDD), *per iscritto*. – Alla fine del 2010 è stato creato un sistema di vigilanza microprudenziale a livello europeo, composto dall'Autorità bancaria europea (EBA, con sede a Londra), dall'Autorità europea degli strumenti finanziari e dei mercati (ESMA, con sede a Parigi) e dall'Autorità europea delle assicurazioni e delle pensioni aziendali e professionali (EIOPA, con sede a Francoforte).

Nel 2011 sono stati nominati i presidenti delle tre *Authority*, per un mandato di 5 anni rinnovabile una sola volta. Il consiglio dell'Autorità europea delle assicurazioni e delle pensioni aziendali e professionali ha proposto di rinnovare il mandato a Gabriel Bernardino. La commissione ECON del Parlamento europeo ha solamente svolto un'audizione del candidato, e successivamente ha votato, la scorsa settimana, il rinnovo del mandato ad ampissima maggioranza.

Ho votato contro, in primo luogo per un metodo di rinnovo quasi automatico e privo di vere motivazioni; inoltre il ruolo e il valore di queste Autorità si è dimostrato sino ad oggi piuttosto marginale, e quindi proseguire nel solco di 5 anni poco soddisfacenti non appare sicuramente la decisione migliore che si potesse prendere.

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – O primeiro presidente da EIOPA foi nomeado em 2011, para um mandato de cinco anos. A EIOPA é uma das três autoridades que fazem parte do Sistema Europeu de Supervisão Financeira (SESF).

A EIOPA tem por objetivo expresso apoiar a estabilidade do sistema financeiro e a transparência dos mercados e dos produtos financeiros. Procura, além disso, proteger os tomadores de seguros e os membros e beneficiários de regimes de pensões.

Criando a ilusão de que os problemas que estiveram na origem da crise financeira de 2007/2008 estão resolvidos, o SESF não alterou a questão de fundo da especulação financeira, já que não pôs cobro aos mercados de derivados e aos paraísos fiscais e não instituiu a separação da banca comercial da de investimento. A História encarregar-se-á de mostrar que de pouco valeu a criação destas autoridades europeias.

12.3. Extension of the term of office of the Chairperson of the European Securities and Markets Authority (ESMA) (A8-0346/2015 - Roberto Gualtieri)

Written explanations of vote

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado en contra del presente informe debido a que supone incrementar el mandato del presidente para garantizar la continuidad del funcionamiento de la Autoridad Europea de Valores y Mercados. No podemos sancionar de manera positiva la gestión de esta Autoridad debido a que es una pieza fundamental del Sistema Europeo de Supervisión Financiera y el funcionamiento de los mercados de valores. Este Sistema implica una cesión de soberanía en el ámbito de la supervisión financiera hacia autoridades que carecen de un verdadero control democrático, lo que resulta en una supervisión financiera diseñada según los intereses de las grandes compañías del sector financiero y, en lo específico, de los grandes especuladores de los mercados. Resulta fundamental regular la supervisión financiera para garantizar los intereses de las clases trabajadoras europeas, y el actual mandato de Steven Maijoor ha demostrado no garantizar una regulación de los mercados que ponga coto a la especulación financiera que se proyecta para la Unión del Mercado de Capitales. Es por esto por lo que he decidido votar en contra del presente informe.

Marie-Christine Arnautu (ENF), *par écrit*. – Je me suis opposée à la reconduction pour cinq ans de Steven Maijoor à la tête de l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF).

Ce dernier s'est en effet illustré par sa proximité avec la City. Par exemple, il a repoussé d'une année l'implémentation de la directive EMIR et, actuellement, il retarde l'entrée en vigueur de MiFID 2.

En faisant ainsi traîner les choses, l'AEMF joue le jeu des opérateurs de marché londoniens qui refusent toute régulation de marché.

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. – This vote was taken by secret ballot. However, in the interests of democracy I should confirm for the benefit of my constituents that I voted against.

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – 2015 m. rugsėjo 24 d. ESMA Priežiūros taryba pateikė pasiūlymą pratęsti dabartinio ESMA pirmininko Steveno Maijooro kadenciją dar penkeriems metams. 2015 m. lapkričio 17 d. Ekonomikos ir pinigų politikos komitetas surengė klausymą su dabartiniu ESMA pirmininku Stevenu Maijooru, per kurį pirmininkas pasakė įžanginę kalbą ir atsakė į komiteto narių pateiktus klausimus. Pritariu pasiūlymui pratęsti ESMA pirmininko Steveno Maijooro kadenciją dar penkeriems metams.

Nicolas Bay (ENF), *par écrit*. – Si j'ai voté pour la prolongation du mandat de l'actuel président de l'Autorité bancaire européenne (ABE), j'ai voté contre la reconduction de Steven Maijoor à la tête de l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF, ESMA en anglais): ses positions très pro-City ont, par exemple, amené l'AEMF à repousser d'une année la mise en œuvre de la directive EMIR et à retarder désormais celle de MiFID 2.

Alors que la Commission a préparé le texte en 2010-2011, pour une adoption en codécision en 2014, une entrée en vigueur en 2018 montre que l'AEMF fait traîner les choses, au plus grand bénéfice des opérateurs de marché à Londres qui redoutent cette surcharge réglementaire.

Par ailleurs, le simple fait qu'un texte aussi important puisse n'entrer en vigueur qu'au bout de neuf années illustre le dysfonctionnement structurel de la régulation des marchés telle qu'elle est organisée par les institutions européennes.

Hugues Bayet (S&D), *par écrit*. – Steven Maijoor, président en exercice de l'AEMF, a été nommé en 2011 pour un mandat de 5 ans.

Conformément au prescrit réglementaire, le conseil des autorités de surveillance de l'AEMF peut proposer une fois la prolongation de 5 ans du mandat du Président moyennant confirmation du Parlement européen.

Cette demande a été faite et la commission des affaires économiques et monétaires, après audition de l'intéressé, a rendu un avis très largement positif. J'ai approuvé cette prolongation.

Xabier Benito Ziluaga (GUE/NGL), *por escrito*. – Dado que nos oponemos al mandato y a la actividad de estas tres agencias supervisoras, nos hemos opuesto también a la extensión del mandato de sus respectivos presidentes.

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE), *por escrito*. – He votado a favor del informe sobre la prórroga del mandato del presidente de la Autoridad Europea de Valores y Mercados. Fue designado tras un procedimiento de selección abierto y la Junta de Supervisores de la Autoridad propuso prorrogar su mandato para que siga trabajando en la misma y se construya una verdadera Autoridad Europea de Valores y Mercados.

Dominique Bilde (ENF), *par écrit*. – J'ai voté contre la prolongation du mandat du président de l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF), M. Steven Maijoor. En effet, ce dernier, grand défenseur de la toute puissante City, a conduit l'AEMF par exemple à repousser d'une année l'implémentation de la directive EMIR, ainsi qu'à retarder celle de MiFID 2, deux réglementations prévoyant d'imposer des contraintes aux acteurs des marchés de produits dérivés, lesquels, rappelons-le, sont largement responsables de la crise des subprimes.

Pourtant, la Commission a préparé ce texte dès 2010-2011, dans la perspective d'une procédure de codécision, c'est-à-dire impliquant le Conseil et le Parlement, prévue pour 2014. Pourtant l'AEMF tente par tous les moyens de repousser son entrée en vigueur, encore décalée à 2018 aux dernières nouvelles. Ce retard ne se veut qu'au bénéfice des opérateurs de marché de Londres, lesquels sont inquiets de se voir imposer de nouvelles obligations qui cadraient leurs actions.

Enfin, force est de constater que la lenteur de la procédure dans le cas en question montre la réticence, voire les défaillances dans le domaine de la régulation des marchés, a contrario de la volonté affichée par les institutions européennes.

Mara Bizzotto (ENF), *per iscritto*. – Sebbene nessun elemento oggettivo possa motivare la mia opposizione al rinnovo del mandato del presidente dell'Autorità europea degli strumenti finanziari e dei mercati (ESMA), mi sono opposta a questo provvedimento per manifestare il mio dissenso nei confronti delle politiche economiche delle Istituzioni europee.

José Blanco López (S&D), *por escrito*. – He dado mi apoyo a la prórroga del mandato de Steven Maijoor como presidente de la Autoridad Europea de Valores y Mercados por otros cinco años considerando el apoyo recibido por parte de la Comisión de Asuntos Económicos y Monetarios del Parlamento Europeo tras su comparencia el pasado 17 de noviembre y tras haber superado el escrutinio realizado por los miembros de la citada comisión.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Balsavau dėl šio pranešimo, nes juos Parlamentas pritarė Europos vertybinių popierių ir rinkų institucijos (ESMA) pirmininko kadencijos pratęsimui. ESMA pirmininką ESMA Priežiūros taryba paskyrė 2011 m., surengus atviros atrankos procedūrą, penkerių metų kadencijai, kuri gali būti vieną kartą atnaujinta, jei tam pritaria Europos Parlamentas. 2015 m. rugsėjo 24 d. ESMA Priežiūros taryba pateikė pasiūlymą pratęsti dabartinio ESMA pirmininko Steveno Maijooro kadenciją dar penkeriems metams ir atitinkamai apie tai pranešė Europos Parlamentui, todėl Parlamentas kadencijos pratęsimui pritarė.

Franc Bogovič (PPE), *pisno*. – Kot prejšnji dve odločitvi o podaljšanju mandata sem podprl sem tudi predlagano podaljšanje mandata predsednika Evropskega organa za vrednostne papirje in trge (ESMA). V to so me prepričale ugotovitve odbora nadzornikov ESMA in njihov predlog za podaljšanje mandata dosedanjemu predsedniku ESMA Stevenu Maijoorju za nadaljnjih pet let. G. Maijoor je svoje dosedanje delo opravljal zelo kvalitetno, zato nimam razloga, da mu ne bi zaupal še nadaljnjih pet let.

Steeve Briois (ENF), *par écrit*. – Ce rapport a pour objet le renouvellement pour cinq ans du mandat du président de l'Autorité européenne des marchés financiers.

Sous la houlette de Steven Maijoor, l'AEMF fait tout son possible pour retarder l'application de directives contraignant les opérateurs boursiers qui redoutent toute surcharge réglementaire. Ils sont ainsi parvenus à repousser d'une année la mise en place de la directive EMIR et à retarder la MiFID 2. Ces différents retards illustrent les dysfonctionnements qui existent concernant la régulation des marchés financiers.

J'ai donc voté contre la prolongation de son mandat à la tête de l'AEMF.

Daniel Buda (PPE), *în scris*. – Prelungirea mandatului președintelui actual al Autorității Europene pentru Valori Mobiliare și Piețe, Steven Maijoor, cu alți cinci ani, în urma unei evaluări a comisiei competente, ECON, trebuie susținută pentru a permite o continuare, precum și pentru a asigura eficiența din punctul de vedere al funcționării acestei instituții, motiv pentru care am votat în favoarea acestui raport. Orice modificare la nivelul conducerii unei instituții poate determina schimbări în ceea ce privește modul de funcționare.

ESMA este autoritatea europeană ce consolidează coordonarea dintre autoritățile naționale de reglementare a piețelor financiare și asigură aplicarea consecventă a legislației financiare a UE în statele membre.

Gianluca Buonanno (ENF), *per iscritto*. – Il primo presidente dell'ESMA è stato designato nel 2011. Il consiglio delle autorità di vigilanza può rinnovare il mandato di Steven Maijoor, attualmente in carica, per altri cinque anni.

Nei confronti dell'attuale presidente la nostra delegazione non ha particolari elementi di critica personale. Indubbiamente, però, la nostra posizione è assolutamente contraria alle politiche economiche delle Istituzioni europee e, di conseguenza, non può che vederci contrari al rinnovo della carica di vertice dell'Autorità europea degli strumenti finanziari e dei mercati.

Matt Carthy (GUE/NGL), *in writing*. – I voted against the extension of the term of office of the Chairperson of the European Securities and Markets Authority (ESMA) A number of these regulatory bodies were set up after the financial crash, the stated aim being to regulate the financial markets so that another financial crash would not happen. Of course, robust regulation is required but there are critical concerns with these bodies. There is a huge democratic deficit running through these bodies and moreover, a number of legal concerns have been voiced. The bodies have very fragile legal foundations and a number of legal experts have stated that the setting up of such bodies was done outside of the confines of EU Treaty law. To explain simply, when an EU body is being set up, you have to first go back to the primary treaties which founded the EU and look at the Treaty provisions. If there is no provision in the Treaty to set up such an

initiative, then it can be declared as *ultra vires* i.e. to be outside of EU law and have no legal foundation. Therefore, it was for these reasons that I voted against the extension of the ESMA.

David Casa (PPE), *in writing*. – Following the recommendation of the Board of Supervisors of the ESMA and the Committee on Economic and Monetary Affairs I voted in favour of the extension of the term of office of the Chairperson of Steven Maijoor as the European Securities and Markets Authority. His performance was satisfactory and it is appropriate to allow Mr Maijoor to continue his work.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. – Il rinnovo del mandato del presidente dell'ESMA si è svolto secondo la stessa rapida procedura seguita per il rinnovo di quello dell'ABE, senza che sia stata svolta alcuna vera analisi dell'operato dell'Agenzia né del suo presidente. Per queste ragioni ho votato contro il rinnovo.

Λευτέρης Χριστοφόρου (PPE), *γραπτώς*. – Στηρίζουμε την παράταση της θητείας του Προέδρου της ΕΑΚΑΑ έχοντας λάβει υπόψη την έκθεση της Επιτροπής Οικονομικής και Νομισματικής Πολιτικής, καθώς και το ότι ο πρώτος πρόεδρος της ΕΑΚΑΑ διορίστηκε από το συμβούλιο εποπτών της ΕΑΚΑΑ το 2011, μετά από ανοικτή διαδικασία επιλογής, για περίοδο πέντε ετών, σύμφωνα με το άρθρο 48 παράγραφος 2 του κανονισμού (ΕΕ) αριθ. 1095/2010. Λάβαμε επίσης υπόψη το ότι στις 24 Σεπτεμβρίου 2015 το συμβούλιο εποπτών της ΕΑΚΑΑ πρότεινε να παραταθεί η θητεία του κ. Steven Maijoor, προέδρου της ΕΑΚΑΑ, για μία ακόμη πενταετία.

Κώστας Χρυσόγονος (GUE/NGL), *γραπτώς*. – Η πρόταση παράτασης της θητείας του προέδρου της Ευρωπαϊκής Αρχής Κινητών Αξιών και Αγορών αποτελεί μια τυπική διαδικασία χωρίς ιδιαίτερες προεκτάσεις. Καθώς όμως ήμουν εξ αρχής αντίθετος με τη δημιουργία και λειτουργία της συγκεκριμένης αρχής, προτίμησα να απέχω από την ψηφοφορία της συγκεκριμένης πρότασης.

Salvatore Cicu (PPE), *per iscritto*. – Ho votato a favore della riconferma del mandato di Steven Maijoor come presidente dell'ESMA per altri cinque anni. Inoltre ho ritenuto esaustiva l'audizione avvenuta il 17 novembre 2015 nel corso della quale Maijoor ha rilasciato una dichiarazione preliminare e ha risposto a tutte le domande rivoltegli dai membri della commissione.

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – A Steven Maijoor vanno le mie più vive congratulazioni per la nomina al ruolo di presidente dell'ESMA.

Therese Comodini Cachia (PPE), *in writing*. – I voted in favour, on the basis of a positive recommendation in September 2015 by the Board of Supervisors of the ESMA proposing this extension in the term of office of Steven Maijoor, the incumbent Chairperson of the ESMA, and the decision dated 17 November 2015 by the Committee on Economic and Monetary Affairs following a session held with Mr Maijoor with the members of the same committee. The Board of Supervisors of the ESMA is best placed to judge the competence of the person and alternative scenarios.

Ignazio Corrao (EFDD), *per iscritto*. – Alla fine del 2010 è stato creato un sistema di vigilanza microprudenziale a livello europeo, composto dall'Autorità bancaria europea (EBA, con sede a Londra), dall'Autorità europea degli strumenti finanziari e dei mercati (ESMA, con sede a Parigi) e dall'Autorità europea delle assicurazioni e delle pensioni aziendali e professionali (EIOPA, con sede a Francoforte).

Nel 2011 sono stati nominati i presidenti delle tre *Authority*, per un mandato di 5 anni rinnovabile una sola volta. I rispettivi consigli delle autorità di vigilanza hanno proposto di rinnovare il mandato sia ad Andrea Enria (EBA), che a Gabriel Bernardino (EIOPA) ed anche a Steven Maijoor (ESMA).

La commissione ECON del Parlamento europeo ha solamente svolto un'audizione dei candidati, e successivamente ha votato la scorsa settimana il rinnovo del mandato per tutti e tre ad ampissima maggioranza. Noi abbiamo votato contro, in primo luogo per un metodo di rinnovo quasi automatico e privo di vere motivazioni; inoltre il ruolo e il valore di queste Autorità si è dimostrato sino ad oggi piuttosto marginale, e quindi proseguire nel solco di 5 anni poco soddisfacenti non appare sicuramente la decisione migliore che si potesse prendere.

Quindi anche oggi il mio voto è negativo.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado en contra del presente informe debido a que supone incrementar el mandato del presidente para garantizar la continuidad del funcionamiento de la Autoridad Europea de Valores y Mercados. No podemos sancionar de manera positiva la gestión de esta Autoridad debido a que es una pieza fundamental del Sistema Europeo de Supervisión Financiera y el funcionamiento de los mercados de valores. Este Sistema implica una cesión de soberanía en el ámbito de la supervisión financiera hacia autoridades que carecen de un verdadero control democrático, lo que resulta en una supervisión financiera diseñada según los intereses de las grandes compañías del sector financiero y, en lo específico, de los grandes especuladores de los mercados. Resulta fundamental regular la supervisión financiera para garantizar los intereses de las clases trabajadoras europeas, y el actual mandato de Steven Maijoor ha demostrado no garantizar una regulación de los mercados que ponga coto a la especulación financiera que se proyecta para la Unión del Mercado de Capitales. Es por esto por lo que he decidido votar en contra del presente informe.

Pál Csáky (PPE), *írásban*. – A párizsi székhelyű Európai Értékpapír-piaci Hatóságot (ESMA) azzal a céllal hozták létre 2010-ben, hogy megőrizték az európai pénzügyi piacok stabilitását és kiküszöböljék az európai pénzügyi felügyelet hiányosságait. A hatóság segíti a pénzügyi piacok nemzeti szabályozó hatóságai közötti koordinációt, valamint gondoskodik arról, hogy az uniós országok következetesen alkalmazzák az EU pénzügyi jogszabályait. Az ESMA első elnökét 2011-ben nyílt pályázati eljárást követően az ESMA felügyeleti tanácsa nevezte ki ötéves hivatali időre, az 1095/2010/EU rendelet értelmében. A rendelet lehetővé teszi a hivatali idő egy alkalommal öt évre történő meghosszabbítását.

Az ESMA felügyeleti tanácsa 2015 szeptemberében javasolta Steven Maijoor, az ESMA hivatalban lévő elnöke hivatali idejének újabb öt évre történő meghosszabbítását. A Gazdasági és Monetáris Bizottság az ESMA elnökének meghallgatását követően jóváhagyta a hivatali idő meghosszabbítására vonatkozóan tett javaslatot. Az EP plenárisa elfogadta a javaslatot, szavazatommal én is így tettem.

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the reappointment of the Chairperson of the European Securities and Markets Authority. In 2011, Steven Maijoor was selected to be Chairperson of the European Securities and Markets Authority for five years. Following a suggestion by the Board of Supervisors of the ESMA, the Committee on Economic Affairs invited Maijoor to the European Parliament in order to discuss a five-year extension of his mandate. I approved this extension.

Michel Dantin (PPE), *par écrit*. – Ce rapport propose l'avis positif du Parlement européen à la prolongation du mandat du président de l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF), Steven MAIJOOR, pour une nouvelle période de cinq ans.

Selon les règles européennes, le président de l'AEMF est élu par le Conseil de l'autorité de surveillance. Ce dernier est également habilité à reconduire le président dans ses fonctions pour un mandat supplémentaire, ce qui requiert au préalable une évaluation et l'approbation du Parlement européen.

Le 17 novembre dernier, les membres du Parlement européen ont auditionné le Président candidat. Étant donné que celui-ci a répondu aux attentes des eurodéputés, je soutiens ce rapport qui est favorable à la prolongation de son mandat.

Mireille D'Ornano (ENF), *par écrit*. – Ce rapport a pour objet de prolonger le mandat du président de l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF).

Étant donné les nombreuses positions prises en faveur de certaines places financières et le fait que l'Autorité ait fait traîner le processus de contrôle des marchés financiers, j'ai voté contre ce rapport.

En effet, je défends depuis longtemps une régulation des marchés financiers, qui ont trop souvent mené à des excès condamnables.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI), *γραφώς*. – Καταψηφίζουμε την παράταση της θητείας διότι το συγκεκριμένο πρόσωπο δεν πληροί τις προϋποθέσεις που απαιτούνται για την εν λόγω θέση.

Luke Ming Flanagan (GUE/NGL), *in writing*. – I voted against as I believe this position should not exist in the first place.

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Podporujem predĺženie funkčného obdobia predsedu Európskeho orgánu pre cenné papiere a trhy.

Λάμπρος Φουντούλης (NI), *γραφπώς*. – Καταψηφίζω την παράταση της θητείας του προέδρου της Ευρωπαϊκής Αρχής Κινητών Αξιών και Αγορών (ΕΑΚΑΑ) διότι το συγκεκριμένο πρόσωπο δεν πληροί τις προϋποθέσεις που απαιτούνται για την εν λόγω θέση.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D), *in writing*. – Having regard to the proposal of the Board of Supervisors of the European Securities and Markets Authority (ESMA) of 24 September 2015 to extend the term of office of the Chairperson of the ESMA by another five-year term (C8-0315/2015) and following the ECON hearing, I support the extension of the term of office of Steven Maijoor as Chairperson of the ESMA.

Ildikó Gáll-Pelcz (PPE), *írásban*. – Az Európai Értékpapír-piaci Hatóság (ESMA) felügyeleti tanácsának 2015. szeptember 24-i javaslatára az ESMA elnöke hivatali idejének újabb öt évre történő meghosszabbításáról (C8-0315/2015), az európai felügyeleti hatóság (Európai Értékpapír-piaci Hatóság) létrehozásáról, a 716/2009/EK határozat módosításáról és a 2009/77/EK bizottsági határozat hatályon kívül helyezéséről szóló 2010. november 24-i 1095/2010/EU európai parlamenti és tanácsi rendelet (1) 48. cikkének (4) bekezdésére tekintettel az 1095/2010/EU rendelet 48. cikkének (4) bekezdése úgy rendelkezik, hogy „a felügyeleti tanács – az [e rendelkezésben hivatkozott] értékelést figyelembe véve – egy alkalommal meghosszabbíthatja az elnök megbízatását, az Európai Parlament megerősítésétől függően”.

Az ESMA felügyeleti tanácsa 2015. szeptember 24-én javasolta Steven Maijoor, az ESMA hivatalban lévő elnöke hivatali idejének újabb öt évre történő meghosszabbítását, és ennek megfelelően tájékoztatta az Európai Parlamentet és 2015. november 17-én a Gazdasági és Monetáris Bizottság meghallgatta Steven Maijoot, az ESMA hivatalban lévő elnökét, aki nyitóbeszédet mondott, majd válaszolt a bizottság tagjai által feltett kérdésekre tekintettel jóváhagyja a Steven Maijoor, az ESMA elnöke hivatali idejének újabb ötéves időszakra történő meghosszabbítására irányuló javaslatot és utasítja elnökét, hogy továbbítsa ezt a határozatot a Tanácsnak, a Bizottságnak, az ESMA-nak, valamint a tagállamok kormányainak. A fentiek értelmében szavazatommal támogattam a javaslatot.

Francesc Gambús (PPE), *por escrito*. – He votado a favor de la prórroga del mandato del presidente de la Autoridad Europea de Valores y Mercados (AEVM) considerando que fue nombrado tras un procedimiento de selección abierto, para un mandato de cinco años, y que la Junta de Supervisores de la AEVM propuso prorrogar por otros cinco años el mandato de Steven Maijoor.

Arne Gericke (ECR), *schriftlich*. – Ich habe heute für die Verlängerung der Amtszeit des Vorsitzenden der Europäischen Wertpapier- und Marktaufsichtsbehörde (ESMA) gestimmt, da ich auch hier eine Fortführung der guten und erfolgreichen Arbeit im Sinne des europäischen Mittelstands für richtig und wichtig halte.

Jens Gieseke (PPE), *schriftlich*. – Nach eingehender Prüfung habe ich der Verlängerung der Amtszeit des Vorsitzenden der Europäischen Wertpapier- und Marktaufsichtsbehörde zugestimmt.

Neena Gill (S&D), *in writing*. – Given the satisfactory results of the hearing organised on 17 November 2015 in the Committee on Economic and Monetary Affairs with Steven Maijoor, incumbent Chairperson at the European Securities and Markets Authority, I decided to give my support to the extension of the term of office of the Chairperson of ESMA.

Tania González Peñas (GUE/NGL), *por escrito*. – Dado que nos oponemos al mandato y a la actividad de estas tres agencias supervisoras, nos hemos opuesto también a la extensión del mandato de sus respectivos presidentes.

Theresa Griffin (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the reappointment of the Chairperson of the European Securities and Markets Authority. In 2011, Steven Maijoor was selected to be Chairperson of the European Securities and Markets Authority for five years. Following a suggestion by the Board of Supervisors of the ESMA, the Committee on Economic Affairs invited Maijoor to the European Parliament in order to discuss a five-year extension of his mandate. I approved this extension.

Nathan Gill (EFDD), *in writing*. – Secret Ballot! Why oh why do the EU fear transparency? We voted against!

Antanas Guoga (ALDE), *in writing*. – I have voted for the report including the proposal of the Board of Supervisors of the European Securities and Markets Authority (ESMA) of 24 September 2015 to extend the term of office of the Chairperson of the ESMA by another five-year term.

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL), *γραφτώως*. – Δεδομένου ότι δεν στηρίξαμε τη δημιουργία των Ευρωπαϊκών Εποπτικών Αρχών (EEA), δεν προτιθέμεθα να υποστηρίξουμε ούτε τον επαναδιορισμό των προέδρων.

Brian Hayes (PPE), *in writing*. – I voted for this report as I am in favour of approving the proposal for the extension of the term of office of Steven Maijoor as Chairperson of the ESMA by another five-year term.

Cătălin Sorin Ivan (S&D), *in writing*. – I have voted in favour of the extension of the term of office of the Chairperson of the European Securities and Markets Authority (ESMA).

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan*. – Glasao sam za prijedlog odluke Europskog parlamenta o produženju mandata predsjedniku Europskog nadzornog tijela za vrijednosne papire i tržišta kapitala (ESMA), zbog toga što smatram da se na ovaj način omogućuje nesmetan nastavak rada predsjednika Stevena Maijooora ali i samog Nadzornog tijela.

Držim da je veoma važno da takva tijela odrađuju njihove aktivnosti na što učinkovitiji i dosljedniji način kako bi opravdali njihovo postojanje. Smatram da je u tome gospodin Maijoor bio uspješan, te stoga podržavam mišljenje Odbora za ekonomsku i monetarnu politiku Europskog parlamenta i prijedlog Odbora nadzornika ESMA-e o produljenju mandata njegovom predsjedniku.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport de mon collègue Roberto Gualtieri sur la prolongation du mandat du président de l'Autorité européenne des marchés financiers.

Le président de l'Autorité européenne des marchés financiers a été auditionné par la commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen. Cette commission a ensuite approuvé la prolongation, possible une seule fois, de son mandat pour cinq ans. Celle-ci a donc été votée par le Parlement européen en séance plénière suivant l'avis de cette commission.

Ce rapport a été adopté à une large majorité, ce dont je me félicite.

Barbara Kappel (ENF), *schriftlich*. – Es gibt nichts gegen den bisherigen Vorsitz einzuwenden, sodass ich für die Verlängerung des Mandats stimme.

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. – Il 24 settembre 2015 il consiglio delle autorità di vigilanza dell'ESMA ha proposto di rinnovare il mandato di Steven Maijoor, presidente in carica dell'ESMA, per altri cinque anni. Considerato che l'ESMA, in anni di forte crisi finanziaria e di importanti movimenti che hanno attraversato e condizionato l'attività dei mercati finanziari, ha saputo svolgere in maniera piena il proprio compito di controllo e garanzia, al fine di garantire la stabilità del mercato stesso, esprimo parere positivo verso questo provvedimento. Dunque, voto favorevolmente la proposta e mi congratulo per il rinnovo del mandato presidenziale di Steven Maijoor.

Marine Le Pen (ENF), *par écrit*. – Pour l'AEMF, nous votons contre la reconduction de Steven Maijoor dont les positions très pro-City ont, par exemple, amené l'AEMF à repousser d'une année l'implémentation de la directive EMIR et à retarder désormais celle de MiFID 2.

Javi López (S&D), *por escrito*. – Voté a favor ya que, tras la audiencia en comisión, en el Grupo S&D consideramos necesario extender el mandato del presidente de la Autoridad Europea de Valores y Mercados (AEVM), lo que fue aprobado por amplia mayoría del resto de los Grupos políticos.

Antonio López-Istúriz White (PPE), *por escrito*. – Este informe nace debido a la necesidad de aprobación de la decisión de la Junta de Supervisores de la Autoridad Europea de Valores y Mercados (AEVM), del 24 de septiembre de 2015, de prorrogar el mandato del presidente en ejercicio de la Autoridad Europea de Valores y Mercados.

El primer presidente de la AEVM fue designado por la Junta de Supervisores de la AEVM en 2011, tras un procedimiento de selección abierto, para un mandato de cinco años. El artículo 48, apartado 4, del Reglamento (UE) n.º 1095/2010 establece que la Junta de Supervisores de la AEVM, tomando en consideración el análisis hecho por la Junta de Supervisores, puede prorrogar una vez el mandato del presidente de la AEVM, con sujeción a la ratificación del Parlamento Europeo.

La Junta de Supervisores propuso la renovación y, el 17 de noviembre de 2015, la Comisión de Asuntos Económicos y Monetarios celebró una audiencia con Steven Maijoor, actual presidente de la AEVM, en la que este realizó una declaración preliminar y, a continuación, respondió a las preguntas de los miembros de la comisión.

Dado que existe un amplio consenso en cuanto a la actuación del presidente, voto favorablemente la propuesta de prorrogar el mandato de Steven Maijoor como presidente de la AEVM por otros cinco años.

Ivana Maletić (PPE), *napisan.* – Podržala sam produženje mandata predsjedniku Europskog nadzornog tijela za vrijednosne papire i tržišta kapitala ESMA-e Stevenu Maijooru. Glavna zadaća ESMA-e je doprinositi stabilnosti financijskog sustava Unije kroz osiguravanje transparentnosti, učinkovitosti i urednog poslovanja sustava.

Andrejs Mamikins (S&D), *rakstiski.* – Modernās pasaules kapitālistisko valstu ekonomiku primārie spēlētāji bieži vien ir lielas korporācijas, kuru funkcionēšana balstās tieši uz vērtspapīru sistēmu. Savukārt, ņemot vērā veselo virkni pēdējās desmitgades korporatīvo skandālu un pašas tirgus ekonomikas sistēmas arvien augstāku efektīvas regulēšanas nepieciešamību, Eiropas Vērtspapīru un tirgu iestādes darbība nenoliedzami ir visai svarīga.

EVTI darbība un pilnvaras pamatojas uz iepriekš pastāvējušo Eiropas Vērtspapīru regulatoru komiteju, kuras izveidošanu savukārt pirms tam piedāvāja barons Aleksandrs Lamfalusi.

Tā kā pēdējo piecu gadu laikā Stīvens Majors pietiekami kvalitatīvi pildīja savus pienākumus EVTI priekšsēdētāja postenī, pamatojoties uz iestādes darbības noteikumiem, viņa pilnvaras bija pilnīgi loģiski pagarināt vēl uz vienu piecgadīgo termiņu.

Νότης Μαρτιάς (ECR), *γραπτώς.* – Καταψηφίζω την έκθεση διότι δεν συμφωνώ με την παράταση της θητείας του προέδρου της Ευρωπαϊκής Αρχής Κινητών Αξιών και Αγορών.

David Martin (S&D), *in writing.* – I voted to approve the proposal for the extension of the term of office of Steven Maijoor as Chairperson of the ESMA by another five-year term.

Dominique Martin (ENF), *par écrit.* – J'ai voté contre la prolongation du mandat du président de l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF), M. Steven Maijoor.

En effet, ce dernier a exprimé une position très «pro» City, ce qui a conduit l'AEMF, par exemple, à repousser d'une année l'application de la directive EMIR, ainsi qu'à retarder celle de MiFID 2, deux réglementations prévoyant d'imposer des contraintes aux acteurs des marchés de produits dérivés, lesquels, rappelons-le, sont largement responsables de la crise des subprimes.

Barbara Matera (PPE), *per iscritto.* – Il consiglio delle autorità di vigilanza dell'Autorità europea degli strumenti finanziari e dei mercati (ESMA) ha proposto di rinnovare il mandato del suo presidente di altri cinque anni e di tale proposta ha dato comunicazione al Parlamento europeo. Con questa relazione il collega Gualtieri si conforma a quanto richiesto dal consiglio richiamando l'articolo 48, paragrafo 4, del regolamento (UE) n. 1095/2010, secondo cui il consiglio delle autorità di vigilanza dell'ESMA può rinnovare il mandato del presidente una volta, con riserva di conferma da parte del Parlamento europeo. Voto favorevolmente rispetto a tale posizione.

Georg Mayer (ENF), *schriftlich.* – Es gibt keine Einwände gegen den bisherigen Vorsitz. Ich stimme diesem Bericht zu.

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit.* – L'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) est l'une des trois institutions de régulation créées par l'Union européenne à la suite de la crise financière de 2008.

En charge de l'harmonisation des normes techniques européennes et de la stabilité financière de l'UE, c'est la seule autorité compétente pour les agences de notation enregistrées en Europe. Mais bien qu'elle ait identifié de nombreux défauts dans le processus de notation de dettes souveraines, elle n'a prononcé qu'une seule sanction pécuniaire: une amende symbolique de 30 000 euros à l'encontre de l'agence canadienne DBRS, en raison de sa «négligence».

En bref l'AEMF ne joue pas le rôle annoncé. Son président, Steven Maijoor, ancien doyen de la School of Business à l'Université de Maastricht et ancien Directeur général de l'AFM, l'autorité de régulation néerlandaise, occupe le poste depuis 2011. Il a récemment déclaré au sujet de la taxe Tobin sur les transactions financières: «Il faut faire des règles à 28 ou ne pas en faire du tout», une manière d'enterrer le projet. Il est également responsable du report, au plus grand bénéfice du secteur financier, de la directive MiFID II, censée améliorer la surveillance des marchés.

Je vote contre la prolongation de son mandat à la tête de l'AEMF.

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – O Conselho de Supervisores da Autoridade Europeia dos Valores Mobiliários e dos Mercados (ESMA) apresentou, a 24 de Setembro de 2015, uma proposta para prorrogar o mandato do presidente da ESMA por mais cinco anos.

O Parlamento Europeu votou favoravelmente a proposta e eu acompanhei o sentido de voto concordante com a proposta de prorrogação do mandato.

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – La crise financière de 2008 a démontré les nombreuses défaillances du système financier européen. L'Union européenne, voulant renforcer la stabilité de ce secteur, a mis en place notamment l'Autorité européenne des marchés financiers. Il s'agit d'un organe qui a pour rôle d'évaluer les risques des investisseurs et des marchés et d'assurer la stabilité financière.

Le vote a porté sur la reconduction du président Steven Maijoor, qui a vu son mandat se prolonger.

Miroslav Mikolášik (PPE), *písomne*. – Na základe otvoreného výberového konania vybrala Rada orgánov prvého predsedu Európskeho orgánu pre cenné papiere a trhy v roku 2011. Predseda Steven Maijoor bude znovuzvolený na funkčné obdobie piatich rokov po tom, čo Rada orgánov podala návrh o jeho predĺženie. Súhlasím so schválením návrhu na základe vyhlásenia a po zohľadnení hodnotenia predchádzajúceho funkčného obdobia. Rozhodnutie parlamentu bude postúpené Rade, Komisii, ESMA a vládam členských štátov.

Marlene Mizzi (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the Gualtieri (A8-0346/2015) report, because I support the extension of the term of office of the Chairperson of the European Securities and Markets Authority (ESMA).

Csaba Molnár (S&D), *írásban*. – Az Európai Értékpapír-piaci Hatóság létrehozásáról a 2010. november 24-én elfogadott 1095/2010/EU európai parlamenti és tanácsi rendelet intézkedett. Elnökét, Steven Maijooort 2011-ben nyílt pályázati eljárást követően az ESMA felügyeleti tanácsa nevezte ki ötéves hivatali időre. Az említett rendelet értelmében a felügyeleti tanács az elnök megbízatását egy alkalommal meghosszabbíthatja, amennyiben ezt a döntést a Parlament is megerősíti. A felügyeleti tanács szeptember 24-i döntésével javasolta a hivatalban lévő elnök megbízatásának meghosszabbítását. A Gazdasági és Monetáris Bizottság november 17-én meghallgatta Steven Maijooort, és jelentésében azt javasolta a Parlamentnek, hogy a felügyeleti tanács döntését erősítse meg. Ennek megfelelően szavaztam.

Bernard Monot (ENF), *par écrit*. – Pour l'AEMF, le groupe ENF a voté contre la reconduction de Steven Maijoor, dont les positions très favorables à l'industrie financière ont, par exemple, amené l'AEMF à repousser d'une année l'implémentation de la directive EMIR et à retarder désormais celle de MiFID II.

Alors que la Commission a préparé le texte en 2010-2011, qu'il a été adopté en codécision en 2014 et qu'il devrait entrer en vigueur en 2018, l'AEMF fait traîner les choses en niveau 2, au plus grand bénéfice des opérateurs de marché britanniques notamment, qui redoutent cette surcharge réglementaire.

Le délai de neuf ans pour voir un texte central de régulation des marchés entrer en vigueur illustre les dysfonctionnements structurels de la régulation des marchés, telle qu'elle est organisée par les institutions européennes.

Cláudia Monteiro de Aguiar (PPE), *por escrito*. – Em 2011, foi nomeado o primeiro Presidente da ESMA, pelo Conselho de Supervisores, para um mandato de cinco anos, de acordo com o disposto no artigo 48.º, n.º 2, do Regulamento (UE) n.º 1095/2010, sendo possível a prorrogação do respetivo mandato por mais cinco anos, desde que confirmado pelo Parlamento Europeu, nos termos do n.º 4 desse mesmo artigo.

Nesta medida, foi proposta a prorrogação do mandato do atual Presidente da ESMA, Steven Maijoor. Consequentemente, a Comissão dos Assuntos Económicos e Monetários realizou uma audição, que foi bem-sucedida, em que o Presidente Steven Maijoor proferiu uma declaração inicial, seguindo-se questões colocadas pelos membros da comissão.

Voto a favor do presente relatório, na medida em que obedece aos critérios legalmente exigidos para prorrogação do mandato do presidente desta instituição.

Sophie Montel (ENF), *par écrit*. – La prolongation du mandat du président de l'Autorité européenne des marchés financiers, Steven Maijoor, ne semble pas opportune. Il a démontré dans l'exercice de ses fonctions qu'il défendait davantage la City de Londres que les intérêts des peuples européens.

C'est sous son mandat que l'AEMF a repoussé d'une année l'implémentation de la directive EMIR et a retardé celle de MiFID II. Alors que la Commission a préparé le texte en 2010-2011, pour une adoption en codécision en 2014, une entrée en vigueur en 2018 montre que l'AEMF fait traîner les choses, au plus grand bénéfice des opérateurs de marché à Londres qui redoutent cette surcharge réglementaire.

C'est pourquoi je vote contre la prolongation du mandat de M. Maijoor.

Claude Moraes (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the report which ratifies the ECON Committee's support the extension of the term of office of Steven Maijoor as Chairperson of the ESMA by another five-year term.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport relatif à la prolongation du mandat du président de l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF).

Steven Maijoor, premier président de l'AEMF, a été désigné en 2011 pour un mandat de cinq ans par le conseil des autorités de surveillance de cet organisme, au terme d'une procédure de sélection ouverte. Ce conseil a demandé la prolongation de ce mandat pour une durée de cinq ans. Après avoir procédé à une audition de l'actuel président en exercice, la commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen a approuvé cette demande.

J'ai voté conformément à l'avis rendu par cette commission. Le mandat de président de cette autorité ne peut être renouvelé qu'une fois, avec l'accord du Parlement européen.

József Nagy (PPE), *írásban*. – Meg szeretném köszönni Steven Maijoort úrnak az elmúlt öt évben az Európai Értékpapír-piaci Hatóság élén kifejtett munkáját. Az elmúlt ciklus eredményei, illetve a 2015. november 17-én a Gazdasági és Monetáris Bizottság meghallgatásán elhangzottak alapján támogatom hivatali idejének további öt évvel való meghosszabbítását.

Victor Negrescu (S&D), *in writing*. – I have voted the extension of the term of office of the Chairperson of the European Securities and Markets Authority (ESMA).

Aldo Patriciello (PPE), *per iscritto*. – Non ho dubbi sul fatto che conveniate con me che il lavoro finora svolto da Steven Maijoor come presidente dell'ESMA sia stato eccellente. Per questo vi invito a votare unitariamente in modo positivo per la sua conferma per i prossimi cinque anni. Colgo l'occasione, qualora l'esito della votazione sia quello atteso, per augurarli un buon lavoro.

Marijana Petir (PPE), *napisan*. – Uzimajući u obzir sva prethodno podnesena izvješća dosadašnjeg rada ESMA-e te izraženih vrhunskih kompetencija pri obnašanju dužnosti dosadašnjeg predsjednika Stevena Maijoora, podržavam izvješće o produljenju mandata koje je podnio Roberto Gualtieri. Od svog osnutka 1. siječnja 2011. ESMA (Europsko nadzorno tijelo za vrijednosne papire i tržišta kapitala) je usmjerena na doprinos stabilnosti financijskog sustava unije, kako kroz osiguranje cjelovitosti, učinkovitosti te transparentnosti cijelog urednog djelovanja financijskih tržišta, tako i kroz povećanje zaštite investitora.

Važno je naglasiti kako ESMA predstavlja jedno od neovisnih tijela EU-a, ne prima upute niti jednog drugog organa, institucije ili tijela. Nadzorno tijelo i Uprava predstavljaju njezine glavne organe, dok istovremeno uz svoju neovisnost, odgovara parlamentu EU-a gdje se na zahtjev pojavljuje pred komisijom ECONA. Steven Maijoor se svojom akademskom i stručnom pozadinom pokazao kao kvalitetan predsjednik ovog tijela i smatram da produljenje mandata daje kontinuitet u kvaliteti rada.

Florian Philippot (ENF), *par écrit*. – La prolongation du mandat du président de l'Autorité européenne des marchés financiers, Steven Maijoor, ne semble pas opportune. Il a démontré dans l'exercice de ses fonctions qu'il défendait davantage la City de Londres que les intérêts des peuples européens.

C'est sous son mandat que l'AEMF a repoussé d'une année l'implémentation de la directive EMIR et a retardé celle de MiFID II. Alors que la Commission a préparé le texte en 2010-2011, pour une adoption en codécision en 2014, une entrée en vigueur en 2018 montre que l'AEMF fait traîner les choses, au plus grand bénéfice des opérateurs de marché à Londres qui redoutent cette surcharge réglementaire.

C'est pourquoi je vote contre la prolongation du mandat de M. Maijoor.

Tonino Picula (S&D), *napisan*. – Budući da je 24. rujna 2015. Odbor nadzornika ESMA-e predložio produženje mandata Stevenu Maijooru, aktualnom predsjedniku ESMA-e, na sljedećih pet godina na osnovu uspješnog rada u prethodnom mandatu, podržavam prijedlog za produženje mandata Stevenu Maijooru kao predsjedniku ESMA-e na sljedećih pet godina.

Andrej Plenković (PPE), *napisan*. – Podržavam izvješće kolege zastupnika Roberta Gualtieri o produženju mandata predsjedniku Europskog nadzornog tijela za vrijednosne papire i tržišta kapitala (ESMA).

S obzirom da je prvog predsjednika ESMA-e Odbor nadzornika imenovao 2011. nakon otvorenog selekcijskog postupka na mandat od pet godina u skladu s člankom 48. stavkom 2. Uredbe (EU) br. 1095/2010, a uzimajući u obzir da je člankom 48. stavkom 4. Uredbe (EU) br. 1095/2010 predviđeno da Odbor nadzornika može jednom produžiti mandat predsjedniku ESMA-e.

Budući da je Odbor nadzornika ESMA-e predložio produženje mandata Stevenu Maijooru, aktualnom predsjedniku ESMA-e, na sljedećih pet godina te da je o tome obavijestio Europski parlament, slažem se da se produži mandat Stevenu Maijooru na sljedećih pet godina.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), *per iscritto*. – La «European securities and markets authority» (ESMA) ha il compito di supervisione dei mercati finanziari e delle agenzie di *rating* in modo da garantire la stabilità del sistema finanziario della UE lavorando in collaborazione con l'Autorità bancaria europea (EBA) e con l'Autorità europea delle assicurazioni e delle pensioni (EIOPA), al fine di costruire un sistema regolamentare uniforme per i mercati finanziari dell'Unione europea.

Il comitato direttivo dell'ESMA ha riconfermato, per un nuovo mandato di cinque anni, l'attuale presidente Steven Maijoor. Nel suo ruolo a capo dell'ESMA, Steven Maijoor continuerà a guidare e pianificare il lavoro del comitato che dirige l'organizzazione, il quale è composto dai rappresentanti delle autorità di vigilanza nazionali dei paesi dell'UE.

Auguro al Presidente Steven Maijoor di continuare a lavorare allo scopo di incrementare e migliorare le misure di protezione degli investitori e la stabilità dei mercati finanziari dell'Unione europea.

Franck Proust (PPE), *par écrit*. – Nous avons été appelés à nous prononcer sur la prolongation du mandat du président de l'AEMF. C'est une procédure commune. Il est bon que le Parlement exerce un contrôle sur le fonctionnement des organes dépendant des institutions.

Claude Rolin (PPE), *par écrit*. – Ce jour, j'ai voté en faveur de la proposition de prolongation du mandat de Steven Maijoor en tant que président de l'Autorité européenne des marchés financiers pour un nouveau mandat de cinq ans.

Pour rappel, l'Autorité européenne des marchés financiers, basée à Paris, a été créée en 2010 pour préserver la stabilité des marchés financiers européens et combler les lacunes dans la surveillance financière.

Fernando Ruas (PPE), *por escrito*. – Estamos perante mais uma decisão do Parlamento Europeu sobre a prorrogação de um mandato - neste caso, do presidente da Autoridade Europeia dos Valores Mobiliários e dos Mercados (ESMA), Steven Maijoor - por mais cinco anos, nos termos do artigo 48.º, n.º 2, do Regulamento (UE) n.º 1095/2010.

Em 2011, o processo de seleção de Steven Maijoor para este cargo seguiu uma tramitação totalmente rigorosa e transparente, razão pela qual o Conselho de Supervisores da ESMA apresentou uma proposta de prorrogação do seu mandato, tal como estatui o n.º 4 do artigo 48.º do Regulamento supramencionado.

Após uma audição bem-sucedida na Comissão dos Assuntos Económicos e Monetários e tendo em conta a avaliação positiva no desempenho de tais funções ao longo do primeiro mandato, não existem razões que justifiquem a sua não renovação no cargo e, nessa medida, votei de forma favorável.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. – Dado que nos oponemos al mandato y a la actividad de estas tres agencias supervisoras, nos hemos opuesto también a la extensión del mandato de sus respectivos presidentes.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado en contra del presente informe debido a que supone incrementar el mandato del presidente para garantizar la continuidad del funcionamiento de la Autoridad Europea de Valores y Mercados. No podemos sancionar de manera positiva la gestión de esta Autoridad debido a que es una pieza fundamental del Sistema Europeo de Supervisión Financiera y el funcionamiento de los mercados de valores. Este Sistema implica una cesión de soberanía en el ámbito de la supervisión financiera hacia autoridades que carecen de un verdadero control democrático, lo que resulta en una supervisión financiera diseñada según los intereses de las grandes compañías del sector financiero y, en lo específico, de los grandes especuladores de los mercados. Resulta fundamental regular la supervisión financiera para garantizar los intereses de las clases trabajadoras europeas, y el actual mandato de Steven Maijoor ha demostrado no garantizar una regulación de los mercados que ponga coto a la especulación financiera que se proyecta para la Unión del Mercado de Capitales. Es por esto por lo que he decidido votar en contra del presente informe.

Jill Seymour (EFDD), *in writing*. – In principle I object to the authority of the EU regulators and so cannot support the extension of the term of office. So I voted against this proposal.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. – Steven Maijoor made a good opening statement at the ECON Committee hearing and responded well to the questions from the Members. As ECON approved the extension of the term in office of Mr. Maijoor in his capacity of the Chairperson of the European Securities and Markets Authority earlier this month, this has come to plenary to be voted on.

Monika Smolková (S&D), *písomne*. – V tajnom hlasovaní poslanci Európskeho parlamentu predĺžili funkčné obdobie Stevena Maijoora ako predsedu Európskeho orgánu pre cenné papiere a trhy (ESMA) na ďalšie funkčné obdobie piatich rokov. Predseda ESMA p. Steven Maijoor bol do funkcie menovaný v roku 2011 na základe otvoreného výberového konania na obdobie piatich rokov. V zmysle článku 48 ods. 2 nariadenia (EÚ) č. 1095/2010 Rada orgánov dohľadu ESMA po zohľadnení hodnotenia navrhla predĺžiť funkčné obdobie predsedu ESMA jedenkrát s výhradou potvrdenie Európskym parlamentom. Výbor pre hospodárske a menové veci usporiadal 17. novembra 2015 vypočutie úradujúceho predsedu ESMA Stevena Maijoora, počas ktorého predniesol vyhlásenie a následne odpovedal na otázky členov výboru. Keďže výbor návrh odsúhlasil, predložil návrh uznesenia Európskemu parlamentu na schválenie.

Ivan Štefanec (PPE), *písomne*. – Podporujem predĺžiť funkčné obdobie Stevena Maijoora ako predsedu Európskeho orgánu pre cenné papiere a trhy (ESMA) o ďalšie päťročné obdobie, pretože počas jeho pôsobenia prispel k stabilite finančného systému Európskej Unie, ako aj k skvalitneniu ochrany investorov a napomohol k stabilite finančných trhov.

Davor Ivo Stier (PPE), *napisan.* – Podržao sam prijedlog o produženju mandata predsjedniku Europskog nadzornog tijela za vrijednosne papire i tržišta kapitala (ESMA) Stevenu Maijooru uzimajući u obzir izvješće Odbora za ekonomsku i monetarnu politiku. Naime 24. rujna 2015. Odbor nadzornika ESMA-e predložio je produženje mandata Stevenu Maijooru, aktualnom predsjedniku ESMA-e, na sljedećih pet godina te je o tome obavijestio Europski parlament.

Catherine Stihler (S&D), *in writing.* – I voted in favour to extend the term of office of Steven Maijoor, the incumbent Chairperson of the European Securities and Markets Authority (ESMA), following his statement and replies to questions posed by fellow MEPs in the hearing in the European Parliament Committee on Economic and Monetary Affairs in November.

Dubravka Šuica (PPE), *napisan.* – Europsko nadzorno tijelo za vrijednosne papire i tržišta kapitala (ESMA) osnovano je 24. studenog 2010. godine na temelju članka 48. stavka 4. Uredbe (EU) br. 1095/2010 na prijedlog Europskog parlamenta i Vijeća.

Prvog predsjednika ESMA-e imenovao je Odbor nadzornika ESMA-e 2011. godine nakon otvorenog selekcijskog postupka na razdoblje od pet godina. Budući je člankom 48. stavkom 4. Uredbe (EU) br. 1095/2010 predviđeno da Odbor nadzornika ESMA-e, vodeći računa o procjeni, može jednom produžiti mandat predsjedniku ESMA-e, na osnovu navedenog 24. rujna 2015. godine Odbor nadzornika ESMA-e predložio je produženje mandata gospodinu Stevenu Maijooru, aktualnom predsjedniku ESMA-e, na sljedećih pet godina.

Podržavam prijedlog odluke Europskog parlamenta u prvom čitanju o produženju mandata gospodinu Stevenu Maijooru, kao predsjednika ESMA-e za drugi petogodišnji mandat jer je u dosadašnjem radu pokazao predanost i razinu stručnosti potrebnu za obavljanje posla. K tome, budući se radi o relativno novom tijelu, kontinuitet u vidu produženja mandata otvara perspektivu dosljednog provođenja i ostvarenja zacrtanih ciljeva u postavljenom okviru.

Patricija Šulin (PPE), *pisno.* – Glasovala sem za podaljšanje mandata predsednika Evropskega organa za vrednostne papirje in trge (ESMA). Odbor nadzornikov ESMA je septembra letos predlagal podaljšanje mandata sedanjega predsednika ESMA Stevena Maijoorja za nadaljnjih pet let. G. Maijoor je uspešno preстал tudi zaslišanje na pristojnem odboru Evropskega parlamenta, zato podpiram podaljšanje mandata.

Kay Swinburne (ECR), *in writing.* – The Chairman of the ESMA has had an unprecedented amount of work to do during his first mandate due to the many level 2 measures that the ESMA has drafted. Given this work is still on-going and at a crucial stage, I am happy to approve the current chairman for a second mandate in order to ensure continuity to the legislative process.

Νεοκλής Σουλκιώτης (GUE/NGL), *γραπτώς.* – Δεν στηρίζαμε τη δημιουργία των Ευρωπαϊκών Εποπτικών Αρχών (ΕΕΑ) διότι διαφωνούμε με τον τρόπο λειτουργίας τους και για τον ίδιο λόγο δεν πρόκειται να υποστηρίξουμε ούτε τον επαναδιορισμό των προέδρων τους.

Ελευθέριος Συναδινός (NI), *γραπτώς.* – Το συγκεκριμένο πρόσωπο δεν πληρεί τις προϋποθέσεις που απαιτούνται για την εν λόγω θέση.

Marc Tarabella (S&D), *par écrit.* – Le Parlement s'est prononcé en faveur de la prolongation du mandat. J'ai également émis un vote favorable lors de ce scrutin.

Pavel Telička (ALDE), *in writing.* – I voted in favour of another five-year term in office for the Chairperson of the European Securities and Markets Authority (ESMA), following a proposal by its Board of Supervisors of September 2015. Mr Steven Maijoor was appointed the first Chairperson of the ESMA in 2011. Before joining ESMA, Steven Maijoor was Managing Director at the AFM, the Dutch financial markets regulator and prior to that he was the Dean of the School of Business and Economics at Maastricht University, having pursued a long career in academia.

Ruža Tomašić (ECR), *napisan.* – Glasovala sam za podržavanje produženja mandata Stevenu Maijooru, predsjedniku Europskog nadzornog tijela za vrijednosne papire i tržišta kapitala (ESMA), koje je predložio Odbor nadzornika. Naime, kao regulator tržišta vrijednosnih papira Europske unije ESMA je postigla brojne napretke i značajna postignuća.

Smatram da je na temelju tih rezultata Odbor nadzornika odlučio produžiti mandat predsjedniku ESMA-e koji je tijekom proteklog mandata dokazao svoju sposobnost u vođenju ove izrazito važne organizacije koja svoju odgovornost temelji na jasnom cilju zaštite ulagatelja i osiguranja stabilnosti financijskih tržišta.

Podržala sam novi petogodišnji mandat predsjednika ESMA-e s povjerenjem u odluku Odbora nadzornika koji je tijekom 9 mjeseci prije kraja njegovog prethodnog mandata pozitivno ocijenio rezultate postignute u prvom mandatu i način na koji su ostvareni te dužnosti i zahtjeve u sljedećim godinama, te vjerujem da će i dalje učinkovito obavljati svoju funkciju.

Romana Tomc (PPE), *pisno*. – Poročilo o podaljšanju mandata predsednika Evropskega organa za vrednostne papirje in trge (ESMA) sem podprla, ker člen 48(4) Uredbe (EU) št. 1095/2010 določa, da odbor nadzornikov ESMA ob upoštevanju ocene iz določbe lahko enkrat podaljša mandat predsednika ESMA, po predhodni potrditvi Evropskega parlamenta.

Estefanía Torres Martínez (GUE/NGL), *por escrito*. – Dado que nos oponemos al mandato y a la actividad de estas tres agencias supervisoras, nos hemos opuesto también a la extensión del mandato de sus respectivos presidentes.

István Ujhelyi (S&D), *írásban*. – Az 1095/2010/EU rendelet szerint a felügyeleti tanács – az e rendelkezésben hivatkozott értékelést figyelembe véve – egy alkalommal meghosszabbíthatja az elnök megbízatását, az Európai Parlament megerősítésétől függően. A jelentéstevő Steven Maijoor, az ESMA elnöke hivatali idejének újabb ötéves időszakra történő meghosszabbítására tett javaslatot. Szavazatommal támogattam.

Miguel Urbán Crespo (GUE/NGL), *por escrito*. – Dado que nos oponemos al mandato y a la actividad de estas tres agencias supervisoras, nos hemos opuesto también a la extensión del mandato de sus respectivos presidentes.

Ivo Vajgl (ALDE), *in writing*. – I voted in favour because I approve the proposal for the extension of the term of office of Steven Maijoor as Chairperson of the ESMA by another five-year term. ESMA is an independent EU Authority that contributes to safeguarding the stability of the European Union's financial system by enhancing the protection of investors and promoting stable and orderly financial markets. It achieves this by: assessing risks to investors, markets and financial stability, completing a single rulebook for EU financial markets, promoting supervisory convergence and directly supervising credit rating agencies and trade repositories. This authority plays an important and responsible role and after the hearing with Steven Maijoor, at which he made an opening statement and then responded to questions from the members of the Committee on Economic and Monetary Affairs and after a careful evaluation, I believe the approval was justified.

Ramón Luis Valcárcel Siso (PPE), *por escrito*. – Teniendo en cuenta que la Autoridad Europea de Valores y Mercados ha propuesto extender el mandato del señor Maijoor y que la Comisión de Asuntos Económicos y Monetarios ha aprobado dicha propuesta, considero necesario votar a favor de dicha decisión.

Hilde Vautmans (ALDE), *schriftelijk*. – Ik stemde voor de vijfjarige verlenging van het mandaat van de voorzitter van de Europese Autoriteit voor Effecten en Markten, omdat dit mij de meest gepaste keuze leek.

Miguel Viegas (GUE/NGL), *por escrito*. – Trata-se de uma prorrogação de mandato para o cargo de presidente de uma instituição que foi criada no quadro de um processo de integração económica com o qual não concordamos. Nada temos contra a pessoa em si, nem é para nós relevante opinar sobre as suas qualidades pessoais e profissionais. Estamos certos de que irá desempenhar fielmente as funções para as quais estará mandatado, ou seja, contribuir para consolidar o domínio de classe do setor financeiro e dos grandes grupos económicos que mandam efetivamente nesta UE.

Harald Vilimsky (ENF), *schriftlich*. – Es gibt keine Einwände gegen den bisherigen Vorsitz. Ich stimme diesem Bericht zu.

Marco Zanni (EFDD), *per iscritto*. – Alla fine del 2010 è stato creato un sistema di vigilanza microprudenziale a livello europeo, composto dall'Autorità bancaria europea (EBA, con sede a Londra), dall'Autorità europea degli strumenti finanziari e dei mercati (ESMA, con sede a Parigi) e dall'Autorità europea delle assicurazioni e delle pensioni aziendali e professionali (EIOPA, con sede a Francoforte).

Nel 2011 sono stati nominati i presidenti delle tre *Authority*, per un mandato di 5 anni rinnovabile una sola volta. Il consiglio dell'Autorità europea degli strumenti finanziari e dei mercati ha proposto di rinnovare il mandato a Steven Maijoor. La commissione ECON del Parlamento europeo ha solamente svolto un'audizione del candidato, e successivamente ha votato, la scorsa settimana, il rinnovo del mandato ad ampissima maggioranza.

Ho votato contro, in primo luogo per un metodo di rinnovo quasi automatico e privo di vere motivazioni; inoltre il ruolo e il valore di queste Autorità si è dimostrato sino ad oggi piuttosto marginale, e quindi proseguire nel solco di 5 anni poco soddisfacenti non appare sicuramente la decisione migliore che si potesse prendere.

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – O primeiro presidente da ESMA foi nomeado em 2011 para um mandato de cinco anos. A ESMA é uma das três autoridades que fazem parte do Sistema Europeu de Supervisão Financeira (SESF). A ESMA tem por objetivo expreso salvaguardar a estabilidade do sistema financeiro da UE assegurando a integridade, a transparência, a eficiência e o bom funcionamento dos mercados de valores mobiliários, bem como reforçar a proteção dos investidores.

Criando a ilusão de que os problemas que estiveram na origem da crise financeira de 2007/2008 estão resolvidos, o SESF não alterou a questão de fundo da especulação financeira já que não pôs cobro aos mercados de derivados e aos paraísos fiscais e não instituiu a separação da banca comercial da de investimento. A história encarregar-se-á de mostrar que de pouco valeu a criação destas autoridades europeias.

12.4. Operational and strategic cooperation between Bosnia and Herzegovina and Europol (A8-0352/2015 - Lorenzo Fontana)

Written explanations of vote

Isabella Adinolfi (EFDD), *per iscritto*. – In base all'articolo 23 della decisione Europol, si ritiene di competenza del Consiglio procedere alla conclusione di accordi internazionali con paesi terzi o con organizzazioni internazionali. Gli accordi si fondano generalmente su un reciproco impegno allo scambio di informazioni operative, strategiche o classificate.

Nella proposta presentata dal relatore Fontana si richiede l'instaurazione di una nuova forma di cooperazione con lo Stato della Bosnia-Erzegovina.

Ho deciso di astenermi, in considerazione del fatto che lo scorso 29 novembre sono stati portati a termine i negoziati per una riforma della decisione GAI, istitutiva di Europol. In virtù di tali modifiche, nuove e più stringenti norme verranno a breve applicate. Ho ritenuto perciò opportuno rimandare la creazione di nuove cooperazioni ad un momento successivo, così da permettere l'applicazione della nuova normativa anche ai nuovi accordi.

Tim Aker (EFDD), *in writing*. – UKIP does not oppose the concept of sharing intelligence with neighbouring countries. However we have concerns that Europol is an organisation that should not be the agency in charge. Only bilateral deals with sovereign states should govern these arrangements.

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), *por escrito*. – Hemos votado en contra de la ratificación de este Acuerdo en materia de Cooperación Operativa y Estratégica entre la agencia europea Europol y Bosnia Herzegovina. Nos oponemos al mismo por nuestra posición contraria a la existencia de dicha agencia y por las escasas garantías democráticas con las que se presenta el Acuerdo, que no tiene ningún mecanismo de monitorización de las actividades de la agencia o de las fuerzas bosnias en el marco de las acciones conjuntas que se realicen.

Louis Aliot (ENF), *par écrit*. – Je me suis abstenu sur le rapport sur la coopération opérationnelle et stratégique entre la Bosnie-Herzégovine et Europol.

En effet, si ce rapport vise à améliorer l'efficacité dans la prévention et la lutte contre des formes graves de criminalité, il prévoit aussi des échanges d'informations et comporte des dispositions relatives à l'échange de données à caractère personnel, ce qui est pour moi inacceptable.

De plus, ces accords semblent s'inscrire dans l'optique d'une adhésion potentielle de la Bosnie-Herzégovine, or je suis totalement opposé à cet élargissement.

Lynn Boylan (GUE/NGL), *in writing*. – I voted against proposed cooperation between Europol and Bosnia and Herzegovina on the basis that it advocated the expansion of the operational field of Europol. Serious concerns have been expressed about the lack of political or judicial accountability Europol is subjected to. Furthermore, the sharing of sensitive, at times, personal, data of European citizens with third countries is something I found impossible to endorse.

Marie-Christine Arnautu (ENF), *par écrit*. – Ce rapport concerne la procédure de conclusion d'un accord sur la coopération opérationnelle et stratégique entre Europol et la Bosnie-Herzégovine. Cet accord est destiné à améliorer l'efficacité de la prévention et de la lutte contre les formes graves de criminalité.

Cette coopération prévoit des échanges d'informations concernant l'expertise, les comptes rendus généraux, les résultats d'analyses stratégiques, les procédures d'enquêtes pénales, les méthodes de prévention de la criminalité, etc. L'accord propose également la participation à des activités de formation, la fourniture de conseils et le soutien d'Europol dans certaines enquêtes pénales.

Malheureusement, le texte de l'accord comporte des dispositions relatives à l'échange de données à caractère personnel. Ceci n'est pas acceptable, de même que l'idée sous-tendue par le rapport, à savoir l'adhésion de la Bosnie-Herzégovine à l'Union européenne. J'ai donc choisi de m'abstenir sur ce texte qui avance des propositions intéressantes mais qui comporte malheureusement deux aspects que nous ne pouvons pas soutenir.

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. – Whilst I support strategic co-operation, I do not support Europol. I therefore abstained on this vote.

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Balsavau už šį pasiūlymą dėl Bosnijos ir Hercegovinos bei Europolo operatyvinio ir strateginio bendradarbiavimo. Pritariu raginimams Komisijai, išgaliojus naujam reglamentui dėl Europolo, įvertinti bendradarbiavimo susitarimo nuostatas, visų pirma nuostatas, susijusias su duomenų apsauga.

Nicolas Bay (ENF), *par écrit*. – Prétextant que la Bosnie-Herzégovine est un État candidat potentiel et un proche voisin de l'Union européenne, Europol a engagé la procédure de conclusion d'un accord sur la coopération opérationnelle et stratégique avec la Bosnie-Herzégovine, afin d'améliorer l'efficacité dans la prévention et la lutte contre des formes graves de criminalité. Contrairement à l'accord avec les Émirats arabes unis, ce projet comporte des dispositions relatives à l'échange de données à caractère personnel.

Le rapporteur, mon collègue de la Ligue du Nord Lorenzo Fontana, s'est vu imposer ce rapport qui s'avère inacceptable, car la conclusion de cet accord s'inscrit dans l'optique de l'adhésion de la Bosnie-Herzégovine à l'Union européenne.

Xabier Benito Ziluaga (GUE/NGL), *por escrito*. – Hemos votado en contra de este informe puesto que el Parlamento Europeo y el Consejo han entrado en negociaciones informales sobre un nuevo Reglamento de Europol (2013/0091 (COD)), en el que el procedimiento de celebración de acuerdos internacionales, así como las disposiciones pertinentes y las garantías para la protección de los datos personales de los ciudadanos europeos, se modifican de manera significativa.

Esta informe se refiere a la aprobación de un Acuerdo en materia de Cooperación Operativa y Estratégica entre Europol y Bosnia y Herzegovina, que tiene por objeto el intercambio de información, incluyendo conocimientos especializados, informes generales sobre el estado, los resultados de análisis estratégico, la información sobre los procedimientos de investigación criminal, información sobre los métodos de prevención del delito, la formación y la prestación de asesoramiento y apoyo en las investigaciones penales individuales.

Sin embargo, dichos acuerdos podrán referirse al intercambio de información operativa, estratégica, técnica o clasificada. El Acuerdo en materia de Cooperación Operativa y Estratégica también incluye el intercambio de datos personales. Al no existir garantías con respecto a la libertad y protección de datos de personales entre otros, hemos votado en contra.

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE), *por escrito*. – La seguridad nacional es un concepto superado por la amenaza del terrorismo internacional. La creación de un sistema europeo de inteligencia requiere generalizar las conexiones entre todas las policías que operan en el continente europeo. Este acuerdo con Bosnia y Herzegovina es, por ello, un paso en la dirección adecuada.

Dominique Bilde (ENF), *par écrit*. – Je m'abstiens sur ce rapport sur la coopération opérationnelle et stratégique entre la Bosnie-Herzégovine et Europol.

En effet, si ce texte part d'une bonne intention – à savoir l'amélioration de l'efficacité dans la prévention et la lutte contre les formes graves de criminalité –, les mesures proposées ne me semblent pas pertinentes.

L'accord contient en effet des dispositions relatives à l'échange de données à caractère personnel qui sont inacceptables. En effet, la lutte contre la criminalité ne justifie pas cette mesure véritablement liberticide pour nos concitoyens; commençons déjà par appliquer les lois en vigueur, la tolérance zéro en matière pénale et, surtout, a contrario de l'objectif de ce rapport, stoppons cet élargissement à marche forcée qui ne fait qu'augmenter les risques liés à cette Europe passoire.

Enfin, rappelons que la Bosnie-Herzégovine reste malheureusement aujourd'hui un narco-État et que son instabilité structurelle ne permet pas d'envisager une adhésion future à l'Union européenne.

Mara Bizzotto (ENF), *per iscritto*. – Considerata la posizione geografica e il ruolo strategico della Bosnia-Erzegovina nei Balcani, ritengo che una maggiore cooperazione fra questo paese ed Europol potrà garantire politiche ed azioni di contrasto più efficaci contro la criminalità organizzata. Per tute queste ragioni ho sostenuto con il mio voto questo testo.

José Blanco López (S&D), *por escrito*. – Mediante esta Resolución, el Parlamento traslada al Consejo su posición en relación con la decisión del Consejo por la que se aprueba la celebración por parte de la Oficina Europea de Policía (Europol) del Acuerdo entre Bosnia y Herzegovina y Europol en materia de Cooperación Operativa y Estratégica.

Bosnia y Herzegovina sufre importantes problemas de crimen organizado, motivo por el que el Consejo ha considerado oportuno autorizar el acuerdo de cooperación con Europol, de cara a perseguir más eficazmente, entre otros, el fraude en el IVA y el blanqueo de capitales.

Resulta inquietante, sin embargo, la posibilidad de que puedan transferirse datos personales a Bosnia Herzegovina por parte de la UE. Por ello, y aunque el Parlamento ha previsto solicitar a la Comisión que, en caso de aprobarse, evalúe las disposiciones incluidas en el acuerdo de cooperación, en particular las referidas a la protección de datos, y que, si procede, formule una recomendación en el sentido de que se proceda a autorizar la apertura de una renegociación internacional del acuerdo, el Grupo Socialista no ha considerado suficientes estas salvaguardas, por lo que ha decidido votar en contra.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Balsavau dėl šio pranešimo, nes juo Europos Parlamentas pritarė tam, kad Europos policijos biuras (Europolas) sudarytų Bosnijos ir Hercegovinos ir Europolo operatyvinio ir strateginio bendradarbiavimo susitarimą. Pagal ES teisės aktus, Europolas turi sudaryti susitarimus su trečiosiomis valstybėmis, kurios įtrauktos į Sprendimu 2009/935/TVR nustatytą sąrašą. Tokių susitarimų tikslas – remti ir stiprinti valstybių narių kompetentingų institucijų veiksmus bei jų tarpusavio bendradarbiavimą organizuoto nusikalstamumo, terorizmo ir kitų rūšių sunkių nusikaltimų, darančių poveikį dviem ar daugiau valstybių narių, prevencijos ir kovos su jais srityje, ir jie gali būti susiję su keitimusi operatyvine, strategine arba techninio pobūdžio informacija, įskaitant asmens duomenis ir išlaptintą informaciją. Bosnija ir Hercegovina yra įtraukta į Sprendimu 2009/935/TVR nustatytą sąrašą, taigi, siekiant padidinti sunkių formų nusikaltimų prevencijos ir kovos su jais veiksmingumą, visų pirma, atsižvelgiant į tai, kad Bosnija ir Hercegovina yra potenciali šalis kandidatė ir artima Sąjungos kaimynė, su kuria palaikoma daug ryšių ir vyksta daug mainų, Europolas inicijavo Bosnijos ir Hercegovinos ir Europolo operatyvinio ir strateginio bendradarbiavimo susitarimo sudarymo procedūrą. Parlamentas jai pritaria.

Renata Briano (S&D), *per iscritto*. – L'accordo di cooperazione tra Bosnia-Erzegovina ed Europol è un atto da salutare positivamente, utile nel quadro della migliore cooperazione strategica ed operativa tra gli Stati membri dell'Unione europea e i paesi alleati nell'ottica di una maggiore efficienza della lotta al terrorismo, alle mafie, al contrabbando e alla criminalità internazionale.

Steeve Briois (ENF), *par écrit*. – Avec comme ligne de mire l'adhésion de la Bosnie-Herzégovine dans l'Union européenne, Europol a engagé avec cet État la procédure de conclusion d'un accord sur la coopération opérationnelle et stratégique qui vise à accroître l'efficacité dans la lutte et la prévention contre la criminalité dans un pays qui est particulièrement touché par ce fléau.

Cette coopération comprend des échanges d'informations sur des procédures d'enquête pénale comme sur des méthodes de prévention de la criminalité. L'accord comporte également des échanges de données à caractère personnel.

Nous sommes opposés à tout élargissement de l'Union européenne et donc à l'adhésion de la Bosnie-Herzégovine. Néanmoins il m'apparaît important dans le contexte actuel de renforcer notre coopération pour lutter contre la criminalité. Je me suis donc abstenu sur ce texte.

Daniel Buda (PPE), *în scris*. – Acordul privind cooperarea operațională și strategică are ca obiectiv sprijinirea și consolidarea activității autorităților competente ale statelor membre și a cooperării reciproce a acestora în vederea prevenirii și combaterii criminalității organizate, a terorismului și a altor forme grave de criminalitate care afectează două sau mai multe state membre. De asemenea, acesta implică schimbul de informații operaționale, strategice, inclusiv date cu caracter personal și informații clasificate.

Conform Deciziei 2009/935/JAI, Bosnia și Herțegovina se află printre țările cu care Europol va încheia astfel de acorduri de cooperare operațională și strategică. M-am exprimat în favoarea Raportului cu privire la Cooperarea operațională și strategică dintre Bosnia și Herțegovina și Europol, pentru a spori eficacitatea în ceea ce privește prevenirea și combaterea formelor grave de criminalitate, în special având în vedere faptul că Bosnia și Herțegovina este un stat potențial candidat și un vecin apropiat al Uniunii, cu care acestea are multe legături și schimburi.

James Carver (EFDD), *in writing*. – UKIP does not oppose the concept of sharing intelligence with neighbouring countries. However we have concerns that Europol is an organisation that should not be the agency in charge. Only bilateral deals with sovereign states should govern these arrangements.

David Casa (PPE), *in writing*. – I voted in favour of the Report on the draft Council implementing decision approving the conclusion by the European Police Office (Europol) of the Agreement on Operational and Strategic Cooperation between Bosnia and Herzegovina and Europol, as it will help in providing a closer police cooperation between the two sides and improve security in the region.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. – La relazione riguarda la proposta di un accordo di cooperazione strategica tra Europol e la Bosnia-Erzegovina che prevede anche lo scambio di dati personali sensibili. È pertanto molto importante garantire che l'accordo sia concluso nel quadro del nuovo regolamento di Europol che richiama la nuova normativa europea sulla protezione dei dati, che verrà approvato a breve. Abbiamo quindi ritenuto che sia opportuno attendere prima di approvare l'accordo di cooperazione, che è pure assolutamente importante. Di conseguenza mi sono astenuto.

Λευτέρης Χριστοφόρου (PPE), *γραφτώς*. – Στηρίζουμε την έκθεση σχετικά με το σχέδιο εκτελεστικής απόφασης του Συμβουλίου για την έγκριση της σύναψης από την Ευρωπαϊκή Αστυνομική Υπηρεσία (Ευρωπόλ) της συμφωνίας επιχειρησιακής και στρατηγικής συνεργασίας μεταξύ της Βοσνίας-Ερζεγοβίνης και της Ευρωπόλ, έχοντας λάβει υπόψη το σχέδιο του Συμβουλίου (10509/2015), έχοντας λάβει υπόψη το άρθρο 39 παράγραφος 1 της Συνθήκης για την Ευρωπαϊκή Ένωση, όπως τροποποιήθηκε από τη Συνθήκη του Άμστερνταμ, έχοντας λάβει υπόψη το άρθρο 9 του πρωτοκόλλου αριθ. 36 σχετικά με τις μεταβατικές διατάξεις, σύμφωνα με τα οποία κλήθηκε από το Συμβούλιο να γνωμοδοτήσει (C8-0276/2015), και, τέλος, έχοντας λάβει υπόψη την απόφαση αριθ. 2009/371/ΔΕΥ του Συμβουλίου, της 6ης Απριλίου 2009, για την ίδρυση Ευρωπαϊκής Αστυνομικής Υπηρεσίας (Ευρωπόλ) και ιδίως το άρθρο 23 παράγραφος 2. Τούτων δοθέντων, συνηγορούμε υπέρ της υποστήριξης του ψηφίσματος.

Κώστας Χρυσόγονος (GUE/NGL), γραπτώς. – Η σύναψη της Επιχειρησιακής και στρατηγικής συνεργασίας μεταξύ της Βοσνίας-Ερζεγοβίνης και της Europol προτείνεται στη βάση του κανονισμού της Europol, όπως είναι σήμερα σε ισχύ.

Ωστόσο, το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο και το Συμβούλιο έχουν εισέλθει σε ανεπίσημες διαπραγματεύσεις για ένα νέο κανονισμό για την Europol, στον οποίο η σύναψη διεθνών συμφωνιών καθώς και οι σχετικές διατάξεις και εγγυήσεις για την προστασία των προσωπικών δεδομένων των Ευρωπαίων πολιτών είναι αυξημένες σε σχέση με όσα σήμερα ισχύουν.

Οι άτυπες διαπραγματεύσεις είναι κοντά στην ολοκλήρωσή τους και ως εκ τούτου θα ήταν πολύ προτιμότερο η προτεινόμενη διεθνής συμφωνία να συναφθεί μετά τη θέση σε ισχύ του νέου κανονισμού, ώστε να διασφαλίζονται πιο αποτελεσματικά τα θεμελιώδη δικαιώματα. Γι' αυτό το λόγο ψήφισα κατά της συγκεκριμένης πρότασης.

Salvatore Cicu (PPE), *per iscritto*. – Ho votato a favore della proposta in esame concernente l'approvazione della conclusione dell'accordo sulla cooperazione operativa e strategica tra la Bosnia-Erzegovina ed Europol, che comprende i dati personali. Le informazioni di cui trattasi potrebbero essere inerenti al settore delle conoscenze specialistiche, dei rapporti generali di situazione, dei risultati di analisi strategiche, delle informazioni sulle procedure delle indagini penali e sui metodi di prevenzione della criminalità, nonché delle informazioni di sostegno nell'ambito di singole indagini penali. Il Parlamento inoltre ritiene opportuno che il Consiglio eviti di approvare il progetto di decisione fino all'entrata in vigore del nuovo regolamento di Europol.

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. – A Europol, enquanto centro de análise de informação que pretende prestar apoio aos Estados-Membros, tem à sua disposição um conjunto de instrumentos, nomeadamente a cooperação com países terceiros através de acordos de cooperação. Ao Parlamento compete, por enquanto, apenas dar uma opinião.

O acordo com a Bósnia, país vizinho, localizado entre Estados-Membros, reveste-se, por isso, de particular importância. Sem prejuízo da sua utilidade, o relator sugere corretamente que a Comissão o reveja à luz da futura base jurídica da Europol.

Apoio, por isso, a celebração do acordo nos termos propostos.

Birgit Collin-Langen (PPE), *schriftlich*. – Ich habe für den Bericht gestimmt, weil wir den Austausch zwischen Bosnien und Herzegowina als direktem Nachbarstaat und Europol intensivieren sollten. Diese Zusammenarbeit wird den Austausch von Spezialkenntnissen, Ergebnissen strategischer Analysen, Informationen über strafrechtliche Ermittlungsverfahren und Informationen über Methoden zur Prävention vereinfachen. Dies kann dazu beitragen, effektiv schwere Kriminalität wirksam zu bekämpfen.

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – Sono d'accordo con la relazione presentata dal collega Fontana riguardante il progetto concernente la conclusione dell'accordo sulla cooperazione operativa e strategica tra la Bosnia-Erzegovina ed Europol, così come concordato anche con il Consiglio.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL), *por escrito*. – Hemos votado en contra de la ratificación de este Acuerdo en materia de Cooperación Operativa y Estratégica entre la agencia europea Europol y Bosnia Herzegovina. Nos oponemos al mismo por nuestra posición contraria a la existencia de dicha agencia y por las escasas garantías democráticas con las que se presenta el Acuerdo, que no tiene ningún mecanismo de monitorización de las actividades de la agencia o de las fuerzas bosnias en el marco de las acciones conjuntas que se realicen.

Pál Csáky (PPE), *írásban*. – Az Europolra vonatkozó jelenlegi tanácsi határozat értelmében az Európai Parlamenttel való konzultációt követően a Tanácsnak kell jóváhagynia a nemzetközi együttműködési megállapodások harmadik országokkal vagy nemzetközi szervezetekkel történő megkötését. A szervezett bűnözés elleni hatékony fellépés, illetve megelőzés céljából, kiindulva abból, hogy Bosznia-Hercegovina potenciális jövőbeni uniós tagállam, és jelenleg az Unió szomszédos állama, az Europol szerint fontos az operatív és stratégiai együttműködésről szóló megállapodás megkötése. Az Európai Parlament ma hozzájárulását adta a megállapodás megkötéséhez.

Daniel Dalton (ECR), *in writing*. – I very much welcome this cooperation agreement between Europol and Bosnia-Herzegovina. The need for more international cooperation in the fight against serious crime and terrorism has been highlighted by recent tragic events in Europe. This is especially the case within Europe, where the current migration crisis has demonstrated the difficulty national border authorities have in monitoring and preventing the movement of unauthorised individuals. This agreement allows for the exchange of specialist knowledge, strategic analysis, information on crime prevention methods and support in individual criminal investigations, a useful tool for both Bosnia-Herzegovina and Europol. The benefits of this deal to European security are clear, and I am happy to support

it in today's vote.

Michel Dantin (PPE), *par écrit*. – Ce rapport s'inscrit dans le cadre de la procédure de consultation et concerne la conclusion par l'Union européenne d'un nouvel accord visant à renforcer la coopération policière entre Europol et la Bosnie-Herzégovine.

Nous avons insisté pour qu'à l'avenir, les règles incluent une clause de révision pour de tels accords et pour que le Parlement ait son mot à dire. L'objectif des députés européens est de veiller à ce que les parties à l'accord respectent pleinement les normes relatives à la protection des données et les normes européennes en matière de police.

Considérant que ce rapport est équilibré, j'ai voté pour.

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. – J'ai soutenu ce rapport sur la conclusion d'un accord de coopération opérationnelle et stratégique entre la Bosnie-Herzégovine et Europol. Cet accord a pour objectif d'améliorer nos échanges avec la Bosnie-Herzégovine, pays voisin de l'Union européenne, afin de prévenir et de lutter contre la criminalité organisée, le terrorisme et d'autres formes de criminalité.

Mireille D'Ornano (ENF), *par écrit*. – Ce rapport s'attache à favoriser la prévention et la lutte contre la criminalité organisée en Bosnie. Toute forme de coordination pour favoriser la lutte contre le développement d'organisations criminelles est bien entendu louable.

A fortiori ici, la Bosnie étant un potentiel candidat à l'adhésion dans l'Union européenne. Bien que nous condamnions l'extension constante du domaine de la lutte contre l'Union européenne, il est déjà important de lutter contre ses conséquences. Cependant, l'échange de données personnelles est une atteinte aux libertés que le Front National et moi-même avons toujours combattue.

Opposée à l'élargissement de l'Union et à l'échange de données à caractère personnel, j'ai voté contre ce rapport.

Ангел Джамбазки (ECR), *в писмена форма*. – Подкрепих доклада на колегата Фонтана относно сключването на споразумение за сътрудничество между Европол и Босна и Херцеговина, което, смятам, че ще бъде полезно за запазването на сигурността на европейските граждани. В условията на сътрудничество влизат обмена на стратегическа информация, информация за наказателни разследвания, обмен на лични данни, както и методи за предотврътяване на престъпления.

В днешната ситуация, в която е заплашена сигурността и целостта на ЕС, трябва да използваме всички възможни инструменти за сътрудничества със съседни държави, за да засилим борбата с трансграничната и организирана престъпност.

Edouard Ferrand (ENF), *par écrit*. – Je me suis abstenu sur cette délibération, parce que je ne souhaite pas de rapprochement entre la Bosnie-Herzégovine et l'Union européenne.

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Este relatório propõe o estabelecimento de um acordo de cooperação estratégica entre a Europol e a Bósnia e Herzegovina, que visa a troca de informações, incluindo conhecimentos específicos, relatórios gerais sobre a situação, os resultados da análise estratégica, informações sobre os procedimentos de investigação criminal, informações sobre os métodos de prevenção do crime, formação, aconselhamento e apoio em investigações criminais.

À semelhança de outras agências da UE, a Europol é uma estrutura criada para impor a concretização do caminho da federalização. Desde a sua criação que lhe têm vindo a ser atribuídas competências que atentam contra a soberania dos Estados, desenvolvendo a sua atividade sem qualquer controlo democrático. Entendemos que a Europol não deve sobrepor-se às polícias nacionais.

Esta proposta de acordo de cooperação constitui mais um passo no processo de integração da Bósnia e Herzegovina, não deixando de poder configurar um ato de ingerência e de pressão sobre aquele país. Na apreciação deste relatório pesa naturalmente a nossa posição de princípio contra a federalização dos assuntos internos e da justiça e, particularmente, a nossa posição relativamente à Europol.

Votámos contra.

Raffaele Fitto (ECR), *per iscritto*. – Ho espresso il mio voto a favore dell'accordo sulla cooperazione operativa e strategica tra la Bosnia-Erzegovina ed Europol, poiché ritengo necessario un rafforzamento della collaborazione tra il suddetto paese e l'Agenzia europea per raggiungere risultati più efficaci nel campo della lotta al crimine.

Luke Ming Flanagan (GUE/NGL), *in writing*. – I voted against the legislative resolution because it is unrealistic.

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Súčasná situácia v Európskej únii ako aj v globálnom svetovom kontexte si vyžaduje prijímanie rozhodnutí zahŕňajúcich spoluprácu s tretími štátmi alebo medzinárodnými organizáciami podľa článku 23 ods. 2 rozhodnutia Rady. Takáto spolupráca a dohody sa môžu týkať výmeny strategických odborných či operatívnych informácií, ako aj utajovaných skutočností. Súčasťou takýchto dohôd je aj výmena osobných údajov. Z operatívneho hľadiska považujeme za potrebné, aby EUROPOL strategicky spolupracoval s Bosnou a Hercegovinou.

Lorenzo Fontana (ENF), *per iscritto*. – La cooperazione di Europol con la Bosnia-Erzegovina è motivata da chiare esigenze operative. Secondo Europol la Bosnia-Erzegovina, vista la sua posizione e il suo ruolo strategico nei Balcani, riveste un ruolo importante per poter attuare politiche di maggior vigore nella lotta contro la criminalità organizzata.

Λάμπρος Φουντούλης (NI), *γραπτώς*. – Η Βοσνία - Ερζεγοβίνη δεν είναι κράτος στο οποίο τα θεμελιώδη δικαιώματα, το κράτος δικαίου, η ανεξαρτησία του τύπου και των ΜΜΕ τυγχάνουν σεβασμού και προστασίας. Αποτελεί σταθμό διαμετακομιστικό και βάση εκπαίδευσης τζιχαντιστών, άντρο ακραίων ισλαμικών στοιχείων, μια χώρα στην οποία ξεπλύνεται μαύρο χρήμα και όπου ανθεί η δουλεμπορία (human trafficking), ένα κράτος υπό γενική αποσύνδεση εξαιτίας των διαφορών μεταξύ των ομοσπονδιών (Σέρβων, Κροατών και Βογομίλων). Υπό αυτό το πρίσμα, οποιαδήποτε στρατηγική συνεργασία ενέχει κινδύνους, ειδικά όταν μιλούμε για ανταλλαγή διαβαθμισμένων πληροφοριών και δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα. Για τους παραπάνω λόγους καταψηφίζω την παρούσα έκθεση.

Мария Габриел (PPE), *в писмена форма*. – Гласувах в подкрепа на този доклад, защото сключването на споразумение между Босна и Херцеговина и Европол е ключово за задълбочаване на сътрудничеството между страната и Европейския съюз.

Смятам, че споразумението за оперативно и стратегическо сътрудничество има добавена стойност, тъй като цели засилване на сътрудничеството между ЕС и трети държави за предотвратяване и борба с тежки престъпления с международен характер чрез обмен на оперативна, стратегическа и техническа информация, включително лични данни и класифицирана информация. То ще позволи предприемането на ефективни мерки за борба с тероризма чрез регламентиране на отношенията на Европейската полицейска служба със стратегически партньор на Западните Балкани като Босна и Херцеговина.

В заключение приветствам това споразумение, защото подчертава постигнатия от Босна и Херцеговина в някои области напредък по отношение на приобщаването на страната към европейските ценности.

Kinga Gál (PPE), *in writing*. – With today's vote we approve the conclusion of the Agreement on Operational and Strategic Cooperation between Europol and Bosnia-Herzegovina.

This agreement has the objective of supporting and strengthening action and mutual cooperation in preventing and combating organised crime, terrorism and other forms of serious crime, through the exchange of operational, strategic or technical information, including personal data and classified information.

We support today's resolution, given that Bosnia-Herzegovina is a potential candidate state and a close neighbour of the Union, with which Bosnia-Herzegovina has many links and exchanges.

Francesc Gambús (PPE), *por escrito*. – He votado a favor convencido de la oportunidad y necesidad de cooperación entre Bosnia y Herzegovina y Europol. Hoy más que nunca es necesario profundizar en la cooperación internacional para encarar los retos de seguridad que tenemos por delante.

Jens Gieseke (PPE), *schriftlich*. – Bosnien und Herzogowina gewinnt zunehmend an Bedeutung für die erfolgreiche Bekämpfung der organisierten Kriminalität. Deshalb ist eine engere Zusammenarbeit wichtig und zukunftsweisend.

Nathan Gill (EFDD), *in writing*. – UKIP does not oppose the concept of sharing intelligence with neighbouring countries. However we have concerns that Europol is an organisation that should not be the agency in charge. Only bilateral deals with sovereign states should govern these arrangements.

Tania González Peñas (GUE/NGL), *por escrito*. – Hemos votado en contra de este informe puesto que el Parlamento Europeo y el Consejo han entrado en negociaciones informales sobre un nuevo Reglamento de Europol (2013/0091 (COD)), en el que el procedimiento de celebración de acuerdos internacionales, así como las disposiciones pertinentes y las garantías para la protección de los datos personales de los ciudadanos europeos, se modifican de manera significativa.

Esta informe se refiere a la aprobación de un Acuerdo en materia de Cooperación Operativa y Estratégica entre Europol y Bosnia y Herzegovina, que tiene por objeto el intercambio de información, incluyendo conocimientos especializados, informes generales sobre el estado, los resultados de análisis estratégico, la información sobre los procedimientos de investigación criminal, información sobre los métodos de prevención del delito, la formación y la prestación de asesoramiento y apoyo en las investigaciones penales individuales.

Sin embargo, dichos acuerdos podrán referirse al intercambio de información operativa, estratégica, técnica o clasificada. El Acuerdo en materia de Cooperación Operativa y Estratégica también incluye el intercambio de datos personales. Al no existir garantías con respecto a la libertad y protección de datos de personales entre otros, hemos votado en contra.

Antanas Guoga (ALDE), *in writing*. – My vote was decided by the fact that it would be much preferable for this proposed international cooperation agreement to be adopted after the new Europol Regulation has entered into force, following the new enhanced procedure and abiding by the rigorous new provisions and safeguards.

Brian Hayes (PPE), *in writing*. – I voted to support this report because I approve the Council draft. I also agree that the Commission should assess the situation, after the entry into force of the new Europol Regulation, of the provisions contained in the cooperation agreement, in particular on data protection. Lastly I agree the Commission should inform Parliament and the Council of the outcome of this assessment and, if appropriate, submit a recommendation for an authorisation to open international renegotiation of the agreement.

Brice Hortefeux (PPE), *par écrit*. – J'ai soutenu l'adoption du rapport du député européen Lorenzo FONTANA sur la coopération opérationnelle et stratégique entre la Bosnie-Herzégovine et Europol.

Le rapporteur avait proposé le rejet de l'accord, conformément à la position traditionnelle de son parti qui rejette la moindre forme de coopération entre autorités sécuritaires à l'échelle européenne, mais avait été mis en minorité lors du vote en commission parlementaire des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE).

Pourtant, la circulation de l'information et le partage de renseignements sont à mon sens essentiels pour identifier et traquer les criminels et terroristes. Je suis persuadé que le potentiel de l'agence Europol pour rassembler et agréger les informations en provenance des autorités nationales est sous-exploité.

C'est pourquoi, contrairement au rapporteur, j'ai soutenu l'accord visant à établir une coopération opérationnelle et stratégique entre les autorités bosniaques et Europol, qui est essentielle dans la lutte contre la criminalité organisée, le terrorisme et d'autres domaines tout aussi prioritaires.

Филиз Хюсменова (ALDE), *в писмена форма*. – Подкрепям доклада относно проекта за решение на Съвета за одобряване на сключването на Споразумение за оперативно и стратегическо сътрудничество между Босна и Херцеговина и Европол, тъй като вярвам, че единственият начин за ефективна превенция и борба с организираната престъпност е чрез споделянето на наличната информация.

Събитията от последните месеци недвусмислено показаха, че сътрудничеството между службите и обменът на оперативна и стратегическа информация е от изключително значение за навременното реагиране спрямо транснационалните престъпни мрежи.

Ето защо смятам, че споделянето на информация между Европол и държавите със статут на кандидат – член, в съседство на ЕС трябва да бъде подкрепено в името на общата ни цел – изграждането на пространство на правосъдие, свобода и сигурност.

Cătălin Sorin Ivan (S&D), *in writing*. – I have voted according to the recommendation of the political group.

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan*. – Glasao sam protiv nacрта zakonodavne rezolucije Evropskog parlamenta o nacrtu provedbene odluke Vijeća kojom se Europskom policijskom uredu (Europol) odobrava sklapanje Sporazuma o operativnoj i strateškoj suradnji između Bosne i Hercegovine i Europol-a, zbog toga što se na taj način osnažuje uloga Evropskog parlamenta u dotičnom procesu i potiču se unaprijedene sigurnosne mjere te se omogućuje temeljita analiza Sporazuma, što istovremeno predstavlja stav ALDE grupe.

Diane James (EFDD), *in writing*. – UKIP does not oppose the concept of sharing intelligence with neighbouring countries. However we have concerns that Europol is an organisation that should not be the agency in charge. Only bilateral deals with sovereign states should govern these arrangements.

Petr Ježek (ALDE), *písemně*. – Hlasoval jsem ve prospěch doporučení Parlamentu k uzavření smlouvy o strategické spolupráci v boji proti závažné trestné činnosti a terorismu mezi Spojenými arabskými emiráty a Evropským policejním úřadem (Europol), jelikož považují posilování policejní spolupráce s partnery na Blízkém východě za zcela žádoucí za dané bezpečnostní situace. Rozumím argumentu, že brzy bude schválena novela nařízení EU (2013/0091(COD)), která umožní přímou kontrolu Evropského parlamentu nad posuzováním smluv o spolupráci Europolu s orgány třetích zemí. Tento legislativní akt však nabude platnosti až v roce 2017. S ohledem na současnou situaci v Evropě jsem se tedy rozhodl neotálet s uzavřením této smlouvy.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport Fontana sur la coopération opérationnelle et stratégique entre la Bosnie-Herzégovine et Europol.

En effet, si le rapporteur avait initialement proposé de rejeter l'accord visant à établir une coopération opérationnelle et stratégique entre les autorités bosniaques et Europol, celui-ci a été mis en minorité, si bien que le rapport mis aux voix reflète désormais la position du groupe PPE.

Cet accord de coopération doit permettre de mieux lutter contre la criminalité transnationale. Pour agir contre ce fléau il est nécessaire de renforcer les collaborations entre les pays tiers et l'Union européenne, ce qui sera le cas par cet accord.

Cette décision a été adoptée, ce dont je me félicite.

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport qui vise à améliorer l'efficacité dans la prévention et la lutte contre la criminalité entre l'Union européenne et la Bosnie-Herzégovine en signant des accords de coopération entre Europol et ce pays.

Barbara Kappel (ENF), *schriftlich*. – Die Kommission wird aufgefordert, die in dem Kooperationsabkommen enthaltenen Bestimmungen, insbesondere zum Datenschutz, nach dem Inkrafttreten der neuen Europol-Verordnung zu bewerten. Eine neue Bewertung der Lage soll zur Eröffnung einer Neuverhandlung des Abkommens auf internationaler Ebene führen. Ich stimme deshalb für diesen Bericht.

Béla Kovács (NI), *írásban*. – Bosznia-Hercegovina és az Európai Rendőrségi Hivatal (Europol) közötti operatív és stratégiai együttműködés feltétlenül indokolt, hiszen ott a közelmúltban lezajlott háborút követően nem állt helyre az állam tekintélye a korábbi szinten, így erős a szervezett bűnözés. A jelentést megszavaztam, különös tekintettel arra, hogy a bűnözői körök az EU területén is jelentős pozíciókat szereztek, ezért az ellenük való összehangolt fellépés nagyon időszerű.

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. – Il progetto in esame concerne la proposta di approvazione della conclusione di un accordo sulla cooperazione operativa e strategica tra la Bosnia-Erzegovina ed Europol in merito ai dati personali. Questa precisa congiuntura storica ci impone di collaborare strettamente con i paesi della penisola balcanica, divenuti crocevia delle correnti migratorie verso l'Europa. In quest'ottica, spero che questo accordo sia un passo per una sempre più viva collaborazione e che possa consentire una futura integrazione con l'intera area.

Ho deciso di dare il mio parere positivo perché ritengo che tale accordo permetterà, ad entrambe le parti, di condurre indagini più accurate attraverso lo scambio di informazioni operative, strategiche, tecniche e/o classificate.

Marine Le Pen (ENF), par écrit. – Je me suis abstenue sur le rapport sur la coopération opérationnelle et stratégique entre la Bosnie-Herzégovine et Europol.

Cet accord comporte des dispositions relatives à l'échange de données à caractère personnel. Ceci est inacceptable. En outre, la conclusion de cet accord s'inscrit dans l'optique de l'adhésion potentielle de la Bosnie-Herzégovine à l'Union européenne. Or le Front National est opposé à cet élargissement.

Cependant, je condamne l'attitude du groupe socialiste lors du vote de ce rapport. La grande majorité des députés socialistes ont refusé de participer au vote vu que le rapporteur est membre du groupe ENL. Ce sectarisme est la raison pour laquelle je me suis abstenue au lieu de voter contre le rapport.

Gilles Lebreton (ENF), par écrit. – Je me suis abstenu sur ce rapport. Certes, il prétend lutter contre le terrorisme. Mais il permet d'échanger des données à caractère personnel de façon excessivement imprudente.

Antonio López-Istúriz White (PPE), por escrito. – La presente Resolución aprueba el proyecto del Consejo de celebración por la Oficina Europea de Policía (Europol) del Acuerdo entre Bosnia y Herzegovina y Europol en materia de Cooperación Operativa y Estratégica tras haber analizado las distintas decisiones del Consejo, el artículo correspondiente del Tratado de la UE y el informe de la Comisión LIBE.

En dicha Resolución se pide asimismo al Consejo que mantenga informado al Parlamento de futuros cambios y a la Comisión que evalúe las disposiciones incluidas en el acuerdo de cooperación y que informe de las mismas al Parlamento y al Consejo.

Considero que se trata de una Resolución positiva y así he votado en consecuencia.

Ivana Maletić (PPE), napisan. – Sporazum o operativnoj i strateškoj suradnji između Bosne i Hercegovne i Europolu definira pravila razmjene podataka i povjerljivih informacija, pružanje znanja i obuka te podrške u pojedinim kaznenim istragama. Svrha potpisivanja sporazuma je međusobna suradnja u sprječavanju i borbi protiv svih oblika kriminala i terorizma te jačanje djelovanja nadležnih tijela BiH-a.

Podržala sam izvješće zastupnika Lorenza Fontane jer smatram kako je ovo važna suradnja s obzirom na trenutnu sigurnosnu situaciju u Europi i činjenicu da BiH graniči s Hrvatskom koja je država članica, ali i s obzirom da je BiH potencijalna država članica.

Andrejs Mamikins (S&D), rakstiski. – Nolīguma parakstīšana par operatīvo un stratēģisko sadarbību starp Bosniju un Hercegovinu un Eiropolu ir svarīgs solis ne tikai šīs Rietumbalkānu valsts integrācijas sekmēšanā ar mūsu kopienu, bet principā pilnīgi loģiska rīcība, kura veicinās ciešāku sadarbību organizētās noziedzības novēršanā un apkarošanā, cīņā pret terorismu utt.

Tāpēc bija tik svarīgi nobalsot par šo projektu Padomes īstenošanas lēmumam, kas ļaus Eiropalam parakstīt attiecīgu nolīgumu. Kurš, starp citu, ietvers arī iespēju apmainīties ar personāliem datiem un klasificēto informāciju – noteikti nepieciešams solis mūsdienās, kad krietni intensificējusies organizētā noziedzība un it īpaši terorisma drauds.

Vajadzētu vēl piebilst sakarā ar terorisma drauda apkarošanu, ka daļa no ieročiem un citiem Eiropas Savienības dalībvalstīs teroraktu laikā pielietotajiem resursiem nāca tieši no Bosnijas un Hercegovinas teritorijas. Lielā mērā arī tāpēc šī sadarbības nolīguma parakstīšana ir tik svarīga un nepieciešama.

Vladimír Maňka (S&D), písomne. – Uzavretie tejto dohody otvára možnosti presadzovania práva v boji proti závažnej medzinárodnej trestnej činnosti a terorizmu pri vytváraní bezpečnej Európy aj v spolupráci s touto potenciálnou kandidátskou krajinou. Prostredníctvom Europolu bude zároveň poskytnutá odborná pomoc a podpora orgánom Bosny a Hercegoviny.

Νότης Μαριάς (ECR), γραπτώς. – Καταψηφίζω την έκθεση σχετικά με το σχέδιο εκτέλεσης απόφασης του Συμβουλίου για την έγκριση της σύναψης από την Ευρωπαϊκή Αστυνομική Υπηρεσία (Ευρωπόλ) της συμφωνίας επιχειρησιακής και στρατηγικής συνεργασίας μεταξύ της Βοσνίας-Ερζεγοβίνης και της Ευρωπόλ, διότι δεν είναι ούτε πλήρης, ούτε τεκμηριωμένη.

David Martin (S&D), *in writing*. – I welcome this new agreement establishing police cooperation between Europol and Bosnia Herzegovina to step up the joint fight against organised crime, terrorism and other forms of serious international crime.

Dominique Martin (ENF), *par écrit*. – J'ai me suis abstenu sur ce rapport d'un député de notre groupe ENF sur la coopération opérationnelle et stratégique entre la Bosnie-Herzégovine et Europol.

Même si ce texte part d'une bonne intention, à savoir l'amélioration de l'efficacité dans la prévention et la lutte contre les formes graves de criminalité, les mesures proposées ne semblent pas pertinentes.

L'une des raisons de mon opposition est que cet accord contient des dispositions relatives à l'échange de données à caractère personnel, qu'il est impossible d'accepter. Cet échange représente une atteinte à la liberté de nos citoyens, ce que nous ne pouvons tolérer, même pour lutter contre la criminalité. Plutôt que de menacer la liberté de nos citoyens, nous devrions commencer par appliquer les lois en vigueur, la tolérance zéro en matière pénale et, surtout, par stopper cet élargissement à marche forcée qui ne fait qu'augmenter les risques.

Fulvio Martusciello (PPE), *per iscritto*. – Ho espresso il mio voto a favore della relazione sulla cooperazione operativa e strategica tra la Bosnia-Erzegovina ed Europol.

In base alle decisioni 2009/371/GAI e 2009/934/GAI, Europol è tenuto a concludere accordi con gli Stati terzi che sono inseriti in un elenco stabilito proprio dalla decisione 2009/934/GAI, tra i quali vi è la Bosnia-Erzegovina. Tali accordi hanno come obiettivo quello di prevenire e combattere la criminalità organizzata, il terrorismo e altre forme di criminalità gravi che interessano due o più Stati e che possono riguardare lo scambio di informazioni operative, strategiche e tecniche.

Proprio per garantire l'efficacia nel prevenire e combattere le forme gravi di criminalità, Europol ha intrapreso la procedura per la conclusione di un accordo sulla cooperazione operativa e strategica tra Bosnia-Erzegovina ed Europol (il cosiddetto accordo operativo e strategico), che prevede scambi di informazioni, tra cui anche risultati di analisi strategiche, informazioni su procedure delle indagini penali, sui metodi di prevenzione della criminalità e la fornitura di consulenza a sostegno di singole indagini penali.

Barbara Matera (PPE), *per iscritto*. – Il progetto cui si riferisce la relazione del collega Fontana, che approvo votando favorevolmente, riguarda la proposta di approvazione della conclusione di un accordo sulla cooperazione tra Bosnia-Erzegovina ed Europol. Si tratterebbe di una cooperazione strategica basata sullo scambio di utili informazioni e di risultati di analisi strategiche, di informazioni sulle procedure delle indagini penali e di metodi di prevenzione della criminalità. La relazione è particolarmente accurata in quanto sottolinea ulteriormente l'opportunità di procedere alla approvazione del progetto soltanto dopo l'entrata in vigore del regolamento di Europol.

Gabriel Mato (PPE), *por escrito*. – Mi apoyo a la Resolución del Parlamento Europeo sobre la celebración por parte de la Oficina Europea de Policía (Europol) del Acuerdo con Bosnia y Herzegovina en materia de Cooperación Operativa y Estratégica.

Georg Mayer (ENF), *schriftlich*. – Die Kommission wird u. a. aufgefordert, die in dem Kooperationsabkommen enthaltenen Bestimmungen, insbesondere zum Datenschutz, nach dem Inkrafttreten der neuen Europol-Verordnung zu bewerten. Eine neue Bewertung der Lage soll zur Eröffnung einer Neuverhandlung des Abkommens auf internationaler Ebene führen. Das befürworte ich und stimme dem Bericht somit zu.

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – L'Office européen de police Europol conclut des accords avec certains pays tiers en vue d'une coopération mutuelle dans la prévention de la criminalité organisée, du terrorisme et pour l'échange de données à caractère personnel.

Il s'agit ici d'un accord avec la Bosnie-Herzégovine. Il intervient alors même qu'une révision d'Europol est en cours, notamment sur les procédures de conclusion d'accords internationaux de ce type et pour assurer de meilleures garanties sur l'utilisation des données personnelles.

Je ne fonde aucun espoir en cette nouvelle législation amendée par la droite. Je vote contre surtout parce que l'échange de données tous azimuts entre des agences et systèmes aux mandats différents (Europol, Frontex, VIS, Eurodac) se fait à l'encontre des droits fondamentaux. Je le fais parce qu'aucune véritable justification n'a été donnée pour cet accord avec la Bosnie-Herzégovine. Laissons d'abord ce pays se doter d'un État fonctionnel.

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. – I chose to support this resolution as it aims to ensure that the competent and relevant authorities designated by Bosnia and Herzegovina and Europol share information. This interconnectivity enables border guards to identify people with either fraudulent or no documents.

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – Le Parlement a été consulté sur le futur accord international instituant une coopération opérationnelle et stratégique entre Europol et la Bosnie-Herzégovine.

Cet accord devrait néanmoins être basé sur le futur règlement Europol, lequel offrira davantage de prérogatives au Parlement européen et garantira de meilleures sauvegardes notamment en matière de protection des données personnelles.

Je suis contre la conclusion d'un tel accord tant que le nouveau règlement Europol n'est pas en vigueur. Bien que totalement favorables à la coopération entre Europol et la Bosnie-Herzégovine, nous voulions envoyer un signal clair et défendre le rôle du Parlement sur des sujets aussi essentiels que la coopération en matière de lutte contre la criminalité et les trafics.

Csaba Molnár (S&D), *írásban*. – A Tanács határozattervezetet nyújtott be, amely jóváhagyná a Bosznia-Hercegovina és az Európai Rendőrségi Hivatal (Europol) közötti operatív és stratégiai együttműködésről szóló, Europol által megkötött megállapodást. Az érvényes szabályok értelmében a jóváhagyás a Tanács jogköre, erről azonban konzultálnia kell a Parlamenttel. Az Állampolgári Jogi, Bel- és Igazságügyi Bizottság jelentésében azt javasolja, hogy a Parlament hagyja jóvá a Tanács határozattervezetét. Az előterjesztést ennek megfelelően megszavaztam.

Bernard Monot (ENF), *par écrit*. – Afin d'améliorer l'efficacité dans la prévention et la lutte contre des formes graves de criminalité, et en particulier compte tenu du fait que la Bosnie-Herzégovine est un État candidat potentiel et un proche voisin de l'Union européenne, Europol a engagé la procédure de conclusion d'un accord sur la coopération opérationnelle et stratégique avec la Bosnie-Herzégovine.

Les termes de la coopération régie par l'accord opérationnel et stratégique prévoient des échanges d'informations qui peuvent comprendre l'expertise, les comptes rendus généraux, les résultats d'analyses stratégiques, les informations sur les procédures d'enquêtes pénales et les informations sur les méthodes de prévention de la criminalité, la participation à des activités de formation, ainsi que la fourniture de conseils et de soutien dans des enquêtes pénales particulières. Par ailleurs, l'accord comporte des dispositions relatives à l'échange de données à caractère personnel.

Ceci est inacceptable. En outre, la conclusion de cet accord s'inscrit dans l'optique de l'adhésion potentielle de la Bosnie-Herzégovine à l'Union européenne. Or nous sommes opposés à cet élargissement.

Cláudia Monteiro de Aguiar (PPE), *por escrito*. – O Acordo de Cooperação Operacional e Estratégica tem como objetivo apoiar e reforçar a ação das autoridades competentes dos Estados-Membros e a sua cooperação mútua em matéria de prevenção e combate à criminalidade organizada, ao terrorismo e a outras formas graves de criminalidade que afetem dois ou mais Estados-Membros e podem incidir no intercâmbio de informações operacionais, estratégicas ou técnicas, incluindo dados pessoais e informações classificadas.

A Europol deve celebrar acordos com os Estados terceiros que tenham sido incluídos na lista estabelecida pela Decisão 2009/935/JAI. A Bósnia-Herzegovina está incluída nessa lista.

Defendo a celebração do Acordo com o propósito de aumentar a eficácia na prevenção e no combate à criminalidade e, em especial, atendendo a que a Bósnia-Herzegovina é um potencial Estado candidato e um vizinho próximo da União.

Sophie Montel (ENF), *par écrit*. – Europol a engagé la procédure de conclusion d'un accord sur la coopération opérationnelle et stratégique avec la Bosnie-Herzégovine.

Les termes de la coopération régie par l'accord opérationnel et stratégique prévoient des échanges d'informations et des dispositions relatives à l'échange de données à caractère personnel.

Ceci est inacceptable. En outre, la conclusion de cet accord s'inscrit dans l'optique de l'adhésion potentielle de la Bosnie-Herzégovine à l'Union européenne. Or je suis opposée à cet élargissement.

C'est pourquoi je m'abstiens sur ce rapport.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport qui porte sur la coopération opérationnelle et stratégique entre la Bosnie-Herzégovine et Europol. Il s'agit d'améliorer la lutte contre la criminalité transnationale en améliorant la coopération entre les autorités bosniaques et l'Office européen de police.

Alessandra Mussolini (PPE), *per iscritto*. – Le attuali contingenze dettano la necessità di garantire una piena condivisione, a livello intra- ed extra-europeo, e un adeguato scambio di informazioni, allo scopo di combattere efficacemente le reti criminali transfrontaliere.

Per tale ragione ho deciso di sostenere con favore la relazione a firma del collega Fontana, la quale sostiene la decisione del Consiglio di autorizzare un accordo negoziato da Europol, l'Ufficio europeo di polizia, e dalla Bosnia-Erzegovina, paese candidato ad entrare a far parte della famiglia comunitaria.

József Nagy (PPE), *írásban*. – Amennyiben azt szeretnénk, hogy az Europol a jövőben is el tudja látni fő feladatát, azaz hatékonyan fel tudja lépni a nemzetközi bűnözés súlyos formái ellen, ill. a szervezett bűnözésnek a megelőzésében, akkor támogatnunk kell minden olyan együttműködést, amely ezt lehetővé teszi számára. Szavazatommal azért támogattam a jelentés elfogadását, hogy a jövőben az Europol hatékonyabban fel tudja lépni a Bosznia-Hercegovinát is érintő, határainkon átnyúló bűnügyekkel kapcsolatban.

Victor Negrescu (S&D), *in writing*. – I have voted for this report that will strengthen the means of exchanging personal data and classified information, and that will ultimately increase data protection in Member States.

Franz Obermayr (ENF), *schriftlich*. – Ich hätte der Kooperation zwischen Europol und Bosnien und Herzegowina zugestimmt, da im momentanen Kampf gegen islamistischen Terrorismus dringend der Balkan als Transferroute und Herkunftsort von illegalen Waffen in den Fokus genommen werden muss. Dies kann nur durch Kooperation mit regionalen Partnern gelingen.

Urmas Paet (ALDE), *kirjalikult*. – Ei toetanud. Euroopa Parlament ja nõukogu on sõlminud Europoli uue regulatsiooni. Bosnia ja Hertsegoviina ja Europoli vaheline operatiiv- ja strateegilise koostöö kokkulepe tuleks sõlmitada siis, kui uus Europoli regulatsioon, mis käsitleb rahvusvaheliste kokkulepete sõlmimise protsessi, on jõustunud. Siis oleks Euroopa kodanike isikuandmed rohkem kaitstud ning kahe osapoole koostöökokkulepe kindlalt raamistikus.

Rolandas Paksas (EFDD), *raštu*. – Balsavau už šį pranešimą. Pritariu, jog būtų sudarytas Bosnijos ir Hercegovinos bei Europolo operatyvinio ir strateginio bendradarbiavimo susitarimas.

Visų pirma, šis susitarimas sustiprins valstybių narių kompetentingų institucijų veiksmus bei jų tarpusavio bendradarbiavimą organizuoto nusikalstamumo, terorizmo ir kitų rūšių sunkių nusikaltimų, prevencijos ir kovos su jais srityse. Pažymėtina, kad Bosnija ir Hercegovina yra potenciali šalis kandidatė ir ES kaimynė. Todėl svarbu nuolat plėsti bendradarbiavimą, ypač siekiant užtikrinti efektyvią sunkių formų nusikaltimų prevenciją ir kovą su jais.

Operatyvinio ir strateginio bendradarbiavimo susitarimas užtikrins efektyvų ir saugų keitimąsi operatyvine, strategine arba techninio pobūdžio informacija, įskaitant asmens duomenis ir įslaptintą informaciją.

Margot Parker (EFDD), *in writing*. – UKIP does not oppose the concept of sharing intelligence with neighbouring countries. However we have concerns that Europol is an organisation that should not be the agency in charge. Only bilateral deals with sovereign states should govern these arrangements.

Aldo Patriciello (PPE), *per iscritto*. – Siamo tutti d'accordo sull'importanza e la qualità del lavoro svolto da Europol. L'estensione della sua rete di cooperazione alla Bosnia-Erzegovina costituisce senza dubbio un valore aggiunto non solo per l'Ufficio europeo di polizia, ma per l'Europa intera soprattutto con riguardo alla delicatezza dello sviluppo delle relazioni con i Balcani. Voto positivamente.

Marijana Petir (PPE), *napisan*. – Podržavam izvješće o nacrtu provedbene odluke Vijeća kojom se Europolu odobrava sklapanje sporazuma o operativnoj i strateškoj suradnji između Bosne i Hercegovine i Europa. Smatram da je to pozitivan korak zbog činjenice da je nakon pristupanja Hrvatske Europskoj uniji 2013. godine Bosna i Hercegovina postala prvi susjed Europske unije.

Ciljevi Europa su komplementarni sa širim ciljevima koje obje strane žele postići, a to je borba protiv organiziranog kriminala, korupcije, terorizma, trgovine ljudima ili finansijskim malverzijama. Ovim sporazumom će se potaknuti prijeko potrebna razmjena informacija, znanja, izvješća o stanju, rezultata strateških analiza, informacija i kriminalističkih istražnih postupaka i uključivanje sudionika u sustav obuke i savjetovanja.

Uz to, postojeće regionalne prijetnje (terorizam, ilegalna trgovina naftom, trgovina ljudima, destabilizacija političkih sustava i migracije) traže znatniji angažman institucija Europske unije s ciljem stabilizacije područja i smanjenja pritiska izazova prema europskom kontinentu. U Bosni i Hercegovini postoji prijetnja radikalizacije koju provode terorističke skupine povezane s regionalnim sukobima na Bliskom istoku, a ovakav postupak omogućuje preventivno djelovanje prema njima.

Florian Philippot (ENF), *par écrit*. – Europol a engagé la procédure de conclusion d'un accord sur la coopération opérationnelle et stratégique avec la Bosnie-Herzégovine.

Les termes de la coopération régie par l'accord opérationnel et stratégique prévoient des échanges d'informations et des dispositions relatives à l'échange de données à caractère personnel. Ceci est inacceptable. En outre, la conclusion de cet accord s'inscrit dans l'optique de l'adhésion potentielle de la Bosnie-Herzégovine à l'Union européenne. Or je suis opposé à cet élargissement.

C'est pourquoi je m'abstiens sur ce rapport.

Andrej Plenković (PPE), *napisan*. – Podržavam izvješće kolege Lorenza Fontane. Profesionalan, efektivan i efikasan rad policijskih i pravosudnih tijela u svrhu uspostave vladavine prava na cijelom području BiH-a jedna je od ključnih odrednica reformske agende usuglašene među svim akterima i institucijama BiH-a. U tom pogledu će stupanje na snagu operativnog sporazuma s Europolom predstavljati velik iskorak prema ispunjavanju ključnih reformskih ciljeva koji su prioritet za što skorije podnošenje zahtjeva Bosne i Hercegovine za članstvo u Europskoj uniji.

Stoga je potrebno da Parlament pri usuglašavanju oko ovog sporazuma iskaže podršku europskoj budućnosti BiH-a, vodeći računa da je Strateški sporazum s Europolom sklopljen još 2007. godine, a tek se nakon suglasja dva entiteta pristupa sklapanju operativnog programa. Sporazum koji definira snažniju međunarodnu suradnju Europa i nadležnih tijela BiH-a u sprječavanju organiziranog kriminala, terorizma i drugih oblika teških kaznenih djela omogućit će BiH-u da osnaži svoje institucije u borbi protiv korupcije i izgradnji pravne države.

U kontekstu nekoliko terorističkih napada koji su zadesili BiH u protekloj godini, te rastućoj opasnosti od terorizma unutar i izvan granica EU-a, adresirao bih važnost fokusiranja rada nadležnih tijela na boljoj razmjeni operativnih, strateških i tehničkih informacija, uključujući osobne podatke i klasificirane informacije, u svrhu borbe protiv radikalizama i terorističkih operacija.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), *per iscritto*. – Il progetto in esame riguarda la proposta di approvazione della conclusione di un accordo sulla cooperazione operativa e strategica tra la Bosnia-Erzegovina ed Europol, che comprende i dati personali.

Il Parlamento europeo e il Consiglio hanno avviato negoziati informali su un nuovo regolamento di Europol (2013/0091(COD)), che prevede modifiche significative per quanto riguarda la procedura per la conclusione di accordi internazionali. Una volta che il nuovo regolamento Europol entrerà in vigore, il parere favorevole del Parlamento sarà necessario per ogni accordo di cooperazione di polizia dell'UE con paesi terzi.

La presente relazione ritiene opportuno che il Consiglio eviti di approvare il progetto di decisione in merito alla cooperazione operativa con la Bosnia-Erzegovina fino all'entrata in vigore del nuovo regolamento di Europol. Ho votato a favore di questa relazione.

Jiří Pospíšil (PPE), *písemně*. – Podporuji spolupráci mezi Europelem a Bosnou a Hercegovinou. Tato země na západním Balkáně patří mezi země ohrožené radikálním islámem, a proto považuji koordinaci mezi EU a Bosnou a Hercegovinou v bezpečnostní oblasti za velmi potřebnou a vhodnou pro další prohlubování.

Franck Proust (PPE), *par écrit*. – Cet accord stratégique est un instrument nécessaire pour renforcer notre coopération avec la Bosnie-Herzégovine dans la prévention et la lutte contre le terrorisme et la criminalité. Je ne comprends pas pourquoi nous le rejetterions, comme le proposait le rapporteur initialement. C'est une attitude irresponsable. Nos pays ont grand intérêt à développer leurs relations dans ce domaine, car le terrorisme et la criminalité ne connaissent malheureusement aucune frontière.

Julia Reid (EFDD), *in writing*. – UKIP does not oppose the concept of sharing intelligence with neighbouring countries. However we have concerns that Europol is an organisation that should not be the agency in charge. Only bilateral deals with sovereign states should govern these arrangements.

Claude Rolin (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce projet de décision portant adoption des règles d'application régissant les relations d'Europol avec ses partenaires, notamment l'échange de données à caractère personnel et d'informations classifiées, et notamment ses articles 5 et 6. La Commission européenne évaluera, après l'entrée en vigueur du nouveau règlement relatif à Europol, les dispositions contenues dans l'accord de coopération, en particulier, celles relatives à la protection des données.

Fernando Ruas (PPE), *por escrito*. – A UE tem estabelecido diversos acordos com vista a reforçar e a apoiar a ação das autoridades competentes dos Estados-Membros, bem como a sua cooperação mútua na prevenção e combate ao crime organizado, terrorismo ou outras formas de criminalidade grave que afetem os seus Estados-Membros.

Estando a Bósnia-Herzegovina numa posição especial enquanto país vizinho da União e sendo um potencial candidato à adesão, foi colocada na lista dos países com os quais a UE tinha intenções de celebrar acordos no combate ao crime organizado.

Considero, por isso, que a celebração deste acordo sobre a cooperação operacional e estratégica entre a Bósnia Herzegovina e a Europol é benéfico para aumentar a eficácia na prevenção e luta contra a criminalidade, sendo também fundamental o «Acordo Operacional e Estratégico», razão pela qual o votei de forma favorável.

Tokia Saïfi (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport sur le projet de décision d'exécution du Conseil portant approbation de la conclusion, par l'Office européen de police (Europol), de l'accord sur la coopération opérationnelle et stratégique entre la Bosnie-Herzégovine et Europol.

Par cette décision, il est demandé à la Commission d'évaluer, après l'entrée en vigueur du nouveau règlement relatif à Europol, les dispositions contenues dans l'accord de coopération, en particulier celles relatives à la protection des données, ainsi que d'informer le Parlement et le Conseil des conclusions de cette évaluation et, le cas échéant, de formuler une recommandation en vue d'autoriser l'ouverture d'une renégociation internationale de cet accord.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. – Hemos votado en contra de este informe puesto que el Parlamento Europeo y el Consejo han entrado en negociaciones informales sobre un nuevo Reglamento de Europol (2013/0091 (COD)), en el que el procedimiento de celebración de acuerdos internacionales, así como las disposiciones pertinentes y las garantías para la protección de los datos personales de los ciudadanos europeos, se modifican de manera significativa.

Esta informe se refiere a la aprobación de un Acuerdo en materia de Cooperación Operativa y Estratégica entre Europol y Bosnia y Herzegovina, que tiene por objeto el intercambio de información, incluyendo conocimientos especializados, informes generales sobre el estado, los resultados de análisis estratégico, la información sobre los procedimientos de investigación criminal, información sobre los métodos de prevención del delito, la formación y la prestación de asesoramiento y apoyo en las investigaciones penales individuales.

Sin embargo, dichos acuerdos podrán referirse al intercambio de información operativa, estratégica, técnica o clasificada. El Acuerdo en materia de Cooperación Operativa y Estratégica también incluye el intercambio de datos personales. Al no existir garantías con respecto a la libertad y protección de datos de personales entre otros, hemos votado en contra.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. – Hemos votado en contra de la ratificación de este Acuerdo en materia de Cooperación Operativa y Estratégica entre la agencia europea Europol y Bosnia Herzegovina. Nos oponemos al mismo por nuestra posición contraria a la existencia de dicha agencia y por las escasas garantías democráticas con las que se presenta el Acuerdo, que no tiene ningún mecanismo de monitorización de las actividades de la agencia o de las fuerzas bosnias en el marco de las acciones conjuntas que se realicen.

Remo Sernagiotto (ECR), *per iscritto*. – Il testo votato oggi riguarda la conclusione di un accordo sulla cooperazione operativa e strategica tra Europol e la Bosnia-Erzegovina per la lotta alla criminalità e al terrorismo. I termini dell'accordo prevedono lo scambio di informazioni sulle procedure delle indagini penali e sui documenti classificati, nonché la fornitura di consulenza e sostegno. Ho deciso di votare a favore di questa relazione al fine di aumentare l'efficacia nel prevenire e combattere le forme più gravi di criminalità internazionale presenti in Europa e in Bosnia-Erzegovina.

Jill Seymour (EFDD), *in writing*. – I wish for Bosnia to work with the nations of Europe on a bilateral basis and not through the mechanisms of the EU so I abstained on this vote.

Monika Smolková (S&D), *pisomne*. – Súčasná bezpečnostná situácia v Európe si vyžaduje nielen intenzívnu spoluprácu členských krajín, ale nevyhnutné je zapojiť aj susedné alebo kandidátske krajiny. Preto vítam dohodu o spolupráci medzi Bosnou a Hercegovinou a Europolom, aj keď podľa usmernenia frakcie sme nepodporovali správu. Bosna a Hercegovina sa takto pridá k ostatným štátom EÚ v prevencii a boji proti organizovanej kriminalite, terorizmu a iným závažným formám kriminality. Spolupráca bude spočívať vo výmene informácií a osobných údajov. S Europolom si bude krajina vymieňať odbornú informácie, správy o všeobecných udalostiach, výsledky strategických analýz, informácie o kriminálnych vyšetrovaniach a o metódach predchádzania kriminalite. Špecialisti Bosny a Hercegoviny sa budú môcť zúčastňovať školení a budú mať nárok na podporu od európskych partnerov ohľadom jednotlivých vyšetrovaní. Cezhraničná spolupráca bezpečnostných služieb je v dnešnom prepojenom svete základným predpokladom na to, aby bolo možné predchádzať útokom rôznych radikálnych skupín. Na základe tejto spolupráce s Bosnou a Hercegovinou bude mať Europol viac informácií o balkánskej trase, ktorá je kľúčová aj na ochranu vonkajších hraníc EÚ.

Igor Šoltes (Verts/ALE), *pisno*. – Na podlagi Sklepa Sveta 2009/934/JHA o sprejetju izvedbenih pravil, ki urejajo odnose Europola s partnerji, lahko Europol sklepa strateške ali operativne sporazume s tretjimi državami ali mednarodnimi organizacijami. Strateške sporazume lahko Europol sklepa šele po potrditvi s strani Sveta, po posvetovanju z upravnim odborom Europola.

Operativni sporazumi poleg tega zahtevajo še, da Svet preko upravnega odbora Europola pridobi mnenje skupnega nadzornega organa Europola, v kolikor se sporazum nanaša na izmenjavo osebnih podatkov. Ti sporazumi imajo cilj podpirati in krepiti dejavnosti pristojnih organov držav članic ter njihovo medsebojno sodelovanje pri preprečevanju in boju proti organiziranemu kriminalu ter drugim oblikam hudih kaznivih dejanj.

Poročilo se nanaša na odobritev sklenitve sporazuma o operativnem in strateškem sodelovanju med Bosno in Hercegovino in Europolom, ki med drugimi vključuje določbe o izmenjavi osebnih podatkov. Poročilo poziva k odobritvi osnutka Sveta in spodbuja Komisijo, naj določbe iz sporazuma, predvsem določbe o varstvu podatkov, oceni po uveljavitvi nove uredbe o Europolu (2013/0091 (COD)).

S slednjim se sicer strinjam, zaradi skrbi o uporabi in prenosu osebnih podatkov pa hkrati oporekam osnutku Sveta. Menim, da bi bilo z odobritvijo tega sporazuma smotno počakati na začetek veljave nove splošne uredbe o varstvu podatkov. Zaradi opisanega sem glasoval proti sprejetju poročila.

Ivan Štefanec (PPE), písomne. – Konstruktívna spolupráca, ktorá môže pomôcť Bosne a Hercegovine v boji proti organizovanému zločinu a nekalým finančným praktikám.

Davor Ivo Stier (PPE), napisan. – Podržavam izvješće o nacrtu provedbene odluke Vijeća kojom se Europskom policijskom uredu (Europol) odobrava sklapanje Sporazuma o operativnoj i strateškoj suradnji između Bosne i Hercegovine i Eurolpa uzimajući u obzir Odluku Vijeća 2009/371/PUP od 6. travnja 2009. o osnivanju Europskog policijskog ureda (Europol), a posebno njezin članak 23. stavak 2.

Dubravka Šuica (PPE), napisan. – Europska unija je na prijedlog Vijeća 6. travnja 2009. godine osnovala Europski policijski ured, a dana 30. studenoga iste godine, Vijeće je donijelo Odluku o određivanju popisa trećih država (koji uključuje Bosnu i Hercegovinu) i organizacija s kojima Europol sklapa sporazume.

Cilj ovog međunarodnog sporazuma je smanjenje stope kriminaliteta i razmjena osobnih podataka i klasificiranih informacija. Zbog prekogranične prirode mnogih kriminalnih aktivnosti i skupina organiziranog kriminala, potrebno je uspostaviti pojačanu regionalnu i međunarodnu suradnju na temelju koje će se omogućiti bolje odgovaranje na zahtjeve država članica za policijsku i pravosudnu suradnju.

U potpunosti podržavam Odluku Vijeća u prvom čitanju koja odobrava sklapanje Sporazuma o operativnoj i strateškoj suradnji između Bosne i Hercegovine i Eurolpa, jer smatram kako se uspostavljanjem pojačane regionalne i međunarodne suradnje može ostvariti veliki napredak u suzbijanju kriminaliteta.

Richard Sulík (ECR), písomne. – Návrh som podporil a vítam spoluprácu medzi Bosnou a Hercegovinou a Europolom.

Patricija Šulin (PPE), písno. – Glasovala sem za poročilo o osnutku izvedbenega sklepa Sveta o odobritvi sklenitve sporazuma o operativnem in strateškem sodelovanju med Bosno in Hercegovino in Evropskim policijskim uradom (Europol) s strani Eurolpa. Cilj tega mednarodnega sporazuma je zmanjšanje stopnje kriminala z izmenjavo osebnih podatkov in tajnih podatkov. Zaradi čezmejne narave številnih kriminalnih dejavnosti in skupin organiziranega kriminala potrebujemo okrepljeno regionalno in mednarodno sodelovanje. S tem bomo omogočili boljši in učinkovitejši odziv na zahteve držav članic za policijsko in pravosodno sodelovanje.

Ελευθέριος Συναδινός (NI), γραπτώς. – Η Βοσνία - Ερζεγοβίνη δεν αποτελεί κράτος στο οποίο τα θεμελιώδη δικαιώματα, το κράτος δικαίου, η ανεξαρτησία του τύπου και των ΜΜΕ γίνονται σεβαστά και προστατεύονται. Αποτελεί σταθμό διαμετακομίσεως αλλά και εκπαίδευσέως τζιχαντιστών, άντρο ακραίων ισλαμικών στοιχείων, μια χώρα στην οποία ξεπλένεται μαύρο χρήμα, ανθεί η δουλεμπορία (human trafficking) και η οποία βρίσκεται εν γένει στο στάδιο της αποσύνθεσης εξαιτίας των διαφορών μεταξύ των ομοσπονδιών (Σέρβων, Κροατών και Βογομίλων). Υπό αυτό το πρίσμα, οποιαδήποτε στρατηγική συνεργασία ενέχει κινδύνους, ειδικά όταν μιλούμε για ανταλλαγή διαβαθμισμένων πληροφοριών και δεδομένων προσωπικού χαρακτήρα.

Claudia Tapardel (S&D), în scris. – Uniunea Europeană susține cooperarea cu Bosnia și Herțegovina și eforturile acestei țări de a-și consolida instituțiile interne. Una dintre problemele cu care întreaga regiune a Balcanilor de Vest se confruntă în prezent este nivelul încă ridicat al rețelelor de crimă organizată și trafic ilicit, precum și o predispoziție la folosirea teritoriilor lor de către rețele teroriste internaționale. Uniunea Europeană, prin intermediul structurii sale specializate Europol, poate acorda o asistență importantă structurii specializate ale statului bosniac pentru combaterea acestor fenomene negative. De asemenea, statul bosniac se poate implica în mod activ în acțiunile întreprinse de Europol pentru combaterea rețelelor ilicite care operează în regiune.

Pentru realizarea și aprofundarea cooperării este însă necesară încheierea unui acord privind cooperarea operațională și strategică între Europol și autoritățile bosniace. Acest acord urmează să încorporeze reglementări cu privire la schimbul de date cu caracter personal și de informații clasificate, cu protejarea datelor personale respective. Acordul va fi supus evaluării permanente din partea instituțiilor europene pentru a evita scurgerile de informații privind datele personale. Adoptarea acestui acord reprezintă un câștig pentru activitatea Europol și merită să fie susținută.

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – Concernant le vote sur le projet de décision d'exécution du Conseil portant approbation de la conclusion, par l'Office européen de police (Europol), de l'accord sur la coopération opérationnelle et stratégique entre la Bosnie-Herzégovine et Europol, j'ai suivi le premier vote survenu en commission compétente au fond.

Pavel Telička (ALDE), *in writing*. – I voted in favour of the Strategic cooperation in the fight against serious crime and terrorism between Bosnia and Herzegovina and Europol and voted in favour of the cooperation. Such agreements between Europol and third countries have the objective of supporting and strengthening action by the competent authorities of the Member States and their mutual cooperation in preventing and combating organised crime, terrorism and other forms of serious crime affecting two or more Member States, and may concern the exchange of operational, strategic or technical information, including personal data and classified information.

Ruža Tomašić (ECR), *napisan*. – U svjetlu najnovijih terorističkih prijetnji i tri teroristička napada koja su se u kratkom periodu dogodila u Bosni, te uzimajući u obzir činjenicu da je Europol 1992. osnovan upravo s ciljem prevencije i borbe protiv organiziranog međunarodnog kriminala i terorizma u Europskoj uniji, te budući da je temeljna zadaća Europola upravo pružanje potpore nacionalnim organima policije u individualnim državama članicama Unije putem sakupljanja, analiziranja i dijeljenja informacija te koordiniranja operacija, svesrdno podupirem ovaj sporazum o suradnji između Europola i Bosne i Hercegovine.

Sporazum sadrži odredbe koje se tiču razmjene informacija, specijalističkih znanja, izvješća o općoj situaciji, rezultate strateških analiza, informacije o kriminalnim istragama i metodama prevencije kriminala, participiranje u aktivnostima obučavanja te odredbe o savjetima i potpori u individualnim kriminalnim istragama. Kao dodatak, sporazum sadrži i odredbu o razmjeni osobnih podataka, što također smatram iznimno pozitivnim u prevenciji kriminala i terorizma.

Romana Tomc (PPE), *pisno*. – Poročilo o osnutku izvedbenega sklepa Sveta o odobritvi sklenitve sporazuma o operativnem in strateškem sodelovanju med Bosno in Hercegovino in Evropskim policijskim uradom (Europol) s strani Europola sem podprla.

Menim, da je potrebno tesnejše sodelovanje Europola ter Bosne in Hercegovine, poleg tega pa to poročilo tudi poziva Komisijo, naj po uveljavitvi nove uredbe o Europolu (2013/0091(COD)) oceni določbe o varstvu podatkov ter po potrebi predloži priporočilo za odobritev začetka ponovnih mednarodnih pogajanj o sporazumu.

Estefanía Torres Martínez (GUE/NGL), *por escrito*. – Hemos votado en contra de este informe puesto que el Parlamento Europeo y el Consejo han entrado en negociaciones informales sobre un nuevo Reglamento de Europol (2013/0091 (COD)), en el que el procedimiento de celebración de acuerdos internacionales, así como las disposiciones pertinentes y las garantías para la protección de los datos personales de los ciudadanos europeos, se modifican de manera significativa.

Esta informe se refiere a la aprobación de un Acuerdo en materia de Cooperación Operativa y Estratégica entre Europol y Bosnia y Herzegovina, que tiene por objeto el intercambio de información, incluyendo conocimientos especializados, informes generales sobre el estado, los resultados de análisis estratégico, la información sobre los procedimientos de investigación criminal, información sobre los métodos de prevención del delito, la formación y la prestación de asesoramiento y apoyo en las investigaciones penales individuales.

Sin embargo, dichos acuerdos podrán referirse al intercambio de información operativa, estratégica, técnica o clasificada. El Acuerdo en materia de Cooperación Operativa y Estratégica también incluye el intercambio de datos personales. Al no existir garantías con respecto a la libertad y protección de datos de personales entre otros, hemos votado en contra.

István Ujhelyi (S&D), *írásban*. – A Bosznia-Hercegovina és az Európai Rendőrségi Hivatal (Europol) közötti operatív és stratégiai együttműködésről szóló megállapodás kapcsán a szélsőjobboldali riportőr miatt nem vettem részt a szavazáson.

Miguel Urbán Crespo (GUE/NGL), *por escrito*. – Hemos votado en contra de este informe puesto que el Parlamento Europeo y el Consejo han entrado en negociaciones informales sobre un nuevo Reglamento de Europol (2013/0091 (COD)), en el que el procedimiento de celebración de acuerdos internacionales, así como las disposiciones pertinentes y las garantías para la protección de los datos personales de los ciudadanos europeos, se modifican de manera significativa.

Esta informe se refiere a la aprobación de un Acuerdo en materia de Cooperación Operativa y Estratégica entre Europol y Bosnia y Herzegovina, que tiene por objeto el intercambio de información, incluyendo conocimientos especializados, informes generales sobre el estado, los resultados de análisis estratégico, la información sobre los procedimientos de investigación criminal, información sobre los métodos de prevención del delito, la formación y la prestación de asesoramiento y apoyo en las investigaciones penales individuales.

Sin embargo, dichos acuerdos podrán referirse al intercambio de información operativa, estratégica, técnica o clasificada. El Acuerdo en materia de Cooperación Operativa y Estratégica también incluye el intercambio de datos personales. Al no existir garantías con respecto a la libertad y protección de datos de personales entre otros, hemos votado en contra.

Ivo Vajgl (ALDE), *in writing*. – I voted in favour on this matter because I believe that a new agreement establishing police cooperation between Europol and Bosnia Herzegovina to step up the joint fight against organised crime, terrorism and other forms of serious international crime is necessary. This agreement governs operational and strategic cooperation which entails exchanging information such as specialist knowledge, general situation reports and strategic analyses, but could also include the exchange of personal data and classified information and I believe this is needed in order to ensure greater safety and cooperation among countries and Europol.

Miguel Viegas (GUE/NGL), *por escrito*. – A nossa posição foi sempre muito crítica em relação à instituição da Europol desde a sua criação (julho de 1999). Desde sempre denunciámos os potenciais atropelos às liberdades individuais através da manipulação de dados pessoais. Esta organização, formada fora de qualquer controlo parlamentar ou judicial, reflete, da forma mais ampla, o défice democrático desta União Europeia.

Neste sentido, este acordo apenas visa reforçar uma instituição criada nas costas dos cidadãos e acentuar o seu carácter profundamente antidemocrático, representando mais um passo nesta escalada contra os direitos e as liberdades individuais dos cidadãos europeus.

Harald Vilimsky (ENF), *schriftlich*. – Die Kommission wird u. a. aufgefordert, die in dem Kooperationsabkommen enthaltenen Bestimmungen, insbesondere zum Datenschutz, nach dem Inkrafttreten der neuen Europol-Verordnung zu bewerten. Eine neue Bewertung der Lage soll zur Eröffnung einer Neuverhandlung des Abkommens auf internationaler Ebene führen. Das befürworte ich und stimme dem Bericht somit zu.

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Este relatório propõe o estabelecimento de um acordo de cooperação estratégica entre a Europol e a Bósnia-Herzegovina, que visa a troca de informações, incluindo conhecimentos específicos, relatórios gerais sobre a situação, os resultados da análise estratégica, informações sobre os procedimentos de investigação criminal, informações sobre os métodos de prevenção do crime, formação, aconselhamento e apoio em investigações criminais.

À semelhança de outras agências da União Europeia, a Europol é uma estrutura criada para impor a concretização do caminho da federalização. Desde a sua criação que a UE tem-lhe atribuído competências que atentam contra a soberania dos Estados, desenvolvendo a sua atividade sem qualquer controlo democrático.

Entendemos que a Europol não deve sobrepor-se às autoridades policiais e às suas atividades, e defendemos a cooperação entre as estruturas de segurança interna dos vários países.

Pelo exposto, o voto contra.

12.5. Mobilisation of the European Globalisation Adjustment Fund: application from Ireland - EGF/2015/006 IE/PWA International (A8-0363/2015 - Victor Negrescu)

Written explanations of vote

Tim Aker (EFDD), *in writing*. – UKIP voted against this legislative vote to approve the use of funds from the European Globalisation Adjustment Fund. The Irish government have applied for EUR 442,293 from this EU fund to help 108 workers who have lost their job. UKIP oppose the use of this fund as British taxpayers are being made to pay EU dole money for poor economic decisions in other countries.

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado a favor del informe ya que permite la movilización de un importe de 442 293 euros a raíz del despido de 108 trabajadores en PWA International Ltd., en Irlanda. Esta movilización de fondos tiene como objetivo mitigar las desastrosas consecuencias sociales de la crisis económica del sistema capitalista.

Si bien estos fondos no son capaces de solucionar las problemáticas de estos trabajadores irlandeses teniendo en cuenta los altos índices de desempleo en ese país, al menos dan la posibilidad de paliar una pequeña parte del drama humano. Es por todo esto por lo que he decidido votar a favor del presente informe.

Louis Aliot (ENF), *par écrit*. – J'ai voté pour le rapport sur la mobilisation du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation faisant suite à une demande de l'Irlande.

Ce Fonds européen a été créé pour apporter une aide aux travailleurs subissant les conséquences d'une crise d'un secteur donné ou les mutations des structures économiques des États membres liées à la concurrence internationale.

Il s'agit ici de mobiliser le Fonds pour 108 travailleurs licenciés par PAW international, entreprise du secteur de la réparation et de l'installation de machines et d'équipements. Une aide sera également octroyée à 108 jeunes «NEETs» (jeunes sans emploi, sans diplôme et sans formation).

Je me positionne donc en faveur de cette aide à la réintégration de ces travailleurs dans le marché du travail ainsi qu'à un soutien financier à ces jeunes, qui subissent en réalité les conséquences désastreuses des politiques économiques européennes.

Marie-Christine Arnautu (ENF), *par écrit*. – Face aux bouleversements qui affectent l'organisation du commerce international et à l'accroissement de la concurrence mondiale, la société PAW international, qui opère dans le secteur de la réparation et de l'installation de machines et d'équipements, a procédé au licenciement de 108 salariés travaillant au sud de Dublin. À la suite de cette décision, les autorités irlandaises ont demandé la mobilisation du Fonds d'ajustement à la mondialisation à hauteur de 442 293 €.

Pour rappel, ce Fonds, sous réserve de circonstances exceptionnelles le justifiant, vient en aide aux travailleurs qui sont confrontés à la crise d'un secteur donné et/ou aux mutations économiques liées à la concurrence internationale.

Les travailleurs ne doivent pas payer le prix d'une mondialisation accrue qui se fait trop souvent au bénéfice d'une hyperclasse mondiale qui ne se soucie guère des conséquences de ses actes. C'est pourquoi, j'ai voté en faveur de ce texte.

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. – The principle of subsidiarity dictates that decisions should be taken at the closest possible level to the citizen – in this case at regional or national level. Therefore, these projects should not be funded by the European Union.

It is absurd that the arbiters of whether this funding should, or should not, be given are Members of the European Parliament with no detailed knowledge of the situation. This project may well be of benefit to the people of Ireland, but I am not best placed to judge.

The European Globalisation Adjustment Fund should be scrapped, which would give money back to the Member States to decide for themselves about the appropriateness of such funding. Consequently, I had no option but to vote against – even though this may be a worthwhile project.

Zigmantas Balčytis (S&D), raštu. – Balsavau už šį pasiūlymą mobilizuoti EGF lėšas Airijos reikmėms siekiant paremti darbuotojų, dėl ekonomikos krizės atleistų iš darbo iš įmonės „PWA International Ltd“, integravimą į darbo rinką. Airija pateikė paraišką „EGF/2015/006 IE/PWA International“ dėl finansinės EGF paramos po to, kai iš bendrovės „PWA International Ltd“, veikiančios mašinų ir įrangos remonto srityje, buvo atleisti 108 darbuotojai. Airijos valdžios institucijos pareiškė, kad darbuotojai iš įmonės „PWA International“ atleidžiami dėl įmonės „PWAI“ uždarymo, nes įmonė nusprendė konsoliduoti savo veiklą Šiaurės Amerikoje ir Azijoje – tai naujos tendencijos perkelti RPKR veiklą arčiau pasaulinės aviacijos plėtros centrų ir neigiamo pasaulinių prekybos susitarimų poveikio rezultatas. Prie individualių poreikių pritaikytos paslaugos, kurias ketinama teikti atleistiems darbuotojams apima orientavimą ir karjeros planavimą, EGF mokymo stipendijas, mokymą ir tolesnio švietimo programas, aukštojo mokslo programas ir ribotą laikotarpį teikiamas išmokas.

Nicolas Bay (ENF), par écrit. – À la suite du licenciement de 108 travailleurs au sud de Dublin par PAW international, une entreprise opérant dans le secteur de la réparation et de l'installation de machines et d'équipements, les autorités irlandaises ont demandé l'aide du Fonds d'ajustement à la mondialisation.

Ce fonds permet, «sous certaines circonstances [de moins en moins] exceptionnelles», de venir en aide aux travailleurs subissant les conséquences d'une crise d'un secteur donné, ou des mutations économiques liées à la concurrence internationale.

J'ai voté en faveur de l'octroi d'une aide de 442 293 euros aux 108 travailleurs licenciés en vue de leur réintégration sur le marché du travail, ainsi que d'un soutien à 108 jeunes «NEETs» (jeunes sans emploi, sans diplôme et sans formation).

J'ai donc voté en faveur de ce rapport tout en sachant que ce «fonds d'ajustement» n'est qu'un pis-aller: si elle veut réellement lutter contre les effets délétères de la mondialisation, l'Union européenne doit impérativement renoncer au dogme de la libre circulation des biens et des personnes et ne plus faire obstacle à la mise en place de mesures protectionnistes. Oui, c'est bien aux causes de ces licenciements massifs qu'il faudrait s'attaquer en protégeant les salariés européens de la mondialisation sauvage.

Hugues Bayet (S&D), par écrit. – J'ai approuvé cette intervention de 442 293 euros du FEM afin d'aider à la réinsertion socioprofessionnelle de 108 travailleurs qui ont perdu leur emploi dans l'entreprise irlandaise PWAI active dans le secteur de l'entretien et la réparation d'avions. Cette intervention permettra également l'accompagnement vers l'emploi de 108 jeunes de moins de 25 ans qui n'ont ni emploi, ni diplôme, ni formation.

Xabier Benito Ziluaga (GUE/NGL), por escrito. – Este dossier también será apoyado favorablemente. En este caso, las empresas irlandesas afectadas no alcanzan el umbral de más de 500 despedidos y se ha recurrido a contemplar estos como un nuevo episodio que se acumula a procesos anteriores. Los grupos conservadores se han quejado de este punto. Sin duda alguna, es mejor la existencia de estos fondos para aliviar consecuencias, en este caso en el sector de la reparación y el mantenimiento mecánico, que no. Consideramos que los fondos de adaptación a la globalización entrañan mecanismos de mitigación pero no de solución, pero consideramos que, ante la falta de alternativas que plantea el modelo europeo, es mejor esto que nada.

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE), por escrito. – Estamos de acuerdo con la movilización de los recursos de este fondo en este caso, y con la aplicación al mismo de las excepciones sobre el número de despedidos de IE/PWA. Igualmente celebro que se haya producido una evaluación rápida del problema y una ejecución igualmente rápida de la movilización, porque la especialización en la zona de actividades de mantenimiento aeronáutico, muy proclives a la deslocalización, ha tenido un enorme impacto en la zona.

Dominique Bilde (ENF), par écrit. – J'ai évidemment soutenu ce rapport portant sur l'octroi du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation en faveur des 108 salariés de PWA International Ltd, une société de maintenance, de réparation et de révision.

Victimes d'un plan de licenciement, ces salariés irlandais subissent de plein fouet le déplacement massif de ce secteur d'activité vers l'Asie, où les coûts de production et de main-d'œuvre sont moindres.

Pourtant, malgré des obstacles liés aux accords commerciaux, le 10 octobre 2013, lorsque le conseil d'administration de PWAI a annoncé un plan de fermeture progressif sur une période de 18 mois, la fermeture définitive étant prévue pour juin 2015, il a dans le même temps confirmé que la décision de fermer le site de PWAI n'était absolument pas due aux employés, puisque la productivité et l'efficacité avaient augmenté et que tous les objectifs importants avaient été atteints voire dépassés, concernant par exemple les recettes annuelles, les bénéfices, la santé et la sécurité environnementales et la qualité.

Une nouvelle preuve, s'il en était encore besoin, que ce n'est pas une incapacité d'adaptation des entreprises et travailleurs européens à la mondialisation qui conduit à la désindustrialisation, mais bien cette mondialisation sauvage qui, sans considérer même les bons résultats économiques et sociaux, détruit tout sur son passage.

Mara Bizzotto (ENF), *per iscritto*. – Quello della PWA International è l'ennesimo caso nel quale i malfunzionamenti del mercato unico hanno determinato una crisi aziendale e la perdita di 108 posti di lavoro.

Con il mio voto sostengo la mobilitazione del FEG per un ammontare di 442 293 euro in favore dei 108 esuberanti di questa azienda. Il Fondo di adeguamento alla globalizzazione rimane uno strumento fondamentale per il sostegno dei cittadini, l'UE dovrebbe prima di tutto combattere le distorsioni del mercato nel suo complesso piuttosto che limitarsi a cercare di curare le vittime delle sue politiche sconsiderate.

José Blanco López (S&D), *por escrito*. – He votado a favor de este informe por el que se movilizará el Fondo Europeo de Adaptación a la Globalización por un importe de 442 293 EUR en relación con los despidos realizados por PWA International, que opera en la división 33 rev. 2 de la NACE en el sur de Dublín («Reparación e instalación de maquinaria y equipamiento»).

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Balsavau dėl šio pranešimo, nes juo Parlamentas pritarė paramos iš Europos globalizacijos fondo skyrimui 108 atleistiems darbuotojams iš Airijos bendrovės „PWA International Ltd (PWAI)“ (Mašinų ir įrangos remontas ir įrengimas). Airija praeito amžiaus paskutiniame dešimtmetyje specializavosi remonto, priežiūros ir kapitalinio remonto sektoriuje ir tuo metu tai buvo naudinga veikla, tačiau dėl naujos tendencijos perkelti minėtą veiklą arčiau pasaulinės aviacijos plėtros centrų, t. y. į Aziją, ir dėl neigiamo pasaulinių prekybos susitarimų poveikio tokia veikla tapo itin pažeidžiama. Šio sektoriaus veikla labai nukentėjo Europoje, ypač Airijoje, po to, kai 2009 m. buvo uždaryta įmonė „SR Technics“, 2014 m. – įmonė „Lufthansa Technik Airmotive Ireland“ ir prarasta maždaug 1 520 darbo vietų.

Andrea Bocskor (PPE), *írásban*. – Az Európai Globalizációs Alkalmazkodási Alapot (EGAA) azért hozták létre, hogy kiegészítő támogatást nyújtson a világkereskedelemben bekövetkezett főbb strukturális változások következményei által sújtott munkavállalóknak. November 6-án a Bizottság az EGAA Írország javára történő igénybeviteléről szóló határozatra irányuló javaslatot fogadott el a PWA International Ltd-től elbocsátott munkavállalók újbóli munkaerő-piaci beilleszkedésének, valamint 108, nem foglalkoztatott, oktatásban és képzésben nem részesülő fiatal munkaerő-piaci beilleszkedésének támogatására. A Bizottság az EGAA-rendelet vonatkozó rendelkezései alapján megállapította, hogy a kérelem esetében teljesülnek az EGAA-ból nyújtott pénzügyi hozzájárulás feltételei.

Az elbocsátott munkavállalók számára biztosított, személyre szabott szolgáltatások ötféle intézkedést foglalnak magukban: i. pályaorientáció, karriertervezés és szakmai előmenetel, ii. EGAA képzési támogatás, iii. képzési és továbbtanulási programok, iv. felsőoktatási programok és v. korlátozott időre szóló támogatások. A fentiek alapján szavazatommal támogattam a javaslat elfogadását.

Franc Bogovič (PPE), *pisno*. – Tudi tokrat smo poslanci podprli dodelitev pomoči Irski iz sklada za prilagoditev globalizaciji, čeprav v zelo majhnem obsegu. S temi sredstvi se bo Irska tudi uradno poslovila od industrije letalskih delov, sredstva pa bodo namenili prekvalifikaciji delavcev. Tudi v Sloveniji bi morali aktivneje spremljati dogajanje v industrijski dejavnosti, kajti prepričan sem, da imamo podobne primere, kjer prilagoditev tržnim razmeram poteka počasneje, kot se nadomeščajo delovna mesta. Tudi tu bi bila dobrodošla pomoč tega sklada in z njo povežane aktivnosti.

Renata Briano (S&D), *per iscritto*. – Così come in passato è già accaduto per i dipendenti di Alitalia, è giusto che anche i lavoratori irlandesi delle strutture produttive colpite beneficamente del Fondo europeo di adeguamento alla globalizzazione affinché possano essere efficacemente assistiti nel reinserimento nel mercato del lavoro, aggiornando la loro formazione e dando loro nel contempo un sostegno economico. È pertanto opportuno procedere alla mobilitazione del FEG per erogare un contributo finanziario ai lavoratori delle imprese che hanno subito gravi dissesti a causa di questi fenomeni.

Steeve Briois (ENF), *par écrit*. – Cette proposition vise à accorder à l'Irlande une contribution financière de plus de 442 000 euros, issue du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation, à la suite du licenciement de 108 salariés par une société qui opère dans le secteur de la réparation et de l'installation de machines et d'équipements. Cette aide a vocation à faciliter la réinsertion des travailleurs licenciés.

Ces licenciements sont directement liés à la crise économique actuelle et à la concurrence déloyale menée par les pays émergents. D'une part, cette demande, formulée par les autorités irlandaises, remplit les conditions d'octroi de contributions financières du FEM. D'autre part, nous estimons qu'il est important d'aider les travailleurs irlandais licenciés qui subissent, comme en France, les conséquences désastreuses de la mondialisation sauvage. C'est pourquoi j'ai voté pour ce texte.

Daniel Buda (PPE), *în scris*. – Prin mobilizarea Fondului european de ajustare la globalizare (FEG), 108 muncitori disponibilizați ai întreprinderii PWA International din Irlanda și ai unui furnizor al acestora vor beneficia de ajutor și servicii personalizate pentru reîncadrarea lor profesională.

Bugetul prevăzut pentru acest ajutor este de 737 156 EUR, din care 60 % va fi contribuția FEG, mai precis 442 293 EUR. Disponibilizările PWA International au avut un impact negativ asupra economiei și asupra piețelor forței de muncă din unele părți din Dublin și din regiunea estică, cu efecte deosebit de negative asupra zonelor locale în care locuiește o mare parte a forței de muncă a PWA International. În condițiile în care rata șomajului are o tendință crescătoare în regiunile respective, iar oportunitățile în sectorul de întreținere, reparații și revizie și în sectorul mai larg al manufacturii sunt tot mai puține, foștii lucrători ai PWA International se confruntă cu o concurență sporită pentru locurile de muncă și cu un risc crescut de a intra în șomaj pe termen lung.

Am votat în favoarea acestui raport, deoarece consider că măsurile de sprijin pentru angajații disponibilizați sunt absolut necesare în vederea integrării lor pe piața muncii.

Gianluca Buonanno (ENF), *per iscritto*. – Voto favorevole. Vi sono 108 esuberi nel settore «Riparazione e installazione di macchine e apparecchiature», per un ammontare di 442 293 euro.

La PWAI è stata fondata nel 1989 come joint venture tra la United Technologies Corporation e la Lufthansa Technik Airmotive Ireland. Negli anni '90 l'Irlanda si è specializzata nel settore della manutenzione, della riparazione e della revisione dei velivoli, che le è stato molto utile in quel periodo, ma l'ha resa particolarmente vulnerabile alla recente tendenza a collocare l'attività di manutenzione, riparazione e revisione in prossimità di centri in espansione del trasporto aereo mondiale, vale a dire l'Asia, e agli effetti negativi degli accordi commerciali mondiali.

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. – Les députés européens ont voté pour la mobilisation du fonds européen d'ajustement à la mondialisation en faveur des salariés licenciés de PWA International en Irlande. Le montant alloué est de 442 293 euros. 108 travailleurs licenciés bénéficieront d'une formation qui a pour objectif la réinsertion sur le marché du travail et la recherche d'emploi.

La demande faite par l'Irlande justifie une intervention du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation étant donné l'importance de la concurrence asiatique dans le secteur de la maintenance, de la réparation et de la révision des machines et des équipements.

J'ai voté en faveur de ce rapport, qui témoigne de la solidarité de l'Union face à certaines conséquences négatives de la mondialisation sur l'emploi.

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. – Oggi ho votato a favore di questa relazione al fine di sostenere il reinserimento nel mercato del lavoro di 108 lavoratori licenziati a causa della globalizzazione dalla IE/PWA International, un'impresa operante nel settore della riparazione e installazione di macchine e apparecchiature.

La recente tendenza a collocare l'attività di manutenzione, riparazione e revisione di macchine e apparecchiature in prossimità di centri in espansione del trasporto aereo mondiale, vale a dire l'Asia, ha reso questo settore molto vulnerabile in Irlanda. Gli effetti negativi degli accordi commerciali mondiali hanno peggiorato questa situazione di vulnerabilità.

Noto inoltre che le attività di manutenzione, riparazione e revisione di macchine e apparecchiature sono state duramente colpite in Europa, in particolare in Irlanda, con la chiusura di SR Technics nel 2009 e di Lufthansa Technik Airmotive Ireland nel 2014, il che ha portato alla perdita di circa 1 520 posti di lavoro.

Il voto a favore di questa relazione permetterà di facilitare il rapido reinserimento professionale di questi lavoratori in esubero mediante azioni di accompagnamento personalizzato.

Mi rammarico che le aziende italiane non usufruiscano in modo adeguato di questo Fondo per la mancanza di sostegno da parte delle istituzioni locali.

James Carver (EFDD), *in writing*. – UKIP voted against this legislative vote to approve the use of funds from the European Globalisation Adjustment Fund. The Irish Government has applied for € 442,293 from this EU fund to help 108 workers who have lost their jobs. UKIP opposes the use of this fund as British taxpayers are being made to pay EU dole money for poor economic decisions in other countries.

David Casa (PPE), *in writing*. – I voted in favour of Ireland receiving European Globalisation Adjustment Fund money following an application for a financial contribution from the EGF following redundancies in one company and supplier in Ireland. The application is considered admissible since the redundancies have a serious impact on employment and the economy.

Λευτέρης Χριστοφόρου (PPE), *γραπτώς*. – Στηρίζουμε την έκθεση και το σκοπό που αυτή εξυπηρετεί. Συμφωνούμε ότι η προϋπάρχουσα δυσμενής κατάσταση στην περιοχή, σε συνδυασμό με το συσσωρευμένο αποτέλεσμα του κλεισίματος τριών σημαντικών επιχειρήσεων στον τομέα αυτόν σε μικρό χρονικό διάστημα, καθώς και το γεγονός ότι δεν απομένουν πλέον εργοδότες στον τομέα MRO στην Ιρλανδία, μπορεί να δικαιολογεί την παρέκκλιση από το όριο των 500 απολύσεων που τίθεται στο άρθρο 4 παράγραφος 1 του κανονισμού ΕΤΠ. Επαναλαμβάνουμε, στην κατεύθυνση αυτήν, τη σύστασή μας προς την Επιτροπή είτε να αποσαφηνίσει τα κριτήρια παρέκκλισης του άρθρου 4 παράγραφος 1 του κανονισμού ΕΤΠ είτε να χαμηλώσει το όριο των 500 απολύσεων.

Τέλος, επιδοκιμάζουμε το γεγονός ότι, για να δοθεί το συντομότερο βοήθεια στους εργαζομένους, οι ιρλανδικές αρχές αποφάσισαν να δρομολογήσουν την εφαρμογή των εξατομικευμένων υπηρεσιών προς τους πληγέντες εργαζομένους στις 22 Μαΐου 2015, πολύ πριν από την απόφαση σχετικά με τη χορήγηση στήριξης από το ΕΤΠ για την προτεινόμενη συντονισμένη δέσμη μέτρων.

Κώστας Χρυσόγονος (GUE/NGL), *γραπτώς*. – Η πρόταση κινητοποίησης του Ευρωπαϊκού Ταμείου Προσαρμογής στην Παγκοσμιοποίηση μετά από αίτηση της Ιρλανδίας αποτελεί μια θεμιτή κίνηση που στόχο έχει την αντιμετώπιση των προβλημάτων που προκαλούνται από τις συνεχώς μεταβαλλόμενες συνθήκες στο πλαίσιο του παγκόσμιου ανταγωνισμού. Καθώς το συγκεκριμένο Ταμείο Προσαρμογής στη Παγκοσμιοποίηση έχει εξ' ορισμού στόχο την υποστήριξη πληθυσμιακών ομάδων που αντιμετωπίζουν εργασιακά προβλήματα λόγω της παγκοσμιοποίησης, θεωρώ πως η συγκεκριμένη πρόταση έχει λογική βάση και πρέπει να τη στηρίξουμε προς όφελος των εργαζομένων σε περιοχές της Ιρλανδίας. Γι αυτό το λόγο, την υπερψήφισα.

Salvatore Cicu (PPE), *per iscritto*. – Ho votato a favore della mobilitazione del FEG a favore dell'Irlanda. Il provvedimento in esame fa riferimento, nel quadro del bilancio 2015, alla mobilitazione del Fondo per un importo totale pari a 442 293 EUR. La richiesta si basa sul reinserimento professionale dei lavoratori collocati in esubero presso la PWA International Ltd, impresa operante nel settore economico classificato nella divisione 33 della NACE Rev. 2 («Riparazione e installazione di macchine e apparecchiature»), come pure l'inserimento nel mercato del lavoro di 108 giovani disoccupati e non iscritti a corsi di istruzione o di formazione (NEET).

È da rilevare che il Fondo europeo di adeguamento alla globalizzazione (FEG) è stato istituito per fornire sostegno ai lavoratori che risentono delle conseguenze di rilevanti cambiamenti della struttura del commercio mondiale. Tra le cause della crisi vi è la chiusura della PWAI in seguito alla decisione di consolidare le operazioni della società in Nord America e in Asia, in conseguenza della tendenza a collocare l'attività di manutenzione, riparazione e revisione in prossimità di centri in espansione del trasporto aereo mondiale e degli effetti negativi degli accordi commerciali mondiali.

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. – O Fundo Europeu de Ajustamento à Globalização foi criado em 2006 para prestar assistência adicional aos trabalhadores afetados pelas consequências de mudanças importantes na estrutura do comércio internacional e para ajudar à sua reintegração no mercado de trabalho.

A partir de 1 de maio de 2009, o âmbito de aplicação do Fundo Europeu de Ajustamento à Globalização foi alargado, passando a incluir o apoio a trabalhadores despedidos em consequência direta da crise económica, financeira e social.

Nesta altura em que a Europa está a braços com uma crise financeira, económica e social, sendo o desemprego uma das principais consequências, a União Europeia deverá utilizar todos os meios ao seu alcance para reagir, nomeadamente no que se refere aos apoios a prestar às pessoas que ficaram sem emprego.

Assim, apoiei o presente relatório referente à mobilização de 442.293 euros a favor da Irlanda com o objetivo de apoiar os 108 trabalhadores despedidos na PWA International Ltd (PWA).

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – Il Fondo europeo di adeguamento alla globalizzazione è stato creato al fine di fornire un sostegno supplementare ai lavoratori che subiscono le conseguenze dei grandi cambiamenti strutturali nei flussi commerciali mondiali.

Il 6 novembre la Commissione ha adottato una proposta di decisione sulla mobilitazione del FEG a favore dell'Irlanda, per facilitare il reinserimento professionale dei lavoratori collocati in esubero presso la PWA International Ltd, come pure l'inserimento nel mercato del lavoro di 108 giovani disoccupati e NEETs.

Supporto questa proposta in quanto la Commissione ha concluso che la domanda risulta conforme a tutte le disposizioni applicabili del regolamento FEG, soddisfacendo pertanto le condizioni per un contributo finanziario erogato dal Fondo in questione.

Secondo le autorità irlandesi, infatti, l'evento che ha provocato gli esuberi presso la PWA International coincide con la chiusura della PWA in seguito alla decisione di spostare alcune attività quali manutenzione, riparazione e revisione in Nord America e in Asia.

Therese Comodini Cachia (PPE), *in writing*. – I am voting in favour on the assumption that the rule of one-size-fits all should not apply for small states all the time and at all costs. The case of Ireland is a case in point whereby 108 redundancies in a sensitive sector proved enough grounds for the qualification of the case as 'exceptional circumstances' qualifying the reason for a contribution of EUR 442 293 under that Regulation. The fact that 108 young people not in employment, education or training (NEETs) under the age of 25 on the date of submission of the application will also have access to personalised services co-financed by the EGF is a further incentive for me to vote in favour of hope towards their future. My vote also reflects Ireland's determination to do its part too through the implementation of five types of measures for redundant workers covered by such application based on a programme similar to the EGF programme for SR Technics which led to positive outcomes.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado a favor del informe ya que permite la movilización de un importe de 442 293 euros a raíz del despido de 108 trabajadores en PWA International Ltd., en Irlanda. Esta movilización de fondos tiene como objetivo mitigar las desastrosas consecuencias sociales de la crisis económica del sistema capitalista.

Si bien estos fondos no son capaces de solucionar las problemáticas de estos trabajadores irlandeses teniendo en cuenta los altos índices de desempleo en ese país, al menos dan la posibilidad de paliar una pequeña parte del drama humano. Es por todo esto por lo que he decidido votar a favor del presente informe.

Pál Csáky (PPE), írásban. – Az Európai Globalizációs Alkalmazkodási Alapot azért hozták létre, hogy kiegészítő támogatást nyújtson a világkereskedelemben bekövetkezett főbb strukturális változások következményei által sújtott munkavállalóknak. 2015. november 6-án a Bizottság az EGAA Írország javára történő igénybevételéről szóló határozatra irányuló javaslatot fogadott el a NACE Rev. 2. rendszer szerinti 33. ágazatban („Gép, berendezés, eszköz javítása, üzembe helyezés”) működő PWA International Ltd-től elbocsátott munkavállalók újbóli munkaerő-piaci beilleszkedésének, valamint 108, nem foglalkoztatott, oktatásban és képzésben nem részesülő fiatal (NEET-fiatalok) munkaerő-piaci beilleszkedésének támogatására.

Az ír hatóságok állítása szerint a PWA Internationalnál bekövetkező elbocsátások oka a PWAI bezárása volt azt követően, hogy a társaság úgy döntött, hogy konszolidálja észak-amerikai és ázsiai tevékenységét az MRO-tevékenységeknek a globális légiközlekedési csomópontok mellé telepítésére irányuló tendencia és a világkereskedelmi egyezmények negatív hatásai miatt.

A Bizottság megállapította, hogy a kérelem esetében teljesülnek az EGAA-ból nyújtott pénzügyi hozzájárulás feltételei, ezért azt az EP ma jóváhagyta, amelyet szavazatommal én is támogattam. A kérelem egyik fontos eleme, hogy az EGAA-ból társfinanszírozott, személyre szabott szolgáltatásokhoz 108 olyan nem foglalkoztatott, oktatásban és képzésben nem részesülő fiatal is hozzá fog férni, akik életkora a kérelem benyújtásának időpontjában 25 év alatt volt.

Miriam Dalli (S&D), in writing. – I voted in favour of this report which presents an application for the use of the European Globalisation Adjustment Fund in order to assist former employees of PWA International Ltd in Ireland following the redundancy of 500 employees due to major structural changes in world trade patterns. The funds will go towards the reintegration of these persons back into the job market. I believe that workers who end up becoming redundant due to global economic trends, which they have no control over, need at least to be given the help to find alternative employment as soon as possible.

Daniel Dalton (ECR), in writing. – There is no such thing as public money, so it is essential that EU expenditure is closely scrutinised on the basis of value for money for taxpayers and I do not believe the European Globalisation Adjustment Fund is an efficient tool that offers value for money in terms of reintegrating redundant workers back into labour market. The United Kingdom Government has never availed itself of funding under the EGF due to its inefficiency and I believe it is time that money spent under the EGF was put to better use. For these reasons I cannot support this report.

Michel Dantin (PPE), par écrit. – Ce rapport législatif propose la mobilisation de 442 293 euros du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) au bénéfice des 108 licenciés de PWA International Ltd en Irlande (fournisseur et réparateur d'aéronefs) entre décembre 2014 et avril 2015.

Le FEM aide les personnes ayant perdu leur emploi à la suite de changements structurels majeurs survenus dans le commerce international en raison de la mondialisation ou du fait de la crise économique et financière mondiale. Le FEM dispose d'un budget annuel maximum de 150 millions d'euros pour la période 2014-2020.

Considérant qu'une des vocations du budget de l'Union européenne est de favoriser la transition des secteurs en perte de vitesse vers un modèle économique plus durable, j'ai soutenu ce rapport.

Rachida Dati (PPE), par écrit. – J'ai soutenu la mobilisation du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) afin de venir en aide à 108 salariés licenciés en Irlande à la suite de la fermeture de l'entreprise PWA International. La mobilisation du FEM permettra d'assurer le financement d'un ensemble de services personnalisés propres à assurer la réinsertion professionnelle de ces travailleurs.

Jean-Paul Denanot (S&D), par écrit. – Cette demande de FEM est dérogatoire aux dossiers habituellement présentés par les États membre en ce qui concerne le nombre de salariés impactés par le transferts des activités de l'entreprise PWAI, spécialisée dans la maintenance, la réparation et la révision des moteurs d'avion, auprès de ses clients en Amérique du Nord et à Singapour.

Je l'ai néanmoins soutenue car il s'agit de l'avenir des salariés qui se verront ainsi proposer des moyens pour accompagner leur reconversion, sachant qu'une centaine de jeunes relevant de la catégorie des NEET auront, eux, l'opportunité d'acquérir une formation professionnelle initiale qui leur fait actuellement défaut.

Au-delà, je m'interroge néanmoins sur un fonds – particulièrement intéressant et utile – qui intervient a posteriori et dans des délais trop importants. Je demande davantage d'anticipation de l'Union européenne sur ces évolutions dans des secteurs sensibles déjà identifiés (industrie alimentaire, textiles, machines et équipements, information et communication, etc.).

Dans le domaine d'activité considéré, l'aéronautique, l'Union doit chercher à se distinguer en asseyant son industrie (et la formation des travailleurs) sur les matériaux de demain, une manière d'anticiper la conjoncture internationale afin de se positionner sur des marchés émergents et plus porteurs.

Gérard Deprez (ALDE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de cette demande formulée par l'Irlande et visant des licenciements dans le secteur de la maintenance aéronautique au sein de l'entreprise PWA International et chez un de ses fournisseurs. En effet, la transition technologique au profit d'avions de nouvelle génération explique la baisse de la demande pour les activités exercées par PWA en Irlande et le déplacement de ces activités en dehors de l'Union européenne. La flotte aérienne mondiale du futur sera probablement dominée par des avions monocouloirs à fuselage étroit, du type Airbus 32. Cette croissance devrait émaner de l'Asie, où le secteur de l'aviation est en pleine expansion et où les types d'avion plus anciens doivent être remplacés par des types à fuselage étroit.

L'Europe, et plus particulièrement l'Irlande, a donc été sévèrement touchée par la tendance à localiser les activités de maintenance, de réparation et de révision près des centres d'expansion de l'aviation ainsi que par les effets négatifs des accords commerciaux mondiaux.

Il s'agit, dès lors, d'aider 108 salariés licenciés. L'aide apportée s'élèvera à 442 293 EUR et permettra de cofinancer notamment des mesures actives sur le marché du travail axées sur la formation, l'orientation et la planification des carrières.

Mireille D'Ornano (ENF), *par écrit*. – Ce rapport a pour but de mobiliser le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation en Irlande, à la suite du licenciement de 108 employés à Dublin par PAW International.

Plus de 442 000 euros doivent être alloués à ces licenciés en vue de leur réintégration sur le marché du travail. Sont également visés par cette allocation des jeunes sans emploi, sans diplôme et sans formation.

Attachée à la défense des travailleurs touchés par les affres de la mondialisation, j'ai soutenu ce rapport.

Ангел Джамбазки (ECR), *в писмена форма*. – В този случай от Европейския фонд за приспособяване към глобализацията се заделят половин милион евро за реинтегриране на 600 работници на трудовия пазар в Ирландия. Европейският съюз трябва да подпомага растежа и създаването на работни места, но по проактивен начин и тук вложението не отговаря на резултата. Така че аз принципно гласувам против този фонд, както направих и сега.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI), *γραφικώς*. – Οι ιρλανδικές αρχές υπέβαλαν αίτηση για χρηματοδοτική συνεισφορά 442 293 EUR από το ΕΤΠ, για 108 απολυθέντες εργαζόμενους. Τα χρήματα αυτά η Ιρλανδία σχεδιάζει να τα διαθέσει για προγράμματα κατάρτισης και συμπληρωματικής εκπαίδευσης, καθοδήγησης, σχεδιασμό και ανάπτυξη σταδιοδρομίας και προγράμματα τρίτοβάθμιας εκπαίδευσης των απολυμένων.

Τα χρήματα του Ταμείου Προσαρμογής πρέπει να δίνονται κατά βάση στους απολυμένους και όχι σε προγράμματα επανένταξης ή μετεκπαίδευσης. Δεν χρειαζόμαστε εξειδικευμένους ανέργους.

Norbert Erdős (PPE), írásban. – Az Európai Globalizációs Alkalmazkodási Alapot (EGAA) azért hozták létre, hogy kiegészítő támogatást nyújtson a világkereskedelemben bekövetkezett főbb strukturális változások következményei által sújtott munkavállalóknak. November 6-án a Bizottság az EGAA Írország javára történő igénybeviteléről szóló határozatra irányuló javaslatot fogadott el a PWA International Ltd-től elbocsátott munkavállalók újbóli munkaerő-piaci beilleszkedésének, valamint 108, nem foglalkoztatott, oktatásban és képzésben nem részesülő fiatal munkaerő-piaci beilleszkedésének támogatására.

Ez a 2015. évi költségvetés keretében vizsgálendő tizenhatodik kérelem, és az EGAA-ból összesen 442 293 euró igénybevitelére irányul Írország javára. A Bizottság az EGAA-rendelet vonatkozó rendelkezései alapján megállapította, hogy a kérelem esetében teljesülnek az EGAA-ból nyújtott pénzügyi hozzájárulás feltételei. Az elbocsátott munkavállalók számára biztosított személyre szabott szolgáltatások ötféle intézkedést foglalnak magukban: i. pályaorientáció, karriertervezés és szakmai előmenetel, ii. EGAA képzési támogatás, iii. képzési és továbbtanulási programok, iv. felsőoktatási programok és v. korlátozott időre szóló támogatások. A fentiek alapján szavazatommal támogattam a javaslat elfogadását.

Jill Evans (Verts/ALE), in writing. – The European Globalisation Adjustment Fund was set up to provide additional assistance to workers who have lost their jobs as a result of major structural changes in world trade patterns. It is a means by which the EU can give valuable help to local economies hard hit by company closures, and so I voted in favour of this application. I regret that the UK Government has not taken advantage of this fund in Wales.

Fredrick Federley (ALDE), skriftlig. – Vår övertygelse är att välstånd skapas genom fri handel och rättvis konkurrens. Därför är vi principiellt emot den europeiska globaliseringsfonden, som vi menar är ett uttryck för protektionism. Vi har tidigare accepterat att fonden använts som en ren akutåtgärd i en tid av djup ekonomisk kris, som ett sätt att möta människors känsla av hopplöshet och den utanförskap som följer i krisens spår och som riskerar att ytterligare förstärka den våg av nationalism och främlingsfientlighet som sprider sig i Europa. Särskilt i ljuset av den svenska Riksrevisionens analys, där man menar att fonden rentav har en negativ effekt på återgången till arbete, anser vi dock att fonden förlorat sitt berättigande och inte bör användas mer.

Edouard Ferrand (ENF), par écrit. – J'ai voté pour cette délibération, parce que je souhaite qu'un soutien soit apporté aux entreprises et aux travailleurs européens.

João Ferreira (GUE/NGL), por escrito. – A Irlanda apresentou um pedido para uma contribuição financeira do Fundo Europeu de Ajustamento à Globalização (FEG) depois de 108 despedimentos no PWA International Ltd (PWA), criada em 1989 em Rathcoole, uma compra conjunta entre a United Technologies Corporation e a Lufthansa Technik Airmotive, que operava no sector da reparação e instalação de equipamentos de maquinaria.

A tendência recente para a deslocalização de atividades do sector de manutenção, reparação e revisão geral (MRO), por exemplo para a Ásia, foram fatores que afetaram seriamente este sector e a Irlanda.

Este pedido não preenche todos os critérios de elegibilidade tradicional estabelecidos pelo Regulamento do FEG, em termos de número de despedimentos, invocando-se uma derrogação prevista para circunstâncias excecionais, uma vez que os despedimentos têm graves repercussões no emprego e na economia local, regional ou nacional.

A Irlanda decidiu prestar também serviços personalizados cofinanciados pelo FEG a 108 jovens que não trabalham, não estudam nem seguem qualquer formação (NEET).

Quase 80% dos trabalhadores despedidos têm entre 30 e 54 anos de idade, sendo que todos os 108 trabalhadores despedidos são trabalhadores qualificados que operam no sector de «reparação e instalação de máquinas e equipamentos», mais especificamente, no sector de motores de aviação.

Cada nova mobilização do FEG é um libelo acusatório às políticas da UE.

Luke Ming Flanagan (GUE/NGL), in writing. – I voted in favour as it will be badly needed by the local community in Ireland. It is a small change in comparison to what we have lost as a result of our EU membership.

Monika Flašíková Beňová (S&D), *pisomme*. – S prihliadnutím na medziinštitucionálnu Dohodu z 2. 12. 2013 medzi Európskym parlamentom, Radou a Európskou komisiou o rozpočtovej disciplíne a so zreteľom na nariadenie Rady, ako aj nariadenie Európskeho parlamentu a Rady, podporujem pridelenie finančného príspevku vo výške 442 293 eur pre Írsko. Táto konkrétna žiadosť sa týka 108 prepustených zamestnancov podniku PWA International Ltd. Existujúca zložitá situácia v oblasti spolu s kumulatívnym vplyvom uzavretia troch významných podnikov v odvetví SGO v krátkom období a skutočnosť, že v Írsku nezostali v tomto odvetví žiadni zamestnávateľia, by mohla odôvodniť výnimku z prahovej hodnoty 500 prepustených pracovníkov stanovenej v článku 4 ods. 1 nariadenia o EGF.

Lorenzo Fontana (ENF), *per iscritto*. – Voto a favore della mobilitazione del Fondo europeo di adeguamento alla globalizzazione per 108 esuberanti nel settore «Riparazione e installazione di macchine e apparecchiature» per un ammontare di € 442 293 in Irlanda.

Λάμπρος Φουντούλης (NI), *γραπτός*. – Τα χρήματα του Ταμείου Προσαρμογής πρέπει να δίνονται κατά βάση στους απολυμένους και όχι σε προγράμματα επανένταξης ή μετεκπαίδευσης. Δεν χρειαζόμαστε εξειδικευμένους ανέργους και για αυτό καταψηφίζω την παρούσα έκθεση.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D), *in writing*. – The application relates to 108 redundancies in PWA International Ltd (PWA) (Repair and installation of machinery equipment) in Southern and Eastern Ireland. Although the EGAF threshold lies at 500 workers made redundant, this derogation from the threshold of 500 redundancies can be justified by the cumulative effect of three major closures in the maintenance repair and overhaul sector (MRO) within the last years. The redundancies were caused by major structural changes in world trade patterns.

Ildikó Gáll-Pelcz (PPE), *írásban*. – Az Európai Globalizációs Alkalmazkodási Alapot azért hozták létre, hogy kiegészítő támogatást nyújtson a világereskedelemben bekövetkezett főbb strukturális változások következményei által sújtott munkavállalóknak. Üdvözlöm, hogy a munkavállalók gyors támogatása érdekében az ír hatóságok úgy határoztak, hogy a személyre szabott szolgáltatások végrehajtását már 2015. május 22-én, jóval a javasolt összehangolt csomagra vonatkozó EGAA-támogatás odaítéléséről szóló határozat előtt megkezdik. Szavazatommal támogattam a jelentést.

Francesc Gambús (PPE), *por escrito*. – He votado a favor de la movilización del Fondo Europeo de Adaptación a la Globalización: solicitud EGF/2015/006 IE/PWA International, de Irlanda. Europa y el mundo se encuentran inmersos en un profundo proceso de globalización que, pese a ser fuente de creación de comercio y riqueza, también puede conllevar riesgos a los que debemos estar muy atentos. Como consecuencia de este proceso hay sectores que están más expuestos a la competencia internacional, por lo que desde la UE debemos dar respuesta a aquellos ciudadanos que pierden su empleo como consecuencia de la globalización. El Fondo Europeo de Adaptación a la Globalización (FEAG) presta apoyo a los trabajadores que pierden su empleo como consecuencia de grandes cambios estructurales en las pautas del comercio mundial, provocados por la globalización o por la crisis económica y financiera mundial.

Arne Gericke (ECR), *schriftlich*. – Ich habe heute gegen die Inanspruchnahme des Europäischen Fonds für die Anpassung an die Globalisierung: Antrag Irlands – EGF/2015/006 IE/PWA International gestimmt, da ich den Globalisierungsfonds insgesamt für ein unpassendes, ineffizientes Instrument halte.

Jens Gieseke (PPE), *schriftlich*. – Europa hat von der anhaltenden Globalisierung profitiert und wird dies auch in der Zukunft weiterhin tun. Bürger, die durch den internationalen Wettbewerb arbeitslos geworden sind, müssen wir konsequent bei der erneuten Integration in den Arbeitsmarkt unterstützen.

Neena Gill (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the application from Ireland for the mobilisation of the European Globalisation Adjustment Fund given that the pre-existing difficult situation in the area, combined with the cumulative effect of three major closures in the MRO sector within a short period, and the fact that no employers in this sector remain in Ireland, may justify a derogation from the threshold of 500 redundancies set out in Article 4(1) of the EGF regulation. The application is for 108 redundancies in the Southern and Eastern Ireland region working repair and installation of machinery equipment for aviation. All redundant workers are expected to participate in the measures.

Sylvie Goddyn (ENF), *par écrit*. – PAW International, une entreprise d'installation et de réparation de machines et d'équipements, principalement dans le domaine de l'aéronautique, a licencié 108 travailleurs sur son site de Dublin. L'Irlande a ensuite demandé une aide exceptionnelle de 442 293 euros pour aider les salariés licenciés à retrouver du travail.

Le cas de PAW International est un cas typique de délocalisation. Dans le secteur aéronautique, la maintenance, la réparation et la révision subissent une tendance récente à être localisées ou relocalisées près des centres d'expansion de l'aviation, c'est-à-dire en Asie.

La mondialisation des échanges se traduit dans ce secteur par une concurrence accrue et déséquilibrée, qui induit des pertes d'emplois et de savoir-faire.

J'ai voté pour ce rapport qui a pour mérite d'atténuer la «casse» sociale, même si je constate que l'Europe cherche surtout, par ce moyen, à atténuer sa responsabilité dans les délocalisations.

Tania González Peñas (GUE/NGL), *por escrito*. – Este dossier también será apoyado favorablemente. En este caso, las empresas irlandesas afectadas no alcanzan el umbral de más de 500 despedidos y se ha recurrido a contemplar estos como un nuevo episodio que se acumula a procesos anteriores. Los grupos conservadores se han quejado de este punto. Sin duda alguna, es mejor la existencia de estos fondos para aliviar consecuencias, en este caso en el sector de la reparación y el mantenimiento mecánico, que no. Consideramos que los fondos de adaptación a la globalización entrañan mecanismos de mitigación pero no de solución, pero consideramos que, ante la falta de alternativas que plantea el modelo europeo, es mejor esto que nada.

Theresa Griffin (S&D), *in writing*. – I voted in favour of this report which presents an application for the use of the European Globalisation Adjustment Fund in order to assist former employees of PWA International Ltd in Ireland following the redundancy of 500 employees due to major structural changes in world trade patterns. The funds will go towards the reintegration of these persons back into the job market. I believe that workers who end up becoming redundant due to global economic trends, which they have no control over, need at least to be given the help to find alternative employment as soon as possible.

Nathan Gill (EFDD), *in writing*. – UKIP voted against this legislative vote to approve the use of funds from the European Globalisation Adjustment Fund. The Irish government have applied for EUR 442 293 from this EU fund to help 108 workers who have lost their job. UKIP oppose the use of this fund as British taxpayers are being made to pay EU dole money for poor economic decisions in other countries.

Antanas Guoga (ALDE), *in writing*. – The regulation reflects the agreement reached between Parliament and the Council to reintroduce the crisis mobilisation criterion, to set the Union financial contribution at 60 % of the total estimated cost of proposed measures, to increase efficiency for the treatment of EGF applications in the Commission and by Parliament and the Council by shortening the time for assessment and approval, to widen eligible actions and beneficiaries by the addition of self-employed persons and young people, and to finance incentives for setting up one's own businesses.

András Gyürk (PPE), *írásban*. – Az Európai Globalizációs Alkalmazkodási Alapot (EGAA) azért hozták létre, hogy kiegészítő támogatást nyújtson a világkereskedelemben bekövetkezett főbb strukturális változások következményei által sújtott munkavállalóknak. November 6-án a Bizottság az EGAA Írország javára történő igénybeviteléről szóló határozatra irányuló javaslatot fogadott el a PWA International Ltd-től elbocsátott munkavállalók újbóli munkaerő-piaci beilleszkedésének, valamint 108, nem foglalkoztatott, oktatásban és képzésben nem részesülő fiatal munkaerő-piaci beilleszkedésének támogatására.

Ez a 2015. évi költségvetés keretében vizsgálendő tizenhatodik kérelem, és az EGAA-ból összesen 442 293 euró irányul Írország javára. A Bizottság az EGAA-rendelet vonatkozó rendelkezései alapján megállapította, hogy a kérelem esetében teljesülnek az EGAA-ból nyújtott pénzügyi hozzájárulás feltételei. Az elbocsátott munkavállalók számára biztosított személyre szabott szolgáltatások ötféle intézkedést foglalnak magukban: i. pályaeorientáció, karriertervezés és szakmai előmenetel, ii. EGAA képzési támogatás, iii. képzési és továbbtanulási programok, iv. felsőoktatási programok és v. korlátozott időre szóló támogatások. A fentiek alapján szavazatommal támogattam a javaslat elfogadását.

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL), γραπτώς. – Είναι πάγια τακτική μας να υπερψηφίζουμε τα ποσά που αποδεσμεύονται από το ταμείο αναπροσαρμογής στην παγκοσμιοποίηση διότι αποτελούν οπωσδήποτε ένα είδος στήριξης προς τους απολυμένους εργαζομένους. Εντούτοις καθιστούμε πάντοτε ξεκάθαρο πως όλα αυτά δεν αποτελούν κατά την άποψή μας βιώσιμα μέτρα προστασίας των εργαζομένων. Για μας, μια βιομηχανική πολιτική πρέπει να είναι μακράς πνοής, να στηρίζεται από το κράτος και να διασφαλίζει ότι η στήριξη των εργαζομένων δεν θα είναι αποσπασματική, όπως συμβαίνει στη προκειμένη περίπτωση. Η στρατηγική του κράτους πρέπει να βασίζεται σε μακροχρόνιους σχεδιασμούς συνεχούς εκπαίδευσης και επανεκπαίδευσης των εργαζομένων σε διάφορους βασικούς τομείς επένδυσης του κράτους.

Marian Harkin (ALDE), *in writing*. – I was very pleased to support this application for almost half a million euro of European Globalisation Fund (EGF) assistance for workers made redundant from PWA International (PWA). The application concerns 108 workers working in the aircraft maintenance, repair and overhaul sector and a related supplier, between mid-2014 and September of this year. In addition to these workers 108 young people not in employment, education or training will also benefit from the fund, bringing the total number of beneficiaries to 216. The total budget for services to assist the redundant workers in upskilling or retraining to return to work is EUR 737 156, with a 60% contribution from the EGF of EUR 442 293. This has been a most beleaguered sector over recent years with the closures of Lufthansa Technik and SR Technics at Dublin Airport but we have seen real positive outcomes from assistance from the EGF programme for SR Technics with 53.45% of beneficiaries back in employment almost a year after the programme finished. The PWA workers have a similar very specific skill set and I hope will have just as positive an outcome from EGF assistance.

Brian Hayes (PPE), *in writing*. – I supported this report due to the fact that the closure of PWA has had a serious impact on employment and on the local economy based on the pre-existing difficult situation in the area combined with the cumulative effect of three major closures in the aircraft maintenance industry within a short period. Ireland specialised in the Maintenance, Repair and Overhaul (MRO) sector in the 1990s, which served it well at that time, but made it particularly vulnerable to the recent trend to locate MRO activity near centres of global aviation expansion, i.e. Asia, and to the adverse impacts of global trade deals. The variety of training measures to be provided to the beneficiaries will be a great boost to the individuals and the local economy.

Hans-Olaf Henkel (ECR), *in writing*. – The European Global Adjustment Fund, which helps workers find new jobs and develop new skills when they have lost their jobs as a result of changing global trade patterns, contributes EUR 2.6 million to the Finnish fund and EUR 442 293 to the Irish fund. Though I fully support measures which put in place policies that create growth and jobs, my group and I do not believe that the EGF is the right tool for putting in place such policies, nor that is an efficient tool, which is why I have voted against this proposal. By the way, I believe that the euro must be abolished. It leads to dissension and discord in Europe.

György Hölvényi (PPE), *írásban*. – Az Európai Globalizációs Alkalmazkodási Alapot (EGAA) azért hozták létre, hogy kiegészítő támogatást nyújtson a világkereskedelemben bekövetkezett főbb strukturális változások következményei által sújtott munkavállalóknak. November 6-án a Bizottság az EGAA Írország javára történő igénybeviteléről szóló határozatra irányuló javaslatot fogadott el a PWA International Ltd-től elbocsátott munkavállalók újbóli munkaerő-piaci beilleszkedésének, valamint 108, nem foglalkoztatott, oktatásban és képzésben nem részesülő fiatal munkaerő-piaci beilleszkedésének támogatására.

Ez a 2015. évi költségvetés keretében vizsgálendő tizenhatodik kérelem, és az EGAA-ból összesen 442 293 euró igénybevitelére irányul Írország javára. A Bizottság az EGAA-rendelet vonatkozó rendelkezései alapján megállapította, hogy a kérelem esetében teljesülnek az EGAA-ból nyújtott pénzügyi hozzájárulás feltételei. Az elbocsátott munkavállalók számára biztosított személyre szabott szolgáltatások ötféle intézkedést foglalnak magukban: i. pályaorientáció, karriertervezés és szakmai előmenetel, ii. EGAA képzési támogatás, iii. képzési és továbbtanulási programok, iv. felsőoktatási programok és v. korlátozott időre szóló támogatások. A fentiek alapján szavazatommal támogattam a javaslat elfogadását.

Cătălin Sorin Ivan (S&D), *in writing*. – I have voted in favour of this report that will provide EUR 442 293 from the European Globalisation Fund to help 108 workers made redundant in the Aeronautical industry. The amount represents 60 % of the total costs of the proposed actions.

Actions such as guidance and career planning and development, EGF training grants mechanisms and higher education programmes, are all at the disposal of the redundant workers who represent the main beneficiaries.

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan.* – Glasao sam za izvješće o prijedlogu odluke Europskog parlamenta i Vijeća o mobilizaciji Europskog fonda za prilagodbu globalizaciji u skladu s točkom 13. Međuinstitucionalnog sporazuma od 2. prosinca 2013. između Europskog parlamenta, Vijeća i Komisije o proračunskoj disciplini, o suradnji u vezi s proračunskim pitanjima i o dobrom financijskom upravljanju, koje je podnijela Irska, nakon što je veliki broj radnika u poduzeću PWA International Ltd (PWAI) proglašeno viškom i pogodeno posljedicama svjetske financijske i gospodarske krize.

Financijska pomoć Unije treba biti dinamična i dostupna što je brže moguće, stoga se ovo izvješće, za koje glasujem, slaže s Komisijom da se argumenti koje Irska navodi mogu ocijeniti kao „izvanredne okolnosti” i da Irska ima pravo na financijski doprinos u iznosu od 442 293 EUR i mobilizaciju Europskog fonda za prilagodbu globalizaciji. Smatram da je spomenuta pomoć važna kako bi se omogućilo ponovno uključivanje otpuštenih radnika na tržište rada te ublažile posljedice otpuštanja.

Diane James (EFDD), *in writing.* – I voted against this legislative vote to approve the use of funds from the European Globalisation Adjustment Fund. The Irish Government have applied for EUR 442 293 from this EU fund to help 108 workers who have lost their job. UKIP oppose the use of this fund as British taxpayers are being made to pay EU dole money for poor economic decisions in other countries.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit.* – J'ai voté en faveur du rapport de mon collègue Victor Negrescu sur la mobilisation du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation à la demande de l'Irlande en faveur des salariés licenciés de l'entreprise PWA International et d'un sous-traitant. Le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation, créé en 2006, aide les personnes ayant perdu leur emploi. Ce fonds débloquent une enveloppe de 442 293 euros en faveur de 108 salariés licenciés. Ce montant servira à financer des formations, des services de conseils et d'accompagnement pour favoriser le recrutement de ces travailleurs licenciés.

Ce rapport a été adopté à une large majorité, ce dont je me félicite.

Philippe Juvin (PPE), *par écrit.* – J'ai voté en faveur de ce rapport pour que le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation soutienne la réinsertion sur le marché du travail de travailleurs licenciés chez PWA International Ltd en Irlande durant la crise financière.

Barbara Kappel (ENF), *schriftlich.* – Irlands Luftfahrttechnik ist besonders stark von den Auswirkungen der Globalisierung und der Krise betroffen. Es ist daher notwendig, für die Mobilisierung des Fonds zu stimmen.

Afzal Khan (S&D), *in writing.* – I voted in favour of mobilisation of the fund, as I support giving assistance to reintegrate workers in the labour market made redundant due to major structural changes in world trade patterns due to globalisation and the economic crisis.

Ádám Kósa (PPE), *írásban.* – Az Európai Globalizációs Alkalmazkodási Alapot (EGAA) azért hozták létre, hogy kiegészítő támogatást nyújtson a világkereskedelemben bekövetkezett főbb strukturális változások következményei által sújtott munkavállalóknak. November 6-án a Bizottság az EGAA Írország javára történő igénybevételeiről szóló határozatra irányuló javaslatot fogadott el a PWA International Ltd-től elbocsátott munkavállalók újbóli munkaerő-piaci beilleszkedésének, valamint 108, nem foglalkoztatott, oktatásban és képzésben nem részesülő fiatal munkaerő-piaci beilleszkedésének támogatására.

Ez a 2015. évi költségvetés keretében vizsgálendő tizenhatodik kérelem, és az EGAA-ból összesen 442 293 euró igénybevételeire irányul Írország javára. A Bizottság az EGAA-rendelet vonatkozó rendelkezései alapján megállapította, hogy a kérelem esetében teljesülnek az EGAA-ból nyújtott pénzügyi hozzájárulás feltételei. Az elbocsátott munkavállalók számára biztosított személyre szabott szolgáltatások ötféle intézkedést foglalnak magukban: i. pályaorientáció, karriertervezés és szakmai előmenetel, ii. EGAA képzési támogatás, iii. képzési és továbbtanulási programok, iv. felsőoktatási programok és v. korlátozott időre szóló támogatások. A fentiek alapján szavazatommal támogattam a javaslat elfogadását.

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. – Il 6 novembre la Commissione ha adottato una proposta di decisione sulla mobilitazione del FEG a favore dell'Irlanda, concernente il reinserimento professionale dei lavoratori collocati in esubero presso la PWA International Ltd. La richiesta di mobilitazione del FEG, per un importo totale di 442 293 EUR per l'Irlanda, riguarda 108 lavoratori collocati in esubero presso la PWA International. Ho deciso di dare il mio voto favorevole in quanto i criteri di ammissibilità stabiliti dal regolamento FEG sono stati rispettati e perché credo a un'Europa solidale, sia in senso orizzontale tra i suoi membri, e ancor di più in senso verticale verso i suoi cittadini.

Marine Le Pen (ENF), *par écrit*. – Suite au licenciement de 108 travailleurs au sud de Dublin par PAW international, une entreprise opérant dans le secteur de la réparation et de l'installation de machines et d'équipements, les autorités irlandaises ont demandé l'aide du Fonds d'ajustement à la mondialisation.

La demande en l'espèce concerne l'octroi d'une aide de 442 293 euros aux 108 travailleurs licenciés en vue de leur réintégration sur le marché du travail, ainsi qu'un soutien à 108 jeunes «NEETs» (jeunes sans emploi, sans diplôme et sans formation).

Nous votons donc en faveur de ce texte

Gilles Lebreton (ENF), *par écrit*. – J'ai voté pour ce rapport car il mobilise 442 293 euros pour la réintégration sur le marché du travail d'une centaine de travailleurs licenciés en Irlande dans le secteur de la réparation.

Philippe Loiseau (ENF), *par écrit*. – Suite au licenciement de 108 travailleurs au sud de Dublin par PAW International, une entreprise opérant dans le secteur de la réparation et de l'installation de machines et d'équipements, les autorités irlandaises ont demandé l'aide du Fonds d'ajustement à la mondialisation.

Ce fonds, permet, sous certaines circonstances exceptionnelles, de venir en aide aux travailleurs subissant les conséquences d'une crise d'un secteur donné, ou par des mutations économiques liées à la concurrence internationale.

La demande, en l'espèce, concerne l'octroi d'une aide de 442 293 euros aux 108 travailleurs licenciés en vue de leur réintégration sur le marché du travail, ainsi qu'un soutien à 108 jeunes «NEETs» (jeunes sans emploi, sans diplôme et sans formation).

Les licenciements sont liés aux modifications structurelles du commerce international et à la concurrence mondiale accrue.

J'ai voté pour ce texte qui s'insurge indirectement contre les effets néfastes de la mondialisation sur l'emploi.

Sander Loones (ECR), *schriftelijk*. – Globalisering is onvermijdelijk en gaat hand in hand met de opening van nieuwe markten, met internationale concurrentie, met economische groei en met jobcreatie. De keerzijde hiervan is jobverlies in minder competitieve sectoren. De N-VA delegatie in het Europees Parlement heeft begrip voor de doelstellingen van het Europees Fonds voor aanpassing aan de globalisering (EFG), maar heeft tevens oog voor de belastingbetaler die de factuur betaalt. Bovendien hoort sociaal beleid in eerste instantie een bevoegdheid van de lidstaten te zijn. Een Europese transferunie is geen panacee om de werkloosheid aan te pakken. Er is vooral nood aan structurele hervormingen om de economische groei weer op gang te brengen. De Europarlementsleden van de N-VA hebben zich daarom onthouden van stemming over dit dossier.

Javi López (S&D), *por escrito*. – Voté a favor ya que con la aprobación de este informe se movilizará el Fondo Europeo de Adaptación a la Globalización por un importe de 442 293 EUR en relación con los despidos realizados por PWA International que opera en la división 33 de la NACE Rev. 2 («Reparación e instalación de maquinaria y equipamiento») en el sur de Dublín, y estoy de acuerdo con dicha movilización.

Antonio López-Istúriz White (PPE), *por escrito*. – Las autoridades irlandesas presentaron la solicitud para la contribución financiera del FEAG el 19 de junio de 2015, y el 6 de noviembre la Comisión adoptó una propuesta de decisión de movilización del FEAG en favor de Irlanda para apoyar la reincorporación al mercado de trabajo de los trabajadores despedidos en PWA International Ltd. Tanto el Parlamento como la Comisión están de acuerdo en que se cumplen todos los criterios establecidos. La financiación del FEAG se destina a servicios personalizados que se ofrecerán a los trabajadores despedidos: i) orientación y planificación profesional y desarrollo; ii) subvenciones de formación del FEAG; iii) programas de formación y enseñanza continua; iv) programas de enseñanza superior y v) subsidios de duración limitada.

Destaco que las autoridades irlandesas confirman que las medidas subvencionables no reciben asistencia de otros instrumentos financieros de la Unión y destaco igualmente que la contribución financiera del FEAG cumplirá las normas procedimentales y de fondo de la Unión en materia de ayudas públicas.

Por todo ello di mi voto favorable a esta propuesta.

Ivana Maletić (PPE), napisan. – Europski fond za prilagodbu globalizaciji kreiran je u svrhu pružanja pomoći osobama koje su zbog globalizacijskih promjena ostale bez posla. Irska je u lipnju ove godine podnijela zahtjev za mobilizacijom sredstava iz Fonda u iznosu od 442 tisuće eura. Sredstva će biti korištena za aktivnosti pomaganja otpuštenim radnicima u procesu zapošljavanja, edukacijama i obukama te poduzetništvu i samozapošljavanju.

Podržala sam izvješće zastupnika Negrescu koji odobrava mobilizaciju sredstava iz EGF-a u svrhu olakšavanja procesa zapošljavanja 108 radnika koji su opušteni kao tehnološki višak u irskoj kompaniji PWA International.

Andrejs Mamikins (S&D), rakstiski. – Eiropas Globalizācijas pielāgošanās fonds tika izveidots 9 gadus atpakaļ ar mērķi palīdzēt strādniekiem, kas zaudējuši darbu globalizācijas procesu seku dēļ. Ikgadējais EGF budžets ir 150 miljonus euro liels.

Šajā gadījumā notika balsojums par resursu sniegšanu 108 bijušajiem strādniekiem no Īrijas uzņēmuma PWA International Ltd, kurš specializējas lielu komerciālo reaktīvo dzinēju korpusu kapitālremontā un cita veida remonta darbos. Kopējā finansiālā palīdzība ir 442 293 euro.

Šis solis ir svarīgs ne tikai tāpēc, ka ļaus atlaistiem darbiniekiem pēc iespējas ātrāk atgriezties darba tirgū, bet arī tāpēc, ka sekmēs smagās un augsti tehniskās rūpniecības saglabāšanu Eiropas Savienības teritorijā caur strādnieku prasmju un iemaņu saglabāšanu un dažādošanu.

EGF ir viens no vairākiem Eiropas Savienības rīcībā esošajiem instrumentiem, kas palīdz ne tikai cīnīties ar bezdarbu vai veicināt strādnieku ātrāku atgriešanos darba tirgū, bet arī sniedz pozitīvu impulsu vairāku nozaru saglabāšanā tieši ES dalībvalstu teritorijā. Tas ir it īpaši svarīgs mūsdienās, kad vairākas kompānijas pārnēs ražošanu citur pasaulē.

Vladimír Maňka (S&D), písomne. – Írsko predložilo žiadosť o finančný príspevok z EFG v dôsledku prepustenia 108 zamestnancov podniku PWA International Ltd, zaradeného v odvetví oprava a inštalácia strojov a prístrojov, konkrétne v oblasti leteckého strojárnenstva, ktoré bolo postihnuté globálnou hospodárskou krízou. Ide o zatiaľ najnižší počet prepustených zamestnancov, pre ktorých sa má mobilizovať EFG.

Žiadosť sa opiera o výnimočné okolnosti v Írsku, kde v rovnakom odvetví došlo v krátkom období k uzavretiu a prepúšťaniu v troch významných podnikoch. Podporil som preto uznesenie EP na poskytnutie podpory Írsku na personalizované služby nezamestnaným a začlenenie 108 ľudí na trh práce v celkovej sume 442 293 eur.

Νότης Μαριάς (ECR), γραπτώς. – Ψηφίζω υπέρ της έκθεσης σχετικά με την πρόταση απόφασης του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου και του Συμβουλίου όσον αφορά την κινητοποίηση του Ευρωπαϊκού Ταμείου Προσαρμογής στην Παγκοσμιοποίηση, σύμφωνα με το σημείο 13 της διοργανικής συμφωνίας της 2ας Δεκεμβρίου 2013, μεταξύ του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου, του Συμβουλίου και της Επιτροπής για τη δημοσιονομική πειθαρχία, τη συνεργασία σε δημοσιονομικά θέματα και τη χρηστή δημοσιονομική διαχείριση, διότι είναι πλήρης και τεκμηριωμένη.

David Martin (S&D), in writing. – I am pleased that as a result of this vote Ireland will get EU aid worth EUR 400 000 for 108 redundant aircraft repair workers to help find new jobs.

Dominique Martin (ENF), par écrit. – J'ai évidemment soutenu ce rapport portant sur la mobilisation du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) en faveur des 108 salariés de PWA International Ltd, une société de maintenance, de réparation et de révision. Le FEM alloue ainsi 442 293 euros pour aider à la réinsertion professionnelle de ces travailleurs, victimes de la politique de Bruxelles et des règles qu'elle impose.

Fulvio Martusciello (PPE), *per iscritto*. – Il 6 novembre la Commissione ha adottato una proposta di decisione sulla mobilitazione del FEG a favore dell'Irlanda, per un contributo finanziario in seguito a 108 collocamenti in esubero, per facilitare il reinserimento professionale dei lavoratori, presso la PWA International Ltd, impresa operante nel settore economico, classificato nella divisione «Riparazione e installazione di macchine e apparecchiature».

Le varie misure di formazione e di sostegno all'imprenditorialità e al lavoro autonomo, da prestare ai lavoratori in esubero, quali orientamento, pianificazione e sviluppo professionali, dovranno garantire una tempestiva assistenza volta a favorire un rapido reinserimento professionale dei dipendenti collocati in esubero, a causa della crisi economica e finanziaria.

Barbara Matera (PPE), *per iscritto*. – Il 6 novembre la Commissione ha adottato una proposta di decisione sulla mobilitazione del fondo FEG a favore dell'Irlanda, per facilitare il reinserimento professionale dei lavoratori collocati in esubero presso la PWA International Ltd, impresa operante nel settore economico classificato nella divisione 33 della NACE Revisione 2 («Riparazione e installazione di macchine e apparecchiature»), oltre che l'inserimento nel mercato del lavoro di 108 giovani disoccupati e non iscritti a corsi di istruzione o di formazione. L'importo totale richiesto è di 442 293 EUR.

Considerando la funzione del fondo FEG, istituito per fornire un sostegno supplementare ai lavoratori che risentono delle conseguenze dei grandi cambiamenti strutturali del commercio mondiale, voto a favore della proposta del collega Negrescu.

Gabriel Mato (PPE), *por escrito*. – He votado a favor de la propuesta de movilizar el Fondo Europeo de Adaptación a la Globalización en favor de Irlanda para apoyar la reincorporación al mercado de trabajo de 108 trabajadores despedidos en PWA International Ltd.

Georg Mayer (ENF), *schriftlich*. – Die Situation entspricht nicht der vorgesehenen Nutzung des EGF, sondern wird unter dem Verfahren einer Ausnahmeregelung angewandt. Daher enthalte ich mich meiner Stimme.

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – La demande concerne la mobilisation de 442 293 EUR au titre du fond d'aide à la mondialisation pour les 108 travailleurs licenciés de PWA International, spécialiste de la révision et réparation des moteurs à réaction.

Les autorités irlandaises affirment que les licenciements chez PWA International découlent de la décision de la société de renforcer ses activités en Amérique du Nord et en Asie. En effet depuis plus de 10 ans, les clients basés en Asie représentent environ 50 % des activités de PWAI et que les clients situés aux États-Unis représentaient 40 % de ces activités contre seulement 10 % pour les clients européens.

Le rapport émet d'ailleurs quelques timides critiques quant aux accords de libre-échange conclus par l'UE, notamment avec la Corée, pour expliquer les pertes de l'entreprise tandis que les entreprises états-unienne du secteur renforcent leurs positions sur le marché asiatique.

Je m'abstiens pour ne pas priver les travailleurs irlandais. Mais dans ce cas comme si souvent il s'agit tout simplement de subventions aux délocalisations.

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – A referida candidatura diz respeito ao despedimento de 108 trabalhadores na empresa PWA International. O Fundo Europeu de Ajustamento à Globalização foi criado para prestar um apoio complementar aos trabalhadores atingidos pelos efeitos de mudanças estruturais importantes nos padrões do comércio mundial.

A assistência financeira da União Europeia aos trabalhadores despedidos deve ser disponibilizada o mais rápida e eficientemente possível. A candidatura Irlandesa reúne as condições para uma contribuição financeira do FEG, tendo as autoridades irlandesas prestado todas as garantias necessárias, pelo que votei favoravelmente a proposta relativa à mobilização do Fundo Europeu de Ajustamento à Globalização, candidatura da Irlanda.

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. – The European Globalisation Adjustment Fund (EGF) is one of the key tools at the Union's disposal to provide additional assistance to workers negatively impacted upon by major structural changes in world trade patterns. The Commission approved this specific application as it met the conditions for mobilising EGF to support the local economy. I therefore voted in favour of this report to alleviate the situation of 108 workers in PWA International in Ireland due to the global financial and economic crisis.

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport visant à mobiliser 442 292 euros, dans le cadre du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation, en vue de venir en aide à 108 salariés licenciés dans deux entreprises exerçant leurs activités dans le secteur de la réparation et de l'installation de machines et d'équipements.

Ces licenciements sont dus à la poursuite de modifications essentielles de la structure du commerce mondial, en raison de la mondialisation. L'Irlande, spécialisée dans le secteur de la maintenance, de la réparation et de la révision (MRO), subit de plein fouet la relocalisation de ce type d'activités près des centres d'expansion de l'aviation, à savoir principalement l'Asie.

Miroslav Mikolášik (PPE), *pisomne*. – Írsko podalo žiadosť o finančný príspevok z Európskeho fondu na prispôbenie sa globalizácii, keď došlo k prepusteniu pracovníkov v odvetví servisných a generálnych opráv, na ktoré sa Írsko špecializovalo koncom minulého storočia. Dôvodom prepúšťania sa javí trend umiestňovania činnosti servisných a generálnych opráv do blízkosti rastúcich globálnych centier leteckej dopravy, ktoré sa nachádzajú predovšetkým v Severnej Amerike a Ázii. Ďalším dôvodom sú nepriaznivé vplyvy globálnych obchodných dohôd. Komisia po preskúmaní žiadosti vyhlásila, že krajina spĺňa všetky podmienky na udelenie finančného príspevku. Hlasujem preto za mobilizáciu fondu.

Marlene Mizzi (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the Negrescu (A8-0363/2015) report for the mobilisation of the European Globalisation Adjustment Fund: application from Ireland – EGF/2015/006 IE/PWA International. This decision will mobilise the EGF fund in favour of Ireland to support the reintegration in the labour market of workers made redundant in PWA International Ltd, as well as for the integration into the labour market of 108 young people not in employment, education or training (NEETs). I agree with the personalised services which are to be provided to workers made redundant, consisting of five types of measures: (i) Guidance and career planning and development; (ii) EGF Training Grants; (iii) Training and Further Education Programmes; (iv) Higher Education Programmes; and (v) Time Limited Allowances.

Csaba Molnár (S&D), *írásban*. – Az Európai Globalizációs Alkalmazkodási Alap célja, hogy támogatást nyújtson a világereszkedelem fő strukturális változásainak következményei által sújtott vagy a globális pénzügyi és gazdasági válság következtében elbocsátott munkavállalóknak és támogassa újbóli munkaerő-piaci beilleszkedésüket. Írország kérelmet nyújtott be az EGAA-ból igénybe vehető pénzügyi hozzájárulás iránt a „Gép, berendezés, eszköz javítása, üzembe helyezése” ágazatban működő PWA International Ltd-nél történt 108 elbocsátás nyomán. Írország a támogatás tárgyát képező elbocsátott munkavállalók részére ötféle intézkedést tervez: (i) pályaaorientáció, karriertervezés és szakmai előmenetel, (ii) EGAA képzési támogatás, (iii) képzési és továbbtanulási programok, (iv) felsőoktatási programok és (v) korlátozott időre szóló támogatások. Az intézkedésekben várhatóan minden elbocsátott munkavállaló vesz részt.

A Költségvetési Bizottság jelentésében megállapítja, hogy a kérelem nem teljesíti az EGAA-rendeletben az elbocsátások száma tekintetében megállapított hagyományos támogathatósági feltételeket, benyújtására az említett rendelet 4. cikkének (2) bekezdése szerinti beavatkozási kritérium alapján került sor, amely kivételes esetben lehetővé teszi az eltérést. A jelentés egyetért az Európai Bizottsággal abban, hogy az Írország által bemutatott érvek indokolják a „kivételes körülmények” kritériumának alkalmazását, és hogy ennek megfelelően Írország jogosult az említett rendelet szerinti 442 293 eurós pénzügyi támogatásra, ezért azt javasolja, hogy a Parlament hagyja jóvá az Európai Globalizációs Alkalmazkodási Alap Írország kérelme alapján történő igénybevételéről szóló európai parlamenti és tanácsi határozatot. A javaslatot támogattam.

Cláudia Monteiro de Aguiar (PPE), *por escrito*. – O Fundo Europeu de Ajustamento à Globalização foi criado para prestar um apoio complementar aos trabalhadores atingidos pelos efeitos de mudanças estruturais importantes nos padrões do comércio mundial. Em 6 de novembro, a Comissão adotou uma proposta de decisão sobre a mobilização do FEG a favor da Irlanda, a fim de apoiar a reintegração no mercado de trabalho de trabalhadores despedidos da empresa PWA International Ltd, que opera no setor económico classificado na divisão 33 da NACE Rev. 2 («Reparação e instalação de máquinas e equipamentos»), bem como a integração no mercado de trabalho de 108 jovens que não trabalham, não estudam e não seguem uma formação (NEET).

Voto favoravelmente a presente proposta que se refere à mobilização de um montante total de 442 293 de euros do FEG a favor da Irlanda. A candidatura diz respeito ao despedimento de 108 trabalhadores na empresa PWA International

Sophie Montel (ENF), *par écrit*. – Suite au licenciement de 108 travailleurs au sud de Dublin par PAW international, une entreprise opérant dans le secteur de la réparation et de l'installation de machines et d'équipements, les autorités irlandaises ont demandé l'aide du Fonds d'ajustement à la mondialisation.

Cette demande concerne l'octroi d'une aide de 442 293 euros aux 108 travailleurs licenciés en vue de leur réintégration sur le marché du travail, ainsi qu'un soutien à 108 jeunes «NEETs» (jeunes sans emploi, sans diplôme et sans formation).

Les licenciements sont liés aux modifications structurelles du commerce international et à la concurrence mondiale accrue face à laquelle l'Union européenne laisse les pays totalement désarmés. Chaque euro que les États souverains peuvent reprendre à cette Union qui les plonge dans la misère doit être repris.

C'est pourquoi j'ai voté pour ce rapport.

Claude Moraes (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the report, Labour MEPs have always voted in favour of EGF applications and these applications are no different. It is also worth noting that opportunities for the UK to claim from this fund may arise in the near future and the EGF could help those made redundant and wider communities affected by large shocks to the local economy. In addition, the EGF can do this whilst minimising the cost to the UK Government.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport relatif à la mobilisation du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM). Il s'agit d'aider à hauteur de 442 293 euros l'accompagnement des 108 salariés licenciés de l'entreprise PWA International, spécialisée dans la réparation et installation de machines et d'équipements dans le domaine aéronautique.

L'Irlande s'est spécialisée dans ce secteur dans les années 1990 avec succès. Cependant, les activités de maintenance et de réparation dans le secteur aéronautique sont désormais de plus en plus souvent installées en Asie, là où se trouvent les plus grandes expansions de l'aviation.

L'Irlande a par conséquent fait appel au Fonds européen d'ajustement à la mondialisation, dont l'objectif est de soutenir et d'accompagner vers un nouvel emploi les personnes licenciées à la suite de changements structurels majeurs survenus dans le commerce international en raison de la mondialisation (fermetures d'entreprises, délocalisation).

Alessandra Mussolini (PPE), *per iscritto*. – Ritengo che uno dei compiti principali dell'Unione europea sia quello di intervenire a sostegno dei cittadini europei, laddove si verificano situazioni di necessità ed indigenza.

Per tale motivo ho deciso di sostenere la mobilitazione del FEG a beneficio di 108 lavoratori in esubero presso la IE/PWA International, azienda irlandese operante nel settore della riparazione e dell'installazione di macchine e apparecchiature.

Victor Negrescu (S&D), *in writing*. – I have voted, as rapporteur, for this report that will mobilise the European Globalisation Fund in Ireland where the aeronautical maintenance and repair industry has suffered several losses with the closing in the past years of Lufthansa Technik and SR Technics.

Андрей Новаков (PPE), *в писмена форма*. – Апликацията обхваща 108 човека, загубили работните си места. Приносът на ЕК се очаква да бъде EUR 442 000. Според законодателството, свързано с Европейският фонд за глобализация (Article 4(1)(a) of the EGF Regulation), е необходимо броят на освободените от работа да бъде поне 500 и причините за това да са свързани пряко с икономическата и финансова криза и глобализацията. Виждаме, че тук става въпрос за хора в трудоспособна възраст (80% от тях са между 30-54 години), които са висококвалифицирани и живеят близо до Дъблин-най-големият икономически и индустриален хъб.

Европа за пореден път доказва, че е солидарна и подкрепя бизнеса. Благодаря за подкрепата за тази апликация. Въпреки това, призовавам да се спазват условията, за да бъде помощта ценена, необходима и навреме.

Franz Obermayr (ENF), *schriftlich*. – Bei diesem Antrag hätte ich mich der Stimme enthalten. Zwar mögen bei dem Antrag Irlands sämtliche formellen Kriterien erfüllt sein; dennoch erscheint mir der konkrete Einzelfall als nicht hinreichend geeignet, für eine Mittelvergabe zu plädieren.

Urmas Paet (ALDE), *kirjalikult*. – Toetasin. Iirimaa soovib toetada PWA International Ltd koondatud töötajate tagasi-pöördumist tööturule.

Rolandas Paksas (EFDD), *raštu*. – Balsavau už šį pranešimą. Pritariu, jog Airijos bendrovei būtų skiriama finansinė parama.

Labai svarbu užtikrinti, kad atleistiems darbuotojams būtų suteikta dinamiška, prieinama ir veiksminga parama, padedanti kuo greičiau susirasti darbą. Todėl turi būti tinkamai finansuojamos aktyvios darbo rinkos politikos priemonės.

Atkreiptinas dėmesys į tai, kad įmonės „PWAI“ uždarymas dar labiau apsunkino regiono padėtį, kuriame ir taip buvo didelis nedarbo lygis, taip pat itin neigiamai įtakojo ne tik regiono, bet ir nacionalinę ekonomiką.

Atsižvelgiant į tai, labai svarbu suteikti darbuotojams skubią pagalbą ir sudaryti sąlygas efektyviai pasinaudoti prie individualių poreikių pritaikytomis priemonėmis.

Sveikintina, jog ši paraiška buvo išnagrinėta labai operatyviai ir tai, jog Airijos valdžios institucijos žymiai anksčiau pradėjo teikti pagalbos priemones.

Margot Parker (EFDD), *in writing*. – UKIP voted against this legislative vote to approve the use of funds from the European Globalisation Adjustment Fund. The Irish Government have applied for EUR 442 293 from this EU fund to help 108 workers who have lost their job. UKIP oppose the use of this fund as British taxpayers are being made to pay EU dole money for poor economic decisions in other countries.

Aldo Patriciello (PPE), *per iscritto*. – L'Irlanda è stata protagonista di una grave crisi economica nel 2013, che ha sortito conseguenze negative soprattutto sui lavoratori, che richiedono ora un ricollocamento rapido nel settore economico di nuovo in crescita. Sono sensibile alla tematica dell'occupazione e ne conosco le problematiche grazie al lavoro svolto dai colleghi della commissione EMPL. Per questi motivi, ritengo necessario rispondere positivamente alla domanda dell'Irlanda sull'utilizzo del Fondo europeo di adeguamento alla globalizzazione.

Marijana Petir (PPE), *napisan*. – Irska kompanija za održavanje zrakoplova doživjela je veliki pad u broju ugovorenih poslova zbog ubrzanog razvoja tehnologije održavanja u azijskim zemljama. Ovakav slijed događaja posljedica je i globalnog napretka u proizvodnji zrakoplova i razvoju novih materijala i sigurnosnih mjera koje lakše i brže pronalaze nedostatke već u samom procesu proizvodnje.

K tome, zbog koncentracije ovakvih kompanija u blizini velikih prometnih čvorišta, Irska i EU su izloženi dislociranju ovakvih tvrtki prema svjetskim središtima zračnog prometa u državama koje imaju olakšan pristup jeftinim resursima i jeftinu, ali dobro educiranu radnu snagu. Podržavam ovaj zahtjev za isplatom sredstava iz Europskog fonda za prilagodbu globalizaciji, budući se radi o 108 radnika, a traženi iznos je 442 293 EUR. Naknada od 4 095 EUR po radniku može pomoći u kratkoročnoj prilagodbi novonastaloj životnoj situaciji, a u ukupnom iznosu kojim raspolaže fond, ukupni iznos predstavlja minimalni dio.

Na ovaj način iskazujemo solidarnost prema Irskoj, a pogotovo prema njezinim stanovnicima. Moramo pokazati jedinstvo u uzajamnoj pomoći i ustrajnost u promicanju duha zajedništva. Ovaj slučaj predstavlja dio sustavnog problema prilagodbe europskog gospodarstva novim globalnim kretanjima, a u cjelokupnom procesu ključno je pokazati jedinstvo u nastojanjima zaštite građana EU-a.

Florian Philippot (ENF), *par écrit*. – Suite au licenciement de 108 travailleurs au sud de Dublin par PAW international, une entreprise opérant dans le secteur de la réparation et de l'installation de machines et d'équipements, les autorités irlandaises ont demandé l'aide du Fonds d'ajustement à la mondialisation.

Cette demande concerne l'octroi d'une aide de 442 293 euros aux 108 travailleurs licenciés en vue de leur réintégration sur le marché du travail, ainsi qu'un soutien à 108 jeunes «NEETs» (jeunes sans emploi, sans diplôme et sans formation).

Les licenciements sont liés aux modifications structurelles du commerce international et à la concurrence mondiale accrue face à laquelle l'Union européenne laisse les pays totalement désarmés. Chaque euro que les États souverains peuvent reprendre à cette Union qui les plonge dans la misère doit être repris. C'est pourquoi je vote pour ce rapport.

Tonino Picula (S&D), *napisan.* – Budući da je Europski fond za prilagodbu globalizaciji (EGF) osnovan radi pružanja potpore otpuštenim radnicima i samozaposlenim osobama koje su prestale sa svojom djelatnošću zbog velikih strukturalnih promjena u svjetskim trgovinskim tokovima prouzročenih globalizacijom, zbog dugotrajne svjetske financijske i gospodarske krize spomenute u Uredbi (EZ) br. 546/2009(3) ili zbog nove svjetske financijske i gospodarske krize te kako bi im se pomoglo pri reintegraciji na tržište rada, podržavam odluku da se Europski fond za prilagodbu globalizaciji mobilizira u okviru općeg proračuna Europske unije za financijsku godinu 2015. kako bi se pružio iznos od 442 293 EUR u odobrenim sredstvima za preuzimanje obveza i odobrenim sredstvima za plaćanja s ciljem ponovne integracije na tržište rada nakon otpuštanja 108 radnika u poduzeću PWA International Ltd. (PWA).

Države članice trebaju pokazati međusobnu solidarnost kad je potrebno, a Komisija im u tome mora pružiti pomoć kako bi se sredstva iz ovog fonda trošila na najpravedniji i najtransparentniji način.

Andrej Plenković (PPE), *napisan.* – PWA International je irsko poduzeće koje posluje u MRO sektoru (Održavanje, popravak i remont) te im je područje djelovanja održavanje, popravak i remont aviona. Zbog nedavnih promjena u globalnim trendovima kompanija PWA izgubila je velik dio klijenata te je bila primorana od 19. prosinca 2014. do 19. travnja otpustiti 108 radnika.

Europa, a posebno Irska, teško je pogođena novim trendovima u kojima se aktivnosti MRO-a lociraju u blizini centara globalne avijacijske ekspanzije. Zbog navedenih razloga, zadovoljeni su intervencijski kriteriji te je Irska stekla pravo na korištenje fonda za prilagodbu globalizaciji. Zahvaljujući sredstvima iz fonda, realizirat će se planirane provedbene mjere poput poboljšanja obrazovnih programa, pomoći u usmjeravanju i planiranju karijere, raznih treninga i prekvalifikacije kojima će se nezaposlenost u sektoru smanjiti.

Slijedom navedenog, slažem se s izvješćem kolege zastupnika Negrescu o prijedlogu odluke Europskog parlamenta i Vijeća o mobilizaciji Europskog fonda za prilagodbu globalizaciji koji je podnijela Irska.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), *per iscritto.* – Sostengo la proposta di mobilitazione del FEG in relazione alla domanda presentata dall'Irlanda per sostenere il reinserimento nel mercato del lavoro dei lavoratori in esubero a seguito della chiusura della PWA con sede a Rathcoole, nella contea di Dublino. La difficile situazione economica già esistente in questa zona, combinata all'effetto della chiusura, nello spazio di poco tempo, di tre grandi imprese del settore della manutenzione, riparazione e revisione di aeromobili, e il fatto che non sia rimasto alcun datore di lavoro di questo settore in tutta l'Irlanda, hanno portato alla presentazione della richiesta di mobilitazione del fondo. Il FEG prevede servizi personalizzati a favore dei lavoratori in esubero, come l'aiuto a trovare lavoro e l'aiuto ad avviare un'attività propria. Mi auguro che il voto di oggi possa permettere il reintegro dei dipendenti nel mercato del lavoro.

Franck Proust (PPE), *par écrit.* – J'ai voté en faveur de cette mobilisation de plus de 400 000 €. Le processus de mondialisation a ouvert les marchés européens à la concurrence internationale, entraînant des changements économiques et structurels sur nos entreprises. L'Union a mis en place un fonds européen d'ajustement à la mondialisation afin d'atténuer les effets de la mondialisation sur les économies européennes, mais surtout sur les travailleurs. Aussi, il était important de marquer la solidarité européenne avec ce pays et cette entreprise.

Julia Reid (EFDD), *in writing.* – UKIP voted against this legislative vote to approve the use of funds from the European Globalisation Adjustment Fund. The Irish Government have applied for EUR 442 293 from this EU fund to help 108 workers who have lost their job. UKIP oppose the use of this fund as British taxpayers are being made to pay EU dole money for poor economic decisions in other countries.

Claude Rolin (PPE), *par écrit.* – Ce jour, j'ai voté en faveur de la demande de l'Irlande pour obtenir une contribution du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation à la suite des licenciements survenus dans l'entreprise PWA International (PWA) et chez un fournisseur en Irlande.

Je reste convaincu que le Fonds d'ajustement à la mondialisation est un outil de solidarité nécessaire pour venir en aide aux travailleurs touchés par l'ouverture de l'économie à la mondialisation. Je ne peux qu'espérer que le montant de 442.293 EUR permettra à financer des mesures d'aide à la recherche d'un emploi, à la formation ou à la réorientation professionnelle ainsi qu'à la création ou à l'emploi indépendant.

Perdre son emploi reste une épreuve difficile tant d'un point de vue personnel que familial et l'Europe doit jouer son rôle pour permettre à ces personnes de retrouver une stabilité professionnelle le plus rapidement possible.

Fernando Ruas (PPE), *por escrito*. – Este relatório refere-se a uma proposta de decisão do Parlamento Europeu e do Conselho relativa à mobilização do Fundo Europeu de Ajustamento à Globalização (FEAG) em favor da Irlanda, que apresentou uma candidatura a este instrumento financeiro, para fazer face aos 108 despedimentos ocorridos na empresa PWA International Ltd (PWAI), que opera no sector da reparação e instalação de máquinas e equipamentos.

O Fundo Europeu de Ajustamento à Globalização é um mecanismo de auxílio financeiro que visa apoiar, de forma complementar, os trabalhadores atingidos pelos efeitos das mudanças estruturais ocorridas nos padrões do comércio mundial, auxiliando-os na sua reintegração laboral.

Atendendo aos argumentos aduzidos pela Irlanda nesta candidatura ao FEAG, que revestem carácter de exceção, e, em particular, o facto de o despedimento deste número de trabalhadores implicar graves repercussões para a economia local, sobretudo nas regiões sul e leste do país, sou favorável a esta candidatura que concede uma contribuição financeira, no montante de 442 293 € a favor da Irlanda, ao abrigo do Regulamento FEG, destinada a prestar serviços personalizados orientados para a formação e reintegração no mercado laboral destes trabalhadores. Por essa razão, votei favoravelmente este relatório.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. – Este dossier también será apoyado favorablemente. En este caso, las empresas irlandesas afectadas no alcanzan el umbral de más de 500 despedidos y se ha recurrido a contemplar estos como un nuevo episodio que se acumula a procesos anteriores. Los grupos conservadores se han quejado de este punto. Sin duda alguna, es mejor la existencia de estos fondos para aliviar consecuencias, en este caso en el sector de la reparación y el mantenimiento mecánico, que no. Consideramos que los fondos de adaptación a la globalización entrañan mecanismos de mitigación pero no de solución, pero consideramos que, ante la falta de alternativas que plantea el modelo europeo, es mejor esto que nada.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado a favor del informe ya que permite la movilización de un importe de 442 293 euros a raíz del despido de 108 trabajadores en PWA International Ltd., en Irlanda. Esta movilización de fondos tiene como objetivo mitigar las desastrosas consecuencias sociales de la crisis económica del sistema capitalista.

Si bien estos fondos no son capaces de solucionar las problemáticas de estos trabajadores irlandeses teniendo en cuenta los altos índices de desempleo en ese país, al menos dan la posibilidad de paliar una pequeña parte del drama humano. Es por todo esto por lo que he decidido votar a favor del presente informe.

Jill Seymour (EFDD), *in writing*. – I vote against all of these proposals out of principle, this is because the UK does not receive these kind of payments.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. – This mobilisation of the EGF is the 16th time it has been used in 2015. EUR 40 million being mobilised to help those in Ireland who have been made redundant because of the major structural changes in the world's trade patterns, which led to three major closures and the redundancy of 108 workers in PWA International Limited, who repair and install machinery equipment in Southern and Eastern Ireland.

I have always voted in favour of EGF applications, and I cannot agree with the ideologically driven opposition to this much needed funding by the Tories. The UK could benefit massively from the mobilisation of these funds, and it would definitely minimise the costs to the Government when it comes to helping those who have been made redundant.

Monika Smolková (S&D), písomne. – EÚ vytvorila legislatívne a rozpočtové nástroje s cieľom poskytovať dodatočnú podporu pracovníkom, ktorí pociťujú dôsledky veľkých štrukturálnych zmien v usporiadaní svetového obchodu alebo globálnej finančnej a hospodárskej krízy, a pomôcť pri ich opätovnom začleňovaní do trhu práce. Na tento účel slúži Európsky fond na prispôsobenie sa globalizácii (EGF). Írsko podalo žiadosť o príspevok z tohto fondu vo výške 442 293 eur na pomoc 108 prepusteným pracovníkom prepusteným v podniku, ktorý opravoval a inštaloval stroje a prístroje. Podpora by mala smerovať na poradenstvo a plánovanie a rozvoj kariérneho postupu, granty a odbornú prípravu, programy odbornej prípravy a ďalšieho vzdelávania a programy v oblasti vysokoškolského vzdelávania. Keďže uvedené opatrenia predstavujú aktívne opatrenia trhu práce, Komisia aj EP podporili žiadosť Írska a uznesením podporili čerpanie finančnej podpory z Európskeho fondu na prispôsobenie sa globalizácii vo výške 442 293 eur. Návrh uznesenia som podporila.

Ivan Štefanec (PPE), písomne. – Keďže Únia vytvorila tento legislatívny a rozpočtový nástroj so zámerom poskytovať dodatočnú podporu pracovníkom s cieľom pomôcť ich opätovnému začleneniu, túto opodstatnenú žiadosť Írska podporujem.

Davor Ivo Stier (PPE), napisan. – Podržao sam mobilizaciju Europskog fonda za prilagodbu globalizaciji - Zahtjev Irske s obzirom da je Unija uspostavila zakonodavne i proračunske instrumente kako bi pružila dodatnu potporu radnicima koji su pogođeni posljedicama velikih strukturnih promjena u tokovima svjetske trgovine ili posljedicama svjetske finansijske i gospodarske krize te kako bi im se pomoglo pri reintegraciji u tržište rada.

Zahtjevom se ne ispunjavaju uobičajeni kriteriji prihvatljivosti utvrđeni Uredbom o EGF-u u pogledu broja otpuštenih radnika, ali se podnosi na temelju intervencijskih kriterija iz članka 4. stavka 2. te Uredbe, u kojem se dopuštaju izuzeća u izvanrednim okolnostima, te sam stoga podržao argumente Komisije koji se mogu ocijeniti kao „izvanredne okolnosti” i da stoga Irska ima pravo na finansijski doprinos u iznosu od 442 293 EUR na temelju te Odredbe.

Catherine Stihler (S&D), in writing. – 108 aircraft repair workers have been made redundant in Southern and Eastern Ireland. The financial contribution granted through the European Globalisation Adjustment Fund, which I supported in plenary today, will aid all affected workers by providing funding for guidance and career planning, training grants, educational programmes and Time Limited Allowances.

Dubravka Šuica (PPE), napisan. – Irska je 19. lipnja 2015. podnijela zahtjev EGF/2015/006 IE/PWA International Ltd. za finansijski doprinos iz EGF-a nakon otpuštanja u poduzeću PWA International (PWA) i jednom dobavljaču u Irskoj. Zahtjev se odnosi na 108 radnika koji su proglašeni viškom. Otpuštanja koja su poduzeća provela uglavnom se odnose na regiju druge razine NUTS-a Southern and Eastern (IE02). Događaj zbog kojeg je došlo do otpuštanja je zatvaranje poduzeća PWA sa sjedištem u mjestu Rathcoole. Potrebno je mobilizirati EGF kako bi se osigurao finansijski doprinos u iznosu od 442 293 EUR.

Podržavam ovaj prijedlog, jer smatram da otpuštanja radnika imaju negativan učinak na zaposlenost i lokalno, regionalno ili nacionalno gospodarstvo. Stoga bi trebalo mobilizirati EGF kako bi se pomoglo tim radnicima te pružila adekvatna potpora radnicima koji su proglašeni viškom.

Richard Sulík (ECR), písomne. – Hlasoval som proti návrhu. Európsky fond na prispôsobenie globalizácii totiž prerozdeľovaním peňazí daňovníkov znižuje konkurencieschopnosť EÚ, čím zosilňuje samotný problém, ktorý má tento fond riešiť.

Patricija Šulin (PPE), pisno. – Glasovala sem za poročilo o uporabi sredstev Evropskega sklada za prilagoditev globalizaciji: vloga Irske - International. Podpiram dodelitev finančnega prispevka Irski v znesku 442.293 EUR zaradi odpustitve 108 presežnih delavcev v podjetju PWA International kot posledica globalizacije. Sredstva bodo namenjena za svetovanje in načrtovanje poklicne poti ter razvoj, nepovratna sredstva za usposabljanje iz ESPG, programe usposabljanja in nadaljnega izobraževanja, visokošolske programe in časovno omejena nadomestila.

Kay Swinburne (ECR), in writing. – I fully support measures that put in place policies that create growth and jobs. However, I do not believe that the European Globalisation Adjustment Fund is the right tool for putting in place such policies, nor do I believe it is an efficient tool that offers value for money for EU taxpayers, therefore I voted against.

Νεοκλής Σουλκιώτης (GUE/NGL), γραπτώς. – Είναι πάγια τακτική μας να υπερψηφίζουμε τα ποσά που αποδεσμεύονται από το ταμείο αναπροσαρμογής στην παγκοσμιοποίηση διότι αποτελούν αναμφίβολα ένα είδος στήριξης προς τους απολυμένους εργαζομένους. Εντούτοις, καθιστούμε πάντοτε ξεκάθαρο πως δεν τα θεωρούμε βιώσιμα μέτρα προστασίας των εργαζομένων. Για μας, μια βιομηχανική πολιτική πρέπει να είναι μακράς διάρκειας, να στηρίζεται από το κράτος και να διασφαλίζει πως η στήριξη των εργαζομένων δεν θα είναι αποσπασματική, όπως γίνεται στη προκειμένη περίπτωση. Η στρατηγική του κράτους πρέπει να βασίζεται σε μακροπρόθεσμους σχεδιασμούς συνεχούς εκπαίδευσης και επανεκπαίδευσης των εργαζομένων σε διάφορους βασικούς τομείς επένδυσης του κράτους.

Ελευθέριος Συναδινός (NI), γραπτώς. – Τα χρήματα του Ταμείου Προσαρμογής πρέπει να δίνονται κατά βάση στους απολυμένους και όχι σε προγράμματα επανένταξης ή μετεκπαίδευσης. Δεν χρειαζόμαστε εξειδικευμένους ανέργους.

József Szájer (PPE), írásban. – Az Európai Globalizációs Alkalmazkodási Alapot (EGAA) azért hozták létre, hogy kiegészítő támogatást nyújtson a világkereskedelemben bekövetkezett főbb strukturális változások következményei által sújtott munkavállalóknak. November 6-án a Bizottság az EGAA Írország javára történő igénybeviteléről szóló határozatra irányuló javaslatot fogadott el a PWA International Ltd-től elbocsátott munkavállalók újbóli munkaerő-piaci beilleszkedésének, valamint 108, nem foglalkoztatott, oktatásban és képzésben nem részesülő fiatal munkaerő-piaci beilleszkedésének támogatására.

Ez a 2015. évi költségvetés keretében vizsgálendő tizenhatodik kérelem, és az EGAA-ból összesen 442 293 euró igénybevitelére irányul Írország javára. A Bizottság az EGAA-rendelet vonatkozó rendelkezései alapján megállapította, hogy a kérelem esetében teljesülnek az EGAA-ból nyújtott pénzügyi hozzájárulás feltételei. Az elbocsátott munkavállalók számára biztosított személyre szabott szolgáltatások ötféle intézkedést foglalnak magukban: i. pályaorientáció, karriertervezés és szakmai előmenetel, ii. EGAA képzési támogatás, iii. képzési és továbbtanulási programok, iv. felsőoktatási programok és v. korlátozott időre szóló támogatások.

Dario Tamburrano (EFDD), per iscritto. – Noi del M5S di solito sosteniamo e siamo a favore delle richieste di mobilitazione del FEG, ma per l'Irlanda abbiamo votato contro. Questo perché secondo noi il governo irlandese ha giustificato in modo insufficiente la richiesta dichiarando che la crisi economica non coinvolge solo il settore del trasporto aereo ma anche aziende vicine (già oggetto di precedenti contributi FEG). Inoltre un altro elemento che non ci ha convinto è il numero di esuberi: solo 108 unità, ben sotto le 500 unità stabilite dal regolamento del FEG.

Claudia Tapardel (S&D), in writing. – The current report concerns the mobilisation of the EU Solidarity Fund (EUSF) for a total amount of EUR 442 293 for the 108 workers made redundant in the PWA International Ltd (PWA) operating in the region of Southern and Eastern Ireland.

The EUSF aims to enable a rapid, efficient and flexible response to emergency situations; I therefore welcome the speedy evaluation period for this application, which is less than five months.

I also welcome the measures taken by the Irish Government to use this application to provide the redundant workers with guidance and career planning and development, Training and Further Education Programmes, and Time Limited Allowances. I view that as an important step to tackle the decline in the maintenance, repair and overhaul sector, which Ireland has experienced over the past years.

The EUSF is an important legislative and budgetary instrument the Union has available to provide additional support to workers across the Union, who are suffering from the consequences of the global financial and economic crisis, and to assist their reintegration into the labour market. For this reason I voted in favour of this current report.

Marc Tarabella (S&D), par écrit. – J'ai voté en faveur de la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à la mobilisation du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation, conformément au point 13 de l'accord interinstitutionnel du 2 décembre 2013 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la discipline budgétaire, la coopération en matière budgétaire et la bonne gestion financière.

Pavel Telička (ALDE), in writing. – I supported the mobilisation of the European Globalisation Adjustment Fund (EGF) in favour of Ireland. The contribution will support the reintegration in the labour market of workers that were made redundant in PWA International Ltd, which was based in County Dublin and specialised in the overhaul and repair of large commercial jet engine cases. Following the company's decision to consolidate its operations in North America and Asia in order to locate its activity near the centres of global aviation expansion, the PWAI in Dublin closed down in March 2015 and dismissed 108 workers. The EGF contribution of EUR 442 293 will cover personalised services including measures such as guidance and career development, training grants, further education and time limited allow-

ances.

László Tókécs (PPE), írásban. – Az Európai Globalizációs Alkalmazkodási Alapot (EGAA) azért hozták létre, hogy kiegészítő támogatást nyújtson a világereskedelemben bekövetkezett főbb strukturális változások következményei által sújtott munkavállalóknak. November 6-án a Bizottság az EGAA Írország javára történő igénybevételéről szóló határozatra irányuló javaslatot fogadott el a PWA International Ltd-től elbocsátott munkavállalók újbóli munkaerő-piaci beilleszkedésének, valamint 108, nem foglalkoztatott, oktatásban és képzésben nem részesülő fiatal munkaerő-piaci beilleszkedésének támogatására.

Ez a 2015. évi költségvetés keretében vizsgálendő tizenhatodik kérelem, és az EGAA-ból összesen 442 293 euró igénybevételére irányul Írország javára. A Bizottság az EGAA-rendelet vonatkozó rendelkezései alapján megállapította, hogy a kérelem esetében teljesülnek az EGAA-ból nyújtott pénzügyi hozzájárulás feltételei. Az elbocsátott munkavállalók számára biztosított személyre szabott szolgáltatások ötféle intézkedést foglalnak magukban: i. pályaorientáció, karriertervezés és szakmai előmenetel, ii. EGAA képzési támogatás, iii. képzési és továbbtanulási programok, iv. felsőoktatási programok és v. korlátozott időre szóló támogatások. A fentiek alapján szavazatommal támogattam a javaslat elfogadását.

Ruža Tomašić (ECR), napisan. – Glasovala sam protiv odobrenja zahtjeva Irskoj za mobilizaciju Europskog fonda za prilagodbu globalizaciji, koji se odnosi na radnike proglašene viškom u poduzeću PWA International Ltd. i jednom dobavljaču koji posluju u sektoru popravka i instaliranja strojeva i opreme.

Poduzeće je u konačnici zatvoreno zbog postupnog premještanja u druga remontna postrojenja u Arkansasu (SAD) i Singapuru. Budući da je posljednjih godina zatvoreno više irskih poduzeća u navedenom sektoru, jasno je da kratkoročne mjere kao što je 442 293 EUR pomoći iz Europskog fonda za prilagodbu globalizaciji ne može pomoći oporavku ovog sektora u Irskoj niti sveukupnog irskog gospodarstva.

Naime, potrebne su dugoročne mjere poput smanjenja birokracije i visokih poreza koje će vratiti poduzeća u Irsku i u ostale države članice Europske unije te doprinijeti pozitivnom trendu smanjenja nezaposlenosti, koja je poseban problem.

Romana Tomc (PPE), pisno – Poročilo o predlogu sklepa Evropskega parlamenta in Sveta o uporabi sredstev Evropskega sklada za prilagoditev globalizaciji v skladu s točko 13 Medinstitucionalnega sporazuma z dne 2. decembra 2013 med Evropskim parlamentom, Svetom in Komisijo o proračunski disciplini, sodelovanju v proračunskih zadevah in dobrem finančnem poslovanju (vloga EGF/2015/006 — IE/PWA International, Irška) sem podprla, ker menim, da bi morala biti finančna pomoč Evropske unije v primeru dodatne pomoči delavcem bolj dinamična in posledično tudi bolj učinkovita.

S tem bi lahko bistveno prispevali k hitrejši vključitvi delavcev nazaj na trg dela, saj je bil Evropski sklad za prilagoditev globalizacij ustanovljen prav za dodatno pomoč delavcem, ki potrebujejo pomoč v primeru strukturnih sprememb v svetovnih trgovinskih tokovih. Kar zadeva primer Irske menim, da je glede na okoliščine upravičena do finančnega prispevka v znesku 442.293 EUR.

Estefanía Torres Martínez (GUE/NGL), por escrito. – Este dossier también será apoyado favorablemente. En este caso, las empresas irlandesas afectadas no alcanzan el umbral de más de 500 despedidos y se ha recurrido a contemplar estos como un nuevo episodio que se acumula a procesos anteriores. Los grupos conservadores se han quejado de este punto. Sin duda alguna, es mejor la existencia de estos fondos para aliviar consecuencias, en este caso en el sector de la reparación y el mantenimiento mecánico, que no. Consideramos que los fondos de adaptación a la globalización entrañan mecanismos de mitigación pero no de solución, pero consideramos que, ante la falta de alternativas que plantea el modelo europeo, es mejor esto que nada.

Ramon Tremosa i Balcells (ALDE), in writing. – The financial assistance from the Union to workers should be dynamic and available quickly and as efficiently as possible, to assist them in their reintegration into the labour market.

Closing PWAI has had a serious impact on employment on the local economy of South Dublin and therefore I support this proposal which professionally will help citizens affected.

Mylène Troszczyński (ENF), *par écrit*. – Suite au licenciement de 108 travailleurs au sud de Dublin par PAW international, une entreprise opérant dans le secteur de la réparation et de l'installation de machines et d'équipements, les autorités irlandaises ont demandé l'aide du Fonds d'ajustement à la mondialisation.

Ce fonds permet, sous certaines circonstances exceptionnelles, de venir en aide aux travailleurs subissant les conséquences d'une crise d'un secteur donné, ou par des mutations économiques liées à la concurrence internationale et au libre-échange débridé.

Les licenciements sont liés aux modifications structurelles du commerce international et à la concurrence mondiale accrue.

J'ai voté pour.

István Ujhelyi (S&D), *írásban*. – Az Európai Globalizációs Alkalmazkodási Alapot azért hozták létre, hogy kiegészítő támogatást nyújtson a világkereskedelemben bekövetkezett főbb strukturális változások következményei által sújtott munkavállalóknak. November 6-án a Bizottság az EGAA Írország javára történő igénybevételéről szóló határozatra irányuló javaslatot fogadott el. Ez a 2015. évi költségvetés keretében vizsgálendő tizenhatodik kérelem, és az EGAA-ból összesen 442 293 euró igénybevételére irányul Írország javára. Szavazatommal támogattam a javaslatot.

Miguel Urbán Crespo (GUE/NGL), *por escrito*. – Este dossier también será apoyado favorablemente. En este caso, las empresas irlandesas afectadas no alcanzan el umbral de más de 500 despedidos y se ha recurrido a contemplar estos como un nuevo episodio que se acumula a procesos anteriores. Los grupos conservadores se han quejado de este punto. Sin duda alguna, es mejor la existencia de estos fondos para aliviar consecuencias, en este caso en el sector de la reparación y el mantenimiento mecánico, que no. Consideramos que los fondos de adaptación a la globalización entrañan mecanismos de mitigación pero no de solución, pero consideramos que, ante la falta de alternativas que plantea el modelo europeo, es mejor esto que nada.

Ivo Vajgl (ALDE), *in writing*. – I voted in favour of a resolution because I agree with the decision on the mobilisation of the EGF in favour of Ireland. The European Globalisation Adjustment Fund was created in order to provide additional assistance to workers suffering from the consequences of major structural changes in world trade patterns and this decision refers to the mobilisation of a total amount of EUR 442 293 from the EGF to Ireland. It concerns 108 workers made redundant in PWA International. The application was sent to the Commission on 19 June 2015 and supplemented by additional information up to 14 August 2015. The Commission concluded, in accordance with all applicable provisions of the EGF Regulation, that the application meets the conditions for a financial contribution from the EGF, therefore I supported this decision.

Ramón Luis Valcárcel Siso (PPE), *por escrito*. – Hablamos de un Fondo que ha sido creado para dar asistencia adicional a los trabajadores que sufren las consecuencias de cambios estructurales de gran importancia debidos a cambios del mercado mundial. Esta es la aplicación número 16 que se lleva a cabo dentro del presupuesto de 2015 e intenta responder a la situación de Irlanda que ha debido afrontar el cierre de varias filiales internacionales que han sido deslocalizadas a otras partes del mundo como América del Norte o Asia. Toda medida que se destine a ayudar a los ciudadanos europeos en una situación de este tipo es bienvenida, por lo que considero necesario votar a favor de dicha movilización.

Hilde Vautmans (ALDE), *schriftelijk*. – Ik stemde voor de beschikbaarstelling van middelen uit het Europees Fonds voor aanpassing aan de globalisering, omdat we Ierland snel en efficiënt moeten ondersteunen om de ontslagen werknemers van PWA International Ltd aan een andere job te helpen.

Miguel Viegas (GUE/NGL), *por escrito*. – Em 1990 a Irlanda era especialista no sector de manutenção, reparação e revisão geral (MRO). A tendência recente para relocar atividades MRO para perto de centros de expansão global da aviação, por exemplo para a Ásia, e os efeitos nefastos do comércio global, e o encerramento do SR Technics em 2009 e o encerramento da Lufthansa Technik Airmotive Ireland em 2014, que resultou na perda de cerca de 1520 empregos, foram fatores que afetaram seriamente este sector e a Irlanda.

Este pedido não preenche todos os critérios de elegibilidade tradicional estabelecidos pelo Regulamento do FEG em termos de número de despedimentos e é apresentado sob os critérios de intervenção do artigo 4.º (2) do Regulamento relativo ao Fundo Europeu de Ajustamento à Globalização (2014-2020), que permite uma derrogação em circunstâncias excepcionais, tendo então a Irlanda direito a uma participação financeira de 442 293 de euros ao abrigo desse regulamento.

Harald Vilimsky (ENF), *schriftlich*. – Die Situation entspricht nicht der vorgesehenen Nutzung des EGF, sondern wird unter dem Verfahren einer Ausnahmeregelung angewandt. Daher enthalte ich mich meiner Stimme.

Θεόδωρος Ζαγοράκης (PPE), *γραφικώς*. – Υπερψήφισα την έκθεση σχετικά με την Κινητοποίηση του Ευρωπαϊκού Ταμείου Προσαρμογής στην Παγκοσμιοποίηση - Αίτηση από την Ιρλανδία – EGF/2015/006 IE/PWA International διότι εκτιμώ ότι το Ευρωπαϊκό Ταμείο Προσαρμογής στην Παγκοσμιοποίηση αποτελεί σημαντικό εργαλείο στήριξης για τους εργαζόμενους που πλήττονται από τις συνέπειες της παγκοσμιοποίησης. Οι χώρες του Ευρωπαϊκού Νότου, οι οποίες αντιμετωπίζουν και το μεγαλύτερο πρόβλημα, θα πρέπει να εκμεταλλευτούν στο έπακρο τις διατάξεις του εν λόγω Ταμείου.

Marco Zanni (EFDD), *per iscritto*. – Si tratta della richiesta di mobilitazione del FEG (Fondo europeo di adeguamento alla globalizzazione) da parte dell'Irlanda per stanziare un contributo di circa 450 000 euro per sostenere 108 lavoratori facenti capo al settore di riparazione e fornitura di apparecchiature per il trasporto aereo.

Ho sempre sostenuto come regola di base l'approvazione dei FEG, pur consapevole dei limiti e di alcune criticità: nel caso della richiesta irlandese però i problemi sono decisamente troppi. Di base infatti la mobilitazione del FEG dovrebbe avvenire quando si hanno esuberi oltre le 500 unità, mentre qui siamo ben al di sotto, e si è scelta una deroga al regolamento. Il governo irlandese ha provato a fornire una spiegazione sostenendo che questa richiesta si inserisce all'interno di una crisi più ampia dell'intero settore, che coinvolgerebbe anche altre aziende, già oggetto di precedenti contributi FEG: questa tardiva giustificazione, arrivata il giorno prima del voto in commissione per i bilanci, non mi ha comunque convinto, e quindi ho votato contro la richiesta di mobilitazione di questo Fondo per il caso irlandese.

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – A Irlanda apresentou um pedido para uma contribuição financeira do FEG depois de 108 despedimentos no PWA International Ltd (PWAI), criada em 1989 em Rathcoole, uma compra conjunta entre a United Technologies Corporation e a Lufthansa Technik Airmotive Irlanda, que operava no sector da reparação e da instalação de equipamentos de maquinaria na parte sul e leste da Irlanda. Em 1990, a Irlanda era especialista no sector da manutenção, reparação e revisão geral. No entanto, a tendência recente para relocalizar estas atividades para perto de centros de expansão global da aviação, por exemplo para a Ásia, foram fatores que afetaram seriamente este sector e a Irlanda.

Este pedido não preenche todos os critérios de elegibilidade tradicional estabelecidos pelo Regulamento do FEG em termos de número de despedimentos e é apresentado sob os critérios de intervenção do artigo 4.º (2) do Regulamento relativo ao Fundo Europeu de Ajustamento à Globalização (2014-2020), que permite uma derrogação em circunstâncias excepcionais, tendo então a Irlanda direito a uma participação financeira de 442 293 de euros ao abrigo desse regulamento, uma vez que os despedimentos têm graves repercussões no emprego e na economia local, regional ou nacional. Embora estes fundos apenas sirvam como paliativos, não combatendo as verdadeiras causas dos despedimentos, votámos a favor.

12.6. Objection pursuant to Rule 106: list of invasive alien species

Written explanations of vote

Clara Eugenia Aguilera García (S&D), *por escrito*. – Los socialistas españoles hemos trabajado mucho para conseguir que la lista de especies invasoras, sometida a votación el pasado 4 de diciembre en el Comité conjunto de Medio Ambiente Estados Miembros-Comisión Europea, incluyera la especie *Eichhornia crassipes*, comúnmente llamada «camalote». La proliferación de esta planta está poniendo en grave peligro los hábitats y la biodiversidad del cauce del río Guadiana a su paso por Extremadura, y avanza ya hacia Portugal.

Tal y como establece el Reglamento (UE) n.º 1143/2014 sobre la prevención y la gestión de la introducción y propagación de especies exóticas invasoras, la llamada «lista de especies invasoras» debe ser aprobada mediante un Reglamento de Ejecución, tal y como se procedió el pasado día 4 de diciembre.

La lista aprobada incluye el «camalote» y entrará en vigor a los 20 días de su publicación en el DOUE. Por tanto, he votado en contra del rechazo al antes citado Reglamento de Ejecución, pues lo considero basado en argumentos procedimentales y no jurídicamente vinculantes y, de manera muy específica, porque mi objetivo principal en esta materia es la puesta en marcha, a la mayor celeridad posible, de las medidas de eliminación y lucha contra la proliferación de esta especie y la pronta recuperación del ecosistema del río Guadiana.

Tim Aker (EFDD), *in writing*. – We abstained because the objection, whilst criticising Commission behaviour, recognises and enshrines their power on a topic which should be a choice of Member States.

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado a favor de esta objeción porque estoy de acuerdo con los motivos y argumentos dados para ejercerla. Por ejemplo, la lista de 36 especies invasoras presentada es incompatible con lo establecido en el Reglamento de especies exóticas invasoras, ya que los principales mamíferos y plantas perjudiciales o de rápida expansión no están incluidos. A mayores, los procedimientos no fueron respetados, ya que se debería haber informado al Parlamento Europeo sobre los elementos y la metodología del análisis de riesgo, y las especies que están incluidas en la lista parecen haber seguido un criterio económico o político. Es por tanto importante que los criterios de esta lista sean revisados y la lista reelaborada.

Marie-Christine Arnautu (ENF), *par écrit*. – Cette objection porte sur une liste soumise par la Commission relative aux «espèces exotiques envahissantes» telles que le homard américain, l'huître du pacifique, le gobie à tâches noires africain. La liste fait suite au règlement 1143/2014 voté par le parlement européen le 16 avril 2014. Dans cette liste, des espèces nuisibles n'y figurent pas alors que ça devrait être le cas. D'autres espèces en revanche y figurent sans qu'il n'y ait eu une évaluation préalable de leur nocivité.

J'ai par conséquent soutenu cette objection.

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. – For the record, I wish to confirm that I abstained on this vote.

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Balsavau už šį pasiūlymą, kuriuo prašoma Komisijos atsiimti savo įgyvendinimo reglamento projektą ir pateikti komitetui naują projektą, kuriame būtų išvardintas Europos Sąjungai susirūpinimą keliančių invazinių svetimų rūšių sąrašas. Pirmame Komisijos siūlyme neįrašytos daugelis didžiausių problemų keliančių invazinių svetimų rūšių, kai tuo tarpu į jį įrašytos kai kurios rūšys, kurios negali daryti didelio neigiamo poveikio biologinei įvairovei, ekosistemų funkcijoms, žmonių sveikatai ar ekonomikai, arba kurių atžvilgiu taikant taikytinas priemones būtų patiriama neproporcingų išlaidų. Kadangi priežastys, dėl kurių rūšys įrašomos į Sąjungos sąrašą, pagrįstos labiau politiniais, o ne moksliniais kriterijais, pritariu, kad būtina pateikti naują reglamento projektą.

Nicolas Bay (ENF), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce texte qui souligne notamment que la liste d'espèces exotiques envahissantes (homard américain, huître du Pacifique, gobi à tâches noires qui vient d'Afrique, frelon asiatique...) proposée par la Commission a été critiquée de toutes parts car elle omettait des espèces envahissantes majeures.

Le caractère non contraignant de cette objection n'empêchera pas la mise en application de la proposition de la Commission en l'état mais il fallait en effet souligner le manque de sérieux dans la préparation de cette liste.

Hugues Bayet (S&D), *par écrit*. – J'ai approuvé cette résolution qui rejette la liste des espèces exotiques envahissantes proposée par la Commission.

Le projet de liste de l'Union omet d'aborder le problème des espèces exotiques envahissantes de manière globale, ce qui permettrait de protéger la biodiversité et de réduire et d'atténuer les répercussions que ces espèces sont susceptibles d'avoir sur la santé humaine ou l'économie.

Xabier Benito Ziluaga (GUE/NGL), *por escrito*. – Hemos votado A FAVOR considerando que algunas especies invasoras no han sido incluidas en el listado presentado por la Comisión pese a que debían haberlo sido y que algunas de las que se incluyen no causan un impacto negativo significativo en la biodiversidad/ecosistema.

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE), *por escrito*. – La problemática de muchas especies invasoras incluidas en el listado de la Comisión está más que comprobada en algunas zonas europeas, incluso especialmente sensibles. La situación exige actuaciones inmediatas además a nivel europeo para actuar de manera coordinada y evitar la reintroducción de estas especies invasoras desde otras zonas de Europa en las que no se haya actuado. Por eso hemos votado en contra de este informe.

Dominique Bilde (ENF), *par écrit*. – Ce rapport porte sur une objection pour éviter l'adoption de la liste présentée par la Commission concernant les «espèces exotiques envahissantes» (homard américain, huître du pacifique, gobi à tâches noires qui vient d'Afrique...). Certaines espèces nuisibles devraient vraiment y figurer et n'y sont pas (les évaluations ne seraient pas terminées) alors que d'autres y sont d'office avant même l'évaluation, risquant de porter atteinte aux activités économiques qui les exploitent. La Commission a donc présenté une liste sur des bases hétérogènes. Je soutiens donc cette objection.

Mara Bizzotto (ENF), *per iscritto*. – Ho supportato con il mio voto il rigetto dell'elenco delle specie esotiche invasive proposto dalla Commissione, in esso non solo non figurano le specie più invasive e problematiche, ma al loro posto compaiono specie che non causerebbero danni né alla biodiversità dei nostri territori, né alla salute umana o all'economia.

José Blanco López (S&D), *por escrito*. – La Comisión ha presentado la primera lista de especies invasoras del Reglamento 114/2014 mediante un acto de ejecución y el Parlamento, mediante esta objeción, se opone a la misma por considerar que debería haberse tratado de un acto delegado con la participación del Parlamento y no de uno de uno de ejecución en el que el Parlamento no es consultado.

Sin embargo, esta lista incluye especies que suponen una grave amenaza para nuestra biodiversidad, como el jazmín del agua o camalote, que es actualmente un enorme problema en el río Guadiana y concretamente en Extremadura. Por tanto, pese a que el Parlamento debería haber sido consultado a la hora de realizar esta lista, he votado en contra de la objeción y en favor de apoyar la aprobación de la lista lo antes posible para paliar los efectos devastadores que esta plaga está teniendo.

Comprendo los argumentos de celeridad esgrimidos por la Comisión en el procedimiento de adopción de la lista y espero que las actualizaciones a la misma se realicen mediante actos delegados, con participación del Parlamento.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Balsavau dėl šios rezoliucijos, nes ja Parlamentas nusprendė prašyti Komisijos atsiimti savo įgyvendinimo reglamento projektą, kuriame pateikiamas Sąjungai susirūpinimą keliančių invazinių svetimų rūšių sąrašas, ir pateikti Parlamentui naują projektą. Pradiniame Komisijos pateiktame sąraše neįrašytos rūšys, esančios tarp didžiausią žalą darančių invazinių svetimų rūšių Europoje. Visgi kai kurios sausumos augalų ir žinduolių rūšys atitinka kriterijus ir galima susipažinti su nuodugniu jų keliamos rizikos vertinimu, tačiau šios rūšys neįrašytos į Sąjungos sąrašą. Į sąrašą taip pat neįrašytos žinduolių rūšys, kurios minimos tarp pastaraisiais metais Europoje labiausiai plintančių svetimų rūšių, ir kadangi į sąrašą taip pat neįrašytos plačiai paplitusios ir sparčiai plintančios augalų rūšys, darančios didelį ir išsamiai pagrįstą dokumentais neigiamą poveikį žmonių sveikatai. Pirminį Komisijos sąrašą kritikavo kelios kompetentingos nacionalinės valdžios institucijos, suinteresuotieji subjektai ir plačioji visuomenė tokiu mastu, kad dabar šie subjektai rimtai abejoja dėl būsimo ISR reglamento efektyvumo iš esmės dėl to, kad daugelis didžiausias problemas keliančių invazinių svetimų rūšių neįrašytos į minėtą sąrašą, kai tuo tarpu į jį įrašytos kai kurios rūšys, kurios negali daryti didelio neigiamo poveikio biologinei įvairovei, ekosistemų funkcijoms, žmonių sveikatai ar ekonomikai, arba kurių atžvilgiu taikant taikytinas priemones būtų patiriama neproporcingų išlaidų.

Biljana Borzan (S&D), *napisan*. – Podržavam ovo izvješće jer smatram da nacrt provedbene uredbe Komisije prekoračuje provedbene ovlasti predviđene Uredbom 1143/2014. Nacrtom Unijine liste se problem invazivnih stranih vrsta ne rješava na sveobuhvatan način kojim bi se zaštitila autohtona biološka raznolikost. Prijedlog ne ispunjava glavni uvjet, a to je da se na najmanju moguću mjeru svede i ublaži učinak koji bi te vrste mogle imati na zdravlje ljudi i gospodarstvo.

Steeve Briois (ENF), *par écrit*. – Cette objection concerne une liste d'espèces jugées envahissantes par la Commission européenne tel que le homard américain ou encore l'huître du Pacifique. Or il s'avère qu'un certain nombre d'espèces ne figurent pas sur cette liste tandis que d'autres y sont notées sans avoir réalisé d'étude au préalable menaçant ainsi l'activité des acteurs économiques qui les exploitent.

C'est la raison pour laquelle j'ai voté pour cette objection.

Daniel Buda (PPE), *în scris*. – Am votat în favoarea propunerii de rezoluție cu privire la obiecția, în conformitate cu articolul 106 din Regulamentul de procedură, la lista speciilor alogene invazive deoarece consider că este nevoie de o mai mare transparență în ceea ce privește alegerea speciilor care trebuie să facă parte din lista propusă de către Comisia Europeană. Incluziunea acestora nu se bazează pe o evaluare a riscurilor și pe o metodologie standardizată, ci mai degrabă pe voința politică a statelor membre.

De asemenea, lista propusă de CE nu abordează problema speciilor alogene invazive de o manieră cuprinzătoare, astfel încât să protejeze biodiversitatea locală și serviciile ecosistemice, precum și să reducă la minimum și să atenueze impactul economic și cel asupra sănătății umane pe care l-ar putea avea aceste specii.

Având în vedere criticile venite din partea autorităților naționale competente, din partea părților implicate și a publicului larg, s-a ajuns la un punct în care este pusă la îndoială eficacitatea Regulamentului IAS, multe dintre cele mai problematice specii alogene invazive nefiind incluse pe listă, în timp ce unele specii care nu pot avea un impact negativ semnificativ asupra biodiversității, a serviciilor ecosistemice, a sănătății umane sau a economiei au fost în cele din urmă incluse.

Gianluca Buonanno (ENF), *per iscritto*. – Voto favorevole. Il primo elenco della Commissione è stato criticato da varie autorità nazionali competenti, dalle parti interessate e dall'opinione pubblica, tanto che adesso dubitano seriamente della futura efficacia del regolamento sulle specie esotiche invasive, in particolare in ragione del fatto che molte delle specie esotiche invasive più problematiche non figurano nell'elenco mentre vi sono state inserite altre specie non suscettibili di causare effetti negativi significativi sulla biodiversità, sui servizi ecosistemici, sulla salute umana o sull'economia o per le quali le misure da adottare comporterebbero costi sproporzionati.

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. – Oggi ho votato a favore della proposta di risoluzione sul progetto di regolamento di esecuzione della Commissione che adotta un elenco delle specie esotiche invasive di rilevanza unionale ai sensi del regolamento (UE) n. 1143/2014.

La Commissione adotterà, per mezzo di atti di esecuzione, un elenco delle specie esotiche invasive di rilevanza unionale, definite tali perché il danno che causano in alcuni Stati membri è tale da giustificare l'adozione di apposite misure applicabili in tutta l'Unione. Questo elenco sarà obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Tuttavia, nel compilare questo elenco, la Commissione non ha garantito che la metodologia da utilizzare nella valutazione dei rischi sia applicata nello stesso modo in tutti gli Stati membri. Inoltre, le ragioni alla base dell'inserimento di una specie nel progetto di elenco dell'Unione non sono basate su una valutazione dei rischi e sembrano fondarsi su criteri politici piuttosto che scientifici.

La risoluzione in oggetto ha quindi chiesto alla Commissione di ritirare il progetto di regolamento di esecuzione e di presentare un nuovo progetto. Per questi motivi, ho deciso di votare in suo favore.

James Carver (EFDD), *in writing*. – I abstained because the objection, whilst criticising Commission behaviour, recognises and enshrines their power on a topic which should be a choice of Member States.

Λευτέρης Χριστοφόρου (PPE), γραπτώς. – Στηρίζουμε την έκθεση, καθώς τα χωροκατακτητικά είδη συνιστούν σοβαρή και ταχέως επιδεινούμενη απειλή για τη φυσική βιοποικιλότητα στην Ευρώπη. Τα φυτά και τα ζώα που εισέρχονται σε νέους, ξένους βιοτόπους, μπορούν να καταπνίξουν τη φυσική χλωρίδα ή πανίδα και να βλάψουν το περιβάλλον. Έχουν επίσης κοινωνικές και οικονομικές επιπτώσεις, για παράδειγμα στην υγεία του ανθρώπου, την αλιεία, τη γεωργία και την παραγωγή τροφίμων.

Κώστας Χρυσόγονος (GUE/NGL), γραπτώς. – Η πρόταση ψηφίσματος επί της ένστασης που υποβλήθηκε σύμφωνα με το άρθρο 106 του Κανονισμού σχετικά με τον κατάλογο χωροκατακτητικών ξένων ειδών αποτελεί μια τεχνική πρόταση μεγάλης σημασίας διότι έχει στόχο τη διατήρηση σημαντικών ισορροπιών στο φυσικό περιβάλλον της Ευρώπης. Εν τούτοις, η Επιτροπή δεν τήρησε τις διαδικασίες και η επιλογή των ειδών φαίνεται να έγινε με πολιτικά ή οικονομικά κριτήρια, αφού τα πιο σημαντικά ξένα είδη απουσιάζουν από τον εν λόγω κατάλογο. Για το λόγο αυτό, αποφάσισα να απέχω από τη συγκεκριμένη ψηφοφορία.

Birgit Collin-Langen (PPE), schriftlich. – Ich habe für die Ablehnung gestimmt, weil Grundlage für solch eine Liste einschlägige Risikobewertungen sein müssen. Es geht hier auch um die menschliche Gesundheit, da darf die Einstufung gefährlicher invasiver Arten nicht auf die leichte Schulter genommen werden.

Lara Comi (PPE), per iscritto. – Sono favorevole all'obiezione a norma dell'articolo 106 relativa all'elenco delle specie esotiche invasive, in quanto ritengo che la realizzazione di un elenco di tali specie non affronti in maniera esaustiva il problema delle specie esotiche invasive al fine di proteggere la biodiversità autoctona e i servizi ecosistemici e minimizzare gli effetti sulla salute umana o sull'economia che tali specie potrebbero avere.

Therese Comodini Cachia (PPE), in writing. – I understand that invasive alien species are numerous and it is therefore important to ensure that priority is given to addressing the subset of invasive alien species considered to be of Union concern on public health. The question is whether this is best to be done at a supranational level or at a national level and whether the proposed solution addresses concretely the problem we are facing. The power to adopt acts in accordance with Article 290 TFEU should be delegated to the Commission. Taking note that Parliament has not been appropriately informed about setting out the common elements for the elaboration of risk assessments, and whereas the transmission of the relevant documents to Parliament was not simultaneous, timely and appropriate; keeping in mind that the draft Union list fails to address the problem of invasive alien species in a comprehensive manner so as to protect native biodiversity and ecosystem services; I agree that the Commission should withdraw its draft implementing regulation and submit a new draft to the Parliament in a proper way which addresses concretely the issue of invasive alien species.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL), por escrito. – He votado a favor de esta objeción porque estoy de acuerdo con los motivos y argumentos dados para ejercerla. Por ejemplo, la lista de 36 especies invasoras presentada es incompatible con lo establecido en el Reglamento de especies exóticas invasoras, ya que los principales mamíferos y plantas perjudiciales o de rápida expansión no están incluidos. A mayores, los procedimientos no fueron respetados, ya que se debería haber informado al Parlamento Europeo sobre los elementos y la metodología del análisis de riesgo, y las especies que están incluidas en la lista parecen haber seguido un criterio económico o político. Es por tanto importante que los criterios de esta lista sean revisados y la lista reelaborada.

Miriam Dalli (S&D), in writing. – I objected to the draft Commission implementing regulation adopting a list of 36 invasive alien species of Union concern.

The initial list ignores species that are amongst the most detrimental IAS in Europe. Some terrestrial plant and mammal species comply with the criteria and a robust risk assessment is available, yet they are not included on the list. Mammal species that are among the most rapidly expanding alien species in Europe in recent years are not listed. The widely spread and rapidly expanding plant species, with considerable and well documented adverse effects on human health, are not listed either.

The 2020 biodiversity strategy will fail if we won't fight the real challenges we are currently facing. The IAS Regulation can deliver real results, but only if rightly implemented and supported by the local authorities.

Daniel Dalton (ECR), *in writing*. – Invasive species are undoubtedly an increasing problem in our globalised world, threatening biodiversity and costing the EU economy an estimated EUR 12 billion a year. However, I have deep concerns about whether this list of 37 species is going to help EU Member States tackle invasive species in a focused and proportionate way.

The list has some key omissions, including Japanese Knotweed, one of the most destructive and problematic invasive species on the continent, and takes in some harmless plants and animals which could lead to significant costs. Plant sellers and pet keepers across my constituency of the West Midlands have contacted me, concerned about this list and the inclusion of species such as raccoons and water hyacinth, extremely popular with UK pond owners and sold for decades without any problems. Such shortcomings, and a lack of recognition of climate variation within the EU risk undermining the very purpose of the Basic Act on Invasive Species.

Michel Dantin (PPE), *par écrit*. – Cette résolution propose de s'opposer à la décision de la Commission européenne sur une proposition de liste de 36 espèces exotiques envahissantes (EEE) préoccupantes pour l'UE. Cette liste a été proposée par la Commission au titre du nouveau cadre législatif pour empêcher leur introduction et gérer leur propagation.

Soulignant que certaines espèces exotiques envahissantes ne sont pas reprises dans la liste proposée des 36 espèces préoccupantes pour l'UE, les députés européens proposent d'objecter à la décision de la Commission. Un grand nombre des espèces les plus problématiques ne figure pas dans le projet de liste, alors que parallèlement sont reprises certaines espèces qui ne sont pas en mesure de causer des conséquences négatives graves.

Considérant de surcroît que la décision de la Commission manque d'appui scientifique, j'ai soutenu cette objection.

Angélique Delahaye (PPE), *par écrit*. – J'ai voté pour cette objection qui s'oppose à la décision de la Commission européenne sur une proposition de liste de 36 espèces exotiques envahissantes (EEE) préoccupantes pour l'UE. Cette liste a été proposée par la Commission au titre du nouveau cadre législatif pour empêcher l'introduction des EEE et gérer leur propagation.

En votant pour cette objection, je critique le fait qu'aucun groupe d'expert n'ait été consulté, surtout qu'il n'existe en fait pas de groupe d'experts à la Commission sur ce sujet. Ainsi, un grand nombre des espèces les plus problématiques ne figurent pas dans le projet de liste, alors que certaines espèces qui ne sont pas en mesure de causer des conséquences négatives graves sont reprises.

Ангел Джамбазки (ECR), *в писмена форма*. – Считаю, че проектът за резолюция относно инвазивните чужди видове представлява едно разумно предложение, което следва да бъде подкрепено. Ето защо и подкрепих проекта.

Изложените аргументи имат своята желязна и, смее да твърдя, неопровержима логика. Разбира се, ние трябва да пазим биоразнообразието, да приемаме комплекс от мерки, които да не позволят на инвазивни чужди видове да нарушат баланса в екосистемите.

Освен това е необходим изключително строг контрол както по изпълнението на мерките, така и по отношение на новите предизвикателства. Опазването на околната среда, както и на биологичното разнообразие не може да бъде подценявано или дерогирано от икономически, политически или каквито и да е други интереси. Напротив, това следва да е неотменим приоритет на всеки представител в Парламента.

Подчертавам, че Комисията трябва да положи повече усилия в тази насока, а не да се измъква с половинчато предложение. Природата и биологичното разнообразие на Европа трябва да бъдат съхранени за идните поколения, а върху разпространението на инвазивни чужди видове трябва да има строг контрол и конкретни мерки за съхраняване на баланса.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI), *γραπτός*. – Υπερψηφίζουμε διότι η Επιτροπή για μια ακόμα φορά υπερβαίνει τα όρια, θέτοντας σε κίνδυνο την ισορροπία των ευρωπαϊκών οικοσυστημάτων.

Eleonora Evi (EFDD), *per iscritto*. – La risoluzione si oppone a un progetto di lista di 36 specie esotiche invasive proposto dalla Commissione allo scopo di prevenire la loro introduzione e gestire la loro diffusione all'interno dell'Unione.

L'obiezione mossa dalla risoluzione lamenta la mancanza, in questa lista, di molte specie invasive non ancora incluse, per mancanza di tempo, dalla Commissione. Quest'ultima, infatti, avendo l'obbligo di presentare la lista entro il 2015, si è vista costretta a proporre una lista, anche se non ancora terminata. Tale lista verrà integrata dalla Commissione una volta completata la valutazione del rischio per le specie non ancora presenti.

Poiché ritengo che avere una lista, seppur incompleta, sia preferibile al non averla affatto, ho votato contro questa obiezione.

Edouard Ferrand (ENF), *par écrit*. – J'ai voté pour cette délibération, parce que je m'oppose au texte de la Commission sur le sujet.

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – De acordo com o Regulamento das Espécies Exóticas Invasoras, sobre a prevenção e gestão da introdução e difusão de espécies invasoras, a Comissão deve apresentar, até janeiro de 2016, uma lista destas espécies. O Regulamento define os critérios detalhados para a construção desta lista.

A lista apresentada consiste em 36 espécies. Esta proposta de objeção considera que a lista é incompatível com as provisões do Regulamento, já que espécies (animais e vegetais) nefastas ou de rápida disseminação não foram incluídas. Acresce que os procedimentos para a feitura desta lista não foram respeitados, nomeadamente não foi dada a informação ao Parlamento Europeu acerca dos elementos e metodologias dos estudos de impacto. Em suma, a decisão acerca das espécies incluídas na lista parece ter em conta critérios de natureza política ou económica, sem base científica, tendo pesado na sua configuração final um conjunto de pressões feitas por alguns Estados-Membros. São conhecidas algumas dessas pressões. Relativamente a Portugal, sublinhe-se a importância da inclusão na lista do Jacinto-de-Água, apesar de Estados-Membros com interesse comercial nesta espécie se terem oposto.

Tendo em conta que a próxima revisão desta lista está prevista para daqui a 6 anos, impõe-se corrigir, desde já, as deficiências desta proposta, razão pela qual votámos favoravelmente a objeção.

Luke Ming Flanagan (GUE/NGL), *in writing*. – I voted in favour of the resolution as I believe it makes sense from a biodiversity perspective.

Lorenzo Fontana (ENF), *per iscritto*. – Voto a favore dell'obiezione in quanto molte delle specie esotiche invasive più problematiche non figurano nell'elenco mentre vi sono state inserite altre specie non suscettibili di causare effetti negativi significativi sulla biodiversità, sui servizi ecosistemici, sulla salute umana o sull'economia o per le quali le misure da adottare comporterebbero costi sproporzionati.

Λάμπρος Φουντούλης (NI), *γραπτώς*. – Υπερψηφίζω την ένσταση σύμφωνα με το άρθρο 106 του Κανονισμού με θέμα τον κατάλογο των χωροκατακτητικών ξένων ειδών διότι φρονώ ότι η Επιτροπή για μια ακόμα φορά υπερβαίνει τα όρια των αρμοδιοτήτων της, θέτοντας σε κίνδυνο την ισορροπία των ευρωπαϊκών οικοσυστημάτων.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D), *in writing*. – Invasive alien species are numerous and it is therefore important to ensure that priority is given to addressing the subset of invasive alien species considered to be of Union concern. The identification of invasive alien species of Union concern shall remain proportionate and focus on species whose inclusion on the Union list would effectively prevent, minimise or mitigate the adverse impact of those species in a cost effective manner. The Commission's initial list has been criticised by several competent national authorities, stakeholders and the general public, to the extent that they are now seriously doubting the future effectiveness of the IAS Regulation, mainly because many of the most problematic invasive alien species are not listed, while some species incapable of causing a significant negative impact on biodiversity, ecosystem services, human health or the economy. I therefore supported the call on the Commission to withdraw its draft implementing regulation and to submit a new draft to the responsible Committee.

Francesc Gambús (PPE), *por escrito*. – He votado a favor de la propuesta de Resolución plenamente concienciado de la necesidad de una estrategia europea en la lucha contra las especies invasoras, las cuales se han instalado en diversas zonas de la UE, entre ellas Catalunya. Debemos tener presente que el proyecto de lista de la Unión no resuelve el problema de las especies exóticas invasoras de una manera global, de modo que se protejan la biodiversidad autóctona y los servicios de los ecosistemas, por lo que debemos seguir trabajando para su erradicación.

Eider Gardiazabal Rubial (S&D), *por escrito*. – Los socialistas españoles hemos trabajado mucho para conseguir que la lista de especies invasoras, sometida a votación el pasado 4 de diciembre en el Comité conjunto de Medio Ambiente Estados Miembros-Comisión Europea, incluyera la especie *Eichhornia crassipes*, comúnmente llamada «camalote». La proliferación de esta planta está poniendo en grave peligro los hábitats y la biodiversidad del cauce del río Guadiana a su paso por Extremadura, y avanza ya hacia Portugal.

Tal y como establece el Reglamento (UE) n.º 1143/2014 sobre la prevención y la gestión de la introducción y propagación de especies exóticas invasoras, la llamada «lista de especies invasoras» debe ser aprobada mediante un Reglamento de Ejecución, tal y como se procedió el pasado día 4 de diciembre.

La lista aprobada incluye el «camalote» y entrará en vigor a los 20 días de su publicación en el DOUE. Por tanto, he votado en contra del rechazo al antes citado Reglamento de Ejecución, pues lo considero basado en argumentos procedimentales y no jurídicamente vinculantes y, de manera muy específica, porque mi objetivo principal en esta materia es la puesta en marcha, a la mayor celeridad posible, de las medidas de eliminación y lucha contra la proliferación de esta especie y la pronta recuperación del ecosistema del río Guadiana.

Arne Gericke (ECR), *schriftlich*. – Ich habe heute für die Ablehnung gemäß Artikel 106 GO: Liste invasiver gebietsfremder Arten gestimmt, da ich mich im Vorfeld intensiv mit der Liste beschäftigt und unter anderem am Beispiel des Waschbären eine fehlende Logik sowie unzureichende wissenschaftliche Grundlagen entdeckt habe. Ich fordere die EU-Kommission auf, diese Durchführungsbestimmung zurück zu nehmen. Die Mitgliedstaaten sollten eine Anwendung der Liste aussetzen und das Votum des Parlaments respektieren. Wir brauchen eine neue, bessere Liste!

Neena Gill (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the Objection pursuant to Rule 106 regarding the list of invasive alien species given there are legitimate concerns that the Commission implementing regulation adopting a list of invasive species excludes a significant number of problematic invasive alien species and at the same time includes a number of species that are not detrimental to biodiversity, the ecosystem, human health or the economy in any way.

Bruno Gollnisch (NI), *par écrit*. – Comme il en a le droit, le Parlement vote aujourd'hui pour s'opposer à l'adoption par la Commission d'un règlement d'exécution. En l'occurrence, il s'agit de la liste des espèces exotiques c'est-à-dire étrangères, animales ou végétales, considérées comme envahissantes et potentiellement dangereuses soit pour les espèces indigènes, soit pour l'environnement et la biodiversité, voire pour la santé humaines. Leur existence dans des contrées qui ne sont pas les leurs peuvent aussi avoir des répercussions économiques non négligeables. Le cas le plus connu est celui du frelon asiatique, ennemi de nos abeilles. On estime que ces espèces représentent la deuxième cause de perte de biodiversité dans le monde. Ce n'est donc pas un problème annexe.

Or, la résolution du Parlement est accablante: méthodologie douteuse, évaluation des risques inexistante ou «au doigt mouillé», méconnaissance des avis des autorités nationales compétentes ou des parties intéressées, etc... Tout concourt à faire de la liste présentée par la Commission de Bruxelles une liste «politique», bâclée, lacunaire, inutile.

Il est dommage que les traités confèrent à la Commission des pouvoirs quasi législatifs et que la procédure pour s'y opposer soit si difficile à mettre en oeuvre. Mais s'il s'agit d'empêcher Bruxelles de nuire, je ne peux qu'approuver ce texte.

Tania González Peñas (GUE/NGL), *por escrito*. – Hemos votado A FAVOR considerando que algunas especies invasoras no han sido incluidas en el listado presentado por la Comisión pese a que debían haberlo sido y que algunas de las que se incluyen no causan un impacto negativo significativo en la biodiversidad/ecosistema.

Theresa Griffin (S&D), *in writing*. – I objected to the draft Commission implementing regulation adopting a list of 36 invasive alien species of Union concern.

The initial list ignores species that are amongst the most detrimental IAS in Europe. Some terrestrial plant and mammal species comply with the criteria and a robust risk assessment is available, yet they are not included on the list. Mammal species that are among the most rapidly expanding alien species in Europe in recent years are not listed. The widely spread and rapidly expanding plant species, with considerable and well documented adverse effects on human health, are not listed either.

The 2020 biodiversity strategy will fail if we won't fight the real challenges we are currently facing. The IAS Regulation can deliver real results, but only if rightly implemented and supported by the local authorities.

Nathan Gill (EFDD), *in writing*. – We abstained because the objection, whilst criticising Commission behaviour, recognises and enshrines their power on a topic which should be a choice of Member States.

Antanas Guoga (ALDE), *in writing*. – My vote was decided by the fact that the regulation is based on an EU list of invasive species of European concern. It is important that this list is comprehensive and based on solid science and risk assessments, as the law requires. The first list which is now being adopted by the Commission should not be blocked, but it should be kept under review and be complemented and improved in the coming years.

Sergio Gutiérrez Prieto (S&D), *por escrito*. – Los socialistas españoles hemos trabajado mucho para conseguir que la lista de especies invasoras, sometida a votación el pasado 4 de diciembre en el Comité conjunto de Medio Ambiente Estados Miembros-Comisión Europea, incluyera la especie *Eichhornia crassipes*, comúnmente llamada «camalote». La proliferación de esta planta está poniendo en grave peligro los hábitats y la biodiversidad del cauce del río Guadiana a su paso por Extremadura, y avanza ya hacia Portugal.

Tal y como establece el Reglamento (UE) n.º 1143/2014 sobre la prevención y la gestión de la introducción y propagación de especies exóticas invasoras, la llamada «lista de especies invasoras» debe ser aprobada mediante un Reglamento de Ejecución, tal y como se procedió el pasado día 4 de diciembre.

La lista aprobada incluye el «camalote» y entrará en vigor a los 20 días de su publicación en el DOUE. Por tanto, he votado en contra del rechazo al antes citado Reglamento de Ejecución, pues lo considero basado en argumentos procedimentales y no jurídicamente vinculantes y, de manera muy específica, porque mi objetivo principal en esta materia es la puesta en marcha, a la mayor celeridad posible, de las medidas de eliminación y lucha contra la proliferación de esta especie y la pronta recuperación del ecosistema del río Guadiana.

Marian Harkin (ALDE), *in writing*. – I voted in favour of this motion for resolution objecting to the draft Commission implementing regulation adopting a list of invasive alien species. The regulation deals with the prevention and management of the introduction and spread of invasive alien species. However, I believe, as stated in the resolution, that the draft Union list fails to adequately address the problem of invasive alien species in a comprehensive manner, with many of the most problematic invasive species not listed while others without significant impacts are. In order to protect native biodiversity and ecosystem services and minimise the human health and economic impacts that these invasive species could potentially have, it is crucial that the list ensures those with the most significant adverse impacts are listed. An example from my own constituency of an invasive species which is not listed is the Asian Clam, which is depleting the Irish Pollan, a freshwater whitefish protected under the Habitats Directive.

Brian Hayes (PPE), *in writing*. – I supported this report as invasive alien species are numerous and it is therefore important to ensure that priority is given to addressing the subset of invasive alien species considered to be of EU concern. It is important to ensure that the identification of invasive alien species of EU concern remains proportionate and focuses on species whose inclusion on the EU list would effectively prevent, minimise or mitigate the adverse impact of those species in a cost effective manner. Many of the most problematic invasive alien species are not listed, while some species incapable of causing a significant negative impact on biodiversity, ecosystem services, human health or the economy, or for which the measures to be taken would result in disproportionate costs, are listed.

Cătălin Sorin Ivan (S&D), *in writing*. – I have voted in favour of this motion for a resolution that will draft a new document containing the list of invasive alien species of the European Union.

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan*. – Glasao sam PROTIV prijedloga rezolucije Europskog parlamenta o nacrtu provedbene uredbe Komisije kojom se usvaja popis invazivnih vrsta koje su od značaja za Uniju u skladu s Uredbom (EU) br. 1143/2014, zbog toga što takve vrste izravno prijete europskoj bioraznolikosti, poljoprivredi i ribarstvu te stoga smatram da je potrebno čim prije početi s implementacijom nove uredbe.

Važno je da dotična lista bude potpuna te utemeljena na znanstvenim podacima i procjeni rizika. Držim da prijedlog liste koju je predložila Komisija ne bi trebalo odbiti, međutim, potrebno je da Komisija nastavi, na osnovi dodatnih procjena, raditi na uključanju novih vrsta na listu.

Diane James (EFDD), *in writing*. – I abstained because the objection, whilst criticising Commission behaviour, recognises and enshrines their power on a topic which should be a choice of Member States.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport de mes collègues Pavel Poc et Renate Sommer sur l'objection conformément à l'article 106 au sujet de la liste des espèces exotiques envahissantes. Je déplore en effet qu'aucun expert n'ait été consulté par la Commission européenne pour établir cette liste qui doit s'accompagner de preuves scientifiques. Cette objection se concentre donc avant tout sur la procédure qui est à revoir. Le Parlement européen invite par conséquent la Commission à modifier cette liste et à ajouter également certaines espèces dangereuses qui ne s'y trouvent pas.

Barbara Kappel (ENF), *schriftlich*. – Ich stimme für die EntschlieÙung. Der Berichterstatter ist der Auffassung, dass der Entwurf der Durchführungsverordnung über die Befugnisse der Kommission hinausgeht, und hat dementsprechend die Kommission aufgefordert, den Entwurf wieder zurückzuziehen. Ich stimme wegen dieser Überlegungen für diesen Bericht.

Giovanni La Via (PPE), *per iscritto*. – Ho deciso di votare a favore dell'obiezione a norma dell' articolo 106. La Commissione non ha garantito che la metodologia da utilizzare nella valutazione dei rischi fosse applicata nello stesso modo in tutti gli Stati membri. A causa di ciò ritengo che non sia possibile garantire che gli Stati membri si avvalgano dello stesso tipo di prove e applichino le medesime norme generali. Infine, vorrei sottolineare che diverse piante terrestri e specie di mammiferi non sono state inserite nell'elenco pur essendo stata effettuata un'accurata valutazione dei rischi.

Marine Le Pen (ENF), *par écrit*. – Cette objection porte sur une liste soumise par la Commission concernant les «espèces exotiques envahissantes» (homard américain, huître du pacifique, gobie à tâches noires d'Afrique, etc.). Elle fait suite au règlement 1143/2014, voté par le Parlement européen le 16 avril 2014. La Commission devait en effet soumettre une première liste avant le 2 janvier 2016.

Certaines espèces nuisibles devraient vraiment y figurer et n'y sont pas (les évaluations ne seraient pas terminées) alors que d'autres y sont d'office avant même l'évaluation, risquant de porter atteinte aux activités économiques qui les exploitent. La Commission a donc présenté une liste sur des bases hétérogènes. Cette objection est portée par le socialiste Pavel Poc, déjà rapporteur lors du vote en 2014, et les élus Front national avaient soutenu sa proposition d'alors. Nous avons voté pour.

Gilles Lebreton (ENF), *par écrit*. – J'ai voté pour cette résolution car elle a le mérite de souligner les insuffisances de la liste européenne des «espèces invasives», même si celle-ci a le mérite d'y intégrer le frelon asiatique.

Javi López (S&D), *por escrito*. – Voté en contra de la objeción ya que apoyo la aprobación de la lista de especies exóticas invasoras lo antes posible para paliar los efectos devastadores que esta plaga está teniendo, dado que, además, la oposición a un acto de ejecución no tiene validez jurídica vinculante para la Comisión Europea.

Juan Fernando López Aguilar (S&D), *por escrito*. – Los socialistas españoles hemos trabajado mucho para conseguir que la lista de especies invasoras, sometida a votación el pasado 4 de diciembre en el Comité conjunto de Medio Ambiente Estados Miembros-Comisión Europea, incluyera la especie *Eichhornia crassipes*, comúnmente llamada «camalote». La proliferación de esta planta está poniendo en grave peligro los hábitats y la biodiversidad del cauce del río Guadiana a su paso por Extremadura, y avanza ya hacia Portugal.

Tal y como establece el Reglamento (UE) n.º 1143/2014 sobre la prevención y la gestión de la introducción y propagación de especies exóticas invasoras, la llamada «lista de especies invasoras» debe ser aprobada mediante un Reglamento de Ejecución, tal y como se procedió el pasado día 4 de diciembre.

La lista aprobada incluye el «camalote» y entrará en vigor a los 20 días de su publicación en el DOUE. Por tanto, he votado en contra del rechazo al antes citado Reglamento de Ejecución, pues lo considero basado en argumentos procedimentales y no jurídicamente vinculantes y, de manera muy específica, porque mi objetivo principal en esta materia es la puesta en marcha, a la mayor celeridad posible, de las medidas de eliminación y lucha contra la proliferación de esta especie y la pronta recuperación del ecosistema del río Guadiana.

Andrejs Mamikins (S&D), *rakstiski*. – Pastāv divi primārie sugu areālu paplašināšanas varianti: pirmais ir dabiskais, bet otrais ir antropogēnais, tātad cilvēku rīcības dēļ. Dažos gadījumos šī sugu areāla paplašināšana nenesa sevī nekādas īpašas problēmas, jo neapdraudēja pārējās vietējās sugas, tomēr vairākās situācijās rezultāts bija pilnīgi pretējs. Viens no zīmīgākajiem negatīvajiem piemēriem ir truši Austrālijā un tas ārkārtīgi milzīgais kaitējums, ko tie pāris pagājušo gad-simtu laikā nodarījuši vietējai ekosistēmai.

Invazīvo svešzemju sugu saraksta sastādīšana un attiecīgo pretdarbību realizēšana Eiropas Savienības mērogā ir nenoliedzami nepieciešams solis, jo tādu sugu ir ļoti daudz, piemēram, tas pats apaļais jūrasgrundulis, kura dabiskais areāls atrodas Melnajā, Azovas, Marmora un Kaspijas jūrā, nevis Baltijas jūrā.

Lielākā problēma ir tā, ka apaļais jūrasgrundulis ēd gliemenes, kas filtrē un attīra ūdeni. Samazinot gliemeņu daudzumu, tas veicina aļģu ziedēšanu un skābekļa trūkumu skartajos ūdeņos. Tā rezultātā citas zivju sugas mirst milzīgā daudzumā, savukārt citas, piemēram, mencas un asari, kļūst aizvien bīstamākas lietošanai cilvēkiem uzturā.

Diemžēl Eiropas Komisijai šajā gadījumā neizdevās izvirzīt pietiekami kvalitatīvu regulas projektu. Kad tās teksts tiks rediģēts un atbildīs Komisijai paredzētajām īstenošanas pilnvarām, to noteikti pieņems, lai būtu iespējams paaugstināt legālās standartizēšanas pakāpi cīņā pret invazīvām svešzemju sugām visas kopienas mērogā. Tāpēc nobalsoju par šo rezolūcijas priekšlikumu.

Νότης Μαριάς (ECR), *γραφικώς*. – Ψηφίζω υπέρ της εν λόγω πρότασης ψηφίσματος διότι είναι πλήρης και τεκμηριωμένη.

David Martin (S&D), *in writing*. – Unfortunately invasive alien species are numerous and it is therefore important to ensure that priority is given to addressing the subset of invasive alien species considered to be of Union concern. I do not believe the Commission proposal reaches this objective.

Dominique Martin (ENF), *par écrit*. – Dominique Martin a soutenu cette objection. La Commission européenne a soumis une liste «d'espèces exotiques envahissantes», parmi lesquelles le homard américain, l'huître du pacifique ou le gobie à tâches noires d'Afrique.

Cependant cette liste est incomplète et arbitraire: certaines espèces nuisibles qui devraient figurer n'apparaissent pas, alors que d'autres y sont d'office alors même que les évaluations ne sont pas finies. Le fait de figurer sur cette liste à tort peut porter atteinte aux activités économiques qui les exploitent.

La Commission semble avoir, comme souvent, utilisé des critères arbitraires et hétérogènes pour constituer sa liste. C'est pourquoi nous soutenons cette objection.

Georg Mayer (ENF), *schriftlich*. – Der Berichterstatter hält fest, dass manche Landpflanzen und Säugetierarten, die die Kriterien erfüllen und für die eine belastbare Risikobewertung vorliegt, nicht in die Liste aufgenommen wurden. Wenn dies der Fall ist, dann muss die Kommission einen neuen Bericht vorlegen. Ich stimme diesem Bericht daher zu.

Mairead McGuinness (PPE), *in writing*. – I supported this objection as I am concerned that the seriousness of certain invasive alien species has not been taken into account when establishing this list.

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – En avril 2014 le Parlement européen a validé le principe de surveiller les espèces exotiques envahissantes pour les éradiquer lorsque nécessaire. La Commission a donc établi par actes d'exécution la liste des espèces à surveiller. La résolution qui nous est soumise critique cette liste. En effet il semblerait que «les raisons justifiant l'inclusion d'une espèce dans le projet de liste de l'Union sont guidées par des critères politiques plutôt que scientifiques». Ce qui a pour effet qu'un grand nombre des espèces exotiques envahissantes les plus problématiques ne figure pas sur la liste. Ainsi des espèces de mammifères et des espèces végétales répandues et se propageant rapidement avec des conséquences négatives considérables et bien documentées sur la santé humaine ne figurent pas sur la liste. Enfin la résolution dénonce le manque d'information du Parlement à ce sujet puisque les documents n'ont pas été transmis en temps utile et de manière appropriée. Je vote pour

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente a proposta de resolução sobre o projeto de regulamento de execução da Comissão que adota uma lista de espécies exóticas invasoras que suscitam preocupação na União. Este é um tema ao qual sempre dediquei muita atenção.

É extremamente importante que se dê prioridade à identificação de todas as espécies exóticas invasoras que provocam danos na UE. Ao combatermos as espécies invasoras estamos simultaneamente a proteger a biodiversidade autóctone de cada Estado-Membro. A lista inicial da Comissão ignora espécies que estão entre as espécies exóticas invasoras mais prejudiciais na Europa.

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. – I voted in favour of this objection as the draft list does not present a comprehensive list of all problematic alien species or present a strategy for biodiversity for the EU that local authorities, stakeholders and the general public can support. I agreed with the objection that the Commission should redraw its regulation.

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – Les espèces exotiques envahissantes représentent une menace pour la biodiversité ainsi que pour les activités de pêche et les activités agricoles. L'Union établit une liste de ces espèces afin de mieux les contrôler en imposant des restrictions notamment à leur importation, leur vente et leur usage. L'établissement d'une telle liste est une étape essentielle de la stratégie européenne en matière de biodiversité. S'opposer à cette liste, dont l'adoption est prévue pour janvier 2016 au plus tard, retarderait la lutte contre ces espèces envahissantes et la mise en œuvre de la stratégie européenne. Avec mon groupe, nous n'avons pas soutenu l'objection à cette liste. Il s'agissait de ne pas bloquer cette première liste qui sera régulièrement soumise à révision et pourra être complétée à l'avenir.

Csaba Molnár (S&D), *írásban*. – Az idegenhonos inváziós fajokról szóló 1143/2014/EU európai parlamenti és tanácsi rendelet értelmében a Bizottság feladata végrehajtási aktusok révén elfogadni az Unió számára veszélyt jelentő idegenhonos inváziós fajok jegyzékét. A Bizottság által elfogadott D041932/01 végrehajtási rendelet tervezetben szereplő jegyzéket többször bírálták az illetékes nemzeti hatóságok, az érdekelt felek és a közvélemény is. A Környezetvédelmi Bizottság jelentésében megállapítja, hogy e bírálatok sok tekintetben jogosak: a lista nem vesz figyelembe olyan fajokat, amelyek a legkárosabb idegenhonos inváziós fajok között vannak Európában. Egyes szárazföldi növény- és emlősfajok megfelelnek a feltételeknek, és megalapozott kockázattérítelés áll rendelkezésre, ám mégsem szerepelnek a jegyzékben, csakúgy, mint egyes, az utóbbi években Európában leggyorsabban terjedő idegenhonos fajok közé számító emlős fajok, továbbá az emberi egészségre gyakorolt jelentős és jól dokumentált káros hatással rendelkező, nagy területen és gyors ütemben terjedő növényfajok. Másfelől szerepelnek a jegyzékben olyan fajok, amelyek nem gyakorolnak jelentős káros hatást a biológiai sokféleségre, az ökoszisztéma-szolgáltatásokra, az emberi egészségre és a gazdaságra, illetve amelyek esetében a meghozandó intézkedések aránytalan költségeket eredményeznének.

A Környezetvédelmi, Közegészségügyi és Élelmiszer-biztonsági Bizottság véleménye szerint a Bizottság végrehajtási rendeletének tervezete mindennek következtében túllépi az 1143/2014/EU rendeletben meghatározott végrehajtási hatásköröket, ezért azt javasolja, hogy a Parlament állásfoglalásában kérje föl a Bizottságot végrehajtási rendelete tervezetének visszavonására, új tervezet benyújtására. A jelentést megszavaztam.

Cláudia Monteiro de Aguiar (PPE), *por escrito*. – A Comissão deve adotar uma lista de espécies exóticas invasoras que causam preocupação na União, ao abrigo dos critérios do artigo 4.º, n.º 3, do Regulamento (UE) n.º 1143/2014 do PE e do Conselho.

Tendo em conta que a Comissão não especificou o tipo de provas aceitáveis e não forneceu uma descrição detalhada da aplicação do artigo 5.º, n.º 1, alíneas a) a h) do Regulamento, incluindo a metodologia a aplicar nas avaliações do risco, assim como não garantiu que a metodologia e a aplicação das avaliações do risco de igual forma por todos os Estados-Membros quando estes propõem a inclusão de uma espécie na lista da União.

Considero importante que a inclusão das espécies na lista seja baseada numa avaliação de risco e numa metodologia normalizada e não fundamentada na vontade política dos Estados-Membros.

Importa salientar que a lista inicial da Comissão foi criticada por várias autoridades nacionais e pelas partes interessadas, pondo sérias dúvidas quanto à eficácia do Regulamento IAS, principalmente porque muitas das espécies exóticas invasoras mais problemáticas não constam da lista, ao passo que são incluídas algumas espécies que não são suscetíveis de causar importantes impactos nocivos sobre a biodiversidade, a saúde humana ou a economia.

Sophie Montel (ENF), *par écrit*. – Cette objection porte sur une liste soumise par la Commission concernant les «espèces exotiques envahissantes» (homard américain, huître du pacifique, gobie à tâches noires d'Afrique, etc.). Elle fait suite au règlement 1143/2014, voté par le Parlement européen le 16 avril 2014. La Commission devait en effet soumettre une première liste avant le 2 janvier 2016.

Certaines espèces nuisibles devraient vraiment y figurer et n'y sont pas (les évaluations ne seraient pas terminées) alors que d'autres y sont d'office avant même l'évaluation, risquant de porter atteinte aux activités économiques qui les exploitent. La Commission a donc présenté une liste sur des bases hétérogènes.

Cette objection est tout à fait fondée, j'ai voté pour.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de cette résolution qui s'oppose à la décision de la Commission concernant une liste de 36 espèces exotiques envahissantes jugées préoccupantes pour l'Union européenne. Cette liste a été proposée par la Commission au titre du nouveau cadre législatif pour empêcher l'introduction des EEE et gérer leur propagation. Ce texte critique la procédure utilisée par la Commission, notamment l'absence de consultation d'experts dans le domaine. Il est reproché à la liste proposée par la Commission de ne pas faire figurer un grand nombre d'espèces problématiques alors que sont reprises certaines espèces qui ne sont pas en mesure de causer de graves dégâts. Ce texte demande une révision de la décision de la Commission et l'ajout des espèces dangereuses à la liste.

József Nagy (PPE), *írásban*. – Vitathatatlan, hogy szükségünk van egy az Unió számára veszélyt jelentő idegenhonos inváziós fajokat nyilvántartó jegyzékre, hiszen állampolgáraink egészségének védelme elsődleges kell, hogy legyen. Követelnünk kell egy olyan jegyzék elkészítését, amely nem politikai, hanem tudományos feltételeken alapul, naprakész, és képes minimálisra csökkenteni az idegenhonos inváziós fajok által okozott, emberi egészségre kiható károkat. Az uniós jegyzék közvetlenül alkalmazandó valamennyi tagállamban, éppen ezért fontos, hogy megfeleljen a feljebb említett követelményeknek. Szlovákiában például csaknem félmillió ember allergiás a parlagfű pollenjére, mégis komoly erőfeszítéseket igényelt annak a törvénynek az elfogadtatása, ami az irtási kötelezettséget rendeli el.

Victor Negrescu (S&D), *in writing*. – I have voted for this motion for a resolution that calls for a submission of a new draft concerning the list of invasive alien species of the Union.

Urmas Paet (ALDE), kirjalikult. – Ei toetanud. Vastuväide ELi nimekirjale probleemsete invasiivsete võõrliikide kohta ei ole õigustatud, kuna praegune loend on teaduslike uuringute alusel koostatud.

Margot Parker (EFDD), in writing. – We abstained because the objection, whilst criticising Commission behaviour, recognises and enshrines their power on a topic which should be a choice of Member States.

Marijana Petir (PPE), napisan. – Strane invazivne vrste su nezavičajne vrste koje prirodno ne obitavaju u određenom ekosustavu, nego su u njega dospjele namjernim ili nenamjernim unošenjem, a svojim naseljavanjem ili širenjem negativno utječu na bioraznolikost, zdravlje ljudi ili pričinjavaju ekonomsku štetu na području na koje su unesene.

Europska komisija je svojom provedbenom odlukom nastojala izmijeniti popis invazivnih stranih vrsta koje u Uniji mogu uzrokovati spomenute štetne učinke. Međutim, prema mom mišljenju i mišljenju većine kolega zastupnika, način sastavljanja prijedloga popisa nije proveden na način koji bi jamčio da se u državama članicama rabi ista vrsta dokaza i da se primjenjuju iste norme, a na što su ukazale i poznate nevladine udruge građana koje djeluju u zaštiti okoliša i prirode, te sam zato podržala ovu rezoluciju kojom je uložena prigovor na provedbenu odluku Komisije.

Nažalost, neke kopnene biljne vrste i sisavci, iako ispunjavaju kriterije za uvrštenje na taj popis i premda su dostupne procjene rizika koje ukazuju na njihovu opasnost, nisu uvrštene na taj popis. Pozivam zato Komisiju da podnese novi prijedlog koji će u popis stranih invazivnih vrsta uključiti upravo one vrste koje se smatraju najštetnijim invazivnim stranim vrstama u Europi.

Florian Philippot (ENF), par écrit. – Cette objection porte sur une liste soumise par la Commission concernant les «espèces exotiques envahissantes» (homard américain, huître du pacifique, gobie à tâches noires d'Afrique, etc.). Elle fait suite au règlement (UE) n° 1143/2014, voté par le Parlement européen le 16 avril 2014. La Commission devait en effet soumettre une première liste avant le 2 janvier 2016. Certaines espèces nuisibles devraient vraiment y figurer et n'y sont pas (les évaluations ne seraient pas terminées) alors que d'autres y sont d'office avant même l'évaluation, risquant de porter atteinte aux activités économiques qui les exploitent. La Commission a donc présenté une liste sur des bases hétérogènes. Cette objection est tout à fait fondée, je vote pour.

Tonino Picula (S&D), napisan. – Potreban je novi nacrt provedbene uredbe Komisije kojom se usvaja popis invazivnih stranih vrsta s obzirom da je postojeće rješenje neadekvatno, manjkavo i izloženo strogim kritikama javnosti i struke. Potrebno je jamčiti provedbu kojom bi se prednost dala najproblematičnijim invazivnim stranim vrstama i uskladiti popis s relevantnim sporazumima sa Svjetskom trgovinskom organizacijom. Nadalje, potrebno je uzeti u obzir najnovije znanstvene spoznaje te uključiti i potencijalno problematične vrste te vrste sisavaca koje se najbrže rasprostranjaju, a do sada nisu bile uključene u popis, zbog čega podržavam ovaj prigovor.

Andrej Plenković (PPE), napisan. – Podržavam prijedlog rezolucije podnesen u skladu s člankom 106. stavcima 2. i 3. Poslovnika o nacrtu provedbene uredbe Komisije kojom se usvaja popis invazivnih stranih vrsta koje su od značaja za Uniju u skladu s Uredbom (EU) br. 1143/2014 Europskog parlamenta i Vijeća (D041932/01 – 2015/3010(RSP)) kolegice Renate Sommer i kolege Pavela Poca ispred Odbora za okoliš, javno zdravlje i sigurnost hrane.

Globalno gledajući danas se smatra da invazivne vrste na nekom području, uz izravno uništavanje staništa, predstavljaju najveću opasnost za njegovu bioraznolikost. Velike migracije ljudi, trgovina i transport oduvijek su bili popraćeni širenjem vrsta izvan područja njihove rasprostranjenosti. Činjenica je kako su invazivne strane vrste brojne, pa je iznimno važno osigurati prednost rješavanju problema povezanih s onom podskupinom invazivnih stranih vrsta za koje se smatra da su od značaja za Uniju.

Budući da Komisija nije uspjela zajamčiti da se metodologija koju je potrebno primijeniti pri izvedbi procjena rizika provodi na jednak način u svim državama članicama te se ne može zajamčiti da se u državama članicama rabi ista vrsta dokaza i primjenjuju iste norme, slažem se izvješćem koje od Komisije traži povlačenje njihovog nacrtu provedbene uredbe te podnošenje novog nacrtu Odboru za okoliš, javno zdravlje i sigurnost hrane.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), *per iscritto*. – La comparsa di specie esotiche, che siano animali, vegetali, funghi o microrganismi, in nuovi luoghi non è sempre fonte di preoccupazione. Tuttavia, queste specie, se raggiungono un numero considerevole, possono diventare invasive e occorre prevenire i gravi effetti negativi che ciò può avere non solo sulla biodiversità ma anche sulla società e sull'economia. Per questo motivo si è deciso di creare un elenco delle specie esotiche invasive di rilevanza europea che sarà obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri. Nel corso dell'elaborazione dell'elenco la Commissione non ha affrontato in maniera esaustiva tutti gli aspetti scientifici, tralasciando aspetti molto importanti. Per questo motivo ho votato a favore di questa proposta di risoluzione che chiede alla Commissione di ritirare il progetto di regolamento di esecuzione e di presentare al comitato competente un nuovo progetto.

Franck Proust (PPE), *par écrit*. – J'ai voté pour la résolution sur la liste des espèces exotiques envahissantes. Mon but n'est pas de rejeter purement et simplement la proposition de la Commission européenne qui est bonne. Mais au contraire, de demander à la Commission de mieux lister les espèces exotiques envahissantes. Un grand nombre des espèces les plus problématiques ne figure pas dans le projet de liste, alors que parallèlement sont reprises certaines espèces dans les 36 qui ne sont pas en mesure d'avoir des conséquences négatives graves. Je veux une liste la plus exhaustive qui soit, même si une mise à jour était prévue.

J'ai donc voté pour que la Commission fasse une meilleure liste qui soit applicable rapidement et soutenue par tous grâce à son efficacité. Il s'agit donc d'un signal politique du Parlement européen à la Commission.

Julia Reid (EFDD), *in writing*. – We abstained because the objection, whilst criticising Commission behaviour, recognises and enshrines their power on a topic which should be a choice of Member States.

Fernando Ruas (PPE), *por escrito*. – Atribuí o meu voto favorável a esta proposta de resolução sobre a objeção ao projeto de regulamento de execução da Comissão, que adota uma lista de espécies exóticas invasoras que suscitam preocupação na União, pois considero que este Regulamento excede as competências de execução previstas no Regulamento (UE) n.º 1143/2014, tal como afirmado no número 1 do relatório.

É, assim, solicitado à Comissão que apresente um novo projeto, consentâneo com as disposições regulamentares e que congregue num só documento a identificação do grupo de espécies exóticas invasoras que suscitam legítimas preocupações em bastantes Estados-Membros da União Europeia. Desta forma, poderemos adotar medidas específicas uniformes tendentes a minimizar os efeitos adversos que essas espécies possam provocar na preservação da biodiversidade europeia e nos sistemas ecossistémicos conexos, bem como na economia e na saúde humana.

Tokia Saifi (PPE), *par écrit*. – J'ai soutenu ce texte qui s'oppose à la décision de la Commission portant sur une proposition de liste de 36 espèces exotiques envahissantes (EEE) préoccupantes pour l'Union européenne. Cette liste a été proposée par la Commission au titre du nouveau cadre législatif pour empêcher l'introduction des EEE et gérer leur propagation.

En effet, la procédure suivie par la Commission est problématique et aucun groupe d'experts n'a été consulté; de ce fait, il semble qu'au final, un grand nombre des espèces les plus problématiques ne figure pas dans le projet de liste, alors que parallèlement sont reprises certaines espèces qui ne sont pas en mesure de causer des conséquences négatives graves.

Le texte vise à assurer la sécurité des citoyens en appelant donc la Commission à revoir sa décision et à ajouter les espèces dangereuses à la liste.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. – Hemos votado A FAVOR considerando que algunas especies invasoras no han sido incluidas en el listado presentado por la Comisión pese a que debían haberlo sido y que algunas de las que se incluyen no causan un impacto negativo significativo en la biodiversidad/ecosistema.

Daciana Octavia Sârbu (S&D), *in writing*. – Alien invasive species are not new, but they are expected to increase in number and severity because of the trends in global trade and climate change. We do need legislation to help minimize negative environmental impacts, and this includes an authoritative list of species which could pose a threat. I cannot see why the Commission has chosen to adopt the list of species before adopting the criteria by which that list is created. This is completely illogical. And not surprisingly, the absence of agreed criteria has resulted in a list which is highly disputed. I expect the Commission to come forward with the necessary criteria and a revised list. This will help Member States implement the legislation and protect against the damaging environmental effects of alien invasive species.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado a favor de esta objeción porque estoy de acuerdo con los motivos y argumentos dados para ejercerla. Por ejemplo, la lista de 36 especies invasoras presentada es incompatible con lo establecido en el Reglamento de especies exóticas invasoras, ya que los principales mamíferos y plantas perjudiciales o de rápida expansión no están incluidos. A mayores, los procedimientos no fueron respetados, ya que se debería haber informado al Parlamento Europeo sobre los elementos y la metodología del análisis de riesgo, y las especies que están incluidas en la lista parecen haber seguido un criterio económico o político. Es por tanto importante que los criterios de esta lista sean revisados y la lista reelaborada.

Jill Seymour (EFDD), *in writing*. – I abstained on this vote as I believe this will have unnecessary consequences. If I voted in favour or against this proposal it could lead to more EU legislation.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. – I voted in favour of this motion for a resolution because I agree that the Commission implementing regulation adopting a list of invasive species needs to be reconsidered. Many of the most problematic invasive alien species are not listed, while some species are incapable of causing a significant negative impact on biodiversity, the ecosystem, human health or the economy. For example, as one constituent has pointed out to me, the water hyacinth would not be able to survive in the climate of the West Midlands and as such I would need further convincing as to why it may be included in the invasive species list. Hence, I join this call on the Commission to withdraw this draft implementing regulation and consult again stakeholders and the general public.

Monika Smolková (S&D), *pisomne*. – Komisia prišla s návrhom vykonávacieho nariadenia, ktorým by sa mal prijať zoznam invazívnych nepôvodných druhov vzbudzujúcich obavy Únie. Týka sa to druhov rastlín a cicavcov, ktoré sa pôvodne v Európe nevyskytovali a dnes predstavujú riziko pre svoj nepriaznivý vplyv na biodiverzitu, ekosystémové služby, ale aj na ľudské zdravie a hospodárstvo.

Keďže je zoznam, ktorý Komisia predložila, motivovaný najmä politickou vôľou členských štátov a neberie do úvahy vedecké kritériá, súhlasím s uznesením Parlamentu, ktoré žiada stiahnutie tohto návrhu. Navyše nebol EP dostatočne informovaný o spôsobe, akým budú posúdené riziká. Podľa dostupných informácií nie sú do zoznamu zaradené mnohé najproblematickejšie invázne nepôvodné druhy, a naopak sa v zozname nachádzajú také druhy, ktoré preukázateľne negatívne dopady na biodiverzitu či ľudské zdravie nemajú.

Z týchto dôvodov by mala Komisia svoj návrh stiahnuť a po dôkladnom preskúmaní predložiť jeho novú, prepracovanú podobu.

Davor Ivo Stier (PPE), *napisan*. – Podržao sam prijedlog rezolucije o nacrtu provedbene odluke Komisije o donošenju popisa invazivnih stranih vrsta koje su od značaja za Uniju u skladu s Uredbom (EU) br. 1143/2014 Europskog parlamenta i Vijeća, te u skladu s Odborom za okoliš, javno zdravlje i sigurnost hrane.

Richard Sulík (ECR), *pisomne*. – Návrh som podporil, keďže súhlasím s námietkou ohľadom neadekvátnosti predstaveného zoznamu.

Patricija Šulin (PPE), *pisno*. – Glasovala sem za predlog resolucije o osnutku izvedbene uredbe Komisije o sprejetju seznama invazivnih tujerodnih vrst, ki zadevajo Unijo. Verjamem, da potrebujemo večjo preglednost glede izbire vrst, ki bi morale biti uvrščene na seznam, ki ga je predlagala Evropska komisija. Njihova vključitev ne temelji na standardizirani oceni tveganja in metodologiji, temveč na politični volji držav članic. S tem ukrepi bomo poskrbeli tudi za boljše zdravje ljudi in okolja.

Ελευθέριος Συναδινός (NI), *γραπτώς*. – Η Επιτροπή, για μία ακόμα φορά, υπερβιβαιει τα όρια της, θέτοντας σε κίνδυνο την ισορροπία των ευρωπαϊκών οικοσυστημάτων.

Tibor Szanyi (S&D), *írásban*. – Az Európai Parlament az állásfoglalási indítványában kifogást emelt az Unió számára veszélyt jelentő idegenhonos inváziós fajok jegyzékével kapcsolatban, és ezt a kifogást szavazatommal támogattam. Ez az uniós jegyzék teljes egészében kötelező és közvetlenül alkalmazandó valamennyi tagállamban, ezért kiemelten fontosnak tartom, hogy a kialakítása megfelelő legyen. Az indítvány felkéri a Bizottságot, hogy vonja vissza végrehajtási rendeletének tervezetét, és nyújtson be új tervezetet, mivel a tervezet túllépi a kapcsolódó rendeletben meghatározott végrehajtási hatásköröket. A folyamat nem biztosítja, hogy a kockázatértékelés során alkalmazandó módszertant valamennyi tagállam egységesen alkalmazza, így nem biztosítható, hogy a tagállamok azonos típusú bizonyítékokat és azonos általános standardokat alkalmazzanak. Ezért például előfordulhat, hogy a fajok uniós jegyzékbe vételének indokai inkább politikai, mintsem tudományos feltételeken alapulnak.

Mint tudjuk, Európában számos idegenhonos inváziós faj létezik, ezért egyetértek azzal, hogy elsőbbséget kell biztosítani azon idegenhonos inváziós fajok szabályozásának, amelyek az Unió számára veszélyesnek minősülnek. Az indítvány megfogalmazza, hogy akkor tekintendő az Unió számára veszélyesnek egy inváziós faj, ha az érintett tagállamokban az általuk okozott kár jelentősége indokoltá teszi olyan célzott intézkedések elfogadását, amelyek az Unió egészében alkalmazandók, azokat a tagállamokat is beleértve, amelyek még nem érintettek, még abban az esetben is, ha nem is valószínű, hogy érintettek lesznek.

Adam Szejnfeld (PPE), *na písmie*. – Komisja Europejska w drodze aktu wykonawczego przyjęła wykaz inwazyjnych gatunków obcych stwarzających zagrożenie dla Unii. Wykaz ten będzie wiążący w całości i bezpośrednio stosowany we wszystkich państwach członkowskich, dlatego tak ważne jest, by zarówno proces opracowywania, jak i sama lista były przemyślane, kompleksowe i ujmowały te gatunki, które faktycznie stwarzają niebezpieczeństwo dla ekosystemu i mieszkańców Europy. Istotne jest także to, by niebezpieczne gatunki były umieszczane na liście po przeprowadzeniu rzetelnej oceny ryzyka, a nie w sposób arbitralny czy niekiedy nawet przypadkowy.

Niestety, Komisja Europejska nie zastosowała się w pełni do wszystkich wyżej wymienionych wytycznych. Dlatego też poparłem stanowisko PE, zgodnie z którym Komisja Europejska przekroczyła swoje uprawnienia wykonawcze i powinna wycofać swoją propozycję oraz przedłożyć nowy projekt rozporządzenia wykonawczego.

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – Je me suis à nouveau prononcé positivement sur la proposition de résolution sur le projet de règlement d'exécution de la Commission adoptant une liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union, conformément au règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil, qui a été adoptée en commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire.

Pavel Telička (ALDE), *in writing*. – I voted against this resolution which calls on the Commission to withdraw its draft implementing regulation on adopting a list of invasive alien species of Union concern pursuant to Regulation (EU) No 1143/2014 ('the IAS Regulation').

Ruža Tomašić (ECR), *napisan*. – Podržala sam prigovor na popis invazivnih stranih vrsta koje su značajne za Europsku uniju te smatram da su izvjestitelji ispravno prepoznali nepodudarnost prvotne liste s odredbama rezolucije, čiji je cilj spriječiti i upravljati uvođenje i širenje navedenih vrsta.

Naime, te vrste čije naseljavanje ili širenje ugrožava bioraznolikost, zdravlje ljudi ili uzrokuje gospodarsku štetu, koštaju Europsku uniju otprilike 12 milijardi eura godišnje. Iako je Komisija predložila popis vrsta protiv kojih bi se trebale poduzeti mjere određene tom rezolucijom, nije korišten standardizirani postupak te predloženi popis ne sadrži sve problematične invazivne vrste koje imaju znatan negativan učinak na biološku raznolikost i usluge ekosustava, dok su druge vrste protiv kojih bi poduzimanje mjera rezultiralo troškovnim nerazmjerom uvrštene na taj popis.

Smatram da je izrazito bitno da Komisija izradi novi nacrt prije nego što se popis usvoji, kako bi države članice mogle u skladu s rezolucijom poduzeti korake za nadzor, iskorjenjivanje i upravljanje invazivnim stranima kada se pojave na njihovom teritoriju s ciljem zaštite autohtone biološke raznolikosti.

Romana Tomc (PPE), *pisno*. – Predlog rezolucije – o ugovoru – v skladu s členom 106 Poslovnika o seznamu invazivnih tujerodnih vrst sem podprla, ker menim, da je potrebno sprejeti ukrepe v vseh državah članicah in s tem preprečiti škodo, ki jo invazivne tujerodne vrste povzročajo. S temi ukrepi bi lahko tudi zmanjšali njihove škodljive vplive v okolju, saj invazivne tujerodne vrste povzročajo velike spremembe v ekosistemu.

Estefanía Torres Martínez (GUE/NGL), *por escrito*. – Hemos votado A FAVOR considerando que algunas especies invasoras no han sido incluidas en el listado presentado por la Comisión pese a que debían haberlo sido y que algunas de las que se incluyen no causan un impacto negativo significativo en la biodiversidad/ecosistema.

Ramon Tremosa i Balcells (ALDE), *in writing*. – The problem of invasive alien species is serious and must be tackled firmly from the European institutions, this is not an internal problem of a Member State.

It seems that the initial list of the Commission has been criticised by various national authorities because it ignores invasive alien species that are among the most harmful of Europe, and plant species spread widely and rapidly expanding with adverse effects.

I support this motion so that this proposed Regulation will be withdrawn and I encourage the Commission to submit a new one.

Mylène Troszczynski (ENF), *par écrit*. – Cette objection porte sur une liste soumise par la Commission concernant les «espèces exotiques envahissantes» (homard américain, huître du pacifique, gobie à tâches noires).

Certaines espèces nuisibles devraient vraiment y figurer et n'y sont pas (les évaluations ne seraient pas terminées) alors que d'autres y sont d'office avant même l'évaluation, risquant de porter atteinte à certains secteurs économiques.

Le caractère non contraignant de cette objection n'empêchera malheureusement pas la mise en application de la liste qui a toutefois le mérite d'intégrer le frelon asiatique. J'ai voté pour.

István Ujhelyi (S&D), *írásban*. – A Bizottság feladata végrehajtási aktusok révén elfogadni az Unió számára veszélyt jelentő idegenhonos inváziós fajok jegyzékét. Mivel számos idegenhonos inváziós faj létezik, ezért elsőbbséget kell biztosítani azon idegenhonos inváziós fajok szabályozásának, amelyek az Unió számára veszélyesnek minősülnek. Szavazatommal támogattam a javaslatot.

Miguel Urbán Crespo (GUE/NGL), *por escrito*. – Hemos votado A FAVOR considerando que algunas especies invasoras no han sido incluidas en el listado presentado por la Comisión pese a que debían haberlo sido y que algunas de las que se incluyen no causan un impacto negativo significativo en la biodiversidad/ecosistema.

Ivo Vajgl (ALDE), *in writing*. – I voted in favour of this objection because I believe this topic should be addressed with more caution and there is a need to ensure that the identification of invasive alien species of EU concern remains proportionate and focuses on species whose inclusion on the Union list would effectively prevent, minimise or mitigate the adverse impact of those species in a cost effective manner. I also wanted to stress out that Commission failed to ensure that the methodology to be applied in the risk assessments is carried out in the same way by all Member States when proposing the inclusion of a species on the Union list, and whereas it cannot be ensured that Member States use the same type of evidence and apply the same overall standards, we called on the Commission to withdraw its draft implementing regulation and to submit a new draft to the committee.

Ramón Luis Valcárcel Siso (PPE), *por escrito*. – Teniendo en cuenta que el Parlamento no ha sido informado de manera adecuada del establecimiento de los elementos comunes para el desarrollo de los análisis de riesgos, que la Comisión no respetó las disposiciones del artículo 4, apartado 3, del Reglamento sobre especies exóticas invasoras y que el proyecto de lista de la Unión y la lista inicial de la Comisión han sido criticados por diversas autoridades nacionales competentes, partes interesadas y el público en general al ignorar especies exóticas invasoras que se encuentran entre las más perjudiciales de Europa, la decisión pide a la Comisión que retire su proyecto de Reglamento de Ejecución y presente un nuevo proyecto.

Hablamos de un tema serio y delicado que afecta a muchos sectores. Es necesario presentar, por tanto, una propuesta que dé mayores garantías. Por todo ello considero necesario votar a favor de dicha objeción

Hilde Vautmans (ALDE), *schriftelijk*. – Ik stemde tegen het bezwaar, omdat ik vind dat de Europese Commissie niet geblokkeerd moet worden in dit dossier. De desbetreffende lijst is gebaseerd op wetenschappelijk onderzoek. Maar men moet deze lijst in de komende jaren wel op regelmatige tijdstippen herzien en aanvullen.

Miguel Viegas (GUE/NGL), *por escrito*. – De acordo com o Regulamento (UE) nº 1143/2014 sobre a prevenção e gestão da introdução e difusão de espécies invasoras, a Comissão Europeia tem até janeiro de 2016 para apresentar uma lista destas espécies baseada em critérios definidos no regulamento.

Embora seja um documento legislativo bastante completo, falta um importante elemento, nomeadamente quais são as espécies que devem ser alvo de atenção e controladas, sendo por isso que os artigos 3.º e 4.º definam critérios detalhados para a construção da referida lista.

A lista apresentada pela Comissão consiste em 36 espécies, que, de acordo com o relator da objeção, é incompatível com as provisões do Regulamento, já que as espécies mais nefastas ou de disseminação mais rápida de plantas e animais não foram incluídas. Acresce a isso que os procedimentos para a feitura desta lista não foram respeitados, nomeadamente não foi dada a informação ao Parlamento Europeu acerca dos elementos e metodologias dos estudos de impacto, e a decisão acerca das espécies incluídas na lista parecer ser política ou económica e não com base científica.

Harald Vilimsky (ENF), *schriftlich*. – Der Berichterstatter hält fest, dass manche Landpflanzen und Säugetierarten, die die Kriterien erfüllen und für die eine belastbare Risikobewertung vorliegt, nicht in die Liste aufgenommen wurden. Wenn dies der Fall ist, dann muss die Kommission einen neuen Bericht vorlegen. Ich stimme diesem Bericht daher zu.

Carlos Zorrinho (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente a proposta de resolução sobre o projeto de regulamento de execução da Comissão que adota uma lista de espécies exóticas invasoras que suscitam preocupação na União em conformidade com o Regulamento (UE) n.º 1143/2014 do Parlamento Europeu e do Conselho (D041932/01 – 2015/3010(RSP)), fundamentalmente por concordar que o projeto de lista proposto pela CE não trata o problema das espécies exóticas invasoras de forma abrangente, nem cuida de proteger a biodiversidade autóctone e os serviços ecossistémicos, bem como de minimizar e atenuar os impactos que essas espécies podem ter sobre a saúde humana ou a economia. Pesou também na minha decisão de voto o facto de o texto solicitar a retirada deste projeto de regulamento de execução e a apresentação de um novo. No novo projeto da Comissão deverá constar, entre outros, o jacinto-de-água, espécie invasora que está a criar sérias ameaças à bacia hidrográfica do Alqueva.

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – De acordo com o Regulamento das Espécies Exóticas Invasoras, sobre a prevenção e gestão da introdução e difusão de espécies invasoras, a Comissão Europeia deve apresentar até janeiro de 2016 uma lista destas espécies. O Regulamento define os critérios detalhados para a construção desta lista.

A decisão acerca das espécies incluídas na lista parece ter em conta critérios de natureza política ou económica, sem base científica, tendo pesado na sua configuração final um conjunto de pressões feitas por alguns Estados-Membros. São conhecidas algumas dessas pressões. Relativamente a Portugal, sublinhe-se a importância da inclusão na lista do Jacinto-de-Água, apesar de Estados-Membros com interesse comercial nesta espécie se terem oposto.

Tendo em conta que a próxima revisão desta lista está prevista para daqui a 6 anos, impõe-se corrigir, desde já, as deficiências desta proposta, razão pela qual votámos favoravelmente a objeção.

12.7. Objection pursuant to Rule 106: authorisation of genetically modified maize NK603xT25

Oral explanations of vote

Daniel Dalton (ECR). – Madam President, I strongly oppose this objection which ignores scientific facts and evidence and seeks to prevent not only this authorisation, but all GM food and feed product authorisations, including those that have already passed safety assessments. This is madness. It will only penalise our farmers who rely on GM feed.

In this case, EFSA said that GM maize NK 603 was safe. Now, we should be led by the science on this, not by dogma. If a product is deemed safe by EFSA, there is no justification to deny it being placed on the market. What is the point of EFSA if we ignore their advice and base our opinion on personal dogma? The rest of the world is embracing GM. It has huge potential; it can be more environmentally friendly than conventional farming; it offers hope in drought-hit regions, and it is safe. Europe is being left behind with its medieval attitude to this new technology. We should embrace it, not reject it.

Peter Jahr (PPE). – Frau Präsidentin! All die Kollegen, die sagen, die Risikobewertung ist noch nicht all umfassend und noch nicht sicher, die möchte ich auffordern, dass wir uns noch einmal gemeinsam darüber verständigen, auch in der Europäischen Union wieder eine Forschung zur Gentechnik zuzulassen, die auch wieder eine ordentliche Risikobewertung ermöglicht.

Ich bedaure außerordentlich die Tendenz, dass wir mit dem strikten Nein zur Gentechnik natürlich auch die Forschung aus der Europäischen Union verdrängen. Es wäre erforderlich, dass wir hier im Sinne einer Grundlagenforschung weitermachen, denn die Alternative ist, dass andere Regionen in dieser Welt dann die Forschung übernehmen, dass die anderen Regionen in dieser Welt dann auch die Risikobewertung übernehmen.

Ich würde mich ausdrücklich gerne an diesem Disput beteiligen. Ich wiederhole mich noch einmal: Dazu braucht es auch eine Forschung in der Europäischen Union zu dieser Problematik.

Andrejs Mamikins (S&D). – Uz ģenētiski modificētiem produktiem attiecināmā Eiropas Savienības likumdošana pašlaik, diemžēl, ir diezgan neefektīva. Tas, pirmkārt, attiecas uz kontroles realizēšanu visas Kopienas mērogā.

Piemēram, kā var saprast no tagad jau plaši zināmiem faktiem, pēdējos gados tika pieļauts importēt Savienības teritorijā ģenētiski modificētu kukurūzu, kuras gadījumā netika realizēta pilnā mērā nepieciešamā pārbaude.

Kolēģi! Ir pilnīgi saprotams, ka jau tagad pasaulē eksistē milzīgs dažādu produktu saraksts, kuri tik un tā ir modificēti – caur selekcijas procedūrām vai arī ģenētiski. Līdz ar to ir saprotams arī tas fakts, ka daudzi no tiem mūsu iedzīvotājus tādā vai citādā veidā ietekmē. Jebkurā gadījumā pats galvenais apsvērums, kurš mums jāņem vērā, ir eiropiešu veselība un jebkura iespējama drauda neesamība.

Atbalstu!

Stanislav Polčák (PPE). – Paní předsedkyně, podle mého názoru je tato otázka velmi odborná a jednalo se o námitku podle článku 106 jednacího řádu. Je skutečností, že 20. března tohoto roku mezinárodní agentura, která má na starost výzkum rakoviny, označila právě jednu část té látky za škodlivou pro zdraví, dokonce vyvolávající rakovinu. Na druhou stranu jsou i jiné studie a podle mého názoru takto přísně vědecký materiál by neměl podléhat jenom čistě politickému zkoumání. Já jsem očekával, že v této věci bude navrženo usnesení vstřícnější. Z tohoto důvodu jsem jej nemohl podpořit, i když samozřejmě geneticky modifikované potraviny nepodporuji, ale to se netýká ani otázky základního výzkumu, jak zde hovořil kolega Jahr. Z tohoto důvodu já jsem nepodpořil tento návrh usnesení.

Written explanations of vote

Clara Eugenia Aguilera García (S&D), por escrito. – He votado en contra de esta Resolución porque la Comisión Europea, cuando adoptó la Decisión de Ejecución (UE) 2015/2279 el pasado 4 de diciembre, actuó conforme a Derecho, es decir, según lo establecido en el Reglamento (CE) n.º 1829/2003 sobre alimentos y piensos modificados genéticamente. Mientras no se apruebe una nueva normativa que derogue y mejore el actual procedimiento de autorización y comercialización, la Comisión tiene que y debe autorizar todas aquellas que cumplan con nuestra norma europea actual.

Procede recordar que, el pasado 28 de octubre de 2015, el Parlamento Europeo rechazó la propuesta legislativa de la Comisión porque, entre otras cosas, suponía un ataque directo al correcto funcionamiento del mercado interior. Mientras llega y se tramita, tendremos que remitirnos al Reglamento (CE) n.º 1829/2003.

Tim Aker (EFDD), in writing. – We abstained because the objection, whilst criticising Commission behaviour, recognises and enshrines their power on a topic which should be a choice of Member States.

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), por escrito. – He votado a favor de esta objeción que insta a la Comisión Europea a derogar su Decisión de Ejecución (UE) 2015/2279 por la que el pasado 4 de diciembre autorizó la comercialización de productos que estén compuestos de maíz modificado genéticamente NK603 × T25 (MON-ØØ6Ø3-6 × ACS-ZMØØ3-2), lo contengan o se hayan producido a partir de él.

El procedimiento actual de autorización de alimentos y piensos modificados genéticamente no está funcionando bien y, mientras no se mejore, cualquier autorización de este tipo de productos debería ser suspendida. A mayores, la Comisión tenía la obligación de presentar un borrador al Parlamento para conocer su opinión antes de aprobar la comercialización de este tipo de maíz, pero, a pesar de contar con la posición contraria de la Comisión de Medio Ambiente del Parlamento desde el 1 de diciembre, no esperó a conocer la opinión del Parlamento.

No solo estoy a favor de esta objeción, sino que también apoyo cualquier objeción futura con respecto a la autorización de los OMG, y la Comisión debe realizar una propuesta legislativa que respete el derecho de los Estados Miembros a no autorizar los OMG para la alimentación humana y animal en su territorio.

Louis Aliot (ENF), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de l'objection contre l'autorisation de mise sur le marché de produits contenant ou à base de maïs génétiquement modifié.

Ce rapport revient en effet sur les évaluations de l'EFSA (Autorité européenne de sécurité des aliments) jugées insatisfaisantes et le fait que le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker avait promis qu'il n'y aurait «pas de nouvel OGM sans consensus». De plus l'OGM en question est une menace pour la santé publique ainsi que pour la souveraineté alimentaire des peuples européens et des pays qui pourraient les cultiver.

Profondément opposé à la mise sur le marché de l'OGM de Monsanto, je soutiens donc cette objection. Cependant, je regrette que la première objection identique à celle-ci déposée par Sylvie Goddyn (députée ENL) ait été rejetée, les autres députés ayant refusé de faire une objection commune avec le groupe ENL.

Lynn Boylan (GUE/NGL), *in writing*. – I voted in favour of this resolution to reject the authorisation of GMO maize NK 603 x T25. President Juncker's pre-election promise to democratise the EU GMO authorisation procedure has been fudged and the Commission itself acknowledges the irregularity of the current system in its preamble to the proposal on GM food and feed. It is therefore unacceptable that the Commission has chosen to continue to authorise GM products in a system it has admitted itself is flawed.

The authorisation is also controversial as the given GMO is engineered to be glyphosate intolerant. The use of this chemical as a herbicide has been found to be 'probably carcinogenic' by the WHO who used only published peer-reviewed studies to evaluate the toxicity of the chemical. On the other hand, EFSA, who found that it was 'unlikely' to cause cancer, expanded their studies to include non-peer-reviewed industry studies and did not examine, as the WHO did, the combination effects of the formulated products. I am therefore very pleased that this objection passed and sent a strong signal to the Commission.

Pascal Arimont (PPE), *schriftlich*. – Mit ihrem Durchführungsbeschluss vom 4. Dezember 2015 wollte die Europäische Kommission das Inverkehrbringen des gentechnisch veränderten und glyphosattoleranten Mais NK603xT25 autorisieren. Vor dem Hintergrund, dass laut Weltgesundheitsorganisation das Unkrautvernichtungsmittel Glyphosat „wahrscheinlich krebserzeugend für den Menschen“ ist, begrüße ich den vorliegenden Entschließungsantrag, der eine Aufhebung der Maßnahme fordert. Neben meiner kritischen Haltung gegenüber für Mensch und Umwelt schädlichen Herbiziden und GVO bedauere ich auch, dass die Kommission sich über die im ENVI-Ausschuss angenommene Ablehnung des Rechtsakts hinweggesetzt hat. Auch wenn der Beschluss in Anwendung der geltenden Rechtslage getroffen wurde, bedarf das GVO-Zulassungsverfahren einer dringenden Reform.

Marie-Christine Arnautu (ENF), *par écrit*. – Cette objection qui demande de s'opposer à l'autorisation de mise sur le marché de produits contenant ou base de maïs génétiquement modifié NK603xT25 est soutenue par une coalition Verts/S&D/EFDD/GUE. Ma collègue du Front national, Sylvie Goddyn, avait présenté une objection identique mais n'avait pas été retenue alors qu'il est d'usage dans ces cas de faire une objection commune. La raison d'être de cette objection est double: d'une part les évaluations de l'EFSA sont insatisfaisantes et, d'autre part, le président de la Commission, Juncker, avait promis «pas de nouvel OGM sans consensus». Sur le fond, tolérant au glyphosate et à ses dérivés, l'OGM en question est une menace pour la santé publique et la souveraineté alimentaire des Européens. Étant hostile aux OGM de Monsanto, j'ai soutenu cette objection.

Jonathan Arnott (EFDD), in writing. – Whilst this resolution criticises the Commission's behaviour, it also enshrines EU competence. I opposed certain amendments relating to glyphosate. It has been brought to my attention that, whilst glyphosate is indeed used with relation to GM crops, it is also used for non-GM crops without causing any problems.

I understand the anti-GM case, and to an extent I have some sympathy with it, but these amendments do not relate to GM. Furthermore, some of the language used (like the word 'enslaving'), is inappropriate and distasteful.

Guillaume Balas (S&D), par écrit. – J'ai déposé avec 3 autres députés de 3 groupes politiques différents, une objection visant à s'opposer à la mise sur le marché du maïs transgénique Monsanto NK603 X T25. Il s'agit non seulement de refuser cet OGM résistant au Roundup, comme nous le faisons désormais pour chaque OGM car ils viennent accroître aussi la dépendance de nos agriculteurs des firmes qui les soumettent en franchisant leurs semences. Mais il s'agit aussi de défendre les prérogatives du Parlement Européen face à une Commission européenne qui continue de décider seule, sans entendre les majorités qui s'expriment au sein de notre assemblée. Il y a un déni de démocratie évident dans le processus d'autorisation des OGM.

Zigmantas Balčytis (S&D), raštu. – Balsavau už šį pasiūlymą, kurio tikslas – panaikinti 2015 m. gruodžio 4 d. Komisijos įgyvendinimo sprendimo (ES) 2015/2279, kuriuo leidžiama pateikti rinkai produktus, kurių sudėtyje yra genetiškai modifikuotų kukurūzų NK603xT25. 2010 m. gegužės 17 d. bendrovė „Monsanto Europe S.A.“ pateikė prašymą dėl maisto produktų kuriuose yra kukurūzų NK603 × T25 pateikimo rinkai. Kaip nurodoma prašyme, genetiškai modifikuotų kukurūzų sudėtyje yra kancerogeninį poveikį žmonėms darančią medžiagą. Pritariu prašymui Komisijai panaikinti 2015 m. gruodžio 4 d. Komisijos įgyvendinimo sprendimo (ES) 2015/2279, kuriuo leidžiama pateikti rinkai produktus, kurių sudėtyje yra genetiškai modifikuotų kukurūzų.

Nicolas Bay (ENF), par écrit. – L'objection est portée par une coalition Verts/S&D/EFDD/GUE. Une objection identique a été présentée par Sylvie Goddyn. Contrairement aux usages qui ont jusqu'alors présidé (et qui sont les recommandations du secrétariat de commission), les autres députés ont refusé de faire une objection commune avec le groupe ENL. Les deux objections ont donc été présentées en commission, seule l'objection «adverse» a été acceptée.

Considérant que les évaluations de l'EFSA sont insatisfaisantes et surtout que le président Juncker avait promis «pas de nouvel OGM sans consensus», les élus de la commission ENVI ont choisi de déposer cette objection, bien qu'elle ne puisse pas être contraignante pour la Commission.

Tolérant au glyphosate et à ses dérivés, l'OGM en question est une menace pour la santé publique et la souveraineté alimentaire des Européens et des pays qui vont les cultiver. Les bases de l'objection soumise au vote en plénière sont essentiellement politiques, regrettant que Juncker ne tienne pas ses promesses.

Voilà pourquoi mon groupe a déposé trois amendements de plénière rappelant le danger posé par le glyphosate et l'adoption des OGM, les multiples failles de l'avis de l'EFSA, mais aussi le risque pesant sur la souveraineté des peuples et des agriculteurs.

Hugues Bayet (S&D), par écrit. – J'ai approuvé cette résolution qui rejette la décision de la Commission d'autoriser la mise sur le marché d'un type de maïs génétiquement modifié et rappelle que le Parlement européen a rejeté la proposition législative du 22 avril 2015 modifiant le règlement 1829/2003 parce que, si leur culture a nécessairement lieu sur le territoire d'un État membre, le commerce des OGM ignore les frontières, ce qui veut dire qu'un droit national de «refus» de l'utilisation et de la vente, tel que proposé par la Commission, aurait été impossible à exercer sans réintroduire les contrôles frontaliers sur les importations.

La résolution demande dès lors à la Commission d'établir une nouvelle initiative législative relative à l'autorisation d'OGM.

Xabier Benito Ziluaga (GUE/NGL), por escrito. – Hemos votado A FAVOR considerando que el maíz NK603 x T25 tolera diferentes tipos de herbicidas, incluido el glifosato, y este último fue clasificado como posible carcinógeno para humanos por la Agencia Internacional de Investigación en Cáncer el 15 de marzo de este mismo año. Reclamamos que el borrador del acto implementado no es compatible con el Reglamento (CE) n.º 1829/2003 sobre alimentos y piensos transgénicos, ni con el Reglamento (CE) n.º 396/2005 de residuos de plaguicidas en alimentos y piensos, dado que no asegura un nivel de protección alto para la vida y la salud humana, ni para el bienestar animal, medioambiental y los intereses de los consumidores en relación con los alimentos y los piensos modificados genéticamente.

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE), *por escrito*. – He votado a favor de este informe que considera que la Decisión de Ejecución de la Comisión sobre los maíces genéticamente modificados excede las competencias de ejecución previstas en el Reglamento 1829/2005. Cualquier decisión de ejecución para autorizar la comercialización de productos que estén compuestos de maíz modificado genéticamente, lo contengan o se hayan producido a partir de él con arreglo al Reglamento 1829/2003 en su actual versión de funcionamiento defectuoso debería ser suspendida hasta la aprobación del nuevo Reglamento sobre la base del Tratado de Funcionamiento de la UE.

Dominique Bilde (ENF), *par écrit*. – Ce rapport porte sur une objection (identique à celle présentée par ENL) pour signaler l'opposition au maïs NK603xT25. En effet, les évaluations de l'EFSA sont insatisfaisantes et surtout que le président Juncker avait promis «pas de nouvel OGM sans consensus». L'OGM en question est une menace pour la santé publique et la souveraineté alimentaire des Européens et des pays qui vont les cultiver et il reste évident que nous devons montrer notre hostilité aux OGM de Monsanto. Trois amendements ont été déposés par notre groupe et j'ai décidé de voter pour ce rapport même si cela n'a pas une valeur contraignante pour la Commission.

Mara Bizzotto (ENF), *per iscritto*. – Sostengo con il mio voto questa risoluzione a favore del rigetto all'autorizzazione del mais geneticamente modificato NK603xT25, di proprietà di Monsanto. Sono contraria all'uso di OGM nelle nostre coltivazioni, sono convinta che dobbiamo continuare a tutelare il mercato e i cittadini dall'invasione di queste varietà modificate prodotte dalle multinazionali e continuare a sostenere la genuinità delle produzioni nostrane dei nostri territori.

José Blanco López (S&D), *por escrito*. – He votado a favor de la objeción a este acto de ejecución mediante el cual la Comisión Europea autoriza a la empresa Monsanto la introducción de la variedad de maíz modificado genéticamente NK603xT25 en Holanda. Con este objeción, solicitamos a la Comisión que se abstenga de autorizar la importación de ningún OGM hasta que se presente un nuevo reglamento, tal y como ha solicitado este Parlamento.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Balsavau dėl šios rezoliucijos, nes ja Parlamentas nusprendė nepatvirtinti Komisijos įgyvendinimo sprendimo projektą, kuriuo būtų leidžiama pateikti rinkai produktus, kurių sudėtyje yra genetiškai modifikuotų kukurūzų NK603 × T25, ir paprašė pateikti Parlamentui naują sprendimo projektą. 2010 m. gegužės 17 d. bendrovė „Monsanto Europe S.A.“ pagal Reglamento (EB) Nr. 1829/2003 5 ir 17 straipsnius pateikė Nyderlandų kompetentingai institucijai prašymą dėl maisto produktų, maisto sudedamųjų dalių ir pašarų, kuriuose yra kukurūzų NK603 × T25, kurie iš jų sudaryti ar pagaminti, pateikimo rinkai. Prašyme nurodoma, kad genetiškai modifikuotų kukurūzų sudėtyje yra tokio baltymų, kurių sudėtyje yra amonio gliufozinato, o Tarptautinė vėžio mokslinių tyrimų agentūra – Pasaulio sveikatos organizacijos specializuotoji agentūra vėžio klausimu – 2015 m. kovo 20 d. klasifikavo glifosatą kaip turbūt kancerogeninį poveikį žmonėms darančią medžiagą.

Franc Bogovič (PPE), *pisno*. – Pri problematiki gensko spremenjenih organizmov tudi stroka nima enotnega mnenja, zato je pričakovano, da si tudi poslanci in ostala javnost glede teh vprašanj niso enotni.

Sam sem zagovornik previdnostnega načela pri GSO, zato se mi zdi povsem nepotrebno, da se postopek v zvezi s tako občutljivim vprašanjem, kot je registracija gensko spremenjene koruze, izvaja s takšno ihto. Tudi obtoževanje institucij in prelaganje odgovornosti z ene na drugo je neproduktivno.

Nahajamo se v občutljivem trenutku, ko bi morale imeti institucije več medsebojnega spoštovanja, predvsem pa moramo spoštovati voljo ljudi, ki so večinsko proti uporabi GSO v Evropi. Tudi sam si pogosto postavljam vprašanje, ali res potrebujemo gensko spremenjena semena koruze, ki bodo odporna na glifosat in glifosinat.

Razumem, da v EU zaradi različnih razlogov nismo sposobni pridelati dovolj soje in da moramo sojo uvažati iz dežel, kjer večinoma uporabljajo GSO. Ne morem pa razumeti, zakaj potrebujemo gensko spremenjeno koruzno seme. Trdno sem prepričan, da lahko pridelamo dovolj koruze tudi brez takega semena. Zato sem predlagani ugovor mirne vesti podprl.

Biljana Borzan (S&D), *napisan*. – Glasala sam za ovaj prigovor jer smatram da trenutni sustav odobrenja GMO hrane u EU-u treba mijenjati. Radi se o političkoj poruci Komisiji koja je odobrenje za prodaju i uvoz dala prema direktivi o GMO hrani za koju Parlament smatra da je nedemokratska.

Monsanto je 2010. podnio zahtjev za dodjelu odobrenja i države članice se pet godina nisu mogle dogovoriti oko davanja ili odbijanja dozvole. U takvoj situaciji Komisija prema postojećim propisima ima pravo sama postupiti kako smatra potrebnim. Iako je odluka zakonita, nije demokratska.

Problem koji Europska unija ima s GMO-om se neće riješiti sam od sebe niti je status quo održiv. Treba prihvatiti činjenicu da je većina država članica protiv GMO-a, ali ga neke države žele.

Steeve Briois (ENF), par écrit. – Cette objection non contraignante vise à signaler le désaccord du Parlement à la Commission européenne concernant l'autorisation de mise sur le marché de produits contenant du maïs génétiquement modifié. Jean-Claude Juncker avait pourtant clairement indiqué qu'il n'y aurait pas de mise sur le marché d'un nouvel OGM sans consensus préalable. Il s'avère qu'une fois de plus la Commission s'affranchit de tout processus démocratique pour répondre aux attentes des multinationales américaines, en l'occurrence Monsanto.

Au regard des évaluations de l'Autorité européenne de sécurité des aliments, l'OGM en question représente une réelle menace pour la santé publique surtout un danger pour nos agriculteurs et pour la souveraineté alimentaire des Européens. Néanmoins nous regrettons fortement le sectarisme des autres groupes parlementaires qui n'ont pas souhaité réaliser une objection commune avec le groupe ENL. Pour rappel, Sylvie Goddyn avait également présenté une objection à la mise sur le marché de cet OGM.

J'ai donc voté pour cette objection.

Daniel Buda (PPE), în scris. – M-am abținut la votul privind rezoluția care se referă la „Obiecția în conformitate cu articolul 106 din Regulamentul de procedură: autorizarea porumbului modificat genetic NK603xT25”, deoarece, la nivelul Comisiei, trebuia să existe preocupări serioase prin care să se răspundă la întrebările legate de folosirea glifosfatului, care este de natură să favorizeze apariția cancerului, în cultura porumbului.

După cum se poate observa, porumbul ca atare, modificat genetic, nu este catalogat ca fiind periculos pentru sănătate, ci substanțele cu care acesta este tratat. Comisia trebuie să găsească mecanisme prin care să se asigure că sănătatea umană nu este afectată de substanțele chimice folosite în diverse culturi agricole, indiferent de altfel dacă vorbim de culturile modificate genetic sau de culturile organice. Comisia trebuie să se asigure că toate produsele alimentare sau furajele care conțin organisme modificate genetic sunt etichetate în mod corespunzător, astfel încât consumatorul să poată decide în cunoștință de cauză dacă consumă sau nu un produs modificat genetic.

Este inadmisibil să respingem *de facto* cultivarea cerealelor modificate genetic câtă vreme țările Uniunii Europene importă masiv astfel de produse din alte state precum Argentina. Acest lucru creează inechități între fermierii din Uniunea Europeană și cei din alte state.

Gianluca Buonanno (ENF), per iscritto. – Voto favorevole all'obiezione contro l'autorizzazione di questo mais OGM della Monsanto. Siamo contrari in linea di principio a qualunque nuova autorizzazione di OGM, a maggior ragione nell'attuale contesto giuridico. Infatti, la Commissione sta utilizzando il pretesto dell'approvazione della facoltà per gli Stati membri di vietare la coltivazione di un OGM sul proprio territorio (facoltà del tutto teorica, come vedemmo a suo tempo, votando contro il provvedimento) per sbloccare le autorizzazioni di nuovi OGM nonostante nel comitato competente permanga l'usuale impasse data dai veti incrociati degli Stati membri pro e contro gli OGM.

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. – Oggi ho votato a favore della proposta di risoluzione sulla decisione di esecuzione (UE) 2015/2279 della Commissione, del 4 dicembre 2015, che autorizza l'immissione sul mercato di prodotti contenenti, costituiti od ottenuti a partire da granturco geneticamente modificato NK603 × T25 (MON-ØØ6Ø3-6 × ACS-ZMØØ3-2) a norma del regolamento (CE) n. 1829/2003 del Parlamento europeo e del Consiglio. Con questa di risoluzione, il Parlamento europeo si è opposto all'immissione sul mercato di tali prodotti. Il granturco di cui parliamo esprime infatti la proteina CP4 EPSPS, che conferisce tolleranza all'erbicida glifosato, inserito dell'Organizzazione mondiale della sanità specializzata in campo oncologico nell'elenco dei probabili cancerogeni per l'uomo. Inoltre, con questo voto il Parlamento ha sottolineato che qualsiasi decisione di esecuzione che autorizzi l'immissione sul mercato di prodotti contenenti, costituiti od ottenuti a partire da organismi geneticamente modificati a norma del regolamento (CE) n. 1829/2003 nella sua attuale versione non funzionante dovrebbe essere sospesa fino a quando la Commissione non avrà presentato una nuova proposta legislativa che tenga conto delle preoccupazioni espresse ripetutamente a livello nazionale e da questo Parlamento. Per tutti questi motivi, ho deciso di votare in favore della risoluzione.

James Carver (EFDD), *in writing*. – I abstained because the objection, whilst criticising Commission behaviour, recognises and enshrines their power on a topic which should be a choice of Member States.

David Casa (PPE), *in writing*. – I voted in favour of the parliamentary motion objecting to the authorisation of genetically modified maize as I am concerned that it contains stacked (multiple) genes, on which there is still no agreement amongst experts on possible synergistic effects even if the individual genes have already been authorised separately.

Jean-Marie Cavada (ALDE), *par écrit*. – Je me réjouis de l'adoption de la résolution sur l'objection à l'autorisation du maïs génétiquement modifié NK603xT25. Ce texte vise à demander le retrait de l'autorisation d'un maïs OGM élaboré par la multinationale Monsanto, et tolérant à un herbicide glyphosate classifié comme «cancérigène probable» par l'OMS.

Malgré les conclusions alarmantes de l'OMS, la Commission avait décidé d'autoriser les maïs NK603xT25 et MON87427 pour l'alimentation humaine et animale, sur la base d'un avis favorable de l'Autorité européenne de sécurité des aliments. Une telle divergence d'analyse, sur un sujet aussi crucial que la santé des citoyens européens, et ce alors que les études de l'OMS sont réputées pour leur intégrité et leur solidité scientifique, laisse penser qu'il est nécessaire de revoir les procédures européennes d'évaluation des OGM. Le cadre actuel me paraît bien trop laxiste et inapte à garantir la non-dangereosité pour la santé humaine des OGM qui circulent dans l'Union.

Suite à l'adoption de cette résolution, j'attends que la Commission soumette une proposition crédible pour fixer un nouveau cadre européen relatif à l'autorisation des OGM.

Λευτέρης Χριστοφόρου (PPE), *γραπτώς*. – Εκφράζουμε τη διαφωνία μας και καταψηφίζουμε την έκθεση στην οποία αναφέρεται ότι οιαδήποτε εκτελεστική απόφαση για την έγκριση της διάθεσης στην αγορά προϊόντων που περιέχουν, αποτελούνται ή παράγονται από γενετικούς τροποποιημένους οργανισμούς σύμφωνα με τον κανονισμό (ΕΚ) αριθ. 1829/2003, υπό τη σημερινή μη λειτουργική μορφή του, θα πρέπει να ανασταλεί μέχρις ότου εγκριθεί νέος κανονισμός με βάση τη Συνθήκη για τη λειτουργία της Ευρωπαϊκής Ένωσης.

Κώστας Χρυσόγονος (GUE/NGL), *γραπτώς*. – Η πρόταση ένστασης σύμφωνα με το άρθρο 106 ως προς την έγκριση του γενετικώς τροποποιημένου αραβόσιτου NK603xT25 αποτελεί μια θετική προσπάθεια καθώς εντάσσεται στις πρωτοβουλίες εναντίωσης ως προς τη χρήση γενετικά τροποποιημένων οργανισμών. Καθώς έχω ήδη εκφράσει την αντίθεσή μου με οποιαδήποτε χρήση αυτού του είδους οργανισμών, αποφάσισα να υπερψηφίσω αυτή την πρόταση ψηφίσματος.

Therese Comodini Cachia (PPE), *in writing*. – In my view the adoption of GMO cultivation is irreversible and leads to the enslavement of farmers to multinational companies; the import of GMOs is indirectly responsible for this enslavement, which does not meet with the approval of European citizens.

Javier Couso Permy (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado a favor de esta objeción que insta a la Comisión Europea a derogar su Decisión de Ejecución (UE) 2015/2279 por la que el pasado 4 de diciembre autorizó la comercialización de productos que estén compuestos de maíz modificado genéticamente NK603 × T25 (MON-ØØ6Ø3-6 × ACS-ZMØØ3-2), lo contengan o se hayan producido a partir de él.

El procedimiento actual de autorización de alimentos y piensos modificados genéticamente no está funcionando bien y, mientras no se mejore, cualquier autorización de este tipo de productos debería ser suspendida. A mayores, la Comisión tenía la obligación de presentar un borrador al Parlamento para conocer su opinión antes de aprobar la comercialización de este tipo de maíz, pero, a pesar de contar con la posición contraria de la Comisión de Medio Ambiente del Parlamento desde el 1 de diciembre, no esperó a conocer la opinión del Parlamento.

No solo estoy a favor de esta objeción, sino que también apoyo cualquier objeción futura con respecto a la autorización de los OMG, y la Comisión debe realizar una propuesta legislativa que respete el derecho de los Estados Miembros a no autorizar los OMG para la alimentación humana y animal en su territorio.

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. – I voted in favour of this motion for a resolution. I agree with objecting to the draft Commission Implementing Decisions which authorises the placing on the market of genetically modified maize since it contains stacked genes. In the case of stacked (multiple) genes there is still a debate going on, on possible synergistic effects even if the individual genes have already been authorised singly.

For these reasons, I could not support the draft Commission Implementing Decision.

Michel Dantin (PPE), *par écrit*. – Cette résolution propose de s'opposer à la décision de la Commission européenne sur l'autorisation du maïs génétiquement modifié NK 603 x T25. Rappelons tout d'abord que cette décision d'autorisation dérive directement du mandat accordé par le Parlement européen et le Conseil à la Commission dans le cadre d'un texte législatif concernant les exigences en matière d'étiquetage et de traçabilité voté en 2003 (règlement (CE) n° 1829/2003). Cette proposition d'objection, principalement motivée par des considérations idéologiques, tient cependant sur des arguments forts criticables. Tout d'abord, la Commission européenne a respecté la procédure en place en matière d'autorisation d'OGM. De plus, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (AESAs) a mené une étude et a conclu que la plante en question ne présentait pas de risque pour la santé humaine ou l'environnement. J'ajouterais que l'autorisation de mise sur le marché des OGM relève *in fine* de la compétence des États membres et que la France ne s'y est pas opposée. Pour ces raisons, j'ai voté contre l'objection.

Angélique Delahaye (PPE), *par écrit*. – J'ai voté contre cette objection déposée par les groupes S&D, Verts, GUE et EFDD et soutenue par l'ENF. Ils basent leur objection sur le fait que la Commission européenne aurait excédé ses pouvoirs en autorisant la mise sur le marché de produits contenant du maïs génétiquement modifié. Au contraire, la Commission a respecté la procédure en place en matière d'autorisation d'OGM via notamment une analyse de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) sur l'innocuité de la plante pour la santé humaine et animale, et pour l'environnement avant d'émettre une proposition d'autorisation. La mise sur le marché ou non relève d'ailleurs de la compétence des États Membres qui se sont exprimés au sein du Conseil (la France s'est abstenue). De plus je déplore le manque d'égard de la Commission, vis à vis du Parlement européen, qui a publié l'acte de mise sur le marché avant le vote de l'objection en session plénière.

Mark Demesmaeker (ECR), *schriftelijk*. – Deze resolutie tekent niet alleen protest aan tegen de toelating van een specifieke ggo op de Europese markt, maar vraagt eveneens om de invoering van een de facto moratorium op het goedkeuren van alle ggo's, totdat een nieuwe goedkeuringsprocedure wordt aangenomen.

De N-VA kan deze resolutie niet steunen om de volgende redenen:

De Europese goedkeuringsprocedure voor ggo's is bijzonder strikt en rigoreus. Een robuuste en onafhankelijke risico-beoordeling van het Europees Agentschap voor Voedselveiligheid EFSA speelt hierin een cruciale rol. De N-VA gelooft sterk in wetenschappelijk onderbouwd en "evidence-based" beleid. Voorliggende tekst goedkeuren staat hier haaks op en zou de geloofwaardigheid van EFSA ondermijnen.

Bovendien heeft de Europese Commissie haar mandaat bij deze uitvoerende handeling niet overschreden. De wetgeving is duidelijk: wanneer de lidstaten geen gekwalificeerde meerderheid bereiken (noch voor noch tegen de goedkeuring van een ggo), dan is de Europese Commissie gemachtigd ggo's goed te keuren op basis van een positief advies van EFSA.

Inzake glyfosaat wordt vastgesteld dat er geen wetenschappelijke consensus is. De discussie over deze controversiële stof moet verder en ten gronde worden gevoerd.

Gérard Deprez (ALDE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport parce que je suis opposé à la décision de la Commission européenne visant à autoriser l'importation du maïs OGM NK603 x T25 en Europe. Cet OGM, élaboré par la multinationale Monsanto et destiné au bétail, est tolérant au pesticide Round-up, un autre produit de Monsanto dont la substance active, le glyphosate, a été classé comme cancérigène probable par l'OMS. Dans ces conditions et en vertu du principe de précaution, il me paraît impensable d'autoriser la commercialisation du NK603. Je considère par ailleurs que les actuelles procédures d'autorisation d'OGM dans l'Union ne permettent pas d'avoir la certitude que l'OGM en question n'est pas dangereux pour la santé humaine. Les autorités européennes (EFSA) se basent principalement sur les études des industriels pour autoriser ou non les OGM. Cela donne parfois des résultats inquiétants. Les procédures européennes d'évaluation des OGM devraient être revues pour devenir totalement indépendantes de l'industrie.

Mireille D'Ornano (ENF), *par écrit*. – Ce rapport avait pour but d'introduire sur le marché un nouvel organisme génétiquement modifié. Alors que le président Jean-Claude Juncker avait promis qu'aucun OGM ne serait autorisé sans consensus, j'ai souhaité m'opposer à cette nouvelle introduction.

Tolérant au glyphosate et à ses dérivés, cet OGM va poser un véritable problème de santé alimentaire.

Refusant catégoriquement l'introduction d'OGM dans notre marché, j'ai voté contre ce rapport.

Ангел Джамбазки (ECR), *в писмена форма*. – Подкрепих предложението за резолюция, тъй като смятам, такива са моите политически убеждения и това съм поел като ангажимент към избирателите си, че европейските държави не следва да допускат до своите пазари храни и фуражи, съдържащи ГМО.

Ясно ми е, че МТК, в това число и Монсанто, оказват силен натиск да отворим широко вратите си за ГМО продукти. Но ние не бива да се поддаваме ни на йота под този натиск, защото няма гаранции за ефектите на тези ГМО храни и фуражи върху околната среда, здравето и живота на хората. Последните разследвания и изследвания в тази област ясно го доказват.

Разбирам, че самата процедура за допуск, която се извършва от Комисията, страда от редица слабости. Не можем да си играем на Господ с живота и здравето на хората. Не може заради нечии икономически интереси да отваряме кутията на Пандора. Поради това подкрепих резолюцията, с която се изисква спиране на изпълнението на вече взето решение за допуск и се настоява за спиране на всички производства по допуск до изменение на процедурата.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI), *γραπτός*. – Υπερψηφίζουμε διότι η Επιτροπή δρα ως προαγωγός και ταυτόχρονα ως υποχείριο των πολυεθνικών εταιρειών τροφίμων, ενώ κανείς δεν μπορεί να υπολογίσει πόσες είναι οι ζωές που χάθηκαν ή θα χαθούν εξαιτίας των ενεργειών της.

Norbert Erdős (PPE), *írásban*. – Az uniós GMO engedélyezési rendszer az elővigyázatosság elvére épül. Ennek megfelelően a génmódosított termékek biztonságosságáról az engedélyezés előtt kell meggyőződni.

Szakértők széles köre kifogásolta az NK 603xT25 kukorica egészségügyi biztonságosságával kapcsolatos vizsgálatok megfelelőségét. Az elvégzett kockázatértékelés kapcsán a következő hiányosságok tapasztalhatóak: az NK603xT25 kétszeresen módosított kukoricavonal biztonságosságát az egyszerű módosítások adatai alapján határozták meg. Agronómiai és fenotipikus karakterisztikát vizsgálva ez a génmódosított kukorica azonban különbözött a hagyományos párjától.

Érthetetlen módon, az EFSA a szignifikáns különbségek egyikét sem ítélte olyan fokúnak, hogy további vizsgálatok szükségességét írja elő. Ezt, illetve a mag- és takarmány összetételében talált különbség figyelmen kívül hagyását is megerősítette az EFSA GMO Panelja. Kifogásolandó az is, hogy hosszabb távú állatetelési kísérleteket kellett volna végezni annak érdekében, hogy megállapítást nyerjen, ez a termék valóban nem jelent kockázatot az emberi vagy állati egészségre.

A szóban forgó GM-kukorica mindemellett ellenálló a glyphosate hatóanyagú herbicidekkel szemben. Termesztése során tehát ezen növényvédő szerek fokozott használata következhet be, amely később a termés szermaradék szintjét is növeli. Itt fontos azt is megjegyezni, hogy a glyphosate gyomirtószert 2015-ben a WHO a „valószínűsíthetően humán karcinogén” csoportba sorolta.

Mindezekre tekintettel támogattam szavazatommal az NK 603xT25 génmódosított kukorica engedélyezése elleni parlamenti kifogást.

Edouard Ferrand (ENF), *par écrit*. – J'ai voté pour ce rapport, parce ce que je m'oppose au maïs transgénique.

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Esta objeção visa rejeitar qualquer autorização para colocação no mercado, quer para comércio quer para alimentação animal, de organismos geneticamente modificados (OGM), já que os procedimentos estão a ser revistos e há uma clara insuficiência e desadequação da legislação atual da UE.

No caso vertente rejeita-se a autorização da utilização do milho geneticamente modificado NK603xT25, que é resistente ao Glifosato, solicitada pela multinacional Monsanto. Este herbicida (juntamente com um outro, o gulosina-to de amónio), foi classificado como provavelmente cancerígeno para os seres humanos pela agência para o cancro da Organização Mundial de Saúde.

Apesar disso, a Autoridade Europeia para a Segurança dos Alimentos declarou que era improvável que o herbicida representasse um perigo. Sintomático da falta de credibilidade desta entidade, cujas promíscuas ligações à indústria têm sido assinaladas por diversas vezes.

Desde que o processo de autorização de OGM atual entrou em vigor, as decisões de autorização foram adotadas pela Comissão Europeia sem o apoio de uma maioria qualificada de Estados-Membros. Pede-se à Comissão Europeia que apresente, como foi já prometido pelo seu presidente mas ainda não cumprido, uma nova proposta legislativa que altere o atual quadro legislativo relativo aos OGM, que se considera não acautelar devidamente as preocupações associadas à segurança alimentar, saúde pública e ambiente.

Votámos favoravelmente.

Luke Ming Flanagan (GUE/NGL), *in writing*. – I voted in favour of the resolution as it aims to prevent the proliferation of GM food.

Lorenzo Fontana (ENF), *per iscritto*. – Voto favorevole all'obiezione contro l'autorizzazione di questo mais OGM della Monsanto. La Commissione europea si dimostra quotidianamente distante dai popoli e dai lavoratori europei mettendo a rischio anche la salute oltre che l'economia, la storia e le tradizioni e nel contempo però è sempre a favore delle grandi multinazionali.

Λάμπρος Φουντούλης (NI), *γραπτώς*. – Υπερψηφίζω την ένσταση σύμφωνα με το άρθρο 106 σχετικά με την έγκριση του γενετικώς τροποποιημένου αραβόσιτου NK603xT25, διότι η Επιτροπή δρα ως προαγωγός και ταυτόχρονα ως υποχέιριτο των πολυεθνικών εταιρειών τροφίμων, ενώ κανείς δεν μπορεί να υπολογίσει πόσες είναι οι ζωές που χάθηκαν ή θα χαθούν εξαιτίας των ενεργειών της.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D), *in writing*. – Considering the fact that there are still doubts on the effects of products containing genetically modified organisms, I believe that any implementing decision authorising the placing on the market of products containing genetically modified organisms should be suspended until a new regulation is adopted.

GMO trade crosses borders, which means that a national 'sales and use' ban proposed by the Commission could be impossible to enforce without reintroducing border checks on imports.

In order to ensure a high level of protection of human life and health, animal health and welfare, environment and consumer interests in relation to genetically modified food and feed, whilst ensuring the effective functioning of the internal market, I support the objection to the implementing act of the Commission.

Kinga Gál (PPE), írásban. – Az uniós GMO-engedélyezési rendszer az elővigyázatosság elvére épül. Ennek megfelelően a génmódosított termékek biztonságosságáról az engedélyezés előtt kell meggyőződni. Szakértők széles köre kifogásolta az NK 603 x T25 kukorica egészségügyi biztonságosságával kapcsolatos vizsgálatok megfelelőségét. Az elvégzett kockázateértékelés kapcsán a következő hiányosságok tapasztalhatóak: az NK603xT25 kétszeresen módosított kukoricavonal biztonságosságát az egyszeres módosítások adatai alapján határozták meg. Agronómiai és fenotipikus karakterisztikát vizsgálva ez a génmódosított kukorica azonban különbözött a hagyományos párjától. Érthetetlen módon, az EFSA a szignifikáns különbségek egyikét sem ítélte olyan fokúnak, hogy további vizsgálatok szükségességét írja elő. Ezt, illetve a mag- és takarmány összetételében talált különbség figyelmen kívül hagyását is megerősítette az EFSA GMO Panelja.

Kifogásolandó az is, hogy hosszabb távú állatetetés kísérleteket kellett volna végezni annak érdekében, hogy megállapítást nyerjen, ez a termék valóban nem jelent kockázatot az emberi vagy állati egészségre. A szóban forgó GM kukorica mindemellett ellenáll a glifozát hatóanyagú herbicidekkel szemben. Termesztése során tehát ezen növényvédő szerek fokozott használata következhet be, amely később a termés szermaradékszintjét is növeli. Itt fontos azt is megjegyezni, hogy a glifozát gyomirtószert 2015-ben a WHO a „valószínűsíthetően humán karcinogén” csoportba sorolta. Mindezekre tekintettel támogattam szavazatommal az NK 603 x T25 génmódosított kukorica engedélyezése elleni parlamenti kifogást.

Francesc Gambús (PPE), por escrito. – He votado en contra de la objeción considerando que es necesaria la aprobación de un nuevo Reglamento sobre la base del Tratado de Funcionamiento de la Unión Europea. Debemos garantizar un elevado nivel de protección de la vida y la salud humanas, de la salud y el bienestar de los animales, del medio ambiente y de los intereses de los consumidores en relación con los alimentos y piensos modificados genéticamente.

Enrico Gasbarra (S&D), per iscritto. – Ritengo molto importante la proposta dei colleghi della commissione ambiente di abrogare la decisione di esecuzione in merito all'immissione sul mercato di sei tipologie di mais geneticamente modificato. Lo scrutinio del Parlamento è decisivo, in questi casi di controllo procedurale e di merito rispetto agli atti esecutivi della Commissione, e giustamente si sottolinea come qualsiasi decisione di esecuzione che autorizzi l'immissione sul mercato di prodotti contenenti, costituiti od ottenuti a partire da organismi geneticamente modificati dovrebbe essere sospesa finché non sarà adottato un nuovo regolamento sul delicato tema degli OGM, che solo un mese fa quest'Aula ha respinto.

Arne Gericke (ECR), schriftlich. – Ich habe heute für die Ablehnung gemäß Artikel 106 GO: Zulassung der genetisch veränderten Maissorte NK603xT25 gestimmt, da ich den Anbau gentechnisch veränderter Organismen und eine überbordende Marktmacht einzelner Konzerne für politisch wie moralisch untragbar halte.

Neena Gill (S&D), in writing. – I supported the Objection pursuant to Rule 106 concerning the authorisation of genetically modified maize given the Commission should establish a new legislative initiative on the authorisation of GMOs.

Sylvie Goddyn (ENF), par écrit. – J'ai soutenu l'objection contre l'autorisation de mise sur le marché du maïs OGM NK603xT25 de la société Monsanto.

J'avais d'ailleurs moi-même déposé une objection contre ce nouvel OGM en commission environnement, santé publique et sécurité alimentaire. En effet, ces OGM augmentent l'utilisation de l'herbicide glyphosate (lui aussi de Monsanto), produit cancérigène selon l'OMS. En outre, ces organismes génétiquement modifiés retirent toute souveraineté alimentaire aux pays producteurs et toute liberté de choix aux agriculteurs qui les exploitent. De plus, l'évaluation de l'EFSA a conclu à un avis favorable faisant fi des remarques des agences nationales. Ajoutons enfin que le glyphosate a été breveté comme antibiotique. À l'heure où les résistances aux antibiotiques sont une grave menace sanitaire à l'échelle mondiale, exposer la faune, la flore et la chaîne alimentaire à un antibiotique de façon incontrôlée est irresponsable.

Cette objection avait donc toute légitimité et permettait au Parlement de signaler son opposition à la Commission. Cette dernière a pourtant jugé bon de délivrer l'autorisation définitive de cet OGM pendant la procédure d'étude de l'objection, montrant son dédain pour la démocratie et les élus.

Bruno Gollnisch (NI), *par écrit*. – Ce n'est décidément pas le jour de la Commission: le Parlement va à nouveau s'opposer à un de ses actes d'exécution, sans que cela soit d'ailleurs contraignant pour elle. L'acte qui nous occupe maintenant vise à autoriser la mise sur le marché d'un maïs génétiquement modifié. Au mépris du plus élémentaire principe de précaution et surtout au mépris des positions très claires que ce Parlement a prises il y a quelques mois sur les OGM. Mais comment s'en étonner: autiste face à la volonté des peuples, comment la Commission pourrait-elle ne pas l'être à l'opposition de ses représentants ?

J'ai voté en faveur de ce texte.

Je tiens cependant à dénoncer l'attitude stupide, excusez-moi du terme, qui a conduit nos collègues à refuser de prendre en compte la proposition d'opposition du groupe ENL en commission de l'environnement, et ses amendements en plénière. Pour des motifs purement politiques et partisans, et alors même que, poursuivant les mêmes buts, ces propositions n'auraient fait que renforcer le texte.

Si un groupe que vous n'aimez pas déposait une résolution affirmant que le ciel est bleu quand il fait beau, voteriez-vous aussi contre ?

Tania González Peñas (GUE/NGL), *por escrito*. – Hemos votado A FAVOR considerando que el maíz NK603 x T25 tolera diferentes tipos de herbicidas, incluido el glifosato, y este último fue clasificado como posible carcinógeno para humanos por la Agencia Internacional de Investigación en Cáncer el 15 de marzo de este mismo año. Reclamamos que el borrador del acto implementado no es compatible con el Reglamento (CE) n.º 1829/2003 sobre alimentos y piensos transgénicos, ni con el Reglamento (CE) n.º 396/2005 de residuos de plaguicidas en alimentos y piensos, dado que no asegura un nivel de protección alto para la vida y la salud humana, ni para el bienestar animal, medioambiental y los intereses de los consumidores en relación con los alimentos y los piensos modificados genéticamente.

Theresa Griffin (S&D), *in writing*. – I voted in favour of this motion because I agree that the current approval system for GM food and feed is not functioning as well as it could be. I also voted in favour of Amendment 6 because the Commission's decision to authorise genetically-modified maize breaches Article 13(2) of the Treaty, similarly Amendment 1 also points out that authorisation of GM maize disrespects the principle of sincere cooperation.

Nathan Gill (EFDD), *in writing*. – We abstained because the objection, whilst criticising Commission behaviour, recognises and enshrines their power on a topic which should be a choice of Member States.

Do we really need the EU telling us what we can and cannot do in every aspect of our lives? At what point are we going to say, enough is enough?

Roll on the Brexit.

Antanas Guoga (ALDE), *in writing*. – The GM maize NK603 × T25 is a crop made tolerant to both glyphosate and glufosinate-ammonium-based herbicides. It was produced through the crossing of two previously authorised GM maize varieties and developed by Monsanto Europe S.A. The Commission's draft implementing act approves the placing on the market of food, food ingredients and feed containing, consisting of, or produced from this maize while the cultivation remains prohibited in the EU. That is why I have voted against.

Sergio Gutiérrez Prieto (S&D), *por escrito*. – He votado en contra de esta Resolución porque la Comisión Europea, cuando adoptó la Decisión de Ejecución (UE) 2015/2279 el pasado 4 de diciembre, actuó conforme a Derecho, es decir, según lo establecido en el Reglamento (CE) n.º 1829/2003 sobre alimentos y piensos modificados genéticamente. Mientras no se apruebe una nueva norma que derogue dicho Reglamento, entiendo que no es reprochable que las Instituciones apliquen la legislación en vigor.

Si bien es cierto que estamos a la espera de una propuesta legislativa que modifique el Reglamento de 2003 y mejore el actual procedimiento de autorización y comercialización, procede recordar que, el pasado 28 de octubre de 2015, el Parlamento Europeo rechazó la propuesta legislativa de la Comisión porque, entre otras cosas, suponía un ataque directo al correcto funcionamiento del mercado interior. Junto a ese rechazo, el Parlamento solicitó de la Comisión la presentación de una nueva propuesta. Ahora nos encontramos a la espera de poder examinar una nueva propuesta legislativa. Mientras llega y se tramita, tendremos que remitirnos al Reglamento (CE) n.º 1829/2003.

András Gyürk (PPE), *írásban*. – Az uniós GMO-engedélyezési rendszer az elővigyázatosság elvére épül. Ennek megfelelően a génmódosított termékek biztonságosságáról az engedélyezés előtt kell meggyőződni. Szakértők széles köre kifogásolta az NK 603 x T25 kukorica egészségügyi biztonságosságával kapcsolatos vizsgálatok megfelelőségét. Az elvégzett kockázatértékelés kapcsán a következő hiányosságok tapasztalhatóak: az NK603xT25 kétszeresen módosított kukoricavonal biztonságosságát az egyszeres módosítások adatai alapján határozták meg. Agronómiai és fenotipikus karakterisztikát vizsgálva ez a génmódosított kukorica azonban különbözött hagyományos párjától. Érthetetlen módon, az EFSA a szignifikáns különbségek egyikét sem ítélte olyan fokúnak, hogy további vizsgálatok szükségességét írja elő. Ezt, illetve a mag- és takarmány összetételében talált különbség figyelmen kívül hagyását is megerősítette az EFSA GMO Panelja.

Kifogásolandó továbbá az is, hogy hosszabb távú állatetési kísérleteket kellett volna végezni annak érdekében, hogy megállapítást nyerjen, ez a termék valóban nem jelent kockázatot az emberi vagy állati egészségre nézve. A szóban forgó GM kukorica mindemelllett ellenálló a glifozát hatóanyagú herbicidekkel szemben. Termesztése során tehát ezen növényvédő szerek fokozott használata következhet be, amely később a termés szermaradékszintjét is növeli. Itt fontos azt is megjegyezni, hogy a glifozát gyomirtószert 2015-ben a WHO a „valószínűsíthetően humán karcinogén” csoportba sorolta. Mindezekre tekintettel támogattam szavazatommal az NK 603 x T25 génmódosított kukorica engedélyezése elleni parlamenti kifogást.

Brian Hayes (PPE), *in writing*. – I voted against this report as genetically modified maize is harmful for both animal and human health. In order to provide the basis for ensuring a high level of protection of human life and health, animal health and welfare, environment and consumer interests in relation to genetically modified food and feed, whilst ensuring the effective functioning of the internal market, I have chosen to vote against this report.

Ian Hudghton (Verts/ALE), *in writing*. – Today's vote sends a clear message to the Commission, with this House standing against GM import authorisations. It is now incumbent upon the Commission to revisit their plans in this area.

György Hölvényi (PPE), *írásban*. – Az uniós GMO-engedélyezési rendszer az elővigyázatosság elvére épül. Ennek megfelelően a génmódosított termékek biztonságosságáról az engedélyezés előtt kell meggyőződni. Szakértők széles köre kifogásolta az NK 603 x T25 kukorica egészségügyi biztonságosságával kapcsolatos vizsgálatok megfelelőségét. Az elvégzett kockázatértékelés kapcsán a következő hiányosságok tapasztalhatóak: az NK603xT25 kétszeresen módosított kukoricavonal biztonságosságát az egyszeres módosítások adatai alapján határozták meg. Agronómiai és fenotipikus karakterisztikát vizsgálva ez a génmódosított kukorica azonban különbözött a hagyományos párjától. Érthetetlen módon, az EFSA a szignifikáns különbségek egyikét sem ítélte olyan fokúnak, hogy további vizsgálatok szükségességét írja elő. Ezt, illetve a mag és takarmány összetételében talált különbség figyelmen kívül hagyását is megerősítette az EFSA GMO Panelja.

Kifogásolandó az is, hogy hosszabb távú állatetési kísérleteket kellett volna végezni annak érdekében, hogy megállapítást nyerjen, ez a termék valóban nem jelent kockázatot az emberi vagy állati egészségre. A szóban forgó GM kukorica mindemelllett ellenálló a glifozát hatóanyagú herbicidekkel szemben. Termesztése során tehát ezen növényvédő szerek fokozott használata következhet be, amely később a termés szermaradékszintjét is növeli. Itt fontos azt is megjegyezni, hogy a glifozát gyomirtószert 2015-ben a WHO a „valószínűsíthetően humán karcinogén” csoportba sorolta. Mindezekre tekintettel támogattam szavazatommal az NK 603 x T25 génmódosított kukorica engedélyezése elleni parlamenti kifogást.

Cătălin Sorin Ivan (S&D), *in writing*. – I have voted in favour of this motion for a resolution concerning the authorisation of placing on the market products containing or derived from GMO maize.

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan.* – Glasao sam PROTIV prijedloga rezolucije Europskog parlamenta o provedbenoj odluci Komisije o odobravanju stavljanja na tržište proizvoda koji sadržavaju genetski modificirani kukuruz, sastoje se ili su proizvedeni od njega na temelju Uredbe (EZ) br. 1829/2003, jer smatram da treba uvažiti analizu Europske agencije za sigurnost hrane iz koje proizlazi da je takva vrsta kukuruza u istoj mjeri sigurna kao vrste koje nisu genetski modificirane kada je u pitanju ljudsko zdravlje, zdravlje životinja i okoliš.

Međutim, držim da takve vrste proizvoda trebaju biti posebno označene kako bi bilo nedvojbeno jasno da se radi o genetski modificiranom proizvodu. Povrh toga, važno je napomenuti da je uzgoj genetski modificiranog kukuruza zabranjen. Takvo što istovremeno predstavlja i stav ALDE grupe.

Diane James (EFDD), *in writing.* – I abstained because the objection, whilst criticising Commission behaviour, recognises and enshrines their power on a topic which should be a choice of Member States.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit.* – J'ai voté contre le rapport de mes collègues Bart Staes, Guillaume Balas, Lynn Boylan et Eleonora Evi sur l'objection conformément à l'article 106 au sujet de l'autorisation du maïs génétiquement modifié NK603xT25. En effet certains groupes politiques emmenés par les Verts accusent la Commission de ne pas avoir respecté la procédure d'autorisation pour les organismes génétiquement modifiés. L'Autorité européenne de sécurité des aliments a pourtant conduit une étude qui a conclu à l'innocuité de ce maïs pour les humains, les animaux et l'environnement. Surtout, l'autorisation de mise sur le marché relève actuellement des États membres.

Cette résolution a été adoptée, ce que je regrette.

Philippe Juvin (PPE), *par écrit.* – J'ai voté contre cette résolution qui visait à signaler, symboliquement car n'ayant pas de force juridique, que la Commission avait excédé ses pouvoirs en autorisant la mise sur le marché du maïs génétiquement modifié NK603xT25. Or la Commission n'excède nullement son pouvoir, le Conseil ayant autorisé cette mise sur le marché après des analyses de l'Autorité européenne de sécurité des aliments. De plus, ce sont les États membres qui autoriseront ou non, par la suite, l'introduction de cet OGM sur leurs territoires. Il n'y avait donc pas lieu de faire une telle résolution.

Barbara Kappel (ENF), *schriftlich.* – Monsanto Europe verlangt das Inverkehrbringen von Lebensmitteln und Futtermitteln, die eine gentechnisch veränderte Maissorte beinhalten. Die Durchführungsmaßnahme der Kommission geht – wie der Berichterstatter meint – weit über die Befugnisse der Kommission hinaus. Eine solche Zulassung einer Behörde zu erlauben ist in keiner Weise gerechtfertigt, und das Parlament muss stärker eingebunden werden. Daher stimme ich gegen diesen Bericht.

Krišjānis Kariņš (PPE), *rakstiski.* – Eiropas Parlamenta plenārsesijā Strasbūrā es balsoju par Eiropas Parlamenta rezolūciju, kas aicina atsaukt Komisijas 2015. gada 4. decembra Īstenošanas lēmumu (ES) 2015/2279, ar ko atbilstīgi Eiropas Parlamenta un Padomes Regulai (EK) Nr. 1829/2003 atļautu laist tirgū produktus, kas satur ģenētiski modificētu kukurūzu, sastāv vai ir ražoti no tās. Eiropas Komisijai ir jānāk klajā ar labāku priekšlikumu atļauju izsniegšanas procedūrām. Uzskatu, ka ir daudz bažu un neskaidrību attiecībā uz ģenētiski modificētiem produktiem. Joprojām nav pilnībā skaidra un izpētīta šo produktu ietekme uz cilvēka veselību un apkārtni vidi.

Ádám Kósa (PPE), *írásban.* – Az uniós GMO engedélyezési rendszer az elővigyázatosság elvére épül. Ennek megfelelően a génmódosított termékek biztonságosságáról az engedélyezés előtt kell meggyőződni. Szakértők széles köre kifogásolta az NK 603xT25 kukorica egészségügyi biztonságosságával kapcsolatos vizsgálatok megfelelőségét.

Az elvégzett kockázatértékelés kapcsán a következő hiányosságok tapasztalhatóak: az NK603xT25 kétszeresen módosított kukoricavonal biztonságosságát az egyszeres módosítások adatai alapján határozták meg. Agronómiai és fenotipikus karakterisztikát vizsgálva ez a génmódosított kukorica azonban különbözött a hagyományos párjától.

Érthetetlen módon, az EFSA a szignifikáns különbségek egyikét sem ítélte olyan fokúnak, hogy további vizsgálatok szükségességét írja elő. Ezt, illetve a mag- és takarmány összetételében talált különbség figyelmen kívül hagyását is megerősítette az EFSA GMO Panelja. Kifogásolandó az is, hogy hosszabb távú állatetési kísérleteket kellett volna végezni annak érdekében, hogy megállapítást nyerjen, ez a termék valóban nem jelent kockázatot az emberi vagy állati egészségre.

A szóban forgó GM-kukorica mindemellett ellenálló a glyphosate hatóanyagú herbicidekkel szemben. Termesztése során tehát ezen növényvédő szerek fokozott használata következhet be, amely később a termés szermaradék szintjét is növeli. Itt fontos azt is megjegyezni, hogy a glyphosate gyomirtószer 2015-ben a WHO a „valószínűsíthetően humán karcinogén” csoportba sorolta. Mindezekre tekintettel támogattam szavazatommal az NK 603xT25 génmódosított kukorica engedélyezése elleni parlamenti kifogást.

Elisabeth Köstinger (PPE), *schriftlich*. – Ich habe für den Einspruch gegen die Zulassung der Maissorte NK603xT25 gestimmt:

Das Verbot des Anbaus von GVO-Pflanzen in Österreich gewährleistet den notwendigen Schutz im Sinne der Bürgerinnen und Bürger, die gentechnisch veränderte Organismen mehrheitlich ablehnen.

Der Einspruch ist ein wichtiges Signal für eine GVO-freie europäische Union.

Im Sinne des Subsidiaritätsprinzips und des nationalen Selbstbestimmungsrechts spreche ich mich klar für die Freiheit von gentechnisch veränderten Organismen auf österreichischem Boden aus.

Das Schutzniveau in Österreich muss hoch bleiben, um die Interessen der Konsumenten im Bereich der Lebensmittelsicherheit zu wahren.

Marine Le Pen (ENF), *par écrit*. – L'objection est portée par une coalition Verts/S&D/EFDD/GUE. Une objection identique a été présentée par Sylvie Goddyn.

Considérant que les évaluations de l'EFSA sont insatisfaisantes et surtout que le président Juncker avait promis «pas de nouvel OGM sans consensus», les élus de la commission ENVI veulent signaler leur opposition. Mais la validation en plénière de cette objection ne sera pas contraignante pour la Commission.

Nous avons voté pour cette objection.

Gilles Lebreton (ENF), *par écrit*. – J'ai voté pour cette résolution car elle a le mérite de rappeler à l'ordre la Commission, qui est beaucoup trop favorable aux OGM et ne tient pas assez compte des mises en garde du Parlement européen.

Javi López (S&D), *por escrito*. – Voté a favor de la Resolución ya que esta objeta que el acto de ejecución de la Comisión al que se refiere no vincula jurídicamente a la Comisión, y pide que se abstenga de autorizar la importación de ningún OGM hasta que se presente un nuevo reglamento, tal y como ha solicitado el Parlamento en otras ocasiones.

Νότης Μαρτιάς (ECR), *γραφικώς*. – Ψηφίζω υπέρ της πρότασης ψηφίσματος σχετικά με την εκτελεστική απόφαση (ΕΕ) 2015/2279 της Επιτροπής, της 4ης Δεκεμβρίου 2015, για την έγκριση της διάθεσης στην αγορά προϊόντων που περιέχουν, αποτελούνται ή παράγονται από γενετικώς τροποποιημένο αραβόσιτο NK603 T25, σύμφωνα με τον κανονισμό (ΕΚ) αριθ. 1829/2003 του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου και του Συμβουλίου, διότι είναι πλήρης και τεκμηριωμένη, καθώς και για τους λόγους που ανέφερα αναλυτικά στην ομιλία μου στις 14/12/2015 στην Ολομέλεια του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου.

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted to tell the EU Commission to withdraw its authorisation of the use of glyphosate-tolerant GM maize NK603xT25 in food and feed. Glyphosate, a herbicide, is classified as 'probably carcinogenic' by the WHO. I urge the Commission to suspend any authorisations for GM food and feed as long as the authorisation procedure, currently under review, has not been improved.

Dominique Martin (ENF), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de cette objection. Nous nous opposons fermement à l'utilisation de cet OGM qui est une menace pour la santé publique et la souveraineté alimentaire des États.

Il s'agit, en plus, d'une question de principe: le président de la Commission, Monsieur Juncker, avait promis «pas de nouvel OGM sans consensus». Le voir revenir sur sa parole n'étonnera personne, mais nous ne pouvons tolérer que le président de la Commission se permette de mentir aux citoyens et s'en sorte sans heurt.

Κώστας Μαυρίδης (S&D), *γραφτώως*. – Επιθυμώ να ψηφίσω υπέρ του ψηφίσματος που αφορά την αναστολή και κατάργηση της εκτελεστικής απόφασης 2015/2279 της Επιτροπής, για την έγκριση της διάθεσης στην αγορά προϊόντων που περιέχουν, αποτελούνται ή παράγονται από γενετικά τροποποιημένο αραβόσιτο NK603 × T25 (MON-ØØ6Ø3-6 × ACS-ZMØØ3-2), διότι θεωρώ ότι η συγκεκριμένη απόφαση αντίκειται στις αρμοδιότητες που παρέχει ο κανονισμός (ΕΚ) αριθ. 1829/2003 στην Επιτροπή.

Τα συγκεκριμένα προϊόντα περιέχουν ουσίες (πρωτεΐνη CP 4 EPSPS και πρωτεΐνη PAT) που θεωρούνται από εξειδικευμένα κέντρα έρευνας για τον καρκίνο ως πιθανώς καρκινογόνες για τον άνθρωπο, με αποτέλεσμα η έγκριση για διάθεση τους στην αγορά να αντιβαίνει στο κοινοτικό δίκαιο και συγκριμένα στον ίδιο τον κανονισμό (ΕΚ) αριθ. 1829/2003, ο οποίος αναφέρει ότι, σύμφωνα και με τον κανονισμό (ΕΚ) αριθ. 178/2002, στόχος του συστήματος έγκρισης γενετικά τροποποιημένων τροφίμων και ζωοτροφών είναι η «εξασφάλιση υψηλού επιπέδου προστασίας της ζωής και της υγείας του ανθρώπου, της υγείας και της καλής διαβίωσης των ζώων, του περιβάλλοντος και των συμφερόντων των καταναλωτών».

Georg Mayer (ENF), *schriftlich*. – Obwohl 19 Mitgliedstaaten auf ihrem Staatsgebiet den Anbau von genetisch veränderten Mais verboten haben, prescht die Kommission mit einem weiteren Versuch der Zulassung vor. Dies entspricht nicht dem Willen der europäischen Mitgliedstaaten, und die Kommission überschreitet damit zudem ihre Durchführungsbefugnisse.

Mairead McGuinness (PPE), *in writing*. – I rejected this objection as I support the EFSA and the Commission scientific GMO authorisation procedure.

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – En 2010 Monsanto a soumis aux Pays-Bas une demande de mise sur le marché de denrées alimentaires contenant du maïs génétiquement modifié NK603 x T25. L'agence européenne de sécurité alimentaire (EFSA) a émis un avis favorable en 2015. On connaît aujourd'hui son incompétence en matière d'OGM.

En conséquence la Commission prévoit d'autoriser l'utilisation de ce maïs pour alimentation humaine et animale pendant 10 ans. À noter que ce maïs est résistant aux herbicides contenant du glyphosate. Or, le Centre international de recherche sur le cancer, qui est l'agence spécialisée dans l'étude du cancer de l'Organisation mondiale de la santé, a classé, le 20 mars 2015, le glyphosate comme un cancérigène probable pour l'espèce humaine.

La résolution dénonce cette décision abjecte qui encourage l'épidémie de cancer en Europe et demande à la Commission d'abroger sa décision d'exécution. Je vote pour.

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Mantenho algumas reservas relativamente ao texto apresentado na presente resolução, nomeadamente no que respeita à avaliação científica dos riscos e dos impactos possíveis para o ser humano.

Considero que deve ser feito um debate mais aprofundado da matéria em causa, que merece algumas cautelas, razão pela qual decidi votar contra a proposta de resolução que autoriza a colocação no mercado de produtos que contenham, sejam constituídos por, ou produzidos a partir de milho geneticamente modificado NK603 x T25.

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. – I chose to support this objection to the authorisation of genetically modified maize NK603xT25 as the substance was classified as a probable carcinogen by the WHO. I also supported this objection as every authorisation decision taken by the Commission concerning genetically modified organisms was done so without the necessary support of Member States.

Marlene Mizzi (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the Motion for a Resolution objecting to the draft Commission Implementing Decision authorising the placing on the market of genetically modified maize NK 603 x T25 pursuant to Regulation (EC) No 1829/2003, since it seems that the genetically modified organism in question, maize NK 603 x T25 contains stacked genes. In the case of stacked (multiple) genes there is still some debate on possible synergistic effects even if the individual genes have already been authorised singly, therefore I could not support the Commission proposal.

Csaba Molnár (S&D), *írásban*. – A Monsanto Europe S.A. 2010. május 17-én kérelmet nyújtott be Hollandia illetékes hatóságához az NK603 × T25 kukoricát tartalmazó, abból álló vagy abból előállított élelmiszerek, élelmiszer-összetevők és takarmányok forgalomba hozatalára vonatkozóan. A Bizottság 2015. december 4-én az (EU) 2015/2279 bizottsági végrehajtási határozattal az engedélyt megadta, holott ez a kukorica a kérelemben leírtaknak megfelelően CP4EPSPS proteint tartalmaz, amely ellenállást biztosít a glifozát tartalmú gyomirtókkal szemben, illetve PAT proteint tartalmaz, amely ellenállást biztosít a glufozinát-ammónium tartalmú gyomirtókkal szemben. A Nemzetközi Rákkutatási Ügynökség viszont 2015. március 20-án a glifozátot az „emberre valószínűleg rákkeltő hatású” anyagként sorolta be.

A Környezetvédelmi Bizottság jelentésében azt javasolja a Parlamentnek, hogy mondja ki: a GMO-t tartalmazó termékek forgalomba hozatalát engedélyező, a jelenlegi, rosszul működő 1829/2003/EK rendelettel összhangban elfogadott összes végrehajtási határozatot fel kell függeszteni mindaddig, amíg az EUMSZ alapján új rendelet nem kerül elfogadásra. Ezzel egyidejűleg kérje föl a Bizottságot, hogy nyújtson be új jogalkotási javaslatot az 1829/2003/EK rendelet módosítására, figyelembe véve azokat a gyakran hangoztatott tagállami aggályokat, amelyek nem csupán a GMO-k által az egészségre vagy a környezetre jelentett veszélyekkel kapcsolatosak. Az állásfoglalást megszavaztam.

Cláudia Monteiro de Aguiar (PPE), *por escrito*. – Defendo a redução das divergências do sistema de marcas na Europa e que o sistema de marcas da União Europeia e os sistemas nacionais de marcas coexistam numa relação complementar.

Entendo ser essencial garantir que as marcas registadas gozem de proteção idêntica de acordo com os sistemas jurídicos de todos os Estados-Membros. Em harmonia com a ampla proteção conferida às marcas da UE que gozam de prestígio na União, deverá também ser concedida uma ampla proteção a nível nacional a todas as marcas que gozem de prestígio no Estado-Membro em causa.

Sublinho que será necessário modernizar os sistemas de marcas na União, de modo a fazer face às exigências acrescidas dos interessados em matéria de sistemas de registo de marcas mais rápidos, de melhor qualidade e mais racionais.

Tornando os sistemas de marcas mais eficientes, estaremos a reduzir custos, burocracia e complexidade para as empresas, o que poderá significar um acréscimo de inovação e crescimento económico.

Sophie Montel (ENF), *par écrit*. – Considérant que les évaluations de l'EFSA sont insatisfaisantes et surtout que le Président Juncker avait promis «pas de nouvel OGM sans consensus», les élus de la commission ENVI veulent signaler leur opposition, qui est légitime.

En effet, tolérant au glyphosate et à ses dérivés, l'OGM en question est une menace pour la santé publique et la souveraineté alimentaire des Européens et des pays qui vont le cultiver.

J'ai voté en faveur de cette objection.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. – J'ai voté contre cette objection relative à l'autorisation du maïs génétiquement modifié déposée par les Groupes S&D, Verts, GUE et EFDD et soutenue par l'ENF.

Selon ce texte, la Commission européenne aurait excédé ses pouvoirs en autorisant la mise sur le marché de produits contenant du maïs génétiquement modifié. Or, la Commission a respecté la procédure en matière d'autorisation de ces produits en se basant notamment sur une analyse de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (AESA) qui a établi l'innocuité de cette plante pour la santé humaine et animale, ainsi que pour l'environnement.

La proposition d'autorisation de la Commission a été transmise au Conseil qui ne l'a pas rejetée, la France s'étant abstenue. Actuellement, les autorisations de mise sur le marché pour les produits OGM relèvent des décisions des États membres.

József Nagy (PPE), *írásban*. – A genetikailag módosított növények, ill. az ezekből készült élelmiszerek szabályozása egy nagyon összetett kérdés. A témában ez idáig is azt az álláspontot képviseltem, hogy szem előtt kell tartanunk a hosszú távú élelmiszerellátás biztonsága és az EU stratégiai céljai mellett a lakosság és a hazai termelők véleményét is a génmódosított élelmiszerekkel kapcsolatban. Mert nagyon fontos tény, hogy az Unió polgárainak 60%-a és a tagállamok többsége továbbra is ellenzi a génmódosított termékeket. Az Európai Bizottság a döntésünk értelmében kell, hogy eljárjon az engedélyezési folyamatban.

Victor Negrescu (S&D), *in writing*. – I have voted for this report that underlines the importance of risk evaluation to human health and biodiversity, prior to the authorisation of genetically modified organisms (GMOs) such as maize.

Franz Obermayr (ENF), *schriftlich*. – Ich hätte dem Antrag zur Ablehnung der Zulassung dieses genetisch veränderten Maissorte unbedingt zugestimmt. Jede gegenteilige Abstimmung wäre mit meinem demokratischen Mandat unvereinbar.

Margot Parker (EFDD), *in writing*. – We abstained because the objection, whilst criticising Commission behaviour, recognises and enshrines their power on a topic which should be a choice of Member States.

Marijana Petir (PPE), *napisan*. – Podržavam zahtjev Parlamenta kojim traži od Komisije da povuče svoju Provedbenu odluku (EU) 2015/2279. Genetski modificirani kukuruz MON-ØØ6Ø3-6 × ACS-ZMØØ3-2 eksplicira protein CP4 EPSPS koji uzrokuje toleranciju na herbicid glifosat, i protein PAT koji uzrokuje toleranciju na herbicide koji sadržavaju glufosinat-amonijak. Na taj način korištenje ovog GM kukuruza ostvaruje prednost nad drugim komercijalnim sortama ako se koristi u kombinaciji s herbicidom koji sadrži aktivnu tvar glufosinat-amonijak, ali u kombinaciji s herbicidom koji sadrži aktivnu tvar glifosat.

Glufosinat-amonijak je poznat po svojoj teratogenosti, a glifosat je Međunarodna agencija za istraživanje raka (specijalizirana agencija za rak Svjetske zdravstvene organizacije) 20. ožujka 2015. klasificirala kao vjerojatno kancerogen za ljude. Korištenje potencijalno karcinogene ili poznate teratogene tvari u okolišu smatram rizikom koji nije opravdan. Sadašnji sustav izdavanja odobrenja za genetski modificiranu hranu i hranu za životinje smatram nevjerođostojnim, jer još nije provedena najavljivana revizija toga postupka.

Jednako tako, smatram da je odbijanjem prijedloga izmjene Uredbe (EZ) br. 1829/2003 nastala situacija u kojoj se do usvajanja novoga prijedloga ne jamči pravo državama članicama da samostalno odlučuju o uporabi GMO hrane i hrane za životinje na svom teritoriju, što je u suprotnosti s načelom supsidijarnosti.

Florian Philippot (ENF), *par écrit*. – Considérant que les évaluations de l'EFSA sont insatisfaisantes et surtout que le Président Juncker avait promis «pas de nouvel OGM sans consensus», les élus de la commission ENVI veulent signaler leur opposition, qui est plus que légitime.

En effet, tolérant au glyphosate et à ses dérivés, l'OGM en question est une menace pour la santé publique et la souveraineté alimentaire des Européens et des pays qui vont le cultiver. J'ai voté en faveur de cette objection.

Tonino Picula (S&D), *napisan*. – Genetski modificirani kukuruz MON-ØØ6Ø3-6 × ACS-ZMØØ3-2 ispušta bjelančevinu CP4 EPSPS koja stvara otpornost na herbicid glifosat i bjelančevinu PAT koja stvara otpornost na herbicid amonijevog glufosina. Međunarodna agencija za istraživanje raka klasificirala je glifosat kao vjerojatno kancerogen za ljude. Uzimajući u obzir ove preporuke i vjerojatne posljedice konzumiranja ove vrste GM kukuruza, potpuno podržavam prigovor u skladu s člankom 106. Poslovnika na odobravanje njegove upotrebe.

Parlament je ranije ove godine već odbio zakonodavni prijedlog od 22. travnja 2015. o izmjeni Uredbe (EZ) br. 1829/2003(6) jer se, usprkos činjenici da se uzgoj nužno odvija na teritoriju jedne države članice, trgovina genetski modificiranim organizmima odvija izvan nacionalnih granica, što znači da bi nacionalna zabrana „prodaje i uporabe” koju je predložila Komisija mogla biti neprovediva bez ponovnog uvođenja graničnih kontrola pri uvozu.

Provedbena odluka Komisije nije u skladu s pravom Unije jer nije spojiva s ciljem Uredbe (EZ) br. 1829/2003 i Uredbe (EZ) No 396/2005(8) da se osigura osnova za pružanje visoke razine zaštite ljudskog života i zdravlja, zdravlja i dobrobiti životinja, okoliša i interesa potrošača u odnosu na genetski modificiranu hranu i hranu za životinje te pritom zajamčiti djelotvorno funkcioniranje unutarnjeg tržišta, zbog čega tražim njeno povlačenje.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), *per iscritto*. – Il 17 maggio 2010 la *Monsanto Europe S.A.* ha presentato all'autorità competente dei Paesi Bassi, a norma degli articoli 5 e 17 del regolamento (CE) n. 1829/2003, una domanda di immissione in commercio relativa ad alimenti, ingredienti alimentari e mangimi, costituiti od ottenuti a partire da granturco geneticamente modificato NK603 × T25. La decisione di esecuzione (UE) 2015/2279 della Commissione, del 4 dicembre 2015, autorizza l'immissione sul mercato di questi prodotti a norma del regolamento (CE) n. 1829/2003 del Parlamento europeo e del Consiglio. Ho votato a favore dell'obiezione perché ritengo che la decisione di esecuzione (UE) 2015/2279 della Commissione non sia conforme al diritto dell'Unione, non essendo compatibile con lo scopo del regolamento (CE) n. 1829/2003 e del regolamento (CE) n. 396/2005(8), che consiste, in base ai principi generali sanciti nel regolamento (CE) n. 178/2002, nel fornire la base per garantire un elevato livello di protezione della vita e della salute umana, del benessere degli animali, dell'ambiente e degli interessi dei consumatori in relazione agli alimenti e ai mangimi geneticamente modificati, assicurando nel contempo l'efficace funzionamento del mercato interno.

Jiří Pospíšil (PPE), *písemně*. – Vzhledem k mému skeptickému pohledu na GMO jsem se rozhodl předloženou námitku podpořit.

Franck Proust (PPE), *par écrit*. – J'ai rejeté cette objection pour une raison simple. Ce qui est présent dans cette résolution est tout bonnement faux. On peut et on doit être très vigilant sur les OGM, mais ici, l'objection est basée sur le fait que la Commission européenne aurait excédé ses pouvoirs en autorisant la mise sur le marché de produits contenant du maïs génétiquement modifié, consistant en ce maïs génétiquement modifié ou produits à partir de celui-ci.

Or la Commission a respecté la procédure en place en matière d'autorisation d'OGM via notamment une analyse de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (AESa ou EFSA en anglais) sur l'innocuité de la plante pour la santé humaine et animale, et pour l'environnement avant d'émettre une proposition d'autorisation.

Cette proposition d'autorisation a ensuite été transmise au Conseil qui ne l'a pas rejetée, la France s'est abstenue. Actuellement l'autorisation de mise sur le marché relève des États membres. Je m'interroge sur ce procédé provenant notamment des socialistes qui critiquent la Commission européenne alors que la gauche au pouvoir n'a rien dit au Conseil face à cette proposition d'AMM. Cela s'appelle un tour de passe-passe et je ne le soutiens pas.

Julia Reid (EFDD), *in writing*. – We abstained because the objection, whilst criticising Commission behaviour, recognises and enshrines their power on a topic which should be a choice of Member States.

Frédérique Ries (ALDE), *par écrit*. – J'ai voté ce midi avec 402 autres députés européens en faveur de l'objection contre l'autorisation du maïs génétiquement modifié NK603 x T25 pour être utilisé dans l'alimentation animale. Comme je l'avais déjà fait au sein de la commission de l'environnement il y a 15 jours.

Certes, ce maïs a passé les rampes du contrôle de l'EFSA, comme toujours constateront les observateurs avisés, mais sa nature spécifique — il est conçu pour tolérer le glyphosate, une substance chimique très répandue dont l'innocuité n'a pas été prouvée — justifie la plus grande prudence.

D'autres arguments ont bien sûr plaidé pour que cette objection soit adoptée, même si le PE ne peut formellement s'y opposer. Il est légitime de s'interroger sur la précipitation de l'autorisation prise par la Commission le vendredi 4 décembre sans attendre que la plénière se prononce sur sa recevabilité.

C'est une provocation qui met à mal la coopération loyale entre institutions sur le suivi des actes législatifs. Que dire encore du reniement, pur et simple, par Jean-Claude Juncker de sa promesse faite en juillet 2014 dans l'hémicycle de modifier le système actuel d'autorisation des OGM, à l'importation comme à la culture, parce que non démocratique. Il n'est heureusement pas trop tard pour inverser la tendance!

Robert Rochefort (ALDE), *par écrit*. – J'ai soutenu l'objection à la mise sur le marché d'aliments à destination humaine et animale et d'ingrédients contenant ou produits à partir du maïs génétiquement modifié «NK603 x T25», produit par Monsanto.

D'abord, parce qu'il me semble que l'actuelle procédure d'autorisation de mise sur le marché d'OGM n'est ni satisfaisante, ni démocratique, chaque décision d'autorisation ayant été adoptée par la Commission sans le soutien d'une majorité qualifiée des États membres. Ensuite, parce que certains arguments «contre» nous interpellent fortement: opinions publiques négatives, évaluation de risque jugée insuffisante, absence d'étude de toxicité sur 90 jours et principe de précaution.

Enfin, car ce dossier surgit avec en arrière-plan celui du glyphosate: le maïs en question est en effet tolérant aux herbicides contenant du glyphosate, substance en cours d'évaluation qui pourrait être nocive pour la santé. Ce n'est pas le moment d'aller de l'avant sans précaution: l'OMS, par la voie du Centre international de recherche sur le cancer de Lyon, a classé le glyphosate «cancérogène probable pour l'homme» en mars 2015, tandis que l'EFSA a affirmé en novembre dernier qu'il était «improbable» que celui-ci présente un risque de cancer pour l'homme.

Claude Rolin (PPE), *par écrit*. – J'ai voté ce jour en faveur de cette objection, conformément donc à l'avis rendu par la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire, qui s'est opposée, le 1^{er} décembre 2015, à ce projet d'exécution venant autoriser la mise sur le marché de produits contenant du maïs génétiquement modifié NK603xT25.

J'ai par ailleurs soutenu des amendements qui considèrent que la décision de l'exécutif européen de procéder à sa décision d'exécution alors que le projet a été rejeté par la commission parlementaire compétente avant le vote en séance plénière viole l'article 13, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne en ce qui concerne la coopération loyale entre les institutions.

Fernando Ruas (PPE), *por escrito*. – Esta proposta de resolução diz respeito à objeção de colocação no mercado de produtos que contenham, sejam constituídos ou produzidos a partir de milho geneticamente modificado NK603 x T25, por considerar que a Decisão de Execução da Comissão nesta matéria excede as suas competências de execução previstas no Regulamento (CE) n.º 1829/2005, não sendo consentânea com o direito da União.

Considero, por isso, que deverá haver uma reanálise da situação, no sentido de verificar se a decisão de execução da Comissão deverá ser suspensa ou não até à aprovação de um novo regulamento, para que este cumpra as disposições do acervo regulamentar comunitário.

Porque se trata da necessidade de conferir um elevado nível de proteção à vida e saúde humanas, à saúde e ao bem-estar animal, à própria preservação ambiental e à necessidade de os consumidores serem devidamente informados, e porque subsistem dúvidas quanto à salvaguarda destes direitos, decidi abster-me.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. – Hemos votado A FAVOR considerando que el maíz NK603 x T25 tolera diferentes tipos de herbicidas, incluido el glifosato, y este último fue clasificado como posible carcinógeno para humanos por la Agencia Internacional de Investigación en Cáncer el 15 de marzo de este mismo año. Reclamamos que el borrador del acto implementado no es compatible con el Reglamento (CE) n.º 1829/2003 sobre alimentos y piensos transgénicos, ni con el Reglamento (CE) n.º 396/2005 de residuos de plaguicidas en alimentos y piensos, dado que no asegura un nivel de protección alto para la vida y la salud humana, ni para el bienestar animal, medioambiental y los intereses de los consumidores en relación con los alimentos y los piensos modificados genéticamente.

Daciana Octavia Sârbu (S&D), *in writing*. – The continued political stalemate between the Member States on GMOs has already forced the Commission to propose the part-renationalisation of GMO policy. Yet widespread dissatisfaction with the GMO authorisation process remains. The whole procedure needs to be reviewed, as President Juncker promised. Until this is done, the lack of confidence in the system will only cause further controversy.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado a favor de esta objeción que insta a la Comisión Europea a derogar su Decisión de Ejecución (UE) 2015/2279 por la que el pasado 4 de diciembre autorizó la comercialización de productos que estén compuestos de maíz modificado genéticamente NK603 × T25 (MON-ØØ6Ø3-6 × ACS-ZMØØ3-2), lo contengan o se hayan producido a partir de él.

El procedimiento actual de autorización de alimentos y piensos modificados genéticamente no está funcionando bien y, mientras no se mejore, cualquier autorización de este tipo de productos debería ser suspendida. A mayores, la Comisión tenía la obligación de presentar un borrador al Parlamento para conocer su opinión antes de aprobar la comercialización de este tipo de maíz, pero, a pesar de contar con la posición contraria de la Comisión de Medio Ambiente del Parlamento desde el 1 de diciembre, no esperó a conocer la opinión del Parlamento.

No solo estoy a favor de esta objeción, sino que también apoyo cualquier objeción futura con respecto a la autorización de los OMG, y la Comisión debe realizar una propuesta legislativa que respete el derecho de los Estados Miembros a no autorizar los OMG para la alimentación humana y animal en su territorio.

Jill Seymour (EFDD), *in writing*. – I abstained on this report as it recognises and enshrines EU competence (power) over areas I do not wish to see the EU have power over.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. – I voted in favour of this motion because I agree that the current approval system for GM food and feed is not functioning as well as it could be. I also voted in favour of Amendment 6 because the Commission's decision to authorise genetically-modified maize breaches Article 13(2) of the Treaty, similarly Amendment 1 also points out that authorisation of GM maize disrespects the principle of sincere cooperation.

Monika Smolková (S&D), *písomne*. – Súhlasím s pozíciou EP, že vykonávacie rozhodnutie Komisie, ktorým by sa malo povoliť uvádzanie produktov obsahujúcich špecifický druh geneticky modifikovanej kukurice, by malo byť zrušené.

Týmto rozhodnutím by Komisia povolila pestovanie geneticky modifikovanej kukurice, ktorá vytláča určité typy proteínov, ktoré jej síce prepožičiavajú odolnosť voči herbicidom, ale zároveň sú považované za karcinogénne látky.

Pravidlá pestovania GMO nie sú stále na úrovni EÚ doriešené. Posledný legislatívny návrh Parlament zamietol, pretože Komisia v ňom nezohľadnila viacero skutočností. Musíme si uvedomiť, že pestovanie GMO síce prebieha na území členského štátu, ale obchodovanie s nimi má cezhraničný charakter. To znamená, že aj keby došlo k vnútroštátnemu zákazu predaja a použitia GMO, šíreniu týchto produktov by nebolo možné zabrániť inak, ako zavedením hraničných kontrol na dovážaný tovar. Spoločnosť Monsanto napríklad podala žiadosť o registráciu tejto kukurice v Holandsku. Ak by bola táto žiadosť schválená, produkty z tejto plodiny sa môžu voľne predávať v ostatných krajinách.

Žiadame preto Komisiu, aby zrušila svoje rozhodnutie týkajúce sa tohto druhu kukurice. A zároveň je potrebné, aby predložila nový návrh legislatívnej úpravy o povoľovaní geneticky modifikovaných potravín a krmív.

Michaela Šojdrová (PPE), *písomně*. – Nehlasovala jsem pro námitku proti povolení produktů obsahujících geneticky modifikovanou kukuřici NK603 × T25, a to z několika důvodů. Komise tím, že tyto produkty povolila, nijak nepřekročila rámec zmocňujícího nařízení a její rozhodnutí se opírá o vědecká doporučení, konkrétně Evropského úřadu pro bezpečnost potravin (EFSA). V takové situaci není důvod uplatňovat komitologickou námitku.

Povolení produktů obsahujících kukuřici NK603 × T25 je navíc zcela v souladu s doporučeními Ministerstva zemědělství ČR a dalších odpovědných orgánů ČR.

Davor Ivo Stier (PPE), *napisan*. – Podržavam ovaj prijedlog jer smatram da genetski modificirani kukuruz MON-ØØ6Ø3-6 × ACS-ZMØØ3-2, kako je određen u zahtjevu, ispušta bjelančevinu CP4 EPSPS koja stvara otpornost na herbicid glifosat i bjelančevinu PAT koja stvara otpornost na herbicid amonijev glufosinat, te budući da je Međunarodna agencija za istraživanje raka (specijalizirana agencija za rak Svjetske zdravstvene organizacije) 20. ožujka 2015. klasificirala glifosat kao vjerojatno kancerogen za ljude.

Richard Sulík (ECR), *písomne*. – Návrh som nepodporil, pretože nesúhlasím s argumentmi za zákaz daného GMO a predstavené argumenty považujem za zavádzajúce až nepravdivé. Obzvlášť, ak tieto argumenty majú byť využité aj s cieľom plošného zákazu autorizácie nových GMO.

Patricija Šulin (PPE), *pisno*. – Glasovala sem za ugovor v skladu s členom 106 Poslovnika: odobritev gensko spremenjene koruze NK603xT25. Družba Monsanto Europe S.A. je vložila prošnjo za dajanje na trg živil, živilskih sestavin in krme, ki vsebujejo koruzo NK603 x T25, ki omogoča odpornost na herbicid glifosat, tega pa je Mednarodna agencija za raziskave raka uvrstila med snovi, ki so verjetno rakotvorne za ljudi. Podpiram poročilo, ki meni, da bi bilo treba izvedbeni sklep v sedanji nedeljujoči različici, ki dovoljuje, da se dajo na trg proizvodi, ki vsebujejo gensko spremenjene organizme, so iz njih sestavljeni ali proizvedeni, začasno preklicati, dokler se na podlagi Pogodbe o delovanju Evropske unije ne sprejme nova uredba.

Ελευθέριος Συναδινός (NI), *γραπτώς*. – Η Επιτροπή δρα ως προαγωγός και ταυτόχρονα ως υποχείριο των πολυεθνικών εταιρειών τροφίμων, ενώ κανείς δεν μπορεί να υπολογίσει πόσες είναι οι ζωές που χάθηκαν ή θα χαθούν εξαιτίας των ενεργειών της.

Tibor Szanyi (S&D), *írásban*. – Szavazatommal támogattam az állásfoglalási indítványt a géntechnológiával módosított kukoricát tartalmazó, abból álló vagy abból előállított termékek forgalomba hozatalának elutasításáról, két okból is. Támogattam egyrészt, mivel úgy vélem, hogy a szóban forgó végrehajtási határozat (és annak kialakítása) nem felel meg az uniós jognak. Másrészt azért, mert pont egy olyan genetikailag módosított növényről van szó, amely a Nemzetközi Rákkutatási Ügynökség – a WHO rákbetegségekkel foglalkozó ügynöksége – szerint is a vélhetően rákkeltő hatású glifozátnak ellenáll. Ez azért veszélyes a humán- és az állategészségre, mivel a glifozát tartalmú gyomirtók használatát ösztönzi, amely helytelen használat esetén raktározódhat a növényben.

Fontosnak tartom továbbá megjegyezni, hogy ez az eset egy rendszerszintű hibát mutat, mivel a választópolgárok egészsége és környezetük védelme érdekében az Európai Parlament többször is állást foglalt a géntechnológiával módosított élelmiszerekkel és takarmányokkal kapcsolatban. Úgy vélem, úgy a helyes, ha a Bizottság pedig figyelembe veszi ezen állásfoglalásokat. A géntechnológiával módosított élelmiszerekre és takarmányokra vonatkozó jelenlegi jóváhagyási rendszer nem működik megfelelően, korrekciója elengedhetetlen.

Marc Tarabella (S&D), par écrit. – Je suis en parfait accord avec le fait de refuser des OGM dont la sécurité n'est pas garantie. Le secteur continue à se moquer du consommateur. Aucune analyse d'impact n'est fiable; on a des études qui disent tout et son contraire. Le principe de précaution doit être la règle afin de préserver la santé des citoyens européens.

Pavel Telička (ALDE), in writing. – I voted against this resolution which seeks to repeal Commission Implementing Decision (EU) 2015/2279 authorising the placing on the market of products containing, consisting of, or produced from genetically modified maize NK603 × T25. The GM maize NK603 × T25 is a crop made tolerant to both glyphosate and glufosinate-ammonium-based herbicides. It was produced through the crossing of two previously authorised GM maize varieties and developed by Monsanto Europe S.A. The Commission's draft implementing act approves the placing on the market of food, food ingredients and feed containing, consisting of, or produced from this maize while the cultivation remains prohibited in the EU. EFSA delivered a positive opinion on the GMO stating that the maize is as safe as its non-GM comparator and non-GM conventional maize varieties with respect to potential effects on human and animal health and the environment in the context of its scope.

Valdemar Tomaševski (ECR), raštu. – Balsuodamas visiškai pritariau prieštaravimui dėl genetiškai modifikuotų kukurūzų leidimo. Tai svarbu Europos žemės ūkiui ir maisto, kuris pasiekia vartotojus, saugumui. Kaip nurodoma pranešime, genetiškai modifikuotų kukurūzų sudėtyje yra baltymo, kuris suteikia atsparumą glifosato herbicidams bei amonio gliufozinatinui, kurį Tarptautinė vėžio mokslinių tyrimų agentūra klasifikavo kaip turintį kancerogeninį poveikį žmonėms. Todėl prieštaravimas šiuo klausimu yra būtinas, o kiekvienas sprendimas turėtų būti sustabdytas iki tol, kol bus priimtas naujas reglamentas.

Ruža Tomašić (ECR), napisan. – Glasovala sam za prigovor na Provedbenu odluku Komisije o odobravanju stavljanja na tržište proizvoda koji sadržavaju genetski modificiran kukuruz NK603, sastoji se od njega ili su proizvedeni od njega jer smatram da su zastupnici koji su podnijeli navedeni prigovor prepoznali probleme koje bi uzrokovali ti proizvodi. Naime, budući da Europski parlament, kao predstavničko tijelo građana Europske unije, nikada nije dao odobrenje za stavljanje na tržište genetski modificiranih proizvoda te se neke države članice izričito protive takvim proizvodima, smatram da Komisija treba povući svoju odluku te na taj način zaštititi zdravlje građana Europske unije. Držim da bi se Komisija u svojim odlukama, prije svega, trebala voditi ciljem pružanja visoke zaštite ljudskog života i zdravlja, zdravlja i dobrobiti životinja, okoliša i interesa potrošača u odnosu na genetski modificiranu hranu i hranu za životinje.

Prema tome, smatram da svaka država članica ima pravo odlučiti želi li i u kojoj mjeri uvesti GMO proizvode na svoje tržište ili ne.

Romana Tomc (PPE), pisno. – Ugovor v skladu s členom 106 Poslovnika o odobritvi gensko spremenjene koruze NK603xT25 sem podprla, saj je gensko spremenjena korusa NK603xT25 odporna na herbicid glifosat, ki dokazano povzroča raka pri ljudeh. Z ugovorom bomo posredno prispevali k zdravju ljudi in živali, vplivali na interese okolja in potrošnikov, poleg tega pa zagotovili tudi učinkovito delovanje notranjega trga.

Estefanía Torres Martínez (GUE/NGL), por escrito. – Hemos votado A FAVOR considerando que el maíz NK603 x T25 tolera diferentes tipos de herbicidas, incluido el glifosato, y este último fue clasificado como posible carcinógeno para humanos por la Agencia Internacional de Investigación en Cáncer el 15 de marzo de este mismo año. Reclamamos que el borrador del acto implementado no es compatible con el Reglamento (CE) n.º 1829/2003 sobre alimentos y piensos transgénicos, ni con el Reglamento (CE) n.º 396/2005 de residuos de plaguicidas en alimentos y piensos, dado que no asegura un nivel de protección alto para la vida y la salud humana, ni para el bienestar animal, medioambiental y los intereses de los consumidores en relación con los alimentos y los piensos modificados genéticamente.

Mylène Troszczyński (ENF), *par écrit*. – L'objection porte sur la tolérance au glyphosate et à ses dérivés de l'OGM en question qui est une menace pour la santé publique et la souveraineté alimentaire des Européens et des pays qui vont le cultiver.

Les bases de l'objection soumise au vote en plénière sont essentiellement politiques, regrettant que Juncker ne tienne pas ses promesses.

Il reste évident que je souhaite manifester mon hostilité aux OGM de Monsanto et c'est pour cette raison que je soutiens cette objection.

J'ai voté pour.

István Ujhelyi (S&D), *írásban*. – A géntechnológiával módosított szervezeteket tartalmazó, abból álló vagy abból előállított termékek forgalomba hozatalát engedélyező, a jelenlegi, rosszul működő 1829/2003/EK rendelettel összhangban elfogadott összes végrehajtási határozatot fel kell függeszteni mindaddig, amíg az Európai Unió működéséről szóló szerződés alapján új rendelet nem kerül elfogadásra. A jelentést támogattam.

Miguel Urbán Crespo (GUE/NGL), *por escrito*. – Hemos votado A FAVOR considerando que el maíz NK603 x T25 tolera diferentes tipos de herbicidas, incluido el glifosato, y este último fue clasificado como posible carcinógeno para humanos por la Agencia Internacional de Investigación en Cáncer el 15 de marzo de este mismo año. Reclamamos que el borrador del acto implementado no es compatible con el Reglamento (CE) n.º 1829/2003 sobre alimentos y piensos transgénicos, ni con el Reglamento (CE) n.º 396/2005 de residuos de plaguicidas en alimentos y piensos, dado que no asegura un nivel de protección alto para la vida y la salud humana, ni para el bienestar animal, medioambiental y los intereses de los consumidores en relación con los alimentos y los piensos modificados genéticamente.

Ivo Vajgl (ALDE), *in writing*. – I voted against this objection because although I believe the safety of our food is necessary and we need to put in place more cautious measures, in this particular case of genetically modified maize all the scientific research available indicates that there are no reasons of concern that would justify its production and sale not to be authorised.

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), *par écrit*. – Le Parlement européen a rejeté l'autorisation de la Commission d'importer deux OGM (NK603 et T25) à des fins d'alimentation humaine, usant de son droit de s'opposer à des mesures réglementaires de la Commission.

Ceci montre le peu de cas que fait la Commission du positionnement du Parlement européen en matière d'OGM. La Commission a toujours autorisé les demandes déposées, et l'EFSA a toujours donné des avis positifs aux demandes d'autorisation.

Cette décision de la Commission, prise le 4 décembre, est contraire à la proposition de révision législative faite en avril 2015 permettant des interdictions nationales, même si elle a été rejetée par le Parlement européen en octobre dernier car ne satisfaisant ni les partisans ni les opposants aux OGM.

Par ailleurs, la Commission n'a toujours pas donné suite à la promesse de M. Juncker de remettre à plat la procédure d'évaluation des demandes et d'autorisation/interdiction des OGM dans l'UE.

J'ai voté pour le rejet de ces deux autorisations. Ce vote est un nouveau signal politique du Parlement européen pour que la Commission révise enfin les législations européennes relatives aux OGM et qu'elle entende enfin la voix des citoyens européens.

Miguel Viegas (GUE/NGL), *por escrito*. – Poucos dias depois de a Comissão do Ambiente do Parlamento Europeu formular uma objeção à autorização do milho geneticamente modificado NK603xT25, da Monsanto, eis que a Comissão Europeia, na ausência de consenso entre os Estados-Membros, decide autorizar a introdução no mercado deste mesmo milho transgénico.

Trata-se de uma decisão antidemocrática. Além disto, o seu conteúdo concreto assume a maior gravidade. Este é um milho modificado geneticamente para tolerar dois herbicidas – o glifosinato e o glifosato. O primeiro é classificado pela própria União Europeia como tóxico para a reprodução. O segundo é classificado pela Organização Mundial da Saúde como potencialmente cancerígeno.

O descrédito total do atual mecanismo de autorização de OGM exige a suspensão imediata da emissão de autorizações até que o presidente da Comissão Europeia cumpra a promessa que fez e proponha um novo mecanismo.

Harald Vilimsky (ENF), *schriftlich*. – Obwohl 19 Mitgliedstaaten auf ihrem Staatsgebiet den Anbau von genetisch verändertem Mais verboten haben, prescht die Kommission mit einem weiteren Versuch der Zulassung vor. Dies entspricht nicht dem Willen der europäischen Mitgliedstaaten, und die Kommission überschreitet damit zudem ihre Durchführungsbefugnisse.

Damiano Zoffoli (S&D), *per iscritto*. – Mi rallegro del voto odierno con cui il Parlamento europeo ha approvato una risoluzione che chiede alla Commissione di ritirare la propria autorizzazione all'uso di mais glifosato tollerante NK603xT25 negli alimenti e nei mangimi. Nella risoluzione abbiamo voluto evidenziare che il glifosato, un erbicida, è classificato dall'OMS come «probabilmente cancerogeno» e invitare la Commissione a sospendere tutte le autorizzazioni per alimenti e mangimi OGM fino a quando la procedura di autorizzazione, attualmente sotto riesame, non sarà stata migliorata. È importante infine porre l'accento sul fatto che il PE ha recentemente respinto la proposta della Commissione europea che permetterebbe a ogni Stato membro di limitare o proibire sul proprio territorio la vendita e l'uso di alimenti o mangimi OGM approvati dall'UE. E l'autorizzazione di cui oggi stiamo discutendo rappresenta un tentativo, da parte della Commissione, di aggirare questa decisione per permettere l'introduzione di nuovi alimenti OGM senza attendere una nuova normativa che faccia finalmente chiarezza su questa delicata questione.

Carlos Zorrinho (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente a proposta de resolução apresentada nos termos do artigo 106.º sobre a Decisão de Execução (UE) n.º 2015/2279 da Comissão, de 4 de dezembro de 2015, que autoriza a colocação no mercado de produtos que contenham, sejam constituídos por, ou produzidos a partir de milho geneticamente modificado, por considerar que qualquer decisão de execução que autorize a colocação no mercado de produtos que contenham, sejam constituídos por, ou produzidos a partir de organismos geneticamente modificados (OGM), em conformidade com o Regulamento (CE) n.º 1829/2003, deve ser suspensa até à aprovação de um novo Regulamento.

A atual versão do Regulamento carece de funcionalidade e de um sistema eficaz de aprovação de géneros alimentícios e alimentos para animais geneticamente modificados. Para além disso, a decisão final pela Comissão relativamente a este tipo de autorizações, e que se tornou norma, deveria constituir apenas uma exceção no âmbito de todo o procedimento. Considero, portanto, que a Decisão de Execução da Comissão não é compatível com a finalidade do Regulamento de garante de um elevado nível de proteção da vida e da saúde humanas, da saúde e do bem-estar dos animais, do ambiente e dos interesses dos consumidores.

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Esta objeção visa rejeitar qualquer autorização para a colocação no mercado, quer para comércio quer para alimentação animal, de organismos geneticamente modificados (OGM), já que os procedimentos estão a ser revistos e há uma clara insuficiência e desadequação da legislação atual da UE.

No caso vertente, rejeita-se a autorização da utilização do milho geneticamente modificado NK603xT25, que é resistente ao glifosato, solicitada pela multinacional Monsanto. Este herbicida (juntamente com um outro, o glufosinato de amónio) foi classificado como provavelmente cancerígeno para os seres humanos pela agência para o cancro da Organização Mundial da Saúde. Apesar disso, a Autoridade Europeia para a Segurança dos Alimentos declarou que era improvável que o herbicida representasse um perigo. Sintomático da falta de credibilidade desta entidade, cujas promíscuas ligações à indústria têm sido, por diversas vezes, assinaladas.

Pede-se à Comissão Europeia que apresente, como foi já prometido pelo seu presidente mas ainda não cumprido, uma nova proposta legislativa que altere o atual quadro legislativo relativo aos OGM, que se considera não acautelar devidamente as preocupações associadas à segurança alimentar, saúde pública e ambiente.

Votámos favoravelmente.

Marco Zullo (EFDD), *per iscritto*. – Ho votato a favore della proposta di risoluzione che chiede con forza alla Commissione europea di non autorizzare l'uso del mais geneticamente modificato *Roundup Ready Liberty Link*, mangime della *Monsanto* progettato per tollerare l'irrorazione del glifosato. Glifosato e mais OGM, costituiscono con evidenza un pacchetto commerciale unico, che la *Monsanto* è riuscita a far autorizzare dall'esecutivo europeo, in barba al volere del Parlamento, che si è espresso con parere negativo per ben due volte. Trovo scandaloso che l'unico organo eletto democraticamente dai cittadini non possa esprimere pareri vincolanti in materia e che la risoluzione sia solo un atto d'indirizzo politico. Un atto che, contro ogni prassi istituzionale, la stessa Commissione non si è nemmeno degnata di atten-

dere approvando l'uso del mais NK603 x T25 a inizio mese, ancor prima che la Plenaria potesse esprimere il suo parere. Sin dall'inizio del mio mandato mi sono battuto per fare dell'Europa un territorio libero da OGM e con questo voto ribadisco un no secco all'ingresso di alimenti e mangimi transgenici nel territorio europeo.

12.8. Bringing transparency, coordination and convergence to corporate tax policies (A8-0349/2015 - Anneliese Dodds, Luděk Niedermayer)

Oral explanations of vote

Seán Kelly (PPE). – A Uachtaráin, cé go bhfuil a lán moltaí maithe sa tuarascáil seo, ag deireadh na dála staon mise agus mo chomhghleacaithe i bhFine Gael ar an vóta deiridh. Bhí ár ngrúpa i bhfabhar.

An chúis gur staonamar ná arís feicimid go bhfuil an tAontas ag iarraidh a maidí ráimha a chur isteach i gcumhachtaí na mBallstát. Is é dualgas agus cumhacht na mBallstát cáin a shocrú dá gcorparáidí, dá lucht gnó agus do dhaoine príobháideacha. Ach arís agus arís eile, feicimid go bhfuilimid ag iarraidh gach rud a shocrú agus a leagadh síos ó thaobh na hEorpa de. Nílím sásta leis sin.

Cinnté caithfidh gach corparáid a gcuid cheart de cháin a íoc ach caithfear é sin a fheiceáil trasna na hEorpa, agus is amhlaidh mar atá in Éirinn. Ach is scéal eile é a bheith ag cur isteach ar chumhachtaí na mBallstát.

Andrejs Mamikins (S&D). – Šī gada decembra pirmās plenārsesijas laikā Briselē jau bija balsojums par tā saucamās TAXE komitejas izveidošanu un tās biedru iecelšanu amatos. Komitejas primārais uzdevums būs turpināt strādāt faktiski tajos pašos virzienos, kuros funkcionēja iepriekšējā sasaukuma komiteja, kuras uzstādīšanu spēcīgi ietekmēja “LuxLeaks” skandāls.

Tātad caurredzamākas, efektīvākas, pēc iespējas taisnīgākas nodokļu sistēmas sekmēšana visas Kopienas mērogā caur nodokļu jomas procesu novērošanu. Dalībvalstu loma nodokļu jomā netiek apšaubīta, tas ir skaidrs.

Tomēr, ņemot vērā jau esošo ekonomiskās integrācijas pakāpi, vairākus likumdošanas aspektus, kas attiecas uz uzņēmējdarbību, un arvien augstāku nepieciešamību efektīvāk cīnīties pret nodokļu nemaksāšanu vai arī netaisnīgas finansiālas palīdzības sniegšanu, šī ziņojuma loma ir visai augsta.

Marian Harkin (ALDE). – Madam President, unfortunately I was not able to support

this report on corporate tax policies either. It has a number of excellent suggestions that I agree with, for example, the issue of public country-by-country reporting for all multinational companies in all sectors. I also support the idea of stricter rules governing firms which give tax advice in order to avoid conflicts of interest.

However, I could not support the recommendation for a new approach to international tax arrangements. This recommendation says that the Commission should be mandated to negotiate tax agreements with third countries on behalf of the Union, instead of the current practice under which bilateral negotiations are conducted which produce sub-optimal results, especially for developing countries. I just cannot support that proposal and it goes further than that because I believe that is beyond the competence of the EU. I also believe it would be unacceptable to a majority of our citizens to see the EU Commission negotiate tax agreements with third countries. It is a real pity. This is a good report, but it has gone too far.

Stanislav Polčák (PPE). – Paní předsedající, já pokládám návrh zprávy, který byl předložen našimi kolegy, za jeden z nejlepších, který jsem tady četl, a to přesto, že v některých bodech s ním nesouhlasím. Nakonec jsem se rozhodl, že zprávu jako celek podpořím, protože míví především na ten základní hlavní cíl, a to je nepřipustnost nekalé daňové soutěže, která prostě byla provozována některými státy, jak ukázala skutečně kauza kolem Luxleaks.

Ale při vši účtě nejde pouze o to, že takové dohody pokrývají podnikatelský trh, jsou nerovné, vlastně jdou proti všem hodnotám, na kterých Evropa stojí. Mrzí mě, že se na nich podíleli i někteří dnes čelní, významní představitelé Evropské unie. Ale v okamžiku, kdy půjdeme do sjednocování přímých daní, do konsolidovaného daňového základu, tak v tomto případě předesílám, že budu proti.

Written explanations of vote

Isabella Adinolfi (EFDD), *per iscritto*. – L'inchiesta *Luxleaks* ha rivelato una serie d'irregolarità realizzate dal governo del Lussemburgo nella concessione segreta di agevolazioni fiscali a favore di grandi multinazionali. Alla luce di ciò, nel dicembre 2014 il Parlamento europeo ha autorizzato la stesura di una relazione avente come oggetto il miglioramento delle norme in tema di trasparenza, coordinamento e convergenza delle politiche sulle imposte societarie. Molti aspetti e proposte presentate nella relazione sono già stati analizzati in occasione dell'approvazione del rapporto TAXE, quali ad esempio: il miglioramento dello scambio di informazioni, una definizione chiara del concetto di paradiso fiscale, nonché la predisposizione di misure atte a contrastare tale pratica d'evasione. Al pari di quanto dichiarato per il rapporto TAXE, se è vero che alcune delle misure proposte sono sostenibili e adatte alle esigenze di trasparenza, è altrettanto vero che nessuna forma di responsabilità è stata prevista nei confronti di individui e Stati singolarmente coinvolti. Ecco perché ho deciso di astenermi.

Clara Eugenia Aguilera García (S&D), *por escrito*. – Valoramos positivamente la aprobación de este informe de propia iniciativa que ha corrido en paralelo a la Comisión TAXE, si bien más centrado en las recomendaciones que en la investigación de los hechos.

Nos congratulamos de que se hayan incorporado al informe algunos logros netamente socialistas, como la inclusión de la obligatoriedad de realizar los informes país por país, la armonización de la base del impuesto de sociedades (BICCSIS), la protección para los denunciantes de irregularidades, el establecimiento de una definición común de paraíso fiscal, o el intercambio automático de resoluciones tributarias.

Sin embargo, debemos lamentar que, por la oposición de los Grupos PPE, ALDE y ECR, no hayamos podido sacar adelante en el Pleno la creación de un fondo europeo para asistir a los denunciantes, así como más regulación para las empresas de consultoría fiscal.

Por otro lado, y aunque no ha sido incorporado en este informe, no renunciamos en el futuro a la creación de una agencia tributaria europea que administre el repertorio de resoluciones fiscales y la lista de evasores transfronterizos.

Tim Aker (EFDD), *in writing*. – The title of this recommendation to the Commission highlights not just transparency but also coordination and convergence of corporate tax policies – in other words the ground is being prepared for harmonisation of corporate taxes across the EU, which will end the healthy tax competition between jurisdictions that is the only brake on ever-growing public expenditure. UKIP accordingly voted against tax harmonisation.

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), *por escrito*. – La internacionalización de la producción exige una armonización fiscal y una clara definición contable de los impuestos, con el fin de evitar las prácticas de elusión fiscal habituales entre las grandes compañías. Es, además, necesario mejorar la transparencia de las disposiciones fiscales de los Estados miembros, con el fin de evitar la repetición de escándalos como el de LuxLeaks. Estos aspectos se ven recogidos en el informe, si bien de modo todavía insuficiente. Pese a ello, creo que las propuestas permiten presionar a la Comisión y el Consejo para reformular integralmente las políticas de tributación de las sociedades actuales, por lo que he votado a favor.

Pascal Arimont (PPE), *schriftlich*. – Steuern sollten dort entrichtet werden, wo die wirtschaftlichen Tätigkeiten ausgeübt, wo die Gewinner erwirtschaftet und wo öffentliche Dienstleistungen und Infrastrukturen genutzt werden. Die Aufarbeitung der Luxleaks-Affäre hat deutlich gezeigt, dass eine aggressive Steuerplanung und die Verlagerung von Gewinnen multinationaler Konzerne, welche durch die übermäßige Komplexität und die Unterschiede zwischen den nationalen Steuersystemen begünstigt und genutzt werden, zu Steuerausfällen und zu unfairen Wettbewerbsbedingungen führen. Letzteres auch dadurch, dass insbesondere KMU, Familienunternehmen und Selbständige selten in der Lage sind, ihre Gewinne aus Ländern mit hoher Besteuerung in Länder mit niedriger Besteuerung zu verlagern und eine aggressive Steuergestaltung zu betreiben, wodurch sie ihre Besteuerungsgrundlage insgesamt verringern. Neben eines internationalen bedarf es genauso auch eines unionsweiten Ansatzes. Deshalb unterstütze ich diese legislative EntschlieÙung, die die EU-Kommission dazu verpflichtet, konkrete Vorschläge u. a. in Bezug auf höhere Transparenz und auf eine Annäherung der Mitgliedstaaten hinsichtlich Körperschaftsteuer, Informationsaustausch und eines Rechtsrahmens für den Schutz von Whistleblowern zu unterbreiten.

Marie-Christine Arnautu (ENF), *par écrit*. – Ce rapport a été rédigé suite au scandale des LuxLeaks et ressemble par bien des aspects à celui de la commission TAXE. Les conclusions des deux rapports convergent sur de nombreux points.

En effet, les thèmes sont identiques, à savoir lutter contre la concurrence fiscale agressive à l'échelle de l'Union européenne et les schémas d'optimisation. Pour rappel, le préjudice pour les États membres de l'UE a été établi à près de 50 à 70 milliards d'euros par an. Et cela ne concerne que les délocalisations de profits. Le préjudice se situe entre 160 à 190 milliards d'euros si l'on inclut les régimes et accords fiscaux spéciaux ainsi que les fraudes.

Je regrette à nouveau l'idée d'une suppression des conventions bilatérales par des accords multilatéraux sous l'égide de l'Union européenne, en lieu et place des États.

Considérant que ce rapport est redondant avec celui de la commission TAXE et qu'il contient des demandes qui ne sont pas acceptables en faveur de l'intégration fiscale tout en présentant des recommandations que nous soutenons, je me suis abstenue.

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. – I do not believe in harmonisation of taxation policies, which should in my view be the sole responsibility of the Member States.

This report, inter alia, calls for the Commission to introduce EU tax information numbers, enter tax agreements with third countries, and interfere with domestic laws concerning tax havens and tax abuse. Finally, the call for a common consolidated corporate tax base is an anathema to what UKIP stands for.

Guillaume Balas (S&D), *par écrit*. – J'ai décidé de voter en faveur du rapport d'initiative préparé par Anneliese Dodds (S&D, UK) et Ludek Niedermayer (PPE, CZ) de la commission des affaires économiques et monétaires pour plusieurs raisons. Il établit non seulement un certain nombre de recommandations pour améliorer la transparence fiscale des entreprises, mais il permet également la coordination et la convergence des politiques fiscales à l'échelle européenne.

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Balsavau už šį pasiūlymą, kuriuo siekiama geriau koordinuoti pelno mokesčio politiką ir didinti jos skaidrumą. Pritariu rekomendacijoms dėl naujų taisyklių, kurios didintų ES valstybių pelno mokesčio politikos konvergenciją, skaidrumą ir stiprintų jos koordinavimą. Tarptautinio tiriamosios žurnalistikos konsorciumo 2014 m. lapkričio mėn. paskelbta informacija apie išankstinius sprendimus dėl mokesčių ir kitokią žalingą praktiką Liuksemburge („LuxLeaks“) atskleidė, kad beveik 340 daugiašalių bendrovių pasiekė slaptus susitarimus su Liuksemburgu, kurie sudarė daugeliui šių bendrovių galimybę kenkiant Sąjungos viešiesiems interesams iki minimumo sumažinti savo bendras išlaidas mokesčiams. Pritariu, kad būtų smarkiai didinti pelno mokesčio politikos skaidrumą ES. Didesnis skaidrumas įmonių apmokestinimo srityje gali pagerinti mokesčių surinkimą, padidinti mokesčių administratorių darbo efektyvumą ir turi itin didelės svarbos siekiant užtikrinti visuomenės pasitikėjimą mokesčių sistemomis ir vyriausybėmis.

Nicolas Bay (ENF), *par écrit*. – Je me suis abstenu sur ce rapport faisant double emploi avec les propositions de la commission TAXE et contenant certaines demandes inacceptables en l'état, notamment en faveur de «l'intégration fiscale».

Xabier Benito Ziluaga (GUE/NGL), *por escrito*. – Hemos votado a favor de este informe, con el que el Parlamento Europeo solicita a la Comisión que reanude sus trabajos de cara a establecer una consolidación de la base fiscal de las multinacionales, que ayudaría a combatir la evasión fiscal y la competencia fiscal a la baja entre países. El documento contiene, además, otros elementos muy interesantes como la protección de los denunciantes y un mayor control de las empresas de «asesoría fiscal», que en muchos casos son cómplices de la evasión.

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE), *por escrito*. – Compartimos la necesidad de añadir transparencia, progresividad y justicia a la política fiscal en materia de sociedades en toda Europa para prevenir la competencia entre sistemas fiscales nacionales sobre la base de la elusión y lo que se ha dado en llamar «creatividad fiscal». Compartimos las recomendaciones para prevenir la elusión y el recurso a los paraísos fiscales y estamos de acuerdo en proteger a las personas que con sus testimonios ayuden a identificar y sancionar conductas elusivas o fraudes. Esta protección debe incluir la creación de un fondo financiado con dinero recuperado del fraude o la elusión para que los autores de estos testimonios puedan sortear los problemas originados por su cooperación con las autoridades fiscales. Nos parecen bien las medidas de control de empresas internacionales, y especialmente urgente la definición compartida de «paraíso fiscal».

Dominique Bilde (ENF), *par écrit*. – Je me suis abstenue sur ce rapport qui, s'il a pour intention louable de lutter contre la concurrence fiscale agressive au niveau de l'Union, en profite une fois encore pour grappiller un peu plus de souveraineté aux États membres.

En effet, je regrette que les parlementaires de la commission TAXE aient jugé bon de remplacer les conventions bilatérales par des accords multilatéraux négociés sous l'égide de l'Union, entraînant de facto une perte de contrôle de ces accords pour les États membres.

Cela dit, je reconnais l'utilité de certaines mesures proposées telles que la réglementation des ports francs ou encore les mesures de rétorsion pour les entreprises ayant recours au paradis fiscaux.

Un acte manqué donc.

Mara Bizzotto (ENF), *per iscritto*. – Il testo intende promuovere la trasparenza ed evitare futuri scandali come quello «Luxleaks» che ha coinvolto il governo del Lussemburgo e lo stesso Presidente Juncker. Purtroppo rimane il fatto che mancano riferimenti alle evidenti responsabilità politiche dell'accaduto e che si introduce un capitolo inerente alla convergenza in materia di tassazione fra i diversi Stati membri, che io non condivido, per questi motivi mi sono espressa con un'astensione.

Malin Björk (GUE/NGL), *skriftlig*. – Jag har lagt ned rösten.

Betänkandet har många positiva förslag, som t.ex. obligatorisk offentlig landsspecifik rapportering av vinster och skatter, rättsligt skydd för visselblåsare och ökad samordning och utbyte av information mellan medlemsländerna för att motverka storföretagens skatteflykt och aggressiva skatteplanering.

Men förslaget innehåller också förslag vars mål är att ge EU makt över skattepolitiken och på sikt beskattningsrätt. Det motsätter jag mig, då det är viktiga inslag i en strategi för en federal EU-stat. Därför lägger jag ned rösten.

José Blanco López (S&D), *por escrito*. – Valoramos positivamente la aprobación de este informe de propia iniciativa que ha corrido en paralelo a la Comisión TAXE, si bien más centrado en las recomendaciones que en la investigación de los hechos.

Nos congratulamos de que se hayan incorporado al informe algunos logros netamente socialistas, como la inclusión de la obligatoriedad de realizar los informes país por país, la armonización de la base del impuesto de sociedades (BICCS), la protección para los denunciantes de irregularidades, el establecimiento de una definición común de paraíso fiscal, o el intercambio automático de resoluciones tributarias.

Sin embargo, debemos lamentar que, por la oposición de los Grupos PPE, ALDE y ECR, no hayamos podido sacar adelante en el Pleno la creación de un fondo europeo para asistir a los denunciantes, así como más regulación para las empresas de consultoría fiscal.

Por otro lado, y aunque no ha sido incorporado en este informe, no renunciamos en el futuro a la creación de una agencia tributaria europea que administre el repertorio de resoluciones fiscales y la lista de evasores transfronterizos.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Balsavau dėl šio pranešimo, nes juo Parlamentas ragina Komisiją pasiūlyti, gerbiant valstybių narių suverenumą mokesčių politikos srityje, ES lygmens teisėkūros priemones, kad Sąjungoje būtų didinamas pelno mokesčio politikos skaidrumas, koordinavimas ir konvergencija. Parlamentas 2014 m. gruodžio mėn. nusprendė leisti rengti savo iniciatyva teikiamą teisėkūros pranešimą dėl pelno mokesčio politikos skaidrumo, koordinavimo ir konvergencijos didinimo Europos Sąjungoje. Šis sprendimas buvo reakcija į 2014 m. žurnalistų konsorciumo paskelbtą „LuxLeaks“ informaciją, kuri atskleidė, jog daug daugiašalių bendrovių sudarė slaptus susitarimus su Liuksemburgo valdžios institucijomis, kurios suteikė bendrovėms galimybę sumažinti savo mokesťines priedoles, kartu vykdant mažai eko-

nominės veiklos toje šalyje arba visai jos nevykdant. Vėlesnės viešos diskusijos parodė, kad tokia vadinamojo agresyvaus mokesčių planavimo praktika jokiu būdu nėra taikoma vien Liuksemburge ir iš tiesų yra labai paplitęs reiškinys visoje ES. Tokia praktika visada turėtų būti nepriimtina. Parlamento manymu, itin svarbu, kad visų ekonomikos subjektų indėlis būtų sąžiningas esant sudėtingoms ekonomikos sąlygoms, pavyzdžiui, kuriose Europa yra šiuo metu. Jei tam tikros daugiašalės įmonės nemoka mokesčių įmokų, tai sukuria nevienodas veiklos sąlygas, kuriose mažesnės, nacionalinėms įmonėms sunku konkuruoti, o tai visiškai prieštarauja bendrosios rinkos principui.

Andrea Bocskor (PPE), *írásban*. – A jelentésben megfogalmazott javaslatok az Európai Parlament és az európaiak eltökétségét egyaránt jelzik az iránt, hogy jogszabályi változtatásokkal kell elejét venni annak, hogy a vállalatok országról országra ugrálva szinte nullára csökkentsék adózási kötelezettségeiket. A Luxleaks-botrányban kiderült, hogy pontosan mennyi adótól szabadultak meg a cégek, elkerülve olyan pénzek befizetését, amelyekből iskolák, kórházak épülhettek volna, vagy amelyekkel csökkent volna az államadósság. A céges adóelkerülés évente több milliárdos bevételkiesést jelent a nemzeti költségvetéseknek, egyenlőtlen versenyt eredményez a vállalatok között, és aláássa az európaiak államba és kormányba vetett hitét.

Úgy vélem, hogy a Parlament és az OECD által javasolt intézkedések gyors bevezetésével nem csak a nemzeti adók begyűjtése válna hatékonyabbá, hanem nyíltabbá válna a piaci verseny, és kevesebbe kerülne a vállalatoknak a jogszabályoknak való megfelelés. Szavazatommal támogattam a jelentés elfogadását.

Franc Bogovič (PPE), *pisno*. – Pozitivno smo glasovali še o eni resoluciji Evropskega parlamenta, ki predstavlja odziv na davčno afero Luxleaks in vse nepoštene davčne prakse iz preteklosti, ki so se razkrile z njo. Tako bo v prihodnosti bistvena predvsem transparentnost, preglednost in izmenjava informacij. Seveda nikakor ne posegamo v davčno suverenost, vendar je prav, da se preko obveznega javnega poročanja zelo jasno ve, koliko davka so podjetja plačala v kateri državi. Tako bo tudi interesa za prelivanje dobičkov manj, hkrati pa bodo imeli načrtovalci davčnih politik vpogled v dejansko stanje in se bodo lahko razmeram tudi ustrezno prilagodili. V vsakem primeru bo treba za večja podjetja, ki so prisotna na številnih trgih znotraj EU, oblikovati nabor enotnih pravil, vsaj kar se tiče skupne konsolidirane osnove za obdavčitev.

Steeve Briois (ENF), *par écrit*. – Ce rapport vise à lutter contre l'évasion, l'optimisation et le dumping fiscal au sein même de l'Union européenne, qui créent un préjudice compris entre 160 et 190 milliards d'euros pour les États membres. Les recommandations du rapporteur sont relativement proches de celles formulées dans le rapport TAXE.

Ils préconisent ainsi de trouver un consensus autour d'une définition commune du paradis fiscal, de mettre en place un reporting complet par pays d'ici la fin du premier trimestre 2016, d'accroître le contrôle des prix de transferts entre les filiales d'une même société, d'accélérer les échanges automatiques de procédés entre les États membres ainsi que de renforcer les mesures de rétorsion contre les entreprises qui se livrent à de telles activités.

Néanmoins nous regrettons la présence dans ce rapport de propositions contestables qui s'avèreront inefficaces comme la labellisation des entreprises ayant recours à des pratiques fiscales transparentes. Enfin nous contestons la suppression des conventions bilatérales qui affaiblit la capacité des États membres à contrôler ces accords.

Je me suis donc abstenu sur ce texte.

Daniel Buda (PPE), *în scris*. – Pierderile de venituri la nivelul Uniunii Europene datorate practicilor de eludare fiscală ale societăților ar putea să se ridice la aproximativ 50-70 miliarde de euro anual, ceea ce reprezintă suma pierdută prin transferul profiturilor. Aceste pierderi ar putea să se ridice la 160-190 de milioane de euro dacă se iau în calcul regi-murile fiscale speciale, ineficiențele legate de colectare și alte astfel de activități.

Pierderile aferente erodării bazei impozabile și transferul profiturilor reprezintă un pericol pentru buna funcționare a pieței interne și pentru credibilitate, eficiență și corectitudinea sistemelor de impozitare a societăților din interiorul Uniunii.

Este necesar să se adopte o abordare coordonată și diferențiată la nivel național, precum și la nivelul Uniunii și la nivel internațional. În lipsa unei acțiuni conjugate, multe state membre vor adopta măsuri naționale unilaterale, care de cele mai multe ori s-au dovedit a fi ineficiente și insuficiente.

M-am exprimat în favoarea acestui raport, deoarece este nevoie de o mai mare atenție și concentrare asupra acestui sector din partea instituțiilor de resort pentru a combate eludarea fiscală și numai aplicând principiile transparenței, coordonării și convergenței putem atinge acest obiectiv.

Gianluca Buonanno (ENF), *per iscritto*. – La relazione Dodds-Niedermayer contiene raccomandazioni alla Commissione europea su un tema di grande importanza, connesso all'attività della commissione speciale TAXE, ovvero strettamente connesso alla vicenda «Luxleaks».

Il tema della convergenza nelle politiche sulle imposte societarie nell'UE può porre qualche interrogativo per chi, come noi, osserva la vicenda da un punto di vista euro-critico. Il caso Luxleaks ha fatto emergere un sistema che ha pesantemente influito per rendere estremamente opaco il prelievo delle imposte societarie, specialmente nel caso di multinazionali. In questo senso, quindi, possiamo accogliere più che positivamente gli inviti alla trasparenza e ad un maggiore coordinamento tra gli Stati membri.

Al contrario, invece, ci convince poco il capitolo relativo alla convergenza in materia di tassazione tra i diversi Stati membri. Inoltre, così come per altri testi simili, non possiamo che ricordare come questi elenchi di buone intenzioni, in verità, giungano tardivi e occorreranno molti anni perché possano essere messi in pratica e portare risultati concreti ed equità e trasparenza in seno all'Unione. Il nostro gruppo ha presentato alcuni emendamenti volti, tra le altre cose, a porre l'accento sulle specifiche responsabilità dirette dei governi a guida Juncker che si sono susseguiti nel corso degli anni. Mi sono astenuto. Mancano, infatti, quasi completamente i riferimenti alle evidenti responsabilità politiche.

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. – Ce rapport constitue une recommandation à la Commission européenne en vue de favoriser la transparence, la coordination et la convergence des politiques en matière d'impôt sur les sociétés au sein de l'Union européenne. Il rappelle l'importance d'instaurer certaines mesures telles qu'un rapport pays par pays pour les entreprises afin d'améliorer la transparence fiscale, une assiette commune consolidée pour les impôts sur les sociétés graduellement mise en place ainsi que des mesures de protections pour les lanceurs d'alerte.

Nous devons absolument tirer les leçons du scandale de Luxleaks, qui a mis en lumière la concurrence effrénée et déloyale à laquelle les États membres s'adonnent dans le domaine fiscal. Il est nécessaire d'améliorer la transparence dans le domaine fiscal au sein de l'Union en permettant un échange d'information accru entre les États-membres.

La convergence fiscale et, à terme, l'harmonisation fiscale constitue la solution au problème de la concurrence fiscale déloyale.

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. – Dopo attenta riflessione e discussione in aula ho votato a favore della relazione con raccomandazioni alla Commissione su come portare trasparenza, coordinamento e convergenza nelle politiche dell'Unione in materia di fiscalità delle imprese. Ritengo che in un contesto europeo caratterizzato da carenza di investimenti e di crescita, un sistema di regole comunitarie realmente protettivo si interessa anche di settori dei quali si ha scarsa percezione, ovvero quello della «salute economico-finanziaria» dell'Unione. Del resto, solo per mezzo di uno strutturato sistema di regole si riesce a imporre trasparenza, coordinamento e convergenza nelle politiche sulle imposte societarie. È noto infatti che con i *ruling* fiscali numerose società hanno beneficiato di aliquote d'imposta inferiori all'1% sugli utili poi trasferiti in Lussemburgo e che l'elusione fiscale potrebbe comportare per l'Unione perdite di gettito fino a circa 160-190 miliardi di euro annui, con costi e oneri amministrativi significativi per cittadini, imprese e PMI. Concordo con la relazione e con le raccomandazioni proposte, in particolare quelle sulla notifica obbligatoria delle nuove misure fiscali e sulla estensione a tutti i *ruling* dello scambio automatico di informazioni. Vi è assoluta necessità, inoltre, di una definizione comune di «paradisi fiscali» così come di «stabile organizzazione» societaria.

Matt Carthy (GUE/NGL), *in writing*. – I was shadow rapporteur of this report and I was proactively involved in seeking to improve the text. I tabled over 30 amendments in order to improve the content of the report and to protect the interests of the Irish people.

However, whilst I recognise that there were a number of positive aspects of this report, specifically the focus on tax transparency and the need to address tax avoidance tools such as 'Patent Boxes', I am fundamentally concerned that the intention behind this report is to introduce tax harmonisation across Europe.

It is absolutely and fundamentally the right of the government of each Member State to legislate in the best interests of their citizens, particularly in the matter of direct taxation. The intention behind this report has always been to introduce a single legislative proposal for a mandatory Common Consolidated Corporate Tax Base (CCCTB).

My mandate on the Economic and Monetary Affairs Committee is to put the interests of Irish citizens first and foremost and that it does not serve their interests to have our sovereignty relinquished through any attempted tax harmonisation.

Therefore, I voted against this report and will do on any similar assaults on our economic sovereignty.

James Carver (EFDD), *in writing*. – The title of this recommendation to the Commission highlights not just transparency but also coordination and convergence of corporate tax policies – in other words the ground is being prepared for harmonisation of corporate taxes across the EU, which will end the healthy tax competition between jurisdictions that is the only brake on ever-growing public expenditure. UKIP accordingly voted against tax harmonisation.

David Casa (PPE), *in writing*. – I am in favour of tax transparency and against tax fraud. However, I believe that fighting tax fraud does not mean that the EU should legally oblige Malta to introduce a Common Consolidated Corporate Tax Base (CCCTB). Tax related issues are and will remain national competences. I am convinced that a one-size-fits all approach is not the right way forward for Europe as the EU is not a homogenous area and not all regions in the EU face the same economic realities, be it for their domestic market size, geographical realities or resources. Inevitably it would be the EU's smaller economies, such as Malta, that would bear the disproportionate brunt of such policies. For these reasons I voted against this report.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. – A seguito delle vicende emerse con lo scandalo *LuxLeaks*, il Parlamento europeo ha deciso a dicembre 2014 di autorizzare la stesura di una relazione di iniziativa legislativa, che avesse proprio lo scopo di migliorare la trasparenza, il coordinamento e la convergenza nelle politiche riguardanti le imposte societarie nell'Unione. Molte delle raccomandazioni di cui si compone il testo erano già presenti in un precedente rapporto, e tra le stesse ritroviamo un *Country-By-Country reporting* pubblico, una notifica automatica di talune misure fiscali, il miglioramento dello scambio di informazioni, l'introduzione della base imponibile consolidata comune per l'imposta sulle società, nonché misure per assicurare la legalità – quali maggiori tutele per i *whistleblower*, una definizione chiara di cosa rientri nella categoria dei paradisi fiscali e le misure necessarie per combattere l'uso fraudolento degli stessi. Nonostante alcuni punti di evidente importanza, su altri la relazione non è soddisfacente; ne è esempio l'assenza di qualsiasi riferimento a responsabilità politiche di singoli individui e Stati membri, che nei fatti hanno agevolato per anni il diffondersi di queste pratiche dannose. Ho perciò optato per l'astensione.

Jean-Marie Cavada (ALDE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport et me réjouis de son adoption. La lutte contre la fraude et l'évasion fiscales doit être une priorité dans tous les États membres, et ce afin de préserver la concurrence loyale entre les acteurs économiques, et de faire respecter la justice fiscale.

À mon sens, de nombreuses mesures prévues dans ce rapport permettront de relever ce défi. Je retiens notamment la proposition de rapports pays par pays sur les bénéficiaires, les impôts et les subventions des grandes entreprises, même si je regrette que l'amendement visant à exempter les PME d'un tel mécanisme ait été rejeté. De même, je soutiens sans réserve l'idée d'une définition européenne de «paradis fiscal» et de contre-mesures pour ceux qui y ont recours.

Je considère que la mise en place d'un régime européen vertueux en matière d'impôts sur les sociétés passe nécessairement par une protection accrue des lanceurs d'alerte, comme nous l'a enseigné le scandale «LuxLeaks» dernièrement. Dans cette perspective, j'accueille très favorablement l'idée d'une protection juridique des lanceurs d'alerte, garde-fou indispensable à une plus grande transparence des systèmes fiscaux en Europe.

Nessa Childers (S&D), *in writing*. – Parliament is rightly signalling a strong message, after the Council watered down what were already very minimal proposals by the Commission on tax rulings.

A truly single market can only function effectively within a more transparent and cooperative corporate taxation framework. Country-by-country reporting would represent an important step in the fight against tax evasion and avoidance, through a more transparent tax framework in Europe.

The European Union should ensure that multinationals pay their taxes where they make their profits.

Λευτέρης Χριστοφόρου (PPE), *γραπτώς*. – Εκφράζουμε την αντίθεση μας προς τη συγκεκριμένη έκθεση διότι εσφαλμένα στοχεύει σε κοινό ενιαίο εταιρικό φόρο για όλες τις χώρες μέλη της ΕΕ. Συμφωνούμε με την καταπολέμηση της φοροδιαφυγής και της φοροαπάτης αλλά αυτό δεν συνδέεται και δεν έχει καμία σχέση με την δυνατότητα των χωρών να καθορίζουν ελεύθερα τη φορολογική τους πολιτική.

Εν' ονόματι της δήθεν καταπολέμησης των φορολογικών παραδείσων, λανθασμένα προσπαθείτε να πλήξετε το επιχειρείν και την ελευθερία στην άσκηση φορολογικής πολιτικής από κάθε χώρα, πλήττοντας το φορολογικό καθεστώς των χωρών μελών. Το μόνο που κατορθώνετε είναι να εξυπηρετείτε τους φορολογικούς παραδείσους και να κατευθύνετε τις ξένες εταιρείες εκτός ΕΕ, προς αυτούς ακριβώς τους φορολογικούς παραδείσους. Είναι αδιανόητο να ζητείτε να επιβληθεί υποχρεωτικό καθεστώς κοινής εταιρικής φορολογίας στις ελεύθερες οικονομίες της ΕΕ, όταν η ΕΕ έχει διαφορετικούς συντελεστές φόρων και ΦΠΑ και όταν η ΕΕ είναι εναντίον της συγκεντρωτικής οικονομίας. Άλλωστε η άσκηση ανεξάρτητης φορολογικής πολιτικής από κάθε χώρα μέλος αποτελεί βασικό συστατικό της ελεύθερης οικονομίας και συνιστά σημαντικό εργαλείο άσκησης οικονομικής και κοινωνικής πολιτικής.

Δεν μπορείτε και δεν δικαιούσθε να επιβάλετε κοινό εταιρικό φόρο στις χώρες μέλη διότι τούτο αντιβαίνει στις ίδιες τις αρχές της ανοικτής οικονομίας και της ΕΕ.

Κώστας Χρυσόγονος (GUE/NGL), *γραπτώς*. – Η έκθεση για την επίτευξη διαφάνειας, συντονισμού και σύγκλισης στις πολιτικές όσον αφορά τον φόρο εταιρειών στην Ένωση, αφορά το σύνολο της Ένωσης. Παρά τις επιμέρους λεπτομέρειες και δυσλειτουργίες της πρότασης, αποφάσισα τελικώς να υπερψηφίσω την έκθεση διότι επιδιώκει τη διόρθωση των δυσλειτουργιών της Ευρωζώνης και την επίτευξη μεγαλύτερης διαφάνειας.

Deirdre Clune (PPE), *in writing*. – I abstained on this vote. Member States' tax measures, particularly those that do not concern corporate tax, are sovereign decisions which should not be subject to scrutiny by other Member States.

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – Sono d'accordo con la relazione di iniziativa legislativa presentata dai colleghi Dodds e Niedermayer relativa alla promozione della trasparenza, il coordinamento e la convergenza nelle politiche sulle imposte societarie nell'Unione europea, la quale, a causa dell'elusione fiscale delle imprese, delle intese fiscali particolari e delle inefficienze nella riscossione si ritrova con perdite di centinaia di miliardi di euro all'anno. Ritengo che tali pratiche non dovrebbero essere ritenute accettabili, a maggior ragione nelle circostanze economiche difficili nelle quali si trova l'Europa in questo momento storico, dove risulta essenziale che tutti gli attori economici contribuiscano in maniera più che equa. Il mancato contributo da parte di alcune società multinazionali crea una situazione di iniquità, in cui le società nazionali più piccole faticano a competere, contrastando con il principio del mercato unico. Inoltre, anche i governi nazionali risentono degli impatti di tale comportamento poiché, di fronte alla diminuzione della base imponibile, sono costretti a prendere in considerazione la riduzione di servizi pubblici o l'aumento delle imposte per i cittadini, causando in tal modo evidenti disagi alla popolazione.

Therese Comodini Cachia (PPE), *in writing*. – I reaffirm my position against an EU corporate tax policy while at the same time I underscore my firm belief in tax transparency and the fight against tax fraud. But to implement the latter there is no need for a mandatory introduction of a Common Consolidated Corporate Tax Base because the EU is not a homogenous area and not all regions in the EU face the same economic realities, be it for their domestic market size, geographical realities or resources. A one-size-fits all approach is not the right way forward for Europe as inevitably it would be the EU's smaller economies, such as Malta, that would bear the disproportionate brunt of such policies.

Ignazio Corrao (EFDD), *per iscritto*. – Dopo lo scandalo *LuxLeaks*, la commissione ECON ha elaborato una serie di raccomandazioni con lo scopo di migliorare la trasparenza, il coordinamento e la convergenza nelle politiche riguardanti le imposte societarie nell'Unione. Queste ultime sono presenti nel testo emerso dal rapporto TAXE, tra le quali ritroviamo un *Country-By-Country reporting* pubblico, una notifica automatica di talune misure fiscali, un miglioramento dello scambio automatico di informazioni, l'introduzione (in due fasi) della base imponibile consolidata comune per l'imposta sulle società (CCCTB), maggiori tutele per i *whistleblower*, una definizione chiara di cosa rientri nella categoria dei paradisi fiscali e le misure necessarie per combattere anche il ricorso a questa pratica dannosa. Come per il rapporto TAXE, anche in questo caso è stata chiara la volontà di omettere le responsabilità politiche di singoli individui di rilievo e di particolari Stati membri, che nei fatti hanno agevolato per anni il diffondersi di queste pratiche dannose, cosa che per noi è inaccettabile. I nostri emendamenti sottolineano la responsabilità politica di Juncker e dei paesi Benelux, e propongono la revoca della licenza a quelle società (banche in particolare) che operano attraverso paradisi fiscali. Per i motivi sopra citati ho deciso di astenermi.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL), *por escrito*. – La internacionalización de la producción exige una armonización fiscal y una clara definición contable de los impuestos, con el fin de evitar las prácticas de elusión fiscal habituales entre las grandes compañías. Es, además, necesario mejorar la transparencia de las disposiciones fiscales de los Estados miembros, con el fin de evitar la repetición de escándalos como el de *LuxLeaks*. Estos aspectos se ven recogidos en el informe, si bien de modo todavía insuficiente. Pese a ello, creo que las propuestas permiten presionar a la Comisión y el Consejo para reformular integralmente las políticas de tributación de las sociedades actuales, por lo que he votado a favor.

Andrea Cozzolino (S&D), *per iscritto*. – Sebbene l'Unione europea abbia compiuto passi importanti verso l'integrazione economica, come l'Unione economica e monetaria e l'Unione bancaria, ulteriori sforzi sono necessari per quanto riguarda un maggiore coordinamento delle politiche fiscali a livello di Unione, entro i limiti stabiliti dai trattati europei. Il coordinamento delle politiche in materia di fiscalità delle imprese è un fattore indispensabile del processo d'integrazione. Ho votato a favore della risoluzione del Parlamento europeo perché ritengo che essa presenti alla Commissione delle raccomandazioni molto importanti per combattere la pianificazione fiscale aggressiva e l'evasione, come ad esempio: la creazione di un sistema di raccolta dei dati fiscali paese per paese; maggiore trasparenza sui *tax ruling*, tutela degli informatori e coordinamento sulle politiche fiscali delle imprese; creazione di una base imponibile comune consolidata come sistema di semplificazione ed armonizzazione della definizione degli *asset* fiscali; nascita di un codice fiscale europeo comune e una politica decisa sui paradisi fiscali.

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. – When dealing with taxation I am always in favour of having proper tax transparency rules and boosting our fight against tax fraud and abuse. But this should not mean the implicit or explicit mandatory introduction of tax harmonisation or convergence, including also the mandatory introduction of a Common Consolidated Corporate Tax Base (CCCTB). Not all Member States in the EU have the same economic realities and small economies do face different economic and geographical realities, market size and resources which are different from larger economies. Small economies require flexibility to help them counterbalance the disadvantages which they otherwise would face. Tax matters should remain an issue of national competence which can help reflect these different realities. Otherwise, small economies like Malta would end up carrying the greatest burden. For these reasons I could not support this report.

Daniel Dalton (ECR), *in writing*. – Whilst I am strongly in favour of tackling tax fraud, I cannot support this report, calling as it does for a common consolidated corporate tax base and infringing on Member State sovereignty over tax policy. I am fundamentally opposed to harmonisation of corporate tax rates in the EU; nation states should be able to decide their own tax rates as best suited to their national economies. The fight against tax fraud needs to be focused through the OECD and the G20; the EU should be rigorously following their work in exchanging information to detect fraud. For these reasons I cannot support this report.

Michel Dantin (PPE), *par écrit*. – Ce rapport d'initiative non législative formule des recommandations pour améliorer la transparence fiscale des entreprises, la coordination et la convergence des politiques fiscales en matière d'impôt sur les sociétés. Ce rapport repose sur les travaux de la commission spéciale du Parlement sur les rescrits fiscaux (TAXE) présidée par mon collègue Alain Lamassoure. Cette dernière avait été créée suite aux révélations «LuxLeaks» et ses recommandations ont été approuvées le 26 novembre en session plénière.

Les rapporteurs proposent notamment l'introduction par étapes d'ici à 2017 d'un régime commun d'impôt sur les sociétés, d'une définition commune sur les paradis fiscaux, et une série de propositions législatives visant à améliorer l'échange d'informations entre les administrations nationales sur les règles fiscales par exemple. Soutenant les objectifs de ce rapport, j'ai voté en sa faveur.

Angélique Delahaye (PPE), *par écrit*. – J'ai voté pour le Rapport Dodds et Niedermayer qui fait suite au travail d'analyse de la Commission TAXE (commission spéciale sur les rescrits fiscaux dans les États membres, mise en place en février 2015 suite aux révélations «LuxLeaks») et formule des propositions concrètes en matière d'imposition des sociétés multinationales en Europe.

Ce texte favorise grandement la transparence à travers les informations par pays et concernant tous les secteurs que les multinationales seront tenues de publier, la mise en place d'un nouveau label de contribuable loyal pour les entreprises respectant les bonnes pratiques fiscales et la communication obligatoire des nouvelles mesures fiscales par la Commission européenne. À travers ce vote, je souhaite rendre public le mécanisme de déclaration d'activité et d'imposition pays par pays. Enfin, ce rapport insiste sur la nécessité d'établir un régime juridique européen de protection des lanceurs d'alerte.

Andor Deli (PPE), *írásban*. – Szavazatommal támogattam e jelentést, hiszen az abban megfogalmazott javaslatok az Európai Parlament és az európaiak eltökéltségét egyaránt jelzi az iránt, hogy jogszabályi változtatásokkal kell végre elejét venni annak, hogy a vállalatok országról országra ugrálva szinte nullára csökkentsék adózási kötelezettségeiket. A Luxleaks-botrányban kiderült, hogy pontosan mennyi adótól szabadultak meg a cégek, elkerülve olyan pénzek befizetését, amelyekből iskolák, kórházak épülhettek volna, vagy amelyekkel csökkent volna az államadósság. A céges adóelkerülés évente több milliárdos bevételkiesést jelent a nemzeti költségvetéseknek, egyenlőtlen versenyt eredményez a vállalatok között, és alássa az európaiak államba és kormányba vetett hitét.

Úgy vélem, hogy a Parlament és az OECD által javasolt intézkedések gyors bevezetésével nem csak a nemzeti adók begyűjtése válna egy csapásra hatékonyabbá, hanem igazságossá válna a piaci verseny, és kevesebbe kerülne a vállalatoknak a jogszabályoknak való megfelelés.

Jean-Paul Denanot (S&D), *par écrit*. – Les multinationales doivent payer leurs impôts là où elles font leurs bénéfices! Ce rapport donne une définition de l'«optimisation fiscale agressive» et rappelle un certain nombre de recommandations de la commission TAXE, mise en place suite au scandale LuxLeaks. Parmi celles-ci, figure le reporting comptable pays par pays, en réaffirmant son caractère public; l'harmonisation de l'assiette fiscale de l'impôt sur les sociétés; la protection des lanceurs d'alerte; la liste des paradis fiscaux; l'échange automatique d'informations concernant les rescrits fiscaux; la notification de mise en place de nouvelles mesures fiscales et la création de registres de propriété pour lutter contre le blanchiment d'argent.

J'ai soutenu par ailleurs deux amendement rejetés par la droite préconisant la création d'un fonds dédié aux lanceurs d'alerte et une régulation stricte de l'industrie de l'optimisation fiscale rendant impossible ce type de montage. À vouloir jouer sur tous les tableaux – auprès des États comme des multinationales – les grands cabinets d'audit flirtent trop souvent avec le conflit d'intérêt.

Mireille D'Ornano (ENF), *par écrit*. – Le but de ce rapport était de lutter contre la concurrence fiscale agressive vis-à-vis de la zone euro, ainsi que de limiter les possibilités de fraude.

Alors que près de 190 milliards d'euros sont perdus chaque année dans ce domaine, une réforme était largement attendue.

Bien que la mise en place d'un système de protection des lanceurs d'alerte, de mesures de rétorsion envers les entreprises ayant recours aux paradis fiscaux et la refonte du code de conduite soient des avancées certaines, les États perdent ici de leur souveraineté.

En effet, alors que des conventions bilatérales permettaient un contrôle des États sur la spécificité de leur régime fiscal, ce rapport préconise un cadre global.

Attachée à la bonne conduite en matière fiscale mais également à la souveraineté des États membres dans ce domaine, je me suis abstenue.

Ангел Джамбазки (ECR), *в писмена форма*. – Идеята на този документ е добра, но изпълнението не ми позволява да го подкрепя. Борбата с укриването на данъци в ЕС трябва да се води, от една страна, от всички страни членки, а от друга страна, трябва да е координирана, защото ако това не се случва, ще се наблюдава това, на което сме свидетели сега.

Мултинационални компании ще прехвърлят счетоводните си печалби от едни страни с високи ставки към такива с по-ниски, което ще ошети, от една страна, местния бюджет, а от друга страна, и бюджета на Общността. Може да се получи още по-неприятно, ако ние засилим мерките срещу намаляването на данъчната основа и прехвърлянето на печалби.

Да не се окаже, че всички тези приходи се прехвърлят в офшорни зони и/или в страни извън ЕС. Трябва да поразработим още доста, за да можем да се преборим с тези злоупотреби.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI), *γραπτώς*. – Προτείνεται η υπερψήφιση της έκθεσης, καθώς, μέσω αυτής, επιδιώκεται η πάταξη της φοροδιαφυγής και της φορολογικής απάτης με την κάλυψη των ρυθμιστικών κενών με διεθνείς φορολογικές αντιστοιχίες.

Norbert Erdős (PPE), *írásban*. – Szavazatommal támogattam e jelentést, hiszen az abban megfogalmazott javaslatok az Európai Parlament és az európaiak eltökéltségét egyaránt jelzi az iránt, hogy jogszabályi változtatásokkal kell végre elejét venni annak, hogy a vállalatok országról országra ugrálva szinte nullára csökkentsék adózási kötelezettségeiket. A Luxleaks-botrányban kiderült, hogy pontosan mennyi adótól szabadultak meg a cégek, elkerülve olyan pénzek befizetését, amelyekből iskolák, kórházak épülhettek volna, vagy amelyekkel csökkent volna az államadósság. A céges adóelkerülés évente több milliárdos bevételkiesést jelent a nemzeti költségvetéseknek, egyenlőtlen versenyt eredményez a vállalatok között, és aláássa az európaiak államba és kormányba vetett hitét.

Úgy vélem, hogy a Parlament és az OECD által javasolt intézkedések gyors bevezetésével nem csak a nemzeti adók begyűjtése válna egy csapásra hatékonyabbá, hanem igazságossá válna a piaci verseny, és kevesebbe kerülne a vállalatoknak a jogszabályoknak való megfelelés.

Eleonora Evi (EFDD), *per iscritto*. – A dicembre 2014 il Parlamento europeo ha deciso di autorizzare la presente relazione di iniziativa legislativa al fine di promuovere la trasparenza, il coordinamento e la convergenza delle politiche in materia di fiscalità delle imprese nell'Unione europea. Questa decisione è stata la reazione diretta allo scandalo Luxleaks. Ogni anno l'UE perde circa 50-70 miliardi di euro a causa dell'elusione fiscale delle imprese realizzata solamente tramite il trasferimento degli utili. Tali pratiche non dovrebbero mai essere ritenute accettabili, soprattutto in circostanze economiche difficili come quelle cui deve far fronte l'Europa in questo periodo, nelle quali il Parlamento ritiene ancor più essenziale che tutti gli attori economici contribuiscano equamente. Il mancato contributo da parte di alcune società multinazionali genera un contesto di iniquità, in cui le società nazionali più piccole faticano a competere e ciò è totalmente in contrasto con il principio del mercato unico. Proprio dal punto di vista dell'equità, dalla raccomandazione emerge chiaramente la volontà di omettere completamente le responsabilità politiche di singoli individui di rilievo e di particolari Stati membri, che nei fatti hanno agevolato, per anni, il diffondersi di queste pratiche dannose. Per questo motivo, anche se alcune delle misure proposte sono condivisibili, ho deciso di astenermi.

Edouard Ferrand (ENF), *par écrit*. – Je me suis abstenu sur cette résolution parce que je suis favorable à une politique d'accords bilatéraux en matière fiscale.

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – O escândalo LUXLEAKS e outras investigações que se lhe seguiram mostraram que a fraude e evasão fiscais constituem práticas generalizadas na maioria dos Estados-Membros, com o conhecimento dos respetivos governos.

Este relatório propõe-se abordar formas de «assegurar a transparência, a coordenação e a convergência das políticas de tributação das sociedades na UE».

O relatório contém recomendações positivas, como sejam, entre outras:

- A apresentação de relatórios obrigatórios e públicos por país pelas empresas multinacionais para todos os sectores;
- Contramedidas em relação às empresas que utilizam paraísos fiscais;
- Adaptação da definição de estabelecimento estável, para que as empresas não possam evitar de forma artificial ter uma presença tributável nos Estados-Membros onde têm uma atividade económica;
- Melhoria do enquadramento dos preços de transferência na UE.

A proposta da introdução de uma matéria coletável comum consolidada do imposto sobre as sociedades pode ajudar a combater a transferência de lucros. Mas a aplicação desta medida não resolverá, por si só, o problema.

O relatório deixa entreaberta a porta para a harmonização fiscal, através de propostas que, em nome do combate à elisão fiscal e à transferência de lucros, pretendem dar o mote para a perda de mais um mecanismo de política económica, desta vez a política fiscal.

Abstivemo-nos.

Luke Ming Flanagan (GUE/NGL), *in writing*. – I voted against as I believe that the EU should have no say in Ireland's tax affairs.

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Európsky parlament sa v decembri 2014 rozhodol povoliť vypracovanie legislatívnej iniciatívnej správy o transparentnosti, koordinácii a konvergencii politík zdaňovania právnických osôb v Európskej únii. Toto rozhodnutie bolo priamym pokračovaním odhalenia LuxLeaks konzorciom novinárov z novembra 2014, ktoré zistilo, že mnohé nadnárodné spoločnosti uzatvorili tajné zmluvy s luxemburskými orgánmi, ktoré im umožnili znížiť daňovú povinnosť, v niektorých prípadoch na takmer 1 percento, a zároveň vytvoriť malú alebo žiadnu hospodársku činnosť v danej krajine. Nedávne skúsenosti ukázali, že členské štáty nemôžu konať samostatne v boji proti agresívnemu daňovému plánovaniu. Samotná skutočnosť, že by sme mali mať jednotný trh v rámci Európskej únie, si vyžaduje koordinovaný postup. Pri zachovaní princípu suverenity členských štátov v súvislosti s daňovou politikou je potrebné, aby existovali legislatívne opatrenia Európskej únie na zlepšenie transparentnosti, koordinácie a konvergencie v daňových politikách v Európskej únii.

Lorenzo Fontana (ENF), *per iscritto*. – Nonostante alcune considerazioni condivisibili il mio voto sarà di astensione in quanto non c'è traccia di una palese denuncia del caso *Luxleaks* e della chiara correlazione con le responsabilità politiche del governo lussemburghese.

Λάμπρος Φουντούλης (NI), *γραπτώς*. – Υπερψηφίζω την έκθεση με τις συστάσεις προς την Επιτροπή σχετικά με την επίτευξη διαφάνειας, συντονισμού και σύγκλισης στις πολιτικές όσον αφορά τον φόρο εταιρειών στην Ένωση διότι μέσω αυτής επιδιώκεται η πάταξη της φοροδιαφυγής και της φορολογικής απάτης με την κάλυψη των ρυθμιστικών κενών με διεθνείς φορολογικές αντιστοιχίες.

Ashley Fox (ECR), *in writing*. – I voted against this report as tax is firmly a member state competency.

Whilst I support the fight against tax fraud and tax evasion this is not the right forum. The OECD has made excellent progress in this arena and we do not need to duplicate it.

This knee jerk reaction against the 'LuxLeaks' is neither necessary nor appropriate, rather it is a power grab by the EU.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D), *in writing*. – The European Parliament decided in December 2014 to authorise the drafting of a legislative own initiative report 'Bringing transparency, coordination and convergence to Corporate Tax policies in the European Union'. This decision was a direct follow-up to the LuxLeaks revelations by a consortium of journalists in November 2014, which revealed that many multi-national companies concluded secret deals with the authorities of Luxembourg that allowed them to reduce their tax liability, in some cases to almost 1%, while creating little or no economic activity in that country.

I supported the recommendation that will provide a new agenda for tax justice. More transparency, coordination and convergence are needed to fight tax fraud, tax avoidance and aggressive tax planning.

Kinga Gál (PPE), *írásban*. – Szavazatommal támogattam e jelentést, hiszen az abban megfogalmazott javaslatok az Európai Parlament és az európaiak eltökéltségét egyaránt jelzi az iránt, hogy jogszabályi változtatásokkal kell végre elejét venni annak, hogy a vállalatok országról országra ugrálva szinte nullára csökkentsék adózási kötelezettségeiket. A Luxleaks-botrányban kiderült, hogy pontosan mennyi adótól szabadultak meg a cégek, elkerülve olyan pénzek befizetését, amelyekből iskolák, kórházak épülhettek volna, vagy amelyekkel csökkent volna az államadósság. A céges adóelkerülés évente több milliárdos bevételkiesést jelent a nemzeti költségvetéseknek, egyenlőtlen versenyt eredményez a vállalatok között, és alássa az európaiak államba és kormányba vetett hitét.

Úgy vélem, hogy a Parlament és az OECD által javasolt intézkedések gyors bevezetésével nem csak a nemzeti adók begyűjtése válna egy csapásra hatékonyabbá, hanem igazságossá válna a piaci verseny, és kevesebbe kerülne a vállalatoknak a jogszabályoknak való megfelelés.

Francesc Gambús (PPE), *por escrito*. – He votado ante la constatación de que debemos aumentar la transparencia, la coordinación y la convergencia en las políticas de tributación de las sociedades en la Unión. No podemos consentir que, como detalla un estudio encargado por el Parlamento Europeo, la UE pierda alrededor de 50 000 a 70 000 millones de euros al año debido a la elusión del impuesto de sociedades únicamente mediante la deslocalización de beneficios. Estas prácticas no son aceptables en ningún caso.

Eider Gardiazabal Rubial (S&D), *por escrito*. – Valoramos positivamente la aprobación de este informe de propia iniciativa que ha corrido en paralelo a la Comisión TAXE, si bien más centrado en las recomendaciones que en la investigación de los hechos.

Nos congratulamos de que se hayan incorporado al informe algunos logros netamente socialistas, como la inclusión de la obligatoriedad de realizar los informes país por país, la armonización de la base del impuesto de sociedades (BICCIS), la protección para los denunciantes de irregularidades, el establecimiento de una definición común de paraíso fiscal, o el intercambio automático de resoluciones tributarias.

Sin embargo, debemos lamentar que, por la oposición de los Grupos PPE, ALDE y ECR, no hayamos podido sacar adelante en el Pleno la creación de un fondo europeo para asistir a los denunciantes, así como más regulación para las empresas de consultoría fiscal.

Por otro lado, y aunque no ha sido incorporado en este informe, no renunciamos en el futuro a la creación de una agencia tributaria europea que administre el repertorio de resoluciones fiscales y la lista de evasores transfronterizos.

Elisabetta Gardini (PPE), *per iscritto*. – Ancora oggi troppo spesso le imprese si trovano di fronte a differenze fiscali ingiustificabili. Resta ancora molto da fare per rendere il mercato davvero equo e pienamente concorrenziale, occorre creare un sistema fiscale che non sia di ostacolo ma, al contrario, quanto più integrato e compatibile con le esigenze di sviluppo delle imprese. In questo senso la trasparenza, il coordinamento e la convergenza delle politiche sono la giusta direzione da seguire. In questa relazione sono contenute diverse misure che vanno in questa direzione, per questi motivi ho votato a favore della relazione.

Elena Gentile (S&D), *per iscritto*. – Ho votato a favore della relazione di iniziativa del PE sulla trasparenza, coordinamento e convergenza nelle politiche dell'Unione in materia di fiscalità d'impresa, perché ritengo di fondamentale importanza fare dei passi avanti in materia di fiscalità societaria in Europa, affinché essa sia equa, e soprattutto le società, particolarmente quelle multinazionali, paghino le imposte nei paesi in cui è effettivamente prodotto il reddito e quindi combattere alla radice il fenomeno della pianificazione fiscale aggressiva. Il PE in questa legislatura con vigore ha posto al centro del proprio dibattito le questioni legate alla fiscalità, di competenza degli Stati membri. A tal fine ha rinnovato il mandato alla commissione d'inchiesta TAXE sui ruling fiscali, sta puntando sull'introduzione di una base comune imponibile che dovrebbe essere il perno di una tassazione comune per le società (CCCTB), al fine di promuovere, con

questa e altre azioni di coordinamento e di convergenza nel settore fiscale, uno sviluppo sostenibile e il rafforzamento della competitività delle PMI. Il PE nelle raccomandazioni alla CE chiede l'obbligo di comunicazione per paese per tutte le multinazionali, la notifica obbligatoria delle misure fiscali, maggiore trasparenza dei porti franchi, la protezione degli informatori e una lista esaustiva dei paesi da considerarsi paradisi fiscali.

Arne Gericke (ECR), *schriftlich*. – Ich habe heute für den Bericht „Transparentere Gestaltung, Koordinierung und Annäherung der Politik im Bereich der Körperschaftsteuer“ gestimmt, da ich jede Maßnahme in Europa unterstütze, die für mehr Steuergerechtigkeit sorgt und internationale Konzerne in die Pflicht nimmt, wie jeder Bürger oder Mittelständler sie kennt.

Jens Gieseke (PPE), *schriftlich*. – Gemeinsam mit meinen Kollegen der EVP-Fraktion habe ich mich erneut für effektive und faire Steuersysteme eingesetzt. Eine transparente Körperschaftsteuer gewährleistet, dass bestehende Steuervorschriften auch weiterhin eingehalten werden. Dennoch besteht das eigentliche Problem nicht in den Steuermodellen einzelner Staaten. Die mangelnde Zusammenarbeit der Mitgliedstaaten untereinander ist die Ursache für das Entstehen von immer neuen Steuerschlupflöchern.

Neena Gill (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the report on corporate tax avoidance, because it is clear that something needs to be done about the billions and billions of pounds lost every year to tax evasion and aggressive tax avoidance. People across the UK, and the EU, are rightly furious that they face higher taxes or cuts to public services as a result of multinational companies with clever advisers reducing their own tax bill to almost nothing. This report sets out a clear plan for action at EU level that will stop these kinds of practices once and for all. The Tories should be ashamed of voting against it, and David Cameron should listen to the voice of British and European people and act on these recommendations as soon as possible.

Bruno Gollnisch (NI), *par écrit*. – Le rapport Dodds-Niedermayer sur l'impôt sur les sociétés que nous votons aujourd'hui est le pendant logique de celui de la commission sur les rescrits fiscaux adopté le mois dernier. Il a le même thème: la lutte contre la concurrence fiscale agressive et contre la double non-imposition des entreprises, notamment les multinationales championnes de l'optimisation fiscale.

Je me suis abstenu sur le vote final de ce rapport: je soutiens en effet la plupart de ses propositions, d'ailleurs issues des recommandations de l'OCDE, à l'exception de celles qui donneraient à Bruxelles un quelconque pouvoir d'harmonisation des impôts directs. Je ne fais pas plus confiance à la Commission dans ce domaine que dans les autres.

Mais le chemin va être difficile pour remettre un peu de moralité et de justice dans la course au moins d'impôts possible, dont les principales victimes sont les budgets nationaux et les contribuables captifs, PME et citoyens ordinaires.

En France, l'Assemblée nationale vient de rejeter le «reporting par pays», qui aurait obligé les grandes entreprises transnationales à publier leurs chiffres d'affaires, effectifs, impôts payés, etc... pays par pays. Certes, cet amendement était sans doute perfectible, mais son rejet, à la demande du secrétaire d'État au budget, est tout de même symbolique.

Tania González Peñas (GUE/NGL), *por escrito*. – Hemos votado a favor de este informe, con el que el Parlamento Europeo solicita a la Comisión que reanude sus trabajos de cara a establecer una consolidación de la base fiscal de las multinacionales, que ayudaría a combatir la evasión fiscal y la competencia fiscal a la baja entre países. El documento contiene, además, otros elementos muy interesantes como la protección de los denunciantes y un mayor control de las empresas de «asesoría fiscal», que en muchos casos son cómplices de la evasión.

Theresa Griffin (S&D), *in writing*. – I voted in favour of this report as it is clear that something needs to be done about the billions and billions of pounds lost every year to tax evasion and aggressive tax avoidance. This report, co-drafted by Labour MEP Anneliese Dodds, marks a major step forward. People across the UK, and the EU, are rightly furious that they face higher taxes or cuts to public services as a result of multinational companies with clever advisers reducing their own tax bills to almost nothing. This report sets out a clear plan for action at EU level that will stop these kinds of practices once and for all. The Tories should be deeply ashamed of voting against it. David Cameron should listen to the voice of British and European people and act on these recommendations as soon as possible.

Nathan Gill (EFDD), *in writing*. – The title of this recommendation to the Commission highlights not just transparency but also coordination and convergence of corporate tax policies – in other words the ground is being prepared for harmonisation of corporate taxes across the EU, which will end the healthy tax competition between jurisdictions that is the only brake on ever-growing public expenditure. UKIP accordingly voted against tax harmonisation.

Enrique Guerrero Salom (S&D), *por escrito*. – Valoramos positivamente la aprobación de este informe de propia iniciativa que ha corrido en paralelo a la Comisión TAXE, si bien más centrado en las recomendaciones que en la investigación de los hechos.

Nos congratulamos de que se hayan incorporado al informe algunos logros netamente socialistas, como la inclusión de la obligatoriedad de realizar los informes país por país, la armonización de la base del impuesto de sociedades (BICIS), la protección para los denunciantes de irregularidades, el establecimiento de una definición común de paraíso fiscal, o el intercambio automático de resoluciones tributarias.

Sin embargo, debemos lamentar que, por la oposición de los Grupos PPE, ALDE y ECR, no hayamos podido sacar adelante en el Pleno la creación de un fondo europeo para asistir a los denunciantes, así como más regulación para las empresas de consultoría fiscal.

Por otro lado, y aunque no ha sido incorporado en este informe, no renunciamos en el futuro a la creación de una agencia tributaria europea que administre el repertorio de resoluciones fiscales y la lista de evasores transfronterizos.

Sylvie Guillaume (S&D), *par écrit*. – Avec les révélations de l'affaire LuxLeaks, la lutte contre l'évasion fiscale des grandes multinationales s'est imposée comme une évidence. C'est dans ce contexte que j'ai soutenu le rapport de ma collègue Dodds visant à introduire des règles au niveau européen pour empêcher que certaines entreprises peu scrupuleuses n'utilisent des failles pour esquiver un impôt qui aurait pu être utilisé pour construire des écoles et des hôpitaux ou rembourser la dette nationale.

En offrant une plus grande protection aux lanceurs d'alerte et en obligeant les entreprises à rendre public le montant exact de leurs bénéfices, la justice fiscale ne se limitera plus à de vains mots. Certes, nous aurions voulu aller plus loin encore avec l'encadrement renforcé des «Big 4» (principaux auditeurs), mais ce texte permet déjà de bonnes avancées. Parmi celles-ci, je relève l'introduction d'un rapport obligatoire et public, pays par pays, la création d'une assiette commune consolidée pour l'impôt (ACCIS), c'est-à-dire un seul ensemble de règles pour les entreprises transfrontalières permettant de calculer les bénéfices imposables au sein de l'UE, l'établissement d'une définition commune et convaincante des paradis fiscaux, ou encore l'échange automatique d'informations sur les décisions fiscales et la notification obligatoire des nouvelles mesures fiscales.

Jytte Guteland, Anna Hedh, Olle Ludvigsson, Jens Nilsson och Marita Ulvskog (S&D), *skriftlig*. – Vi svenska socialdemokrater röstade ja till betänkandet som helhet. Vi ser positivt på att parlamentet driver en offensiv och delvis visionär linje när det gäller insatserna mot skatteflykt och aggressiv skatteplanering. Detta är ett område där det krävs ytterligare insatser och där det är viktigt med en aktiv utvecklingsprocess för att identifiera åtgärder som fungerar. Alla rekommendationer i betänkandet kan eller bör kanske inte realiseras i närtid, men det är ändå nyttigt att på detta vis etablera ett slags agenda.

Samtidigt är det viktigt att understryka att fastställandet av skattesatser i allt väsentligt måste fortsätta att vara en nationell angelägenhet. Det måste vara upp till medlemsländerna själva att avgöra vilka skattenivåer som behövs för att säkra tillräckliga intäkter i de offentliga budgetarna.

Sergio Gutiérrez Prieto (S&D), *por escrito*. – Valoramos positivamente la aprobación de este informe de propia iniciativa que ha corrido en paralelo a la Comisión TAXE, si bien más centrado en las recomendaciones que en la investigación de los hechos.

Nos congratulamos de que se hayan incorporado al informe algunos logros netamente socialistas, como la inclusión de la obligatoriedad de realizar los informes país por país, la armonización de la base del impuesto de sociedades (BICCS), la protección para los denunciantes de irregularidades, el establecimiento de una definición común de paraíso fiscal, o el intercambio automático de resoluciones tributarias.

Sin embargo, debemos lamentar que, por la oposición de los Grupos PPE, ALDE y ECR, no hayamos podido sacar adelante en el Pleno la creación de un fondo europeo para asistir a los denunciantes, así como más regulación para las empresas de consultoría fiscal.

Por otro lado, y aunque no ha sido incorporado en este informe, no renunciamos en el futuro a la creación de una agencia tributaria europea que administre el repertorio de resoluciones fiscales y la lista de evasores transfronterizos.

András Gyürk (PPE), *írásban*. – Szavazatommal támogattam a Doods–Niedermayer-jelentést, amely az Európai Parlament és az európaiak eltökélttségét jelzi az iránt, hogy jogszabályi változtatásokkal kell elejét venni annak, hogy a vállalatok szinte nullára csökkentsék adózási kötelezettségeiket. A Luxleaks-botrányból kiderült, hogy pontosan mennyi adótól szabadultak meg a cégek, elkerülve olyan pénzek befizetését, amelyekből iskolák, kórházak épülhettek volna, vagy amelyekkel csökkenhettek volna az államadósság. A céges adóelkerülés évente több milliárdos bevételkiesést jelent a nemzeti költségvetéseknek, egyenlőtlen versenyt eredményez a vállalatok között, és aláássa az európaiak államba és kormányba vetett hitét.

Úgy vélem, hogy a Parlament és az OECD által javasolt intézkedések gyors bevezetésével nem csak a nemzeti adók begyűjtése válna hatékonyabbá, hanem egyúttal a piaci versenyt is igazságossá tenné, továbbá kevesebbe kerülne a vállalatoknak a jogszabályoknak való megfelelés.

Tάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL), *γραφπώς*. – Η έκθεση δεν προτείνει κάτι συγκεκριμένο αναφορικά με τον κοινό εταιρικό φόρο, ούτε κάτι καινούριο, παρά μόνο επικεντρώνεται κυρίως στην περαιτέρω ανταλλαγή φορολογικών πληροφοριών ανάμεσα στα κράτη μέλη, η οποία όμως θα συντονίζεται από τις Βρυξέλλες. Η πάγια μας θέση ήταν εναντίον ενός κοινού εταιρικού φόρου διότι θεωρούμε πως το κάθε κράτος μέλος πρέπει να διατηρεί το κυρίαρχο δικαίωμα στο σχεδιασμό και υλοποίηση των φορολογικών του πολιτικών. Για τον λόγο αυτό καταψηφίσαμε την έκθεση.

Brian Hayes (PPE), *in writing*. – I chose to abstain on this report due to the fact it contains a number of worrying elements such as calling for a full, mandatory CCCTB, calling for Member States to inform each other and the Commission of any new allowance, relief or incentive which could have a material impact on their effective tax rate, calling for mandatory, public country-by-country reporting for all multinationals and making claims that the ongoing state aid investigations have revealed a lack of transparency in the way state aid rules are applied.

György Hölvényi (PPE), *írásban*. – Szavazatommal támogattam e jelentést. A jelentésben megfogalmazott javaslatok az Európai Parlament és az európai állampolgárok az iránti akaratát fejezi ki, hogy jogszabályi változtatásokkal végre véget vessünk annak, hogy a vállalatok országról országra ugrálva, szinte nullára csökkentsék adózási kötelezettségeiket. A Luxleaks-botrányban kiderült, hogy pontosan mennyi adótól szabadultak meg a cégek, elkerülve olyan pénzek befizetését, amelyekből iskolák, kórházak épülhettek volna, vagy amelyekkel csökkent volna az államadósság. A céges adóelkerülés évente több milliárdos bevételkiesést jelent a nemzeti költségvetéseknek, egyenlőtlen versenyt eredményez a vállalatok között, és aláássa az európaiak államba és kormányba vetett hitét.

Úgy vélem, hogy a Parlament és az OECD által javasolt intézkedések gyors bevezetésével nem csak a nemzeti adók begyűjtése válna egy csapásra hatékonyabbá, igazságosabbá válna a piaci verseny, hanem kevesebbe is kerülne a vállalatoknak a jogszabályoknak való megfelelés. A fenti okoknál fogva szavazatommal támogattam a jelentést.

Mary Honeyball (S&D), *in writing*. – It is clear that something needs to be done about the billions and billions of pounds lost every year to tax evasion and aggressive tax avoidance. This report, co-drafted by Labour MEP Anneliese Dodds, marks a major step forward. People across the UK, and the EU, are rightly furious that they face higher taxes or cuts to public services as a result of multinational companies with clever advisers reducing their own tax bills to almost nothing. This report sets out a clear plan for action at EU level that will stop these kinds of practices once and for all. The Tories should be deeply ashamed of voting against it. David Cameron should listen to the voice of British and European people and act on these recommendations as soon as possible.

Ian Hudgton (Verts/ALE), *in writing*. – I do not support all the calls in this report and in particular oppose calls for a common consolidated corporate tax base. Tax raising powers are and should remain a Member State competence. Nevertheless, the EU does have a role to play in promoting transparency and eliminating tax evasion. This report makes a number of useful recommendations in this regard and on balance I was able to give it my qualified support.

Čatálin Sorin Ivan (S&D), *in writing*. – I have voted in favour of this report that will set out a list of measures that the Commission might propose as legislative acts with regard to transparency, convergence and coordination.

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan*. – Glasao sam za izvješće s preporukama Komisiji o uvođenju transparentnosti, koordinacije i konvergencije u politike poreza na dobit u Uniji, jer smatram da se većom transparentnošću u području oporezivanja dobiti može poboljšati naplata poreza i učinkovitost poreznih tijela, te da je ona ključna za osiguravanje većeg povjerenja javnosti u porezne sustave i vlade te da to treba biti ključni prioritet.

Nadalje, potrebna je svakako i bolja koordinacija nacionalnih poreznih politika, jer je to jedini izvedivi način rješavanja problema BEPS-a i agresivnog poreznog planiranja, gdje je potrebna i konvergencija jer činjenica jest da u različitim državama članicama vrijede različita pravila o oporezivanju dobiti. Stoga, glasujem za ovo izvješće koje od Komisije traži da do lipnja 2016. dostavi jedan ili više zakonodavnih prijedloga u skladu s detaljnim preporukama.

Diane James (EFDD), *in writing*. – The title of this recommendation to the Commission highlights not just transparency but also coordination and convergence of corporate tax policies – in other words the ground is being prepared for harmonisation of corporate taxes across the EU, which will end the healthy tax competition between jurisdictions that is the only brake on ever-growing public expenditure. My colleagues and I accordingly voted against tax harmonisation.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport de mes collègues Anneliese Dodds et Luděk Niedermayer pour favoriser la transparence, la coordination et la convergence des politiques en matière d'impôt sur les sociétés. Ce rapport propose des mesures concrètes sur l'imposition des entreprises multinationales en Europe. L'objectif est de faire disparaître des pratiques fiscales déloyales qui profitent à certaines grandes entreprises.

Ce rapport a été adopté à une large majorité, ce dont je me félicite.

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce texte car il formule des propositions concrètes en matière d'imposition des sociétés multinationales en Europe, notamment concernant la transparence de chaque pays sur son régime d'imposition, la coordination de l'assiette d'imposition ou encore la définition commune des paradis fiscaux.

Barbara Kappel (ENF), *schriftlich*. – Dieser Bericht, an dem ich auch als Schattenberichterstatterin mitgewirkt habe, ist sehr ausgewogen. Zwar sind einige Vorschläge zur Kompetenzerweiterung mit Vorsicht zu genießen, aber grundsätzlich ist es notwendig, gewisse Angleichungen durchzuführen, um Steuervermeidung und Steuerflucht zu vermeiden.

Krišjānis Kariņš (PPE), *rakstiski*. – Pastāvošajos ES dalībvalstu nodokļu likumos diemžēl ir "robi", kas bieži vien tiek izmantoti. Eiropas Savienības dalībvalstis zaudē un ir zaudējušas milzīgus naudas līdzekļus dēļ uzņēmumu izvairīšanās no nodokļu nomaksas pilnā apmērā un apzinātas atsevišķu dalībvalstu agresīvas nodokļu politikas dēļ. Tas ir pamatīgi kropļojis godīgu konkurenci Eiropas Savienības vienotajā tirgū. Ziņojums ietvēra ieteikumus godīgākai un pārredzamākai uzņēmumu nodokļu politikai, tai skaitā ieteikumu, ka lielajām starptautiskajām korporācijām jāmaksā nodokļi tajā dalībvalstī, kur tās veic saimniecisko darbību un gūst peļņu, nevis likumīgi novirzot šo peļņu uz citām dalībvalstīm, kuras piešķir šiem uzņēmumiem nodokļu atlaides. Uzskatu, ka ir nepieciešama lielāka koordinācija un pārredzamība dalībvalstu starpā. Valstu tiesībām konkurēt nodokļu jomā ir jāsiglabājas, tomēr uzņēmumu konkurencei ir jābūt godīgai.

Balsojumā par rezolūciju es atturējos, jo tā diemžēl sastāv arī no priekšlikumiem, kas iedragātu dalībvalstu suverenitāti nodokļu jomā. Katrai dalībvalstij šobrīd ir tiesības veidot pašai savu nodokļu politiku, un Latvijai ir jābūt iespējai noteikt nodokļus tā, lai veicinātu uzņēmējdarbību un piesaistītu investīcijas. Katras dalībvalsts uzņēmējdarbības un investīciju vide krasi atšķiras. Uzskatu, ka noteikti punkti šajā ziņojumā apdraud dalībvalstu suverenitāti attiecībā uz nodokļu jautājumiem.

Afzal Khan (S&D), in writing. – I voted in favour of the report as it is clear that something needs to be done about the billions and billions of pounds lost every year to tax evasion and aggressive tax avoidance. People across the UK, and the EU, are rightly furious that they face higher taxes or cuts to public services as a result of multinational companies with clever advisers reducing their own tax bill to almost nothing. This report sets out a clear plan for action at EU level that will stop these kinds of practices once and for all. The Tories should be ashamed of voting against it, and David Cameron should listen to the voice of British and European people and act on these recommendations as soon as possible.

Ádám Kósa (PPE), írásban. – Szavazatommal támogattam e jelentést, hiszen az abban megfogalmazott javaslatok az Európai Parlament és az európaiak eltökéltségét egyaránt jelzi az iránt, hogy jogszabályi változtatásokkal kell végre elejét venni annak, hogy a vállalatok országról országra ugrálva szinte nullára csökkentsék adózási kötelezettségeiket. A Luxleaks-botrányban kiderült, hogy pontosan mennyi adótól szabadultak meg a cégek, elkerülve olyan pénzek befizetését, amelyekből iskolák, kórházak épülhettek volna, vagy amelyekkel csökkent volna az államadósság. A céges adóelkerülés évente több milliárdos bevételkiesést jelent a nemzeti költségvetéseknek, egyenlőtlen versenyt eredményez a vállalatok között, és aláássa az európaiak államba és kormányba vetett hitét.

Úgy vélem, hogy a Parlament és az OECD által javasolt intézkedések gyors bevezetésével nem csak a nemzeti adók begyűjtése válna egy csapásra hatékonyabbá, hanem igazságossá válna a piaci verseny, és kevesebbe kerülne a vállalatoknak a jogszabályoknak való megfelelés.

Giovanni La Via (PPE), per iscritto. – Lo scandalo *Luxleaks* ha messo in luce il fatto che numerose società multinazionali hanno attuato pratiche non trasparenti al fine di ridurre il debito d'imposta fino a quasi l'1%. Purtroppo, tali pratiche di pianificazione fiscale aggressiva sono diffuse in tutto il territorio dell'UE. Ritengo di vitale importanza coordinare quanto più possibile le politiche fiscali nazionali, in quanto come sappiamo la legislazione in tale materia è prerogativa degli Stati membri. Ho deciso di votare favorevolmente questa proposta poiché le misure elencate potrebbero portare maggiore trasparenza, coordinamento e convergenza nelle politiche dell'Unione in materia di fiscalità delle imprese.

Marine Le Pen (ENF), par écrit. – Le rapport d'initiative Dodds Niedermayer fait suite au scandale des LuxLeaks, mais a été lancé en décembre 2014, soit trois mois avant la mise en place de la commission spéciale.

La thématique est exactement la même: lutter contre la concurrence fiscale agressive au niveau de l'Union et les schémas d'optimisation. Le préjudice au niveau européen est évalué comme allant de 50 à 70 milliards d'euros par an pour les seules délocalisations de profits, et de 160 à 190 milliards d'euros si l'on inclut les régimes et accords fiscaux spéciaux et les fraudes.

On regrettera à nouveau l'idée d'une suppression des conventions bilatérales par des accords multilatéraux sous l'égide de l'Union, qui parlerait d'une seule voix, dans la mesure où les États perdent ainsi le contrôle de ces accords.

Nous nous abstenons vu qu'il existe des points positifs et des points négatifs.

Gilles Lebreton (ENF), par écrit. – Je me suis abstenu sur ce rapport car il se prononce en faveur de l'intégration fiscale à laquelle je suis opposé. C'est dommage car ses autres recommandations, par exemple sur la protection des lanceurs d'alerte ou encore sur le «reporting» par pays pour les multinationales, sont pertinentes.

Javi López (S&D), *por escrito*. – Se trata de un informe paralelo al de Ferreira y Theurer como consecuencia del escándalo de LuxLeaks, si bien más centrado en las recomendaciones que en la investigación de los hechos. El informe incluye la obligatoriedad de realizar los informes país por país, la armonización de la base del impuesto de sociedades (BICCS), la protección para los denunciantes de irregularidades, el establecimiento de una definición común de paraíso fiscal, y el intercambio automático de resoluciones tributarias. Por estas razones he considerado votar a favor del mismo.

Antonio López-Istúriz White (PPE), *por escrito*. – Debido a la celebración de acuerdos por parte de diversas multinacionales con autoridades luxemburguesas para reducir sus obligaciones fiscales cuando la actividad económica realizada en dicho país era prácticamente inexistente, el Parlamento Europeo considera necesario aumentar la transparencia en el ámbito de la tributación de sociedades.

Estas prácticas de «planificación fiscal agresiva» no solo se llevan a cabo en Luxemburgo, sino que se extienden por toda la UE. Obviamente, estas actividades no deberían tolerarse bajo ninguna circunstancia pero aún menos cuando nos encontramos en circunstancias económicas delicadas.

En el caso de que las empresas multinacionales no contribuyan a aplicar dichas medidas, se generaría una contradicción respecto al principio del mercado único, ya que las empresas nacionales más pequeñas no podrían competir en estas circunstancias de desigualdad. Este hecho, además, generaría un gran impacto en los gobiernos nacionales, que, ante la reducción de ingresos provenientes de la tributación fiscal, se verían obligados a contemplar recortes en los servicios prestados por el Estado.

En definitiva, considero que este informe debería ser aprobado para que la UE pueda llevar a cabo medidas de coordinación y transparencia en el ámbito del impuesto de sociedades de la Unión y lograr, de esta manera, favorecer las condiciones de las empresas que forman parte del mercado único europeo.

Ivana Maletić (PPE), *napisan*. – Zbog omogućavanja prebacivanja dobiti, kako bi se izbjeglo plaćanje poreza u državi članici u kojoj je stvorena dodana vrijednost, Europska unija godišnje gubi od 50 do 70 milijardi eura. Gubitkom tih sredstava, države članice nisu u mogućnosti poticati faktore rasta, a pritom porezno opterećuju rad i proizvodnju, gušeći tako gospodarski oporavak, razvoj i otvaranje novih radnih mjesta.

Podržala sam izvješće jer predlaže mjere koje će pomoći u ostvarivanju transparentnosti, koordinacije i konvergenciju između država članica kako bi se izbjegle nepoštene porezne prakse te omogućilo pošteno oporezivanje i porezno natjecanje. Ostvarivanjem tih ciljeva omogućilo bi se porezno rasterećenje onih subjekata, malih i srednjih poduzetnika, koji uistinu doprinose gospodarskom rastu, razvoju i otvaranju novih radnih mjesta.

Vladimír Maňka (S&D), *písomne*. – Daňové úniky majú okrem zásadných negatívnych ekonomických a hospodárskych dopadov na Úniu a členské štáty aj ďalšie dopady v podobe nedôvery obyvateľov a podnikov, ktorí si svoje daňové povinnosti plnia. Zistené podvody, škandály a liknavosť ich riešení a postihov preukazujú, že Únia musí prijať účinné legislatívne opatrenia na zlepšenie transparentnosti, koordinácie a konvergenie v politikách zdaňovania právnických osôb v Únii, vrátane postihov a sankcionovania tých, ktorí pravidlá nerespektujú a porušujú.

Neriešením a odkladaním prijatia zásadných opatrení v danej oblasti sa bude zvyšovať nielen nedôvera v spravodlivosť právneho systému Únie, ale aj pravdepodobnosť ďalšieho porušovania práva a vzniku nových finančných podvodov.

Νότης Μαριάς (ECR), *γραπτώς*. – Ψηφίζω υπέρ της έκθεσης με τις συστάσεις προς την Επιτροπή σχετικά με την επίτευξη διαφάνειας, συντονισμού και σύγκλισης στις πολιτικές όσον αφορά τη φορολογία των εταιριών στην Ένωση, διότι είναι πλήρης και τεκμηριωμένη.

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this report on the legal steps needed to improve corporate tax transparency.

Dominique Martin (ENF), *par écrit*. – Je me suis abstenu sur ce rapport qui, s'il a pour intention louable de lutter contre la concurrence fiscale agressive au niveau de l'Union, en profite une fois encore pour voler un peu plus de souveraineté aux États membres.

En effet, je regrette que les parlementaires de la commission TAXE aient jugé bon de supprimer les conventions bilatérales par des accords multilatéraux négociés sous l'égide de l'Union, entraînant de facto une perte de contrôle de ces accords pour les États membres, en faveur de Bruxelles.

Même si je reconnais l'utilité de certaines mesures proposées, telles que la réglementation des ports francs ou encore les mesures de rétorsion pour les entreprises ayant recours au paradis fiscaux, je ne peux toutefois pas me prononcer en leur faveur.

Jiří Maštálka (GUE/NGL), písemně. – Dnes jsme hlasovali o zprávě, která má velice líbivý název, ale jejím obsahem je v podstatě snaha o zavedení plné harmonizace v oblasti daňové politiky v případě zdaňování příjmů právnických osob v EU. Ve zprávě se samozřejmě vyskytují i prvky, jež podporuji, jako je nutnost boje s daňovými úniky, agresivním daňovým plánováním, daňovými ráji či netransparentností a podvody v daňové oblasti. Jsem ale i nadále přesvědčen, že daňová politika by měla zůstat plně v kompetenci jednotlivých členských států a že na jakoukoliv harmonizaci daňových sazeb v této oblasti není EU připravena díky rozdílům v jednotlivých členských státech. Zprávu jsem proto nemohl podpořit a hlasoval jsem proti.

Barbara Matera (PPE), per iscritto. – Con tale relazione si auspica la creazione di metodi per l'introduzione di maggiore trasparenza e convergenza delle politiche dell'Unione in materia di fiscalità delle imprese. Una relazione che mi trova pienamente concorde e rispetto alla quale, dunque, non posso che votare favorevolmente. Infatti, uno studio commissionato dal Parlamento europeo, dimostra come l'UE perde circa 50-70 miliardi di euro all'anno a causa dell'elusione fiscale delle imprese realizzata solamente tramite il trasferimento degli utili, cifra che poi si eleva a circa 160-190 miliardi di euro, se si prendono in considerazione le intese fiscali particolari e le inefficienze nella riscossione.

Gabriel Mato (PPE), por escrito. – Mi apoyo al informe con las recomendaciones que desde el Parlamento Europeo planteamos a la Comisión sobre el aumento de la transparencia, la coordinación y la convergencia en las políticas de tributación de las sociedades en la Unión.

No podemos seguir permitiéndonos perder cada año miles de millones de euros debido a la elusión del impuesto de sociedades únicamente mediante la deslocalización de beneficios. Estas prácticas no deberían ser aceptables en ningún caso, pero en circunstancias económicas difíciles, como las que afronta Europa en la actualidad, los eurodiputados consideramos fundamental que todos los agentes económicos contribuyan de forma equitativa.

Emmanuel Maurel (S&D), par écrit. – La résolution Dodds-Niedermayer clôt une année de réveil fiscal de l'Europe, initié par le Parlement européen. L'échange automatique et obligatoire en ce qui concerne les «rescrits» fiscaux, le travail d'audition et de recherche de la commission spéciale TAXE, son rapport progressiste et la décision de renouveler le mandat de la commission, ces avancées sont confirmées. Mais la résolution, initiative de la commission des affaires économiques et monétaires, portée par deux co-rapporteurs de familles politiques opposées, approfondit les positions du Parlement européen et détaille de nouvelles recommandations. Le texte dresse aussi un constat plus précis des pratiques d'optimisation et de l'état de l'imposition sur les sociétés dans l'Union européenne.

En outre, il se prononce en faveur d'une méthode rigoureuse et objective pour l'établissement d'une liste européenne des paradis fiscaux, associée à des sanctions très complètes pour tous ceux qui y auraient recours. En outre, il soutient une transparence renforcée en proposant que toute nouvelle mesure fiscale (abattement, crédit, taux spécial) soit communiquée aux autres États membres et ajoutée à un registre centralisé.

Parce qu'il couronne, sur ces aspects comme sur bien d'autres essentiels, la protection des lanceurs d'alerte, l'harmonisation de l'assiette d'impôt sur les sociétés, j'ai voté en faveur de ce texte.

Κώστας Μαυρίδης (S&D), γραπτώς. – Υπάρχουν θετικά στοιχεία στην έκθεση, όπως για παράδειγμα αυτά περί μεγαλύτερης διαφάνειας καθώς και άλλα, αλλά δεν επαρκούν κατά την άποψή μου για να υπερψηφίσω την έκθεση.

Η ένστασή μου επικεντρώνεται κυρίως στο γεγονός ότι η έκθεση περιέχει όρους και περιγραφικές αναφορές που μπορεί πολιτικά να είναι αποδεκτές αλλά είναι αμφιβόλου νομικού περιεχομένου, όπως αυτές περί επιθετικού φορολογικού συντελεστή. Στην έκθεση γίνεται συσχέτιση ανάμεσα σε νόμιμα συστήματα χαμηλής φορολογίας, τα οποία περιγράφονται ως συστήματα επιθετικού φορολογικού σχεδιασμού και τα οποία «συχνά οδηγούν στη χρησιμοποίηση ενός συνδυασμού από διεθνείς φορολογικές αναντιστοιχίες, πολύ ευνοϊκούς ειδικούς εθνικούς φορολογικούς κανόνες και φορολογικούς παραδείσους». Παρόμοια όμως συσχέτιση χωρίς να τίθενται παράμετροι είναι γενικευμένη προσέγγιση.

Επιπλέον, η έκθεση καλεί την Ευρωπαϊκή Επιτροπή να υποβάλει το συντομότερο δυνατόν νομοθετική πρόταση για την καθιέρωση μιας κοινής ενοποιημένης βάσης φορολογίας εταιρειών, πράγμα που αναπόφευκτα στοχεύει στην σύγκλιση του εταιρικού φορολογικού συντελεστή των κρατών μελών. Αυτό όμως λειτουργεί ενάντια στη δυνατότητα των κρατών μελών να ορίζουν τη δική τους φορολογία στο πλαίσιο του ελεύθερου ανταγωνισμού και επίσης αποδομεί το ανταγωνιστικό πλεονέκτημα που διαθέτουν ιδίως μικρά νησιωτικά και απόμακρα κράτη μέλη, τα οποία έκτισαν επί δεκαετίες ένα ισορροπημένο σύστημα αξιοποιώντας τους διαθέσιμους πόρους τους με επίκεντρο το ανθρώπινο δυναμικό τους.

Georg Mayer (ENF), *schriftlich*. – An und für sich ein sehr ausgewogener Bericht. Allerdings gibt es einige Kompetenzerweiterungsvorschläge: europäische Festlegung von Standards für den Entzug von Gewerbelizenzen von Firmen, die sich an Steuervermeidung beteiligt haben, europäische Kontrolle und Prüfung von Steuerberatern, GKKB etc. Eine solche Zentralisierung halte ich nicht für begrüßenswert. Daher enthalte ich mich meiner Stimme.

Mairead McGuinness (PPE), *in writing*. – I abstained overall on this report as a number of aspects are of a sensitive nature for Ireland.

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – A la suite de l'affaire LuxLeaks, c'est-à-dire la pratique d'accords fiscaux avantageux entre le Luxembourg et un certain nombre de multinationales, ce rapport propose une «meilleure coordination fiscale» au sein de l'UE. Si le rapport contient de bonnes propositions comme l'obligation pour les multinationales de publier leurs chiffres d'affaires par secteur et par pays ou la protection juridique des lanceurs d'alerte, il propose également des mesures clairement anecdotiques telles que la création d'un label «contribuable loyal» pour les entreprises qui paient leurs impôts. Et pourquoi pas une médaille?

En fait cela est très révélateur de l'esprit de ce texte qui prétend lutter contre la fraude fiscale sans vraiment vouloir s'attaquer à ceux qui la pratiquent. Dans ce contexte je m'abstiens pour ne pas décourager les bonnes intentions sans pour autant cautionner la faiblesse des mesures proposées.

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Apresentei o meu voto favorável ao relatório sobre assegurar a transparência, a coordenação e a convergência das políticas de tributação das sociedades na União.

Nos debates realizados pela Comissão TAXE do Parlamento Europeu, ficou claro que práticas de planeamento fiscal agressivo não se limitam só ao Luxemburgo, mas estão bastante generalizadas por toda a UE.

De acordo com um estudo pedido pelo Parlamento Europeu, a UE perde cerca de 50 a 70 milhões de euros por ano através da elisão fiscal das empresas e da transferência de lucros. É extremamente importante que se adotem medidas legislativas a nível da UE, de forma a melhorar a transparência, a coordenação e a convergência das políticas de tributação das sociedades na União.

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. – Even though I support the Union's efforts to tackle illicit financial flows and promote transparency, I could not support this report as it contained references to the creation of a common consolidated corporate tax base which infringes on Member States' national competences.

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – Les révélations du scandale LuxLeaks ont souligné l'importance de favoriser la transparence, la coordination et la convergence des politiques en matière d'impôt sur les sociétés au sein de l'Union. Le Parlement européen a adopté une série de recommandations en ce sens que je tiens à saluer. Renforcer la transparence dans le domaine de la fiscalité des entreprises doit être une priorité pour l'Union européenne. Elle permettra notamment d'améliorer la collecte des impôts et de manière plus large de renforcer la confiance des citoyens dans les systèmes fiscaux.

Ce rapport formule une série de propositions que la Commission et les États membres devraient impérativement prendre en considération. Il est temps que l'Union se dote de législations efficaces qui auront pour tâche d'éviter l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires. Lorsqu'il s'agit de régimes fiscaux internationaux, la représentation unique de l'Union sur la scène internationale est également une priorité à laquelle l'Union européenne doit s'atteler.

Marlene Mizzi (S&D), *in writing*. – I have stated previously that as far as taxation at EU level is concerned, I have always been in favour of transparency, coordination and exchange of information. I support measures targeting abuse, enhancing transparency and addressing instances of harmful tax competition in the area of corporate taxation as promulgated by international standards.

However, the Dodds report goes beyond those objectives and calls for measures to bring forward, as soon as possible, a legislative proposal for the introduction of a common consolidated corporate tax base and various actions towards the introduction of tax harmonisation at European level. In my opinion a move towards an EU-wide basis to introduce tax convergence and harmonisation in direct tax matters, forcing a one-size-fits all approach, can put small countries such as Malta into a disadvantaged position. Therefore I voted against the Dodds report.

Csaba Molnár (S&D), *írásban*. – A Gazdasági és Monetáris Bizottság jelentése részint a feltételes adómegállapításokkal és jellegükben vagy hatásukban hasonló egyéb intézkedésekkel foglalkozó különbizottság jelentéstervezetéből, részint az agresszív adótervezés elharapózó és mind több kárt okozó gyakorlatából arra a következtetésre jut, hogy a társasági adózás terén megvalósuló adókikerülés okozta veszteség mérséklése céljából átláthatóvá kell tenni, össze kell hangolni és közelíteni kell egymáshoz a tagországok társaságiadó-politikáját. Ezért azt javasolja, hogy a Parlament kérje föl a Bizottságot, hogy 2016. június végéig terjesszen a Parlament elé egy vagy több erre vonatkozó jogalkotási javaslatot. A jelentés mellékletében részletesen kidolgozott ajánlásokat ad e jogalkotási javaslatok tartalmára nézve. A jelentést támogattam.

Bernard Monot (ENF), *par écrit*. – Ce rapport d'initiative dresse un tableau inquiétant des pratiques en matière d'optimisation fiscale agressive des multinationales, chiffrant le préjudice pour les finances publiques des États membres à un montant compris entre 60 et 170 milliards d'euros par an.

Les recommandations qui sont faites sont pour une large part louables, rejoignant les grandes lignes du plan de l'OCDE (reporting par pays, ACIS, contrôle des prix de transfert, etc.). En revanche, il recommande de substituer l'UE aux États dans les conventions fiscales internationales, et d'éradiquer les conventions bilatérales.

Il aurait également gagné à aller plus loin en matière de sanctions contre les cabinets de conseil participant aux schémas d'optimisation agressive, notamment en séparant strictement les activités de conseil aux gouvernements et aux entreprises.

Au final, le rapport oblige plus directement la Commission à s'engager sur la voie de ces réformes, mais le caractère largement redondant des conclusions avec celles de la commission spéciale TAXE incite à s'abstenir sur le vote final.

Sophie Montel (ENF), *par écrit*. – Le rapport d'initiative Dodds Niedermayer fait assez largement double emploi avec le rapport de la commission spéciale TAXE. Il fait suite également au scandale LuxLeaks, mais a été lancé en décembre 2014, soit trois mois avant la mise en place de la commission spéciale, d'où cette redondance.

La thématique est exactement la même: lutter contre la concurrence fiscale agressive au niveau de l'Union et les schémas d'optimisation. Le préjudice au niveau européen est évalué à un montant compris entre 50 et 70 milliards d'euros par an pour les seules délocalisations de profits, et de 160 à 190 milliards d'euros si l'on inclut les régimes et accords fiscaux spéciaux et les fraudes.

Les conclusions sont largement convergentes, mais on peut regretter l'idée d'une suppression des conventions bilatérales au profit d'accords multilatéraux sous l'égide de l'Union, qui parlerait d'une seule voix, puisque les États perdraient ainsi le contrôle de ces accords.

On note quelques propositions différentes, comme la réglementation des ports francs, pour plus de transparence. La proposition d'encadrer strictement les conflits d'intérêts dans les sociétés de conseil a hélas été repoussée en commission.

Compte tenu de ces insuffisances, je m'abstiens sur ce rapport.

Claude Moraes (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the report on corporate tax avoidance, because it is clear that something needs to be done about the billions and billions of pounds lost every year to tax evasion and aggressive tax avoidance. People across the UK, and the EU, are rightly furious that they face higher taxes or cuts to public services as a result of multinational companies with clever advisers reducing their own tax bill to almost nothing. This report sets out a clear plan for action at EU level that will stop these kinds of practices once and for all. The Tories should be ashamed of voting against it, and David Cameron should listen to the voice of British and European people and act on these recommendations as soon as possible.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport qui demande de favoriser la transparence, la coordination et la convergence des politiques en matière d'impôts sur les sociétés. Ce texte rappelle notamment que les mesures permettant l'optimisation fiscale agressive sont incompatibles avec le principe de coopération loyale entre les États membres.

Issu du travail de la commission TAXE, ce rapport vise à lutter contre l'évasion fiscale, qui entraîne des distorsions de concurrence préjudiciables à la croissance et aux entreprises de l'Union, notamment aux PME.

Alessia Maria Mosca (S&D), *per iscritto*. – Sosteniamo con convinzione questo provvedimento, divenuto imprescindibile a seguito delle rivelazioni, conosciute come «LuxLeaks» da parte di un gruppo di giornalisti nel mese di novembre 2014, che ha rivelato che molte aziende multinazionali hanno concluso accordi segreti con le autorità lussemburghesi che hanno permesso loro di ridurre i loro obblighi fiscali, in alcuni casi, a quasi l'1 per cento, a fronte della creazione di poca o nessuna attività economica in quel paese.

Questa relazione ci rende orgogliosi dal momento che crea una nuova agenda per la giustizia fiscale, dal momento che introduce più trasparenza e meccanismi di coordinamento e convergenza, necessari per combattere la frode fiscale, l'evasione fiscale e la pianificazione fiscale aggressiva.

Alessandra Mussolini (PPE), *per iscritto*. – È necessario che tutti gli attori economici adempiano in maniera responsabile ed equa agli oneri fiscali previsti. Il bisogno di attenersi a tale presupposto è oggi più incombente che mai, alla luce delle difficoltà economiche che l'Unione europea è costretta ad affrontare. Sulla scorta di quanto affermato, ho deciso di sostenere con favore la relazione a firma dei colleghi Dodds e Niedermayer, la quale propone misure lungimiranti in materia di fiscalità aziendale, il cui obiettivo è quello di ripristinare un sistema equilibrato e trasparente.

József Nagy (PPE), *írásban*. – Üdvözlöm a társasági adóra vonatkozó politikák Európai Unió belüli átláthatóvá tételével, összehangolásával és közelítésével foglalkozó jelentést. A jelentés fontosságát és aktualitását alátámasztja többek között a Luxemburghoz köthető, multinacionális vállalatok által elkövetett „agresszív adótervezés”, aminek következtében az érintett vállalatok adófizetési kötelezettsége minimumra csökkent. Az ilyen és ehhez hasonló esetek nagy pénzveszteséget jelentenek az Európai Unió számára. Ahhoz, hogy megakadályozzuk a tagállamok törvényei közti eltérések jogtalan adócsökkentésre való kihasználását, egységesen kell fellépnünk, és egy érthető, könnyen áttekinthető rendszert kell felállítanunk, ami megakadályozza az ún. kiskapuk használatát.

Victor Negrescu (S&D), *in writing*. – I have voted for this report that will create clear guidelines for country-by-country reporting, with the purpose of increasing transparency while maintaining data protection and competitive advantage for EU firms.

Luděk Niedermayer (PPE), *písemně*. – Jsem rád, že EP i za pomoci mého hlasu podpořil zprávu, jejíž jsem byl spoluzpravodajem, která vyzývá Komisi k předložení legislativních i nelegislativních opatření potírajících neférové daňové praktiky zemí a agresivní daňové plánování firem. Rozdílnost daňových pravidel, odlišné režimy ve vztahu ke třetím zemím či konkrétní neférové daňové politiky, které některé země používají, umožňují zejména velkým nadnárodním firmám legálně snižovat daňovou platbu v EU. Na to doplácí menší firmy, které takové možnosti nemají. Odhady říkají, že každoročně evropské státní rozpočty přijdou rádově o 50–150 miliard EUR podnikových daní ze zisku. Efektivita výběru podnikových daní v Evropě se zvýší v okamžiku, kdy členské země EU lépe zkoordinují své daňové politiky, zruší neférová ustanovení ve svých předpisech a budou společně postupovat vůči třetím zemím. Dnešní hlasování učinilo důležitý krok k dosažení takovýchto změn.

Franz Obermayr (ENF), *schriftlich*. – Zwar verspricht der Titel dieses Berichts mehr Bürgernähe und Transparenz, im Einzelnen halte ich die Einzelmaßnahmen aber für ungeeignet, diese Ziele zu erreichen. Im Endeffekt wieder ein Bericht, der auf mehr Brüsseler Einfluss zulasten der Nationalstaaten abzielt und dies in schöne Worte kleidet. Daher hätte ich mich der Stimme enthalten.

Urmas Paet (ALDE), *kirjalikult*. – Toetasin. Maksupettused ning maksudest kõrvalehoidumine tekitavad ELile ja liikmesriikidele suurt kahju ning põhjustavad ebavõrdsust ka äriühingute vahel. Selle peatamiseks on vaja kooskõlastatud tegusid ning teatud ühiseid meetmeid ELis.

Margot Parker (EFDD), *in writing*. – The title of this recommendation to the Commission highlights not just transparency but also coordination and convergence of corporate tax policies – in other words the ground is being prepared for harmonisation of corporate taxes across the EU, which will end the healthy tax competition between jurisdictions that is the only brake on ever-growing public expenditure. UKIP accordingly voted against tax harmonisation.

Eva Paunova (PPE), *in writing*. – The extent of the cost of aggressive tax planning in the EU is estimated of annual revenue losses ranging from EUR 50-70 to EUR 160-190 billion. Fighting tax evasion and tax fraud, and the related opacity and secrecy, requires actions at EU and international level. Tackling aggressive tax planning is a major aim of cooperation at EU level, in particular in corporate taxation, where the objective is to reduce the number of loopholes stemming from the complex array of rules, assessment bases and rates which may apply to a single firm. I support the report that urges for bringing transparency, coordination and convergence to corporate tax policies in the Union.

Marijana Petir (PPE), *napisan*. – Izvješće s preporukama Komisiji o uvođenju transparentnosti, koordinacije i konvergencije politike poreza na dobit u Uniji posljedica je Luxleaks skandala. Iako je njegovo stvaranje potaknuto otkrićima koja su iz temelja potresla porezne politike država članica i dovela u pitanje rad njihovih poreznih uprava, dobra je stvar što se time ubrzao proces donošenja odluka o promjenama u poreznim politikama, u ovom slučaju s posebnim naglaskom na porez na dobit.

Korporativno, ali i individualno oporezivanje svakako je potrebno dodatno urediti i to se može ostvariti upravo kroz povećanje i poboljšanje transparentnosti, koordinacije i konvergencije nacionalnih poreznih politika. Agresivno porezno planiranje, erozija porezne osnovice, prebacivanje dobiti, utaja poreza i druge porezne prijevare dovode do poreznog jaza koji znatno utječe na državne prihode i uvođenje nepopularnih mjera, poput rasta stope PDV-a, uvođenja novih poreza (npr. poreza na nekretnine o čemu se upravo vodi široka rasprava kod nas u Hrvatskoj) ili povećanja nacionalne zaduženosti. Takve pojave moramo spriječiti i to je rečeno u ovom izvješću i s time se u potpunosti slažem.

Također, podržala sam ovo izvješće jer smatram kako su date preporuke dovoljno detaljne i pogađaju bit. Pogotovo pozdravljam mjere poput obveznog javnog izvješćivanja po državama članicama za sve multinacionalne kompanije u svim sektorima.

Florian Philippot (ENF), *par écrit*. – Le rapport d'initiative Dodds Niedermayer fait assez largement double emploi avec celui de la commission spéciale TAXE. Il fait suite également au scandale LuxLeaks, mais a été lancé en décembre 2014, soit trois mois avant la mise en place de la commission spéciale, d'où cette redondance.

La thématique est exactement la même: lutter contre la concurrence fiscale agressive au niveau de l'Union et les schémas d'optimisation. Le préjudice au niveau européen est évalué à un montant compris entre 50 et 70 milliards d'euros par an pour les seules délocalisations de profits, et entre 160 et 190 milliards si l'on inclut les régimes et accords fiscaux spéciaux et les fraudes.

Les conclusions sont largement convergentes, mais on peut regretter l'idée d'une suppression des conventions bilatérales au profit d'accords multilatéraux sous l'égide de l'Union, laquelle parlerait d'une seule voix, puisque les États perdraient ainsi le contrôle de ces accords.

On note quelques propositions différentes, comme la réglementation des ports francs, pour plus de transparence. La proposition d'encadrer strictement les conflits d'intérêts dans les sociétés de conseil a hélas été repoussée en commission. Compte tenu de ces insuffisances, je m'abstiens sur ce rapport.

Tonino Picula (S&D), *napisan.* – Podržavam predložene preporuke na zakonodavstvo za poboljšanje transparentnosti, koordinacije i konvergencije politike poreza na dobit u Uniji. Predložene mjere koje je pripremio Odbor za ekonomska i monetarna pitanja, te kolege Anneliese Dodds i Luděk Niedermayer, temelje se na radu Posebnog odbora EP-a za odluke o porezima i njegovih preporuka koje su odobrene ranije prošlog mjeseca.

Slučaj „Lux Leaks” kada je konzorcij novinara, istražujući odluke o porezima i ostale štetne prakse u Luksemburgu, objavio da je gotovo 340 multinacionalnih kompanija sklopilo tajne dogovore s Luksemburgom, što najbolje ukazuje na hitnost usvajanja i provedbe predloženih mjera. Potrebno nam je sveobuhvatno i javno izvještavanje po zemljama za sve multinacionalne kompanije u svim sektorima te dopuna Direktivi 2011/16/EU, što uključuje prijedloge za automatsku razmjenu informacija o odlukama o porezima.

Nedopustivo je da EU gubi oko 50 do 70 milijardi eura svake godine zbog izbjegavanja plaćanja poreza ostvarenog putem njegovog prebacivanja. Ta brojka se povećava na oko 160 do 190 milijardi eura, ako u obzir uzmemo posebne porezne dogovore i neučinkovitosti u prikupljanju poreza. Značajna su to sredstva koja moramo kontrolirati i učinkovitije iskoristiti.

Andrej Plenković (PPE), *napisan.* – Slažem se s izvješćem s preporukama Komisiji o uvođenju transparentnosti, koordinacije i konvergencije u politike poreza na dobit u Uniji, zastupnice Dodds i zastupnika Niedermayer. U studenom 2014., Međunarodni konzorcij istraživačkih novinara objavio je podatak da je gotovo 340 multinacionalnih kompanija sklopilo tajne dogovore s Luksemburgom s ciljem da na najmanju moguću mjeru smanje svoja globalna porezna davanja na štetu javnog interesa Unije.

Također, otkriveno je da su neki porezni savjetnici između 2002. i 2010. multinacionalnim kompanijama ciljano pomogli da dobiju najmanje 548 odluka o porezima u Luksemburgu. Zbog navedene afere u Luksemburgu, pozivam Komisiju da poduzme sve potrebne korake kako bi do početka 2016. uvela javno izvještavanje po zemljama za sve multinacionalne kompanije u svim sektorima.

Smatram da se većom transparentnošću u području oporezivanja dobiti može poboljšati naplata poreza i učinkovitost poreznih tijela te da je ona ključna za osiguravanje većeg povjerenja javnosti u porezne sustave i vlade te da to treba biti važan prioritet.

Čvrsto vjerujem da je napredak u borbi protiv utaje poreza, izbjegavanja plaćanja poreza i agresivnog poreznog planiranja moguće pratiti samo uz pomoć usklađene metodologije kojom će se moći procijeniti veličina izravnih i neizravnih poreznih jazova u svim državama članicama i u Uniji kao cjelini.

Pavel Poc (S&D), *pisemně.* – Stejně tak jako i v minulosti jsem i nyní podpořil zprávu týkající se zavedení transparentnosti, koordinace a konvergence v oblasti vybírání daně z příjmů právnických osob. Považuji za velmi důležité, aby nadnárodní společnosti veřejně vykazovaly, jestli odvádí daně tam, kde jsou hospodářsky aktivní. Nechci nadále tolerovat skutečnost, že se státy navzájem okrádají či lépe řečeno dovolí okrádat své vlastní občany. Podpořil jsem proto ochranu informátorů, bez kterých by jen velmi zřídka došlo k odhalení nekalostí, porušování předpisů, podvodů či nezákonných činností velkých korporací. Je potřeba, aby tyto relevantní informace byly odhaleny buď vnitrostátním anebo evropských orgánům, které následně přijmou relevantní opatření. Hlasoval jsem také pro požadavek přísné definice a aktualizace seznamu daňových rájů, protože jsou to právě ony, které dovolují podnikům poškozovat veřejné zájmy v jiném státě. Podpořil jsem povinné oznamování nových daňových opatření, jež by se mělo stát součástí každoročního procesu evropského semestru, a zavedení sankcí v případě, že členské státy odmítnou spolupracovat. Není možné již dále zamlčovat nekalé praktiky, které velmi znevýhodňují pozici malých a středních podniků a stojí až miliardy EUR běžné daňové poplatníky. Jelikož jsou evropští poslanci přímo odpovědní svým voličům, je nutné, aby do procesu informování a kontroly byl co nejvíce začleněn i Evropský parlament.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), *per iscritto.* – Secondo uno studio commissionato dal Parlamento europeo, l'UE perde circa 50-70 miliardi di euro all'anno a causa dell'elusione fiscale delle imprese realizzata solamente tramite il trasferimento degli utili. Tale cifra si eleva a circa 160-190 miliardi di euro prendendo in considerazione anche le intese fiscali particolari, le inefficienze nella riscossione e altri elementi. Tali pratiche non dovrebbero mai essere ritenute accettabili, tuttavia, in circostanze economiche difficili come quelle cui deve far fronte l'Europa in questo periodo, la relazione ritiene ancor più essenziale che tutti gli attori economici contribuiscano equamente. A novembre il Parlamento ha adottato la relazione speciale della Commissione sugli accordi fiscali, chiedendo la segnalazione obbligatoria dei profitti e delle tasse delle multinazionali in ogni paese. Oggi si chiede alla Commissione di invitare gli Stati membri a condividere le informazioni fiscali, a dichiarare le aliquote fiscali negoziate con le aziende e a tutelare gli informatori che hanno permesso di scoprire scandali come *Luxleaks*. Per tutto ciò, ho votato a favore di questa relazione.

Jiří Pospíšil (PPE), *pisemně*. – Velmi výrazně podporuji boj proti daňovým únikům a obcházení placení daní. Na druhou stranu ovšem nemohu podpořit pokusy o harmonizaci přímých daní, protože to odpovídá nejenom mému přesvědčení, že v EU má fungovat plná daňová konkurence, ale také volebnímu programu, za který jsem byl do této sněmovny českými voliči zvolen. Zprávu jako celek jsem proto nemohl podpořit.

Franck Proust (PPE), *par écrit*. – J'ai voté pour le rapport Dodds/Niedermayer favorisant la transparence, la coordination et la convergence des politiques en matière d'impôt sur les sociétés au sein de l'Union. C'est un sujet majeur qui fait suite à l'excellent travail d'analyse de la commission TAXE présidée par Alain Lamassoure et qui formule des propositions concrètes en matière d'imposition des sociétés multinationales en Europe.

Nos sociétés font face à des défis majeurs, mais n'ont pas toujours les moyens financiers de leurs ambitions. L'impôt est un dû pour le bien de la collectivité. Si certains contournent et évitent au maximum ce type de prélèvement, il faut pouvoir retrouver ces sommes pour la collectivité sans bien sûr entraver l'investissement de nos sociétés pour qu'elles restent performantes et compétitives.

Julia Reid (EFDD), *in writing*. – The title of this recommendation to the Commission highlights not just transparency but also coordination and convergence of corporate tax policies – in other words the ground is being prepared for harmonisation of corporate taxes across the EU, which will end the healthy tax competition between jurisdictions that is the only brake on ever-growing public expenditure. UKIP accordingly voted against tax harmonisation.

Dominique Riquet (ALDE), *par écrit*. – Les révélations du scandale LuxLeaks (évasion et dumping fiscaux) ont une nouvelle fois démontré la nécessité de poursuivre la coopération et la convergence fiscale entre les États membres.

C'est la raison pour laquelle j'ai voté en faveur du rapport contenant des recommandations à l'intention de la Commission européenne en vue de favoriser la transparence, la coordination et la convergence des politiques en matière d'impôt sur les sociétés au sein de l'Union. Le rapport propose dans cette perspective la mise en place d'un nombre de mesures incitatives et réglementaires.

D'un point de vue réglementaire, il appelle à renforcer la transparence des firmes multinationales qui, depuis des années, ont recours à des pratiques d'optimisation fiscale agressive, profitant des disparités en matière de fiscalité au sein de l'Union. En outre, le rapport préconise l'obligation d'informer les autres États de l'Union des nouvelles mesures fiscales qu'ils prévoient d'adopter.

Par ailleurs, le Parlement européen invite la Commission à mettre en place un label «contribuable loyal» dans le but de valoriser les bonnes pratiques des entreprises qui se soumettent au paiement équitable des impôts dans les pays où elles génèrent leurs profits.

Liliana Rodrigues (S&D), *por escrito*. – As práticas de «planeamento fiscal agressivo» estão bastante generalizadas por toda a UE. Este fenómeno consiste em tirar partido dos aspetos técnicos de um sistema fiscal a fim de reduzir as obrigações fiscais. Embora não seja o mesmo que a fraude e a evasão fiscais, que são atividades ilegais, na sua essência as três práticas reduzem a matéria coletável, prejudicando a confiança nos governos e nas empresas. A UE perde cerca de 70 mil milhões de euros por ano devido à elisão fiscal das empresas, simplesmente através da transferência de lucros. Essas práticas nunca são aceitáveis, mais ainda em circunstâncias económicas difíceis, como as que a Europa enfrenta atualmente.

Se algumas empresas multinacionais não contribuírem, então deixam de existir condições equitativas e as empresas nacionais de menores dimensões têm dificuldade em competir, o que é completamente oposto ao princípio do mercado único. As experiências recentes mostram que os Estados-Membros não podem agir individualmente na luta contra o planeamento fiscal agressivo. Respeitando a soberania dos Estados-Membros em matéria de política fiscal, é necessário adotar medidas legislativas a nível da UE a fim de melhorar a transparência, a coordenação e a convergência das políticas de tributação das sociedades na União.

Claude Rolin (PPE), *par écrit*. – Aujourd’hui le Parlement européen était amené à se prononcer sur un rapport important afin de favoriser la transparence, la coordination et la convergence des politiques en matière d’impôt sur les sociétés. Un rapport important qui fait notamment suite aux affaires «LuxLeaks» et dont les recommandations doivent empêcher les entreprises de traverser les frontières en Europe dans le seul but de réduire leurs factures fiscales.

J’ai voté en faveur de ce rapport afin d’exiger de la Commission une réaction rapide face à l’optimisation fiscale agressive orchestrée notamment par les multinationales. Nous ne pouvons accepter ces pratiques tant les répercussions pour les citoyens et la société dans son ensemble sont majeures.

Par exemple, il est à mes yeux urgent que la Commission présente une proposition pour que les rapports annuels des entreprises reprennent pays par pays leurs bénéfices, impôts et subventions et que ces informations soient publiques. Tout comme il est urgent que la Commission fasse une proposition au sujet d’une assiette commune pour l’impôt sur les sociétés.

Enfin, j’ai également voté en faveur d’un renforcement de la protection des lanceurs d’alerte qui est actuellement insuffisante à mes yeux.

Fernando Ruas (PPE), *por escrito*. – As práticas fiscais agressivas levadas a cabo em alguns Estados-Membros da União Europeia têm provocado bastante polémica e controvérsia, sendo ainda mais do conhecimento público desde o propalado caso «Lux Leaks» (11/2014).

Em fevereiro deste ano, o Parlamento Europeu criou uma comissão especial sobre as práticas fiscais agressivas que teve por intuito «averiguar as práticas no que diz respeito à aplicação da legislação tributária e da legislação em matéria de auxílios estatais da UE relativamente a decisões do foro fiscal e outras medidas da mesma natureza ou efeito tomadas pelos Estados-Membros, caso essas práticas configurem um ato de um Estado-Membro ou da Comissão», como se podia ler no texto da decisão que a criou.

Também a Comissão dos Assuntos Económicos e Monetários decidiu realizar o seu próprio relatório de iniciativa propondo ações legislativas sobre esta matéria e que mereceu o meu voto favorável. Das propostas constantes deste relatório, que se encontram divididas em quatro áreas, nomeadamente a transparência, a coordenação, a convergência e outras medidas, saliento apenas a realização de relatórios públicos com a descrição da situação em cada um dos Estados-Membros, a criação de uma definição comum e convincente para «paraísos fiscais» e a melhoria da troca de informações entre administrações fiscais.

Massimiliano Salini (PPE), *per iscritto*. – Ho espresso il mio voto a favore della relazione «Portare trasparenza, coordinamento e convergenza nelle politiche dell’Unione europea in materia di fiscalità delle imprese» in quanto ritengo che le imprese europee abbiano bisogno di un sistema fiscale più equo, più trasparente, più efficiente e possibilmente stabile. Per fare questo è necessaria una maggiore convergenza e cooperazione tra gli Stati membri dell’Unione europea in materia fiscale. Le differenze esistenti fra i diversi sistemi fiscali nazionali rendono difficili i controlli sull’evasione e sull’elusione fiscale che comportano: mancati guadagni nelle casse di Stati già profondamente segnati dalla crisi, una ripartizione squilibrata dei costi fra i contribuenti e una concorrenza sleale tra le grandi multinazionali verso le piccole medie imprese e i lavoratori autonomi.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. – Hemos votado a favor de este informe, con el que el Parlamento Europeo solicita a la Comisión que reanude sus trabajos de cara a establecer una consolidación de la base fiscal de las multinacionales, que ayudaría a combatir la evasión fiscal y la competencia fiscal a la baja entre países. El documento contiene, además, otros elementos muy interesantes como la protección de los denunciantes y un mayor control de las empresas de «asesoría fiscal», que en muchos casos son cómplices de la evasión.

Alfred Sant (S&D), *in writing*. – I agree with all proposals in this report which make recommendations regarding an improvement in transparency related to the taxation measures applying in EU Member States. I fully support measures uniquely designed to promote full transparency in national tax treatments.

However the report basically proposes measures that implicitly or explicitly promote moves that on an EU-wide basis would introduce tax convergence and harmonisation. This goes against the interests of smaller economies of the Union, which lack the endowments of the larger economies. Their flexibility in policy making is already constrained among others, by the convergence in VAT rates, state aid rules, the single currency, the six pack/two pack rules applied to their budgets. As a result, structural divergences between parts of the Union have grown, not diminished.

Reducing the tax flexibility of such economies would further increase these disparities, which is unfair, dysfunctional and unacceptable. Tax competition should remain part of the limited array of decision tools available to national economies.

For these reasons, I have voted against the Report.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. – La internacionalización de la producción exige una armonización fiscal y una clara definición contable de los impuestos, con el fin de evitar las prácticas de elusión fiscal habituales entre las grandes compañías. Es, además, necesario mejorar la transparencia de las disposiciones fiscales de los Estados miembros, con el fin de evitar la repetición de escándalos como el de LuxLeaks. Estos aspectos se ven recogidos en el informe, si bien de modo todavía insuficiente. Pese a ello, creo que las propuestas permiten presionar a la Comisión y el Consejo para reformular integralmente las políticas de tributación de las sociedades actuales, por lo que he votado a favor.

Jill Seymour (EFDD), *in writing*. – I voted against this resolution because it calls on the Commission to introduce EU Tax Information Numbers. This could allow the EU to enter into tax agreements with third party countries; instead I believe this should be done on a bilateral basis.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. – It is quite clear that something needs to be done about the billions of pounds lost every year to tax evasion as well as aggressive tax avoidance. This is why I voted in favour of this report that sets out a clear plan of action for action at EU level that will stop these kinds of practices once and for all. People across the West Midlands – as well as the rest of the EU – are rightly annoyed that they face higher taxes and cuts to public services because of multinationals reducing their own tax contribution to the society from which they have been able to grow their businesses and profits.

The Tories should be ashamed that they voted against this report. David Cameron and his Party should listen to the voices of the British and European people and act on these recommendations as soon as possible.

Monika Smolková (S&D), *písomne*. – Podľa štúdie, ktorú si objednal EP, EÚ ročne stráca 50 – 70 miliárd eur z dôvodu vyhýbania sa daňovým povinnostiam právnických osôb prostredníctvom presunu ziskov. Tento údaj sa zvyšuje na 16 – 190 miliárd eur, ak sa zohľadnia osobitné daňové režimy, nedostatky vo výbere daní a iné prvky. Takéto postupy sú neprípustné, pretože v zložitých hospodárskych krízach musia všetci účastníci hospodárskeho diania prispievať na spravodlivom základe. Ak niektoré nadnárodné podniky neprispievajú, nastávajú nerovnaké podmienky, za ktorých predovšetkým malé a stredné podniky nemôžu konkurovať a sú nútené prepúšťať pracovníkov, resp. obmedziť výrobu a poskytovanie služieb. To má za následok znižovanie daňových základov a aj menej finančných prostriedkov pre národné vlády a obmedzovanie verejných služieb. V boji proti agresívnemu daňovému plánovaniu musia členské štáty postupovať koordinovane pri zachovaní princípu suverenity členských štátov. Z tohto dôvodu musia v rámci EÚ byť legislatívne opatrenia na zlepšenie transparentnosti, koordinácie a konvergencie v daňových politikách v Únii. Preto som aj návrh uznesenia podporila.

Igor Šoltes (Verts/ALE), *pisno*. – Agresivno davčno načrtovanje ima resne posledice na davčne prihodke držav članic. Posledično so te zato prisiljene zviševati davke, zmanjšati javne storitve ali pa se dodatno zadolževati. Nacionalne davčne zakonodaje so v izključni pristojnosti držav članic. Te v boju proti nepoštenim praksam sprejemajo enostranske ukrepe, ki so pogosto neučinkoviti.

Večina težav je namreč čezmejno narave. Najvišjo ceno tako plačajo mala in srednja podjetja, ki po naravi poslujejo v eni državi, medtem ko multinacionalke izkoriščajo razlike v davčnih sistemih in z manipulacijo pridobivajo neupravičeno konkurenčno prednost.

Dotično poročilo vsebuje niz priporočil Komisiji, naj ta predloži zakonodajne predloge, katerih cilj bi bil usklajevanje politike davka od dohodkov pravnih oseb. S tem bi zmanjšali obseg škodljive davčne konkurence v EU in začeli z implementacijo smernic Organizacije za gospodarsko sodelovanje in razvoj (OECD) v zakonodajo EU.

Poročilo prav tako poziva Komisijo k odločnemu in hitremu ukrepanju, vključno s predlogom javnega in obveznega poročanja držav članic (Country by Country Reporting), zaščite žvižgačev in celovitejše definicije davčnih oaz, ki predvideva protiukrepe za podjetja, ki te davčne oaze tudi ustvarjajo. Menim, da poročilo vsebuje predloge nadvse ustreznih ukrepov, ki bodo ključni za boljše usklajevanje davčnih politik držav članic, zaradi česar sem poročilo podprl.

Ivan Štefanec (PPE), písomne. – Tento návrh prispieva k zintenzívnenu boja proti daňovým podvodom, daňovým únikom a vyhýbaniu sa daňovým povinnostiam vďaka presadzovaniu jasnejších, transparentnejších a spravodlivých pravidiel medzi členskými krajinami.

Davor Ivo Stier (PPE), napisan. – Podržavam ovaj prijedlog zakona o uvođenju transparentnosti, koordinacije i konvergencije u politike poreza na dobit u Uniji, jer je Europska unija napravila velike pomake prema gospodarskoj integraciji, kao što su ekonomska i monetarna unija te bankovna unija, te je usklađivanje poreznih politika na razini Unije unutar ograničenja postavljenih Ugovorom neizostavan dio procesa integracije.

Praksa donošenja odluka o porezima može biti legitiman način pružanja potrebne pravne sigurnosti poduzećima i smanjenja financijskog rizika za poštena poduzeća, ali je bez obzira na to podložna potencijalnim zlouporabama i izbjegavanju plaćanja poreza, te u slučaju pružanja pravne sigurnosti samo odabranim akterima može stvoriti određeni stupanj nejednakosti među poduzećima kojima su dodijeljene odluke i poduzećima koja se takvim odlukama ne koriste.

Najprikladniji odgovor na agresivno porezno planiranje je dobro zakonodavstvo, njegova pravilna primjena i međunarodna koordinacija kako bi se postigli željeni ishodi.

Catherine Stihler (S&D), in writing. – I voted in favour of the report on corporate tax avoidance, because it is clear something needs to be done about the billions and billions of pounds lost every year to tax evasion and aggressive tax avoidance. People across the UK, and the EU, are rightly furious that they face higher taxes or cuts to public services as a result of multinational companies with clever advisers reducing their own tax bill to almost nothing. This report sets out a clear plan for action at EU level which will stop these kinds of practices once and for all. The Tories should be ashamed of voting against it, and David Cameron should listen to the voice of British and European people and act on these recommendations as soon as possible.

Dubravka Šuica (PPE), napisan. – Međunarodni konzorcij istraživačkih novinara, istražujući odluke o porezima i ostale štetne prakse u Luksemburgu (LuxLeaks), u studenom 2014. godine objavio je da je gotovo 340 multinacionalnih kompanija sklopilo tajne dogovore s Luksemburgom. Mnogima od njih omogućili su smanjenje na najmanju moguću mjeru svoja globalna porezna davanja na štetu javnog interesa Unije, pri čemu su u Luksemburgu obavljale gotovo nikakvu ili malu gospodarsku aktivnost.

Nacionalni politički lideri, osim nekoliko hvalevrijednih iznimaka, nisu pokazali dovoljnu spremnost riješiti problem izbjegavanja plaćanja poreza kada je riječ o oporezivanju dobiti. Ukupni gubitak u državnim prihodima kao posljedica izbjegavanja oporezivanja dobiti najčešće se nadoknađuje povećanjem ukupne razine oporezivanja, rezanjem javnih usluga ili povećanjem nacionalnog zaduživanja, čime se nanosi šteta drugim poreznim obveznicama kao i cijelom gospodarstvu.

Prihvaćam stajalište Vijeća u prvom čitanju jer smatram kako bi Unija i članice trebale poduzeti jednako odlučne mjere za rješavanje problema utaje poreza i poreznih prijevара kod oporezivanja poduzeća i fizičkih osoba.

Richard Sulík (ECR), písomne. – Návrh som nepodporil, keďže predložený návrh sa sústreďuje najmä na harmonizáciu zdaňovania v rámci EÚ, čo zásadne odmietam.

Patricija Šulin (PPE), písno. – Glasovala sem za poročilo o spodbujanju preglednosti, usklajevanja in konvergence pri politikah na področju davka od dohodkov pravnih oseb. Podpiram preglednost na področju davka od dohodkov pravnih oseb ter usklajeno delovanje držav članic na tem področju. Iz študije, ki jo je naročil Evropski parlament, izhaja, da EU zaradi izogibanja plačevanju davka od dohodkov pravnih oseb samo s preusmerjanjem dobička vsako leto izgubi približno 50–70 milijard EUR, kar je zelo zaskrbljujoča številka.

Kay Swinburne (ECR), *in writing*. – While the issues of tax fraud and tax avoidance by companies are extremely important, I do not believe that the correct level to deal with them is within the EU. This report calls for common taxation at an EU level, a proposal that I fundamentally disagree with. Taxation is a sovereign issue that should be up to national governments to decide what suits their citizens and their economies best.

The UK Government has been at the lead of OECD negotiations on a global agreement around taxation and new BEPS proposals. Each Member State of the EU should be working at a global level to ensure a consistent approach to taxation which will limit the opportunity for avoidance.

Νεοκλής Συλικιώτης (GUE/NGL), *γραπτώς*. – Η έκθεση δεν προτείνει ούτε κάτι συγκεκριμένο αναφορικά με τον κοινό εταιρικό φόρο, ούτε κάτι καινούριο, αλλά επικεντρώνεται κυρίως στην πρόταση για περαιτέρω ανταλλαγή φορολογικών πληροφοριών ανάμεσα στα κράτη μέλη, η οποία όμως θα συντονίζεται από τις Βρυξέλλες. Η πάγια θέση μας είναι εναντίον ενός κοινού εταιρικού φόρου, διότι εκτιμούμε ότι κάθε κράτος μέλος πρέπει να διατηρεί το κυριαρχικό του δικαίωμα ως προς τον σχεδιασμό και την υλοποίηση των φορολογικών του πολιτικών. Για αυτό το λόγο καταψηφίσαμε την έκθεση.

Ελευθέριος Συναδινός (NI), *γραπτώς*. – Μέσω της έκθεσης επιδιώκεται η πάταξη της φοροδιαφυγής και της φορολογικής απάτης μέσω της κάλυψης των ρυθμιστικών κενών με διεθνείς φορολογικές αντιστοιχίες.

Tibor Szanyi (S&D), *írásban*. – Szavazatommal támogattam a társasági adóra vonatkozó politikák Európai Unión belüli átláthatóvá tételéről, összehangolásáról és közelítéséről szóló jelentést. A jelentéstevők helyesen mutattak rá arra, hogy az adómegállapítások rendszere, amellett, hogy jogszerűen is használható, visszaélésekre és versenytorzításra ad lehetőséget.

Egyetértettem azzal a megállapítással, hogy uniós szintű jogalkotási intézkedésekre van szükség a társaságiadó-politikák átláthatóságának, összehangjának és konvergenciájának javítása érdekében. Az ezek elérésére tett ajánlások, mint például a nyilvános országokénti jelentéstétel a multinacionális vállalatok részéről, egy „tisztességes adófizető” címke kidolgozása a helyes adóügyi gyakorlatokat folytató vállalatok számára, az új adóintézkedések kötelező bejelentése, az adómegállapításokkal kapcsolatos automatikus információcsere vagy épp a közös konszolidált társaságiadó-alap bevezetése mind hatékony megoldást nyújtanának a kialakult tarthatatlan helyzet javítására.

Adam Szejnfeld (PPE), *na piśmie*. – 50–150 mld euro rocznie tracą państwa członkowskie za sprawą agresywnych praktyk podatkowych stosowanych przez niektóre firmy. Różnice w przepisach podatkowych, odmienne praktyki stosowane w relacjach z państwami trzecimi czy inne działania, na których korzysta tylko kilka czy kilkanaście międzynarodowych korporacji, to ważne kwestie z punktu widzenia konieczności zapewnienia przez państwa członkowskie odpowiednich dochodów budżetowych. Należy podkreślić, że uchylanie się od opodatkowania zakłóca jednocześnie konkurencję i kreuje nieuczciwe środowisko prawne dla podatników. W związku z tym Parlament Europejski wezwał do podjęcia działań mających na celu powstrzymanie oszustw podatkowych w UE. Należy jednak podkreślić, iż ewentualne zmiany muszą być odpowiednio wyważone i w żadnym przypadku nie mogą być sprzeczne z fundamentalną zasadą suwerenności każdego państwa członkowskiego w kształtowaniu własnej polityki podatkowej.

Claudia Tapardel (S&D), *in scris*. – Neconcordanțele între mai multe sisteme fiscale croiesc un drum propice pentru eludarea plății taxelor de către companii, în special multinaționale. Dacă luăm în considerare ineficiența la colectare sau regimurile fiscale speciale, alături de sistemul de transfer al profitului, pierderile calculate la buget pot ajunge anual între 160 și 190 de miliarde de euro. Simplu spus, anual pierdem 110% din bugetul UE din cauza practicilor de eludare a impozitelor.

Appreciez soluționarea acestei probleme prin principiile transparenței, convergenței și coordonării transnaționale. Am participat la acest vot cu intenția de a da Comisiei instrumentele necesare pentru a limita, pe cât posibil, pierderile la bugetele naționale, cauzate de evitarea plăților din taxe și impozite de către marile companii care își desfășoară activitatea în UE.

Appreciez, de asemenea, activitatea Comisiei TAXE, care a reușit să fundamenteze câteva principii clare, printre care se numără introducerea unei baze fiscale comune a societăților. Sunt absolut de acord că această bază trebuie să fie funcțională până cel târziu la finalul anului 2017.

Este irațional să reacționăm la limitarea fondurilor publice pentru investiții și funcționare a aparatelor naționale și europene, dar în același timp să nu progresăm în creșterea calității colectării la bugetele care susțin aceste investiții și instituții.

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du texte. Le Parlement européen a demandé à la Commission européenne de présenter, dans les meilleurs délais, une proposition portant sur un nouveau mécanisme contraignant chaque État membre à informer, sans tarder, les autres États membres et la Commission de son intention d'adopter toute nouvelle mesure fiscale de type abattement, allègement, exemption ou avantage, susceptible d'avoir une incidence significative sur le taux d'imposition effective dans cet État membre ou sur l'assiette fiscale d'un autre État membre

Pavel Telička (ALDE), *in writing*. – I voted in favour of this initiative report which is the response of the ECON Committee to the LuxLeaks scandal. This report comes just before the Commission is, in principle, expected to present on 27 January next, an anti-BEPS directive (Action Plan on Base Erosion and Profit Shifting) drawn up by the OECD in this field. The different recommendations of the report are built on the work of TAXE Committee. This report, together with the one from the TAXE Committee, constitutes a clear and strong message from the European Parliament on the LuxLeaks scandal.

Isabelle Thomas (S&D), *par écrit*. – Suite aux révélations du scandale Luxleaks, les Européens ont pris conscience qu'il était urgent de lutter contre le dumping fiscal.

Après les conclusions de la commission spéciale du Parlement européen, nous proposons dans ce rapport l'échange obligatoire d'informations sur tous les rescrits fiscaux accordés par chaque État et un reporting comptable pays par pays. Nous proposons la création de registres de propriété pour lutter contre le blanchiment et l'élaboration d'une liste européenne des paradis fiscaux. Nous nous positionnons en faveur de l'harmonisation de l'assiette fiscale de l'impôt sur les sociétés, de la notification de toute nouvelle mesure fiscale par les États membres et de la protection des lanceurs d'alerte.

J'ai également voté pour la création d'un fonds pour ces lanceurs d'alerte et un contrôle accru des compagnies de conseil en «optimisation», mais ces propositions socialistes ont été bloquées par la droite.

Néanmoins toutes les mesures proposées dans ce rapport sont autant d'outils pour en finir avec la course au moins-disant fiscal en Europe. Une fois de plus, le Parlement réaffirme sa volonté d'en finir avec le dumping et presse la Commission européenne. Nous attendons dans les plus brefs délais une proposition législative ambitieuse.

Ruža Tomašić (ECR), *napisan*. – Paralelno sa zahtjevom Komisije da posebni Odbor za odluke o porezima i ostale mjere slične prirode ili učinka ispita porezna pravila u pojedinim državama članicama Unije, Odbor za ekonomsku i monetarnu politiku dobio je mandat da kreira izvješće na vlastitu inicijativu vezano uz oporezivanje korporacija, čiji je cilj upravo nadogradnja na izvješće posebnog odbora TAXE, što bi trebalo dovesti do budućeg prijedloga konkretne zakonodavne rezolucije Komisije.

Izvješće sadrži 15 preporuka u kojima se Komisiju poziva da napravi zakonodavni prijedlog koji bi trebao povećati transparentnost, koordinaciju i konvergenciju poreza na korporacije u Europskoj uniji. Iako u načelu podupirem neka stajališta izražena u izvješću koja se odnose na bolju koordinaciju između država članica, ne mogu se složiti s prijedlozima koji našalost čine većinu izvješća, a koji pozivaju na direktno oporezivanje od strane Unije, što predstavlja grubo kršenje principa supsidijarnosti, s obzirom da su države članice te koje u navedenom segmentu imaju isključive regulatorne kompetencije.

Kao primjere navodim pozive na kreiranje obveznog zajedničkog konsolidiranog poreza na korporacije te zahtjev da u budućim međunarodnim sporazumima u segmentu politika oporezivanja Komisija preuzme nadležnost umjesto postojećeg sustava bilateralnih ugovora. Iznimno se protivim ovakvim prijedlozima, te sam glasovala protiv.

Romana Tomc (PPE), *pisno*. – Poročilo s priporočili Komisiji o spodbujanju preglednosti, usklajevanja in konvergence pri politikah na področju davka od dohodkov pravnih oseb v Uniji sem podprla, ker menim, da je potrebna bolj pregledna politika na področju davka od dohodkov pravnih oseb, saj se s preusmerjanjem dobička zaradi izogibanja plačevanju davka od dohodkov pravnih oseb vsako leto izgubi ogromna vsota, okoli 50–70 milijard EUR.

Prav tako bi morale države članice bolj usklajeno delovati v boju proti agresivnemu davčnemu načrtovanju in izboljšati preglednost, skladnost in konvergenco v politikah obdavčevanja dohodkov pravnih oseb v Evropski uniji.

Estefanía Torres Martínez (GUE/NGL), *por escrito*. – Hemos votado a favor de este informe, con el que el Parlamento Europeo solicita a la Comisión que reanude sus trabajos de cara a establecer una consolidación de la base fiscal de las multinacionales, que ayudaría a combatir la evasión fiscal y la competencia fiscal a la baja entre países. El documento contiene, además, otros elementos muy interesantes como la protección de los denunciantes y un mayor control de las empresas de «asesoría fiscal», que en muchos casos son cómplices de la evasión.

Mylène Troszczynski (ENF), *par écrit*. – Le rapport d'initiative Dodds Niedermayer fait assez largement double emploi avec le rapport de la commission spéciale TAXE. Il fait suite également au scandale LuxLeaks, mais a été lancé en décembre 2014, soit trois mois avant la mise en place de la commission spéciale, d'où cette redondance.

La thématique est exactement la même: lutter contre la concurrence fiscale agressive au niveau de l'Union et les schémas d'optimisation. Le préjudice au niveau européen est évalué à un montant compris entre 50 et 70 milliards d'euros par an pour les seules délocalisations de profits, et entre 160 à 190 milliards d'euros si l'on inclut les régimes et accords fiscaux spéciaux et les fraudes.

On regrettera à nouveau l'idée d'une suppression des conventions bilatérales au profit d'accords multilatéraux sous l'égide de l'Union, laquelle parlerait d'une seule voix, dans la mesure où les États perdent ainsi le contrôle de ces accords.

J'ai choisi en conséquence l'abstention.

István Ujhelyi (S&D), *írásban*. – A közelmúlt tapasztalatai azt mutatják, hogy a tagállamok nem tudnak önállóan fellépni az agresszív adótervezés ellen. Az a tény, hogy az Európai Unión belül elméletileg egységes piaccal rendelkezünk, összehangolt cselekvést igényel. A tagállamok adópolitikával kapcsolatos szuverenitását tiszteletben tartva az előadók úgy vélik, hogy uniós jogszabályi intézkedésekre van szükség az uniós társaságiadó-politikák átláthatósága, összehangolása és közelítése tekintetében. Szavazatommal támogattam a jelentést.

Miguel Urbán Crespo (GUE/NGL), *por escrito*. – Hemos votado a favor de este informe, con el que el Parlamento Europeo solicita a la Comisión que reanude sus trabajos de cara a establecer una consolidación de la base fiscal de las multinacionales, que ayudaría a combatir la evasión fiscal y la competencia fiscal a la baja entre países. El documento contiene, además, otros elementos muy interesantes como la protección de los denunciantes y un mayor control de las empresas de «asesoría fiscal», que en muchos casos son cómplices de la evasión.

Ivo Vajgl (ALDE), *in writing*. – I voted in favour of this text because it is necessary to ensure greater transparency, especially when it comes to tax regulations. The EU loses around EUR 50-70 billion every year because of corporate tax avoidance achieved via profit shifting alone. I agree that we need to address the topic of 'aggressive tax planning' where practices are by no means limited to Luxembourg, and in fact are rife throughout the EU. The phenomenon of 'aggressive tax planning' consists of taking advantage of the technicalities of a tax system, or of mismatches between two or more tax systems, for the purpose of reducing tax liability. While this differs from tax fraud and tax evasion, which constitute illegal activities of evading tax liabilities, in essence all three practices serve to reduce the tax base, undermining faith in governments and businesses alike. Since I agree that such practices should not be acceptable at any time, I voted in favour.

Ramón Luis Valcárcel Siso (PPE), *por escrito*. – Este informe aborda un asunto de gran importancia para Europa como es la política de tributación. Mediante informes de este tipo se pretende avanzar para que haya una mayor cooperación entre los Estados miembros en dicha materia, así como incrementar la transparencia, la coordinación y la convergencia en dicha área, asunto clave para Europa. Por ello considero necesario votar a favor de este informe.

Marco Valli (EFDD), *per iscritto*. – La relazione ha per oggetto le raccomandazioni alla Commissione su trasparenza, coordinamento e convergenza nelle politiche sulle imposte societarie nell'Unione. La relazione intende, infatti, arginare l'uso di pratiche elusive dell'imposizione fiscale per le imprese, che ogni anno nuoce sempre più alle casse degli Stati membri. Nonostante sia necessario attivare al più presto alcune delle proposte contenute nella relazione (quali un codice comune europeo d'identificazione fiscale, una tutela legale dei *whistleblower*, misure per garantire che tutti i profitti vengano tassati ove sono stati generati) ho ritenuto opportuno astenermi a causa di alcune lacune presenti. Manca, infatti, qualsiasi riferimento alle responsabilità dei governi, delle banche e dei consulenti fiscali delle aziende emerse dal caso *Luxleaks*. Inoltre, sono stati raggiunti in diversi casi dei compromessi al ribasso, introducendo ad esempio la base

imponibile consolidata comune per l'imposta sulle società (CCCTB) in due fasi, mentre dovrebbe essere introdotta senza fasi intermedie. Per questi motivi non ho sostenuto la relazione e ho preferito astenermi.

Derek Vaughan (S&D), *in writing*. – I voted in favour of this report which proposes mandatory reporting of tax arrangements, meaning all companies that operate across borders must publicly report on where they make their profits and where they pay their taxes. By introducing laws at EU level, we can prevent companies jumping across borders to reduce their tax bills to almost zero. This report is an important step in setting the tax agenda for the European Union and closing loopholes that multinational companies have been able to exploit by playing one country against another. We need a fairer taxation system that means citizens no longer foot the bill for the corporate sector.

Hilde Vautmans (ALDE), *schriftelijk*. – De bestrijding van belastingontduiking en fraude vereist meer actie op Europees niveau. Ik stemde voor dit verslag, omdat ik vind dat er in de Europese Unie meer transparantie en coördinatie van het fiscale beleid van de lidstaten moet zijn.

Miguel Viegas (GUE/NGL), *por escrito*. – Esta questão acentuou-se a seguir às revelações LuxLeaks por um consórcio de jornalistas, em novembro de 2014, que revelou que muitas empresas multinacionais tinham celebrado acordos secretos com as autoridades luxemburgueses, permitindo-lhes reduzir as suas obrigações fiscais, em alguns casos para quase 1%, criando muito pouca ou nenhuma atividade económica no país. Essas práticas de «planeamento fiscal agressivo» não se limitam, de todo, ao Luxemburgo, mas, na realidade, estão bastante generalizadas por toda a UE.

De acordo com os estudos disponíveis, a UE perde cerca de 50-70 mil milhões de euros por ano devido à elisão fiscal das empresas, simplesmente através da transferência de lucros. Esse montante ascende a cerca de 160-190 mil milhões de euros se forem tidos em conta os acordos fiscais especiais, as ineficiências da cobrança e outros elementos semelhantes.

Essas práticas nunca são aceitáveis, muito menos em circunstâncias económicas difíceis, como as que a Europa enfrenta atualmente. Este escândalo atinge profundamente a credibilidade das instituições europeias, tendo em conta que implicam diretamente os presidentes da Comissão Europeia e do Eurogrupo. Demonstra a quem serve esta UE com o seu modelo de integração neoliberal assente na livre circulação do capital e na sacralização dos mercados financeiros.

Harald Vilimsky (ENF), *schriftlich*. – An und für sich ein sehr ausgewogener Bericht. Allerdings gibt es einige Kompetenzausweitungsvorschläge: europäische Festlegung von Standards für den Entzug von Gewerbelizenzen von Firmen, die sich an Steuervermeidung beteiligt haben, europäische Kontrolle und Prüfung von Steuerberatern, GKKB etc. Eine solche Zentralisierung halte ich nicht für begrüßenswert. Daher enthalte ich mich meiner Stimme.

Julie Ward (S&D), *in writing*. – Tax injustice, tax avoidance, and tax evasion, are key drivers of the rampant inequality in our world today. Trillions upon trillions of euros are stashed away, where they should be used for health, education, transport, social care, and all the other public services and investment we urgently need. Only by working together within the EU can Member States take the necessary action to tackle this issue. We demand new legislation to crack down on this tax avoidance and evasion.

Mandatory, public country-by-country reporting of tax arrangements, the new 'fair taxpayer label' for companies who engage in good tax practices, better protection for whistle-blowers, a common consolidated corporate tax base, a common definition of tax havens, and sanctions for firms making use of tax havens; all these are important tools in our arsenal in the fight against avoidance and evasion. I urge the Commission and Member States to implement these measures swiftly and effectively.

Glenis Willmott (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the report on corporate tax avoidance, because it is clear that something needs to be done about the estimated EUR 1 trillion of tax revenue lost every year to tax evasion and aggressive tax avoidance in the EU. People across the UK, and the EU, are rightly furious that they face higher taxes or cuts to public services as a result of multinational companies with clever advisers reducing their own tax bill to almost nothing. This report sets out a clear plan for action at EU level that will stop these kinds of practices once and for all.

The Tories should be ashamed for voting against it, and David Cameron should listen to the voice of British and European people and act on these recommendations as soon as possible.

Marco Zanni (EFDD), *per iscritto*. – La relazione approvata contiene una serie di raccomandazioni alla Commissione su come promuovere la trasparenza, il coordinamento e la convergenza nelle politiche sulle imposte societarie nell'Unione. Insieme alla relazione finale della commissione TAXE e alla modifica della direttiva sullo scambio automatico di informazioni sui ruling fiscali indica la volontà del Parlamento europeo di combattere la pianificazione fiscale aggressiva e l'elusione delle imprese, una piaga che causa ogni anno enormi perdite agli Stati membri e crea una sorta di dumping fiscale, avvantaggiando le multinazionali a scapito delle PMI. Ritengo quindi che alcune misure proposte vadano implementate e messe in atto al più presto possibile: la proposta per un codice comune europeo di identificazione fiscale; la proposta per una tutela giuridica degli informatori; assicurare che i profitti siano tassati dove il valore è creato. Tuttavia nel testo approvato vi sono alcune criticità e lacune che mi hanno spinto ad astenermi: il *country-by-country reporting* dovrebbe essere pubblico e facilmente accessibile, mentre la base imponibile comune consolidata CCCTB andrebbe introdotta senza fasi intermedie. Inoltre manca un riferimento esplicito alle responsabilità politiche nel caso *Luxleaks* e al ruolo delle banche e dei consulenti fiscali nell'agevolare le pratiche di elusione fiscale.

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – O escândalo LUXLEAKS e outras investigações que lhe seguiram mostraram que a fraude e a evasão fiscais constituem uma prática generalizada na maioria dos Estados-Membros com o conhecimento, há décadas, dos seus governos.

Tendo em conta os factos descobertos, o PE autorizou, em dezembro de 2014, a elaboração de um relatório de iniciativa legislativa sobre formas de «assegurar a transparência, a coordenação e a convergência das políticas de tributação das sociedades na União Europeia». O relatório apresenta algumas recomendações que nos parecem bastante positivas, nomeadamente a apresentação de relatórios obrigatórios e públicos por país pelas empresas multinacionais para todos os setores, a criação de uma definição comum e rigorosa de paraíso fiscal ou de contramedidas em relação às empresas que utilizam paraísos fiscais.

No relatório é deixada entreaberta a porta à harmonização fiscal, através de propostas que em nome do combate à elisão fiscal e à transferência de lucros pretendem dar o mote para a perda de soberania ao nível da política fiscal.

Abstivemo-nos.

12.9. EU-China relations (A8-0350/2015 - Bas Belder)

Oral explanations of vote

Daniel Dalton (ECR). – Madam President, I very much welcome my colleague Mr Belder's report and its emphasis on stronger relations and constructive dialogue to achieve further improvements in human rights and democracy in China. The UK is China's number one investment destination in Europe and our economic ties are growing. In the West Midlands, my constituency, this is especially true. This is the manufacturing heartland of the UK and we have an export surplus of nearly GBP 3 billion a year with China and we now have direct flights from Birmingham to Beijing as well.

That said, we must be mindful of the problems of human rights and democracy that continue in China. But we will never achieve reforms by lecturing the Chinese Government. We will achieve them by interacting and trading with China so that we can demonstrate the many benefits, including economic, of greater respect for human rights and democracy. Trade brings people together, it makes everyone richer and, ultimately, it will break down barriers and achieve a better outcome, both for Europeans and for people in China.

Jiří Pospíšil (PPE). – Paní předsedající, já jsem tuto zprávu podpořil, a to hlavně z toho důvodu, že obsahuje pasáž, která se týká stavu lidských práv v Číně. Ve zprávě je jasně konstatováno, že stav lidských práv ukazuje vážné znepokojení a že opravdu Čína s lidskými právy dnes musí něco dělat, pokud se chce zařadit mezi vyspělé a v budoucnu snad demokratické země.

Jsem velmi rád, že zpráva poukazuje například na zákon o řízení zahraničních nevládních organizací, který, pokud bude do budoucna účinný, tak výrazně omezí občanskou společnost v Číně a povede k tomu, že mezinárodní humanitární organizace nebudou do budoucna moci podporovat čínské disidenty, nebudou moci podporovat humanitární cíle v Číně. Takže ano, obchodovat s Čínou je nutné, je to samozřejmě ekonomicky výhodné, ale bez poukazování na lidská práva je to podle mého názoru špatné. Proto, jak už jsem řekl, je dobré, že vedle ekonomických výhod hovoříme o lidských právech.

Seán Kelly (PPE). – A Uachtaráin, molaim an tuarascáil seo agus vótáil mé ina fabhar; agus le mo ghrúpa i ngach uile vóta. Gan dabht ar bith is maith an rud é go mbeadh gaol dearfach, láidir againn leis an tSín agus aitheantas a thabhairt di as ucht an dul chun cinn iontach atá á dhéanamh aici maidir lena geilleagar.

Freisin, bhí sé de phribhléid agamsa a bheith i bPáras an tseachtain seo caite. Le Feisirí eile ón bParlaimint, bhuaileamar le toscairí ón tSín. Caithfear creidiúint a thabhairt dóibh as ucht an méid atá á dhéanamh acu chun troid i gcoinne athrú aeráide; agus chabhraigh siad go mór chun an comhréiteach a bhí againn ag an deireadh a bheith againn.

Rud amháin eile nach bhfuil mé róshásta faoi ná imeachtaí atá ar siúl ag an tSín i Muir na Síne Theas: caithfidh siad glacaint le dlíthe idirnáisiúnta maidir leis sin.

Csaba Sógor (PPE). – Madam President, it is not an easy task for the EU to sort out the dilemma of how to best deal with China, the second largest economy in the world and its second largest trading partner. But China is also an authoritarian state responsible for serious breaches of fundamental rights, including the freedom of expression, association, assembly and religion.

Europe needs an approach in which the pursuit of its trade and investment interests does not go against the principles it claims to stand for. It should not ignore issues such as the persecution of Buddhist monks and nuns, the ever-increasing number of self-immolations, the forceful resettlement of over 2 million Tibetan nomads, the mistreatment of the Uighur population, the demolition of Christian churches or removal of their crosses, the forced disappearance of hundreds of human rights lawyers and so on.

Only by dealing with such matters can we build a credible and strong relationship with China; one that is in the interest of both the EU and the population of China.

Andrejs Mamikins (S&D). – Es balsojot atturējos, un paskaidrošu kāpēc. Tāpēc, ka ir skaidrs, ka attiecības ar Ķīnas Tautas Republiku ieņem ļoti svarīgu, ja ne pašu galveno, vietu ES ārpolitikā. Un tas – tā vai citā mērā šīs attiecības pārklāj visus mūsu kopienā realizētos politikas virzienus: no tirdzniecības un investīcijām līdz pat kultūrai un cilvēktiesībām.

Un, kamēr vairākās nozarēs mēs konkurējam vai mūsu pozīcijas atšķiras, pastāv augsta nepieciešamība ciešāk sadarboties ar ĶTR.

Visā visumā ziņojums bija labi konstruēts, bet, godātie kolēģi, es šeit neredzu vienotu balsi, kas mums ir vitāli nepieciešama. Jo, runājot par Ķīnas iekšpolitiku vai cilvēktiesībām, Ķīnas standarti ir ļoti tālu no standartiem cilvēktiesību jomā, kas ir mūsu kopienā – Eiropas Savienībā.

Tā kā es neredzēju šo vienoto balsi, es savā balsojumā atturējos.

Written explanations of vote

Isabella Adinolfi (EFDD), per iscritto. – I rapporti UE-Cina vengono per la prima volta regolati grazie all'approvazione della relazione Belder nel 2006. Nel resoconto presentato sul rapporto si evidenzia come lo stesso affronti tematiche fondamentali quali partnership strategica, situazione interna, diritti umani e rapporti transfrontalieri. Se certamente si riconosce il ruolo indiscusso di potenza economica della Cina, d'altro canto si sottolineano una serie di problematiche legate, innanzitutto, alla difformità tra gli impegni formali presi in tema di diritti umani e il loro effettivo rispetto; preoccupa, inoltre, la tematica dei cambiamenti climatici e le iniziative promesse dalla Cina. Dalla lettura della relazione emerge però il chiaro intento di instaurare le relazioni con la Cina sulla base di una linea concertata con gli USA, senza perciò evidenziare una chiara e netta strategia europea in merito. Ho deciso perciò di astenermi auspicando lo sviluppo di un piano europeo che promuova il rispetto degli interessi e degli obiettivi precisi dell'UE.

Tim Aker (EFDD), *in writing*. – UKIP does not support the principle of the EU having any sort of foreign policy. This report gives an overall look at relations between the EU and China, supporting current agreements and calls for more EU action in several areas. This is therefore an endorsement of EU foreign policy. However it also raises several legitimate concerns, in particular with the attempted interference by the Chinese government in democratic processes within Hong Kong. In light of this balance UKIP abstained.

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado en contra de este informe, porque tiene un marcado enfoque centrado en el rol llamado «indispensable» de los EE.UU., e insta a que se desarrolle un enfoque común con los EE.UU. en cuanto a China, sosteniendo que esto contribuirá a promover los intereses de la UE, algo con lo que no concuerdo. Además, ahonda en temas que no son competencia de la UE ni de este informe, como denunciar que China se alía con Rusia para bloquear la acción de las Naciones Unidas con respecto a Siria. Por esto, y si bien he encontrado elementos interesantes respecto de los que he votado a favor, he tenido que votar en contra de la aprobación de este informe en su conjunto.

Marie-Christine Arnautu (ENF), *par écrit*. – Les faits rapportés dans ce rapport sont exacts pour la plupart. Néanmoins, nous considérons au Front national que la politique étrangère est une compétence qui revient aux États et non à l'Union européenne.

Surtout, nous estimons que les institutions européennes, comme les États, n'ont pas à s'ingérer dans les affaires politiques internes de la Chine. C'est pourquoi je me suis opposée à ce rapport.

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. – I abstained on this report, which has some good points to it but fundamentally seeks to politicise trade and other agreements with China.

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Balsavau už šį pranešimą, kurio EP išreiškia savo nuomonę dėl tolesnių ES ir Kinijos santykių. ES ir Kinijos strateginė partnerystė yra labai svarbi ES ir Kinijos Liaudies Respublikos santykiams. Būtina siekti nustatyti bendrus interesus ir bendrai spręsti daug visuotinių problemų, tokių kaip visuotinis ir regioninis saugumas, kova su terorizmu ir organizuotu nusikalstamumu, kibernetinis saugumas, masinio naikinimo ginklai ir branduolinių ginklų neplatinimas, energetinis saugumas, pasaulio finansų ir rinkų reguliavimas, klimato kaita ir darnus vystymasis. Pritariu raginimams EIVT užtikrinti, kad žmogaus teisės būtų vienas svarbiausių darbotvarkės klausimų palaikant santykius ir rengiant dialogus su Kinija.

Nicolas Bay (ENF), *par écrit*. – J'ai voté contre ce texte d'une rare arrogance, alors que l'Union Européenne est de plus en plus mal placée pour donner des leçons.

Serait-ce une façon de reprocher à la Chine son rapprochement avec la Russie?

Hugues Bayet (S&D), *par écrit*. – J'ai approuvé ce rapport d'initiative qui souligne le rôle croissant de la Chine sur l'échiquier géopolitique mondial ainsi que dans les relations économique-financières, mais qui constate l'aggravation très inquiétante ces dernières années de la situation des droits de l'homme dans le pays.

Le rapport fait ainsi remarquer que la liberté des militants des droits de l'homme dans le pays, des avocats, des journalistes, des blogueurs, des universitaires et de divers représentants de la société civile n'a, depuis des années, jamais été autant muselée!

Brando Benifei (S&D), *per iscritto*. – Nonostante le recenti difficoltà finanziarie che sembrano ridurne le aspettative sulle performance economiche, la RPC continua a rappresentare, a quarant'anni dall'avvio delle relazioni diplomatiche UE-Cina, uno dei principali partner commerciali dell'Unione. Al ruolo di investitore in settori strategici dell'economia in vaste aree del globo si associa sempre più spesso quello di protagonista della scena internazionale. Presenza fondamentale nei recenti dialoghi su ambiente, sicurezza e lotta al terrorismo, la Cina continua a presentare numerose incognite su temi quali il rispetto dei diritti umani, la tutela delle minoranze e la libertà d'espressione. Il mio voto favorevole alla relazione Belder sui rapporti UE-Cina nasce dalla profonda convinzione che solo un impegno comune e un approccio propositivo possano garantire un proficuo sviluppo del partenariato strategico globale nei prossimi anni. Il sostegno alle relazioni tra Europa e Cina deve avere quali obiettivi principali non solo quelli cruciali legati allo sviluppo di reti infrastrutturali, tutela dell'equo trattamento delle imprese e sviluppo degli investimenti ma anche quelli relativi alla regolamentazione dei mercati globali, alla non proliferazione degli armamenti e ai programmi di sviluppo sostenibile.

Xabier Benito Ziluaga (GUE/NGL), *por escrito*. – Nos hemos ABSTENIDO en este informe. El informe tiene dos líneas que hacen que no podamos votar a favor: en primer lugar, llama a la firma de tratados comerciales con China y a aprovechar las oportunidades comerciales del auge de China. En segundo lugar, pide a China que «siga» a la UE y a los EE.UU. en la política internacional.

En cambio, los puntos en que se critica la represión y la falta de libertades están bien desarrollados. Además, se han aprobado el apartado 62 y la segunda parte del apartado 51, que eran clave para nosotros. En dicha segunda parte, se menciona la obligatoriedad de una cláusula de derechos humanos en cualquier tratado bilateral con China y, en el apartado 62, se imponen obligaciones en cuanto a normativa laboral a las empresas europeas independientemente de que estén contempladas por la ley china o no.

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE), *por escrito*. – He apoyado este informe porque contiene algunas advertencias muy necesarias al régimen chino por sus reiteradas vulneraciones de derechos fundamentales, relacionando además casos concretos tan llamativos como la detención de doscientos abogados de opositores. También comparto las llamadas a colaborar con las operaciones internacionales de estabilización y paz en Ucrania o Siria, y me parece especialmente interesante el llamamiento a evitar las amenazas militares sobre Taiwán en caso de posible secesión. Apuntar con una batería de 1 500 misiles a otro territorio nunca es solución, como colocar a las fuerzas armadas (caso que se da en la constitución de algún Estado miembro) como garantes de la unidad nacional.

Dominique Bilde (ENF), *par écrit*. – J'ai fermement rejeté ce rapport, symbolique de la manière dont l'Union européenne entend s'arroger le privilège d'entretenir des relations diplomatiques avec les États tiers tout en y menant une véritable politique d'ingérence irrespectueuse de la souveraineté de nations souveraines.

Le but du rapport est notamment d'affaiblir les relations entre la Chine et la Russie, l'Union européenne continuant de considérer ce dernier pays comme ayant des intérêts stratégiques divergents, et ce, malgré la réalité géopolitique qui voudrait que la Fédération de Russie soit un allié de choix, notamment dans la lutte contre le terrorisme islamiste.

Évidemment, le rapport ne peut s'empêcher de souligner les violations des droits de l'homme commises en Chine, tout en continuant à mener son opération de séduction à destination des capitaux chinois. Un «deux poids deux mesures» typique des institutions bruxelloises qui aiment à se faire donneuses de leçon tout en continuant à tirer profit de ce qu'elles peuvent.

Une nouvelle fois, l'Union européenne a tout faux en matière de politique étrangère, comme, hélas, sur tant d'autres sujets.

Mara Bizzotto (ENF), *per iscritto*. – Questo testo, poco coraggioso, non affronta in modo chiaro la questione del MES e della concessione alla Cina dello status di economia di mercato. Per questo motivo mi sono espressa con un'astensione.

Malin Björk (GUE/NGL), *skriftlig*. – Jag har lagt ned rösten.

Jag anser att betänkandet om relationerna till Kina lyfter fram viktiga frågor, inte minst vad gäller brotten mot mänskliga rättigheter i Kina. Men betänkandet präglas av en marknadsliberal linje där hyllandet av frihandeln, och motståndet mot offentlig sektor, dominerar. I en värld där det största hotet är den växande klimatkrisen måste frågorna om handel och ekonomi problematiseras mer än vad som sker i detta betänkande. Därför lägger jag ned rösten.

José Blanco López (S&D), *por escrito*. – Las relaciones diplomáticas entre la UE y China cumplen cuarenta años. Este informe, que he votado favorablemente, saluda las recientes reformas emprendidas por el Presidente Xi Jinping, destacando la iniciativa de la Nueva Ruta de la Seda y el lanzamiento del Banco Asiático de Inversiones. La UE y China deben cooperar estrechamente en cuestiones como lucha contra el terrorismo y la criminalidad, no proliferación nuclear, control sobre las armas de destrucción masiva, ciberseguridad, regulación de los mercados financieros o cambio climático.

Sin embargo, resulta preocupante la falta de transparencia, información y estadísticas sobre la intervención gubernamental en la economía china, así como las prácticas de dumping, subvenciones estatales y no respeto de los derechos de propiedad intelectual. A día de hoy, China no reúne los requisitos para ser considerada una economía de mercado, por lo que la UE no debe conceder tal estatuto en los próximos meses.

En lo que se refiere al respeto de los derechos humanos, condeno las restricciones a la libertad de expresión, la libertad de asociación y reunión, la libertad religiosa, las persecuciones a defensores de derechos humanos, blogueros y minorías étnicas así como la aplicación de la pena de muerte, que debe ser abolida.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Balsavau dėl šio pranešimo, nes juo Parlamentas išreiškė savo poziciją dėl ES ir Kinijos santykių perspektyvų. Pranešime Parlamentas džiaugiasi 40-osiomis ES ir Kinijos diplomatinėmis santykių metinėmis, kurios turėtų paskatinti stipresnę strateginę partnerystę, kuri tokia būtina daugiapoliame ir globalizuotame pasaulyje, ir paspartinti vykstančias derybas dėl naujojo partnerystės ir bendradarbiavimo susitarimo, paremto pasitikėjimu, skaidrumu ir pagarba žmogaus teisėms. Parlamentas pabrėžia, kad Kinija yra pagrindinė tarptautinė galia ir viena iš pačių svarbiausių ES partnerių ir kad per ateinančią dešimtmetį abi pusės yra išpareigojusios skatinti ES ir Kinijos visapusišką strateginę partnerystę, kuri bus naudinga tiek ES, tiek Kinijai. Parlamento manymu, Kinija turėtų atlikti didesnę vaidmenį daugiašalėse finansų įstaigose, kuris geriau atspindėtų jos ekonomikos dydį. Visgi Parlamentas yra susirūpinęs dėl dempingo ir skaidrumo trūkumo atsižvelgiant į Kinijos vyriausybės politikos priemones ir subsidijas taikant mokesčių kreditus, subsidijas žemei, pigius kreditus, subsidijuojamas žaliavas ir kitas priemones. Susirūpinimą taip pat kelia ir kliūtys, su kuriomis Europos įmonės susiduria Kinijos rinkoje, pvz., priverstinio technologijų perdavimo, nepakankamo intelektualinės nuosavybės teisių gynimo ir diskriminacijos.

Andrea Bocskor (PPE), *írásban*. – Az Európai Unió és Kína közötti együttműködés negyven éves múltja tekint vissza. Stratégiai kapcsolataikat 1975-ben alapozták meg, 1985-ban Kereskedelmi és Együttműködési Megállapodást írtak alá, azóta pedig az EU folyamatosan a politikai, gazdasági és szociális reformokra irányuló partnerség megerősítésével támogatja Kína fenntartható fejlődését. Szavazatommal támogattam a jelentést, hiszen a kétoldalú stratégiai kapcsolatok kiemelkedő fontosságát tükrözi, olyan globális kérdések megválaszolása szempontjából, mint a globális és regionális biztonság, a gazdasági válság kezelése, az energiabiztonság, a tömegpusztító és a nukleáris fegyverek terjedésének megakadályozása, az éghajlatváltozás, a demokrácia és az emberi jogok előmozdítása, valamint a szervezett bűnözéssel és a terrorizmussal szemben folytatott küzdelem. Ezzel együtt fontosnak tartom, hogy a határozat felszólítja a kínai hatóságokat a jogállamiság és az emberi jogok terén tett nemzetközi vállalásaik betartására.

Franc Bogovič (PPE), *pisno*. – Poročilo kolega Belderja je korektna ocena odnosov med EU in Kitajsko ter javno izpostavlja tako pozitivne kot negativne stvari v odnosih med državami. Prav je tako, v vsakem primeru se moramo pogovarjati in poskušati najti skupne točke ter hkrati opozarjati na napake. Tako bodo človekove pravice še vedno ostale visoko na agendi pogovorov, kot tudi nepoštene trgovinske prakse, ki prihajajo z njihove strani. Hkrati si želimo bolj šega usklajevanja na področjih strateškega pomena, kot so varnost in obramba, boj proti terorizmu, nezakonite migracije, mednarodni kriminal, neširjenje jedrskega orožja, svetovna in regionalna varnost, zanesljiva oskrba z energijo, globalno upravljanje in reguliranje financ in trgov, podnebne spremembe, pa tudi urbanizacija, razvojni programi in programi pomoči ter trajnostni razvoj itd. Dejstvo je, da se lahko od Kitajcev tudi veliko naučimo, saj so tehnološko na nekaterih področjih zelo konkurenčni, zanimivi pa so tudi njihovi koncepti učenja in kadriranja novih sposobnih kadrov. Poročilo je tako kritično tam, kjer mora biti, vendar pušča odprta vrata za dialog, zato sem ga tudi z veseljem podprl.

Simona Bonafè (S&D), *per iscritto*. – In occasione del quarantesimo anniversario delle relazioni diplomatiche UE-Cina, accolgo con favore una relazione che miri ad approfondire e a chiarire il punto di vista del Parlamento europeo rispetto ai nostri rapporti con questo partner internazionale, sempre più importante e attivo sulla scena politica ed economica globale. Vorrei anche evidenziare il contributo fornito dal gruppo S&D a questa relazione, che ha mirato a sottolineare i nostri obiettivi e posizioni rispetto ad alcune questioni di vitale rilevanza. Alla luce di ciò, è necessario sostenere il rafforzamento del partenariato strategico con la Cina, fondamentale per affrontare in un'ottica di cooperazione e di maggiore coordinamento le sfide globali odierne, ed è altresì importante collaborare con la Cina su progetti come il piano Juncker sul versante europeo e l'accordo bilaterale UE-Cina sugli investimenti. Cionondimeno, nell'approfondimento del nostro rapporto dobbiamo ricordarci sempre di difendere i nostri interessi e valori fondamentali, nell'ottica di un dialogo basato sulla trasparenza e sulla reciprocità, rammentando che la Cina deve fare ancora molti passi avanti per quanto concerne il rispetto dei diritti umani, la tutela dei lavoratori e dell'ambiente e, in generale, per la completa transizione verso un'economia di mercato e lo Stato di diritto.

Biljana Borzan (S&D), *napisan*. – Podržavam ovo izvješće koje obuhvaća općeniti odnos između EU-a i Kine, od političkog, ekonomskog, okolišnog, socijalnog i aspekta ljudskih prava. Cilj je u jednom konstruktivnom pristupu stvoriti dokument koji pomaže u definiranju suradnje između EU-a i Kine, jednog od najvećih „igrača” na globalnoj razini.

Renata Briano (S&D), *per iscritto*. – La Repubblica popolare cinese può essere un importante partner commerciale e politico per l'Unione europea. Il suo ruolo, ormai affermato, di protagonista nello scacchiere geopolitico mondiale deve incoraggiarci a valutare ponderatamente i rapporti con la Cina e a incoraggiarla affinché faccia la sua parte nel mantenimento della stabilità mondiale. La nostra volontà politica di mantenere buoni rapporti bilaterali e il comune interesse nello sviluppo economico e nel proseguimento degli scambi commerciali e della collaborazione economico-imprenditoriale non può tuttavia farci desistere dal richiamare il governo cinese al rispetto dei diritti umani, all'introduzione di riforme che promuovano la libertà di pensiero e di parola, alla tutela delle minoranze etniche e religiose, al diritto delle persone di autodeterminare le scelte della propria vita. La Cina oggi è ancora lontana dall'essere un Paese libero e democratico: noi crediamo che possa diventarlo e che la collaborazione con l'Unione europea possa essere per il popolo cinese di aiuto anche per il progresso civile e politico.

Daniel Buda (PPE), *în scris*. – Anul acesta se împlinesc 40 de ani de la începutul relațiilor diplomatice dintre UE și China, relații extrem de importante pentru ambele părți, în vederea găsirii unor răspunsuri comune la o serie de probleme globale, cum sunt securitatea globală, combaterea terorismului, securitatea cibernetică, precum și schimbările climatice.

Trebuie să vedem în China un partener comercial major pentru Uniune, cu o piață imensă, aflată în plină expansiune, însă este nevoie să reacționăm la derapajele din această țară. Cu toate că guvernul chinez recunoaște importanța și universalitatea drepturilor omului, nu este în măsură să demonstreze rezultate concrete în ceea ce privește îmbunătățirea situației drepturilor omului. Este inacceptabil ca, în concepția chineză, drepturile socioeconomice să fie mai presus de cele civile și politice individuale. De asemenea, este îngrijorător faptul că, în prezent, China este țara care execută cele mai multe persoane și continuă să aplice în secret pedeapsa capitală asupra a mii de persoane anual, fără a ține cont de standardele internaționale minime referitoare la utilizarea pedepsei cu moartea.

M-am exprimat în favoarea acestui raport cu convingerea că implicarea UE prin intermediul Consiliului și Comisiei poate avea rezultate pozitive, reușindu-se, printr-un dialog constructiv, tranziția acestei țări către statul de drept și respectarea drepturilor omului.

Gianluca Buonanno (ENF), *per iscritto*. – Voto di astensione. La relazione auspica una maggiore cooperazione fra UE e Cina nell'affrontare le sfide e le minacce globali, come ad esempio la lotta al terrorismo, l'immigrazione illegale, la sicurezza globale e regionale, cambiamenti climatici o *governance* finanziaria e mercato globale. Il rafforzamento del partenariato strategico UE-Cina è necessario in un mondo multipolare e globalizzato: si chiede di accelerare i negoziati su un nuovo accordo di partenariato e cooperazione «basato sulla fiducia, trasparenza e rispetto dei diritti umani.»

Si sottolinea come il 17° vertice UE-Cina del 29 giugno 2015 abbia dato un segnale per una «più stretta cooperazione politica che va al di là delle semplici relazioni commerciali e verso un approccio strategico coordinato per affrontare le sfide globali e le minacce comuni».

Pur essendo rilevata la preoccupazione per l'attuale crisi finanziaria che colpisce la Cina, si afferma che gli Stati membri dell'UE dovrebbero trarre vantaggio dalle opportunità offerte dalla crescita dell'economia cinese. Inoltre si sottolinea l'importanza dell'accordo bilaterale sugli investimenti attualmente in fase di negoziazione poiché può spianare la strada per la parità di trattamento delle imprese, sia in Europa sia in Cina.

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport sur les relations entre l'Union européenne et la Chine. Ce rapport rappelle qu'il est important de renforcer le partenariat stratégique avec la Chine afin qu'il soit bénéfique pour les deux parties.

La Chine est un partenaire économique incontournable. Dans cette perspective, l'Union européenne doit coopérer avec ce pays. Le rapport met également en exergue les lacunes concernant le respect des droits de l'homme et de la démocratie qui se révèlent être très problématiques. Nous devons faire évoluer avec prudence les relations entre l'Union européenne et la Chine.

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. – Oggi ho votato a favore di questa relazione per promuovere il partenariato strategico UE-Cina. La Cina è una grande potenza internazionale e uno dei principali partner dell'UE. Bene dunque il partenariato strategico globale che le due parti hanno deciso di promuovere per il prossimo decennio. Le relazioni tra l'UE e la Cina hanno recentemente raggiunto un nuovo e più stretto livello di cooperazione, che supera le semplici relazioni commerciali, per far fronte alle sfide comuni come il cambiamento climatico e le minacce alla pace e alla sicurezza internazionale. Sul fronte delle relazioni economiche, però, molto va ancora fatto per le difficoltà che le imprese europee incontrano nel mercato cinese, ad esempio, in materia di trasferimento di tecnologia e di protezione della proprietà intellettuale. Penso infine che sia giunto il momento che gli Stati membri parlino con una sola voce al governo cinese, soprattutto sui temi di cooperazione internazionale e dialogo sui diritti dell'uomo. Purtroppo, troppo spesso, gli Stati europei preferiscono puntare sui rapporti bilaterali contribuendo a minare la credibilità dell'Europa e a rendere meno efficaci le azioni in tema di cooperazione internazionale.

James Carver (EFDD), *in writing*. – UKIP does not support the principle of the EU having any sort of foreign policy. This report gives an overall look at relations between the EU and China, supporting current agreements and calls for more EU action in several areas. This is therefore an endorsement of EU foreign policy. However it also raises several legitimate concerns, in particular with the attempted interference by the Chinese government in democratic processes within Hong Kong. In light of this balance UKIP abstained.

David Casa (PPE), *in writing*. – This report welcomes the 40 years since the first diplomatic relations between the EU and China started. It underscores the commitment of both sides to the EU-China Comprehensive Strategic Partnership, which will be mutually beneficial. The Chinese government is also called upon to enter into a dialogue with Tibetan representatives and a speedy solution to the tension in the areas of the South and East China Seas. I voted in favour of this report.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. – La relazione Belder è molto severa sul tema dei diritti umani, elevando la condizionalità al vertice dei criteri nelle relazioni UE-Cina, ma sembra farlo, più che per interessi europei, in funzione di un contenimento cinese voluto da Washington. Questo sembra evidente quando si invita la HR/VP a condurre le relazioni UE-Cina secondo una linea concertata con gli USA. Mi chiedo dunque quando avremo l'autonomia strategica europea. La relazione, inoltre, pone su tutte le questioni internazionali dei presupposti inaccettabili per Pechino: dalla risoluzione nel quadro UNCLOS delle controversie nel Mar Cinese meridionale fino alla presa di distanze da Assad e dal fronte russo-iraniano, cui Pechino è andata in questi anni accostandosi. E lo fa richiamando la Cina a cooperare a strumenti europei, ma anche a iniziative americane, come la *New Silk Road* o il FMI. Non vengono mai in luce contraddizioni e limiti dei sistemi istituzionali vicini agli USA, ritenuti sempre e comunque positivi. Pur mantenendo insomma un'ottima linea per quanto riguarda i diritti umani, ritengo che a questa relazione manchi forse una prospettiva originale che possa rendere l'UE un'entità separata dal suo alleato transatlantico e dotata di autonomia strategica e interessi propri. Per questi motivi ho preferito astenermi.

Dita Charanzová (ALDE), *in writing*. – Relations with China are one of the key areas of the EU external activities. I welcome this report marking the 40th anniversary of EU-China diplomatic relations. The report is well balanced and reflects realistically the current position of China in international relations. I find very important that the report mentions the need for a bilateral investment agreement between the EU and China and for an enhanced cooperation improving market access for companies, mainly SMEs.

Λευτέρης Χριστοφόρου (PPE), *γραπτώς*. – Στηρίζουμε αυτή την έκθεση και σημειώνουμε την προτεραιότητα που δίνει η προεδρία του Προέδρου Χί στη σχέση με τις ΗΠΑ, δεδομένης της πρότασής του για «έναν νέο τύπο σχέσης» μεταξύ της Κίνας, των ΗΠΑ και άλλων περιφερειακών δυνάμεων. Εντούτοις πιστεύουμε ότι απαιτείται μια πιο εποικοδομητική προσέγγιση για μια νέα παγκόσμια τάξη στην οποία θα πρέπει να συμβάλει και να ενσωματωθεί η Κίνα, μια τάξη που θα θεμελιώνεται στις οικουμενικές αξίες των ανθρωπίνων δικαιωμάτων, της δημοκρατίας και της ανθρώπινης ασφάλειας. Επίσης, καλούμε την ΕΕ να γίνει πιο δραστήρια στην Ασία και να συνεργαστεί με την Κίνα, τις ΗΠΑ και άλλες περιφερειακές δυνάμεις με σκοπό την αύξηση της σταθερότητας της περιοχής.

Σημειώνουμε ότι η πρόσφατη Λευκή Βίβλος σχετικά με τη στρατιωτική στρατηγική της Κίνας αποκαλύπτει τις προθέσεις του Πεκίνου να ενισχύσει περισσότερο το Κινεζικό Πολεμικό Ναυτικό, καθώς και να επεκτείνει το εύρος των επιχειρήσεών του, μεταβαίνοντας από μια προσέγγιση «άμυνας στα παράκτια ύδατα» προς την «προστασία της ανοικτής θάλασσας».

Deirdre Clune (PPE), *in writing*. – In this report, Parliament welcomes the 40th anniversary of diplomatic relations between the EU and China as a source of inspiration to strengthen the Strategic Partnership. It is stressed that the two sides are committed to promoting over the next decade the EU-China Comprehensive Strategic Partnership, which will be mutually beneficial to both the EU and China.

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – Sono a favore della relazione presentata dal collega Belder concernente le relazioni tra Unione europea e Cina. Sostengo che il diciassettesimo vertice UE-Cina sia stato importante al fine di rafforzare il partenariato strategico tra questi due paesi. Inoltre, credo che quest'ultimo vertice abbia contribuito ad accelerare i negoziati in atto su un nuovo accordo di partenariato e cooperazione basato sulla fiducia, sulla trasparenza e sul rispetto dei diritti umani. L'impegno volto a promuovere suddetto partenariato porterà vantaggi a entrambe le parti, permettendo l'ulteriore implementazione delle relazioni bilaterali e trasmettendo un segnale di cooperazione politica utile per far fronte alle sfide e alle minacce comuni globali.

Therese Comodini Cachia (PPE), *in writing*. – Although the report reaffirms that forced abortions are strictly illegal in China, family-planning officials repeatedly coerce women into inhumane practices such as forced abortions or sterilisation. China needs to do more to show mutual concordance with the EU on the condemnation of the so-called 'social maintenance fee', an often-exorbitant fine that parents have to pay in the event of extra births. Having said that I agree that the strategic partnership needs to be nurtured further through strong commitment in sincere cooperation between the EU and China, most notably with respect to mutual responsibility and a good level of confidence between the two parties based on universal value of upholding the fundamental principles of human rights.

Ignazio Corrao (EFDD), *per iscritto*. – La relazione Belder affronta diversi temi. Può essere racchiusa in 5 grandi macro-aree. Nel complesso è molto buona, rigida sul tema dei diritti umani, sottolinea la contraddizione tra le enunciazioni cinesi e l'effettiva tutela dei diritti umani da parte di Pechino. Richiama la Cina a cooperare a strumenti europei, ma anche ad iniziative americane, come la *New Silk Road* o il FMI. La relazione non mette mai in luce contraddizioni e limiti dei sistemi istituzionali vicini agli USA, ritenuti sempre e comunque positivi. Mentre mette in guardia, ad esempio, gli Stati UE che aderiranno all'AIBB sulla necessità che questa si adegui ai criteri di responsabilità sociale del credito dovuti, non si mette mai invece in discussione che questi stessi criteri siano rispettati dal FMI. Pur mantenendo un'ottima linea per quanto riguarda i diritti umani, la relazione risulta essere un esempio di condizionalità «asimmetrica»: si fa i duri con la Cina, ma soprattutto perché lo chiedono gli Stati Uniti (almeno questo sembra quantomeno trapelare tra i paragrafi della relazione); manca forse una prospettiva originale che possa rendere l'UE una entità separata dal suo alleato transatlantico e dotata di autonomia strategica e interessi propri. Per questi motivi ho deciso di astenermi.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado en contra de este informe, porque tiene un marcado enfoque centrado en el rol llamado «indispensable» de los EE.UU., e insta a la Vicepresidenta / Alta Representante a que desarrolle un enfoque común con los EE.UU. en cuanto a China, sosteniendo que esto contribuirá a promover los intereses de la UE, algo con lo que no concuerdo. Además, ahonda en temas que no son competencia de la UE ni de este informe, como denunciar que China se alía con Rusia para bloquear la acción de las Naciones Unidas con respecto a Siria. Por esto, y si bien he encontrado elementos interesantes respecto de los que he votado a favor, he tenido que votar en contra de la aprobación de este informe en su conjunto.

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. – The report covers generically the relations between EU and China, dealing with political, economic, environmental, social and human rights aspects. The report has a constructive approach, by not just focusing on a critical attitude against China, but yet still being just in the areas where deficiencies are identified. Noting that such a balance is healthy and strategically balanced in arriving at the desired outcomes in China, including the developments of certain individual freedoms, I have voted in favour of this report.

Viorica Dăncilă (S&D), *în scris*. – Salut cea de-a 40-a aniversare a relațiilor diplomatice dintre Uniunea Europeană și China, ca o sursă de inspirație pentru consolidarea parteneriatului strategic, atât de necesar într-o lume multipolară și globalizată și consider că China este o importantă putere internațională și unul dintre cei mai importanți parteneri ai UE. De aceea, consider că cele două părți trebuie să promoveze în următorul deceniu parteneriatul strategic cuprinzător dintre UE și China care va fi avantajos atât pentru UE, cât și pentru China.

Nicola Danti (S&D), *per iscritto*. – Quest'anno è stato celebrato il quarantesimo anniversario dell'apertura delle relazioni diplomatiche tra Cina e Unione europea. Oggi il partenariato con Pechino è certamente fondamentale per affrontare le grandi sfide della governance globale e i principali temi dell'agenda internazionale. La risoluzione votata a larga maggioranza dal Parlamento europeo delinea un quadro generale e settoriale delle relazioni e dei suoi possibili sviluppi futuri. In particolare modo, la risoluzione sottolinea come l'Unione e i suoi Stati membri debbano essere capaci di sfruttare le opportunità offerte da una maggiore cooperazione commerciale ed economica tra le due parti. Questa deve a mio parere, tuttavia, basarsi e fondarsi sul rispetto di regole condivise ed eque, basate sul principio della reciprocità. In questo senso, dobbiamo essere chiari: una cooperazione commerciale bilaterale matura non può per ora prevedere la concessione dello status di economia di mercato alla Cina. Il paese rimane, infatti, ancora molto lontano dal rispetto degli standard previsti dall'Organizzazione mondiale del commercio per l'ottenimento di tale status. Solo con una diversa accettazione di responsabilità da parte della Cina e attraverso una leale cooperazione potremo far avanzare in modo proficuo la qualità del nostro partenariato.

Michel Dantin (PPE), *par écrit*. – Ce rapport d'initiative présente la position du Parlement européen sur le partenariat UE-Chine, à l'occasion du 40e anniversaire des relations diplomatiques entre l'Union et la Chine. Se félicitant du rapide développement économique en Chine, le rapport rappelle l'importance pour l'Union de garantir un partenariat gagnant-gagnant et d'approfondir les liens entre les citoyens.

Il appelle les États membres à tirer davantage bénéfice des opportunités de développement offertes par ces relations. Le rapport exprime également une série de critiques vis-à-vis du pouvoir en place et de la situation des droits de l'homme, de la démocratie et des libertés dans certaines régions de la Chine (Tibet, Hong-Kong, Taiwan) ou à l'égard de certains groupes (Tibétains).

Le non-respect du droit international, en particulier le droit de la mer, est enfin pointé du doigt dans ce rapport, puisque la Chine mène une politique expansive en mer de Chine du Sud. Soutenant les conclusions de ce rapport, j'ai voté en sa faveur.

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. – Le quarantième anniversaire des relations diplomatiques entre l'Union européenne et la Chine doit être l'occasion de dresser un bilan de la coopération entre les deux entités, mais aussi d'envisager des réponses coordonnées aux défis mondiaux tels que le terrorisme, l'immigration, le changement climatique ou encore la gouvernance financière.

L'UE et la Chine doivent aller vers l'adoption d'une approche stratégique coordonnée tant au niveau économique que politique. Mais le renforcement du partenariat entre l'Union européenne et la Chine ne pourra se faire que sur la base d'une confiance et d'une transparence mutuelles.

Cela passe par une amélioration du respect des droits de l'homme, de la liberté d'expression et des engagements en faveur de la défense de l'environnement par les autorités politiques chinoises.

Andor Deli (PPE), írásban. – Az Unió és Kína közötti együttműködés negyven éves múltja tekint vissza. Stratégiai kapcsolataikat 1975-ben alapozták meg, 1985-ban Kereskedelmi és Együttműködési Megállapodás írtak alá, azóta pedig az EU folyamatosan a politikai, gazdasági és szociális reformokra irányuló partnerség megerősítésével támogatja Kína fenntartható fejlődését.

Szavazatommal támogattam a Belder-jelentést, hiszen a kétoldalú stratégiai kapcsolatok kiemelkedő fontosságát tükrözi olyan globális kérdések megválaszolása szempontjából, mint a globális és regionális biztonság, a gazdasági válságkezelése, az energiabiztonság, a tömegpusztító és a nukleáris fegyverek terjedésének megakadályozása, az éghajlatváltozás, a demokrácia és az emberi jogok előmozdítása, valamint a szervezett bűnözéssel és a terrorizmussal szemben folytatott küzdelem.

Ezzel együtt fontosnak tartom, hogy a határozat felszólítja a kínai hatóságokat a jogállamiság és az emberi jogok terén tett nemzetközi vállalásaik betartására, különös tekintettel a vallásszabadság, a szólásszabadság és a médiaszabadság biztosítására, hiszen egy igazi stratégiai együttműködés ezen értékeket sem nélkülözheti. Amint az a párizsi klímacsúcson is bebizonyosodott, a két fél képes az együttműködésre. Joggal várható el ugyanez az EU külügyi politikáját irányító alapvető elvek vonatkozásában is.

Gérard Deprez (ALDE), par écrit. – J'ai soutenu ce rapport parce qu'il couvre l'ensemble des aspects des relations entre l'UE et la Chine et qu'il appelle l'une et l'autre à travailler plus étroitement ensemble pour relever les défis et menaces globaux, tels que le terrorisme, l'immigration clandestine, la sécurité, le changement climatique et la gouvernance mondiale financière et des marchés.

Je soutiens l'appel au renforcement des pourparlers sur un nouvel accord de partenariat et de coopération basé sur la confiance, la transparence et le respect des droits de l'homme. Pour garder une vision claire de l'évolution rapide de nos relations mutuelles je soutiens la demande à la Commission de produire un rapport annuel sur le développement des relations UE-Chine et de veiller à ce que les droits de l'homme soient élevés au rang de priorité.

Je soutiens également la demande visant à demander à la Commission de se plaindre avec force auprès des autorités chinoises concernant l'adoption de réglementations répressives, comme le projet de loi sur la gestion des ONG étrangères et le nouveau projet de loi sur la cybersécurité.

Ангел Джамбазки (ЕКР), в писмена форма. – Подкрепих доклада на колегата Белдер относно отношенията между ЕС и Китай, защото го намирам за изключително добър и всеобхватен. Докладът обръща специално внимание на пет сфери – стратегическото партньорство и сътрудничество между ЕС и Китай, вътрешните работи на страната, нейната външна политика, ситуацията с човешките права, както и отношенията с Тайван и Тибет.

От изключително значение са препоръките, отправени в доклада, най-основната от които е, че реформата в системата за защита на правата на човека не бива да бъде пренебрегвана за сметка на икономическия растеж на страната. Икономическите реформи и тези в сферата на демокрацията и правата на човека вървят ръка за ръка с целта за подобряване на цялостния просперитет и качество на живота в страната.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI), γραπτώς. – Πρόκειται για αρνητικό στο σύνολο του κείμενο διότι, κατά την άποψή μου, η ΕΕ πρώτα θα πρέπει να δημιουργήσει μια ανεξάρτητη εξωτερική πολιτική, εκμεταλλευόμενη την δύναμη της και μετά να παρεμβαίνει στα εσωτερικά των άλλων χωρών και ιδίως δυνάμεων όπως η Κίνα. Επισημαίνω σχετικά τις παραγράφους όπου προτρέπει η Κίνα να επέμβει και να καταδικάσει τον al-Assad αλλά και την Ρωσία για το θέμα της Ουκρανίας.

Norbert Erdős (PPE), írásban. – Az Unió és Kína közötti együttműködés negyven éves múltja tekint vissza. Stratégiai kapcsolataikat 1975-ben alapozták meg, 1985-ban Kereskedelmi és Együttműködési Megállapodás írtak alá, azóta pedig az EU folyamatosan a politikai, gazdasági és szociális reformokra irányuló partnerség megerősítésével támogatja Kína fenntartható fejlődését.

Szavazatommal támogattam a Belder-jelentést, hiszen a kétoldalú stratégiai kapcsolatok kiemelkedő fontosságát tükrözi olyan globális kérdések megválaszolása szempontjából, mint a globális és regionális biztonság, a gazdasági válságkezelése, az energiabiztonság, a tömegpusztító és a nukleáris fegyverek terjedésének megakadályozása, az éghajlatváltozás, a demokrácia és az emberi jogok előmozdítása, valamint a szervezett bűnözéssel és a terrorizmussal szemben folytatott küzdelem.

Ezzel együtt fontosnak tartom, hogy a határozat felszólítja a kínai hatóságokat a jogállamiság és az emberi jogok terén tett nemzetközi vállalásaik betartására, különös tekintettel a vallásszabadság, a szólásszabadság és a médiaszabadság biztosítására, hiszen egy igazi stratégiai együttműködés ezen értékeket sem nélkülözheti. Amint az a párizsi klímacsúcson is bebizonyosodott, a két fél képes az együttműködésre. Joggal várható el ugyanez az EU külügyi politikáját irányító alapvető elvek vonatkozásában is.

Eleonora Evi (EFDD), *per iscritto*. – La relazione Belder copre tutti gli aspetti più rilevanti delle relazioni fra l'UE e la Cina. La seconda economia globale, che continua a crescere a ritmi accelerati – 7.7% nel 2013 — rischia di diventare la prima economia al mondo nel giro di dieci anni. Gli scambi commerciali con l'UE superano il miliardo al giorno e, dopo l'accesso all'OMC nel 2001 e il probabile riconoscimento dello status di economia di mercato che riceverà la Cina, la competizione cinese si farà ancor più sentire mettendo sotto seria pressione alcuni settori industriali italiani. Come nota positiva, la relazione Belder è molto severa sul tema dei diritti umani ma, a una attenta lettura, sembra più farlo con intenzioni volte al contenimento cinese, che non è che un riflesso della politica degli Stati Uniti nei confronti di Pechino. Peccato che la relazione non riesca a convincere quanto a politica e posizioni tutelanti genuinamente gli interessi europei, se non in modo ambiguo. Nonostante alcuni elementi della relazione fossero positivi, ho deciso di astenermi.

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Este relatório é marcado, por um lado, pelo manifesto interesse da UE nas questões do investimento e comércio com a China e na determinação em aceder a maiores fatias do mercado interno chinês e, por outro lado, pela insistência na ingerência em toda a linha nos assuntos internos da China, arrogando-se ao direito de parametrizar todo um amplo leque de políticas chinesas (da economia à política religiosa, da diplomacia à defesa, passando pelos direitos humanos e a sociedade civil).

O relatório nunca afirma os princípios do respeito pela soberania e a não ingerência, o interesse mútuo, a igualdade de condições, o progresso e o bem-estar social. A questão dos direitos humanos está omnipresente em todo o documento, apesar de merecer também um capítulo específico, sempre numa perspectiva inquiridora e de superioridade na matéria por parte da UE. Seja aqui, seja nas questões da segurança e do terrorismo, dos direitos das minorias nacionais, etc., o texto prima pela suprema hipocrisia, que bem se poderia resumir num: «não olhes para o que eu faço, faz o que eu prego». Repleto de pressões, receitas e observações que incorrem em flagrante e grosseiro delito de intromissão e ingerência – expressando a visão e interesses da UE - este relatório não pode senão ser rejeitado.

Luke Ming Flanagan (GUE/NGL), *in writing*. – I voted against as I believe the EU does not have a role in foreign affairs. Ireland has its own Foreign Affairs Department to do that.

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Táto predmetná správa sa týka všeobecných vzťahov medzi Európskou úniou a Čínou a podrobne sa zaoberá aspektmi politickej, ekonomickej, environmentálnej, sociálnej a v neposlednom rade oblastou ľudských práv. Pôvodný návrh správy, ktorá bola predložená pred 4 mesiacmi nebol dobre prijatý všetkými skupinami a vyjadrili s ním nespokojnosť. Nemyslím si však, že by bolo šťastným rozhodnutím, ak by sme podporili rokovania o investičnej bilaterálnej dohode medzi Európskou úniou a Taiwanom. Cieľom prepracovaného textu je teda zmena skôr predstaveného textu a pripraviť tak dokument, ktorý bude užitočný vo vzťahoch medzi Európskou úniou a Čínou. Čína je jeden z najdôležitejších hráčov na globálnom poli a Európska únia s ňou musí udržiavať korektné vzťahy.

Lorenzo Fontana (ENF), *per iscritto*. – La relazione auspica una maggiore cooperazione fra UE e Cina e su molti temi sono d'accordo. Restano però troppi campi lasciati volutamente vuoti, non menzionati e non affrontati con la giusta incisività, penso al riconoscimento del MES o le questioni ambientali e di sfruttamento dei lavoratori e molto altro. Per questo non posso supportare la relazione.

Λάμπρος Φουντούλης (NI), γραπτώς. – Καταφιζώ την έκθεση σχετικά με τις σχέσεις ΕΕ-Κίνας, διότι θεωρώ ότι η ΕΕ πρώτα πρέπει να δημιουργήσει μια ανεξάρτητη εξωτερική πολιτική, εκμεταλλευόμενη την δύναμη της και μετά να παρεμβαίνει στα εσωτερικά των άλλων χωρών και ειδικά δυνάμεων όπως η Κίνα. Επισημαίνω σχετικά τις παραγράφους όπου προτρέπει η Κίνα να επέμβει και να καταδικάσει τον al-Assad αλλά και την Ρωσία για το θέμα της Ουκρανίας.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D), in writing. – China is a major trading partner of the EU, with a huge and expanding market; the ongoing investment agreement negotiations represent one of the most important issues in EU-China bilateral economic and trade relations.

I welcome the 40th anniversary of diplomatic relations between the EU and China as a source of inspiration to strengthen the Strategic Partnership, which is so necessary in a multipolar and globalised world, and to speed up the ongoing negotiations for a new Partnership and Cooperation Agreement based on trust, transparency and respect for human rights.

I strongly support the call for finding mutual answers to a range of global concerns and identifying common interests, such as global and regional security, counter-terrorism, the fight against organised crime, cybersecurity, weapons of mass destruction and nuclear non-proliferation, energy security, global financial and market regulation, climate change and sustainable development.

I am especially worried about environmental degradation in China, which has taken on dramatic proportions and I believe that more urgent, strong and targeted government action is needed.

Kinga Gál (PPE), írásban. – Az Unió és Kína közötti együttműködés negyven éves múltja tekint vissza. Stratégiai kapcsolataikat 1975-ben alapozták meg, 1985-ban Kereskedelmi és Együttműködési Megállapodást írtak alá, azóta pedig az EU folyamatosan a politikai, gazdasági és szociális reformokra irányuló partnerség megerősítésével támogatja Kína fenntartható fejlődését. Szavazatommal támogattam a Belder-jelentést, hiszen a kétoldalú stratégiai kapcsolatok kiemelkedő fontosságát tükrözi olyan globális kérdések megválaszolása szempontjából, mint a globális és regionális biztonság, a gazdasági válság kezelése, az energiabiztonság, a tömegpusztító és a nukleáris fegyverek terjedésének megakadályozása, az éghajlatváltozás, a demokrácia és az emberi jogok előmozdítása, valamint a szervezett bűnözéssel és a terrorizmussal szemben folytatott küzdelem.

Ezzel együtt fontosnak tartom, hogy a határozat felszólítja a kínai hatóságokat a jogállamiság és az emberi jogok terén tett nemzetközi vállalásaik betartására, különös tekintettel a vallásszabadság, a szólásszabadság és a médiaszabadság biztosítására, a tibetiek emberi és vallási jogainak tiszteletben tartására, hiszen egy igazi stratégiai együttműködés ezen értékeket sem nélkülözheti. Amint az a Párizsi Klímacsúcson is bebizonyosodott, a két fél képes az együttműködésre. Joggal várható el ugyanez az EU külügyi politikáját irányító alapvető elvek vonatkozásában is.

Ildikó Gáll-Pelcz (PPE), írásban. – Ázsiában és a csendes-óceáni térségben Kína és Tajvan is fontos gazdasági partnere az EU-nak, ezért üdvözlöm a Kína és Tajvan közötti kapcsolatok jelentős javulását, illetve egy EU és Tajvan közötti kétoldalú beruházási megállapodást, tekintettel arra, hogy regionális szinten Tajvan a Kínába vezető legjobb kapu és ugródeszka az uniós vállalkozások számára, és már számos állam – köztük a Kínai Népköztársaság is – kötött ilyen (de facto) megállapodásokat Tajvannal.

Örülök annak is, hogy Kína elfogadta Tajvan részvételét bizonyos ENSZ-szervezetekben (WHO, ICAO), aggodalmát fejezi ki amiatt, hogy a kínai kormány újólag megerősítette a 2005. évi, elszakadás elleni törvényt, amely Tajvan függetlenségének kihirdetése esetén lehetővé teszi katonai eszközök alkalmazását. A Kína és Tajvan közötti kapcsolatokat érintő vitákat békés eszközökkel, a nemzetközi jog alapján kell rendezni. A Kinmen-szigeten 2015. május 23-án a Tajvani-szoros két oldaláról érkezett vezető tisztviselők között létrejött találkozó reményt keltő lépés volt, ez volt a harmadik hivatalos találkozó a Kína és Tajvan közötti kapcsolatokért felelős kínai és tajvani vezetők között; támogatja azon kezdeményezéseket, amelyek békés módon fejlesztik a Kína és Tajvan közötti kapcsolatokat. Szavazatommal támogattam a jelentést.

Francesc Gambús (PPE), *por escrito*. – He votado a favor convencido de que las buenas relaciones y una estrecha cooperación entre la UE y China pueden comportar un gran beneficio para ambas partes, por lo que la Asociación Estratégica UE-China reviste una importancia vital. Asimismo, debemos tener presente que China es un importante socio comercial de la UE, con un mercado enorme y en expansión. No obstante, desde la UE debemos estar vigilantes en la defensa de los derechos humanos y libertades básicas en China.

Enrico Gasbarra (S&D), *per iscritto*. – Il partenariato strategico con la Cina offre importanti opportunità allo sviluppo economico europeo e un utile supporto per riuscire a rispondere alle principali emergenze mondiali, come anche a perseguire interessi condivisi e scelte cruciali per la crescita e la sicurezza.

L'interesse cinese per il mercato europeo potrebbe rappresentare per l'Unione un anello determinante per il successo del piano Juncker: l'effetto leva della Cina potrebbe infatti essere l'elemento moltiplicatore per nuovi investimenti in Europa. Un'occasione che l'Unione non può lasciarsi sfuggire, per questo voto favorevolmente la relazione Belder, restando fermamente convinto che per ricavarne i massimi effetti economici, l'esigenza prima sia quella di assicurarsi equità, trasparenza e rispetto delle misure antidumping a tutela delle normative europee per le imprese e l'occupazione.

Elena Gentile (S&D), *per iscritto*. – Ho votato a favore della risoluzione non legislativa del PE sulle relazioni UE-Cina perché ritengo che tale partenariato strategico sia di fondamentale importanza per entrambe le parti e rappresenti la strada giusta per trovare soluzioni comuni alle principali sfide globali. Giudico molto interessante l'accordo politico per il miglioramento dei collegamenti infrastrutturali strategici tra UE e Cina e rilevo la necessità di cooperare con il gigante asiatico in ambiziosi progetti come il *One Belt, one Road*, l'iniziativa pensata per costruire grandi collegamenti nel settore dell'energia e delle comunicazioni in Asia, che senza dubbio rappresenta un canale di importanza geostrategica globale. Mi preme, inoltre, sottolineare l'urgenza della questione ambientale, soprattutto all'indomani del vertice COP21 e dell'allarme rosso a Pechino per i livelli preoccupanti di smog in città. A tal proposito ritengo che sia necessaria una maggiore cooperazione tra UE e Cina per affrontare le principali sfide ambientali e la lotta al cambiamento climatico. Esprimo, pertanto, le mie perplessità circa la condizione dei diritti umani in Cina e le numerose e severe restrizioni della libertà di espressione, associazione e di religione, soprattutto nei confronti del popolo tibetano, e ricordo che in nessun caso i diritti economici dovrebbero prevalere su quelli civili.

Arne Gericke (ECR), *schriftlich*. – Ich habe heute für den Bericht über die Beziehungen EU-China gestimmt, da ich den kritischen Ansatz des Kollegen Belder unterstütze. Gleichzeitig mahne ich die Menschenrechtsverletzungen in China an – etwa gegen Mitglieder des Falun Gong oder im Fall des illegal erzwungenen Organhandels – und fordere von der EU, diese uneingeschränkt zu benennen. Menschenrechte stehen immer über Wirtschaftspolitik!

Jens Gieseke (PPE), *schriftlich*. – Das vierzigjährige Bestehen der diplomatischen Beziehungen zwischen der EU und China ist für beide Länder ein Erfolg. Ein Ausbau dieser Beziehung bietet für beide Seiten viele Möglichkeiten. Hierbei gilt es jedoch, neben wirtschaftlichen Vorteilen auch sozialen und politischen Problemen Ausdruck zu verleihen.

Neena Gill (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the Belder report given it is important we start drawing the map for EU and China relations in the years ahead on crucial issues like global governance, human rights, and cooperation on investment and trade.

The recent impact of China's Black Monday on the stock market and the impact on our industry of Chinese dumping, not least in the UK steel and ceramics sectors, including in my region of the West Midlands, show that its financial and economic policies should also be firmly on our radar.

Acting as a block, the EU can help ensure that the interests of these key sectors in member states are promoted and protected.

Tania González Peñas (GUE/NGL), *por escrito*. – Nos hemos ABSTENIDO en este informe. El informe tiene dos líneas que hacen que no podamos votar a favor: en primer lugar, llama a la firma de tratados comerciales con China y a aprovechar las oportunidades comerciales del auge de China. En segundo lugar, pide a China que «siga» a la UE y a los EE.UU. en la política internacional.

En cambio, los puntos en que se critica la represión y la falta de libertades están bien desarrollados. Además, se han aprobado el apartado 62 y la segunda parte del apartado 51, que eran clave para nosotros. En dicha segunda parte, se menciona la obligatoriedad de una cláusula de derechos humanos en cualquier tratado bilateral con China y, en el apartado 62, se imponen obligaciones en cuanto a normativa laboral a las empresas europeas independientemente de que estén contempladas por la ley china o no.

Theresa Griffin (S&D), *in writing*. – I voted for this report which says the EU and China must work more closely together to tackle global challenges and threats, such as terrorism, illegal migration, security, climate change and global financial and market governance.

Nathan Gill (EFDD), *in writing*. – UKIP does not support the principle of the EU having any sort of foreign policy. This report gives an overall look at relations between the EU and China, supporting current agreements and calls for more EU action in several areas. This is therefore an endorsement of EU foreign policy. However it also raises several legitimate concerns, in particular with the attempted interference by the Chinese government in democratic processes within Hong Kong. In light of this balance UKIP abstained.

Antanas Guoga (ALDE), *in writing*. – I have voted for the report on EU-China relations. Acknowledging the progress made over the last decades, there are still several areas of moderate or deep concern from the point of view of the European Parliament vis-à-vis the People's Republic of China (PRC). With this report, amendments and compromises were adopted on human rights, the state of play in Tibet and Taiwan, freedom of expression, religious liberty, minorities protection or environmental threats.

András Gyürk (PPE), *írásban*. – Az Unió és Kína közötti együttműködés negyven éves múltja tekint vissza. Stratégiai kapcsolataikat 1975-ben alapozták meg, 1985-ban Kereskedelmi és Együttműködési Megállapodást írtak alá, azóta pedig az EU folyamatosan a politikai, gazdasági és szociális reformokra irányuló partnerség megerősítésével támogatja Kína fenntartható fejlődését. Szavazatommal támogattam a Belder-jelentést, hiszen a kétoldalú stratégiai kapcsolatok kiemelkedő fontosságát tükrözi olyan kérdések megválaszolása szempontjából, mint a globális és regionális biztonság, a gazdaságiváltság-kezelés, az energiabiztonság, a tömegpusztító és a nukleáris fegyverek terjedésének megakadályozása, az éghajlatváltozás, a demokrácia és az emberi jogok előmozdítása, valamint a szervezett bűnözéssel és a terrorizmussal szemben folytatott küzdelem.

Ezzel együtt fontosnak tartom, hogy a határozat felszólítja a kínai hatóságokat a jogállamiság és az emberi jogok terén tett nemzetközi vállalásaik betartására, különös tekintettel a vallásszabadság, a szólásszabadság és a médiaszabadság biztosítására, hiszen egy igazi stratégiai együttműködés ezen értékeket sem nélkülözheti. Amint az a Párizsi Klímacsúcson is bebizonyosodott, a két fél képes az együttműködésre. Joggal várható el tehát ugyanez az EU külügyi politikáját irányító alapvető elvek vonatkozásában is.

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL), *γραπτός*. – Η έκθεση δυστυχώς δεν είναι ισορροπημένη. Προσάπτει κατηγορίες στην Κίνα και παίρνει ξεκάθαρα στάση υπέρ άλλων χωρών της περιφέρειας με τις οποίες η ΕΕ έχει στενότερες και καλύτερες σχέσεις. Με πρόσημα τα ανθρώπινα δικαιώματα, επιχειρείται παρέμβαση στα εσωτερικά της χώρας και στο δρόμο που ο ίδιος ο λαός της έχει επιλέξει. Σίγουρα η Κίνα έχει δρόμο να διανύσει σε σειρά από ζητήματα που αφορούν τα ανθρώπινα δικαιώματα.

Η έκθεση δεν έχει νομική ισχύ και δεν παίρνει θέση ως προς το αν υποστηρίζουμε ή όχι τις σχέσεις μεταξύ ΕΕ και Κίνας, αλλά περιγράφει τις σχέσεις και τις επιδιώξεις. Εμείς τασσόμαστε υπέρ μιας στενής σχέσης ΕΕ και Κίνας με αμοιβαία κατανόηση και διάθεση συνεργασίας αλλά εκτιμούμε ότι η σχετική έκθεση προσπαθεί να εξυπηρετήσει άλλα συμφέροντα.

Marian Harkin (ALDE), *in writing*. – As this year marks the 40th anniversary of diplomatic relations between the EU and China, this own initiative report, which I voted in favour of, was produced to acknowledge the progress made over the last four decades and to highlight several areas of moderate and deep concern. In particular it reinforced several concerns on human rights, freedom of expression and environmental issues.

Furthermore, I was happy to see the introduction of several other important issues in the report, including the need to build a greater and consequent cooperation on trade focused on SMEs between both blocks, the legitimate concern on the unilateral establishment of an air-defence identification zone and the consequent claim over navigational air control within areas claimed by Japan and South Korea.

Brian Hayes (PPE), *in writing*. – I chose to support this report due to the fact that 2015 marks the 40th anniversary of diplomatic relations between the EU and China. The EU-China Strategic Partnership is of key importance to relations between the EU and the People's Republic of China (PRC) and to finding mutual answers to a range of global concerns and identifying common interests, such as global and regional security, counter-terrorism, the fight against organised crime, cybersecurity, weapons of mass destruction and nuclear non-proliferation, energy security, global financial and market regulation, climate change and sustainable development. It is also critical in creating a framework to address bilateral concerns between the EU and China.

Hans-Olaf Henkel (ECR), *schriftlich*. – Der Bericht befürwortet eine enge Zusammenarbeit mit China bei globalen Herausforderungen wie zum Beispiel dem Klimawandel sowie ein starkes Engagement Chinas in internationalen Wirtschaftsorganisationen. Die Einhaltung der Menschenrechte in China bleibt ein ernstes Problem. Der Bericht spricht ausführlich die Lage in Tibet und die Einschränkung individueller Freiheiten an. Allerdings unterstützt der Bericht einen konstruktiven Ansatz im Umgang mit China. Ich habe für diesen Bericht gestimmt, weil er ausgewogen ist und die verschiedenen Aspekte der EU-China-Beziehungen berücksichtigt. Im Übrigen bin ich der Meinung, dass der Einheitseuro abgeschafft werden muss. Er führt zu Zwist und Zwietracht in Europa.

György Hölvényi (PPE), *írásban*. – Az Unió és Kína közötti együttműködés negyven éves múltja tekint vissza. Stratégiai kapcsolataikat 1975-ben alapozták meg, 1985-ban Kereskedelmi és Együttműködési Megállapodást írtak alá. Azóta az EU politikai, gazdasági és szociális reformokra irányuló partnerség megerősítésével folyamatosan támogatja Kína fenntartható fejlődését. Szavazatommal támogattam a Belder-jelentést, hiszen a kétoldalú stratégiai kapcsolatok kiemelkedő fontosságát tükrözi. Olyan globális kérdések megválaszolásával foglalkozik, mint a globális és regionális biztonság, a gazdasági válság kezelése, az energiabiztonság, a tömegpusztító és a nukleáris fegyverek terjedésének megakadályozása, az éghajlatváltozás, a demokrácia és az emberi jogok előmozdítása, valamint a szervezett bűnözés és a terrorizmus ellen folytatott küzdelem.

Ezzel együtt fontosnak tartom, hogy a határozat felszólítja a kínai hatóságokat a jogállamiság és az emberi jogok terén tett nemzetközi vállalásaik betartására, különös tekintettel a vallásszabadság, a szólásszabadság és a médiaszabadság biztosítására. Egy igazi stratégiai együttműködés ezen értékeket sem nélkülözheti. Amint az a Párizsi Klímacsúcson is bebizonyosodott, a két fél képes az együttműködésre. Joggal várható el ugyanez az EU külügyi politikáját irányító alapvető elvek vonatkozásában is.

Ian Hudghton (Verts/ALE), *in writing*. – China is an increasingly important partner to the EU and it is essential that relations continue to develop for our mutual benefit. Nonetheless we must continue to uphold human rights, democracy and the rule of law. I consider that this report struck the correct balance and was able to vote in favour.

Čtělín Sorin Ivan (S&D), *in writing*. – I have voted in favour of this report that will establish a new connectivity platform with the aim of creating a favourable environment for sustainable and interoperable cross-border infrastructure networks between EU countries and China.

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan*. – Glasao sam za izvješće o odnosima EU-a i Kine jer je strateško partnerstvo između EU-a i Kine od ključne važnosti za nalaženje zajedničkih odgovora na niz globalnih pitanja i utvrđivanje zajedničkih interesa. Kina, kao glavni trgovinski partner EU-a s golemim i rastućim tržištem svakako je željeni strateški partner s kojim je EU još 2013. godine započeo jačanje svoje bilateralne suradnje i poboljšanje globalne dimenzije svog strateškog partnerstva. Svakako smatram da se uspješna suradnja EU-a i Kine i dalje treba širiti i produbiti u mnogim područjima, te da države članice EU-a trebaju dodatno iskoristiti prednosti koje im nudi kineski gospodarski razvoj.

Diane James (EFDD), *in writing*. – UKIP does not support the principle of the EU having any sort of foreign policy. This report gives an overall look at relations between the EU and China, supporting current agreements and calls for more EU action in several areas. This is therefore an endorsement of EU foreign policy. However it also raises several legitimate concerns, in particular with the attempted interference by the Chinese government in democratic processes within Hong Kong. In light of this balance I abstained.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport de mon collègue Bas Belder sur les relations entre l'Union européenne et la République populaire de Chine.

À l'occasion des 40 ans des relations diplomatiques entre les deux entités, le Parlement européen souligne le rôle bénéfique pour les deux parties du partenariat stratégique entre la Chine et l'UE. Les échanges personnels doivent néanmoins être encouragés et renforcés pour accélérer les échanges. Le rapport souligne également le besoin pour l'économie chinoise de se diversifier et rappelle que les enjeux de la protection des droits humains en Chine restent cruciaux.

Ce rapport a été adopté à une large majorité, ce dont je me félicite.

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport qui salue le 40e anniversaire des relations UE/Chine comme source d'inspiration pour renforcer notre partenariat stratégique avec ce pays.

Tout en se félicitant des avancées au niveau des partenariats, ce rapport reste lucide vis-à-vis de la Chine et invite les autorités de Pékin à un plus grand respect des droits de l'homme (peine de mort, Tibet, liberté d'expression) ainsi qu'à une désescalade des tensions en mer de Chine du Sud.

Barbara Kappel (ENF), *schriftlich*. – Der Bericht schafft ein sehr realitätsnahes Bild der Beziehungen der EU zur Volksrepublik China. Die vorgeschlagenen Ansätze sind durchaus vernünftig, doch verlagert er sehr viel Verantwortung auf die USA und setzt kaum eigenständige EU-Initiativen. Daher enthalte ich mich meiner Stimme.

Afzal Khan (S&D), *in writing*. – I supported the report as it helps in defining the cooperation line for the EU with one of the most important players at global level.

Bernd Kölmel (ECR), *schriftlich*. – Der Bericht befürwortet eine enge Zusammenarbeit mit China bei globalen Herausforderungen wie zum Beispiel dem Klimawandel sowie ein starkes Engagement Chinas in internationalen Wirtschaftsorganisationen. Die Einhaltung der Menschenrechte in China bleibt ein ernstes Problem. Der Bericht spricht ausführlich die Lage in Tibet und die Einschränkung individueller Freiheiten an. Im Weiteren unterstützt der Bericht einen konstruktiven Ansatz im Umgang mit China. Ich habe für diesen Bericht gestimmt, weil er ausgewogen ist und die verschiedenen Aspekte der EU-China-Beziehungen berücksichtigt.

Илхан Ключюк (ALDE), *в писмена форма*. – Подкрепих доклада, защото стратегическото партньорство между ЕС и Китай е от основно значение за намирането на общи за двете страни отговори на редица глобални проблеми, както и за набелязването на общи интереси, като световната и регионалната сигурност. Страната е основна международна сила и един от най-важните партньори на ЕС. През 2015 г. отбелязваме 40-ата годишнина на дипломатическите отношения между ЕС и Китай, но предизвикателства в глобален аспект ни задължават да търсим задълбочаване на нашите отношения в дългосрочен план.

Китай е основен търговски партньор за ЕС и сключването на инвестиционно споразумение може да има силен ефект за нашите икономики. Разбира се, ЕС трябва да гради своите партньорства на база на демократичните принципи и високи стандарти, които отстоява. Необходимо е, преди всичко, да търсим градивен диалог с властите за подобряване на състоянието на човешките права в страната, както и за справяне с влошаването на състоянието на околната среда.

Gilles Lebreton (ENF), *par écrit*. – J'ai voté contre ce texte car l'UE s'y ingère dans la politique intérieure chinoise. Or j'estime que chaque État — y compris la Chine — a le droit d'exercer sa souveraineté sur son territoire. Quant à la politique extérieure chinoise, si elle pose problème, c'est aux États européens qu'il appartient de protester, et non à l'Union européenne.

Javi López (S&D), *por escrito*. – Voté a favor, ya que se trata de un informe de amplio contenido sobre las relaciones UE-China con motivo del 40 aniversario de las relaciones diplomáticas entre las dos potencias, que aborda cuestiones políticas, económicas, medioambientales, sociales y de derechos humanos.

En el plano político, el informe ensalza las reformas emprendidas por el Presidente Xi Jinping. En el plano económico, el informe señala la importancia de las negociaciones para la conclusión de un acuerdo de inversiones UE-China iniciadas en 2013, y muestra su preocupación por la desaceleración de la economía china y las consecuencias para el mercado global. En cuanto a la situación interna en China, se subraya la preocupación por la degradación de las condiciones medioambientales en algunas ciudades del país. El capítulo de derechos humanos es bastante completo. En él se condenan las restricciones a la libertad de expresión, la libertad de asociación y reunión y la libertad religiosa, así como las persecuciones a defensores de derechos humanos, blogueros y minorías étnicas; también se condena la aplicación de la pena de muerte. En cuanto a la situación externa y las relaciones con Taiwán, el informe solicita frenar la escalada de tensión en el mar de China Meridional.

Bernd Lucke (ECR), *schriftlich*. – Der Bericht befürwortet eine enge Zusammenarbeit mit China bei globalen Herausforderungen wie zum Beispiel dem Klimawandel sowie ein starkes Engagement Chinas in internationalen Wirtschaftsorganisationen. Die Einhaltung der Menschenrechte in China bleibt ein ernstes Problem. Der Bericht spricht ausführlich die Lage in Tibet und die Einschränkung individueller Freiheiten an. Allerdings unterstützt der Bericht einen konstruktiven Ansatz im Umgang mit China. Ich habe für diesen Bericht gestimmt, weil er ausgewogen ist und die verschiedenen Aspekte der EU-China-Beziehungen berücksichtigt.

Ivana Maletić (PPE), *napisan*. – Podržala sam izvješće zastupnika Basa Beldera povodom obilježavanja 40 godina diplomatskih odnosa EU-a i Kine - koja je ključni strateški partner u nizu globalnih pitanja. Pozdravljam zaključke sastanka održanog 29. lipnja na kojem su odnosi i suradnja dovedeni na novu razinu te sve pozitivne promjene koje su uslijedile pod vodstvom predsjednika Xija.

Kina je glavni trgovinski partner EU-a, a izvješće poziva na još bolju koordinaciju u svim područjima, kao što je sigurnost, financijski sustav, urbanizacija i razvoj, a posebno se naglašava važnost suradnje po pitanju klimatskih promjena i regionalnog razvoja.

Vladimír Maňka (S&D), *písomne*. – V záujme rozvoja pozitívnych vzťahov medzi EÚ a Čínou je nutné, aby sa tieto navzájom rešpektovali ako strategickí partneri, a nie súper. EÚ je najväčším obchodným partnerom Číny, kým Čína je druhým najväčším obchodným partnerom EÚ.

Prostredníctvom ekonomického a politického dialógu a pri rešpektovaní platných predpisov a medzinárodných dohôd je nutné rozvíjať vzájomne výhodné obchodné vzťahy, podporovať rozvoj investícií, cestovného ruchu, riešiť otázky zvyšovania kvality životného prostredia, kybernetickej a počítačovej bezpečnosti, ako aj problémy globálnej a regionálnej bezpečnosti. Zároveň je to cesta intenzívnejšieho presadzovania, rešpektovania a dodržiavania ľudských práv a zavádzania zásad právneho štátu v Číne.

Pre členské štáty EÚ je potrebné, aby viac sústredili pozornosť na rýchly hospodársky rozvoj Číny a využili jeho príležitosti.

Ernest Maragall (Verts/ALE), *in writing*. – China is a key international power and one of the EU's most important partners. The year 2015 marks the 40th anniversary between the EU and China, and it is significant to enhance the EU-China Strategic Partnership, which plays a key role in the relations between the EU and the People's Republic of China in terms of finding key answers to a range of global concerns (environmental protection in particular) and identifying common interests. It is also important that the EU maintains a constructive dialogue with China to encourage China's transition to the rule of law and respect for human rights. These are the main reasons why I have voted in favour of this report.

Νότης Μαριάς (ECR), *γραπτώς*. – Καταψηφίζω την έκθεση σχετικά με τις σχέσεις ΕΕ-Κίνας διότι δεν είναι ούτε πλήρης, ούτε τεκμηριωμένη. Καταψηφίζω επίσης για τους λόγους που ανέφερα αναλυτικά στην ομιλία μου προς την Ολομέλεια του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου στις 15/12/2015.

David Martín (S&D), *in writing*. – I voted for this report which says the EU and China must work more closely together to tackle global challenges and threats, such as terrorism, illegal migration, security, climate change and global financial and market governance.

Dominique Martin (ENF), *par écrit*. – Je me suis fermement opposé à ce rapport. Comme toujours l'Union européenne se permet, sous couvert de «relations diplomatiques» avec les pays tiers, de s'ingérer de façon scandaleuse dans la souveraineté de nations souveraines.

Le but manifeste du rapport est d'affaiblir les relations entre la Chine et la Russie, ce dernier pays étant toujours considéré par l'Union européenne comme non-fiable et comme ayant des intérêts stratégiques divergents. L'UE oublie, peut être volontairement, que la Fédération de Russie pourrait être un allié de choix, notamment dans la lutte contre le terrorisme islamiste.

Évidemment, le rapport ne peut s'empêcher de souligner que la Chine est coupable de violations des droits de l'homme, tout en continuant d'attirer en Europe un maximum de capitaux chinois: l'UE prouve une fois de plus son mépris envers les autres pays.

Fulvio Martusciello (PPE), *per iscritto*. – Cina e Unione europea sono ormai da tempo partner commerciali. L'Europa acquista il 20% delle esportazioni cinesi e la Cina il 10% delle esportazioni europee e si tratta non solo di questioni commerciali ma anche di investimenti. Il rapporto tra l'Unione europea e la Cina inoltre è di particolare importanza anche nel trovare risposte comuni a una serie di problemi globali, quali la lotta al terrorismo e alla criminalità organizzata, la sicurezza energetica, i cambiamenti climatici e lo sviluppo sostenibile. Proprio perché la Cina risulta essere una grande potenza internazionale e uno dei principali partner dell'Unione europea è necessario un maggior coordinamento tra le due nei settori di rilevanza strategica. L'Unione europea e la Cina devono agire e cooperare in materia di difesa e sicurezza e impegnarsi per la protezione e promozione del dialogo sui diritti umani.

Barbara Matera (PPE), *per iscritto*. – Concordo con le posizioni espresse in tale relazione. Con essa, infatti, si cerca di sottolineare l'importanza degli scambi tra i cittadini cinesi ed europei, con l'auspicio che le autorità cinesi intendano affrontare la fase di transizione tenendo conto del necessario approdo ad una economia di tipo sostenibile. Il Parlamento, inoltre, osserva che i diritti umani in Cina rimangono una questione che desta preoccupazione. Si auspicano riforme democratiche a beneficio del popolo di Hong Kong. Restano comunque vivi gli allarmi per la tensione crescente tra le parti nel mare della Cina del sud e si chiede, pertanto, una risoluzione pacifica delle controversie, basata sul diritto internazionale.

Gabriel Mato (PPE), *por escrito*. – Es necesario que la UE y China intensifiquen sus relaciones económicas y políticas. Doy mi apoyo al informe de mi compañero Antonio López-Istúriz, en el que pedimos promover una Asociación Estratégica integral durante la próxima década, algo que sería muy beneficioso para ambas partes desde el punto de vista económico, comercial y político.

Georg Mayer (ENF), *schriftlich*. – Der Bericht enthält einige vernünftige Ansätze. Jedoch macht es den Anschein, als ob der Berichterstatte der Ansicht wäre, dass die EU ohne Einbindung der USA außenpolitisch machtlos wäre. Zudem enthält der Bericht antirussische Auffassungen. Ich enthalte mich daher meiner Stimme.

Mairead McGuinness (PPE), *in writing*. – I voted in favour of this report as an important milestone in the 40 years of diplomatic relations between the EU and China.

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – Dans ce rapport, l'UE est surtout mue par des préoccupations mercantiles et productivistes à court terme dans les marchés asiatiques. C'est le sens étriqué de l'accord de partenariat et de coopération défendu par ce rapport. S'ensuit donc une ode au néolibéralisme contre le modèle économique chinois et son protectionnisme qui maltraiterait les entreprises européennes (qui pratiquent pourtant un dumping social par ce biais sur notre sol).

Comme nombre d'États Membres disposent d'accords bilatéraux avec la Chine, des députés ont cru de bon ton d'y associer toutes leurs critiques possibles, en sombrant dans l'ingérence la plus intolérable. Tout y passe: du Tibet, en passant par l'Ukraine et la Syrie. À aucun moment il n'est fait état du rôle des États-Unis d'Amérique dans la région ni du règlement des conflits en mer de Chine. Bien au contraire, nous devrions développer une «approche commune» globale, et pas uniquement mercantile, avec cette dernière. Je vote contre cette occasion perdue, ce style néo-colonial de relation à la Chine et l'hystérie atlantiste qui pointe à chaque ligne.

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente a proposta de resolução sobre as relações entre a UE e a China. São vários os diálogos sectoriais em curso entre a China e a UE, nomeadamente sobre ambiente, política regional, emprego e assuntos sociais e sociedade civil. A identificação de interesses comuns como a segurança mundial e regional, a luta contra o terrorismo, o combate ao crime organizado, a cibersegurança, as armas de destruição maciça e a não proliferação nuclear, a segurança energética, a regulação financeira e dos mercados a nível mundial, as alterações climáticas e o desenvolvimento sustentável, conferem a esta parceria estratégica um enorme valor.

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. – This report applauds the 40 years of diplomatic relations between the EU and China and utilises it as a way to strengthen the Strategic Partnership. I chose to support this report as it is clear that the partnership between the EU and China is of mutual benefit.

Louis Michel (ALDE), *schriftelijk*. – De 40e verjaardag van de opstart van de diplomatieke betrekkingen tussen de EU en China vormt de aanleiding voor dit verslag. Alhoewel we erkennen dat China de voorbije decennia op vele vlakken vooruitgang heeft geboekt, moeten we toch alert blijven voor een aantal evoluties die de bilaterale betrekkingen ongunstig kunnen beïnvloeden. China heeft zich de laatste 20 jaar opgewerkt tot economische grootmacht. Dankzij die economische “boost” hebben ruim 600 miljoen Chinezen een betere sociaal-economische status bereikt. Keerzijde is dat Europa onvoldoende voordeel haalt uit die economische reuzensprong van China en vaker bezorgdheid moet uitdrukken over de belemmeringen die Europese ondernemingen ondervinden, zoals een gebrekkige toegang tot de Chinese markt en manke bescherming van de intellectuele eigendomsrechten. De geostrategische effecten van het mondiale investeringsbeleid van China en zijn investeringsactiviteiten in de EU en het nabuurschap worden nog te weinig tegen het licht gehouden. Tastbare verbeteringen betreffende de rechtsstaat en het respect voor de mensenrechten blijven onvoldoende, ondanks de toezegging in maart 2014 om de contacten tussen de EU en China op dit vlak te verdiepen. Ik heb het verslag ook gesteund, omdat het tevens een pleidooi bevat voor een versterkte samenwerking in de strijd tegen het internationaal terrorisme.

Miroslav Mikolášik (PPE), *písomne*. – S rešpektom voči tomu, že Čína sa stala kľúčovou mocnosťou a jedným z najdôležitejších partnerov EÚ, považujem v súvislosti so Správou o vzťahoch medzi EÚ a Čínou za potrebné nezatvárať oči pred nedodržiavaním ľudských práv v tejto krajine. Naopak, pri vzájomnom dialógu ich treba postaviť na prvé miesto. Čínski aktivisti za ľudské práva totiž hovoria, že ich sloboda je práve teraz obmedzovaná tak, ako nebola celé desaťročia. Jedným z dôvodov je aj blížiaci sa prijatie návrhu zákona o zaobchádzaní so zahraničnými mimovládnyimi organizáciami, ktorý bude znamenať ďalšie oklieštenie priestoru pre čínsku občiansku spoločnosť a výrazné obmedzenie slobody združovania a prejavu v krajine, vrátane zákazu, aby „zámorské mimovládne organizácie“, ktoré nie sú zaregistrované na čínskom ministerstve verejnej bezpečnosti a na bezpečnostných útvaroch provincií, poskytovali finančné prostriedky čínskym jednotlivcom alebo organizáciám, ako aj zákazu, aby domáci pracovali v ich mene. Je dôležité trvať v rokovaníach s čínskymi predstaviteľmi na tom, aby svoje zákony dali do súladu s medzinárodnými normami v oblasti ľudských práv a nenechať sa umlčať momentálnou čínskou „šekovou diplomaciou“. Ani investičná pomoc Číny EÚ totiž nemôže zatieniť jasný postoj v otázke dodržiavania ľudských práv.

Marlene Mizzi (S&D), *in writing*. – China has emerged as an important player on the world scene and is a key trade and investment partner of the EU and for any Member State including Malta. It is in the interest of European business that the EU strives for a sound and balanced economic relationship with China. Therefore, I backed the resolution to strengthen the strategic partnership between the EU and China, but on the condition that the international trade between both sides is based on a fair global trade system and a level playing field among all players. We should have a constructive approach towards China, while being just in the areas where deficiencies are identified.

Csaba Molnár (S&D), *írásban*. – A Külügyi Bizottság jelentése az Európai Unió és Kína között 40 éve fennálló diplomáciai kapcsolatok alkalmából tekinti át a kétoldalú kapcsolatok helyzetét, elemzi a stratégiai kérdéseket, méri föl azokat a tárgyköröket, amelyekben előrehaladást sikerült elérni és néz szembe a mindeddig megoldhatatlannak bizonyult problémákkal. Sorra veszi a stratégiai partnerség kérdéseit, Kína belső helyzetét és problémáit, kül- és katonapolitikai törekvéseit, az emberi jogok helyzetét, és külön speciális kérdésként Kína és Tajvan kapcsolatát. A jelentés azt javasolja, hogy az Európai Parlament foglaljon állást az említett kérdésekben, és ezzel szabjon irányt az EU–Kína közötti kapcsolatok jövőbeni alakulásának. A jelentést támogattam.

Cláudia Monteiro de Aguiar (PPE), *por escrito*. – A União assume uma política externa clara face aos BRIC e a outras potências emergentes. Este relatório surge no desenvolvimento de uma Parceria Estratégica e das comemorações dos 40 anos de relações Diplomáticas entre a China e a União. As reuniões que tem havido entre ambas as partes, aos mais diversos níveis - comercial, científico, cultural - são o exemplo do compromisso assumido para avançar para uma relação estratégica.

Contudo, gostaria de ressaltar que há assuntos que ainda nos preocupam, em particular a questão dos direitos humanos, nomeadamente as manifestações em Hong Kong pedindo mudanças ao sistema político e o comportamento face ao Tibete. Paralelamente, é também preocupante o crescente escalar de tensão com os países vizinhos na região do Mar do Sul da China. Congratulo, por outro lado, os avanços no diálogo entre a China e Taiwan.

Por acreditar na importância do diálogo para as relações externas e na importância deste estreitar de relações, sou favorável a este relatório.

Claude Moraes (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the report which covers the relations between EU and China, divided into four parts covering EU-China Strategic Partnership and Cooperation, the internal situation, human rights and cross-Strait relations. It is important because it draws the map for EU and China relations in the years ahead.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de cette résolution relative aux relations entre l'Union européenne et la Chine. À l'occasion du 40e anniversaire de l'instauration de relations diplomatiques entre l'Union et la Chine, ce texte rappelle que le partenariat stratégique conclu entre les deux parties est un instrument fondamental dans la recherche de réponses communes à un ensemble d'enjeux planétaires, tels que la sécurité mondiale et régionale, la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, la sécurité énergétique, la réglementation financière mondiale et la régulation des marchés mondiaux, le changement climatique et le développement durable.

Luigi Morgano (S&D), *per iscritto*. – È fondamentale per l'Europa mantenere buone relazioni con la Cina, indubbiamente attore globale di sempre maggiore importanza. Queste relazioni devono però basarsi su un rapporto di fiducia e tra eguali. Nei negoziati su investimenti e indicazioni geografiche UE e Cina si stanno impegnando per un accordo rapido e ambizioso. Il «convitato di pietra» nei rapporti bilaterali, tuttavia, è la concessione dello status di economia di mercato presso l'Organizzazione mondiale del commercio. L'interpretazione cinese è che ci debba essere un automatismo in questo senso; l'UE ha da tempo chiarito, di converso, che per il riconoscimento sia necessario soddisfare una serie di criteri. La Cina ne soddisfa al momento solo uno (assenza di distorsioni da parte dello Stato nelle decisioni delle imprese). Persiste, invece, una mancanza di trasparenza nella normativa fiscale e sulla concessione di appalti pubblici, dove le imprese straniere sono chiaramente discriminate e le cui procedure di ricorso sono del tutto insoddisfacenti. Ancora, innumerevoli sono le gravi violazioni dei diritti di proprietà intellettuale e il permanere di sussidi che creano sovraccapacità cinese in settori strategici. Ho votato a favore della relazione perché i rapporti tra UE-Cina stanno evolvendo. Ma la Cina deve porre certi e adeguati rimedi alle distorsioni irrisolte.

Victor Negrescu (S&D), *in writing*. – I have voted for this report that reiterates the key importance of a strategic partnership between EU and China in order to find mutual answers to global security, financial and market regulation, energy security and climate change, as well as sustainable development of a framework that can respond to bilateral concerns.

Luděk Niedermayer (PPE), *písemně*. – Podpořil jsem zprávu, která uznává důležitost spolupráce s Čínou v konkrétních oblastech, ale není podbízivá a otevírá i otázku lidských práv. Čína je partnerem v oblastech, jako jsou boj proti terorismu, nezákonná migrace, nadnárodní trestná činnost, nešíření jaderných zbraní, kybernetická bezpečnost, zbraně hromadného ničení, energetická bezpečnost, globální regulace finančního sektoru a trhu a změna klimatu, ale to znamená, že EU nebude zvedat hlas v případech, kdy v Číně dochází k pronásledování a omezování svobod zastánců občanských práv, právníků, novinářů, bloggerů, akademických pracovníků a dalších zástupců občanské společnosti. EU nesmí být hluchá ani k všudypřítomné cenzuře, která má být nadále zesílena návrhem zákona o kybernetické bezpečnosti.

Franz Obermayr (ENF), *schriftlich*. – Ich hätte mich der Stimme enthalten, da der Bericht zu wenig auf aktuelle Probleme im Bereich der Menschenrechte eingeht.

Urmas Paet (ALDE), kirjalikult. – Toetasin. ELi ja Hiina suhted ning nende edendamine ning ühise keele leidmine erinevatel teemadel on väga oluline. Hiinal on oluline roll maailma majanduse edendamisel ning energia- ja kliimavaldkondades, kuid ka välis- ja julgeolekupoliitikas. Hiina võiks rohkem osaleda Daeshi-vastases võitluses, samuti hoiduda pingetest Lõuna-Hiina merel ning aidata kaasa Põhja-Koreas toimuva lahendamisele.

Margot Parker (EFDD), in writing. – UKIP does not support the principle of the EU having any sort of foreign policy. This report gives an overall look at relations between the EU and China, supporting current agreements and calls for more EU action in several areas. This is therefore an endorsement of EU foreign policy. However it also raises several legitimate concerns, in particular with the attempted interference by the Chinese government in democratic processes within Hong Kong. In light of this balance UKIP abstained.

Eva Paunova (PPE), in writing. – As a member of the European Parliament's Delegation for Relations with China, I am following closely the relationship between the European Union and China. The EU is China's largest trade partner and China is the EU's second largest partner. The Chinese economy has been growing vigorously in the last twenty years and EU Member States should take greater advantage of the opportunities offered by this economic development. That is why I am fully supporting the report on EU-China relations.

Marijana Petir (PPE), napisan. – Podržavam izvješće o odnosima EU-a i Kine. Izvješće ispravno uočava važnost Kine za Europsku uniju u pogledu suradnje na brojnim poljima, od kojih su ključni gospodarstvo i borba protiv asimetričnih ugroza sigurnosti. Ipak, unatoč poboljšanju općeg stanja u Kini u suzbijanju siromaštva, sveukupnog napretka i podizanja životnog standarda, važno je upozoriti na tri stavke koje ne smiju biti zanemarene.

Prvo, to je zaštita okoliša i poštivanje međunarodnih sporazuma kojima su uređeni ciljevi svih država u suzbijanju aktivnosti i prevenciji djelovanja koje može negativno utjecati na zagađenost okoliša. Kina mora napraviti jasan odmak od trenutnog modela proizvodnje koji uzrokuje značajno onečišćenje. Drugo, područje na kojem Kina mora poraditi je zaštita ljudskih prava u njihovoj punini i dosljedno provođenje vladavine prava.

Politike planiranja obitelji treće je problematično područje. Važno je Kini dati jasan signal da se politika planiranja obitelji ne smije ograničiti na razini države unatoč ciljevima demografske politike. Ovim putem žene se stavljaju u izuzetno nepovoljan položaj, potiče se pobačaj i napuštanje djece. Kina mora osmisliti druge mehanizme kontrole rasta populacije sukladno potrebama društva te pri tome ne bi smjela kršiti pravo na život.

Tonino Picula (S&D), napisan. – Ususret 40. godišnjici diplomatskih odnosa Europske unije i Kine, pozdravljam konstruktivne napore izvješća o odnosu ova dva politička i gospodarska diva u duhu transparentnosti i povjerenja. Slažem se s iskazanom potrebom da članice Unije usuglase svoj nastup prema Kini s obzirom na dinamično i aktivno djelovanje kineske diplomacije te očekivanu suradnju Unije s Azijskom bankom za ulaganje u infrastrukturu.

Nadalje, smatram da bi Kina trebala igrati važniju ulogu u međunarodnim financijskim institucijama, ali istovremeno i ozbiljnije preuzeti obveze u području dobre vladavine, društvene odgovornosti i zaštite okoliša. Također, pojačana koordinacija Kine i Europske unije u strateškim područjima poput borbe protiv terorizma, nuklearne neproliferacije, regulacije globalnih financijskih i tržišnih tokova itd. omogućila bi učinkovitije djelovanje Unije na međunarodnoj sceni i povećala razinu povjerenja u njihovim odnosima.

Napokon, smatram da Unija mora nastaviti isticati probleme i loše prakse u kineskoj unutarnjoj politici, prije svega u pogledu ljudskih prava, medijskih sloboda, djelovanja civilnog društva itd.

Andrej Plenković (PPE), napisan. – Podržavam prijedlog rezolucije zastupnika Bastiaana Beldera o odnosima između EU-a i Kine. Kako su diplomatski odnosi između EU-a i Kine započeti još 1975., te ove godine obilježavamo četrdeset godina uspostave diplomatskih odnosa, a u tom razdoblju Kina bilježi kontinuirani rast kao globalna sila, važno je preispitivanje europskih strateških prioriteta u odnosima s Kinom.

Partnerstvo EU-a i Kine bitno je za utvrđivanje zajedničkih interesa, kako bi se bilateralnom suradnjom krenula rješavati zajednička interesna pitanja. Neka od važnih globalnih pitanja i pitanja zajedničkog interesa su globalna i regionalna sigurnost, borba protiv terorizma i organiziranog kriminala, cyber sigurnost, oružje za masovno uništenje te neširenje nuklearnog oružja, energetska sigurnost, globalna financijska regulacija i regulacija tržišta, klimatske promjene i održivi razvoj.

Treba uvažiti činjenicu da je Kina glavni trgovinski partner EU-a te imati na umu njenu tendenciju ekspanzije tržišta. Pozdravljam činjenicu da je Kina zabilježila napredak u cijelom nizu segmenata, kao što su pitanje stanja ljudskih prava, borba protiv korupcije te smanjenja broja siromašnih. S druge strane, treba imati na umu da ima još puno mjesta za napredak, a pogotovo u pogledu ekologije i klimatskih promjena.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), per iscritto. – Cina e Unione europea sono partner commerciali da molto tempo. L'Europa acquista il 20% delle esportazioni cinesi e la Cina il 10% delle esportazioni europee e non si tratta solo di questioni commerciali, ma anche di investimenti, che si stanno sviluppando velocemente su entrambi i fronti. Gli investimenti cinesi in Europa sono cresciuti in modo particolarmente veloce negli anni successivi alla crisi finanziaria, e nell'ultimo anno l'euro è stato deprezzato nei confronti della valuta cinese del 25%. Ma oltre l'interscambio puramente commerciale occorre rafforzare la cooperazione in materia di sicurezza e difesa, accelerare i negoziati in atto per un nuovo accordo di partenariato e cooperazione basato sulla fiducia, sulla trasparenza e sul rispetto dei diritti umani e affrontare la grande sfida sul cambiamento climatico. Per tutte queste ragioni, ho votato a favore di questa relazione.

Franck Proust (PPE), par écrit. – J'ai voté pour le rapport portant sur les relations entre l'Union européenne et la Chine. Cette année 2015 a été marquée par les 40 ans de nos relations diplomatiques avec la Chine. Il y en a eu des changements en 40 ans! Or nous devons changer notre logiciel vis-à-vis de nos partenaires tels que la Chine. Il ne faut plus avoir un regard bienveillant sur eux, mais savoir se faire respecter, efficacement et en toute diplomatie. Nous avons trop concédé notre savoir-faire, certaines de nos technologies à un pays qui sera prêt en 2016 à mener une guerre commerciale contre l'Europe s'il n'obtient pas, d'ici décembre, le statut d'économie de marché.

Julia Reid (EFDD), in writing. – UKIP does not support the principle of the EU having any sort of foreign policy. This report gives an overall look at relations between the EU and China, supporting current agreements and calls for more EU action in several areas. This is therefore an endorsement of EU foreign policy. However it also raises several legitimate concerns, in particular with the attempted interference by the Chinese government in democratic processes within Hong Kong. In light of this balance UKIP abstained.

Dominique Riquet (ALDE), par écrit. – Au cours de ces quarante dernières années, l'Union européenne (UE) a su tisser un ensemble de liens privilégiés avec la Chine, dans les domaines économique, diplomatique et commercial, à l'instar de l'accord commercial et de coopération de 1985.

Dans un contexte économique et géopolitique mondial instable, il est nécessaire de préserver et renforcer les relations stratégiques avec ce pays, qui représente un marché considérable pour nos industries et services. La Chine est en effet l'un des premiers partenaires commerciaux de l'Union tant au niveau de nos importations que de nos exportations.

Les investissements chinois constituent par ailleurs une opportunité considérable pour amplifier le Fonds européen pour les investissements stratégiques tout comme la coopération plus étroite avec la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures.

Le succès d'un rapprochement entre l'UE et la Chine serait l'occasion de faire valoir nos préoccupations en matière des libertés fondamentales, telles que la liberté de la presse et d'expression.

Pour toutes ces raisons, j'ai soutenu le rapport sur les relations entre l'Union et la Chine.

Robert Rochefort (ALDE), *par écrit*. – J'ai voté pour la résolution sur les relations UE-Chine. L'année 2015 marque le 40e anniversaire des relations diplomatiques entre la Chine et l'Union européenne, l'occasion d'évoquer les négociations pour un nouvel accord de partenariat et de coopération, basé sur la confiance, la transparence et le respect des droits de l'homme. Ce type de coopération plus étroite pourrait contribuer à relever les défis et menaces mondiaux communs tels que l'immigration clandestine, le terrorisme, le changement climatique ou encore la gouvernance mondiale financière et des marchés.

L'accord bilatéral d'investissement (ABI), actuellement en cours de négociation, pourrait constituer un outil important afin d'assurer un traitement équitable des entreprises en Europe et en Chine. Rappelons ici qu'un chapitre sur le développement durable devrait absolument s'y retrouver, la croissance économique ayant entraîné d'importants problèmes environnementaux et de grandes inégalités en Chine.

Enfin, il nous faut souligner que la situation des droits de l'homme en Chine reste préoccupante, notamment les politiques inacceptables à l'égard du peuple tibétain. Je souhaite que les dirigeants chinois reconsidèrent leur position et respectent l'universalité des droits de l'homme. Nous devons également continuer à nous opposer avec force aux projets de lois répressives ou ceux qui visent à affaiblir injustement les ONG étrangères.

Claude Rolin (PPE), *par écrit*. – Si j'ai voté en faveur de ce rapport, c'est parce que je pense qu'une coopération plus étroite entre l'Union européenne et la Chine est souhaitable pour faire face aux défis mondiaux. Parmi ces défis, citons notamment le terrorisme, l'immigration clandestine, la sécurité, le changement climatique ou encore la gouvernance mondiale financière et des marchés.

Pour ce faire, nous devons avancer vers un nouvel accord de partenariat et de coopération basé notamment sur le respect des droits de l'homme. Car si l'économie de la Chine connaît une croissance soutenue, nous ne pouvons pas en dire autant du respect des droits de l'homme. En votant ce rapport, j'invite instamment l'Union européenne à s'élever avec force et conviction contre les mesures gouvernementales prises dans ce pays en vue de restreindre la liberté d'association et d'expression.

Si la Chine reste un partenaire économique important, nous ne pouvons occulter ses manquements en matière sociale mais aussi environnementale. Faisons en sorte que les autorités chinoises apportent des solutions à ces problèmes le plus rapidement possible.

À noter que ce rapport n'aborde pas la question de l'éventuelle reconnaissance du statut d'économie de marché à la Chine par l'Union européenne, point sur laquelle je resterai intransigeant.

Fernando Ruas (PPE), *por escrito*. – Este relatório sobre as relações entre a UE e a China, que votei favoravelmente, surge no seguimento da celebração do 40.º aniversário das nossas relações diplomáticas, afirmando que esta efeméride deverá servir como fonte de inspiração para reforçar a parceria estratégica, tão necessária num mundo multipolar e globalizado, e para acelerar as negociações em curso relativas a um novo acordo de parceria e cooperação, baseado na confiança, na transparência e no respeito pelos direitos humanos.

O diálogo estratégico de alto nível e, muito concretamente, a sua concretização prática no reforço da aproximação entre as duas economias, tem contribuído para que, nos últimos 20 anos, se tenha verificado um crescimento vigoroso na China e um aumento da sua importância estratégica enquanto parceiro europeu na Ásia. O reforço do diálogo conjunto deverá ter igualmente como prioridades a proteção dos direitos humanos, nomeadamente no Tibete, e a situação de tensão (quase) permanente vivida no Mar do Sul da China.

Atendendo às oportunidades oferecidas por este reforço da cooperação e do diálogo - por exemplo no âmbito do desenvolvimento sustentável e da economia circular - os cidadãos e as empresas europeias e chinesas têm agora novas possibilidades de aproximação que não deverão deixar de ser aproveitadas.

Tokia Saïfi (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport qui dresse un état des lieux des relations entre l'Union européenne et la Chine et encourage le renforcement de leur coopération dans différents domaines. Il s'agit notamment de la lutte contre le terrorisme, l'immigration clandestine, la sécurité, le changement climatique ou encore la gouvernance mondiale financière et des marchés.

Les relations diplomatiques entre l'UE et la Chine fêtent leur 40e anniversaire et les conclusions du sommet UE-Chine du 19 juin 2015 doivent être poursuivies.

Il s'agit également de renforcer les relations UE-Chine afin de progresser en matière de défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Enfin, il est important de continuer à travailler ensemble pour améliorer la situation de la protection de l'environnement et encourager la Chine à prendre davantage d'actions en ce sens.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. – Nos hemos ABSTENIDO en este informe. El informe tiene dos líneas que hacen que no podamos votar a favor: en primer lugar, llama a la firma de tratados comerciales con China y a aprovechar las oportunidades comerciales del auge de China. En segundo lugar, pide a China que «siga» a la UE y a los EE.UU. en la política internacional.

En cambio, los puntos en que se critica la represión y la falta de libertades están bien desarrollados. Además, se han aprobado el apartado 62 y la segunda parte del apartado 51, que eran clave para nosotros. En dicha segunda parte, se menciona la obligatoriedad de una cláusula de derechos humanos en cualquier tratado bilateral con China y, en el apartado 62, se imponen obligaciones en cuanto a normativa laboral a las empresas europeas independientemente de que estén contempladas por la ley china o no.

Sven Schulze (PPE), *schriftlich*. – Gute Beziehungen zur Volksrepublik China sind für uns Europäer wirtschaftlich, kulturell und sicherheitspolitisch von größter Wichtigkeit. Bald wird China die größte Volkswirtschaft der Welt sein und für Europa der wichtigste Handelspartner. Daher ist es wichtig, dass wir Dialoge auf allen Ebenen mit den Chinesen führen. Dabei darf die immer noch schwierige Menschenrechtslage nicht ausgespart werden. Das gleiche gilt für die Situation in Tibet, Hongkong und Taiwan, wo viele Menschen unter Pekings Politik leiden müssen. Im Bericht wird richtig festgestellt, dass die EU immer wieder zu Dialog und Gesprächsbereitschaft aufrufen und die Probleme benennen muss. Insgesamt konnte ein guter Kompromiss gefunden werden, der unsere Wert- und Politikvorstellungen gegenüber China widerspiegelt.

Ich habe daher heute zugestimmt.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado en contra de este informe, porque tiene un marcado enfoque centrado en el rol llamado «indispensable» de los EE.UU., e insta a que se desarrolle un enfoque común con los EE.UU. en cuanto a China, sosteniendo que esto contribuirá a promover los intereses de la UE, algo con lo que no concuerdo. Además, ahonda en temas que no son competencia de la UE ni de este informe, como denunciar que China se alía con Rusia para bloquear la acción de las Naciones Unidas con respecto a Siria. Por esto, y si bien he encontrado elementos interesantes respecto de los que he votado a favor, he tenido que votar en contra de la aprobación de este informe en su conjunto.

Remo Sernagiotto (ECR), *per iscritto*. – Ho votato a favore della relazione in quanto fornisce una valutazione equilibrata dei crescenti legami tra Unione europea e Cina, formulando una serie di raccomandazioni per migliorare e rafforzare la cooperazione e il partenariato strategico tra le due parti, e chiarendo al contempo alcune questioni in merito alla situazione dei diritti umani e della democrazia nel paese asiatico.

Nonostante la Cina sia un importante partner commerciale dell'UE, vorrei però ricordare che non può essere considerata un paese a economia di mercato in quanto non soddisfa i cinque criteri previsti dalla normativa europea per ottenere tale riconoscimento. Una decisione contraria in tal senso rischierebbe ad oggi di esporre molti settori industriali europei alla concorrenza sleale cinese con gravi conseguenze e perdite di posti di lavoro.

Mi auguro infine che l'Unione europea e la Cina possano adottare un approccio strategico coordinato per affrontare sfide globali comuni come la lotta alla corruzione, un progresso economico e sociale ispirato al principio dello sviluppo sostenibile, il disarmo e le armi di distruzione di massa, la lotta al terrorismo e i cambiamenti climatici.

Jill Seymour (EFDD), *in writing*. – I abstained on this report as I believe individual nation states should deal with each other directly, rather than through the mechanisms of the EU.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. – The report makes a general overview of the EU's relationship with China and vice versa. It addresses the political, economic and environmental aspects of our relationship as well as the sore topic of social and human rights.

It was important that this document be voted through the European Parliament, as it aids in defining the cooperation line for the EU with one of today's most important global players.

Monika Smolková (S&D), *písomne*. – Strategické partnerstvo medzi EÚ a Čínou má veľký význam pre obojstrannú spoluprácu a pre hľadanie spoločných odpovedí na mnohé globálne problémy, ako aj vytváranie rámca na riešenie dvojstranných problémov medzi EÚ a Čínou. Podporila som uznesenie, pretože vzťahy a spoluprácu týchto dvoch partnerov považujem za mimoriadne dôležité a tiež preto, že rovnako obe strany prispievajú k svetovej stabilite. Prioritnú spoluprácu však vidím v ekonomickej oblasti v rámci ktorej je EÚ najvýznamnejším obchodným partnerom Číny a Čína je najväčším vývozcom a druhým obojstranne najdôležitejším partnerom EÚ (po Spojených štátoch amerických).

Mrzí ma však, že výrazné zmeny na úrovni vzťahov medzi EÚ a Čínou nie je možné očakávať v oblasti ľudských a občianskych práv, o čom svedčia aj mnohé prípady zmiznutia alebo zlého zaobchádzania s čínskymi zástancami ľudských práv. Zhoršené vzťahy medzi partnermi vidím aj z dôvodu posilnenia postavenia Číny na medzinárodnej scéne vďaka ekonomickejmu rastu, ale aj vďaka celému radu reforiem, napríklad vo vojenskom sektore. Verím, že napriek týmto nepriaznivým skutočnostiam bude partnerstvo medzi EÚ a Čínou pokračovať a zameria sa na oblasti výhodné pre obe strany, ktoré nepredstavujú konflikt záujmov alebo stret odlišných názorov.

Michaela Šojdrová (PPE), *písomně*. – Podpořila jsem usnesení o vztazích mezi EU a Čínou. Vztahy mezi Čínou a Evropskou unií se velmi zintenzivňují, a to jak na úrovni jednotlivých států (včetně České republiky), tak Unie a jejích institucí. Letos jsme si připomínali 40. let od navázání vztahů mezi Čínskou lidovou republikou a Evropskými společenstvími. Při sbližování s Čínou ale nesmíme zapomínat ani na Tchaj-wan, s nímž sice diplomatické vztahy nemáme, ale pojí nás s ním společné politické a ekonomické zájmy a také skutečnost, že Tchaj-wan je jedinou fungující demokracií v čínském kontextu.

Usnesení jsem podpořila také proto, že kromě pozitivních hodnocení Číny a vztahů s ní nezapomíná ani na četné problematické otázky, jako jsou lidská práva, právní stát a duševní vlastnictví či situace v Tibetu a ujuorském Sin-ťiang.

Igor Šoltes (Verts/ALE), *písno*. – Leta 2015 mineva 40 let od vzpostavitve diplomatskih odnosov med EU in Kitajsko, ki so bistvenega pomena za iskanje vzajemnih odgovorov na vrsto globalnih vprašanj in za prepoznavanje skupnih interesov. Kitajska je pomembna trgovinska partnerica EU, zaradi česar so se leta 2013 pričela pogajanja o dvostranskem sporazumu o naložbah.

29. 6. 2015 se je v Bruslju odvil vrh EU-Kitajska, na katerem sta obe strani ponovno izrazili zavezanost k poglobljanju partnerstva. Na tem vrhu so se dvostranski odnosi dvignili na novo raven, prav tako pa je bil podan signal za tesnejše politično sodelovanje, ki bo presegalo zgolj trgovinske odnose ter bo usmerjeno v usklajen strateški pristop.

Poročilo med drugimi izpostavlja močno gospodarsko rast kitajskega gospodarstva v zadnjih dvajsetih letih in poudarja, da bi morale države članice bolje izkoristiti priložnosti, ki jih ponuja ta gospodarski razvoj. Strinjam se, da bi morala Kitajska igrati večjo vlogo v multilateralnih finančnih institucijah, kar bi boljše odražalo velikost njene ekonomije.

Prav tako menim, da je potrebna povečana koordinacija med EU in Kitajsko na področjih strateškega pomena. Poročilo odraža trenutno sliko medsebojnih relacij med EU in Kitajsko ter izpostavlja kritične točke, ki jih je potrebno obravnavati, da bi izboljšali sodelovanje. Zaradi opisanega sem poročilo na plenarnem zasedanju podprl.

Joachim Starbatty (ECR), *schriftlich*. – Der Bericht befürwortet eine enge Zusammenarbeit mit China bei globalen Herausforderungen wie zum Beispiel dem Klimawandel sowie ein starkes Engagement Chinas in internationalen Wirtschaftsorganisationen. Die Einhaltung der Menschenrechte in China bleibt ein ernstes Problem. Der Bericht spricht ausführlich die Lage in Tibet und die Einschränkung individueller Freiheiten an. Allerdings unterstützt der Bericht einen konstruktiven Ansatz im Umgang mit China. Ich habe für diesen Bericht gestimmt, weil er ausgewogen ist und die verschiedenen Aspekte der EU-China-Beziehungen berücksichtigt.

Ivan Štefanec (PPE), *pisomne*. – Čína je strategický obchodný partner EÚ, a preto akékoľvek zintenzívnenie obchodných vzťahov kvitujem. Samozrejme je pri ďalších jednaniach potrebné diskutovať aj o problémoch porušovania práv duševného vlastníctva a otázky klimatických zmien. Otvorenou otázkou na doriešenie zostáva téma čínskeho dumpingu ocele.

Jaromír Štětina (PPE), *pisemně*. – Zprávu o vztazích EU-Čína jsem podpořil proto, že připomíná nejen oslavy výročí navázání vzájemných diplomatických vztahů a důležitost našeho strategicko-obchodního partnerství, ale rovněž Číně připomíná význam faktického dodržování mezinárodních závazků v oblasti lidských práv a základních svobod. Hodnoty lidských práv, právního státu a míru nemohou být ze strany Číny pouze formálně uznány, musí se promítat v jejím každodenním životě. Nad rozsáhlou cenzurou internetu, náboženskými represemi vůči Tibeťanům a Ujgurům a nad marginalizací kulturních práv menšin v Číně nelze jednoduše zavírat oči. Lze též ocenit snahu zprávy o připomenutí role Číny v mezinárodních vztazích a jako stálého člena Rady bezpečnosti OSN. Čína by měla namísto vytváření provokací v Jihočínském moři a soustavné blokáce činnosti OSN v syrském konfliktu více přispívat k míru a ke globální bezpečnosti. Jsem rád, že právě dané otázky zpráva akcentuje. Vzhledem k tomu, že se dlouho angažuji v ukrajinské otázce, podpořil jsem rovněž výzvu Číně na podporu iniciativ USA a EU zaměřených na ukončení porušování mezinárodního práva v konfliktu na Ukrajině.

Davor Ivo Stier (PPE), *napisan*. – Podržao sam prijedlog rezolucije Europskog parlamenta o odnosima EU-a i Kine s obzirom da je strukturirani politički dijalog između EU-a i Kine službeno započeo 1994., te je strateški dijalog na visokoj razini o strateškim pitanjima i pitanjima vanjske politike pokrenut 2010., a naročito 5. strateški dijalog na visokoj razini između EU-a i Kine održan 6. svibnja 2015. u Pekingu.

Stoga pozivam na bolju koordinaciju između EU-a i Kine u područjima od strateške važnosti kao što su G20, sigurnost i obrana, borba protiv terorizma, nezakonite migracije, transnacionalni kriminal, neširenje nuklearnog oružja, globalna i regionalna sigurnost, cyber sigurnost, oružje za masovno uništenje, energetska sigurnost, globalno upravljanje finansijskim sustavima i tržištima te njihova regulacija, klimatske promjene te urbanizacija, programi razvoja i pomoći i održivi razvoj.

Naglasio bih važnost bilateralnog trgovinskog sporazuma o ulaganju između EU-a i Kine o kojem se trenutačno pregovara, te pozivam da se u bilateralni sporazum o ulaganju uvrsti punopravno poglavlje o održivom razvoju koje predviđa obvezujuće obveze u pogledu temeljnih standarda rada Međunarodne organizacije rada (ILO) i ključnih multilateralnih sporazuma povezanih s okolišem, te daljnje mjere i aktivno praćenje kako bi se nakon uklanjanja prepreka trgovini i ulaganju za europska poduzeća zajamčili uravnoteženiji trgovinski odnosi.

Catherine Stihler (S&D), *in writing*. – I welcome this report on EU-China relations which draws the map for EU and China relations in the years ahead. The report addresses important issues such as the EU and China Strategic Partnership and cooperation, the internal situation, human rights and cross-Strait relations.

Dubravka Šuica (PPE), *napisan*. – Obilježava se 40. obljetnica uspostave diplomatskih odnosa između EU-a i Kine. Stvoreno je strateško partnerstvo koje je prijeko potrebno u multipolarnom i globaliziranom svijetu te za ubrzanje tekućih pregovora o novom sporazumu o partnerstvu i suradnji zasnovanom na povjerenju, transparentnosti i poštovanju ljudskih prava.

Kina bi trebala imati snažniju ulogu u multilateralnim finansijskim institucijama. Postoji 60 sektorskih dijaloga između EU-a i Kine o velikom broju raznih pitanja. Obuhvaćene strane bi trebale izbjegavati jednostrane provokativne poteze u Južnom kineskom moru. Potrebno je mirno rješavanje sporova u skladu s međunarodnim pravom i s pomoću mehanizama za nepristranu međunarodnu medijaciju kao što je Konvencija UN-a o pravu mora (UNCLOS). Kina i Tajvan su važni gospodarski partneri EU-a u Aziji, te je potrebno sto mirnije rješavanje sukoba.

Podržavam ovaj prijedlog jer smatram da odnosi EU-a i Kine moraju ponuditi učinkovitu platformu za zreo, sadržajan i otvoren dijalog o ljudskim pravima te 40. obljetnica odnosa EU-a i Kine u 2015. pruža pravu priliku za napredak u tom području. Kina je ključna međunarodna sila i jedan od najvažnijih partnera EU-a.

Richard Sulík (ECR), *pisomne*. – Hlasoval som za správu, keďže vítam enormný a obojstranný prínos vzťahov medzi EÚ a Čínou, no rovnako ma znepokojuje stále nedostatočné rešpektovanie ľudských práv a zásad demokracie v Číne.

Patricija Šulin (PPE), *pisno*. – Podprla sem poročilo o odnosih med Evropsko unijo in Kitajsko. V poročilu je jasno navedeno, da je položaj človekovih pravic na Kitajskem vzrok za resno zaskrbljenost in da mora Kitajska na področju spoštovanja človekovih pravic in temeljnih svoboščin narediti velik napredek, če se hoče uvrstiti med razvite države in v prihodnosti morda tudi med demokratične države. Pozdravljam, da je v poročilu izražena globoka zaskrbljenost zaradi skorajšnjega sprejetja osnutka kitajskega zakona o upravljanju nevladnih organizacij, saj bi ta zakon lahko privedel do nadaljnje krčenja prostora za kitajsko civilno družbo in resno omejil svobodo združevanja in izražanja v državi.

Νεοκλής Σουλκιώτης (GUE/NGL), *γραπτώς*. – Καταψηφίσαμε την έκθεση για τις σχέσεις ΕΕ- Κίνας διότι ούτε θέτει την ανάπτυξη των σχέσεων ΕΕ-Κίνας σε σωστή βάση, ούτε ασκεί εποικοδομητική κριτική. Αντιθέτως, η έκθεση τηρεί υποκριτική στάση και ταυτίζεται πλήρως με την εξωτερική πολιτική και τα συμφέροντα των κυρίαρχων κύκλων της ΕΕ. Για παράδειγμα, ενώ κατηγορεί και καταδικάζει την Κίνα για μια σειρά από θέματα, όπως η παραβίαση των ανθρωπίνων δικαιωμάτων και βασικών ελευθεριών, τονίζει την ίδια στιγμή την ανάγκη διεύρυνσης των εμπορικών συμφωνιών και οικονομικών δεσμών μεταξύ ΕΕ-Κίνας. Γι' αυτό αποφασίσαμε να καταψηφίσουμε την έκθεση.

Ελευθέριος Συναδινός (NI), *γραπτώς*. – Η ΕΕ πρέπει πρώτα να δημιουργήσει μια ανεξάρτητη εξωτερική πολιτική, εκμεταλλευόμενη την δύναμη της και μετά να παρεμβαίνει στα εσωτερικά των άλλων χωρών και ειδικά δυνάμεων όπως η Κίνα. Εστιάζω ειδικά στις παραγράφους όπου προτρέπεται η Κίνα να επέμβει και να καταδικάσει τον Άσσαντ αλλά και την Ρωσία για το θέμα της Ουκρανίας.

József Szájer (PPE), *írásban*. – Az Unió és Kína közötti együttműködés negyven éves múltra tekint vissza. Stratégiai kapcsolataikat 1975-ben alapozták meg, 1985-ban Kereskedelmi és Együttműködési Megállapodást írtak alá, azóta pedig az EU folyamatosan a politikai, gazdasági és szociális reformokra irányuló partnerség megerősítésével támogatja Kína fenntartható fejlődését. A Belder-jelentést, hiszen a kétoldalú stratégiai kapcsolatok kiemelkedő fontosságát tükrözi olyan globális kérdések megválaszolása szempontjából, mint a globális és regionális biztonság, a gazdasági válságkezelése, az energiabiztonság, a tömegpusztító és a nukleáris fegyverek terjedésének megakadályozása, az éghajlatváltozás, a demokrácia és az emberi jogok előmozdítása, valamint a szervezett bűnözéssel és a terrorizmussal szemben folytatott küzdelem.

Ezzel együtt fontosnak tartom, hogy a határozat felszólítja a kínai hatóságokat a jogállamiság és az emberi jogok terén tett nemzetközi vállalásaik betartására, különös tekintettel a vallásszabadság, a szólásszabadság és a médiaszabadság biztosítására, hiszen egy igazi stratégiai együttműködés ezen értékeket sem nélkülözheti. Amint az a Párizsi Klímacsúcson is bebizonyosodott, a két fél képes az együttműködésre. Joggal várható el ugyanez az EU külügyi politikáját irányító alapvető elvek vonatkozásában is.

Adam Szejnfeld (PPE), *na piśmie*. – W tym roku przypada 40. rocznica nawiązania stosunków dyplomatycznych między Unią Europejską a Chinami. Jeszcze nigdy nasze relacje nie były tak dynamiczne; mają one miejsce na wszystkich płaszczyznach: politycznej, gospodarczej, społecznej, naukowej. To strategiczne partnerstwo wchodzi obecnie na kolejny, wyższy poziom. Po pierwsze – poprzez rozpoczęcie w 2013 r. negocjacji w sprawie dwustronnej umowy inwestycyjnej, a po drugie – poprzez wspólną walkę z terroryzmem, zorganizowaną przestępczością czy zmianami klimatycznymi na forach międzynarodowych.

W sprawozdaniu Parlamentu Europejskiego podkreślone zostało znaczenie Chin dla Unii Europejskiej, a także we właściwy sposób wskazano na konsekwencje obecnie zachodzących zmian wewnętrznych i zewnętrznych w Kraju Środka, takich jak spowolnienie wzrostu gospodarczego, krach na giełdzie w 2015 r., liberalizacja kraju czy dynamiczna polityka zbrojeniowa. Ponadto w sprawozdaniu podkreślono znaczenie lepszej koordynacji działań państw członkowskich UE w relacjach z Chinami, a także lepszej koordynacji między Unią a Chinami w obszarach o strategicznym znaczeniu globalnym. Zdecydowałem się zatem zgłosić za przyjęciem sprawozdania PE.

Claudia Tapardel (S&D), *in writing*. – This report covers the relations between EU and China, which began 40 years ago, covering political, economic, environmental, social and human rights aspects. The report follows a constructive approach that highlights both China's vigorous economic growth and international importance, and the deficiencies it has yet to overcome.

Initially, the report calls for enhanced coordination and cooperation between the EU and China in areas of strategic significance, such as security, climate change, sustainable development, market governance and regulation. The report also states the EU's support for an open human rights dialogue between the EU and China based on mutual respect.

The report also takes account of the tensions in the South China Sea by asking all parties to avoid provocative actions that lead to escalations, and instead to favour peaceful settlements of disputes according to international laws and arbitration.

China is a significant partner for the EU, and I believe the current report represents the importance of open and constructive relationships between the sides. I also believe that the current document can help defining the cooperation line for the EU with China; for this reason I voted in favour of the report.

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – Je souligne également, comme mes collègues l'ont fait, que la Chine est un partenaire important, qu'elle fait des efforts et que nous devons travailler avec elle. J'invite néanmoins le SEAE à veiller à ce que les droits de l'homme figurent parmi les priorités de l'agenda des relations et des dialogues avec la Chine. D'autre part, les accords commerciaux ne devront pas être une excuse pour l'instauration d'un ISDS, même *light*!

Pavel Telička (ALDE), *in writing*. – I voted in favour of this report on the relations between the EU and the People's Republic of China. Indeed, this country is an important partner for some countries of the European Union, but the relations are extremely unequal and more could be done to reinforce the link between the EU and China. In this respect the report addresses various different issues, such as the bilateral investment agreement currently being negotiated, the multiple meetings taking place between the two parties, respect for human rights, as well as China's domestic and external policy.

László Tórkés (PPE), *írásban*. – Az Unió és Kína közötti együttműködés negyven éves múltja tekint vissza. Stratégiai kapcsolataikat 1975-ben alapozták meg, 1985-ban Kereskedelmi és Együttműködési Megállapodás írtak alá, azóta pedig az EU folyamatosan a politikai, gazdasági és szociális reformokra irányuló partnerség megerősítésével támogatja Kína fenntartható fejlődését.

Szavazatommal támogattam a Belder-jelentést, hiszen a kétoldalú stratégiai kapcsolatok kiemelkedő fontosságát tükrözi, olyan globális kérdések megválaszolása szempontjából, mint a globális és regionális biztonság, a gazdasági válságkezelése, az energiabiztonság, a tömegpusztító és a nukleáris fegyverek terjedésének megakadályozása, az éghajlatváltozás, a demokrácia és az emberi jogok előmozdítása, valamint a szervezett bűnözéssel és a terrorizmussal szemben folytatott küzdelem.

Ezzel együtt fontosnak tartom, hogy a határozat felszólítja a kínai hatóságokat a jogállamiság és az emberi jogok terén tett nemzetközi vállalásaik betartására, különös tekintettel a vallásszabadság, a szólásszabadság és a médiaszabadság biztosítására, hiszen egy igazi stratégiai együttműködés ezen értékeket sem nélkülözheti. Amint az a párizsi klímacsúcson is bebizonyosodott, a két fél képes az együttműködésre. Joggal várható el ugyanez az EU külügyi politikáját irányító alapvető elvek vonatkozásában is.

Valdemar Tomaševski (ECR), *raštu*. – Pritariau rezolucijai dėl Europos Sąjungos ir Kinijos santykių, kadangi 40-osios ES ir Kinijos diplomatiniių santykių metinės reikalauja tinkamos Parlamento reakcijos, kad būtų stiprinama strateginė partnerystė bei spartinamos vykstančios derybos dėl naujojo partnerystės ir bendradarbiavimo susitarimo. Tai svarbu kiekvienai ES valstybei narei. Kinija yra pagrindinė tarptautinė galia ir viena iš pačių svarbiausių ES partnerių, todėl valstybės narės, bendraudamos su Kinijos vyriausybe, turi laikytis vieningos pozicijos. Tik tokiu būdu derybos bus sėkmingos ir naudingos visai Europai.

Ruža Tomašić (ECR), *napisan*. – Podržala sam izvješće o odnosima Europske unije i Kine koje objašnjava stanje u pet ključnih područja, a to su: strateško partnerstvo i suradnja Europske unije i Kine, unutarnje stanje u Kini, vanjski odnosi, stanje ljudskih prava i unakrsni odnosi. Smatram da su izvješćem pravilno naglašena ključna područja na kojima je potrebno provesti daljnje reforme i poboljšanja, što se osobito odnosi na stanje ljudskih prava.

Naime, iako su kineska strateška ulaganja u Europu itekako dobrodošla, postoje veliki unutarnji problemi koje bi Kina trebala riješiti, prije svega borba protiv korupcije, regionalne tenzije i nasilja te odnose s Tajvanom. Iako je očigledno da je važan rastući regionalni i globalni gospodarski akter, držim da Kina u skladu sa svojim gospodarskim rastom treba provesti značajne reforme kojima bi osigurala poštovanje društvenih, građanskih i političkih prava, što je i naglašeno izvješćem.

Romana Tomc (PPE), *pisno*. – Poročilo o odnosih med EU in Kitajsko sem podprla, saj menim, da je partnerstvo med EU in Kitajsko strateškega pomena. Kitajska je ena najpomembnejših partneric EU. Kitajska je osrednja mednarodna sila in tako pomembno prispeva k svetovni varnosti, boju proti terorizmu, svetovni finančni in tržni ureditvi ter trajnostnemu razvoju. Prav tako je zelo pomembno, da EU in Kitajska sodelujeta pri naložbah, saj ima Kitajska velik in rastoč trg ter je pomembna trgovinska partnerica EU.

Estefanía Torres Martínez (GUE/NGL), *por escrito*. – Nos hemos ABSTENIDO en este informe. El informe tiene dos líneas que hacen que no podamos votar a favor: en primer lugar, llama a la firma de tratados comerciales con China y a aprovechar las oportunidades comerciales del auge de China. En segundo lugar, pide a China que «siga» a la UE y a los EE.UU. en la política internacional.

En cambio, los puntos en que se critica la represión y la falta de libertades están bien desarrollados. Además, se han aprobado el apartado 62 y la segunda parte del apartado 51, que eran clave para nosotros. En dicha segunda parte, se menciona la obligatoriedad de una cláusula de derechos humanos en cualquier tratado bilateral con China y, en el apartado 62, se imponen obligaciones en cuanto a normativa laboral a las empresas europeas independientemente de que estén contempladas por la ley china o no.

Ulrike Trebesius (ECR), *schriftlich*. – Der Bericht befürwortet eine enge Zusammenarbeit mit China bei globalen Herausforderungen wie zum Beispiel dem Klimawandel sowie ein starkes Engagement Chinas in internationalen Wirtschaftsorganisationen. Die Einhaltung der Menschenrechte in China bleibt ein ernstes Problem. Der Bericht spricht ausführlich die Lage in Tibet und die Einschränkung individueller Freiheiten an. Allerdings unterstützt der Bericht einen konstruktiven Ansatz im Umgang mit China. Ich habe für diesen Bericht gestimmt, weil er ausgewogen ist und die verschiedenen Aspekte der EU-China-Beziehungen berücksichtigt.

Ramon Tremosa i Balcells (ALDE), *in writing*. – I am still worried about certain fundamental freedoms and human rights not being respected in China.

Moreover internet freedom is not guaranteed.

I note that a strong contradiction exists between the official Chinese aspiration to the universality of human rights and the worsening human rights situation. Recently there has been a worsening of the situation of human rights and freedoms in China that started in 2013 and has intensified an already existing crackdown on the population, limiting the space for expression and peaceful advocacy for civil society even further.

The Tibetan people but also the Uighur population remain discriminated against and their freedom and fundamental rights are being violated. Let me remind you once again that his Holiness the Dalai Lama is not asking for independence of Tibet but through the memorandum he proposed more autonomy for Tibet. China should grasp this opportunity. Freedom for Tibet means freedom for China.

István Ujhelyi (S&D), *írásban*. – Azt látom, hogy az EU egésze és a tagállamok egyenként is, mindenki Kínával akar együttműködni, gazdasági megállapodásokat kötni. Sajnos ez az együttműködési szándék nem tükröződik eléggé a jelentésben, sok helyen kioktatjuk Kínát, nem megfelelő stílusban állunk a kérdéshez. Sajnos emiatt nem állt módomban szavazatommal támogatni a jelentést.

Miguel Urbán Crespo (GUE/NGL), *por escrito*. – Nos hemos ABSTENIDO en este informe. El informe tiene dos líneas que hacen que no podamos votar a favor: en primer lugar, llama a la firma de tratados comerciales con China y a aprovechar las oportunidades comerciales del auge de China. En segundo lugar, pide a China que «siga» a la UE y a los EE.UU. en la política internacional.

En cambio, los puntos en que se critica la represión y la falta de libertades están bien desarrollados. Además, se han aprobado el apartado 62 y la segunda parte del apartado 51, que eran clave para nosotros. En dicha segunda parte, se menciona la obligatoriedad de una cláusula de derechos humanos en cualquier tratado bilateral con China y, en el apartado 62, se imponen obligaciones en cuanto a normativa laboral a las empresas europeas independientemente de que estén contempladas por la ley china o no.

Ivo Vajgl (ALDE), *in writing*. – I voted in favour in this matter because I recognise China as a relevant stakeholder in a worldwide political and economic sense and also as a relevant partner of European Union in many fields. 2015 marks the 40th anniversary of diplomatic relations between the EU and China, whereas the EU-China Strategic Partnership is of key importance to relations between the EU and the People's Republic of China (PRC) and to finding mutual answers to a range of global concerns and identifying common interests, such as global and regional security, counter-terrorism, the fight against organised crime, cyber security, weapons of mass destruction and nuclear non-proliferation, energy security, global financial and market regulation, climate change and sustainable development, as well as in creating a framework to address bilateral concerns between the EU and China.

In this resolution we address the topics of the EU-China Strategic Partnership and cooperation, the internal and external situation, the human rights situation, and cross-Strait relations, and I believe it shows a comprehensive approach that can be a significant step in increasing cooperation with China.

Ramón Luis Valcárcel Siso (PPE), *por escrito*. – Mediante este informe se pretende reconocer el peso y la importancia de China como socio comercial de la UE y, al mismo tiempo, destacar algunos asuntos que preocupan a la UE como los relativos a la transición de la economía china hacia un modelo más sostenible, la preocupación relacionada con los derechos humanos en el gigante asiático o los problemas con Hong Kong y el Tíbet. Hablamos, por lo tanto, de un informe que no solo recoge la necesidad de seguir manteniendo relaciones con el gigante asiático, sino que también señala puntos importantes sobre los que se ha de trabajar. Por ello considero necesario votar a favor de dicho informe.

Hilde Vautmans (ALDE), *schriftelijk*. – Ik stemde voor dit verslag dat vele aspecten van de relatie tussen de Europese Unie en China betreft. Indien we de mondiale problemen willen aanpakken, zullen we beter moeten samenwerken met China. Daarom steun ik dit verslag dat pleit voor nieuwe samenwerkingsovereenkomsten op basis van vertrouwen, transparantie en respect voor de mensenrechten.

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), *par écrit*. – Ce rapport s'inscrit dans le cadre des négociations actuelles de l'accord de partenariat et de coopération UE-Chine.

Cet accord devrait couvrir les domaines de l'industrie, de l'agriculture, des technologies, de l'énergie, de la protection de l'environnement...

Ce rapport reconnaît la nécessité de répondre aux défis que connaissent conjointement l'UE et la Chine, notamment en matière d'environnement. Il rappelle la nécessité pour les entreprises européennes de respecter les normes internationales du travail. Il aborde enfin la question des droits de l'homme (ONG, minorités, liberté d'expression ou peine de mort).

Il affiche aussi la volonté d'imposer un modèle d'économie définitivement converti au libre-échange et on y retrouve beaucoup de parallèles avec le TTIP. Sont aussi condamnées les subventions publiques de l'État chinois à ses entreprises et une implication plus grande de la Chine dans l'OMC et le FMI y est demandée. Enfin, il enjoint de manière incongrue la Chine à intervenir dans le dossier ukrainien.

La négociation de ce type d'accords démontre une fois encore la priorité donnée aux enjeux économiques: la Chine est un «grand marché» de 1,7 milliard de personnes. La Chine est un acteur mondial incontournable et la négociation de cet accord, s'il aboutit, va être intéressante à suivre. En attendant, j'ai choisi de m'abstenir.

Miguel Viegas (GUE/NGL), *por escrito*. – Assinala-se em 2015 o 40.º aniversário do estabelecimento de relações diplomáticas entre a UE e a China. A parceria estratégica UE-China reveste-se de grande importância, tanto para as relações entre a UE e a República Popular da China (RPC), como para o desenvolvimento de soluções comuns relativamente a diversas preocupações globais, a identificação de interesses comuns. Em 2013, a China e a UE encetaram negociações com vista a um tratado bilateral de investimento.

Ou seja, consideramos positivo o aprofundamento das relações entre a UE e a República Popular da China, desde que este aprofundamento se baseie no respeito pela soberania e independência das partes e designadamente no direito à escolha da sua estratégia de desenvolvimento económico e social. O que não reconhecemos é nem a legitimidade e, muito menos, a autoridade moral da UE em dar lições de democracia quando sabemos que por cá se vive, como é fácil testemunhar, numa verdadeira ditadura financeira do grande capital.

Harald Vilimsky (ENF), *schriftlich*. – Der Bericht enthält einige vernünftige Ansätze. Jedoch macht es den Anschein, als ob der Berichtersteller der Ansicht wäre, dass die EU ohne Einbindung der USA außenpolitisch machtlos wäre. Zudem enthält der Bericht antirussische Auffassungen. Ich enthalte mich daher meiner Stimme.

Θεόδωρος Ζαγοράκης (PPE), *γραπτώς*. – Υπερψήφισα την έκθεση σχετικά με τις σχέσεις ΕΕ-Κίνας, καθώς παρουσιάζει με ρεαλιστικό τρόπο το πλαίσιο της συνεργασίας. Η στρατηγική εταιρική σχέση ΕΕ-Κίνας είναι όντως πολύ σημαντική. Η Κίνα αποτελεί σημαντική διεθνή δύναμη και έναν από τους σημαντικότερους εταίρους της ΕΕ. Δεν θα πρέπει ωστόσο να παραγνωρίζουμε τα προβλήματα και τις διαφορές που θα κληθούμε να επιλύσουμε από κοινού τα επόμενα χρόνια.

Jana Žitňanská (ECR), *písomne*. – V poradí tretiu správu poslanca Beldera o vzťahoch medzi Európskou úniou a Čínou som podporila. Správa pri príležitosti 40. výročia formálnych vzťahov dobre a realisticky hodnotí väzby Európskej únie s touto krajinou. Oceňujem, že sa okrem častí, v ktorých sa venovala výzvam na udržanie a posilnenie spolupráce, správa zaoberá aj realistickým zhodnotením súčasnej situácie v Číne, a to najmä v súvislosti s problémami s dodržiavaním ľudských práv, s problematikou trestu smrti, ktorého je Čína svetovo najväčším vykonávateľom, ale aj environmentálnymi problémami. Dúfam, že aj takto formulované výzvy parlamentu prispievajú k tomu, aby bol veľký rast čínskej ekonomiky rovnomerne sprevádzaný pozitívnymi zmenami v ľudskoprávnej a environmentálnej oblasti.

Kosma Złotowski (ECR), *na piśmie*. – Współpraca między Unią Europejską and ChRL bez wątpienia należy do strategicznych obszarów naszej wspólnej polityki zewnętrznej. Zarówno partnerstwo gospodarcze, jak i relacje polityczne z Pekinem, mają dla nas bardzo ważne znaczenie. Jednak nasz sposób postrzegania tych relacji nie może być jednowymiarowy i musi uwzględniać obok ogromnych szans gospodarczych także istniejące problemy, w tym kwestie praw człowieka. Przyjęta dzisiaj rezolucja dobrze równoważy te kwestie i podkreśla najważniejsze szanse i wyzwania, jakie stoją przed nami i naszymi chińskimi partnerami w kolejnych latach, dlatego głosowałem za jej przyjęciem. Szczególny entuzjazm budzą możliwości współpracy w dziedzinie budowy infrastruktury i stworzenia Nowego Jedwabnego Szlaku. Ten projekt komunikacyjnej integracji Azji i Europy to inwestycja na miarę XXI wieku, która przyniesie wiele korzyści obu stronom. Europa Środkowa może szczególnie skorzystać na tym projekcie, a Polska, jako naturalne miejsce gdzie spotykają się od wieków Wschód i Zachód, może być doskonałą bazą logistyczną dla tego przedsięwzięcia. Nikt nie ma dzisiaj wątpiwości, że Chiny są obecnie mocarstwem światowym, które odgrywa kluczową rolę w porządku międzynarodowym. Jednak ta silna pozycja wiąże się również z odpowiedzialnością za losy świata. Głos Pekinu w rozwiązywaniu najważniejszych problemów powinien być bardziej słyszalny i wspierać wysiłki na rzecz budowania pokoju, szczególnie na Bliskim Wschodzie.

Damiano Zoffoli (S&D), *per iscritto*. – Molto importante il tema delle relazioni tra la nostra Unione europea e la Cina; un paese sempre più importante in un mondo globalizzato come il nostro, col quale sicuramente dobbiamo mantenere buoni rapporti di cooperazione e di reciproco scambio. Uno scambio però che deve avvenire attraverso regole chiare e condivise; mi riferisco in particolare alla concessione dello status di economia di mercato alla Cina, che al momento non può essere possibile in quanto Pechino non rispetta la maggior parte delle regole commerciali richieste per la concessione dello status di MES. Auspico quindi una collaborazione sempre maggiore tra la nostra Unione e il governo cinese, in un sistema di regole chiare e condivise.

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – Este relatório está pejado de contradicções hipócritas pois se, por um lado, está marcado pelo forte interesse da UE nas questões do investimento e comércio com a China e na determinação em aceder a maiores fatias do mercado interno chinês, por outro lado, insiste de forma inaceitável na ingerência em toda a linha nos assuntos internos da China e no arrogar-se o direito de parametrizar todo um amplo leque de políticas chinesas (da economia à política religiosa, da diplomacia à defesa, passando pelos direitos humanos e a sociedade civil).

Seja na parte sobre diretos humanos, seja nas questões da segurança e do terrorismo ou dos direitos das minorias nacionais, o texto prima pela suprema hipocrisia, que se poderia resumir à expressão: «não olhes para o que eu faço, faz o que eu prego». É um roteiro de imposição da visão e interesses da UE que votámos contra.

12.10. Preparing for the World Humanitarian Summit: Challenges and opportunities for humanitarian assistance (A8-0332/2015 - Enrique Guerrero Salom)

Oral explanations of vote

Seán Kelly (PPE). – A Uachtaráin, molaim a lán de na rúin atá sa tuarascáil seo agus is maith an rud é go mbeimis ag ullmhú don ollchruinniú seo in Iostanbúl an bhliain seo chugainn agus tá moltaí ann faoi sin.

Ach i ndeireadh na dála, tá an rud céanna le rá agam faoi seo agus a bhí le rá agam ó chianaibh maidir leis an gcáin. Táimid ag cur isteach arís ar chumhachtaí na mBallstát agus ag cur iachall orthu airgead a íoc; agus ní hamháin na Ballstáit ach comhlachtaí agus eagraíochtaí eile. Ní dóigh liom go bhfuil sé sin ceart ach oiread.

Freisin, tá moladh ann faoi ghinmhilleadh a bheith ar fáil go forleathan nuair a bhíonn fonn ann. Nílím ina fhabhar sin ach oiread. Dá bhrí sin ag deireadh na dála staon mé agus mo chomhghleacaithe sa vóta deiridh.

Andrejs Mamikins (S&D). – ES un tās dalībvalstis jau desmitgadēm ilgi bijušas un turpina būt aktīvāko humanitāro palīdzību sniedzozo *aktoru* starpā pasaulē, un ir skaidrs, ka, tuvojoties Pasaules humānās palīdzības samitam, kurš notiks 2016. gada maijā Stambulā, loģiski ir apkopot informāciju par ES esošo lomu šajā ziņā, izvirzīt tālākas rīcības mērķus un uzdevumus mūsu rīcībai.

Tikai cipari. Apmēram 250 miljoni cilvēku pasaulē dzīvo humanitāro krīžu apstākļos. 60 miljoni – piespiedu kārtā pārvietotas personas. Un vairāk par pusi no visiem bēgļiem pasaulē ir bērni. Kolēģi, iedomājieties, vairāk nekā puse no bēgļiem ir bērni.

Mēs ES nevaram stāvēt malā. Tāpēc es strikti atbalstu šo dokumentu.

Written explanations of vote

Isabella Adinolfi (EFDD), per iscritto. – Conflitti di natura politica, condizioni di povertà e calamità naturali sono soltanto alcune delle cause che possono determinare la diffusione di crisi umanitarie. Ad oggi oltre 250 milioni di persone sono già vittime o sono a rischio di crisi umanitarie. In vista del primo vertice umanitario mondiale, che si terrà a Istanbul nel maggio 2016, l'Unione europea ha chiarito la sua posizione e i suoi obiettivi. La relazione pone l'accento sul necessario rispetto dei valori fondamentali dell'Unione, sull'instaurazione di una cooperazione internazionale e soprattutto sull'intento di concentrare la risposta umanitaria sulla tutela delle popolazioni e sulla prevenzione delle situazioni di crisi. Ho espresso voto favorevole perché ritengo che l'Unione europea debba essere attore principale nel garantire una risposta umanitaria adatta alla prevenzione e gestione delle situazioni di crisi.

Clara Eugenia Aguilera García (S&D), por escrito. – Los socialistas hemos conseguido afianzar una posición progresista para la próxima Cumbre Humanitaria Mundial (Estambul, mayo de 2016), ponemos el acento en los elementos claves para reformar el actual sistema de ayuda humanitaria, tales como: garantizar la defensa de los principios humanitarios y la imparcialidad de la ayuda desde el punto de vista político y poner en marcha mecanismos para asegurar que los gobiernos rindan cuentas de sus funciones y responsabilidades en el ámbito de la protección de los más vulnerables.

Como medidas clave se propone: un consenso global para la acción humanitaria, mayor transparencia y rendición de cuentas respecto del uso de la ayuda, un código de conducta para donantes y un fondo global que asegure y facilite medios suficientes para atajar crisis como la del ébola o la de los refugiados sirios.

Lamentamos que los grupos extremistas (izquierdas y derechas) de la Eurocámara no hayan apoyado este informe o se hayan abstenido, sin apostar por la protección de los más vulnerables, por la dignidad humana y por el respeto a los derechos humanos. Han dejado en la cuneta el empoderamiento de las mujeres, la educación de los niños y la protección de los migrantes y refugiados en las situaciones de emergencia.

Tim Aker (EFDD), in writing. – UKIP abstained on this non-legislative and non-binding report. UKIP does not recognise the legitimacy of or support the EU acting on behalf of the UK in any international capacity. The report calls for a new fund to be created to which financial contributions would be compulsory. It called for a European action plan and that the private sector align with EU development objectives. However we fully support the calls to end sexual based violence and stop discrimination of the LGBTI community, and that more needs to be done to end human rights abuses. While we cannot support the EU acting in the world, we cannot oppose calls to end abuses around the world – so we have to abstain on this report.

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), *por escrito*. – Aunque este informe puede considerarse un llamamiento para fortalecer y mejorar la ayuda humanitaria mediante el apoyo de la Cumbre Humanitaria Mundial haciendo positivamente referencia a la necesidad de que la UE se guíe por principios de solidaridad, responsabilidad y rendición de cuentas, estos deseos quedan en papel mojado mientras la UE y sus Estados miembros mantengan la actual política comercial y exterior, que es causa de muchos de los conflictos y el empobrecimiento de terceros países.

Este informe contiene aspectos positivos como la necesidad de hacer un mayor esfuerzo para garantizar el derecho a la educación en situaciones de emergencia humanitaria, la inclusión de un enfoque de género en todo el ciclo de la ayuda humanitaria e, incluso, el reconocimiento de la necesidad de unas normas humanitarias mínimas para fomentar los servicios públicos esenciales.

Pero, una vez más, vuelve a asociar los servicios públicos al sector privado en una velada defensa de los partenariados público-privados posibilitando así la posibilidad de que empresas transnacionales europeas hagan negocios y lucro de la situación de vulnerabilidad de las personas en situación de emergencia humanitaria.

Por todo ello me he abstenido.

Louis Aliot (ENF), *par écrit*. – Face à l'augmentation sans précédent du nombre de conflits dans le monde, ce rapport vise à préparer les grands thèmes qui seront abordés lors du sommet humanitaire mondial qui se tiendra en mai 2016 à Istanbul.

Malgré une approche plutôt prometteuse sur les perspectives nouvelles de l'aide humanitaire en insistant notamment sur la prévention plutôt que sur une gestion au coup par coup, souvent couteuse et qui n'aide pas à l'autonomisation des pays touchés, ce rapport est en réalité pollué par des revendications spéciales pour les migrants et une séparation basée sur le sexe.

Considérant que chaque État doit pouvoir rester compétent en matière de financement de l'aide, toute augmentation et toute décision de mesures nouvelles en matière humanitaire ou d'aide au développement devraient être décidées par les États souverains. Je me suis donc abstenu sur ce texte qui malheureusement risque de donner lieu à des décisions contraignantes pour les États et leur faire perdre leur compétence en la matière. Je considère également que l'aide humanitaire doit pouvoir se faire sans aucune discrimination, quelle que soit son fondement.

Pascal Arimont (PPE), *schriftlich*. – Die Zahl der Menschen, die auf humanitäre Hilfe für Lebensmittel zum Überleben angewiesen sind, hat sich seit 2004 mehr als verdoppelt und ist somit auf über 100 Mio. im Jahr 2015 gestiegen. Humanitäre Krisen betreffen mehr als 250 Mio. Opfer. Es ist höchste Zeit, eine globale, umfassende und langfristige Lösung für die Massenströme von kriegsfliehenden Menschen zu finden. Dabei steht auch die Rolle und Glaubwürdigkeit Europas auf der globalen humanitären Szene auf dem Spiel. Deshalb habe ich den Entschließungsantrag des Europäischen Parlaments zur Vorbereitung des Weltgipfels für humanitäre Hilfe unterstützt.

Marie-Christine Arnautu (ENF), *par écrit*. – La multiplication des conflits dans le monde entraîne inévitablement le déplacement de populations qui provoque de graves problèmes humanitaires. C'est dans ce contexte que le sommet humanitaire se tiendra les 23 et 24 mai prochains à Istanbul.

Ce rapport vise à préparer les thèmes abordés à cette occasion. Celui-ci souligne l'importance pour les États membres d'augmenter leur financement pour l'aide humanitaire et propose d'assouplir les méthodes permettant l'acheminement de ces aides.

Il met en outre l'accent sur l'accès au droit international humanitaire partout dans le monde, quelle que soit la crise et demande une attention particulière pour les enfants, les femmes et les personnes handicapées.

Même si le rapport insiste sur l'importance de la prévention plutôt que sur la gestion après coup, un ensemble de revendications communautaristes parasite son intérêt.

J'ai par conséquent choisi de m'abstenir.

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. – Whilst of course I agree with much of the content of this report, once again this covers on an area which should be the Member States' responsibility. The United Kingdom should speak for itself, and it is not for the Commission to tell us what to say.

I therefore abstained on the report.

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Balsavau už šį pasiūlymą siekiant pasiruošti pasaulio aukščiausio lygio susitikimui humanitariniais klausimais. Dėl nuolatinių poreikių, susijusių su šiais konfliktais ir nelaimėmis, humanitarinio reagavimo sistema pasiekė savo galimybių ribas. Atsižvelgdamas į tai, kad atotrūkis tarp humanitarinių poreikių ir veiklos bei finansinių priemonių jiems patenkinti gali ir toliau didėti, JT Generalinis Sekretorius Ban Ki-moon paragino surengti pirmą istorijoje pasaulio aukščiausio lygio susitikimą humanitariniais klausimais (WHS). Pritariu, kad ES turi potencialą imtis vadovaujamojo vaidmens. Labai svarbu, kad siekiant daryti įtaką deryboms dėl baigiamojo dokumento, ES turėtų vykti į Stambulą su bendromis pozicijomis ir kalbėti vienu balsu. Svarbu, kad ES akcentuotų pagrindinį NVO vaidmenį humanitarinės veiklos srityje ir užtikrintų, kad per visą procesą būtų atsižvelgiama į jų nuomonę.

Nicolas Bay (ENF), *par écrit*. – Malgré une approche plutôt prometteuse sur les perspectives nouvelles de l'aide humanitaire en insistant notamment sur la prévention plutôt que sur une gestion au coup par coup, souvent coûteuse et qui n'aide pas à l'autonomisation des pays touchés, ce rapport est en réalité perverti lui aussi par la théorie du genre et une vision mondialiste recentrée sur le mythe du migrant.

Hugues Bayet (S&D), *par écrit*. – Plus de 250 millions de personnes sont aujourd'hui touchées par des crises humanitaires et près de 60 millions de personnes sont déplacées, dont la moitié sont des enfants.

Face à ce constat alarmant, le Parlement demande que le Sommet mondial humanitaire définisse des engagements concrets et s'appuie sur une conception impartiale de l'aide et sur des principes tels que l'humanité, la neutralité et l'indépendance de l'aide humanitaire. Les problématiques humanitaires nécessitent des mesures de protection axées sur les personnes et fondées sur les droits de l'homme.

La résolution, que j'ai approuvée, demande aussi une solution globale, durable et d'envergure mondiale à l'exode massif des réfugiés depuis les zones de conflit non sans rappeler le rôle et la crédibilité de l'Europe sur la scène humanitaire mondiale.

Xabier Benito Ziluaga (GUE/NGL), *por escrito*. – Nos hemos ABSTENIDO en la votación del informe sobre la Cumbre Humanitaria Mundial pues, pese a incluir referencias positivas, como por ejemplo en materia de género y derechos de los migrantes, en línea con la tendencia actual en el sistema de cooperación / ayuda de privatización, el informe llama a un impulso fuerte de la inclusión del sector privado en la acción humanitaria. De este modo, el informe llama a alinear las estrategias de acción con objetivos empresariales. El informe también llama al incremento de los partenariados público-privados en la acción humanitaria; partenariados que han demostrado tener escasa eficacia y que muchas veces se traducen en privatización de beneficios y socialización de los riesgos y pérdidas. Consideramos que la política de acción humanitaria tiene que ser una política puramente pública y no estar al servicio de intereses privados; solo de este modo podremos dotarnos de una política humanitaria robusta capaz de hacer frente a los retos que afrontamos.

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE), *por escrito*. – He apoyado este informe porque introduce propuestas y aportaciones de interés para mejorar el sistema internacional de asistencia humanitaria creando, por ejemplo, un fondo mundial y reformando algunos conceptos que son hoy imprescindibles para afrontar algunas de las más graves crisis humanitarias, como la de los inmigrantes. Es imprescindible reconocer el papel de los países de acogida e incorporar causas a la definición de persona forzosamente desplazada. También nos parecen oportunas las menciones expresas a colectivos que sufren una doble victimización en crisis humanitarias, como son los discapacitados, las mujeres, los menores o los colectivos del tipo LGBTI.

Dominique Bilde (ENF), *par écrit*. – Ce rapport sur la préparation du sommet mondial humanitaire vise à préparer les grands thèmes qui seront abordés lors du sommet humanitaire mondial de mai 2016 à Istanbul.

Face à l'augmentation sans précédent du nombre de conflits dans le monde, ce qui a entraîné le déplacement d'un nombre conséquent de personnes, ce sommet doit mettre en place une structure humanitaire internationale unique, coordonnée et plus transparente.

Ce rapport propose notamment la nécessité pour les États membres d'augmenter leur financement destiné à l'aide humanitaire, la mise en place de méthodes plus souples permettant l'acheminement de l'aide et enfin la garantie de l'accès au droit international humanitaire partout dans le monde.

Malgré une approche plutôt prometteuse ce rapport est en réalité pollué par des revendications n'ayant pas de lien direct avec notre sujet, notamment par l'intermédiaire de deux avis de la commission FEMM et AFET (éducation sexuelle, revendications LGBT, droits des migrants). Je me suis donc abstenue sur ce rapport.

Mara Bizzotto (ENF), *per iscritto*. – La relazione Guerrero Salom, che analizza i preparativi per il vertice umanitario mondiale che si terrà ad Istanbul il prossimo maggio, risulta essere in parte un testo condivisibile, purtroppo vi sono delle zone d'ombra di non poca importanza che potrebbero dare adito a criticità: non si specifica una stima dell'ammontare dei futuri possibili finanziamenti da parte dell'UE, non si specifica chi potrebbero esserne i paesi beneficiari o la loro destinazione di utilizzo. Per questi motivi mi sono espressa con un'astensione.

Malin Björk (GUE/NGL), *skriftlig*. – Jag har röstat ja till betänkandet.

Betänkandet välkomnar FN:s generalsekreterares beslut att sammankalla ett första världstoppmöte om humanitära frågor. Det finns många bra skrivningar, bl.a. för jämställdhet och mot våld mot kvinnor, samt garantier för att kvinnor och flickor ska få tillgång till sexuell och reproduktiv hälsa, inklusive möjligheten till säker abort, i samband med humanitära kriser. Trots att jag röstade ja till betänkandet som helhet, så stödjer jag inte de skrivningar som vill utvidga möjligheterna för näringslivet och den privata sektorn i utvecklingsarbetet och göra det till en nyckelaktör för att uppnå de nya utvecklingsmålen. Det är inte vägen framåt.

José Blanco López (S&D), *por escrito*. – El sistema de ayuda humanitaria no hace frente a retos como la crisis del ébola, Siria, Yemen o Irak. Lo estamos constatando con la actual crisis migratoria en Europa. Se lanza así un nuevo proceso para adaptar y mejorar la eficacia de la acción humanitaria.

La primera Cumbre Humanitaria Mundial tendrá lugar en Estambul los días 23 y 24 de mayo de 2016. Este informe recoge las principales preocupaciones de un sector amenazado por el aumento sin precedentes de conflictos y desastres, por falta de medios, acceso y protección. Asimismo, se insiste al Consejo para que asegure una posición común firme de manera que nuestra voz se escuche a nivel global y no solo se nos reconozca como uno de los mayores donantes, sino también como un organismo que asume responsabilidades y lidera con el ejemplo.

El informe propone tres ejes de acción global conjunta: un consenso global de acción humanitaria, un código de conducta de los donantes y un fondo global para la acción humanitaria. Todo ello para reafirmar el respeto a la ley humanitaria internacional, la protección, la independencia de la ayuda y la necesidad de adaptar el sistema de respuesta humanitaria a las necesidades locales.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Balsavau dėl šio pranešimo, nes juo Parlamentas išsako savo poziciją rengiantis pasaulio aukščiausiojo lygio susitikimui humanitariniais klausimais, įvertina humanitarinės pagalbos teikimo sunkumus ir galimybes. Dėl didėjančių iššūkių, pvz., urbanizacijos ir spartaus gyventojų skaičiaus augimo, demografinių pokyčių, gaivalinių nelaimių paplitimo ir didesnio jų stiprumo, padėties, susijusios su aplinka, blogėjimo, dykumėjimo, klimato kaitos, įvairių ilgalaikių ir vienu metu vykstančių konfliktų, darančių poveikį regionui, išteklių trūkumo, taip pat dėl skurdo, nelygybės, migracijos, perkėlimo ir nestabilumo, visame pasaulyje labai padidėjo humanitarinio atsako poreikis. Todėl Parlamentas labai palankiai įvertino JT sprendimą sukviesti pirmąjį daugiašalį suinteresuotųjų šalių pasaulio aukščiausiojo lygio susitikimą humanitariniais klausimais ir Turkijos pasirengimą jį surengti. Taip pat paragino valstybes nares remti pasaulio aukščiausiojo lygio susitikimą humanitariniais klausimais ir Tarybą padaryti tvirtas išvadas, numatant konkrečius įsipareigojimus ir prioritetines veiksmų sritis, ir tuo pat metu siekti veiklos efektyvumo, bendrų kokybės standartų, geresnio koordinavimo ir partnerystės su naujais pagalbos teikėjais, remiantis politiniu požiūriu nešališka pagalba ir bendru humanitarinių žmogiškumo, neutralumo, nešališkumo ir nepriklausomumo principų supratimu ir laikymusi ir įsipareigojimų pagal tarptautinę humanitarinę teisę vykdymu.

Andrea Bocskor (PPE), *írásban*. – Jelenleg a világ soha nem látott mennyiségű humanitárius válságot kell, hogy kezeljen. E válságok hossza és súlyossága is példa nélküli. Ennek eredményeként mára több a menekült és belső menekült, mint a második világháborút követően. 2016 májusában Ban Ki-moon, ENSZ-főtitkár kezdeményezésére Isztambulban kerül megrendezésre az első humanitárius csúcstalálkozó, amelynek célja a jelenlegi humanitárius rendszer átalakítása, hatékonyabbá tétele, illeszkedve az új kihívásokhoz. A jelentés ehhez kíván világos iránymutatásokat adni, különös tekintettel az élelmiszerbiztonság, a népességnövekedés és az éghajlatváltozás kérdéseire.

A kiszolgáltatottság csökkentése és a kockázatkezelés mellett a jelentés nagy hangsúlyt fektet az innováció révén történő átalakításra és a finanszírozás átláthatóbbá tételére. A jelentés a konferencia záródokumentumaként egy öt éves roadmap elfogadását szorgalmazza, amely tartalmazza a politikai kötelezettségvállalásokat a fejlesztés területén.

Renata Briano (S&D), *per iscritto*. – L'Unione europea è leader mondiale negli aiuti umanitari sia con l'impegno di propri uomini e mezzi, sia con il contributo finanziario.

Negli ultimi dieci anni si è tuttavia assistito ad una progressiva riduzione della tutela degli operatori umanitari e delle strutture sanitarie da loro attivate nei teatri di emergenza: la neutralità, l'inviolabilità e la protezione internazionale degli operatori e delle strutture sanitarie (oltre che dei ricoverati in esse) non sono state rispettate. Sono numerosi i casi di strutture divenute bersaglio di azioni militari anche con l'uso di armi di distruzione di massa. L'UE deve ripensare la strategia di intervento nelle sfide sistemiche dell'attuale architettura in materia di aiuti.

È evidente la necessità di passare da una cultura della reazione a quella della previsione: occorre fare di più per prevenire le crisi, compresa la possibilità che si ripresentino, ed è necessaria una maggiore attenzione su questioni come l'adeguamento e la resilienza, in particolare colmando il divario tra azione umanitaria e sviluppo a lungo termine. L'UE dovrebbe affidarsi al consenso europeo sull'aiuto umanitario – in quanto approccio condiviso ed etico dell'Europa – per orientare il suo apporto al processo di sostegno internazionale agli aiuti umanitari e utilizzarlo altresì come modello regionale da promuovere attivamente.

Steeve Briois (ENF), *par écrit*. – En mai prochain, se tiendra à Istanbul le sommet humanitaire mondial duquel devrait émerger une structure humanitaire internationale unique beaucoup plus transparente que la précédente. C'est dans ce contexte que ce rapport prépare les principaux thèmes qui y seront abordés.

Face à la migration de millions d'individus dans le monde en raison de l'augmentation du nombre de conflits, ce rapport préconise d'accroître la contribution des États membres en faveur de l'aide humanitaire dans l'unique but de garantir la protection de ces populations en particulier les enfants, les femmes et les handicapés.

Malgré une approche intéressante concernant les nouvelles perspectives de l'aide humanitaire, ce rapport intègre des revendications qui n'ont aucun lien avec le sujet. Le rapporteur en profite également pour demander aux autorités nationales d'accroître le financement d'infrastructures destinées à l'accueil des migrants clandestins et les invite à en accueillir le plus possible.

C'est la raison pour laquelle je me suis abstenu sur ce texte.

Daniel Buda (PPE), *în scris*. – În prezent, 250 de milioane de persoane sunt afectate de crize umanitare și peste 60 de milioane de persoane sunt strămutate în mod forțat. Sunt cifre care nu ne pot lăsa impasibili și care cer tot mai multe răspunsuri umanitare din întreaga lume.

Având în vedere că, până în 2050, este probabil ca un miliard de persoane să fie strămutate ca urmare a schimbărilor climatice, este nevoie de o acțiune conjugată și este necesară consolidarea încrederii, dar și extinderea cooperării dintre grupurile din sectorul privat, ONG-uri, autorități locale, organizații internaționale și guverne.

M-am declarat în favoarea acestui raport, deoarece, în calitate de donator principal și actor cheie la nivel mondial în domeniul umanitar, UE are responsabilitatea de a-și asuma un rol de lider în exploatarea unor mijloace mai eficiente și mai eficace, pentru a veni în întâmpinarea nevoilor persoanelor afectate de conflicte și dezastre.

Gianluca Buonanno (ENF), *per iscritto*. – Esprimo un voto di astensione poiché nella relazione non è ben specificato: se e a quanto ammontano i futuri possibili finanziamenti da parte dell'UE; chi sono i beneficiari; in che modo saranno utilizzati questi finanziamenti e come e da chi sarà monitorato il loro impiego.

Cristian-Silviu Bușoi (PPE), *în scris*. – La nivel mondial, este tot mai mult nevoie de răspunsuri umanitare ca urmare a provocărilor reprezentate de creșterea rapidă a populației, schimbările demografice, urbanizare, creșterea numărului catastrofelor naturale și a gravității lor, degradarea mediului, deșertificare, schimbările climatice, conflictele de lungă durată și conflictele simultane cu impact regional, precum și penuria de resurse, la care se adaugă consecințele sărăciei, migrația, inegalitățile, strămutările forțate și vulnerabilitatea. Numărul persoanelor aflate în dificultate a crescut de peste două ori din 2004, ajungând la peste 100 de milioane în 2015, iar 250 de milioane de persoane sunt afectate de crize umanitare, în timp ce numărul persoanelor strămutate forțat a ajuns la aproape 60 de milioane de persoane, dintre care 40 de milioane sunt strămutate în interiorul propriei țări, iar peste 50 % dintre refugiații din întreaga lume sunt copii.

Susțin propunerea de rezoluție a PE referitoare la pregătirea reuniunii mondiale la nivel înalt privind ajutorul umanitar (WHS). WHS, convocată pentru prima dată de către Secretarul General al ONU, se va desfășura la Istanbul în mai 2016. Consider ca fiind imperative asigurarea unei mai strânse legături între sectorul umanitar și cel al dezvoltării și reorientarea atenției către măsurile de prevenire și anticipare, modificând actuala abordare, bazată pe răspunsul umanitar.

Alain Cadec (PPE), *par écrit*. – Le premier sommet humanitaire mondial aura lieu les 23 et 24 mai 2016 à Istanbul en Turquie. Ce sera alors l'occasion de repenser l'aide humanitaire à la lumière des événements survenus ces dernières années qui ont engendré des conséquences humanitaires sans précédent.

En effet, le nombre, l'ampleur et la durée des crises humanitaires actuelles ont fait doubler le nombre de personnes dans le besoin depuis l'année 2014. Le nombre de personnes déplacées de force a également considérablement augmenté. Il faut donc restructurer l'aide humanitaire afin qu'elle devienne plus efficace et réponde véritablement aux défis actuels.

L'Union européenne doit être un chef de file en la matière. L'aide humanitaire que l'Union fournit aux pays tiers est importante. Cette dernière doit donc s'assurer de la bonne gestion de cette aide. J'ai voté en faveur de cette résolution.

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. – Oggi ho votato a favore della relazione sui preparativi per il vertice umanitario mondiale. Dal 2004 il numero delle persone bisognose è più che raddoppiato, superando i 100 milioni nel 2015. Come evidenziato dalla relazione, l'UE e gli Stati membri devono assumere un ruolo di guida fornendo un esempio attivo per garantire una protezione sia fisica sia psicologica alle persone vulnerabili. Nel prossimo vertice umanitario mondiale è necessario trovare una soluzione globale, completa e a lungo termine per le persone che fuggono in massa dalle regioni di conflitto. L'Unione europea deve avere un ruolo da leader in questo senso.

Matt Carthy (GUE/NGL), *in writing*. – While, there were many positive provisions contained within this report, I was unable to vote in favour of this report. The dossier called for further involvement of the private sector, businesses and public-private partnerships in disaster management, humanitarian action and national emergency plans. It is patently obvious that the private sector should have no such involvement and that any such involvement would serve only to commercialise humanitarian crises to the detriment of those who have been adversely affected.

Positive aspects of the report included calling for matters such as population increase, urbanisation, climate change, gender equality and migration to be taken into account in humanitarian action.

Moreover, international commitment to reach the target of 0.7% ODA/GNI, and reducing the militaristic tone of the draft report were reflected in the compromises, which was welcome. However, due to the calling for involvement of the private sector, I had no choice but to abstain on this report.

James Carver (EFDD), *in writing*. – UKIP abstained on this non-legislative and non-binding report. UKIP does not recognise the legitimacy of or support the EU acting on behalf of the UK in any international capacity. The report calls for a new fund to be created to which financial contributions would be compulsory. It called for a European action plan and that the private sector align with EU development objectives. However we fully support the calls to end sexual based violence and stop discrimination of the LGBTI community, and that more needs to be done to end human rights abuses. While we cannot support the EU acting in the world, we cannot oppose calls to end abuses around the world – so we have to abstain on this report.

David Casa (PPE), *in writing*. – We are currently facing a growing number of humanitarian challenges and they continually put the international system to the test in providing the necessary assistance. I agree that the Summit presents a unique opportunity to work together to ensure a principled and effective humanitarian action. On the other hand I was unable to vote in favour of this report as it included references to abortion and sexual and reproductive health and rights with which I disagree.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. – Il vertice umanitario mondiale, che si svolgerà ad Istanbul nel maggio 2016, ha l'obiettivo di adeguare il sistema umanitario all'attuale scenario di emergenze in rapida evoluzione al fine di rendere l'azione umanitaria più efficiente ed efficace, in definitiva, spostando l'accento dalla reazione alla prevenzione e prevenzione. L'UE è il donatore principale in materia di azione umanitaria e la relazione mira a dotarla degli strumenti perché possa assumere un ruolo di leadership, condividendo la buone pratiche di cui già è stata protagonista. La relazione, che limita il ruolo del settore privato e delle forze militari nell'ambito degli interventi, è sicuramente positivo e ho quindi votato a favore della stessa.

Caterina Chinnici (S&D), *per iscritto*. – Il Summit del prossimo maggio non dovrà trovare l'Europa impreparata: l'impegno profuso da mesi per affrontare l'aumento dei flussi migratori ci ha consentito di sviluppare alcune *best practices* che possono diventare un modello per la gestione delle emergenze umanitarie.

Le esigenze sono molteplici: fornire cibo, riparo, mezzi di sostentamento, cure mediche, assistenza pratica e sostegno psicologico. Il tutto assicurando, in ogni circostanza, il pieno rispetto della dignità e dei diritti fondamentali, ed evitando qualsiasi ingiustificata disparità di trattamento basata su etnia, religione, cultura o nazionalità.

Chiediamo però un ulteriore passo, e cioè che si assicuri, tra le altre cose, una adeguata istruzione per i minori in situazioni di emergenza, attraverso misure quali, ad esempio, la creazione di «corridoi educativi» per gli studenti provenienti da zone di conflitto.

Dobbiamo fare in modo che, come previsto dalla convenzione di New York, l'istruzione sia sempre garantita, anche in quanto elemento chiave per consentire il pieno godimento di tutti i diritti civili, sociali, economici, culturali e politici in ogni parte del mondo.

Sostengo quindi fortemente, in particolare, la proposta della Commissione europea di destinare il 4% del fondo europeo per gli aiuti umanitari a queste finalità.

Per questi motivi ho votato a favore.

Λευτέρης Χριστοφόρου (PPE), *γραφικώς*. – Στηρίζουμε την έκθεση και συμφωνούμε ότι οι πρωτοφανείς μεγάλες ανάγκες και οι περιορισμένοι πόροι δοκιμάζουν τα όρια του παγκόσμιου συστήματος ανθρωπιστικής ανταπόκρισης. Ταυτόχρονα, διακυμαίνονται οι βασικές έννοιες της αξιοπρέπειας, του ανθρωπισμού και της αλληλεγγύης.

Η ΕΕ αναμένεται, και μπορεί, να αναλάβει ηγετικό ρόλο στις διεργασίες της WHS για ένα ισχυρό αποτέλεσμα που θα διέπεται από τις ανθρωπιστικές αρχές και θα ανταποκρίνεται στις ανάγκες των δικαιούχων. Για να επηρεάσει επιτυχώς τις διαπραγματεύσεις για το τελικό κείμενο και τη συνέχεια της διάσκεψης κορυφής, η ΕΕ θα πρέπει να εκφράσει εστιασμένες κοινές θέσεις στην Κωνσταντινούπολη και να επιδείξει ενότητα. Πρέπει να χρησιμοποιήσει την ευρωπαϊκή κοινή αντίληψη για την ανθρωπιστική βοήθεια για να καθοδηγήσει τη συμβολή της και να την προωθήσει ως μοντέλο για μια παγκόσμια αντίληψη.

Η ΕΕ πρέπει επίσης να συνεχίσει να τονίζει τον ουσιώδη ρόλο των ΜΚΟ στην ανθρωπιστική δράση και να διασφαλίζει ότι λαμβάνονται υπόψη οι απόψεις τους στις διεργασίες και στο αποτέλεσμα.

Κώστας Χρυσόγονος (GUE/NGL), *γραφικώς*. – Η έκθεση σχετικά με την προετοιμασία για την Παγκόσμια Ανθρωπιστική Διάσκεψη Κορυφής θίγει ένα σύνολο ζητημάτων σχετικά με τους στόχους που θέλουμε να θέσουμε σε βάθος χρόνου, για την εξέλιξη της κοινωνίας μας. Παρότι ως σύνολο αποτελεί μια θετική προσπάθεια, στην πράξη περιέχει στοιχεία που προωθούν ιδιωτικά συμφέροντα και για αυτό το λόγο αποφάσισα να απέχω.

Deirdre Clune (PPE), *in writing*. – The world is being faced with humanitarian crises unprecedented both in their number, scale and persistence. The number of people in need has more than doubled since 2004 to over 100 million in 2015. 250 million people are affected by humanitarian crises and the number of forcibly displaced persons has reached its highest point since World War II at nearly 60 million and over half of the world's refugees are children. This own-initiative report aims to give clear inputs to the first World Humanitarian Summit (WHS) to be held in Istanbul from 23 to 24 May 2016.

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. – As últimas discussões a nível mundial sobre o quadro de ação humanitária tiveram lugar há já quase vinte e cinco anos. Desde então, as condições da assistência humanitária alteraram-se significativamente, registando-se nomeadamente um aumento constante do número, dimensão e persistência de situações de emergência humanitária resultantes tanto de conflitos provocados pelo Homem como de catástrofes naturais e agravadas por questões de impacto mundial, como as alterações climáticas.

Apoio o Relatório Salom por considerar importante que os atores mundiais e, em especial a UE, na qualidade de principal doador, devem ter um papel de relevo na remodelação da arquitetura humanitária tornando-a mais inclusiva, eficaz, transparente e com capacidade de resposta ao aumento das necessidades humanitárias relacionadas com os desafios presentes tais como a vaga de deslocações de pessoas.

Considero que no âmbito da Cimeira, a UE deverá basear-se no Consenso Europeu em matéria de Ajuda Humanitária para orientar a sua contribuição para o processo e usá-lo como modelo regional a promover.

Por último, dada a natureza das situações de emergência atuais, tornam-se prementes novos financiamentos, tendo o Parlamento já sublinhado a importância de manter dotações de pagamento e autorização iguais no capítulo da Ajuda Humanitária e na reserva para ajudas de emergência.

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – Concordo con la decisione del Segretario generale dell'ONU di convocare il primo vertice umanitario mondiale (VUM) multipartecipativo che verrà ospitato in Turchia, poiché sono fermamente convinta che le enormi sfide umanitarie attuali richiedono l'elaborazione di un nuovo sistema umanitario più inclusivo, diverso e realmente globale. L'Unione europea deve promuovere un consenso globale in materia di azione umanitaria, che ribadisca i principi dell'aiuto umanitario, garantendo risposte di protezione incentrate sulle persone e fondate sui diritti umani: la difesa dei principi umanitari chiave e il continuo impegno a favore degli stessi sono fondamentali per garantire uno spazio umanitario nelle aree colpite da conflitti e catastrofi naturali. A questo proposito sostengo che sia necessaria una maggiore complementarità tra aiuti umanitari e aiuti allo sviluppo al fine di rafforzare l'efficacia e colmare le lacune finanziarie nel settore umanitario. Questo dovrebbe essere accompagnato da un aumento di finanziamenti per entrambe le categorie di aiuti.

Therese Comodini Cachia (PPE), *in writing*. – I agree with the provision of humanitarian aid in line with international humanitarian law and also share the concerns over, and condemn, the continued use of rape and other forms of sexual and gender-based violence against women and girls as a war weapon in humanitarian emergencies; but I feel that ensuring that women and girls access to 'safe abortion' as part of a full range of sexual and reproductive health is a step too far which surpasses the EU's parameters of legal jurisdiction.

Ignazio Corrao (EFDD), *per iscritto*. – Ban Ki-moon ha convocato a Istanbul, per il 23 e il 24 maggio 2016, il primo «vertice umanitario mondiale» della storia, che riunirà i governi, le agenzie delle Nazioni Unite (tra cui la Croce Rossa) gli operatori privati e i rappresentanti delle popolazioni, con l'obiettivo di individuare nuovi approcci per affrontare le situazioni di crisi. La Commissione europea ha preparato, in previsione del vertice, un documento che esprime la propria posizione, spingendo la comunità internazionale ad attuare una riflessione riguardo l'importanza della prevenzione dei conflitti, che deve essere alla base dell'aiuto umanitario di tutti i governi. Oltre alcune divisioni emerse tra i vari gruppi, ritengo che il lavoro svolto in previsione del vertice umanitario sia buono riguardo la tutela dei diritti in situazioni di emergenza umanitaria. Per questo motivo il mio voto sulla relazione è favorevole.

Javier Couso Permy (GUE/NGL), *por escrito*. – Aunque este informe puede considerarse un llamamiento para fortalecer y mejorar la ayuda humanitaria mediante el apoyo de la Cumbre Humanitaria Mundial haciendo positivamente referencia a la necesidad de que la UE se guíe por principios de solidaridad, responsabilidad y rendición de cuentas, estos deseos quedan en papel mojado mientras la UE y sus Estados miembros mantengan la actual política comercial y exterior, que es causa de muchos de los conflictos y el empobrecimiento de terceros países.

Este informe contiene aspectos positivos como la necesidad de hacer un mayor esfuerzo para garantizar el derecho a la educación en situaciones de emergencia humanitaria, la inclusión de un enfoque de género en todo el ciclo de la ayuda humanitaria e, incluso, el reconocimiento de la necesidad de unas normas humanitarias mínimas para fomentar los servicios públicos esenciales.

Pero, una vez más, vuelve a asociar los servicios públicos al sector privado en una velada defensa de los partenariados público-privados posibilitando así la posibilidad de que empresas transnacionales europeas hagan negocios y lucro de la situación de vulnerabilidad de las personas en situación de emergencia humanitaria.

Por todo ello me he abstenido.

Andi Cristea (S&D), *în scris*. – Uniunea Europeană și statele sale membre, ca principali donatori de ajutor umanitar, reprezintă actori cheie în ceea ce privește elaborarea politicilor, cu experiență operațională la nivel mondial.

Sistemul umanitar trebuie să facă față provocării de a acorda un sprijin sporit unui număr cât mai mare de persoane și cu costuri mai ridicate. Având în vedere amploarea crizelor și a dezastrelor actuale, fondurile destinate ajutorului umanitar nu sunt suficiente, în ciuda nivelului foarte mare de contribuții din partea donatorilor. Pe lângă resursa financiară, trebuie avută în vedere și schimbarea modului în care comunitatea umanitară acționează în materie de planificare, coordonare și capacitate de răspuns.

La summit-ul pentru ajutorul umanitar trebuie găsite metodele cele mai bune pentru a proteja populația civilă, identificate amenințările și monitorizate încălcările drepturilor omului și ale dreptului umanitar internațional.

O importanță majoră în cadrul ajutorului umanitar o reprezintă necesitatea de a asigura hrană, apă, adăpost, igienă și tratament medical celor aflați în nevoie, și anume trebuie asigurate standardele umanitare minime, care să fie menținute pe perioada intervenției. De asemenea, nu trebuie ignorat, ci, dimpotrivă, trebuie promovat și susținut dreptul la educație pe perioada crizelor umanitare îndelungate, în lipsa lui fiind amenințat viitorul copiilor.

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. – I voted in favour of this report which is Parliament's opinion on the global humanitarian situation and ways the EU can help assist in order to overcome global obstacles. This report comes shortly before the first ever World Humanitarian Summit and serves as Parliament's communication before this summit is held in Istanbul this year.

Parliament's communication focuses on various aspects of humanitarian aid taking into account the developments all over the world – in broad terms of security, poverty and famine, conflict and natural disasters. Amongst other things, the report advocates to ensure extra efforts are made so that children in these regions affected by situations have full access to education – an aspect that is often overlooked in humanitarian policy.

As is my policy line, I voted against reference to abortive measures as a solution. However, given that sexual reproductive health services include a wide range of services which can assist women to have healthy pregnancies and deliveries of their children in a safe and well informed environment I felt the need to vote in favour of such services in these situations to ensure that everyone is given a decent shot at life thanks to a safe delivery.

Viorica Dăncilă (S&D), *în scris*. – Susțin în totalitate poziția raportorului cu privire la faptul că Uniunea Europeană, în calitate de donator principal și de actor cheie la nivel mondial în domeniul umanitar, poate genera efectul de levier necesar și are totodată responsabilitatea de a-și asuma un rol de lider în explorarea unor mijloace mai eficiente și mai eficace pentru a veni în întâmpinarea nevoilor persoanelor afectate de conflicte și dezastre.

Michel Dantin (PPE), *par écrit*. – Ce rapport d'initiative propose la contribution du Parlement européen en vue du sommet mondial humanitaire qui se tiendra les 23 et 24 mai 2016 à Istanbul. En raison d'une multiplication des crises humanitaires dans le monde, le nombre de personnes dans le besoin a plus que doublé depuis 2004, passant à 100 millions de personnes en 2015, sachant que plus de la moitié des réfugiés dans le monde sont des enfants.

La rapporteure demande d'inclure dans le document final du sommet humanitaire «une feuille de route de cinq ans pour le développement et la mise en œuvre des engagements politiques concrets qui ont été souscrits».

Elle met également en évidence l'importance de renforcer la complémentarité entre l'aide humanitaire et l'aide au développement, afin de faire face aux déficits de financement. Considérant qu'il est équilibré, j'ai soutenu ce rapport.

Rachida Dati (PPE), par écrit. – J'ai soutenu ce rapport présentant les contributions de l'UE en vue du sommet humanitaire mondial afin de rendre l'aide humanitaire plus ouverte, plus efficace et plus transparente. Ce rapport met, à juste titre, l'accent sur l'adoption et la mise en place de mesures préventives et d'orientations opérationnelles concrètes dans la gestion des crises humanitaires.

Angélique Delahaye (PPE), par écrit. – J'ai voté en faveur du rapport Guerrero Salom sur la préparation du sommet mondial humanitaire. À travers cette résolution, j'invite l'Union européenne à mettre la protection au cœur de son action humanitaire afin de répondre aux besoins de chaque citoyen.

De même, j'ai souhaité mettre l'accent sur le rôle central des femmes dans les situations de conflit et d'après conflit, c'est pourquoi il est essentiel d'incorporer l'égalité entre hommes et femmes à la programmation humanitaire. Enfin, je me félicite de la mise en place d'une alliance mondiale pour l'innovation humanitaire qui va permettre l'amélioration des programmes déjà existants.

Andor Deli (PPE), írásban. – Jelenleg a világ soha nem látott mennyiségű humanitárius válságot kell, hogy kezeljen. E válságok hossza és súlyossága is példa nélküli. Ennek eredményeként mára több a menekült és belső menekült, mint a második világháborút követően. 2016 májusában Ban Ki-moon, ENSZ-főtitkár kezdeményezésére Isztambulban kerül megrendezésre az első humanitárius csúcstalálkozó, amelynek célja a jelenlegi humanitárius rendszer átalakítása, hatékonyabbá tétele, illeszkedve az új kihívásokhoz. A jelentés ehhez kíván világos iránymutatásokat adni, különös tekintettel az élelmiszerbiztonság, népességnövekedés, éghajlatváltozás kérdéseire.

A kiszolgáltatottság csökkentése és a kockázatkezelés mellett a jelentés nagy hangsúlyt fektet az innováció révén történő átalakításra és a finanszírozás átláthatóbbá tételére. A jelentés a konferencia záródokumentumaként egy öt éves roadmap elfogadását szorgalmazza, amely tartalmazza a politikai kötelezettségvállalásokat a fejlesztés területén.

Gérard Deprez (ALDE), par écrit. – J'ai apporté mon soutien à ce rapport parce qu'il est alarmant de constater que le nombre de personnes dans le besoin a plus que doublé depuis 2004 pour dépasser les 100 millions de personnes en 2015. 250 millions de personnes sont touchées par des crises humanitaires. Le nombre de personnes déplacées a atteint son niveau le plus haut depuis la Seconde Guerre mondiale avec près de 60 millions de personnes déplacées dans le monde. Plus de la moitié des réfugiés dans le monde sont des enfants. Un milliard d'êtres humains pourraient être déplacés en raison du changement climatique d'ici à 2050.

Face à ce constat, il est urgent de passer à l'action. Je soutiens donc la demande adressée aux États membres de soutenir le sommet humanitaire mondial et d'adopter des conclusions volontaristes définissant des engagements prioritaires en s'appuyant sur une conception politiquement impartiale de l'aide humanitaire.

J'apporte un soutien particulier en faveur d'une solution globale, durable et d'envergure mondiale à l'exode massif des réfugiés depuis les zones de conflit. Le rôle et la crédibilité de l'Europe sur la scène humanitaire mondiale sont en jeu dans la réponse apportée au sein de l'Union à la crise actuelle.

Mireille D'Ornano (ENF), par écrit. – L'objectif principal de ce rapport était de préparer les grands thèmes de la réunion du sommet humanitaire mondial prévu à Istanbul les 23 et 24 mai prochain.

Alors que le nombre de déplacés et de conflits est particulièrement inquiétant aujourd'hui compte tenu des multiples guerres issues du printemps arabe, le monde de l'aide humanitaire doit trouver des moyens plus efficaces et réalistes de parer à l'augmentation des besoins en aide de tous types dans le monde.

Soulignant l'importance d'accorder un financement à la hauteur des enjeux actuels, et de s'appuyer sur des intermédiaires locaux, ce rapport va dans le bon sens.

Néanmoins, de nombreuses propositions idéologiques n'ont rien à faire dans les sujets d'inquiétude évoqués. Ainsi, l'éducation à la vie relationnelle et sexuelle, est de manière tout à fait regrettable mis au même niveau que l'acheminement de l'eau dans un pays en guerre.

J'ai donc voté contre ce rapport qui n'identifie clairement pas les bonnes priorités en matière d'aide humanitaire.

Ангел Джамбазки (ECR), *в писмена форма*. – Представеният ни доклад от колегата Енрике Гереро Салом е значителен по обем и прави опит да даде насока при решаването на един тежък въпрос - този с хуманитарната активност като реакция срещу страданията на хората, породени от природни събития и човешката дейност.

Тук е мястото да посоча, че ЕС е един от най-големите донори на хуманитарна помощ в света, като редица европейски държави (държави членки) също, отделно от инструментите на Съюза, предоставят немалко хуманитарна помощ.

В тази връзка бих желал да изтъкна, че ние изпълняваме своя обществен дълг като държави, но не можем да решим сами световните хуманитарни кризи. Нещо повече, и тук в Европа, съвсем до нашите граници има хуманитарни кризи. В държави като моята, в България живеят хора, които се нуждаят от хуманитарна помощ, за да оцелеят. Да, звучи прекалено, за някои пресилено, но е истина.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI), *γραπτώς*. – Η ανθρωπιστική κρίση δημιουργείται κατά βάση και επιδεινώνεται από τις πολιτικές των μεγάλων δυνάμεων που αποσκοπούν κυρίως στην ενδυνάμωση των ρόλων τους στην παγκόσμια σκακιέρα. Τα οικονομικά συμφέροντα, η επιδίωξη του πλούτου και η αύξηση της γεωπολιτικής και γεωστρατηγικής θέσης τους αποτελούν την κύρια αιτία των συρράξεων, των κρίσεων και των πολέμων αλλά και της επιδείνωσης της κατάστασης του περιβάλλοντος.

Είναι απαραίτητη η διάθεση μιας σωστά δομημένης, συντονισμένης και αποτελεσματικής ανθρωπιστικής βοήθειας από όλες τις χώρες και από τους διεθνείς φορείς και οργανισμούς. Η οποιαδήποτε όμως προσέγγιση στο θέμα της ανθρωπιστικής βοήθειας πρέπει να γίνεται με ιδιαίτερη προσοχή στις ιδιαιτερότητες της εκάστοτε περιοχής και με σεβασμό των πολιτισμικών αξιών και της κουλτούρας των αντίστοιχων πληθυσμιακών ομάδων. Η συμμετοχή του ιδιωτικού τομέα στην ανθρωπιστική βοήθεια και στη διαχείριση της ανθρωπιστικής κρίσης πρέπει να είναι επικουρική και όχι με γνώμονα το κέρδος των αντίστοιχων επιχειρήσεων εις βάρος των επιδιωκόμενων στόχων.

Norbert Erdős (PPE), *írásban*. – Jelenleg a világ soha nem látott mennyiségű humanitárius válságot kell, hogy kezeljen. E válságok hossza és súlyossága is példa nélküli. Ennek eredményeként mára több a menekült és belső menekült, mint a második világháborút követően. 2016 májusában Ban Ki-moon, ENSZ-főtitkár kezdeményezésére Isztambulban kerül megrendezésre az első humanitárius csúcstalálkozó, amelynek célja a jelenlegi humanitárius rendszer átalakítása, hatékonyabbá tétele, illeszkedve az új kihívásokhoz. A jelentés ehhez kíván világos iránymutatásokat adni, különös tekintettel az élelmiszerbiztonság, népességnövekedés, éghajlatváltozás kérdéseire.

A kiszolgáltatottság csökkentése és a kockázatkezelés mellett a jelentés nagy hangsúlyt fektet az innováció révén történő átalakításra és a finanszírozás átláthatóbbá tételére. A jelentés a konferencia záródokumentumaként egy öt éves roadmap elfogadását szorgalmazza, amely tartalmazza a politikai kötelezettségvállalásokat a fejlesztés területén.

Edouard Ferrand (ENF), *par écrit*. – Je me suis abstenu sur cette ce rapport parce qu'il comporte trop de «cavaliers» sans rapport avec le sujet initial.

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Este relatório versa sobre a Cimeira Humanitária Mundial (CHM) e visa contribuir para uma posição comum da UE nesta cimeira. Refere-se que os objetivos da CHM passarão por reformular o sistema humanitário e adaptá-lo a um cenário de situações de emergência em rápida evolução, de modo a tornar a ação humanitária mais eficiente e preparada. Apela-se a uma maior aproximação entre as comunidades dedicadas à assistência humanitária e ao desvio do foco de ação da resposta para a prevenção e antecipação.

O mundo enfrenta crises humanitárias sem precedentes, tanto no seu número como na sua escala e persistência. O ano de 2014 testemunhou o dramático aumento do deslocamento forçado causado por guerras e conflitos, registando o nível mais alto da história recente. Grande parte destas situações é uma dolorosa demonstração do carácter desumano, explorador e agressivo do sistema capitalista e tem causas e responsáveis: os processos de desestabilização em vários pontos do globo e as guerras de agressão imperialistas, a política de domínio económico e de saque dos recursos naturais.

O relatório apela aos Estados-Membros para que estes integrem o negócio nos seus planos nacionais de emergência e defende o reforço da cooperação com o sector privado nas ações humanitárias. Uma visão que não partilhamos, pelo que não votámos favoravelmente.

Luke Ming Flanagan (GUE/NGL), *in writing*. – I abstained because I believe the EU creates many of these same humanitarian problems in the first place.

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Po nedávnych udalostiach je nepochybné, že svet čelí bezprecedentnej humanitárnej kríze v počtoch, rozsahu a vytrvalosti. Síce v poslednom období prišlo k výraznému zvýšeniu finančných prostriedkov, ale potreby v humanitárnej pomoci rastú oveľa rýchlejšie. V budúcnosti sa bezpečnostné riziká môžu zvýšiť, pretože sa rozširuje čím ďalej, tým viac vnímanie humanitárnej pomoci ako nástroja, ktorý sa využíva z politických alebo ekonomických dôvodov. Európska únia ako vedúci darca a kľúčový globálny hráč v humanitárnej činnosti, musí zaujať vedúcu úlohu v úsilí o účinnejšie a efektívnejšie spôsoby, ako splniť potreby osôb postihnutých konfliktami a katastrofami.

Budúcoročný Svetový samit o humanitárnej pomoci by sa mal preto zamerať na osobitnú ochranu žien, detí osôb so zdravotným postihnutím. Konkrétne ochrana by mala byť poskytovaná deťom, a to najmä na uľahčenie ich prístupu ku vzdelaniu počas mimoriadnych udalostí. Musíme sa snažiť spoločnými silami o väčšie zapojenie v spoluprácu súkromného sektora, mimovládnych organizácií, miestnych orgánov a medzinárodných organizácií v humanitárnych akciách a budovanie partnerstiev s netradičnými darcami. Európska únia musí prevziať vedenie a zohrávať kľúčovú úlohu v procese WHS, smerom k dosiahnutiu silného výsledku.

Lorenzo Fontana (ENF), *per iscritto*. – Relazione troppo generica, non si può affrontare un tema così delicato in questo modo. Non si specificano i beneficiari, in che modo saranno utilizzati questi finanziamenti e come e da chi sarà monitorato il loro impiego.

Λάμπρος Φουντούλης (NI), *γραπτώς*. – Η ανθρωπιστική κρίση, κατά βάση, δημιουργείται και επιδεινώνεται από τις πολιτικές των μεγάλων δυνάμεων που αποσκοπούν κυρίως στην ενδυνάμωση των ρόλων τους στην παγκόσμια σκακιέρα. Τα οικονομικά συμφέροντα, η επιδίωξη του πλούτου και η ισχυροποίηση της γεωπολιτικής και γεωστρατηγικής θέσης τους αποτελούν την κύρια αιτία των συρράξεων, των κρίσεων και των πολέμων αλλά και της υποβάθμισης του περιβάλλοντος.

Είναι απαραίτητη η παροχή σωστά δομημένης, συντονισμένης και αποτελεσματικής ανθρωπιστικής βοήθειας από όλες τις χώρες, τους διεθνείς φορείς και οργανισμούς. Η οποιαδήποτε όμως προσέγγιση για παροχή ανθρωπιστικής βοήθειας πρέπει να γίνεται με ιδιαίτερη προσοχή στις ιδιαιτερότητες της εκάστοτε περιοχής και με σεβασμό των πολιτισμικών αξιών και της κουλτούρας των αντίστοιχων πληθυσμιακών ομάδων. Η συμμετοχή του ιδιωτικού τομέα στην ανθρωπιστική βοήθεια και στη διαχείριση της ανθρωπιστικής κρίσης πρέπει να είναι επικουρική και όχι με γνώμονα το κέρδος των αντίστοιχων επιχειρήσεων εις βάρος των επιδιωκόμενων στόχων. Για τους παραπάνω λόγους καταψηφίζω την παρούσα έκθεση.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D), *in writing*. – I strongly believe that the EU should assume leadership and play a pivotal role in the World Humanitarian Summit process, towards a strong outcome. The EU should consider the World Humanitarian Summit as an opportunity to build partnerships and find common ground on humanitarian principles and international standards, and to enhance cooperation and coordination of assistance.

More cooperation and complementary is needed between humanitarian and development policies, which should go hand in hand with increased development aid and humanitarian funding. Moreover, special protection has to be given to women, children and people with disabilities. Specific protection should be provided to children and notably to the facilitation of their access to education during emergencies.

I support more involvement and cooperation of the private sector, NGOs, local authorities and international organisations in humanitarian actions and the building of partnerships with non-traditional donors.

Mariya Gabriel (PPE), par écrit. – J'ai voté en faveur du rapport sur la préparation du sommet humanitaire mondial car il s'agit d'une première, à l'initiative du Secrétaire général des Nations Unies, et car l'Union européenne et ses États membres, en tant que premier bailleur de fonds doivent préparer et assurer une influence majeure sur les conclusions de ce sommet.

Je salue la demande qui est faite d'inclure dans le document final du sommet humanitaire mondial une feuille de route de cinq ans pour le développement et la mise en œuvre des engagements politiques concrets qui auront été souscrits. Je salue aussi l'accent qui est mis sur la coordination d'une part entre les politiques et les instruments de l'Union et internationaux, sur le lien étroit entre humanitaire et développement, ainsi que sur la justice internationale.

Néanmoins, je regrette que le rapport ne propose pas une réflexion plus approfondie sur l'application du droit international humanitaire dans le contexte des crises humanitaires telles que celles liées aux groupes terroristes, ainsi qu'une réflexion sur un statut adapté pour les personnes déplacées suite aux effets du changement climatique.

Kinga Gál (PPE), írásban. – Jelenleg a világ soha nem látott mennyiségű humanitárius válságot kell, hogy kezeljen. E válságok hossza és súlyossága is példa nélküli. Ennek eredményeként mára több a menekült és belső menekült, mint a második világháborút követően. 2016 májusában Ban Ki-moon, ENSZ-főtitkár kezdeményezésére Isztambulban kerül megrendezésre az első humanitárius csúcstalálkozó, amelynek célja a jelenlegi humanitárius rendszer átalakítása, hatékonyabbá tétele, illeszkedve az új kihívásokhoz. A jelentés ehhez kíván világos iránymutatásokat adni, különös tekintettel az élelmiszerbiztonság, népességnövekedés, éghajlatváltozás kérdéseire.

A kiszolgáltatottság csökkentése és a kockázatkezelés mellett a jelentés nagy hangsúlyt fektet az innováció révén történő átalakításra és a finanszírozás átláthatóbbá tételére. A jelentés a konferencia záródokumentumaként egy öt éves roadmap elfogadását szorgalmazza, amely tartalmazza a politikai kötelezettségvállalásokat a fejlesztés területén.

Francesc Gambús (PPE), por escrito. – He votado a favor ante la constatación de que estamos viviendo una serie de crisis humanitarias sin precedentes a las que debemos dar la respuesta adecuada. En mayo de 2016 tendrá lugar en Estambul la Cumbre Humanitaria Mundial, que tendrá como objetivo la reconfiguración del sistema humanitario y su adaptación a un panorama de emergencias de rápida evolución, a fin de conseguir que la acción humanitaria sea más eficaz, efectiva y adecuada. La UE, como principal donante y actor mundial clave, tiene la responsabilidad de impulsar la búsqueda de formas más eficaces y efectivas para la ayuda humanitaria.

Eider Gardiazabal Rubial (S&D), por escrito. – Los socialistas hemos conseguido afianzar una posición progresista para la próxima Cumbre Humanitaria Mundial (Estambul, mayo de 2016), ponemos el acento en los elementos claves para reformar el actual sistema de ayuda humanitaria, tales como: garantizar la defensa de los principios humanitarios y la imparcialidad de la ayuda desde el punto de vista político y poner en marcha mecanismos para asegurar que los gobiernos rindan cuentas de sus funciones y responsabilidades en el ámbito de la protección de los más vulnerables.

Como medidas clave se propone: un consenso global para la acción humanitaria, mayor transparencia y rendición de cuentas respecto del uso de la ayuda, un código de conducta para donantes y un fondo global que asegure y facilite medios suficientes para atajar crisis como la del ébola o la de los refugiados sirios.

Lamentamos que los grupos extremistas (izquierdas y derechas) de la Eurocámara no hayan apoyado este informe o se hayan abstenido, sin apostar por la protección de los más vulnerables, por la dignidad humana y por el respeto a los derechos humanos. Han dejado en la cuneta el empoderamiento de las mujeres, la educación de los niños y la protección de los migrantes y refugiados en las situaciones de emergencia.

Elisabetta Gardini (PPE), per iscritto. – L'anno che si sta chiudendo ci ha ancora una volta messo di fronte a drammatiche emergenze umanitarie in tutto il mondo. Quelle nei paesi vicini all'Europa in particolare ci hanno toccato da vicino, generando un fenomeno migratorio senza precedenti. Oggi più che mai quindi dobbiamo moltiplicare i nostri sforzi per offrire assistenza umanitaria in loco alle popolazioni in difficoltà. Fra queste mi permetto di citare in particolare tutte le popolazioni cristiane perseguitate, troppo spesso dimenticate.

Elena Gentile (S&D), *per iscritto*. – Ho votato a favore della risoluzione del PE sui preparativi per il vertice umanitario mondiale: sfide e opportunità dell'assistenza umanitaria perché credo che il nostro mondo sia sempre più vulnerabile a causa della diversità e dell'intensità di carestie, calamità naturali, epidemie e conflitti diffusi in molteplici aree del pianeta. L'assistenza umanitaria deve oggi affrontare sfide e difficoltà sempre maggiori, non soltanto per la sproporzione tra costi dell'assistenza e riduzione dei budget a disposizione ma anche per le minacce e gli attacchi armati nei confronti degli operatori umanitari che rappresentano oltretutto una violazione del diritto internazionale umanitario. Condivido, dunque, l'esigenza di costruire un sistema umanitario più inclusivo e davvero globale, in grado di dare una risposta efficace ed efficiente alle grandi crisi mondiali, di tutelare i diritti fondamentali e la sicurezza del personale e degli assistiti e di sostenere il miglioramento del dialogo tra gli attori a tutti i livelli. Condivido, infine, l'invito rivolto all'UE, che continua a rappresentare il principale donatore di aiuti umanitari, ad assumere un ruolo di leadership nell'ambito del primo vertice umanitario (VUM) delle Nazioni Unite in Turchia e a farsi promotore di un accordo globale che individui precise priorità e modalità d'intervento umanitario.

Arne Gericke (ECR), *scritto*. – Ich habe für den Bericht über die Vorbereitung des Weltgipfels für humanitäre Hilfe: Herausforderungen und Chancen für die humanitäre Hilfe gestimmt, da ich einen solchen Gipfel für sinnvoll halte. Es gilt, eine neue *cultura caritatis* für unsere Welt zu begründen.

Jens Gieseke (PPE), *scritto*. – Es ist wichtig, dass der Weltgipfel für humanitäre Hilfe gründlich vorbereitet wird. Aktuell ist die Weltgemeinschaft mit humanitären Krisen konfrontiert, deren Ausmaße vergangene Krisen weit übersteigen. Deshalb ist es gerade jetzt wichtig, dass Lösungskonzepte auf internationaler Ebene entwickelt werden. Was wir brauchen, ist ein Fahrplan, der für die kommenden Jahre Bestand hat.

Neena Gill (S&D), *in writing*. – I supported the report on preparing for the World Humanitarian Summit given it is crucial we have a clear view on challenges and opportunities in this field in the run-up to the Istanbul summit. Given the significant number of grave humanitarian crises around the world, including in Syria, Iraq, Yemen, and many countries in Sub-Saharan Africa, it is of paramount importance that the EU, as the world's most important humanitarian actor, takes the lead during the summit to build partnerships and find common ground on humanitarian principles and international standards, and to enhance cooperation and coordination of assistance.

Key action points should include better protection for humanitarian aid workers, more cooperation and complementarity between humanitarian and development policies, and finding new sources for funding. The absolute priority should be the protection of children and their access to education. I therefore welcome that this report calls for specific protection to be provided to children who have fled their homes in a crisis, and notably to the facilitation of their access to education.

Tania González Peñas (GUE/NGL), *per iscritto*. – Nos hemos ABSTENIDO en la votación del informe sobre la Cumbre Humanitaria Mundial pues, pese a incluir referencias positivas, como por ejemplo en materia de género y derechos de los migrantes, en línea con la tendencia actual en el sistema de cooperación / ayuda de privatización, el informe llama a un impulso fuerte de la inclusión del sector privado en la acción humanitaria. De este modo, el informe llama a alinear las estrategias de acción con objetivos empresariales. El informe también llama al incremento de los partenariados público-privados en la acción humanitaria; partenariados que han demostrado tener escasa eficacia y que muchas veces se traducen en privatización de beneficios y socialización de los riesgos y pérdidas. Consideramos que la política de acción humanitaria tiene que ser una política puramente pública y no estar al servicio de intereses privados; solo de este modo podremos dotarnos de una política humanitaria robusta capaz de hacer frente a los retos que afrontamos.

Theresa Griffin (S&D), *in writing*. – I supported this report as it encourages the EU to assume leadership and play an important role in the World Humanitarian Summit (WHS) process. I would also encourage the UK Government to join the EU in taking a lead in humanitarian action, and to consider building partnerships and find common ground on humanitarian principles and international standards, through the opportunities presented through the WHS.

Nathan Gill (EFDD), *in writing*. – UKIP abstained on this non-legislative and non-binding report. UKIP does not recognise the legitimacy of or support the EU acting on behalf of the UK in any international capacity. The report calls for a new fund to be created to which financial contributions would be compulsory. It called for a European action plan and that the private sector align with EU development objectives. However we fully support the calls to end sexual based violence and stop discrimination of the LGBTI community, and that more needs to be done to end human rights abuses. While we cannot support the EU acting in the world, we cannot oppose calls to end abuses around the world – so we have to abstain on this report.

Antanas Guoga (ALDE), in writing. – The UN Secretary-General called for a first-ever World Humanitarian Summit (WHS) to be held in Istanbul in May 2016. In a world being faced with unprecedented humanitarian crisis there is a clear call to shift focus from response to prevention.

Sergio Gutiérrez Prieto (S&D), por escrito. – Los socialistas hemos conseguido afianzar una posición progresista para la próxima Cumbre Humanitaria Mundial (Estambul, mayo de 2016), ponemos el acento en los elementos claves para reformar el actual sistema de ayuda humanitaria, tales como: garantizar la defensa de los principios humanitarios y la imparcialidad de la ayuda desde el punto de vista político y poner en marcha mecanismos para asegurar que los gobiernos rindan cuentas de sus funciones y responsabilidades en el ámbito de la protección de los más vulnerables.

Como medidas clave se propone: un consenso global para la acción humanitaria, mayor transparencia y rendición de cuentas respecto del uso de la ayuda, un código de conducta para donantes y un fondo global que asegure y facilite medios suficientes para atajar crisis como la del ébola o la de los refugiados sirios.

Lamentamos que los grupos extremistas (izquierdas y derechas) de la Eurocámara no hayan apoyado este informe o se hayan abstenido, sin apostar por la protección de los más vulnerables, por la dignidad humana y por el respeto a los derechos humanos. Han dejado en la cuneta el empoderamiento de las mujeres, la educación de los niños y la protección de los migrantes y refugiados en las situaciones de emergencia.

András Gyürk (PPE), írásban. – Jelenleg a világ soha nem látott mennyiségű humanitárius válságot kell, hogy kezeljen. E válságok hossza és súlyossága is példa nélküli. Ennek eredményeként mára több a menekült és belső menekült, mint a második világháborút követően. 2016 májusában Ban Ki-moon, ENSZ-főtitkár kezdeményezésére Isztambulban kerül megrendezésre az első humanitárius csúcstalálkozó, amelynek célja a jelenlegi humanitárius rendszer átalakítása, hatékonyabbá tétele, illeszkedve az új kihívásokhoz. A jelentés ehhez kíván világos iránymutatásokat adni, különös tekintettel az élelmiszerbiztonság, népességnövekedés, éghajlatváltozás tekintetében.

A kiszolgáltatottság csökkentése és a kockázatkezelés mellett a jelentés nagy hangsúlyt fektet az innováció révén történő átalakításra és a finanszírozás átláthatóbbá tételére. A jelentés a konferencia zárodokumentumaként egy öt éves tervezet elfogadását szorgalmazza, amely tartalmazza a politikai kötelezettségvállalásokat a fejlesztés területén.

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL), γραπτώς. – Η ανθρωπιστική βοήθεια αποτελεί σημαντικό πυλώνα μιας πολιτικής που προωθεί την ανάπτυξη στις αναπτυσσόμενες χώρες. Η έκθεση προτείνει μια σειρά μέτρων που μας ικανοποιούν. Παρά ταύτα, σε πολλά σημεία η έκθεση διαμορφώνει προτάσεις που βασίζονται στις πολιτικές ανθρωπιστικής βοήθειας στη δράση του ιδιωτικού τομέα, κάτι με το οποίο δεν μπορούμε να συμφωνήσουμε. Για να υπογραμμίσουμε λοιπόν την κριτική μας υποστήριξη στην έκθεση, θεωρήσαμε πως η ενδεικνυόμενη στάση είναι η αποχή.

Marian Harkin (ALDE), in writing. – I, along with ALDE, voted strongly in favour of this report. The UN Secretary-General called for a first-ever World Humanitarian Summit (WHS) to be planned to be held in Istanbul next May. In a world being faced with unprecedented humanitarian crisis there is a clear call to shift the focus from response to prevention. The aim of the summit is to determine the future agenda in the fields of international humanitarian law, humanitarian intervention and assistance, as well as to establish norms strengthening international law and practice in this domain.

Hans-Olaf Henkel (ECR), schriftlich. – Der Bericht erörtert die Zielsetzungen der Europäischen Union im Hinblick auf den ersten Weltgipfel für humanitäre Hilfe, welcher am 23./24. Mai 2016 in Istanbul stattfinden wird. Der Bericht enthält eine Vielzahl von guten Empfehlungen. So sollen ein fünfjähriger Aktionsplan verabschiedet, eine Verbindung mit der internationalen Entwicklungsagenda hergestellt und die humanitäre Hilfe insbesondere in Flüchtlingslagern spürbar verbessert werden. Auf der anderen Seite gibt es auch problematische Teile. Unter anderem wird eine verpflichtende Finanzierung vonseiten der Geberländer gefordert, ohne dass präzisiert wird, wie diese verpflichtenden Zahlungen kontrolliert werden, wer hierfür zuständig ist und wie hoch der jeweilige Betrag für das entsprechende Geberland sein wird. Vor diesem Hintergrund habe ich mich der Stimme enthalten. Im Übrigen bin ich der Meinung, dass der Einheitseuro abgeschafft werden muss. Er führt zu Zwist und Zwietracht in Europa.

György Hölvényi (PPE), *írásban*. – Amint a mai jelentés is megállapítja, ma soha nem tapasztalt mértékben van szükség a humanitárius segítségnyújtásra világszerte. A szükségét szenvedők száma eddig nem tapasztalt mértéket öltött. Amikor tehát a segítségnyújtás módjairól vitatkozunk, csak átfogó partnerségekben gondolkodhatunk. Személyes tapasztalatom, hogy a Közel-Kelet ma a segítségnyújtás egyik súlyponti helye. Az iraki menekülttáborokban értetlenséggel tapasztaltam, hogy az EU nem épít a helyi egyházi közösségek, valamint segélyszervezeteik kapacitásaira és infrastruktúrájára a projektek lebonyolításakor.

Az olyan elismert szervezetek, mint az Aid to the Church in Need több mint 40 millió euró értékben hajtott végre projekteket a térségben. Összesen 38 különböző programjuk fut csak Irakban, és több mint 100 Szíriában. Ezek olyan alapszükségleteket biztosítanak sikerrel százezrek számára, mint a lakhatás, az oktatás vagy a foglalkoztatás. Azért érdemes ezekre az eredményekre tekintenünk, mert ez az a két ország, ahonnan a jelenlegi bevándorlás elindult, illetve ma is tart Európa felé.

Az Uniónak ma óriási erőfeszítéseket kell tennie azért, hogy a nélkülözőknek a saját hazájukban tudjon perspektívát felmutatni. Ez az üldözöttek érdeke is. Az Uniónak tehát módosítania kell a segélyezés szabályait, hogy a leginkább érintettek, így az üldözöttest elszoruló vallási kisebbségek is bekapcsolódhassanak a segélyprojektekbe. Figyelemre méltó, hogy a mai jelentés átgondolásra készíti a nemzetközi humanitárius segítségnyújtást, ezért szavazatommal támogattam azt.

Čtělín Sorin Ivan (S&D), *in writing*. – The world is being faced with humanitarian crises, unprecedented both in their number, scale and persistence. I have voted in favour of this report that will continue to emphasise the essential role of the NGOs in humanitarian action and to ensure that their views are taken into consideration throughout the process and reflected in the outcome.

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan*. – Glasao sam za izvješće o pripremanju za Svjetski humanitarni sastanak na vrhu: izazovi i mogućnosti za pružanje humanitarne pomoći, jer smo svjedoci da u svakodnevici u kojoj živimo izazovi su sve teži radi urbanizacije, naglog porasta stanovništva, demografskih promjena, učestalosti i povećanog intenziteta prirodnih katastrofa, uništavanja okoliša, klimatskih promjena, brojnih dugotrajnih sukoba koji se odvijaju istodobno i utječu na sve regije, te prouzrokuju nestašicu resursa, siromaštvo, nejednakost, migracije, raseljavanje i nestabilnost.

Upravo zato dolazimo do potrebe za pružanjem humanitarnog odgovora, te i ovo izvješće pozdravlja inicijativu UN-a da se prikupe obavještajni podaci iz cijelog svijeta kako bi se prirodne katastrofe preduhitrile te kako bi se pronašao način da se veći broj ljudi spasi i zaštiti od posljedica raznih vrsta kriza.

Diane James (EFDD), *in writing*. – My colleagues and I abstained on this non-legislative and non-binding report. UKIP does not recognise the legitimacy of or support the EU acting on behalf of the UK in any international capacity. The report calls for a new fund to be created to which financial contributions would be compulsory. It called for a European action plan and that the private sector align with EU development objectives. However we fully support the calls to end sexual based violence and stop discrimination of the LGBTI community, and that more needs to be done to end human rights abuses. While we cannot support the EU acting in the world, we cannot oppose calls to end abuses around the world – so we have to abstain on this report.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport de mon collègue Enrique Guerrero Salom sur les enjeux et perspectives en matière d'assistance humanitaire en vue de la préparation du sommet mondial humanitaire. La résolution appelle à insérer une feuille de route de cinq ans qui complètera le document final du sommet humanitaire mondial. Elle met aussi l'accent sur la complémentarité de l'aide humanitaire avec l'aide au développement qui doit être renforcée.

250 millions de personnes sont en effet touchées par des crises humanitaires et le nombre de personnes déplacées est à son plus haut niveau depuis la Seconde Guerre mondiale, d'où l'urgence des enjeux humanitaires aujourd'hui.

Ce rapport a été adopté, ce dont je me félicite.

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport qui vise à apporter une contribution claire au premier sommet humanitaire mondial d'Istanbul du 23 au 24 mai 2016 prochain. Ce rapport met également en évidence la complémentarité entre aide humanitaire et aide au développement.

Barbara Kappel (ENF), *schriftlich*. – Ich stimme gegen den vorliegenden Bericht. Der Begriff „Schutzbedürftige“ wird sehr weit ausgedehnt, und die geforderten Eingriffsrechte in die Einbindung privater Mittel in die humanitäre Hilfe und im Verwaltungssektor gehen zu weit.

Afzal Khan (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the report. The EU, as the leading donor and key global player in humanitarian action, has both a responsibility and the necessary leverage to take a leadership role in the quest for more efficient and effective ways to meet the needs of those affected by conflicts and disasters. It should consider the WHS as an opportunity to build partnerships and find common ground on humanitarian principles and international standards, and to enhance cooperation and coordination of assistance.

Bernd Kölmel (ECR), *schriftlich*. – Der Bericht erörtert die Zielsetzungen der Europäischen Union im Hinblick auf den ersten Weltgipfel für humanitäre Hilfe, welcher am 23./24. Mai 2016 in Istanbul stattfinden wird. Der Bericht enthält eine Vielzahl von guten Empfehlungen. So sollen ein fünfjähriger Aktionsplan verabschiedet, eine Verbindung mit der internationalen Entwicklungsagenda hergestellt und die humanitäre Hilfe insbesondere in Flüchtlingslagern spürbar verbessert werden. Auf der anderen Seite gibt es auch problematische Teile. Unter anderem wird eine verpflichtende Finanzierung vonseiten der Geberländer gefordert, ohne dass präzisiert wird, wie diese verpflichtenden Zahlungen kontrolliert werden, wer hierfür zuständig ist und wie hoch der jeweilige Betrag für das entsprechende Geberland sein wird. Vor diesem Hintergrund habe ich mich der Stimme enthalten.

Ádám Kósa (PPE), *írásban*. – Jelenleg a világ soha nem látott mennyiségű humanitárius válságot kell, hogy kezeljen. E válságok hossza és súlyossága is példa nélküli. Ennek eredményeként mára több a menekült és belső menekült, mint a második világháborút követően. 2016 májusában Ban Ki-moon, ENSZ-főtitkár kezdeményezésére Isztambulban kerül megrendezésre az első humanitárius csúcstalálkozó, amelynek célja, a jelenlegi humanitárius rendszer átalakítása, hatékonyabbá tétele, illeszkedve az új kihívásokhoz. A jelentés ehhez kíván világos iránymutatásokat adni, különös tekintettel az élelmiszerbiztonság, népességnövekedés, éghajlatváltozás kérdéseire.

A kiszolgáltatottság csökkentése és a kockázatkezelés mellett a jelentés nagy hangsúlyt fektet az innováció révén történő átalakításra és a finanszírozás átláthatóbbá tételére. A jelentés a konferencia záródokumentumaként egy öt éves roadmap elfogadását szorgalmazza, amely tartalmazza a politikai kötelezettségvállalásokat a fejlesztés területén.

Stelios Kouloglou (GUE/NGL), *in writing*. – The report aims to set out the European Parliament position towards the WHS in order to influence the EU's common position on the summit.

Among our amendments were those highlighting climate change, inequalities and economic violence as root causes of the humanitarian crisis, stressing the need for special protection of women and girls and LGBTI people, and calling for the need to ensure women and girls access to the full range of sexual and reproductive health services, including safe abortions.

However, the report calls for further cooperation between private sector actors in humanitarian actions, and for instance calls on the EU to explore and encourage partnerships with start-ups, and with insurance and technology companies, amongst others, with a view to developing tools for preparedness and deployment in emergencies. The report calls on the Member States to better integrate business into their respective national emergency response plans. Being also the shadow rapporteur I voted abstention.

Agnieszka Kozłowska-Rajewicz (PPE), *na piśmie*. – W sprawozdaniu na temat przygotowania do szczytu humanitarnego oraz wyzwań i możliwości pomocy humanitarnej głosowałam za uznaniem praw reprodukcyjnych kobiet i za dostępem do pełnego wachlarza świadczeń z tego zakresu, w tym do legalnej i bezpiecznej aborcji. W czasie kryzysów humanitarnych, jakie powstają m.in. w czasie konfliktów zbrojnych, często dochodzi do masowych gwałtów na kobietach, a nawet dzieciach; gwałt stosowany jest jako narzędzie wojny. Zakaz przerywania ciąży, która powstała w takich okolicznościach, oznacza zmuszanie kobiet do rodzenia dzieci, których ojcami są żołnierze wrogiej armii, często oprawcy i mordercy osób z najbliższej rodziny lub najbliższego otoczenia tych kobiet.

Nawet najbardziej restrykcyjne prawodawstwa, do jakich zaliczamy np. polskie prawo antyaborcyjne, dopuszcza aborcję w sytuacji, gdy ciąża jest wynikiem gwałtu. Niedanie takiego prawa kobietom zgwałconym w czasie działań wojennych byłoby niehumanitarne. W sytuacji braku dostępu do legalnej, bezpiecznej aborcji, zdesperowane kobiety radzą sobie bez lekarzy, co kończy się utratą zdrowia, a nawet życia. Według WHO nielegalna aborcja w krajach objętych kryzysem humanitarnym jest jedną z najczęstszych przyczyn śmierci kobiet, dlatego obowiązkiem niosących pomoc w takich sytuacjach jest także ratowanie kobiet, ofiar gwałtów stosowanych jako oręż wojny.

Ilhan Kyuchyuk (ALDE), *in writing*. – I supported the resolution because for one reason or another, there are ongoing humanitarian crises all over the world. In this context, the upcoming World Humanitarian Summit is our opportunity to change not only the life of affected people but also to bring back humanity and human rights to the top of our agenda.

Seen in this light the EU, as the biggest aid donor in the world and human rights champion, must take the leading role in upcoming meeting. Perhaps what is more important is the fact that as a leading power at the summit the EU must offer to the summit participants new innovative measures, policies and instruments to tackle ongoing humanitarian crises. Leadership is not an easy thing therefore we must prepare for it if we would like to continue to be world's leading humanitarian power.

Gilles Lebreton (ENF), *par écrit*. – Je me suis abstenu sur ce rapport. Certes, il a le mérite de chercher à développer l'aide humanitaire. Or beaucoup de personnes en ont besoin. Mais il est pollué par un certain angélisme à l'égard des migrants, et par la volonté de développer les «partenariats public/privé» qui sont pourtant sources d'abus et de dérives financières.

Philippe Loiseau (ENF), *par écrit*. – Malgré une approche plutôt prometteuse sur les perspectives nouvelles de l'aide humanitaire, en insistant notamment sur la prévention plutôt qu'une gestion au coup par coup souvent coûteuse et qui n'aide pas à l'autonomisation des pays touchés, ce rapport est en réalité pollué par des revendications n'ayant pas de lien direct avec notre sujet. S'y trouvaient ainsi un avis particulièrement orienté sur l'éducation sexuelle et l'éducation à la vie relationnelle», ainsi que plusieurs revendications LGBT.

Enfin, si le sommet doit concerner l'ensemble des populations touchées par une crise, les migrants et la volonté de leur offrir une protection particulière sont prédominants dans le texte. L'injonction envers les États membres d'augmenter leur financement, mais aussi de mettre en œuvre sans délais les mesures qui seront prises lors du sommet avec notamment un «plan global d'accueil des réfugiés», est une des principales caractéristiques de ce texte, tout comme l'appel à la contribution du secteur privé dans le cadre du financement de l'aide humanitaire.

Je me suis abstenu sur ce rapport piégeux.

Javi López (S&D), *por escrito*. – Voté a favor del informe sobre la preparación para la Cumbre Humanitaria Mundial: retos y oportunidades para la ayuda humanitaria, ya que supone un impulso positivo por parte del Parlamento Europeo a la celebración de la primera Cumbre Humanitaria Mundial, que se desarrollará en cuatro bloques sobre los que giran las recomendaciones del informe, cuya elaboración ha sido reforzada con un estudio, sesiones de trabajo con más de 30 organizaciones y actores humanitarios emplazados en el terreno y con reuniones con los Comisarios y Direcciones Generales de Presupuesto y Acción Humanitaria. El informe recoge, por tanto, las principales preocupaciones de un sector que se ve amenazado por el aumento sin precedentes de conflictos y desastres, la falta de medios, acceso y protección. Asimismo, se insiste al Consejo para que asegure una posición común firme de manera que nuestra voz se escuche a nivel global, y no solo se nos reconozca como uno de los mayores donantes, sino también como un organismo que asume responsabilidades y lidera con el ejemplo.

Juan Fernando López Aguilar (S&D), *por escrito*. – Los socialistas hemos conseguido afianzar una posición progresista para la próxima Cumbre Humanitaria Mundial (Estambul, mayo de 2016), ponemos el acento en los elementos claves para reformar el actual sistema de ayuda humanitaria, tales como: garantizar la defensa de los principios humanitarios y la imparcialidad de la ayuda desde el punto de vista político y poner en marcha mecanismos para asegurar que los gobiernos rindan cuentas de sus funciones y responsabilidades en el ámbito de la protección de los más vulnerables.

Como medidas clave se propone: un consenso global para la acción humanitaria, mayor transparencia y rendición de cuentas respecto del uso de la ayuda, un código de conducta para donantes y un fondo global que asegure y facilite medios suficientes para atajar crisis como la del ébola o la de los refugiados sirios.

Lamentamos que los grupos extremistas (izquierdas y derechas) de la Eurocámara no hayan apoyado este informe o se hayan abstenido, sin apostar por la protección de los más vulnerables, por la dignidad humana y por el respeto a los derechos humanos. Han dejado en la cuneta el empoderamiento de las mujeres, la educación de los niños y la protección de los migrantes y refugiados en las situaciones de emergencia.

Antonio López-Istúriz White (PPE), *por escrito*. – Este informe evalúa las debilidades y amenazas a las que se enfrenta el mundo en el que vivimos y que son crecientes debido a catástrofes naturales, el rápido crecimiento de la población o la escasez de recursos, entre otras cosas.

A continuación, se enumera lo que se espera de la Cumbre Humanitaria Mundial, convocada por las Naciones Unidas y que se celebrará en Turquía. Entre otros objetivos, el Parlamento insta a los Estados miembros a adoptar compromisos específicos y áreas de acción prioritarias, y a la propia UE, como mayor donante de ayuda humanitaria del mundo, a que dé muestras de liderazgo en dicha Cumbre.

Además, entre otras cosas se pide que el derecho a la educación sea garantizado de manera más eficaz en situaciones de crisis humanitarias prolongadas y que se ponga un especial énfasis en la cuestión del cambio climático y la acción humanitaria.

Por los motivos aquí expuestos y por otros, para los que no hay espacio pero son igualmente cruciales, he votado a favor de este informe.

Vladimír Maňka (S&D), *písomne*. – Európska únia je najväčším darcom a podporovateľom humanitárnych činností. Humanitárna pomoc je založená na štyroch zásadách zakotvených aj v Lisabonskej zmluve – humanita, neutralita, nestrannosť a nezávislosť. Mala by byť teda poskytovaná ľuďom, ktorí ju skutočne potrebujú, bez ohľadu na akékoľvek vonkajšie alebo vnútorné faktory krajiny, v ktorej žijú. Počet ľudí odkázaných na humanitárnu pomoc v posledných rokoch násobne stúpa, čo je ovplyvnené vnútornými a regionálnymi konfliktami krajín, ale aj prírodnými katastrofami. Situácia je o to zložitejšia, že niektoré krajiny nerešpektujú medzinárodné humanitárne právo a znemožňujú tak poskytnutie pomoci.

Nariadenie o humanitárnej pomoci bolo prijaté v roku 1996 a je logické, že za dvadsať rokov svojej existencie už nezodpovedá meniacej sa situácii vo svete. Preto je nutné ho revidovať a prispôbiť novým podmienkam tak, aby poskytovanie pomoci bolo koordinované a efektívne v záujme tých, ktorí humanitárnu pomoc potrebujú a sú na ňu odkázaní.

Νότης Μαρτιάς (ECR), *γραφώς*. – Ψηφίζω υπέρ της έκθεσης με τίτλο «Προετοιμασία για την Παγκόσμια Ανθρωπιστική Διάσκεψη Κορυφής: προκλήσεις και ευκαιρίες για την ανθρωπιστική βοήθεια» και παραπέμπω σχετικά στους λόγους που ανέφερα αναλυτικά στην ομιλία μου προς την Ολομέλεια του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου στις 15/12/2015.

David Martin (S&D), *in writing*. – I voted for this resolution which ‘Stresses that today’s enormous humanitarian challenges require a more inclusive, diverse and truly global humanitarian system, to be strengthened at the WHS, that, at the same time, recognises the diversity in today’s humanitarian response system and the complementary roles of all actors; calls on the EU to promote a “Global Consensus on Humanitarian Action” that reaffirms the principles of humanitarian aid and the obligations and entitlements under international humanitarian law (IHL), while ensuring people-centred and human rights-based protection responses, and holds governments accountable for their roles and responsibilities in protecting people; raises awareness of the negative impacts of the politicisation of humanitarian assistance, and recalls that the upholding of, and continued commitment to, core humanitarian principles is critical to ensure a humanitarian space in areas of conflict and natural disasters’.

Dominique Martin (ENF), *par écrit*. – Je me suis abstenu sur ce texte. Ce rapport prépare les grands textes qui seront abordés lors du Sommet humanitaire mondial qui se tiendra les 23 et 24 mars 2016 à Istanbul. Ce sommet se tient pour la première fois, suite aux récents conflits et aux grandes quantités de personnes déplacées.

Ce rapport appelle les États membres à augmenter leurs financements pour l’aide humanitaire afin de garantir un haut niveau d’aide à toutes les personnes.

Ce texte prometteur ouvre de nouvelles perspectives sur l’aide humanitaire en insistant notamment sur la prévention plutôt que sur une gestion au coup par coup. Mais il est hélas pollué par des revendications qui n’ont aucun lien avec le sujet. L’on se retrouve ainsi avec un texte réorienté vers l’éducation sexuelle et «l’éducation de la vie relationnelle», pollué par les revendications LGBT, et bien sûr, dirigé au grand bénéfice des migrants.

Fulvio Martusciello (PPE), *per iscritto*. – Sono favorevole alla relazione riguardante la preparazione per il vertice umanitario mondiale.

Le enormi sfide, per il vertice umanitario mondiale, richiedono l'elaborazione di un nuovo sistema umanitario volto a rafforzare e promuovere la tutela dei principi dell'aiuto umanitario, garantendo risposte di protezione, incentrate sulle persone e fondate sui diritti umani, in grado anche di responsabilizzare i governi, le autorità locali, e le organizzazioni internazionali, per promuovere l'adozione di azioni volte a garantire l'accesso all'assistenza delle comunità interessate, in particolare le donne, i bambini e le categorie più vulnerabili, e la loro partecipazione ai relativi processi decisionali.

Jiří Maštálka (GUE/NGL), *pisemně*. – Dnes jsme hlasovali o zprávě, která se zabývá přípravou na Světový humanitární summit. Humanitární pomoc je velice důležitým tématem, jsem proto rád, že jsme měli možnost toto téma diskutovat. Ve zprávě se objevují alarmující fakta o tom, že počet lidí v nouzi se od roku 2004 více než zdvojnásobil a v roce 2015 přesahuje 100 milionů; humanitární krizí je postiženo 250 milionů osob; a počet nuceně vysídlených osob je nejvyšší od 2. světové války, když dosáhl téměř 60 milionů. Musíme si také uvědomit, že nejvíce jsou těmito následky postiženy děti, ženy a jiné obzvláště zranitelné skupiny osob. Zcela se ztotožňuji s tím, že chudoba a náchylnost ke krizím jsou nerozlučně spjaté, což zdůrazňuje nutnost řešit skryté příčiny krizí a plnit dlouhodobé potřeby krizemi postiženého obyvatelstva. Také jsem si velice dobře vědom toho, že důsledky humanitárních krizí budou ještě závažnější, pokud se nebudou řešit jejich skutečné příčiny a humanitární pomoc nebude lépe propojena s rozvojovou spoluprací. Protože se ve zprávě ale zdůrazňuje zejména význam soukromého sektoru včetně obchodních cílů, což si osobně myslím, že k prioritám v rámci humanitární pomoci úplně nepatří, v konečném hlasování jsem se zdržel.

Barbara Matera (PPE), *per iscritto*. – La relazione del collega Salomi si propone di affrontare le sfide crescenti in materia di aiuti e di assistenza umanitaria. L'UE dovrebbe prendere in considerazione la possibilità di sponsorizzare un «Consenso globale in materia di azione umanitaria», riconoscendo la diversità dell'attuale sistema di risposta umanitaria e sfruttando tutti i ruoli complementari. Appoggio votando favorevolmente.

Gabriel Mato (PPE), *por escrito*. – La UE tiene que asumir el liderazgo y desempeñar un papel central en el proceso de la Cumbre Humanitaria Mundial, que se va a celebrar en Turquía en mayo de 2016.

En el Parlamento Europeo deseamos que esta ocasión sea aprovechada plenamente para conseguir unas posiciones y objetivos comunes, porque el trabajo conjunto es la única forma de afrontar una situación que es más complicada cada día en materia humanitaria.

Doy mi apoyo al informe en el que, desde el Parlamento Europeo, dejamos claro que la UE tiene que adoptar un papel firme en esa Cumbre para responder a las necesidades de las personas en situación de conflicto, mejorar la eficacia humanitaria, asegurar la financiación de las medidas, reducir la vulnerabilidad y mejorar la gestión del riesgo e introducir una cultura de innovación.

Κώστας Μαυρίδης (S&D), *γραπτώς*. – Η παγκοσμιοποιημένη σημερινή κοινωνία αντιμετωπίζει ανθρωπιστικές κρίσεις διαφόρων μεγεθών που καταλήγουν σε μια τεράστια και ατέλειωτη ανθρωπιστική κρίση με πολλές διαφορετικές πτυχές και επιπτώσεις, όπως ο εκτοπισμός των πληθυσμών και τα άνευ προηγουμένου προσφυγικά ρεύματα. Αιτίες αυτής της κρίσης είναι οι πολεμικές συγκρούσεις αλλά και οι φυσικές καταστροφές λόγω των κλιματικών αλλαγών - όλα προϊόντα της ανθρώπινης μισαλλοδοξίας και πλεονεξίας.

Όντας αυτόπτες μάρτυρες αυτής της δραματικής αύξησης του αριθμού των ανθρώπων που έχουν άμεση ανάγκη για βοήθεια, δεν μπορούμε να κλείσουμε τα μάτια στην πραγματικότητα. Το κατεπείγον του προβλήματος και η υπολειπτικότητα της σημερινής αντιμετώπισης αποδεικνύονται από την σύγκληση της πρώτης Παγκόσμιας Διάσκεψης Κορυφής στην Κωνσταντινούπολη τον ερχόμενο Μάιο.

Τα έκτακτα μέτρα παροχής βοήθειας που έχουν ληφθεί μέχρι σήμερα αποδείχθηκαν ανεπαρκή για να αντιμετωπίσουν και να περιορίσουν το εύρος και την πολυπλοκότητα του προβλήματος και δεν κατόρθωσαν να παράσχουν πραγματική προστασία στους συνανθρώπους μας. Ψηφίζοντας λοιπόν υπέρ της έκθεσης, θέλω να τονίσω την επιτακτική ανάγκη υιοθέτησης μιας μακροπρόθεσμης παγκόσμιας κοινής πολιτικής που θα μπορεί να προβλέπει και να προλαμβάνει τα γεγονότα πριν αυτά συμβούν. Η ΕΕ, πρωτοπόρος σε θέματα ανθρωπιστικής βοήθειας, πρέπει να συνεχίσει να παίζει καίριο ρόλο σε αυτή την προσπάθεια με απώτερο στόχο την δημιουργία μιας «παγκόσμιας κοινής αντίληψης για την ανθρωπιστική βοήθεια».

Georg Mayer (ENF), *schriftlich*. – Aufgrund der Tatsache, dass hier unter anderem auch Klimaflüchtlinge, LGBTI und besonders HIV-infizierte Personen als „schutzbedürftig“ definiert werden und dass man durch Einbindung privater Mittel in die humanitäre Hilfe und zudem in den Verwaltungssektor verschiedener Mitgliedstaaten eingreifen will, lehne ich diesen Bericht ab.

Mairead McGuinness (PPE), *in writing*. – I support this report except in such instances whereby national governments were obliged to make compulsory financial payments, as this is an issue of national competence.

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – Ce rapport plein de bonnes intentions soutient les initiatives de l'ONU, notamment en matière d'aide et d'accueil des migrants. Mais il ignore largement les causes géopolitiques des désastres humanitaires actuels, à commencer par la responsabilité des gouvernements de l'UE dans les conflits et déplacements de populations.

Il ignore aussi le jeu hypocrite de l'UE avec la Turquie, hôte de ce Sommet. L'UE offre en effet 3 milliards à ce pays en fermant les yeux sur le soutien apporté par son gouvernement aux groupes djihadistes qui déstabilisent la Syrie et aggravent la crise humanitaire. Et sans dire un mot des graves violations des droits démocratiques dans ce pays.

Le rapport demande une augmentation de l'aide humanitaire sur le terrain sans pour autant dénoncer les violations régulières du droit international humanitaire comme le bombardement de l'hôpital MSF par les États-Unis d'Amérique en Afghanistan. En outre, le rapport défend une privatisation croissante du système mondial de financement et de décision sur l'aide humanitaire.

Je m'abstiens pour ne pas décourager l'aide humanitaire mais je refuse de cautionner l'hypocrisie européenne croissante à ce sujet.

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente a resolução sobre a preparação para a Cimeira Humanitária Mundial: desafios e oportunidades para a ajuda humanitária. O mundo enfrenta, neste momento, crises humanitárias sem precedentes, tanto no seu número como na sua escala e persistência. As catástrofes naturais recorrentes, as situações de emergência de nível 3 na Síria, no Iraque, no Líbano, no Sudão do Sul e na República Centro-Africana e o surto de ébola na África Ocidental aumentaram exponencialmente o número de pessoas com necessidade de ajuda humanitária.

A Cimeira Humanitária Mundial, que terá lugar em Istambul em maio de 2016, deve tentar reformular o sistema humanitário e adaptá-lo a novos cenários, como por exemplo, a atual crise de refugiados. Só assim podemos ter a esperança de tornar a ação humanitária mais eficiente e preparada para o futuro.

A UE tem a responsabilidade e dispõe das capacidades necessárias para assumir um papel de liderança na busca de modos mais eficientes e eficazes de satisfazer as necessidades das vítimas de conflitos e catástrofes.

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. – While this report contained amendments aimed at providing humanitarian assistance which I was happy to support, the final version of the report regrettably contained references to the right to abortion and therefore I could not support the final version of the text.

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – Le monde est fortement menacé par des crises humanitaires à répétition. La complexité des conflits, la teneur des catastrophes naturelles, la multiplication des famines, les effets du changement climatique, la crise Ebola, la crise migratoire, etc. conduisent notre système humanitaire au bout de ses limites. La crise migratoire et l'accueil des réfugiés nous ont rappelé notre interdépendance, notre devoir d'humanité et l'importance d'agir sur le terrain du développement pour traiter les causes profondes des crises.

Je me réjouis de l'adoption du rapport sur le sommet mondial humanitaire qui aura lieu à Istanbul en 2016. Ce rapport jette les bases qui permettront à l'Union européenne de peaufiner la position et la stratégie qu'elle défendra dans le cadre de ce sommet important. Ce sommet représente une occasion unique pour renforcer l'aide humanitaire, rechercher des solutions innovantes et mettre en place des instruments à la hauteur des défis durables auxquels nous devons faire face.

Miroslav Mikolášik (PPE), *písomne*. – V súvislosti so správou k príprave na Svetový humanitárny samit: Výzvy a príležitosti v oblasti humanitárnej pomoci považujem za dôležité zdôrazniť paradoxnosť pozície Európskej únie, ktorá v čase, keď svet čelí humanitárnym krízam, ktoré sú bezprecedentné z hľadiska počtu obetí, navrhuje ich počet ešte zvýšiť o nenarodené deti, vyzývajúc na uľahčenie prístupu k potratom. Namiesto toho, aby potrebné financie dostávali zariadenia a inštitúcie, ktoré zachraňujú ľudské životy, únia chce podporovať miliónmi organizácie, ktoré vykonávajú a propagujú potraty v rozvojových krajinách, a tým ľudské životy maria, hoci je to proti potrebám, ktoré deklarujú samotné ženy v týchto krajinách. Nedávno priamo na pôde Európskeho parlamentu, napríklad zambijská ambasádorka v Belgicku vyjadrila želanie, aby rozvojová pomoc išla skutočne na pomoc matkám a deťom. Vo viacerých krajinách tretieho sveta sa totiž vďaka zlepšujúcej sa zdravotnej starostlivosti a celkovým životným podmienkam dosahuje pokles úmrtí matiek. Tento fakt chcú však propotratové organizácie umelo pripísať rozširovaniu potratov vo svete.

Marlene Mizzi (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the report on preparing for the World Humanitarian Summit (WHS) by rapporteur Enrique Guerrero Salom, because there are various elements of the report which I fully support, especially in view of the changing nature of humanitarian challenges that the world is facing at the moment. The summit presents a unique opportunity to work together to ensure a principled and effective humanitarian action. Having said that however, I voted against the provisions in this report calling for the termination of pregnancy through induced abortion. The use of abortion is not the right way forward to resolve health or social problems and I am against it.

Csaba Molnár (S&D), *írásban*. – A Fejlesztési Bizottság jelentése arra hívja föl a figyelmet, hogy a soha nem látott mennyiségű, súlyosságú és hosszúságú humanitárius válságok eredményként ugrásszerűen megnőtt a humanitárius segítségnyújtásra szorulóak száma. Mindezen gondokkal való szembenézésre és a megoldások fölkeresésére az ENSZ-főtitkár 2016 májusára összehívta az első humanitárius csúcstalálkozót. A rendezvény célja, hogy a humanitárius rendszert átalakítsa és hozzáigazítsa a vészhelyzetek gyorsan változó színteréhez, hatékonyabbá, eredményesebbé és időtállóvá téve a humanitárius fellépést. Egyértelmű igény van arra, hogy szorosabbá váljék a kapcsolat a humanitárius és a fejlesztési közösségek között, valamint hogy a válaszadásról áthelyeződjön a hangsúly a megelőzésre és az előrejelzésre.

A jelentés rámutat, hogy a soha nem látott mértékű szükséglet és az erőforrások korlátozott volta következtében a globális humanitárius segítségnyújtási rendszer elérte teljesítőképessége határait, ugyanakkor viszont a tisztesség, a méltóság, az emberiség és a szolidaritás alapvető értékei forognak kockán. A Fejlesztési Bizottság azt javasolja a Parlamentnek, hogy foglaljon állást amellett, hogy az Unió vállalja a vezető szerepet, és játsszék kulcsszerepet a humanitárius csúcstalálkozóhoz vezető folyamatban, egy olyan határozott eredmény elérése érdekében, amelyet a humanitárius elvek és a kedvezményezettek szükségletei vezérelnek. Ennek érdekében az Uniónak határozott közös állásponttal és egységes fellépéssel kell Isztambulban megjelennie. A jelentés egy ilyen álláspont részleteire tesz javaslatot. Az előterjesztést támogattam.

Cláudia Monteiro de Aguiar (PPE), *por escrito*. – As crises humanitárias têm crescido nos últimos anos em termos de escala e de frequência. O número de pessoas forçadas a deslocar-se atingiu o valor mais alto desde a Segunda Guerra Mundial. Estamos a falar de mais de 60 milhões de pessoas, das quais 40 milhões são deslocadas no interior dos seus países, e mais de metade dos refugiados a nível mundial são crianças. Este documento pretende ser um contributo para a primeira Cimeira Mundial Humanitária que vai ter lugar em maio do próximo ano em Istambul.

Concordo, com a inclusão de um plano de ação, com uma duração de 5 anos, para operacionalizar as ações e os compromissos políticos assumidos, bem como com a complementaridade necessária entre a ajuda humanitária e a ajuda ao desenvolvimento, para fazer face aos inúmeros obstáculos e à falta de coordenação entre estas duas políticas. Sou também favorável à necessidade de analisar a Convenção de Genebra para os Refugiados e a Convenção de Kampala, de forma a adaptá-la aos problemas do nosso mundo atual. Subscrevo também a necessidade de analisar a questão dos refugiados climáticos, que é hoje motivo para a deslocação interna de milhares de pessoas.

Por acreditar que podemos e devemos fazer mais pelos grupos mais vulneráveis, voto a favor deste relatório.

Claude Moraes (S&D), *in writing*. – Given recent humanitarian crises and particularly in the case of Syria, where the UK government has rightly provided aid to affected regions, Labour MEPs should welcome this report and put particular pressure on the UK government to lead as a key global player in humanitarian action. Access to education must be a priority in humanitarian emergencies, and Labour MEPs should join calls for this to be a key point on the agenda of the World Humanitarian Summit next year in Istanbul.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce texte qui porte sur les enjeux et les perspectives en matière d'assistance humanitaire en vue du sommet humanitaire mondial qui se tiendra début 2016 en Turquie. Ce texte rappelle que la prévalence et l'intensité accrue des catastrophes naturelles, les nombreux conflits et les déplacements liés à ces catastrophes ont entraîné un besoin accru de l'aide humanitaire dans le monde. Il demande notamment aux États membres de l'Union et aux autres donateurs d'augmenter leurs financements au bénéfice des acteurs locaux de l'aide humanitaire, qui disposent de la capacité, des compétences et des moyens nécessaires pour intervenir sur le terrain.

Alessia Maria Mosca (S&D), *per iscritto*. – Esprimiamo il nostro deciso sostegno a questa risoluzione, resasi necessaria dopo che il Segretario generale delle Nazioni Unite ha convocato il primo Vertice umanitario mondiale, che si terrà nel maggio 2016 a Istanbul.

Infatti, il mondo è di fronte a crisi umanitarie senza precedenti, per numero, dimensioni e persistenza. I finanziamenti sono effettivamente cresciuti, ma i bisogni lo hanno fatto più velocemente. Inoltre i pericoli per la sicurezza possono aumentare attraverso la percezione che l'aiuto umanitario venga utilizzato per ragioni politiche o economiche. Accogliamo con particolare soddisfazione il lavoro del relatore perché si basa sull'idea che l'Unione europea, in quanto donatore principale e attore chiave a livello globale nelle azioni umanitarie, ha delle responsabilità ma anche la forza necessaria per assumere un ruolo di leadership nella ricerca di modi più efficienti ed efficaci per soddisfare le esigenze delle persone colpite da conflitti e catastrofi.

Victor Negrescu (S&D), *in writing*. – I have voted for this report that will instate an operational framework for the key stakeholders, the NGOs and development communities, with the purpose of creating convergence between humanitarian aid and development policy, in order to reduce and manage future humanitarian risks.

Luděk Niedermayer (PPE), *písemně*. – Podpořil jsem zprávu obsahující i některé sporné body týkající se kulturně-etických otázek, protože mám za to, že je třeba vyslat pozitivní signál s cílem přispět k tomu, aby připravovaný světový humanitární summit byl úspěchem založeným na nestranné pomoci a obecné shodě na uplatňování humanitárních zásad lidskosti, neutrality, nestrannosti a nezávislosti i dodržování závazků podle mezinárodního humanitárního práva.

Franz Obermayr (ENF), *schriftlich*. – Ich hätte mich der Stimme enthalten, da ich zunächst die Nationalstaaten beim Thema humanitärer Hilfe in der Verantwortung sehe. Wenn man schon so weit gehen will, Brüsseler Kompetenzen in diesem Bereich begründen zu wollen, dann gehen mir die Maßnahmen nicht weit genug bzw. in die falsche Richtung.

Urmas Paet (ALDE), *kirjalikult*. – Toetasin. Humanitaarabi andmise keskkond on märkimisväärselt muutunud, eelkõige humanitaarhädalukordade arvu, ulatuse ja kestuse poolest, mis tuleneb nii sõjalistest konfliktidest kui ka looduskatastroofidest ning mida raskendavad üleilmsed suundumused, nt kliimamuutused. EL on juhtiva abiandjana algatanud humanitaarabi andmise häid tavasid, aga ajaga peab dünaamiliselt kaasas käima ja muutma oma strateegiaid vastavalt. Humanitaarabi andmisel on otsustav kiirus. Samuti on oluline, et liikmesriigid lubatud rahalised panused ka realselt teostaksid.

Margot Parker (EFDD), *in writing*. – UKIP abstained on this non-legislative and non-binding report. UKIP does not recognise the legitimacy of or support the EU acting on behalf of the UK in any international capacity. The report calls for a new fund to be created to which financial contributions would be compulsory. It called for a European action plan and that the private sector align with EU development objectives. However we fully support the calls to end sexual based violence and stop discrimination of the LGBTI community, and that more needs to be done to end human rights abuses. While we cannot support the EU acting in the world, we cannot oppose calls to end abuses around the world – so we have to abstain on this report.

Marijana Petir (PPE), *napisan.* – Protiv sam ovoga izvješća jer krivo adresira većinu modernih problema zaštite ljudskih prava i osiguranja humanitarne pomoći.

U krizama koje su izazvane prirodnim činiteljima postoji već razrađen model djelovanja razina vlasti i međunarodnih institucija. Također sam protiv sam jer ne postoji model obvezivanja financiranja programa humanitarne zaštite koji bi bio pravedan prema svima. Pogrešno je insistirati na tome da regionalne organizacije ili privatni sektor snose financijske troškove humanitarnih kriza i upitno je kako uspostaviti sustav koji bi ispravno i pravično određivao davanja koja pojedina država, regionalna organizacija ili privatni sektor mora izdvojiti.

Potrebno je razvijati dosljednu vanjsku politiku koja održava u punini glavne prioritete Europske unije u pogledu zaštite ljudskih prava, demokracije, prevencije nasilnih oružanih sukoba ili ugroza ljudske sigurnosti.

Tonino Picula (S&D), *napisan.* – Ususret prvom Svjetskom humanitarnom sastanku na vrhu potrebno je podržati inovativne načine razmišljanja i djelovanja u području pružanja humanitarne pomoći s obzirom na kontinuitet ljudski uzrokovanih konflikata i prirodnih katastrofa. S obzirom na izbjegličku i migrantsku krizu te klimatske promjene, sustav humanitarne pomoći preopterećen je i zahtijeva nove mehanizme, financijske instrumente i oblike međunarodne suradnje.

Posebno treba pohvaliti napore Unije da primjerom povede u pogledu većeg fokusa na uzroke, odnosno prevenciju i predviđanje katastrofa nego na posljedice, odnosno saniranje. Također, samo uz fleksibilno i pravovremeno pružanje financijskih sredstava, i to uz fokus na one koji su najugroženiji poput žena i djece, moguće je osigurati učinkovitost i efektivnost humanitarne pomoći.

Andrej Plenković (PPE), *napisan.* – „Izvješće o pripremama za Svjetski humanitarni sastanak na vrhu: izazovi i mogućnosti za pružanje humanitarne pomoći” podnio je Enrique Guerrero Salom.

S obzirom na to da su humanitarni izazovi koji se odvijaju istodobno i utječu na cijele regije te prouzrokuju nestašicu resursa, siromaštvo, nejednakost, migracije, raseljavanje i nestabilnost sve teži, podržavam ovo izvješće koje ukazuje na potrebu da se na Svjetskom humanitarnom sastanku na vrhu ubrza preustroj sustava pružanja humanitarne pomoći kako bi bolje služila onima kojima je potrebna. Moramo zaštititi humanitarna načela ljudskosti, neutralnosti, nepristranosti i neovisnosti te temeljna pravila međunarodnog humanitarnog prava i ljudska prava utvrđena Ženevskim konvencijama i njihovim dopunskim protokolima. Od izuzetne je važnosti potaknuti svjetsku zajednicu koja će se okupiti na Svjetskom humanitarnom sastanku na zaštitu ljudskih prava, poštivanje načela humanosti, nepristranosti te osuditi zlouporabe neutralnosti ili nepoštovanja glavnih humanitarnih načela u političke, vojne ili nehumanitarne svrhe.

Miroslav Poche (S&D), *pisemně.* – Současná složitá mezinárodní situace přináší bezprecedentní množství humanitárních výzev, které si vyžadují jasné odpovědi a opravdu globální a funkční systém humanitární pomoci. Jako sociální demokrat jsem přesvědčen o nutnosti posílit systém ochrany těch nejzranitelnějších založený na solidaritě a společné odpovědnosti. Potřebujeme, aby humanitární pomoc byla účinnější, účelnější a více zaměřena na prevenci. Na Světovém humanitárním summitu, který se bude v květnu konat v tureckém Istanbulu, by stávající systém měl být do značné míry přetvořen a v tomto smyslu posílen. Evropská unie je největším dárce v oblasti humanitární pomoci, čímž mimo jiné prokazuje sílu svého hodnotového zázemí a hlásí se k myšlence skutečné globální odpovědnosti. Doufám proto, že Světový humanitární summit přinese zřetelné odpovědi a zlepšení současného stavu.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), *per iscritto.* – Nel mondo sono in corso crisi umanitarie senza precedenti sia in termini di portata e che di durata. Costanti e prolungati conflitti per mano dell'uomo e ricorrenti catastrofi naturali, hanno alimentato un netto incremento del numero di persone che necessitano di aiuti umanitari. Questo ha portato il sistema di risposta umanitaria ai limiti. In un contesto in cui il divario tra esigenze umanitarie e risorse operative e finanziarie disponibili per rispondervi rischia di ampliarsi ulteriormente, il Segretario generale dell'ONU Ban Ki-Moon, ha convocato un inedito primo vertice umanitario mondiale (VUM). Si cercherà di ristrutturare e adeguare il sistema umanitario a uno scenario di emergenze in rapida evoluzione onde rendere l'azione umanitaria più efficiente, efficace e adatta alle esigenze future. Si parlerà di finanziamento umanitario, di gestione del rischio, di una cultura dell'innovazione in materia di aiuti umanitari e del ruolo essenziale delle ONG. Voto favorevolmente affinché, a meno di un anno dal vertice, si possa iniziare a fare qualcosa di concreto al fine di ridurre e gestire i futuri rischi umanitari.

Franck Proust (PPE), *par écrit*. – J'ai voté pour la résolution en vue de la préparation du sommet mondial humanitaire. Le portrait de la situation humanitaire mondiale est toujours aussi terrifiant. Les conflits, crises, guerres touchent un pan entier de l'Humanité. Même si chaque situation est différente, nous pouvons mettre en place des plans d'action efficaces pour les personnes en temps de guerre, mais aussi en pensant à la reconstruction et aux suites de ces conflits.

Julia Reid (EFDD), *in writing*. – UKIP abstained on this non-legislative and non-binding report. UKIP does not recognise the legitimacy of or support the EU acting on behalf of the UK in any international capacity. The report calls for a new fund to be created to which financial contributions would be compulsory. It called for a European action plan and that the private sector align with EU development objectives. However we fully support the calls to end sexual based violence and stop discrimination of the LGBTI community, and that more needs to be done to end human rights abuses. While we cannot support the EU acting in the world, we cannot oppose calls to end abuses around the world – so we have to abstain on this report.

Robert Rochefort (ALDE), *par écrit*. – J'ai voté pour la résolution sur la préparation du sommet mondial humanitaire. Le nombre de personnes dans le besoin a plus que doublé depuis 2004 et on estime à 250 millions le nombre de personnes touchées par des crises humanitaires dans le monde. Nous appelons dès lors les États membres à soutenir le sommet humanitaire mondial, qui devrait prévoir une feuille de route sur cinq ans incluant des engagements politiques concrets. L'Union européenne devrait notamment, en tant que premier bailleur de fonds de l'aide humanitaire, s'engager en faveur de méthodes plus souples d'acheminement de l'aide et agir pour assurer une meilleure prévention de crises humanitaires.

Le sommet devrait œuvrer à créer un fonds mondial humanitaire, relier de manière plus systématique l'aide humanitaire, la coopération au développement et la résilience, travailler sur la gestion et la réduction des risques de catastrophes ou encore utiliser les nouvelles technologies pour améliorer l'efficacité de l'aide.

Enfin, il est important que le financement de l'aide humanitaire par le budget de l'Union soit prévisible et disponible en temps utile.

Liliana Rodrigues (S&D), *por escrito*. – Este é um real apelo aos Estados-Membros para que apoiem a Cimeira Humanitária Mundial e adotem conclusões sólidas a nível do Conselho, com compromissos específicos e domínios de intervenção prioritários, garantindo a eficiência operacional, padrões de qualidade comuns, melhor coordenação e parcerias com doadores emergentes, com base numa ajuda politicamente não tendenciosa, bem como numa compreensão e aplicação comuns dos princípios da humanidade, neutralidade, imparcialidade e independência e no respeito das suas obrigações no âmbito da legislação humanitária internacional.

Claude Rolin (PPE), *par écrit*. – 250 millions, c'est le nombre de personnes qui, aujourd'hui, sont touchées par des crises humanitaires. Parmi elles, on dénombre quelque 100 millions de personnes actuellement dans le besoin à cause de catastrophes naturelles mais aussi de conflits armés toujours plus nombreux.

Mais les crises humanitaires ne peuvent se résumer qu'à quelques chiffres. Ces personnes, qui vivent dans des conditions souvent inhumaines, n'ont d'autre choix que de fuir leur pays et trouver refuge dans une autre partie du monde. Et le pire est à craindre puisqu'au-delà des nombreux conflits armés, on estime à un milliard le nombre d'êtres humains qui pourraient être déplacés en raison du changement climatique d'ici à 2050, notamment en raison d'une pénurie d'eau.

Nous devons au plus vite remettre l'humain au centre des décisions politiques. Et j'espère vraiment que le sommet humanitaire mondial de 2016 qui se tiendra à Istanbul saura se montrer à la hauteur des enjeux actuels. Nous devons aussi intégrer que si l'aide humanitaire est nécessaire, elle ne doit constituer qu'un pan d'un plan d'action plus global qui doit viser le développement (ou redéveloppement) économique et social dans ces régions du monde en difficulté.

Fernando Ruas (PPE), *por escrito*. – A UE tem participado proactivamente na resolução/minimização dos efeitos de um número crescente de crises humanitárias que têm vindo a aumentar em escala, gravidade e persistência e que exigem uma resposta coordenada, firme e adequada à escala global.

Em maio de 2016, terá lugar a primeira Cimeira Humanitária Mundial e, como tal, a UE deverá traçar um plano de desenvolvimento e operacionalização concreto face aos compromissos políticos que venha a assumir e atendendo às catástrofes humanitárias que têm surgido.

Considero ainda fundamental que se aumentem os montantes financeiros destinados à ajuda humanitária através de soluções globais assumidas multilateralmente e à escala mundial.

Os principais desafios com que nos deparamos atualmente requerem soluções inovadoras, interligando áreas temáticas como a eficácia humanitária, a redução da vulnerabilidade, ou ainda o gerenciamento de riscos.

Voto, por isso, favoravelmente este relatório que sugere um conjunto de medidas preparatórias com vista a esta Cimeira, onde urge aprovar medidas eficazes e eficientes para minimizar ou eliminar as calamidades humanitárias que se têm sucedido nos últimos anos e que exigem uma resposta imediata e definitiva.

Tokia Saïfi (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport qui apporte la contribution du Parlement européen au premier sommet humanitaire mondial, qui aura lieu à Istanbul les 23 et 24 mai 2016. Nous sommes actuellement confrontés à des crises humanitaires sans précédent par leur nombre et leur ampleur.

En 2015, 250 millions de personnes ont été touchées par des crises humanitaires et on compte près de 60 millions de personnes déplacées, dont plus de la moitié sont des enfants.

Ces chiffres sont alarmants et ont atteint leur niveau le plus haut depuis la Seconde Guerre mondiale. C'est pourquoi j'ai soutenu cette résolution qui demande d'inclure dans le document final du sommet une feuille de route de cinq ans pour le développement et la mise en œuvre des engagements politiques concrets qui ont été souscrits. Il est nécessaire de rendre plus complémentaires aide au développement et aide humanitaire dans la perspective de pallier le manque de financement dans le domaine humanitaire. Enfin, ce rapport reprend les enjeux clés des crises humanitaires et y apporte des solutions innovantes telles que la réduction de la vulnérabilité, la gestion des risques ou encore l'efficacité humanitaire.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. – Nos hemos ABSTENIDO en la votación del informe sobre la Cumbre Humanitaria Mundial pues, pese a incluir referencias positivas, como por ejemplo en materia de género y derechos de los migrantes, en línea con la tendencia actual en el sistema de cooperación / ayuda de privatización, el informe llama a un impulso fuerte de la inclusión del sector privado en la acción humanitaria. De este modo, el informe llama a alinear las estrategias de acción con objetivos empresariales. El informe también llama al incremento de los partenariados público-privados en la acción humanitaria; partenariados que han demostrado tener escasa eficacia y que muchas veces se traducen en privatización de beneficios y socialización de los riesgos y pérdidas. Consideramos que la política de acción humanitaria tiene que ser una política puramente pública y no estar al servicio de intereses privados; solo de este modo podremos dotarnos de una política humanitaria robusta capaz de hacer frente a los retos que afrontamos.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. – Aunque este informe puede considerarse un llamamiento para fortalecer y mejorar la ayuda humanitaria mediante el apoyo de la Cumbre Humanitaria Mundial haciendo positivamente referencia a la necesidad de que la UE se guíe por principios de solidaridad, responsabilidad y rendición de cuentas, estos deseos quedan en papel mojado mientras la UE y sus Estados miembros mantengan la actual política comercial y exterior, que es causa de muchos de los conflictos y el empobrecimiento de terceros países.

Este informe contiene aspectos positivos como la necesidad de hacer un mayor esfuerzo para garantizar el derecho a la educación en situaciones de emergencia humanitaria, la inclusión de un enfoque de género en todo el ciclo de la ayuda humanitaria e, incluso, el reconocimiento de la necesidad de unas normas humanitarias mínimas para fomentar los servicios públicos esenciales.

Pero, una vez más, vuelve a asociar los servicios públicos al sector privado en una velada defensa de los partenariados público-privados posibilitando así la posibilidad de que empresas transnacionales europeas hagan negocios y lucro de la situación de vulnerabilidad de las personas en situación de emergencia humanitaria.

Por todo ello he votado en contra.

Jill Seymour (EFDD), *in writing*. – I abstained on this report because even though I agree with many things that have been said in this report, it is my belief that many of the things that this report discusses should be discussed by individual nation states at the World Humanitarian Summit.

Pedro Silva Pereira (S&D), *por escrito*. – Votei a favor do relatório sobre a 1.ª Cimeira Humanitária Mundial, que terá lugar em Istambul em maio de 2016, porque o PE faz recomendações muito importantes para a redefinição do sistema humanitário global, que regista um défice crescente entre as necessidades e os recursos disponíveis. O relatório recomenda uma parceria global para uma ação humanitária baseada em princípios, um papel de liderança da UE enquanto principal doador de ajuda humanitária a nível mundial, bem como uma maior complementaridade entre a ajuda humanitária e a ajuda ao desenvolvimento.

O relatório defende, ainda, três outras ideias importantes: um roteiro de cinco anos para a operacionalização dos compromissos políticos assumidos na cimeira; a criação de um fundo mundial para assistência humanitária, favorecendo a eficácia do financiamento humanitário; e o aumento do financiamento da educação de crianças em situações de emergência humanitária, com a atribuição de 4% do orçamento da UE para a ajuda humanitária a este objetivo. Apoiei, portanto, este relatório porque contém sugestões concretas para tornar o sistema humanitário mais inclusivo, eficaz, transparente e verdadeiramente global.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. – I supported this report as it encourages the EU to assume leadership and play an important role in the World Humanitarian Summit (WHS) process. I would also encourage the UK Government to join the EU in taking a lead in humanitarian action and consider building partnerships and find common ground on humanitarian principles and international standards, through the opportunities presented through the WHS.

Monika Smolková (S&D), *pisomne*. – Počet ľudí v núdzi sa od roku 2004 viac ako zdvojnásobil na viac ako 100 miliónov v roku 2015. Až 250 miliónov ľudí je postihnutých humanitárnymi krízami a v dôsledku núteného vysídľovania v súčasnosti existuje viac utečencov a osôb vysídlených v rámci krajiny, než po druhej svetovej vojne. To je len niekoľko údajov zo správy, ktoré aj mňa prinútili vážnejšie sa zamyslieť nad touto otázkou. Znepokojuje ma, že všetky udalosti, ako sú živelné pohromy, dôsledky klimatických zmien, vojenské konflikty, epidémie či migrácia obyvateľstva sa najčastejšie dotýkajú chudobných a ľudí vytlačených na okraj spoločnosti, nevynímajúc deti. Podporila som uznesenie, lebo som presvedčená, že je potrebné hľadať nové riešenia a prijímať také opatrenia, ktoré povedú k zefektívneniu celosvetovej humanitárnej činnosti, ktorá je v posledných rokoch tvrdo skúšaná nielen rôznymi prírodnými katastrofami, ale aj prebiehajúcimi vojenskými konfliktami a ich následkami. V kontexte humanitárnej pomoci by som chcela vyzdvihnúť prácu humanitárnych pracovníkov, ktorí napriek opakujúcim sa útokom na ich osoby v kritických situáciách poskytujú základnú starostlivosť postihnutým osobám a dotknutým regiónom.

Michaela Šojdrová (PPE), *pisemně*. – K této zprávě jsem vystoupila na plénu a ocenila řadu důležitých informací a doporučení, které obsahuje. Bohužel ale obsahuje i řadu problematických bodů. Mimo jiné se věnuje otázkám, jako jsou potraty či reprodukční a sexuální zdraví a práva, když zmiňuje např. zaručení přístupu ke „službě přerušení těhotenství v situacích humanitárních krizí“, což osobně vnímám jako značně kontroverzní záležitost. Snaha mé frakce o vypuštění těchto bodů neuspěla, takže jsem se nakonec, podobně jako většina mých kolegů z PPE, v konečném hlasování zdržela. Nakonec zpráva prošla jen velmi těsně.

Igor Šoltes (Verts/ALE), *pisno*. – Trenutno se spopadamo z eno izmed največjih humanitarnih kriz v zgodovini. Urbanizacija, hitra rast prebivalstva, demografske spremembe, pogostejše in čedalje močnejše naravne katastrofe, okoljska degradacija, podnebne spremembe in pomanjkanje virov puščajo za seboj revščino, neenakost, migracije, razseljevanje in krhkost.

Vse naštetijo je izredno povečalo potrebo po humanitarnih ukrepih po celem svetu. V ta namen bo 23. in 24. maja 2016 v Istanbulu potekal prvi svetovni humanitarni vrh. Poročilo o pripravah na svetovni humanitarni vrh vsebuje analizo trenutne humanitarne krize in podaja nemalo konkretnih predlogov za izboljšanje omenjenih razmer.

Poročilo med drugimi poudarja, da bi moral končni dokument svetovnega humanitarnega vrha vsebovati petletni načrt za razvoj in operacionalizacijo sprejetih konkretnih političnih zavez. Te naj bi vključevale medvladni okvir za spremljanje in odgovornost, oceno praks organizacij za pomoč in oceno vpliva, ki vključuje sodelovanje ustreznih deležnikov.

Strinjam se, da morajo biti humanitarna načela človečnosti, nepristranskosti, nevtralnosti in neodvisnosti, pa tudi osnovna pravila mednarodnega humanitarnega prava in človekovih pravic iz ženevskih konvencij in njihovih protokolov v središču vseh humanitarnih ukrepov. Poročilo odraža nujnost primerne reševanja trenutne humanitarne krize, zaradi česar sem ga na plenarnem zasedanju podprl in glasoval za njegovo sprejetje.

Joachim Starbatty (ECR), *schriftlich.* – Der Bericht erörtert die Zielsetzungen der Europäischen Union im Hinblick auf den ersten Weltgipfel für humanitäre Hilfe, welcher am 23./24. Mai 2016 in Istanbul stattfinden wird. Der Bericht enthält eine Vielzahl von guten Empfehlungen. So sollen ein fünfjähriger Aktionsplan verabschiedet, eine Verbindung mit der internationalen Entwicklungsagenda hergestellt und die humanitäre Hilfe insbesondere in Flüchtlingslagern spürbar verbessert werden. Auf der anderen Seite gibt es auch problematische Teile. Unter anderem wird eine verpflichtende Finanzierung vonseiten der Geberländer gefordert, ohne dass präzisiert wird, wie diese verpflichtenden Zahlungen kontrolliert werden, wer hierfür zuständig ist und wie hoch der jeweilige Betrag für das entsprechende Geberland sein wird. Vor diesem Hintergrund habe ich mich der Stimme enthalten.

Ivan Štefanec (PPE), *pisomne.* – Rastúce výzvy, ako klimatické zmeny a s tým spojené prírodné katastrofy, urbanizácia a demografické zmeny, si vyžadujú adekvátne odpovede. Oceňujem rozhodnutie zorganizovať Svetový humanitárny samit, ktorý dá priestor všetkým zúčastneným stranám prediskutovať tieto závažné témy a nájsť nástroje na spoločné riešenia.

Jaromír Štětina (PPE), *pisemně.* – Pokračující nárůst počtu humanitárních katastrof ve světě nelze podceňovat a je potřeba dosáhnout postupné koordinace politik členských států při řešení příčin a následků takových krizí. Zejména oceňuji apel zprávy na posílení partnerství soukromého a veřejného sektoru při vytváření strategií pro předcházení nouzovým a mimořádným událostem a při odstraňování možných škod. Technologické start-upy a pojišťovny nepochybně hrají důležitou roli při vývoji nástrojů a vnitrostátních plánů připravenosti a reakce na mimořádné události a při snižování rizika katastrof. Pozitivně lze rovněž zhodnotit zdůraznění klíčové role nevládních organizací pracujících v terénu během humanitárních katastrof a nutnost jejich konzultace vnitrostátními orgány. Dovolil jsem si nicméně nesouhlasit s bezpodmínečnou finanční pomocí a povinnými finančními platbami vlád, soukromého sektoru a regionálních organizací při doplňování finančních prostředků do plánovaného globálního fondu pro humanitární pomoc. Domnívám se, že daným subjektům by neměla být odejmuta možnost o doplnění peněžních prostředků do fondu dobrovolně rozhodnout po řádném zhodnocení vlastních finančních možností. Rovněž odkazy na otázku umělého přerušování těhotenství v kontextu humanitárních krizí se zdají být v celém kontextu zprávy nadbytečné. Vzhledem k uvedenému jsem se proto nakonec rozhodl zdržet hlasování.

Davor Ivo Stier (PPE), *napisan.* – U vrlo nestabilnom svijetu suočavamo se sa sve većom raznolikošću, učestalošću i snagom prirodnih katastrofa i oskudica te nezabilježenom eskalacijom broja zamršenih sukoba. Broj osoba kojima je potrebna pomoć od 2004. više se nego udvostručio te 2015. te iznosi više od 100 milijuna. Humanitarnim krizama zahvaćeno je 250 milijuna osoba, a broj prisilno raseljenih osoba dosegao je svoju najvišu točku od Drugog svjetskog rata i iznosi gotovo 60 milijuna, u što se ubraja i gotovo 40 milijuna osoba raseljenih unutar svojih zemalja. Polovicu izbjeglica u svijetu čine djeca i zato podržavam preporuke Komisije u pogledu izrade sveobuhvatnog popisa pokazatelja uspjehnosti. Stoga pozivam da se na Svjetskom humanitarnom sastanku na vrhu postigne novi dogovor oko interveniranja u nestabilnim državama i dugoročnim krizama, i to održivim programima, provedbenim planovima i predviđim financiranjem razvoja.

Catherine Stihler (S&D), *in writing.* – As a leading donor and key global player in humanitarian action, the EU should take a leading role in the first-ever World Humanitarian Summit (WHS). I therefore welcome this report outlining the key challenges and opportunities for humanitarian assistance. The humanitarian crises pose many challenges and the WHS presents an opportunity for the EU to build partnership and find common ground on humanitarian principles and international standards, enhance cooperation and coordination of assistance. Together, we must ensure children, women and people with disabilities are protected, improve and increase the cooperation between humanitarian and development policies, and also ensure access to education is a priority in humanitarian emergencies.

Richard Sulík (ECR), písomne. – Návrh som z dvoch dôvodov nepodporil. Prvým dôvodom je to, že Európska únia sa snaží riešiť problémy po celom svete, pričom nedokáže riešiť ani tie vlastné. Druhým dôvodom je to, že mám pochybnosti o tom, či predložený návrh vôbec zvýši efektivitu humanitárnej pomoci.

Patricija Šulin (PPE), pismo. – Pri hlasovanju o poročilu o pripravah na svetovni humanitarni vrh: izzivi in priložnosti za humanitarno pomoč sem se vzdržala. V svetu se je potreba po humanitarnih ukrepih povečala zaradi številnih izzivov, kot so urbanizacija, hitra rast prebivalstva, demografske spremembe, pogostejše in čedalje hujše naravne nesreče. Strinjam se s pozivi iz poročila o globalnem humanitarnem sistemu, ki naj bi ga na svetovnem humanitarnem vrhu okrepi in ki naj bi istočasno prepoznal raznolikost današnjega sistema humanitarnega odzivanja in dopolnjuječe se vloge vseh akterjev. A vendarle poročilo vsebuje več točk, ki jih ne morem podpreti. Poročilo govori tudi o splavu ter o dostopu do vseh spolnih in reproduktivnih zdravstvenih storitev, česar pa ne morem podpreti.

Νεοκλής Συλικιώτης (GUE/NGL), γραπτώς. – Η ανθρωπιστική βοήθεια αποτελεί βασικό κομμάτι της ιδεολογικοπολιτικής μας στάσης απέναντι στην εκμετάλλευση που υφίστανται οι κοινωνίες στις αναπτυσσόμενες χώρες εξαιτίας των καπιταλιστικών συμφερόντων. Παρόλα ταύτα, στην εν λόγω έκθεση, υπάρχουν αναφορές για στήριξη των ιδιωτικών οργανισμών που παρέχουν υπηρεσίες ανθρωπιστικής βοήθειας, γεγονός που μας προβληματίζει ιδιαίτερα καθώς κύριος στόχος αυτών των οργανισμών είναι να διατηρήσουν την κερδοφορία τους. Οι οργανισμοί αυτοί στηρίζουν την κερδοφορία τους στην διατήρηση του status quo και γι' αυτό έρχονται τόσο συχνά στην επιφάνεια περιστατικά και αποδείξεις εμπλοκής των οργανώσεων αυτών στις διεργασίες εμφύλιων συγκρούσεων και πολεμικών συρράξεων. Τηρήσαμε στάση αποχής, καθώς οι σχετικές αρνητικές αναφορές και οι ελλείψεις που χαρακτηρίζουν το κείμενο μας δημιουργούν ιδιαίτερες ανησυχίες.

Ελευθέριος Συναδινός (NI), γραπτώς. – Η ανθρωπιστική κρίση δημιουργείται και επιδεινώνεται, κατά βάση, από τις πολιτικές των μεγάλων δυνάμεων που αποσκοπούν κυρίως στην ενδυνάμωση τους στην παγκόσμια σκακιέρα. Τα οικονομικά συμφέροντα, η επιδίωξη του πλούτου και η ισχυροποίηση της γεωπολιτικής και γεωστρατηγικής θέσης τους αποτελούν την κύρια αιτία των συρράξεων, των κρίσεων και των πολέμων αλλά και της επιδείνωσης του περιβάλλοντος.

Είναι απαραίτητη η ύπαρξη σωστά δομημένης, συντονισμένης και αποτελεσματικής ανθρωπιστικής βοήθειας από όλες τις χώρες και από τους διεθνείς φορείς και οργανισμούς. Οποιαδήποτε όμως προσέγγιση με σκοπό την παροχή ανθρωπιστικής βοήθειας πρέπει να γίνεται με ιδιαίτερη προσοχή στις ιδιαιτερότητες της εκάστοτε περιοχής και με σεβασμό των πολιτισμικών αξιών και της κουλτούρας των αντίστοιχων πληθυσμιακών ομάδων. Η συμμετοχή του ιδιωτικού τομέα στην ανθρωπιστική βοήθεια και στη διαχείριση της ανθρωπιστικής κρίσης πρέπει να είναι επικουρική και όχι με γνώμονα το κέρδος των αντίστοιχων επιχειρήσεων, ώστε να μην αποβαίνει εις βάρος των επιδιωκόμενων στόχων.

Tibor Szanyi (S&D), írásban. – Szavazatommal támogattam a jelentést, amely jól vázolja az Európai Unió és tagállamai feladatait a jövő májusi, történelmi jelentőségű globális humanitárius csúcstalálkozóra való felkészülés terén. Szem előtt tartottam, hogy az EU-ra, mint a világ legjelentősebb segélyezőjére és az emberiség szempontok nemzetközi politikai érvényesítésének élharcosára különös felelősség hárul a mostani, minden korábbinál nagyobb kihívást jelentő időszakban. A regionális, főleg a közel-keleti háborús konfliktusok miatt a lakóhelyükről elüldözött tömegek aránya, illetve az ennek nyomán elindult migrációs hullám hatásaival az EU tagállamai immár nem csak a nemzetközi közösség tagjaként, hanem saját határaitokon is szembesülnek.

Egyetértek, hogy az erre adandó válasz csak az EU egységes fellépésével, többek között a Humanitárius Akcióterv keretében lehet hatásos. A jelentés részletesen kitér az uniós humanitárius együttműködés javításának olyan lehetséges területeire, mint a nemzetközi kereskedelem, a fejlesztéspolitika, a bővítés- és szomszédságpolitika, a menekült- és migrációs politika, amelyeket magam is kiemelt fontosságúnak tartok. Üdvözlöm továbbá, hogy a jelentés hangsúlyt fektet a különösen sérülékeny csoportok, mint a gyermekek, nők, idősek esetében fokozottan érvényesülő humanitárius válsághelyzetek kezelésére; saját politikusi, parlamenti munkámban magam is már hosszabb ideje igyekszem az EU politikai figyelmét felhívni saját problémáink, sérülékenységünk kezelésének fontosságára.

Adam Szejnfeld (PPE), *na piśmie*. – Żyjemy obecnie w bardzo wymagających czasach – gwałtowny wzrost populacji, zmiany demograficzne, klęski żywiołowe, migracje, konflikty regionalne i zmiany klimatu powodują, że radykalnie zwiększyła się potrzeba niesienia pomocy humanitarnej na całym świecie. Pierwszy Światowy Szczyt Humanitarny, który odbędzie się w Stambule w przyszłym roku, będzie doskonałą okazją, aby społeczność międzynarodowa pochyliła się nad istniejącymi problemami i znalazła jak najskuteczniejsze rozwiązania.

Niestety z każdym rokiem środki przeznaczane na cele humanitarne maleją, a wiele państw pomimo polepszającej się własnej sytuacji gospodarczej nie decyduje się na wsparcie innych krajów czy ludzi znajdujących w potrzebie. Wydaje się zatem właściwe, aby apel Parlamentu Europejskiego o większą koordynację i integrację globalnego systemu humanitarnego został podczas tego szczytu wzięty pod uwagę. Sprawozdanie wskazuje także słusznie na potrzebę kontynuowania dialogu na temat komplementarnych ról i mandatów różnych organizacji humanitarnych czy nawet poszczególnych państw.

Niestety w dokumencie znalazło się wiele zapisów mających bardzo ideologiczny charakter, które mogą utrudnić realizację postanowień PE. Ponadto, ze względu na niezwykle szeroki zakres kwestii poruszonych w sprawozdaniu, trudno doszukać się w nim jednoznacznych priorytetów. W efekcie zdecydowałem się zgłosić przeciwko jego przyjęciu.

Claudia Tapardel (S&D), *în scris*. – Lumea în care trăim ne arată că provocările de natură umanitară nu încetează să apară. Categoriile forțate să ajungă într-o situație de risc sau vulnerabilitate din cauze de conflict, epidemie, lipsă de hrană sau calamități naturale se înmulțesc.

Cooperarea cu Organizația Națiunilor Unite pentru eficientizarea ajutoarelor umanitare este cu atât mai valoroasă în acest context. O alianță globală a inovației în scopuri umanitare este un imperativ pentru perioada următoare și UE poate să se plaseze în avangarda susținătorilor unei astfel de acțiuni.

UE continuă să fie donator principal la ONU și, din această calitate, lucru pe care l-am menționat de mai multe ori, trebuie să își asume un rol determinant în politicile umanitare și publice ale ONU. Acest lucru se traduce inclusiv prin formularea unei poziții comune și unitare a statelor membre în ceea ce privește prezența la ONU.

Trebuie să ne asumăm că acest raport tratează nu numai tangențial criza refugiaților. Maniera în care UE tratează această categorie vulnerabilă a populației strămutate definește și atitudinea noastră reală față de fenomenul ajutorului umanitar.

Susțin prezenta propunere de rezoluție și îmi exprim speranța ca acest act să fie dublat și de o acțiune fermă a UE în domeniul restructurării ajutorului umanitar.

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du texte. Soulignons que les problématiques humanitaires d'une ampleur considérable qui se posent actuellement nécessitent un système humanitaire – que le sommet humanitaire mondial devra contribuer à renforcer – qui soit plus ouvert, protéiforme et d'envergure véritablement mondiale et qui, dans le même temps, reconnaisse la diversité de l'actuel système d'intervention humanitaire et la complémentarité des différents acteurs. Le Parlement invite l'Union à promouvoir un consensus mondial sur l'action humanitaire qui réaffirme les principes de l'aide humanitaire ainsi que les droits et obligations émanant du droit humanitaire international, qui garantisse que les mesures de protection sont axées sur les personnes et fondées sur les droits de l'homme, et qui établisse la responsabilité des gouvernements au regard du rôle et des devoirs qui leur incombent en matière de protection des personnes.

Pavel Telička (ALDE), *in writing*. – I endorsed adoption of this report in view of the World Humanitarian Summit (WHS), which will be held in Istanbul in May 2016 with the aim to adapt the humanitarian system to an unprecedented number of emergencies and to make humanitarian action more efficient and effective. The report notes that 250 million people are affected by humanitarian crises. It underlines that the WHS outcome document should include a five-year roadmap for concrete political commitments undertaken, linking the post-2015 development agenda, the Sendai Framework for Disaster Risk Reduction and the 2015 United Nations Climate Change Conference (COP 21). It suggests that one of the Summit's objectives should be to reflect on the need for UN reform towards a transparent and effective coordination system. The EU, as the world's largest humanitarian aid donor, should show leadership in the WHS and urge prevention, as well as a stronger commitment to a human-rights-based approach in humanitarian action.

Ruža Tomašić (ECR), *napisan*. – Iako je cilj ovog izvješća preobraziti humanitarnu pomoć kako bi ona bila učinkovitija, transparentnija i istinski globalna, glasovala sam suzdržano. Podržavam određene dijelove ovog izvješća te smatram da bi Europska unija zaista trebala reagirati na udvostručenje broja ljudi pogođenih humanitarnom krizom i ljudi u potrebi od 2004. godine.

Držim da je izrazito bitno u skladu s međunarodnim pravom olakšati isporuku humanitarne pomoći najugroženijim skupinama te poboljšati higijenske uvjete i sanitarne infrastrukture za hitne slučajeve kako bi se ugroženima pružila odgovarajuća pomoć i zdravstvena zaštita.

Ipak, nikako se ne mogu složiti s pojedinim prijedlozima ovog izvješća. Naime, ne podržavam prijedlog obveznih plaćanja Globalnom fondu za humanitarnu pomoć, te se protivim pokušaju svrstavanja pristupa pobačaju u raspon uobičajenih zdravstvenih usluga u području spolnog i reproduktivnog zdravlja. Smatram da je nametanje takvih obveza i odredbi neprimjereno izvješću koje bi ugroženima trebalo olakšati pristup pomoći.

Romana Tomc (PPE), *pisno*. – Pri glasovanju o Poročilu o pripravah na svetovni humanitarni vrh: izzivi in priložnosti za humanitarno pomoć sem se vzdržala, ker so bili v poročilu sprejeti predlogi sprememb, ki jih sama ne bi mogla podpreti in jih ne zagovarjam.

Estefanía Torres Martínez (GUE/NGL), *por escrito*. – Nos hemos ABSTENIDO en la votación del informe sobre la Cumbre Humanitaria Mundial pues, pese a incluir referencias positivas, como por ejemplo en materia de género y derechos de los migrantes, en línea con la tendencia actual en el sistema de cooperación / ayuda de privatización, el informe llama a un impulso fuerte de la inclusión del sector privado en la acción humanitaria. De este modo, el informe llama a alinear las estrategias de acción con objetivos empresariales. El informe también llama al incremento de los partenariados público-privados en la acción humanitaria; partenariados que han demostrado tener escasa eficacia y que muchas veces se traducen en privatización de beneficios y socialización de los riesgos y pérdidas. Consideramos que la política de acción humanitaria tiene que ser una política puramente pública y no estar al servicio de intereses privados; solo de este modo podremos dotarnos de una política humanitaria robusta capaz de hacer frente a los retos que afrontamos.

Ramon Tremosa i Balcells (ALDE), *in writing*. – I fully support this resolution. Whereas growing challenges, such as urbanisation, rapid population growth, demographic changes, the prevalence and increased strength of natural disasters, environmental degradation, desertification, climate change, numerous long-lasting and simultaneous conflicts with regional impact and resource scarcity, added to the consequences of poverty, inequality, migration, displacement and fragility, have consequently dramatically increased the need for humanitarian response throughout the globe.

Whereas the number of people in need has more than doubled since 2004 to over 100 million in 2015; whereas 250 million people are affected by humanitarian crises; whereas the number of forcibly displaced persons has reached its highest point since World War II at nearly 60 million, including almost 40 million displaced inside their own countries; whereas over half of the world's refugees are children.

I call on the EU and its Member States, as the largest donors and key operational actors, to lead by active example, and I emphasise that all EU humanitarian actions should be guided by the principles of solidarity, responsibility and accountability, and should be designed to ensure that vulnerable people are protected, both physically and psychologically.

Mylène Troszczynski (ENF), *par écrit*. – Malgré une approche plutôt prometteuse sur les perspectives nouvelles de l'aide humanitaire en insistant notamment sur la prévention plutôt que sur une gestion au coup par coup souvent coûteuse n'aidant pas à l'autonomisation des pays touchés, ce rapport est en réalité pollué par des revendications n'ayant pas de lien direct avec notre sujet, notamment par le biais de deux avis des commissions FEMM et AFET.

La commission FEMM a ainsi émis un avis particulièrement orienté sur l'éducation sexuelle et «l'éducation à la vie relationnelle». Les revendications LGBT trouvent également une place dans le rapport. Enfin, si le sommet doit concerner l'ensemble des populations touchées par une crise, les migrants et la volonté de leur offrir une protection particulière sont prédominants dans le texte. L'injonction envers les États membres d'augmenter leur financement mais aussi de mettre en œuvre sans délai les mesures qui seront prises lors du sommet avec notamment un «plan global d'accueil des réfugiés» est une des principales caractéristiques de ce texte. L'appel à la contribution du secteur privé dans le cadre du financement de l'aide humanitaire fait également partie des éléments clés du rapport.

Je choisis l'ABSTENTION sur ce texte.

István Ujhelyi (S&D), írásban. – A rekordmennyiségű szükséglet és a korlátozott erőforrások oda vezettek, hogy a globális humanitárius segítségnyújtási rendszer elérte teljesítőképessége határait. Ugyanakkor a tisztesség, a méltóság, az emberiség és a szolidaritás alapvető értékei forognak kockán. Az Uniótól el is várható, és képes is arra, hogy felvállalja a vezető szerepet, és kulcsszerepet játszon a humanitárius csúcstalálkozóhoz vezető folyamatban, egy olyan határozott eredmény elérése érdekében, amelyet a humanitárius elvek és a kedvezményezettek szükségletei vezérlelnek. Voksommal támogattam a dokumentumot.

Miguel Urbán Crespo (GUE/NGL), por escrito. – Nos hemos ABSTENIDO en la votación del informe sobre la Cumbre Humanitaria Mundial pues, pese a incluir referencias positivas, como por ejemplo en materia de género y derechos de los migrantes, en línea con la tendencia actual en el sistema de cooperación / ayuda de privatización, el informe llama a un impulso fuerte de la inclusión del sector privado en la acción humanitaria. De este modo, el informe llama a alinear las estrategias de acción con objetivos empresariales. El informe también llama al incremento de los partenariados público-privados en la acción humanitaria; partenariados que han demostrado tener escasa eficacia y que muchas veces se traducen en privatización de beneficios y socialización de los riesgos y pérdidas. Consideramos que la política de acción humanitaria tiene que ser una política puramente pública y no estar al servicio de intereses privados; solo de este modo podremos dotarnos de una política humanitaria robusta capaz de hacer frente a los retos que afrontamos.

Viktor Uspaskich (ALDE), raštu. – Pabrėžiu, kad norint išspręsti dabartines nepaprastai dideles humanitarines problemas reikia, kad pasaulio aukščiausiojo lygio susitikime humanitariniais klausimais būtų sustiprinta įtraukėsnė, įvairiapusė ir tikrai pasaulinė humanitarinės pagalbos sistema, kuria tuo pačiu metu būtų pripažįstama šiandienos humanitarinio reagavimo sistemos įvairovė ir atsižvelgiama į visų veikėjų papildomas funkcijas; raginu ES skatinti parengti pasaulinį konsensuą dėl humanitarinės pagalbos, jame dar kartą patvirtinant humanitarinės pagalbos principus ir prievoles bei teises pagal tarptautinę humanitarinę teisę ir užtikrinant apsaugos priemones, kuriomis didžiausias dėmesys skiriamas žmogui ir kurios paremtos žmogaus teisėmis, taip pat manau, kad vyriausybės yra atsakingos už savo vaidmenį ir atsakomybę apsaugant žmones.

Ivo Vajgl (ALDE), in writing. – I voted in favour of this text because it is necessary to see and to react to the current situations in the world. First of all it is important to recognise and acknowledge the actors and policies that led to some of the challenges we are facing nowadays. The world is being faced with humanitarian crises, unprecedented both in their number, scale and persistence. Together with continuous, protracted, man-made conflicts and recurring natural disasters, 'Level 3' emergencies in Syria, Iraq, Yemen, South Sudan and the Central African Republic, and the Ebola outbreak in West Africa, have fuelled a sharp increase in the number of people in need of humanitarian aid.

As the leading donor and key global player in humanitarian action, the EU has both a responsibility and the necessary leverage to take a leadership role in the quest for more efficient and effective ways to meet the needs of those affected by conflicts and disasters. The EU has good practices and innovative approaches to humanitarian aid and it should actively share its knowledge and can have added value, although it will also need to look at its own structures.

Derek Vaughan (S&D), in writing. – Access to education must be a priority in humanitarian emergencies; young people cannot allow their education to become another casualty of a disaster, and I join the call for this to be a key point on the agenda of the World Humanitarian Summit next year in Istanbul. It is vital that this issue is not ignored in the coming years and that we move to alleviate this problem.

Hilde Vautmans (ALDE), *schriftelijk*. – De secretaris-generaal van de Verenigde Naties heeft voor het eerst ooit een humanitaire wereldtop bijeengeroepen. Deze zal plaatsvinden in mei 2016. Deze wereldtop komt op het juiste moment, omdat we geconfronteerd worden met een ongekende humanitaire crisis. Binnen de ALDE-Fractie willen we oproepen om voortaan de focus op de preventie van dergelijke crises te leggen in plaats van telkens weer achteraf te moeten reageren, wanneer het eigenlijk al te laat is.

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), *par écrit*. – Ce rapport s'inscrit dans le cadre du premier sommet humanitaire qui se tiendra à Istanbul les 23 et 24 mai 2016 pour «rendre l'aide humanitaire plus efficace et plus transparente». C'est une urgence au regard de la crise humanitaire sans précédent que traverse le monde. Soixante millions de réfugiés et de déplacés dans le monde, selon le HCR, un chiffre jamais atteint.

Alors, oui, il faut améliorer l'assistance humanitaire dans les camps de réfugiés, apporter une attention particulière aux groupes vulnérables (LGBTI, handicapés, enfants). Oui, il faut renforcer l'aide directe aux ONG sur le terrain et pourquoi pas créer un fonds mondial pour l'aide humanitaire avec contributions obligatoires.

Mais ce rapport manque cruellement de mise en contexte politique, et ne s'interroge pas sur les causes des crises humanitaires. Pire, parce que les États refusent de tenir leurs engagements financiers, il soutient une plus grande inclusion des acteurs privés dans le financement et l'aide humanitaire, voire le développement des partenariats public-privé – on peut notamment lire «lorsque les secteurs public et privé partagent des valeurs et des priorités qui font concorder des objectifs commerciaux avec les objectifs de l'Union en matière de développement». Un non-sens absolu.

Je me suis donc abstenue en privilégiant l'urgence humanitaire.

Miguel Viegas (GUE/NGL), *por escrito*. – O mundo está neste momento a enfrentar crises humanitárias sem precedentes. A par dos contínuos e prolongados conflitos provocados pelas estratégias imperiais de ingerência nos assuntos internos de vários países e continentes, emergem igualmente as catástrofes naturais recorrentes e as epidemias, como é o caso do recente caso do Ébola.

Existem atualmente mais refugiados e pessoas deslocadas no interior dos seus países que após a Segunda Guerra Mundial. Uma das consequências desta situação tem sido o aumento desproporcionado de pessoas que tentam procurar refúgio empreendendo viagens marítimas em que arriscam as suas vidas.

Fruto do egoísmo nas nações ocidentais e em particular da UE, as necessidades crónicas emergentes dos referidos conflitos e catástrofes estão a levar o sistema de resposta humanitária aos seus limites. Neste contexto, o Secretário-Geral das Nações Unidas, Ban Ki-Moon, convocou a primeira Cimeira Humanitária Mundial (CHM) de sempre que terá lugar em Istambul, em maio de 2016.

Não negamos a necessidade urgente de acudir a situações que exigem uma ajuda humanitária imediata. O que é igualmente necessário, mas infelizmente ausente do debate, é um diagnóstico sobre as causas profundas deste fenómeno, bem como a mudança de políticas que possam resolver este problema na base.

Harald Vilimsky (ENF), *schriftlich*. – Aufgrund der Tatsache dass hier unter anderem auch Klimaflüchtlinge, LGBTI und besonders HIV infizierte Personen als „schutzbedürftig“ definiert werden und dass man durch Einbindung privater Mittel in die humanitäre Hilfe und zudem in den Verwaltungssektor verschiedener Mitgliedstaaten eingreifen will, lehne ich diesen Bericht ab.

Θεόδωρος Ζαγοράκης (PPE), *γραφικώς*. – Υπερψήφισα και εγώ από πλευράς μου την έκθεση με θέμα «Προετοιμασία για την Παγκόσμια Ανθρωπιστική Διάσκεψη Κορυφής: προκλήσεις και ευκαιρίες για την ανθρωπιστική βοήθεια». Ο κόσμος σήμερα αντιμετωπίζει ανθρωπιστικές κρίσεις άνευ προηγουμένου όσον αφορά τον αριθμό τους, την κλιμακά τους και τη διάρκεια τους. Οι αριθμοί δείχνουν το μέγεθος του προβλήματος και οι περιορισμένοι πόροι χρηματοδότησης επιδεινώνουν τις συνέπειες των ανθρωπιστικών κρίσεων. Η ΕΕ οφείλει να αναλάβει ηγετικό ρόλο στην Παγκόσμια Ανθρωπιστική Διάσκεψη Κορυφής, δείχνοντας ενότητα αλλά παρουσιάζοντας παράλληλα ρεαλιστικές προτάσεις για την αντιμετώπιση των μελλοντικών ανθρωπιστικών κρίσεων.

Tomáš Zdechovský (PPE), *písemně*. – Je zřejmé že svět čelí řadě humanitárních katastrof co do počtu, rozsahu, tak i trvání. Počet lidí v nouzi se od roku 2004 zdvojnásobil. Podporuji tuto zprávu, protože mám za to, že je nutné, aby Evropská unie jako globálně významný činitel vyznávající humanitní hodnoty byla přítomna v této oblasti a aktivně se podílela na pomoci. Tyto hodnoty by měly být též hlasitě slyšet na Světovém humanitárním summitu v Istanbulu. Považuji za důležité také provázat diskusi o humanitární pomoci s následnou rozvoje pomoci, jelikož jedna bez druhé nemá z dlouhodobého hlediska význam.

Jana Žitňanská (ECR), písomne. – V hlasovaní o správe zaoberajúcej sa prípravou na Svetový humanitárny summit, ktorý sa bude konať v máji 2016 v Istanbule, som sa zdržala. Myslím si, že správa celkovo smeruje k dobrým cieľom, k efektívnejšej, transparentnejšej a organizovanejšej humanitárnej pomoci. Volá po lepšej výmene informácií, zdôrazňuje úlohu novodobých technológií, pomocou ktorých bude jednoduchšie doručovať humanitárnu pomoc do odľahlých a katastrofou postihnutých oblastí. Toto všetko, ako aj zameranosť na dlhodobé riešenia, prevenciu a pripravenosť na katastrofy, a najmä na pomoc pre najzraniteľnejšie skupiny sú témy, ktoré podporujem. Na druhej strane však správa obsahovala aj články, ktoré spôsobili, že som sa v záverečnom hlasovaní zdržala. K takýmto patrili najmä požiadavky povinných platieb do novozriadeného globálneho fondu pre humanitárnu pomoc či kontroverzná téma sexuálnych a reprodukčných práv.

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), por escrito. – Este relatório versa sobre a Cimeira Humanitária Mundial (CHM) e visa contribuir para uma posição comum da UE nesta cimeira. Refere-se que os objetivos da CHM passarão por reformular o sistema humanitário e adaptá-lo a um cenário de situações de emergência em rápida evolução, de modo a tornar a ação humanitária mais eficiente e preparada. Apela-se a uma maior aproximação entre as comunidades dedicadas à assistência humanitária e ao desvio do foco de ação da resposta para a prevenção e antecipação.

O mundo enfrenta crises humanitárias sem precedentes, tanto no seu número como na sua escala e persistência. O ano de 2014 testemunhou o dramático aumento do deslocamento forçado causado por guerras e conflitos, registando o nível mais alto da história recente.

Grande parte destas situações é uma dolorosa demonstração do carácter desumano, explorador e agressivo do sistema capitalista e tem causas e responsáveis: os processos de desestabilização em vários pontos do globo e as guerras de agressão imperialistas, a política de domínio económico e de saque dos recursos naturais. Infelizmente, nada disto é referido no relatório.

12.11. Developing a sustainable European industry of base metals (A8-0309/2015 - Edouard Martin)

Oral explanations of vote

Jude Kirton-Darling (S&D). – Madam President, with Christmas just around the corner, many steelworkers and their families are facing a grim end of the year. Sites are closing, with thousands of well-paid, highly skilled jobs being lost – like in Redcar, in my home region – or threatened, especially in the supply chain.

We have had enough summits and high-level meetings. Now we need to see real action. It is clear that the market is saturated with overcapacity, especially from China. Today I am calling on the UK Government to stop blocking the vital reform of EU trade defence measures. Edouard Martin's report offers long-term solutions to this crisis and, if implemented correctly, could put European steel on the path to a sustainable future. That is why I supported it today. It is too late for Redcar's steelworkers. Let us not let any more of our communities go down the same route.

Andrejs Mamikins (S&D). – Priekšsēdētājas kundze! Metālu ieguve vienmēr spēlēja milzīgu lomu Eiropas vēsturē. Jau vēsturiski tieši sistemātiska, gadsimtiem ilga tās attīstīšana un aktīvas inovācijas kopā ar vairākām citām nozarēm lielā mērā garantēja mūsu pasaules daļas labu dominēšanu un attīstības stāvokli. Bet ir skaidrs, ka mums dotajā brīdī jādara viss, lai panāktu zemāku enerģijas patēriņu metāla ražošanā un pārējās attiecīgās un atkarīgās jomās, kā arī vismaz tuvākā laika vidusposmā maksimalizēt importētu resursu piegādes stabilitāti un garantijas. Jau nerunājot par centieniem samazināt vispār pasaulē tāda tērauda ražotā tērauda apjomus parasto metālu gadījumā, pieņemot, protams, ņemot vērā iespējamās sekas nacionālām ekonomikām un iesaistītiem strādniekiem. Tieši tāpēc šis Martana kunga ziņojums ir ārkārtīgi svarīgs, un es atbalstu to.

Written explanations of vote

Isabella Adinolfi (EFDD), per iscritto. – L'industria dei metalli comuni, quali acciai, rame, ottone e altri, ricopre un ruolo fondamentale per molti settori ed attività industriali. Attualmente la produzione e la lavorazione di tali metalli vede un momento di crisi, causata non solo dalle politiche ambientali, ma anche dall'assenza di politiche d'investimento adatte a garantire lo sviluppo e la crescita di tale settore. Obiettivo principale della relazione Martin è la creazione di un equilibrio tra la necessità di investire nell'industria dei metalli di base e l'impatto ambientale, tentando tra l'altro di ridurre al minimo i possibili danni per lavoratori e abitanti. Si richiede a tal proposito maggiore trasparenza di informazioni circa le emissioni, gli investimenti e la salute della popolazione circostante. Ho deciso di votare favorevolmente perché ritengo indispensabile non solo migliorare lo scambio di informazioni in materia, ma anche raggiungere un

compromesso tra le esigenze di sviluppo e i relativi impatti sociali ed ambientali.

Tim Aker (EFDD), *in writing*. – Today UKIP voted against the report: Developing a sustainable European industry of base metals. We believe that EU's obsessive green policy together with a lack of regulatory coherence has created great difficulties for energy intensive industries in Europe. We believe that neither EU climate policy nor the new Energy Union proposal, with the renewed ETS system, is the solution to resolve the severe difficulties faced by the base metals industry.

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado a favor del presente informe debido a que supone un importante apoyo político al sector de la industria del acero en Europa. El sector enfrenta una grave crisis debido a la plena apertura comercial de las fronteras, que impide el mantenimiento de esta industria fundamental para el empleo de calidad en Europa. El informe incluye determinados puntos que no aceptamos, como la armonización de la ayuda estatal al sector o la unión de la energía, pero a su vez recoge medidas fundamentales como el ajuste de carbón en frontera, la inequívoca apuesta por el reciclaje y la economía circular para la recuperación del sector, el desarrollo de la inversión pública, el impulso y mantenimiento del diálogo social y el fomento de la cohesión económica regional. Debido a todos estos puntos indispensables para superar la crisis que actualmente afronta el sector, industria indispensable en nuestra apuesta hacia un nuevo modelo productivo que permita generar empleo de calidad, he decidido votar a favor del presente informe.

Louis Aliot (ENF), *par écrit*. – Je me suis abstenu sur le rapport sur le développement d'une industrie européenne durable des métaux de base. Le texte visait à faire état de la réflexion sur le développement de la filière des métaux communs; l'industrie en question est la sidérurgie et la production d'aluminium.

Si ce texte propose une bonne analyse sur l'état du secteur et réaffirme son caractère stratégique pour la politique industrielle, on trouve néanmoins le refus du protectionnisme et de la remise en cause du dogme de la politique de la concurrence, empêchant ainsi d'avancer les outils essentiels à la protection, au développement et à la modernisation de cette industrie.

De plus, les amendements proposés ont largement contribué à dénaturer le rapport, et particulièrement dans les dispositions relatives à l'ajustement aux frontières.

Enfin, la question de l'interdiction, au titre de la politique de la concurrence, des contrats d'approvisionnement électrique à long terme est à peine abordée dans ce rapport alors qu'elle est centrale et structurante pour l'établissement d'une réelle politique industrielle dans ce secteur.

Pascal Arimont (PPE), *schriftlich*. – Aufgrund des drastischen Rückgangs der Nachfrage in der Eisen- und Stahlindustrie und der Schließungen in der Aluminiumindustrie kam es zu einem starken Abbau von Fachkapazitäten und Arbeitsplätzen. Darüber hinaus stehen diese Industriezweige auch vor der Herausforderung, ihre energetische und umwelttechnische Modernisierung voranzutreiben. Da es wichtig ist, dass die europäische Branche der unedlen Metalle nicht aus der Industrielandschaft von morgen verschwindet, ist es zu begrüßen, dass der vorliegende Bericht Maßnahmen vorschlägt, wie sich dieser Sektor an die neuen klimapolitischen, wirtschaftlichen und sozialen Gegebenheiten anpassen kann und beim effektiven und effizienten Energie- und Rohstoffverbrauch mit gutem Beispiel vorangehen sollte.

Marie-Christine Arnautu (ENF), *par écrit*. – Le constat auquel aboutit ce rapport est celui que le Front national fait depuis de nombreuses années: les normes environnementales sont de plus en plus contraignantes, notamment dans le secteur de l'industrie des métaux de base, et sont la principale raison de la perte de compétitivité de l'industrie européenne.

Le texte propose de développer un ajustement écologique aux frontières, en obligeant les importateurs à acheter des quotas d'émissions de CO₂ sur le marché des droits à polluer lors de l'introduction de produits de la sidérurgie ou de l'aluminium primaire.

N'oublions pas que le rapporteur, Edouard Martin, a trahi ses camarades de travail chez ArcelorMittal lorsqu'il a fait accepter le plan de démantèlement de la sidérurgie lorraine.

Au Front national nous pensons qu'il faut aller plus loin et avoir recours au protectionnisme.

Le diagnostic est le bon mais il n'apporte pas les bonnes solutions, je me suis donc abstenue.

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. – The European Union is rather tying itself in knots with this report. On the one hand, it bemoans the high price of energy and its impact upon base metals in the European Union. That is perfectly reasonable as a position to hold.

On the other hand, the same report suggests a position on climate change which would lead to higher energy costs. That, too, is a perfectly reasonable position to hold.

But it is not, in my view, possible to have your cake and eat it. The two positions are logically inconsistent with each other. I therefore voted against this report.

Guillaume Balas (S&D), *par écrit*. – J'ai apporté mon soutien plein et entier au rapport d'Edouard Martin visant à élaborer les conditions nécessaires au maintien et au développement de l'industrie de la production des métaux de base. Il y formule plusieurs solutions concrètes dont l'instauration d'un ajustement CO₂ aux frontières de l'Europe pour empêcher une concurrence déloyale, le développement de l'économie circulaire ou la mise en place de nouveaux modes de gouvernance d'entreprise.

Zigmantas Balčytis (S&D), *raštu*. – Pajėgumų ir darbo vietų mažėjimą Europos plieno pramonės sektoriuje lemia paklausos mažėjimas – 2014 m. paklausa buvo 40 mln. tonų mažesnė nei 2007 m. Pritariu, kad būtina modernizuoti ES plieno ir aliuminio sektorius atsižvelgiant į energijos vartojimo efektyvumą ir aplinkoaugą. Svarbu užtikrinti, kad pramonės politikos srityje būtų apsirūpinta priemonėmis ir ištekliais, kurių reikia norint sėkmingai pereiti prie mažo anglies dioksido kiekio technologijų, o to nebus galima padaryti, jeigu nebus vykdoma strateginė pagrindinių metalų pramonės kontrolė.

Nicolas Bay (ENF), *par écrit*. – Le rapport qui fut initialement présenté en commission ITRE allait dans le bon sens et Edouard Martin avait timidement esquissé des projets de mesures protectionnistes à partir de quelques constats très justes. Las, après le vote en commission, ce rapport n'est plus qu'un catalogue de bons sentiments où quelques bonnes demi-mesures alternent avec de très mauvaises. Voilà pourquoi j'ai finalement décidé de m'abstenir.

Hugues Bayet (S&D), *par écrit*. – J'ai évidemment approuvé ce rapport d'initiative qui vise au développement d'une industrie européenne durable des métaux de base – industrie qui a été très lourdement frappée au cours des dernières décennies et a perdu des milliers d'emplois.

À cet égard, je tiens à souligner la nécessité impérieuse de maintenir des instruments de défense commerciale efficaces – et à la mise en œuvre rapide – afin de faire face aux pratiques de concurrence déloyale en provenance d'États tiers car basées sur des pratiques de dumping social et environnemental.

Nous savons que la Commission a dû récemment prendre ou confirmer des droits antidumping vis-à-vis de produits métalliques importés de Chine à prix bradés. À l'heure où l'attribution du statut d'économie de marché à la Chine est en discussion, il est impératif de maintenir à disposition de tels instruments. L'inverse aurait de graves conséquences en termes de compétitivité et d'emploi sur les industries européennes des métaux de base en aggravant la répercussion de la guerre des prix menée par les plus gros producteurs d'acier mondiaux et de sa surcapacité notoire.

J'ai à ce titre cosigné l'amendement déposé en séance à ce sujet.

Xabier Benito Ziluaga (GUE/NGL), *por escrito*. – Nos hemos abstenido porque consideramos que el sector de la industria de los metales básicos es un sector estratégico en la economía, y el documento contiene aspectos positivos en cuanto a temas sociales, laborales y en defensa de los trabajadores, y contiene líneas generales para apoyar esta industria y que haya una transformación de la misma en cuestiones medioambientales.

Pero, por otro lado, nos oponemos radicalmente a su posicionamiento y su tolerancia tácita hacia el régimen de comercio de derechos de emisión (RCDE) y hacia la ATCI. Las directrices medioambientales que marca el documento nos parecen del todo insuficientes.

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE), *por escrito*. – He votado a favor del informe sobre el desarrollo de una industria europea sostenible de los metales básicos. He diferido en diversos votos de la línea de mi Grupo ya que creo que el informe tiene puntos muy importantes tales como que se pida que se garantice que los futuros acuerdos de comercio incluyan disposiciones que mejoren las oportunidades de exportación y acceso al mercado para los productos europeos de metales básicos o que se inste a que la compensación se armonice y, cuando esté justificado, se aplique a nivel europeo para garantizar la igualdad de condiciones con los competidores mundiales y entre productores europeos y asegurar una protección efectiva ante la fuga de carbono.

Dominique Bilde (ENF), *par écrit*. – Ce rapport est présenté par le député socialiste Edouard Martin, élu tranquillement après avoir trahi ses camarades de «lutte» à ArcelorMittal, auquel il a fait accepter le plan de démantèlement de notre sidérurgie lorraine. Ce document est en réalité un rapport d'étape faisant état de la réflexion du groupe de réflexion sur le développement de la filière des métaux communs.

Le texte fait un bon diagnostic sur l'état du secteur et réaffirme son caractère stratégique pour la politique industrielle. L'angle pris pour sauvegarder et développer cette industrie est l'ajustement écologique aux frontières, en obligeant les importateurs à acheter des quotas d'émissions de CO₂ sur le marché des droits à polluer lors de l'introduction de produits de la sidérurgie ou de l'aluminium primaire. Par contre, le rapport ne franchit pas le pas du protectionnisme pour une industrie aussi stratégique et il aurait été plus simple de mettre en place un prélèvement sur l'importation plutôt que ce système complexe. Il n'est pas fait mention non plus dans le rapport de la fuite des centres de décision hors de l'Union européenne et du poids des industries des pays émergents.

Je me suis donc abstenue sur ce rapport devenu un catalogue de bons sentiments sans propositions.

Mara Bizzotto (ENF), *per iscritto*. – Pur facendo una giusta analisi delle cause del calo occupazionale nell'UE dell'industria siderurgica, destinato a ripercuotersi anche su altri settori chiave, le proposte fatte per porvi rimedio sono troppo blande e prive dell'impatto e della forza necessarie e dare un'inversione di tendenza. Sono convinta che solo restituendo agli Stati membri lo strumento della politica monetaria e di cambio e rilanciando la domanda interna si creeranno le condizioni per una reale ripresa economica duratura. Per tutti questi motivi mi sono espressa con un voto di astensione.

Malin Björk (GUE/NGL), *skriftlig*. – Jag har lagt ned min röst.

Basmetallindustrin är mycket viktig för Europa och särskilt viktig för Sverige. Många industrijobb har försvunnit eller flyttats utanför EU sedan 2008, och sektorn är utsatt för hård konkurrens. Det är viktigt att bevara industriarbetena i Sverige och Europa. Betänkandet kritiserar framför allt skatter och lagar som finns till för att skydda arbetstagare och miljö, vilket inte är rätt väg att gå. Vi vill se en ekologiskt och socialt hållbar basmetallindustri. Även om betänkandet understryker vikten av energieffektivisering och kretsloppstänk går det inte tillräckligt långt miljömässigt. Därför valde jag att lägga ned min röst.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Balsavau dėl šio pranešimo, nes juo Parlamentas pasisako dėl tvarios pagrindinių metalų Europos pramonės sukūrimo. Pajėgumų ir darbo vietų mažėjimą Europos plieno pramonės sektoriuje lemia paklausos mažėjimas – 2014 m. paklausa buvo 40 mln. tonų mažesnė nei 2007 m. Pajėgumai pasikeitė tiek, kad, atsigavus paklausai Europoje, joje bus patiriamas istorinis prekybos deficitas, dėl kurio atsiras priklausomybė ir bus prarasta praktinė patirtis pramonės sektoriuje, o tai turės poveikį galutinės grandies sektoriams, kaip antai automobilių, statybos ir mažo anglies dioksido kiekio technologijų sektoriams. Tuo tarpu Europos aliuminio gamyklos uždaromos aliuminio paklausai Europoje pastaraisiais metais didėjant ir taip yra dėl to, kad didėja importo apimtys. Todėl Parlamentas ragina užtikrinti, kad pramonės politikos srityje būtų apsirūpinta priemonėmis ir ištekliais, kurių reikia norint sėkmingai pereiti prie mažo anglies dioksido kiekio technologijų. Nors pakartotinis pagrindinių metalų naudojimas ir žiedinės ekonomikos plėtra yra labai svarbūs Europos ekonomikai, vien antrinio perdirbimo negali užtekti norint patenkinti būsimus Europos žemyno, kuriame pradedama pereiti prie kitokios energetikos sistemos, poreikius: pavyzdžiui, tokio pat galingumo įrenginio atveju vėjo jėgainės ir saulės energiją naudojančios technologijos suvartoja iki 90 kartų daugiau aliuminio, 50 kartų daugiau geležies, vario ir stiklo ir 15 kartų daugiau betono negu tradiciškesnės šiuo metu įrengtos šiluminės jėgainės (kuriose naudojamas mazutas, gamtinės dujos arba branduolinis kuras).

Simona Bonafè (S&D), *per iscritto*. – Ho votato a favore di questa relazione che affronta in maniera esaustiva i differenti punti sensibili per lo sviluppo di un'industria europea sostenibile dei metalli di base. I metalli di base (acciai, alluminio, rame, stagno, nichel, piombo, leghe di cobalto, molibdeno, magnesio, titanio) rivestono un ruolo centrale nell'industria europea, utilizzati in diversi settori strategici: industria automobilistica, aeronautica, produzione dell'energia; per questa ragione è importante che un'azione incisiva venga condotta al fine di dar avvio ad un processo che stimoli nuovamente la crescita e la competitività di un settore in cui l'Unione europea non può permettere lo sviluppo di ulteriori rapporti di dipendenza. Il documento sottolinea la necessità di una maggiore integrazione interna, del mercato dell'energia e l'individuazione di strategie di investimento per lo sviluppo e l'innovazione. È positivo che sia evidenziato il ruolo che l'attuazione di un'economia circolare può avere su ogni sito di produzione incrementando, attraverso la valorizzazione dei sottoprodotti del mercato dei metalli secondari e dei metalli riciclati, efficienza e competitività. Su questo punto è necessario lavorare affinché vengano elaborati i corretti incentivi economici, anche attraverso il Fondo europeo per gli

investimenti strategici (FEIS), per lo sviluppo di questo nuovo modello produttivo.

Biljana Borzan (S&D), *napisan.* – Podržavam ovu rezoluciju jer EU sa svojim djelovanjem može ublažiti trenutnu tešku situaciju u sektoru osnovnih metala. Europska industrija osnovnih metala je važna za cijeli niz industrija u nastavku proizvodnog lanca, uključujući automobilsku i zrakoplovnu industriju, proizvodnju energije, građevinsku industriju te proizvodnju ambalaže.

Postrojenja za elektrolizu metala kao što su aluminij, bakar i magnezij se zatvaraju jedno za drugim, što pokazuje da se Europa u tom sektoru ubrzano deindustrijalizira.

To se događa ne zbog pada europske potražnje, već poglavito zbog porasta i sve veće kolebljivosti cijena električne energije u nekoliko država članica i dampaža iz trećih zemalja. Naprotiv, potražnja za ne-željeznim metalima kao što su aluminij i bakar je, unatoč krizi, u stalnom porastu.

Marie-Christine Boutonnet (ENF), *par écrit.* – Si, dans ce rapport, le constat concernant l'état de la sidérurgie et de la production d'aluminium nous paraît correct notamment lorsqu'il souligne leur caractère stratégique, la fuite des centres de décision hors d'Europe et le poids des contraintes environnementales sur la productivité des entreprises européennes, il n'en va pas de même pour les solutions proposées, très alambiquées, consistant pour l'essentiel à obliger les importateurs à acheter des émissions de CO₂ sur le marché des droits à polluer.

Il suffirait en effet de mettre en place un prélèvement à l'importation sur la base d'un mécanisme de prix d'entrée, et de revenir sur l'interdiction de contrats d'approvisionnement électrique à long terme, conséquence de la politique de la concurrence, pour rétablir la productivité de ce secteur.

Quelques amendements viennent cependant contrebalancer les protections prévues par ce rapport et m'amènent à m'abstenir sur ce texte.

Renata Briano (S&D), *per iscritto.* – L'industria siderurgica europea è stata colpita da una grave crisi causata dal calo della domanda che nel 2014 risulta essere inferiore di 40 milioni di tonnellate rispetto ai dati dell'anno di inizio della crisi economico-finanziaria globale.

La riduzione della domanda ha portato un disavanzo commerciale in Europa di portata storica, generatore di dipendenza e di perdita di know-how industriali con ripercussioni anche sui settori automobilistico, dell'edilizia e delle tecnologie a basse emissioni di carbonio. Occorre una risposta europea forte a questi eventi perché il buon funzionamento dell'industria metallifera è fondamentale non solo per il benessere dei nostri cittadini, ma anche per il mantenimento dell'indipendenza europea. Unire gli investimenti in innovazione e ricerca all'economia circolare e alla produzione sostenibile significa ottenere una produzione di alta qualità, minimizzare gli sprechi e produrre conoscenze e tecnologie non delocalizzabili ma in grado di tener testa alle fluttuazioni del mercato globale e rilanciare il settore dei metalli di base con una prospettiva rinnovata e funzionale.

Steeve Briois (ENF), *par écrit.* – Ce rapport fait état des pistes de réflexion visant à contribuer au développement de la sidérurgie et de la production d'aluminium. Le rapporteur établit un bon constat sur l'état du secteur et réaffirme que le développement de cette filière est stratégique pour les États membres de l'Union principalement en termes d'emplois. Il admet que les normes environnementales imposées par la Commission sont à l'origine de la perte de compétitivité de cette industrie. C'est la raison pour laquelle il propose d'obliger les importateurs à acheter des quotas d'émission sur le marché des droits à polluer afin de lutter contre le dumping environnemental que pratiquent les pays émergents. Même si cette proposition est positive, elle ne permet pas d'enrayer totalement notre perte de compétitivité et contribuera à accroître la volatilité de ces droits d'émission au bénéfice des spéculateurs.

Ce rapport va globalement dans le bon sens mais reste peu ambitieux. Seul un protectionnisme intelligent contribuerait à lutter efficacement contre la concurrence internationale déloyale. Par ailleurs, les amendements du PPE et du groupe ECR ont largement vidé le rapport des principales mesures intéressantes notamment en termes de dispositions relatives à l'ajustement aux frontières.

Je me suis donc abstenu sur ce texte.

Daniel Buda (PPE), *în scris*. – Aproximativ 160 000 de disponibilizări au avut loc în sectorul oțelului și în sectoarele adiacente lui. În prezent, industria europeană a metalelor de bază se confruntă cu pierderi masive de investiții în favoarea unor țări terțe, pierderi ce sunt cauzate de nivelul comparativ mai ridicat al prețurilor la energie și al costului emisiilor de dioxid de carbon.

Pe de altă parte, există o scădere a cererii în acest sector, dar și o concurență mondială puternică venită din partea unor țări terțe care nu aplică aceleași standarde înalte și reglementări stricte ca cele din Europa.

Paradoxul este acela că reducerea capacităților din sectorul aluminiului din Europa are loc în contextul unei creșteri a cererii europene de aluminiu înregistrate în ultimii ani, ceea ce duce la creșterea importurilor.

Susțin acest raport, deoarece este nevoie de o poziție concretă și de un cadru bine reglementat pentru că, în caz contrar, închiderea uzinelor va conduce la pierderea ireversibilă a tehnologiilor și a competențelor tehnologice, precum și la pierderea calificărilor forței de muncă industriale.

Gianluca Buonanno (ENF), *per iscritto*. – Astensione. L'emorragia di capacità e di posti di lavoro che ha colpito l'industria siderurgica europea è il risultato del calo della domanda, che nel 2014 rimane 40 milioni di tonnellate al di sotto di quella del 2007. Tale adeguamento di capacità è stato di una portata tale che qualsiasi ripresa della domanda europea comporterà la nascita di un disavanzo commerciale storico in Europa, generatore di dipendenza e di perdita di know-how industriali che non mancheranno di ripercuotersi sui settori automobilistico, dell'edilizia e delle tecnologie a basse emissioni di carbonio.

Le chiusure nel settore dell'alluminio europeo, al contrario, avvengono in un contesto di crescita della domanda europea di alluminio negli ultimi anni, cosa che ha determinato un aumento delle importazioni. La politica climatica non è all'origine delle difficoltà di queste industrie, ma è di certo tra le cause aggravanti, in quanto si è rivelata un acceleratore del processo di delocalizzazione.

Per inițiere a porvi rimedio, anziché insistere stoltamente con le stesse politice da apprendista stregone occorre adottare urgente misure per contrastare il dumping climatic dei paesi terți: ad esempio rimpiazzando l'ETS cu una misura permanente di adeguamento alle frontiere («carbon tax»). Le misure richieste dalla relazione vanno nella giusta direzione, ma sono acqua fresca.

Cristian-Silviu Bușoi (PPE), *în scris*. – Sectorul oțelului suferă cea mai gravă criză din istoria sa pe timp de pace, fapt ce duce la o dependență mare a sectorului producției industriale de importurile din țări terțe și la pierderea competențelor tehnologice industriale, cu un impact direct asupra a milioane de locuri de muncă (urmare a reducerii capacităților de producție a oțelului cu peste 40 de milioane de tone din 2008 și a pierderii a peste 60 000 de locuri de muncă directe și a peste 100 000 de locuri de muncă indirecte). Industria europeană a metalelor de bază se confruntă cu pierderi masive de investiții în favoarea unor țări terțe, pierderi datorate în principal nivelului comparativ mai ridicat al prețurilor la energie și costului emisiilor de dioxid de carbon.

Susțin propunerea de rezoluție a Parlamentului European referitoare la dezvoltarea unei industrii europene durabile a metalelor de bază. Consider că UE trebuie să prevadă mijloace de apărare comercială flexibile și reactive, adaptate la noile realități industriale mondiale, în care deciziile să fie luate în timp util, dată fiind posibilă multiplicare a fluxurilor de materii și produse, precum și de informații și servicii.

Nicola Caputo (S&D), per iscritto. – Oggi ho votato a favore di questa relazione per frenare l'emorragia di capacità e di posti di lavoro che ha colpito l'industria siderurgica europea, in gran parte dovuta al calo della domanda che nel 2014 rimane 40 megatonnellate al di sotto di quella del 2007. Tale adeguamento di capacità è stato di una portata tale che qualsiasi ripresa della domanda europea comporterà la nascita di un disavanzo commerciale storico in Europa. L'acciaio e l'alluminio sono due esempi significativi delle difficoltà incontrate in queste professioni che devono nel contempo continuare la modernizzazione energetica e ambientale, che richiederebbe una politica di investimento per la quale poche di esse hanno oggi i mezzi. Tuttavia la politica climatica non è affatto all'origine delle difficoltà di queste industrie ma ciò potrebbe accadere in futuro se la crisi degli investimenti continua e se non viene attivata una politica industriale europea sulle materie prime e i metalli di base. Questa politica industriale deve dotarsi degli strumenti e dei mezzi necessari per far fronte a un aumento del prezzo del carbonio che tutte le istituzioni internazionali impegnate nella lotta contro il cambiamento climatico chiedono

Matt Carthy (GUE/NGL), in writing. – I abstained on this report which was aimed at developing a sustainable European base metals industry. The base metals sector is one that is facing many difficulties in Europe at the moment due to competition and a fall in demand. Furthermore, multinational companies have taken advantage of lower social and environmental standards to shift production to countries outside of Europe, resulting in huge job losses on the continent.

While I could see good aspects of the report which were aimed at improving the social and employment aspects of the base metal sector, I could not support this report for its weaknesses on environmental issues. Parts of the report sought to blame regulations put in place to save the environment for the choice of these multinationals so move elsewhere. For these reasons, I chose to abstain.

James Carver (EFDD), in writing. – Today UKIP voted against the report: Developing a sustainable European industry of base metals. We believe that the EU's obsessive green policy together with a lack of regulatory coherence has created great difficulties for energy intensive industries in Europe. We believe that neither EU climate policy nor the new Energy Union proposal, with the renewed ETS system, is the solution to resolve the severe difficulties faced by the base metals industry.

David Casa (PPE), in writing. – I voted in favour of the report as it aims to improve and make our base metals (steel, aluminium or non-ferrous metals) industry more efficient and to address its problem of competitiveness and allow for better investments. All of this while remembering about our commitments to the environment.

Jean-Marie Cavada (ALDE), par écrit. – J'ai voté en faveur du rapport d'Edouard Martin sur l'industrie européenne durable des métaux de base. Ce rapport propose des mesures concrètes pour préserver la compétitivité de cette industrie et de la sidérurgie de l'Union, mais également pour lutter contre le dérèglement climatique.

Ce texte vise notamment à instaurer un ajustement des quotas d'émission de carbone aux frontières, et ce afin d'empêcher la concurrence déloyale de partenaires commerciaux de l'Union soumis à des normes beaucoup plus souples que les nôtres.

Les mesures prônées par Edouard Martin vont selon moi dans le sens d'une meilleure protection de la production industrielle européenne. Elles doivent permettre à l'Union d'imposer ses normes sociales, fiscales et environnementales.

Dita Charanzová (ALDE), in writing. – I voted in favour of the presented report as I believe that we have to make sure the EU base metal industry, and particularly the steel industry, has everything it needs in order to adapt to the current structural changes. That includes the possibility of using EU funds in order to raise energy efficiency through training of workers in the application of low-carbon technologies.

Caterina Chinnici (S&D), per iscritto. – L'industria dei metalli di base riveste un ruolo essenziale in settori strategici della nostra economia quali il settore automobilistico e quello della produzione energetica. Le pratiche di dumping messe in atto da paesi terzi, come la Cina, hanno fatto sì che il mercato europeo subisse forme di concorrenza impropria, tali da creare forti difficoltà, in particolare, al settore dei metalli di base. Tale circostanza, insieme ad altri elementi relativi ad esempio ai contratti per la fornitura di elettricità, spinge le imprese europee a non investire abbastanza in soluzioni efficienti e innovative di lungo periodo, rischiando così di perdere competitività e rendere il sistema economico europeo eccessivamente dipendente da altri paesi. La risoluzione votata intende garantire dei livelli minimi di protezione del mercato europeo, ammodernando gli strumenti di difesa commerciale per garantire la «equa» concorrenza tra produttori europei e non europei sul mercato interno e sottoponendo gli operatori a regole equivalenti, così da assicurar

are, tra l'altro, il rispetto delle quote di emissione di carbonio. La risoluzione, ispirata a principi di trasparenza, si concentra anche sul diritto di accesso alle informazioni da parte della società civile e delle comunità locali, e riserva particolare attenzione alla tutela ambientale. Pertanto ho votato a favore.

Λευτέρης Χριστοφόρου (PPE), γραπτώς. – Υπερψηφίσαμε την έκθεση διότι θεωρούμε ότι σε μια εκβιομηχανισμένη και αποδοτική από πλευράς πόρων οικονομία είναι επιτακτική η αναβάθμιση των δευτερογενών μετάλλων (τα οποία προκύπτουν από διαδικασία ανάκτησης και ανακύκλωσης), η οποία πρέπει να αναπτυχθεί στο πλαίσιο μιας ανταγωνιστικής και βιώσιμης κυκλικής οικονομίας, αν και γνωρίζουμε ότι δεν μπορεί σε καμιά περίπτωση να καλύψει πλήρως τις ανάγκες των ευρωπαϊκών οικονομιών σε βασικά μέταλλα ούτε σε ποιότητα ούτε σε ποσότητα. Γνωρίζουμε επίσης ότι το εμπορικό ισοζύγιο παλαιοσιδήρου (σκραπ) στην ΕΕ είναι θετικό και ότι θα πρέπει να καταβληθούν περισσότερες προσπάθειες για την παροχή κινήτρων με στόχο την ανακύκλωση παλαιοσιδήρου στην Ευρώπη. Επιθυμούμε τέλος να επισημάνουμε ότι η βιομηχανία βασικών μετάλλων και οι σχετικοί προμηθευτές πρώτων και βοηθητικών υλών θα πρέπει να αντιμετωπίζονται με ολοκληρωμένο και ενιαίο τρόπο.

Κώστας Χρυσόγονος (GUE/NGL), γραπτώς. – Η έκθεση σχετικά με την ανάπτυξη βιώσιμης ευρωπαϊκής βιομηχανίας βασικών μετάλλων αποτελεί μια θετική βάση για την ανάπτυξη πολιτικών δράσεων υποστήριξης του κλάδου. Παρότι δεν λείπουν κάποια αρνητικά στοιχεία, αποφάσισα να υπερψηφίσω θεωρώντας πως οι επιχειρήσεις αλλά και οι εργαζόμενοι αυτού του τομέα στην Ευρώπη έχουν δεχθεί αρκετά πλήγματα τα τελευταία χρόνια λόγω των αναταράξεων στην οικονομία και οποιαδήποτε πρωτοβουλία αναζωογόνησης της επιχειρηματικής δραστηριότητας θα λειτουργήσει προς όφελος όλων.

Deirdre Clune (PPE), in writing. – The draft report stresses the need to support the base metal industry as it is particularly vulnerable to outside competition (dumping prices) and also to EU climate and energy policy. It also addresses the problem of heightened loss of competitiveness of several basic materials industries such as the steel, aluminium and non-ferrous metals industries. The EU therefore needs to help building an efficient frame for these sectors in order to re-establish their economic potential.

Lara Comi (PPE), per iscritto. – Ho votato a favore della presente relazione, poiché noi europei dovremmo essere fieri della nostra industria siderurgica e dovremmo impegnarci a difenderla applicando tutti gli strumenti di difesa commerciale, soprattutto se parliamo della crescente concorrenza sleale extraeuropea, come nel caso della Cina. Sappiamo bene che l'aumento esponenziale delle esportazioni di prodotti cinesi verso l'Europa è un dato di fatto e che riconoscendo lo status di economia di mercato alla Cina renderebbe di fatto impossibile applicare nei confronti di questo paese le misure legali poste a difesa dell'industria europea. Siamo ben consapevoli che la Cina non è mai riuscita sino a ora a soddisfare i requisiti per essere riconosciuta come economia di mercato, che sono ad esempio l'assenza di interferenze statali, l'assenza di distorsioni indotte dallo Stato sulle imprese, l'adozione di una normativa in materia fallimentare che garantisca la certezza del diritto e stabilità o il rispetto dei principi di revisione contabile indipendenti e in linea con le norme internazionali in materia. Ricordo che un eventuale riconoscimento farebbe decadere tutte le misure di antidumping per proteggere la nostra industria.

Therese Comodini Cachia (PPE), in writing. – I concur that industrial policy must comprise the tools and resources needed to make low-carbon transition a reality, and this can only be done through strategic management of base metals industries and by ensuring that the right tools and resources are available. We should avoid risks of experiencing what happened in 2008 — with the loss of no less than 60 000 jobs directly and over 100 000 jobs indirectly, resulting in dependency and losses of industrial know-how — through forward planning in the parameters of today's climate change challenges.

Ignazio Corrao (EFDD), per iscritto. – L'argomento in questione — per quanto possa apparire estremamente tecnico — presenta innumerevoli risvolti in svariati settori di primaria importanza, tutti tra loro strettamente connessi. In primo luogo, infatti, questi metalli si collocano alla base di molti settori e attività industriali di indiscussa importanza. In secondo luogo, le politiche in materia di industria dei metalli comuni sono — come diretta conseguenza — in grado di incidere significativamente, sia direttamente che indirettamente, sull'occupazione europea. A tal proposito, non possiamo dimenticare che, da un lato questo settore si trova sottoposto a una forte pressione internazionale (come non ricordare i passi rapidissimi compiuti dal governo cinese!), mentre dall'altro si caratterizza per l'elevato fabbisogno energetico di tali industrie. La relazione in questione — grazie anche all'apporto che il relatore ha saputo dare, forte della sua grande esperienza personale nel settore — rappresenta una buona sintesi di equilibrio tra le contrapposte esigenze. In particolare, va segnalata la richiesta di rendere equa tra gli Stati membri la politica di compensazione per le emissioni indirette e l'introduzione dell'aggiustamento del contenuto di carbonio alla frontiera, per lottare contro la concorrenza internazionale che non è sottoposta ai vincoli dell'ETS. Per tali ragioni, il mio sarà un voto favorevole.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado a favor del presente informe debido a que supone un importante apoyo político al sector de la industria del acero en Europa. El sector enfrenta una grave crisis debido a la plena apertura comercial de las fronteras, que impide el mantenimiento de esta industria fundamental para el empleo de calidad en Europa. El informe incluye determinados puntos que no aceptamos, como la armonización de la ayuda estatal al sector o la unión de la energía, pero a su vez recoge medidas fundamentales como el ajuste de carbón en frontera, la inequívoca apuesta por el reciclaje y la economía circular para la recuperación del sector, el desarrollo de la inversión pública, el impulso y mantenimiento del diálogo social y el fomento de la cohesión económica regional. Debido a todos estos puntos indispensables para superar la crisis que actualmente afronta el sector, industria indispensable en nuestra apuesta hacia un nuevo modelo productivo que permita generar empleo de calidad, he decidido votar a favor del presente informe.

Andrea Cozzolino (S&D), *per iscritto*. – Il settore europeo dell'acciaio oltre a rivestire una notevole importanza storica per l'integrazione europea, gioca un ruolo fondamentale nello sviluppo dell'intera economia sia a livello tecnologico sia nel superamento delle difficoltà di fornitura. Tuttavia, tale settore in Europa sta attraversando una delle più gravi crisi con la riduzione di oltre 40 milioni di tonnellate di capacità di produzione di acciaio a partire dal 2008 e la perdita di oltre 60.000 posti di lavoro diretti e di 100.000 posti di lavoro indiretti. Tale crisi fa sì che a livello europeo i settori manifatturieri industriali siano maggiormente dipendenti dalle importazioni da paesi terzi e che ci sia una perdita di *know-how* industriale con ricadute immediate su milioni di posti di lavoro e sulla competitività del settore. La risoluzione del Parlamento europeo, che ho votato in favore, propone delle azioni per il rilancio dell'industria europea dell'acciaio a partire dalla sua sostenibilità come la necessità di un intervento immediato contro i cambiamenti climatici e gli elevati prezzi dell'energia, il sostegno agli investimenti nella produzione di metalli a basse emissioni di carbonio, misure europee di protezione degli scambi in materia di metalli di base.

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. – I believe that actions aimed at safeguarding industries should focus on the reduction of operating costs in Europe rather than the introduction of imposed costs which could create further imbalances in an already uneven playing field on the global market for European manufacturers.

From a climate change perspective, I support a robust emissions trading scheme for the EU that provides a realistic carbon price signal and I consider the revision of the EU ETS Directive as an opportunity to strengthen the effectiveness of this policy instrument. However, the impact of the EU ETS (and other environment measures) in the European steel industry, compared to other factors (economic, social, labour costs, demand, lack of innovation, lack of proactive action/investment by the sector etc.) needs to be fully addressed.

Free allocation should be based on clear, objective, quantitative criteria and should be targeted at the sector/sub-sector where carbon leakage is a proven reality. In my view an urgent in-depth review of existing measures together with the repercussions of any additional measures has to be swiftly undertaken.

Daniel Dalton (ECR), *in writing*. – I am extremely concerned at the current situation in the steel sector, and the base metals sector in general. The supply of raw materials and high energy prices due to European energy policy are having an impact on the European base metals sector's competitiveness.

However, I cannot support the introduction of a carbon border adjustment mechanism; this would encourage protectionism and potentially lead to retaliation from international trading mechanisms. Obliging Member States to provide compensation for indirect costs encroaches upon fiscal sovereignty, and indeed such harmonisation would be too burdensome to implement given the disparities that exist between Member States in terms of energy costs and intensity.

Seb Dance (S&D), *in writing*. – People who work in the steel industry are losing their jobs, both in the UK and across the EU as the sector confronts its most serious peacetime crisis ever, facing a combination of rising steel prices, social dumping, an influx of cheap Chinese steel and increasing energy costs.

We will not be able to solve this problem on our own – by working together at EU level we can put pressure on the Chinese government over steel dumping and come up with Europe-wide solutions to these problems. In the upcoming work on Phase IV of the ETS, Labour MEPs will work to ensure that the system of free carbon allowances addresses the issue of carbon leakage. Should this not be sufficient, the Commission should, as a last resort, examine the feasibility of a carbon border adjustment mechanism linked to the ETS.

Labour MEPs will continue to work on this issue and to call on the UK Government to take strong and effective action at the national level to support the steel industry and stop massive direct and indirect job losses in this sector.

Viorica Dăncilă (S&D), *în scris*. – Consider că industriile mari consumatoare de energie trebuie să își continue eforturile de optimizare a mecanismelor de reciclare și de reducere a emisiilor de CO₂, în vederea asigurării pe viitor a competitivității industriale și în vederea îndeplinirii obiectivelor obligatorii de reducere stabilite de Uniunea Europeană.

Nicola Danti (S&D), *per iscritto*. – La relazione Martin mette in luce, tra gli altri, il tema fondamentale dei rapporti commerciali con i grandi partner mondiali, che molto influiscono sulla sopravvivenza del nostro tessuto produttivo in questo settore strategico. L'industria siderurgica europea sta attraversando una fase di crisi profonda: la sovraccapacità produttiva mondiale nel solo settore dell'acciaio, soprattutto da parte della Cina, sta già causando un'ingente perdita di posti lavoro in vari Stati membri. Nella relazione, c'è un importante passaggio che fa riferimento al possibile riconoscimento da parte dell'Unione europea dello status di economia di mercato proprio alla Cina: questo significherebbe «aggravare le conseguenze della guerra dei prezzi condotta dal principale produttore di acciaio al mondo». L'acquisizione di tale status avrebbe, infatti, un impatto disastroso sull'efficacia degli strumenti di difesa commerciale europei e conseguentemente, sulla capacità di tutelare imprese e posti di lavoro. In gioco ci sono geopolitica e politica commerciale, ma, in entrambi i casi, non possiamo permettere che a pagare siano le nostre imprese, i nostri lavoratori, i nostri cittadini. Credo fermamente che l'industria europea debba poter competere nel mondo, sulla base di regole chiare e alle stesse condizioni dei suoi partner commerciali. Per questo ho espresso voto favorevole alla relazione.

Michel Dantin (PPE), *par écrit*. – Ce rapport d'initiative propose des mesures pour soutenir l'industrie métallurgique, extrêmement vulnérable à la concurrence internationale et aux politiques climatiques et énergétiques européennes.

L'objectif du rapport, en ligne avec les priorités du groupe PPE, est de réindustrialiser l'Europe en augmentant les investissements et en promouvant des règles de jeu égales avec le reste du monde. Le rapport propose l'introduction d'un dispositif d'ajustement carbone aux frontières, dont l'objectif est d'imposer une taxe carbone aux marchandises entrant dans l'Union européenne encadrées par des critères de qualité environnementale moins ambitieux. Il fait également référence à la révision du système d'échange de quotas d'émission (SEQUE).

Considérant que l'industrie métallurgique demeure un secteur stratégique pour l'Union européenne, j'ai soutenu ce rapport.

Rachida Dati (PPE), *par écrit*. – J'ai apporté mon soutien à ce rapport qui vise à garantir la compétitivité de l'industrie des métaux de base, notamment à travers une refonte du système d'échange de quotas d'émission. Ce rapport est notable car l'industrie des métaux de base revêt une importance particulière en Europe pour toute une série de filières telles que l'automobile, l'aéronautique ou encore la construction.

Marielle de Sarnez (ALDE), *par écrit*. – Depuis 2008, le secteur de la sidérurgie européenne est frappé par une crise grave, du fait de la forte concurrence des produits en provenance de pays tiers comme la Chine.

Les producteurs européens qui, contrairement à leurs concurrents internationaux, sont dans l'obligation de respecter des obligations environnementales et énergétiques de haut niveau, peinent à rester compétitifs face à un acier chinois vendu à très bas coût.

Pour protéger ce secteur et ses emplois, il est donc essentiel d'investir et de mettre sur pied une réglementation européenne durable pour les matières premières et les métaux de base. Il faut notamment introduire un système de taxation carbone aux frontières de l'Union européenne afin de contraindre les importateurs étrangers à indiquer le contenu carbone de leurs métaux et à acheter des quotas d'émission pour pouvoir vendre sur le marché communautaire.

Angélique Delahaye (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport d'initiative dont l'objectif est de contribuer à la réindustrialisation de l'Europe et de promouvoir des conditions de concurrence loyale au niveau international.

Nous appelons ainsi l'Union européenne à prendre en compte la vulnérabilité de l'industrie des métaux face au dumping pratiqué par des pays tiers, notamment la Chine, et à élaborer un cadre efficace pour rétablir le potentiel économique de la filière. Pour ce faire, nous préconisons la mise en place d'un ajustement carbone aux frontières (ACF) et la réforme future du système d'échange de quotas d'émission (SEQE) afin de protéger la compétitivité des industries européennes.

Enfin, en ayant voté pour ce rapport, je plaide pour une réduction et une harmonisation des prix en Europe par une meilleure intégration du marché intérieur tout en investissant dans la recherche et le développement afin que l'Europe puisse rester un pôle d'excellence dans la production des métaux de base.

Andor Deli (PPE), *írásban*. – Európában az ipari fémek iparának számos kihívással kell az utóbbi időben szembenézni: egyfelől a válság eredményeként a kereslet nagymértékben visszaesett, másfelől jelentősen megerősödött a globális verseny, mégpedig olyan országok irányából, amelyekben nem kell az európaihoz hasonló magas szintű normákat betartani. A jelentéstevő rámutat, hogy az ipari fémek uniós iparának problémái, mint az alacsony versenyképesség és alacsony befektetésvonzó képesség, jórészt a kibocsátás-kereskedelmi rendszernek és a magas európai energiaáraknak köszönhetőek. Ezért a jelenlegi kibocsátás-kereskedelmi rendszer átalakítása az ipari fémek ipara versenyképességének biztosítása szempontjából az egyik legsürgetőbb kérdés.

A körkörös gazdaság tekintetében egyetértek azzal a jelentésben foglalt célkitűzéssel, amely az Unió területén használt ritkaföldfémek és kritikus fémek újrahasznosításának gyors növelését határozza meg. Továbbá erős kapcsolatok létrehozását kéri az ipari fémeket újrahasznosító ágazat és más ágazatok között az ipar méretének és rugalmasságának megerősítése érdekében, különösen az ipar leépülése által érintett régiókban. A néppárti magyar delegáció tagjaként támogattam a jelentést, mert úgy vélem, hogy szükség van az európai iparpolitika megújulására.

Jean-Paul Denanot (S&D), *par écrit*. – Il s'agit d'un rapport important sur l'industrie des métaux de base qui dénonce le scandale des friches industrielles en Europe, avec des usines abandonnées alors qu'elles pourraient encore produire et qui recommande des pistes efficaces de changement notamment l'ajustement CO₂ aux frontières de l'Europe afin d'empêcher la concurrence déloyale de ceux qui produisent dans des territoires dotés de normes moins strictes que les nôtres, mais vendent en Europe.

Il faut aujourd'hui réfléchir à une nouvelle lecture européenne du droit à la concurrence prenant davantage en considération les intérêts industriels européens dans un contexte de concurrence globale exacerbée, notamment avec la Chine qui avance masquée, se présentant sous les atours d'une économie de marché alors que ce pays-continent protège son marché intérieur et conditionne son accès.

Gérard Deprez (ALDE), *par écrit*. – J'ai soutenu le rapport sur le développement d'une industrie européenne durable des métaux de base. L'industrie des métaux de base est primordiale pour toute une série de filières en aval, parmi lesquelles l'automobile, l'aéronautique, la production énergétique, la construction ou encore les emballages. L'Europe, déjà très dépendante en termes de matières premières, ne peut se permettre de laisser se créer une nouvelle dépendance dans les métaux de base.

Je soutiens en conséquence la mise en place d'une taxe carbone aux frontières. Cette contribution fondée sur les émissions de dioxyde de carbone aurait vocation à mettre sur un pied d'égalité les producteurs européens de métaux de base, contraints d'acheter des droits à polluer, et leurs concurrents étrangers, qui en seraient dispensés. Une telle approche aurait l'avantage de proposer une solution universelle permettant à chaque État de décider de façon souveraine du niveau d'ambition de sa politique climatique, selon une évaluation d'impact minutieuse des conséquences. J'ai également défendu une position ferme vis-à-vis des partenaires commerciaux de l'Union susceptibles de présenter des mesures de dumping.

Mireille D'Ornano (ENF), *par écrit*. – Ce rapport sur le développement de la filière des métaux communs, en particulier sur l'aluminium, présente de bons aspects, bien qu'il n'aille pas assez loin et perde ainsi de son utilité.

Le texte établit un diagnostic pertinent sur la politique industrielle désastreuse qu'a subi l'Europe (en évoquant notamment les normes environnementales beaucoup trop contraignantes). Est évoquée également la nécessité d'un accord global sur l'émission de CO₂ qui harmoniserait des textes éparpillés et peu efficaces.

Néanmoins, à aucun moment le rapport n'évoque les indispensables mesures de protection commerciale afin de relancer l'industrie métallurgique européenne.

Refusant de laisser fuir les centres de décisions hors d'Europe en ce qui concerne la métallurgie, ainsi que hors du cadre d'une politique commerciale réaliste et nationale, mais constatant l'avancée des mentalités sur la nécessité de réindustrialiser l'Europe, je me suis abstenue.

Ангел Джамбазки (ECR), *в писмена форма*. – Като един от големите сектори, стоманодобивният сектор е важен за европейската икономика не само като сектор с голяма добавена стойност, а и като сектор, даващ работа на голям брой европейски граждани.

Поради тази причина и поради проблемите в тази сфера, породени от икономическата криза, намаленото търсене, което е причинено от много и различни причини, както и намаленото потребление и увеличаването на собственото производство на Китай, ние сме длъжни да защитим европейската икономика, а оттам и хората, заети в този бизнес.

Въпреки това гласувах против този документ, защото според мен промяната и либерализацията в режима на квотите няма да подпомогне развитието на този сектор, а само ще превърне тези квоти в разменна монета и един вид ценна книга.

Опазването на околната среда и борбата с изменението на климата е от първостепенна важност за Общността, но и за останалите страни в света. Поради тази причина и поради това, че редица други страни имат достъп до много по-евтини енергийни ресурси, т.е. по-евтина крайна продукция, ние трябва да насочим вниманието на тази промишленост към използването на енергийно ефективни и иновационни производствени процеси. За съжаление, този доклад ми прилича на лобистки и поради тази причина аз не го подкрепям.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI), *γραφικώς*. – Καταψηφίζουμε διότι θεωρούμε ότι η συγκεκριμένη έκθεση δεν επιτυγχάνει να αντιμετωπίσει το εξελισσόμενο και μεγάλο πρόβλημα των ευρωπαϊκών βιομηχανιών βασικών μετάλλων, που δεν είναι άλλο από τον αδύματο ανταγωνισμό της Κίνας.

Norbert Erdős (PPE), *írásban*. – Európában az ipari fémek (különbéle acélok, színesfémek, fémötvözetek, ritkaföldfémek) iparának számos kihívással kell az utóbbi időben szembenézni: egyfelől a válság eredményeként a kereslet nagymértékben visszaesett, másfelől jelentősen megerősödött a globális verseny, mégpedig olyan országok irányából, amelyekben nem kell az európaihoz hasonló magas szintű normákat betartani. A jelentésvető rámutat, hogy az ipari fémek uniós iparának problémái, mint az alacsony versenyképesség és alacsony befektetésvonzó képesség, jórészt a kibocsátás-kereskedelmi rendszernek és a magas európai energiaáraknak köszönhetőek. Ezért a jelenlegi kibocsátás-kereskedelmi rendszer átalakítása az ipari fémek ipara versenyképességének biztosítása szempontjából az egyik legsürgetőbb kérdés.

Az európai kereskedelemvédelmi intézkedésekre az ipari fémek vonatkozásában inkább a túl késői orvoslás, mint megelőzés jellemző. Az európai kereskedelempolitika nem hagyhatja figyelmen kívül, hogy az említett harmadik országok kihasználják viszonylagos előnyüket a nyersanyagokhoz való hozzáférés tekintetében, gyakran állami támogatást is kapnak, és olykor a termelési költségek alatti áron értékesítik termékeiket. A részletes szavazás során támogattam a határon alkalmazott szén-dioxid-kiigazítási intézkedések alkalmazását, mint lehetőséget. A néppárti magyar delegáció tagjaként támogattam a jelentést, mert úgy vélem, hogy szükség van az európai iparpolitika megújulására.

Eleonora Evi (EFDD), *per iscritto*. – La relazione del collega Martin, dei socialisti francesi, si incentra sull'industria dei metalli comuni; il ruolo che questi giocano per l'industria europea è altissimo. Sono fondamentali per molti settori e, di conseguenza, hanno effetti diretti e indiretti sull'occupazione e su buona parte dell'economia europea. Non va ovviamente dimenticato che vengono utilizzati da industrie che hanno un elevato fabbisogno energetico e, quindi, va trovato un equilibrio che consenta all'industria di restare competitiva senza compromettere le politiche energetiche e di riduzione delle emissioni atmosferiche. Forse il contributo più innovativo di questa relazione consiste nella richiesta di normalizzare tra gli Stati membri la politica di compensazione per emissioni indirette, introducendo altresì uno strumento quale l'aggiustamento del contenuto di carbonio alla frontiera che mira a contrastare la concorrenza internazionale che, come spesso accade, opera sotto sistemi regolatori meno stringenti di quelli dell'UE. Ritengo che questa relazione sia riuscita a bilanciare l'impegno ambientale garantendo, allo stesso tempo i diritti dei lavoratori senza pregiudicare le necessità industriali. Ho votato a favore.

Fredrick Federley (ALDE), *skriftlig*. – Det här betänkandet handlar mindre om basmetallsektorns utmaningar och mer om EUs system för handel med utsläppsrätter (EU ETS). Eftersom Europaparlamentet just börjat arbeta med det lagförslag om EU ETS som kommissionen lade fram i juli, så är det mycket olyckligt att redan nu låsa fast positionerna utan ordentlig diskussion, och där de inte hör hemma. Vi har därför valt att konsekvent rösta emot alla skrivningar som går in på detaljer om EU ETS och om koldioxidjustering vid gränserna, oavsett vad vi anser om innehållet i sig, samt röstade emot hela betänkandet.

Edouard Ferrand (ENF), *par écrit*. – J'ai voté contre ce rapport parce qu'il ne protège pas assez l'industrie des pays européens.

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – A diminuição das capacidades e do emprego da indústria siderúrgica europeia resulta, em parte, da quebra da procura. Em 2014, registou um decréscimo de 40 milhões de toneladas em relação a 2007. Mas esta diminuição resulta sobretudo de décadas de desinvestimento e de desmantelamento deste sector, como é exemplificativo o caso de Portugal, tendo implicado a dependência e a perda de conhecimentos industriais especializados, que se repercutem em sectores a jusante.

O relatório afirma a urgência de um incremento no desenvolvimento da indústria de metais de base – ferro, alumínio, cobre, etc. – e a necessidade de adaptá-la aos novos paradigmas tecnológico/ambiental, com vista à sua reafirmação a nível internacional.

São positivas algumas das recomendações deste relatório. Mas a abordagem feita é incompleta e inconsistente. Ademais, não acompanhamos considerações respeitantes à exploração e propriedade, ou seja, à acumulação do capital por parte de grandes multinacionais que, no fim de contas, continuarão a apropriar-se dos recursos e da criação de riqueza deste sector.

Um novo impulso para a política industrial deverá prosseguir o caminho da modernização tecnológica, energética e ambiental, devendo para isso criar mais emprego e dotar-se dos instrumentos e dos meios necessários, o que não será possível sem o controlo público estratégico das indústrias de metais de base.

Luke Ming Flanagan (GUE/NGL), *in writing*. – I voted in favour as the overall thrust is positive.

Monika Flašíková Beňová (S&D), *písomne*. – Ocel' a hliník sú preto dva významné príklady ťažkostí, ktorým čelia tí, ktorí pracujú v týchto odvetviach, ktoré musia pokračovať v energetickej a environmentálnej modernizácii, ktorá si vyžaduje investičnú politiku, na ktorú má dnes len málo z nich prostriedky. V rámci tejto priemyselnej politiky sa musia zabezpečiť potrebné nástroje a prostriedky s cieľom dosiahnuť úspešný prechod na nízkouhlíkové hospodárstvo, pričom sa nemôže vykonávať bez strategického riadenia odvetvia základných kovov a bez toho, aby sa zabezpečili potrebné nástroje a prostriedky na zvládnutie zvyšujúcich sa cien uhlíka. Hoci je pre európske hospodárstva absolútne nevyhnutné opätovne využívať základné kovy a rozvíjať obehové hospodárstvo, samotná recyklácia nebude môcť pokryť budúce potreby európskeho kontinentu zapojeného do prechodu na iné zdroje energie. V čase, keď rýchlo sa rozvíjajúce krajiny rozširujú svoje odvetvia výroby základných kovov, ktoré zabezpečujú opätovný rast hospodárstva, sa tieto krajiny stávajú dôležitými konkurentmi na svetovom trhu ocele, v celom odvetví výroby základných kovov, ako aj vzácnych zemín a majú komparatívnu výhodu v podobe prístupu k surovinám, ktorú niekedy možno znásobiť vďaka verejnej podpore a hľadaniu odbytísk prostredníctvom dumpingu, je nevyhnutné, aby si Európska únia vypracovala flexibilné a reaktívne opatrenia na ochranu obchodu.

Lorenzo Fontana (ENF), *per iscritto*. – Come per la relazione precedente anche per questa relazione gli aspetti negativi e più delicati non vengono affrontati con la giusta pragmaticità.

Λάμπρος Φουντούλης (NI), *γραπτώς*. – Καταψηφίζω την έκθεση σχετικά με την ανάπτυξη βιώσιμης ευρωπαϊκής βιομηχανίας βασικών μετάλλων διότι θεωρώ πως η συγκεκριμένη έκθεση δεν κατορθώνει να προτείνει λύση στο εξελισσόμενο και μεγάλο πρόβλημα των ευρωπαϊκών βιομηχανιών βασικών μετάλλων, που δεν είναι άλλο από τον αθέμιτο ανταγωνισμό της Κίνας.

Ashley Fox (ECR), *in writing*. – Conservatives recognise that the base metals industry is a cornerstone of our economy and recognise the increased challenges the sector has faced over recent years. We are alarmed at the surge in Chinese steel exports that have flooded the world market, often being sold overseas at a loss. There have already been a number of closures in the UK and if the current situation continues unabated further wholesale closures are inevitable. We are therefore in favour of the calls in the report backing EU-level anti-dumping measures which support the UK steel sector. However we do not support the introduction of a carbon border adjustment mechanism, which could encourage protectionism, lead to retaliation and undermine efforts to secure a global approach to climate change and emissions reduction.

Conservatives also welcome the focus on the impact of high energy prices on competitiveness and agree that more needs to be done to compensate for indirect costs. However, obliging Member States to provide such compensation encroaches upon fiscal sovereignty, and harmonisation would be too burdensome to implement given the disparities that exist between Member States in terms of energy costs and intensity. Conservatives therefore voted against the report.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D), *in writing*. – The haemorrhaging of skills and jobs in the European steel industry is the result of a slump in demand. There have been such significant adjustments in capacity that any upturn in European demand will give rise to an unprecedented trade deficit in Europe that would engender dependency and the loss of industrial know-how and is bound to have a knock-on effect on the downstream automotive, construction and low-carbon technologies sectors.

On the other hand, closures in the European aluminium industry are taking place at an alarming pace against a backdrop of growing European demand for aluminium in recent years, which has led to increases in imports. Steel and aluminium are two prime examples of the difficulties faced by those working in such industries, which must continue to modernise in energy and environmental terms when this means following an investment policy which few can currently afford.

Thus, while climate change policy is in no way the root cause of the problems facing these industries, it may well be so in the future if the investment crisis continues and if No European industrial policy on raw materials and base metals is implemented.

Kinga Gál (PPE), *írásban*. – Európában az ipari fémek iparának számos kihívással kell az utóbbi időben szembenézni: egyfelől a válság eredményeként a kereslet nagymértékben visszaesett, másfelől jelentősen megerősödött a globális verseny, mégpedig olyan országok irányából, amelyekben nem kell az európaihoz hasonló, magas szintű normákat betartani. A jelentésvető rámutat, hogy az ipari fémek uniós iparának problémái, mint az alacsony versenyképesség és alacsony befektetésvonzó képesség, jórészt a kibocsátás-kereskedelmi rendszernek és a magas európai energiaáraknak köszönhetőek. Ezért a jelenlegi kibocsátás-kereskedelmi rendszer átalakítása az ipari fémek ipara versenyképességének biztosítása szempontjából az egyik legsürgetőbb kérdés.

Az európai kereskedelemvédelmi intézkedésekre az ipari fémek vonatkozásában inkább a túl késői orvoslás, mint megelőzés jellemző. Az európai kereskedelempolitika nem hagyhatja figyelmen kívül, hogy az említett harmadik országok kihasználják viszonylagos előnyüket a nyersanyagokhoz való hozzáférés tekintetében, gyakran állami támogatást is kapnak, olykor a termelési költségek alatti áron értékesítik termékeiket. A körkörös gazdaság tekintetében egyetértek azzal a jelentésben foglalt célkitűzéssel, amely az Unió területén használt ritkaföldfémek és kritikus fémek újrahasznosításának gyors növelését határozza meg. Továbbá erős kapcsolatok létrehozását kéri az ipari fémeket újrahasznosító ágazat és más ágazatok között az ipar méretének és rugalmasságának megerősítése érdekében, különösen az ipar leépülése által érintett régiókban.

A részletes szavazás során támogattam a határokon alkalmazott szén-dioxid-kiigazítási intézkedések alkalmazását, mint lehetőséget.

Ildikó Gáll-Pelcz (PPE), *írásban*. – Az európai acélipar a kapacitás és a munkahelyek tekintetében egyaránt hatalmas veszteségeket szenvedett a kereslet zuhanásának következtében, ami 2014-ben a 2007-es szinthez képest 40 megatonnával esett vissza. A kapacitáskülönbség olyan méreteket öltött, hogy az európai kereslet bármely újbóli megerősödése Európa kereskedelmének történelmében példátlan hiányt fog kelteni és függőséget idéz majd elő, az ipari szaktudásban bekövetkezett veszteségek romboló hatása pedig minden bizonnyal továbbgyűrűzik a felvevő ágazatokra, többek között a személygépkocsi-gyártásra, az építőiparra és az alacsony szénfelhasználású technológiákra.

Olyan időszakban vagyunk, amikor a feltörekvő országok fejlesztik az ipari fémek iparát (azon fémek gyártását, amelyek iránt ismét megnő a kereslet), így a legfontosabb versenytársakká váltak mind az acél és valamennyi ipari fém, mind pedig a ritkaföldfémek világpiacán, kihasználva viszonylagos előnyüket a nyersanyagokhoz való hozzáférés tekintetében, amelyhez olykor állami támogatás és a dömping (azaz a termelési költségek alatti áron történő eladás) útján való értékesítésre törekvés is járul.

Arra van szükség, hogy az EU rugalmas és reakcióképes kereskedelemvédelemmel vértesse fel magát, igazodva az új globális ipari környezethez, ahol az alapanyagok és a termékek, valamint az információk és a szolgáltatások áramlásának lehetséges megsokszorozódásából fakadó kihívásokkal szemben fel kell gyorsítani a döntéshozatal ritmusát. Szavazatommal támogattam a jelentést.

Francesc Gambús (PPE), *por escrito*. – He votado a favor ante las dificultades que afrontan los sectores del acero y del aluminio en la UE. Estoy convencido de que la política industrial debe disponer de las herramientas y los medios necesarios para poder llevar a cabo la transición hipocarbónica. Las industrias europeas de metales básicos deben hallar una estrategia para adaptarse a la nueva situación climática, económica y social, dando ejemplo por lo que respecta a la eficacia y la eficiencia en el consumo de energía y materias primas, y no desapareciendo del futuro panorama industrial. Los derechos de emisión, que actualmente se asignan siguiendo las series históricas, han de otorgarse por la producción actual, no pasada. Del mismo modo, debemos incentivar con derechos de emisión gratuitos a las empresas que más inviertan en innovación y mejora de sus instalaciones para disminuir sus emisiones contaminantes.

Elisabetta Gardini (PPE), *per iscritto*. – L'industria dei metalli rappresenta un settore vitale per l'economia europea, un'eccellenza mondiale che sta soffrendo di grandi difficoltà e che necessita di maggiore protezione e supporto da parte delle istituzioni. Abbiamo bisogno di una vera e propria politica industriale per il settore e di un chiaro no al riconoscimento allo status di economia di mercato della Cina, che sta esercitando forme di concorrenza sleale da cui occorre difendere le nostre eccellenze.

Elena Gentile (S&D), *per iscritto*. – Ho votato a favore della relazione del PE sullo sviluppo di un'industria europea sostenibile dei metalli di base perché sostengo con vigore l'idea di un'industria europea dei metalli di base forte, innovativa e competitiva ma anche pulita e che generi di posti di lavoro di qualità. Condivido la necessità di una politica industriale europea del settore che affronti la sfida ambientale e della competitività dei prodotti e risolva il crescente gap esistente d'investimenti in nuove tecnologie pulite, che permetterebbe all'industria europea di innovarsi e stabilire standard produttivi a livello mondiale. Condivido la richiesta di un meccanismo di adeguamento alle frontiere esteso a tutta la filiera, che eviti la delocalizzazione dell'inquinamento e lo spostamento delle produzioni europee in paesi con minore sensibilità ambientale e costi di CO₂ più bassi. Ritengo, infatti, che la leadership europea nella lotta ai cambiamenti climatici debba esercitarsi anche facendo in modo che i produttori concorrenti applichino la nostra legislazione negli scambi commerciali con l'UE: la determinazione delle caratteristiche inquinanti dei prodotti importati è dunque essenziale. Condivido, infine, il richiamo al problema dei contratti energetici di lungo termine e alla compensazione volontaria su base nazionale delle emissioni dirette, che genera una concorrenza sleale tra produttori europei.

Arne Gericke (ECR), *schriftlich*. – Ich habe heute gegen den Bericht über die Entwicklung einer nachhaltigen europäischen Industrie der unedlen Metalle gestimmt, da ich im vorgeschlagenen Ansatz ganz klar das Konzept der Nachhaltigkeit vermissen und eine andere Herangehensweise fordern.

Adam Gierke (S&D), *na piśmie*. – Głosowałem za przyjęciem tego sprawozdania i gratuluję sprawozdawcy. Wskazał on na uwarunkowania zrównoważonego rozwoju europejskiej metalurgii. Wyszedł z założenia nie do odparcia, że koszt uprawnień do emisji CO₂ grozi szokiem konkurencyjnym i przenoszeniem energochłonnych sektorów materiałowych poza Europę. Ponieważ zaś dotyczy to podstawowych tworzyw konstrukcyjnych, zwłaszcza stali – grozi deindustrializacją Europy, utratą nabytego doświadczenia technologicznego i fachowców oraz zaniechaniem zaawansowanych badań naukowych.

Zgadzam się z poglądem sprawozdawcy odnośnie do podstawowej roli wzrostu realnej efektywności energetycznej na drodze do dekarbonizacji. Ciekawa i godna rozważenia jest jego propozycja dostosowania na granicach Unii cen uwzględniających dumping ekologiczny w importowanych wyrobach hutniczych, gdyż obecne kompensowanie to źródło nierównej konkurencji.

Przestrzegam Komisję przed założeniem, że przetop złomu może całkowicie zastąpić metalurgię pierwotną. To błąd. Trzeba bowiem pamiętać o tym, że stal o najwyższej wartości dodanej jest wytwarzana w pełnym cyklu technologicznym, a także o wzroście zanieczyszczenia takiej stali trudnymi do usunięcia zanieczyszczeniami, w tym miedzią.

Jens Gieseke (PPE), *schriftlich*. – Die Industrie befindet sich in einem besonders intensiven Wettbewerb mit internationalen Konkurrenten. Durch die in Europa geltenden Umweltstandards kann es hier zu einem Wettbewerbsnachteil für heimische Unternehmen kommen. In diesen Fällen ist es unsere Aufgabe, Arbeitsplätze zu schützen und die Konkurrenzfähigkeit der Unternehmen zu erhalten.

Neena Gill (S&D), *in writing*. – I voted in favour of this report, which seeks to develop a sustainable base metals industry in Europe.

People who work in the steel industry are losing their jobs in the UK, including in my region of the West Midlands, and across the EU as the sector confronts its most serious peacetime crisis ever, facing a combination of rising steel prices, social dumping, an influx of cheap Chinese steel and increasing energy costs.

We will not be able to solve this problem on our own – by working together at EU level we can put pressure on the Chinese government over steel dumping, and come up with Europe-wide solutions to these problems. If the existing system of free allowances of carbon emissions fails to address the issue of carbon leakage, we will need to examine the option of a carbon border adjustment mechanism linked to the ETS as a last resort.

Together with colleagues, I will continue to work on this issue and call on the UK Government to take strong and effective action to support the steel industry and combat job losses in the sector.

Bruno Gollnisch (NI), *par écrit*. – Il y a eu une communauté européenne spécifique du charbon et de l'acier. La dernière mine anglaise va fermer cette semaine et l'Union européenne dans son ensemble ne produit que 42 % de l'acier qu'elle consomme.

Certes il y a la crise. Mais le problème est plus profond: depuis des décennies, toutes les politiques européennes concourent à la désindustrialisation de l'Union européenne en général et de la France en particulier.

On ne peut vouloir le libre-échange généralisé et renoncer à se doter d'instruments de défense commerciale dignes de ce nom. On ne peut à la fois dénoncer le dumping systématique de la Chine, mais négocier son statut d'économie de marché à l'OMC. On ne peut pas jurer par la sacro-sainte concurrence libre et sans entrave, mais plaider pour une politique industrielle volontariste. Demander des contrats longs de fourniture d'énergie dans un marché totalement libéralisé. Parler compétitivité et imposer à nos seules entreprises les contraintes les plus lourdes de la politique climatique. Rêver relance de l'industrie et promouvoir les politiques d'austérité. Tout cela est antinomique.

M. Martin n'a pas tout à fait oublié son passé de sidérurgiste. Son rapport contient des choses intéressantes. Mais en devenant député, M. Martin a adopté les dogmes de l'Union européennes. Et cela voue ces propositions à l'échec.

Tania González Peñas (GUE/NGL), *por escrito*. – Nos hemos abstenido porque consideramos que el sector de la industria de los metales básicos es un sector estratégico en la economía, y el documento contiene aspectos positivos en cuanto a temas sociales, laborales y en defensa de los trabajadores, y contiene líneas generales para apoyar esta industria y que haya una transformación de la misma en cuestiones medioambientales.

Pero, por otro lado, nos oponemos radicalmente a su posicionamiento y su tolerancia tácita hacia el régimen de comercio de derechos de emisión (RCDE) y hacia la ATCI. Las directrices medioambientales que marca el documento nos parecen del todo insuficientes.

Nathan Gill (EFDD), *in writing*. – Today UKIP voted against the report: Developing a sustainable European industry of base metals. We believe that the EU's obsessive green policy together with a lack of regulatory coherence has created great difficulties for energy intensive industries in Europe. We believe that neither EU climate policy nor the new Energy Union proposal, with the renewed ETS system, is the solution to resolve the severe difficulties faced by the base metals industry.

Maria Grapini (S&D), *în scris*. – Raportul subliniază importanța industriei metalelor de bază pentru piața internă a UE și faptul că această industrie influențează o serie de sectoare, printre care și sectorul auto, aeronautic, cel al construcțiilor și al ambalajelor. Toate aceste sectoare mențin sute de mii de locuri de muncă și trebuie susținute.

Am votat raportul mai ales pentru solicitările din raport privind nevoia de sprijin a industriei siderurgice din UE, prin investiții și asigurarea în piața internă a unei competiții corecte în raport cu produsele siderurgice non-europene care intră pe piața internă.

Dezindustrializarea aduce după sine dispariția locurilor de muncă și creșterea sărăciei.

Theresa Griffin (S&D), *in writing*. – This report deals with base metals, including steel, aluminium, zinc and copper, which are needed for industrial growth across Europe and seeks to develop a sustainable base metals industry in Europe. People working in the industry are losing their jobs, both in the UK and across the EU, as the sector confronts its most serious peacetime crisis ever, facing a combination of rising steel prices, social dumping, an influx of cheap Chinese steel and increasing energy costs. We cannot solve this problem on our own – but by working together at EU level we can put pressure on the Chinese Government over steel dumping and find Europe-wide solutions to these problems.

In the upcoming work on Phase IV of the ETS, Labour MEPs will work to ensure that the system of free carbon allowances addresses the issue of carbon leakage. If this is not sufficient, the Commission should, as a last resort, examine the feasibility of a carbon border adjustment mechanism linked to the ETS. Labour MEPs will continue to work on this issue and to call on the UK Government to take strong, effective action at national level to support the steel industry and to stop job losses.

Françoise Grossetête (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport. La situation est critique pour l'industrie des métaux de base et notamment pour le secteur sidérurgique. À cela s'ajoute le prix de l'énergie extrêmement élevé en Europe par rapport aux autres régions productrices. Nos producteurs paient deux fois plus que leurs homologues américains!

Il est donc urgent de lutter conjoncturellement contre le dumping, notamment chinois, en utilisant pleinement les instruments de défense commerciale pour décourager les comportements déloyaux.

Un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières à long terme est en soi une bonne idée, mais il faut faire attention à ce qu'il ne devienne pas pour nos industries un poids énorme car un tel mécanisme renchérirait automatiquement le prix des matières premières importées. Soyons donc vigilants!

Il me semble aussi indispensable d'intensifier les discussions avec nos partenaires sidérurgiques tels que la Chine, la Russie, l'Inde, la Biélorussie et la Turquie pour trouver des solutions.

Nous avons tant besoin d'une base industrielle solide et pérenne! Ceux qui avaient prédit une société de services se sont trompés! L'industrie reste à juste titre un secteur porteur de projets d'avenir. Il faut donc améliorer nos usines, garder nos emplois et libérer notre capacité d'innovation!

Sylvie Guillaume (S&D), *par écrit*. – La production de l'acier constitue un élément fondamental pour la survie de nos industries européennes. C'est pourquoi j'ai apporté tout mon soutien au rapport de mon collègue Edouard Martin, qui propose plusieurs solutions face aux risques de délocalisations des productions de métaux. Parmi ses propositions, il invite la Commission européenne et les États membres à réfléchir à une nouvelle lecture européenne du droit de la concurrence qui prenne mieux en considération la compétition mondiale exacerbée. Il propose également de privilégier de nouveaux modes de gouvernance d'entreprise à travers une participation publique ou une structuration incitant au réinvestissement dans l'outil de production plutôt qu'au versement de dividendes. Il propose enfin d'instaurer un ajustement CO₂ aux frontières de l'Europe afin d'empêcher la concurrence déloyale de ceux qui produisent dans des territoires dotés de normes moins strictes que les nôtres, mais vendent en Europe, tout en luttant contre le dérèglement climatique.

Il s'agit finalement ici de dire que l'Europe peut et doit agir pour défendre ses entreprises, ses salariés, ses savoir-faire, ses normes sociales et environnementales. L'Union européenne doit imposer ses normes sociales, fiscales et environnementales, si elle ne veut pas se résoudre à n'être, finalement, qu'un grand marché.

Antanas Guoga (ALDE), *in writing*. – My vote on Report on developing a sustainable European industry of base metals was decided by the fact that the report is talking about border carbon adjustment, which would only add more confusion to an already very difficult and heated discussion.

Jytte Guteland, Anna Hedh, Olle Ludvigsson, Jens Nilsson och Marita Ulvskog (S&D), *skriftlig*. – Vi har valt att rösta emot ett antal förslag som vi anser föregriper den redan pågående processen med behandlingen av reformen av EU:s system för handeln med utsläppsrätter (ETS). Vi delar föredragandens oro för utvecklingen i den europeiska basmetallindustrin, och flera av de här förslagen är konstruktiva, progressiva förslag som vi normalt skulle ha gett vårt stöd. Det är emellertid problematiskt att genom detta betänkande inta långtgående positioner om ETS, som riskerar att föregripa den viktiga reformen av ETS, som är ett system som berör betydligt fler sektorer än basmetallindustrin och omfattar över 13000 anläggningar av olika karaktär och med skilda behov. Vi har därför valt en restriktiv linje i omröstningen till det här initiativbetänkandet när det berör ETS, men valt att stödja betänkandet i dess helhet då det handlar om en hel industrigren som i dagsläget befinner sig i en mycket svår situation.

András Gyürk (PPE), *írásban*. – Európában az ipari fémek (különbéle acélok, színesfémek, fémötvözetek, ritkaföldfémek) iparának számos kihívással kell az utóbbi időben szembenézni: egyfelől a válság eredményeként a kereslet nagymértékben visszaesett, másfelől jelentősen megerősödött a globális verseny, mégpedig olyan országok irányából, amelyekben nem kell az európaihoz hasonló, magas szintű normákat betartani. A jelentéstevő rámutat, hogy az ipari fémek uniós iparának problémái, mint az alacsony versenyképesség és alacsony befektetésvonzó képesség, jórészt a kibocsátás-kereskedelmi rendszernek és a magas európai energiaáraknak köszönhetőek. Ezért a jelenlegi kibocsátás-kereskedelmi rendszer átalakítása az ipari fémek ipara versenyképességének biztosítása szempontjából az egyik legsürgetőbb kérdés.

Az európai kereskedelemvédelmi intézkedésekre az ipari fémek vonatkozásában inkább a túl késői orvoslás, mint megelőzés jellemző. Az európai kereskedelempolitika nem hagyhatja figyelmen kívül, hogy az említett harmadik országok kihasználják viszonylagos előnyüket a nyersanyagokhoz való hozzáférés tekintetében, gyakran állami támogatást is kapnak, és olykor a termelési költségek alatti áron értékesítik termékeiket. A körkörös gazdaság tekintetében egyetérték azzal a jelentésben foglalt célkitűzéssel, amely az Unió területén használt ritkaföldfémek és kritikus fémek újrahaznosításának gyors növelését határozza meg. A részletes szavazás során támogattam a határokon alkalmazott szén-dioxid-kiigazítási intézkedések alkalmazását, mint lehetőséget.

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL), *γραπτώς*. – Η έκθεση καταπιάνεται με τα σοβαρά προβλήματα που αντιμετωπίζουν οι ευρωπαϊκές βιομηχανίες βασικών μετάλλων λόγω της μείωσης της ζήτησης αλλά και του μεγάλου ανταγωνισμού που υπάρχει, λόγω της μετακίνησης της παραγωγής των μεγάλων πολυεθνικών εταιρειών σε τρίτες χώρες, ώστε να μην χρειάζεται να πληρούν τους περιβαλλοντικούς κανόνες που ισχύουν στην ΕΕ αλλά ούτε και τις συλλογικές συμβάσεις.

Υπερηφίσαιμε την έκθεση αυτή διότι περιέχει μια σειρά από θετικές επισημάνσεις όπως είναι η ανάγκη στήριξης της ευρωπαϊκής βιομηχανίας μετάλλων ιδιαίτερα σε σχέση με τα δικαιώματα των εργαζομένων, η ανάγκη δημιουργίας νέων ποιοτικών θέσεων απασχόλησης, η αναγκαιότητα προστασίας της υγείας των ανθρώπων και του περιβάλλοντος, καθώς και η ανάγκη να τεθούν φραγμοί στην δράση και την κερδοφορία των μεγάλων πολυεθνικών εταιριών.

Marian Harkin (ALDE), *in writing*. – I voted in favour of this report as it deals with several concerning issues that need to be highlighted in the basic material industry in Europe such as climate change, border adjustment measures, emissions policy, energy policy, transparency and merger acquisitions. The overall aim of this own initiative report is to identify new conditions under which base metals industries, such as steel, aluminium and non-ferrous metals can prosper in the EU.

I believe that a level playing field has to be ensured for the European base metal industry, however; initially it is best to focus on the upcoming ETS reform in order to come up with a well-balanced and thought through reform that benefits all.

Brian Hayes (PPE), *in writing*. – I voted for this report because it stresses the need to support the base metal industry as it in particular is vulnerable to outside competition and also to EU climate and energy policy.

The report also addresses the problem of heightened loss of competitiveness of several basic materials industries such as the steel, aluminium or non-ferrous metals industries. It is critical that the EU builds an efficient framework for these sectors in order to re-establish their economic potential. The overall target of this report is in line with the EPP Group's priority to re-industrialise Europe through investments and to promote an international level playing field in this sector.

Hans-Olaf Henkel (ECR), *schriftlich*. – Der Bericht fordert die Kommission dazu auf, sich für die Entwicklung eines funktionierenden Sekundärmetallmarktes und für die Kreislaufwirtschaft einzusetzen. Das Problem war jedoch, dass der Bericht auch Grenzabgaben, also eine CO₂-Steuer für Importe, fordert. Aufgrund der Unterstützung für ein nichttarifäres Handelshemmnis und Protektionismus habe ich mich dazu entschieden, gegen den Bericht zu stimmen. Im Übrigen bin ich der Meinung, dass der Einheitseuro abgeschafft werden muss. Er führt zu Zwist und Zwietracht in Europa.

György Hölvényi (PPE), *írásban*. – Európában az ipari fémek (különbéle acélok, színesfémek, fémötvözetek, ritkaföldfémek) iparának számos kihívással kell az utóbbi időben szembenézni. Egyfelől a válság eredményeként a kereslet nagymértékben visszaesett, másfelől jelentősen megerősödött a globális verseny, mégpedig olyan országok irányából, amelyekben nem kell az európaihoz hasonló magas szintű normákat betartani. A jelentésvető rámutat, hogy az ipari fémek uniós iparának problémái, mint az alacsony versenyképesség és alacsony befektetés-vonzó képesség, jórészt a kibocsátás-kereskedelmi rendszernek és a magas európai energiaáraknak köszönhetőek. Ezért a jelenlegi kibocsátás-kereskedelmi rendszer átalakítása az ipari fémek ipara versenyképességének biztosítása szempontjából az egyik legsürgetőbb kérdés.

Az európai kereskedelemvédelmi intézkedésekre az ipari fémek vonatkozásában inkább a túl késői orvoslás, mint megelőzés jellemző. Az európai kereskedelempolitika nem hagyhatja figyelmen kívül, hogy az említett harmadik országok kihasználják viszonylagos előnyüket a nyersanyagokhoz való hozzáférés tekintetében, gyakran állami támogatást is kapnak, és olykor a termelési költségek alatti áron értékesítik termékeiket. A körkörös gazdaság fontosságát hangsúlyozva a jelentés az Unió területén használt ritkaföldfémek és kritikus fémek újrahasznosításának gyors növelését határozza meg. Célja továbbá erős kapcsolatok létrehozása az ipari fémeket újrahasznosító ágazat és más ágazatok megerősítése érdekében, különösen az ipar leépülése által érintett régiókban. A néppárti magyar delegáció tagjaként támogattam a jelentést, mert úgy vélem, hogy szükség van az európai iparpolitika megújulására.

Mary Honeyball (S&D), *in writing*. – This report seeks to develop a base metals industry in Europe which is sustainable in the long term and both maintains and develops this important sector. People who work in the steel industry are losing their jobs, both in the UK and across the EU. It faces a combination of rising steel prices, social dumping, an influx of cheap Chinese steel and increasing energy costs.

We will not be able to solve this problem on our own. By working together at EU level we can put pressure on the Chinese government over steel dumping and come up with Europe-wide solutions to these problems. In the upcoming work on Phase IV of the ETS, Labour MEPs will work to ensure that the system of free carbon allowances addresses the issue of carbon leakage. Should this not be sufficient, the Commission should, as a last resort, examine the feasibility of a carbon border adjustment mechanism linked to the ETS.

Labour MEPs will continue to work on this issue and call on the UK Government to take strong and effective action at national level to support the steel industry and stop massive direct and indirect job losses in this sector.

Ian Hudghton (Verts/ALE), *in writing*. – The steel industry across Europe, including in my own country, has faced extreme hardship in recent times as a result of a combination of factors. The EU has an important role to play in supporting the industry and I accordingly voted in favour of this report. It is shameful to note that the Scottish Government was recently barred by the UK government from attending key meetings in Brussels.

Cătălin Sorin Ivan (S&D), *in writing*. – The haemorrhaging of skills and jobs in the European steel industry is the result of a slump in demand, which in 2014 was 40 megatonnes below its 2007 levels. I have voted for this report that will equip the European Union with flexible and responsive trade protection measures to address the new global industrial scenarios where decisions must be made increasingly swiftly in response to a potential snowballing of inflows of materials, products, information and services.

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan*. – Glasao sam SUZDRŽANO za prijedlog rezolucije Europskog parlamenta o razvoju održive europske industrije osnovnih metala, zbog toga što je to bio stav ALDE grupe te radi toga što smatram da su potrebna dodatna pojašnjenja i analize kako bi se moglo kvalitetno suprotstaviti klimatskim promjenama, unaprijediti energetska politiku i politiku emisija te transparentnost.

Diane James (EFDD), *in writing*. – Today my colleagues and I voted against the report: Developing a sustainable European industry of base metals. We believe that the EU's obsessive green policy together with a lack of regulatory coherence has created great difficulties for energy intensive industries in Europe. We believe that neither EU climate policy nor the new Energy Union proposal, with the renewed ETS system, is the solution to resolve the severe difficulties faced by the base metals industry.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur du rapport de mon collègue Édouard Martin pour le développement d'une industrie européenne durable des métaux de base. Ce rapport s'attaque aux enjeux de la réindustrialisation de l'Europe et des conditions de concurrence loyale au niveau international. En effet l'industrie des métaux de base est affectée par le dumping des pays tiers et aurait besoin d'un cadre pour raffermir son potentiel économique. Pour cela, une harmonisation des prix de l'énergie et un investissement accru dans la recherche et le développement seraient bénéfiques.

Ce rapport a été adopté à une large majorité, ce dont je me félicite.

Philippe Juvin (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport qui vise à soutenir l'industrie des métaux de base vulnérable face à la concurrence extérieure. Il va dans le sens d'une volonté de réindustrialiser l'Europe par des investissements et la promotion de conditions de concurrence égales au niveau international.

Barbara Kappel (ENF), *schriftlich*. – Der Bericht ist dank vieler Abänderungen nun weitaus ausgewogener und realitätsnäher. Die Maßnahmen, die vorgeschlagen werden, um gleiche Wettbewerbsbedingungen für die europäische Metallindustrie zu schaffen, sind durchaus innovativ und würden auch helfen, die bei COP 21 veranschlagten Ziele weltweit voranzubringen.

Krišjānis Kariņš (PPE), *rakstiski*. – Eiropas Parlamenta plenārsesijā Strasbūrā balsoju par rezolūciju, kas atbalsta ilgtspējīgas parasto metālu rūpniecības attīstīšanu Eiropā. Tērauda nozarē Eiropas Savienībā kopumā ir nodarbināti aptuveni 300 tūkstoši cilvēku. Līdzīgs skaits darba vietu ir citu metālu, piemēram, alumīnija un cinka, apstrādes nozarē. Šīs nozares ir spiestas konkurēt ar līdzīgiem produktiem, kas tiek ražoti citās valstīs, kur ražošanas izmaksas ir krietni zemākas.

Šeit iezīmējas Eiropas Savienības problēma – enerģijas augstās izmaksas ES, kas ir vairāk kā divas reizes augstākas nekā, piemēram, Amerikas Savienotajās Valstīs. Tādā energointensīvā nozarē kā metālrūpniecība ir ļoti grūti konkurēt pie šādiem nosacījumiem. Tādēļ Eiropas Savienība strādā pie Enerģētikas savienības izveides, kuru īstenojot, tiktu nodrošināta piegāžu drošība un nepārtrauktība, konkurence un arī zemākas energoresursu cenas.

Afzal Khan (S&D), in writing. – This report seeks to develop a base metals industry in Europe which is sustainable long-term and both maintains and develops this important sector. People who work in the steel industry are losing their jobs as the sector confronts its most serious peacetime crisis ever, facing a combination of rising steel prices, social dumping, an influx of cheap Chinese steel and increasing energy costs.

We will not be able to solve this problem on our own – by working together at EU level we can put pressure on the Chinese government over steel dumping and come up with Europe-wide solutions to these problems. In the upcoming work on Phase IV of the ETS, Labour MEPs will work to ensure that the system of free carbon allowances addresses the issue of carbon leakage. Should this not be sufficient, the Commission should, as a last resort, examine the feasibility of a carbon border adjustment mechanism linked to the ETS.

We will continue to work on this issue and call on the UK Government to take strong and effective action at national level to support the steel industry and stop massive direct and indirect job losses in this sector.

Bernd Kölmel (ECR), schriftlich. – Der Bericht fordert die Kommission dazu auf, sich für die Entwicklung eines funktionierenden Sekundärmetallmarktes und für die Kreislaufwirtschaft einzusetzen. Das Problem war jedoch, dass der Bericht auch Grenzabgaben, also eine CO₂-Steuer für Importe, fordert. Aufgrund der Unterstützung für ein nichttarifäres Handelshemmnis und Protektionismus habe ich mich dazu entschieden, gegen den Bericht zu stimmen.

Ádám Kósa (PPE), írásban. – Európában az ipari fémek (különbéle acélok, színesfémek, fémötvözetek, ritkaföldfémek) iparának számos kihívással kell az utóbbi időben szembenézni: egyfelől a válság eredményeként a kereslet nagymértékben visszaesett, másfelől jelentősen megerősödött a globális verseny, mégpedig olyan országok irányából, amelyekben nem kell az európaihoz hasonló, magas szintű normákat betartani. A jelentéstevő rámutat, hogy az ipari fémek uniós iparának problémái, mint az alacsony versenyképesség és alacsony befektetésvonzó képesség, jórészt a kibocsátás-kereskedelmi rendszernek és a magas európai energiaáraknak köszönhetőek. Ezért a jelenlegi kibocsátás-kereskedelmi rendszer átalakítása az ipari fémek ipara versenyképességének biztosítása szempontjából az egyik legsürgetőbb kérdés.

Az európai kereskedelemvédelmi intézkedésekre az ipari fémek vonatkozásában inkább a túl kései orvoslás, mint megelőzés jellemző. Az európai kereskedelempolitika nem hagyhatja figyelmen kívül, hogy az említett harmadik országok kihasználják viszonylagos előnyüket a nyersanyagokhoz való hozzáférés tekintetében, gyakran állami támogatást is kapnak, és olykor a termelési költségek alatti áron értékesítik termékeiket.

A körkörös gazdaság tekintetében egyetértek azzal a jelentésben foglalt célkitűzéssel, amely az Unió területén használt ritkaföldfémek és kritikus fémek újrahasznosításának gyors növelését határozza meg. Továbbá erős kapcsolatok létrehozását kéri az ipari fémeket újrahasznosító ágazat és más ágazatok között az ipar méretének és rugalmasságának megerősítése érdekében, különösen az ipar leépülése által érintett régiókban. A néppárti magyar delegáció tagjaként támogattam a jelentést, mert úgy vélem, hogy szükség van az európai iparpolitika megújulására.

Stelios Kouloglou (GUE/NGL), in writing. – This own-initiative report is dealing with the challenges that the European base metals industry is facing. Historically, the European steel sector has played a key role in the development of the overall economy. However, the sector is struggling nowadays with a significant drop in demand and a strong global competition, as the main multinational groups that own this industry are moving their investments to third world countries where the production is cheaper.

Consequently, it is important to continue modernise in order for this sector to regain its global competitiveness and meet the social and environmental challenges. The report calls for political action on this matter, it stresses the need for the base metals industries to adapt to the new climate scenarios and for the EU to equip itself with flexible and responsive trade protection measures. Therefore, I voted in favour of this report.

Béla Kovács (NI), írásban. – Egy olyan jelentést nem lehet megszavazni, melynek pontjait hatfelé kell bontani, részenkénti szavazáshoz, így tartózkodtam. Felmerül persze, hogy a kaotikus szerkesztés csupán átgondolatlan, avagy valamilyen célt szolgál. Számomra aggályos mind a szén-dioxid-kereskedelem, mind az ipari tárolási technikák. A természet nagyon jól meg tudja oldani a szén-dioxid megkötését. Az erdőirtást kellene betiltani, erdősíteni kellene és a faanyagokat az erre a célra ültetett erdőkől biztosítani. A kibocsátást pedig a szén-dioxidmentes erőművek építésével lehetne drasztikusan visszafogni, ami egyben az olcsóbb áram miatt a fémipart is versenyképesebbé tenné.

Marine Le Pen (ENF), par écrit. – Ce rapport d'Édouard Martin (S&D – France), parlementaire arrivé à son siège à la suite de la trahison de ses camarades de travail chez Arcelor-Mittal, auxquels il a fait accepter le plan Mittal-Hollande de démantèlement de la sidérurgie lorraine. Ce document est un rapport d'étape faisant état de la réflexion du groupe de réflexion sur le développement de la filière des métaux communs. L'industrie en question est la sidérurgie et la production d'aluminium.

Les points positifs du texte sont les suivants: un bon diagnostic sur l'état du secteur, stratégique; les normes environnementales dans un ensemble totalement ouvert posent un problème de compétitivité; proposition d'achat par les importateurs de quotas d'émissions de CO₂.

En ce qui concerne les points négatifs du document: le rapport ne franchit pas le pas du protectionnisme, pour une industrie aussi stratégique. De plus, la question de l'interdiction, au titre de la politique de la concurrence, des contrats d'approvisionnement électrique à long terme est à peine abordée dans ce rapport alors qu'elle est centrale et structurante pour l'établissement d'une réelle politique industrielle dans ce secteur.

Nous votons pour l'abstention car les mesures préconisées par le rapport sont trop faibles pour permettre de recréer une industrie des métaux.

Gilles Lebreton (ENF), par écrit. – Je me suis abstenu sur ce texte. Certes, il est plein de bons sentiments pour sauver la sidérurgie européenne. Mais il refuse d'emprunter la voie du protectionnisme qui serait pourtant la solution logique des problèmes de compétitivité dont il dresse le constat. À noter que ce rapport est rédigé par Edouard Martin, ancien syndicaliste de Mittal qui a trahi ses camarades pour se faire élire eurodéputé PS.

Javi López (S&D), por escrito. – Voté a favor de este informe de iniciativa, ya que desde 2008 se han perdido más de 60 000 empleos directos y de 100 000 empleos indirectos en un sector que cuenta con más de 500 acerías ubicadas en 23 Estados miembros y una producción anual cercana a los 180 millones de toneladas. La principal medida que solicita el informe es la de, en ausencia de un acuerdo internacional jurídicamente vinculante sobre la reducción de emisiones que establezca condiciones de competencia equitativas para la industria, establecer un ajuste de carbono en frontera, esto es, someter las importaciones a las mismas normas de compra de derechos de emisión en el mercado de carbono aplicables a los productores europeos sobre la base del contenido de carbono de los metales importados. Así, los importadores de metales básicos estarían obligados a declarar en la aduana el CO₂ emitido para la producción de los metales vendidos en el mercado europeo y deberían atenerse a las mismas normas impuestas a los productores europeos de conformidad con el principio de no discriminación entre productos similares de la OMC.

Antonio López-Istúriz White (PPE), por escrito. – Este informe recalca la necesidad de apoyar a la industria europea de los metales básicos dado que es particularmente vulnerable a la competencia externa (*dumping prices*) y a la política energética y climática de la Unión. Asimismo, trata el problema de la agudizada pérdida de competitividad de varias industrias de materiales básicos, como las del aluminio, el acero y otros no materiales no férricos. En este contexto, se hace necesario que la Unión Europea contribuya a la construcción de un marco eficiente para dichos sectores que les permita recuperar su potencial económico.

Por lo tanto, reindustrializar Europa a través de inversiones y promocionar unas condiciones de competitividad equitativas a nivel internacional en el sector constituyen la prioridad de este informe. Puesto que dichos objetivos son de gran importancia para la economía y el progreso de nuestras naciones, me declaro a favor del informe y así he votado.

Bernd Lucke (ECR), schriftlich. – Der Bericht fordert die Kommission dazu auf, sich für die Entwicklung eines funktionierenden Sekundärmetallmarktes und für die Kreislaufwirtschaft einzusetzen. Das Problem war jedoch, dass der Bericht auch Grenzabgaben, also eine CO₂-Steuer für Importe, fordert. Aufgrund der Unterstützung für ein nichttarifäres Handelshemmnis und Protektionismus habe ich mich dazu entschieden, gegen den Bericht zu stimmen.

Petr Mach (EFDD), písemně. – Mám obavu z harmonizace dotací firmám pro snižování oxidu uhličitého. Některé státy by toto mohlo poškodit.

Ivana Maletić (PPE), *napisan.* – Europski sektor čelika ima povijesno važnu ulogu u procesu integracije Europe. Sektor osnovnih metala igra ključnu ulogu u razvoju gospodarstva i tehnologije. Postoji strateška potreba za prilagodbom industrije baznih metala slijedom novih klimatskih, ekonomskih i društvenih promjena.

Postavljanje novih granica najučinkovitiji je strukturni mehanizam za sprječavanje rizika istjecanja ugljika i ugrožavanja napora borbe protiv klimatskih promjena. Utvrđivanje granica u sklopu politike klimatskih promjena treba stvoriti jednake uvjete i neometano natjecanje između proizvođača unutar i izvan EU-a.

Podržala sam izvješće zastupnika Edouarda Martina prvenstveno zbog zaštite ispunjavanja ciljeva borbe protiv klimatskih promjena. Međutim, slabljenje tržišta metala u svijetu i opadanje cijene metala odrazilo se i na Europu i rezultira slabljenjem većeg djela metalurške industrije.

Νότης Μαρτιάς (ECR), *γραπτώς.* – Ψηφίζω υπέρ της έκθεσης σχετικά με την ανάπτυξη βιώσιμης ευρωπαϊκής βιομηχανίας βασικών μετάλλων, διότι είναι πλήρης και τεκμηριωμένη, καθώς και για τους λόγους που εξέθεσα αναλυτικά κατά την ομιλία μου στις 24/11/2015 ενώπιον της Ολομέλειας του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου.

David Martin (S&D), *in writing.* – I supported this report which points out that the base metals industry is facing a significant drop in demand and strong global competition, mainly from third countries without the same high standards and strict regulations as in Europe.

Dominique Martin (ENF), *par écrit.* – Je me suis abstenu sur ce vote. Ce texte était au départ positif: il marque une réelle prise de conscience des dirigeants sur la nécessité de préserver cette industrie, puisque l'on sait pertinemment que si l'industrie lourde se délocalise, l'industrie de transformation la suit.

Malheureusement, ce rapport se refuse à appeler au protectionnisme, alors que ce type d'industrie sensible en bénéficierait. Le texte élude aussi la question de la fuite des centres de décision hors d'Europe (Canada, Australie...) pour certains types d'industrie. Enfin, aucune mention n'est faite des contrats d'approvisionnement électrique à long terme, alors qu'il s'agit d'un point central qui structure toute la politique industrielle.

Fulvio Martusciello (PPE), *per iscritto.* – Sono favorevole alla proposta di risoluzione del Parlamento sullo sviluppo di un'industria europea sostenibile dei metalli di base.

La relazione evidenzia l'importanza che riveste il settore europeo dell'acciaio e dell'industria dei metalli di base per tutta una serie di filiere, tra cui quella aeronautica ed automobilistica, evidenziando la crescita della domanda europea di alluminio negli ultimi anni, cosa che ha determinato l'aumento delle importazioni. È necessario valorizzare il settore dei metalli di base allo scopo di accrescerne la competitività.

Gabriel Mato (PPE), *por escrito.* – La UE necesita una política clara con respecto al desarrollo de una industria europea sostenible de los metales básicos. Se trata de un sector sometido a una crisis importante en los últimos años y de ahí la conveniencia del informe del Parlamento Europeo, en el que abogamos por soluciones para esta industria, sin olvidar nuestros compromisos en la lucha contra el cambio climático.

Emmanuel Maurel (S&D), *par écrit.* – La production et le traitement de métaux de base constituent le moteur de l'industrialisation d'un territoire. Or l'Europe a perdu plus de 40 millions de tonnes de capacités de production d'acier depuis 2008, soit 160 000 emplois directs et indirects. D'années en années, des facteurs supplémentaires s'ajoutent à l'équation complexe du maintien de ces industries sur notre territoire.

Je soutiens donc avec enthousiasme les nombreuses propositions innovantes contenues dans le rapport de mon camarade Edouard Martin, en faveur duquel j'ai voté. Son expérience irremplaçable de cette industrie lui a permis de dégager des recommandations partagées et efficaces: un «ajustement carbone» aux frontières de l'Union pour les métaux qui n'ont pas été produits avec le même respect de l'environnement qu'en Europe; des contrats d'électricité à long terme pour les industriels afin de lisser le coût de cet intrant majeur; le développement de l'économie circulaire des ferrailles; et surtout l'incitation à de nouveaux modes de gouvernance qui favorisent le réinvestissement dans l'outil productif, comme la prise de participation publique. Enfin, je salue son opposition claire à l'attribution du statut d'économie de marché à la Chine, qui constituerait une vraie menace pour nos industries et nos emplois.

Georg Mayer (ENF), *schriftlich*. – Guter ausgewogener Bericht mit einigen innovativen Maßnahmen, die gleiche Wettbewerbsbedingungen für die europäische Metallindustrie bringen. Daher stimme ich diesem Bericht zu.

Mairead McGuinness (PPE), *in writing*. – I voted in favour of this report to support the base metal industry, which is particularly vulnerable to outside competition and challenges.

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – Ce rapport rédigé par un social-démocrate, anciennement syndicaliste dans la sidérurgie, explique les difficultés de l'industrie européenne des métaux de base par la «hausse de la fiscalité, des prélèvements et des coûts liés aux réseaux» énergétiques. Cela commence mal. Et bien que la concurrence et le dumping pratiqués par les pays tiers soient dénoncés, le rapport souligne «qu'il importe d'éviter toute mesure protectionniste». Les solutions prônées par le rapport se fondent sur le «système d'allocations de droits d'émissions», c'est-à-dire le marché carbone.

Pour ma part, je ne crois pas qu'une quelconque solution puisse venir du marché. Le rapport envisage même de permettre au secteur sidérurgique «de bénéficier de quotas totalement gratuits dans les secteurs qui risquent de perdre leur compétitivité internationale à cause des coûts élevés du carbone». C'est-à-dire le droit à polluer gratuitement! Je vote contre ce texte inique qui méconnaît les intérêts des travailleurs européens et qui va clairement à l'encontre des objectifs environnementaux affichés par l'Union européenne lors de la COP21. Le texte est si odieux que son auteur va retirer sans doute sa signature.

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente a resolução sobre o desenvolvimento de uma indústria europeia sustentável de metais comuns. A siderurgia europeia registou em 2014 um decréscimo de 40 milhões de toneladas em relação a 2007.

A UE não pode nem deve perder os conhecimentos industriais especializados que adquiriu ao longo de muitas décadas. Pensar que a UE possa ficar dependente num sector que conquistou inúmeras conquistas em termos tecnológicos é muito preocupante. Deve ser promovido o investimento neste sector e a UE deve lançar uma política industrial europeia no sector das matérias-primas e dos metais de base.

Roberta Metsola (PPE), *in writing*. – This draft report highlights the particular vulnerabilities of the base metal industry as well as EU climate and energy policy. I supported the report as it seeks to help build an efficient framework for these sectors and introduces the carbon border adjustment which is a temporary and flexible measure of international dimensions in line with the WTO.

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – Les secteurs du charbon et de l'acier sont la cheville ouvrière de la construction européenne. La sidérurgie est fondamentale dans notre économie. Or ce secteur connaît d'importantes difficultés au sein de l'Union européenne. Depuis 2008, 40 millions de tonnes de capacités de production d'aciers ont été fermées. La dépendance aux importations de pays tiers représente un défi pour nos industries manufacturières.

De plus, le marché international connaît actuellement une surcapacité mondiale provenant principalement de la Chine. Face aux défis économiques et écologiques que représente ce secteur, je salue ce rapport qui a le mérite de formuler une série de propositions pour renforcer la compétitivité et la durabilité du secteur sidérurgique européen.

Miroslav Mikolášik (PPE), *pisomne*. – Európsky oceliarsky priemysel má historicky významné postavenie v rámci integračného procesu, keďže výroba základných kovov dlhodobo zohrávala kľúčovú úlohu v oblasti rozvoja hospodárstva. Význam oceliárstva spočíva v jeho využití v mnohých odvetviach ako automobilový, letecký, stavebný priemysel a iné. Súčasným problémom sa stalo výrazné zníženie dopytu, ako aj celosvetová hospodárska súťaž, kde Európa stráca svoju konkurencieschopnosť voči tretím krajinám najmä kvôli vysokým cenám a prísny normám. S obavami sledujem odliv investícií do iných krajín a predovšetkým ma znepokojuje postupné zatváranie európskych podnikov na výrobu a spracovanie kovov, čo má za následok postupnú dezindustrializáciu Európy. Čo sa týka nových opatrení zavedených alebo pripravovaných v oblasti zmeny klímy a na ochranu životného prostredia a v súvislosti s prechodom na nízkouhlíkové technológie, je potrebné, aby modernizácia odvetvia prebiehala plynule, berúc do úvahy špecifiká odvetvia ale aj regiónov úzko spätých s oceliarskou výrobou, pretože táto je často významným zdrojom zamestnanosti.

Marlene Mizzi (S&D), *in writing*. – I voted in favour of the report of Edouard Martin on developing a sustainable European industry of base metals, with some reservations on the free allocation of carbon leakage. Whilst I strongly support the European base metals industry, I also think that before comparing the impact of the EU ETS (and other environment measures) on the European steel industry, first we need to address other factors, such as economic, social, labour costs, demand, lack of innovation, lack of proactive action/investment by the sector, etc. Free allocation rules, in particular to address concerns such as carbon leakage, should not be detrimental to the availability of auctioning rights and should be based on clear, objective, quantitative criteria, targeted only if carbon leakage is a proven reality. The Commission should first undertake regular analyses before proposing any actions in that particular area. Furthermore, an urgent in-depth review of existing measures together with the repercussions of any additional measures has to be swiftly as well as carefully undertaken.

Angelika Mlinar (ALDE), *schriftlich*. – Ich habe mich heute gegen den Bericht über die Entwicklung einer nachhaltigen europäischen Industrie der unedlen Metalle, für den ich Schattenberichtersteratterin meiner Fraktion war, ausgesprochen. Obwohl ich der Meinung bin, dass die europäische Industrie – vor allem die Stahlindustrie – in einer schweren Krise ist und hier dringend Reformen und Unterstützung auf europäischer Ebene benötigt werden, beinhaltet der Bericht viele zweifelhafte Forderungen. Die problematischste hierbei ist die Forderung nach einer CO₂-Grenzabgabe für Produkte, die aus dem Ausland nach Europa importiert werden. Davon abgesehen, dass dies ein rechtlich und wirtschaftlich hoch komplexes Thema ist, dessen Kompatibilität mit dem geltenden WTO-Recht äußerst fraglich ist, stellt es nicht die beste Lösung für die Probleme der europäischen Industrie dar. Anstatt ein neues, kaum umsetzbares System zu fordern, sollten wir uns auf die anstehende ETS-Reform konzentrieren und hier ein wirtschafts- und industriefreundliches System schaffen, dass die Kosten für Unternehmen senken kann, ohne unsere Klimaziele in Gefahr zu bringen.

Sorin Moisă (S&D), *in writing*. – Once the backbone of European industry, steel and aluminium plants are now being closed down all over the continent. Rising energy prices, stiff and sometimes unfair global competition or excessive regulatory burdens have all contributed to a decrease in the competitiveness of the European base-metals industries in general. The Parliament's report cautions against the risk of a further escalation of this situation in terms of job losses or the indirect negative impacts on high added-value economic sectors such as the automotive industries. It is a problem that needs urgent solutions and as a result this initiative received my full support.

Csaba Molnár (S&D), *írásban*. – Az Ipari Bizottság jelentése az ipari fémek előállításának és kereskedelmének problémáira irányítja rá a figyelmet. A viszonylagosan magas energiaárak és a szén-dioxid-kibocsátás költségei erősen korlátozzák az ipari fémek európai iparának versenyképességét a globális piacon, és ez a versenyképesség az ipari fémek európai iparába ugyanezen okokból irányuló rendkívül kevés beruházás miatt nem is javul. A jelentés az acél- és alumíniumipart említi meg két jelentős példaként az azon szakmákban jelentkező nehézségekre, amelyeknek párhuzamosan kellene gondoskodniuk energetikai megújulásukról és környezetvédelmi korszerűsítésükről. Ez pedig olyan beruházási politikát tenne szükségessé, amelyre ma közülük csak kevésnek van meg a forrása. Abszolút létfontosságúnak tekinti az ipari fémek újrafelhasználását és a körforgásos gazdaság kialakítását, de fölhívja a figyelmet, hogy egyedül az újrahasznosítás nem lehet képes fedezni az energetikai átállás útjára lépett Európa jövőbeli keresletét. Ugyanolyan beépített teljesítőképesség eléréséhez ugyanis a szél- és naperőművek 90-szer több alumíniumot, 50-szer több vasat, rezet és üveget, valamint 15-ször több betont fogyasztanak (nem is beszélve a ritka és a kritikus fémekről), mint a jelenleg működő hagyományos (olaj, földgáz vagy nukleáris üzemeltetésű) hőerőművek.

A jelentés ezekkel a rendkívül nehéz problémákkal igyekszik szembenézni, válasz föl megoldási lehetőségeket, és javasolja a Parlamentnek, hogy állásfoglalásában sürgesse az e gondok megoldásra összpontosított erőfeszítések erőteljes növelését. A jelentést támogattam.

Cláudia Monteiro de Aguiar (PPE), *por escrito*. – O sector de metais comuns assume uma importância estratégica para a União, mas em particular para algumas regiões. Este relatório vai ao encontro do objetivo da União para a reindustrialização do continente europeu através da promoção de investimentos e da criação de um ambiente internacional favorável e justo. Esta indústria tem que adaptar-se às políticas da União, em termos de clima e energia, mas a União deve também proteger este mercado contra as práticas de *dumping*.

O preço da energia, a deslocalização da indústria, o *dumping* e os subsídios à exportação, praticados por países terceiros, são algumas das ameaçadas a este sector. Votei a favor deste documento por considerar que a abordagem assumida terá consequências positivas para reestabelecer o potencial económico desta indústria.

Sophie Montel (ENF), *par écrit*. – Ce texte est positif car il marque une prise de conscience au sein de la classe politique européenne de la nécessité absolue de préserver l'industrie des métaux de base, car, quand l'industrie lourde se délocalise, l'industrie de transformation, en général, la suit.

Le refus du protectionnisme et de la remise en cause du dogme de la politique de la concurrence empêche son auteur d'avoir recours aux outils essentiels à la protection, au développement et à la modernisation de cette industrie.

En outre, les amendements PPE et ECR en commission ITRE ont largement dénaturé la protection – imparfaite – proposée originellement par le rapporteur dans les dispositions relatives à l'ajustement aux frontières.

C'est pourquoi je m'abstiens sur ce rapport.

Claude Moraes (S&D), *in writing*. – This report seeks to develop a base metals industry in Europe which is sustainable in the long term and both maintains and develops this important sector.

People who work in the steel industry are losing their jobs, both in the UK and across the EU, as the sector confronts its most serious peacetime crisis ever, facing a combination of rising steel prices, social dumping, an influx of cheap Chinese steel and increasing energy costs. We will not be able to solve this problem on our own. By working together at EU level we can put pressure on the Chinese Government over steel dumping and come up with Europe-wide solutions to these problems. In the upcoming work on Phase IV of the ETS, Labour MEPs will work to ensure that the system of free carbon allowances addresses the issue of carbon leakage. Should this not be sufficient, the Commission should, as a last resort, examine the feasibility of a carbon border adjustment mechanism linked to the ETS. Labour MEPs will continue to work on this issue and call on the UK Government to take strong and effective action at national level to support the steel industry and stop massive direct and indirect job losses in this sector.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport sur le développement d'une industrie européenne durable des métaux de base, dont les objectifs principaux sont de contribuer à la réindustrialisation de l'Europe et au rétablissement de conditions de concurrence loyales au niveau international. Il appelle l'Union à prendre en compte la vulnérabilité de l'industrie sidérurgique face au dumping pratiqué par des pays tiers, notamment la Chine, et à élaborer un cadre efficace pour rétablir le potentiel économique de la filière.

Parmi les mesures préconisées figurent la réduction et l'harmonisation des prix de l'énergie en Europe par une meilleure intégration du marché intérieur, la modernisation des instruments de défense commerciale contre les pratiques déloyales et le dumping, l'interdiction des pratiques de distorsion sur les matières premières dans les accords de libre-échange régionaux, bilatéraux et multilatéraux, ainsi que l'investissement dans la recherche et le développement afin que l'Europe puisse rester un pôle d'excellence dans la production des métaux de base. J'ai notamment approuvé le maintien du système de compensation étatique des coûts indirects dans le secteur des industries à haute densité énergétique et son harmonisation au niveau européen, dans le but d'assurer des conditions de concurrence loyales avec les pays tiers et entre producteurs européens.

Luigi Morgano (S&D), *per iscritto*. – Nella relazione di oggi si affronta un tema assolutamente centrale per il modello di sviluppo – economico e ambientale – dell'Europa di oggi e di domani. Se l'Europa procederà nel processo di deindustrializzazione, perderà non solo un importantissimo settore economico e occupazionale, ma un pezzo stesso della sua storia. Il settore siderurgico è stato il fulcro del processo di integrazione europea e svolge ancora un ruolo chiave nello sviluppo dell'economia globale. Ci troviamo a fronteggiare una duplice sfida: come mantenere un settore industriale, in particolare siderurgico, competitivo e contemporaneamente salvaguardare la salute del pianeta. Penso – e perciò ho votato favore del testo – che si sia trovato un ottimo equilibrio, senza cedere alle pratiche sleali messe in atto dalla concorrenza di paesi terzi, in particolare la Cina. Inutile qui ripetere i dati sulla sovraccapacità produttiva, sulle condizioni dei lavoratori cinesi, sulle condizioni ambientali che permettono una concorrenza al ribasso su prezzi e qualità. Dal 2008 il settore dell'acciaio ha perso decine di migliaia di posti di lavoro in Europa. Abbiamo bisogno delle misure adottate oggi per sostenere l'industria europea, per rispondere efficacemente alla crisi del settore e fermare l'emorragia occupazionale.

József Nagy (PPE), *pisomne*. – Európske oceliarstvo je druhé na svete, vyrába sa tu 11 % svetovej produkcie. Po vypuknutí svetovej krízy ceny kovov padli na tretinu. Napríklad kým železo sa v roku 2008 predávalo ešte za 1000 USD za tonu, teraz v lete klesla cena na 100 dolárov za tonu. Oceliarstvo v EÚ zápasí okrem nízkeho dopytu s nadprodukciou a nízkymi cenami v Číne a na domácej pôde je problém s vysokými cenami energií a mzdovými nákladmi.

Kovy sú pre EÚ strategickou surovinou a priemysel žiada priamu podporu do vývoja technológií a pomohla by im aj zmena trhovej regulácie s možnosťou dražby elektrickej energie na niekoľko rokov vopred. Nevýhodou pre priemysel v EÚ je aj snaha o zníženie emisií CO₂ oproti krajinám, ktoré netlačia na modernizáciu technológií. Preto oceliari žiadajú, aby sa platilo emisné clo pri dovoze kovov do EÚ.

Strategicky okrem oceliarstva musíme podporovať recykláciu vzácnych a strategických kovov, ktorých má EÚ veľmi obmedzené prírodné zdroje.

Victor Negrescu (S&D), *in writing*. – I have voted for this report that will pursue the coordination of the carbon emissions allowance, reuse procedures of base metals, forward-looking investments with impact on health and safety, as well as the development of a circular economy, factors that are absolutely vital for Europe's economy.

Franz Obermayr (ENF), *schriftlich*. – Ich hätte dem Bericht zugestimmt, da er tatsächlich einige Punkte enthält, die der Industrie unedler Metalle in allen Mitgliedstaaten tatsächlich zu verbesserten Wettbewerbsvoraussetzungen verhelfen könnten, während gleichzeitig die ökologischen Belastungen reduziert würden.

Urmas Paet (ALDE), *kirjalikult*. – Jäin erapooletuks. ELil peavad olema paindlikud ja reageerimisvõimelised kaubanduse kaitsemeetmed, et tulla toime uute ülemaailmsete tööstusstsenaariumitega, mille puhul tuleb otsuseid teha üha kiiremini, et reageerida materjali-, toote-, teabe- ja teenusteturu kiiretele muutustele. Samas ei taga see eelnõu piisavat paindlikkust ja konkurentsivõimet.

Gilles Pargneaux (S&D), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport rédigé par mon collègue Edouard Martin car je soutiens le développement d'une industrie européenne des métaux de base durable et puissante, notamment par la mise en place de stratégies innovantes comme un ajustement CO₂ aux frontières de l'Europe afin d'empêcher la concurrence déloyale de ceux qui produisent dans des territoires dotés de normes moins strictes que les nôtres, mais vendent en Europe; afin de lutter, aussi, contre le dérèglement climatique.

Margot Parker (EFDD), *in writing*. – Today UKIP voted against the report entitled Developing a Sustainable European Industry of Base Metals. We believe that EU's obsessive green policy together with a lack of regulatory coherence has created great difficulties for energy-intensive industries in Europe. We believe that neither EU climate policy nor the new Energy Union proposal, with the renewed ETS system, is the solution to resolve the severe difficulties faced by the base metals industry.

Eva Paunova (PPE), *in writing*. – A key goal of the Europe 2020 strategy has been to increase the contribution made by manufacturing to European GDP from 16% to 20% by 2020. The reindustrialisation of the European economy, if it is to be a globally competitive reality, faces many challenges. The EU base metals industry plays an important role for the reindustrialisation of Europe. The EU needs to help build an efficient frame for the industry of base materials in order to re-establish their economic potential. Moreover, base metals have one of the largest shares of Bulgaria's overall exports. That is why I am supporting the report and I vote in favour.

Marijana Petir (PPE), *napisan*. – Industrija osnovnih metala u Europskoj uniji proživljava tešku krizu i suočava se s brojnim izazovima s kojima se samostalno teško nosi. Industrija metala osnovni je izvor sirovina brojnim drugim industrijama, naročito novim, tehnološki naprednim industrijama. Na industriju osnovnih metala u Europskoj uniji nepovoljno djeluje pad potražnje na svjetskom tržištu, kao i neloyalna konkurencija iz trećih zemalja koja svoje proizvode na tržištu prodaju po damping cijenama uništavajući tako konkurenciju.

Upravo tim kretanjima na najgori mogući način svjedočimo suosjećajući s radnicima u sisačkoj željezari. Poslovni potez ulaska ABS-a u željezaru, kojeg su pratile i investicije od 25 milijuna eura, a koji je, nakon godina domaćih dubioza, koliko-toliko dao nadu u bolje sutra, nasukao se nažalost na hridi neumoljivog globalnog tržišta.

Upravo zato sam podržala ovo izvješće te tražim da se na europskoj razini zaštiti proizvodna industrija, primijene odgovarajuće antidampinške mjere te da se posebnim mjerama unutar europske energetske i klimatske politike riješi problem „istjecanja ugljika” i tako podrži industrija osnovnih metala. Jednako tako tražim i od nadležnih u Hrvatskoj da iskoriste mogućnosti koje daje mobilizacija Europskog fonda za prilagodbu globalizaciji ili da se pobrinu da se te mogućnosti koriste jer je slučaj željezare u Sisku ogleдни primjer posljedica globalizacije u Hrvatskoj.

Florian Philippot (ENF), par écrit. – Ce texte est positif car il marque une prise de conscience au sein de la classe politique européenne de la nécessité absolue de préserver l'industrie des métaux de base, car, quand l'industrie lourde se délocalise, l'industrie de transformation, en général, la suit.

Le refus du protectionnisme et de la remise en cause du dogme de la politique de la concurrence empêche son auteur d'avoir recours aux outils essentiels à la protection, au développement et à la modernisation de cette industrie. En outre, les amendements PPE et ECR en commission ITRE ont largement dénaturé la protection – imparfaite – proposée originellement par le rapporteur dans les dispositions relatives à l'ajustement aux frontières. C'est pourquoi je m'abstiens sur ce rapport.

Andrej Plenković (PPE), napisan. – Podržavam Izvješće o razvoju održive europske industrije osnovnih metala zastupnika Edouarda Martina. S obzirom na činjenicu da sektor osnovnih metala igra ključnu ulogu u razvoju cjelokupnog gospodarstva, a samo u sektoru industrije čelika, čiji su kapaciteti proizvodnje od 2008. smanjeni za više od 40 milijuna tona, izravno je izgubljeno više od 60 000 radnih mjesta, a neizravno više od 100 000. Iz toga je vidljivo da se Europa u tom sektoru ubrzano decentralizira.

Problem je u činjenici da se to ne događa zbog pada europske potražnje, već zbog porasta cijena energije i troška ugljika u nekoliko država članica i dampainga iz trećih zemalja, iz čega proizlazi da se Europa u tom sektoru ubrzano deindustrijalizira. Teret je i veliki izazov za Europu postati ponovno konkurentna, a istovremeno ostati svjetski uzor u pogledu društvene odgovornosti i odgovornosti prema okolišu u svojem djelovanju. Stoga EU mora stimulirati rast zapošljavanja inovacijama u proizvodnji u svim fazama poslovnog ciklusa industrija.

Stava sam da je put EU-a ka jačoj konkurentnosti industrije osnovnih metala u aktivnoj politici inovacijama i novim proizvodnim postupcima.

Tonino Picula (S&D), napisan. – Podržavam reforme kojima se nastoji osigurati razvoj održive europske industrije osnovnih metala koja bi istovremeno bila u skladu sa standardima zaštite okoliša s jedne te visoko konkurentna i s kvalitetnim radnim mjestima s druge strane.

Problemi s potražnjom i povećanim uvozom u sektorima industrije čelika i aluminijske predstavljaju opasnost koja bi mogla negativno utjecati i na ostale sektore te je stoga potrebno djelovati kako bi se ovo spriječilo. Pozitivni pomoci uključuju osnaživanje instrumenata trgovinske zaštite, uključivanje industrije metala u koncept cirkularne ekonomije, transparentnost u polju industrijskih rizika te harmonizaciju kompenziranja neizravnih troškova.

Žao mi je što ove reforme nisu ujedno obuhvatile odredbe o pravima zaposlenika u industriji te se nadam kako će ovaj propust biti uskoro ispravljen.

Miroslav Poche (S&D), *pisemně*. – V současné době se dostáváme do situace, kdy jsme svědky úbytku kapacit a pracovních míst v evropském ocelářství, což může vést ke ztrátě průmyslového know-how. Přestože jsme svědky rozvoje opětovného používání základních kovů a rozvoje oběhového hospodářství, nemůže recyklace sama o sobě stačit, a proto průmyslová politika musí mít k dispozici nástroje a prostředky k provedení přechodu na nízkouhlíkové technologie výroby. Jsem navíc přesvědčen, že v současnosti je nutné, aby se evropský průmysl základních kovů přizpůsobil nové klimatické, ekonomické a sociální situaci a stal se vzorem účinnosti a účelnosti spotřeby energií a surovin. K tomu by měly posloužit spravedlivá regulační opatření na hranicích, abychom u každého výrobku mohli znát obsah uhlíku. Nejdůležitější pro mě jako sociálního demokrata je to, aby evropský průmysl základních kovů šel v oblasti životního prostředí příkladem a maximálně snížil dopady jak na pracovníky, tak na obyvatele žijící v okolí.

Salvatore Domenico Pogliese (PPE), *per iscritto*. – Negli ultimi anni il settore dei metalli comuni è stato fortemente penalizzato in Europa a causa di diversi fattori che hanno indebolito la sua competitività sia nel mercato interno che su quello internazionale. In particolare gli elevati costi diretti e indiretti dell'energia, alti standard ambientali, una politica di riduzione delle emissioni di CO₂ e una concorrenza estera poco regolamentata, hanno fatto sì che molti impianti abbiano cominciato a chiudere. Il timore che la Cina possa ricevere il riconoscimento di economia di mercato ha ulteriormente alzato il livello di allarme da parte dei produttori europei. Il mio voto è favorevole a questa relazione perché essa elabora alcune soluzioni per lo sviluppo di un'industria europea dei metalli comuni sostenibile, quali l'armonizzazione delle compensazioni dei costi indiretti, un'accelerazione nel progetto di riforma degli strumenti di difesa commerciale e un mercato dell'energia più accessibile.

Franck Proust (PPE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de ce rapport d'initiative qui réfléchit aux moyens de contribuer à la réindustrialisation de l'Europe et de promouvoir des conditions de concurrence loyales au niveau international. La Chine est en train d'enfoncer, dans une crise encore plus profonde, des pans entiers de notre économie. Le secteur de l'acier par exemple, connaît la plus grave crise de son histoire en temps de paix. Or, je pose la question de savoir si, en matière commerciale, nous sommes encore en temps de paix? La sécurité de nos emplois et notre savoir-faire sont en jeu car la Chine produit, à elle seule, plus d'acier que la demande mondiale!

Je me bats pour améliorer nos instruments de défense commerciale. En assumant le fait que certains nous combattent, nous saurons mieux nous défendre. Ce que je regrette cependant, c'est de voir que le rapporteur, parce qu'il a bénéficié de son quart d'heure de gloire, a utilisé ce rapport pour regagner les faveurs de ses camarades syndicalistes devant des caméras certainement émues par ces retrouvailles. J'aurais souhaité que les caméras viennent plus tôt sur la ligne de front de ce secteur qui a besoin rapidement de soutiens économique et politique.

Julia Reid (EFDD), *in writing*. – Today UKIP voted against the report entitled Developing a Sustainable European Industry of Base Metals. We believe that the EU's obsessive green policy together with a lack of regulatory coherence has created great difficulties for energy-intensive industries in Europe. We believe that neither EU climate policy nor the new Energy Union proposal, with the renewed ETS system, is the solution to resolve the severe difficulties faced by the base metals industry.

Dominique Riquet (ALDE), *par écrit*. – Depuis 2008, le secteur des métaux de base européen subit de plein fouet les effets de la crise économique avec la contraction de la demande d'une part, mais aussi une concurrence déloyale provenant du reste du monde d'autre part. Un environnement social et fiscal des États membres inadapté dans la mondialisation a entraîné la perte de plus de 60 000 emplois directs et 100 000 emplois indirects pour nos industries.

Ce rapport vise à soutenir et à restaurer la compétitivité de l'Union européenne ainsi qu'à la prémunir contre la concurrence déloyale dans ce secteur.

Afin de remédier à la distorsion de concurrence engendrée par une application unilatérale du système d'échange de quotas d'émission (SEQE), le rapport propose la mise en œuvre de mesures d'ajustement carbone aux frontières de l'Union, afin d'éviter que les ambitions environnementales légitimes de l'Union ne deviennent un fardeau pour notre industrie.

Les revenus provenant des enchères des droits d'émission de carbone pourraient, selon le rapport, également être mis à disposition pour alimenter des dispositifs de préservation de l'environnement tel que le Fonds vert, selon le principe du pollueur-payeur.

Pour toutes ces raisons, je me suis prononcé en faveur de ce texte.

Claude Rolin (PPE), *par écrit*. – Respecter des règles saines de concurrence est indispensable pour assurer la relance économique, préserver l'emploi et garantir que l'industrie sidérurgique européenne reste compétitive à l'échelle mondiale. Le dispositif d'ajustement des émissions de carbone aux frontières, pour lequel j'ai voté ce jour, permettrait à l'Union européenne de développer une politique climatique de qualité, tout en préservant sa compétitivité, en la mettant sur un pied d'égalité avec des pays qui ne respecteraient pas les normes sociales et environnementales.

Si la récente conférence sur le climat, COP21, a permis de dégager un accord ambitieux pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre à l'avenir, il faut aussi tenir compte du temps nécessaire à l'application de ces mesures. Dans l'attente d'efforts effectifs, les conditions de concurrence égale ne sont pas réunies et le risque de fuite de carbone depuis l'Union européenne demeure et pèse sur notre industrie. Il est dès lors nécessaire de placer les industries européennes sur un plan d'égalité avec leurs concurrents extérieurs. Par ailleurs, je plaide pour que les sommes qui seraient obtenues par le biais du système d'ajustement aux frontières soient destinées, au moins en partie, à des initiatives environnementales et de lutte contre le changement climatique.

Fernando Ruas (PPE), *por escrito*. – A indústria do metal é extremamente importante para a UE, pois é a base de muitas outras indústrias que possuem um forte impacto na economia europeia, tais como a automóvel, a aeroespacial, a produção de energia ou ainda a construção civil.

Para assegurar a competitividade da indústria dos metais comuns, o relatório sugere que a UE se baseie na redefinição do seu atual sistema de comércio de emissões. A indústria intensiva de energia deverá diminuir as emissões de CO₂, permitindo à UE garantir a competitividade industrial e, simultaneamente, satisfazer os objetivos que tem delineados.

Apoiar a indústria base do metal - que é tão especial e vulnerável à competitividade externa e à política de energia e ambiente da UE - deverá ter enquanto finalidade última o combate à perda de competitividade crescente de várias indústrias de materiais básicos como o aço ou o alumínio.

A UE precisa de ajudar a (re)constituir uma estrutura eficiente para esses sectores, de forma a robustecer o potencial económico e, sobretudo, a reindustrializar a Europa através da inovação e promoção de uma equiparação igualitária das condições do sector a nível internacional.

Por estas razões e por considerar fundamental apoiar a indústria europeia dos metais comuns, votei favoravelmente este relatório.

Tokia Saïfi (PPE), *par écrit*. – J'ai appuyé ce rapport qui souligne la nécessité de soutenir l'industrie des métaux de base. En effet, celle-ci est particulièrement vulnérable face à la concurrence internationale et de nombreuses industries produisant des métaux de base ont perdu en compétitivité (il s'agit notamment des secteurs de l'acier, de l'aluminium ou encore des métaux non ferreux).

Il est donc nécessaire et urgent de veiller à réindustrialiser l'Europe grâce à des investissements et de promouvoir des conditions de concurrence adaptées au niveau international dans ce secteur.

J'ai également voté en faveur de la mise en œuvre d'un ajustement carbone aux frontières et de la réforme du système d'échange de quotas d'émission mais il est important de veiller à ce que ces mesures ne soient pas trop lourdes pour nos entreprises et industries et que nous puissions nous défendre contre toute forme de dumping.

Enfin, je tiens à souligner que ce rapport rappelle la nécessité de moderniser nos instruments de défense commerciale pour protéger nos entreprises et pouvoir lutter contre toute forme de concurrence déloyale et de dumping; les métaux de base en pâtissent trop souvent.

Massimiliano Salini (PPE), *per iscritto*. – Ho espresso il mio voto a favore della relazione concernente lo sviluppo di un'industria europea dei metalli comuni in quanto pone l'accento sull'importanza dell'industria europea, sui gravissimi rischi che sta correndo e sulla necessità di prendere misure urgenti a livello europeo per salvare un settore di eccellenza profondamente in crisi a causa di una concorrenza estera che non è assoggettata agli stessi standard ambientali e sociali. Gli obiettivi principali della relazione sono l'armonizzazione delle compensazioni dei costi indiretti, l'accelerazione nel progetto di riforma degli strumenti di difesa commerciale e un mercato dell'energia più accessibile. Inoltre per porre i produttori europei e stranieri sullo stesso piano nell'ambito delle emissioni, il Parlamento europeo propone lo studio di

un meccanismo di «aggiustamento alle frontiere» che obblighi i produttori stranieri ad acquistare quote di CO₂ in base alle emissioni prodotte.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. – Nos hemos abstenido porque consideramos que el sector de la industria de los metales básicos es un sector estratégico en la economía, y el documento contiene aspectos positivos en cuanto a temas sociales, laborales y en defensa de los trabajadores, y contiene líneas generales para apoyar esta industria y que haya una transformación de la misma en cuestiones medioambientales.

Pero, por otro lado, nos oponemos radicalmente a su posicionamiento y su tolerancia tácita hacia el régimen de comercio de derechos de emisión (RCDE) y hacia la ATCI. Las directrices medioambientales que marca el documento nos parecen del todo insuficientes.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. – He votado a favor del presente informe debido a que supone un importante apoyo político al sector de la industria del acero en Europa. El sector enfrenta una grave crisis debido a la plena apertura comercial de las fronteras, que impide el mantenimiento de esta industria fundamental para el empleo de calidad en Europa. El informe incluye determinados puntos que no aceptamos, como la armonización de la ayuda estatal al sector o la unión de la energía, pero a su vez recoge medidas fundamentales como el ajuste de carbón en frontera, la inequívoca apuesta por el reciclaje y la economía circular para la recuperación del sector, el desarrollo de la inversión pública, el impulso y mantenimiento del diálogo social y el fomento de la cohesión económica regional. Debido a todos estos puntos indispensables para superar la crisis que actualmente afronta el sector, industria indispensable en nuestra apuesta hacia un nuevo modelo productivo que permita generar empleo de calidad, he decidido votar a favor del presente informe.

Jill Seymour (EFDD), *in writing*. – I voted against this proposal because I do not believe that the EU mechanisms are the best solution for resolving many of the energy issues we have.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. – The base metals that this report deals with are aluminium, copper, steel and zinc, which are necessary for industrial growth across Europe. Currently, the EU is massively dependent on imports and this report seeks to develop not only a competitive base-metals industry in Europe, but a sustainable one.

People who are working in the steel industry – or related industries – in the UK and elsewhere in the EU are losing their jobs. I will strongly defend the jobs which are affected by the collapse of the steel industry in the West Midlands and I will work together at EU level so that we can put pressure on the Chinese Government over the dumping of steel. We need a European solution to these problems and if the existing system of free allowances of carbon emissions fails to address the issue of carbon leakage, we will need to examine the option of carbon border adjustment mechanisms linked to the ETS as a last resort.

I will continue to work on this issue and call on the UK Government to take strong and effective action to support the steel industry and combat job losses in the sector as well as related sectors.

Monika Smolková (S&D), *pisomne*. – Podporila som návrh uznesenia o rozvoji udržateľného európskeho odvetvia výroby základných kovov, pretože toto odvetvie predstavuje v rámci celej EÚ významné odvetvie pre rast hospodárstva a zamestnávanie pracovníkov. V ostatnom období čelí odvetvie výroby základných kovov významnému zníženiu dopytu, ako aj silnej celosvetovej hospodárskej súťaži, a to najmä z tretích krajín, kde nie sú také vysoké normy a prísne nariadenia ako v Európe. Vzhľadom k tomu, že ceny energie v Európe sú vyššie ako v mnohých iných hospodárstvach, a to najmä pre nedostatočnú integráciu trhu s energiou, zvyšujúce sa dane, poplatky a náklady na siete, výrazne obmedzujú konkurencieschopnosť európskeho odvetvia výroby základných kovov na svetovom trhu. Preto pre rozvoj udržateľného európskeho odvetvia výroby základných kovov je naliehavá potreba bojovať proti zmene klímy a vysokým cenám energie. Komisia musí zmeniť systém udeľovania emisných kvót tak, že sa bude vychádzať z množstva vyrobených ton kovov a nie z skleníkových plynov vyprodukovaných v rámci zariadenia. Za veľmi dôležité považujem otázky zmlúv a dodávok energií, ktoré sa značne líšia v rámci jednotlivých členských štátov EÚ.

Igor Šoltés (Verts/ALE), *pisno*. – Sektor navadnih kovin, ki je imel pomembno zgodovinsko vlogo pri evropskem združevanju, je osnova za ustvarjanje evropske industrijske dodane vrednosti in ima bistveno vlogo pri razvoju celotnega gospodarstva. Kljub vsemu pa se ta industrija sooča s resnimi težavami.

Na prvem mestu sta zmanjšanje povpraševanja in močna svetovna konkurenca. Ta konkurenca prihaja predvsem iz tretjih držav, kjer ni enakih visokih standardov in strogih pravil kot v Evropi. Prav tako se naložbe v tem sektorju v velikem številu selijo v tretje države, predvsem zaradi sorazmerno visokih cen energije in stroškov zmanjševanja emisij.

Poročilo analizira trenutno stanje sektorja navadnih kovin in vsebuje predloge ukrepov, ki bi pomagali k razvoju omenjene industrije. V poročilu lahko najdemo nekatere pozitivne ukrepe, na primer predlog o prilagoditvi meje CO₂ ter predlog o delni prerazporeditvi prihodkov z dražb v okoljevarstvene pobude in ukrepe za boj proti podnebnim spremembam.

Vendar pa poročilo prav tako poziva k naložbam v zajemanje in shranjevanje CO₂ in zajemanje in uporabo CO₂ ter k dodelitvi posrednih ogljikovih nadomestil na ravni EU. Čeprav spodbujam razvoj trajnostne evropske industrije navadnih kovin, pa se z nekaterimi predlogi v poročilu ne strinjam, zato sem se pri glasovanju o poročilu vzdržal.

Μαρία Σπυράκη (PPE), γραπτώς. – Υπερψήφισα την έκθεση για την ανάπτυξη μιας βιώσιμης ευρωπαϊκής βιομηχανίας βασικών μετάλλων, συμπεριλαμβανομένης της παραγράφου σχετικά με το μηχανισμό συνοριακής προσαρμογής άνθρακα στις εισαγωγές και τις εξαγωγές. Η εφαρμογή του μηχανισμού συνοριακής προσαρμογής θα εξασφαλίσει τον ισότιμο ανταγωνισμό μεταξύ των Ευρωπαίων και των μη Ευρωπαίων παραγωγών, τόσο σε επίπεδο εσωτερικής αγοράς όσο και σε επίπεδο εξαγωγών.

Με τη υπερψήφιση της σημερινής έκθεσης και με την εφαρμογή του μηχανισμού συνοριακής προσαρμογής, υποστηρίζουμε τις θέσεις εργασίας που δημιουργεί ο χάλυβας στην Ευρώπη, στην Ελλάδα, στη Θεσσαλονίκη, στη Μαγνησία, στην Ελευσίνα.

Η συνολική παραγωγή χάλυβα στην Ελλάδα το 2012 έπεσε σε σχέση με το 2007 κατά 58%. Σε σχέση με τα επίπεδα πριν από την κρίση, δηλαδή το 2007, η εγχώρια ζήτηση έπεσε 82%. Βρισκόμαστε αυτή τη στιγμή στα επίπεδα του 1962. Οι ελληνικές εξαγωγές σε σχέση με το 2011 έχουν μειωθεί κατά περίπου 60%, τη στιγμή που οι δανειακές υποχρεώσεις των τριών μεγαλύτερων εταιριών χάλυβα στην Ελλάδα, ξεπερνούν το ένα δισεκατομμύριο ευρώ. Για τους εργαζομένους σε αυτόν τον νευραλγικό τομέα της ελληνικής βιομηχανίας η κατάσταση είναι δραματική.

Είναι απαραίτητο να εξαντλήσουμε όλες τις δυνατότητες για τη μείωση του ενεργειακού κόστους και για την προώθηση του ισότιμου ανταγωνισμού ανάμεσα στις ευρωπαϊκές και τις ξένες χαλυβουργίες.

Joachim Starbatty (ECR), schriftlich. – Der Bericht fordert die Kommission dazu auf, sich für die Entwicklung eines funktionierenden Sekundärmetallmarktes und für die Kreislaufwirtschaft einzusetzen. Das Problem war jedoch, dass der Bericht auch Grenzabgaben, also eine CO₂-Steuer für Importe, fordert. Aufgrund der Unterstützung für ein nichttarifäres Handelshemmnis und Protektionismus habe ich mich dazu entschieden, gegen den Bericht zu stimmen.

Ivan Štefanec (PPE), písomne. – V rámci rozvoja udržateľného európskeho odvetia výroby základných kovov je potrebné stanoviť fungujúce opatrenia, ktoré zaručia tomuto odvetviu rast a konkurencieschopnosť.

Davor Ivo Stier (PPE), napisan. – Podržavam ovo izvješće jer Europska metalurška industrija tvori osnovu stvaranja europske dodane vrijednosti u industriji, kao i europskim vrijednosnim lanacima.

Europski je sektor čelika imao povijesno važnu ulogu u procesu integracije Europe. Sektor osnovnih metala igra ključnu ulogu u razvoju cjelokupnog gospodarstva i u razvoju tehnologije i u pogledu prevladavanja uskih grla u opskrbi. Sektor industrije čelika, čiji su kapaciteti proizvodnje od 2008. smanjeni za više od 40 milijuna tona te u kojem je izravno izgubljeno više od 60 000 radnih mjesta, a neizravno više od 100 000, proživljava najtežu mirnodopsku krizu u svojoj povijesti zbog čega se povećava ovisnost sektora industrijske proizvodnje o uvozu iz trećih zemalja i dolazi do gubitka iskustva i znanja u industriji što ima izravan učinak na milijune radnih mjesta.

Europska postrojenja za elektrolizu metala kao što su aluminij, bakar i magnezij zatvaraju se jedno za drugim, što pokazuje da se Europa u tom sektoru ubrzano deindustrijalizira, ne zbog pada europske potražnje, već poglavito zbog porasta i sve veće kolebljivosti cijena električne energije u nekoliko država članica i dampinga iz trećih zemalja.

Dubravka Šuica (PPE), napisan. – Európski sektor čelika imao je povijesno važnu ulogu u procesu integracije Europe i tvori osnovu stvaranja europske dodane vrijednosti u gospodarstvu.

Međutim, industrija osnovnih metala u svijetu suočava se sa znatnim padom potražnje i jakom konkurencijom, poglavito iz trećih zemalja koje nemaju visoke standarde i stroge propise koji su na snazi u Europi. Prema procjenama su od 2008. godine smanjeni kapaciteti proizvodnje za više od 40 milijuna tona čime je izravno izgubljeno više od 60 000 radnih mjesta, a neizravno više od 100 000. Slijedom toga definiran je paket mjera za energetske uniju. Ovim bi se paketom mjera omogućilo stvaranje sigurnog, održivog i konkurentnog energetskeg tržišta s pristupačnim cijenama čime bi se u svjetskim okvirima povećala konkurentnost europskog gospodarstva te smanjile i uskladile cijene energije u Europi i među državama članicama.

Podržavam prijedlog rezolucije jer smatram kako je razvoj europske industrije osnovnih metala izuzetno važan za razvoj gospodarstva, a samim time i očuvanje radnih mjesta. Time bi industrija odgovorila na društvene i ekološke izazove s kojima se suočava i koje mora prevladati.

Richard Sulík (ECR), písomne. – Hlasoval som proti návrhu. Aktuálna klimatická politika EÚ je totiž kontraproduktívna a len technické zmeny, bez menej prísnych celkových klimatických cieľov, problémy priemyslu EÚ nevyriešia.

Patricija Šulin (PPE), písno. – Glasovala sem za poročilo o razvoju trajnostne evropske industrije navadnih kovin. V zadnjih letih se je evropski jeklarski sektor spopadel z najhujšo krizo v svoji zgodovini, saj je bilo od leta 2008 zaprtih za več kot 40 milijonov ton jekla proizvodnih zmogljivosti ter izgubljenih preko 160.000 delovnih mest, zaradi česar se povečuje odvisnost industrijskih predelovalnih sektorjev od uvoza iz tretjih držav in izgublja industrijska znanja, to pa neposredno vpliva na milijone delovnih mest. Podpiram poročilo, ki poudarja pomen navadnih kovin za številne industrijske panoge, še zlasti pa za avtomobilsko industrijo, letalsko in vesoljsko industrijo, proizvodnjo energije, gradbeništvo in industrijo embalaže.

Νεοκλής Σουλικιώτης (GUE/NGL), γραπτώς. – Η έκθεση καταπιάνεται με τα σοβαρά προβλήματα που αντιμετωπίζουν οι ευρωπαϊκές βιομηχανίες κοινών μετάλλων λόγω της μείωσης της ζήτησης αλλά και του μεγάλου ανταγωνισμού που υπάρχει, λόγω της μετακίνησης της παραγωγής των μεγάλων πολυεθνικών εταιρειών σε τρίτες χώρες για να μην πληρούν ούτε τους περιβαλλοντικούς κανόνες που ισχύουν στην ΕΕ αλλά ούτε και τις συλλογικές συμβάσεις. Υπερψηφίσαμε την έκθεση αυτή καθώς εμπεριέχει μια σειρά από θετικές αναφορές όπως είναι η ανάγκη στήριξης της ευρωπαϊκής βιομηχανίας μετάλλων ιδιαίτερα σε σχέση με τα δικαιώματα των εργαζομένων, η ανάγκη δημιουργίας νέων ποιοτικών θέσεων απασχόλησης σε συνδυασμό με την αναγκαιότητα προστασίας της υγείας των ανθρώπων και του περιβάλλοντος, καθώς και η ανάγκη να τεθούν φραγμοί στην δράση και την κερδοφορία των μεγάλων πολυεθνικών εταιριών.

Ελευθέριος Συναδινός (NI), γραπτώς. – Η συγκεκριμένη έκθεση δεν κατορθώνει να ασχοληθεί με το εξελισσόμενο και μεγάλο πρόβλημα των ευρωπαϊκών βιομηχανιών βασικών μετάλλων, που δεν είναι άλλο από τον αθέμιτο ανταγωνισμό της Κίνας.

József Szájer (PPE), írásban. – Európában az ipari fémek (különbféle acélok, színesfémek, fémötvözetek, ritkaföldfémek) iparának számos kihívással kell az utóbbi időben szembenézni: egyfelől a válság eredményeként a kereslet nagymértékben visszaesett, másfelől jelentősen megerősödött a globális verseny, mégpedig olyan országok irányából, amelyekben nem kell az európaihoz hasonló, magas szintű normákat betartani. A jelentésvető rámutat, hogy az ipari fémek uniós iparának problémái, mint az alacsony versenyképesség és alacsony befektetésvonzó képesség, jórészt a kibocsátás-kereskedelmi rendszernek és a magas európai energiaáraknak köszönhetőek. Ezért a jelenlegi kibocsátás-kereskedelmi rendszer átalakítása az ipari fémek ipara versenyképességének biztosítása szempontjából az egyik legsürgetőbb kérdés.

Az európai kereskedelemvédelmi intézkedésekre az ipari fémek vonatkozásában inkább a túl késői orvoslás, mint megelőzés jellemző. Az európai kereskedelempolitika nem hagyhatja figyelmen kívül, hogy az említett harmadik országok kihasználják viszonylagos előnyüket a nyersanyagokhoz való hozzáférés tekintetében, gyakran állami támogatást is kapnak, és olykor a termelési költségek alatti áron értékesítik termékeiket.

A körkörös gazdaság tekintetében egyetérték azzal a jelentésben foglalt célkitűzéssel, amely az Unió területén használt ritkaföldfémek és kritikus fémek újrahaznosításának gyors növelését határozza meg. Továbbá erős kapcsolatok létrehozását kéri az ipari fémeket újrahaznosító ágazat és más ágazatok között az ipar méretének és rugalmasságának megerősítése érdekében, különösen az ipar leépülése által érintett régiókban. A részletes szavazás során támogattam a határokon alkalmazott szén-dioxid-kiigazítási intézkedések alkalmazását, mint lehetőséget.

Tibor Szanyi (S&D), *írásban*. – Szavazatommal támogattam a jelentést, mivel úgy vélem, hogy az európai acélipar fontos történelmi szerepet játszott az európai integráció folyamatában, továbbá hogy az ipari hozzáadott érték-teremtés és az értékláncok alapját képezi Európában. A jelentés egy olyan fontos iparág fejlesztésével foglalkozik, amely kulcsfontosságú szerepet tölt be az egész gazdaság fejlődésében technológiai szempontból és az ellátás terén meglévő szűk keresztmetszetek szempontjából egyaránt. A jelentés leírja, hogy az acéltermelési kapacitás 2008 óta több mint 40 millió tonnával csökkent, 60 000 álláshely szűnt meg az ágazatban közvetlenül és 100 000 közvetett módon, így az acélipar történetének békeidőben bekövetkező legsúlyosabb válságát éli át.

Mindez olyan környezetben történik, ahol erős globális versennyel kell szembenéznünk, de nem kérhetjük számon a magas európai normákat. Az ipari fémek ipara és annak biztonságos termelése jelentős hatással van az európai autógyártásra, a repülőgépgyártásra, az energiatermelésre, az építőiparra vagy a csomagolásra. Éppen ezért a sokszor említett energiafüggőség mellett törekednünk kell arra, hogy az ipari fémek tekintetében ne alakuljon ki függőség.

Véleményem szerint, mint minden fejlesztés esetében, az ipari fémek iparának tudatos fejlesztése is csak a kutatás és innováción valamint a megújuló energia szélesebb körű hasznosításán keresztül érhető el. Mindezen fejlesztések esetén szem előtt kell tartásuk az éghajlatváltozás elleni küzdelmet is.

Dario Tamburrano (EFDD), *per iscritto*. – Abbiamo votato a favore della relazione Martin sullo sviluppo di un'industria europea sostenibile dei metalli comuni (come per esempio acciaio, alluminio, rame, ottone, nichel e piombo). L'importanza a livello industriale di questi metalli è evidente e anche l'impatto ambientale ed energetico è significativo. Abbiamo votato a favore perché tra le parti che sono passate del testo originale vi è la richiesta di rendere equa tra gli Stati membri la politica di compensazione per le emissioni indirette e l'introduzione di uno strumento innovativo, l'aggiustamento del contenuto di carbonio alla frontiera, per rendere più giusta ed equa la concorrenza con i paesi che non fanno parte dell'unione e che quindi non sono soggetti al sistema ETS. Inoltre si chiede alle industrie ad alta intensità energetica di impegnarsi in modo continuo al fine di ottimizzare le misure di riciclo e per ridurre le emissioni di CO₂ per garantire una competitività industriale nel futuro e conseguire gli obiettivi vincolanti di riduzione fissati dall'UE.

Claudia Tapardel (S&D), *în scris*. – Industria siderurgică și metalurgică europeană se află într-o situație dificilă, ca urmare a scăderii semnificative a cererii în ultimii ani, lucru care afectează atât forța de muncă angajată în domeniu, cât și alte sectoare economice, cum ar fi construcțiile de mașini, construcțiile de clădiri și tehnologiile cu emisii reduse de carbon.

Modernizarea energetică și ecologică a acestor sectoare impune o politică de investiții pe care puține din întreprinderile respective și le pot permite în prezent. Crearea pieței carbonului în 2005 a corespuns strategiei UE pentru combaterea schimbărilor climatice, însă a creat sarcini suplimentare pentru economiile statelor membre. Ajustarea la frontiere poate fi soluția pentru evitarea abandonului luptei împotriva schimbărilor climatice de către sectoarele europene supuse riscului de relocare a carbonului, prin promovarea unei concurențe loiale între producătorii europeni și cei din afara Europei. Această măsură poate fi aplicată și în mod temporar și flexibil, iar relocările de emisii de carbon pot fi prevenite prin luarea în considerare a întregului sector. Ajustarea la frontiere este baza unei economii a metalelor de bază în care reducerea emisiilor poluante este legată de investițiile în reducerea acestor emisii, care sunt astfel rentabilizate. Documentul de față poate fi un pas înainte important.

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – J'ai voté pour le texte. En effet, l'hémorragie de capacités et d'emplois qu'a connue la sidérurgie européenne est le résultat de la chute de la demande qui, en 2014, reste 40 mégatonnes en deçà de celle de 2007. Cet ajustement de capacités a été d'une telle ampleur que toute reprise de la demande européenne se traduira par la naissance d'un déficit commercial historique en Europe générateur de dépendance et de pertes de savoir-faire industriels qui ne manqueraient pas de se répercuter sur les secteurs situés en aval tels que l'automobile, la construction et les technologies bas carbone.

Les fermetures dans l'aluminium européen, au contraire, se déroulent dans un contexte de croissance de la demande européenne d'aluminium au cours de ces dernières années; il en a résulté des augmentations des importations.

Ainsi, les aciers et l'aluminium sont deux exemples significatifs des difficultés rencontrées dans ces professions qui doivent parallèlement poursuivre leur modernisation énergétique et environnementale, qui nécessiterait une politique d'investissement dont peu d'entre elles ont aujourd'hui les moyens.

Pavel Telička (ALDE), *in writing*. – Europe needs a strong industry if it wants to definitely exit the crisis and find again sustainable growth. This is why I voted in favour of this report. Indeed, the general aim of the Report on the development of a sustainable European base metals industry is to identify the new conditions under which base metal industries, such as steel, aluminium and non-ferrous metals, can prosper in Europe. I recognise the loss of competitiveness of several basic materials industries and the crisis that needs to be addressed to re-establish the EU's economic potential. The report however calls for very specific and detailed changes on ETS that will pre-empt the upcoming legislative discussions and is also very prescriptive. Therefore I decided to vote against those parts of the report which were too prescriptive on ETS or on boarder adjustment but I voted in favour of the report as such.

Isabelle Thomas (S&D), *par écrit*. – Le rapport Martin a pour ambition de sauver la sidérurgie européenne et ce dans les meilleures conditions écologiques. Nous avons besoin d'industrie en Europe, il faut cesser d'être les idiots de la mondialisation, en reprenant en main notre politique industrielle pour stopper l'hémorragie des délocalisations.

Ce texte marque une véritable inflexion de l'Union européenne pour substituer le juste-échange au libre-échange aveugle. Nous préconisons un ajustement aux frontières pour pénaliser les produits fabriqués sans respect de l'environnement ainsi qu'un durcissement de nos mécanismes de défense commerciale. Le texte préconise une modification de la lecture du code de la concurrence permettant de prendre en compte le dumping mené par certains pays émergents, notamment la Chine à qui nous devons refuser le statut d'économie de marché.

Marqué à gauche et soucieux de la durabilité de nos productions, le rapport rédigé par mon collègue Édouard Martin propose également d'inclure pleinement les salariés dans la prise de décision et de développer l'économie circulaire des métaux lourds.

Le Parlement a pris une position forte, à la Commission de revenir rapidement avec une proposition législative crédible.

Patrizia Toia (S&D), *per iscritto*. – La crisi dell'industria siderurgica cui stiamo assistendo richiede risposte concrete e impegno fermo da parte di tutte le istituzioni. Il voto positivo alla relazione Martin conferma la volontà del Parlamento europeo di continuare a tenere alta l'attenzione di tutti gli organi legislativi su un tema che ha impatto diretto nelle vite di molti nostri concittadini che hanno perso il posto di lavoro. Acciaio e alluminio sono due esempi significativi delle difficoltà incontrate da taluni settori che devono affrontare la concorrenza di molti stati terzi, dotati di materie prime in abbondanza e prezzi dell'energia minori, e ai quali è richiesto il massimo sforzo per la creazione di impianti moderni e a basso impatto ambientale. Spetta alle istituzioni europee e nazionali promuovere una politica industriale dotata di strumenti e mezzi per percorrere un cammino verso un'economia a basse emissioni di carbonio. La tutela ambientale deve però andare di pari passo con delle politiche energetiche e commerciali lungimiranti ed eque, che consentano di tutelare l'apparato industriale europeo e riportarlo al centro della scena mondiale.

László Tőkés (PPE), *írásban*. – Európában az ipari fémek iparának számos kihívással kell az utóbbi időben szembenézni: a válság eredményeként a kereslet nagymértékben visszaesett, jelentősen megerősödött a globális verseny, mégpedig olyan országok irányából, amelyekben nem kell az európaihoz hasonló, magas szintű normákat betartani. A jelentésvető rámutat, hogy az ipari fémek uniós iparának problémái, mint az alacsony versenyképesség és alacsony befektetésvonzó képesség, jórészt a kibocsátás-kereskedelmi rendszernek és a magas európai energiaáraknak köszönhetőek. Ezért a jelenlegi kibocsátás-kereskedelmi rendszer átalakítása az ipari fémek ipara versenyképességének biztosítása szempontjából az egyik legsürgetőbb kérdés.

Az európai kereskedelemvédelmi intézkedésekre az ipari fémek vonatkozásában inkább a túl kései orvoslás, mint megelőzés jellemző. Az európai kereskedelempolitika nem hagyhatja figyelmen kívül, hogy az említett harmadik országok kihasználják viszonylagos előnyüket a nyersanyagokhoz való hozzáférés tekintetében, gyakran állami támogatást is kapnak, és olykor a termelési költségek alatti áron értékesítik termékeiket.

A körkörös gazdaság tekintetében egyetértek azzal a jelentésben foglalt célkitűzéssel, amely az Unió területén használt ritkaföldfémek és kritikus fémek újrahasznosításának gyors növelését határozza meg. Továbbá erős kapcsolatok létrehozását kéri az ipari fémeket újrahasznosító ágazat és más ágazatok között az ipar méretének és rugalmasságának megerősítése érdekében, különösen az ipar leépülése által érintett régiókban. A részletes szavazás során támogattam a határon alkalmazott szén-dioxid-kiigazítási intézkedések alkalmazását, mint lehetőséget.

Ruža Tomašić (ECR), *napisan*. – Fokus izvješća stavlja se na situaciju u europskoj industriji osnovnih metala, a kao osnovno sredstvo u toj borbi izvijestitelj naglašava protekcionistički mehanizam granične prilagodbe ugljika. Tekst usvojen u izvješću predlaže da se takav mehanizam uspostavi u slučaju ako na COP-u 21 ne dođe do nikakvog sporazuma.

Iako se u načelu slažem s konstatacijom da je pitanje održivosti industrije osnovnih metala relevantno pitanje i problem čije je rješavanje potrebno pokrenuti, ne slažem se s time da se isto može učinkovito postići mjerama predloženima u izvješću, te sam stoga glasovala protiv.

Romana Tomc (PPE), *pisno*. – Poročilo o razvoju trajnostne evropske industrije navadnih kovin sem podprla, ker menim, da je industrija navadnih kovin pomemben element v gospodarstvu in ne smemo dovoliti, da bi postali odvisni od drugih na tem področju.

Trenutno je Evropska industrija teško konkurenčna uvozu iz Kitajske, poleg tega bi odvisnost od tujega trga pomembno vplivala tudi na druge sektorje, kot na primer na avtomobilski, nizkoogljični in gradbeni sektor.

Estefanía Torres Martínez (GUE/NGL), *por escrito*. – Nos hemos abstenido porque consideramos que el sector de la industria de los metales básicos es un sector estratégico en la economía, y el documento contiene aspectos positivos en cuanto a temas sociales, laborales y en defensa de los trabajadores, y contiene líneas generales para apoyar esta industria y que haya una transformación de la misma en cuestiones medioambientales.

Pero, por otro lado, nos oponemos radicalmente a su posicionamiento y su tolerancia tácita hacia el régimen de comercio de derechos de emisión (RCDE) y hacia la ATCI. Las directrices medioambientales que marca el documento nos parecen del todo insuficientes.

Ramon Tremosa i Balcells (ALDE), *in writing*. – Globalisation leads the EU to adapt faster and more agile ways to constant change, and in this case, the metal industry.

I support this motion to help European companies that are competing with the ones in developing countries, although the preamble is clear, there is still much work to do within the EU, which should bring some solutions more quickly and efficiently.

Mylène Troszczynski (ENF), *par écrit*. – Ce texte est positif car il marque une prise de conscience au sein de la classe politique européenne de la nécessité absolue de préserver cette industrie car, quand l'industrie lourde se délocalise, l'industrie de transformation, en général, la suit.

Le refus du protectionnisme et de la remise en cause du dogme de la politique de la concurrence empêche son auteur d'avoir recours aux outils essentiels à la protection, au développement et à la modernisation de cette industrie.

Je choisis donc l'ABSTENTION.

Mihai Țurcanu (PPE), *în scris*. – Am votat în favoarea raportului referitor la dezvoltarea unei industrii europene durabile a metalelor de bază, întrucât, la momentul actual, industria europeană a metalelor de bază se confruntă cu o scădere semnificativă a cererii, precum și cu o concurență mondială puternică, în principal din partea unor țări terțe care nu aplică aceleași standarde înalte și reglementări stricte ca cele din Europa. În acest sens, industria europeană a metalelor de bază are nevoie să-și recâștige competitivitatea la nivel mondial, iar un prim pas în acest demers ar fi crearea unei piețe comune a energiei, întrucât prețurile mai mari ale energiei din Europa limitează semnificativ competitivitatea acestei industrii.

În plus, există numeroase sectoare care depind de această industrie, cum ar fi sectorul auto, al aeronauticii, al producției energetice, al construcțiilor și al ambalajelor. Astfel, UE are nevoie să-și amelioreze competitivitatea și să-și mențină independența în ceea ce privește metalele de bază, pentru a nu afecta negativ sectoarele mai sus menționate. În acest sens, consider că este nevoie de dezvoltarea de noi produse eficiente din punct de vedere energetic și de noi procese de producție, pentru ca UE să reziste în fața concurenței mondiale tot mai acerbe.

István Ujhelyi (S&D), *írásban*. – Az európai acélipar a kapacitás és a munkahelyek tekintetében egyaránt hatalmas veszteségeket szenvedett a kereslet zuhanásának következtében, ami 2014-ben a 2007-es szinthez képest 40 megatonnával esett vissza. A kapacitáskülönbség olyan méreteket öltött, hogy az európai kereslet bármely újbóli megerősödése Európa kereskedelmének történelmében példátlan hiányt fog kelteni és függőséget idéz majd elő, az ipari szaktudásban bekövetkezett veszteségek romboló hatása pedig minden bizonnyal továbbgyűrűzik a felvevő ágazatokra, többek között a személygépkocsi-gyártásra, az építőiparra és az alacsony szénfelhasználású technológiákra. Szavazatommal támogattam a jelentést.

Miguel Urbán Crespo (GUE/NGL), *por escrito*. – Nos hemos abstenido porque consideramos que el sector de la industria de los metales básicos es un sector estratégico en la economía, y el documento contiene aspectos positivos en cuanto a temas sociales, laborales y en defensa de los trabajadores, y contiene líneas generales para apoyar esta industria y que haya una transformación de la misma en cuestiones medioambientales.

Pero, por otro lado, nos oponemos radicalmente a su posicionamiento y su tolerancia tácita hacia el régimen de comercio de derechos de emisión (RCDE) y hacia la ATCI. Las directrices medioambientales que marca el documento nos parecen del todo insuficientes.

Владимир Уручев (PPE), *в писмена форма*. – Г-н Председател, колеги, днес гласувахме резолюцията относно развитието на устойчива европейска промишленост за неблагородни метали, в която секторът на стоманата е както най-големият производител на такива метали, така и най-силно изложен на рисковете от загуба на конкурентоспособност и преместване на производства в трети страни.

Смисълът на резолюцията бе да защитим тази промишленост с разрешените и допустими за прилагане инструменти в ЕС, за да осигурим възможност за плавен преход без катаклизми към устойчива, екологосъобразна и разходноефективна промишленост, с конкурентен на световния пазар продукт и с технологично обновление, съответстващо на целите и предизвикателствата на 21 век.

Разочарован съм от факта, че Парламентът не подкрепи по подобаващ начин използването на механизма за корекции на границата, който би могъл като временна и целенасочена мярка да защити промишлеността от външни конкуренти, които не спазват високите екологични изисквания на ЕС.

Споразумението от Париж за климатичните промени не дава автоматично основание да се смята, че всички световни производители на метали ще заработят от утре с еднакви екологични стандарти. Напротив, предстои да видим колко сериозни са ангажиментите на страните и колко дълго ще протече ратифицирането на споразумението.

Затова следваше да подкрепим всички механизми за защита, когато те не противоречат на собственото законодателство и на правилата на СТО.

Viktor Uspaskich (ALDE), raštu. – Europos pagrindinių metalų pramonės sektoriuje lenktyniaujama su laiku siekiant atkurti pasaulinį konkurencingumą ir galimybes investuoti Europoje ir taip sprendžiant šio sektoriaus socialines ir su aplinka susijusias problemas, kurios turi būti išspręstos taip, kad ši pramonė ir toliau būtų pasaulinio masto pavyzdys pramonės įmonių socialinės atsakomybės ir atsakomybės už žalą aplinkai srityje. Dėl pasaulyje esančio pertekliaus, nesąžiningų subsidijų ir trečiųjų šalių vykdomo dempingo Europos pagrindinių metalų rinka patiria papildomą spaudimą, o gamybos inovacijos daro teigiamą poveikį užimtumo augimui visuose pramonės verslo ciklo etapuose.

Ivo Vajgl (ALDE), in writing. – I voted in favour of this resolution because I agree it is important to invest in future jobs, preferably in green jobs, and some sectors need special investment in order to do so. Industrial policy must comprise the tools and resources needed to make low-carbon transition a reality, and that can only be done through strategic management of base metals industries and by ensuring that the right tools and resources are available to cope with the increase in carbon prices being called for by all the international institutions involved in combating climate change.

In this resolution we addressed the topics that highlight the importance of base metals for the European industry; the overriding need to act on climate change and high energy prices; carbon border adjustment – a temporary and flexible measure of international dimension in line with the WT, compensation for indirect emissions, the support for investing in the production of low carbon metal, financial accounting and transparency, the issue of electricity supply contracts, the transfer of skills, the supply of raw materials and European trade protection measures in respect of base metals.

Ramón Luis Valcárcel Siso (PPE), por escrito. – El informe habla de la necesidad de apoyar una industria europea de los metales básicos que sea más sostenible. Es necesario ayudar a un sector que ha de llevar a cabo cambios importantes derivados de nuestra política y nuestro compromiso con una política energética europea más fuerte y una economía más sostenible que luche contra el cambio climático. Por ello considero necesario votar a favor de dicho informe.

Derek Vaughan (S&D), in writing. – This report deals with base metals, steel, aluminium, zinc and copper, which are necessary for industrial growth across Europe. People who work in the steel industry are losing their jobs, both in the UK and across the EU, as the sector confronts its most serious peacetime crisis ever, facing a combination of an influx of cheap steel and increasing energy costs. By working together at an EU level we can put pressure on the Chinese government over steel dumping, and come up with Europe-wide solutions to these problems. It is also vital that the UK Government matches the action called for by Labour MEPs in the coming months.

Hilde Vautmans (ALDE), schriftelijk. – De inhoud van dit verslag is gedenatureerd. Hier worden discussies gevoerd die op zich weinig te maken hebben met de ontwikkeling van een duurzame Europese basismetalaalindustrie. Daarom heb ik besloten om mij, ongeacht de inhoud van het verslag, van stemming te onthouden.

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), par écrit. – Ce rapport d'initiative porte sur l'industrie européenne des métaux de base, secteur qui connaît de graves difficultés du fait de la concurrence entre groupes industriels mais surtout de l'effondrement de la demande mondiale.

Les multinationales du secteur ont profité de cette concurrence accrue pour délocaliser la production dans des pays aux normes sociales et environnementales basses.

On estime ainsi à 100 000 le nombre d'emplois perdus en Europe depuis 2008, entraînant une perte de savoir-faire industriels génératrice à court terme de dépendance et de fragilisation, y compris d'autres secteurs connexes.

Ce rapport demande une politique ambitieuse en matière industrielle. Il propose notamment la création de comités locaux d'information et de concertation pour la prévention des risques industriels impliquant les salariés. Il enjoint surtout la Commission d'inclure systématiquement l'interdiction des pratiques de distorsion sur les matières premières dans les accords commerciaux. Malgré quelques ambiguïtés sur la question des marchés du carbone, j'ai voté pour ce rapport largement débattu avec les organisations syndicales des secteurs concernés même si je suis sans illusion sur sa portée autre que symbolique.

Miguel Viegas (GUE/NGL), *por escrito*. – A financiarização da economia e o respetivo longo processo de desindustrialização tem neste relatório um eloquente testemunho. A hemorragia ao nível das capacidades e dos empregos com que a siderurgia europeia se depara resulta da quebra da procura que, em 2014, registou um decréscimo de 40 milhões de toneladas em relação a 2007.

Este ajustamento de capacidades foi de tal forma significativo que qualquer retoma da procura europeia se traduzirá pela criação de um défice comercial histórico na Europa que, por sua vez, provocará dependência e perdas de conhecimentos industriais especializados que não deixarão de se repercutir nos setores a jusante dos setores automóvel, da construção e das tecnologias com baixo teor de carbono.

Qualquer política industrial que venha a ser implementada e que pretenda romper com esta situação de empobrecimento e dependência não será possível sem um controlo estratégico público das suas indústrias de metais de base criando todos os instrumentos e meios necessários para fazer face a um aumento do preço do carbono e traçar uma estratégia compatível com as metas ambientais que nos propusemos respeitar.

Harald Vilimsky (ENF), *schriftlich*. – Guter ausgewogener Bericht mit einigen innovativen Maßnahmen, die gleiche Wettbewerbsbedingungen für die europäische Metallindustrie bringen. Daher stimme ich diesem Bericht zu.

Julie Ward (S&D), *in writing*. – This report seeks to develop a base metals industry in Europe which is sustainable long-term and both maintains and develops this important sector. People who work in the steel industry are losing their jobs, both in the UK and across the EU, as the sector confronts its most serious peacetime crisis ever, facing a combination of rising steel prices, social dumping, an influx of cheap Chinese steel and increasing energy costs.

We will not be able to solve this problem on our own. By working together at EU level we can put pressure on the Chinese Government over steel dumping and come up with Europe-wide solutions to these problems. In the upcoming work on Phase IV of the Emissions Trading Scheme, Labour MEPs will work to ensure that the system of free carbon allowances addresses the issue of carbon leakage. Should this not be sufficient, the Commission should, as a last resort, examine the feasibility of a carbon border adjustment mechanism linked to the ETS.

I call on the UK Government to take strong and effective action to support the steel industry and stop massive direct and indirect job losses in this sector.

Glenis Willmott (S&D), *in writing*. – This report deals with base metals, steel, aluminium, zinc and copper, which are necessary for industrial growth across Europe. Currently, the EU is dependent on imports of these and this report seeks to develop a sustainable base metals industry in Europe.

People who work in the steel industry are losing their jobs, both in the UK and across the EU, as the sector confronts its most serious peacetime crisis ever, facing a combination of rising steel prices, an influx of cheap Chinese steel and increasing energy costs. We will not be able to solve this problem on our own. By working together at EU level we can put pressure on the Chinese Government over steel dumping, and come up with Europe-wide solutions to these problems. Labour MEPs will continue to work on this issue and call on the UK Government to take strong and effective action to support the steel industry and combat job losses in the sector.

Flavio Zanonato (S&D), *per iscritto*. – Ho votato oggi a favore del rapporto «Lo sviluppo di una industria europea sostenibile per i metalli comuni». La chiusura di molti impianti di produzione di metalli di base è un problema che interessa numerosi paesi europei, con conseguenze potenzialmente nefaste per il sistema produttivo continentale. È nostro dovere proteggere le nostre imprese e i lavoratori dalla concorrenza sleale e dal dumping sociale ed ambientale. Ritengo particolarmente opportuno il testo approvato oggi, in particolare lì dove ricorda che l'Europa è già fortemente dipendente dalle importazioni di molte materie prime e una nuova dipendenza nei metalli avrebbe un impatto sicuramente negativo su molti settori industriali strategici per l'Unione.

Carlos Zorrinho (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente o relatório «Desenvolvimento de uma indústria europeia sustentável de metais comuns» por considerar que a Europa, já dependente em termos de matérias-primas, não pode deixar que se crie uma nova dependência relativamente aos metais de base, indústria que enfrenta atualmente uma queda significativa em termos de procura e de investimento, motivados sobretudo por preços de energia e custos do carbono comparativamente elevados face a países terceiros.

Apesar da difícil situação em que se encontra, a indústria de metais de base deve paralelamente prosseguir uma política de modernização energética e ambiental em concordância com as regras europeias existentes, dotando-se dos instrumentos necessários para que essa transição seja bem-sucedida. Como tal, para garantir a competitividade desta indústria é urgente uma reformulação do atual regime de comércio de licenças de emissão da União Europeia, completando-o com outros instrumentos e estratégias inovadores do ponto de vista energético e ambiental para a redução efetiva das emissões, assim como a aposta na reutilização de metais de base e o desenvolvimento de uma economia circular. É ainda necessário investimento no âmbito da investigação e do desenvolvimento para que a Europa continue a ser um centro de excelência para a produção de metais de base.

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – A diminuição das capacidades e do emprego da indústria siderúrgica europeia resulta, em parte, da quebra da procura. Em 2014, registou um decréscimo de 40 milhões de toneladas em relação a 2007. Mas esta diminuição resulta sobretudo de décadas de desinvestimento e de desmantelamento deste sector, como é exemplificativo o caso de Portugal, tendo implicado a dependência e a perda de conhecimentos industriais especializados, que se repercutem em sectores a jusante.

O relatório afirma a urgência de um incremento no desenvolvimento da indústria de metais de base – ferro, alumínio, cobre, etc. – e a necessidade de adaptá-la aos novos paradigmas tecnológico/ambiental, com vista à sua reafirmação a nível internacional. Não acompanhamos considerações respeitando à exploração e propriedade, ou seja, à acumulação do capital por parte de grandes multinacionais que, no fim de contas, continuarão a apropriar-se dos recursos e da criação de riqueza deste sector.

Um novo impulso para a política industrial deverá prosseguir o caminho da modernização tecnológica, energética e ambiental, devendo, para isso, criar mais emprego e dotar-se dos instrumentos e dos meios necessários, o que não será possível sem o controlo público estratégico das indústrias de metais de base.

Marco Zullo (EFDD), *per iscritto*. – L'importanza industriale dei metalli comuni è indiscussa, si tratta infatti di acciai e acciai speciali, alluminio, rame, ottone, nichel, piombo, zinco, titanio e altro ancora. Essi costituiscono la materia prima di molti settori industriali e hanno quindi un impatto di portata strategica enorme sull'occupazione europea, sia diretta sia indiretta. Si tratta di attività con un elevato fabbisogno energetico che deve essere considerato dalla politica energetica e di riduzione delle emissioni di CO₂. Attualmente, il settore è messo in difficoltà da una concorrenza sleale internazionale, principalmente cinese. Si tratta di uno scontro sui prezzi con economie che non devono sottostare agli innumerevoli vincoli di tutela del lavoro e di taglio delle emissioni cui sono invece soggette le imprese europee. In questo senso vanno i contenuti più innovativi della proposta che chiedono di rendere equa tra gli Stati membri la politica di compensazione per le emissioni indirette e introducono un dispositivo di aggiustamento del contenuto di carbonio alla frontiera con lo scopo di contrastare proprio quella concorrenza internazionale che non è sottoposta ai vincoli dell'*Emissions Trading System*. Alla luce dell'introduzione di queste novità ho votato a favore di questa relazione.

Milan Zver (PPE), *pismo*. – Podpiram zakonodajno resolucijo Evropskega parlamenta o razvoju trajnostne evropske industrije navadnih kovin, ker menim, da je potrebno, da se sprejmejo strukturni mehanizmi, ki bi omogočili evropski industriji neplemenitih kovin konkurenčnost na trgu ter tako ohranili delovna mesta in industrijska znanja ob upoštevanju visokih okoljskih standardov.

12.12. Situation in Hungary: follow-up to the European Parliament Resolution of 10 June 2015 (B8-1349/2015, B8-1351/2015, B8-1351/2015, B8-1358/2015, B8-1359/2015, B8-1360/2015, B8-1361/2015)

Oral explanations of vote

István Ujhelyi (S&D). – Kevés lehetlenebb helyzetet tudok elképzelni a politikában, mintsem hogy én itt, az Európai Parlament épületében, ahol 28 ország működő demokráciájának képviselői ülnek elmagyarázzam, hogy mi történik Magyarországon, hogy hogyan bontotta le az orbáni rezsim a demokratikus intézményeket, és miképpen kontrollálja a nyilvánosságot. Kevés nálam kérelhetlenebb ellenfele akad Orbán Viktornak otthon, a hazai belpolitikában és itt az európai porondon. Ugyanakkor ma én nem tudtam támogatni, tartózkodnom kellett attól a szavazástól, amit a közös indítványban megtettek a frakciók, hiszen nem támogathatok olyan javaslatot, amely 7. cikkely, tehát Magyarország egészének megbüntetéséről szól. Méghozzá azért nem támogathatom, mert otthon az Orbán-rezsim médiagépezete mindenhol azt fogja harsogni, hogy Európa megtámadta Magyarországot. Ezzel a populista rezsim csak erősödik, és a vírus tovább terjed Európában, ezért ma tartózkodtam, de most mondom az Orbán-rezsimnek, tovább küzdök ellene.

Marek Jurek (ECR). – Pani Przewodnicząca! Europa jest w głębokim kryzysie, nie ma sensu wyliczać wszystkich jego przejawów – od perspektywy secesji brytyjskiej przez kryzys grecki po tysiące ochotników zdążających z Europy, żeby się zaciągnąć do sił Państwa Islamskiego – i w tej sytuacji liderzy Parlamentu Europejskiego nie mają większych zmartwień niż atakowanie demokratycznych decyzji narodu węgierskiego. Ja zachęcam wszystkich tylko do jednej refleksji: pierwszy dzień, w którym zostanie użyty art. 7 traktatu lizbońskiego (a o tej perspektywie mówi jednak pozostawiony w tym tekście ust. 9), będzie początkiem końca Unii Europejskiej. Zastanówcie się wszyscy, czy tego naprawdę chcecie.

Jiří Pospíšil (PPE). – Paní předsedající, já jsem pro tuto zprávu také nehlasoval. Považuji za velmi nešťastné, že v této situaci a v tuto chvíli přijímáme na půdě Evropského parlamentu zprávu proti jednomu z členů Evropské unie. Jsem přesvědčen, že v době, kdy je jednota Evropské unie ohrožena, a tedy navazují na své předřečníky, kdy klesá důvěryhodnost evropské integrace, například v České republice, ale i v jiných státech střední Evropy, v zemích Visegrádu, tak přijímání takovýchto usnesení důvěryhodnost evropské integrace a Evropské unie v očích našich voličů ve střední Evropě určitě nezvýší.

Považuji ten krok za nešťastný, kontraproduktivní. Podle mého názoru nic neřeší a hlavně chci reagovat a říci ještě jednu větu. Jsou zde země, které neplní povinnosti Schengenu a dostatečně nehlídají vnější hranici. Tyto země my zde usneseními také nekritizujeme. Usnesení situaci Evropské unie opravdu nemohou vyřešit.

Andrejs Mamikins (S&D). – Skaidrs, ka jebkurai valstij ir suverēnas tiesības īstenot tādu politiku, kādu tā vēlas – kura tiek realizēta saskaņā ar nacionālām interesēm un tā tālāk. Bet tas ir tikai iekšējais aspekts. Jo vēl ir ārējais – paralēli varas orgāniem ir jāņem vērā arī savas valsts uzņemtais starptautiskās saistības.

Un šeit ir situācija, runājot par Ungāriju, ja kāda no Eiropas Savienības dalībvalstīm neievēro savas saistības un atsakās objektīvi noregulēt esošās domstarpības ar citām dalībvalstīm, tad paralēli – un šajā rezolūcijā ir skaidri redzams – politiska sinhronizācija varētu būt panākta tikai caur sankcijām, daļa no kurām jau ir notikušas, piemēram, dažādu ES programmu finansēšanas pārtraukšana. Kaut gan jāatzīst, no otras puses, neko īpaši vairāk kā paziņojumus Eiropas Komisija nav izdarījusi. Bet es nobalsoju par šo rezolūciju.

Written explanations of vote

Lars Adaktusson (PPE), skriftlig. – Idag röstade parlamentet om situationen i Ungern. Min partigrupp EPP la fram ett eget resolutionsförslag som jag förvisso inte har några invändningar mot i sak, men som inte är tillräckligt långtgående. Grupperna S&D, ALDE, GUE och De Gröna framlade å sin sida ett betydligt skarpare resolutionsförslag. Deras resolutionsförslag präglas i högre grad av en insikt om den allvarliga utvecklingen i Ungern. Däremot instämmer jag inte i att ett så kallat artikel 7-förfarande, som denna resolution föreslår, i det här läget är rätt väg att gå. I stället bör kommissionens granskning av Ungern breddas och fördjupas - en uppfattning jag också markerade genom att stödja punkten H i resolutionen. I slutomröstningarna valde jag efter en samlad bedömning att lägga ned rösten både vid omröstningen av EPP:s resolution och den gemensamma resolutionen från de tidigare nämnda grupperna.

Clara Eugenia Aguilera García (S&D), por escrito. – He votado a favor de esta Resolución porque denuncia el grave deterioro que sufren los derechos fundamentales en Hungría y la degradación de su democracia. El texto supone una condena explícita del Parlamento Europeo al Gobierno ultranacionalista de Viktor Orban, destacado miembro del Partido Popular Europeo, que utiliza la apisonadora de su amplísima mayoría parlamentaria para imponer reformas legislativas que menoscaban el pluralismo, la independencia judicial, la separación de poderes, la libertad de prensa y los derechos de las minorías.

Mientras hoy la Eurocámara pide sanciones para el Gobierno de Orban y desautoriza su lamentable comportamiento, hace poco más de un mes los populares europeos, con Mariano Rajoy a la cabeza, aplaudían la actuación del primer ministro húngaro ante la crisis de los refugiados y ovacionaban su mensaje xenófobo en Madrid, en el que afirmaba que «los refugiados se mueven como un ejército» y que no se les puede dar acceso a «una vida europea».

Los populares deberían avergonzarse de este tipo de actuaciones y condenar estas declaraciones xenófobas y antieuropeas ya que con el silencio se convierten en cómplices de la xenofobia y el ultranacionalismo racista que propugna el primer ministro húngaro, Viktor Orban.

Tim Aker (EFDD), *in writing*. – This report seeks to penalise Hungary for its defiance of Commission rulings, in particular its rejection of the Common Asylum Policy. UKIP believes in and is fully supportive of national sovereignty for all Member States of the European Union. We therefore voted against this report.

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL), *por escrito*. – Hemos apoyado esta Resolución debido a la actual situación política en Hungría que podría poner en riesgo incluso su permanencia en la Unión al estar vulnerándose gran parte de los derechos fundamentales consagrados en los Tratados. De ser así, podría ponerse en práctica el artículo 7 del TUE en el que se contemplan las medidas que pueden tomarse en estos casos. Votamos a favor de la Resolución al compartir la preocupación por la violación de derechos fundamentales y por los ataques a las minorías que viven en Hungría, así como la necesidad de tomar medidas al respecto.

Lynn Boylan (GUE/NGL), *in writing*. – Whist I and Sinn Féin fully acknowledge the gross violations of human rights on the part of the Hungarian government, I abstained on this resolution on the basis that the recommendations, if enforced, would set a dangerous precedent in the operation of unelected bodies in the policy-making of a Member State.

Sinn Féin whole-heartedly opposes the coercive and draconian policies of the Hungarian government, particularly in relation to the ongoing refugee crisis and we acknowledge their acting with impunity provides succour to neighbouring states wishing to act similarly. I fully support the LIBE committee investigating government actions and support the initiation of article 7.

Pascal Arimont (PPE), *schriftlich*. – Ich begrüße die Folgemaßnahmen zum Entschließungsantrag des Europäischen Parlaments zur Lage in Ungarn vom 10. Juni 2015. Die Europäische Kommission hat im Anschluss eine Reihe von Maßnahmen in Bezug auf die aktuellen Entwicklungen in Ungarn eingeleitet. So hat sie die Lage in Ungarn und in weiteren Mitgliedstaaten aktiv überwacht. Auch wurden bereits Vertragsverletzungsverfahren und informelle Vorverfahren eingeleitet, und sie ist bereit, auf alle ihr zur Verfügung stehenden Mittel zurückzugreifen, damit die Mitgliedstaaten ihren EU-Rechtsverpflichtungen nachkommen.

Marie-Christine Arnautu (ENF), *par écrit*. – Sans surprise, la proposition de résolution commune présentée par les groupes de gauche est inacceptable. Elle est un concentré de la capacité de nuisance des institutions européennes à l'encontre des peuples européens. En effet, dans ce texte, la Hongrie, État libre et souverain, est scandaleusement prise à partie sous prétexte de droits de l'homme. Le gouvernement hongrois qui bénéficie pourtant d'une forte popularité est accusé de mettre en danger l'état de droit.

Nous pensons à l'inverse, avec mes collègues du Front national, que ce sont les oligarchies européennes qui par leurs politiques d'immigration mettent gravement en danger l'état de droit. Pour des raisons d'ordres culturel, économique, politique et religieux, l'immigration massive que les peuples européens sont sommés d'accepter est un facteur évident de graves tensions. Cette résolution s'en prend directement à un État qui défend non seulement son intérêt national mais aussi celui des peuples européens. Tout y passe: droits LGBTI qui seraient odieusement bafoués, protection des frontières qui serait excessive, etc. Pire, le texte reproche au gouvernement hongrois d'avoir organisé une consultation publique sur l'immigration ainsi que le lien qu'il a fait entre immigration et insécurité.

J'ai évidemment voté contre cette proposition!

Jonathan Arnott (EFDD), *in writing*. – This whole report is a nonsense: are we really proposing to interfere with a democratically-elected government's policies? I would be appalled if such a report were produced concerning the United Kingdom. By voting against this report, I do the obvious courtesy to the Hungarian people. They should be sovereign in Hungary and free to vote their current government out if they do not like their policies – or re-elect them if they do.

Nicolas Bay (ENF), *par écrit*. – La proposition de résolution la moins scandaleusement hostile à la Hongrie est celle qui a été déposée par le PPE. Cependant, cette proposition reconnaît le droit des bureaucrates non élus de la Commission européenne à statuer sur la légitimité du gouvernement que s'est librement choisi le peuple hongrois.

Pour le reste, on reproche à Monsieur Orbán d'être le premier responsable d'un État membre de l'Union européenne qui a fait le bon diagnostic et pris les mesures adéquates pour protéger son peuple de la profonde crise identitaire que traverse le Vieux Continent...

Hugues Bayet (S&D), *par écrit*. – Faisant suite à la résolution du Parlement de juin 2015, la Commission européenne a enfin présenté son rapport sur la Hongrie lors de la séance plénière du 2 décembre. Elle y estime qu'il n'y avait pas de violation systématique des droits fondamentaux et des valeurs de l'Union européenne par le gouvernement Orbán!!

J'ai soutenu la résolution présentée par S&D, la GUE, les Verts et l'ALDE car elle demande fort justement, via un rapport de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, le déclenchement de la procédure prévue à l'article 7 à l'égard de la Hongrie du gouvernement Orbán et de ses pratiques répétées qui sont contraires aux valeurs de l'Union.

Malheureusement, le vote du PPE a conduit à un rejet du paragraphe qui contenait cette demande.

C'est un mauvais signal envoyé aux composantes de l'Union car nous parlons ici du respect de l'état de droit, de la liberté d'expression, de la protection des minorités ou encore de la dignité humaine.

Xabier Benito Ziluaga (GUE/NGL), *por escrito*. – Votamos a favor porque la Resolución sobre la situación en Hungría incide en la defensa de los derechos humanos y denuncia que el Gobierno húngaro está llevando a cabo políticas que violan sistemáticamente los derechos fundamentales y democráticos en Hungría. El Gobierno de Viktor Orban ha lanzado múltiples campañas públicas criminalizando a los refugiados, retratándolos como criminales, invasores y terroristas. Hungría, como parte de la Unión Europea, debe cumplir con sus compromisos legales e internacionales. Asimismo, es intolerable que un país de la Unión con su gobierno a la cabeza esté realizando políticas xenófobas y lanzando mensajes de intolerancia ante la mayor crisis humanitaria de los últimos años, en vez de ser garante de los derechos humanos y fundamentales de aquellas personas que huyen de la guerra, el hambre y la miseria.

Beatriz Becerra Basterrechea (ALDE), *por escrito*. – Observo con preocupación y con perplejidad lo que acontece en Hungría. Preocupación por el serio peligro en que se encuentra el Estado de Derecho y perplejidad por la falta de apoyo de muchos colegas diputados que se dicen defensores de los derechos y libertades pero que se han acobardado en su condena a Hungría. Los cambios sistémicos incorporados al marco jurídico de Hungría por el Gobierno desde 2010 y que desembocan en las recientes medidas legales en materia de asilo, fronteras o código penal son ejemplo palmario del grave deterioro de los derechos fundamentales y libertades en el país. A través de esta Resolución, el Parlamento Europeo muestra una vez más su preocupación pero va un paso más allá al solicitar la activación del artículo 7 del Tratado de la UE contra Hungría, que prevé imponer sanciones en el caso de que haya una violación grave de los valores fundacionales de la Unión. Personalmente considero que sí las hay y por eso apoyo firmemente esta petición.

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE), *por escrito*. – Celebramos la apertura de un procedimiento de infracción contra Hungría en relación con las políticas de asilo pero pensamos, además, que en este Estado miembro se dan las condiciones para que la Comisión aplique de inmediato el marco de protección de los derechos fundamentales, pues se está produciendo, sin duda, una vulneración sistémica de derechos fundamentales recogidos en la Carta de la Unión Europea. Creemos, por otra parte, especialmente conveniente encargar un informe específico a la Comisión LIBE, de la que debería salir una propuesta motivada para pedir al Consejo que actúe con arreglo al artículo 7, apartado 1, del TUE. Por eso hemos votado a favor de estas cuestiones recogidas en el texto original de la Resolución común.

Dominique Bilde (ENF), *par écrit*. – Cette proposition de résolution sur la Hongrie est une attaque virulente de plus contre un État qui défend son intérêt national. Ce texte est réduit à un potage indigeste tellement il est exhaustif. Il arrive à mélanger les droits LGBT et la protection des frontières.

On notera notamment le reproche fait à la Hongrie d'avoir organisé une consultation publique relative à l'immigration et le reproche de faire un lien entre immigration et insécurité. Je m'oppose à ce texte qui s'ingère dans la politique de la Hongrie et donne des directives à un Président et un gouvernement démocratiquement et massivement élus et réélus.

Mara Bizzotto (ENF), *per iscritto*. – Trovo la risoluzione comune presentata dalle sinistre sulla situazione in Ungheria faziosa e non condivisibile. Ho quindi sostenuto con il mio voto il testo presentato dal gruppo PPE che avalla le scelte politiche poste in atto dal legittimo governo ungherese.

José Blanco López (S&D), *por escrito*. – He votado a favor de esta Resolución porque denuncia el grave deterioro que sufren los derechos fundamentales en Hungría y la degradación de su democracia. El texto supone una condena explícita del Parlamento Europeo al Gobierno ultranacionalista de Viktor Orban, destacado miembro del Partido Popular Europeo, que utiliza la apisonadora de su amplísima mayoría parlamentaria para imponer reformas legislativas que menoscaban el pluralismo, la independencia judicial, la separación de poderes, la libertad de prensa y los derechos de las minorías.

Mientras hoy la Eurocámara pide sanciones para el Gobierno de Orban y desautoriza su lamentable comportamiento, hace poco más de un mes los populares europeos, con Mariano Rajoy a la cabeza, aplaudían la actuación del primer ministro húngaro ante la crisis de los refugiados y ovacionaban su mensaje xenófobo en Madrid, en el que afirmaba que «los refugiados se mueven como un ejército» y que no se les puede dar acceso a «una vida europea».

Los populares deberían avergonzarse de este tipo de actuaciones y condenar estas declaraciones xenofobas y antieuropeas ya que con el silencio se convierten en cómplices de la xenofobia y el ultranacionalismo racista que propugna el primer ministro húngaro, Viktor Orban.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Balsavau dėl šios rezoliucijos, nes ja Parlamentas išdėsto savo poziciją dėl padėties Vengrijoje. Parlamentas pažymi, kad dėl konstitucinių, teisinių ir politinių pokyčių Vengrijoje kilo susirūpinimas dėl teisinės valstybės principų, demokratijos ir pagrindinių teisių užtikrinimo pastaraisiais metais ir kad visi šie pokyčiai gali kelti sistemingą grėsmę teisei valstybei šioje valstybėje narėje. Parlamentas primena, kad visos valstybės narės savo įstatymų leidimo ir administracinėje praktikoje turi visapusiškai laikytis ES teisės ir kad visi teisės aktai turi būti grindžiami pagrindinėmis Europos Sąjungos vertybėmis, būtent demokratija, teisine valstybe ir pagrindinėmis teisėmis. Rezoliucija Parlamentas taip pat išreiškia susirūpinimą, kad neatsižvelgdamos ar tinkamai nereaguodamos į Parlamentui nerimą keliančius klausimus, kuriuos Parlamentas nuolat išreiškia savo narių balsų dauguma, Taryba ir Komisija pamina lojalios institucijų tarpusavio bendradarbiavimo principą, įtvirtintą ES sutartyje ir primena Komisijos, kaip Sutarčių sergėtojos, vaidmenį užtikrinant, kad nacionaliniai teisės aktai atitiktų demokratijos, teisinės valstybės principus ir pagrindines teises. Todėl Parlamentas dar kartą ragina Komisiją pradėti taikyti ES teisinės valstybės stiprinimo sistemos pirmosios pakopos nuostatas, taigi, nedelsiant inicijuoti išsamų demokratijos, teisinės valstybės ir pagrindinių teisių padėties Vengrijoje stebėjimo procesą ir įvertinti, ar toje valstybėje narėje nėra susidariusi padėtis, dėl kurios kiltų sisteminė grėsmė, kuri galėtų peraugti į akivaizdų šiurkštaus pažeidimo pagal ES sutarties 7 straipsnį pavojų.

Biljana Borzan (S&D), *napisan*. – Podržavam ovaj prijedlog rezolucije o stanju u Mađarskoj.

S obzirom na to da je 10. lipnja 2015. godine donesena rezolucija kojom se, između ostalog, poziva na istovremeno pokretanje nadzora stanja vladavine prava, demokracije i temeljnih prava u Mađarskoj kako bi se izvršila procjena potencijalnog sustavnog kršenja vrijednosti na kojima je EU zasnovana, zanima me je li se proveo nadzor od strane Europske komisije i jesu li izvršene procjene trenutnog stanja u Mađarskoj s obzirom na sve navedeno?

Renata Briano (S&D), *per iscritto*. – Ci sono ragionevoli motivi per pensare che Viktor Orbán e i suoi collaboratori stiano cercando di trasformare l'Ungheria in uno Stato privo degli elementi fondamentali di un paese libero e democratico. Le continue violazioni dei diritti civili, della libertà di pensiero e di opinione, della possibilità di agire nel contesto politico in condizioni di equità di trattamento, assieme alle continue campagne nazionaliste, xenofobe, razziste e sessiste portate avanti da Orbán e dalla sua struttura di potere costituiscono un dato allarmante della trasformazione autoritaria di questo Stato membro. Trasformazione autoritaria che non può in alcun modo essere tollerata dall'Unione europea che deve intervenire con forza per allontanare il rischio di dittature dal suo territorio e per ripristinare la democrazia, la libertà e la possibilità di convivenza civile in Ungheria.

Daniel Buda (PPE), *în scris*. – Fenomenul migraționist din ultimele luni a scos la iveală tendința anumitor state de a-și apăra la maximum frontierele, fapt ce nu trebuie privit într-o manieră negativă dacă nu există fapte susceptibile de a fi în contradicție cu drepturile fundamentale ale UE. În acest context, Ungaria a răspuns valului de critici ce i s-au adus din partea autorităților europene și ale statelor membre.

Sunt de părere că este necesar ca autoritățile competente să acorde atenție situației din Ungaria, însă această atenție nu trebuie să depășească limitele normale, având în vedere că există și alte state membre care se confruntă cu probleme similare, motiv pentru care am votat împotriva acestei rezoluții.

Gianluca Buonanno (ENF), *per iscritto*. – La risoluzione sostenuta dalle sinistre non è assolutamente accettabile per ragioni politiche, di merito e di opportunità.

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. – Oggi ho votato a favore della risoluzione sulla situazione in Ungheria. Il paese stava vivendo una condizione interna di grave deterioramento in materia di libertà e pluralismo, con un inasprimento delle pene e la proposta di reintroduzione della condanna capitale. Si può quindi parlare di deriva illiberale per l'Ungheria, una deriva censurata anche da questo Parlamento con la risoluzione votata il 10 giugno di quest'anno. L'Ungheria fa parte dell'Unione europea dal 2004 e deve essere richiamata al rispetto di tutti i principi su cui si fonda l'UE: la libertà, la democrazia, il rispetto dei diritti dell'uomo, delle libertà fondamentali e lo Stato di diritto.

James Carver (EFDD), *in writing*. – This report seeks to penalise Hungary for their defiance against Commission rulings, in particular their rejection of the Common Asylum Policy. UKIP believes in and is fully supportive of national sovereignty for all member states of the European Union. We therefore voted against this report.

Caterina Chinnici (S&D), *per iscritto*. – In diversi Stati europei valori quali democrazia, tolleranza ed uguaglianza sono oggi messi a repentaglio da una politica sempre più aggressiva.

Questa tendenza ci preoccupa, e ci preoccupa in particolare la situazione dell'Ungheria, dove il governo ha adottato, già da tempo, toni e misure concrete che si discostano dai valori e dai principi fondamentali dell'Unione europea, e perfino da quei requisiti minimi (i «criteri di Copenaghen») che ogni paese deve avere ai fini della sua adesione all'Unione.

Vigilare sul rispetto dei diritti fondamentali e dei principi dello Stato di diritto in ogni paese membro è un compito che la Commissione è chiamata a svolgere con costanza e fermezza, nel suo ruolo di custode dei trattati. Solo così l'Unione potrà restare fedele ai propri valori fondanti e riaffermare il proprio ruolo e la propria ragion d'essere.

Non possiamo lasciare che tendenze antidemocratiche si insinuino nella nostra vita comune, rischiando di disgregare un'Europa già messa alla prova da crisi su più fronti. Le difficoltà economiche o la gestione dei flussi migratori non possono essere alibi per l'indebolimento dell'Unione, ma prove da superare uniti e guidati da valori comuni e irrinunciabili.

Per questi motivi ho votato a favore.

Λευτέρης Χριστοφόρου (PPE), *γραπτώς*. – Δεν μπορούμε να συμφωνήσουμε με το περιεχόμενο της παρούσας έκθεσης και για αυτόν τον λόγο την καταψηφίζουμε.

Κώστας Χρυσόγονος (GUE/NGL), γραπτώς. – Το νέο ψήφισμα για την κατάσταση στην Ουγγαρία περιγράφει και καταδικάζει τις εξελίξεις που έλαβαν χώρα από το περασμένο ψήφισμα του Ιουνίου, κυρίως στον τομέα του ασύλου και τον έλεγχο των συνόρων, ενώ περιγράφει τη σοβαρή και συστηματική υποβάθμιση του κράτους δικαίου και των θεμελιωδών δικαιωμάτων κατά τη διάρκεια των τελευταίων ετών. Περαιτέρω επικρίνει την Επιτροπή και το Συμβούλιο που δεν προχώρησαν στη λήψη μέτρων σε συνέχεια του προηγούμενου ψηφίσματος του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου. Παρά την απόρριψη της παραγράφου 10, που θα έδινε τη δυνατότητα στην Επιτροπή Πολιτικών Ελευθεριών να δώσει συνέχεια με την υιοθέτηση έκθεσης, εν τούτοις το ψήφισμα περιέχει πολλά θετικά στοιχεία και γι' αυτό το υπερψήφισα.

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. – Para que um país candidato possa aderir à União Europeia necessita de cumprir os chamados «critérios de Copenhaga», que determinam, entre outros, a integração do acervo comunitário e o respeito pelos direitos fundamentais e o Estado de Direito. Há muito que venho defendendo que uma vez Estado-Membro, os critérios utilizados para a adesão não devem ser atenuados. Para isso dispomos de um conjunto de mecanismos, como o procedimento por incumprimento ou, em casos sistémicos e graves de violação do Estado de Direito e dos direitos fundamentais, o chamado procedimento do artigo 7.º.

Neste sentido, a Comissão abriu, entre outros, um procedimento por incumprimento contra a Hungria relativamente às suas normas de asilo. Bem assim, considerou não se verificarem violações graves e sistémicas do Estado de Direito democrático. Não ignoro que persistem problemas na Hungria. Por isso devemos trabalhar para encontrar soluções para os problemas dos cidadãos húngaros bem como de todos os outros Estados-Membros onde problemas semelhantes possam ocorrer.

Esta resolução tem pontos positivos mas ignora o trabalho que tem vindo a ser feito até aqui tanto pelo Parlamento como pela Comissão Europeia.

Lara Comi (PPE), *per iscritto*. – Ho ritenuto di dover votare contro la risoluzione comune poiché condiviso la posizione della Commissione, la quale afferma che non sussistono le condizioni per attivare il quadro sullo Stato di diritto in relazione all'Ungheria. Inoltre, la Commissione sta monitorando costantemente la situazione e ha già avviato procedure di infrazione e di pre-infrazione nei casi in cui è stato ritenuto necessario.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL), *por escrito*. – Hemos apoyado esta Resolución debido a la actual situación política en Hungría que podría poner en riesgo incluso su permanencia en la Unión al estar vulnerándose gran parte de los derechos fundamentales consagrados en los Tratados. De ser así, podría ponerse en práctica el artículo 7 del TUE en el que se contemplan las medidas que pueden tomarse en estos casos. Votamos a favor de la Resolución al compartir la preocupación por la violación de derechos fundamentales y por los ataques a las minorías que viven en Hungría, así como la necesidad de tomar medidas al respecto.

Miriam Dalli (S&D), *in writing*. – I voted in favour of this resolution which firstly expresses disappointment at the failure of the Commission to respond to the Parliament's request to undertake an in-depth monitoring process of the situation in Hungary; secondly recognises that due to the situation of breaches of fundamental rights and disregard for rule of law in Hungary which go against the EU's principles of solidarity and human rights all criteria to activate the Article 7 procedure of the TEU are met; and thirdly, calls for a Parliamentary report into the matter in order to call on the Council to act pursuant to Article 7(1).

I gave my support to this resolution because of the disregard in Hungary of democratic values such as freedom of expression and the equal treatment of persons, including Jews, LGBTI persons and Roma persons. Furthermore, I am of the view that all Member States should live up to their obligations in the refugee crisis.

Nicola Danti (S&D), *per iscritto*. – Dopo la risoluzione dello scorso giugno, questo testo costituisce un nuovo appello dell'Europa al governo ungherese di Orbán affinché ponga fine alle sistematiche minacce alla libertà di stampa, alla democrazia, al rispetto dei diritti umani e allo Stato di diritto; oggi esprimiamo anche la nostra forte preoccupazione per le recenti e inqualificabili misure tese a criminalizzare rifugiati, migranti e richiedenti asilo nonché per un crescente uso da parte governativa di una inquietante retorica xenofoba. In un'Europa che deve essere prima di tutto una comunità di valori, non è possibile tollerare simili ripetute violazioni di principi e diritti fondanti la nostra Unione.

Abbiamo già ripetutamente chiesto alla Commissione di verificare approfonditamente le misure adottate dal governo ungherese. Ma non basta: noi chiediamo l'immediata attivazione della procedura prevista dai trattati in caso di grave violazione dei valori fondanti la UE. Su questo punto spiace che siano mancati i voti necessari per una posizione più coraggiosa del Parlamento europeo e che ci si limiti a rinnovare la richiesta di un approfondito monitoraggio della situazione ungherese. Sui nostri valori fondamentali non accettiamo compromessi: occorre usare tutti i mezzi a disposizione per garantirne il pieno rispetto in tutta l'UE!

Michel Dantin (PPE), *par écrit*. – Cette résolution réagit à l'attitude du gouvernement hongrois vis-à-vis des migrants et aux déclarations du Premier ministre Orbán visant à susciter un débat sur le rétablissement éventuel de la peine de mort en Hongrie, jugée incompatible avec les principes et valeurs européennes.

Les députés prient instamment le Conseil européen de se saisir de la question et invitent la Commission à présenter une proposition sur la création d'un mécanisme de l'Union pour la démocratie, l'état de droit et les droits fondamentaux, se fondant sur des indicateurs communs et objectifs, afin d'assurer le respect et l'application de la charte et des traités signés par tous les États membres. Considérant que ce rapport est équilibré, j'ai voté en faveur.

Angélique Delahaye (PPE), *par écrit*. – Les groupes de gauche jugent que la Commission européenne n'a pas réagi de manière appropriée en ce qui concerne la Hongrie. En réalité, cette résolution répond à un double objectif: faire tomber le gouvernement de Viktor Orbán et obtenir de la Commission européenne qu'elle satisfasse leurs exigences. C'est pourquoi j'ai voté contre.

En effet, la Commission n'a cessé de réaffirmer sa détermination à faire usage de tous les instruments existants pour défendre les valeurs européennes et garantir le respect de l'état de droit et des droits fondamentaux. Dans ce sens, le PPE a soumis aux votes une résolution alternative qui a été rejetée. Nous appelions à rester vigilants quant à la situation en Hongrie tout en soulignant la garantie apportée par la Commission au Parlement qu'elle continuera de suivre la situation en Hongrie et dans d'autres États membres, y compris en ce qui concerne le fonctionnement des mécanismes nationaux de protection de l'état de droit.

Andor Deli (PPE), *írásban*. – Nemmel szavaztam a Magyarország helyzetéről szóló parlamenti határozatra, mert az mind eljárásilag, mind tartalmilag teljességgel elfogadhatatlan. Az Európai Bizottság a Parlamentnek megküldött nyilatkozatában és a decemberi plenáris során szóban is kifejtette: megvizsgálta és folyamatosan figyelemmel követi a magyarországi helyzetet, és megállapította, hogy sem a jogállamisági mechanizmus, sem a 7. cikkely aktiválásának feltételei sincsenek jelen Magyarországon. Az Európai Bizottság megállapításait figyelmen kívül hagyva, a most előterjesztett határozat egy újabb hazugságlista és vádirat Magyarország ellen. A szöveg rosszindulatú, bosszút lihegő, már az objektivitás látszatára sem törekszik. Ilyen hangvételt az Európai Parlament egyetlen tagállammal szemben sem engedhet meg magának.

Gérard Deprez (ALDE), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de la résolution sur la situation en Hongrie même si le paragraphe visant à donner mandat à la Commission LIBE pour établir un rapport sur la violation des valeurs fondamentales de l'Union par les autorités hongroises n'a pas été approuvé par notre assemblée parlementaire. J'estime en effet que, vu les agissements et les déclarations du gouvernement auxquels on assiste depuis plusieurs années, il est justifié d'activer la phase 1 de l'article 7 du traité de l'Union à l'encontre du gouvernement de Viktor Orbán. Il s'agit ici d'appeler formellement le Conseil à constater qu'il existe un risque clair de violation grave des valeurs de l'Union.

Ангел Джамбазки (ECR), *в писмена форма*. – Гласувах против резолюцията относно „Положението в Унгария“, тъй като за пореден път Европейският парламент се използва като сцена за отправяне на критики към управлението на Виктор Орбан от страна на социалистите и тези, които не подкрепят неговите политики. Настоящата резолюция е пряка намеса във вътрешните работи на Унгария и критика към законодателството, прието от управлението на Орбан.

На 10 юни изискахме от Комисията да извърши наблюдение по отношение на положението с демокрацията, принципите на правовата държава и основните права в Унгария именно вследствие на новото законодателство.

Всички страни членки трябва да спазват поетите задължения и да защитават основните права.

От друга страна, всички политики имат право на мнение. Но Европейският парламент не бива да се намесва в самата процедура за наблюдение, предприета от Европейската комисия, тъй като това не попада в неговите компетенции. Според член 17 на ДЕС, само и единствено Европейската комисия има компетенциите да провежда такова проучване и само тя има правото да установи дали европейското право и трактати са били нарушени.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI), γραπτώς. – Η συγκεκριμένη πρόταση ψηφίσματος αναφέρεται στην έγκριση από πλευράς της Ουγγαρίας μιας σειράς τροποποιήσεων σχετικά με τη νομοθεσία για το άσυλο, τον ποινικό κώδικα, την ποινική δικονομία, τη νομοθεσία για τα σύνορα, τη νομοθεσία για την αστυνομία και τη νομοθεσία για την εθνική άμυνα με στόχο την προστασία της χώρας από τις μεταναστευτικές ροές. Θεωρείται ότι με αυτές τις τροποποιήσεις παύει η εθνική νομοθεσία να συμμορφώνεται με τις αρχές της δημοκρατίας, του κράτος δικαίου και με τα θεμελιώδη δικαιώματα.

Πιστεύω ότι η Ευρωπαϊκή Ένωση δεν πρέπει να επεμβαίνει στα εσωτερικά των χωρών και δι' σε θέματα που άπτονται της ασφάλειας.

Norbert Erdős (PPE), *írásban*. – Nemmel szavaztam a Magyarország helyzetéről szóló parlamenti határozatra, mert az mind eljárásilag, mind tartalmilag teljességgel elfogadhatatlan. Az Európai Bizottság a Parlamentnek megküldött nyilatkozatában és a decemberi plenáris során szóban is kifejtette: megvizsgálta és folyamatosan figyelemmel követi a magyarországi helyzetet, és megállapította, hogy sem a jogállamisági mechanizmus, sem a 7. cikkely aktiválásának feltételei sincsenek jelen Magyarországon. Az Európai Bizottság megállapításait figyelmen kívül hagyva, a most előterjesztett határozat egy újabb hazugságlista és vádirat Magyarország ellen. A szöveg rosszindulatú, bosszút lihegő, már az objektivitás látszatára sem törekszik. Ilyen hangvételt az Európai Parlament egyetlen tagállammal szemben sem engedhet meg magának.

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – A presente resolução dá seguimento a anteriores iniciativas sobre a Hungria. As forças no governo deste país têm um cariz marcadamente reacionário, protofascista, tendo vindo a implementar um conjunto de medidas de cerceamento das liberdades democráticas, individuais e coletivas, que são motivo de funda preocupação.

É a forças como as que estão no poder na Hungria que as políticas de retrocesso civilizacional da UE, e de afronta à soberania dos povos, têm vindo a abrir caminho. A postura e a natureza do governo húngaro ficam claras na vil atitude assumida perante os milhares de migrantes que passaram pelo país, por via do êxodo maciço que os trouxe à Europa, com relatos de maus tratamentos, agressões, negligência, extorsão e detenções arbitrarias e ilegais. A que se soma o muro que construíram ao longo da sua fronteira. Tudo isto é muito claro. Tudo isto merece viva condenação.

Mas não aceitamos que, a reboque desta situação, o Parlamento Europeu se arvore, a si e à UE, em paladino e referência da democracia. Até porque os factos e a História, em especial a mais recente, o desmentem pronta e inapelavelmente. Nem podemos aceitar a hipocrisia de quem baseia a sua política migratória na expulsão dos que fogem da guerra, da miséria e da fome.

Luke Ming Flanagan (GUE/NGL), *in writing*. – I voted in favour as the resolution is positive for human rights. As a former 'economic migrant' myself, how else could I act?

Monika Flašíková Beňová (S&D), *pisomne*. – Maďarsko sa už po niekoľký krát dostalo do konfliktu s Európskou úniou. Preto je veľmi dôležité, aby Európska komisia dôsledne kontrolovala a monitorovala situáciu v oblasti ľudských práv, dodržiavania demokracie, právneho štátu a základných práv, pretože je zrejme, že v Maďarsku dochádza k systémovému a závažnému porušovaniu hodnôt, na ktorých je Európska únia založená podľa článku 2 Zmluvy o Európskej únii. Európska komisia však nepochopiteľne nevidí žiadnu systematickú hrozbu pre demokraciu, právny štát a základné práva v Maďarsku, napriek tomu, že nedávno došlo k veľkému počtu sporných otázok, vrátane zaobchádzania so žiadateľmi o azyl, segregovaného vzdelávania a diskriminácie Rómov, zaobchádzanie s mimovládnyimi organizáciami, riadeniu nórskeho fondov, pochybné rozsudky súdov a iné.

Lorenzo Fontana (ENF), *per iscritto*. – La risoluzione comune sostenuta dai gruppi di sinistra non è assolutamente accettabile in quanto è una chiara invasione e violazione di competenza nei confronti del legittimo governo ungherese.

Anna Elżbieta Fotyga (ECR), *na piśmie*. – Głosowałam przeciwko projektowi rezolucji „Sytuacja na Węgrzech: działania następcze w związku z rezolucją Parlamentu Europejskiego z dnia 10 czerwca 2015 r.”, ponieważ uważam, że sytuacja na Węgrzech nie daje podstaw do ingerencji Parlamentu Europejskiego w ich wewnętrzne sprawy.

Λάμπρος Φουντούλης (NI), *γραπτός*. – Εκτιμώ ότι η Ευρωπαϊκή Ένωση δεν πρέπει να επεμβαίνει στα εσωτερικά των χωρών, ειδικά δε σε θέματα που άπτονται της ασφάλειας. Για τον λόγο αυτό η ψήφος μου υπήρξε κατά σε όλες τις εκδόσεις σχετικά με την κατάσταση στην Ουγγαρία, όπως σε τούτη που δίνει συνέχεια στο ψήφισμα του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου της 10ης Ιουνίου 2015.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D), *in writing*. – Hungary worries us and not only on the issues of migration and border control management but also, more generally, on the rule of law and democracy.

I strongly believe that we have to distinguish between Orban's actions and words and the Hungarian people. Our aim has to be to protect the Hungarian citizens and not to penalise them for the severe infringements carried out by the Prime Minister.

Kinga Gál (PPE), *írásban*. – Nemmel szavaztam a Magyarország helyzetéről szóló parlamenti határozatra, mert az mind eljárásilag, mind tartalmilag teljességgel elfogadhatatlan. Az Európai Bizottság a Parlamentnek megküldött nyilatkozatában és a decemberi plenáris során szóban is kifejtette: megvizsgálta és folyamatosan figyelemmel követi a magyarországi helyzetet, és megállapította, hogy sem a jogállamisági mechanizmus, sem a 7. cikkely aktiválásának feltételei nincsenek jelen Magyarországon. Az Európai Bizottság megállapításait figyelmen kívül hagyva, a most előterjesztett határozat egy újabb hazugságlista és vádirat Magyarország ellen. A szöveg rosszindulatú, bosszút lihegő, már az objektivitás látszatára sem törekszik. Ilyen hangvételt az Európai Parlament egyetlen tagállammal szemben sem engedhet meg magának.

Ildikó Gáll-Pelcz (PPE), *írásban*. – Nemmel szavaztam a Magyarország helyzetéről szóló parlamenti határozatra, mert az mind eljárásilag, mind tartalmilag teljességgel elfogadhatatlan. Az Európai Bizottság a Parlamentnek megküldött nyilatkozatában és a decemberi plenáris során szóban is kifejtette: megvizsgálta és folyamatosan figyelemmel követi a magyarországi helyzetet, és megállapította, hogy sem a jogállamisági mechanizmus, sem a 7. cikkely aktiválásának feltételei nincsenek jelen Magyarországon. Az Európai Bizottság megállapításait figyelmen kívül hagyva, a most előterjesztett határozat egy újabb hazugságlista és vádirat Magyarország ellen. A szöveg rosszindulatú, bosszút lihegő, már az objektivitás látszatára sem törekszik. Ilyen hangvételt az Európai Parlament egyetlen tagállammal szemben sem engedhet meg magának.

Eider Gardiazabal Rubial (S&D), *por escrito*. – He votado a favor de esta Resolución porque denuncia el grave deterioro que sufren los derechos fundamentales en Hungría y la degradación de su democracia. El texto supone una condena explícita del Parlamento Europeo al Gobierno ultranacionalista de Viktor Orban, destacado miembro del Partido Popular Europeo, que utiliza la apisonadora de su amplísima mayoría parlamentaria para imponer reformas legislativas que menoscaban el pluralismo, la independencia judicial, la separación de poderes, la libertad de prensa y los derechos de las minorías.

Mientras hoy la Eurocámara pide sanciones para el Gobierno de Orban y desautoriza su lamentable comportamiento, hace poco más de un mes los populares europeos, con Mariano Rajoy a la cabeza, aplaudían la actuación del primer ministro húngaro ante la crisis de los refugiados y ovacionaban su mensaje xenófobo en Madrid, en el que afirmaba que «los refugiados se mueven como un ejército» y que no se les puede dar acceso a «una vida europea».

Los populares deberían avergonzarse de este tipo de actuaciones y condenar estas declaraciones xenofobas y antieuropeas ya que con el silencio se convierten en cómplices de la xenofobia y el ultranacionalismo racista que propugna el primer ministro húngaro, Viktor Orban.

Elena Gentile (S&D), *per iscritto*. – Ho condiviso la risoluzione del PE sulla situazione in Ungheria: seguito dato alla risoluzione del Parlamento europeo del 10 giugno 2015, poiché sono molto preoccupata per gli sviluppi e per la situazione politica attuale presente in questo Stato membro dell'UE.

Ritengo, infatti, che l'adesione all'UE non possa essere solo l'adesione al mercato interno, né tanto meno a una zona di libero scambio, ma significhi anche aderire a quei valori fondamentali che l'UE tutela e rappresenta, fra cui primeggiano il rispetto dei diritti umani e il dovere di solidarietà.

Le iniziative prese dalle autorità ungheresi avevano già destato preoccupazioni e spinto il Parlamento a pronunciarsi nel giugno scorso: devo tristemente rilevare come i recenti provvedimenti abbiano peggiorato la situazione, spingendo la Commissione all'apertura di una procedura d'infrazione.

Esprimo forte preoccupazione per il comportamento delle autorità ungheresi nella gestione del flusso migratorio, sia in relazione ai provvedimenti adottati che alla retorica impiegata, e respingo in modo particolare la decisione di bloccare il meccanismo di ripartizione dei richiedenti asilo. Tale forma di populismo, infatti, non è solo contraria ai valori dell'UE, ma alimenta l'ascesa di partiti euroscettici in altri Stati membri. Condivido quindi la richiesta di attivazione della procedura di cui all'articolo 7 del TUE.

Jens Gieseke (PPE), *schriftlich*. – Wir müssen als Europa zusammenstehen, um die Herausforderungen der aktuellen Krisen zu bewältigen. Einzelne Schuldzuweisungen sind hierbei nicht zielführend. Auch mit Blick auf Ungarn muss hierbei mit der gebotenen Objektivität gehandelt werden.

Nathan Gill (EFDD), *in writing*. – This report seeks to penalise Hungary for its defiance of Commission rulings, in particular its rejection of the Common Asylum Policy. UKIP believes in and is fully supportive of national sovereignty for all Member States of the European Union. We therefore voted against this report.

Tania González Peñas (GUE/NGL), *por escrito*. – Votamos a favor porque la Resolución sobre la situación en Hungría incide en la defensa de los derechos humanos y denuncia que el Gobierno húngaro está llevando a cabo políticas que violan sistemáticamente los derechos fundamentales y democráticos en Hungría. El Gobierno de Viktor Orban ha lanzado múltiples campañas públicas criminalizando a los refugiados, retratándolos como criminales, invasores y terroristas. Hungría, como parte de la Unión Europea, debe cumplir con sus compromisos legales e internacionales. Asimismo, es intolerable que un país de la Unión con su gobierno a la cabeza esté realizando políticas xenófobas y lanzando mensajes de intolerancia ante la mayor crisis humanitaria de los últimos años, en vez de ser garante de los derechos humanos y fundamentales de aquellas personas que huyen de la guerra, el hambre y la miseria.

Theresa Griffin (S&D), *in writing*. – I strongly supported the resolution, as I believe that all Member States have to comply fully with EU law in their legislative and administrative practice, and all legislation has to reflect and be in accordance with basic European values, namely democracy, the rule of law and fundamental rights.

Sylvie Guillaume (S&D), *par écrit*. – Ce n'est pas la première fois que le Parlement a l'occasion d'adopter une résolution sur la situation en Hongrie. Depuis des années, nous multiplions en effet les alertes et recommandations, mais rien n'y fait: le Premier ministre hongrois poursuit dans la voie de la provocation et la réponse de la Commission reste encore, à ce jour, tiède et insuffisante.

Il est pourtant temps selon moi d'engager des actes forts aussi bien symboliquement que concrètement, ce qui passe notamment par la demande d'activation de l'article 7, paragraphe 1, du traité UE et un suivi plus étroit de l'utilisation des financements européens en Hongrie. Si j'ai donc apporté mon soutien à cette résolution, je regrette fortement que certains élus, pour la plupart conservateurs, se soient opposés aux paragraphes sur l'activation de l'article 7 du traité et à la référence à l'initiative citoyenne récemment enregistrée.

Le cas Orbán – et les menaces qui pèsent ailleurs en Europe – démontre qu'il est urgent que l'Union européenne se dote d'un mécanisme complet pour s'assurer du respect de la démocratie. Comme elle le fait sur les questions budgétaires, l'Europe doit mener chaque année une évaluation impartiale de la situation des droits fondamentaux, avec des indicateurs communs et objectifs.

Antanas Guoga (ALDE), *in writing*. – The Commission, in its reply to Parliament's oral question adopted on 10 November 2015 by the Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs (LIBE), which was not forwarded in due time to the members of the LIBE Committee by Parliament's administration, stated that the conditions for activating the Rule of Law Framework as regards Hungary have not been met at this stage. I strongly hope that Member States will cooperate and stand together in times of crisis, tackle these crises and strengthen the rule of law.

Sergio Gutiérrez Prieto (S&D), *por escrito*. – He votado a favor de esta Resolución porque denuncia el grave deterioro que sufren los derechos fundamentales en Hungría y la degradación de su democracia. El texto supone una condena explícita del Parlamento Europeo al Gobierno ultranacionalista de Viktor Orban, destacado miembro del Partido Popular Europeo, que utiliza la apisonadora de su amplísima mayoría parlamentaria para imponer reformas legislativas que menoscaban el pluralismo, la independencia judicial, la separación de poderes, la libertad de prensa y los derechos de las minorías.

Mientras hoy la Eurocámara pide sanciones para el Gobierno de Orban y desautoriza su lamentable comportamiento, hace poco más de un mes los populares europeos, con Mariano Rajoy a la cabeza, aplaudían la actuación del primer ministro húngaro ante la crisis de los refugiados y ovacionaban su mensaje xenófobo en Madrid, en el que afirmaba que «los refugiados se mueven como un ejército» y que no se les puede dar acceso a «una vida europea».

Los populares deberían avergonzarse de este tipo de actuaciones y condenar estas declaraciones xenofobas y antieuropeas ya que con el silencio se convierten en cómplices de la xenofobia y el ultranacionalismo racista que propugna el primer ministro húngaro, Viktor Orban.

András Gyürk (PPE), *írásban*. – Nemmel szavaztam a Magyarország helyzetéről szóló parlamenti határozatra, mert az mind eljárásilag, mind tartalmilag teljességgel elfogadhatatlan. Az Európai Bizottság a Parlamentnek megküldött nyilatkozatában és a decemberi plenáris során szóban is kifejtette: megvizsgálta és folyamatosan figyelemmel követi a magyarországi helyzetet, és megállapította, hogy sem a jogállamisági mechanizmus, sem a 7. cikkely aktiválásának feltételei nincsenek jelen Magyarországon. Az Európai Bizottság megállapításait figyelmen kívül hagyva, a most előterjesztett határozat egy újabb hazugságlista és vádirat Magyarország ellen. A szöveg rosszindulatú, az objektivitás látszatára sem törekszik. Ilyen hangvételt az Európai Parlament egyetlen tagállammal szemben sem engedhet meg magának.

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL), *γραπτώς*. – Το καινούριο αυτό ψήφισμα που ως Ομάδα υποστηρίξαμε επιδιώκει να περιγράψει και να καταδικάσει τις πρόσφατες εξελίξεις στην Ουγγαρία στους τομείς του πολιτικού ασύλου και της φύλαξης των συνόρων της χώρας. Περιγράφει επίσης την σημαντική και συστηματική επιδείνωση του κράτους δικαίου και των θεμελιωδών δικαιωμάτων. Το ψήφισμα επαναλαμβάνει πως η Επιτροπή πρέπει να θέσει σε ενέργεια το πρώτο στάδιο του πλαισίου της ΕΕ για το κράτος δικαίου, κάτι το οποίο ζητήσαμε και τον Ιούνιο, χωρίς η Επιτροπή και το Συμβούλιο να το πράξουν. Τέλος, το ψήφισμα ζητά από την επιτροπή LIBE να προετοιμάσει μια ειδική έκθεση για την Ουγγαρία με στόχο την ενεργοποίηση του άρθρου 7(1) της Συνθήκης.

Brice Hortefeux (PPE), *par écrit*. – Nous pouvons avoir des interrogations sur certaines décisions de la politique intérieure hongroise. Cependant, j'ose croire que le peuple hongrois est suffisamment éclairé et ses institutions avisées pour prendre les mesures appropriées s'ils constatent une dérive du pouvoir politique.

La Commission européenne a été sommée de mener une analyse du respect de l'état de droit et des droits fondamentaux en Hongrie. Interrogée à l'écrit, à l'oral, elle n'a eu de cesse de répondre aux demandes du Parlement européen et réaffirmé qu'elle était prête à utiliser tous les instruments à sa disposition pour faire respecter le droit et les valeurs européennes. Une procédure en infraction a d'ailleurs été ouverte au sujet de la législation hongroise en matière d'asile.

Malgré ces réponses détaillées, les groupes de gauche continuent de réclamer des sanctions, mettant en doute la lucidité du peuple hongrois et la vigilance de son Assemblée nationale.

J'ai donc décidé de rejeter cette résolution excessive dans son contenu mais je n'oublie pas moins qu'il appartient à chacun d'exercer toute la vigilance nécessaire pour garantir le respect de la démocratie.

Cătălin Sorin Ivan (S&D), *in writing*. – I have voted in favour of this motion for a resolution on the situation of Hungarian legislation's compatibility with EU asylum and borders acquis and the Charter of Fundamental Rights of the European Union.

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan*. – Glasao sam za rezoluciju Europskog parlamenta o stanju u Mađarskoj – daljnje postupanje nakon usvajanja Rezolucije EP-a od 10.6.2015., s obzirom da postoji zabrinutost vezana za društvene i političke procese koji se zbivaju posljednjih godina, a osobito s obzirom na promjene u području zakonodavstva koje su se intenzivirale proteklih mjeseci.

Zakonodavne i političke promjene daju povoda za zabrinutost u pogledu vladavine prava, demokracije i temeljnih prava. Postoji trend odstupanja od temeljnih demokratskih vrijednosti na kojima počiva koncept Europske unije. Komisija bi u okviru svoje nadležnosti trebala posvetiti pažnju osiguravanju usklađenosti nacionalnih zakonodavstava sa temeljnim vrijednostima i dokumentima EU-a.

Trenutni pristup Komisije o stanju u Mađarskoj je nezadovoljavajući i ograničen na marginalne, tehničke aspekte promjene u zakonodavstvu. Podržavam inicijativu Europske građanske inicijative u vezi pokretanja Članka 7. Ugovora o EU-u. Osim toga, potrebno je obratiti više pažnje na probleme u vezi s migrantskom krizom i rastućom ksenofobijom.

Diane James (EFDD), *in writing*. – This report seeks to penalise Hungary for its defiance of Commission rulings, in particular its rejection of the Common Asylum Policy. My fellow UKIP MEPs believe in and are fully supportive of national sovereignty for all Member States of the European Union. I therefore voted against this report.

Marc Joulaud (PPE), *par écrit*. – J'ai voté contre la résolution conjointe des partis de gauche sur la situation en Hongrie qui vise implicitement à faire tomber le gouvernement de Viktor Orbán, en mettant en avant l'inaction de la Commission et du Conseil. Or, la Commission européenne a déjà réaffirmé plusieurs fois sa détermination à faire usage de tous les instruments existants pour défendre les valeurs européennes et garantir le respect de l'état de droit. Elle a par ailleurs mené une analyse qui a conclu que les conditions pour activer le cadre de l'état de droit en ce qui concerne la Hongrie n'étaient pas réunies.

J'ai en revanche soutenu le texte équilibré présenté par le PPE.

Barbara Kappel (ENF), *schriftlich*. – Ich stimme gegen diesen Entschließungsantrag. Ungarns demokratisch gewählte Regierung bedient sich ihrer verfassungsmäßig verbrieften Rechte und soll in ihrer Souveränität nicht eingeschränkt werden.

Jan Keller (S&D), *písemně*. – Při hlasování o návrhu usnesení EP o situaci v Maďarsku jsem se rozhodl zdržet. Na jedné straně uznávám, že některé výtky vůči dění v Maďarsku jsou oprávněné, což mi nedovoluje hlasovat proti navrženému usnesení. Na straně druhé ovšem nemohu nevidět, že zejména v oblasti přístupu k migrantům jsou v řadě zemí kriticky zaměřených vůči Maďarsku postupně přejímány některé metody, které byly v případě Maďarů odsuzovány (stavba plotů, zpřísnění azylových řízení, snaha migranty od příchodu do Evropy odrazovat). Zároveň jsem proti snaze využít případ Maďarska k paušálnímu odsuzování zemí typu Slovenska anebo České republiky a k ignorování významných nuancí, které je od negativ maďarské politiky odlišují. Obávám se, že v případě použití navrhovaných sankcí vůči Maďarsku riziko stigmatizování všech zemí střední Evropy dále vzroste, což není v souladu s právem na rovnoprávnost všech zemí Evropské unie.

Afzal Khan (S&D), *in writing*. – I strongly supported the resolution, as I believe that all Member States have to comply fully with EU law in their legislative and administrative practice, and all legislation has to reflect and be in accordance with basic European values, namely democracy, the rule of law and fundamental rights.

Ádám Kósa (PPE), írásban. – Nemmel szavaztam a Magyarország helyzetéről szóló parlamenti határozatra, mert az mind eljárásilag, mind tartalmilag teljességgel elfogadhatatlan. Az Európai Bizottság a Parlamentnek megküldött nyilatkozatában és a decemberi plenáris során szóban is kifejtette: megvizsgálta és folyamatosan figyelemmel követi a magyarországi helyzetet, és megállapította, hogy sem a jogállamisági mechanizmus, sem a 7. cikkely aktiválásának feltételei sincsenek jelen Magyarországon. Az Európai Bizottság megállapításait figyelmen kívül hagyva, a most előterjesztett határozat egy újabb hazugságlista és vádirat Magyarország ellen. A szöveg rosszindulatú, bosszút lihegő, már az objektív látzatára sem törekszik. Ilyen hangvételt az Európai Parlament egyetlen tagállammal szemben sem engedhet meg magának.

Илхан Ключук (ALDE), в писмена форма. – Подкрепих резолюцията, защото Европейският съюз се основава на ценностите на зачитане на свободата, равенството, правовата държава, зачитането на правата на човека и ние не трябва да си затваряме очите, а да се противопоставим на отстъплението от нашите принципи, особено когато това е в рамките на Съюза.

Последните инициативи и намеси от страна на унгарското правителство доведоха до системно влошаване на принципите на правовата държава. В момент, когато рекорден брой хора напускат домовете си заради война и потисничество, е неприемливо Унгария, която е пълноправен член на ЕС и международните организации, да иска да се изолира и отказва да се занимава с молби за убежище. Страната е задължена да спазва европейските и международните закони като Женевската конвенция например.

Тези актове от страна на унгарското правителство през последните месеци трябва да ни послужат като червена лампа, че за свободата и демокрацията се воюва ежедневно. Ето защо считам за необходимо Съветът на Европейския съюз и Европейският съвет да проведат обсъждане и да приемат заключения относно положението в Унгария.

Giovanni La Via (PPE), per iscritto. – La legislazione di ogni Stato membro deve essere in linea con i principi della democrazia, dello Stato di diritto e dei diritti fondamentali. Nutro un rispetto profondo nei confronti dei diritti universali dell'uomo e della dignità umana, tuttavia ritengo che quanto accaduto in Ungheria necessiti di una valutazione attenta e oggettiva, che non sia influenzata da valutazioni politiche o personali. Per questo auspico che nelle sedi opportune vengano giudicati eventuali comportamenti contrari al diritto internazionale o comunitario. Allo stesso tempo, ritenendo necessarie ulteriori valutazioni, non sostengo la proposta odierna.

Marine Le Pen (ENF), par écrit. – J'ai voté contre la résolution des groupes de gauche sur la situation en Hongrie, et contre celle du PPE. Aucune de ces deux résolutions ne respecte la souveraineté nationale de la Hongrie. L'opposition hongroise instrumentalise le Parlement européen pour régler des comptes avec le gouvernement de M. Viktor Orbán. Or, celui-ci a été démocratiquement élu. Il faut respecter le choix démocratique des électeurs hongrois. L'Union européenne ne peut pas s'ingérer dans les affaires intérieures de la Hongrie ou de n'importe quel autre État membre. Le Parlement européen doit donc arrêter de produire ces résolutions qui ne servent strictement à rien.

Gilles Lebreton (ENF), par écrit. – J'ai voté contre cette résolution car l'Union européenne s'y acharne une fois de plus contre le régime nationaliste de Viktor Orbán. Il s'agit pourtant d'un régime qui est soutenu par les deux tiers des Hongrois! Mais l'Union n'a jamais compris le sens du mot «démocratie».

Juan Fernando López Aguilar (S&D), por escrito. – He votado a favor de esta Resolución porque denuncia el grave deterioro que sufren los derechos fundamentales en Hungría y la degradación de su democracia. El texto supone una condena explícita del Parlamento Europeo al Gobierno ultranacionalista de Viktor Orbán, destacado miembro del Partido Popular Europeo, que utiliza la apisonadora de su amplísima mayoría parlamentaria para imponer reformas legislativas que menoscaban el pluralismo, la independencia judicial, la separación de poderes, la libertad de prensa y los derechos de las minorías.

Mientras hoy la Eurocámara pide sanciones para el Gobierno de Orbán y desautoriza su lamentable comportamiento, hace poco más de un mes los populares europeos, con Mariano Rajoy a la cabeza, aplaudían la actuación del primer ministro húngaro ante la crisis de los refugiados y ovacionaban su mensaje xenófobo en Madrid, en el que afirmaba que «los refugiados se mueven como un ejército» y que no se les puede dar acceso a «una vida europea».

Los populares deberían avergonzarse de este tipo de actuaciones y condenar estas declaraciones xenófobas y antieuropeas ya que con el silencio se convierten en cómplices de la xenofobia y el ultranacionalismo racista que propugna el primer ministro húngaro, Viktor Orban.

Ernest Maragall (Verts/ALE), *in writing*. – The recent developments over the past few years in Hungary have led to a serious deterioration with regard to the values of respect for human dignity, freedom, democracy, equality, the rule of law and respect for human rights. It is significant that the Commission is activating the first stage of the EU framework to strengthen the rule of law and to initiate an in-depth monitoring process concerning the situation of democracy, the rule of law and fundamental rights in Hungary. I have voted in favour of this report so as to get the attention of the Commission to focus on these issues and to consider the possibility of activating Article 7 of the Treaty on European Union.

Νότης Μαριάς (ECR), *γραπτώς*. – Απέχω από την ψηφοφορία επί της έκθεσης σχετικά με την κατάσταση στην Ουγγαρία διότι δεν είναι ούτε πλήρης, ούτε τεκμηριωμένη.

David Martin (S&D), *in writing*. – The EU should start immediately to monitor threats to democracy, the rule of law and fundamental rights in Hungary. The Commission should assess whether the combined effect of government measures there has led to a 'systemic deterioration', which, if the Commission fails to address it, could trigger similar developments in other Member States too.

Emmanuel Maurel (S&D), *par écrit*. – Face aux violations répétées de l'état de droit et des libertés fondamentales dans la Hongrie de M. Orban (étouffement des médias indépendants et de l'opposition, emploi de méthodes guerrières face aux demandeurs d'asile et menaces de rétablissement de la peine de mort), le Parlement européen avait l'opportunité d'envoyer une réponse forte. Le texte voté envoie des signaux positifs. Il appelle ainsi à un meilleur contrôle des fonds européens qui ne servent actuellement qu'à engraisser la dynastie Orban.

De manière générale, cependant, le texte ressemble à une véritable occasion manquée. Ont été rejetées toutes les demandes, pourtant très symboliques, de recours à «l'article 7», qui permettrait à la Commission d'engager une procédure pouvant déboucher sur une exclusion provisoire d'un État membre coupable de violation des valeurs européennes. Il fallait pourtant agir vite et fort pour rappeler à tous – notamment au nouveau gouvernement polonais – que l'Union européenne, avant d'être un grand marché mou, est une communauté de valeurs. S'il est du devoir des socialistes d'être à l'avant-garde sur ce sujet, je regrette l'attitude des conservateurs européens qui ont tout fait pour couvrir les agissements du Fidesz, au pouvoir en Hongrie et membre du PPE (droite européenne).

Κώστας Μαυρίδης (S&D), *γραπτώς*. – Εν μέσω της σοβαρής ανθρωπιστικής κρίσης που πλήττει ολόκληρη την Ευρώπη και παρακολουθώντας τραγικά περιστατικά να διαδραματίζονται στα σύνορα πολλών κρατών-μελών, η ΕΕ πρέπει να διαφυλάξει τις αρχές και τις αξίες της διότι αυτές είναι μέρος των συμφερόντων μας. Η δημοκρατία, το κράτος δικαίου και τα θεμελιώδη δικαιώματα αποτελούν τον ακρογωνιαίο λίθο των ιδρυτικών Συνθηκών της ΕΕ.

Παρόλα αυτά και σε αντίθεση με το Ευρωπαϊκό κекημένο, η κυβέρνηση της Ουγγαρίας, θέλοντας να ελέγξει τις ροές προσφύγων στα σύνορα της, κήρυξε την χώρα σε έκτακτη ανάγκη και υιοθέτησε παράλληλα αυστηρά αποτρεπτικά μέτρα για μείωση του αριθμού των προσφύγων που καταφεύγουν στο έδαφος της ζητώντας άσυλο. Αυτή η πολιτική περιλαμβάνει μεταξύ άλλων τροποποιήσεις στη ποινική νομοθεσία και στη δικονομία, κινητοποίηση του στρατού και συλλήψεις προσφύγων στα σύνορα, πράξεις που αποτελούν κατάφωρη παραβίαση των Θεμελιωδών Αρχών της ΕΕ βάσει του άρθρου 2 της ΣΕΕ.

Τάσσομαι λοιπόν υπέρ του συγκεκριμένου ψηφίσματος που πρεσβεύει την άμεση αντιμετώπιση της παρούσας ανησυχητικής κατάστασης στην Ουγγαρία μέσω συστηματικού ελέγχου και εντατικής παρακολούθησης από την Επιτροπή και αφήνοντας ανοικτό το ενδεχόμενο της εφαρμογής του άρθρου 7 της ΣΕΕ, το οποίο δίνει την δυνατότητα στο Συμβούλιο να απευθύνει συστάσεις προς κράτος-μέλος το οποίο διατρέχει κίνδυνο σοβαρής παραβίασης των κανόνων του Ευρωπαϊκού πρωτογενούς Δικαίου.

Georg Mayer (ENF), *schriftlich*. – Ungarn hat mit seinem effektiven Grenzschutz unter Beweis gestellt, dass ein solcher möglich ist. Ungarn sollte als Vorreiter gesehen werden, die Entschließungsanträge nehmen aber eine antiungarische Haltung ein. Daher lehne ich diese ab.

Jean-Luc Mélenchon (GUE/NGL), *par écrit*. – Le gouvernement de droite dure hongrois n'en est pas à ses premiers méfaits en termes de non-respect des droits fondamentaux. Le Parlement demande depuis 2011 de faire respecter la Charte des droits fondamentaux et d'activer ainsi l'article 7 des traités qui prévoit la possible suspension du droit de vote d'un gouvernement qui viole la démocratie. Mais cet article est un leurre. En témoigne sa complexité. Et la Commission européenne s'en est tenue jusqu'à présent à une injonction au respect de l'ordre économique européen.

Devant la nouvelle loi hongroise amalgamant migrants et terroristes, cette résolution rappelle cette possibilité juridique. Cette situation souligne à combien l'Union européenne est bâtie uniquement sur le respect de l'orthodoxie néolibérale. La Commission sourcille maintenant sur les passations de marchés publics plus qu'obscurcs en Hongrie quand dans le même temps le dirigeant hongrois appelle à la réintroduction de la peine de mort.

Je soutiens ce rapport afin de voir si la Commission sera capable de faire mieux que des mots sur le sujet.

Nuno Melo (PPE), *por escrito*. – Votei favoravelmente a resolução sobre a situação na Hungria. A política levada a cabo pelo Primeiro-Ministro Orbán suscita várias dúvidas em termos dos direitos fundamentais na Hungria. A eventual reintrodução da pena de morte no país, e uma polémica consulta pública sobre a imigração, originou uma reação da UE.

A Comissão Europeia declarou que a reintrodução da pena de morte seria contrária aos valores consagrados no artigo 2.º do Tratado da União Europeia e que levaria à aplicação do artigo 7.º, que permite, no caso da existência de uma violação grave e persistente dos valores da UE, a suspensão de alguns direitos do Estado-Membro em causa, incluindo o direito de voto do representante do governo desse Estado-Membro no Conselho. É extremamente importante que a Comissão continue a acompanhar de perto a situação na Hungria.

Louis Michel (ALDE), *par écrit*. – Je regrette profondément que la demande de charger le Parlement de la rédaction d'un rapport visant à l'activation de la première phase de l'article 7 à l'encontre des autorités hongroises soit rejetée à 9 voix près. L'activation de cette phase aurait permis de demander au Conseil de constater l'existence d'un risque de violation grave, par les autorités hongroises, des valeurs européennes telles que la démocratie, l'état de droit et les droits fondamentaux. Au vu de la dérive autoritariste dans laquelle le Premier ministre Orbán entraîne son pays depuis plusieurs années déjà, il s'agit d'un minimum.

Bloqué par l'écrasante majorité des députés PPE, le Parlement n'a pas su prendre ses responsabilités. Je condamne fermement ce manque de volonté politique qui ne fait que conforter à nouveau l'impunité de Viktor Orbán et instaurer un précédent dangereux.

Marlene Mizzi (S&D), *in writing*. – I voted in favour of a resolution calling for an investigation into violations of fundamental rights by the government of Viktor Orbán in Hungary, because with this Resolution we are sending a strong message to the Hungarian people that we stand up for their basic rights. The resolution urges the Commission to activate the first stage of the EU framework to strengthen the rule of law, and therefore to initiate immediately an in-depth monitoring process concerning the situation of democracy, the rule of law and fundamental rights in Hungary, assessing a potential systemic serious breach of the values on which the Union is founded as per Article 2 TEU.

Csaba Molnár (S&D), *írásban*. – A tárgykörben a PPE, az S&D, az ALDE, a Verts/ALE, az ECR és a GUE/NGL képviselőcsoportok nyújtottak be állásfoglalás-tervezetet. A PPE javaslata a soraikba tartozó Fidesz magyarországi politikáját a lehetőségekhez képest mentegetni igyekszik, az ECR-é pedig meglehetősen semmitmondó. A másik négy politikai csoport tervezete többé-kevésbé azonos erővel ítéli el a legutóbbi fejleményeket, és rámutat, hogy a Magyarországon az elmúlt néhány évben tett kezdeményezések és intézkedések következtében nagymértékben, rendszerszinten romlott a helyzet a jogállamiság és az alapvető jogok, az alkotmányos rendszer működése, az igazságszolgáltatás és egyéb intézmények függetlensége, valamint a korrupcióra és összeférhetetlenségre utaló számos aggasztó vád tekintetében. E négy képviselőcsoportnak ezen az alapon sikerült közös, kompromisszumos állásfoglalás-tervezetet kidolgoznia; szavazatommal ezt támogattam.

Nadine Morano (PPE), *par écrit*. – J'ai voté contre la résolution conjointe des groupes S&D, ADLE, Verts et GUE relative à la situation en Hongrie. Je désapprouve en effet ce texte qui demande le déclenchement d'un processus de surveillance approfondie par la Commission européenne de toutes les politiques et mesures prises en Hongrie.

La Commission européenne a réaffirmé sa détermination à faire usage de tous les instruments existants pour défendre les valeurs européennes et garantir le respect de l'état de droit mais considère que les conditions pour activer le mécanisme de surveillance de la Hongrie ne sont pas réunies.

Alessandra Mussolini (PPE), *per iscritto*. – Ho deciso di votare contro questa risoluzione, poiché ritengo affidabile la comunicazione della Commissione europea, secondo la quale non esistono le condizioni di applicazione, per l'Ungheria, del quadro UE per il rafforzamento dello Stato di diritto.

Ritengo altresì inappropriata la richiesta, perpetrata attraverso il presente documento, di attivare, a discapito dell'Ungheria, l'articolo 7, il quale prevede che, su proposta motivata di un terzo degli Stati membri, del Parlamento europeo o della Commissione europea, il Consiglio può constatare che esiste un evidente rischio di violazione grave da parte di uno Stato membro dei valori su cui si fonda l'Unione europea.

Victor Negrescu (S&D), *in writing*. – I have voted for this report that reiterates the position expressed in the resolution of 10 June 2015 on the situation in Hungary, by initiating an in-depth monitoring process regarding democracy, the rule of law and fundamental rights, in order to prevent a systemic threat.

Urmas Paet (ALDE), *kirjalikult*. – Toetasin. Ungari on seisnud silmitsi paljude probleemidega, nagu näiteks sisserändajate kriisi ja majandusraskused. Kuid oluline on, et Ungaris järgitaks inimeste põhiõigusi, õigusriigi põhimõtteid ning demokraatia põhiväärtuseid.

Maite Pagazaurtundúa Ruiz (ALDE), *por escrito*. – Observamos con preocupación y con perplejidad lo que acontece en Hungría. Preocupación por el serio peligro en que se encuentra el Estado de Derecho y perplejidad por la falta de apoyo de muchos colegas diputados que se dicen defensores de los derechos y libertades pero que se han acobardado en su condena a Hungría. Los cambios sistémicos incorporados al marco jurídico de Hungría por el Gobierno desde 2010 y que desembocan en las recientes medidas legales en materia de asilo, fronteras o código penal son ejemplo palmario del grave deterioro de los derechos fundamentales y libertades en el país. A través de esta Resolución, el Parlamento Europeo muestra una vez más su preocupación pero va un paso más allá al solicitar la activación del artículo 7 del Tratado de la UE contra Hungría, que prevé imponer sanciones en el caso de que haya una violación grave de los valores fundacionales de la Unión. Desde UPYD consideramos que sí las hay y por eso nos adherimos firmes a esta petición.

Κωνσταντίνος Παπαδάκης (NI), *γραπτώς*. – Η Ευρωκοινοβουλευτική Ομάδα του ΚΚΕ καταδικάζει την αντιδραστική και αντιλαϊκή πολιτική της Ουγγρικής αστικής κυβέρνησης που στοχοποιεί τους πρόσφυγες, τους μετανάστες και επιτίθεται στα εργατικά-λαϊκά δικαιώματα και στις ελευθερίες για να υπηρετήσει τα συμφέροντα των μονοπωλίων. Παρόμοια αντιλαϊκή επίθεση υφίστανται πολύμορφα οι εργαζόμενοι από τις αστικές κυβερνήσεις και την ΕΕ σε όλα τα κράτη μέλη της. Το κοινό ψήφισμα, όμως, Σοσιαλδημοκρατών - GUE - Φιλελεύθερων και Πράσινων χρησιμοποιεί υποκριτικά την αντιδραστική Ουγγρική κυβέρνηση για να νομιμοποιήσει την ΕΕ και τα όργανά της και την υποταγή των λαών στις αλυσίδες του ευρωμονόδρομου και για να αναγορεύσει την ιμπεριαλιστική αυτή διακρατική ένωση του κεφαλαίου σε δήθεν προστάτη των λαϊκών ελευθεριών, σε «τιμητή» και όργανο επιβολής των «δημοκρατικών αξιών» και «αρχών» της ΕΕ, των συμφερόντων δηλαδή της αστικής τάξης.

Το ΚΚΕ δεν νομιμοποιεί και δεν αναγνωρίζει κανένα δικαίωμα να υπερασπιστές των λαϊκών δικαιωμάτων και ελευθεριών η ΕΕ, οι κυβερνήσεις και τα κόμματα της αστικής διαχείρισης που τσακίζουν τη ζωή και τα δικαιώματα των εργαζόμενων λαών.

Μόνο ο Ουγγρικός λαός, όπως και κάθε λαός, έχει το αποκλειστικό δικαίωμα να ανατρέψει τις αντιλαϊκές πολιτικές, να απαλλαγεί με τη δύναμη και την πάλη του από τα δεσμά της εκμετάλλευσης του κεφαλαίου και των λυκοσυμμαχιών του και να πάρει στα χέρια του την εξουσία και τον πλούτο που παράγει.

Gilles Pargneaux (S&D), *par écrit*. – J'ai voté en faveur de cette résolution. Avec cette résolution, nous voulions tirer une nouvelle fois la sonnette d'alarme: toute l'Europe est concernée. Parce que ce qui arrive en Hongrie menace de se reproduire dans d'autres États membres, notre réponse doit être ferme.

Afin d'atteindre le million de signatures, nous invitons les Européens à signer massivement cette initiative citoyenne enregistrée le 30 novembre dernier qui appelle la Commission européenne à utiliser tous les moyens à sa disposition pour faire respecter partout les valeurs européennes.

Margot Parker (EFDD), *in writing*. – This report seeks to penalise Hungary for its defiance of Commission rulings, in particular its rejection of the Common Asylum Policy. UKIP believes in and is fully supportive of national sovereignty for all Member States of the European Union. We therefore voted against this report.

Marijana Petir (PPE), *napisan*. – Uzevši u obzir prethodnu izjavu Europske komisije u kojoj se navodi kako nisu ispunjeni uvjeti za aktiviranje okvira vladavine prava u slučaju Mađarske, ne mogu podržati ovu rezoluciju koja Komisiju neutemeljeno i bez novih elemenata ponovno poziva da aktivira prvu fazu okvira EU-a za jačanje vladavine prava.

Jasno je da države članice moraju poštovati i provoditi zakonodavstvo i pravo EU-a, a Komisija već po svojoj dužnosti motri stanje u Mađarskoj, ali i ostalim državama članicama i reagira ukoliko se ustanove i dokažu kršenja vladavine prava, demokracije i temeljnih prava. Problemi s provedbama migrantskih politika postoje, ali s obzirom na izbjegličku i migrantsku krizu s kojom smo suočeni, i s kojom se još uvijek ne znamo nositi, smatram da Mađarska nije izuzetak.

Ovu rezoluciju smatram krajnje opasnom te veoma ishitrenom odlukom koja dovodi u pitanje suverenitet država članica. Za aktivaciju instrumenata koji se traže ovom rezolucijom moramo imati mnogo ozbiljnije argumente i čvršće dokaze. Ove mjere su snažne i s njima se ne smije olako raspolagati.

Tonino Picula (S&D), *napisan*. – Očito je da su demokracija i vladavina prava u zadnjih nekoliko godina u Mađarskoj na nižoj razini te da bi Europska komisija što prije trebala dostaviti svoju procjenu situacije kako bi se mogle poduzeti daljnje mjere. Kada govorimo o temeljnim vrijednostima Europske unije, svako oklijevanje u sankcioniranju njihovog kršenja opasan je presedan.

Konkretno, u Mađarskoj su ozbiljno dovedene u pitanje medijske slobode i pluralizam, nezavisnost sudstva, načelo nediskriminacije i tolerancije, zaštita marginaliziranih i manjinskih skupina, uz posebno poražavajući tretman pripadnika romske nacionalne manjine, LGBT osoba i izbjeglica. Zbog svega navedenog, podržavam usvajanje ove rezolucije.

Franck Proust (PPE), *par écrit*. – J'ai voté pour la résolution du PPE et non pas pour la résolution conjointe car elle répond à un double objectif: faire tomber le gouvernement de Viktor Orbán et obtenir de la Commission qu'elle applique l'article 7 du traité UE.

Or, malgré l'analyse de la Commission concluant que les conditions pour activer le cadre de l'état de droit en ce qui concerne la Hongrie n'étaient pas réunies, les groupes de gauche jugent que la Commission n'a pas réagi de manière appropriée.

Je rejette également les accusations portées sur le groupe PPE qui serait complaisant vis-à-vis de la Hongrie. Nous soutenons les critiques justifiées sur le respect de certains droits en Hongrie, mais, sur la question des migrants, je vois que d'autres États ont appliqué les méthodes de la Hongrie face à la menace qui pesait sur leur propre stabilité!

C'est à l'aune des actes et de leur succès que nous devons juger. Pour l'instant, seule la Hongrie a réussi à endiguer le flot de migrants. Nous devrions accompagner la Hongrie de manière constructive en suivant scrupuleusement l'application des droits fondamentaux.

Julia Reid (EFDD), *in writing*. – This report seeks to penalise Hungary for its defiance of Commission rulings, in particular its rejection of the Common Asylum Policy. UKIP believes in and is fully supportive of national sovereignty for all Member States of the European Union. We therefore voted against this report.

Christine Revault D'Allonnes Bonnefoy (S&D), par écrit. – Nous assistons depuis des années à une grave détérioration de l'état de droit et des droits fondamentaux en Hongrie. Le gouvernement de Viktor Orbán multiplie les provocations et les affronts à la démocratie. Les réfugiés, stigmatisés et assimilés à des criminels, peuvent très difficilement accéder à la protection internationale. L'indépendance de la justice et des médias est menacée. Le spectre de la peine de mort réapparaît dangereusement. Le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie ne font que progresser.

Cette situation préoccupante constitue un véritable test pour évaluer la capacité de l'Union à réagir fermement quand un de ses États membres agit en contradiction flagrante avec ses valeurs. Si nous restons passifs et inactifs, des phénomènes similaires pourraient se répandre comme une traînée de poudre dans les autres États européens. Le but de cette résolution était d'appeler les institutions européennes à engager des actes forts face à ce qui se passe en Hongrie. Je regrette vivement que, à cause de la droite européenne, le texte voté ne demande pas l'activation de l'article 7 du traité – qui pourrait aboutir à la suspension de certains des droits d'un État membre – et ne soutienne pas l'initiative citoyenne européenne portant sur la même revendication.

Dominique Riquet (ALDE), par écrit. – Depuis l'accession au pouvoir du Premier ministre, Viktor Orbán, la Hongrie adopte des mesures autoritaires, comme le démontre l'adoption de lois restreignant les droits fondamentaux et les libertés individuelles, en particulier vis-à-vis des minorités et des étrangers.

La Hongrie a notamment restreint la liberté religieuse et d'opinion. Ces mesures vont à l'encontre de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, ce qui a entraîné l'envoi d'une lettre de mise en demeure par la Commission européenne.

L'Union européenne étant une communauté de droit, les infractions aux traités doivent être sanctionnées. C'est pourquoi j'ai voté en faveur de cette proposition de résolution qui vise à inciter la Commission européenne ainsi que le Conseil européen à prendre toute la mesure des récentes dérives de ce pays. La démocratie et l'état de droit doivent ainsi être préservés par la prise de mesures adéquates.

Robert Rochefort (ALDE), par écrit. – J'ai voté en faveur de cette résolution qui porte sur la situation en Hongrie. La situation dans ce pays est extrêmement préoccupante. Les mesures législatives adoptées concernant les réfugiés, les migrants et les demandeurs d'asile ne sont malheureusement que la dernière étape d'une longue série menée depuis plusieurs années par le gouvernement hongrois. Nous avons d'ailleurs déjà alerté sur ce sujet avec notre résolution du 10 juin dernier.

Il faut que la Commission, le Conseil et le Conseil européen assument leurs responsabilités. Le Conseil et le Conseil européen doivent organiser un débat et adopter des conclusions fermes sur la situation en Hongrie. La Commission doit, elle, activer la première phase du cadre de l'Union pour renforcer l'état de droit et enclencher immédiatement un processus de surveillance approfondie en matière de démocratie, d'état de droit et de droits fondamentaux. Elle doit évaluer l'émergence d'une menace systémique en Hongrie qui pourrait donner lieu à un risque manifeste de violation grave au sens de l'article 7 du traité UE.

La procédure d'infraction concernant l'acquis en matière d'asile n'est pas suffisante. Un incendie ne s'éteint pas avec un verre d'eau, surtout lorsque celui-ci menace de s'étendre.

Claude Rolin (PPE), par écrit. – J'ai voté en faveur de la résolution commune relative à la situation en Hongrie, car je suis particulièrement préoccupé par la série de mesures législatives adoptées par ce pays et par les déclarations de son Premier ministre. L'Union européenne est une communauté de valeurs universelles inaliénables. Elles forment le socle du projet européen et il ne peut y être dérogé.

Les échos qui nous viennent de Hongrie font état de violations manifestes des droits fondamentaux et de discrimination des minorités. Nous ne pouvons l'accepter. C'est pourquoi il est demandé à la Commission de poursuivre ses enquêtes, tout en veillant à l'utilisation transparente et adéquate des fonds de l'Union alloués à la Hongrie.

Il faut également que le Conseil puisse réagir à l'évolution inquiétante de la situation, en considérant la possibilité de déclencher la procédure prévue à l'article 7 du traité UE. Au-delà de l'application stricte du droit de l'Union, la réaction européenne au dévoiement d'un État membre doit être ferme, car il s'agit là de démontrer que les droits des citoyens de l'Union ne peuvent en aucun cas être bafoués.

Fernando Ruas (PPE), *por escrito*. – Em junho deste ano foi aprovada uma proposta de resolução sobre a necessidade de todos os Estados-Membros terem de respeitar plenamente o Direito da UE, os seus valores básicos comuns, nomeadamente os princípios democráticos, o Estado de Direito e os próprios direitos fundamentais.

Nessa medida esta proposta não acrescenta nada de substantivo, nem de novo, à proposta anteriormente apresentada em matéria de medidas protetoras do Estado de Direito e dos valores europeus. A Hungria tem feito um esforço para cumprir e respeitar os direitos fundamentais e demais obrigações nos termos do Direito da UE.

Considero importante a Comissão continuar a acompanhar, em pé de igualdade e sem dualidade de critérios, todos os Estados-Membros no que respeita às migrações, aos princípios democráticos e aos direitos fundamentais, bem como a necessidade de promover uma maior cooperação e união dos Estados-Membros nesta altura de crise e de necessidade de reforço do Estado de Direito. No entanto, não partilho da visão restritiva constante desta proposta de resolução comum dos grupos políticos: ALDE, GUE/NGL e Verdes/ALE (que não integra a proposta de resolução do PPE, que foi rejeitada anteriormente, durante este período de votação - antes da votação desta proposta comum), razão pela qual votei contra.

Massimiliano Salini (PPE), *per iscritto*. – Ho espresso il mio voto contrario alla proposta di risoluzione in quanto ritengo che, se da un lato l'Ungheria sbaglia nel perseguire una politica in netto contrasto con le linee guida dettate dall'Unione europea, è pur vero, d'altro canto, che gran parte della sinistra europea continua ad esprimere un atteggiamento di totale chiusura e critica ideologica nei confronti del governo di Viktor Orbán. Tale comportamento, lungi dal favorire il raggiungimento di una soluzione comune, non fa che inasprire i rapporti e congelare il dialogo con un paese membro dell'Unione europea in un difficilissimo momento storico in cui è nettamente preferibile una collaborazione reciproca e virtuosa fra gli Stati.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *por escrito*. – Votamos a favor porque la Resolución sobre la situación en Hungría incide en la defensa de los derechos humanos y denuncia que el Gobierno húngaro está llevando a cabo políticas que violan sistemáticamente los derechos fundamentales y democráticos en Hungría. El Gobierno de Viktor Orbán ha lanzado múltiples campañas públicas criminalizando a los refugiados, retratándolos como criminales, invasores y terroristas. Hungría, como parte de la Unión Europea, debe cumplir con sus compromisos legales e internacionales. Asimismo, es intolerable que un país de la Unión con su gobierno a la cabeza esté realizando políticas xenófobas y lanzando mensajes de intolerancia ante la mayor crisis humanitaria de los últimos años, en vez de ser garante de los derechos humanos y fundamentales de aquellas personas que huyen de la guerra, el hambre y la miseria.

Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL), *por escrito*. – Hemos apoyado esta Resolución debido a la actual situación política en Hungría que podría poner en riesgo incluso su permanencia en la Unión al estar vulnerándose gran parte de los derechos fundamentales consagrados en los Tratados. De ser así, podría ponerse en práctica el artículo 7 del TUE en el que se contemplan las medidas que pueden tomarse en estos casos. Votamos a favor de la Resolución al compartir la preocupación por la violación de derechos fundamentales y por los ataques a las minorías que viven en Hungría, así como la necesidad de tomar medidas al respecto.

Jill Seymour (EFDD), *in writing*. – I voted against this as I believe Hungary's national sovereignty should be respected and it is not for the EU to criticise a sovereign nation.

Siôn Simon (S&D), *in writing*. – We are not ready to accept politics which go against the EU's fundamental aims and values. The government of Hungary is treading the line of what constitutes authoritarian and I am worried about the state of democracy, the rule of law and fundamental rights in Hungary. It is for this reason that I voted in favour of this motion for a resolution on the situation in Hungary.

Monika Smolková (S&D), písomne. – Na pôde Európskeho parlamentu sa situácii v Maďarsku venujeme tohto roku už druhý krát. Viktor Orbán presadzuje politiku, ktorá nie vždy korešponduje so základnými hodnotami EÚ, ako sú hodnoty úcty k ľudskej dôstojnosti, slobody, demokracie, rovnosti, právneho štátu a rešpektovania ľudských práv vrátane práv osôb prináležiacich k menšinám. Začiatok celého procesu v Maďarsku je ešte v roku 2011, keď už vtedy sme upozorňovali na problematické znenie maďarskej ústavy, kde sa hovorilo o zodpovednosti Maďarska za všetkých Maďarov, o jednotnom maďarskom národe, o kolektívnych právach, o samosprávach v zahraničí na etnickom princípe, o priznaní volebného práva zahraničným Maďarom. Vláda Viktora Orbána menila ústavu niekoľkokrát, ktorou uberala na práve vlastným občanom ustanoveniami o študentoch, o bezdomovcoch, o obmedzovaní slobody slova, diskriminácii cirkví a hlavne obmedzovaní nezávislej justície. Dnes, keď celá Európa čelí vážnej migračnej kríze, Maďarsko sa opäť dostáva na rokovania európskych predstaviteľov, pretože naďalej nie všetky ustanovenia zákonov v Maďarsku sú v súlade s európskym právom.

Michaela Šojdrová (PPE), písomne. – Podpořila jsem návrh usnesení PPE o situaci v Maďarsku. Tento text je vyvážený a vychází z toho, že Komise situaci v Maďarsku sleduje, ale zatím neshledala důvody pro aktivaci čl. 7 odst. 1 Smlouvy o EU, který se týká situací porušení právního státu a může vést k sankcím vůči dotyčnému členskému státu.

Bohužel návrh PPE neprošel a místo něj bylo schváleno, byť nepřesvědčivou většinou, usnesení z dílny levice. Nemohla jsem je podpořit, neboť toto znění zachází příliš daleko. Je velmi vágní, pokud jde o fakta a analýzu právních předpisů a opatření v Maďarsku, ale obsahuje jednoznačné soudy o tom, že Maďarsko porušuje právní stát a měl by se tudíž aktivovat čl. 7 odst. 1. Tento postoj je v rozporu s prohlášeními Komise a nelze jej chápat jinak než jako čistě politicky motivovaný.

Igor Šoltes (Verts/ALE), písno. – Maďarska vlada je 15. 9. 2015 v povezavi z migracijami na podlagi zakona, ki je v veljavo stopil isti dan, uradno razglasila „krizne razmere zaradi množičnega priseljevanja“. Komisija je nato ocenila zakonodajo Maďarske in drugih držav članic v zvezi z migracijo in izvajanje zakonodaje glede na skladnost s pravnim redom EU na področju azila in meja.

Prav tako pa Komisija redno spremlja razmere na Maďarskem in v drugih državah članicah ter v primerih, ko se ji zdi potrebno, sproži postopek za ugotavljanje kršitev in postopek pred ugotavljanjem kršitev. V resoluciji o razmerah na Maďarskem je izpostavljena podpora Komisiji, da ta obstoječe pomisleke obravnava s postopki za ugotavljanje kršitev in postopki pred ugotavljanjem kršitev proti številnim državam članicam.

Menim, da je nujno, da države članice v obdobju krize stopijo skupaj, sodelujejo in pri tem upoštevajo demokratična načela, pravno državo in temeljne pravice. Države članice morajo tako konstruktivno sodelovati v razpravi o evropski agendi za migracije. Ker se strinjam, da morajo vse države članice v svoji zakonodajni in upravni praksi v celoti spoštovati pravo EU in da mora ta zakonodaja odražati osnovne evropske vrednote, sem resolucijo na plenarnem zasedanju podprl.

Bart Staes (Verts/ALE), schriftelijk. – Hongarije nam eerder dit jaar een aantal nieuwe wetten over asiel aan die in strijd zijn met de EU-wetgeving alsook met het internationaal recht. De Groenen riepen de Europese Commissie op dit te onderzoeken, maar de aanpak van de Commissie is momenteel onvoldoende; zij pakt de bezorgdheden over schendingen van basisrechten en waarden zoals beschreven in de EU-Verdragen, onvoldoende aan.

De vandaag aangenomen resolutie bekritiseert dit en zet de Commissie onder druk om effectief actie te ondernemen. Zo zou de Commissie artikel 7 van het EU-Verdrag kunnen inroepen krachtens hetwelk een land dat de fundamentele waarden van de EU met voeten treedt gestraft kan worden. Helaas haalde dit amendement het niet, noch onze vraag om dit te laten onderzoeken door de EP-Commissie burgerlijke vrijheden, justitie en binnenlandse zaken.

Toch stemde ik voor deze resolutie, omdat deze de druk op de Commissie verder opvoert en we in deze zaak dringend een voorbeeld moeten stellen, willen we onze fundamentele rechten in de EU blijven verdedigen.

Ivan Štefanec (PPE), písomne. – V súčasnosti sme svedkami aktivity politikov, ktorí na súčasné výzvy poznajú odpoveď iba cez radikalizmus a prehnáný nacionalizmus. Tento trend sa rozširuje medzi členskými krajinami EÚ. Je potrebné proti týmto snahám zakročiť využívajúc nástroj, ktoré máme k dispozícii.

Helga Stevens (ECR), *schriftelijk*. – De N-VA-delegatie stemde tegen de S&D/ALDE-resolutie RC8-1351/2015, want zij steunde de ECR-resolutie B8-1360/2015 als meer evenwichtige tekst. De inmiddels aangenomen resolutie schuift het Europees Parlement naar voren als bewaker van de naleving van Europees recht, terwijl dit een taak is die in de Verdragen is weggelegd voor de Europese Commissie. De verwijzing naar de Europese Commissie is relevant, omdat deze onlangs liet verstaan dat zij van oordeel is dat niet aan de toepassingsvoorwaarden voor een interventie wordt voldaan.

Patricija Šulin (PPE), *pisno*. – Glasovala sem proti resoluciji o razmerah na Madžarskem. Resolucija, ki jo je predlagala Evropska ljudska stranka je vsebovala veliko točk, ki v skupni resoluciji nekaterih političnih skupin niso bile upoštevane. Evropska komisija je v odgovoru na ustno vprašanje Parlamenta v Odboru za državljanske svoboščine, pravosodje in notranje zadeve navedla, da pogoji za aktiviranje okvira za okrepitev pravne države v primeru Madžarske trenutno niso izpolnjeni ter hkrati sprejela vrsto ukrepov v zvezi z nedavnimi dogodki na Madžarskem, komisarka za pravosodje, potrošnike in enakost spolov pa je Parlamentu na plenarnem zasedanju 2. decembra 2015 predstavila pregled teh ukrepov.

Νεοκλής Συλικιώτης (GUE/NGL), *γραπτώς*. – Η Ουγγαρία έχει όντως παραβιάσει τα κριτήρια της Κοπεγχάγης βάση των οποίων εντάχθηκε στην ΕΕ και έχει όντως παραβιάσει τόσο το Ευρωπαϊκό δίκαιο όσο και τις Διεθνείς Συνθήκες με μια μεταχείριση προσφύγων, μεταναστών και αιτούντων ασύλου που αποτελεί συνέχεια των αντιδημοκρατικών ενεργειών της παρούσας κυβέρνησης της Ουγγαρίας.

Αμφιλεγόμενες όμως παραμένουν και οι πολιτικές κατευθυντήριες γραμμές σχετικά με τη χρήση των ευρωπαϊκών κονδυλίων για την αντιμετώπιση των ροών των προσφύγων, όταν η ίδια την ΕΕ αρνείται να αντιμετωπίσει τις πραγματικές αιτίες της προσφυγικής κρίσης.

Είναι γεγονός ότι το άρθρο 7 δημιουργεί ένα μηχανισμό ελέγχου της εφαρμογής των υποχρεώσεων των κρατών-μελών, όπως αυτές απορρέουν από το άρθρο 2 της Συνθήκης της ΕΕ, αλλά η γενικολογία που το χαρακτηρίζει αφήνει περιθώριο για διαφορετική μεταχείριση από τα κράτη μέλη. Ταυτόχρονα δημιουργείται και το εύλογο ερώτημα γιατί η διαδικασία δεν ενεργοποιήθηκε σε περιπτώσεις άλλων κρατών που προέβησαν σε παραβιάσεις. Για τους λόγους αυτούς αποφασίσαμε να τηρήσουμε αποχή.

Ελευθέριος Συναδινός (NI), *γραπτώς*. – Η Ευρωπαϊκή Ένωση δεν πρέπει να επεμβαίνει στα εσωτερικά των χωρών και ειδικά σε σχέση με θέματα που άπτονται της εσωτερικής τους ασφάλειας.

Tibor Szanyi (S&D), *írásban*. – Szavazatommal támogattam a határozat elfogadását, amelynek előkészítésében képviselőként magam is aktívan részt vettem. A magyarországi demokratikus ellenzéknek – amelyhez pártommal együtt EP-képviselőként tartozom – a legfontosabb politikai célja az ország demokratikus, európai normák szerinti működésének helyreállítása, az EU-ellenes, autoriter és korrump Orbán-kormányzat leváltása. Ezt a feladatot az EP nem tudja átvenni a magyar választóktól, de mostani állásfoglalása fontos ösztönzés, az európai demokratikus erők szolidaritásának és értékítéletének egyértelmű megjelenítése. A határozat számos ponton rámutat a magyar kormányzati gyakorlat és az európai normák, szabályok közötti ellentmondásra és felkéri a Bizottságot, hogy kövesse szoros figyelemmel a magyarországi jogállami viszonyok alakulását, adott esetben tegye meg az európai jog keretében lehetséges lépéseket.

Magam részéről ebben a tekintetben határozottabb és konkrét EP-állásfoglalást is el tudtam volna fogadni. Ugyanakkor a határozat kiemelkedő fontosságú erényének tartom, hogy a korábbi, hasonló célú dokumentumokhoz képest ez kiemelt figyelemmel van a magyar kormányhoz köthető, rendszerszintű korrupció jelenségére, ezzel az antidemokratikus rezsim finanszírozására. Az EP által sürgetett szigorúbb EU-ellenőrzéstől és a vele járó politikai figyelemtől azt remélem, hogy hozzájárul ahhoz, hogy a jövőben az uniós támogatási alapok ne a rezsim politikai és családi kapcsolatait gazdagítsák, hanem a magyar vállalkozások, közösségek és állampolgárok uniós programokhoz kapcsolódó céljait szolgálják.

Claudia Tapardel (S&D), *în scris*. – Este regretabil că Ungaria, prin vocea reprezentanților săi, consideră că interesul de moment justifică încălcarea repetată a articolului 2 din TUE. Reintroducerea pedepsei cu moartea și atitudinea instituțională față de fenomenul migrației sunt motive suficiente de grave pentru a determina o poziție comună și fermă din partea statelor membre împotriva poziției premierului Ungariei, Viktor Orbán. Consider că, în cazul Ungariei, ne aflăm în situația în care declarațiile unor lideri efemeri afectează reputația unui întreg popor.

Viziunea lui Viktor Orbán nu corespunde cu principiile europene, dar, sunt sigură, nici cu cele ale majorității cetățenilor unguri. De aceea, trebuie să reflectăm foarte atent la repercusiunile pe care o acțiune a Parlamentului European sau a Comisiei Europene le are asupra vieții cetățenilor unui stat membru UE, indiferent dacă acesta este un stat ai cărui lideri nu respectă angajamentele asumate de restul statelor.

Marc Tarabella (S&D), *par écrit*. – Les violations répétées des droits de l'homme par le gouvernement de Viktor Orbán sont inacceptables. Avant son comportement lamentable vis à vis des réfugiés, nous avions déjà dénoncé les entraves à la liberté de la presse, les atteintes aux droits humains, la criminalisation des plus démunis ou encore la remise en question des droits à l'avortement. Orbán n'incarne aucune des valeurs européennes; l'Europe et plus encore le parti européen dont il est membre ne peuvent pas indéfiniment fermer les yeux!

Pavel Telička (ALDE), *in writing*. – I voted in favour of the joint motion for a resolution of the European Parliament on the situation in Hungary. Indeed I believe that the Commission should start immediately to act on the threats to democracy, the rule of law and fundamental rights in this country. So far, the Commission's assessment of developments in Hungary are far below the reality of the country and I regret that it focuses on marginal, technical aspects of the legislation, while ignoring the trends, patterns and combined effect of measures.

Isabelle Thomas (S&D), *par écrit*. – La situation se dégradant en Hongrie depuis l'élection de Victor Orbán en 2010, le Parlement européen a adopté une résolution en juin 2015 invitant la Commission européenne à mener une enquête approfondie sur les dérives de ce gouvernement. Malgré les attaques manifestes contre les droits de l'opposition et la liberté de la presse, la violation de l'indépendance de la justice, la xénophobie d'État, la corruption et les détentions arbitraires, la Commission de Jean-Claude Juncker semble paralysée.

Contre cette inertie, nous exhortons la Commission à agir.

Les socialistes préconisaient d'activer l'article 7, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, qui permet de sanctionner durement un pays qui viole les textes fondamentaux de l'Union, comme le fait le gouvernement de Victor Orbán, en saluant le lancement d'une initiative citoyenne européenne en ce sens.

Cependant, nous avons perdu à une dizaine de voix parce que le groupe PPE, où se retrouvent le Fidesz, parti de Victor Orbán, et «Les Républicains» français, s'est mobilisé pour empêcher le vote en faveur de l'article 7. Pour eux, une fois de plus, les droits de l'homme et l'avenir de l'Europe passent après leurs intérêts partisans immédiats.

László Tóké (PPE), *írásban*. – Nemmel szavaztam a Magyarország helyzetéről szóló parlamenti határozatra, mert az mind eljárásilag, mind tartalmilag teljességgel elfogadhatatlan. Az Európai Bizottság a Parlamentnek megküldött nyilatkozatában és a decemberi plenáris során szóban is kifejtette: megvizsgálta és folyamatosan figyelemmel követi a magyarországi helyzetet, és megállapította, hogy sem a jogállamisági mechanizmus, sem a 7. cikkely aktiválásának feltételei sincsenek jelen Magyarországon. Az Európai Bizottság megállapításait figyelmen kívül hagyva, a most előterjesztett határozat egy újabb hazugságlista és vádirat Magyarország ellen. A szöveg rosszindulatú, bosszút lihegő, már az objektivitás látszatára sem törekszik. Ilyen hangvételt az Európai Parlament egyetlen tagállammal szemben sem engedhet meg magának.

Valdemar Tomaševski (ECR), *raštu*. – Dėl padėties Vengrijoje balsavau prieš PE rezoliuciją. Rezoliucijoje panaudotas žodynas, sudarantis smerkimo įspūdį, nėra priimtinas. Vengrijos parlamentas ir vyriausybė buvo išrinkti demokratišku būdu, o susidaro įspūdis, kad rezoliucijoje apie tai pamirštama. Visuomenė remia šios valstybės atsigavimą ir ekonominės situacijos pagerėjimą. Europos institucijos neturėtų ignoruoti šio fakto, taip pat neturėtų brutaliai kištis į Vengrijos vidaus reikalus, kadangi tai rodo, kad neatsižvelgiama į pagarbą daugumos Vengrijos piliečių valiai, kuri yra demokratijos pagrindas, atstatyti valstybę. Reikėtų tą įsidėmėti prieš šališkai ką nors teisiant. Rezoliucijos turinys nėra objektyvus, joje gausu išankstinių nuostatų ir stereotipų. Dėl šių priežasčių neverta jai pritarti.

Ruža Tomašić (ECR), *napisan.* – Europski parlament usvojio je rezoluciju o Mađarskoj 10.6.2015., te u istoj zatražio od Komisije da hitno istraži situaciju vezanu uz poštivanje demokracije i temeljnih ljudskih prava, te potencijalnu prijetnju koja bi mogla dovesti do kršenja članka 7. Ugovora o funkcioniranju Europske unije - ovom rezolucijom Parlament traži od Komisije da mu pruži odgovor na prethodnu.

Budući da je zadaća očuvanja poštivanja i osiguravanja poštivanja Ugovora od strane država članica Unije isključiva kompetencija Europske komisije (prema članku 17. istog Ugovora), smatram da se isto treba odvijati po unaprijed predviđenoj proceduri putem Europske komisije, a ne sakupljanjem jeftinih političkih bodova od strane određenih grupacija u Europskom parlamentu.

Romana Tomc (PPE), *pisno.* – Resolucije o razmerah na Mađarskem nisem podprla, saj ni upoštevala dejstev, ki smo jih predlagali v politični skupini ELS. Menim, da je bila resolucija ELS mnogo boljša in je vsebovala dejstva, ki jih zagovarjam.

Estefanía Torres Martínez (GUE/NGL), *por escrito.* – Votamos a favor porque la Resolución sobre la situación en Hungría incide en la defensa de los derechos humanos y denuncia que el Gobierno húngaro está llevando a cabo políticas que violan sistemáticamente los derechos fundamentales y democráticos en Hungría. El Gobierno de Viktor Orban ha lanzado múltiples campañas públicas criminalizando a los refugiados, retratándolos como criminales, invasores y terroristas. Hungría, como parte de la Unión Europea, debe cumplir con sus compromisos legales e internacionales. Asimismo, es intolerable que un país de la Unión con su gobierno a la cabeza esté realizando políticas xenófobas y lanzando mensajes de intolerancia ante la mayor crisis humanitaria de los últimos años, en vez de ser garante de los derechos humanos y fundamentales de aquellas personas que huyen de la guerra, el hambre y la miseria.

Miguel Urbán Crespo (GUE/NGL), *por escrito.* – Votamos a favor porque la Resolución sobre la situación en Hungría incide en la defensa de los derechos humanos y denuncia que el Gobierno húngaro está llevando a cabo políticas que violan sistemáticamente los derechos fundamentales y democráticos en Hungría. El Gobierno de Viktor Orban ha lanzado múltiples campañas públicas criminalizando a los refugiados, retratándolos como criminales, invasores y terroristas. Hungría, como parte de la Unión Europea, debe cumplir con sus compromisos legales e internacionales. Asimismo, es intolerable que un país de la Unión con su gobierno a la cabeza esté realizando políticas xenófobas y lanzando mensajes de intolerancia ante la mayor crisis humanitaria de los últimos años, en vez de ser garante de los derechos humanos y fundamentales de aquellas personas que huyen de la guerra, el hambre y la miseria.

Ivo Vajgl (ALDE), *in writing.* – I voted in favour of this resolution because I agree that the situation in Hungary does not seem to be in line with European values and there is a need to stress the importance of the basic principles applied in the European Union. The EU is founded on the values of respect for human dignity, freedom, democracy, equality, the rule of law and respect for human rights, including the rights of people belonging to minorities, and these values are universal and common to all Member States.

Recent developments and measures taken over the past few years in Hungary have led to a serious systemic deterioration in the situation as regards the rule of law and fundamental rights, inter alia freedom of expression, including academic freedom, the human rights of migrants, asylum seekers and refugees, freedom of assembly and association, restrictions and obstructions to the activities of civil society organisations, the right to equal treatment, the rights of people belonging to minorities, including Roma, Jews and LGBTI people, social rights, the functioning of the constitutional system, the independence of the judiciary and of other institutions and many worrying allegations of corruption and conflicts of interest.

Derek Vaughan (S&D), *in writing*. – The situation Hungary is becoming increasingly concerning. Therefore I backed a resolution calling on Hungary to remember its position in the EU in regard to Human Rights and particularly with regard to its responsibilities for the humane treatment of refugees. All Member States are required to comply fully with EU rules and all legislation must be compatible with this overarching framework – it is concerning that some legislation in Hungary that has recently gone through may fall short of these standards. We in the Parliament have frequently called the Council's attention to this issue and believe that the Commission and the Council are undermining the principle of mutual and sincere cooperation by not moving to meet these concerns. The Commission must continue its investigations and use all of its tools to solve this problem.

Hilde Vautmans (ALDE), *schriftelijk*. – Hongarije wordt dagelijks geconfronteerd met de problemen die de vluchtelingencrisis met zich meebrengt. Dit kan echter nooit een excuus zijn om fundamentele mensenrechten niet te respecteren en wetten over asiel aan te nemen die in strijd zijn met het Europees recht. Deze resolutie bekritiseert deze schendingen en voert de druk op de Europese Commissie op om effectief actie te ondernemen. We moeten dringend een voorbeeld stellen dat wij dit in onze Europese Unie niet aanvaarden en dat wij onze fundamentele rechten steeds zullen blijven verdedigen.

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL), *par écrit*. – Je me félicite de l'adoption de cette nouvelle résolution sur la situation en Hongrie présentée par les groupes GUE/NGL, Verts/ALE, S&S et ALDE (327 pour, 293 contre et 67 abstentions).

Je déplore toutefois le rejet, à une très faible majorité, de la possibilité pour la commission LIBE de faire un nouveau rapport permettant d'avancer dans les sanctions possibles pour qui bafoue les droits fondamentaux de l'Union.

Cette résolution demande une nouvelle fois à la Commission, comme en juin 2015, de mener enfin une évaluation de la situation des droits fondamentaux en Hongrie, la critiquant de se limiter à des procédures techniques souvent sans effet.

Les atteintes et violations commises depuis des années par le gouvernement hongrois sont une illustration de la détérioration des droits fondamentaux en Hongrie, comme dans de nombreux autres pays de l'Union.

La capacité de l'Union à répondre aux menaces sur l'état de droit et les droits fondamentaux dans l'Union est plus qu'un symbole quant à la viabilité de l'Union. Tant la Commission et les États membres via le Conseil que les partis politiques majoritaires devraient en être conscients et passer de la parole aux actes.

Miguel Viegas (GUE/NGL), *por escrito*. – As ações do governo húngaro provocaram, ao longo dos anos, uma grave deterioração da situação em termos de democracia, de Estado de direito e dos direitos fundamentais.

No que toca ao tratamento do direito de asilo, dos refugiados ou ainda, as ações hostis e aos discursos de ódio dirigidos a grupos como os Roma, os judeus, a comunidade LGBTI, os migrantes, os sem-abrigo e outras pessoas pobres, emerge a necessidade de uma tomada de posição que condene estas práticas que atentam contra os valores da dignidade humana.

As medidas precipitadas aprovadas nos últimos meses, que tornaram o acesso à proteção internacional extremamente difícil, criminalizaram, sem justificação, os migrantes e os requerentes de asilo, bem como o recurso crescente à detenção de requerentes de asilo e aos discursos xenófobos que associam os migrantes aos problemas sociais ou aos riscos de segurança, atingem os limites do tolerável e não podem ser tolerados.

Importa todavia denunciar igualmente a hipocrisia da UE que, nesta matéria, foi construindo uma política para as migrações que, na prática, assenta as suas bases em medidas repressivas que acabam por estar na raiz de todo este drama humanitário ao qual o mundo assiste e que exigem medidas que esta UE manifestamente não tem vontade política para as tomar.

Harald Vilimsky (ENF), *schriftlich*. – Ungarn hat mit seinem effektiven Grenzschutz unter Beweis gestellt, dass ein solcher möglich ist. Ungarn sollte als Vorreiter gesehen werden, die Entschließungsanträge nehmen aber eine antiungarische Haltung ein. Daher lehne ich diese ab.

Σωτήριος Ζαριανόπουλος (NI), γραπτώς. – Η Ευρωκοινοβουλευτική Ομάδα του ΚΚΕ καταδικάζει την αντιδραστική και αντιλαϊκή πολιτική της Ουγγρικής αστικής κυβέρνησης που στοχοποιεί τους πρόσφυγες, τους μετανάστες και επιτίθεται στα εργατικά-λαϊκά δικαιώματα και στις ελευθερίες για να υπηρετήσει τα συμφέροντα των μονοπωλίων. Παρόμοια αντιλαϊκή επίθεση υφίστανται πολύμορφα οι εργαζόμενοι από τις αστικές κυβερνήσεις και την ΕΕ σε όλα τα κράτη μέλη της. Το κοινό μήνισμα, όμως, Σοσιαδημοκρατών - GUE - Φιλελεύθερων και Πράσινων χρησιμοποιεί υποκριτικά την αντιδραστική Ουγγρική κυβέρνηση για να νομιμοποιήσει την ΕΕ και τα όργανά της και την υποταγή των λαών στις αλυσίδες του ευρωμονόδρομου και για να αναγορεύσει την ιμπεριαλιστική αυτή διακρατική ένωση του κεφαλαίου σε δήθεν προστάτη των λαϊκών ελευθεριών, σε «τιμητή» και όργανο επιβολής των «δημοκρατικών αξιών» και «αρχών» της ΕΕ, των συμφερόντων δηλαδή της αστικής τάξης.

Το ΚΚΕ δεν νομιμοποιεί και δεν αναγνωρίζει κανένα δικαίωμα να αυτοαναγορευούνται σε υπερασπιστές των λαϊκών δικαιωμάτων και ελευθεριών η ΕΕ, οι κυβερνήσεις και τα κόμματα της αστικής διαχείρισης που τσακίζουν τη ζωή και τα δικαιώματα των εργαζόμενων λαών.

Μόνο ο Ουγγρικός λαός, όπως και κάθε λαός, έχει το αποκλειστικό δικαίωμα να ανατρέψει τις αντιλαϊκές πολιτικές, να απαλλαγεί με τη δύναμη και την πάλη του από τα δεσμά της εκμετάλλευσης του κεφαλαίου και των λυκοσυμμαχιών του και να πάρει στα χέρια του την εξουσία και τον πλούτο που παράγει.

Kosma Złotowski (ECR), *na piśmie*. – Piętnowanie państw członkowskich i cenzurowanie działań demokratycznie wybranego rządu to bardzo zła praktyka i działanie, którego nie sposób usprawiedliwić. Instytucje Unii Europejskiej finansowane z pieniędzy podatników nie mogą służyć za narzędzie dyscyplinowania tych państw, które wyrażają słuszne wątpliwości wobec europejskiego federalizmu. Ta rezolucja nie jest zła tylko ze względu na swoją treść, ale jest zła, bo stanowi dowód na to, że Parlament Europejski próbuje uzurpować sobie prawo do dyscyplinowania i recenzowania polityki demokratycznie wybranych władz. Takie działanie nie jest zgodne ani z traktatami ani z duchem tego modelu integracji europejskiej, który przyjęliśmy. Chciałbym z całą mocą podkreślić, że każde tego typu działanie i próba przenoszenia dyskusji o sprawach wewnętrznych suwerennych państw na forum europejskie będzie skutkowało dalszym spadkiem zaufania do instytucji europejskich. Już teraz wiemy, że PE planuje podjąć podobne kroki względem Polski i recenzować reformy, które przeprowadza nowy polski rząd. Takie działanie musi budzić sprzeciw, bo narusza zasadę suwerenności, która stanowi dla państw, które wyzwoliły się spod jarzma komunizmu wartość podstawową. Chciałbym jeszcze raz zapewnić naszych europejskich partnerów, że ani na Węgrzech ani w Polsce sytuacja polityczna nie wymaga interwencji na szczeblu unijnym i uchwalania podobnych rezolucji. Oczywiście głosowałem przeciwko przyjęciu tego tekstu.

Carlos Zorrinho (S&D), *por escrito*. – Votei favoravelmente a proposta de resolução comum sobre a situação na Hungria por considerar que os Estados-Membros têm de respeitar plenamente o Direito da UE. Esta assenta no respeito pela dignidade humana, direitos humanos, liberdade, democracia, igualdade, e primado do direito, valores universais e comuns a todos os Estados-Membros de pleno direito da UE.

Face aos recentes desenvolvimentos e às medidas adotadas ao longo dos últimos anos na Hungria, sobretudo no que diz respeito às limitações à liberdade de expressão, aos direitos humanos dos migrantes, aos requerentes de asilo e refugiados, à liberdade de reunião e de associação, às restrições às atividades de organizações da sociedade civil, ao direito à igualdade de tratamento e aos direitos das minorias, vejo a Hungria como um teste para que a UE demonstre a sua capacidade e empenho político em reagir a ameaças e casos de violação dos seus próprios valores fundamentais por um Estado-Membro e, como tal, considero importante o processo de infração da Comissão contra a Hungria, de 10 de dezembro, para garantir que esta – ou qualquer outro Estado-Membro – cumpra as suas obrigações nos termos do Direito da UE e respeite os seus valores subjacentes, regressando aos procedimentos usuais ao revogar as medidas de urgência adotadas.

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL), *por escrito*. – A presente resolução dá seguimento às anteriores iniciativas sobre a Hungria que se têm promovido no Parlamento Europeu. País com um governo reaccionário, proto-fascista, que tem implementado um conjunto de medidas de cerceamento das liberdades democráticas, individuais e colectivas, impondo um regime autoritário para com os seus. Postura que se estende de forma ainda mais vil aos que àquele país chegam, por via do êxodo em massa de milhares de migrantes, com relatos de maus tratos, agressões e negligência, a que se soma o muro que a todos envergonha, mas que não é já referência única entre Estados-Membros.

A reboque deste enquadramento, o Parlamento Europeu votou esta resolução que é um tratado à ingerência por um lado, com um apelo inaceitável à ativação do artigo 7.º do Tratado da União Europeia, e à hipocrisia por outro, quando critica de forma veemente a postura da Hungria na crise migratória, num momento em que toda a política da União Europeia para a migração se baseia no retorno da larga maioria dos migrantes que recebe, sem conseguir responder de forma digna, no imediato, às suas mais elementares necessidades.

President. – That concludes the explanations of vote.

13. Corrections to votes and voting intentions : see Minutes

(The sitting was suspended at 13.40 and resumed at 15.00)

PRZEWODNICTWO: RYSZARD CZARNECKI

Wiceprzewodniczący

14. Approval of the minutes of the previous sitting : see Minutes

15. Annual report on human rights and democracy in the world 2014 and the EU policy on the matter (debate)

Przewodniczący. – Kolejnym punktem porządku dnia jest sprawozdanie sporządzone przez Cristiana Dan Predę w imieniu Komisji Spraw Zagranicznych w sprawie rocznego sprawozdania dotyczącego praw człowieka i demokracji na świecie za rok 2014 oraz polityki UE w tym zakresie (2015/2229(INI)) (A8-0344/2015).

Cristian Dan Preda, Raportor. — Domnule comisar Stylianides, aş vrea în primul rând să salut prezența dumneavoastră, precum și a reprezentantului special pentru drepturile omului, domnul Stavros Lambrinidis, la dezbateră de azi despre raportul privind drepturile omului și democrația în lume și politica Uniunii în această privință.

Cred cu tărie că dialogul interinstituțional e esențial pentru sporirea eficienței acțiunilor externe de promovare în state terțe a respectului pentru drepturile omului și principiile democratice ale Uniunii. În acest dialog interinstituțional, dar mai ales în comunicarea cu cetățenii, raportul pe care l-am scris și pe care l-am negociat cu celelalte grupuri politice are rolul de a explica viziunea Parlamentului asupra modului în care Uniunea Europeană a promovat drepturile omului și democrația în relațiile sale externe în 2014. Am profitat de ocazie pentru a explica și care e viziunea Parlamentului asupra pașilor pe care Uniunea ar trebui să îi facă pentru a-și îmbunătăți politica externă în materie de drepturi ale omului și democrație.

În cele ce urmează mă voi opri asupra câtorva aspecte din raport, unul foarte amplu, cu mai bine de treizeci de pagini.

Unul dintre mesajele cheie pe care raportul îl transmite este că a sosit momentul să ne concentrăm asupra implementării politicii Uniunii Europene în materie de drepturi ale omului și democrație. În ultimii patru ani, Uniunea a dezvoltat o serie de instrumente prin care promovează aceste valori, între altele ca răspuns la numeroasele apeluri lansate de Parlamentul European. Avem în prezent un foarte bun cadru strategic care ghidează acțiunile Uniunii Europene. Anul acesta a fost adoptat un al doilea plan de acțiune, care traduce în măsuri concrete axele prevăzute în cadrul strategic. Uniunea organizează regulat cu statele terțe dialoguri despre drepturile omului, dar și dialoguri politice, în care drepturile sunt abordate. Uniunea are, din nou ca urmare a numeroaselor cereri ale Parlamentului, un foarte bun reprezentant special pentru drepturile omului. Uniunea a pus la punct deopotrivă strategii de promovare ale drepturilor omului pentru fiecare țară, iar delegațiile au creat centre de coordonare pentru aceleași chestiuni. Avem o politică de extindere care promovează drepturile, la fel ca și politica de vecinătate recent revizuită.

A venit momentul, cred, să utilizăm în mod eficient toate aceste instrumente pentru a le maximiza impactul asupra respectului drepturilor omului în diverse țări terțe. Trebuie să avem curajul de a ne asuma complet obiectivul enunțat în articolul 21 al tratatului, acela de a plasa apărarea drepturilor omului la temelia acțiunilor externe ale Uniunii. Am propus în acest sens în raport câteva piste de acțiune ce pot fi urmate. Între ele, mi se pare esențială atribuirea de resurse suficiente pentru politica în materie de drepturi ale omului și democrație. Resursele pot fi utilizate, între altele, pentru a-i susține pe cei care luptă zi de zi pentru respectarea valorilor și drepturilor și principiilor democratice în statele terțe. Salut în acest sens noul mecanism de susținere pentru apărătorii drepturilor persoanelor care lucrează în contexte riscante, anunțat acum câteva zile de comisarul Mimica.

Un al doilea mesaj cheie pe care am dorit să îl transmit e că susținerea și promovarea democrației în relațiile externe nu trebuie să ocupe un loc secundar în politica Uniunii. Dimpotrivă, cred că respectarea principiilor democratice și a drepturilor omului merg mână în mână și pot fi cu greu gândite separat. Am atras, de asemenea, atenția asupra faptului că, pentru a promova cu adevărat principiile democratice, Uniunea nu se poate limita la observarea de alegeri în state terțe, deși acesta e, sigur, un instrument important de promovare a democrației.

În încheiere, aș vrea să revin asupra relațiilor interinstituționale despre care vorbeam, precum și a comunicării cu cetățenii europeni. Consider din această perspectivă că e important ca raportul pe care îl redactează Comisia an de an să aibă o abordare mai analitică și să sublinieze eforturile în acest domeniu.

Christos Stylianides, *Member of the Commission*. – Mr President, it is a great honour for me to take the floor at this discussion on behalf of High Representative Federica Mogherini, a discussion which coincides with the Sakharov Prize ceremony, an occasion that testifies to the strong commitment of this House to human rights and freedom of expression.

As your report states at the outset, Mr Preda, human rights and democratic freedoms are increasingly under threat in many parts of the world. Defending human rights is becoming an ever harder challenge for all of us, in particular, promoting and helping to protect a healthy space for civil society organisations. We are confronted with unprecedented global challenges, with instability and conflicts just beyond our borders, and with a humanitarian crisis even within our borders. Terrorist attacks were brought into the centre of our cities, and they are posing an ever-growing challenge to our free and open societies. However, while the years ahead will continue to be challenging for the European Union, our approach cannot change. We need more equality and more human rights, not less.

To defeat terror, we surely need to improve law enforcement tools. But, at the same time, we need to work harder to secure inclusion. While we need to address conflicts at the roots of the immigration crisis, we also need to build inclusive societies and equality of rights. While receiving asylum seekers and migrants, freedom of expression remains the most powerful weapon against radicalisation and terrorism.

Mr Preda, honourable Members, your call for placing human rights and democracy at the heart of the EU external relations will not go unheard. The protection of human rights is, and will remain, one of the major priorities of our external action, and it is the foundation that defines all our relations with third countries.

This is precisely the rationale of the EU's second Action Plan on Human Rights and Democracy, which the Council adopted just five months ago. This new Action Plan shows the common will of the EU, not just of the institutions, but also of the 28 Member States together: to continue and enhance their global efforts on defending and promoting human rights and on mainstreaming human rights into all EU policies. This includes development cooperation, migration, counterterrorism and trade.

The Action Plan puts high on the agenda the promotion of gender equality also, women's empowerment and women's and girls' rights. It will serve to measure coherence and coordination between our internal and external policies. Overall, it outlines our priorities on human rights in external action and details our strategy for the years to come.

The Action Plan gives a very special focus to empowering local actors and civil society organisations in an increasingly challenging landscape. We need civil society organisations to play an active role in the lives of their countries to the benefit of everyone. During the last years, efforts to bar, restrain, or control the work of civil society organisations have been frequent. Restrictive laws have emerged, imposing unjustified and complicated procedures for the registration of associations, or restrictions on their funding, in particular from foreign sources. Civil society organisations in our neighbourhood and beyond need our support more than ever.

Just two weeks ago, we devoted the yearly NGO Forum, jointly organised by the EEAS and civil society, to the issue of protecting and promoting the space of civil society. Hundreds of NGOs attended and Federica Mogherini addressed the closing session. She conveyed the relevance that the Commission and the EU as a whole attach to the essential cooperation with civil society in the protection and promotion of Human Rights in the world, and within the European Union.

This was a first step in a long-term process of cooperation. The EU will continue engaging on this issue. Of course, the Action Plan looks at a number of other priorities. This includes a number of topics that you recall in your report and which we have many times discussed together. For example, we will continue to work on a responsible trade policy, or on promoting the EU agenda on business and human rights. We also want to make social and economic rights increasingly part of our human rights policy. And last but not least, we will use the full range of the policy instruments we have at our disposal. In this context, let me thank you again for the great and extensive contribution of your report.

Regarding proposals, suggestions and constructive criticism: these are of great value to us. As you suggest, we are working on improving our human rights strategies, making the human rights dialogues and consultations more result-oriented, and assessing the implementation of the guidelines. As regards the annual report, we have already advanced in making it clearer, more analytical and user-friendly from next year. I understand that you are also working on enhancing the EP actions on human rights. I very much welcome, for example, your work on reviewing the guidelines for the EP interparliamentary delegations. It is very welcome.

Our work does not end, but begins, with the adoption of the Action Plan. Putting it into practice will be a living process where all actors will make their contribution. In that regard, you are, of course, our privileged partners. Our actions on human rights and democracy are mutually reinforcing. As just one example, I can mention the role Members of Parliament play as chief observers of election observation missions. Together with you are the other EU institutions, our Member States and our EU Special Representative Stavros Lambrinidis, who is sitting next to me and who is doing a great job. Thank you, Stavros.

(Applause)

We all need to join forces and cooperate even further in pursuing the ambitious objectives of our Action Plan. Despite the severe challenges ahead of us, I am sure that we can make further progress, always together.

President. – The next speaker is the third speaker, but the second from Romania – it is Romanian domination here this afternoon! – on behalf of the Committee on Development.

Doru-Claudian Frunzulică, *rapporteur for the opinion of the Committee on Development*. – Mr President, above all unity, I think, is very important for all of us. I welcome the final agreement reached on the opinion on the Annual Report of Human Rights and Democracy in the World 2014.

Negotiations had been positive and enriching and I believe the opinion will support the work of our colleagues from other committees, especially from the Committee on Foreign Affairs (AFET). We made a strong connection between insisting on human rights, gender equality, good governance, peace and security, and the goal of eradicating poverty and inequalities as well as achieving the social development goals in the world.

Moreover, we recalled that cultural diversity cannot be invoked for infringing human rights which are guaranteed by international law. Human rights must be at the core of our development agenda. We therefore stressed the need to ensure that the 2030 Agenda for Sustainable Development is underpinned by the human rights-based approach. We mentioned the importance of the Addis Ababa Action Agenda. And we decided to strongly condemn, in the opinion, the use of harmful practices on women and the use of rape as a weapon of war.

Last but not least, we reminded the Commission and Member States that agreements concluded with developing countries must include binding clauses on human rights and that the Commission must conduct systematic human rights impact assessments of trade and investment agreements.

Îl felicit pe raportor și pe toți cei care au contribuit la acest raport.

Andrzej Grzyb, *w imieniu grupy PPE*. – Panie Przewodniczący! Dzisiejsza ceremonia wręczenia Nagrody im. Sacharowa panu Raifowi Badawiemu, a właściwie na ręce jego żony Haidar, jakże mocno potwierdziła nasze – Parlamentu Europejskiego – silne przywiązanie do praw człowieka. W tym miejscu również dziękuję koledze posłowi Cristianowi Dan Predzie za kontynuowanie tej drogi rocznych i wielowymiarowych sprawozdań o prawach człowieka w świecie.

Chciałbym zauważyć, że głównym celem sprawozdań jest zapewnienie spójności pomiędzy wewnętrznymi i zewnętrznymi politykami Unii w zakresie poszanowania praw człowieka i wartości demokratycznych, dlatego tak dużą wagę przykładamy do tej współpracy, która pomiędzy instytucjami europejskimi i jej delegacjami poza granicami funkcjonuje po to, aby wszystkie te instytucje mówiły jednym spójnym głosem.

Chciałbym z zadowoleniem powitać przyjęcie nowego planu działania na rzecz praw człowieka do roku 2019. Przyjęcie tych pięciu obszarów strategicznych to ponowne zaangażowanie na rzecz systematycznego i skoncentrowanego podejścia w zakresie praw człowieka i demokracji.

Również z uznaniem chcę podkreślić dialog w zakresie praw człowieka z krajami trzecimi. To ważne narzędzie, które daje możliwość nie tylko zaangażowania i współpracy na rzecz promocji praw człowieka, ale istotnej zmiany w wielu krajach członkowskich. Tutaj dziękuję panu Stawrosowi Lambrinidisowi, który wymienił liczne kraje w trakcie spotkania w Podkomisji Praw Człowieka, gdzie udało się uzyskać istotne postępy.

Chciałbym podkreślić istotność kwestii wolności myśli, sumienia, religii i wyznania. To pozostaje nieustannym wyzwaniem. Wiele mniejszości, szczególnie chrześcijanie na Bliskim Wschodzie, w licznych miejscach w świecie są prześladowani, ranieni, torturowani i zabijani, a ich miejsca zgromadzeń, nie tylko chrześcijan, ale licznych innych mniejszości religijnych, są niszczone. Chcę przypomnieć, że prawo do wiary jest fundamentalnym prawem człowieka uznanym w Powszechnej deklaracji praw człowieka, które jest gwarantowane przez Międzynarodowy Pakt Praw Obywatelskich i Politycznych.

Pier Antonio Panzeri, *a nome del gruppo S&D*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi,

ringrazio l'onorevole Preda e ringrazio Stavros Lambrinidis per il lavoro che è stato svolto in questi ultimi tempi.

Spero che siamo tutti d'accordo nel considerare la relazione annuale sui diritti umani del Parlamento europeo non un rito vuoto e retorico, ma il fatto che rappresenti un importante momento di valutazione delle politiche realizzate da parte dell'Unione europea e di indicazione su ciò che è necessario fare per il futuro.

Commissario, viviamo in un tempo nel quale i diritti sono indicati come un lusso incompatibile con la crisi economica, con la diminuzione delle risorse finanziarie, con gli accordi di libero scambio, con l'esigenza di stabilità e l'urgenza di assicurare protezione e sicurezza ad un'opinione pubblica sempre più smarrita e impaurita di fronte all'ondata terroristica.

Ma dobbiamo chiederci: nel momento in cui la promessa dei diritti non viene adempiuta o è rimossa, noi da cosa ci stiamo congedando? Dobbiamo essere consapevoli che quando si restringono i diritti individuali, i diritti civili, quelli riguardanti il lavoro, la salute, l'istruzione, ebbene si incide sulle premesse di una democrazia. Allora, parliamoci chiaro, e proviamo a dire le cose per quelle che sono, non sono i diritti ad essere insaziabili, lo è invece la pretesa dell'economia di stabilire quali siano i diritti compatibili con essa.

Ecco quindi che la riflessione sui diritti ci porta nel cuore di una discussione culturale che va al di là della contingenza e rivela come i riferimenti alla crisi economica o alla nuova geopolitica abbiamo soltanto reso più evidente una trasformazione e un conflitto assai più profondi che riguardano il nodo stesso in cui si deve guardare all'evoluzione delle nostre società e della stessa società globale.

Noi non abbiamo dubbi. Proprio in tempi così difficili, sono necessari più diritti, non meno diritti, ed i criteri per la loro distribuzione devono essere fondati sull'obbligo di rendere possibile la loro attuazione. Perché il problema che abbiamo non è la dismisura dei diritti, ma la loro negazione, determinata dalle disuguaglianze, dalle povertà, dai conflitti, dalle discriminazioni e dalla violenza sulle donne, che cancellano la dignità stessa della persona.

Qui si apre un problema per noi, si apre un problema per la nostra coerenza. Sarebbe opportuno dimostrare che noi non abbiamo paura ad affermare i diritti nei confronti di chicchessia, che non professiamo un eccessivo realismo e che non abbiamo su di noi colpevoli ipocrisie. Per vincere questa sfida ovunque è necessario che ci sia una grande capacità da parte dell'Unione europea di insistere su questi temi e dimostrare davvero la coerenza necessaria; per vincere questa sfida sui diritti e per vincerla ovunque e per affermare il fatto che questo contesto, che è il contesto civile, democratico rappresentato dall'Europa, ha ancora qualcosa da dire nel mondo.

Hans-Olaf Henkel, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, as a long-time member of Amnesty International I have to come to the conclusion that this Parliament can be the most effective advocate of human rights in the world. The Annual Report shows us that globalisation does not only send goods and money and investments around the world, but also values and good ideas. Today there are more democracies in the world than ever before. By the way, I do not know of any democracy which does not have a market-driven economic system implemented, and more countries than ever have abolished the death penalty.

However, let me be quite frank here today. In the course of the discussions with members of other political groups, I have come to the conclusion that some of them misuse human rights to ride their ideological hobby horses. What do the Raif Badawis in the prisons of the world think when they hear that this report elaborates on financial transactions and labour standards? What do they think when they hear that there are demands of social dialogues and labour standards, medical policies and climate change?

Of course, in the end, all committees of this House have dealt and deal with issues which have something to do with humans. But if the Subcommittee on Human Rights keeps on ever expanding the definition of human rights, then we might as well close down all other committees of this House. More importantly, we divide and divert the attention given to those who really need our engagement for human rights. Therefore, in order to send a signal, the ECR political group will this time abstain.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Tibor Szanyi (S&D), *Kékkartyás kérdés*. – Tisztelt képviselő úr! Ön említette, hogy az egyik legnagyobb európai érték, amit sikerült ráadásul szélesebb körben is elfogadtatnunk, ez a halálbüntetésnek az eltörlése, és valóban én is így gondolom. Ugyanakkor szerintem az Európai Unió hitelességét nagyban aláássza az, ha van olyan tagország, ahol ezt legitim vitának állítják be újra és újra. Kérdezem Önt, hogy milyen eszközt lát a retorikai fordulatokon túl, hogy az ilyen hangokat az Európai Unión belül egyszer s mindenkorra el tudjuk nyomni, mármint azokat, amelyek halálbüntetést feszegetnek.

Hans-Olaf Henkel (ECR), blue-card answer. – To my knowledge, no country in the European Union has the death penalty, and I am quite sure that in Europe it is only Belarus which still has the death penalty. All other countries in Europe have abolished it. Unfortunately, that is not the case for most Islamic states, where I think only Turkey has abolished the death penalty. Even the abolition of the death penalty in Turkey is basically due to pressure from the European Union.

Petras Auštrevičius, on behalf of the ALDE Group. – Mr President, 2014 was certainly not a good year when it comes to human rights and democracy in the world. 26 pages of the European Parliament's Annual Report, I believe, is a sad manifestation of this. To me, this only proves two main things.

First of all, it is for us, the European Union and its Member States, to make sure that we will remain an example to be followed. 2014, and now even more so 2015, proved the opposite. The tendencies are rather worrisome.

Secondly, it is time to come back to the very basics. It is a primary responsibility of the European Union to find the ways and means of how to be more effective in dealing with freedom of expression, freedom of thought, conscience and religion and freedom of assembly and association.

If it continues like this we may end up with a 2015 report containing 70 pages, I am afraid.

Marie-Christine Vergiat, au nom du groupe GUE/NGL. – Monsieur le Président, je souscris en grande partie à ce rapport, et notamment à son approche holistique.

Je me félicite de l'importance accordée à la cohérence entre les politiques internes et externes qui est, à mes yeux, fondamentale si l'on veut pouvoir continuer à défendre l'universalité, mais aussi l'indivisibilité des droits de l'homme. Encore faut-il que les discours soient mis en pratique, notamment par les États membres. Il faut aussi éviter un relativisme que l'on dénonce par ailleurs et s'abstenir de privilégier le commerce, y compris celui des armes, sur les valeurs universelles de la déclaration du même nom. Les dadas idéologiques ne sont pas forcément là où on le croit. Je m'étonne que notre rapporteur ait déposé un amendement visant à dénaturer le considérant U du rapport. Oui, l'économie mondiale traverse une crise grave qui a de lourdes retombées sur les droits économiques et sociaux, ici et ailleurs. Cette crise n'est pas finie et les droits économiques et sociaux sont bafoués, c'est un fait.

Je regrette aussi les obsessions de ce Parlement européen sur un certain nombre de pays, certes moins prononcées que par le passé. Je reconnais les atteintes aux droits de l'homme qui sont commises dans ces pays, mais je pense à tous ceux qui sont oubliés et où la situation est souvent encore plus grave. Je pense à la Corne de l'Afrique, et notamment au Soudan et à l'Érythrée. Je pense à la Turquie et à l'Égypte, où la situation ne cesse de s'aggraver, mais aussi aux pays du Golfe, en ce jour où nous venons de remettre le prix Sakharov à Raïf Badawi. Je me demande également ce que vient faire la référence à l'opération EUNAVFOR Med, dont on sait qu'elle ne résoudra pas grand-chose et qui fait peser de nouveaux risques sur les migrants. C'est pourquoi, Monsieur le Président, le groupe GUE/NGL s'abstiendra sur ce rapport.

Barbara Lochbihler, im Namen der Verts/ALE-Fraktion. – Herr Präsident! Der vorliegende Jahresbericht über Menschenrechte und Demokratie in der Welt 2014 und die Politik der EU in diesem Bereich ist wie in jedem Jahr ein umfassender Bericht, der einen guten Überblick über das vielschichtige Engagement der EU gibt.

Menschenrechte im Herzen, im Zentrum der EU-Politik halten, das findet sich als Leitsatz sehr häufig in Kommissions- und Parlamentspapieren. Dies ist auch eine wichtige Ausrichtung aller EU-Politikbereiche. Dieser Leitsatz erscheint mir allerdings rückblickend auf 2014 und 2015 doch etwas schal geworden. Zu einprägsam sind die Bilder verzweifelter Kriegsflüchtlinge an den EU-Außengrenzen, zu beschämend die Verweigerungen, Flüchtende in die EU aufzunehmen. Selbst die Hohe Vertreterin Mogherini hat gewarnt, dass das Ansehen der EU, eine wertebasierende Politik zu verfolgen, dadurch Schaden nehmen kann.

Die EU-Flüchtlings- und Migrationspolitik tut gut daran, sich streng an das internationale Recht zu halten und Schutzstandards nicht zu verwässern. Wie im Juncker-Plan vorgesehen, müssen wir die Möglichkeiten der legalen Aufnahme ausbauen und mit großzügiger humanitärer Hilfe die Not der Menschen in den Flüchtlingslagern rund um die Kriegsgebiete im Nahen Osten und in Afrika lindern.

Ich möchte noch kurz auf zwei Themen im Jahresbericht besonders eingehen. Da ist das Thema Sport und Menschenrechte, ein Thema von zunehmender Bedeutung, gerade auch in Anbetracht der anstehenden Fußballweltmeisterschaften in Russland und Katar und den Olympischen Spielen in Peking. Es ist gut, dass wir uns im Bericht zu Sport und Menschenrechten äußern und unsere Sorge ausdrücken, dass einige der größten Sportveranstaltungen oft in autoritären Staaten ausgetragen werden, die eine verheerende Menschenrechtsbilanz haben.

Sportgroßereignisse sollten mit den Menschenrechten in Einklang stehen. Die Bewertung der konkreten Menschenrechtslage in einem Land muss ausschlaggebendes Kriterium für die Vergabe einer Großveranstaltung sein. Es ist sehr bedauerlich, dass sich keinerlei Referenz im neuen Menschenrechtsaktionsplan der Europäischen Union zu Sport und Menschenrechten wiederfindet.

Das letzte Thema: der Kampf gegen die Straflosigkeit. Die EU und ihre Mitgliedstaaten sind langjährige und ausgewiesene Unterstützer internationalen Rechts und insbesondere der Opferrechte. Dies zeigt sich beispielsweise durch die Unterstützung des Internationalen Strafgerichtshofs und die Leitlinien zur Förderung des humanitären Völkerrechts. Die Unterstützung für den Internationalen Strafgerichtshof auf höchster politischer Ebene ist dabei wichtiger denn je.

Meine Frage an die Kommission und an den EAD ist nun: Wie sehen Sie selbst Ihre Rolle, schwere Völkerrechtsverletzungen anzumahnen und sich dafür einzusetzen, dass Täter zur Rechenschaft gezogen werden?

President. – Do you accept a blue card from Mr Lucke?

Barbara Lochbihler (*Verts/ALE-Fraktion*). – Nein, ich glaube, es ist sinnvoller, mit der Diskussion weiterzufahren.

Fabio Massimo Castaldo, *a nome del gruppo EFDD*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, anche quest'anno discutiamo e votiamo la relazione sui diritti umani e la democrazia. Uno sforzo notevole per il quale vado a ringraziare l'onorevole Preda, relatore, fatto anche con le migliori intenzioni.

Infatti, chiediamo la promozione dei diritti umani all'esterno e all'interno dell'UE e chiediamo anche un sostegno agli Stati democratici e allo Stato di diritto. Plaudiamo ai nostri ambiziosi piani d'azione, rispolveriamo la sempre tradita condizionalità e anche la compassione verso il destino atroce di rifugiati e migranti. Ma basta gettare un occhio alle scelte concrete dell'UE e degli Stati membri per vedere quanto siano le solite applicazioni dei principi con due pesi e due misure secondo utilità e importanza dell'interlocutore; per vedere l'operato criminale in Africa, nel Sud America e in Asia, delle nostre multinazionali che accaparrano terre e risorse naturali e umane senza neanche guardare in faccia le loro vittime. Del resto, le politiche di austerità negano i diritti umani, persino nei nostri paesi.

Anche quest'anno quindi, ho paura che le azioni dell'Unione saranno bel lontane dai nostri propositi e scoloriranno di nuovo nell'ipocrita applicazione che abbiamo visto finora, proprio come il Natale che celebriamo. Tanti auguri a tutti e specie ancora a chi riesce a non vergognarsi del «business as usual» e soprattutto riesce ancora a mentire a se stesso. Tanti scomodi e ipocriti auguri.

Gilles Lebreton, *au nom du groupe ENF*. – Monsieur le Président, la civilisation européenne est à l'origine de la proclamation des droits de l'homme, c'est un de ces titres de gloire dont nous pouvons être fiers. Mais pour protéger efficacement les droits de l'homme, encore faut-il être capable de dégager de vraies priorités, ce qui n'est pas le cas de l'Union européenne. Son rapport 2014 sur les droits de l'homme dans le monde retient en effet quatre fausses priorités, présentées au point 4 comme les grands défis intérieurs de l'Union, à savoir: la situation des Roms, le traitement des migrants, les discriminations dont seraient victimes les personnes LGBTI et le racisme. L'Union cède ainsi, une fois de plus, à ses lubies immigrationnistes et au lobby LGBTI.

Selon moi, les vraies priorités sont ailleurs. Il s'agit d'abord de la lutte contre le terrorisme islamiste. Ne pas le dire revient à manquer de respect à la mémoire des 130 victimes des attentats de Paris. Il s'agit ensuite de la lutte contre la grande pauvreté. Du fait de la crise économique, il y a de plus en plus de sans domicile fixe en Europe. Rien qu'en France, on compte plus de 30 000 enfants sans domicile fixe, mais qui s'en soucie?

Le rapport 2014 affirme par ailleurs que l'Union place les droits de l'homme au centre de ses relations internationales. Mais pourquoi pactise-t-elle alors avec des États comme la Turquie ou le Qatar, dont l'attitude est équivoque à l'égard du groupe État islamique? En réalité, l'Union instrumentalise les droits de l'homme pour deux raisons: d'abord, pour donner un semblant de respectabilité et tenter de faire oublier qu'elle est avant tout au service des banques et des lobbies internationaux; ensuite, pour justifier sa politique d'élargissement, laquelle est analysée au point 46 du rapport comme «l'un des outils les plus puissants pour renforcer les droits de l'homme».

Mais les peuples européens sont en train de comprendre l'imposture. Le supranationalisme mortifère de l'Union ne passera pas.

Udo Voigt (NI). – Herr Präsident, werte Kolleginnen und Kollegen! Wir haben heute bei der Verleihung des Sacharow-Preises viel über Meinungsfreiheit gehört. Ich kann das voll unterstützen, auch was Präsident Schulz gesagt hat, auch was hier im Bericht von Herrn Preda steht. Ich frage mich aber: Wo ist die Umsetzung der Menschenrechte und der Meinungsfreiheit bei uns in Europa?

Wissen Sie denn eigentlich, dass allein in Deutschland über 1000 Patrioten im Gefängnis sitzen, nur weil sie ihre Meinung gesagt haben? Gut, Herr Badawi hat zehn Jahre Haft bekommen, aber in Deutschland hat mein Freund Horst Mahler zehneinhalb, zwölfteinhalf Jahre Haft bekommen, nur weil er seine Meinung frei geäußert hat. Man hat ihm im siebten Jahr seiner Haft das Bein amputiert, weil er als Zuckerkranker nicht genügend Bewegungsfreiheit gehabt hat. Ich habe mich im Frühjahr in Griechenland davon überzeugen können, wie sieben nationale Abgeordnete der Goldenen Morgenröte in einem Gefängnis inhaftiert waren, das Europas unwürdig gewesen ist. Bis zum heutigen Zeitpunkt ist diesen sieben Leuten noch keine Anklageschrift zugestellt worden.

Wir erleben zurzeit, wie in Griechenland eine Partei verboten werden soll. Hat das etwas mit Meinungsfreiheit zu tun? Meine Partei, die NPD, in Deutschland soll verboten werden. Hat das etwas mit Meinungsfreiheit zu tun? Wenn, dann sollte die Meinungsfreiheit auch für alle in Europa gelten, bevor wir in Länder der Dritten Welt schauen.

Davor Ivo Stier (PPE). – Gospodine predsjedniče, evo na početku bih želio čestitati izvjestitelju Predi na ovom izvješću koji mislim da je unaprijedio kvalitetu ovih godišnjih izvješća o ljudskim pravima u svijetu, a članak 21. Lisabonskog ugovora obvezuje Europsku uniju na zajedničku vanjsku sigurnosnu politiku vođenu načelima demokracije, vladavine prava, univerzalnosti i nedjeljivosti ljudskih prava.

I u tom smislu, posebno pozdravljam donošenje ambicioznog plana za održiv razvoj za 2013. godinu, kao i vodeću ulogu koju je u tom procesu imala Europska unija. Sada je naravno potrebno zajamčiti da taj program, njegove mjere praćenja i njegova provedba uistinu počivaju na pristupu koji se zasniva na ljudskim pravima.

Upravo zato Klub EPP-a unutar Odbora za razvoj inzistira da se zajamči promicanje ljudskih prava kroz razvojnu politiku. Inzistiramo da zajedno s našim partnerima godišnje pratimo progres i rezultate vezane uz održiv razvojni cilj br. 16 koji promiče gradnju inkluzivnih društava temeljenih na poštivanju ljudskih prava i demokratskih načela.

Upravo taj održiv cilj mora biti prioritet naše vanjske, a samim time i razvojne politike i tu trebamo fokusirati sredstva iz Europskog razvojnog fonda i instrumenta za razvojnu suradnju. U tom smislu, mislim da se ne trebamo libiti koristiti pristup „više za više“, ali naravno podrazumijevajući da taj princip tumačimo tako kako bi s njime zajamčili osnovna ljudska prava i dostojanstvo svake ljudske osobe.

Elena Valenciano (S&D). – Señor Presidente, quiero empezar por felicitar al señor Preda por su informe, desde luego, y también quisiera lamentar que el señor Lambrinidis no pueda intervenir en este Pleno, en esta Cámara. Me ha gustado mucho la intervención del comisario, pero creo que es muy importante que tomemos las decisiones oportunas para que el señor Lambrinidis —cuya tarea es reconocida por todos— pueda expresarse en esta Cámara. Es hora de que cambie-mos algunos de los mecanismos muy anticuados que tenemos; todos estamos encantados de poder escuchar al señor Lambrinidis que, como digo, es reconocido por todos y cuya tarea está siendo imprescindible para impulsar los derechos humanos en el mundo.

Ya que el señor Lambrinidis no puede tomar la palabra, repetiré yo una frase que le he escuchado estos días: «nadie respetará a Europa si solo nos preocupamos por el dinero». Creo que esa frase del señor Lambrinidis resume bastante bien lo que muchos de nosotros queremos expresar.

El problema, señor Presidente, Señorías, es que el propio concepto de universalidad de los derechos humanos está en tela de juicio en este momento. Precisamente por eso la Unión Europea tiene que ser más fuerte en la defensa de ese valor. En muchas regiones del mundo se cuestiona que los valores que nosotros defendemos sean los valores universales, y creo que en esto no podemos bajar la guardia. Creo que el mundo necesita más que nunca una Unión Europea fuerte y rearmada en su defensa de los derechos humanos.

Creo, también, que nos beneficia enormemente ser enérgicos en la defensa de los derechos humanos y de la democracia. No todos los beneficios se miden en millones de euros. Hay muchos beneficios que se miden en dignidad, en fuerza política a la hora de ser coherentes con lo que nosotros pensamos. Si no defendemos realmente lo que pensamos, no sé muy bien en qué nos vamos a convertir.

Este no ha sido un buen año. Quedará en la mente de todos y en la historia de Europa el desastre de la gestión de la crisis de los inmigrantes, de los refugiados. Yo sé que no es la Unión Europea la responsable. Más bien lo son los Estados miembros, pero en todo caso creo que es algo que hay que corregir urgentemente porque es muy difícil darle lecciones al mundo si uno no es capaz de dar siquiera ejemplo en su propio espacio de responsabilidad. Así que los refugiados y las mujeres, que siguen necesitando, como se ha demostrado hoy, de nuestro apoyo, son protagonistas de este informe, del que yo en este momento me felicito.

Charles Tannock (ECR). – Mr President, it is pleasing indeed that this year's Preda report has remained far more focused on fundamental core human rights issues, in stark contrast to previous annual reports – and I have spoken on many of them – which included a host of less pressing and somewhat divisive issues, way beyond the fundamental civil and political rights, to include all sorts of new social and economic areas which undermine and dilute the basic message we should be propagating.

Our main focus in the European Union should be to continue to stop people from being tortured, unjustly imprisoned or executed and to intervene in countries run by extreme and brutal dictators, not to constantly push the limits of the definition of human rights to include less significant economic and social dialogues. Increasingly, the human rights concept is being extended and linked to the larger context of interdependence with other domains of EU activity and ambition, including things such as trade negotiations.

I believe that this broadened scope of the EU human rights endeavour is debatable in itself, but we must, however, not lose sight of the need to forcefully address and prioritise gross violations as our priority. The challenge is how to mainstream human rights into other areas of activity without losing our focus and risking our credibility.

Marietje Schaake (ALDE). – Mr President, the list of real problems and threats to people's universal rights is long and daunting: restrictions on speech, discrimination against women, threats to civil society. On the other hand, European instruments, guidelines, programmes and budget lines offer many opportunities for solutions.

In reality, their success and the ability of the EU to push for real change depends on our willingness to lead politically. We can only lead credibly if it is by example. As we speak, in Europe today refugees and asylum seekers are treated and talked about in inhumane ways. That does not do justice to the painful lessons we have learned in history or to the promise this continent has for the next generation.

Human rights are too often treated as a soft issue while I believe it is in our interest, and of course it is our responsibility, to be a beacon for those who are facing repression, intimidation, violence, torture or even death. Particularly the young generation growing up in, for example, North Africa and the Middle East, looks to Europe and sees a lot of deal making – deals with Turkey on refugees, deals with Iran on the nuclear problem. We cannot allow these deals and our interests to overshadow the key issue of human rights. I really want to object to this kind of cynical deal-making and urge all of us to recognise that we are at a critical moment in a changing world and it is important that we give meaning to our responsibilities.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Bernd Lucke (ECR), *Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Frau Schaake, vielen Dank, dass Sie meine Frage akzeptieren, nachdem Frau Lochbihler eben gekniffen hat – was ich selten erlebt habe.

Ich möchte Ihnen aber dieselbe Frage stellen: Sie weisen zu Recht darauf hin, dass es in der EU menschenunwürdiges Verhalten gibt, dass Flüchtlinge menschenunwürdig behandelt werden, und es ist insbesondere Griechenland, das dort im Zentrum der Kritik steht. Der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte und der EuGH haben seit 2009 in vielen Urteilen darauf hingewiesen. Die anderen europäischen Staaten dürfen Flüchtlinge nicht nach Griechenland zurückschicken. Stimmen Sie mir zu, dass die Europäische Union dann ihre Hilfszahlungen an Griechenland davon abhängig machen sollte, dass Griechenland seine Flüchtlinge menschenwürdig behandelt?

Marietje Schaake (ALDE), *blue-card answer*. – I understand that you are seeking a kind of provocation to express your criticism of Greece, and you are free to do that, but I really think that we are at a critical moment where we have to look for real solutions. I see that in more cooperation, in giving humane shelter to asylum seekers and people fleeing violence in the Middle East, but also in finding solutions to those wars. It cannot be that we only recognise the importance of doing something when the challenge of violence through terrorism, or the challenge of asylum seekers through refugees, touches our own territory. Our role in this world is connected to that of others, and we have to work together in Europe to come up with real solutions.

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL). – Κύριε Πρόεδρε, η υπεράσπιση των ανθρωπίνων δικαιωμάτων πρέπει να αποτελεί την κορωνίδα των υποχρεώσεων αυτού του Κοινοβουλίου. Η υπεράσπιση των αδικημένων πρέπει να αποτελεί στόχο της ζωής μας, ιδιαίτερα όντας εκπρόσωποι των ευρωπαϊκών λαών. Σήμερα τιμήσαμε τον Raif Badawi αλλά ταυτόχρονα κρατούμε και τις οικονομικές μας σχέσεις με το υπάρχον αυτό χαλιφάτο της Σαουδικής Αραβίας. Δεν είναι αυτό υποκρισία; Πήγε η κυρία Mogherini στο Ιράν, είτε διάφορα για τα πετρέλαια, αλλά δεν ψέλλισε μια λέξη για το ότι δημοσίως κρεμούν εκεί τους αντιφρονούντες από τους γερανούς και τους φανοστάτες.

Αυτή τη στιγμή, μέρος της νοτιοανατολικής Τουρκίας βρίσκεται υπό κατοχή από την ίδια την κυβέρνηση της χώρας. Οδοφράγματα, κατ' οίκον περιορισμός, μάχες σώμα με σώμα. Καλώ κάθε μέλος αυτού του Κοινοβουλίου να σηκώσει ψηλά τον πήχη της αξιοπρέπειας, υπερασπιζόμενος, ανεξαρτήτως οποιωνδήποτε άλλων δεδομένων, κάθε ανθρωπινό δικαίωμα σε οποιαδήποτε γωνιά του πλανήτη, ενός πλανήτη που μας παρακολουθεί γιατί δώσαμε κάποτε το μήνυμα πως είμαστε διαφορετικοί, ενώ τελικά έχουμε μέρος της ευθύνης για τα μωρά που πνίγονται μαζί με τις μανάδες τους στη θάλασσα. Προσωπικά, ντρέπομαι και λυπούμαι, αλλά όντας κι εγώ μέρος αυτής της σκηνής, αναμένω με πολύ ενδιαφέρον την απάντηση του κυρίου Στυλιανίδη.

President. – The Prefect of the Congregation for the Doctrine of the Faith, Cardinal Gerhard Ludwig Müller, is in the tribune. Welcome, Monseigneur.

Jordi Sebastià (Verts/ALE). – Señor Presidente, agradecemos al autor del informe su trabajo -como siempre muy ilustrativo y exhaustivo- y agradecemos también la oportunidad de poder debatir aquí, aunque sea de un modo breve, sobre la situación de los derechos humanos en el mundo y la implicación de la Unión Europea. Pero echamos de menos algunos puntos. Para empezar, algunos puntos sobre nuestra propia casa, sobre la Unión Europea, en cuyo seno también hay problemas de vulneración de derechos fundamentales. Me centraré en dos.

El primero, la inacción europea contra la violencia contra las mujeres, el auténtico cáncer de nuestra sociedad que causa víctimas cada día, y, en segundo lugar, la situación de la libertad de expresión.

Me ha gustado mucho la relación que ha hecho el comisario Stylianides sobre la libertad de expresión como el pilar de la democracia, sobre su uso como arma fundamental para luchar contra los fundamentalismos. Me pregunto qué piensa el comisario de las «leyes mordaza» aprobadas por el Gobierno español, que impiden cosas tan sencillas como fotografiar manifestaciones y publicar actuaciones policiales en lugares públicos en Internet. ¿No estamos vulnerando ahí, en nuestra propia casa, la libertad de expresión?

Nos da la sensación de que hemos perdido una oportunidad importante en este informe para ser críticos, para ser críticos con la situación terrible que están sufriendo los demandantes de asilo en nuestra Unión Europea, a los que no estamos concediendo el refugio que nuestras propias leyes les reconocen.

Y no quiero dejar de hacer una referencia clara a la cínica actitud europea ante países en los que claramente se vulneran los derechos humanos, pero con los que mantenemos relaciones -ya sean políticas o comerciales- buenas porque nos ayudan con la excusa de la seguridad o del progreso económico. Eso es cínico, eso es irresponsable y nos convierte en cómplices de esa actitud contra los derechos humanos, de las torturas, de las prisiones y de las muertes que están sufriendo ciudadanos allí.

James Carver (EFDD). – Mr President, as we are today discussing human rights, I feel it is most appropriate to highlight one of the more shameful episodes of recent British history. Nearly 40 years ago, back in 1966, an agreement was reached between my country and the United States relating to the Chagos Islands in the British Indian Ocean Territory granting America a military lease on the island of Diego Garcia. This led to the forcible removal of inhabitants from the archipelago. Many Chagossians were sent to Mauritius; some came to the UK. They had no choice. None have been allowed to return.

Their case has as yet been unsuccessful before the British courts and the creation of a marine protection area (MPA) in 2010 has further complicated matters, despite the court of arbitration ruling that this MPA breaches the rules of the UN Convention on the Law of the Sea. I support the desire of Chagossians to return to their home, especially as definitive studies have underlined that they could re-establish an economically viable community away from the main island and military base of Diego Garcia.

It seems that, for once, we can 'have our cake and eat it'. Her Majesty's government quite rightly supports both Falkland Islanders and Gibraltarians in a right to self-determination and to remain British overseas territories, whilst, at the very same time, shamefully neglecting our duty of care to the Chagossian people,

Successive British governments, both Labour and Conservative, should hold their heads in shame.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Charles Tannock (ECR), blue-card question. – I hate to embarrass you on this one, but I have been active on the issue of the return of the Chagossians for many years and pursued it in the previous Parliament. How would you react to the fact that the European Union and the Commission were prepared to make funds available to settle the Chagossians back on their rightful territory, but the argument which the British Government came up with was that it was not economically viable to do so, in spite of the fact that the EU was prepared to pay for it? So surely this is a case in which the EU has got it right for once and the British Government has got it wrong?

James Carver (EFDD), blue-card answer. – As someone who opposes British membership of the European Union, I believe in a sense of fair play. We do not have a level playing field in the European Union. Actually, I wish to embarrass the British Government, because it is your government and, as I said, the Labour government before it, which have been completely unfair with regard to this approach to the Chagossian people.

I applaud your work on this, but we have to have the right mindset at the Westminster Parliament, not to go cap-in-hand to the European Union or the European institutions to try to get some of our monies back. I think that returns the sense of fair play and better value for money for the British people.

Marie-Christine Arnautu (ENF). – Monsieur le Président, après les rapports Tarabella, Ferrara, Panzeri, Noichl, Rodrigues, voici encore aujourd'hui un rapport au titre trompeur: les droits de l'homme et la démocratie dans le monde.

Qui pourrait en effet s'opposer à la liberté d'expression, de pensée, de conscience et de religion? Personne, bien sûr. Encore faudrait-il que cette même liberté puisse déjà s'exprimer au sein des nations de l'Union européenne, à commencer par mon pays, la France, où la campagne électorale que nous venons de vivre n'a pas été un modèle de démocratie républicaine, loin s'en faut.

Vous voulez donc maintenant, à travers votre rapport, donner des leçons de démocratie aux autres pays, au monde entier, par exemple, à la Russie. Vous la rendez responsable des souffrances du peuple ukrainien alors que la politique menée par l'Union européenne en est largement à l'origine: vous avez attisé le conflit ukrainien au lieu de l'apaiser. De même, votre idéologie destructrice des nations, mais aussi de la famille, vous enjoint, une fois de plus, de mettre l'accent sur les minorités LGBTI, Roms et, bien sûr, sur les prétendus bienfaits de votre politique immigrationniste.

Mais que faites-vous donc de tous ces oubliés de la mondialisation, de tous ces invisibles, des victimes de l'immigration massive, de la menace du fondamentalisme islamiste, de nos frontières passoire, des enfants déboussolés par votre idéologie du genre, à qui il faudrait expliquer maintenant qu'une famille, c'est un papa et un papa ou une maman et une maman?

Nos compatriotes ne sont pas en quête d'une compassion universelle et mondiale. Non, ils ont un besoin impérieux que nous les remettions au premier plan, ils ont besoin d'un travail, ils ont besoin de l'équilibre d'une famille. Ils ne sont pas en quête de minorités empilées les unes sur les autres, entraînant un communautarisme mortifère. Non, ils ont besoin, au contraire, de nations réunifiées et protégées. Et ceci est bien notre première préoccupation.

Krisztina Morvai (NI). – Vannak az emberi jogi jogsértéseknek olyan kiemelkedő durvaságú megnyilvánulási formái, amelyekkel többnyire az Európai Uniót kívül találkozzunk, de amelyek ha felütik a fejüket az Európai Unió valamelyik országában, akkor haladéktalanul a leghatározottabban lépni kell, és gyökerében el kell vágni a jelenséget. Ilyen az önkényes letartóztatás, amikor is valakit a hatalom visszaélve az erejével, és esetünkben visszaélve az embereknek a terrorizmustól való félelmével...

Elnézést kérek, szeretném, hogyha megkérné elnök úr, hogy a hangos beszélgetést, ha lehetséges kint folytassák, mert nagyon nehéz így beszélni. Kérem szépen, hogy állítsa meg az órát, és Tannock urat, aki állandóan igen hangosan szórakoztatja a közönséget, kérje meg, hogy fáradjon ki, és ott beszéljen, mert így nem tudom végigmondani a mondanivalómat. Köszönöm szépen.

Tehát, elharapódní látszik vagy legalábbis már elindult egy olyan jelenség, amelynek lényege a következő: egyes tagállamok az aljas politikai szándékukat úgy valósítják meg, hogy visszaélve az embereknek a terrorizmustól való félelmével börtönbe vetik a politikai ellenfeleiket, illetőleg a számukra nem kívánatos személyeket. Ez történt egy székely magyar emberrel, Beke Istvánnal a román tagállamban, Kézdivásárhelyen, aki az őslakos magyar közösségnek az egyik vezetője. Visszaélészerűen, bizonyíték nélkül, a védelemhez való jog és a tisztességes eljáráshoz való jog megsértésével terrorizmus előkészülete miatt vetették börtönbe, mivel csillagszórókat és petárdákat találtak nála. Szeretném az Európai Unió jelen lévő biztosának az eset összefoglalóját átadni, és kérni, hogy haladéktalanul vizsgálják ki ezt az ügyet, és a jelenséget gyökerében vágják el.

Francisco José Millán Mon (PPE). – Señor Presidente, felicito al señor Preda por su informe, que analiza la situación de los derechos humanos desde muchos e importantes ángulos; por ejemplo, los instrumentos de la Unión Europea para fomentar su protección en el mundo. Y es que el respeto de los derechos humanos es un rasgo que define a la Unión Europea y a sus Estados miembros, pero queremos que estos derechos sean respetados universalmente como lo reclaman la Carta y los pactos internacionales patrocinados por la ONU. La comunidad internacional ha avanzado mucho en esta materia, pero todavía hay graves retrocesos, violaciones y dificultades.

El mundo globalizado de hoy y las nuevas tecnologías facilitan la difusión de la información sobre la situación de los derechos humanos, sus violaciones y la defensa de quienes desde la sociedad civil promueven estos derechos, a menudo en situaciones muy difíciles. Este Parlamento está sólidamente comprometido con los derechos humanos; de ello es muestra el Premio Sájarov, que va por su vigesimoséptima edición y que esta mañana hemos entregado.

En este contexto, quisiera también recordar particularmente a quienes en Venezuela defienden los derechos humanos y una sociedad pluripartidista. Ellos triunfaron en las elecciones del día 6, pero lamentablemente sigue en la cárcel un elevado grupo de presos políticos. Desde este Parlamento me quiero hoy unir a la reivindicación de Lilian Tintori «Libertad antes de Navidad».

En nuestra inmediata vecindad, muchos huyen de la guerra y del fanatismo asesino del Daesh en Siria e Irak. La trágica situación de los millones de desplazados, la brutalidad de la violencia contra las mujeres y las niñas en estos y también otros conflictos son cuestiones de especial preocupación. Y también quiero destacar la difícil situación de los cristianos en estos países.

Europa tiene que alzar su voz en favor de los cristianos, pues precisamente esta religión ha desempeñado un papel esencial en la forja de los valores y principios que están en la base de la civilización europea y del propio proceso de integración.

Justamente la libertad religiosa y de conciencia es uno de los muchos temas que aborda el amplio informe sobre los derechos humanos en el mundo del señor Preda, a quien hoy también reitero mi felicitación.

Josef Weidenholzer (S&D). – Herr Präsident! Diese Debatte ist immer ein sehr wichtiges Ereignis für das Europäische Parlament – jedes Jahr wieder.

Besonders in Zeiten, wo man sich über Menschenrechte immer mehr lustig zu machen beginnt, ist es wichtig, diese Debatte zu führen. Es ist sehr positiv zu vermerken, dass die europäische Außenpolitik einen anderen Kurs fährt und dass hier die Menschenrechte einen starken Fokus haben in der Arbeit der Delegationen. Dessen können wir uns immer wieder selber vergewissern: in den internationalen Verträgen und in ihren Instrumenten.

Ich möchte mich ganz besonders für die hervorragende Arbeit des Sonderbeauftragten Stavros Lambrinidis bedanken. Es wäre wirklich wichtig, dass er in diesem Haus bei dringlichen Menschenrechtsfragen auch ein Rederecht haben soll. Er ist wichtiger Bündnispartner für uns.

Ich möchte auch Cristian Dan Preda zu seiner hervorragenden Arbeit an diesen Bericht gratulieren. Nach dem Bericht Panzeri ist es wiederum ein sehr systematischer, übersichtlicher Menschenrechtsbericht geworden, in dem alle wichtigen Bereiche aufgezeigt werden. Besonders wichtig scheint mir auch, dass der Bereich Flüchtlinge und Migration hier deutlich behandelt wird, weil Flüchtlinge und Migranten oft doppelte Opfer der Menschenrechtsverletzungen sind.

VORSITZ: ALEXANDER GRAF LAMBSDORFF

Vizepräsident

Anna Elżbieta Fotyga (ECR). – Mr President, I really appreciate the work of Mr Preda, but I have to mention two important issues that are missing in the report.

Firstly, there is Iran. Despite the deal, we have to mention one of the most oppressive governments in the world and its activities in terms of human rights. Hopefully, it is not linked with the recent the visit of President Schulz to Tehran and his intention to intensify dialogue.

Secondly, there is Crimea. It is obvious that more than 60 international and national human rights laws were violated after the annexation of Crimea. It was a matter of complaint by minorities of various types, both national and religious minorities. It has to be taken into account.

Beatriz Becerra Basterrechea (ALDE). – Señor Presidente, señor Stylianides, señor Lambrinidis, gracias, señor Preda, por su trabajo.

Iba a centrar mi intervención en la importancia de utilizar plena y adecuadamente todos los instrumentos de que disponemos en la Unión Europea para avanzar en derechos humanos y democracia, pero no puedo dejar de llamar la atención sobre el apartado 114 de este informe, en el que, de forma extemporánea e injustificable, se condena la gestación subrogada comparándola prácticamente con la prostitución, la esclavitud sexual o hasta el tráfico de órganos.

Yo pido a todos los grupos que voten en contra de este apartado porque, señores, la gestación subrogada es sencillamente una forma de fecundación *in vitro* que permite a muchos ciudadanos acceder a la paternidad cuando no pueden hacerlo por otra vía.

En Europa, esta práctica es legal en unos países y en otros no. En unos, se permite de manera altruista; en otros, sus ciudadanos han de viajar al extranjero si se lo pueden permitir.

Aquí, en este informe, hablamos de políticas de la Unión para garantizar derechos humanos y democracia, y la coherencia política que nos compete implica, como estableció el Tribunal Europeo de Derechos Humanos, que los niños nacidos por gestación subrogada sean reconocidos y registrados legalmente y no sean objeto de discriminación por razón de nacimiento, como establece la Declaración Universal de Derechos Humanos en su artículo 2.

Por tanto, tenemos que armonizar los marcos legales de los Estados para proteger los derechos de sus ciudadanos, con los niños siempre en primer lugar, y eso es lo que para mí este informe debe garantizar: que hagamos en coherencia política lo que estamos llamados a hacer.

(La oradora acepta responder a una pregunta formulada con arreglo al procedimiento de la «tarjeta azul» (artículo 162, apartado 8, del Reglamento))

Elena Valenciano (S&D), pregunta de «tarjeta azul». – Señora Becerra Basterrechea, ¿no cree que la maternidad subrogada puede llegar a suponer una explotación de los cuerpos de las mujeres más pobres?

Beatriz Becerra Basterrechea (ALDE), respuesta de «tarjeta azul». – Señora Valenciano, yo lo que creo es que tenemos que proteger los derechos de los ciudadanos y, como he dicho, en primer lugar, los de los niños.

La maternidad subrogada puede estar regulada de muchas maneras y lo que necesita tener es, precisamente, esa regulación. No tenemos por qué dar lugar a que suponga una explotación; no tenemos por qué dar lugar a que sea una esclavitud. Tenemos que permitir que sea un derecho que puedan ejercer aquellos ciudadanos que legal y libremente así lo acuerden entre adultos y que tenga esa regulación -como he dicho- legal y acordada. Y nuestro deber como Unión Europea es armonizar su regulación y proteger a los niños que son fruto de esa maternidad.

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL). – Señor Presidente, el Tratado de la Unión Europea dice que la acción exterior de la UE debe basarse en los principios de universalidad e indivisibilidad de los derechos humanos y el respeto a la dignidad humana. ¿Estamos respetando estas obligaciones? Evidentemente, no.

Nuestra política comercial solo busca el beneficio empresarial; la degradación medioambiental y las violaciones de derechos son sus daños colaterales. El intento de bloqueo del tratado vinculante de las Naciones Unidas sobre multinacionales y derechos humanos es solamente un ejemplo de esto, de este cinismo.

Las cláusulas de nuestros tratados comerciales, especialmente los de protección al inversor, minan los derechos humanos -y esto no lo digo yo, lo dicen las Naciones Unidas-. Además, vendemos armas a países que violan de forma sistemática estos derechos, como Arabia Saudí o Israel -también lo dicen las Naciones Unidas-.

¿Qué exporta Europa al mundo? Pues mucha hipocresía. La incoherencia entre lo que decimos y lo que hacemos es intolerable y, dentro de nuestras fronteras, las políticas de austeridad son una soga al cuello de los ciudadanos europeos -o la gestión de la crisis migratoria: absolutamente deleznable-.

Esta todavía no es la Europa de los derechos humanos, por mucho que hablemos de ellos. Necesitamos marcos vinculantes y no declaraciones vacías.

Ernest Maragall (Verts/ALE). – Señor Presidente, sobran motivos para votar a favor de este Informe anual, quizás incompleto pero, desde luego, ambicioso, con un plan de acción que es también una buena expresión del compromiso de este Parlamento Europeo.

La cuestión que se plantea, sin embargo, es de coherencia entre palabras y hechos. Por eso les pregunto, señor Comisario, señor Lambrinidis:

1. Después de lo que hemos visto y oído esta mañana, ¿habrá algún cambio en las relaciones entre la Unión Europea y Arabia Saudí? ¿Dejaremos de comprar su petróleo o de venderles nuestras armas?
2. ¿Nos informará puntualmente la Comisión Europea de los tratados comerciales suspendidos con uno u otro país, de los embargos o las sanciones a Israel, en vista de su sistemática violación de los derechos humanos en Palestina?
3. A partir de la Resolución aprobada hoy mismo sobre Hungría, ¿aplicará la Unión Europea las disposiciones del artículo 7 del Tratado? O bien, ¿pediremos cuentas al Estado español por sus continuadas restricciones de derechos básicos?

Por último, ¿cómo es posible que no se mencione a Turquía en este informe, ni a un solo caso del grave ataque en aquel país a la vida y los derechos básicos del pueblo kurdo o de determinados ciudadanos y periodistas?

A este acuerdo, más que positivo, solo puede seguir...

(El Presidente interrumpe al orador)

Ignazio Corrao (EFDD). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, signor Commissario, lo strumento della relazione sui diritti umani dovrebbe essere lo strumento che utilizziamo per consolidare, rafforzare e controllare appunto i diritti umani nel mondo, ma anche per affermare la leadership in quella direzione. Eppure nonostante io riconosca che l'onorevole Preda ha fatto un ottimo lavoro di condivisione, con tutti gli *shadow rapporteur* di tutti i gruppi, rimaniamo ancora lontani da standard accettabili.

Perché è vero che ci sono cose ambiziose all'interno di questa relazione, parliamo appunto di temi commerciali come sanzionare le violazioni dei diritti umani fatte alla nostre imprese, di proteggere le minoranze, ma da un altro punto di vista vi sono le parole da un lato e i fatti che vanno completamente in un'altra direzione. E allora abbiamo due mani disallineate, le parole o i premi che consegniamo, come stamattina il premio Sacharov, e dall'altra parte ci sono le nostre politiche commerciali che è la vera politica aggressiva dell'Unione europea e continuano a fare grandi affari con gli sceicchi e sostenere tutto il contrario di quello che diciamo qui. Ricordiamoci che i diritti umani degli altri uomini sono anche i nostri.

Matteo Salvini (ENF). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, è curioso come si sia sentito parlare, al di là delle intenzioni del relatore che ringrazio, dei diritti di tutti gli altri, dei rom, dei migranti, dei bambini surrogati, poi ci sono 25 milioni di cittadini europei disoccupati che però non sono abbastanza lontani per aver garantiti i diritti umani e spazi democratici.

È curioso come questo Parlamento insista per portare in Europa la Turchia, che occupa da quarant'anni militarmente uno Stato membro di questa Unione europea e non riconosce il genocidio degli armeni. È curioso come per molti di questi europarlamentari il nemico sia Putin e la Russia contro cui stiamo facendo una guerra economica e politica, senza alcun tipo di senso, mentre sarebbe più utile averlo al tavolo per la collaborazione contro chi veramente nega i diritti umani, perché a proposito di minoranze omosessuali, io ricordo che in nove paesi islamici c'è la pena di morte per il reato di omosessualità. Paesi islamici con cui molti degli europarlamentari che siedono qua dentro amano dialogare.

Aiutiamo chi porta stabilità. Io ho visitato personalmente il Marocco. Ritengo che sia un esempio di convivenza religiosa ed etnica assolutamente interessante, aiutiamo questo paese a stabilizzare l'area del Sahara occidentale che è sotto l'influenza del terrorismo islamico, aiutiamolo a svilupparla, non con il modello libico iracheno. Ecco, prego cortesemente questo Parlamento e questa Commissione di non esportare i diritti e la democrazia come ha provato a fare in Libia in Iraq, perché i risultati disastrosi li stiamo ancora raccogliendo.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). – Κύριε Πρόεδρε, η Ευρωπαϊκή Ένωση επιδεικνύει ιδιαίτερο ενδιαφέρον για την προστασία των ανθρωπίνων δικαιωμάτων και της δημοκρατίας ανά τον κόσμο και μεριμνά μάλιστα ώστε να κυριαρχεί το θέμα αυτό στις συνομιλίες της με τις τρίτες χώρες. Αυτό είναι σωστό και έτσι πρέπει να γίνεται. Το μόνο πράγμα για το οποίο δεν ενδιαφέρεται Ευρωπαϊκή Ένωση είναι να προστατεύσει τα ανθρώπινα δικαιώματα των Ευρωπαίων πολιτών στα κράτη μέλη της. Στην Ελλάδα και σε άλλες χώρες του ευρωπαϊκού Νότου, στην Ισπανία επί παραδείγματι, μεγάλος αριθμός κατοίκων έχει χάσει τα σπίτια του διότι δεν έχει να πληρώσει στις τράπεζες τα χρέη του, εξαιτίας των απαράδεκτων μέτρων λιτότητας που έχουν επιβληθεί στις χώρες αυτές.

Στην Ελλάδα, η προκλητικότητα των διεθνών τοκογλύφων έχει φτάσει σε απαράδεκτο επίπεδο. Κατάσχονται τα σπίτια των φτωχών Ελλήνων για να δοθούν και για να κατοικηθούν από τους παράνομους μετανάστες που έχουν κατακλύσει κατά εκατοντάδες χιλιάδες τη χώρα. Τους αστέγους πλέον Έλληνες μάλιστα θέλουν να τους βάλουν σε container. Για αυτή την απαράδεκτη κατάσταση έχει ευαισθητοποιηθεί η Ευρωπαϊκή Ένωση;

Eduard Kukan (PPE). – Ďakujem kolegovi Cristianovi Predovi za veľmi dobrú správu. Mám skúsenosti s prípravou takejto správy a viem, že to nie je vôbec jednoduchá úloha. Súčasná Európa viac ako kedykoľvek v minulosti čelí novým výzvam. V týchto kritických chvíľach treba zopakovať to, po čom Európsky parlament volá už niekoľko rokov. V otázkach ľudských práv a demokracie musí Únia a jej členské štáty vystupovať konzistentne a jednotne. Musíme preto zlepšiť koordináciu a koherenciu našich politík. Inak nám hrozí nielen strata kredibility, ale tiež strata základných hodnôt, na ktorých je Európska únia postavená. Som rád, že táto správa spomína prostriedky a nástroje vonkajšej politiky Európskej únie. Musíme ich využívať čo najefektívnejšie. Hlavne pokiaľ ide o naše blízke susedstvo. Je jasné, že zhoršujúca sa situácia v oblasti ľudských práv v našej bezprostrednej blízkosti má veľmi konkrétne negatívne dopady na EÚ. Migračná kríza je jedným z prejavov tejto situácie. Týmto otázkam musíme venovať viac pozornosti a plne ich zahrnúť do vzťahov s našimi partnermi.

V poslednom čase je vidno tendenciu deformovania a podceňovania ľudských práv v mnohých režimoch, a to tiež aj v Európe. V týchto prípadoch by sme mali vyjadriť jasné znepokojenie. Pokiaľ sa totiž začnú podceňovať inštitúcie a medzinárodné dohody, podceňuje sa tiež podstata základných hodnôt, ktorými sa v Európe riadime. Našou prioritou musí byť podpora a posilňovanie demokracie celkovo vo svete a v Európe. Je dôležité, aby sme naďalej podporovali slobodu prejavu a posilňovali občiansku spoločnosť a taktiež dávali priamu podporu ochrancom ľudských práv. V tomto Európsky parlament má kľúčovú úlohu.

Richard Howitt (S&D). – Mr President, I was in Geneva recently, on behalf of Parliament, at the UN Forum on Business and Human Rights and I welcome paragraph 58 which reaffirms our own Parliament's commitment to that issue. The Commission, in its action plan on Corporate Social Responsibility (CSR) in 2011, invited all Member States to bring forward national action plans. It is regrettable that we approach the end of 2015 and only seven have done so.

It is slightly ironic that we led the argument on this in the world and that countries like Argentina, Chile, Colombia, Mexico and, last year, the United States agreed to follow our example and yet some of our own Member States are failing to do so. I invite Mr Lambrinidis and the Commission to do everything possible to get Member States to honour this commitment, perhaps by getting those who have made action plans to help those that have not in a peer review process.

Secondly, in Geneva I was dismayed that we are still continuing, as Europe, not to attend the working group on a binding legal instrument. I know there is strong opposition on this issue, but on other issues, like the working group on private security companies, we may not agree but we attend. This is not right for European diplomacy and once again I ask for us to review that policy.

Bas Belder (ECR). – Mijnheer Lambrinidis, als rapporteur voor de betrekkingen EU-China had ik goed overleg met u in de voorbereiding van het schrijven van dit verslag en daarmee heb ik eigenlijk ook een tweetal zaken die ik u wil voorleggen. De ene zaak gaat over China, de andere betreft een andere kwestie.

In paragraaf 36 van dit verslag wordt gesproken, als ik het samenvat, over vruchteloze mensenrechtendialogen met de Volksrepubliek China en wordt er eigenlijk bij u en uw staf aangedrongen op een herziening van de mensenrechtenstrategie. Ik begrijp dat u mij in deze *setting* niet rechtstreeks kunt antwoorden, maar als u zo vriendelijk zou willen zijn om een schriftelijk antwoord op deze twee vragen te formuleren, dan zou ik u erg erkentelijk zijn. Want ja, we moeten wel verder gaan. Hoe zit het eigenlijk precies met de status van de mensenrechtendialoog met China?

Voor de tweede zaak doe ik een appel op u: recent is in Nederland een werkelijk onthutsend interview verschenen over een Palestijnse arts in Gaza, een christen. Palestijnse christenen verkeren in een pariapositie in Gaza. Ik zou graag willen dat u daar onderzoek naar doet en ons informeert over wat wij eraan kunnen doen.

Charles Goerens (ALDE). – Monsieur le Président, je remercie notre collègue Preda pour son excellent rapport, mais c'est l'actualité qui m'inspire les réflexions suivantes: l'Union européenne ambitionne de faire respecter les droits de l'homme partout dans le monde. Permettez-moi de rappeler que le monde commence chez nous, à nos portes et dans nos pays.

En ce qui concerne la Méditerranée, l'indifférence et le côté radin de certains États membres ne sont pas étrangers aux drames qui s'y sont produits. Il y a pourtant des textes auxquels tous les États membres de l'Union européenne ont souscrit et qui font que nous sommes tenus de porter secours aux personnes en danger. Parmi ces textes, citons les conventions de Genève, qui nous obligent à accorder le droit d'asile à ceux qui n'ont d'autre solution que de fuir la terreur et la barbarie. Dès lors, ce ne sont pas les textes qui manquent, c'est sur la méthode qu'il faut se pencher.

Les États membres qui refusent d'accueillir des réfugiés sur leur territoire ou ceux qui ne peuvent pas parler d'autre chose que de limite supérieure en matière d'accueil manquent à leurs obligations, déshonorent la politique, sans parler du coup fatal qu'ils risquent de porter à l'Europe.

Droits et solidarité vont de pair en matière d'immigration et d'accueil des réfugiés. La codification des droits en la matière restera lettre morte tant qu'il n'y aura pas de volonté partagée par tous de se ranger du côté des faibles. Tout nous invite donc à faire notre examen de conscience avant de faire la leçon au reste du monde. La cohérence de l'action extérieure de l'Union européenne nous interdit de tolérer chez nous ce que nous ne manquons pas de stigmatiser chez les autres.

Marina Albiol Guzmán (GUE/NGL). – Señor Presidente, creo que es una hipocresía venir aquí a hablar de derechos humanos, presentando a la Unión Europea como defensora de los mismos, cuando la Unión Europea mantiene relaciones comerciales preferentes con Israel, uno de los mayores violadores de derechos humanos del mundo, con la ocupación, con el *apartheid* a los palestinos y palestinas, con las bombas en Gaza. Un gobierno criminal que asesina al pueblo palestino y que mantiene un bloqueo ilegal e inhumano en la Franja de Gaza.

Y, en Gaza, se encuentra la candidata al Senado español por Izquierda Unida-Unidad Popular Jaldía Abubakra: está retenida por el Gobierno de Israel. Una ciudadana europea a la que no dejan salir, como a miles de palestinos y palestinas que están en la cárcel más grande del mundo: la Franja de Gaza.

Jaldía, candidata al Senado español, no ha podido estar haciendo campaña ni podrá votar el domingo.

Exigimos a las autoridades de la Unión Europea que dejen de ser cómplices de la vulneración de derechos humanos de Israel, y queremos libertad para Jaldía y para todo el pueblo palestino.

Peter Lundgren (EFDD). – Herr talman! Cirka 200 000 migranter beräknas komma till Sverige i år. Godhetsivern och en handlingsförlamad naiv regering förmår inte hantera situationen längre. Tältläger är det senaste påfundet. Tältläger! I vårt nordiska klimat, där minusgrader och snö är en vanlig ingrediens, där erbjuder vi tältläger.

En massinvandring av bibliska proportioner med ingen som helst kontroll över vilka vi släpper in och där den stora majoriteten dessutom är ekonomiska migranter som betalad mycket stora summor för att kunna ta sig in till Europa. De som är i störst nöd och behöver hjälp, ja dem lämnar vi därhån till förmån för dem som har haft råd att betala för att komma hit.

Är det demokrati att lämna de svagaste i sticket? De som verkligen behöver vår hjälp i närområdena till konflikthär-darna.

Dessutom borde väl mänskliga rättigheter även innefatta att kunna känna sig trygg och säker i sitt eget hemland. Utan kontroll och gränsskydd går det tyvärr inte att garantera detta längre, vilket vi sett prov på med anledning av terror-istdåden den senaste tiden.

Ramona Nicole Mănescu (PPE). – Domnule președinte, domnule comisar, vreau să încep prin a-l felicita pe raportor și prin a reaminti că doamna Mogherini a afirmat că drepturile omului și democrația vor reprezenta priorități majore pentru mandatul domniei sale și un reper în relațiile dintre Uniunea Europeană și țările terțe și societatea civilă. Așadar, a creat așteptări și speranțe în acest sens.

Salut adoptarea de către Consiliu a Raportului anual pentru 2014 privind drepturile omului și democrația în lume și a noului plan de acțiune pentru 2015-2019. Consider însă că raportul Consiliului ar trebui să conțină nu numai rezulta-tele obținute, ci și provocările cu care Uniunea Europeană se confruntă în eforturile sale de promovare a democrației în țările terțe, identificându-se astfel acțiuni concrete care ar putea fi aplicate în următorii ani.

Evenimentele din ultimii ani au demonstrat necesitatea unei noi abordări, a redefinirii priorităților și a introducerii unor noi metode de lucru, deoarece politica măsurii unice nu a adus întotdeauna rezultatele așteptate și nu întotdeauna metodele utilizate au fost cele potrivite. Exemple ale eșecului unei astfel de abordări le avem în statele din nordul Africii, unde efectul a fost devastator, dar și în vecinătatea estică a Uniunii Europene.

Trebuie să înțelegem că putem fi mai eficienți, inclusiv din perspectiva măsurilor de sprijinire a drepturilor omului, dacă abordăm această relație cu statele terțe pe baza intereselor comune, dar ținând cont, în același timp, de ceea ce ne diferențiază. Avem nevoie, așadar, de o abordare integrată, care să cuprindă politici de dezvoltare, migrație, comerț, sprijinirea statelor terțe în dezvoltarea capacității administrative a statului de drept, a proceselor electorale transparente și corecte și, nu în ultimul rând, asigurarea accesului la educație, deoarece educația este ușa pe care pot intra valori precum respectul pentru drepturile omului, toleranța și libertatea. Educația și valorile universale sunt pilonii pe care s-a construit civilizația modernă, iar, acolo unde acestea lipsesc, extremismul, intoleranța și terorismul le iau locul.

Liliana Rodrigues (S&D). – Senhor Presidente, sobre o ano de 2014, as mortes por terrorismo aumentaram em 80 %: a pena de Raif Badawi foi agravada da pior forma possível; mulheres recrutadas da polícia indonésia foram sujeitas a testes de virgindade; na Índia, 10 mulheres morreram após esterilização em massa; a Arábia Saudita, no primeiro semestre de 2014, executou 37 pessoas; o ISIS fez o mesmo a 700 sírios, em quinze dias; a Comissão das Nações Unidas condenou Israel e o Hamas por possíveis crimes de guerra; em São Paulo, no Brasil, 66 agentes públicos foram acusados de 26 casos de tortura; no espaço de um ano, 41 mil pessoas foram detidas, acusadas e sentenciadas no Egito, entre elas está Ibrahim Halawa; a Guiné Equatorial, Moçambique e Angola foram acusados de violação dos direitos humanos.

Centenas de casos podiam ser enumerados, a minha questão é: o que está a União Europeia a fazer em relação aos direitos humanos no que diz respeito à sua política comercial?

Marek Jurek (ECR). – Doroczne sprawozdanie o prawach człowieka kontynuuje niestety dotychczasową praktykę eksportu rewolucji. Chcemy światu narzucać prawa, których Robert Schuman, Konrad Adenauer i Alcide de Gasperi nie byłoby w stanie nawet sobie wyobrazić. Suwerenność państw nie stoi ponad naturalną sprawiedliwością, ale jest jej częścią. Jest prawem narodów. Finansowanie aborcjonizmu przez Unię Europejską kompromituje naszą politykę. A w sytuacji gdy zdecydowana większość naszych państw to państwa aborcyjne, sprawozdanie na temat praw człowieka powinniśmy chyba napisać najpierw na swój własny temat.

Ivo Vajgl (ALDE). – Kolega Preda je pripravil tehtno in zanimivo poročilo. Leto za letom se v poročilih o človekovih pravicah in naši evropski politični praksi, v primerih, ko so človekove pravice evidentno kršene, vpleta pristranskost, ko gre za določene države.

Največkrat so to vedno iste države – kot Izrael, Maroko, Armenija, Turčija, Saudova Arabija, Katar, Iran. Dogajanja na evropskih mejah, v državah, od koder prihajajo begunci, bi nas morala resno opozoriti, kam vodijo takšna selektivna merila pri državah kršilcih človekovih pravic.

Navedel bom najnovejši konkreten primer. Nesprejemljiv in popolnoma nerazumljivo hiter je bil odziv Evropske komisije in Sveta na razsodbo Evropskega sodišča, ki je pred tednom dni razveljavilo kmetijski in ribiški sporazum Evropske unije z Marokom. Ta sporazum vključuje okupirano ozemlje Zahodne Sahare. Maroko tam krši mednarodno pravo in človekove pravice ljudstva Sahravi. To je v obrazložitvi sodbe zapisalo Sodišče.

Namesto da bi odločbo Sodišča implementirali in spoštovali, sta Komisija in Svet napovedala pritožbo. Čemu le? S tem sta samo izpričala nespoštljiv in – rekel bi – sramoten odnos do Evropskega sodišča in njegove vloge v obrambi človekovih pravic.

László Tókécs (PPE). – Amint az az Európai Unió 2015-2019-re szóló, az emberi jogokra és a demokráciára vonatkozó cselekvési tervéből is kitűnik, az emberi jogok kérdése a világ ún. harmadik országaival való együttműködésünknek egyik legfontosabb alappillére. Individuális szinten ma már senki sem vitatja, hogy világszerte érvényt kell szerezni az alapvető emberi jogoknak, és védelmeznünk kell a jogfosztottakat, az üldözötteket, a jogvédő mozgalmi harcosokat.

Az ügynek viszont létezik egy kollektív dimenziója. Az emberek milliói és milliói etnikai vagy/és vallási hovatartozásuk miatt szenvednek üldözötést a világon, kisebbségi kollektív jogaikban éri őket sérelem. Az őshonos nemzeti kisebbségek jogai még az Unió egyes országaiban sincsenek rendezve. Még kevésbé a Keleti Partnerséghez tartozó volt kommunista államokban, vagy a továbbra is kommunista fennhatóság alatt élő társadalmakban, valamint az iszlám országok legtöbbszében. Kirívó példaként említhetjük meg a Kínában élő tibetiek és ujjurok sanyarú sorsát, továbbá a világviszonylatban tömeges méretekben üldözött keresztények tarthatatlan helyzetét.

Cristian Preda kiváló jelentése – egyebek mellett – az EU bővítési politikájában jelöli meg azt a fontos eszközt, amelynek révén hatékonyan érvényesíteni lehet az emberi jogokat az érdekelt országokban. Nyugat-Balkán Európába igyekvő országainak, valamint a volt szovjet birodalom utódállamainak elemi érdekük megszabadulni a kommunizmus örökségétől és az uniós követelményeknek megfelelően valamennyi polgárunk számára biztosítani emberi és közösségi jogukat.

Arne Lietz (S&D). – Herr Präsident! Die Bereiche Menschenrechte und Demokratie sollten kohärent in allen Politikbereichen wie Außen-, Sicherheits-, Handels- und Entwicklungspolitik stärker integriert sein.

Das ist besonders wichtig für die Umsetzung der 2030-Ziele, die in New York in diesem Herbst festgelegt wurden. Ich begrüße auch den gemeinsam Aktionsplan der Hohen Vertreterin/Beauftragten Federica Mogherini zum Thema Menschenrechte und Demokratie.

Hervorheben möchte ich, dass das Zusatzprotokoll für soziale und kulturelle Menschenrechte von den meisten der europäischen Staaten bis jetzt nicht unterzeichnet wurde. Mit der Umsetzung der Agenda 2030 steht das noch aus. Wichtig sind zudem verbindliche Standards in Unternehmen: soziale Standards und die Einhaltung der IAO-Kernarbeitsnormen. Damit muss das Prinzip der guten Arbeit weltweit auch in Bezug auf die Agenda 2030 weltweit umgesetzt werden.

Auch die Rechte von Frauen und Mädchen – vor allem das Recht auf Bildung – sind bisher noch erheblich eingeschränkt. Das muss verändert werden. Der Aktionsplan zur Gleichstellung der Geschlechter muss dringend aufgewertet werden.

Monica Macovei (ECR). – Mă bucură eliberarea din închisoare a activistei pentru drepturile omului Leyla Yunus pe data de 9 decembrie, după ce a fost închisă pentru promovarea drepturilor omului și criticarea guvernului. Vorbim de Azerbaidjan. Încurajez guvernul azer să meargă pe acest drum și să îi elibereze și pe ceilalți jurnaliști și activiști pentru drepturile omului care sunt încă în închisoare, inclusiv pe Khadija Ismailova.

Khadija Ismailova este o jurnalistă de investigație și apărătoare a drepturilor omului care a fost arestată în 2014 și apoi condamnată, anul acesta, la șapte ani de închisoare. Am invitat-o pe Khadija Ismailova la o audiere publică privind jurnalismul de investigație în Parlamentul European în anul 2013, dar i s-a interzis să părăsească Azerbaidjanul de către guvern, deci nu a putut participa.

Fără presă liberă, nu există democrație și politicienii trebuie să înțeleagă că pot fi criticați. Libertatea presei și libertatea jurnaliștilor nu sunt negociabile.

Urmas Paet (ALDE). – Mr President, our debate today is very timely and necessary, considering that we are continually witnessing human rights violations, impunity and increased attacks against independent civil society, especially human rights defenders. The situation of human rights defenders worldwide is of great concern and I believe that stronger EU action is urgently required.

Although the EU strategic framework on human rights and democracy is big on words, the EU has to step up its efforts if it wants to live up fully to its pledge of being an advocate of liberty, democracy and human rights all over the world. The deliberate targeting of human rights defenders is not acceptable. There are just too many cases to be naming just one or two. There should not be any targeting of people who stand up for the rights of others; not a single case.

The EU must be at the forefront of the protection and support of human rights defenders who are silenced, attacked, harassed, put behind bars and murdered. Human rights must have an important place in the upcoming EU global strategy.

Mariya Gabriel (PPE). – Monsieur le Président, tout d'abord félicitations à Cristian Preda pour son travail pertinent. Ensuite, j'aimerais insister sur six éléments essentiels à mes yeux.

En premier lieu, j'insisterai sur la cohérence, d'une part, entre nos différentes politiques externes et, d'autre part, entre nos politiques internes et externes. Nous devons éviter d'avoir deux poids, deux mesures et cette cohérence ne peut qu'être renforcée par une pleine adhésion des États membres au plan d'action et au cadre stratégique de l'Union.

Mon deuxième point concerne l'unité et la visibilité de l'action de l'Union, facilitée par le travail du représentant spécial de l'Union pour les droits de l'homme. Ce mandat doit devenir permanent pour aller au bout de la démarche.

Troisième élément: le rôle des missions d'observation électorale. Encore une fois, le suivi de ces missions est primordial. Et je pense que c'est le cas même lorsque les conclusions de la mission sont positives, parce que cela constitue aussi un appui politique à ceux qui sont résolus, dans leur pays, à faire avancer la démocratie. Les délégations de l'Union peuvent prendre une part encore plus active à ce suivi.

Quatrième élément: le rôle de la coopération parlementaire par le biais des délégations et des assemblées mixtes, qui apportent un soutien appréciable aux pays en transition démocratique.

Le cinquième élément porte sur les droits de l'homme, la démocratie et le développement. J'aimerais mettre en avant la nécessité de définir un nombre restreint de priorités par pays, ce qui pourrait être une démarche stratégique et pragmatique pour mieux atteindre et quantifier nos résultats.

Enfin, le traitement et la situation des migrants et des réfugiés, y compris en Europe, sont à juste titre, intégrés dans le rapport. N'oublions pas qu'en plus des terroristes et des groupes armés, les trafiquants de migrants et les réseaux criminels de traite des êtres humains bafouent volontairement les droits de l'homme. Le trafic illicite de migrants constitue un crime et une violation des droits de l'homme. Nous devons déployer davantage d'efforts pour démanteler ces réseaux, et ce dans un bon esprit de coopération.

Ana Gomes (S&D). – Senhor Presidente, agravam-se por todo o mundo as condições de trabalho de ativistas de direitos humanos, acusados e perseguidos por terrorismo, ou restringidos através de legislação sobre registo e financiamento de ONG. A União Europeia e os Estados-Membros continuam com políticas contraditórias, inconsequentes, contraproducentes e a não se fazer ouvir em uníssono. O Representante Especial para os Direitos Humanos tem de poder falar publicamente em nome da União. Delegações da União Europeia e embaixadas devem resistir a interferências políticas e intimidações das autoridades locais nos programas de direitos humanos. Assim não aconteceu com a Sra. Concetta Tirzi, expulsa pelas autoridades angolanas com a inadmissível cumplicidade europeia, por ter promovido encontros com ativistas como Luati Beirão e outros presos, sujeitos a julgamentos farsas. Para não falar das delegações da União Europeia que vergonhosamente se autocensuram, como acontece na Etiópia, onde o regime está a reprimir e a matar estudantes oromos e a delegação continua muda e a enterrar a cabeça na areia.

Mirosław Piotrowski (ECR). – Panie Przewodniczący! W imieniu naszego Parlamentu sporządzone zostało roczne sprawozdanie dotyczące praw człowieka i demokracji na świecie za rok 2014 oraz polityki UE w tym zakresie. To dość obszerny dokument liczący blisko 40 stron, dostrzegam w nim jednak poważne zachwianie proporcji tematycznej. Wielokrotnie i na różne sposoby omawiana jest kwestia wszelakich form dyskryminacji z powodu orientacji seksualnej. Apelując o niedyskryminację, na pierwszym miejscu wymienia się osoby LGBTI. O sprawach tych mowa jest między innymi w ust. 4, 37, 48, 91, 98, 108, 111, a ust. 92 i 93 opatrzone zostały śródtytułem „Prawa osób LGBTI”. Autorowi dokumentu z pola widzenia umyka dyskryminowanie i prześladowanie chrześcijan na świecie, którzy według danych organizacji Open Doors są najbardziej prześladowaną grupą religijną na świecie. W dokumencie tym, niejako półgębkiem, tylko raz jest o tym wzmianka w ust. 82. Biorąc pod uwagę cały dokument, to więcej niż asymetria. Z tego powodu, jak sądzę, nie tylko posłowie konserwatywni, ale (...).

(Przewodniczący odebrał posłowi głos)

Andrej Plenković (PPE). – Gospodine predsjedniče, današnje izvješće o godišnjem izvješću o ljudskim pravima i demokraciji u svijetu za 2014. godinu i politici Europske unije u tom području pripremio je naš kolega Preda i ja mu čestitam na ovom izvješću i pregovorima sa svim skupinama.

Smatram da je praksa usvajanja godišnjih izvješća o stanju ljudskih prava vrlo koristan mehanizam za *screening* stanja ljudskih prava u svijetu i vjerujem da ljudska prava moraju biti integrirani dio svih instrumenata naše vanjske politike i promicanja našeg utjecaja prema trećim državama, a osobito u kontekstu izgradnje institucija država u onim zemljama koje su subjekti naše razvojne politike.

Također cijenim napore posebnog izjavitelja za ljudska prava i predstavnika gospodina Lambrinidisa. Vidjeli smo da je on bio aktivan i prigodom odabira nagrada za ovogodišnju nagradu Saharov. Naša rezolucija također jasno podcrtava privrženost Europske unije planu djelovanja u području ljudskih prava i demokracije od 2015. do 2019., u okviru kojega moramo biti odgovorni predvodnički akter na globalnoj sceni kada je riječ o zaštiti ljudskih prava i provođenju naše vanjske politike. Ujedno očekujem da će se u kontekstu dugoročnog procesa pristupanja Europske unije Europskoj konvenciji za zaštitu ljudskih prava taj proces dovršiti i ojačati njihovu zaštitu i na unutarnjem planu.

Kada je riječ o nekim posebnim zemljama ovdje bih izdvojio stanje u Ukrajini, osobito na okupiranim područjima Krima i Donbasa, gdje smo i kao delegacija za Ukrajinu i Pododbor za ljudska prava i Odbor za vanjske poslove više puta upozoravali na zabrinjavajuća kršenja ljudskih prava na tim privremeno okupiranim područjima.

Također vodimo računa o tome da je 60 milijuna ljudi u pokretu. Izbjegličko-migrantska kriza jedan je od najvećih problema u tom kontekstu. Vidjeli smo koliko je bilo kršenja ljudskih prava. Na kraju mi je drago da je u aneksu ovog izvješća spomenuta i naša rezolucija od prošle godine u vezi slučaja Šešelj. Dobro je da jedna zemlja koja je otvorila pregovore razmisli o tome koliko su važni zaštita ljudskih prava i suzbijanje govora mržnje.

Andi Cristea (S&D). – Domnule președinte, aș dori să adresez felicitări domnului raportor, Cristian Preda, pentru munca sa, pentru raportul echilibrat și plin de substanță.

Având în vedere că respectarea drepturilor omului continuă să fie subminată și amenințată în întreaga lume, noi, Uniunea Europeană, avem datoria să ne implicăm activ la nivel internațional, inclusiv pentru obținerea alocațiilor financiare, a resurselor necesare și adecvate pentru promovarea drepturilor omului.

Voi puncta câteva încalcări majore ale drepturilor omului care necesită în continuare eforturi susținute la nivel internațional, pentru a fi găsite căile și metodele eficiente pentru soluționarea lor. Toate statele trebuie să fie responsabile, să pună capăt impunității și să îi aducă în fața justiției pe cei responsabili de genocid, de crime împotriva umanității și de crime de război, inclusiv de infracțiuni care implică violență - cum ar fi violul, sclavia sexuală, prostituția forțată, sterilizarea aplicată - și este necesară recunoașterea și condamnarea acestor infracțiuni drept crime împotriva umanității și crime de război.

Pavel Svoboda (PPE). – Pane předsedající, především poděkování Cristianu Danovi Predovi za vynikající práci odvedenou na této zprávě. Bohužel žijeme v době, kdy v celosvětovém měřítku dochází ke zhoršování situace v oblasti lidských práv a na to musí Evropská unie a jednotlivé členské státy reagovat, protože ochrana lidských práv stojí v samém základu evropské identity. Tuto naši identitu si musíme zachovat a neustupovat z našich principů tváří v tvář různým autoritářským režimům nebo teroristickým organizacím. Naše hodnoty, z nichž základní je úcta k lidským právům, jsou nyní zpochybňovány, a je tudíž třeba na jejich prosazování vynalézt nové strategie a vyhradit dostatečné množství peněz.

Lidská práva je ve světě třeba prosazovat prostřednictvím zacílených strategií, tyto strategie řádně vyhodnocovat a poté vyvodit důsledky a případně strategie upravovat. Je třeba dávat neustále jasně najevo, že lidská práva, jako je svoboda projevu, svoboda shromažďování, svoboda vyznání, jsou podmínkou pro poskytování rozvojové pomoci. Tento tvrdší přístup v rámci vyjednávání s orgány třetích zemí nemusí být na překážku konkrétní pomoci zástupcům občanské společnosti v těchto zemích.

Přeji si, aby Evropská komise především zdůrazňovala dodržování práva křesťanů na vyznání, protože to je nejpronásledovanější skupina lidí na světě. Ročně tisíce mrtvých a miliony různě poškozovaných křesťanů si zaslouhují, aby jim Evropa věnovala zvláštní pozornost. Asia Bibiová, pákistánská křesťanka, o které už jsme tady několikrát mluvili, stále sedí ve vězení a čeká na odložený trest smrti kvůli rouhání.

(Řečník souhlasil s tím, že odpoví na otázku položenou zvednutím modré karty (čl. 162 odst. 8 jednacího řádu).)

Gianluca Buonanno (ENF), Domanda «cartellino blu». – Volevo chiedere al mio collega, io sono d'accordo su tutto quello che lui ha detto, però la domanda è questa: ma se quello che Lei dice, stamattina è stato premiato purtroppo è venuta solo la moglie perché sappiamo che lui è in carcere, chi è in carcere perché non può esprimere le proprie idee ed è in carcere nell'Arabia Saudita dove l'Unione europea fa affari continuamente. Allora è inutile che noi diciamo una cosa e poi ne facciamo un'altra. Lei che cosa ne pensa su questo aspetto?

Pavel Svoboda (PPE), odpověď na otázku položenou zvednutím modré karty. – To, že politici mají spolu mluvit, neznamená, že v tomto dialogu máme slevovat z důrazu kladeného na ochranu lidských práv, a to i vůči Saudské Arábii.

Der Präsident. – Ich möchte die Besucher daran erinnern, dass Beifallskundgebungen im Plenum nicht zulässig sind. Das dürfen nur Mitglieder.

Francisco Assis (S&D). – Senhor Presidente, Senhor Comissário, caros Colegas, a União Europeia, apesar de todas as suas limitações, que aqui foram amplamente reconhecidas, continua a ter um papel insubstituível e preponderante no acompanhamento, na denúncia e na intervenção no campo dos direitos humanos. Quero, por isso, salientar a importância da discussão anual deste relatório e, no caso concreto, daquele que está agora aqui em discussão, salientar a forma completa e construtiva como foi elaborado, abrangendo todas as áreas relativas aos direitos humanos. Estes, como sabemos, têm conhecido, nos últimos anos, retrocessos muito preocupantes em várias partes do mundo, desde logo em resultado das guerras, do terrorismo e da perseguição de minorias a que está diretamente ligado o atual êxodo de migrantes, com consequências trágicas em solo europeu.

Há, porém, uma questão que queria colocar e que me parece que deveria ter um tratamento mais aprofundado neste relatório e que tem que ver com a articulação entre a nossa política comercial e a nossa política de promoção dos direitos humanos. Como hoje sabemos, os tratados comerciais que estabelecemos com outras regiões do globo são absolutamente fundamentais pela integração de cláusulas de valorização dos direitos humanos para a promoção dos mesmos em todo o mundo.

Dubravka Šuica (PPE). – Gospodine predsjedniče, poštovani gospodine Stylianides, prije nekoliko smo dana obilježili Međunarodni dan ljudskih prava, dan kada je potpisana Opća deklaracija o ljudskim pravima. Tada se prvi put u povijesti priznalo pravo na život, na slobodu, na sigurnost i ovaj datum smatramo prekretnicom u suvremenoj povijesti, jer se svijet udružio kako bi zauvijek stao na kraj genocidu nastalom za vrijeme Drugog svjetskog rata.

Nažalost, mnoge zemlje su brzo zaboravile što su potpisale o čemu govore i ratovi u drugoj polovici 20. stoljeća. Ali nisu samo ratna stradanja dovela u pitanje srž ove Deklaracije. I gospodarski kolaps i financijska kriza koji su pogodili svijet prije nekoliko godina ponovo su pokrenuli pitanje ljudskih prava. To su sve nezaobilazne teme s kojima se svakodnevno susrećemo. Zato želim zahvaliti gospodinu Predi koji kontinuirano radi na ovom izvješću i koji je napravio jedno solidno izvješće za 2014. godinu.

Svjedoci smo da veliki broj izbjeglica bježi iz svojih domova zbog nasilja i loše ekonomske i političke situacije, a sve kako bi pronašli utočište. Upravo ove situacije mogu biti laki plijen za kršenje ljudskih prava. Izražavam zabrinutost i solidarnost s velikim brojem izbjeglica i imigranata koji trpe teške povrede ljudskih prava kao žrtve sukoba, u mrežama ilegalnih imigranata, u trgovini ljudima itd.

Smatram da hitno moramo osigurati mir, sigurnost, održiv rast svih zemalja, slobodnu i poštnu trgovinu, smanjivanje stope siromaštva i zaštitu ljudskih prava, a osobito ističem prava djece po načelu Povelje Ujedinjenih naroda, ali i zaštitu prava žena koja ne bismo trebali zaboraviti u ovoj situaciji. A što se tiče slobode izražavanja, znamo da je ona temelj demokracije i hvala gospodinu Predi još jedanput što je sve ove teme uzeo u obzir u svom izvješću. Nadam se da ćemo nastaviti na tom tragu.

Kashetu Kyenge (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, poche ore fa il Parlamento ha conferito il suo più alto riconoscimento per la libertà di pensiero e di espressione, testimoniando ancora una volta il suo impegno per la promozione dei diritti umani e a dei valori democratici nel mondo.

La sedia di Raif Badawi era vuota, evento purtroppo non insolito nella storia del premio Sacharov. Ecco, forse questo fatto più di ogni altra considerazione politica è la testimonianza di come al giorno d'oggi molti diritti umani e libertà fondamentali siano sempre di più minacciati in molte parti del mondo. Basti considerare il fatto che oltre la metà della popolazione mondiale vive ancora in regimi non democratici e repressivi e particolarmente drammatica è la situazione dei minori, vittime privilegiate di violenza, tratta, sfruttamento, mutilazione, matrimoni precoci, così come delle ragazze e delle donne che in troppi paesi del mondo non godono ancora degli stessi diritti economici, sociali, culturali, civili e politici degli uomini e che sono ancora scarsamente rappresentate negli organi decisionali locali e nazionali.

Abbiamo gli strumenti a disposizione per promuovere i valori democratici nel mondo e il nostro impegno a favore del sostegno ai processi elettorali ne è la testimonianza, cerchiamo solo di essere più ambiziosi nell'elaborazione delle nostre politiche e non esitiamo di fronte a misure individuali come le sanzioni economiche intese a perseguire i responsabili

(Il Presidente ritira la parola all'oratrice)

Barbara Matera (PPE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, voglio congratularmi anch'io con l'onorevole Preda per l'eccellente lavoro svolto.

L'Unione europea si fonda sul rispetto di principi come libertà, democrazia, diritti umani, Stato di diritto, inglobando sia politiche interne sia esterne delle nostre istituzioni, diritti conquistati attraverso una storia tortuosa e drammatica, con decisione e con sacrificio. Credo fermamente nel ruolo dell'Unione europea e del suo Servizio esterno, quale garante dei diritti umani anche in altre parti del mondo. Abbiamo bisogno di un ruolo più incisivo delle nostre istituzioni e proporre umilmente delle alternative senza mostrarci arroganti e superbi.

Non possiamo essere indifferenti al grido di quelle popolazioni soggiogate dai terroristi di Daesh come gli yazidi e gli assiri, delle bambine in ostaggio di Boko Haram e delle popolazioni kenyote minacciate costantemente da al Shabaab. Ci sono 230 milioni di bambini nel mondo che vivono in regioni dove i conflitti armati mettono a repentaglio la loro vita e i loro diritti più elementari come l'accesso all'acqua e ci sono donne e bambine che ancora sono vittime di brutali usanze come le mutilazioni genitali. L'UE può e deve fare di più.

Quindi mi unisco al coro di coloro che si congratulano con l'adozione di un piano d'azione dell'Unione europea per sostenere la democrazia e i diritti umani su scala mondiale, destinando adeguate risorse. Concludo con le parole di Papa Giovanni XXIII, il quale ci diceva non molti anni fa che «nella convivenza umana ogni diritto naturale di una persona comporta un rispettivo dovere di tutte le altre persone», ecco, il dovere di riconoscere e rispettare quel diritto.

Elly Schlein (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, si conclude un anno difficile, in cui la crisi economica e le guerre hanno aggravato le violazioni dei diritti umani in tutto il mondo.

L'Unione europea deve fare di più per promuovere l'universalità dei diritti umani, un elemento fondamentale in tutte le relazioni con i paesi terzi. Non dimentichiamo che la difesa e la promozione dei diritti umani non sono solo un mezzo per garantire sicurezza e stabilità a livello mondiale, ma sono anche alla base della nuova agenda universale dello sviluppo sostenibile, approvata a settembre, e se vogliamo essere attori credibili sullo scenario internazionale, non possiamo esimerci dall'affrontare le sfide interne in materia di diritti umani, come la situazione dei rom e dei sinti, le discriminazioni ai danni delle persone LGBTI, la violenza contro le donne e i loro diritti, ma soprattutto il trattamento dei rifugiati e dei migranti che troppo spesso nella nostra Unione europea vedono i loro diritti calpestati ogni giorno, come ho avuto modo di riscontrare in una recente visita in un centro di identificazione in Italia.

Infine, al paragrafo 114, mi preoccupa vedere una condanna senza appello della gestazione per altri. Serve equilibrio tra la lotta allo sfruttamento e la libertà delle donne di decidere sul proprio corpo e non si può liquidare un dibattito così complesso in un paragrafo.

Jiří Pospíšil (PPE). – Pane předsedající, já chci na úvod také poděkovat panu kolegovi Danu Predovi za mimořádně kvalitní práci. Já osobně považuji agendu lidských práv za jednu z klíčových agend Evropské unie. Tato agenda je pro mě stejně důležitá jako rozvoj vnitřního trhu nebo jako jsou jiné, řekněme, ekonomické výhody spolupráce mezi státy Evropské unie. Kdo jiný než Evropská unie by v rámci světového míru měla hlídat lidská práva a upozorňovat země, kde se lidská práva nedodržují, na to, že jsou lidská práva porušována.

Považuji za zvláště důležité vést mezinárodní debatu se třetími zeměmi, pokud jde o základní lidská práva, to znamená právo na život, zdraví, důstojnost, ale také o základní politická práva, jako je právo svobodného projevu. Ostatně to tady již dnes bylo několikrát zmiňováno.

Jak už jsem řekl, jsem hrozně rád, že tady ten materiál dnes leží na stole, považuji jej za vyvážený. Říkám to i z toho důvodu, že jsem poslancem za Českou republiku, kde právě první svobodně zvolený prezident Václav Havel považoval agendu lidských práv za důležitý instrument mezinárodní politiky a mezinárodní diplomacie.

Jako právník a bývalý ministr spravedlnosti považuji jedno téma za zvláště důležité, a to je otázka boje proti trestu smrti. Jsem velmi rád, že toto téma je zde samostatně zmiňováno, že boj proti trestu smrti má samostatnou kapitolu. Je velmi smutné, že bohužel trest smrti v posledních letech ve světě narůstá a že tři největší země, kde je trest smrti nejčastěji užíván, jako je Čína, Írán a Saúdská Arábie, naopak tento trest užívají více a více, nikoliv méně. Stojí zde na místě kritizovat Saudskou Arábii, která sice spolupracuje s Evropskou unií, ale na poli humanity trestního práva nic neudělala a trest smrti je zde vykonáván středověkým, zvláště odpudivým způsobem. Už dneska byl zmiňován případ al-Nimra, který je odsouzen k trestu smrti ukřižováním.

Afzal Khan (S&D). – Mr President, the Human Rights and Democracy Report before us is one of the most comprehensive that has been produced on the subject globally and is the result of hours of work by experts in the European institutions. I am proud that we in Europe take a stand on behalf of those whose rights are denied around the world. Ask Raif Badawi and Leyla Yunus, two individuals who benefitted because we in Europe decided to act.

However, the struggle for human rights continues. It is a story of long campaigns and uneasy victories against conflict and poverty, against prejudice and ignorance and against crime and justice and repression. Today, at the close of 2015, it is a sobering fact that millions suffer in Syria and more refugees knock on our doors. Plenty of work awaits us in 2016. We must ensure that we ourselves first reflect the very values we seek to promote globally.

Gilles Pargneaux (S&D). – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, chers collègues, la première atteinte aux droits humains est de devoir quitter son pays, ses racines à cause de la guerre, à cause des régimes dictatoriaux, mais aussi à cause du changement climatique.

En 2014 — et le rapport Preda l'aborde dans son paragraphe 72—, ce sont 17,5 millions de personnes qui ont été déplacées à la suite de catastrophes provoquées par les aléas climatiques. Ces déplacements concernent surtout les régions du sud qui sont les plus exposées aux incidences du changement climatique; 85 % d'entre eux ont lieu dans les pays en voie de développement.

J'ai deux propositions, Monsieur le Commissaire. Premièrement, obliger les États membres de l'Union à financer l'aide au développement à hauteur de 0,7 % du PIB, comme ils l'ont promis.

Deuxièmement, nous devons montrer l'exemple en insérant dans tous nos accords de développement internationaux des mesures liées à la lutte contre le changement climatique afin de contenir à 1,5 degré la hausse de température de la planète. C'est notre combat du siècle si nous ne voulons pas avoir, demain, 200 millions de réfugiés climatiques dans le monde.

Catch-the-eye procedure

Marijana Petir (PPE). – Gospodine predsjedniče, gospodine povjereniče, drago mi je da je izvjestitelj prepoznao problem progona kršćana jer smo u 2014. godini dosegli tužan rekord. Gotovo sto milijuna kršćana živi u strahu od posljedica s kojima mogu biti suočeni samo zato što prakticiraju svoju vjeru. Podaci za 2015. mogli bi biti još i gori. Stoga trebamo učiniti sve što je u našoj moći kako bi se genocid nad kršćanima zaustavio.

Željela bih skrenuti pažnju i na zaštitu prava nacionalnih manjina, i to u okviru politike proširenja te otvaranja pregovora sa Srbijom budući da je položaj Hrvata u Srbiji zabrinjavajuće težak, a prije nekoliko dana Srbija je ukinula i jedini radio na hrvatskom jeziku.

Gledano s vrijednosnog aspekta, u izvješću pronalazim neke sporne točke za koje smatram da im ovdje nije mjesto. Promicanje rodne ideologije te pobačaja kao sastavnog dijela seksualnih i reproduktivnih prava žena nije u skladu s vrijednostima koje narodi u Europi baštine. Pravo na život je temeljno ljudsko pravo i to pravo trebamo štiti na prvom mjestu.

Νότης Μαρτιάς (ECR). – Κύριε πρόεδρε, η παραβίαση των ανθρωπίνων δικαιωμάτων δεν αποτελεί αποκλειστικό φαινόμενο μόνο των φτωχών χωρών αλλά συναντάται όλο και περισσότερο εντός της Ευρωπαϊκής Ένωσης, ιδιαίτερα δε στις χώρες όπου επιβλήθηκε Μνημόνιο. Η Επιτροπή, που είναι και μέλος της Τρόικας, απαντώντας σε σχετική ερώτηση, παραδέχεται ότι τα ανθρώπινα δικαιώματα δεν προστατεύονται σε καθεστώς μνημονίων, επειδή δεν έχουν, δήθεν, σχέση με το δίκαιο της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Η μερκελική λιτότητα, την οποία υπηρετεί με θρησκευτική ευλάβεια η Ευρωπαϊκή Επιτροπή, οδηγεί σε μαζική και διαρκή παραβίαση των ανθρωπίνων δικαιωμάτων των πολιτών της Ένωσης. Επιπλέον, τα μνημόνια έχουν πλήξει σοβαρά τα συλλογικά δικαιώματα και τα κοινωνικά κεκτημένα των λαών, καθώς και την ίδια τη δημοκρατία. Η τεχνοκρατική, αυταρχική εκτροπή της Δημοκρατίας, μέσω της επιπόνησης ενός καθεστώτος έκτακτης ανάγκης που επιβάλλει άλλοτε η τρομοκρατική απειλή και άλλοτε η οικονομική κρίση, οφείλει να ανησυχήσει σοβαρά τα μέλη του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου. Επομένως, ας κοιτάξει πρώτα η Επιτροπή να διασφαλίσει την προστασία των ανθρωπίνων δικαιωμάτων στους κόλπους της Ευρωπαϊκής Ένωσης πριν κάνει μαθήματα στον υπόλοιπο κόσμο.

Ivan Jakovčić (ALDE). – Gospodine predsjedniče, puno je kršenja ljudskih prava u svijetu. Ovo izvješće to jasno govori. Međutim, hvala Bogu, ima puno boraca za ljudska prava u svijetu i mi im se moramo pridružiti. Moramo ostati vjerni našim temeljima, temeljima na kojima gradimo našu Europsku uniju, temeljima zaštite klasičnih ljudskih prava, onih manjinskih, jezičnih, vjerskih, svega onog što je u temeljima Europske unije, ali mi moramo imati i snagu prepoznati nove dimenzije ljudskih prava.

I to pogotovo kada govorimo u današnjim aktualnim vremenima o pravima migranata, o klimatskim migrantima, o onome što klimatske promjene donose kao potrebu ljudskih prava, o ekstremnom siromaštvu kojeg imamo i u Europskoj uniji. Sve su to za mene nove dimenzije ljudskih prava.

Alessandra Mussolini (PPE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, molto bene la relazione Preda, ma pensate che in Italia 170 donne l'anno vengono ammazzate in ambito familiare, una ogni due giorni, bambini soldato che vengono violati nella loro innocenza, gli stipendi, se ne è parlato, delle donne che a parità di mansioni sono ancora minori rispetto a quelli degli uomini.

E poi io vorrei – dato che c'è il Commissario – fare appello per i nostri due marò, i fucilieri della Marina, da tre anni in India, anche questo si deve risolvere. Noi stiamo parlando delle sanzioni alla Russia, io le toglierei dalla Russia e le metterei all'India.

Bronis Ropė (Verts/ALE). – Žmogaus teisių apsauga dažnai vadinama Europos Sąjungos prioritetu. Vis dėlto kviečiu visus būti sąžiningais sau ir kitiems. Dėl geopolitinių priežasčių mes dažnai aukojame žmogaus teises. Puikus pavyzdys – žmogaus teisių padėtis Baltarusijoje ir Turkijoje. Šiandien santykiai su Baltarusija darosi vis šiltesni, tačiau ar įvyko kokių reikšmingų pokyčių šioje šalyje dėl žmogaus teisių apsaugos? Ne, neįvyko. Tokia pati padėtis ir su Turkija. Ten taip pat nėra užtikrinama žodžio laisvė, persekiojama nepatogi režimui žiniasklaida, bet Turkija tapo svarbia partnere vien dėl pabėgėlių krizės. Man keista, kad nuolatos norima rinktis, kurią sritį aukoti – ekonomiką ir saugumą ar žmogaus teises. Kviečiu Komisiją ir Parlamentą baigti žaisti žaidimus ir derantis dėl bendradarbiavimo su kitomis šalimis ir toliau kovoti prieš žmogaus teisių pažeidimus.

Patricija Šulin (PPE). – V središču zunanjega delovanja Evropske unije mora biti spoštovanje človekovih pravic in temeljnih svoboščin. Človekove pravice so pogosto kršene tistim, ki se zanje borijo, in najšibkejšim v naši družbi – otrokom in ženskam.

Evropska unija ima zato veliko odgovornost ter dolžnost, da venomer opozarja na številne kršitve človekovih pravic v tretjih državah ter spremlja in spodbuja vse deležnike – vlado, civilno družbo in zasebni sektor, da si prizadevajo za spoštovanje človekovih pravic, vključno z bojem proti korupciji, davčnim utajam, izogibanju davkom in davčnim oazam.

V tem procesu imajo veliko vlogo predvsem zagovorniki človekovih pravic v tretjih državah in civilna družba, za katero se javni prostor ne sme krčiti. V državah brez civilne družbe oziroma s slabo delujočo civilno družbo namreč obstaja večja verjetnost, da oblast ne spoštuje človekovih pravic in temeljnih svoboščin.

Heidi Hautala (Verts/ALE). – Mr President, I would like to draw attention to paragraph 114 of this excellent report. However, I think there is a problem. It condemns the practice of surrogacy and actually calls for the prohibition of this practice. I believe that it is too early to say whether it should be prohibited or regulated in another way. I just want to draw your attention to the fact that it is being discussed in several international institutions, including the Hague Conference on Private International Law.

If we go directly towards a prohibition of surrogacy, we may endanger the rights of children that are nevertheless going to be born into the world through this practice. So we have to be very cautious with it. It needs to be regulated, but it should also be dealt with by parliamentary committees before we jump into a final decision on whether to prohibit it or regulate it in another way.

President. – Thank you very much, a very important observation.

(End of catch-the eye procedure)

Christos Stylianides, Member of the Commission. – Mr President, I would like to thank you for this very fruitful debate, and for your very productive and very constructive remarks and comments. I would like to again congratulate the rapporteur, Mr Preda, for his very comprehensive report.

I cannot agree more that maximising our internal and external coherence is of vital importance. Our credibility abroad as a champion of human rights depends on what we do here at home. If we do not guarantee the highest human rights standards in Europe, our external action will also become weaker. In this process, the role of the European Parliament is also vital.

Mainstreaming human rights into all our external policies is an ongoing process, and despite progress made so far, we must continue with our efforts. Our new action plan is intended to go right in that direction.

In this very strict time framework of only two minutes, I would like to say a few words about impunity. In our human rights dialogues and our country strategies, this is always systematically part of accountability. Most importantly, that the European Union is a strong supporter of the International Criminal Court, and this is very important.

Finally, let me once again express my deep appreciation for the very constructive cooperation with this House. Together we can speak with one voice in upholding the universality of human rights and in supporting the democratic aspiration of our partners. Of course, we look forward to the upcoming debates on human rights in this Parliament.

Cristian Dan Preda, rapporteur. – Monsieur le Président, je voudrais remercier tous les collègues pour leurs interventions et leurs réactions. J'étais content, en particulier, de constater que beaucoup d'entre eux ont mis en évidence la nécessité d'avoir une cohérence entre notre politique étrangère et la situation intérieure des États membres.

En même temps, j'ai un peu regretté le fait que certains de nos collègues aient commencé, sur cette base, à entrer dans un débat de politique intérieure de leurs États membres ou, comme c'est aussi souvent le cas, à critiquer ce qui se passe dans certains États membres. Ces questions relèvent d'une autre commission, la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures. C'est pour cette raison que nous avons souhaité élaborer ce rapport, qui représente une analyse des droits en tant qu'instrument de la politique étrangère. Dans la commission DROI, nous n'effectuons pas une analyse dont sont chargés les membres d'une autre commission. Quelle meilleure preuve, d'ailleurs, que d'examiner ce rapport annuel sur les droits de l'homme juste après la cérémonie du prix Sakharov. C'est là un très bel exemple de ce que nous pouvons faire dans nos relations avec ce pays.

Je voudrais aussi faire observer, compte tenu des interventions critiquant le fait que le rapport ne se penche pas sur des situations ou des pays précis, qu'il ne s'agit pas d'un rapport géographique, mais d'un rapport thématique. Nous débattons de pays et de cas très précis lors de chaque séance plénière à Strasbourg. C'est bien que nos collègues le sachent maintenant. Mieux vaut tard que jamais!

Enfin, je suis content de la remarque faite par mon collègue Tannock qui a souligné que nous avons essayé d'être plus rigoureux dans la définition des droits, parce que la cohérence, évoquée par plusieurs de nos collègues, a justement comme condition sine qua non une cohérence intellectuelle. Si nous relativisons tout, si nous allons dans toutes les directions, nous ne pourrions pas être cohérents dans nos politiques.

Der Präsident. – Die Aussprache ist geschlossen.

Die Abstimmung findet am Donnerstag, 17. Dezember 2015, statt.

Schriftliche Erklärungen (Artikel 162 GO)

Andrea Bocskor (PPE), írásban. – Szeretném emlékeztetni arra, hogy az EU bővítési politikája az emberi jogok és a demokratikus alapelvek tiszteletben tartása erősítésének egyik leghatékonyabb eszköze. Üdvözlöm az új megközelítés alkalmazását a csatlakozási tárgyalásokon az igazságszolgáltatásról és alapvető jogokról, valamint a szabadságról, a biztonságról és a jog érvényesüléséről szóló fejezetekkel kapcsolatban, mely megközelítés kellően figyelembe veszi az érintett reformok megfelelő végrehajtásához szükséges időt. A jelentésből látszik, hogy egyes csatlakozásra váró országokban és a szomszédságpolitikában részt vevő számos országban gyengül a véleménynyilvánítás szabadsága és a sajtószabadság. A csatlakozási tárgyalások folyamata során továbbra is figyelemmel kell követni a véleménynyilvánítás szabadságát és a médiát. A kisebbségek védelmére vonatkozó jogi keretek megfelelő végrehajtása továbbra is kihívást jelent.

A csatlakozásra váró országoknak fokozniuk kell erőfeszítéseiket a kisebbségek elfogadásával kapcsolatos kultúra erősítésére például azáltal, hogy javítják a kisebbségek bevonását a döntéshozatali folyamatokba és fokozzák bevonásukat az oktatási rendszerbe. A jelentés aggodalommal veszi tudomásul a demokratikus politikai kultúra romlását egyes tagjelölt és potenciális tagjelölt országokban, valamint az európai szomszédságpolitikában részt vevő számos országban. Emlékeztetni szeretnék arra, hogy a jó kormányzás, a jogállamiság, a véleménynyilvánítás szabadsága, az emberi jogok tiszteletben tartása, a politikai párbeszéd, a kompromisszumkötés és az összes érintett fél döntéshozatali folyamatba történő bevonása a demokratikus rendszerek lényegét jelenti.

João Ferreira (GUE/NGL), por escrito. – A mesma União Europeia que, seja no plano interno seja no plano externo, espezinha a democracia e os direitos humanos, arroga-se ao direito de dar lições de democracia e de direitos humanos ao resto do mundo, como o atesta, mais uma vez, este debate. A Declaração Universal dos Direitos Humanos enumera direitos e princípios que visam assegurar o respeito pela vida e pela dignidade do ser humano, incluindo, entre outros, a liberdade, os direitos de expressão, opinião, religião e participação na vida das comunidades, a igualdade no nascimento independentemente da classe social e da raça, a igualdade perante a lei e a justiça, o direito ao acesso de todos à saúde, à educação, à segurança social, ao trabalho e a um salário razoável para garantir a todas as famílias uma vida digna, ao vestuário, ao alojamento condigno e à alimentação, à igualdade de salários para trabalhos equivalentes, incluindo a igualdade entre os sexos, o direito à privacidade, defendendo a eliminação de quaisquer formas de discriminação. O empobrecimento da democracia está sempre ligado ao não cumprimento de alguns direitos humanos fundamentais. Sentimo-lo hoje como nunca na UE. É a defesa destes direitos – conquistados e hoje ameaçados – que pulsa na luta dos trabalhadores e dos povos da Europa e do mundo.

Monika Flašíková Beňová (S&D), písomne. – Ide o dôležitú tému s priamym dosahom na mieru kvality života a demokracie v jednotlivých členských krajinách, ako aj v celej Európskej únii. Takéto dokumenty sú potrebné pre diskusie o tom, ako ochranu ľudských práv zabezpečiť. Z hľadiska praktického výkonu však veľa nepomôžu. Užitočnejšie by boli v prípade, ak by obsahovali konkrétne vyhodnotenie a analýzu vplyvu existujúcich politik na dodržiavanie ľudských práv či už v rámci hraníc Európskej únie alebo mimo nej. Také sa tam však napriek popísaniu skutočne mnohých strán bohužiaľ nenachádzajú. Práve efektívnosť súčasnej regulácie a jej existujúcich nástrojov je pritom dôležité poznať. Či sa pozrieme na situáciu v oblasti práv žien, menšín vrátane ľudí s odlišnou sexuálnou orientáciou, stále častejšie sa voči nim objavujú nenávisťné a xenofóbne prejavy. Tie zároveň nie sú žiadnym spôsobom postihované. Agresori získavajú pocit beztrastnosti a diskriminácia v rámci spoločnosti len tak prekvitá. Proti tomuto trendu sa robí žalostne málo. Téma je tiež dôležitá z pohľadu nastavenia zahraničnej politiky a obchodných vzťahov v Európskej únii. Členské štáty a ich predstavitelia pri vytváraní obchodných vzťahov, napríklad v oblasti energetiky, no najmä bezpečnosti, absolútne nehládajú na to, aký prístup k ochrane ľudských práv ich obchodní partneri z tretích krajín majú.

Kinga Gál (PPE), írásban. – Örülök, hogy plenáris szinten is elfogadjuk a Preda képviselő úr által elkészített éves emberi jogi jelentést. Gratulálok a jelentéstevőnek, hiszen már a jelentés tervezete is egy olyan kiegyensúlyozott és átfogó szöveg volt, ami jó alapul szolgált további munkánkhoz. Üdvözölni szeretném, hogy a szövegben megerősítést nyert az olyan veszélyeztetett csoportok védelme, mint a nők, gyermekek, vallási, nyelvi és nemzeti kisebbségek. Ezek a csoportok kiemelt figyelmet érdemelnek akkor is, amikor olyan égető problémákkal foglalkozunk, mint a migráció vagy a menekülttáborokban élők helyzete. Az érintett országokkal együttműködve kell biztosítanunk, hogy a menekülttáborokban a gyermekek és fiatalok megfelelő oktatást kapjanak, a lányok és nők pedig megfelelő védelmet élvezzenek.

A végső szöveg kiemelt figyelmet fordít a nemzeti kisebbségek kérdésére is. A nemzeti kisebbségek és a többségi nemzet közötti gyakorlatban megvalósuló egyenlőség biztosítása elengedhetetlen. Igaz ez az élet minden területére – legyen szó szociális, gazdasági, politikai vagy kulturális életéről. A nemzeti és nyelvi kisebbségek védelmének biztosítására pedig külön figyelmet kell fordítani a csatlakozási folyamat során. Az Emberi Jogok Világnapját ünnepeltük pár napja. Üdvözölni szeretném, hogy ennek alkalmából az Európai Bizottság új, átfogó mechanizmust hirdetett az emberi jogi jogvédők támogatására. Olyan emberi jogi harcosokat támogathatunk ezáltal, akik életüket kockáztatják az emberi jogok védelmében a világ legveszélyesebb pontjain is.

David McAllister (PPE), in writing. – The European Union is founded on a shared determination to promote peace and stability and to build a world founded on respect for human rights, democracy and the rule of law. These principles underpin all aspects of the internal and external policies of the European Union and are also applicable to our enlargement policy. The European Union's enlargement policy in the Western Balkans shows that this policy is the strongest tool for reinforcing respect for human rights and democratic principles in our closest neighbourhood. I welcome that this has clearly been stated in the report. In the recent past, the Western Balkan countries have adopted important reforms to strengthen human rights. However, we must not get tired of emphasising that the best reforms are worth nothing if they are not implemented. The European Union should continue to actively support democratic, effective and independent institutions, civil society and free media in the Balkans to ensure that human rights remain at the centre of our enlargement policy.

Monika Smolková (S&D), písomne. – Výročná správa o ľudských právach a demokracii vo svete v roku 2014 a politike EÚ v tejto oblasti je veľmi rozsiahla, je potrebné poďakovať spravodajcovi za dobrú prácu. Je len pochopiteľné, že v pléne EP priniesla aj búrlivú diskusiu. Viac ako polovica sveta žije v nedemokratických, autoritatívnych a represívnych režimoch, preto aj ochrana ľudských práv musí byť zahrnutá vo všetkých politikách EÚ – pri rozvoji, ekonomike, ochrane životného prostredia, musí byť prierozovou, nemožnou ju oddeliť a robiť samostatne. Možno nastal čas, aby sme urobili hierarchiu ľudských práv, kde na prvom mieste musia byť ľudské práva detí, lebo tie sú najzraniteľnejšie, nevedia sa brániť, potom sú to ženy, starí ľudia a chudobní ľudia. Za ostatných 10 rokov sa zdvojnásobil počet ľudí v núdzi, ľudí ktorí žijú bez vody, bez strechy nad hlavou. Za ostatné obdobie vzrástol počet vojnových konfliktov, kde opäť najviac trpia deti a ženy. Na ďalšom mieste musia byť základné práva, ako sloboda prejavu, sloboda myslenia, svedomia a náboženského vyznania, právo voliť a byť volený,... Musíme si uvedomiť, že ak nevieme ľudské práva zaručiť, ohrozujeme demokraciu vo svete aj v Európe.

16. Detention and use of force against asylum-seekers (debate)

Der Präsident. – Als nächster Punkt der Tagesordnung folgt die Aussprache über die Erklärungen des Rates und der Kommission zu der Internierung von Asylsuchenden und der Anwendung von Gewalt gegen sie (2015/3021(RSP)).

Nicolas Schmit, président en exercice du Conseil. – Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, depuis le début de notre présidence, nous nous sommes activement engagés à rechercher des solutions face à la crise humanitaire provoquée par les flux migratoires. Nous nous sommes montrés fermement résolus à agir sans délai pour trouver des mesures efficaces, solidaires et respectueuses des droits de l'homme.

La politique poursuivie par le Conseil vise à combiner tous les efforts en vue de préserver les droits des personnes ayant besoin d'une protection internationale et, en même temps, à améliorer le contrôle des frontières extérieures et garantir ainsi la sécurité des personnes vivant sur le territoire de l'Union. Le respect des droits fondamentaux est au cœur de la politique migratoire de l'Union et du système européen commun d'asile. Nous devons répondre d'une manière efficace à l'urgence humanitaire et garantir le droit à demander une protection internationale en conformité avec nos obligations internationales.

En ce qui concerne la rétention, la règle de base de droit international et de droit européen est qu'un migrant, comme toute autre personne, bénéficie du droit à la liberté. La rétention ne peut être qu'exceptionnelle et non arbitraire. Elle ne se justifie que pour une série de motifs précis et dans des situations spécifiques. Celles-ci sont décrites en détail dans les instruments de l'acquis sur l'asile et la migration, et notamment la directive sur le retour et la directive relative aux conditions d'accueil des demandeurs d'asile.

La directive sur le retour prévoit, comme règle générale, que les États membres ne peuvent recourir à la rétention qu'après que d'autres mesures suffisantes mais moins coercitives ont été appliquées. C'est l'article 15, paragraphe premier. Toute rétention doit être aussi brève que possible et ne peut être prolongée qu'aussi longtemps que le dispositif d'éloignement, qui doit être exécuté avec toute la diligence requise, est en cours.

De même, la directive relative aux conditions d'accueil des demandeurs d'asile prévoit, dans son article 8, que nul ne peut être placé en rétention pour le seul motif qu'il demande une protection internationale. La rétention n'est possible que lorsque cela s'avère nécessaire, et sur la base d'une appréciation au cas par cas, si d'autres mesures moins coercitives ne peuvent être efficacement appliquées.

En application de leurs engagements internationaux et des règles de l'Union européenne, les États membres doivent garantir les droits humains des réfugiés et des migrants, y compris les obligations contenues dans les directives. Dans l'hypothèse d'une non-application de la législation européenne par les États membres, il appartiendrait à la Commission, en tant que gardienne des traités, de prendre des mesures appropriées.

Pour améliorer l'efficacité du système de retour de l'Union, le Conseil a indiqué à plusieurs reprises, ces derniers mois, que l'utilisation de la rétention ne peut être qu'une mesure de dernier recours, et ne peut donc être mise en œuvre que si d'autres mesures ne s'avèrent pas possibles. Dans ses conclusions du 9 novembre dernier, le Conseil a décidé que les États membres, pour les cas de manque de coopération de la part de migrants à leur arrivée dans l'Union européenne, pourraient effectivement tirer parti des possibilités offertes par l'acquis de l'Union. Celles-ci peuvent inclure des mesures coercitives, y compris, en dernier recours, la détention pour une durée n'excédant pas ce qui est nécessaire à l'achèvement des procédures sous-jacentes. Toutefois, cela est uniquement possible si les autorités respectent pleinement les droits fondamentaux et le principe de non-refoulement.

Dans la décision récente du Conseil sur la relocalisation de 120 000 personnes à partir de l'Italie et de la Grèce, les États membres sont convenus que, lorsqu'un retour volontaire n'est pas possible et que d'autres mesures prévues par la directive sur le retour ne sont pas appropriées pour empêcher les mouvements secondaires, des mesures de rétention conformes à ladite directive devraient pouvoir s'appliquer d'urgence et de manière effective. Dans ce contexte, je voudrais signaler que les migrants n'ont pas le choix du lieu de protection et que leur pleine coopération est requise pour faire fonctionner la relocalisation.

Enfin, en ce qui concerne l'usage de la force dans le cadre de la prise des empreintes digitales, je renvoie à la *checklist* publiée par l'Agence européenne des droits fondamentaux, en date du 22 octobre dernier, et qui devrait dorénavant guider l'action des experts sur le terrain.

En conclusion, le sujet de la rétention restera une question importante, dont le caractère exceptionnel doit être souligné, et nous continuerons à suivre cette question de près, d'autant plus que des précisions de la part de la Cour de justice de l'Union européenne sur ce sujet sont attendues prochainement.

Dimitris Avramopoulos, *Member of the Commission*. – Mr President, the Commission fully shares with Parliament the objective of ensuring the full compliance of our policies with human rights and human dignity. This was at the centre of the debate on the report on human rights and democracy, which was just discussed some minutes ago.

This is also a key concern when it comes to asylum seekers. Having said this, I turn now to the topic of the statement: detention and the use of force against asylum seekers. The rights to liberty and security of person are fundamental human rights. The right to asylum is also a fundamental right. In the past few months, as you remember, we have made a lot of effort to communicate, and deliver on all fronts, the fact that EU legislation has to be respected. This means the respect of all aspects of the asylum legislation.

In this context, as long as there was a prior non-refoulement and proportionality check, countries could refuse entry to individuals who did not express a wish to apply for international protection. As you also know, we make efforts to ensure the proper registration of migrants, irrespective of their status. This is a precondition for appropriately managing the flows and setting the rights and duties of migrants.

Let me clarify what EU law requires. With the recast directives on asylum adopted in codecision, the EU *acquis* contains clear rules on detention of asylum seekers that strike a balance between those rights. It is therefore essential that persons are only detained in full compliance with these rules. Detention can only be applied as a measure of last resort, and only after all alternatives to detention have been duly considered. We all agree that a person should never be detained for the sole reason that he or she is an asylum seeker. At the same time, when there is a significant risk of absconding, a Member State should place a migrant in detention where that is necessary and proportionate. Moreover, the Directive on Reception Conditions provides that the detention conditions of asylum seekers must fully respect human dignity and meet their needs.

Having a solid legal framework is only going halfway, though. The challenge now is to ensure the correct and coherent transposition and implementation of these rules. The Commission is closely monitoring the respect of Member States for the EU rules on detention. Member States had to transpose the Reception Conditions Directive by July 2015.

The Commission has sent letters of formal notice to those Member States that did not communicate the transposition measures. In addition to legislation, the Commission also pays attention to Member States' practice in this area. The Commission has also provided guidance to Member States to facilitate the systematic fingerprinting of migrants. The aim is to ensure better management of migration flows, via a better implementation of the Eurodac Regulation, while fully respecting the fundamental rights of the migrants.

Thank you for your attention. I would like to ask for your understanding because, as you know, the previous debate lasted longer than planned, and I have to catch the last flight to Berlin in half an hour from now. Thank you very much for your understanding. Commissioner Stylianides will replace me.

Monika Hohlmeier, *im Namen der PPE-Fraktion.* – Herr Präsident, Herr Kommissar, liebe Kolleginnen und Kollegen! Erst einmal vielen herzlichen Dank für diesen kurzen Überblick.

Mir liegt besonders am Herzen, dass es bei uns in der Europäischen Union etliche Mitgliedstaaten gibt, in denen die Menschenrechte gegenüber Flüchtlingen oder auch gegenüber Wirtschaftsmigranten nicht ausreichend geachtet werden. Es gibt, egal wer zuwandert, keinen Grund dafür, unmäßige Gewalt anzuwenden oder gar für gefängnisartige Strukturen, manche, wie es das UNHCR bezeichnet hat, seien sogar schlimmer, als dies in Gefängnissen der Fall sei: kein Essen, wenig zu trinken, keine medizinische Versorgung, schlechteste sanitäre Verhältnisse, zum Teil täglicher Einsatz von Tränengas.

Dies passiert teilweise in Griechenland, es kann in Ungarn sein, es kann in der Slowakei sein, es kann in verschiedenen Mitgliedstaaten der Europäischen Union sein. Ich muss sagen: Bei all dem, was wir an kritischer Auseinandersetzung dazu haben, wer wie zuwanderungsberechtigt ist oder nicht, muss es ein ordnungsgemäßes Umgehen mit den Menschen geben, die zu uns kommen. Dann können wir uns über Verfahren einigen und über alle möglichen Fragen diskutieren. Aber diese Dinge müssen gewährleistet sein.

Bei der Verpflichtung zur Registrierung ist es sicherlich notwendig, auch sehr frühzeitig mit der Aufklärung anzusetzen. Denn gerade bei Kindern und Jugendlichen, die kommen, die von Menschenhändlern falsch informiert worden sind, haben die Menschen oftmals Angst vor der Registrierung und wollen unter keinen Umständen registriert werden, sodass eine sehr frühzeitige Aufklärung – auch zum Schutz besonders von Kindern – zwingend notwendig ist. Es gibt zig Kinder, die verschwunden sind und die aus diesem Grund rasch wieder Opfer von Kriminalität werden können, weil sie nämlich in dieser Schutzlosigkeit dann für zum Teil übelste und brutalste Zwecke von organisierter Kriminalität und Ähnlichem ausgenutzt werden.

Lassen Sie uns in dieser Frage wirklich zusammenarbeiten und vernünftig sein.

Enrique Guerrero Salom, *en nombre del Grupo S&D*. – Señor Presidente, si en todos los Estados miembros de la Unión se cumpliera lo que nos han dicho el señor Schmit y el señor Avramopoulos —que la libertad es el principio fundamental, que la privación de libertad es una excepción, que solo puede hacerse caso por caso, que tiene que haber alguna justificación y no existir otra medida menos dañina, que no se puede devolver, que se deben respetar los derechos humanos y, además, las leyes internacionales—, no estaríamos debatiendo sobre esta cuestión esta tarde.

Pero lo cierto es que eso no es así: hay países que han levantado vallas, hay países que han acogido de una manera agresiva a los refugiados y hay países que no respetan esos derechos y que aplican algún tipo de violencia policial; y la razón no es maltratar a los que están privados de libertad en ese momento, sino lanzar un mensaje a los que quieren llegar a esos países, un mensaje disuasorio para que renuncien a pedir el asilo en los países donde se les trata de esa manera.

Por eso estamos debatiendo aquí, y esa situación tenemos que cambiarla. Dublín no resuelve el problema. Estamos de acuerdo todos en que hay que encontrar nuevas normas que permitan regular esta situación de una manera distinta. Lo que sí es cierto es que los principios humanitarios no pueden abandonarse cuando se trata de proteger a personas que huyen en unos casos de la guerra, porque puede matarles, y en otros casos del hambre, que mata con la misma o mayor intensidad todavía que la propia guerra.

Por tanto, los Estados miembros han de asegurar una gestión adecuada de esta política de asilo, que tan generosamente han descrito tanto el Consejo como la Comisión, pero que tan poco respetan algunos de los Estados miembros de la Unión.

Timothy Kirkhope, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, I know I have already said it more than once this week, but properly implementing the rules we already have in place is the key to dealing with the challenges we face. The more these challenges grow, the more we need those rules to be properly enforced.

On dozens of occasions I have stood in this chamber and pointed out that some Member States have been getting away with flouting those rules, and that includes long before the extent of the current crisis hit us. We all know who those Member States are, and we all know the Commission should have done far more before now in addressing these problems.

We understand that funding, and the ability of Member States to allocate the necessary resources is, of course, proving very difficult. But that should never be allowed to stand in the way of basic human dignity and upholding the laws to which we are all subject. This forms part of a wider discussion which we need to start having if we are to tackle the migrant crisis effectively. Border control, fingerprinting, processing upon arrival, and improving detention conditions – there are rules on all those issues, and it is high time the Commission started reminding certain Member States, in the strongest terms, that they have to play by them too.

Lots of new ideas and new proposals are coming, but let us try to get things sorted out with those currently at our disposal before we move on any further.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Tim Aker (EFDD), *blue-card question*. – You talk about the migrant crisis. The migrant crisis could be settled if free movement was challenged head-on. David Cameron had the opportunity for this with the renegotiation package. He said in his Bloomberg speech he was going to renegotiate free movement. All of a sudden, when it is crunch time, he shied away from this. Why has he done this? Why has he given up the opportunity to settle this issue once and for all and cowed to the European Union?

Timothy Kirkhope (ECR), *blue-card answer*. – Can I just say that is a bit pathetic, really. I have not had time to be able to talk more broadly on migration issues. I have absolute confidence in the leader of my party and the leader of the UK in negotiating matters which are to the benefit not only of the UK, but also in terms of the order which is necessary in the migrant situation in the European Union for the future. It is rather sad that this sort of slanging, which comes from extreme parties in my country, really does not contribute at all to the major debate that we all need to have for the future.

Cecilia Wikström, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, the debate today is a very good opportunity to start putting facts back in a debate that is getting more and more surrealistic by the day. The most flagrant example is the proposal made by the President of the European Council, Mr Tusk, who put forward the idea that all asylum seekers should be detained for 18 months to screen if they are potential terrorists. The most bizarre thing is that he does not seem to even realise that this would be completely against existing EU legislation. Let me say it again: the President of the European Council is proposing that all persons seeking refuge in Europe, fleeing war and persecution, from the smallest baby to the oldest man or woman, should be put in prison-like camps for a year and a half. Mr President, this equals the darkest periods in European history that we do not want wish to see again.

I think that it is shocking to the point that I personally think that Mr Tusk should be asked to publicly apologise for this. In the media today we hear talk about refugees illegally entering the Union. This is a narrative that is not only dangerous, it is incorrect. It is not in any way illegal to enter a country in order to ask for asylum. This is a recognised human right in all of the EU's Member States.

Now, if we were to work together we would be able to offer shelter to those in need, but instead of that, rampant nationalism has taken over the public debate. This crisis has not been caused by refugees or the European institutions; it has been caused by nationalist governments and populists that are actively preventing a European solution to the situation. It is high time that we realised that the best way to solve the situation is to do it together.

(Applause)

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Kazimierz Michał Ujazdowski (ECR), *pytanie zadane przez podniesienie niebieskiej kartki*. – Pani Poseł, myślę, że Pani bardzo stronniczo i niezgodnie z prawdą przedstawiła słowa przewodniczącego Rady Europejskiej mówiące o tym, iż proponuje on jakąś drakońską procedurę. W takim razie, jeśli Pani nie podoba się propozycja przewodniczącego Rady Europejskiej, to jaką procedurę Pani proponuje? Przecież nikt nie zaakceptuje automatycznego przyjmowania wszystkich imigrantów i kwalifikowania ich jako uchodźców. Jaka jest Pani propozycja, która da bezpieczeństwo Europie?

Cecilia Wikström (ALDE), *blue-card answer*. – My proposal is very simple and it goes for a large majority of the LIBE Committee, of which I am coordinator. It is a common responsibility sharing, a distribution key to Member States that is based on quantitative data such as population, GDP, employment rate, etc. It should also be taken into account which countries did the most for refugees up until now – like Sweden, Germany, Austria and others. It is high time that the countries that did not participate stood up and took full responsibility because today there is a situation we have to handle. Tomorrow it will be a different situation and we will all be stronger together.

Josu Juaristi Abaunz, *en nombre del Grupo GUE/NGL*. – Señor Presidente, hace un mes conversamos con un joven afgano en la frontera entre Serbia y Bulgaria; tras cruzar Irán y Turquía, Bilal pasó por un infierno en Bulgaria.

Quiero denunciar los abusos contra personas refugiadas y migrantes a manos de la policía búlgara. GUE/NGL ha recabado en los Balcanes testimonios de palizas, extorsiones y disparos que han tenido lugar en Bulgaria.

Como Oxfam, Amnistía Internacional o ACNUR, vimos cortes y hematomas e, incluso, marcas de mordiscos de los perros que la policía búlgara había azuzado. Constatamos las penosas condiciones de las personas que cruzaron Bulgaria, donde fueron obligadas a registrar sus huellas dactilares, y entraron después en Serbia por Dimitrovgrad, donde algunos también sufrieron palizas y extorsiones.

Hay una pauta siniestra. Estas personas son detenidas, en ocasiones son golpeadas y los agentes les roban dinero y objetos de valor. Después son trasladadas a lugares de detención con pésimas condiciones sanitarias y poca agua y comida.

Quiero mostrarles fotos de un grupo de afganos descansando como pueden en un bosque y algunas de las escasas imágenes que existen de un centro de detención en Bulgaria.

Señorías, esto no puede ocurrir, ni en la Unión, ni en ninguna otra parte. Pero está sucediendo aquí. Hablamos, en Bulgaria y en otros Estados, de violencia policial, de corrupción, de vallas y devoluciones en la frontera. Hablamos de condiciones inhumanas y de una política de asilo que no merece ese nombre. Estos hechos son inaceptables y exigimos una investigación independiente.

(El orador acepta responder a una pregunta formulada con arreglo al procedimiento de la «tarjeta azul» (artículo 162, apartado 8, del Reglamento))

Ангел Джамбазки (ECR), *въпрос, зададен чрез вдигане на синя карта.* – Уважаеми колеги, уважаеми колега, първо смятам, че тези обвинения са абсолютно клеветнически и неверни, и второ смятам, че хората, които идват от Афганистан, някак си не са бежанци от Сирия, просто защото са от Афганистан. И сега да Ви попитам, Вие кога за последно сте бил на българо-турската граница и кога за последно сте видял с очите си ситуацията, пред която са изправени нашите гранични полицейски служби, които между другото пазят външната граница на Европейския съюз от това, което се случва на много места в Европа, например в Париж?

Josu Juaristi Abaunz (GUE/NGL), *respuesta de «tarjeta azul».* – Coincidirá conmigo en que los afganos son también personas. Da igual de dónde sean, y los testimonios que recogimos no correspondían solo a afganos, y la realidad es la realidad y no la relatamos ni denunciemos solo en el Grupo GUE/NGL. Observe y lea los informes que han emitido Oxfam, ACNUR o Amnistía Internacional y verá cuál es la realidad.

Judith Sargentini, *namens de Verts/ALE-Fractie.* – De kranten aan de overkant van de oceaan staan vol met berichten over “the Donald”, de presidentskandidaat Donald Trump. Die wil de Amerikaanse grenzen rigouzeus sluiten voor moslims. Zijn reactie op de aanslag in San Bernardino is de aanhangers van een geloof de schuld in de schoenen schuiven en ze allemaal als verdachte aanmerken.

Wij hebben onze eigen Donald, de voorzitter van de Europese Raad, Donald Tusk. En ónze Donald vond het nodig om in Europa’s meest invloedrijke kranten een interview te geven waarin hij stelt dat alle migranten die de Unie binnenkomen eerst 18 maanden moeten worden opgesloten om grondig te worden gescreend. Hij zei: het gaat niet alleen om het beperken van de stroom aan vluchtelingen, onderschat het veiligheidsaspect niet, internationale en Europese wetten hebben een regel van 18 maanden. Je kan en moet migranten vasthouden zolang als hun screening duurt.

Behalve dat dit een ongelooflijke onkunde ten toon spreidt, maak ik me vooral erg zorgen over de manier waarop Donald Tusk vluchtelingen en migranten hier primair wegzet als een veiligheidsrisico. Het verschil met Trump is niet zo groot. Weet u waar het echte verschil zit tussen “the Donald” en onze Donald? In de tegenspraak! Trump kreeg weerwoord. In zijn eigen conservatieve kring werd hem helder gemaakt dat ze zo in die partij niet spraken, dat ze dit soort stigmatiserende opmerkingen niet accepteerden en dat het in strijd was met artikel 1 van de Amerikaanse grondwet. Waar waren onze regeringsleiders met hun corrigerende opmerkingen? Waarom heb ik Cameron, Renzi, Hollande, Rutte niet gehoord? Die hadden moeten zeggen: Donald, je geeft het verkeerde voorbeeld. Zo gaan wij niet met vluchtelingen om en zo zaaien wij angst onder onze bevolking.

Voorzitter, u kent de wet, ik ken de wet, de commissaris kent de wet, mijnheer Schmit kent de wet. Donald kende de wet niet, maar namens wie sprak Tusk nu eigenlijk? Minister Schmit, kunt u daar helderheid over geven? Staat Luxemburg achter de uitspraken van de voorzitter van de Raad? Is het bij aankomst opsluiten van migranten een voorstel dat wij morgen bij de top kunnen horen als één van de laatste dingen die u ons mee wil geven voor Kerstmis? President Tusk legitimeert hier indolentie van de lidstaten. Niks doen en wachten tot het overwaait. Voorzitter, het waait niet over, maar één ding weten we zeker: van Donald Tusk, de voorzitter van de Raad kunnen we vóór kerst niets verwachten, en helaas na kerst ook niet.

[De spreker gaat in op een “blauwe kaart”-vraag overeenkomstig artikel 162, lid 8, van het Reglement.]

Janice Atkinson (ENF), *blue-card question*. – Madam, do you not think that Mr Renzi, Mr Tusk and even Mr Cameron are actually listening to the people that they represent? They do not magic this out of the air; they are actually listening to their citizens' concerns. I suggest, actually, that you start doing that too.

Judith Sargentini (Verts/ALE), *blue-card answer*. – I think the question is: 'Do you not agree with me, Madam?', and the answer is: 'No, I don't!' I think also your Prime Minister has a certain decency in himself, not going about saying that we should lock up every migrant that comes here – a decency that leads to not putting more fear in people, fear that is illustrated by you, that will lead to more poverty and more terror in Europe. That is my opinion.

(Applause)

Diane James, *on behalf of the EFDD Group*. – Mr President, an aspect of the logic and coherency of the European Union's migration policy and resettlement programme is in the spotlight in that we now have to deal with the direct consequences of Mrs Merkel's siren call to anyone, which has delivered unforeseen numbers seeking a home and a future within the European Union. Now, while some of those may be genuine asylum seekers or refugees, it is not yet possible to identify and confirm those who are masquerading as such.

Dictated quotas, unreasonable deadlines and relaxed processing systems to resolve the resettlement logjam have only exacerbated the problems caused by Mrs Merkel's ill-judged siren call, and the United Kingdom media and press have covered the instances of German and Swedish communities overwhelmed by resettled migrants, with stories of arson, street violence and increasing crime levels. In my own South-East region of the United Kingdom, the proposed forced settlement of 200 migrants near Chichester is viewed with fear, apprehension and mistrust, and that is totally understandable from a community of reportedly only 197 people. The importance of national and citizen consent should be paramount, not overridden or ignored by European Union forced numbers imposition, a dictatorial policy and an ill-considered ultimate control over asylum and refugee resettlement.

Where detention or force has happened, it is because the level of pressure has become more than a Member State can bear or tolerate. The European Union needs to learn from its mistakes and also change direction completely. If you want newcomers to be welcomed, to smooth the process of acceptance and reintegration, to stop the community backlash and halt the instances of violence, then immediately stop behaving like a dictator, tell Mrs Merkel to rescind her siren call, and retract the freedom of movement principle. It is called getting a grip of the problem.

Vicky Maaijer (ENF). – Honderdduizenden asielzoekers hebben het afgelopen jaar hun weg gevonden naar de Europese Unie en de asieltsunami overspoelt ook mijn land. In Nederland zijn tot nu toe meer gelukzoekers binnengekomen dan in heel 2013 en 2014 bij elkaar, met alle gevolgen van dien.

Dit moet stoppen. Nederland is een functionerende rechtsstaat waar verdachten, criminelen, terroristen en ook asielzoekers netjes worden behandeld. En ja, we houden ons het recht voor om asielzoekers in vreemdelingendetentie te plaatsen. Vreemdelingenbewaring is belangrijk. Als het aan mijn partij ligt, de Partij voor de Vrijheid, dan staat de veiligheid van de Nederlandse burger voorop en passen we dit toe zowel bij asielzoekers die niet gescreend zijn op veiligheid als bij uitgeprocedeerden of illegalen. We zetten ze uit of we zetten ze vast. En dat bepalen wij zelf, niet de Europese Unie. De PVV ziet deze asielzoekers liever helemaal niet komen. Nederland moet zijn grenzen sluiten.

Мария Габриел (PPE). – Г-н Председател, беше цитирана България. България носи голяма отговорност като външна граница на Европейския съюз за гарантиране на сигурността на Съюза. Страната работи в тясно сътрудничество с европейските агенции и международни институции и взема мерки съобразно международното и европейско законодателство.

В този контекст искам да отбележа 4 фактора: първо, следва да използваме единна методология при изготвянето на мониторингови доклади, оценяващи националните системи за прием на лица, търсещи закрила. Такава категорично липсва в цитираните доклади. Лицата, отправящи обвинения за извършени нарушения, е редно да застанат с имената си.

Второ, Върховният комисариат за бежанците към ООН и Българският хелзински комитет осъществяват ежедневен мониторинг за спазване на принципа за неотблъскване. От февруари 2015 г. бе взето решение да се извършват внезапни проверки. До момента няма констатирани сигнали за проява на физическо насилие или унижително отношение. Гарант за спазването на принципа за неотблъскване е присъствието на служител на Фронтекс по време на всички процедури със задържаните граждани на трети страни. Редно е да проявяваме и своето уважение към собствените ни агенции в такава, каквата е Фронтекс. Нещо повече, служителите на реда преминават специални обучения по въпросите за предоставяне на убежище. Провеждат ежедневни инструктажи, обект са на постоянен контрол за спазване на указанията. Редно е да отчетем трудните условия, в които те работят.

Трето, формалната процедура в случай на обвинение за неспазване на европейското законодателство от дадена държава членка изисква да се изготви официален документ с искане за обяснение до съответните национални власти. Само така, разполагайки с пълна информация от засегнатите страни, можем да бъдем обективни.

И накрая, колеги, ключова е ролята на НАФТА в Европейския парламент. Комисията LIBE изпраща делегации, които ясно констатира какви са условията за прием. Но за нас е много важно да не губим от поглед, че държавите, които полагат усилия, е редно да бъдат окуражавани и най-вече този проблем да го третираме като част от цялостната ни стратегия за управление на миграцията.

Josef Weidenholzer (S&D). – Herr Präsident! Die Ereignisse des Sommers 2015 werden uns noch sehr lange beschäftigen. Sie haben uns unvorbereitet, aber nicht unerwartet getroffen. Es war die größte Flüchtlingsbewegung seit dem Zweiten Weltkrieg, und nichts mehr wird so sein, wie es vorher gewesen ist. Wir haben unheimliche Hektik erlebt, wir haben Stacheldrahtzäune erlebt, wir haben Lager erlebt – richtige und informelle –, wir haben Gewaltanwendung erlebt.

Vieles hätte man vermeiden können, wäre man den Vorstellungen gefolgt, die dieses Haus schon lange vertreten hat. Wir haben im April von einem holistischen Ansatz gesprochen, wir haben von einer differenzierten Betrachtungsweise gesprochen, man müsste unterscheiden zwischen Migration, Flucht und Vertreibung und Asyl. Es wird alles über einen Kamm geschert, wir brauchen aber unterschiedliche Instrumente.

Und das ist auch das Problem: dass der Sinn des Asylverfahrens dabei verloren geht, Schutzsuchenden Schutz zu bieten, eine individuelle Prüfung vorzunehmen, faire und zügige Verfahren zu garantieren.

Internierung ist nur ein Ausnahmeverfahren, und es kann nur in bestimmten Umständen notwendig sein. Wir haben eine Aufnahmerichtlinie, wir haben über Standards geredet, wir haben darüber geredet, dass es keine Gefängnissituation sein darf, wie wir das beschlossen haben. Wir haben über besondere Schutzbedürftigkeit von Kindern und Jugendlichen gesprochen. Wir haben sicherlich nicht über systematische Gewaltanwendung gesprochen.

Ich frage mich, warum dieses Paket noch nicht in allen Mitgliedstaaten umgesetzt ist. Möglicherweise zweifeln viele Mitgliedstaaten an der Sinnhaftigkeit des Dublin-Verfahrens. Wir sollten uns ernsthaft fragen, wie wir Dublin durch etwas Vernünftigeres, Praktikableres ersetzen. Wir sollten uns über humanitäre Einreisekorridore, also legale *legal avenues* unterhalten, dann würden wir vieles vermeiden.

Und wir sollten uns auch fragen: Wie mit der Türkei umgehen? Denn wenn wir schon bei uns solche Schwierigkeiten haben, wie problematisch wird es dann erst im Umgang mit der Türkei sein?

Helga Stevens (ECR). – Na de aanslagen in Parijs verklaarde president Tusk dat illegale migranten moeten kunnen worden vastgehouden voor zo lang als nodig om identiteitscontroles uit te voeren. Het is jammer genoeg een feit dat minstens één van de daders met een vermoedelijk vals Syrisch paspoort Europa is binnengekomen. Asielzoekers zijn zeker geen terroristen, maar sommige terroristen reizen ook langs de Balkanroute, net als de meeste vluchtelingen. Trouwens, slechts 30 procent van de vluchtelingen komt uit Syrië. Dat zegt toch veel.

Vinden wij het dan echt zo schokkend om personen die illegaal de grens oversteken kort vast te houden om hun identiteit en herkomst te checken? We spreken hier over ongecontroleerde massale instroom van vluchtelingen. Collega's, stel dus liever de vraag waarom onze buitengrenzen zo lek als een zeef zijn en waarom Griekenland en Italië niet forser optreden. En waarom de Commissie bij dit alles tot voor kort de andere kant opkeek. Zachte heelmeeesters maken stinkende wonden.

Nathalie Griesbeck (ALDE). – Monsieur le Président, comment est-il possible qu'au XXI^e siècle, on doive encore expliquer et rappeler aux États européens, berceaux de la démocratie, qu'il est inadmissible de mettre en détention des enfants – des enfants qui fuient la guerre, qui fuient des atrocités qu'aucun d'entre nous n'a jamais connues? Je pense que c'est inadmissible. Le droit à la liberté, le droit à la protection contre la détention arbitraire sont des droits humains fondamentaux qui sont énoncés dans la déclaration universelle des droits de l'homme, et ils s'appliquent à tout être humain, sans exception.

Or, on constate de plus en plus souvent – cela a été rappelé à l'instant – que des réfugiés sont placés en détention. Certains rapports font état de violences, de brutalités, de détentions secrètes, et je voudrais, comme certains collègues, qu'on puisse m'expliquer comment le président du Conseil, M. Tusk, qui au fond parle en notre nom et nous représente tous, a pu, il y a quelques jours à peine, dire que les réfugiés devraient être détenus jusqu'à 18 mois à leur arrivée en Europe.

Pour éviter de bafouer nos valeurs et faire en sorte que nous respections les droits fondamentaux que nous brandissons à longueur de discours, nous devons nous organiser ensemble par un contrôle efficace aux frontières, par un partage des responsabilités – c'est une nécessité –, et veiller à ce que la dignité soit garantie pour tout un chacun, dans l'espace européen et au-delà.

PRESIDENZA DELL'ON. DAVID-MARIA SASSOLI

Vicepresidente

Malin Björk (GUE/NGL). – Herr talman! Tillsammans med en delegation från GUE/NGL åkte vi till Balkan och träffade flyktingar. Vi träffade organisationer, och vi träffade också gränspolisier.

Det är uppenbart att människor som är på flykt har gått igenom mer än någon människa borde behöva gå igenom. De har rätt att söka asyl och de har rätt till ett värdigt mottagande här i Europa. De är inte illegala och de ska inte låsas in, och de ska inte utsättas för våld.

Trots det har vi dokumenterat brutalitet och inlåsning av flyktingar i Turkiet. Vi har en Amnestyrapport om det. Från Ungern har vi också rapporter om att de låser in asylsökande, så att de asylsökande själva tror att de har suttit i fängelse om de kommer därifrån. Det som flyktingar och medicinsk personal berättar för oss om polisbrutalitet och rån från polisens sida i Bulgarien är en verklighet.

Min fråga till kommissionen och rådet är: Vad kommer ni att göra för att stoppa detta? Är det okej att en medlemsstats poliskår rånar och använder våld mot flyktingar? Hur ska ni ställa krav på Turkiet att upphöra med våld mot flyktingar, eller ska ni fortsätta att vända ryggen till?

Tänker ni uppmana kommissionen att uppmana medlemsländer att stoppa Dublintransfers till Ungern och Bulgarien där flyktingar har utsatts för våld?

Jag vill ha konkreta svar, för om ni ingenting gör då blir det så att vi som borde ge skydd, istället för att ge skydd tillåter en fortsättning på det våld och det trauma som ingen ska behöva uppleva.

Presidente. – Onorevole Björk c'è una domanda per Lei, l'accetta? L'onorevole Buonanno.

(L'onorevole Malin Björk si rifiuta di rispondere ad una domanda «cartellino blu» dell'onorevole Buonanno).

È diritto dei deputati secondo il regolamento accettare la domanda, se uno non la vuole accettare è libero di farlo.

Ska Keller (Verts/ALE). – Mr President, I had a look at President Tusk's job description and helpfully he publishes it on the website, and it reads that he is supposed to help to 'facilitate cohesion and consensus within the European Council'.

Now, I am not sure Mr Tusk looks at this job description and website very often. Maybe he should, because the interview that he has been giving to the Guardian and other newspapers was surely not very helpful in this regard. President Tusk unfortunately also does not seem to be very firm on EU legislation or else he would not have made proposals that go against European law and also against any sort of humanitarian sense. But then again, it is not he who is Guardian of the Treaty. This is not his task, it is the task of the Commission, so I am very sure that Mr Juncker had a good talk with Mr Tusk and that we will in future be hearing more, let us say, consensual and more forward-bringing issues and descriptions from our President of the Council.

Laura Ferrara (EFDD). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, la sfida che si pone oggi l'Unione europea è riuscire a trovare il giusto equilibrio nel bilanciamento tra libertà e sicurezza.

La sicurezza dovrebbe essere uno strumento per raggiungere e garantire la libertà, che è un diritto fondamentale. Oggi invece sembra che questo bilanciamento tenda sempre più verso la sicurezza a scapito della libertà. È giusto e doveroso identificare i migranti e i richiedenti asilo, ciò va a vantaggio della sicurezza dei cittadini europei che accolgono e va a vantaggio anche della sicurezza e dei diritti che vengono garantiti ai cittadini dei paesi terzi che chiedono di essere accolti.

E allora qual è la soluzione? La soluzione di certo non è l'uso della forza. La soluzione di certo non è la detenzione amministrativa, abbiamo visto purtroppo in Italia, ad esempio, gli esempi estremamente negativi dei lager dei CIE, i centri di identificazione ed espulsione, dove spesso si sono verificate delle rivolte per le condizioni in cui versano i migranti che sono trattenuti e detenuti in questi centri.

E allora qual è la soluzione? Ciò che propone da tempo il Movimento 5 Stelle: modifica del regolamento di Dublino, creare dei corridoi umanitari, dei visti umanitari, in modo tale che si abbia già un titolo, queste persone siano già identificate prima e si garantisca una maggiore sicurezza per i cittadini europei e per i cittadini che vengono accolti.

Mara Bizzotto (ENF). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, quando si parla di immigrazione l'Europa ci ripete sempre le solite parole: accoglienza, solidarietà, integrazione.

Supinamente il governo italiano della tragica coppia Renzi-Alfano apre le porte delle case e degli hotel per ospitare tutti quei clandestini che solo in minima parte sono profughi. E l'Europa cosa fa? Prima elogia il grande cuore dell'Italia che accoglie centinaia e migliaia di clandestini e poi sanziona l'Italia per l'incapacità di gestire i flussi migratori. Vergognatevi, vergognatevi tutti, Commissione europea e governo italiano!

Chiedo alla Commissione: perché non si fanno i centri di identificazione in Africa per identificare e valutare lì chi ha diritto allo status di profugo? Perché poi non si distribuiscono i profughi veramente in tutti i 28 paesi dell'Unione senza farli morire in mare sui gommoni dei trafficanti di essere umani che partono per l'Italia? Perché lasciare all'incapace governo italiano la gestione di quella che ormai è un'invasione fuori controllo?

Signor Commissario, l'infrazione contro l'Italia non servirà a niente e non servirà a controllare l'arrivo di nuovi clandestini, magari terroristi. Non servirà ad aiutare chi veramente scappa dalla guerra. Non si servirà a placare la rabbia dei cittadini italiani, di quei pensionati che sopravvivono con 400 euro al mese mentre per i clandestini tutto è gratis: vitto, alloggio, cellulare, servizi. Gli italiani ridotti alla fame, i clandestini tutti in hotel come fossero in vacanza. No, no e ancora no!

Емил Радев (PPE). – Г-н Председател, дами и господа, в редица свои доклади и оценки Европейската комисия твърди, че България успешно охранява външните европейски граници. В голямата си част районът по границата на България с Турция, която от няколко години е подложена на силен миграционен натиск, се характеризира със силно пресечен и трудно достъпен терен.

Българските гранични полицаи успешно работят в тежки условия и всеки ден гарантират европейската сигурност, като разбиват мрежи от трафиканти на хора, залавят лица уличени в извършване на криминална или терористична дейност и спасяват изпадналите в беда при преминаване на границата мигранти.

Независимо от постоянните усилия на българската гранична полиция, страната ми отново е неправомерно обвинена от чуждестранни неправителствени организации за лошо отношение към кандидатите за убежище. Искам да подчертая, че са извършвани редица проверки на спазването на европейското законодателство и на работата на гранична полиция – нито една от тях не доказва тези твърдения.

Допускането на незаконно преминаване на държавната граница през неопределените за това места създава предпоставки за навлизане на територията на Република България и Европейския съюз на съподвижници и членове на ислямски терористични организации. Предвид това България взема и ще продължи да взема най-строги мерки, допустими от националното и международното законодателство, за да гарантира високо ниво на сигурност на границата и да контролира преминаването на потока от нелегални мигранти и търсещи убежище.

Поради това искам да призова всички, които критикуват държавите по външната граница на Европейския съюз, изпитващи натиска на мигрантската вълна – преди да ни сочите с пръст, запознайте се с условията, при които нашите служители се опитват да се справят със ситуацията и недейте да интервюирате единствено кандидатите за убежище. Говорете също с тези, които всеки ден се срещат лице в лице с хилядите мигранти и, чак тогава, въз основа на мненията на двете страни, пишете доклади!

Илиана Йотова (S&D). – Г-н Председател, през 2015 година написахме много документи, говорихме за много стратегии как ще се справим с бежанската криза, но както че ли забравихме най-важното – човешкото лице на тази криза, многобройните конфликти, многобройните войни и човешката трагедия, загубата на човешките права. И затова е днес този дебат в тази зала.

Но всичко това нямаше да се случи, ако мерките, които предлагаме още в началото на тази година, бяха изпълнени. Затова държавите членки се почувстваха някак си сами, започнаха да строят граници и на самите граници, на самите стени възникна огромно напрежение.

„Дъблин“ отдавна не работи. Временният механизъм за разпределение на бежанците забуксува. Горещите точки едва стартираха и резултатите са повече от оскъдни. Не са ясни критериите за разпределението им в държавите членки. От днес се прибави и съобщение за нова методика за 80 хиляди сирийски бежанци, които трябва да дойдат годишно от Турция в европейските държави. Едновременно с това мнозинството от имигрантите не желаят да остават в страните от външната граница на Европейския съюз. Отиват към северна и западна Европа.

Липсата на спешни мерки и ясна перспектива засилва страховете и в бежанците, и в европейските граждани. И сега ще кажа нещо за тези, които многократно споменаха името на моята страна България. Най-грешното послание днес в тази зала е да се сочи с пръст една или друга държава. Всички сме изправени пред едни и същи трудности, всички трябва да се справяме заедно с тях. Не е насилие, когато трябва да идентифицираш и когато трябва да снемеш пръстовите отпечатъци, защото това са европейски правила и закони и всички вие в тази зала сте ги гласували. И затова, когато една държава като България ги изпълнява, това не е нарушение на правилата и не е нарушение на човешките права и свободи.

Трябва да прибавя и още нещо. Всяка година се правят мониторингови доклади за наблюдението как страните се справят с бежанската криза. До този момент към моята страна не е имало нито една забележка. И затова, когато безпочвено отправяме тези обвинения, тогава, когато наричаме дадени европейски граждани ксенофоби, само храним повече ксенофобията и популизма в Европа.

Ангел Джамбазки (ECR). – Г-н Председател, г-н Комисар, колеги, основата на този пореден безсмислен дебат по темата бяха няколко, или са няколко доклада, които са пълни с неверни твърдения, с клеветнически заключения в тях. Категорично ги отхвърлям и твърдя, че те не са верни. Защото такива неща могат да пишат хора, които са или недобронамерени, или никога не са виждали тази европейска граница и изобщо не знаят къде се намира границата между България и Турция.

Твърдя, уважаеми колеги, че тази граница освен наша, е и външна граница на Европейския съюз и ние имаме задължението и правото да я охраняваме, за да можем да гарантираме на своите граждани необходимата сигурност и да им гарантираме сигурността, че ще живеят нормално и няма да бъдат заплашени от едни или други терористични и други нападения.

Но нещо друго ми прави впечатление в този дебат. Очевидно все повече колеги не разбират за какво става дума и продължават да говорят едни и същи неща, които нямат никаква връзка с живия живот. Всеки, който нарича снемането на пръстови отпечатъци насилие, явно не е разбрал, че всъщност това е европейски документ, който е подписан.

И още веднъж ще се обърна към всички тези, които изпадат в някакво странно раздвоение на личността. Тези, които посрещат с мечета, ще изпращат със свещи. Трябва да е ясно. И тези, които желаят да имат отношение към т.нар. нелегални имигранти, да бъдат така добри – има самолети, има летища в Турция – да си ги превозят направо.

(Ораторът приема да отговори на въпрос, зададен чрез вдигане на синя карта (член 162, параграф 8 от Правилника за дейността)).

Λάμπρος Φουντούλης (NI), ερώτηση με «γαλάζια карта». – Κύριε συνάδελφε, θα ήθελα να σας ρωτήσω εάν συμφωνείτε ότι οι καταγγελίες γίνονται κατόπιν παρότρυνσης κάποιων ΜΚΟ και δικηγόρων που κερδίζουν εις βάρος των μεταναστών και ότι θα έπρεπε να ελεγχθεί ο ύποπτος ρόλος τους;

Ангел Джамбазки (ECR), отговор на въпрос, зададен чрез вдигане на синя карта. – Благодаря за въпроса. Както виждате, за разлика от останалите колеги, които хвърлят непоказани обвинения, ние не се притесняваме да отговаряме. Да, според мен тези неправителствени организации имат конкретна полза, работят за конкретни интереси и малко се срамуват и се страхуват да кажат кой е виновен за това. Страхуват се да изрекат името на немския канцлер Меркел и да я питат как ще понесе отговорност за това, което причини на Европа.

Angelika Mlinar (ALDE). – Herr Präsident! Mich beunruhigt die Tatsache, dass einige Mitgliedstaaten bewusst das Asylansuchen kriminalisieren.

Ein illegaler Grenzübertritt, speziell wenn es gar keine legale Möglichkeit eines Asylansuchens gibt, ist sicherlich kein schlimmeres Vergehen als Falschparken. Es ist also keine Straftat, und dennoch verhaften wir Asylbewerberinnen und Asylbewerber.

Das EU-Recht bestimmt genau wie Artikel 5 der Europäischen Menschenrechtskonvention, dass ein Freiheitsentzug nur als letztmöglicher Ausweg in einem Asylverfahren zulässig ist. Freiheitsentzug und damit auch eine Inhaftierung zum Zweck der Identifizierung bzw. zur Abnahme von Fingerabdrücken darf daher nicht die automatische Sofortmaßnahme sein.

Wir haben es hier größtenteils mit traumatisierten und schutzbedürftigen Menschen und sogar mit Kindern zu tun und sollten das nie vergessen. Ganz abgesehen davon, dass diese Art der Behandlung enorme Kosten verursacht und die einschreitenden Beamten vor ein moralisches Dilemma stellt, denn sie müssen Personen, die keine Straftat begangen haben, festnehmen und festhalten.

Es ist Zeit, diese Praxis zu ändern und für den menschlichen Umgang mit Flüchtlingen zu sorgen.

Barbara Spinelli (GUE/NGL). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, leggo nel comunicato della Commissione sugli hotspot italiani, che Roma deve dare una cornice legale all'uso della forza per il prelievo di impronte e detenzioni prolungate. È difficile, dicono i giuristi, a meno di violare due articoli della Costituzione.

Mi chiedo come si intenda far fronte a detenzioni e violenze verso i rifugiati che si estendono in Ungheria, Bulgaria, Polonia, Francia, Spagna. In Italia le espulsioni forzate sono attuate anche quando i giudici sospendono i rimpatri. Il governo danese confisca da domenica i gioielli dei rifugiati, anelli nuziali esclusi, per pagarne i costi. È grave che tali misure siano presentate come urgenti e obbligatorie per salvare Schengen, che il Presidente Tusk raccomandi diciotto mesi di reclusione dei rifugiati, sempre per salvare Schengen, che non siano considerati obbligatorie il *non-refoulement*, l'*habeas corpus*, la non coercizione su persone vulnerabili o minori.

Non ci si può limitare a imporre solo misure repressive, mentre la Carta e i trattati prevedono diritti e clausole discrezionali ben vincolanti. Se questo è il prezzo di Schengen, no grazie! Come cittadina rinuncio a Schengen senza esitare.

Eva Joly (Verts/ALE). – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, le sort des réfugiés ne semble plus émouvoir personne. Pire, le président du Conseil y va de ses déclarations sécuritaires et dangereuses, comme pour mieux coller aux propos populistes que l'on entend partout et trop souvent en Europe.

Je ne sais pas ce qui me choque le plus: que M. Tusk évoque la possibilité de détenir les migrants pendant 18 mois pour raisons de sécurité ou que la requête des Verts lui demandant de s'expliquer sur ses propos en plénière ait été rejetée par d'autres groupes politiques. Circulez, il n'y a rien à voir, rien à redire.

En ce qui concerne les migrants, on peut donc tout dire, tout proposer, tout faire. En Europe, les murs s'élèvent un à un, mais les digues ont complètement lâché. Voilà le message irresponsable que l'on envoie aux citoyens européens. Finis le droit international, l'humanitaire, la solidarité! Désormais, on parle frontières, sécurité, guerre. On criminalise encore un peu plus la migration, droit humain pourtant reconnu par le droit international.

Voilà l'Europe en 2015! Je vous le dis aujourd'hui: il va falloir aller au-delà des vœux et des bonnes résolutions pour réorienter l'Europe dans la bonne direction.

Kristina Winberg (EFDD). – Herr talman! Självklart är förvar och tvång något som man bör undvika så långt det bara är möjligt. Vi ska dock vara medvetna om att en stor del av dem som kommer till Europa för att söka asyl inte har giltiga asylskäl. Den enda chans dessa personer har att stanna i Europa är om de lyckas fuska sig in, t.ex. genom att vägra lämna fingeravtryck eller på något annat sätt sabotera asylprocessen.

Sen har vi de personer som har fått avslag på sin asylansökan men trots det vägrar respektera detta och istället väljer att bli illegala migranter. Dessa personer måste vi kunna frihetsberöva och även använda tvång för att skicka dem tillbaka.

I båda dessa fall måste vi ha möjlighet att använda en lämplig nivå av tvång för att få dessa människor att respektera vår asylprocess och de beslut som fattas. Sanningen är den att en stor del av migranterna fuskar och utnyttjar våra system. Vi måste ha verktyg för att kunna komma tillrätta med dessa fuskare. Användning av tvång i vissa fall måste finnas med i den verktygslådan, annars kommer vi att översvämmas av dessa fuskare.

Janice Atkinson (ENF). – Mr President, I would actually like to see more detention, particularly in Calais. Every day we receive reports about violent and aggressive migrants, some with jihadist backgrounds, including the Paris attackers. In Calais British truck drivers are threatened and attacked on a daily basis whilst trying to do their job. We hear appalling stories of British lorry drivers who are threatened with weapons including knives, baseball bats and even guns. Their safety and lives are at risk. Hundreds of migrants arriving in Norway have been found with jihadi pictures on their cameras. Who is checking the Calais migrants?

Nobody has a clue what these migrants are doing in the Calais jungle. When are the French authorities finally going to act against these criminals who are threatening the safety of our citizens? Do the authorities really want to risk the first truck driver getting killed before they take appropriate action? If police forces are not able to control the situation, make the army step in to ensure security in Calais just as they do in the rest of France. If the Front National had won the Calais region last weekend a better solution would have been found for the lawlessness in the Calais jungle. Those migrants that commit criminal acts need to be arrested, detained and deported straightaway before it is too late.

Tomáš Zdechovský (PPE). – Pane komisaři, kolegové, já bych vám chtěl možná na začátek poděkovat za otevření tohoto tématu a za tuto velmi zajímavou diskusi. Je to totiž odlesk toho, co se děje ve společnosti. Ne všichni můžeme se vším souhlasit. Ne všichni můžeme ty věci vidět stejně. A ne vždycky je jediná pravda, záleží na úhlu pohledu.

Na začátek bych ale chtěl říci, že dřív než začneme někoho kritizovat, tak si přiznejme to, že jsme udělali chybu všichni. Všichni nějakým způsobem nedodržujeme pravidla, buď na jednu, nebo na druhou stranu. Teprve potom můžeme racionálně řešit problém uprchlictví. Dnes tady mluvíme o hrůzostrašné situaci uprchlíků, respektive žadatelů o azyl, kteří čekají na vnější hranici Evropské unie nebo přímo uvnitř. Ano, jejich situace je otřesná. Ale ptejme se, proč tomu tak je? Kdo jsou tito lidé? A jak se tito lidé chovají? Podřizují se vždycky všem pravidlům? Mohl bych tady dlouhodobě rozebírat zkušenosti z uprchlických táborů, z hranic, ale myslím si, že to nemá cenu. Tyto věci už tady byly řečeny mnohokrát. Z mých vlastních zkušeností vím, že všude jsou lidé, kteří nedodržují pravidla, i samotná žádost o azyl pro ně není relevantní. Oprávněnost a délka jejich zadržování je tedy velice diskutabilní a je nutné, abychom na celou věc pohlíželi z mnoha úhlů.

Vážení kolegové, já bych vás chtěl na závěr všechny vyzvat k jednomu. Nekritizujme jenom, ale zamysleme se nad tím, jak celou situaci řešit, a prosím, řešme ji pozitivně, ve prospěch těch lidí, kteří naši pomoc nejvíce potřebují.

Tibor Szanyi (S&D). – Tisztelt hölgyeim és uraim! Amennyiben itt, ebben a teremben és nem csak itt ebben a teremben, hanem úgy általában az Európai Parlamentet körülölelő sajtókörnyezetben próbáljuk nézni ezt a dolgot, akkor azt kell mondjam, hogy helytálló ez a vita. Csak hát az európai közbeszéd ennél lényegesen bonyolultabb és sokkal durvább, mi több, a központi jellegű médiumokat olvasgatva, nézegetve megint csak azt mondhatom, szórhatnak a vélemények, de fogalmunk nincs, hogy mi van a végeken.

Ez a szörnyű közbeszéd, amit egyébként egyes kormányok is generálnak, például a magyar kormány, amely, bármilyen furcsa az itt, ebben a teremben ülök fulének európai pénzekből, részben európai pénzekből építette azt a szörnyű kerítést, és részben európai pénzekből folytatja azt a kormányzati propagandát, ami rádióban, televízióban szó szerint nem sugallja, mondja, rettegni kell a menekültektől. A menekültek terroristák, mindenki készüljön, mindenki készüljön fel önvédelemre, áradat van és a többi és a többi. Nos, az Európai Uniónak ennél több erőt kell tudni mutatni, és ilyen értelemben valóban szükséges, hogy egységesítsük azokat a szabályokat, és ezeket meg is követeljük, amikről itt ma beszélünk.

És még ennek az ügynek mentén említeném a PNR-szabályozást, az utas-nyilvántartási rendszert. Szóval azt azért úgy nem nagyon lehet csinálni, hogy mi egymást, itt élő európai polgárokat szerte ellenőrzzünk tetőtől talpig, ugyanakkor százazrek tudnak mindennemű kontroll nélkül, mondjuk Görögországban két schengeni határt is átlépni, amikor bejönnek, meg amikor kimennek. Tehát magyarul, én azt gondolom, hogy valóban egy sokkal összefogottabb és egységes nézőpontra van szükségünk, amit viszont mindenki által betartatunk.

Jussi Halla-aho (ECR). – Mr President, one important defect in our migration policy is that Europe is unable to return those people whose asylum applications have been rejected. It is clear that this fact encourages the use of the asylum system as a channel of economic migration. In most cases, applicants wait for the decision in open reception facilities. When they learn that their application has been rejected they very often disappear and remain in the Schengen area as illegal immigrants. Sometimes they vanish from reception centres before they are even registered and fingerprinted.

All this undermines the credibility of the asylum system. It would be a good idea to always detain asylum seekers for as long as their case is being processed. If this is against the existing EU law, then we should change that EU law.

Maite Pagazaurtundúa Ruiz (ALDE). – Señor Presidente, los padres de Jesús de Nazaret escaparon a Egipto huyendo de la persecución de los inocentes. Si hubiera dependido de la señora Bizzotto, de la señora Winberg o de la señora Atkinson, Jesús de Nazaret no habría nacido ni tan siquiera en un establo; les habrían deportado, y María habría parido en cualquier cuneta y seguramente el niño habría muerto. ¡Duros de corazón!

Comisión y Consejo, si ustedes no comprueban las sospechas de que puede haber vulneración de derechos fundamentales con personas que están escapando de la guerra, ustedes serán culpables. Compruébenlo y, si es verdad, actúen con la máxima dureza, porque hoy el señor Juncker nos ha dicho qué historia estamos dispuestos a tolerar y a escribir. Yo no pienso ser cómplice, desde luego, de que se escriba esa.

Martina Anderson (GUE/NGL). – Mr President, ‘give me your huddled masses yearning to breathe free’ is written proudly on the base of the Statue of Liberty. What would be written if she stood in Lampedusa? Maybe, ‘get in line, prepare for internment and deportation, or return to war zones’. Fortress Europe wants authorities to forcibly register and detain asylum seekers to protect the failed Dublin Regulation, identify hotspots and deploy rapid-response units. The EU is complicit in serious human rights abuse.

Yesterday, Amnesty International published a report condemning how Turkey has unlawfully apprehended, detained and pressurised refugees and asylum seekers to return to war zones. Hungary and Bulgaria are no better.

Europe is not faced with a deadly invasion. Refugees are people like you and me who, along with their children, are fleeing desperate conflicts in the Middle East and North Africa – conflicts made worse by the bombs of Member States. Offering simple, safe and legal routes and de-escalating conflict will help alleviate the conflicts and the crisis. From 1892, Ellis Island, without computers, neither internet nor modern-day sophistication, offered safe and legal access to millions.

So I leave you with a quote from an Irish conservative philosopher, Edmund Burke, who said: ‘the only thing necessary for the triumph of evil is for good men to do nothing’.

Heidi Hautala (Verts/ALE). – Mr President, the President of the European Council should facilitate bringing together different Member States’ positions in order to find sustainable and humane solutions. He should also stand up for common European values, and he should not give way to using his position as a tool for advancing national politics. His proposal to detain refugees arriving in the EU for 18 months goes not only against EU law, but also against international law. Talk of detaining refugees further deepens the gaps and divisions between Member States and is thus very harmful at times when common EU asylum and migration policies are needed. Instead of populist responses like this, a comprehensive approach is needed in order to tackle the humanitarian crisis the world is currently facing.

Nicolas Bay (ENF). – Monsieur le Président, dix jours après les attentats du 13 novembre, deux commissions du Parlement européen ont osé voter, en procédure accélérée, un texte qui entend faciliter le dépôt de plaintes par les immigrés clandestins. Alors que la Commission nous annonce l’arrivée de plus de trois millions de nouveaux immigrés clandestins d’ici 2017, droite et gauche de cet hémicycle ont adopté le 2 décembre dernier cette résolution qui encourage l’immigration illégale. En effet, ce texte vise à empêcher les gardes-frontières de faire leur travail, en incitant les clandestins à porter plainte contre eux. Pire, les ONG, grassement subventionnées, qui ont fait de la défense systématique des étrangers leur fonds de commerce, pourront lancer des procédures légales au nom de ces immigrés entrés illégalement dans nos pays.

Alors que votre priorité doit être de garantir la sécurité et la prospérité des Européens qui vous ont élus, vous privilégiez toujours davantage les clandestins aux citoyens, les autres avant les nôtres. À l’irresponsabilité, vous avez ajouté l’indécence, en nous invitant à boire le champagne pour fêter l’adoption de cette funeste résolution. Mais pendant que vous sifflez vos bulles, ce sont nos compatriotes qui trinquent. Tôt ou tard, vous aurez des comptes à rendre!

Presidente. – Il pubblico è benvenuto, ma tutto può fare in quest’Aula tranne che applaudire e dissentire e mostrare approvazione o disapprovazione. Questo è un fatto gravissimo! E chiedo ai servizi della tribuna di intervenire.

Caterina Chinnici (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, l’impegno profuso nella gestione dei flussi migratori che hanno interessato specificamente alcuni paesi europei è stato caratterizzato da azioni intraprese su più fronti, al fine di garantire la migliore accoglienza possibile a tutti i migranti, rifugiati e richiedenti asilo.

Nell’ambito dei dispositivi di accoglienza attivati, i necessari controlli effettuati su chi entra in Europa devono essere improntati al rispetto dei diritti e devono essere svolti nel minor tempo possibile perché il contrasto ai trafficanti e agli sfruttatori, così come la prevenzione di altre forme di criminalità, incluso il terrorismo, passa innanzitutto da una corretta applicazione delle leggi in materia.

I controlli, infatti, devono essere conciliati con il pieno rispetto della dignità e dei diritti fondamentali della persona, per non dover più assistere a situazioni di migranti stipati in strutture poco adatte per periodi superiori a quelli previsti dalla legge, in stato di evidente disagio psicofisico e senza adeguate forme di assistenza, anche legale. Occorre tenere sempre a mente che, sulla base della legislazione europea ed in coerenza con l’articolo 5 della Convenzione europea dei diritti dell’uomo, la privazione della libertà per ragioni legate all’immigrazione è una misura utilizzabile solo come ultima risorsa ed è importante affrontare coerentemente la questione relativa al sistema di denuncia di possibili violazioni dei diritti umani dei migranti ospitati nei centri di accoglienza, tenendo nella debita considerazione anche le indicazioni desumibili dagli interventi dell’Ombudsman europeo.

A mio avviso, il nuovo corpo di guardie di frontiera e costiere europeo che verrà formato prossimamente dovrebbe già poter comprendere un ufficio competente per i diritti fondamentali, che operi a stretto contatto con tutti gli attori interessati per sostenere fin dal primo momento le categorie vulnerabili come i minori, soprattutto i minori non accompagnati, esposti al più grave rischio di finire vittime dell'attività della criminalità organizzata.

Hans-Olaf Henkel (ECR). – Herr Präsident! Als langjähriges Mitglied von Amnesty International habe ich mich sehr darüber gefreut, dass heute sehr viel Richtiges über die Rechte von Flüchtlingen gesagt wurde, und ich möchte hinzufügen, dass es eine Schande ist, wie Flüchtlinge oft in meinem Land angegriffen oder Flüchtlingsheime angezündet werden.

Aber im Interesse derjenigen, die das Recht haben, im Lande zu bleiben, muss man auch einmal über ihre Pflichten reden. Flüchtlinge, die vor der Grenze zur EU ihre Personaldokumente vernichten oder die hinter der Grenze falsche Angaben über ihre Identität machen, die ihre konfessionellen und ethnischen Streitereien mit Gewalt in Europa unbedingt weiter austragen wollen, sollten ohne Wenn und Aber wieder nach Hause geschickt werden.

Auch für diejenigen, die bleiben, gilt: Integration ist nicht nur eine Bringschuld der Europäer, sondern sie ist auch eine Holschuld der Flüchtlinge. Auch diese Botschaft sollte einmal von diesem Parlament ausgehen.

(Der Redner ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

Gianluca Buonanno (ENF), Domanda «cartellino blu». – La ringrazio onorevole, Lei è molto più democratico dell'onorevole che non mi ha fatto parlare prima. Le volevo chiedere, io sono perfettamente d'accordo su quello che diceva Lei poc'anzi. Sarebbe lei d'accordo di fare una Guantánamo in Europa?

Hans-Olaf Henkel (ECR), Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“. – Ich habe mich auch als Mitglied von Amnesty International immer für die Auflösung des Gefängnisses in Guantánamo eingesetzt und kann deshalb nur sagen: Nein.

Κώστας Χρυσόγονος (GUE/NGL). – Κύριε Πρόεδρε, τις τελευταίες εβδομάδες πληθαίνουν ανησυχητικά οι αναφορές διεθνών οργανισμών προστασίας των ανθρωπίνων δικαιωμάτων για κακομεταχείριση μεταναστών και προσφύγων από τις αστυνομικές αρχές ανατολικοευρωπαϊκών κρατών μελών της Ένωσης, όπως και από τις αρχές της Τουρκίας. Η Ευρωπαϊκή Ένωση, όμως, οφείλει να υπερασπίζεται τις καταστατικές της αξίες, δηλαδή τα θεμελιώδη δικαιώματα και το κράτος δικαίου και να καταδικάζει τις παραβιάσεις τους, από οπουδήποτε και αν προέρχονται.

Δεν πρέπει να ξεχνούμε ότι οι πρόσφυγες δεν είναι εγκληματίες, αλλά εγκατέλειψαν την πατρίδα τους λόγω φόβου δίωξης ή αναζητώντας μια καλύτερη τύχη. Πρέπει να βρούμε μια δίκαιη ισορροπία μεταξύ της φύλαξης των εξωτερικών συνόρων, η οποία είναι απαραίτητη για την πρόληψη εγκληματικών ενεργειών, και της προστασίας των θεμελιωδών δικαιωμάτων. Η Ένωση οφείλει ακόμη να ρίξει όλο το βάρος της για να υπάρξει ειρήνη και ομαλότητα στην περιφέρειά της και ιδίως στη Μέση Ανατολή, με σεβασμό στο διεθνές δίκαιο, ώστε να σταματήσει η αναγκαστική προσφυγοποίηση των ανθρώπων.

Ana Gomes (S&D). – Senhor Presidente, ao advogar a detenção de migrantes e refugiados, o presidente Tusk envergonhou a União Europeia, espelhando a deriva «orbanesca» com que líderes europeus vêm cavalgando a insegurança dos cidadãos face às crescentes ameaças do desemprego, da desigualdade e do terrorismo.

Não seremos eficazes a combater terroristas se continuarmos a negar, falando de *foreign fighters*, para iludir que eles, os que nos têm golpeado, são europeus. E para não reconhecer que as políticas de austeridade só agravaram os *Molenbeeks* em que se preparam ataques terroristas, tal como incapacitaram as agências de segurança que deveriam partilhar informação e não partilham. E que nem sequer foram reforçados nos últimos meses, suficientemente, para tornar operacionais os *hot spots* de acolhimento e agilizar o registo e reinstalação dos requerentes de asilo, quando há Estados-Membros, como o meu, à espera para os acolher.

Os refugiados que temos obrigação legal e moral de acolher e os migrantes que temos interesse económico e social em receber nas nossas sociedades envelhecidas só vão deixar de vir massiva e descontroladamente se a União Europeia se empenhar na solução dos conflitos e na luta contra o terror de que eles fogem e de onde eles fogem.

A única maneira de controlar, de facto, quem vem na vaga massiva de refugiados e migrantes é criar canais seguros e legais para a análise organizada dos seus pedidos de entrada na Europa. É também o modo mais eficaz de retirar lucro às redes de traficantes de seres humanos, mas estes canais têm sido ignorados pelos nossos governantes. Não há reforço de controlos que possa trancar cada metro da fronteira da União Europeia. Virar costas a quem precisa de proteção é acabar com o projeto europeu, é fazer o jogo dos traficantes e dos terroristas. Não vai nem travar o afluxo de refugiados, nem dar segurança aos nossos cidadãos.

A Europa é do que mais precisamos para partilhar obrigatoriamente informação e prevenção contra o terrorismo e para partilhar obrigatoriamente o esforço de acolhimento dos que nos pedem asilo.

Zdzisław Krasnodębski (ECR). – Panie Przewodniczący! Wydaje mi się, że niektórzy koledzy, gdy mówią o prawie, mają na myśli anarchię, a w swoim godnym podziwu idealizmie tracą poczucie rzeczywistości. Chciałbym jednak spytać przedstawicieli Rady, Komisji i szanownych kolegów, jak wyobrażają sobie mechanizm realokacji bez elementu przymusu, skoro krytykuje się także tu na tej sali przymusowe pobieranie odcisków palców i przetrzymywanie uchodźców w miejscach odosobnienia. Realokacja nie będzie mogła się odbyć bez użycia przymusu, uchodźcy musieliby być przymusowo przewożeni z jednego kraju, do którego wcale nie zmierzali, i zatrzymywani w tych krajach, w których nie zamierzali żyć, bo, jak wszyscy wiemy, dążą i wybierają pewnego typu kraje. Nie chcą mieszkać w Bułgarii, w Polsce, na Litwie tylko w Szwecji i w Niemczech.

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL). – Senhor Presidente, o uso de força contra os requerentes de asilo é uma vergonha, tal como é o uso de força contra os migrantes, em geral. Que não sirva esta discussão para selecionar os seres humanos que são ou não passíveis de serem violentados. As agressões e detenções na Hungria, na Polónia, na Bulgária, são hediondas. As pessoas que atravessaram a Bulgária por via terrestre denunciam a utilização de cães, de material de visão noturna e de disparos com armas de fogo, para além de detenções e prisões em condições infra-humanas, durante vários dias.

Mas também é hedionda a forma como a Turquia, por exemplo, tem empurrado à força os sírios para dentro do território sírio, zona de guerra, depois de os deterem em locais isolados e em segredo. A Turquia, a quem a União Europeia quer pagar milhões para cuidar dos refugiados que rejeita. No mar Egeu, embarcações que transportavam migrantes e refugiados foram atacadas de forma violenta, alegadamente por forças de uma guarda costeira, tendo-lhes sido retirado os motores e perfurado os cascos.

Quem são estas forças? Dos Estados-Membros ou da União Europeia?

Soraya Post (S&D). – Herr talman! Jag skulle vilja börja med ett konstaterande. Ingen människa är illegal.

Den diskussion om flyktingpolitiken som pågår inom EU är inte gynnsam för vår syn på andra människor. Uttalanden om att vi måste förstärka gränserna och att EU måste sätta ett tak för antalet flyende människor, och att vi talar om flyende människor i volymer, gör att de lätt förlorar sitt människovärde i allmänhetens ögon.

Vi har ett ansvar att leda - inte att sitta i affekt. Det påverkar hur flyende människor behandlas, inte minst i gränsområdena. Vi vet att det förekommer att flyende människor behandlas som brottslingar och boskap vid gränsövergångar. Det är en skam för EU och det är också olagligt.

Varje land är skyldigt att respektera de mänskliga rättigheterna för alla individer som befinner sig på dess territorium, och det är olagligt att frihetsberöva människor utan orsak. Det är olagligt att använda våld mot människor som vill nyttja sin rätt att söka asyl. Det är olagligt att inte behandla människor som människor. EU har ett stort ansvar i denna fråga.

Vi har en gemensam asylpolitik, och kommissionen måste se till att länderna följer denna lagstiftning. Det behövs en fungerande och oberoende övervakning av ländernas och EU:s gränsbevakningsmyndigheter, som borde arbeta förebyggande och behandla klagomål. EU:s myndigheter måste prioritera att mänskliga rättigheter respekteras där de arbetar och sprida en god praxis på det här området.

Om vi inte klarar av att behandla flyende människor som människor så är det förr eller senare vårt eget människovärde som står på spel.

Νικόλαος Χουντής (GUE/NGL). – Κύριε Πρόεδρε, αγαπητοί συνάδελφοι, τούτο το χρόνο, το 2015, γιορτάζουμε τα 65 χρόνια από την σύναψη της Ευρωπαϊκής Σύμβασης των δικαιωμάτων του ανθρώπου, υπό τη σκιά πολέμων, τρομοκρατίας και χιλιάδων προσφύγων. Η καταστολή, η αστυνομική βία κατά των προσφύγων, οι φράχτες, η δημιουργία hotspots – στρατοπέδων συγκέντρωσης είναι ντροπή για την Ευρωπαϊκή Ένωση και τα κράτη μέλη της. Παραπέμπουν σε άλλες, σκοτεινές περιόδους της Ευρώπης που κανένας δημοκρατικός πολίτης δεν θέλει να αναβιώσουν. Το σύστημα του Δουβλίνου παραβιάζει δικαιώματα, χώρες όπως η Ιταλία και Ελλάδα έχουν μετατραπεί σε αποθήκες ανθρώπων και το ερώτημα για το παρόν και το μέλλον της Ευρώπης, με τις αποφάσεις που υιοθετήθηκαν, γίνεται ολοένα και πιο οδυνηρό.

Παραδείγματος χάρι, η δημιουργία της νέας Frontex εξασφαλίζει άραγε τα δικαιώματα των αιτούντων άσυλο; Δεύτερο, έναντι ποίου θα μπορούν να προσφύγουν όσοι αδικήθηκαν ή τους κακομεταχειρίστηκαν; Τρίτο, πώς εξασφαλίζονται τα εθνικά κυριαρχικά δικαιώματα; Δυστυχώς, η αλήθεια είναι τραγική, η Ευρωπαϊκή Ένωση κινείται οριακά ως προς το διεθνές δίκαιο, μεταθέτοντας τις ευθύνες και στοχοποιώντας τα κράτη μέλη της. Οι πολιτικές ευθύνες και οι ενοχές της Ευρωπαϊκής Ένωσης δεν μπορούν να καλυφθούν κάτω από την πίεση μικροπολιτικών συμφερόντων, εθνικιστικών περιχαράκωσεων και ακραίας ρητορικής.

Procedura «catch-the-eye»

Ivan Jakovčić (ALDE). – Gospodine predsjedniče, ono što si trebamo jednom jednostavno reći je da je svih nas iznenadila ova migrantska kriza i da smo naravno u tom kontekstu često znali improvizirati i donositi odluke koje nisu bile sustavne. Jer moramo si reći da Dublinski sustav ne funkcionira, ne postoji. To je potpuno jasno.

Ali, ovdje želim vrlo jasno reći da zbog toga što smo bili nespremni ne možemo nikako prihvatiti sve ono što se dešava na mađarskoj granici ili što se dešavalo na mađarskoj granici, sve ono što se danas dešava na slovenskoj granici prema Hrvatskoj. Ne možemo prihvatiti izjave gospodina Tuska koje su potpuno neprimjerene.

U tom kontekstu, očekujem da se nagrade države kao što je Hrvatska, pa i Srbija i Makedonija koje su napravile vrlo dobre stvari za dolazak migranata u Europu. Na kraju krajeva, pravo na slobodu i pravo na azil zaista ima svaki čovjek.

Νότης Μαριάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, η Ελλάδα έχει κατακλυστεί από χιλιάδες πρόσφυγες και παράνομους μετανάστες. Πάνω από 500 000 πρόσφυγες έχουν εισέλθει στη χώρα μου. Το καλοκαίρι επισκέφθηκα τη Σάμο, την περασμένη Κυριακή την Ειδομένη στα ελληνοσοκοπιανά σύνορα, το Σάββατο θα επισκεφτώ τη Μυτιλήνη, επομένως, έχω εικόνα επιτόπια, «on the spot», του τι συμβαίνει και σας λέω ότι ο φτωχοποιημένος απ' ο τα μνημόνια ελληνικός λαός έκανε υπεράνθρωπες προσπάθειες φιλοξενίας των χιλιάδων προσφύγων. Η κριτική που ακούστηκε για την Ελλάδα είναι όχι μόνο άδικη αλλά και υποβολιμαία.

Αγαπητοί συνάδελφοι, ο αριθμός των προσφύγων και των μεταναστών αυξήθηκε πολλαπλάσια από τη στιγμή που η κ. Merkel κάλεσε τους πρόσφυγες στη Γερμανία. Από τους 160 000 πρόσφυγες προς μετεγκατάσταση, τα κράτη έχουν ξεκινήσει τις διαδικασίες μόνο για 2 000 από τους μετανάστες και από τα 28 κράτη έχουν ανταποκριθεί μόνο τα 8. Επομένως, ας αναλάβουν τις ευθύνες τους τα κράτη μέλη της Ένωσης και ιδίως αυτά που ευθύνονται για τους πολέμους στη Μέση Ανατολή.

Krisztina Morvai (NI). – Kiváló párhuzamot használt dr. Zétényi Zsolt ügyvéd kollégánk a Nemzeti Jogvédő Szolgálat nemrégii konferenciáján. Képzelnék el egy nagyon gazdag céget, amelyik a kacsalábon forgó, gyönyörű luxuspalotájába meghív egy hatalmas külföldi delegációt. Amikor a hatalmas külföldi delegáció megérkezik, történetesen hétvége van és csak a portás van ott a kacsalábon forgó épületben. Mikor rémülten telefonál a főnökeinek, akkor azok azt mondják, hogy semmi probléma, vigye őket haza a saját lakásába, szállásolja el őket, etesse meg őket és gondoskodjon arról, hogy jól érezzék magukat. Pontosan ez történt velünk, egy olyan országgal, ahol 200–300 eurós havi fizetéséből, jövedelmekből élnek emberek. Önök voltak szívesek, élén Merkel asszonnyal, a főnökasszonyukkal és Németországgal behívni ide sok-sok millió menekültet, és most azt akarják, hogy a nyomorúságos helyzetben lévő országok vigyék el a ballét. Nem kérünk belőle, köszönjük.

Ruža Tomašić (ECR). – Gospodine predsjedniče, često smo tijekom ove krize raspravljali o pravima izbjeglica i migranata i tražitelja azila, a sada je vrijeme da konačno razgovaramo i o obvezama koje uz ta prava dolaze. Najvažnija obveza je svakako poštivanje ustava i zakona države članice u kojoj se tražitelji azila trenutačno nalaze.

Svjesna sam iz kakve su užasne situacije ti ljudi pobjegli. Razumijem i da su neki među njima neprilagođeni našem načinu života i zakonima koji ga prate. Ali, unatoč tome smatram da bismo prema njima morali postupati jednako kao prema vlastitim građanima, bez posebnog tretmana. Zakon mora biti jednak za sve.

Iako je stanje s migrantima i tražiteljima azila u ovom trenutku vrlo kaotično, ne postoji nijedan razlog zbog kojeg bismo suspendirali vlastite zakone ili tolerirali prijestupe. Svi oni koji u Europi žele živjeti moraju znati da njihova prilagodba našem načinu života počinje onog trenutka kad stupe nogom na naše tlo.

Elly Schlein (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, quello che abbiamo sentito sulla detenzione dei richiedenti asilo e sull'uso della forza per registrarli è preoccupante.

Ho visitato un centro di identificazione ed espulsione in Italia la settimana scorsa e ho potuto riscontrare che le persone che arrivano non vengono adeguatamente informate sui loro diritti, compreso quello di richiedere l'asilo. Vengono divise, discriminandole sulla base della nazionalità tra irregolari e ricollocabili, e tradotte in centri dove viene detto loro che siccome la richiesta è tardiva potranno essere trattenute fino ad un anno.

Le condizioni di vita in questi centri sono pessime, ci sono anche dei minori che nemmeno dovrebbero starci e il metodo di calcolo della loro età con l'esame del polso ha un margine di errore elevatissimo e si mostra del tutto inadeguato. Da ultimo, le persone si farebbero registrare se fosse data loro una prospettiva chiara sul loro futuro. Per questo il superamento di Dublino e il piano di ricollocamento è in gravissimo ritardo e doveva essere già partito.

(Fine della procedura «catch-the-eye»)

Christos Stylianides, Member of the Commission. – Mr President, I would like to thank colleagues for this very fruitful debate, for the very constructive and productive discussion. You know that my colleague Dimitris Avramopoulos, who is in charge of this subject, has already covered all aspects of these very challenging matters in his opening remarks, so I shall say a few words only.

The Commission is taking action to ensure full compliance with EU law in the area of asylum, and the right to asylum is a fundamental right and of course this means respect of all aspects of the asylum legislation. This is very important. The Commission during the last semester has sent four reasoned opinions, 42 letters of formal notice and eight administrative letters in the field of asylum concerning the implementation of the Eurodac Regulation, and the transposition of compliance with the recast Asylum Procedures and Reception Conditions Directives. I would like to stress and to focus on this. The right to asylum is fundamental and of course this means respect of all aspects of the asylum legislation. The Commission remains fully committed to ensuring respect by Member States of human rights and dignity when they apply European Union law.

Nicolas Schmit, président en exercice du Conseil. – Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les députés, je ne peux pas m'ériger en interprète des propos du président du Conseil européen, mais je lis dans la lettre qu'il a envoyée pour le Conseil européen de demain – je le cite, en anglais:

«The protection of our external borders is not intended to scare off those who flee wars or persecution. Europe is a community of freedom and will always provide shelter for those in danger.»

Comme l'ont fait les commissaires, j'ai exposé le droit en matière de rétention, et il est clair que la rétention des demandeurs d'asile ne peut pas être vue, ni interprétée, en aucun cas, comme la règle. S'il y a des abus, s'il y a des situations où les règles européennes qui viennent d'être rappelées par le commissaire ou des règles internationales ne sont pas respectées, il faut engager des mesures, puisque la dignité humaine et les droits de l'homme ne peuvent être impunément violés.

Comme nous sommes un peu dans cette situation de crise, il serait peut-être utile de relire nos textes fondamentaux, ceux qui font de l'Union européenne ce qu'elle est, ce qu'elle devrait être. Ces textes, c'est, entre autres, la charte des droits fondamentaux. L'article premier de cette charte, que dit-il? Il dit que «la dignité humaine est inviolable. Elle doit être respectée et protégée». Que dit l'article 18? Que «le droit d'asile est garanti dans le respect des règles de la convention de Genève», etc. Voilà nos guides, et bien sûr que chacun doit respecter nos lois, nos règles, y compris ceux qui demandent l'asile.

Presidente. – La discussione è chiusa.

Dichiarazioni scritte (articolo 162)

Ildikó Gáll-Pelcz (PPE), írásban. – Minden válság egy lehetőség is. A migrációs válság egy lehetőség számunkra, hogy az EU vállalja önmagát és a számunkra fontos dolgokat helyezzük előtérbe. Azonban fontos, hogy ne az események irányítsanak bennünket, hanem felelősen mi irányítsuk az eseményeket. Meggyőződésem, hogy ha homokba dugjuk a fejünket és egymásra kezdünk mutogatni, ez nem a megoldás, hanem a káosz irányába visz bennünket. Schengennek meg kell maradni, azt mondjuk, miközben egyre több tagállam kéri a határellenőrzés ideiglenes visszaállítását. A szabad mozgás óriási érték. Ezek után csak azt nem értem, hogy miért probléma az, ha valaki eleget tesz az EU-s jognak, amit közösen hoztunk, és megvédi a schengeni határt.

Most éppen ezért indítanak ellenünk kötelezettségszegési eljárást. Túlbuzgóság, butaság, parancs? Nem tudni, mi volt a kiindulási pont. Egyet azonban tudok! Az egymásnak ellentmondó beszéd és intézkedés káros. Közös célunk, hogy ne kelljen félelemben élnünk a bűnözők és terroristák miatt. Ehhez szigorú és méltányos, betartható és betartott szabályokra van szükség. A jelenlegi folyamatban, a migrációs nyomás alatt az EU destabilizálódását el kell kerülni. Nem baj, ha őszinték vagyunk és nevén nevezünk a dolgokat, csak ez adhatja meg a lehetőséget a közös megoldásra. A meghozott intézkedések nem eléggé közösek, ezért végrehajthatatlanok. Ha valami nem jó válasz, akkor nem erőltetni kell a végrehajtást, hanem igazi közös cselekvést kell találni.

Afzal Khan (S&D), in writing. – Asylum seekers are forced to flee their homes in hope of a better future, only to end up in detention centres which are severely overcrowded with appalling living conditions, offering inappropriate shelter. The lack of information about people's cases and the lengthy application process leads to people being detained endlessly. Conditions and safeguards available to detainees who have committed no crime are, in many cases, worse than those of criminal detainees. Their plight is moreover aggravated by the numerous incidents wherein officers have abused their existing powers and used excessive force against detainees. All this has a negative impact on their well-being, especially after the hardship endured during their journey. We should better protect against unjust and abusive treatment in detention facilities, as well as other human rights violations. While promoting human rights, we in Europe must ensure that we ourselves reflect the very values we seek to promote globally.

Cláudia Monteiro de Aguiar (PPE), por escrito. – A crise humanitária dos refugiados assume várias dimensões. Este debate expôs uma ação que tem sido recorrente nos diferentes Estados-Membros que recebem este fluxo de refugiados, a detenção e o uso de força arbitrário, pela simples razão de ser um requerente de asilo.

O pedido de asilo é um direito humano consagrado pela Convenção de Genebra para os refugiados. Por isso, a detenção deve apenas ser usada em último recurso e dentro de um período limitado de tempo. As condições para a detenção dos requerentes de asilo, enquanto aguardam a análise do seu pedido, estão descritas na Diretiva relativa às condições de receção dos requerentes de asilo. De referir que, no caso dos menores não acompanhados, estes só podem ser detidos em circunstâncias excecionais e devem ficar em locais próprios às suas necessidades e separados de adultos.

Por isso, caso os Estados-Membros não cumpram estas condições, a Comissão Europeia deve iniciar processos por infração aos Estados em causa. Numa situação humanitária desta dimensão, os Estados-Membros e as autoridades competentes devem ter consciência das fragilidades e marcas que estas pessoas transportam consigo. Devemos fazer respeitar os instrumentos existentes nesta matéria.

17. Establishment of a commission of enquiry

Presidente. – Ai sensi dell'articolo 198 del regolamento, la Conferenza dei presidenti ha ricevuto una richiesta da parte di 283 deputati di istituire una commissione di inchiesta sulla misurazione delle emissioni nel settore automobilistico.

Nella riunione di questo pomeriggio la Conferenza dei presidenti ha preso atto che la richiesta era stata validamente presentata da più di un quarto dei membri del Parlamento e ha deciso di presentare in plenaria una proposta di decisione concernente l'istituzione di una commissione di inchiesta, le sue attribuzioni, la sua composizione numerica e la durata del relativo mandato. La proposta di decisione, che porta la sigla B8-1424/2015, è disponibile sul sito Internet del Parlamento.

L'Aula voterà su tale proposta all'inizio del primo turno di votazione di domani. Gli emendamenti alla proposta della Conferenza dei presidenti concernente la composizione numerica della commissione di inchiesta possono essere presentati entro le ore venti di stasera. L'Aula voterà sulle nomine alla commissione di inchiesta il 19 gennaio 2016.

Νότης Μαριάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, άκουσα την ανακοίνωση σας στην οποία είπατε ότι έχουμε δικαίωμα να προτείνουμε ό,τι κρίνουμε σκόπιμο μέχρι τις οκτώ η ώρα. Θεωρώ ότι αυτή δεν είναι μια διαδικασία δημοκρατική, διότι, όπως βλέπετε και εσείς, είναι παρόντες εδώ ελάχιστοι συνάδελφοι, ο χρόνος που δίνετε είναι μία ώρα και εκτιμώ ότι αυτές οι διαδικασίες δεν αρμόζουν σε ένα Κοινοβούλιο. Πιστεύω ότι πρέπει να υπάρχει άνεση χρόνου και πιστεύω επίσης, την στιγμή που δεν έχουμε μεγάλη συμμετοχή και μας λέτε ωστόσο ότι μέσα σε μία ώρα θα πρέπει να κάνουμε συγκεκριμένη πρόταση, ότι πρέπει να ξαναδείτε το θέμα.

Presidente. – La interrompo perché noi non abbiamo la possibilità di fare un dibattito su questo, come Lei sa, ai sensi del regolamento e questa decisione è stata presa dalla Conferenza dei presidenti che ha stabilito anche la tempistica per la presentazione degli emendamenti. E naturalmente, per quanto riguarda la decisione della Conferenza dei presidenti, noi ne prendiamo atto.

18. 20th anniversary of the Dayton Peace agreement (debate)

Presidente. – L'ordine del giorno reca la discussione sulla dichiarazione del Vicepresidente della Commissione/Alto rappresentante dell'Unione per gli affari esteri e la politica di sicurezza sul 20° anniversario dell'accordo di pace di Dayton [2015/2979(RSP)].

Nicolas Schmit, President-in-Office of the Council, on behalf of the Vice-President of the Commission/High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy. – Mr President, 20 years after Dayton, it is time we all looked ahead. Looking ahead means looking at a common future inside the European Union. The 20 years since 1995 have now proven beyond doubt that Dayton has delivered on its main objective of bringing peace and stability to Bosnia and Herzegovina and enabling post-conflict reconstruction.

But many challenges remain. Much remains to be done to consolidate reconciliation. The Dayton Peace Agreement has also become fundamental to rebuilding peace and advancing reconciliation in the broader region. It has played an important part in the efforts to rebuild dialogue and cooperation in the Western Balkans. Some of the countries of the region, once enemies, have become signatories to the Agreement and over time have become friends and close partners investing in their joint future in the European Union.

The Western Balkans region has moved a long way forward in the two decades since Dayton. Many countries of the region are candidates for EU membership, and Bosnia is a potential candidate. Bosnia has made considerable progress in its relations in the region – good neighbourly relations.

The EU has been one of the largest donors to Bosnia, both during the war and in the post-war reconstruction period. Its presence largely focused on advancing political and economic reform and establishing a framework for the implementation of the EU's Stabilisation and Association Process, following the Thessaloniki summit in June 2003 and the eventual integration of Bosnia into the EU.

In addition, at the end of 2004, Bosnia also became the first country where instruments of both the CFSP and the ESDP were deployed on the ground. The EU continues today to safeguard the Dayton Agreement through EUFOR Althea. However, Bosnia is no longer a security consumer state, but a security provider. It has effectively contributed to UN and NATO missions and, since 15 September 2015, it can also effectively contribute to EU CSDP missions after signing its framework participation agreement in the EU crisis management operations.

Progress may be uneven at times, but the strong desire of the majority of the country's citizens will continue to guide political leadership in the right direction. The country's citizens demand socio-economic and other reforms to improve their daily lives. They call for progress on the EU path to give themselves and their children the perspective of life in a free, democratic, stable and prosperous society, a society which protects minorities and fully respects human rights and freedoms. These are European values which the people of Bosnia and Herzegovina share.

We in the European Union are fully committed to assisting Bosnia and Herzegovina in achieving this goal. In December 2014 the EU Council agreed to engage in a renewed approach to overcome the stalemate that then hindered Bosnia and Herzegovina's EU path. Political institutions and leadership across the country have given their clear and unequivocal commitment to taking forward the reform required for progress on the EU path.

Much has been achieved in 2015 on the basis of this commitment. The Stabilisation and Association Agreement entered into force on 1 June 2015. Subsequently, Bosnia and Herzegovina's various government levels agreed the scope and depth of reforms to be undertaken. In this respect, the first ever EU-Bosnia Stabilisation and Association Council took place last week with positive results, as indicated in the joint communiqué published on the day.

The initial focus has been on the socio-economic area, but the reform process already covers a much broader agenda. We have worked closely with international partners – in particular with the US and international financial institutions – to help make these reforms happen. We will continue these joint efforts to empower the authorities in Bosnia to take forward the transformation process effectively. This will not be easy, but it is certainly possible, and its success is fully in the hands of Bosnia and Herzegovina.

At this point, Bosnia and Herzegovina is considering a possible application for EU membership. This is an achievement in itself and would have been difficult to think of only a year ago. But to make an application credible, Bosnia will need to continue to prove its credibility by delivering on commitments made. Over the last 12 months, together with the Bosnian authorities, represented today by the Chair and the members of Bosnia's Presidency, we have engaged effectively. In this process the EU has responded with concrete deliverables to positive, constructive and concrete efforts undertaken by Bosnia. It is now up to Bosnia to give us good reasons to take a further step.

In Dayton the future of Bosnia and Herzegovina was shaped by the country's leaders, together with the neighbours and the international community. 20 years after Dayton the responsibility falls on Bosnia and Herzegovina and, following the steady steps of the past year, it is important not to jeopardise all that has been achieved so far. We truly hope that we will soon be able to open a new chapter in the history of Bosnia and Herzegovina. The EU is committed to doing all that is necessary on our side as soon as Bosnia makes a credible step towards us.

Thank you for your attention. I am looking forward to hearing your views.

Presidente. – Grazie ministro Schmit, che resterà con noi in sede di replica. Questo è il suo ultimo intervento a nome della Presidenza lussemburghese, La ringraziamo per la sua disponibilità in questi mesi.

Cristian Dan Preda, au nom du groupe PPE. – Monsieur le Président, ces derniers mois, à l'approche du vingtième anniversaire des accords de Dayton, tout ou presque tout a été dit sur les aspects positifs et négatifs de ce texte et leur évolution dans la pratique.

Nous avons, à notre tour, voulu marquer cet anniversaire par un débat et une résolution: tout d'abord, pour commémorer de façon solennelle la conclusion d'un texte qui a mis fin au conflit le plus brutal que l'Europe ait connu depuis la Seconde Guerre mondiale; ensuite, pour inciter la Bosnie-Herzégovine à se tourner vers l'avenir. Un avenir qui, selon nous, est sans l'ombre d'un doute en Europe.

C'est donc une occasion d'encourager, vingt ans après Dayton, les autorités de Bosnie-Herzégovine à continuer sur la voie des réformes pour être en mesure de déposer une candidature d'adhésion crédible. Premièrement, cela suppose la mise en œuvre de l'agenda pour les réformes et des mesures socio-économiques qui y sont contenues, mais aussi l'adoption du mécanisme de coordination pour les questions liées à l'intégration européenne. Puis, il faudra mener les réformes constitutionnelles qui transformeront la Bosnie-Herzégovine en un État démocratique et fonctionnel.

Je voudrais mentionner aussi un point très préoccupant et de nature à faire barrage à cet avenir européen de la Bosnie-Herzégovine. Il s'agit du référendum sur le judiciaire en République serbe de Bosnie. Cela représente une menace sérieuse à la cohésion, à la souveraineté et à l'intégrité du pays. Et comme je l'ai déjà dit, le pays n'a pas besoin de telles initiatives, qui ne font que détourner l'attention des réformes socio-économiques en cours. La Bosnie-Herzégovine doit rester concentrée sur les réformes. Autrement dit, elle doit rester sur la voie menant vers l'Europe.

Knut Fleckenstein, *im Namen der S&D-Fraktion*. – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! 20 Jahre nach dem Abschluss des Dayton-Abkommens kommen die Erinnerungen zurück: die Erinnerungen an den Hass, an die Verbrechen, an die vielen Toten, Söhne und Töchter, Brüder und Schwestern, aber eben auch an den späten Sieg, den sehr späten Sieg der Diplomatie über den Krieg. Wir freuen uns über den Abschluss dieses Abkommens, weil es eben gezeigt hat, dass es doch eine Zukunft auch für dieses Land gibt.

Seit damals hat es in Bosnien und Herzegowina sicher Fortschritte gegeben und einige Schritte hin in Richtung Europa, der EU. Wir drängen und wir ermuntern, ermutigen die Autoritäten dort, weitere und mehr Anstrengungen zu unternehmen, die Lage im Land zu verbessern. Wir unterstützen den neuen Ansatz der EU in Richtung Bosnien und Herzegowina, weil es, wie Federica Mogherini gesagt hat, eben eine wirkliche Chance und Gelegenheit ist für dieses Land und für die Europäische Union, näher zueinander zu rücken – nicht nur in Worten, sondern auch in Taten – und zu testen, ob es wirklich realer Wille ist – nicht bei der Bevölkerung, sondern gerade bei der politischen Führung –, eine neue Phase zu beginnen.

Dayton hat das Ende des Krieges gebracht. Aber zu einem wirklichen Frieden, gerade in Bosnien und Herzegowina, gehört mehr Gemeinsamkeit und auf keinen Fall der Versuch, das Gerichtswesen zu zersplittern. Das kann von uns nicht kommentarlos hingenommen werden, wenn wir es mit einem Partner zu tun haben, der sich auf dem Weg in die Europäische Union befindet. Es ist Aufgabe der politischen Führung, sich um deutliche Fortschritte zu bemühen – nicht für die EU, sondern für ihre eigenen Bürger, für ihr Land. Und es ist unsere Aufgabe, ihnen dabei zu helfen.

Wir haben eine kurze Entschließung gemeinsam verabschiedet, weil wir geglaubt haben, dass es richtig ist, auf diesen Punkt gezielt zu sprechen zu kommen. Alles andere können wir bei der Erörterung des Berichts besprechen.

Charles Tannock, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, we in the ECR are also delighted to remember the 20th anniversary of the Dayton Peace Agreement, a framework agreement which put an end to the bloody Bosnian civil war two decades ago.

Whilst Dayton did indeed succeed in ending a genocidal conflict which pitted Bosniaks, Croats and Serbs against each other, regrettably Bosnia remains burdened by many of the same issues that triggered the war in 1992. Divisions remain pervasive and the internationally recognised Bosnia and Herzegovina state is still contested by some of its constituent national groups in the country. Instead of Bosnia and Herzegovina becoming a well-functioning federal state, it remains heavily plagued with internal disagreements between different national components and is unable to overcome the constitutional and political problems – for instance, resolving the Sejdić and Finčić case and the return of the IDPs.

As the EU continues to focus attention on other regional and global priorities and foreign policy, the challenge for Bosnia remains of striking a balance between the need to promote ongoing reform processes to prepare Bosnia and Herzegovina for application for EU accession, and the capacity to quickly respond to challenges, particularly the one from Republika Srpska to Bosnia's territorial integrity without the military presence of the EU's EUFOR Althea, during a period of accelerating EU challenges in other theatres well away from the Western Balkans.

Jozo Radoš, *u ime kluba ALDE*. – Gospodine predsjedniče, kolegice i kolege, glavni cilj Daytonskog sporazuma bio je zaustavljanje krvavoga rata, a pravedan mir, izgradnja moderne države bio je drugi, sekundarni cilj i tako se zapravo i dogodilo. Rat je zaustavljen, ali uvjeti za stabilnu i funkcionalnu državu u Bosni i Hercegovini nisu stvoreni.

Središnje institucije države vrlo su slabe i često osporavane tako da to dodatno otežava funkcioniranje središnjih institucija te države. Povratak prognanika u Bosni i Hercegovini je marginalan. Tako prema crkvenim podacima na teritoriju Republike Srpske živi samo 4 % predratnog broja Hrvata. Broj Bošnjaka na području teritorija Republike Srpske je nešto malo povoljniji, ali daleko od toga da bi bio zadovoljavajući. Slična situacija, ne tako teška kao u Republici Srpskoj, je s povratom prognanika na kompletan teritorij Bosne i Hercegovine.

Pozdravljam novi pristup Europske unije koji treba omogućiti Bosni i Hercegovini da postane članica tog elitnog društva. Jednako tako pozdravljam plan reformi koji je uz pomoć Europske unije usvojen u Bosni i Hercegovini i očekujem primjenu, pravu primjenu i provedbu tih reformi. Sigurno je da će reforme javne uprave, reforme gospodarstva i reforme ostalih sektora javnog života pomoći da Bosna i Hercegovina postane bolja država, ali za stvarnu stabilnost i jedinstvo ove asimetrično urađene države potrebne su ustavne promjene, odnosno promjene Daytonskog ustava i to na principima federalizma, decentralizacije i supsidijarnosti.

Inês Cristina Zuber, *em nome do Grupo GUE/NGL*. – Senhor Presidente, desde sempre que os Balcãs, com a sua diversidade nacional e posicionamento estratégico, foram alvo de cobiça imperialista. As suas reais intenções sempre foram as de dividir os povos balcânicos para os poder dominar. Foi nos acordos de Dayton, em novembro de 95, que a questão do Kosovo começou a ser preparada, sim, sob tutela e pressão dos Estados Unidos da América e também numa base militar sua. Estes acordos consagravam a divisão da Bósnia-Herzegovina em três regiões: a croata, a sérvia e a muçulmana. Os acordos de Dayton não encerraram uma guerra, abriram outras guerras. A partir de 1998, já se entendia que o governo dos Estados Unidos preparava a opinião pública para um ataque à Jugoslávia, a partir do Kosovo. Fizesse o Governo jugoslavo o que fizesse, a NATO atacaria.

Infelizmente, a guerra contra a Jugoslávia terminou com uma resolução do Conselho de Segurança da ONU que consagrou a ocupação do Kosovo pelas forças da NATO, em clara violação da sua própria Carta que afirma, e cito: «que todos os Estados-Membros abster-se-ão nas suas relações internacionais da ameaça ou do uso da força contra a integridade territorial ou independência política de qualquer Estado».

Foi uma história triste, mas uma história que foi também o início de uma nova era, um rol de agressões na Europa.

Igor Šoltes, *v imenu skupine Verts/ALE*. – Pred 20 leti je Daytonski sporazum končal eno najbolj krvavih vojn, ki se je zgodila v Evropi po drugi svetovni vojni. Sporazum je bil takrat seveda nujno potreben, da se je v Bosni in Hercegovini zagotovil mir in prekinilo prelivanje krvi v državi.

Žal pa sporazum ni uspel ustvariti, oblikovati funkcionalne, dobro delujoče države, kot je bilo tudi zamišljeno in to so bile tudi želje mnogih. Zato se Bosna in Hercegovina žal danes še vedno sooča s težko ekonomsko situacijo, visoko stopnjo brezposelnosti, begom možganov, tudi korupcijo, diskriminacijo in še bi lahko našteval.

In mislim, da po dvajsetih letih je čas, da tudi pogledamo v ustavo in pogledamo v te ustanovne akte, ki na nek način onemogočajo tudi normalno funkcioniranje države. Ravno zato smo skupina Zelenih predlagali, da imamo debato o tej temi na zasedanju in jo predvsem izkoristimo kot pozitiven moment za oblikovanje post-daytonske prihodnosti države.

Že leta 2005 je Beneška komisija pripravila obsežen, podroben in zelo dober predlog, kako se lahko reformira obstoječo ustavo Bosne in Hercegovine na način, da bo ta delujoča v pravem pomenu besede. Zato ni potrebno na novo izmišljati popolne reforme, ampak uporabimo že obstoječe dokumente in predloge, ki so odlični in vsekakor dobrodošli.

Država, kot je sestavljena, seveda razdeljena na entitete, kantone, distrikte, onemogoča učinkovito in normalno delovanje. Tudi, med drugim, zaradi raznih inštitutov, kot je recimo veto, ki se včasih uporablja večkrat kot pa iskanje kompromisov. Dayton je seveda potrebno spremeniti, potrebno je razmisliti. Prepričan pa sem, da seveda obstajajo dokumenti, da obstaja volja, ki lahko te naloge oziroma te spremembe tudi opravi.

Beneška komisija je bila pri svojih zapisih zelo jasna in eden od teh je tudi, da bi seveda entitete na nek način morale prenesti del svoje suverenosti na državo, ki bi na ta način bi lahko bila bolj učinkovita. V spremembe Bosne in Hercegovine ne moremo prisiliti, lahko jih samo predlagamo. Na nosilcih političnih oblasti in državljanov pa je, da se odločijo, ali torej želijo spremembe in s tem bolj učinkovito in perspektivnejšo državo.

Fabio Massimo Castaldo, *a nome del gruppo EFDD*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, due entità federate e dieci cantoni con un proprio governo, un distretto e 143 municipalità, per un totale di quattro livelli di governo e quattordici parlamenti e governi diversi.

Un accordo indispensabile per congelare un conflitto che ha congelato però anche ogni concreta possibilità del paese di uscire da una paralisi politica, frutto di veti incrociati e di un'amministrazione di taglia e peso colossale. La Bosnia deve avere una prospettiva europea, ma oggi come oggi, al di là delle ineludibili riforme socioeconomiche, la sua costituzione, che tra l'altro è il quarto annex al trattato, è contraria alla Convenzione europea per i diritti dell'uomo, discrimina i cittadini non appartenenti a una delle tre etnie e rischia peraltro di implodere sotto i colpi del futuro referendum della Repubblica Srpska.

Se abbiamo veramente a cuore il futuro e il cammino europeo della Bosnia, bisogna rimettere sul tavolo una seria riforma costituzionale per l'uguaglianza di tutti i cittadini, per uno Stato moderno e pienamente democratico, partendo dall'interessante bozza della commissione di Venezia. Dire che tutto va bene, vuol dire condannare la Bosnia ad essere il buco nero dei Balcani occidentali per gli anni a venire.

Georg Mayer, *im Namen der ENF-Fraktion*. – Herr Präsident! Auch 20 Jahre nach diesem fürchterlichen Krieg mitten in Europa ist Bosnien und Herzegowina nach wie vor eines unserer größten Sorgenkinder.

Das erzwungene Zusammenleben verschiedener Konfessionen und verschiedener Völker funktioniert de facto vor Ort nicht, während die Übergangslösung Dayton mittlerweile Teil der Föderation und der Republik Srpska ist und erzwungene Maßnahmen vor Ort – vor allem jene durch die Institution des Hohen Vertreters – das Land und die angespannte Lage vor Ort nicht verbessern. Im Gegenteil, die Narben des Krieges sind bis heute nicht verheilt.

Neben den innerstaatlichen Grenzen zwischen der Republik Srpska und der Föderation existieren zudem noch immer die imaginären Grenzen zwischen den einzelnen Konfessionen. Dennoch ist und war dieses Abkommen von Dayton essenziell für eine friedliche Koexistenz aller Parteien. Im Lichte dessen rate ich dringend an, an diesen Abkommen keine Experimente zu wagen. Ich denke, es wäre zum Nachteil aller Beteiligten.

Κωνσταντίνος Παπαδάκης (NI). – Κύριε Πρόεδρε, είκοσι χρόνια μετά το Ντέιτον και μετά την Νατοϊκή ιμπεριαλιστική επέμβαση που οδήγησε στο προτεκτοράτο της Βοσνίας-Ερζεγοβίνης, η ζωή έχει επιβεβαιώσει τους κομμουνιστές που έλεγαν ότι η ειρήνη των ιμπεριαλιστών -με το πιστόλι στον κρόταφο- δεν φέρνει στους λαούς παρά μόνο ιμπεριαλιστικούς πολέμους, φτώχεια, εθνοτικές διατρέσεις και προσφυγιά. Από τη Βοσνία-Ερζεγοβίνη, από το βρώμικο πόλεμο της Γιουγκοσλαβίας, ως σήμερα στη Συρία, στην Ουκρανία, στη Λιβύη στο Ιράκ και όπου αλλού, οι ιμπεριαλιστές ξαναχαράζουν τα σύνορα με το αίμα των λαών.

Μεγάλους κινδύνους γεννά η αποκαλούμενη «φύλαξη των συνόρων» χωρίς συμφωνία των κρατών μελών, την οποία ευαγγελίζεται η Ευρωπαϊκή Ένωση με τη νέα Συνοριοφυλακή της. Σύνορα που ανοιγοκλείνουν όταν και όσο το κεφάλαιο χρειάζεται πάμφθην εργασία, σύνορα που γίνονται «λάστιχο» ανάλογα με τους ανταγωνισμούς για τον έλεγχο των πηγών ενέργειας. Οι λαοί με την πάλη τους, δεν πρέπει να δεχθούν να χύσουν το αίμα τους για τα μονοπώλια. Οι λαοί οφείλουν να ορίσουν οι ίδιοι τις τύχες τους, με τη δική τους εξουσία, με αποδέσμευση απ' την Ευρωπαϊκή Ένωση και το NATO.

Elmar Brok (PPE). – Herr Präsident, Herr Ratspräsident, Kolleginnen und Kollegen! Das Dayton-Abkommen war gut, um einen Krieg zu stoppen, aber es ist offensichtlich nicht gut genug, um die Zukunft zu gestalten. Aus diesem Grunde braucht es hier die notwendigen Reformen, die alle Parteiführer versprochen haben. Aber das dauert schon so lange, dass wir zunehmend die Frage stellen: Ist der politische Wille dazu da? Wie lange soll das noch dauern? Dann ist notwendig, ein föderales System mit klarer Zentralautorität zu schaffen, damit ein solches Staatswesen funktionieren kann.

Dies ist eine Entscheidung, die allein die Bürger und Politiker von Bosnien und Herzegowina zu treffen haben. Aber wir müssen sehen, dass die Versuche etwa in der Republika Srpska mit einem rechtlich nicht sauberen Referendum, dieses Land zu zerstören, die Maßnahmen, die gegen gemeinschaftliche Rechtssysteme vorgehen wie in den letzten Tagen, sämtlich Maßnahmen sind, durch die das Land nicht gestärkt wird.

Ich glaube, wir sollten hier deutlich machen, dass die notwendigen Reformen durchgeführt werden, dass das SAA adaptiert werden muss, dass die vernünftigen Koordinationsmechanismen angewendet werden müssen, dass man gegen die hohe Jugendarbeitslosigkeit vorgehen soll. Wir müssen aber auch sehen, dass ein Land, in dem es 14 Regierungen und 14 Parlamente gibt, nicht wirklich geführt werden kann und deswegen die vernünftige Mischung von Zentralstaat und föderalem System mit der Dezentralisierung gefunden werden muss. Das ist eine wichtige Voraussetzung, damit dieses Land bei den unterschiedlichen ethnischen und religiösen Herkunftten, die es dort gibt, bei der schwierigen Geschichte, gemeinsam zur Ruhe kommt und bei allen Unterschieden zu einer inneren Einheit findet. Ich meine, dass auch wichtig ist, dass wir sehen müssen, dass alle der Meinung sind, dass Europa das Ziel ist. Aber man muss dort auch wissen, dass das europäische Ziel nur erreicht werden kann, wenn die inneren Probleme dieses Landes vor einem Beitritt in vernünftiger Weise gelöst werden. Sie können nicht nach dem Beitritt gelöst werden. Deswegen sollte man schnell zu den konstitutionellen Veränderungen kommen, die dafür nötig sind.

Afzal Khan (S&D). – Mr President, the Dayton Peace Agreement signed 20 years ago brought an end to the war but is not allowing Bosnia to progress. Dayton was envisaged as a transitional compromise among parties in conflict, not a long-term solution, and would create a democratic inclusive and modern society that the people of Bosnia deserve. Initially, Bosnia made terrific progress rebuilding and reforming rapidly after a brutal four-year war. It was only in the last decade that we have seen the deterioration of progress. This is because some Bosnian politicians exploit Dayton, promoting old ethnic divisions and undermining efforts to move the country forward. Bosnia has been held back while neighbouring states have moved ahead towards the EU and NATO. Constitutional change will eventually be needed for the country to transform it into a fully functional state.

However, let us not use Dayton as an excuse to say that no progress can be achieved under it. Let us not use it as an excuse to stall reform and keep Bosnia from moving closer to EU membership. As an S&D rapporteur for Bosnia, I will, together with colleagues in the Group, do my utmost to help Bosnia apply and then negotiate EU membership. For me, addressing the socio-economic problem is key. This has also been repeatedly promised by all Bosnian politicians, and we need to hold them to their word. Also, I would like to see more civil society, minorities and youth engaging to be part of an open dialogue. Out duty is to promote education and remembrance. It is essential to break down the ethnic barriers so that the next generation does not inherit the prejudices of this one. That is what building democracy is all about. Meanwhile we must be firm against those that attempt to undermine Bosnia's judicial institutions and promote secession. The changes moving Bosnia forward will have to be driven from within. However, we on the outside have a responsibility to continue encouraging and supporting this process.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Jonathan Arnott (EFDD), blue-card question. – Mr Khan, I think that we can all join together in praising the historic progress that was made 20 years ago in Bosnia and Herzegovina. Point 2 of the joint motion for a resolution states that 'successive governments have failed to build a fully-functioning, self-sustainable state' in Bosnia and Herzegovina, and indeed your speech reflects this. You then go on to say that you believe that Bosnia and Herzegovina should be moving towards EU membership. What timescale do you envisage for this, please?

Afzal Khan (S&D), blue-card answer. – The time envisaged really depends on the Bosnian Government and the Bosnian people and how quickly they want to go forward, so it is really up to them. We are there to help them and facilitate the best we can.

Ruža Tomašić (ECR). – Gospodine predsjedniče, dvadeset je godina prošlo od potpisivanja sporazuma koji je zaustavio rat u Bosni i Hercegovini. Dayton je bio privremeno rješenje koje je trebalo zaustaviti krvoproliće, a zatim u mirnodopskim uvjetima doživjeti nadogradnju koja bi Bosni i Hercegovini omogućila da se razvije u normalno uređenu državu.

Mnogi i danas zazivaju takvu nadogradnju nesvjesni činjenice da se ona već dogodila i to u nekoliko navrata. Naime, s više od 300 direktiva koje nikad nisu prošle ratifikaciju ni u jednom tijelu države Bosne i Hercegovine razni su visoki predstavnici značajno promijenili ono što je potpisano u Daytonu bez mogućnosti žalbe građana i njihovih legitimnih predstavnika.

Stoga ako već želimo revidirati ili značajnije nadograditi Daytonski mirovni sporazum, moramo prije svega revidirati ulogu Visokog predstavnika koji bez ikakvog demokratskog legitimiteta donosi direktive koje imaju veću snagu od originalnog sporazuma.

Nadam se da ćemo u zajedničkoj rezoluciji usvojiti moju formulaciju kojom tražim da svaki budući preustroj Bosne i Hercegovine jamči istinsku jednakopravnost svima trima konstitutivnim narodima.

To znači da za Visokog predstavnika u toj zemlji više neće biti mjesta, barem ne s dosadašnjim ovlastima jer je upravo on najčešće i bez ikakvih posljedica jednostranim odlukama kršio princip jednakopravnosti i narušavao teško postignuti politički balans među predstavnicima triju naroda.

Ivo Vajgl (ALDE). – Na žalost bom ponovio eno izmed varijacij, ki smo jih danes že slišali na temo Bosne in Hercegovine. Sporazum iz Daytona je Bosni in Hercegovini prinesel mir ali bolje, končal je vojno in odprl novo poglavje države, ki je takšne še ni bilo.

Ob svojem času, ko je bil sklenjen, je bil Dayton prisposoda miru, danes je simbol in izgovor za slabo funkcioniranje države. Bil je diplomatski dosežek. Zbral je akterje balkanskih vojn in spopadov, žal pa je zapečatil in legaliziral etnično čiščenje in generira danes, v povsem drugačnih okoliščinah, medsebojno nezaupanje in nekonstruktivno obnašanje narodov in njihovih političnih predstavnikov.

Bosna in Hercegovina, ki smo jo poznali, je bila izvor bistrih idej, iskrivega humorja, bogate kulture. Da, celo dinamičnega sožitja v različnosti. Bosni in Hercegovini je danes treba priznati polnoletnost, predati odgovornost za njen razvoj njenim prebivalcem, ustaviti pokroviteljstvo nad državo in zunanje vmešavanje.

S tem vmešavanjem se je drama Bošnjakov, Hrvatov in Srbov v BiH začela. Dajmo Bosni priložnost, da začne svojo evropsko zgodbo.

Davor Škrlec (Verts/ALE). – Gospodine predsjedniče, 20 godina nakon potpisivanja Daytonskog sporazuma možemo reći kako je njegovo postignuće miran suživot građana i građanki Bosne i Hercegovine. Ključno je nastaviti ulagati napore za očuvanje mira u Bosni i Hercegovini kroz regionalnu suradnju, a koja će jamčiti mir u regiji te time i poduprijeti njezinu europsku integraciju.

Međutim danas u Bosni i Hercegovini moramo tražiti rješenje socijalnih i ekonomskih problema. Tijekom mog nedavnog posjeta Sarajevu u sklopu delegacije Kluba zastupnika zelenih/Europskog slobodnog saveza, povodom obljetnice potpisivanja općeg sporazuma za mir u Bosni i Hercegovini, sastao sam se s mladima, neovisno o tome kojem narodu pripadaju, koji su mi ukazali na socijalne probleme s kojima se njihovi vršnjaci svakodnevno suočavaju zbog neobećavajuće političke situacije u kojoj se država nalazi.

Svi smo svjesni tereta prošlosti koji zasjenjuje goruće probleme sadašnjosti. Politički sustav, opterećen samim sobom, toliko kompliciran da ga ni građani Bosne i Hercegovine ne razumiju, a vjerojatno do kraja ni njegovi političari, ne ostavlja prijeko nužan prostor za borbu protiv nezaposlenosti i siromaštva. Svakim danom Bosna i Hercegovina gubi svoje mlade koji napuštaju državu u potrazi za sigurnom budućnošću koju ne pronalaze u svojoj državi. Bosna i Hercegovina doživljava demografsku propast. Europska unija zbog toga mora pozvati političku elitu Bosne i Hercegovine na odgovornost i reformu političkog sustava kako bi Bosna i Hercegovina konačno krenula na put prema članstvu u Europskoj uniji.

James Carver (EFDD). – Mr. President, the Dayton Accords must not be ignored in the name of political ambition. Humanity has a duty to ensure that they remain a tragic reminder of the fragility of the futile situation that led to the Balkans War and a return of war crimes in the European backyard, just 47 years after the liberation of Auschwitz. Fortunately, NATO and the United Nations – organisations tasked with maintaining peace since 1945 — cooperated to restore stability. Regrettably the potential causes of conflict remain, so we must respect the internal political structure of both Bosnia and Herzegovina based on two internal republics separated, unfortunately, along ethnic lines. I fear that further EU influence and expansion into the Balkans risks unsettling this particularly fragile situation.

Jean-Luc Schaffhauser (ENF). – Monsieur le Président, chers collègues, les accords de Dayton furent un succès d'une certaine manière, même s'ils furent portés par le président, également serbe, Milošević, qui fut accusé par la suite de tous les maux. Ils sont aussi la conséquence de la désintégration de la Yougoslavie, voulue quelque part par l'Allemagne, les Américains et la Turquie.

La boîte de Pandore fut ouverte sur la base des conflits ethniques et religieux. Ne mettons pas en cause ce compromis qui, depuis vingt ans, maintient la paix. Le peuple serbe, entre autres, veut s'exprimer sur un référendum local sur les questions judiciaires. Ne lui refusons pas ce droit. Arrêtons d'humilier le peuple serbe si nous voulons la paix.

Ελευθέριος Συναδινός (NI). – Κύριε Πρόεδρε, μετά τη βίαιη διάλυση της Γιουγκοσλαβίας που προκάλεσαν τα συμφέροντα της Γερμανίας και της Αμερικής και η εφαρμογή του «διαίρει και βασιλεύε», είκοσι χρόνια μετά την υπογραφή της ειρηνευτικής συμφωνίας του Ντέιτον, η κατάσταση στη Βοσνία Ερζεγοβίνη είναι ακριβώς όπως ήταν στην απαρχή του πολέμου το 1992. Υπάρχει μια χώρα με οικονομική διάβρωση, με μίσος και διαχωρισμούς εθνοτικής προέλευσης και ένα κράτος μη λειτουργικό όπου ευδοκούν η διαφθορά και η παρανομία. Μιλούμε για ένταξη της Βοσνίας Ερζεγοβίνης στην Ένωση ενώ ισχύει η συμφωνία - πράγμα παράδοξο και μη εφικτό. Είκοσι χρόνια αργότερα, η συμφωνία εξακολουθεί να καθορίζει το πολιτικό και θεσμικό πλαίσιο της χώρας αλλά χρειάζεται επειγόντως αναθεώρηση διότι, ενώ θα απέτρεπε περαιτέρω διαμάχες, αυτή εντούτοις τις πάγωσε μάλλον παρά τις επέλυσε.

Αλήθεια, πώς είναι δυνατό άραγε να συνεννοηθούν οι ορθόδοξοι Σέρβοι με τους καθολικούς Κροάτες και τους φανατικούς μουσουλμάνους Βόσνιους που χρηματοδοτούνται άμεσα από Τουρκία και Σαουδική Αραβία; Η Βοσνία Ερζεγοβίνη πρέπει να καταργηθεί ως ενιαίο κράτος και οι Κροάτες και οι Σέρβοι πρέπει να ενωθούν με τις μητέρες πατρίδες τους. Όσο για την εναπομένουσα μουσουλμανική Βοσνία, αυτή πρέπει να απομονωθεί παντελώς και να κοπεί ο ομφάλιος λώρος που τη συνδέει με την Τουρκία και τη Σαουδική Αραβία, ώστε να μην εξελιχθεί σε νέο ισλαμικό κράτος μέσα στην Ευρώπη.

Eduard Kukan (PPE). – Daytónské mierové zmluvy mali dvojité funkciu. Po prvé mali za úlohu zastaviť vojnu a po druhé mali vyriešiť štátne usporiadanie Bosny a Hercegoviny. Dnes sa veľa hovorí o tej druhej úlohe. Ale práve preto by nemala táto debata zatieniť pozitívnu historickú úlohu Daytonu, ktorý zastavil a ukončil občiansku vojnu. Toto by Daytónským mierovým zmluvám nemal nikto vziať a ani ich spochybniť. Bosna a Hercegovina ešte stále rieši dôsledky tejto ničivej vojny, ako napríklad návrat utečencov či vysporiadanie sa so žiaľom tých, ktorí stratili svojich najbližších. Chceme im aj touto rezolúciou vyjadriť našu úprimnú sústrasť.

Hodnotíme dvadsať rokov od roku 1995. Ja by som sa však rád pri tejto príležitosti pozrel do budúcnosti. Čo čaká Bosnu a Hercegovinu? V prvom rade je to krajina, ktorej budúcnosť je v Európskej únii. Na to však potrebujú byť krajinou, v ktorej majú všetci jej občania rovnaké práva a kde štát rovnako chráni ľudské práva všetkých občanov bez výnimky. Po druhé Bosna a Hercegovina sa musí zamerať na riešenie sociálno-ekonomických problémov. Tie sú najpálčivejšími v krajine. Jej politickí lídri musia brať vážne plnenia tzv. *Reform Agenda*. Po tretie by som rád videl štát, ktorý nemusí žiť v sústavnom strachu o svoju územnú celistvosť či v strachu o samotnú existenciu. Bosna a Hercegovina si zaslúži byť normálnou európskou krajinou, ktorá je na ceste do Európskej únie.

Tonino Picula (S&D). – Poštovani predsedniče, ovom Rezolucijom u Europskom parlamentu obilježavamo godišnjicu važnu za Bosnu i Hercegovinu, Europsku uniju i međunarodnu zajednicu. I ona je kompromis između razmišljanja da je Dayton još uvijek dovoljno dobar okvir za Bosnu i Hercegovinu i stavova koji u njemu vide sve skućeniji okvir za razvoj države.

Potpisivanje Daytonskog mirovnog sporazuma je pobjeda diplomacije nad ratom, ali to je bila jako zakašnjela i skupa pobjeda. Sto tisuća ubijenih, dva milijuna raseljenih osoba i ogromna materijalna razaranja direktne su posljedica rata u Bosni i Hercegovini i rata protiv Bosne i Hercegovine. Neuspjeh međunarodne zajednice da na vrijeme prepozna uzroke, motive i protagoniste rata bitno je presudio na karakter i tijek sukoba te na okolnosti sklapanja mirovnog sporazuma.

Posljedice učinjenog, ali i propuštenog osjećaju se do danas. Međutim, pravi politički izazovi za Bosnu i Hercegovinu ovog trenutka nalaze se u samoj zemlji. Za razliku otprije dvadesetak godina iz njezinog susjedstva danas dolazi jasna podrška. Perspektiva članstva, kao što mi to u Hrvatskoj dobro znamo, podrazumijeva ozbiljan posao promjena i prilagodbi europskim standardima. Pogotovo u višenacionalnoj, izrazito kompleksnoj državnoj zajednici gdje uvijek postoji potreba za razgovorom o nadogradnji sustava, posebno ako se radi o očitim nedostacima. Bosna i Hercegovina nije, i ne može biti izuzetak.

Analize govore da su oslabile gotovo sve institucije međunarodne zajednice stvorene za provedbu mirovnog sporazuma i nadzor nad ključnim procesima obnove i funkcioniranja zemlje. Ali nove institucije još nisu funkcionalne, ponajprije one koje će se formirati zbog prilagodbe pristupu Europskoj uniji. Koliko će potrajati često spominjana tranzicija iz daytonske u briselsku fazu, ovisi o tome hoće li Europska unija zadržati Bosnu i Hercegovinu u fokusu svoje politike, kao i hoće li vlasti u Bosni i Hercegovini priključenje Europskoj uniji doista potvrditi politikom bitno drugačijom nego do sada.

Anna Elżbieta Fotyga (ECR). – Panie Przewodniczący! Były wysoki przedstawiciel społeczności międzynarodowej lord Ashton powiedział, że porozumienie z Dayton jest świetne w celu zakończenia wojny, ale źle służy budowie sprawnego państwa. Dodam do tego – takiego państwa, które zaleczy rany, pokona podziały etniczne, sprosta wyzwaniu dezintegracji terytorialnej, wdroży program reform, w tym reformy konstytucyjnej. Na takiej właśnie drodze musi Bośnia i Hercegowinę wspomagać Unia Europejska. Perspektywa członkostwa jest zachętą. Widzę światło w tunelu w postaci podpisanego w tym roku porozumienia, w myśl którego Bośnia i Hercegowina będzie już świadczyła Unii Europejskiej pomoc w zakresie misji WPBiO. To ważna zmiana.

Ivan Jakovčić (ALDE). – Gospodine predsjedniče, jednom sam izjavio: „Ako ne može opstati Bosna i Hercegovina, onda ne može opstati ni Europska unija jer je moguće živjeti u različitostima i različitosti su bogatstvo.” Možda je ta izjava bila prejaka i preoptimistična jer su podjele duboke. I danas su podjele vrlo duboke među narodima i građanima Bosne i Hercegovine. Međutim, te podjele se mogu prevladati. Duboko sam uvjeren u to.

Bošnjaci, Srbi i Hrvati sukobljavaju se oko mnogih pitanja. Međutim, njihovo sukobljavanje više nije neprijateljstvo, njihov glavni neprijatelj danas su nezaposlenost, socijalni problemi, odlazak mladih iz Bosne i Hercegovine. To su ključni neprijatelji Bosne i Hercegovine. Ako je Dayton donio mir, onda mi; Europska unija, moramo donijeti perspektivu Bosni i Hercegovini, i to europsku perspektivu.

Ulrike Lunacek (Verts/ALE). – Mr President, as some have said before, Dayton was good to end the war but it was not good to make a sustainable peace. So now, 20 years after the signature of the Dayton Peace Agreement, I think it is time to evaluate the agreement and also all the 12 annexes, and the level of implementation, and to make a plan on how to proceed with each and every one of the 12 annexes.

Let me specify one of them: Annex No 7. I am glad it made it in our common resolution in Article 3, which ensures the safe and sustainable return of internally-displaced persons. We welcome the process achieved, but we all know that there are still around 84 000 internally-displaced persons in Bosnia. In a country with 3.8 million inhabitants, this still is a lot.

I am also glad to mention another part. In paragraph 3 we mention different degrees of vulnerability when it comes to displaced persons and other victims of the war. 20 years after Dayton it is high time to make an extra effort and to address the tens of thousands of war-related victims of sexual violence in Bosnia. We all know that one structural element in the war in Bosnia, as in all other wars worldwide, was rape: widespread sexual violence aimed at hitting the respective enemy hard by raping the enemy's women. These women have not yet received proper attention or appropriate social and economic support and health assistance. I think that 20 years after Dayton it is high time to do this – to make reconciliation work also for the victims of war rape who have for too long been silenced.

Ignazio Corrao (EFDD). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, come già ricordato da molti è chiaro che gli accordi di Dayton sono stati necessari probabilmente per mettere fine ad una delle guerre più sporche e più brutte che possiamo ricordare qui in Europa, che ci ha lasciato in eredità 110 000 morti, 2,2 milioni di sfollati, ci ha lasciato in eredità il concetto di pulizia etnica.

Probabilmente un errore è stato fatto nel non programmare a lungo termine, perché se sono passati vent'anni e ancora discutiamo di divisioni etniche che di fatto esistono in Bosnia-Erzegovina qualcos'altro doveva essere fatto e non è stato fatto dalla comunità internazionale. È chiaro che la soluzione ideale, che però è irrealizzabile, sarebbe un processo endogeno all'interno della Bosnia-Erzegovina, che porti appunto ad una nuova costituzione, ad un nuovo riassetto, però, lo ripeto, è un qualcosa oggi di impossibile che ci dovrebbe far riflettere su come pensare ad un approccio totalmente diverso nei confronti di questo paese e di questa comunità che geograficamente si trova in Europa è che è importante che sia stabile per noi.

Andrej Plenković (PPE). – Gospodine predsjedniče, poštovani ministre Schmit, poštovani kolege, 1995. godine u ljeto nakon zajedničkih operacija hrvatskih i bošnjačkih snaga došlo je do preokreta strateškog stanja na terenu, spriječena je nova Srebrenica u Bihaću, a omogućen je kraj rata u Bosni i Hercegovini te je potpisan i parafiran, najprije u Daytonu, a potom u Parizu, mirovni sporazum kojim je završen rat u Bosni i Hercegovini.

Izrazito složena institucionalna struktura koju je Sporazum uspostavio, njegovu nadgradnju čini neophodnom za transformaciju Bosne i Hercegovine u modernu i funkcionalnu europsku državu koja će biti u mogućnosti integrirati se u Europsku uniju.

Mi smo prošlog tjedna organizirali veliku konferenciju povodom 20. godišnjice ovog Sporazuma. Sudjelovali su kolege Picula, Šuica, Radoš, Preda i Stier, a pozvali smo i predsjednika naše pučke stranke Daula, Visoku predstavnicu Mogherini, povjerenika Hahna i predstavnika američke administracije, i poslali snažnu poruku da Bosna i Hercegovina mora biti visoko na listi prioriteta Europske unije.

Reforme koje se trebaju poduzeti kroz provedbu Sporazuma o stabilizaciji i pridruživanju trebaju stvoriti ozračje u kojem će Bosna i Hercegovina vrlo brzo podnijeti vjerodostojan zahtjev za članstvo u Europskoj uniji, a mi ćemo je u tom procesu svesrdno pomagati. Želimo također da se skine tabu i s rasprava o boljem ustavnom ustrojstvu zemlje i to na principima federalizma, decentralizacije, supsidijarnosti i legitime zastupljenosti, čemu će pridonijeti i pravedan, novi izborni zakon. Ključno je zaštititi ravnopravnost svih konstitutivnih naroda i drugih građana Bosne i Hercegovine i osigurati povratak svih prognanika i izbjeglica, a osobito Hrvata i Bošnjaka, na područje Republike Srpske.

Oštro osuđujem svako podpiranje i ugrožavanje teritorijalne cjelovitosti, a osobito najave referendumu koji bi destabilizirao zemlju, što bi dovelo do njezine daljnje dezintegracije. Stoga smatram da Bosnu i Hercegovinu moramo podržati na njezinom putu u Europsku uniju, kao i sve njezine konstitutivne narode i građane.

Tanja Fajon (S&D). – „Če nam ne uspe, se bo vojna nadaljevala in prihodnje generacije nas bodo obtožile, da smo odgovorni za vse posledice,“ je ob podpisu Daytonskega sporazuma dejal državni sekretar Warren Christopher. Resda je sporazum končal krvavo balkansko morijo, vendar je v isti sapi institucionaliziral etnično motivirane interese, zacementiral narodnostno razdelitev države in – kot mnogi pravijo – Bosni in Hercegovini nadel prisilni jopič.

Država je v povojnih letih naredila določen napredek, a še zdaleč ne dovolj. Še vedno je institucionalno onespobljena, zastrupljena s korupcijo in sprijaznjena z dejstvom, da dobronamerne ideje zavirajo odločitve, ki so v interesu posameznih narodnostnih skupin.

Dvajseta obletnica Daytona je lahko prelomen trenutek. Ni dvoma, da država potrebuje novo ureditev, ki bo v prvi vrsti služila ljudem in državi omogočila hiter napredek na poti k Uniji. V zadnjem letu, ko smo se osredotočili na ekonomsko-socialne reforme, so se zgodile pozitivne spremembe. Zaveze voditeljev k izvajanju le-teh vlivajo upanje, da bo leto 2016 morda boljše.

Ključno je, da Bosna in Hercegovina, upoštevajoč zahteve državljanov in v sodelovanju s civilno družbo, trdo dela v smeri izpolnitve cilja – pridobitve statusa kandidatke za članstvo v Uniji. In močno obsojam tendence h krepitvi nacionalističnega duha, utrjevanju avtonomije ali oblikovanju lastne države. V tem trenutku je to obnašanje povsem neodgovorno.

Bosna in Hercegovina si zasluži, drage kolegice in kolegi, da uspe in storila bom vse, kar je v moji moči, da ji na tej poti tudi pomagam.

(Govornik se je strinjal, da bo sprejel vprašanje, postavljeno z dvigom modrega kartončka (člen 162(8)).

William (The Earl of) Dartmouth (EFDD), blue-card question. – Thank you very much for taking the question. You said in your speech that Bosnia is full of corruption, and that may have been just the translation. Is the corruption in Bosnia a qualification or a negative in its application to be a Member State of the European Union?

Tanja Fajon (S&D), Odgovor na vprašanje, postavljeno z dvigom modrega kartončka. – Spoštovani kolega, Bosna in Hercegovina je, kot sem dejala, naredila znaten napredek in korupcija je problem držav zahodnega Balkana in je skupni ... ne samo držav zahodnega Balkana.

Zato tudi imamo postopek pogajanj, poglavja 23, 24, ki prinašajo državi izjemen napredek. S tem, da Evropska unija odpira vrata državi, odpira tudi... oziroma zapira tudi pot korupciji. In jaz mislim, da se voditelji tam zelo dobro zavedajo, da bodo lahko del Evropske unije takrat, ko bodo izpolnili tudi vse pogoje za to. Mi pa smo tu, da jim pomagamo.

Amjad Bashir (ECR). – Mr President, the recent discovery of yet another mass grave linked to the Srebrenica massacre serves as a stark reminder of the sheer savagery of the Bosnian War. While the Dayton Agreement deserves praise as an example of post-conflict peace-building, it provided a template that led to the formation of a dysfunctional state mired by a culture of segregation and patronage. Endless internal bickering has hamstrung essential reforms, while young Bosnians lack the employment opportunities they desperately need.

In the United Kingdom, legislation like we see in Bosnia that discriminates against anyone on the basis of ethnicity and religion is unthinkable. In the interests of their people, I urge Bosnia's leaders to move forward and put Dayton's constitutional legacy behind them.

Jasenko Selimovic (ALDE). – Gospodine predsjedniče, cijela ova diskusija o budućnosti Bosne i Hercegovine je vrlo čudna. Ovdje slušamo kako je Daytonski ugovor nefunkcionalan, kako paralizira zemlju itd. Sve je to točno, ali dopustite mi da vas podsjetim kako smo došli u ovu situaciju.

Prvo smo prisilili Bosnu da prihvati Daytonski sporazum, a onda se žalimo kako Bosna zbog tog sporazuma ne funkcionira. Pa to je sjajno. Problem nije da Bosanci ne žele provesti reforme neophodne za priključivanje EU-u. Problem je što u Bosni postoji jaki otpor nacionalista koji neće da vide zemlju u Europskoj zajednici, a mi, Europska unija, nismo dovoljno uradili da bismo pomogli Bosni da se izbori na kraj s tim nacionalistima.

Reforme su, naravno, neophodne. Ova sredstva koja je Komisija odobrila su jako važna sredstva, ali ako Europska unija ne pomogne u provođenju tih reformi, opet ćemo se uskoro žaliti što reforme nisu sprovedene i što je ta neka europska budućnost Bosne bude još dalja nego što je danas.

PUHETTA JOHTI ANNELI JÄÄTTEENMÄKI

varapuhemies

Tamás Meszerics (Verts/ALE). – Madam President, my colleagues have already ably and wisely listed the political lessons and constitutional complications emerging from a peace accord which, at the time of its making, was both necessary and reasonable but which became dysfunctional over time. I would like to direct our attention to a different, and maybe even more broadly relevant, story and lesson from the 20-year history of the peace negotiations.

We should bear in mind that the Dayton process was the first resolution of a brutal – very brutal – war in the post-World War II period in which international humanitarian law was *not* pushed into the background for the sake of a political deal. This was the first case of its kind after the Second World War. Indeed, no impunity was offered to those suspected of war crimes and crimes against humanity. Had, for example, Radovan Karadžić not been indicted by the tribunal, he would have led the Republika Srpska delegation, and that would have meant that the peace negotiations would have collapsed before they started. So, for me, the lesson we should bear in mind is this: the policy of no impunity is not only the right policy – we all know that – but it is very often, at the same time, the best policy.

Dubravka Šuica (PPE). – Gospodine predsjedniče, svi smo složni da je temelj za uspostavljanje mira u BiH bio Daytonski sporazum, ali nije rješenje za budućnost BiH. Puno je elemenata koji tome govore u prilog.

Neprihvatljivo je da jedan narod bira drugome narodu njegove predstavnike. (prekid) Zato je neophodno uspostaviti jednakopravnost sva tri naroda, Hrvata, Bošnjaka i Srba bez dominacije. Država mora profunkcionirati u punom kapacitetu i zato je potrebna izmjena Ustava kako bi se riješio i slučaj koji danas više nitko ne spominje, Sejdić-Finci. Isto tako treba bez kompleksa reći da je potreban novi izborni zakon.

Ima i pozitivnih pomaka, kao što je Sporazum o stabilizaciji i pridruživanju i njegova implementacija. Trebamo omogućiti da se osigura gospodarski napredak kako bi mladi što prije dobili posao u svojoj zemlji, za koju sam uvjeren da ima dovoljno kapaciteta i prirodnih resursa da bi se to moglo ostvariti.

Za nas ovdje, u EU-u, bitno je zadržati BiH visoko na dnevnom redu. Osobno sam uvjeren da je euroatlantski put jedini put za BiH. Što se tiče susjeda, konkretno Hrvatske, pružamo ruku prijateljstva i istinsku podršku u procesu reformi na tom putu prema EU-u, ali ključ leži u samim političarima iz BiH. Primjećujem da su se uglavnom javili svi zastupnici iz hrvatske delegacije i mogu slobodno reći da najbolje poznajemo stanje u BiH. Svi smo uvjereni i suglasni da BiH ima budućnost i da je vrijeme da govorimo o budućnosti BiH, a ne stalno o uzrocima.

Julie Ward (S&D). – Madam President, as we mark the 20th anniversary of the peace agreement, we must acknowledge that, beyond formal diplomacy, real peace is built by real people and engaged communities.

Having listened to the debate, I believe several crucial elements are missing. Firstly, we must remember the important role of grassroots civil society in the process of peace-building and reconciliation. We must also acknowledge how disenchanted Bosnian young people are with both politics and politicians, and how absolutely crucial youth participation is to the country's future. Bosnian young people need to be actively engaged.

As proved by the Complete Freedom of Truth, a project that won this year's European Citizens' Prize, cultural activists, artists, writers and academics all have a role in building cultural dialogue and exchange. There must be significant investment in education for democracy, fundamental rights and citizenship in Bosnia. My S&D Group colleagues and I put these points into our resolution and I deeply regret that they were removed from the joint draft.

Ryszard Czarnecki (ECR). – Pani Przewodnicząca! Z porozumieniami z Dayton jest trochę jak z konstytucją – jest dobra, służy przez lata, ale w pewnym momencie trzeba ją zmienić – i oczywiście musimy patrzeć w przyszłość, a nie cały czas mówić o przełomie sprzed dwóch dekad. Moja koleżanka pani Fajon cytowała tutaj takie piękne słowa, że jeśli nic nie zrobimy, to będzie wojna. Powiem trochę inaczej: jeśli zrobimy coś głupiego lub zrobimy coś za wolno, to też będzie wojna. Chodzi o to, żeby robić coś mądrego. Myślę, że tu trzeba powiedzieć bardzo twardym tekstem, aby wspierając Bośnię i Hercegowinę, jednocześnie patrzeć na to, w jaki sposób ten kraj jest wspierany przez inne państwa, na przykład państwa islamskie, które tam eksportują radykalnych imamów i budują meczety. To jest oczywiście pewne niebezpieczeństwo i też o tym należy wiedzieć i o tym mówić.

Michael Gahler (PPE). – Frau Präsidentin! Wir müssen leider zur Kenntnis nehmen, dass auch 20 Jahre nach Dayton die politischen Parteien, die entlang der ethnischen Linien existieren, nicht den Geist der Gemeinsamkeit zur Stärkung des Gesamtstaates entwickelt haben.

Ich bin auch akut relativ beunruhigt über die jüngsten Vorkommnisse, und ich wundere mich, dass die Präsidentschaft dazu überhaupt nichts gesagt hat. Ende November gab es ein Urteil des Verfassungsgerichts, das einen Nationalfeiertag am 9. Januar in der Republika Srpska für nicht legal erklärt hatte. Das hat dann der Herr Dodik in der Republika Srpska als Vorwand genommen, um doch einige drastische Dinge zu entscheiden. Das Parlament der Republika Srpska hat beschlossen, auf mehreren Ebenen nicht mehr mit den Institutionen des Staates Bosnien und Herzegowina zusammenzuarbeiten.

Man hat unterschätzt, dass das Bundeskriminalamt, um es so zu formulieren, von Bosnien und Herzegowina in der Republika Srpska, nicht mehr aktiv sein kann und es wurde zu einer verfassungswidrigen Institution der Staatsanwaltschaft des Gerichts von Bosnien und Herzegowina erklärt, die auf dem Gebiet der Republika Srpska illegal ist. Es wurde beschlossen, dass die Republika Srpska nicht mehr mit der gesamtstaatlichen Staatsanwaltschaft und dem Verfassungsgericht zusammenarbeitet.

Herr Dodik redet in dem Zusammenhang auch davon zu verlangen, dass zum Beispiel die internationalen Richter im Verfassungsgericht zurückgezogen werden müssen.

Meine Frage an die Präsidentschaft: Wie reagieren wir darauf? Lassen wir das einfach so geschehen? Haben wir eine Handhabe? Meine konkrete Frage: Fordern Sie den Hohen Beauftragten Inzko auf, seine *Bonn Powers* auszuüben, um zu verhindern, dass dort eine weitere Eskalation stattfindet? Ich glaube, darauf müssen wir eine ganz konkrete Antwort geben.

Eugen Freund (S&D). – Madam President, I remember vividly the days 20 years ago when I was reporting from Dayton on how often and how close the negotiations were to breakdown – like at 04.00 on the morning of November 22, when the Americans were celebrating the conclusion of the talks, but then the phone rang. It was the Bosnians calling to tell them that the deal was off again. Now, 20 years later, where do we stand? Peace has been established, but only with NATO troops on the ground. The bureaucracy is like an octopus, except that those creatures are not corrupt, and the three ethnic groups still mistrust each other. But the people of Bosnia are demanding more. They want decent jobs, they want a European perspective. 20 years ago, when all seemed set to fail, the Americans had the plane turbines revving to make clear that they were ready to leave no matter what. Perhaps we should do the same now: show the authorities that the European plane will take off without them unless they get their act together and do so quickly.

Bogdan Brunon Wenta (PPE). – Madam President, the Dayton Agreement ended the bloodiest armed conflict in post-war Europe. However, Bosnia and Herzegovina, inhabited by free constituent peoples, is still facing many political, economic and social problems.

Is the Dayton Agreement still meeting expectations after 20 years? There is no single answer to this question. The political system of Bosnia and Herzegovina, which was intended to ensure the coexistence and mutual respect of free constituent peoples, maintains divisions within the country and hinders effective governance. The economic situation is severe. According to estimates, unemployment ranges from 27% to as much as about 50% and among young people aged between 15 and 24, the figure is about 60%. Oversight and public administration absorbs up to 40% of GDP.

The economic situation of the population deteriorated dramatically last year after the biggest flood in a century, which affected the whole of the Balkans. In Bosnia and Herzegovina alone over 100 000 houses were destroyed. Society wants change and does not accept the status quo. This was shown by last year's demonstrations. In this context, I welcome the agreement between the politicians in Bosnia and Herzegovina negotiating with the European Union. Social and economic reforms that bring Bosnia and Herzegovina closer to Europe must be carried out. On constitutional arrangements, the leaders of Bosnia and Herzegovina should be encouraged to find solutions that will end discrimination and guarantee equal rights to all free constituent peoples and all citizens.

Goffredo Maria Bettini (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, la pace di Dayton resta ancora oggi decisiva come soluzione diplomatica di una guerra orrenda.

Da allora l'integrità territoriale della Bosnia-Erzegovina è stata preservata e questo noi non dobbiamo sottovalutarlo e da allora è iniziato un cammino lento, difficile e contraddittorio. Negli ultimi mesi tuttavia, è emersa una volontà di tutti i leader politici bosniaci di impegnarsi più seriamente sulla via delle riforme. Si è siglato così l'accordo di associazione e stabilizzazione con l'Unione europea. Occorre andare avanti, superando i rigurgiti nazionalisti che ci sono, i tentativi di divisione che ci sono, e rendendo il funzionamento delle istituzioni meno complicato, inefficiente e chiuso nelle logiche delle etnie. Noi dobbiamo fare la nostra parte e i bosniaci la loro, se si vogliono aprire le porte dell'Europa a questo tormentato paese.

Jiří Pospíšil (PPE). – Paní předsedající, já jsem tu debatu velmi pozorně poslouchal a chci se připojit k těm účastníkům, kteří konstatovali, že Daytonská mírová dohoda před dvaceti lety byla úspěšná. Zajistila mír, byla jakýmsi polštářem mezi jednotlivými etniky. Je trochu naivní si myslet, že by takováto mezinárodní dohoda mohla přispět k zajištění prosperity daného regionu, to už je opravdu na tamních občanech a tamních politikách.

Také zde bylo řečeno, že ta situace dneska není příliš utěšená, že je tam obrovská míra nezaměstnanosti, zvláště mladých lidí, celková spíše rostoucí míra chudoby, ten region neprosperuje a také je tam velká korupce. Evropská unie těžko může aktivně tyto věci za občany Bosny a Hercegoviny vyřešit. My můžeme, podle mého názoru, nabídnout pomocnou ruku a nabídnout jim jasnou, možnou perspektivu, jasnou, možnou vizi budoucího členství v Evropské unii. To si myslím, že je klíčové. Měli bychom se bavit o tom, jak podpořit reformy, které zde byly již několikrát skloňovány, jak pomoci zvláště té nejmladší generaci, která – pokud by byla schopna získat práci, pokud by byla schopna fungovat v nějakém mírovém soužití – by mohla být nadějí do budoucna pro tento region.

Tady já si osobně myslím, že by Evropská unie měla mít primární zájem, měla by podporovat takovéto reformy a změny v Bosně a Hercegovině. Říkám to sám za sebe, říkám to i za Českou republiku. My vítáme to, že sílí snahy v Bosně a Hercegovině v budoucnosti žádat o členství v Evropské unii, a proto podporujeme dohodu o přidružení.

Stejně tak si myslím, že do budoucna bude třeba jednat se samotným Srbskem, aby se v budoucnu také stalo členem Evropské unie. Zkrátka a dobře, tato oblast Balkánů by měla být pro nás úplně primárním zájmovým územím, měli bychom podporovat úsilí těchto států o členství v Evropské unii a pomáhat jim s reformami.

(Řečník souhlasil s tím, že odpoví na otázku položenou zvednutím modré karty (čl. 162 odst. 8 jednacího řádu).)

Doru-Claudian Frunzulică (S&D), *blue-card question*. – Mr Pospíšil, we are talking about the 20th anniversary but, you know, the Bosnia-Herzegovina symphony is an unfinished symphony. It will be an unfinished business – and maybe you agree with me here – for as long as Bosnian society is still divided along ethnic lines, divided between the institutions of the Serbs and the institutions of the Bosniaks and Croats, and for as long as the federal institutions are so weak. How is this state going to have a European Union future with this kind of situation?

Jiří Pospíšil (PPE), *odpověď na otázku položenou zvednutím modré karty*. – Pane kolego, já s vámi souhlasím. Ta budoucnost je nejistá, my musíme nabídnout pomocnou ruku a nabídnout tu vizi pro další generaci.

Ale jsem přesvědčen, že mezinárodní společenství nemůže udělat více, než oddělit zneprátelená etnika a zastavit válečný konflikt. My nemůžeme, podle mého názoru, vyřešit státoprávní uspořádání této země a vnútit nějaké ústavní a jiné změny, vnútit změny volebního řádu a tak dále. To už je opravdu na jednotlivých občanech a politických představitelích této země.

Javi López (S&D). – Señora Presidenta, hoy es el día para conmemorar veinte años de los Acuerdos de Dayton, que permitieron poner fin a una terrible guerra en Europa, pero hoy es el día también para recordar que esos Acuerdos no han permitido levantar un país, que Bosnia y Herzegovina continúa sumida en una crisis permanente con unas relaciones interétnicas muy viciadas, una arquitectura institucional diabólica y graves casos de corrupción. Es un ejemplo más de nuestros fallos a la hora de ser una fuerza transformadora, como Unión Europea, en la región.

Pero hay que celebrar que la Comisión Europea ha tenido una nueva aproximación al país; hay que celebrar la entrada en vigor del Acuerdo de Estabilización y Asociación. ¿Para qué? Para dar un impulso a la implantación del Estado de Derecho, para dar un impulso a una economía muy deteriorada, con una inmigración masiva y con un paro muy, muy preocupante, y para hacer reformas constitucionales inclusivas, que rechacen también las posiciones políticas de algunos actores, como la República Srpska, y que permitan al país tener como horizonte la entrada en la Unión Europea. Eso es lo que hay que celebrar y lo que hay que recordar en un día como hoy, después de veinte años de los Acuerdos de Dayton.

Catch-the-eye procedure

Marijana Petir (PPE). – Gospođa predsjednice, integracija u međunarodne organizacije ključan je način osiguranja stabilizacije Bosne i Hercegovine. Pristupanje Europskoj uniji i NATO savezu nosi brojna institucionalna osnaženja.

Potrebno je iskoristiti perspektive koje nudi članstvo u ovim organizacijama kako bi se provele ozbiljne reforme i prilagodbe s ciljem uspostave kvalitetnog institucionalnog okvira za miran suživot i napredak svih građana Bosne i Hercegovine.

Daytonski sporazum daleko je od savršenog i stoga je nužan dogovor svih strana o njegovoj nadogradnji koja će riješiti problem institucionalnih zastoja i položaja Hrvata koji su prema trenutnom aranžmanu konstitutivni narod samo na papiru i koji najviše trpe zbog nemogućnosti ostvarivanja svojih prava.

Jedini prihvatljivi put za razvoj Bosne i Hercegovine je sustav u kojem će svi narodi moći ostvarivati sva pripadajuća prava i u kojem dva naroda neće nadglasavati ili nadjačavati jedan narod.

Nadogradnja Daytonskog sporazuma mora biti izvedena tako da hrvatski narod u Bosni i Hercegovini bude zaista konstitutivan u političkom i socioekonomskom životu bez podređenosti drugim konstitutivnim narodima.

Csaba Sógor (PPE). – A daytoni egyezményt a szükség hozta létre. Legfőbb célja az volt, hogy véget vessen az etnikai alapon zajló vérontásnak. Ez ugyan sikerült, de egyik fél sem elégedett vele. Tipikusan kompromisszumszerű megoldás volt. Azóta nyilvánvalóvá vált, hogy a Boszniában működő két entitás, az őket összekötő gyenge központi kormány nem képes megoldani, sőt olykor kiváltja a problémákat. Természetesen a daytoni szerződés által kialakult rendszer nem okolható az ország összes gondjáért. Hatására Bosznia megtette az első lépéseket a jogállamiság útján. 20 évvel Dayton után itt lenne az ideje azonban az egyezmény felülvizsgálásának.

Az Európai Uniónak pedig morális kötelessége segíteni Boszniát a demokrácia iránti elkötelezettségében, és itt van a legfőbb gond. A morális kötelességnél. Unió tagállamok vannak, ahol kormányok etnikai feszültséget keltenek. Elég, ha csak az én országomra, Romániára gondolok. A morális kötelessége a tagállamoknak azt jelenti, hogy először országukon belül példaadóan rendezik az etnikai kisebbségek és többség viszonyát.

(End of catch-the-eye procedure)

President. – I have received eight motions for resolutions tabled in accordance with Rule 123(2) of the Rules of Procedure.

The debate is closed.

The vote will take place on Thursday, 17 December 2015.

Written statements (Rule 162)

Dita Charanzová (ALDE), in writing. – Although the Dayton peace negotiations ended four years of war, the Dayton Agreement failed to create a framework for a lasting peace. Bosnia has sadly not progressed to the level it should have 20 years later. Rather than paving the way from a war-torn country to a unified and functional state, the constitution agreed at Dayton laid out a post-war political system of power-sharing that reflects the ethnic divisions that had fuelled the war.

As the Sejdic-Finci case demonstrated, the ethnic provisions in the constitution are improperly discriminatory and must be revised. If Bosnia wants to become self-sustainable and avoid political paralysis, there needs to be a comprehensive constitutional reform. Bosnia is Europe and its future lies with the EU. We are willing to support Bosnia throughout all stages of the process to reform. To truly make meaningful reforms though, all Bosnians must move forward together.

József Nagy (PPE), írásban. – 20 év távlatából is a daytoni békemegállapodás tűnik az akkori legelfogadhatóbb megoldásnak a délszláv konfliktus legvéresebb szakaszának, a boszniai háborúnak a lezárására. A megállapodást mindhárom érintett nemzet nagyon élesen bírálta, mivel egyik népcsoport helyzetét sem rendezi kielégítően, azonban két nagyon fontos tény nem szabad figyelmen kívül hagynunk! Először is, az adott helyzetben a legfontosabb cél a boszniai vérontás mielőbbi megállítása volt, amit a megállapodással sikerült is elérni. A másik legfontosabb érdem, ami a békemegállapodáshoz köthető, hogy mindhárom érintett nemzetnek, tehát a bosnyákoknak, a horvátoknak és a szerbeknek is egyforma jogokat biztosított.

Tibor Szanyi (S&D), írásban. – Fontosnak és jelképesnek értékelem, hogy ma az Európai Parlamentben is megemlékezünk arról, hogy két évtizede a nemzetközi közösség segítségével sikerült véget vetni egy véres balkáni, európai polgárháborúnak, s megelőzni, hogy annak lángja továbbterjedjen egész Európára. Az évforduló ugyanakkor arra kell, hogy emlékeztesse Európa felelős vezetőit, hogy a nyugat-balkáni térség biztonsága, stabilitása és európai integrációja ma már egyértelműen az EU felelőssége és elsődleges érdeke, s ennek megfelelően a világ és az érintett országok lakossága aktív, hatékony fellépést vár tőlünk. Ehhez a legfontosabb eszköz az EU kezében éppen a nyugat-balkáni csatlakozási folyamat dinamikus folytatása, ami a térség országai, adott esetben Bosnia-Hercegovina kormánya és társadalma számára a demokratikus átalakulás és gazdasági prosperitás – feltételekkel korlátozott, de reális – perspektíváját kínálja.

A csatlakozási folyamat melletti tevékeny elkötelezettség adja meg az EU, illetve a Bizottság tárgyalói számára a kellő hitelességet ahhoz, hogy üdvözljük a bosznia-hercegovinai kormányzat és lakosság által elért felzárkózási eredményeket, valamint számon kérjük a további lépéseket a maradéktalan európai jogállami működés felé. Mindezen megfontolások alapján úgy vélem, ez az évforduló jó alkalom lenne annak elismerésére is, hogy hiba volt a Bizottság programjában a csatlakozás perspektívájának időbeni kitolásával gyengíteni a folyamat hitelességét, az érintett országok integrációs motiváltságát.

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE), na piśmie. – Porozumienie pokojowe z Dayton, podpisane w Paryżu 14 grudnia 1995 roku zakończyło konflikt, który doprowadził do śmierci 250 tysięcy i przesiedlenia ponad 2 mln osób oraz poważnie zagroził stabilizacji Europy. Po tygodniach trudnych negocjacji, udało się wypracować kompromis, który dzisiaj bywa jednak mocno krytykowany. Sytuacja na terytorium Bośni i Hercegowiny pozostaje niestabilna politycznie. Nadzieje na prosperujące społeczeństwo, wolne od napięć etnicznych, są coraz słabsze. Dodatkowo Bałkany mierzą się z nowym kryzysem – falą uchodźców, która zmierza w kierunku Europy. Podsumowując, system powstały na podstawie porozumienia pokojowego, wydaje się nie działać. Nie możemy bezkrytycznie patrzeć na własne działania. Tym bardziej, że krytyka jest często uzasadniona. Jednak pomimo niedociągnięć, trzeba zwrócić uwagę na fakt, że w badaniu przeprowadzonym przez IPSOS w 2013 roku w każdej z trzech głównych grup etnicznych - Bośniaków,

Chorwatów i Serbów - większość głosowałaby dzisiaj ponownie na porozumienie z Dayton. Obywatele Bośni zaakceptowali je jako najlepszy możliwy kompromis. Dlatego nawet, jeśli ten kompromis nie jest doskonały, po 20 latach możemy powiedzieć, że bez porozumienia z Dayton nie byłoby pokoju na terytorium byłej Jugosławii. Należy nadal wspierać dążenia Bośni i Hercegowiny w przystąpieniu do NATO i integracji z Unią Europejską oraz kontynuować rozpoczęte reformy gospodarcze i konstytucyjne.

19. Arms export: implementation of the Common Position 2008/944/CFSP (debate)

President. – The next item is the report by Bodil Valero, on behalf of the Committee on Foreign Affairs, on arms export: implementation of Common Position 2008/944/CFSP (2015/2114(INI)) (A8-0338/2015).

Bodil Valero, föredragande. – Fru talman! Jag vill börja med att tacka alla skuggföredraganden som har varit till stor hjälp i framtagandet av det här betänkandet.

Det har gått flera år sedan Parlamentet lade fram sitt senaste vapenexportbetänkande, och min ambition är nu att den årliga granskningen ska återupptas. Inte minst eftersom vi lever i en helt ny säkerhetspolitisk miljö med stora förändringar i vår omvärld. Vi har både krig och konflikter i vårt närområde och till dem kopplade väpnade våldsdåd på hemmaplan.

Parlamentet har i det perspektivet en allt viktigare roll att fylla i sin granskning av hur väl medlemsländerna lever upp till det gemensamma regelverket för vapenexport.

Därför bygger betänkandet på tre pelare: den förändrade säkerhetssituationen, tillämpningen av det gemensamma regelverket och öppenhet och insyn.

Häromdagen, knappt en månad sedan de fruktansvärda attackerna i Paris så släppte Amnesty International en rapport, den här rapporten. Rapporten redogör för hur Daesh har fått sina vapen.

Det handlar bland annat om vapen som exporterades till Irak under kriget mot Iran och senare till den irakiska armén och som sedan blev ett alltför lätt byte för Daesh då de erövrade stora delar av irakiska försvarets alla vapen. Rapporten nämner ett antal europeiska vapenslag från t.ex. Tyskland, Belgien, Tjeckien och Kroatien. Mitt hemland Sverige nämns inte, men med tanke på att även svensk krigsmateriel har exporterats till Irak, både via licenstillverkade produkter och indirekt via USA, så håller jag det för troligt att de har dykt upp eller kan dyka upp i Daesh hänsynslösa krig mot alla oliktankande.

Frågan som vi måste ställa oss är varför Daesh har så många europeiska vapen och om medlemsländerna inte har levt upp till den gemensamma ståndpunkten?

Vi har idag en situation där våra egna en gång legalt sålda vapen hamnar helt bortom vår kontroll, och vi vet inte vem som har dem, vad de ska användas till eller om de riskerar att vändas emot oss själva.

Under många år i fred sålde i princip alla vapenexporterande länder krigsmateriel till diktatorerna i Mellanöstern och Nordafrika utan några större betänkligheter vare sig över den bristande respekten för mänskliga rättigheter eller situationen i landet som sådan.

Diktatorerna sågs som stabila, och de blev en viktig marknad för europeisk krigsmateriel. Nu står området i lågor samtidigt som många enskilda medlemsstater står med långa kontrakt och löften om följdleveranser i många år framöver.

Vi kan därför konstatera att riskbedömningarna inte har fungerat och inte heller slutanvändarkontrollen, men också att medlemsstaterna har tjänat regelverket till det yttersta för att kunna sälja.

Idag har Raif Badawi tilldelats Sakharovpriset, och i kammaren har vi hört om de hemska straff Badawi och många andra saudier utsätts för enbart för att de uttryckte en åsikt, men trots den totala bristen på respekt för mänskliga rättigheter så är Saudiarabien fortfarande det land som får köpa mest europeiskt krigsmateriel trots att landet uppenbart inte använder dem bara för sitt eget försvar utan också nu i ett aggressionskrig i grannlandet Jemen, där civila drabbas hårt.

Vår roll som parlamentariker är att granska att medlemsstaterna lever upp till den gemensamma ståndpunkten. Vapen är inte vilken vara som helst. Vapen som exporterades för tio, tjugo, trettio år sen är lika farliga idag som då de såldes.

Vår roll är också att föreslå förbättringar. Idag föreslår vi bl.a. en striktare riskbedömning med fokus på situationen i mottagarlandet, en bättre uppföljning med inspektioner av slutanvändare och inte minst en större öppenhet och demokratisk granskning av vapenexporten.

Nicolas Schmit, *President-in-Office of the Council*. – Madam President, honourable Members, on behalf of the High Representative, Ms Mogherini, we very much welcome the preparation and discussion of the report prepared by the honourable Ms Valero. This is a testimony to parliamentary scrutiny over arms exports, which is a sound follow-up to transparency applied at EU level on arms export issues. Interaction channels with Parliament, and with NGOs and civil society, on arms export issues have been opened and have developed over the years. This is an invaluable achievement, and it illustrates that transparency and dialogue can fruitfully take place without prejudice to the respective responsibilities of national and EU stakeholders. At a time when we advocate further transparency worldwide, notably via the arms trade treaty, we believe it is important to flag that transparency does not run counter to national and regional security.

The EU framework governing arms exports mainly revolves around the EU common position on arms exports adopted in 2008. This framework is unique. It is based on national responsibility of EU Member States, on licensing decisions, together with well-developed information sharing on licence denials and risk assessment. The risk assessment criteria laid down by the EU common position are comprehensive and far-reaching, notably in terms of respect for human rights and international humanitarian law, risk of diversion and impact on internal and regional stability. The daily application by national licensing officers is supported by common EU guidelines that have just been revised in 2015, notably in order to align them with the arms trade treaty.

Against this background of national responsibility exercised within common risk-assessment criteria, the overarching objective of the EU common position is to promote convergence of national arms export policies. In support of this objective, the Council and the European External Action Service provide an information sharing platform which is the dedicated Council working group on arms exports, and an IT platform enabling to exchange details on license denials. Like the EU guidelines, these information sharing components have been recently overhauled as a result of the review of the EU common position achieved in 2015. This should further contribute to convergence of arms export policies as they are now being put into practice.

Let me now briefly widen the picture outside the EU. Firstly, in our close neighbourhood, a number of third countries – mainly in the eastern neighbourhood – have aligned with the criteria of the EU common position. To assist them in their daily operational implementation, the EU has had an outreach programme funding technical cooperation in place since 2009. The new phase covering 2016-2017 has just been adopted by the Council.

Secondly, and moving to an even larger picture, I have to refer to the Arms Trade Treaty. It sets unique and widely accepted standards to achieve greater responsibility and transparency in the arms trade. The ATT entered into force in December 2014, and so far 130 states have signed it and 78 have ratified it, including 26 EU Member States.

We urge the two remaining countries to ratify it as quickly as possible. Of note, however, is that some of the largest arms exporters and importers, such as Russia, China, India and Pakistan, have not signed or ratified it. Here again the EU does a lot to support the effective implementation and universalisation of the ATT. Today the dedicated EU assistance programme, with its EUR 6.4 million budget, is active in 10 countries in Latin America, the Caribbean, Africa and Asia. In addition to this tangible action on the ground, all diplomatic opportunities are used to encourage countries that have taken no steps towards the treaty to join it, possibly enabling them to benefit from the EU assistance programme where needed and requested. The arms trade is getting more and more globalised. It is our duty to lead by example when it comes to arms exports from the EU. It is equally our duty to encourage and support other arms manufacturers and traders to apply the ATT standards.

Michael Gahler, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Frau Präsidentin! Es ist gut, dass die Europäische Union so einen gemeinsamen Standpunkt hat, dass der Rat sich darauf geeinigt hat. Wir sind damit die einzige große Region in der Welt, die so etwas hat. Wir haben von der Präsidentschaft gehört, dass das ja auch offenbar positive Effekte in der östlichen Nachbarschaft hat, dass es dort auch Länder gibt, die sich den Inhalt dieses gemeinsamen Standpunktes zu eigen machen.

Ich unterstütze auch das, was Sie gesagt haben im Hinblick auf den Waffenhandelsvertrag und mache mir die Aufforderung zu eigen, dass auch die verbliebenen zwei Mitgliedstaaten, die noch fehlen, diesen Vertrag ratifizieren.

Wir haben eine veränderte Sicherheitslage, darauf hat ja auch die Berichterstatterin hingewiesen. Die Notwendigkeit, mehr gemeinsame Außen-, Sicherheits- und Verteidigungspolitik zu betreiben, wird auch dazu führen, dass sich unser Exportverhalten angleicht, es also eine Konvergenz geben wird im Hinblick darauf, wohin wir Waffen exportieren, weil natürlich die Bewertung der Sicherheitslage und der Risiken sich immer weiter annähern muss, wenn wir auch gemeinsame Politik dort betreiben.

Dazu führt zum Beispiel die Tatsache, wenn sich die Sicherheitslage verändert, dass mein Land Deutschland erstmals in eine Region Waffen liefert – an die Peschmerga im Norden Iraks –, um auf diese Art einen Beitrag dazu zu leisten, dass die sich dort selber verteidigen können, aber auch eine bedrohte Bevölkerungsgruppe wie die Jesiden zum Beispiel. Ich glaube, darauf müssen wir auch eingehen, und ich hoffe, dass wir, von diesem gemeinsamen Standpunkt ausgehend, auch in der Zukunft verantwortungsvoll mit unseren Exporten umgehen.

Insgesamt ist mir dieser Bericht im Grundton noch nicht so ganz ausgewogen, da ist mir zu viel Verdächtigung dabei, dass unsere Regierungen schlechte Absichten hätten. Diese teile ich nicht. Ich vertraue da schon darauf, dass unsere Regierungen da den gemeinsamen Standpunkt anwenden.

Inés Ayala Sender, *en nombre del Grupo S&D*. – Señora Presidenta, en primer lugar, quiero agradecer a la señora Valero el trabajo que ha tenido -digamos- de cooperación y de aceptación en gran medida de nuestras propuestas y, además, yo creo, configurando un buen informe, donde está todo o casi todo. Es decir, todos los temas se han tratado con mucho acierto y, además, no solamente eso, sino también con propuestas concretas y bastante rigor, o el rigor suficiente para ser tenidas en cuenta.

Yo creo que este ejercicio va a ser realmente positivo y, por ello, animo también a los demás a que apoyen este informe, con las salvedades necesarias, pero, en todo caso, el informe en sí mismo es muy positivo.

Permítanme también que plantee que hay dos novedades en este informe que me parecen fundamentales y son las siguientes: primero, la propuesta de creación de la Autoridad de Control de las Exportaciones de Armas, bajo los auspicios de la Alta Representante, -que puede precisamente evitar los puntos débiles en la aceptación y en la puesta en marcha de la Posición Común que estamos viendo en los Estados miembros, al no haber elementos coercitivos o sancionadores ante el incumplimiento de las diferentes cláusulas de la Posición Común- y, segundo, la configuración en la propuesta de listas de personas físicas y jurídicas no solamente que hayan sido condenadas, sino también que se hayan visto envueltas -y lo sepamos por los servicios de inteligencia- en situaciones de exportación ilícita o de manipulación ilícita de armas. Creo que son elementos importantes que pueden servir también para ayudarnos.

Además, también hemos tenido en cuenta que hay armas que transitan en el ámbito europeo, pero para habilidades o actividades no militares, sino de caza y de deportes, y que tienen que ver muchas veces con acervos populares -como es el caso de mi país-, y, por lo tanto, yo creo que los cazadores de los cotos de los montes de mi tierra no tienen por qué tener inquietudes ni problemas.

Pero, por otro lado, también en su informe aparecen claramente las críticas que debemos seguir teniendo en cuenta para próximos informes y de cara al informe futuro de la Comisión. Y es que, esta vez, ha sido un informe muy tardío, porque las informaciones no estaban. Muy poca transparencia en esas informaciones. Veo que el señor Gahler se ha marchado porque no acepta que, en algunos casos, su país aparezca nombrado precisamente porque, siendo uno de los grandes exportadores, no da los suficientes elementos de información.

Así que la felicito, señora Valero, y espero que mañana podamos, por fin, tener este informe que apunta muy buenas maneras de cara al control de esa exportación y del tráfico.

Ангел Джамбазки, от името на групата ECR. – Уважаеми колеги, предложеният на вашето внимание доклад относно износа на оръжие ми се струва изключително лицемерен. Съгласен съм, че в никакъв случай не следва да се въоръжават страни и организации, които разполагат с въоръжени конфликти. Но смисълът на този доклад изобщо не е в тази посока. В него се смесват произволно без всякаква връзка законният и незаконният износ и търговия с оръжие. Самият механизъм за контрол е едно добро пожелание и нищо повече.

Наричам този доклад в голяма степен лицемерен, защото големите държави членки не са спирали и не спират да произвеждат и продават оръжие на трети страни, включително в рисковни воюващи зони. За сметка на това, държави като моята родина България бяха притиснати, нашият военно-отбранителен и промишлен комплекс беше съсипан. Големите държави членки превземат нашите пазари, а сега точно в този доклад ни говорят за правила, морал и мир във връзка с износа на оръжия. Тук има двоен стандарт. Не го приемам.

Не приемам и тезата европейските държави сами да си налагат рестрикция и нашите конкуренти в сектора да заемат опразнена ниша поради собствената ни недалновидност. Това ще ни струва скъпо и в икономически, социален и отбранителен аспект.

Не подкрепям този доклад, защото той е символ на двоен стандарт и не добре прецелени цели и задачи.

Jozo Radoš, u ime kluba ALDE. – Gospođo Predsjednice, na početku želim reći da ovo izvješće dolazi doista u aktualnom trenutku kada su se sigurnosne okolnosti Europske unije u njenom južnom i istočnom susjedstvu bitno i dramatično pogoršale. Naravno, moguće je reći da u tom smislu ovo izvješće dolazi prekasno.

Vanjska politika Europske unije i njena trgovinska politika trebaju služiti ostvarenju njezinih ciljeva, ali i afirmaciji onih demokratskih vrijednosti na kojima počiva Europska unija. Ako je to tako, a jest, onda tomu pogotovo treba služiti politika izvoza oružja zemalja članica Europske unije. Ali i na tom području, kao na području standardizacije oružja, zajedničkih nabavki i proizvodnje oružja i istraživanja na području naoružanja Europska unija nažalost nema jasne jedinstvene i zajedničke politike.

Europa mora postaviti visoke standarde prodaje oružja kako bi na takav način i kod onih drugih zemalja, velikih izvoznika oružja mogla zagovarati poštivanje tih visokih standarda i kako to oružje ne bi došlo u krive ruke. Zato pozdravljam poziv državama članicama na jedinstveno tumačenje i strožu primjenu zajedničkih stajališta, kao i formiranje nezavisne europske uprave za kontrolu oružja.

Javier Couso Permuy, en nombre del Grupo GUE/NGL. – Señora Presidenta, los países de la Unión Europea hablan en público de construir la paz o de evitar los conflictos, pero al mismo tiempo, silenciosamente, se hace un gran negocio con la venta de armas en zonas de conflicto. Constató la preocupación de este Parlamento por controlarlo y evitarlo. Tenemos la Posición Común que rige el control de las exportaciones de equipos militares y la Posición Común sobre la exportación de armas convencionales, además del Código de Conducta en materia de exportación de armas.

Los principios son claros: respeto a los derechos humanos del país en el destino final; la situación interna en cuanto a tensiones o conflictos armados; el mantenimiento de la paz, la seguridad, la estabilidad en las regiones; el comportamiento del comprador en cuanto al terrorismo, al respeto del Derecho internacional; y la no reexportación. Pero vamos a la realidad.

En el informe anual sobre exportación de armas, vemos que somos el tercer exportador del mundo: más de 24 000 millones de euros. Francia, Alemania, Reino Unido y España destacan. Y ¿cuál es el segundo destino de la venta de nuestras armas? Oriente Medio: Arabia Saudí, Qatar, Emiratos Árabes Unidos, países que no cumplen los requisitos de las Posiciones ni de los ocho criterios. Queda claro que estamos utilizando las armas como política exterior, apoyando intereses políticos y geoestratégicos de Israel o de los países del Golfo.

La modificación en mayo de 2013 del embargo a Siria para vender armas a una supuesta oposición es el colmo. Supuesta oposición que se ha convertido en el Dáesh, y en un vídeo del 14 de diciembre veíamos ese arsenal de armas, la mayoría procedente de la Unión Europea. Es una transferencia evidente de nuestras exportaciones al terrorismo. Por eso celebro este informe, porque la Posición Común se tiene que aplicar con un control independiente y con mecanismos de sanción.

Mike Hookem, on behalf of the EFDD Group. – Madam President, in August of this year, my staff and I were threatened with a pistol in northern France – i.e. not in the unstable areas of the EU mentioned in this report. Just as the single market and the free movement of people facilitates legal trade, by greater measure it also facilitates illegal trade. The reality of this means that those with the will to carry out horrific attacks like those in Paris are free to move almost anywhere in Europe, and the weapons of terror they rely on remain easy to obtain.

All the EU can do in response is to propose to ban antique and deactivated firearms. I certainly do not remember the Paris attackers raiding the Tower of London to gain access to their high-powered AK-47s. But, since the EU refuses to act in stopping criminal gangs having the free run of the eurozone, are we at all surprised that the traffickers and some migrants are armed? Despite the British Prime Minister, David Cameron, claiming credit for the stricter application of COARM criteria, this will do nothing to limit the use of illicit weapons by those who wish to challenge our very existence. In fact, none of the hand-wringing proposals in this document will stop the flow of weaponry into the hands of terrorists without definitive action to put proper checks in place at borders and limit the flow of people to Europe.

At the same time as criminal gangs are free to use unlicensed weapons across Europe, in Syria groups like the Peshmerga are starved of weaponry and ammunition and training. Now is the time to stop talking and act. We must arm the Peshmerga, close our porous borders and regain control of our own security so that the principles espoused in this House are not used as a weapon against us.

Janusz Korwin-Mikke (NI). – Pani Przewodnicząca! Z przyjemnością zauważam, że sprawozdanie pani Valero zostało nieskonsultowane z pacyfistkami, a także z Armią Zbawienia. Natomiast co dotyczy wspólnego stanowiska, to mógłbym tylko zadać jedno pytanie. Ile firmy rosyjskie, chińskie i pakistańskie dały wam w łapę, żeście zrobili akt, który ma dotknąć przemysł zbrojeniowy w Europie? Oczywiście to nie jest prawdą. Wy to robicie z własnej głupoty. Piszecie, że mają być przestrzegane prawa człowieka i że chcecie sprawdzać końcowych odbiorców waszej broni. Rozumiem, że będziecie sprawdzali, czy połowę waszej broni używają kobiety, a połowę mężczyźni zgodnie z zasadą równouprawnienia. To jest taki skandal, takie niszczenie naszego przemysłu, że po prostu dech odbiera i na tym skończyć. Poza tym sądzę, że Unia Europejska musi być zniszczona, jeżeli państwa Europy mają przeżyć.

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE). – Pani Przewodnicząca! Zaczę od ogólnej oceny, która niestety pozytywna nie jest, i tu zgoda jest dość powszechna. Chcę podkreślić, że sprawozdanie dotyczące lat 2013-2014, który jest źródłem tego sprawozdania jest raportem opisującym przede wszystkim mechanizmy i procesy, które odbywają się na styku legalnego i domniemanego legalnego dystrybutora. Bardzo mnie także interesuje wszystko to, co wiąże się z krajami docelowymi, do których ma trafiać broń, bo to oznacza, że zajmujemy się w chwili obecnej niezwykle kluczowym elementem, czyli wiarygodnością tego skutku transportu broni z Europy na zewnątrz. Chcę podkreślić natomiast, że takie ogólne przekonanie, które bardzo często dominuje, iż zaostrożenie kryteriów tu w Europie, zarówno jeżeli chodzi o licencjonowanie, jeżeli chodzi o dopuszczanie do dystrybucji, jeżeli chodzi o kontrolowanie kraju docelowego transportu, spowoduje zwiększenie bezpieczeństwa jest de facto jednak pewną naiwnością.

Europa dziś sama ma gigantyczny problem z łatwością dostępu do broni konwencjonalnej, którą można kupić w internecie, którą można poskładać. I oczywiście mamy do czynienia z dostępem do tej broni nie od licencjonowanych ani nie od tych, którzy ubiegają się o licencję, ale bardzo często od kompletnych amatorów, którzy zajmują się tą dystrybucją broni. W związku z tym ci obywatele, którzy są prawomyślni, szanują prawo, do tej broni dostępu nie mają. Wszyscy pozostali mają łatwy dostęp do broni i o tym warto mówić. Gigantyczny biznes związany z handlem bronią konwencjonalną musi wreszcie spotkać się także z biznesem bezpieczeństwa, bo bezpieczeństwo w Europie, bezpieczeństwo indywidualnego obywatela, to też wartość ekonomiczna i musimy o tym pamiętać. Na koniec chcę jeszcze podkreślić, że kolejne zaostrożenie kryteriów eksportowych, jeżeli ma mieć sens, to jedynie w parze ze wzmocnieniem wewnętrznej kontroli, dystrybucji broni, a także wzmocnieniem finansowym tych instytucji, które kontrolują posiadanie broni w Europie.

Arne Lietz (S&D). – Frau Präsidentin! Ich danke der Berichterstatterin für diesen Jahresbericht und begrüße die Kernforderung nach einer unabhängigen europäischen Waffenkontrollbehörde unter der Schirmherrschaft der Hohen Vertreterin der Europäischen Union.

Ich bedaure ebenfalls – wie im Bericht beschrieben –, dass lediglich 21 Mitgliedstaaten mit Daten umfassend zum 16. Jahresbericht beigetragen haben. Leider ist Deutschland ebenfalls noch nicht mit dabei.

Die dringend notwendige Europäisierung der Sicherheits- und Verteidigungspolitik und das anzustrebende *pooling and sharing* von Rüstungsprodukten müssen aus meiner Sicht mit der Schaffung von gemeinsamen restriktiven Standards in der Exportpolitik einhergehen. Dabei müssen wir sicherstellen, dass bereits bestehende nationale Exportrichtlinien nicht gelockert werden.

Es kann nicht sein, dass wirtschaftliche Interessen oder die finanzielle Basis für Rüstungsforschung als Antrieb dazu dienen, möglichst viele Waffen in Staaten außerhalb der EU zu exportieren. Deshalb sollten wir in der *pooling and sharing*-Debatte die Frage einer öffentlichen Kofinanzierung von Rüstungsgütern mit behandeln. Waffen in Kriegs- und Krisengebiete oder Staaten zu exportieren, in denen die Menschenrechte nicht garantiert sind oder entwicklungspolitische Projekte der EU zunichte gemacht werden, widerspricht einer kohärenten Außen- und Handelspolitik.

Nur wenn gesichert ist, dass europäische Waffen nicht in die falschen Hände geraten, können wir es verantworten, etwa Projekte der Verteidigungsforschung aus EU-Mitteln mitzufinanzieren. Ich teile die Sorge des Berichts, dass die EU-Ausfuhrkontrollen mit der Lizenzfertigung in Drittstaaten oder mit Niederlassungen von EU-Unternehmen umgangen werden können.

Ich befürworte daher den Ansatz der deutschen Bundesregierung, dass die Weitergabe von Lizenzprodukten von Handfeuerwaffen an Drittstaaten in Zukunft verboten wird. Ich befürworte ebenso das Ziel des Berichts, den Sachverhalt im europäischen Vergleich in den nächsten Jahresbericht mit aufzunehmen.

Dass die deutsche Regierung Unternehmen der Rüstungsindustrie bereits Förderprogramme anbietet, damit sie mit ihrer technischen Intelligenz etwas anderes als Waffen herstellen, ist neben der erhöhten Rüstungsexportkontrolle ein Schritt in die richtige Richtung, ein Schritt, um dem biblischen Bild „Schwerter zu Pflugscharen“ näher zu kommen.

Ivan Jakovčić (ALDE). – Gospođo predsjedavajuća, hvala lijepo. Bilo je krajnje vrijeme da dobijemo ovaj izvještaj i prijedlog nove regulative. Ubijaju nas našim oružjem. Svjestan sam da svaki kriminalac i svaki terorist može doći do oružja koje ne mora biti samo naše oružje, ali ubijaju nas našim oružjem.

Naše ljude u Europskoj uniji ubijaju oružjem proizvedenim u Europskoj uniji. Zato snažno pozdravljam činjenicu da želimo stvoriti tijelo koje će kontrolirati oružje, koje će, ako ništa drugo, stvoriti pretpostavke da sve ono što se proizvodi u Europskoj uniji barem završi tamo gdje mi mislimo da može završiti, puno sigurnije nego što je to danas.

U tom kontekstu, vjerujem da će Visoka povjerenica znati upravljati tom politikom i tim tijelom i unijeti više sigurnosti među naše građane.

Miguel Urbán Crespo (GUE/NGL). – Señora Presidenta, Señorías, sin lugar a dudas el capítulo más escabroso y opaco de la política exterior de la Unión Europea es el conformado por la política de seguridad y defensa. Solo de los datos que se conocen, en la Unión Europea se autorizaron en 2013 exportaciones de armas por valor de 36 712 millones de euros, lo que nos sitúa como el tercer exportador mundial de armas, solo por detrás de Rusia y de los Estados Unidos, y por delante de China.

Como sabrán, esta mañana en este mismo Pleno se ha entregado el Premio Sájarov al bloguero Raif Badawi, perseguido y condenado en Arabia Saudí por ejercer su libertad de expresión. Un país, Arabia Saudí, que no respeta los derechos y las libertades más fundamentales del ser humano, pero al que vendemos armas cada año.

Los Estados miembros deberían no solo elaborar y ratificar, sino sobre todo cumplir los tratados internacionales sobre el comercio de armas, garantizando un respeto pleno de las normas internacionales sobre derechos humanos, tal como exigen organizaciones como Amnistía Internacional. Por ello, es fundamental dejar de hacer silenciosamente negocio con la venta de armas al mismo tiempo que se habla en público de paz, de derechos humanos y democracia. Esperemos que este informe sea un punto para acabar con la doble moral que ha regido durante tanto tiempo en la Unión Europea.

Petr Mach (EFDD). – Dámy a pánové, zpráva, kterou máme před sebou, hovoří o tom, že ilegální a pašované zbraně často končí v rukou teroristů. Problém je, že zločinci, ti si opatří zbraně vždycky a právě ilegální zbraně, aby je policie nemohla vystopovat. Občané by proto měli mít právo bránit se zločincům se zbraní v ruce.

Do toho přichází Evropská komise s návrhem, který má zcela zakázat běžně držené zbraně. V tom návrhu, který před námi ještě není, ale budeme ho projednávat, se hovoří o tom, že běžné samonabíjecí zbraně, které se podobají zbraním policejním, automatickým, mají být zcela zakázány. Bez zbrojního průkazu nebude možné držet běžné sportovní airsoftové pistole. Návrhy Evropské komise jednoduše směřují k tomu, aby odzbrojily zákona dbalé občany. A to bychom si neměli nechat líbit.

Tunne Kelam (PPE). – Madam President, I would like to thank my colleague, Mr Valero, for his constructive cooperation and good will. I am sure this report is needed, especially in the new security situation.

We are treading in an important and sensitive area. Therefore, we have to be balanced and realistic. Arms by themselves cannot be considered good or evil. It is up to their users. So the important thing is to prevent arms from reaching evil or irresponsible hands. The EU has a good basis for preventing this from happening: the common position, which is unique in the world, and its eight criteria.

I appreciate that we were able to balance the report by pointing out that arms are needed for self-defence, as defined by Article 51 of the UN Charter. It is important to make sure that nations facing armed aggression, like the Ukrainians or the Kurdish Peshmerga, should be able to have defensive arms. It is also positive that the role of the EU defence industry has been highlighted. We need the industry in question for our security, but also for the development of modern technological bases in Europe.

The EPP stands strongly behind the common position. The latter needs, first of all, efficient implementation, not necessarily an extension of its powers. More transparency and information sharing, for example about persons whose licences for exporting arms have been denied, is important. Problems for the EPP emerge mainly from attempts to cross into the subsidiarity domain, because national defence remains in the competence of the Member States. The EPP has identified four proposals which, in our opinion, exceed the EU competences, for example the proposed mechanism of sanctions for violations of the eight criteria. Therefore, if our four key points are not supported, the EPP will remain neutral.

Janusz Zemke (S&D). – Pani Przewodnicząca! Otóż ja chciałem bardzo podziękować. Chciałbym zasygnalizować, że na kanwie tej debaty warto zwrócić uwagę na dwa problemy. Po pierwsze, na fakt, że kontrola eksportu broni to integralna część unijnej polityki bezpieczeństwa. Jeżeli tak, to Europejska Służba Działań Zewnętrznych musi mieć rzeczywiste instrumenty kontroli eksportu broni. Nie chodzi tutaj tylko o to, by kontrolować te zezwolenia, które są wydawane, ale o to, by sprawdzać, gdzie rzeczywiście i w jakiej skali dociera broń. I problem drugi, trzeba wreszcie stworzyć wykaz produktów podwójnego przeznaczenia: cywilnego i wojskowego. Brak takiego wykazu dzisiaj prowadzi do obchodzenia różnych zakazów. Myślę, że to jest rzecz bardzo pilna.

Ramona Nicole Mănescu (PPE). – Doamnă președinte, o felicit pe raportoare pentru raportul acesta destul de echilibrat. Legislația actuală oferă statelor membre un set de opt criterii, pe baza cărora pot decide asupra autorizării exporturilor de arme. Acest instrument oferă atât flexibilitatea necesară, cât și rigoarea de care este nevoie pentru evitarea folosirii armelor împotriva populației civile sau de către organizații teroriste și regimuri totalitare. Efectele benefice ale celor opt criterii cuprinse în poziția comună a statelor membre le regăsim în decizia salutară a Franței de a reveni asupra contractului de export al navelor mistral către Rusia și de a opri livrările. A fost o decizie corectă, motivată de încălcările flagrante ale dreptului internațional de către Rusia.

Procedura de control al exportului de arme reprezintă un aspect important în cadrul politicilor externe și de apărare ale Uniunii Europene și, de aceea, este necesar să fie inclusă corespunzător și noua strategie de politică externă și securitate a Uniunii Europene, mai ales având în vedere actualele provocări și riscuri la care este supusă securitatea Europei. Atrag atenția cu privire la importanța unei cooperări concrete între statele membre, Europol, Eurojust și țările terțe. Acestei cooperări trebuie să i se adauge proceduri de lucru privind monitorizarea traficului ilegal de arme de către forțele de poliție, împreună cu autoritățile de frontieră. Schimbul de informații și o bună comunicare între bazele de date determină întotdeauna reducerea și chiar eliminarea acestor riscuri. De asemenea, avem nevoie de o abordare comună și coordonată a Uniunii Europene în privința arsenalelor plutitoare și trebuie să includem în poziția comună un mecanism de blocare automată a licențelor de export de arme către țări împotriva cărora se instituie un embargo european.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D). – Madam President, the unprecedented spread of armed conflicts is a huge threat to stability and security and has created a less stable and less secure neighbourhood for the EU area. Arms transfers to states in conflict are significantly contributing to these conflicts and this unstable situation. I therefore strongly support the report, which will allow a better regulation of arms exports. We have a key role in preventing irresponsible exports of arms to countries that violate human rights and fundamental freedoms, and regulating the international arms trade must be a global ambition. It is fundamental to support transparency and to promote adherence to the highest regional and international standards, such as the Arms Trade Treaty and the EU Common Position on arms export control. The legally binding framework demonstrates the determination, or at least a first step towards determination, of EU Member States to prevent the export of military technology and equipment that might be used for undesirable purposes such as internal repression or international aggression, as happened recently in Ukraine, or contribute to regional instability. We therefore have to fully support its implementation in the nearest future.

Jaromír Štětina (PPE). – Dámy a pánové, Evropský parlament ve své zprávě hodnotí stav implementace společného postojů Rady, kterým se stanoví společná pravidla pro kontrolu vývozu vojenských technologií a vojenského materiálu. Autory k tomu vedla i dramatická změna globální bezpečnostní situace ve východním a jižním sousedství Evropské unie.

Nad původním textem autorů se vznášel lehký vánek pacifismu. Pacifismu dobře a poctivě míněného, pacifismu, který se však do dnešní doby pro snahu o zachování míru nehodí. Záslouhou stínového zpravodaje pana Kelama a jiných kolegů se podařilo ve zprávě zhodnotit bezpečnostní rizika, v nichž se Evropa nachází. Zpráva tak vychází v souladu s článkem 51 Charty Organizace spojených národů o právu na individuální nebo kolektivní sebeobranu a ve svém článku 8 podporuje dodávky zbraní pro obranné účely. Vychází tak například z reálné situace na Ukrajině, na níž se článek Charty Organizace spojených národů o právu na sebeobranu plně vztahuje. Reflektuje i reálnou politiku Evropské unie.

Evropská unie letos v létě v podstatě zrušila embargo vývozu zbraní na Ukrajinu a otevřela Ukrajině cestu k sebeobraně. V situaci, kdy minské dohody jsou mrtvé, jsou to právě zbraně, které otvírají cestu k míru. Mír nezaručí žádná smlouva s Ruskem. Ukrajině přinese mír porážka agresora. Beze zbraní se války nevyhrávají.

Ana Gomes (S&D). – Senhora Presidente, felicito a colega Bodil Valero por este relatório que identifica os problemas persistentes no regime de controlo da exportação de armas na União Europeia, em especial na aplicação da posição comum, e que elenca soluções que a Comissão, o Serviço Europeu de Ação Externa e o Conselho devem adotar.

A União é responsável por mais de 1/4 das exportações de armas a nível mundial e por mais de 1/3 do comércio mundial de armas para países terceiros e continua com um setor da defesa extraordinariamente opaco e corrupto, por inação ou desígnio dos governos dos Estados-Membros.

É urgente criar uma autoridade de controlo independente e um mecanismo de comunicação e um relatório padronizado para todos os Estados-Membros com sanções por violações da posição comum. É fundamental que os governos prestem contas detalhadas sobre as exportações, incluindo quantidades, valores e destinos. É a segurança dos nossos cidadãos, da nossa vizinhança e global, que está em causa, como demonstram os recentes atentados terroristas de Paris, executados com armas e explosivos produzidos e facilmente adquiridos aqui na Europa.

É fundamental que o Conselho e a Comissão assegurem transparência no setor da defesa, não tolerando explicações pretensamente de segurança nacional, tantas vezes invocadas para proteger interesses privados que não servem nem a nossa segurança, nem a nossa indústria. Além de travar exportações para regiões e países instáveis, atizando conflitos, os Estados-Membros não podem transferir armas ou equipamentos militares ou de duplo uso para países que possam usá-los na repressão de civis ou possam desviá-los e traficá-los para fins ilegais, nomeadamente chegando às mãos de grupos terroristas. É o caso da Arábia Saudita que hoje já foi aqui várias vezes referida.

A exceção a esta regra existe no quadro da Política Comum de Segurança e Defesa, sob orientação da Alta Representante e resultante da coordenação entre Estados-Membros no apoio e assistência militar, como o que se deveria prestar aos Peshmerga no Iraque e na Síria, se houvesse uma articulação europeia para o combate ao Daexe, que desgraçadamente não tem havido.

A indústria da defesa europeia tem também de aplicar corretamente as diretivas de 2009 sobre os mercados de defesa se quer sobreviver e ser competitiva a nível mundial, mas como diz o relatório Valero, não pode esquecer que deve servir a segurança da Europa, garantir a sua autonomia estratégica em equipamento e tecnologia militar, incluindo para garantir a cibersegurança, a segurança das infraestruturas críticas e a segurança no espaço.

Lara Comi (PPE). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, il contesto globale della sicurezza interna all'Unione europea è cambiato drasticamente negli ultimi anni, proprio perché aggravato anche dal fatto che gli Stati membri sono i principali esportatori di armi a livello mondiale.

Parliamo di oltre 36 miliardi di esportazioni sono nel 2013. Armi che difficilmente si possono ricondurre a flussi commerciali legali, questo è il vero problema, che sono diretti alla sicurezza dell'Unione europea, ma non effettivamente destinati ad alimentare quello che può essere un commercio legale con i dovuti se e i dovuti ma. Tutte queste armi e questo commercio hanno alimentato e stanno alimentando il terrorismo e i conflitti armati.

Viceversa la corruzione dilagante all'interno dei paesi terzi si ripercuote sulla sicurezza dei nostri cittadini, con il contrabbando e il traffico di armi che entrano tranquillamente in Europa a causa di una pressoché assenza di controlli nei punti di ingresso. È assurdo che noi chiudiamo le frontiere, diciamo no a Schengen, ma nello stesso tempo riusciamo ad avere all'interno del nostro territorio europeo un quantitativo di armi in modo illegale con una certa tranquillità.

Quindi sicuramente sono a favore, come ha detto anche la collega precedentemente, di più controlli, di avere sicuramente una maggior condivisione anche di informazioni all'interno delle varie strutture europee. Sono inoltre anche dell'idea che sia necessario effettuare una separazione tra le armi di uso militare e quelle di uso civile, poiché tecnologie come i sistemi di pilotaggio remoto, la robotica applicata e tecnologie di sorveglianza non solo potrebbero essere pregiudizievoli per i diritti umani, ma potrebbero altresì rappresentare una significativa minaccia anche per gli interessi strategici europei e per le nostre infrastrutture digitali.

Io mi permetto di concludere dicendo che l'Isis usa, come abbiamo visto, nei vari attentati passaporti e armi europei e ritengo che con i paesi che comprano e vendono armi all'Isis noi dovremmo effettuare un blocco commerciale.

Sergio Gaetano Cofferati (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, la vendita di armi è sempre un tema difficile da affrontare, delicatissimo, lo è ancora di più in questi anni nei quali l'Europa ha visto risorgere delle guerre e ha visto ritornare con tanta virulenza il fenomeno del terrorismo.

Credo che occorra guardare con molta attenzione a due fenomeni che si sono registrati nel corso degli ultimi tempi. Il primo è quello che riguarda l'aumento costante del fatturato delle aziende che producono armi, non soltanto quelle che vengono esportate, ma anche quelle che sono in dotazione in Europa. Il secondo è la violazione sistematica, palese, degli otto criteri della posizione comune del 2008. Sono violazioni sotto gli occhi di tutti. Per questa ragione ben venga un regolamento in grado non soltanto di fissare delle autorità, ma di restringere gli spazi per chi produce e vende armi e soprattutto di dettare regole agli Stati che sono interessati da questo processo.

Per questa ragione, vorrei sottolineare quattro aspetti fra quelli che già sono stati affrontati. Il primo è quello che riguarda la trasparenza: è inaccettabile che grandi paesi europei non forniscano i dati sulla vendita delle armi, inaccettabile, anche perché dietro c'è l'ipocrisia di chi dice di voler combattere la guerra e il terrorismo e poi non fa il minimo indispensabile per poter governare questo processo.

Il secondo è quello che riguarda l'intermediazione: è cresciuto il brokeraggio, va colpito e disintegrato, in termini ovviamente politici. Terza cosa, che è molto importante, è che insieme alla vendita delle armi c'è la vendita delle tecnologie, che sono ugualmente pericolose.

Da ultimo le sanzioni. Senza sanzioni gli Stati membri continueranno ad avere atteggiamenti e comportamenti disinvolti contrari alle tesi che sostengono.

Thomas Mann (PPE). – Frau Präsidentin! Der Bericht zu Waffenexporten fokussiert zu Recht auf die besorgniserregende globale Sicherheitslage. Die Bürgerkriege in Syrien, Jemen oder Libyen und der bewaffnete Konflikt zwischen Regierungstruppen und Separatisten in der Ostukraine mahnen zu verantwortungsvollem Umgang mit Waffen. Ihre unkontrollierte Verbreitung ist eine schwerwiegende Gefahr für Frieden, Sicherheit, für Menschenrechte und nachhaltige Entwicklung.

Waffenlieferungen an Konfliktstaaten erhöhen die Wahrscheinlichkeit einer Eskalation der Gewalt. Die Regulierung des internationalen Waffenhandels ist also eine absolute Notwendigkeit, da ohne Kontrollen auch in EU-Nachbarstaaten Terroristen und repressive Regime gestärkt werden.

Die EU hat im Jahr 2008 einen Regelkatalog erstellt. Seitdem ist der Export von Waffen in Krisenregionen streng reguliert. Das gleiche gilt für die Weitergabe von sensiblem Wissen und von Rüstungstechnologie an Drittstaaten. Allerdings muss das Recht auf Selbstverteidigung berücksichtigt werden. So konnten sich die Peschmerga im Nordirak und die ukrainischen Truppen dank europäischer Waffen gegen die Angreifer schützen.

Forderungen nach deutlich stärkeren Exportkriterien und umfangreichere Sanktionen sind sehr ambitioniert, da die EU-Mitgliedstaaten bereits detaillierte Daten in den Rüstungskontrollberichten liefern.

Noch ein Punkt: Der Waffenschmuggel spielt eine große Rolle im internationalen Sicherheitsgefüge. Zur Bekämpfung des Schwarzhandels muss endlich eine polizeiliche Kooperation zwischen den Mitgliedstaaten ausgeweitet werden – genauso wie die Kapazitäten von Europol und Eurojust.

Tomáš Zdechovský (PPE). – Paní předsedající, já osobně podporuji myšlenku dát jasnou koncepci vývozu zbraní. Společná politika při vývozu zbraní v Evropské unii s jasnými pravidly je pro nás v současné době zásadní. Jako důležitý instrument pro boj proti terorismu a boj proti lokálním konfliktům, které ohrožují evropské zájmy.

Potřebujeme ale nejen rámec pro kontrolu vývozu zbraní z jednotlivých členských států, ale i koherentní politiku embargu na zbraně a především efektivnější spolupráci se dvěma našimi agenturami, se zmiňovaným Europolem a Eurojustem. Ale také na prvním místě musíme začít bojovat sami u sebe proti nelegálnímu obchodu se zbraněmi na území Evropské unie. Podle mého názoru je prvním krokem v tomto boji omezení nelegálního držení zbraní.

Chci poukázat na jiný fakt, který tady ještě nebyl zmíněn. Mezi občany Evropské unie, například v balkánských zemích, je po proběhnutých válkách obrovské množství zbraní, které zde kolují a jsou obchodovány. Řešení vidím v takzvané zbraňové amnestii, která by umožnila právě těmto držitelům nelegálních zbraní je bez postihu vrátit. V České republice měla tato amnestie velký úspěch. Proto si myslím, že by měla být podporována nejen v Evropské unii, ale i v sousedních zemích. Právě takovými smysluplnými kroky, i když malými, můžeme snížit objem nelegálního obchodu se zbraněmi, které končí často v rukou teroristů.

Catch-the-eye procedure

Caterina Chinnici (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, la relazione dell'onorevole Valero sottolinea come oggi sia ancora più necessario accelerare l'adozione di nuove misure europee in tema di esportazione di armi da parte degli Stati membri.

Ritengo sia fondamentale che l'Unione europea sviluppi un sistema di controllo efficace e coordinato in materia di armi, in grado di colmare le profonde differenze fra le legislazioni nazionali. La posizione comune 2008/944/PESC offre un quadro giuridico completo materia di esportazione delle armi, ma servono maggiori sforzi da parte degli Stati membri per applicare tutti gli otto criteri previsti dal documento.

Peraltro vorrei evidenziare anche che oggi mancano procedure comuni di controllo in specifici ambiti tecnici, come ad esempio la conversione delle armi militari in civili, il trattamento delle armi disattivate e delle armi destinate all'uso scenico anche in funzione del loro eventuale commercio. Su questi aspetti il mio paese, l'Italia, ha adottato prescrizioni tecniche e amministrative rigorose al fine di scongiurare pratiche illegali nel trattamento delle armi. Anche questi aspetti dovrebbero essere considerati nell'elaborare una normativa comune ed efficace sulle armi ai fini dell'esportazione e ciò a maggior ragione in un momento particolare sotto il profilo della sicurezza quale è quello che viviamo.

Νότης Μαρίας (ECR). – Κυρία Πρόεδρε, η εξαγωγή όπλων είναι ένα από τα σοβαρά ζητήματα με τα οποία πρέπει να ασχοληθεί η Ευρωπαϊκή Ένωση δίνοντας ιδιαίτερη προσοχή, αφού οι εξελίξεις, τα δύο τελευταία χρόνια, έχουν δείξει ότι τα όπλα καταλήγουν, είτε στα χέρια τρομοκρατών, είτε σε καταπιεστικά καθεστώτα, είτε σε χώρες όπου γίνεται στρατολόγηση και χρησιμοποίηση ανηλικών σε εχθροπραξίες, όπως συμβαίνει σε πολλές χώρες της Αφρικής, στη Νιγηρία και αλλού.

Επανελημμένα έχω καταγγείλει στην Ολομέλεια του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου, εδώ στο Στρασβούργο, τη συνεχή τροφοδοσία όπλων και πυρομαχικών από την Τουρκία στο Daesh, το οποίο, ως γνωστόν, καταστρέφει τη Συρία και ευθύνεται για τις τρομοκρατικές επιθέσεις στο Παρίσι και αλλού. Επίσης, η Τουρκία ενισχύει με όπλα τους τζιχαντιστές και στη Λιβύη. Η Ευρωπαϊκή Ένωση οφείλει άμεσα να πάρει πολλαπλά μέτρα για τη διαμόρφωση ενός πλαισίου για την εξαγωγή όπλων, έτσι ώστε να ελέγχεται τελικά η κατάληξή τους. Παράλληλα, πρέπει να ληφθούν μέτρα για την προστασία των πολιτών, καθώς υπολογίζεται ότι περίπου μισό εκατομμύριο άνθρωποι το χρόνο χάνουν τη ζωή τους σε ένοπλες συγκρούσεις.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). – Κυρία Πρόεδρε, οι εξαγωγές όπλων από χώρες της Ευρωπαϊκής Ενωσης είναι ένα σοβαρό και πολύπλοκο αντικείμενο με πολλές παραμέτρους και ιδιαιτερότητες, διότι άπτεται τόσο της οικονομίας της Ευρωπαϊκής Ενωσης, όσο και της προώθησης και της υλοποίησης των στόχων της Κοινής Ευρωπαϊκής Πολιτικής και Πολιτικής Άμυνας και Ασφάλειας. Έχω υπόψη μου την κοινή θέση που έχουν λάβει επί του θέματος τα κράτη μέλη αλλά εκτιμώ ότι αυτή η θέση θα παραμείνει ένα απλό ευχολόγιο. Όταν μέλη της Ευρωπαϊκής Ένωσης είναι από τη μία πλευρά η Γερμανία, η Γαλλία, το Ηνωμένο Βασίλειο που είναι παγκόσμιοι προμηθευτές όπλων και παράλληλα ανταγωνιστές, και από την άλλη η Ελλάδα και η Κύπρος, χώρες που απειλούνται απ' την Τουρκία με πόλεμο και άρα υποχρεωμένες να εξοπλίζονται διαρκώς, πώς είναι δυνατόν να υλοποιηθεί η κοινή θέση;

Ποιος θα πραγματοποιήσει και, κυρίως, ποιος θα δεχθεί πραγματικούς ελέγχους; Πώς θα υπάρξει διαφάνεια και, αν δεν υπάρξει διαφάνεια, πώς είναι δυνατόν να μη σταλούν παρανόμως ελαφρά όπλα και πυρομαχικά στον ISIS, στους Κούρδους και σε άλλες τρομοκρατικές οργανώσεις; Οφείλουμε, τέλος, να εξετάσουμε το αντικείμενο στις πραγματικές του διαστάσεις και να επιτύχουμε ένα ελάχιστο βαθμό συνεργασίας, εάν δεν θέλουμε να υπονομεύσουμε την Κοινή Εξωτερική Πολιτική της Ευρωπαϊκής Ενωσης.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, nel giorno in cui consegniamo il premio Sacharov alla moglie di Raif Badawi, per l'ennesima volta diverse tonnellate di bombe e munizioni partono dall'aeroporto di Cagliari, destinazione Arabia Saudita. Sì, proprio quel paese che da sette mesi bombarda lo Yemen, portando avanti una guerra da quattromila morti e ventimila feriti. Nemmeno gli ospedali di Medici senza frontiere sono stati risparmiati.

Quelle bombe sono italiane, sono uno dei tanti casi in cui la nostra coscienza sporca di un'Europa permette alle lobby degli armamenti di far prosperare il suo «business as usual» esportando allegramente in violazione dei criteri del 2008 e in particolare del criterio due della posizione comune che continua a essere del tutto non rispettato. Questo accade perché mancano verifiche indipendenti sulle esportazioni e le violazioni non prevedono conseguenti sanzioni.

Con un mio emendamento a questa relazione, che è un lavoro veramente eccezionale dell'onorevole Valero, che ringrazio sentitamente, possiamo correggere questa mancanza e mi appello ai colleghi dei gruppi che vorrebbero affossarlo e che adesso non sono neanche in Aula. Il mondo vi guarda, anche Raif vi guarda e anche voi dovrete guardarvi allo specchio se voterete contro questa relazione.

(End of catch-the-eye procedure)

Bodil Valero, föredragande. – Fru talman! Ja, det är uppenbart att vi har olika uppfattningar i den här frågan, och så var det också när vi startade arbetet med betänkandet, men jag upplevde ändå att tillsammans med skuggföredragandena så lyckades vi hitta en gemensam linje, och det var också ett väldigt starkt stöd i utskottet när vi röstade om betänkandet.

Sen dess har uppenbarligen någonting hänt, och det som jag blir mest förundrad över i debatten här är att några av dem som varit uppe och talat för sina partiers räkning inte riktigt har pratat om det som vi egentligen pratar om.

Vi pratar om kontrollen av den legala vapenexporten, den som medlemsstaterna faktiskt bedriver gentemot de företag som finns i deras länder.

Vi talar inte om någon illegal handel, utan det är den legala handeln vi pratar om, och det är där som parlamentet har en roll att spela, för det är den vi kan gå in och kontrollera och se till att vapen som vi själva så att säga säljer av olika skäl inte hamnar i fel händer.

Den illegala handeln med vapen, den hanterar vi med helt andra regelverk. Det är inte det här regelverket som vi kan använda oss av för det.

En av talarna talade helt uppenbart inte alls om vapenexportkontrollen av legala vapen utan talade om kommissionens nya förslag som hanterar en helt annan fråga, det som är jaktvapen, skyttesport etc. så att vi pratar om två helt olika saker.

Jag hoppas ändå att vi under morgondagen när vi röstar kan få ett tillräckligt brett stöd för betänkandet här i kammaren, och att vi kan gå vidare så att vi också nästa år får ett nytt årligt betänkande, så att det här alltså blir den årliga granskning som parlamentet gör av den legala vapenförsäljningen, och den som vi har gemensamma regler för.

President. – The debate is closed.

The vote will take place on Thursday, 17 December 2015.

Written statements (Rule 162)

Laurențiu Rebegea (ENF), în scris. – Consider absolut necesară această propunere de rezoluție pentru un control cât mai strict al exportului de arme. Instituirea unui control judicios al exportului de arme la nivelul UE poate fi soluția diminuării pierderilor de vieți omenești. Este de apreciat modul în care această propunere de rezoluție pune problema luării în calcul a exportului de tehnologii inovatoare, în vederea licențierii acestora, și trecerea lor în categoria materialelor și tehnologiilor cu dublă utilizare, precum cele din domeniul roboticii și al soft-ului.

Viteza dezvoltării tehnologice a secolului în care trăim face ca, pe lângă exportul ilegal sau la limita legii de arme clasice, robotica sau extinderea capabilităților software să pună la dispoziția grupurilor definite ca agresive serii întregi de aplicații civile care pot fi folosite pe post de arme de asalt. Mai mult, aceste tehnologii pot deveni cu ușurință instrumente menite să colecteze informații ce urmează a fi folosite în scopuri teroriste. În acest context, introducerea acestor instrumente pe lista tehnologiilor cu dublă utilizare pentru ca utilizarea lor să fie controlată mult mai bine devine o necesitate. Sper ca această rezoluție să fie doar primul pas în stoparea livrărilor de armament la limita legii sau a tehnologiilor cu dublă utilizare către grupurile considerate agresive.

Alyn Smith (Verts/ALE), in writing. – This report is vital in order to understand how Member States do business, selling arms to countries at war with their neighbours and often at odds with international humanitarian law. I congratulate my colleague, Bodil Valero, on this dossier. Europe's security environment has changed drastically and, of course, EU rules on arms exports must be tightened.

But if the rules are not implemented then they mean nothing. We must name and shame Member States for failing to meet their legal obligation to supply arms export data to the EU and not complying with the existing legal framework. I am afraid this includes the UK. France and Greece have also not provided any data at all. This vicious circle must be stopped. It is a modern day tragedy – we do not know where these weapons end up and there is a real risk that they will fall into the hands of repressive regimes, criminals and terrorists in Europe, and be used against us. We can never be sure how the political and security situation may change in the countries we do business with; this is why a stricter risk assessment is so important and I call on my colleagues to back this report.

20. EU-Vietnam Framework Agreement on Comprehensive Partnership and Cooperation (consent) - EU-Vietnam Framework Agreement on Comprehensive Partnership and Cooperation (resolution) - EU-Vietnam Framework Agreement on Comprehensive Partnership and Cooperation (protocol to take account of the accession of Croatia) (debate)

President. – The next item is the joint debate on

— the report by Barbara Lochbihler, on behalf of the Committee on Foreign Affairs, on the recommendation on the draft Council decision on the conclusion, on behalf of the Union, of the Framework Agreement on Comprehensive Partnership and Cooperation between the European Union and its Member States, of the one part, and the Socialist Republic of Vietnam, of the other part (05432/2015 — C8-0062/2015 – 2013/0440(NLE)) (A8-0339/2015),

— the report by Barbara Lochbihler, on behalf of the Committee on Foreign Affairs, containing a motion for a non-legislative resolution on the draft Council decision on the conclusion, on behalf of the Union, of the Framework Agreement on Comprehensive Partnership and Cooperation between the European Union and its Member States, of the one part, and the Socialist Republic of Vietnam, of the other part (2015/2096(INI)) (A8-0342/2015), and

— a report by Sandra Kalniete, on behalf of the Committee on Foreign Affairs, on the draft Council decision on the conclusion, on behalf of the European Union and its Member States, of the Protocol to the Framework Agreement on Comprehensive Partnership and Cooperation between the European Union and its Member States, of the one part, and the Socialist Republic of Vietnam, of the other part, to take account of the accession of the Republic of Croatia to the European Union (13079/2014 — C8-0282/2014 – 2014/0222(NLE)) (A8-0340/2015).

Sandra Kalniete, referente. – Es aicinu atbalstīt Eiropas Parlamenta rezolūciju par piekrišanu protokolam pie Pamatnolīguma par visaptverošo partnerību un sadarbību starp Eiropas Savienību un Vjetnamu, lai ņemtu vērā Horvātijas Republikas pievienošanos Eiropas Savienībai.

Šogad aprit 40 gadi kopš Vjetnamas kara beigām, un šogad mēs varam atzīmēt Eiropas Savienības un Vjetnamas attiecību pastāvēšanas 25. gadadienu. Eiropas un Vjetnamas attiecības ir strauji izaugušas. Tāpēc ir pienācis laiks attīstīt mūsu attiecību normatīvo pamatu. To tagad veidos Pamatnolīgums starp Eiropas Savienību un Vjetnamu.

Mums ir svarīgi atcerēties, ka Vjetnama ir daļa no Klusā okeāna valstu partnerības, kas ir jauns, tikko izveidots tirdzniecības bloks, tas aptver 36 % no pasaules iekšējā kopprodukta, un tam varētu būt ļoti tālejoša ietekme pasaules tirdzniecībā.

Eiropas Savienībai arī stratēģiski ir ļoti svarīgi panākt spriedzes atrisināšanu Dienvidķīnas jūras baseina valstīm, lai saglabātu tur mieru un stabilitāti un nodrošinātu jūras lielo transporta ceļu stabilitāti. Tas ir ļoti būtiski Eiropas tirdzniecībai. Tāpēc Vjetnamai ir stratēģiska loma kā svarīgai Eiropas Savienības partnerei Dienvidaustrumāzijā un ASEAN valstīs. Es esmu stingri pārliecināta, ka Eiropas Savienības un Vjetnamas visaptverošas partnerības un sadarbības nolīgumam un brīvās tirdzniecības nolīgumam ir jāpalīdz arī Vjetnamā nostiprināt pārticību un cilvēktiesības. Nolīgums veicinās arī sadarbību attiecībā uz labu pārvaldību, korupcijas apkarošanu, ilgtspējīgu attīstību, atbrūnošanos un masu iznīcināšanas ieroču neizplatīšanu, kā arī veicinās cīņu pret terorismu. Tāpēc es, kolēģi, lūdzu atbalstīt piekrišanu protokolam.

Barbara Lochbihler, Berichterstatterin. – Frau Präsidentin! Im Parlament haben wir nur das Rahmenabkommen über umfassende Partnerschaft und Zusammenarbeit zwischen der EU und Vietnam diskutiert und sind im Ausschuss für auswärtige Angelegenheiten doch zu der Empfehlung gekommen, dem Abkommen zuzustimmen.

Damit dieses Rahmenabkommen auch in Kraft treten kann, fordern wir die Mitgliedstaaten Frankreich, Irland, Griechenland und Italien auf, dieses Abkommen so schnell wie möglich zu ratifizieren. Wir waren uns fraktionsübergreifend einig, dass die Beziehungen Vietnam-EU auf einem guten Weg sind, und sich in den Bereichen Handel und Entwicklung, Korruptionsbekämpfung, Menschenrechtsschutz, Umwelt und Klimawandel, Wissenschaft und Technologie, Bildung und Kultur, Frieden und Sicherheit intensivieren sollen.

Vietnam hat sich in den letzten Jahren von einem der ärmsten Länder der Welt mit dem schweren Erbe zweier grausamer Kriege zu einem Land mit mittlerem Einkommen mit einem rasanten Wirtschaftswachstum gewandelt. Die Armutsquote fiel von 58 % im Jahr 1993 auf 11,8 % im Jahr 2011.

Bei der Erreichung der Millenniums-Entwicklungsziele hat Vietnam im Bereich Recht auf Bildung, Recht auf Wohnung und Recht auf Nahrung Hervorragendes geleistet. In Vietnams sozio-ökonomischer Entwicklungsstrategie für 2011 bis 2020 stehen Strukturreformen im Zentrum, unter anderem gesamtwirtschaftliche Stabilität, soziale Gerechtigkeit, ökologische Stabilität.

Zur gesamtwirtschaftlichen Stabilität gehört auch die Bekämpfung der Korruption. Der durch Korruption verursachte Schaden für die Wirtschaft wird in einem offiziellen vietnamesischen Bericht von 2012 mit 1,7 % bis 3,3 % des Bruttoinlandsprodukts beziffert. Im Korruptionswahrnehmungsindex von Transparency International steht das Land auf Platz 119 von 175 Ländern. Die vietnamesische Regierung hat Gegenmaßnahmen ergriffen, es müssen aber noch konsequentere und weitreichendere Schritte unternommen werden.

In dieser Woche findet in Hanoi der Menschenrechtsdialog EU-Vietnam statt. Auch im vorliegenden Rahmenabkommen fordern wir ein deutliches Umsteuern der Regierung, um freie Meinungsäußerung zuzulassen, auch wenn sie Kritik am Regierungshandeln beinhaltet. Es gibt Zensur im Internet, soziale Medien und Websites werden oft blockiert. Fast alle Print- und Funkkanäle sind staatlich kontrolliert. Vietnam ist derzeit Mitglied im Menschenrechtsrat der Vereinten Nationen und hat sich der allgemeinen Überprüfung des Menschenrechtsschutzes unterzogen.

Es würde hier zu weit führen, alle Menschenrechtsverletzungen aufzuführen. Unterstreichen möchte ich nur, dass Vietnam zugesagt hat, Verbesserungen beim Recht auf freie Meinungsäußerung umzusetzen und ebenso eine unabhängige Zivilgesellschaft zuzulassen.

In der letzten Straßburg-Woche haben wir mit der Kommissarin Malmström das jetzt ratifizierte Freihandelsabkommen EU-Vietnam diskutiert. Es wird eine institutionelle Verknüpfung zwischen dem Freihandelsabkommen und dem Partnerschafts- und Kooperationsabkommen geben. Damit ist sichergestellt, dass Grundsätze bei Menschenrechten und Rechtsstaatlichkeit ein wesentlicher Teil der Beziehungen zwischen der EU und Vietnam sind –

auch bezogen auf den Handel zwischen beiden Parteien.

Die Kommission muss noch unbedingt die von der/dem EU-Bürgerbeauftragten angemahnte Menschenrechts-Folgenabschätzung nachholen. Auch im Bereich der Außen- und Sicherheitspolitik kam es 2014 im Südchinesischen Meer zu Konflikten zwischen chinesischen und vietnamesischen Fischern. Wir begrüßen es sehr, dass die Staatsoberhäupter beider Staaten sich darauf verständigt haben, den Seestreit mit friedlichen Mitteln beizulegen. Ebenso begrüßen wir, dass Vietnam im Frühjahr 2015 seine offizielle Unterstützung für den Antrag der philippinischen Regierung erklärt hat, zu den chinesischen Gebietsansprüchen im Südchinesischen Meer den Ständigen Schiedshof in Den Haag anzurufen.

Insgesamt haben wir hier also eine sehr umfangreiche Entschließung mit konkreten Arbeitsfeldern für die gemeinsame EU- Vietnam-Kooperation. Ich danke noch einmal allen Schattenberichterstatern für eine sehr konstruktive und gute Zusammenarbeit.

Andrus Ansip, Vice-President of the Commission. – Madam President, I am pleased to speak here in Parliament today before the vote on concluding the Partnership and Cooperation Agreement between the European Union and Vietnam, as well as on the Protocol for Croatia's accession to the Agreement. This Agreement will provide a modern and comprehensive framework for the EU-Vietnam relationship, which has deepened and broadened over the past few years.

Twenty-five years ago the then European Community and Vietnam established diplomatic relations. In these 25 years, our ties have grown from their humanitarian origins to a multifaceted partnership with trade and development at its core. The Partnership and Cooperation Agreement, together with the Free Trade Agreement concluded two weeks ago, will allow us to go even further.

Today's debate is an opportunity to acknowledge Vietnam's role as a close partner for the European Union in South-East Asia and for our relations with ASEAN in particular. As ASEAN's coordinator for relations with the European Union, Vietnam has provided valuable support in bringing our two regions closer together.

In South-East Asia, Vietnam is one of the fastest growing economies today. Social and economic progress in the last two decades has been impressive as millions have been lifted out of poverty. Its foundations were laid in the late 1980s through an ambitious economic reform programme. Today, the EU, in turn, is Vietnam's second largest trade partner, the largest development donor and one of Vietnam's largest foreign investors.

Vietnam is now entering a new phase of national development and aims to become an industrialised country by 2020. To do so it needs to move from a growth model based on low-cost labour to one based on innovation and productivity. This calls for major structural changes and continued investments in infrastructure and human capital.

The European Union wants a strong and prosperous Vietnam, a Vietnam that respects the rule of law and human rights. Our persistent message to our Vietnamese counterparts is that good governance, human rights and the rule of law are the driving force for development, that a free media and a free internet provide huge benefits for Vietnam to succeed in the new knowledge-based economy and to meet the myriad of challenges that come with a modernising society, and that greater openness and opportunities for people to participate and actively engage with the institutions are needed to support Vietnam's vision of becoming an inclusive and modern society. It is therefore in Vietnam's best interests to honour its international commitments regarding human rights.

Let me be clear. The European Union and Vietnam enjoy a close and ever-expanding partnership but, as in any relationship, there are areas where we have differences. These are, first and foremost, in the critical area of human rights and Mrs Lochbihler's report rightly places much emphasis on this. In this respect we noted with concern the arrest today, just one day after the EU-Vietnam human rights dialogue, of Mr Nguyen Van Dai, a lawyer and human rights activist. We have expressed this clearly to our Vietnamese partners.

The Partnership and Cooperation Agreement provides us with a much better basis to address issues such as the rule of law and human rights than the Framework Cooperation Agreement of 1996. Respect for human rights and democratic principles constitutes an essential element of the Partnership and Cooperation Agreement, with a much broader and more comprehensive set of commitments when compared with the previous instrument.

The rule of law features among the fundamental principles covered by Article 1 of the Agreement. Let me assure you that these principles will guide us in our relations. The enhanced human rights dialogue that we agreed to establish in 2012 is the most visible evidence of our commitment here. The latest session was held just yesterday in Hanoi.

I trust that with the new Partnership and Cooperation Agreement, and thanks to the strong ties between the European Parliament and the National Assembly of Vietnam, we stand a better chance to support Vietnam's transition towards a more open society.

PRZEWODNICTWO: RYSZARD CZARNECKI

Wiceprzewodniczący

Cristian Dan Preda, *au nom du groupe PPE*. – Monsieur le Président, je souhaiterais tout d'abord remercier M^{me} Lochbihler et les autres rapporteurs fictifs pour leur bonne collaboration sur cette résolution.

Cet accord de coopération et de partenariat entre l'Union et le Viêt Nam est un bon exemple de l'affirmation croissante du pouvoir du Parlement, y compris en matière de politique étrangère. L'approbation du Parlement est une étape importante pour la ratification de l'accord que nous devons bien entendu soutenir.

Le Viêt Nam est désormais un partenaire incontournable de l'Union. Une relation plus étroite avec ce pays permettra non seulement à l'Union européenne d'avoir un accès privilégié à un marché dynamique de plus de 90 millions d'habitants, mais également d'asseoir sa position stratégique en Asie, tout en poursuivant ses objectifs de paix, d'état de droit et de démocratie.

Je tiens également à souligner la conclusion des négociations sur l'accord de libre-échange avec le Viêt Nam. Il ne faut cependant pas oublier que ce pays a encore beaucoup de défis à relever, et notamment en matière de respect des droits de l'homme. Les recommandations contenues dans la résolution permettront, je l'espère, d'accompagner le Viêt Nam dans les réformes nécessaires, telles que le respect des droits des minorités, la lutte contre la corruption ou la réforme du système judiciaire.

Tout au long du travail sur cette résolution, j'ai tenté de trouver des compromis avec mes collègues afin d'obtenir un texte équilibré, qui pourra être un outil pour accompagner la mise en œuvre de l'accord de partenariat. En ce sens, M^{me} Gill et moi-même proposons deux amendements pour le vote de demain, afin que le texte soit exact sur le plan juridique. Ce n'est qu'à travers une résolution contenant des propositions réalistes et concrètes que le Parlement pourra, lui aussi, jouer un rôle déterminant dans le développement des relations entre l'Union européenne et le Viêt Nam.

Neena Gill, on behalf of the S&D Group. – Mr President, firstly I would like to congratulate the co-rapporteurs. EU-Vietnam relations are of vital importance in the current geopolitical context, especially with Asia leapfrogging to global prominence, the US and China each spearheading mega trade deals in the region, and tensions in the South China Sea threatening stability in that region. So the EU needs to get actively involved in all of these developments to ensure we keep peace in the region.

That is why I wholeheartedly support this partnership and cooperation agreement. I believe it provides a basis for strengthening relations in fields that are of major importance from both a global perspective and our own bilateral perspective. I also welcome the agreement on free trade. I believe this gives Vietnam the opportunity to invest the benefits of trade for all groups within its society, reform its governance system, improve its human rights and join the global fight against climate change. I welcome the fact that my political group was able to secure the inclusion of important language on the need to step up efforts in all these fields, and particularly on human trafficking. It is a key migration policy, and the fight against trafficking and organised crime needs to be strengthened.

However, this is not just something that Vietnam has to deal with. It is also the EU's responsibility to look at why – and how – we can stop a large number of Vietnamese children from being exploited across different parts of the EU. A specialised working group on cooperation in this field should be set up to address this.

The Commission has to be mindful that the success of any deal hinges on its implementation. Firstly, this means keeping in mind that Vietnam is still a developing country and we cannot ask it to do more than is realistically possible until we further step up capacity support. The European External Action Service also has to address shortcomings in relation to the information available to this House on international agreements to allow us fully to carry out our monitoring role and help us make this agreement a basis for a successful strategic relationship in the wider region too. I hope that we will be using this to build on progress achieved, thanks to coordination with Vietnam, to kick-start the re-launch of region-to-region FTA negotiations.

Finally, I would like to thank the rapporteurs, especially Ms Lochbihler, and the shadow rapporteurs for their excellent cooperation, as well as all the teams that supported us, who worked very hard to make this agreement achievable.

Amjad Bashir, on behalf of the ECR Group. – Mr President, the conclusion of the EU-Vietnam Free Trade Agreement is excellent news. Although I appreciate the concerns raised by some of my colleagues – property rights, child labour and access to education are obvious examples that come to mind – we should ensure that a carefully calibrated political message is sent to Vietnam. Comprehensive reforms should be encouraged, but threatening language could be counter-productive.

Considering the distraction caused by the Trans-Pacific Partnership (TPP) and the newly formed ASEAN Economic Community, we should not overplay our hand by giving Vietnam an excuse to focus elsewhere. By all means let us be firm, but at the same time let us show flexibility and pragmatism whenever possible. Remember that governments do not do business with each other, people do. Fostering trade links is the quickest way to create wealth and prosperity for both Europeans and the Vietnamese.

Ivan Jakovčić, *u ime kluba ALDE*. – Gospodine predsjedniče, moja je generacija u Hrvatskoj prije četrdesetak godina sa simpatijama gledala na želju za slobodom vijetnamskog naroda. Kasnije se mnogo toga promijenilo i mnogi su od nas bili vrlo razočarani svime što se događalo u Vijetnamu i toj regiji. Danas, na sreću, ponovno imamo nadu da se stvari mijenjaju nabolje, jer vidimo želju za otvaranjem Vijetnama, za suradnjom u širem krugu zemalja u kojem se nalazi, uključujući i EU i SAD, što je naravno odličan pomak u politici Vijetnama.

Zato podržavam ovaj sporazum i sve ono što Komisija čini u naporima da približi naše dvije ekonomije i radujem se ekonomskom rastu Vijetnama, znanstvenoj suradnji koju očekujemo sa znanstvenicima EU-a i Vijetnama, radujem se kulturnoj suradnji koja se najavljuje. Mislim da takav sveobuhvatni sporazum može biti koristan za obje strane. Međutim, moramo imati na umu da je Vijetnam još uvijek jako daleko od temelja EU-a, kao što su pitanja slobode medija ili ljudskih prava. Podržavam sporazum, želim uspješnu realizaciju, ali imajmo na umu i sve ono što nam u današnjim vremenima ne odgovara.

Fabio Massimo Castaldo, *a nome del gruppo EFDD*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, in primis ci tengo a fare i miei complimenti all'onorevole Barbara Lochbihler, per aver presentato una relazione veramente orientata al rafforzamento dei diritti umani, cosa che non capita spesso.

Certo, non bisogna dimenticare la realtà dei fatti, ovvero che il Vietnam è uno Stato dominato da un unico partito e vive una situazione ben lontana da una vera democrazia e da un vero Stato di diritto. Le violazioni in tal senso sono innumerevoli ed è senz'altro un paese strategico per l'Occidente, visto che è uno dei tasselli della strategia di contenimento della Cina portata avanti dagli Stati Uniti e ciò spiega il grande interesse non solo economico nei suoi confronti. Ma a noi questo non interessa. Quello che conta è che la relazione UE-Vietnam sia votata a favorire non solo i diritti umani, ma anche la partecipazione politica, ad avere una maggiore tutela dei lavoratori e a salvaguardare l'ambiente e a consentire una vera libertà di espressione.

C'è davvero molto da fare, non sosterremo l'accordo di libero scambio ma sosterremo invece la speranza di questa relazione politica come quella del popolo vietnamita. Ma chiediamo anche passi concreti e soprattutto immediati perché la fiducia di oggi può essere revocata domani.

Goffredo Maria Bettini (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, l'accordo di partenariato e cooperazione con il Vietnam è un passaggio fondamentale nei rapporti tra l'Unione europea e questo decisivo paese.

Il Vietnam ha una storia antica, travagliata e ricca di tradizioni e di cultura e ancora, come ricorda la relazione, porta i segni dei bombardamenti che ha subito ad opera degli americani, che hanno sganciato su quella terra più bombe che in tutta la Seconda guerra mondiale. Il Vietnam da alcuni anni ha una crescita economica vigorosa, la società civile si è messa in moto, importanti riforme sono state realizzate o avviate. Mi è capitato di constatare direttamente quanto stiano aumentando gli investimenti europei, la diffusione dei nostri prodotti, il rispetto di cui godiamo e, per quanto riguarda l'Italia, lo dico con un pizzico di orgoglio, il mio paese, il vero e proprio amore per il nostro stile di vita.

Certamente ci sono molte cose ancora da fare, in tema di libertà e di diritti umani il cammino è molto lungo. Tale cammino sarà spinto in avanti e verificato, come ha detto la Commissione europea, nel suo intervento qui in Aula, attraverso l'aumento dei nostri rapporti commerciali, economici e culturali con tutto il popolo vietnamita, nella consapevolezza anche delle condizioni in cui esso è stato costretto ad operare, anche a causa degli errori o, in certi casi, dei veri e propri orrori che l'Occidente ha compiuto.

Jan Zahradil (ECR). – Mr President, as Chairman of your Parliamentary Group 'Friends of Vietnam', and also as standing rapporteur for the EU-Vietnam Free Trade Agreement, I am very glad that Vietnam is once again at the forefront of EU attention. While we are dealing with that partnership and cooperation agreement, I hope that it will be approved as soon as possible.

We also have to stress that we have already negotiated a free trade agreement, and those negotiations were finalised in August. The Treaty itself was signed two weeks ago by the Commission President and the Vietnamese Prime Minister. So it is good news. I think that it is also good news in the year where we are celebrating the 25th anniversary of EU-Vietnam relations. I have to say, however, that this report of Ms Lochbihler contains some elements with which I am not entirely happy. In particular, paragraph 33 seems to me a bit unfair and unjust towards the Vietnamese side, as it calls on Vietnam to ensure that fees set by the Vietnamese Ministry of Finances for the issue of documents are the same. It raises some doubts about the procedure. I do not think that this paragraph should be included in that report. I have serious concerns about that, and if that paragraph is there still tomorrow my position will probably be that I cannot support this report at all. However, I hope that we can find a solution for that.

Jozo Radoš (ALDE). – Gospodine predsjedniče, pozdravljam svaki sporazum kojim EU proširuje svoju suradnju pogotovo sporazum koji se odnosi na Socijalističku Republiku Vijetnam kao zemlju koja je vrlo siromašna i u razvoju, ali istovremeno vrlo značajna na području jugoistočne Azije, i to 25 godina nakon uspostave službenih odnosa.

Iskazujem zadovoljstvo zbog toga što se i ovaj dio svijeta otvara međunarodnoj suradnji putem transpacifičkog sporazuma o partnerstvu, odnosno omogućavanjem direktnih stranih ulaganja u Vijetnamu. Očekujem da će potpisivanje ovog sporazuma poboljšati odnose Vijetnama i EU-a, omogućiti demokratizaciju i napredak te zemlje, ali jednako tako poboljšati suradnju EU-a sa širim prostorom jugoistočne Azije.

Seán Kelly (PPE). – Mr President, at the beginning of November I had the privilege of being part of a small delegation from the European Parliament who visited Vietnam; I see some of the colleagues who also went are here and will probably be speaking later. It was a wonderful occasion. We were well received and Vietnam was very appreciative, particularly of the EUR 400 million we are giving under the present framework programme, much of which is going to combat climate change. That is certainly to be commended. They also expressed a desire to see the Free Trade Agreement come into being as soon as possible and, as has been said, it has now been signed by us and by their Prime Minister a few weeks ago in Brussels. The people of Vietnam are, I think, lovely people. They ride around on little motorbikes, which is lovely to see, in their rather strange and chaotic traffic management system, but it works. We can certainly do an awful lot to help them. One area which we also need to focus on is the provocative actions by China in the South China Sea. This is not good enough and building artificial islands and so on is contrary to the international law of the sea and we have to stand with Vietnam in trying to bring China to heel on that matter.

I am very pleased to say that in my own country of Ireland we have had diplomatic relations with Vietnam since 1996 and have had an embassy there since 2005. We have an excellent ambassador, Cáit Moran, who does tremendous work, particularly in helping to oversee the Irish aid programme in Vietnam, and indeed we have some Gaelic football teams there as well, which is my background. So I think we can say that Vietnam is a country that is going places quickly. We can certainly help the Vietnamese regarding human rights. Sandra Kalniete said that with the FTA that will improve over time. Certainly, as a strategic partner I think we can make a lot of progress, from both a business point of view and a human rights point of view and particularly for improving the quality of life of the Vietnamese people in the future.

Andrejs Mamikins (S&D). – Mr President, when I was a little boy, on occasion I was treated with a medicinal balsam called 'Little Star', which was imported from Vietnam and could be bought at any local pharmacy.

Nowadays, Vietnam itself is a rising star of the Asian region. The positive results in many areas have been achieved thanks to the country's openness to the world. Vietnam is actively participating in the Asia-Pacific Economic Cooperation forum (APEC), in the Association of South-East Asian Nations (ASEAN) and has recently signed a free trade agreement with the Eurasian Economic Union. Now we are moving towards the EU-Vietnam Framework Agreement on Comprehensive Partnership and Cooperation.

Officially established a quarter of a century ago with an initial focus on trade and development, modern EU-Vietnam relations have now become much broader, incorporating energy, science, technology, culture and ecology. The Partnership and Cooperation Agreement has been especially beneficial to our relations. Vietnam has become the EU's major partner in South-East Asia. The principal objective of the Vietnamese people, which the star on their flag symbolises, is to build upon the existing successes and continue on their path towards greater progress and development.

The EU can undoubtedly assist Vietnam on this path, on occasion with a bit of friendly but constructive criticism on human rights, ecology, or the social sphere, but most importantly with productive cooperation. I fully support the conclusion of this agreement and hope it opens a new chapter of much more productive cooperation with Vietnam and its hardworking people.

Richard Ashworth (ECR). – Mr President, this partnership will bring real economic benefit to both parties, but it has a lot more to offer than trade alone. This is a time of great challenge in South-East Asia, not least the anxieties over the South China Sea. By working constructively with Vietnam, the EU can help build a peaceful, prosperous region which is founded on free trade and mutual recognition of international law. We do acknowledge the progress that has been made by the Government of Vietnam in its continued efforts to confront issues like corruption, human rights and good governance. To that end, this Parliament must reach out in a spirit of friendship and constructive dialogue to encourage and support that progress. Unfortunately, I cannot agree with some of the rapporteur's comments, specifically, for

example, paragraph 33, and in consequence would not be able to support that.

Olga Sehnaľová (S&D). – Pane p̑edsedající, v roce dvacátého pátého výročí navázání diplomatických vztahů mezi Evropskou unií a Vietnamskou socialistickou republikou budeme schvalovat dohodu o partnerství a spolupráci. Oblastí, kterých se týká, je mnoho a už tady o nich byla řeč.

Pro spolupráci mezi zeměmi je však nejdůležitější spolupráce mezi lidmi. Té musíme uvolnit cestu a dát jí mnohem větší prostor. Jako důležitý krok tímto směrem proto vítám rozhodnutí vietnamské strany o uvolnění vízového režimu pro občany pěti velkých evropských zemí. Zde bychom však neměli skončit. Pro rozvoj a zintenzivnění další spolupráce považují za důležité, aby bylo toto uvolnění brzo rozšířeno i na další, byť menší členské státy Evropské unie.

Jednou ze zemí, která má ve spolupráci s Vietnamem dlouhou tradici, je i Česká republika. Zdejší početná vietnamská menšina byla nedávno oficiálně uznána jako etnická menšina. Je proto přirozené, že zde existuje i řada společných projektů. Jako perspektivní se jeví například spolupráce v oblasti vzdělávání, příkladem z poslední doby je projekt české univerzity Tomáše Bati ve Zlíně a vietnamské univerzity v Ho Či Minově Městě. Věřím, že tyto formy spolupráce mohou nastavit dobré, dlouhodobé partnerské vztahy, a to mimo jiné i tím, že pomohou ke vzájemnému poznání a porozumění skutečného života v našich zemích.

Pytania z sali

Stanislav Polčák (PPE). – Pane p̑edsedající, je mi ctí vystupovat po mé kolegyni paní Sehnaľové. Já jsem měl také na mysli pár věcí z té české reality, ona už to řekla.

Proto bych se zaměřil na to, že nejen že slavíme pětadvacet let uvolnění obchodních vztahů, ale že v roce 1996 byla ve Vietnamu otevřena slavnostně reprezentace Evropské unie. Myslím, že vždycky to uvolnění, ta liberalizace obchodních vztahů přináší zásadní efekty, a proto podporuji tento návrh dohody. Ten článek 33 se přiznám, že si ještě tedy prostuduji, co kolegové z ECR vytýkají této dohodě. Na druhou stranu bych chtěl říci, že už dneska funguje v rámci vztahů Vietnamu a Evropské unie víceletý orientační program, který má nepochybné výsledky. Zaměřujeme se jako Evropská unie na podporu energetiky, infrastruktury. Svědčí o tom i obchodní výměna mezi Evropskou unií a Vietnamem, i když v rámci importu Evropské unie do Vietnamu došlo k určitému poklesu. Každopádně podporuji další prohlubování vztahů mezi Evropskou unií a Vietnamem.

Marek Jurek (ECR). – Panie Przewodniczący! Według instytutu Open Doors, który zajmuje się badaniem prześladowań antychrześcijańskich, Wietnam jest krajem, w którym sytuacja chrześcijan jest gorsza niż w Chinach komunistycznych, niż w Mali, niż w Katarze czy w Egipcie. Wielu z nas, którzy pamiętają komunizm, dobrze zna te metody: permanentna inwigilacja, karanie ludzi za to, że upominają się o swoje prawa, na przykład o zwrot zabranej własności, kampanie propagandowe rozbudzające populizm antychrześcijański. Co możemy w tej sytuacji zrobić? Przede wszystkim monitorować sytuację i pokazywać wietnamskim chrześcijanom, że ich sytuacja jest dla nas ważna. Pokazywać władzom Wietnamu, że sytuacja chrześcijan w ich kraju jest dla nas ważna – i dlatego szkoda, że tak mało mówiliśmy o tym w naszej debacie, szkoda, że tak mało uwag na ten temat znalazło się w stosownym sprawozdaniu.

Νότης Μαρίας (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, η νέα εταιρική σχέση Ευρωπαϊκής Ένωσης-Βιετνάμ είναι σημαντική κυρίως για τις ευρωπαϊκές πολυεθνικές οι οποίες έχουν εγκατασταθεί και έχουν πραγματοποιήσει επενδύσεις στο Βιετνάμ, όπου βέβαια ισχύουν οι μισθοί πείνας. Ταυτόχρονα, στο Βιετνάμ και ιδίως στα εργοστάσιά του, δεν τηρούνται βασικά εργασιακά και κοινωνικά δικαιώματα, ενώ υπάρχει έξαρση του φαινομένου της παιδικής εργασίας. Επιπλέον, η διαφθορά, η παραβίαση των ανθρωπίνων δικαιωμάτων, οι διώξεις χριστιανών είναι στην ημερήσια διάταξη.

Η συμφωνία εταιρικής συνεργασίας Ευρωπαϊκής Ένωσης-Βιετνάμ, όπως και η συμφωνία ελευθέρων συναλλαγών θα πλήξουν τον ευάλωτο τομέα των μικρομεσαίων επιχειρήσεων στα κράτη μέλη της Ένωσης και θα αυξήσουν την ανεργία. Το Βιετνάμ οφείλει να εγκαθιδρύσει κράτος δικαίου, να σεβαστεί την ελευθερία έκφρασης, τις δημοκρατικές ελευθερίες και την ελευθερία του τύπου και η Ευρωπαϊκή Ένωση από την πλευρά της δεν θα πρέπει, στο όνομα της κερδοφορίας των ευρωπαϊκών εταιρειών, να κλείνει τα μάτια στις παραβιάσεις των ανθρωπίνων δικαιωμάτων στο Βιετνάμ, πολύ, δε, περισσότερο όταν η ίδια εταιρική σχέση δρα μόνο υπέρ των συμφερόντων των μεγάλων επιχειρήσεων.

(Koniec pytań z sali)

Andrus Ansip, *Vice-President of the Commission*. – Mr President, this has been a very useful exchange and I thank the Members for the clarity of their interventions. Once again, I would like to thank our rapporteurs, Sandra Kalniete and Barbara Lochbihler, for their sound analysis.

I have listened carefully and taken note of the Members' expectations and concerns regarding the implementation of the partnership and cooperation agreement and, beyond that, regarding the overall relationship between the European Union and Vietnam. Let me conclude by emphasising that, with the partnership and cooperation agreement and the free trade agreement, we are laying solid foundations for a maturing political partnership.

Sandra Kalniete, *referente*. – Es gribu vēlreiz atbalstīt piekrišanu šim protokolam un ceru, ka arī tā dalībvalstis paātrinās nolīguma ratifikācijas procesu, lai nodrošinātu tā drīzāku stāšanos spēkā – lai attiecības starp ES un Vjetnamu ieiētu normatīvi jaunā fāzē.

Barbara Lochbihler, *Berichterstatterin*. – Herr Präsident! Ich wollte nur auf einige der letzten Redner, die jetzt noch da sind, eingehen. Selbstverständlich ist im Bericht aufgelistet, dass wir einfordern, dass es freie Gewerkschaften geben soll, und auch die Verfolgung verschiedener religiöser Gruppen, unter anderem der christlichen Minderheit, ist im Bericht explizit erwähnt. Die ganze Terminologie und die Darstellung der Menschenrechtsverletzungen sind meiner Meinung nach nicht bedrohlich – so habe ich Herrn Bashir verstanden –, sondern sie spiegeln eigentlich das Vokabular und den Diskurs wider, den die vietnamesische Regierung selber pflegt, zum Beispiel innerhalb der Vereinten Nationen.

Der Kollege, der gesagt hat, es sei vielleicht eine Bedrohung für die mittleren Unternehmen in Vietnam, sei darauf verwiesen, dass wir in diesem Abkommen eine menschenrechtliche Folgeabschätzung dieses Freihandelsabkommens fordern, die gerade bewerten soll, ob große europäische Unternehmen, die auf den vietnamesischen Markt kommen, kleine KMUs verdrängen.

Und nun zu dem mehrfach genannten Artikel 33, der insbesondere nicht nur von der ECR-Fraktion, sondern auch von anderen kritisiert wird. Wir haben heute Nachmittag informell konsultiert, und ich glaube, die meisten Fraktionen werden gegen diesen Artikel stimmen, der sich mit Korruption und Visabefreiung beschäftigt. Ich muss aber nochmal kurz vielleicht mein Erstaunen ausdrücken, dass ich heute Nachmittag eine E-Mail von Herrn Zahradil, dem Vorsitzenden der vietnamesischen *Friendship Group* bekommen habe, in der er eigentlich angedeutet hat, er werde diesem Abkommen nicht zustimmen. Also das – ich hoffe, da habe ich ihn jetzt richtig verstanden – bezieht sich nur auf Artikel 33. Denn gerade die Zustimmung zu diesem Abkommen ist sehr wesentlich und wird ja auch von vietnamesischer Regierungsseite eingefordert, denn sonst kann man es ja überhaupt nicht umsetzen.

Hier kann ich nochmal dafür werben, dass wir eine große Zustimmung für das Abkommen in Gänze bekommen, und selbstverständlich kann man bei einzelnen Artikeln anderer Meinung sein.

Przewodniczący. – Zamykam debatę.

Głosowanie odbędzie się w czwartek 17 grudnia 2015 r.

Oświadczenia pisemne (art. 162)

Remo Sernagiotto (ECR), *per iscritto*. – Il Vietnam è uno dei mercati in più rapida crescita al mondo e attualmente uno dei partner più importanti dell'UE nel Sud-est asiatico. Basti ricordare, ad esempio, che l'UE rappresenta per questo paese il secondo maggiore mercato di esportazione e donatore di aiuti nonché il quinto investitore. È di grande importanza quindi individuare gli ambiti in cui la cooperazione dovrebbe essere migliorata, al fine di massimizzare i vantaggi per le due parti e sostenere allo stesso tempo lo sviluppo della capacità del Vietnam nel promuovere il rispetto per la buona *governance*, lo Stato di diritto e i diritti umani.

21. Composition of committees and delegations: see Minutes

22. Agenda for next sitting: see Minutes

23. Closure of the sitting

(Posiedzenie zostało zamknięte o godz. 22.15)

Key to symbols used

*	Consultation procedure
***	Consent procedure
***I	Ordinary legislative procedure: first reading
***II	Ordinary legislative procedure: second reading
***III	Ordinary legislative procedure: third reading

(The type of procedure is determined by the legal basis proposed in the draft act.)

Abbreviations used for Parliamentary Committees

AFET	Committee on Foreign Affairs
DEVE	Committee on Development
INTA	Committee on International Trade
BUDG	Committee on Budgets
CONT	Committee on Budgetary Control
ECON	Committee on Economic and Monetary Affairs
EMPL	Committee on Employment and Social Affairs
ENVI	Committee on the Environment, Public Health and Food Safety
ITRE	Committee on Industry, Research and Energy
IMCO	Committee on the Internal Market and Consumer Protection
TRAN	Committee on Transport and Tourism
REGI	Committee on Regional Development
AGRI	Committee on Agriculture and Rural Development
PECH	Committee on Fisheries
CULT	Committee on Culture and Education
JURI	Committee on Legal Affairs
LIBE	Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs
AFCO	Committee on Constitutional Affairs
FEMM	Committee on Women's Rights and Gender Equality
PETI	Committee on Petitions
DROI	Subcommittee on Human Rights
SEDE	Subcommittee on Security and Defence

Abbreviations used for Political Groups

PPE	Group of the European People's Party (Christian Democrats)
S&D	Group of the Progressive Alliance of Socialists and Democrats in the European Parliament
ECR	European Conservatives and Reformists Group
ALDE	Group of the Alliance of Liberals and Democrats for Europe
GUE/NGL	Confederal Group of the European United Left – Nordic Green Left
Verts/ALE	Group of the Greens/European Free Alliance
EFDD	Europe of Freedom and Direct Democracy Group
ENF	Europe of Nations and Freedom
NI	Non-attached Members